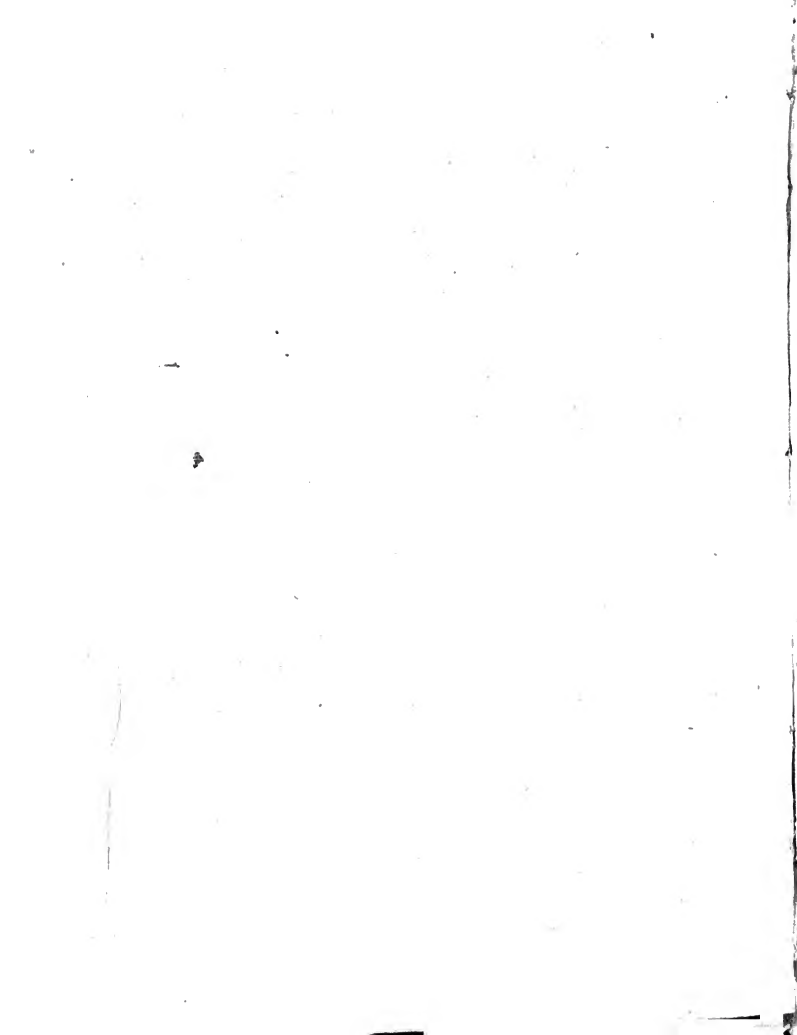




168
C
6







DE

L'INSTRUCTION

CRIMINELLE.

711

DE L'IMPRIMERIE DE MIGNERET,
RUE DU DRAGON, F. S. G., N.º 20.

RECEIVED

DE
L'INSTRUCTION
CRIMINELLE,

CONSIDÉRÉE DANS SES RAPPORTS GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS AVEC
LES LOIS NOUVELLES ET LA JURISPRUDENCE DE LA COUR DE
CASSATION ;

PAR M. CARNOT,

CONSEILLER A LA COUR DE CASSATION, CHEVALIER DE L'EMPIRE,
MEMBRE DE LA LÉGION-D'HONNEUR.

TOME SECOND.



A PARIS,
CHEZ NÈVE, LIBRAIRE DE LA COUR DE CASSATION,
AU PALAIS DE JUSTICE, N.º 9.

1812.





T A B L E

DES TITRES ET CHAPITRES CONTENUS DANS LE SECOND VOLUME.

LIVRE II.

DE LA JUSTICE.

TITRE II.

DES AFFAIRES QUI DOIVENT ÊTRE SOUMISES AU JURY. Page 1

CHAPITRE II.

De la Formation des Cours d'Assises. Ibid.

S. I.^{er}

Fonctions du Président. 23

S. II.

Fonctions du Procureur-Général-Imperial. 36

S. III.

Fonctions du Procureur-Imperial criminel. 64

CHAPITRE III.

De la Procédure devant la Cour d'Assises. 70

CHAPITRE IV.

De l'Examen, du Jugement et de l'Exécution. 111

SECTION I.^{re}

De l'Examen. Ibid.

SECTION II.

Du Jugement et de l'Exécution. 238

CHAPITRE V.

Du Jury, et de la manière de le former. 305

SECTION I.^{re}

Du Jury. Ibid.

SECTION II.

De la manière de former et de convoquer le Jury. 335

TITRE III.

DES MANIÈRES-DE-SE-POURVOIR CONTRE LES ARRÊTS OU JUGEMENTS. 359

TABLE

CHAPITRE PREMIER.

Des Nullités de l'Instruction et du Jugement. Page 359

Matières criminelles, S. I.^{er} 363

Matières correctionnelles et de police, S. II. 396

S. III.

Dispositions communes aux deux paragraphes précédens, 402

CHAPITRE II.

Des Demandes en cassation, 405

CHAPITRE III.

Des Demandes en révision, 456

TITRE IV.

DE QUELQUES PROCÉDURES PARTICULIÈRES, 477

CHAPITRE PREMIER,

Du Faux. Ibid.

CHAPITRE II.

Des Contumaces, 517

CHAPITRE III.

Des crimes commis par des Juges hors de leurs fonctions, et dans l'exercice de leurs fonctions, 546

SECTION I.^{re}

De la Poursuite et Instruction contre des Juges, pour crimes et délits par eux commis hors de leurs fonctions, 550

SECTION II.

De la Poursuite et Instruction contre des Juges et Tribunaux autres que ceux désignés par l'art. 101 du Sénatus-Consulte du 28 floréal an xii, pour forfaiture et autres crimes ou délits relatifs à leurs fonctions, 557

CHAPITRE IV.

Des Délits contraires au respect dû aux Autorités constituées, 576

CHAPITRE V.

De la manière dont seront reçues, en matière criminelle, correctionnelle et de police, les dépositions des Princes et de certains Fonctionnaires de l'Etat. 584

DES TITRES ET CHAPITRES.

vij

CHAPITRE VI.

De la Reconnaissance de l'identité des individus condamnés, évadés et repris!

Page 593

CHAPITRE VII.

Manière de Procéder en cas de destruction ou d'enlèvement des pièces, ou du jugement d'une affaire.

597

TITRE V.

DES RÉGLEMENS DE JUGES, ET DES RENVOIS D'UN TRIBUNAL A UN AUTRE.

603

CHAPITRE PREMIER.

Des Réglemens de Juges.

Ibid.

CHAPITRE II.

Des Renvois d'un Tribunal à un autre.

630

TITRE VI.

DES COURS SPÉCIALES.

641

CHAPITRE UNIQUE.

De la Compétence, de la Composition des Cours Spéciales, et de la Procédure.

Ibid.

SECTION I.^{re}

Compétence de la Cour Spéciale.

646

§. I.^{er}

Composition de la Cour Spéciale.

662

§. II.

Epoques et lieux des Sessions de la Cour Spéciale.

667

§. III.

Fonctions du Président.

670

§. IV.

Fonctions du Procureur-Général-Impérial, et du Procureur-Impérial criminel.

671

SECTION II.

Instruction et Procédure antérieures à l'ouverture des débats.

674

SECTION III.

De l'Examen.

681

vii/ TABLE DES TITRES ET CHAPITRES.

	SECTION IV.	
<i>Du Jugement.</i>		Page 692
	SECTION V.	
<i>De l'Exécution de l'arrêt.</i>		709
	TITRE VII.	
<i>DE QUELQUES OBJETS, D'INTÉRÊT PUBLIC ET DE SURETÉ GÉNÉRALE.</i>		712
	CHAPITRE PREMIER.	
<i>Du Dépôt général de la Notice des jugemens.</i>		Ibid.
	CHAPITRE II.	
<i>Des Prisons, Maisons d'arrêt et de Justice.</i>		715
	CHAPITRE III.	
<i>Des Moyens d'assurer la liberté individuelle, contre les détentions illégales ou d'autres actes arbitraires.</i>		726
	CHAPITRE IV.	
<i>De la Réhabilitation des condamnés.</i>		734
	CHAPITRE V.	
<i>De la Prescription.</i>		748

FIN DE LA TABLE DES TITRES ET CHAPITRES.

CODE

C O D E

D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

LIVRE II.

TITRE II.

DE LA JUSTICE.

CHAPITRE II.

De la formation des Cours d'Assises.

OBSERVATIONS.

DEPUIS long-temps les Cours de Justice étaient devenues sédentaires.

Les Parlemens avaient remplacé les Assises instituées par Saint Louis.

Ces Assises étaient des assemblées qui se tenaient à certains jours marqués, pour rendre la justice d'une manière publique et solennelle.

II. Aux Parlemens qui avaient plénitude de juridiction en matière civile et criminelle, l'Assemblée constituante fit succéder des Tribunaux dont les uns devaient s'occuper des matières civiles, les autres de l'instruction et du jugement des procès criminels.

III. Les Tribunaux civils éprouvèrent successivement diverses métamorphoses jusqu'à l'établissement des Cours Impériales; mais les Tribunaux criminels établis dans chaque département, restèrent les mêmes, à quelques nuances près, dans

leur organisation, jusqu'à l'établissement des Cours d'Assises qui doivent se tenir par des Juges délégués de la Cour Impériale, envoyés dans les départemens à des époques déterminées.

IV. Ces Cours d'Assises n'ont conservé des anciennes que le nom, la solennité et la publicité.

On ne peut y porter que le jugement de crimes emportant peines afflictives ou infamantes, et que la Chambre d'accusation y a renvoyé.

Elles ne peuvent juger que sur la déclaration d'un Jury composé de douze Jurés.

Elles ont les mêmes attributions qu'avaient les Cours de Justice criminelle qu'elles ont remplacées.

Il n'y a été apporté d'autres modifications que celles que l'adoption du nouveau système a rendues nécessaires.

Ce ne sont ni les *missi Dominici*, ni les *missi regales* connus sous les deux premières races de nos Rois.

Ceux-ci n'étaient que des espèces d'Intendans envoyés par l'autorité souveraine, pour réformer les abus dans l'administration de la Justice, et pour juger les causes des particuliers dans la réunion des Comtes et des Barons.

Cependant c'est à cette ancienne institution qu'est due l'idée des Cours d'Assises, telles que les a décrétées le Code d'instruction criminelle.

V. Les Cours d'Assises doivent être composées de Magistrats, tous pris dans l'ordre judiciaire.

Si dans les départemens où les Cours Impériales ne sont pas établies, les membres de la Cour d'Assises peuvent être pris hors du sein de la Cour Impériale, ils doivent l'être parmi les Juges du Tribunal de première instance.

ARTICLE CCLI.

Il sera tenu des Assises dans chaque département, pour juger les individus que la Cour Impériale y aura renvoyés.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 251 se borne à poser pour base de l'institution nouvelle, qu'il sera tenu des Assises dans chaque département.

II. Aucun prévenu ne peut y être présenté, qu'il n'ait été mis en accusation, et qu'il n'y ait été renvoyé soit par la Chambre d'accusation de la Cour Impériale, soit par la Cour de cassation, dans les cas déterminés au Chapitre 3, Titre 4, Livre 2 du présent Code.

III. Si le Procureur-Général portait à la Cour d'Assises d'autres affaires, il s'exposerait à la prise à partie. (*Art. 271.*)

Il y aurait *nullité* dans l'arrêt qui serait intervenu.

ARTICLE CCLII.

Dans les départemens où siège la Cour Impériale, les Assises seront tenues par cinq de ses membres, dont l'un sera Président.

Le Procureur-Général, ou l'un de ses Substituts, y remplira les fonctions du Ministère public.

Le Greffier de la Cour y exercera ses fonctions.

OBSERVATIONS.

I. La Cour d'Assises doit être composée de cinq Juges, d'un Officier du Ministère public, et d'un Greffier.

Elle ne peut rendre aucun arrêt qu'avec le nombre de membres prescrit par la loi.

C'est la disposition de l'art. 92 du décret impérial du 6 juillet 1810.

Mais elle peut être composée d'un plus grand nombre de Juges, lorsque les Assises se tiennent *dans le lieu où siège la Cour Impériale*, si le Procureur-Général l'a requis, et s'il est intervenu un arrêt conforme à ses réquisitions. (*Art. 93, ibid.*)

Dans ce cas, la Chambre civile, présidée par le premier Président, se réunit à la Cour d'Assises pour les débats et pour le jugement.

Il ne doit en être ainsi que dans des circonstances extrêmement graves; car c'est substituer, en quelque sorte, l'autorité de la Cour à celle du Jury, puisqu'aux termes de l'art. 351, lorsque la culpabilité de l'accusé n'a passé au Jury qu'à la simple majorité sur le fait principal, les membres de la Cour sont appelés à voter individuellement sur son sort.

L'art. 93 du décret cité ne dit pas en quel nombre les Magistrats de la Section présidée par le premier Président, doivent entrer dans la composition de la Cour d'Assises; de sorte que tous les Magistrats qui la composent sont indistinctement appelés à en faire partie, en quelque nombre qu'ils soient.

II. Lorsque les Assises se tiennent dans l'étendue du département où siège la Cour Impériale, elles doivent l'être par cinq Magistrats de cette Cour, dont l'un remplit les fonctions de Président.

La loi du 20 avril 1810, et le décret impérial du 6 juillet ont déterminé le mode d'exécution,

III. L'art. 16 de la loi du 20 avril, délègue au premier Président de la Cour Impériale la désignation des cinq Magistrats qui doivent faire le service des Assises, et le droit de désigner celui qui doit les présider, lorsque le Grand-Juge n'a pas lui-même fait cette désignation.

Les art. 79 et 82 du décret impérial du 6 juillet prescrivent au premier Président de la Cour Impériale, de faire sa désignation dans la huitaine de la clôture des Assises, pour la session suivante, lorsque le Grand-Juge n'a pas usé de sa prérogative pendant leur durée.

IV. Que la désignation ait été faite par le Grand-Juge, ou qu'elle l'ait été par le premier Président, celui-ci doit rendre une ordonnance qui indique le choix qui a été fait.

Cette ordonnance doit être publiée, au plus tard, dans les dix jours de la clôture des Assises.

L'art. 83 du même décret explique de quelle manière doit être faite cette publication : « l'ordonnance portant nomination des Présidents et des Conseillers, » ou des Auditeurs délégués pour la tenue des Assises, et la fixation du jour de « l'ouverture des séances de la Cour d'Assises, sera envoyée à la diligence des » Procureurs-Généraux, aux Tribunaux de première instance de la Cour d'Assises; » elle sera publiée, dans les trois jours de sa réception, à l'audience publique, » sur la réquisition du Procureur-Impérial. »

L'art. 89 exige de plus, que « l'annonce de cette ordonnance soit faite dans les » journaux du département où siège la Cour d'Assises; qu'elle soit affichée dans » les chefs-lieu d'arrondissement et sièges des Tribunaux de première instance. »

V. Les Auditeurs attachés à la Cour Impériale, que l'art. 12 de la loi du 20 avril 1810 qualifie de *Conseillers-Auditeurs*, peuvent entrer dans la composition de la Cour d'Assises, soit qu'elles se tiennent dans le département où siège la Cour Impériale, soit qu'elles se tiennent dans les autres départements, lorsqu'ils sont âgés de vingt-sept ans accomplis.

VI. En accordant au Grand-Juge Ministre de la Justice, et au premier Président de la Cour Impériale, la désignation du *Président* des Assises, dans le département où siège la Cour Impériale, la loi a-t-elle entendu qu'ils pussent désigner indifféremment un Conseiller en titre ou un Conseiller-Auditeur pour en remplir les fonctions?

L'art. 252 parle des *membres* de la Cour, sans établir aucune distinction entre eux; ce qui peut faire supposer que les Conseillers-Auditeurs étant membres de la Cour, peuvent être désignés comme Présidents des Assises.

Mais, serait-il convenable de faire présider les Assises dans le lieu où est établie la Cour Impériale, par un Conseiller-Auditeur, lorsque des Conseillers en titre y rempliraient les fonctions de Juges?

Telle n'a pas été l'intention du Législateur.

VII. On pourrait plutôt inférer des termes de l'article 252, que le Président des Assises devrait être pris parmi les Présidents de Chambres de la Cour Impériale.

L'art. 16 du décret du 20 avril 1810 semblerait même venir à l'appui de cette manière d'entendre l'art. 252, en autorisant le premier Président de la Cour Impériale à présider lui-même la Cour d'Assises.

Cependant, on pense généralement que le Président de la Cour d'Assises doit être pris parmi les cinq Conseillers désignés pour tenir les Assises. Mais un Président de Chambre peut remplir les fonctions de Président, sans donner lieu à la nullité de la procédure. (*Arrêt du 29 août 1811, au rapport de M. Favart.*)

VIII. Nous avons dit que c'est au premier Président à nommer les Magistrats qui doivent composer la Cour d'Assises, lorsque le Grand-Juge n'en a pas fait lui-même la désignation pendant la tenue de la précédente session.

Mais si le premier Président avait laissé à la Cour Impériale le soin de faire cette désignation, et si la Cour avait effectivement désigné le Magistrat qui aurait rempli les fonctions de Président de la Cour d'Assises, l'accusé condamné n'en pourrait tirer un moyen de cassation; c'est ce qui fut jugé le 16 août 1811, par arrêt rendu au rapport de M. Benvenuti.

IX. Pour chaque tenue d'Assises, il doit y avoir une nouvelle désignation de Juges.

Cependant, s'il en était tenu d'*extraordinaires*, ce serait au Président des dernières Assises à les présider. (*Art. 81 du décret impérial du 6 juillet 1810.*)

Si le Président était mort ou empêché, le premier Président de la Cour Impériale y pourvoirait, en indiquant le jour de l'ouverture des Assises extraordinaires.

X. L'art. 81 du décret impérial du 6 juillet, ne s'occupe que du Président. Faut-il en conclure qu'il faille une nouvelle désignation de Juges?

Nous ne voyons pas qu'il pût y en avoir aucun motif raisonnable.

Il nous paraît que les Juges, comme le Président, ne doivent être remplacés que dans le même cas, c'est-à-dire dans le cas d'empêchement.

Cependant il n'y aurait pas nullité si le premier Président avait fait une nouvelle désignation des Juges, puisque la loi ne le défend pas.

XI. S'il n'avait pas été fait de désignation des membres qui doivent tenir les Assises dans le département où siège la Cour Impériale, ou si la désignation n'avait pas été complète, les cinq Conseillers en titre ou Conseillers-Auditeurs, qui se trouveraient les premiers dans l'ordre de réception, devraient entrer dans la composition de la Cour d'Assises, et le plus ancien des Juges devrait la présider.

XII. Ce serait également le plus ancien Magistrat de la Cour Impériale, dans l'ordre de réception, qui devrait remplacer le Juge dans le cas d'empêchement;

car la loi n'accorde au Grand-Juge et au premier Président que la désignation à faire *avant* la fixation du jour de l'ouverture des débats.

XIII. Il peut se présenter une difficulté plus sérieuse, qui est celle de savoir comment le remplacement du Président devrait se faire, s'il ne se trouvait empêché que *pendant* la tenue de la session ordinaire ou extraordinaire; car l'art. 81 du décret du 6 juillet, n'a parlé du remplacement du Président empêché, qu'à *l'instant* de la fixation du jour pour l'ouverture des Assises.

Si l'empêchement survient au Président d'une Cour d'Assises qui se tient au lieu où siège la Cour Impériale, il faut appeler le plus ancien Magistrat de la Cour dans l'ordre de réception, pour compléter le nombre des membres de la Cour d'Assises; et la Cour se trouvant complète, c'est au plus ancien d'entre eux, dans l'ordre de réception, qu'appartient la présidence.

Si c'est pendant la tenue de la session d'une Cour d'Assises, qui siège dans un autre département que celui où est établie la Cour Impériale, et qu'il ne reste dans le nombre des Juges aucun autre membre de la Cour Impériale, il faudrait surseoir si l'on n'avait à consulter que l'art. 253 du Code d'instruction criminelle; mais l'art. 263 y apporte une modification dictée par les circonstances, en voulant que, dans ce cas, la présidence appartienne au Président du Tribunal de première instance.

XIV. L'art. 252 du Code d'instruction criminelle, laisse la liberté au Procureur-Général de faire, par lui-même, le service des Assises qui se tiennent dans le département où siège la Cour Impériale, ou de s'y faire remplacer par un de ses Substituts; ce que répète encore l'art. 265, en ajoutant que le Procureur-Général peut faire cette délégation lors même qu'il est présent à la tenue des Assises.

Mais dans les autres départemens, c'est au Procureur-Impérial criminel, d'après l'art. 253, à faire le service des Assises.

Cependant le Procureur-Général peut faire personnellement ce service. (*Art. 42 du décret impérial du 6 juillet.*)

XV. Quoique ce soit le Greffier de la Cour Impériale qui soit appelé nominément à en remplir les fonctions près la Cour d'Assises qui se tient dans le département où siège la Cour Impériale: il ne faut pas en tirer la conséquence qu'il ne puisse s'y faire remplacer par un de ses Commis assermentés. (*Art. 25 du décret impérial du 18 août 1810.*) Mais il doit faire par lui-même ce service, toutes les fois que d'autres affaires d'un ordre plus majeur n'exigent pas sa présence ailleurs.

ARTICLE CCLIII.

Dans les autres départemens, la Cour d'Assises sera composée,
1.^o *d'un membre de la Cour Impériale délégué à cet effet, et qui sera*

le Président des Assises ; 2.^o de quatre Juges pris parmi les Présidens et les Juges plus anciens du Tribunal de première instance du lieu de la tenue des Assises ; 3.^o d'un Substitut du Procureur-Général, qui portera le titre de Procureur-Imperial criminel ; 4.^o du Greffier du Tribunal de première instance.

OBSERVATIONS.

I. Les Cours d'Assises qui se tiennent dans d'autres départemens que celui où siège la Cour Impériale, doivent être composées du même nombre de Juges que celles qui se tiennent dans le département où elle est établie, c'est-à-dire, d'un Président et de quatre Juges.

Le Code n'exige pas que les Membres de la Cour Impériale y soient en majorité.

Il suffit de la délégation d'un seul membre de la Cour Impériale qui en devient le Président, lors même qu'il ne serait que *Conseiller-Auditeur* ; car l'article 97 du décret impérial du 6 juillet 1810, donne la préséance aux Conseillers-Auditeurs, sur tous les membres des Tribunaux de première instance.

Les *Juges-Auditeurs* attachés aux Tribunaux de première instance, seraient, au contraire, plus anciens, dans l'ordre de réception, que les Présidens de leurs Tribunaux respectifs, qu'ils ne pourraient prétendre à la Présidence avant eux. (*Ibid.*)

Cet art. 97 du décret du 6 juillet 1810 suppose que les Juges-Auditeurs peuvent entrer dans la composition des Cours d'Assises ; ce qui semble renfermer une dérogation à l'art. 13 de la loi du 20 avril précédent qui ne permet pas que les Juges-Auditeurs puissent être attachés à un Tribunal composé de plus de trois Juges.

Cependant il est possible que le lieu de la tenue des Assises soit *extraordinairement* indiqué dans un arrondissement dont le Tribunal ne soit composé que de trois Juges. (*Art. 21 de la loi du 20 avril 1810.*)

II. Les Cours d'Assises qui se tiennent dans d'autres départemens que celui où siège la Cour Impériale, ne peuvent jamais être composées d'un plus grand nombre de Juges que de celui de *cinq*.

L'art. 93 du décret du 6 juillet 1810 ne reçoit d'application qu'aux Cours d'Assises qui se tiennent dans les lieux où siègent les Cours Impériales.

Le motif en est qu'il appartient à elles seules de connaître des affaires qui intéressent les personnes mentionnées dans l'art. 10 de la loi du 20 avril 1810 ; c'est-à-dire, les Grands-Officiers de la Légion-d'Honneur, les Généraux commandans une division ou un département, les Archevêques, les Evêques, les Présidens des Consistoires, les membres de la Cour de cassation, ceux de la Cour des Comptes, des Cours Impériales, et les Préfets. (*Art. 18 de cette loi.*)

8. CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Le Code ne parle ni des Grands-Officiers des Trois-Toisons, ni du Conseil des prises; mais les Grands-Officiers des Trois-Toisons doivent jouir des mêmes prérogatives que ceux de la Légion-d'Honneur.

Quant aux membres du Conseil des prises, ce sont plutôt des Administrateurs que des Juges; et dès qu'ils ne se trouvent pas nommément désignés dans la loi, il faut supposer qu'ils doivent trouver leur garantie dans l'art. 15 de la constitution, par assimilation aux Agens du Gouvernement.

III. Si la délégation d'un seul des Magistrats de la Cour Impériale suffit pour constituer légalement la Cour d'Assises qui se tient dans un autre département que celui où siège la Cour Impériale, rien n'empêche qu'il en soit délégué plusieurs, et même que les cinq membres soient pris parmi les Magistrats de la Cour Impériale.

Cela résulte clairement des art. 254 et 255 du Code.

Rien n'empêche non plus que le premier Président de la Cour Impériale préside les Assises, lors même qu'elles se tiennent dans un autre département que celui où siège la Cour Impériale: l'art. 16 de la loi du 20 avril 1810 lui en laisse la faculté indéfinie.

IV. Ce n'est que pour compléter le nombre requis de juges qu'il est besoin de recourir aux Présidens, Juges et Juges-Auditeurs du Tribunal de première instance.

C'est l'ancienneté qui décide de ceux qui doivent être appelés, lorsque la concurrence s'établit entre les Juges en titres et les Juges-Auditeurs: mais l'ancienneté n'est plus à considérer lorsqu'elle s'établit entre les Présidens du Tribunal et les Juges: c'est toujours aux Présidens, suivant l'ordre de leur ancienneté, qu'appartient le droit de prendre place à la Cour d'Assises, lors même qu'il se trouverait des Juges plus anciens qu'eux en réception.

Les Suppléans ne peuvent être appelés qu'à défaut de Juges et même de Juges-Auditeurs, malgré leur ancienneté.

V. En ne consultant que les dispositions de l'art. 253, on aurait pu douter si c'était l'ancienneté d'âge, ou l'ancienneté de réception qui devrait décider; mais l'art. 97 a levé le doute, en disant que les Juges de première instance prendraient rang dans l'ordre de leur réception; ce qui s'applique naturellement aux Présidens et aux Suppléans.

VI. L'ordre d'ancienneté, ni la qualité de Présidens, de Juges et de Juges-Auditeurs, ne s'opposent au choix à faire par le Grand-Juge et par le premier Président de la Cour Impériale, des membres qui doivent être pris dans le Tribunal de première instance, pour composer la Cour d'Assises. L'ordre d'ancienneté ne doit être consulté que lorsqu'il n'y a pas eu de désignation.

VII. C'est au Procureur-Impérial criminel à faire le service près la Cour d'Assises,

DE LA JUSTICE.

9

S'il était empêché, le Procureur-Général devrait le faire remplacer par un de ses Substituts, ou par un Conseiller-Auditeur. (*Art. 52 du décret du 6 juillet 1810.*)

Mais cette délégation faite au Procureur-Impérial criminel n'empêche pas le Procureur-Général de se rendre sur les lieux pour y suivre personnellement les débats. (*Art. 284 du Code.*)

VIII. Le Greffier peut être suppléé par un des Commis assermenté. (*Art. 24 du décret du 18 août 1810.*)

ARTICLE CCLIV.

La Cour Impériale pourra cependant déléguer un ou plusieurs de ses membres, pour compléter le nombre des quatre Juges de la Cour d'Assises.

OBSERVATIONS.

I. Il semblerait résulter des termes de l'art. 254, que ce serait à la Cour Impériale à désigner un ou plusieurs de ses membres pour compléter la Cour d'Assises; mais cet article a été modifié par l'art. 16 de la loi du 20 avril 1810 qui charge le premier Président de faire cette désignation, lorsque le Grand-Juge ne l'a pas faite avant la clôture des Assises précédentes. Le premier Président a été de nouveau confirmé dans le droit de la faire, par les art. 79 et 80 du décret impérial du 6 juillet 1810.

II. Si le premier Président était absent ou empêché, ce serait le second Président, dans l'ordre du tableau, qui devrait faire la désignation; mais nous avons observé, sur l'art. 252, qu'il n'y aurait pas nullité dans la tenue des Assises, lors même que la désignation aurait été faite par la Cour Impériale, dans le cas où le premier Président aurait négligé de la faire lui-même.

III. L'art. 254 ne s'occupe, au surplus, que de la manière de compléter la Cour d'Assises dans les départemens où la Cour Impériale n'est pas établie.

Lorsqu'il s'agit de composer celle qui doit se tenir dans le département où siège la Cour Impériale, il faut procéder comme il est dit dans l'art. 252.

ARTICLE CCLV.

Si le nombre de ces délégués est au-dessous de celui des Juges qui, avec le Président, doivent composer la Cour, ce nombre sera complété dans le Tribunal de première instance, suivant la règle établie en l'art. 253.

OBSERVATIONS.

I. Le Grand-Juge et le premier Président de la Cour Impériale peuvent ne désigner qu'une partie des membres qui doivent composer les Cours d'Assises. Si tous sont désignés, c'est aux Magistrats qui l'ont été à y prendre séance.

Ils peuvent être choisis indifféremment parmi les Présidens, les Juges et les Juges-Auditeurs du Tribunal de première instance de l'arrondissement où se tient la Cour d'Assises; mais c'est sur eux seuls que le choix peut tomber pour concourir avec les Magistrats de la Cour Impériale.

Si le Président seul est désigné, ou s'il n'y a eu que quelques membres qui l'aient été, il faudra prendre, pour compléter le nombre, d'abord parmi les Présidens du Tribunal de première instance, puis parmi les Juges et les Juges-Auditeurs, dans leur ordre de réception.

Les Suppléans ne pourraient être appelés qu'à défaut des Présidens, des Juges et des Juges-Auditeurs.

II. Ce n'est pas dans le Tribunal de première instance du chef-lieu de département que les Juges de la Cour d'Assises doivent être pris pour la former ou pour la compléter, lorsque les Assises doivent se tenir dans un autre arrondissement; car ce n'est point un remplacement arbitraire qu'autorise le Code, ce qui aurait fait des Cours d'Assises de véritables commissions, mais une simple désignation parmi les Magistrats de la Cour Impériale, et parmi ceux du Tribunal de première instance du lieu où doivent se tenir les Assises.

III. Le lieu où elles doivent se tenir habituellement est le chef-lieu de département.

C'est la disposition de l'art. 258 du Code d'instruction criminelle: mais cette règle générale a été modifiée par l'art. 17 de la loi du 20 avril 1810, pour les départemens où les Cours de Justice criminelle étaient établies dans une autre ville que celle du chef-lieu.

Dans ces départemens, la Cour d'Assises doit tenir habituellement ses séances dans le lieu où la Cour de justice criminelle se trouvait établie.

IV. Les Assises peuvent cependant se tenir *extraordinairement* dans un autre lieu; mais ce ne peut être qu'en vertu d'un arrêt rendu dans l'assemblée des Chambres de la Cour Impériale, sur les réquisitions du Procureur-Général. (*Art. 90 du décret du 6 juillet 1810.*)

Si la faculté d'indiquer un autre lieu pour la tenue des Assises avait été donnée au premier Président, auquel était déjà confiée la désignation des membres qui doivent la composer, cela aurait pu dégénérer en abus.

V. Il est encore une autre espèce d'Assises *extraordinaires* ; ce sont celles dont le besoin du service exige la tenue dans l'intervalle de la clôture des dernières Assises à celles du trimestre suivant. (*Art. 259 du Code d'instruction criminelle.*) Elles doivent se tenir au même lieu que les Assises ordinaires, lorsque la Cour Impériale, les Chambres assemblées, n'en a pas autrement ordonné.

ARTICLE CCLVI.

Dans tous les cas, les Juges-Auditeurs pourront être envoyés à la Cour d'Assises, pour y faire le service de Juges, si toutefois ils ont l'âge requis.

OBSERVATIONS.

I. Lorsque cet article a parlé de Juges-Auditeurs, ce n'a été que de ceux attachés aux Cours Impériales ; car alors il n'en existait pas encore près les Tribunaux de première instance.

Mais le même droit a été accordé à ceux-ci par l'art. 97 du décret impérial du 6 juillet.

Ainsi les Juges-Auditeurs, comme les Conseillers-Auditeurs établis près les Cours et les Tribunaux, peuvent être délégués pour faire le service aux Cours d'Assises, avec cette seule différence qu'il faut être Conseiller-Auditeur pour être membre de la Cour d'Assises du département où siège la Cour Impériale, tandis qu'il suffit d'être Juge-Auditeur pour en être membre dans les autres départemens.

II. Mais les Conseillers-Auditeurs, comme les Juges-Auditeurs, doivent avoir l'âge requis, et l'art. 12 de la loi du 20 avril 1810 fixe cet âge à vingt-sept ans accomplis : cet article porte, en effet, qu'ils n'auront voie délibérative que lorsqu'ils auront atteint l'âge de vingt-sept ans, ce qui doit s'entendre de vingt-sept ans accomplis.

III. Lorsque l'art. 256 dit que les Conseillers-Auditeurs pourront être désignés comme Juges à la Cour d'Assises, il leur donne par suite le droit d'être désignés pour les présider : car, le choix à faire par le Grand-Juge et par le premier Président n'est aucunement restreint ; ils peuvent le faire porter indistinctement sur tous les Membres de la Cour Impériale.

Cela résulte même nécessairement des dispositions de l'art. 97 du décret impérial du 6 juillet, puisque le Conseiller-Auditeur a préséance sur le Président du Tribunal de première instance ; ce qui annonce suffisamment qu'il peut présider, lorsqu'il est le seul Membre délégué de la Cour Impériale, ou que le Président vient à être empêché.

Le mot *Juge* de l'art. 256 ne doit donc pas être pris dans un sens limitatif.

IV. Les Juges-Auditeurs, attachés aux Tribunaux de première instance, ont la

préséance sur les Suppléans, lors même que ceux-ci seraient plus anciens dans l'ordre de réception. (*Art. 14 du décret impérial du 18 août 1810.*)

V. Nous disons Juges-Auditeurs attachés aux Tribunaux de première instance, par la raison que l'on met en doute s'il peut en être attaché aux Cours Impériales; de manière qu'il y aurait dans la même Cour des Conseillers-Auditeurs et des Juges-Auditeurs.

Mais dans l'état actuel de la législation, cela ne nous semble pas praticable.

Les *Juges-Auditeurs* ont été établis par la loi du 20 avril 1810; elle les a mis à la disposition du Grand-Juge Ministre de la Justice, pour être envoyés dans les Tribunaux composés seulement de *trois* Juges, sans pouvoir l'être dans les Tribunaux composés d'un plus grand nombre.

Il est évident, d'après cette disposition législative, que les Juges-Auditeurs ne peuvent entrer dans la composition des Cours Impériales.

L'art. 97 du décret impérial du 6 juillet s'occupe également des Juges-Auditeurs: il décide qu'ils pourront être délégués pour le service des Cours d'Assises, et qu'alors ils prendront rang avec les Juges du Tribunal de première instance, sans pouvoir le prendre, dans aucun cas, avant le Président; ce qui suppose bien que les Juges-Auditeurs ne peuvent entrer dans la composition des Cours Impériales, puisque tous les Membres de la Cour Impériale prennent rang et séance avant tous les Membres du Tribunal de première instance, et même avant les Présidents; ce qui n'avait pas même besoin d'être ainsi déclaré: car on conçoit aisément que le Juge supérieur ne peut prendre rang et séance après celui dont il est appelé à réformer les décisions.

Reste le décret du 18 août dont l'art. 14 porte que les Suppléans des Tribunaux de première instance ne pourront prendre séance qu'après les Juges-Auditeurs; ce qui suppose encore que les Juges-Auditeurs, comme les Suppléans, sont attachés au même Tribunal, puisqu'il n'y a pas de Suppléans dans les Cours Impériales.

Le décret du 15 avril 1811 qui autorise les Procureurs-Généraux à charger d'une partie de leur service les *Conseillers-Auditeurs*, ne dit pas un mot des *Juges-Auditeurs*; et s'il avait dû en être établi dans les Cours Impériales, la même faculté aurait été nécessairement donnée au Procureur-Général à leur égard.

Ainsi, rien dans l'état de la législation ne nous semble autoriser à attacher des Juges-Auditeurs aux Cours Impériales.

ARTICLE CCLVII.

Les Membres de la Cour Impériale qui auront voté sur la mise en accusation, ne pourront, dans la même affaire, ni présider les Assises, ni assister le Président, à peine de nullité.

Il en sera de même à l'égard du Juge d'instruction.

OBSERVATIONS.

I. La Chambre d'accusation, remplissant les fonctions que le Code de brumaire an 4 attribuait au Jury d'accusation, et les Membres de la Cour d'Assises étant autorisés à faire, dans certains cas, celles du Jury de jugement (*Art. 351.*), il était dans les principes d'une exacte justice que les mêmes Magistrats ne pussent remplir cette double fonction : aussi la disposition de l'art. 257 n'est-elle pas introductive d'un droit nouveau. Le Code d'instruction criminelle n'a fait à cet égard que la rigoureuse application de l'art. 502 du Code de brumaire an 4.

II. Par application du même principe, l'article 257 n'a pas permis que le Juge d'instruction pût être Membre *de la Cour d'Assises* dans les affaires qu'il aurait instruites.

Cependant, il fut jugé le 17 août 1811, sur le rapport de M. Chasle, que d'anciens Directeurs de Jury et Magistrats de sûreté avaient pu rester Juges dans les affaires qu'ils avaient instruites ; mais dans l'espèce jugée par cet arrêt, le Directeur du Jury et le Magistrat de sûreté n'avaient pas été Membres d'une Cour d'Assises dans un procès qu'ils avaient instruit : Le jugement qu'ils avaient rendu était émané d'un *Tribunal de police correctionnelle*, et aucun article du Code ne défend au Juge d'instruction de rester Juge, en matière *correctionnelle*, des affaires qu'il a instruites. Cet arrêt ne contrarie donc en rien la disposition de l'art. 257.

III. Cet article ne prononce la nullité que pour le cas où un Magistrat de la Cour Impériale qui a concouru à l'arrêt de mise en accusation a été Membre de la Cour d'Assises ; mais il s'applique nécessairement au cas où ce serait le Juge d'instruction qui serait entré dans la composition de la Cour d'Assises, puisqu'il déclare qu'il en sera *de même* à l'égard du Juge d'instruction.

IV. Le Code d'instruction criminelle n'a pas étendu plus loin sa prévoyance ; il ne l'a pas fait porter sur les Juges qui ont voté dans l'affaire à la Chambre du Conseil, quoique l'on pût dire que ces Juges se seraient déjà prononcés, en rendant l'ordonnance de renvoi à la Cour Impériale.

Mais la Chambre du Conseil n'a fait, en ordonnant le renvoi, que statuer provisoirement sur un point de compétence.

V. Le Code d'instruction criminelle, ni aucune autre loi, n'a autorisé la récusation des Juges désignés pour composer la Cour d'Assises.

Mais les anciennes lois de la matière n'ont pas été abrogées.

Il aurait même pu résulter de grands inconvénients de la déclaration du principe qu'aucune récusation que celle résultante de l'art. 257 ne serait admise.

Le Juge désigné pourrait être parent ou allié au degré prohibé de la partie plaignante ou de l'accusé ;

Il pourrait exister d'autres causes de récusation qui ne lui permettraient pas de rester Juge, sans compromettre sa délicatesse, son honneur et sa réputation.

La Cour d'Assises entière pourrait même être suspecte à l'accusé.

Toutes récusations peuvent donc être proposées, et lorsqu'elles sont fondées, elles doivent être accueillies ; mais sur quels motifs peuvent-elles l'être ? Nous estimons qu'elles le sont dans tous les cas mentionnés aux art. 378 et suivans du Code de Procédure Civile ; car, ce qui peut rendre un Juge suspect en matière civile, doit à plus forte raison le rendre tel en matière criminelle.

VI. A quelle autorité appartient-il de juger la récusation ?

C'est naturellement à la Cour dont le Membre récusé fait partie.

Si la récusation portait sur la Cour d'Assises en masse, ce serait à la Cour de cassation à y prononcer. (*Art. 542 du Code d'instruction criminelle.*) Elle ne pourrait être fondée que pour cause de *suspicion légitime*.

VII. Si la récusation n'avait pas été proposée, elle ne pourrait établir une ouverture valable de cassation, lors même qu'elle serait justifiée sur le recours du condamné. (*Arrêt du 12 juin 1809.*)

Il fut également jugé le 13 novembre de la même année, que le Juge récusé ne peut être condamné aux *dépens*, lors même qu'il aurait soutenu la récusation mal fondée, et qu'elle aurait été déclarée valable.

ARTICLE CCLVIII.

Les Assises se tiendront ordinairement dans le chef-lieu de chaque département.

La Cour Impériale pourra néanmoins désigner un Tribunal autre que celui du chef-lieu.

OBSERVATIONS.

I. La première disposition de cet article a été modifiée par l'art. 17 de la loi du 20 avril 1810, portant que les Assises se tiendraient habituellement dans les lieux où siégeaient alors les Cours de Justice criminelle.

Ce n'est donc pas toujours au chef-lieu du département qu'elles doivent se tenir,

comme cela semblait résulter de l'art. 258. On en trouve des exemples dans les départements de Saône-et-Loire, du Puy-de-Dôme, du Pas-de-Calais et de plusieurs autres.

II. Il ne résulte pas, au surplus, de ce que les Assises doivent se tenir ordinairement au chef-lieu du département, ou bien dans la ville où était établie la Cour de Justice criminelle, lors de la nouvelle organisation judiciaire, qu'elles ne puissent se tenir ailleurs, mais seulement qu'elles doivent s'y tenir lorsqu'aucun autre arrondissement n'a été désigné par un arrêt de la Cour Impériale.

S'il en a été désigné un autre, ce n'est que pour la session indiquée.

C'est ce que ne dit pas, à la vérité, l'art. 258.

Mais ce serait mal l'entendre que de lui donner plus d'extension : car, il résulterait du système contraire, que la Cour Impériale pourrait, de sa seule autorité, dépouiller un arrondissement de la tenue des Assises dont la faveur lui aurait été accordée par un acte du Corps Législatif, ou par un décret impérial.

III. Ce n'est donc réellement que pour la tenue d'une seule session que la Cour Impériale peut user de la prérogative que lui accorde l'art. 258, sauf à faire une nouvelle indication s'il en est besoin ; mais, à chaque fois, il faut une délibération de la Cour, les Chambres assemblées, et l'arrêt doit être rendu sur les réquisitions du Procureur - Général. (*Art. 90 du décret impérial du 6 juillet 1810.*)

IV. L'article 21 de la loi du 20 avril exige de plus que l'époque de l'ouverture des Assises extraordinaires, et le lieu où elles doivent se tenir soient indiqués par l'arrêt qui doit être lu, publié et affiché dans les formes prescrites par les art. 88, 89 et 90 du décret cité.

Tant que le Procureur-Général ne requiert pas que la tenue des Assises se fasse dans un autre lieu que le lieu accoutumé, la Cour Impériale ne peut l'ordonner. Ce n'est que sous cette condition, que l'autorité souveraine a délégué un droit aussi exorbitant à la Cour Impériale.

Ce ne doit donc être que dans les circonstances les plus impérieuses, que le Procureur - Général doit requérir, et que la Cour Impériale doit désigner un autre lieu pour la tenue des Assises.

V. Quoique le Procureur-Général ait requis la désignation d'un autre lieu pour la tenue des Assises, la Cour Impériale n'est pas dans la nécessité de faire droit à sa réquisition ; s'il n'en était pas ainsi, la réunion des Chambres aurait été sans objet ; il n'aurait pas été besoin d'arrêt, mais d'une simple ordonnance à rendre par le premier Président, sur la demande du Procureur-Général, pour indiquer

l'époque de l'ouverture des Assises, et la désignation des Membres qui devraient la composer.

VI. Mais l'arrondissement désigné peut-il être choisi hors du département dans lequel doit se tenir la Cour d'Assises ?

Le doute vient de ce qu'il est possible que les motifs du Procureur-Général et de la Cour soient tirés d'un fait commun à tous les arrondissements du même département. Cependant, les termes de l'art. 258 semblent s'opposer à cette interprétation ; il n'autorise la Cour Impériale qu'à désigner un autre Tribunal que celui de chef-lieu ; ce qui indique clairement que ce sera un Tribunal du même département qui sera choisi.

La Cour Impériale ne pourrait donc désigner un Tribunal pris hors du département, sans en avoir obtenu l'autorisation spéciale par décret Impérial, ou par un acte du Corps-Législatif.

VII. Il n'y a aucun inconvénient à restreindre ainsi les pouvoirs de la Cour Impériale, puisque s'il y a cause *de sûreté publique*, le Procureur-Général peut s'adresser à la Cour de cassation, pour obtenir que le renvoi soit fait à un Tribunal d'un autre département et même à un Tribunal du ressort d'une autre Cour Impériale. (Art. 542.)

VIII. Une autre observation importante, c'est que le changement du lieu de la tenue des Assises, ne peut être ordonné pour une *seule* affaire.

Lorsque la Cour d'Assises a ouvert sa session, elle doit juger toutes celles qui se trouvent en état.

C'est la disposition de l'article 260, et nulle part il n'y a été dérogé pour le cas de convocation d'une Cour d'Assises hors du chef-lieu du département.

IX. Si la Cour extraordinaire est convoquée dans le lieu où elle tient habituellement ses séances, et seulement à raison de la multiplicité des affaires, le Président et les Juges qui ont tenu la dernière session sont appelés de droit à la composer.

L'art. 81 du décret impérial du 6 juillet 1811 ne parle, à la vérité, que du Président ; mais il n'exclut pas les Juges, et aucune loi n'autorise le Grand-Juge Ministre de la Justice, ni le premier Président de la Cour Impériale, à faire une nouvelle désignation.

Si la Cour d'Assises devait tenir sa séance extraordinaire *hors du chef-lieu*, ce serait le cas d'appliquer restrictivement au Président la disposition de l'art. 81 du décret du 6 juillet, et de prendre les Juges du Tribunal de première instance, dans le lieu où les Assises extraordinaires devraient se tenir, d'après l'ordre de leur ancienneté de réception, en commençant par les Présidents, et en ne prenant les Suppléants qu'à défaut des Présidents, des Juges et des Juges-Auditeurs.

ARTICLE CCLIX.

La tenue des Assises aura lieu tous les trois mois ; elles pourront se tenir plus souvent, si le besoin l'exige.

OBSERVATIONS.

I. Sous l'empire du Code de brumaire an iv, on tenait, le 15 de chaque mois, dans chaque département, une session du Jury de jugement.

La tenue des Assises ordinaires ne doit avoir lieu aujourd'hui que tous les trois mois.

Mais la clôture ne peut s'en faire que lorsque toutes les affaires en état y ont été portées.

II. L'art. 19 de la loi du 20 avril 1810 ajoute que la Cour Impériale s'arrangera de manière que les Assises se tiennent successivement, de mois en mois, dans chaque département, à moins qu'il n'y ait plus de trois départemens dans le ressort de la Cour Impériale, ou que le besoin du service ne l'exige autrement.

III. Mais les affaires pouvant s'être accumulées au point d'exiger une session extraordinaire, ou s'il existe des affaires dont le jugement ne pourrait être retardé sans compromettre la tranquillité publique, l'article 259 autorise la convocation d'Assises intermédiaires.

L'art. 259, ni aucun autre du Code n'exige, pour ce cas, un arrêt préalable de la Cour Impériale; c'est au premier Président à convoquer la session extraordinaire, sur la demande qui lui en est faite par le Procureur-Général.

Il doit en être usé, dans ce cas, comme dans celui de la convocation des Assises ordinaires, c'est-à-dire que le premier Président doit fixer, par son ordonnance, le jour auquel on en fera l'ouverture.

IV. Nous avons dit sur l'article précédent, que c'est au Magistrat qui a présidé les dernières Assises, à présider les Assises *extraordinaires*, ou plutôt les Assises *intermédiaires* : car, c'est véritablement la qualification qui leur convient.

Elles ne sont appelées extraordinaires, qu'à raison de ce qu'elles ne se tiennent pas à des époques déterminées.

Les véritables Assises extraordinaires sont celles qui sont indiquées *hors du lieu* où elles se tiennent habituellement.

ARTICLE CCLX.

Le jour où les Assises doivent s'ouvrir, sera fixé par le Président de la Cour d'Assises.

Les Assises ne seront closes qu'après que toutes les affaires crimi-

nelles qui étaient en état lors de leur ouverture, y auront été portées.

OBSERVATIONS.

I. IL a été dérogé à la première disposition de cet article par l'art. 20 de la loi du 20 avril 1810.

C'est au premier Président de la Cour Impériale à fixer le jour de l'ouverture des Assises, lorsqu'elles se tiennent dans le lieu où la Cour d'Assises siège ordinairement.

Si la Cour d'Assises est convoquée extraordinairement dans un autre lieu, l'époque de leur ouverture doit être indiquée par l'arrêt qui en a autorisé la convocation. (*Art. 21, ibid.*)

II. L'ordonnance qui fixe le jour de l'ouverture des Assises, doit contenir la désignation du Président et des Juges qui doivent les tenir, soit que la désignation ait été faite par le Grand-Juge Ministre de la Justice, soit qu'elle l'ait été par le premier Président de la Cour Impériale. (*Art. 80 du décret du 6 juillet 1810.*)

Elle doit être *publiée* dans les dix jours qui suivent la clôture des précédentes Assises. (*Ibid.*)

III. L'ordonnance indicative de jour de l'ouverture des Assises extraordinaires dans le lieu où elles se tiennent habituellement, doit être publiée dans la même forme que celle pour la convocation des Assises ordinaires, c'est-à-dire dans la forme prescrite par les art. 88 et 89 du décret impérial du 6 juillet 1810.

Si le Président qui a tenu les dernières Assises est empêché, il doit lui être nommé un remplaçant par la même ordonnance.

IV. Il ne suffit pas que l'ordonnance du premier Président, qui fixe l'époque de l'ouverture des Assises, et qui désigne le Président et les Magistrats qui doivent les tenir, soit publiée à la Cour Impériale; il faut qu'elle soit adressée sans retard, à la diligence du Procureur-Général, à tous les Tribunaux de première instance du ressort de la Cour d'Assises; qu'elle y soit publiée *par affiches*, et qu'il en soit donné lecture, dans les trois jours, à l'audience publique de ces Tribunaux.

Toutes ces formalités doivent être remplies *huit jours au moins* avant l'ouverture de la session. (*Art. 22 de la loi du 20 avril 1810.*)

Il faut, de plus, que l'annonce de l'ordonnance soit faite dans les journaux du département dans lequel doivent se tenir les Assises; de sorte que s'il s'imprime plusieurs journaux dans le département, l'ordonnance doit être annoncée dans tous.

V. Les Assises étant ouvertes, ne peuvent être closes que quand il n'existe plus aucune affaire qui fût en état lors de son ouverture.

Mais il n'y a que les affaires en état à cette époque qui doivent nécessairement y être portées.

Cependant, l'accusé arrivé à la Maison de Justice depuis l'ouverture des Assises, et dont la procédure se trouverait suffisamment instruite avant sa clôture, pourrait y être jugé, si le Procureur-Général le requérait, si l'accusé y consentait, et si le Président l'ordonnait ainsi. (*Art. 261.*)

VI. L'art. 260 se sert du mot *portées*, et non de celui *jugées*, parce qu'il est des cas où il y aurait impossibilité de *juger*; ce qui arrive, par exemple, lorsque des témoins importans ne se sont pas rendus sur la citation, ou lorsque l'accusé se trouve hors d'état de comparaître aux débats, pour cause de maladie grave.

VII. On peut puiser un nouvel exemple dans les dispositions de l'article 252, qui autorise la Cour d'Assises à renvoyer l'affaire à la session suivante, lorsqu'elle est unanimement convaincue de l'innocence de l'accusé, déclaré coupable par le Jury.

Mais hors les cas prévus par le Code, l'affaire en état à l'ouverture des débats doit y être jugée.

S'il survient quelque indisposition à l'un des Jurés ou à l'un des Juges, ou si l'on découvre, dans le cours des débats, quelque incapacité dans leurs personnes, il faut remplacer le Juge ou le Juré indisposé, ou reconnu incapable, recommencer les débats, et non pas les renvoyer à la session suivante.

S'il n'y avait eu qu'un simple remplacement, sans que les débats eussent été recommencés, il y aurait nullité, lors même que le Juge ou le Juré appelé en remplacement aurait assisté aux débats comme simple particulier. C'est ce que la Cour de cassation jugea, le 9 août 1811, au rapport de M. Rataud, en annulant des débats auxquels avait concouru un Suppléant appelé en remplacement d'un Juge empêché, quoiqu'il fût constaté, par les pièces de l'instruction, que ce Suppléant avait été présent du commencement à la fin des débats, attendu qu'il n'y avait pas assisté comme Juge.

VIII. Lorsque la Cour d'Assises acquiert la connaissance, pendant les débats, de l'incapacité d'un Juge ou d'un Juré, elle doit se garder de rendre un arrêt qui serait infailliblement annullé, ou dans l'intérêt de l'accusé, ou dans celui de la loi.

Mais il faut que l'incapacité soit absolue; elle ne pourrait résulter d'une récusation tardive.

L'incapacité n'est absolue, que lorsqu'elle est fondée sur une disposition formelle de la loi.

Si l'un des Juges se trouvait sous le poids d'un mandat, d'une ordonnance de prise de corps, ou d'une condamnation qui le suspendît de ses fonctions; si un Juré n'avait pas trente ans accomplis, s'il avait été Juré dans la même affaire

à la session précédente, ces incapacités étant *absolues*, il faudrait nécessairement remplacer le Juge ou le Juré sur lequel peserait l'incapacité, et recommencer entièrement les débats.

ARTICLE CCLXI.

Les accusés qui ne seront arrivés dans la Maison de Justice, qu'après l'ouverture des Assises, ne pourront y être jugés que lorsque le Procureur-Général l'aura requis, lorsque les accusés y auront consenti, et lorsque le Président l'aura ordonné.

En ce cas, le Procureur-Général et les accusés seront considérés comme ayant renoncé à la faculté de se pourvoir en nullité contre l'arrêt portant renvoi à la Cour d'Assises.

OBSERVATIONS.

I. L'art. 260 enjoint de porter à la Cour d'Assises toutes les affaires qui se trouvent en état avant son ouverture; mais ce ne sont pas les seules qui peuvent y être portées.

L'art. 261 prévoit le cas où l'accusé n'aurait été amené dans la Maison de Justice qu'après l'ouverture des Assises; et il décide que son affaire pourra y être portée dans le concours de trois volontés, de celle du Procureur-Général qui le requiert, de celle de l'accusé qui y consent, et de celle du Président qui l'ordonne.

C'est au Procureur-Général que l'*initiative* appartient.

L'accusé peut bien refuser son consentement, et le Président ne pas rendre une ordonnance conforme aux réquisitions du Procureur-Général; mais l'accusé n'est pas autorisé à en former la demande, ni le Président à l'ordonner d'office.

La Cour d'Assises ni le Jury ne doivent pas être consultés.

Les 7 et 8 novembre 1811, la Cour de cassation eut à juger la question de savoir si l'accusé amené dans la Maison de Justice, après l'ouverture de la session, et qui avait été jugé et condamné, sans que le Procureur-Général eût requis que l'affaire y fût portée, et sans qu'il eût été rendu d'ordonnance par le Président, pouvait trouver une ouverture de cassation dans cette circonstance.

La Cour de cassation ne s'arrêta pas à ce moyen, attendu que le Procureur-Général ayant présenté l'affaire aux débats, que le Président les ayant établis, et que l'accusé n'ayant pas réclamé, le vœu de la loi avait été complètement rempli.

II. Faut-il également la réunion de ces trois volontés, pour soumettre aux débats un accusé dont l'affaire n'a été entièrement instruite que pendant la tenue des Assises, lorsqu'il est arrivé dans la Maison de Justice *avant* leur ouverture?

L'art. 261 n'a exigé ce concours de volontés que lorsque l'accusé n'est arrivé dans la Maison de Justice qu'après l'ouverture des Assises.

Mais doit-on induire de ce que rien ne s'oppose à ce que l'accusé arrivé dans la Maison de Justice, avant l'ouverture de la session, y soit jugé, que son affaire doit y être nécessairement portée, lorsque l'instruction de son affaire n'a été achevée que pendant le cours de la session ?

Cela nous paraît facultatif de la part de l'Officier du Ministère public, lorsque depuis l'interrogatoire de l'accusé, il s'est écoulé plus des cinq jours qui lui sont accordés, pour exercer son recours en cassation contre l'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises.

Le refus que ferait la Cour d'Assises d'établir les débats sur une pareille affaire, serait un déni de Justice d'autant plus reprehensible, que les Assises ordinaires dans chaque département, ne devant se tenir que de trois en trois mois, l'affaire se trouverait renvoyée au trimestre suivant, ce qui pourrait être très-préjudiciable à l'accusé, et ce qui pourrait, d'autre part, retarder la punition d'un crime qu'il peut être urgent de réprimer promptement.

III. Lorsque l'accusé qui n'est arrivé dans la Maison de Justice qu'après l'ouverture des Assises, est présenté aux débats, sur le réquisitoire du Procureur-Général, du consentement de l'accusé, et en vertu de l'ordonnance du Président, le Procureur-Général et l'accusé sont non-recevables à attaquer, par la voie du recours en cassation, l'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises ; car ce recours, autorisé par les art. 296 et 298, doit être déclaré *avant* l'ouverture des débats, qui ne peuvent commencer qu'après qu'il a été statué définitivement sur l'incident.

Mais la fin de non-recevoir prononcée par l'art. 261 ne peut porter que sur le recours contre l'arrêt de renvoi ; elle ne peut avoir aucune influence sur celui qui peut être exercé contre l'arrêt définitif, ni sur les moyens de cassation qui peuvent être invoqués aux termes de l'art. 408 ; elle ne couvre que les moyens par lesquels l'arrêt de renvoi aurait pu être attaqué.

IV. Si l'accusé arrivé dans la Maison de Justice, avant l'ouverture des Assises, et dont l'instruction de la procédure n'aurait été achevée que pendant le cours de la session, était présenté aux débats sans le concours de sa volonté, et sans que le Président l'eût préalablement ordonné, la fin de non-recevoir résultante de l'art. 261 ne pourrait lui être opposée, s'il était encore dans le délai du recours en cassation contre l'arrêt de renvoi, lorsqu'il aurait été présenté aux débats ; car on n'aurait pu le priver, malgré lui, de la faculté que lui accorde l'art. 296.

L'accusé, dans ce cas, pourrait-il, par sa déclaration de recours en cassation, mettre obstacle à l'ouverture des débats, s'il n'avait pas été prévenu, lors de son interrogatoire, de la faculté que lui réserve l'art. 296, ou devrait-il y être procédé en lui réservant la faculté de se pourvoir contre l'arrêt de renvoi en exerçant son recours contre l'arrêt définitif ?

Nous ne pensons pas que l'accusé pût être mis en jugement s'il avait fait sa déclaration de recours avant que les débats fussent ouverts.

Nous renvoyons, au surplus, à traiter plus amplement cette question sur l'art. 296.

ARTICLE CCLXII.

Les arrêts de la Cour d'Assises ne pourront être attaqués que par la voie de cassation, et dans les formes déterminées par la loi.

OBSERVATIONS.

I. Il y a deux manières autorisées par le Code d'instruction criminelle, pour saisir la Cour de cassation de la connaissance des arrêts rendus par les Cours d'Assises; celle du *recours* et celle de la *révision*.

C'est sous ce double rapport que doivent être entendues les dispositions de l'art. 262, quoiqu'elles ne semblent s'occuper que du recours en cassation.

II. Quant à la *forme* du recours en cassation et au *délai* dans lequel il doit être exercé, ils se trouvent indiqués par les articles 373 et 374; mais il n'est pas hors de propos d'observer, dès-à-présent, que les arrêts rendus par les Cours d'Assises, ne peuvent être annulés que pour l'une des causes énoncées dans l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, ainsi conçu :

« La justice est rendue souverainement par les Cours Impériales; leurs arrêts, »
 » quand ils sont revêtus des formes prescrites, sous peine de nullité, ne peuvent »
 » être cassés que pour une contravention expresse à la loi.

» Les arrêts qui ne sont pas rendus par le nombre de Juges prescrit, ou qui ont »
 » été rendus par des Juges qui n'ont pas assisté à toutes les audiences de la cause, »
 » ou qui n'ont pas été rendus publiquement, ou qui ne contiennent pas les motifs, »
 » sont déclarés nuls. »

Pour annuler un arrêt rendu par la Cour d'Assises, il faut donc qu'il ne se trouve pas revêtu des formes prescrites sous peine de nullité, ou qu'il n'ait pas été rendu par le nombre des Juges prescrit; qu'il n'ait pas été rendu publiquement, ou qu'il n'ait pas été motivé.

III. Mais le silence qu'aurait gardé le réclamant, sur le remplacement d'un Juge pendant le cours des débats, le rendrait-il non-recevable à proposer, comme ouverture de cassation, le moyen qui résulterait de cette violation de la loi?

La question se présente, le 17 août 1811, à la Cour de cassation, sur le recours contre un arrêt rendu en matière *correctionnelle*, et le réclamant fut déclaré non-recevable, au rapport de M. Chasle, sur le fondement que le réclamant n'avait pas opposé la nullité devant les premiers Juges; mais ce ne peut être un préjugé contre le recours d'un accusé condamné par la Cour d'Assises; le motif de l'arrêt du

17 août 1811, ayant été tiré des dispositions de l'art. 2 de la loi du 29 avril 1806, portant que « le prévenu, en police correctionnelle, ne sera pas recevable à présenter, comme moyen de cassation, les nullités commises en première instance, » et qu'il n'aurait pas opposées devant la Cour d'appel, en exceptant seulement la nullité pour cause *d'incompétence*. »

Aussi avons-nous vu, sur l'art. 260, que la nullité avait été accueillie par arrêt du 9 du même mois, au rapport de M. Rataud, sans se livrer à l'examen du point de savoir si l'accusé avait ou s'il n'avait pas opposé le moyen devant la Cour d'Assises.

ARTICLE CCLXIII.

Si depuis la notification faite aux Jurés, en exécution de l'art. 389 du présent Code, le Président de la Cour d'Assises se trouve dans l'impossibilité de remplir ses fonctions, il sera remplacé par le plus ancien des autres Juges de la Cour Impériale nommés ou délégués pour l'assister; et s'il n'a pour Assesseur aucun Juge de la Cour Impériale, par le Président du Tribunal de première instance.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 389 charge le Préfet de notifier à chaque Juré, que son nom se trouve porté sur la liste; cette notification doit être faite *huit jours au moins* avant l'ouverture des Assises.

Si depuis la notification faite, le Président de la Cour d'Assises se trouve dans l'impossibilité de la présider, il doit être remplacé dans la forme indiquée par l'art. 263.

Il ne faudrait procéder au remplacement par ordonnance du premier Président de la Cour impériale, que dans le cas d'impossibilité survenue au Président de la Cour d'Assises, à une époque antérieure à la notification de la liste.

II. Le Magistrat qui doit suppléer le Président empêché est le plus ancien des Juges de la Cour Impériale, nommés pour concourir avec lui à la tenue des Assises; ce qui doit s'entendre du plus ancien dans l'ordre de réception.

Mais s'il n'avait été désigné que des *Conseillers-Auditeurs* pour concourir avec le Président, à la tenue des Assises, hors du département où siège la Cour Impériale, le plus ancien des Conseillers-Auditeurs devrait-il suppléer le Président, ou serait-ce au Président du Tribunal de première instance à en exercer les fonctions?

Si l'on n'avait à consulter que les dispositions du Code d'instruction criminelle, il faudrait décider que le Président du Tribunal de première instance devrait obtenir la préférence, puisqu'il est nommément appelé, à défaut de *Juges*, au remplace-

ment; et que, d'après l'art. 264, les Conseillers-Auditeurs ne devraient concourir qu'avec les Juges de première instance.

Mais le décret impérial du 6 juillet 1810 en a disposé autrement par son art. 97. Il résulte en effet des dispositions de cet article, que non-seulement les Conseillers en titre de la Cour Impériale, mais même les Conseillers-Auditeurs, doivent prendre rang et séance *avant* les Membres des Tribunaux de première instance; d'où il suit que la présidence de la Cour d'Assises appartient au Conseiller-Auditeur, Membre de la Cour d'Assises, exclusivement au Président du Tribunal de première instance, puisqu'autrement il n'aurait plus rang et séance avant lui.

Ce n'est donc qu'à défaut des Membres de la Cour Impériale, que le Président du Tribunal de première instance doit suppléer le Président des Assises qui se trouve empêché pendant la session.

III. Mais s'il n'avait été délégué aucun Membre de la Cour Impériale, pour assister le Président des Assises, et si, par événement, le Président du Tribunal de première instance, se trouvant lui-même empêché, ne pouvait suppléer le Président en titre, le plus ancien Juge du Tribunal de première instance aurait-il caractère pour remplir la présidence, ou faudrait-il recourir à l'autorité de la Cour Impériale pour le remplacement?

Le Code n'a dit nulle part que les Juges de première instance peuvent présider les Assises; il semble même avoir dit le contraire dans l'art. 264, en déclarant seulement qu'ils peuvent remplacer les Conseillers de la Cour Impériale qui se trouvent empêchés.

Mais, lorsque l'article 264 a dit que les Juges de première instance remplaceront les Membres de la Cour Impériale empêchés, il ne leur a pas donné l'exclusion de présider les Assises.

Ils ont le droit, dans l'ordre de leur réception, de suppléer le Président de leur Tribunal, lorsqu'il est empêché; et ils ne font que le remplacer dans la présidence de la Cour d'Assises, puisqu'ils ne sont appelés à les présider qu'à raison de son empêchement personnel.

Le Juge-Auditeur attaché au Tribunal de première instance, aurait le même droit que les Juges, s'il était le plus ancien des Membres du Tribunal, dans l'ordre de réception; car les Juges-Auditeurs prennent rang avec les Juges de première instance (*Art. 97 du décret du 6 juillet 1810.*), et avant les *Suppléans*, quelque anciens que soient ceux-ci dans l'ordre de leur réception (*Art. 14 du décret impérial du 18 août 1810*); ce qui résultait déjà implicitement des dispositions de l'art. 264 du Code d'instruction criminelle.

IV. Il y aurait même de grands inconvénients à ce que les Juges de première instance ne pussent présider les Assises, dans le cas d'empêchement du Président de leur Tribunal, puisqu'il en résulterait nécessairement une interruption dans le cours de la Justice.

ARTICLE CCLXIV.

Les Juges de la Cour Impériale seront, en cas d'absence ou de tout autre empêchement, remplacés par d'autres Juges de la même Cour, et, à leur défaut, par des Juges de première instance; ceux de première instance le seront par les Suppléans.

Les Juges-Auditeurs qui seront présents et auront l'âge requis, concourront, pour le remplacement, avec les Juges de première instance, suivant l'ordre de leur réception.

OBSERVATIONS.

I. APRÈS avoir pourvu au remplacement du Président, par l'art. 263, le Code pourvoit, dans l'art. 264, à celui des Juges désignés pour concourir à la tenue des Assises.

Lorsqu'elles se tiennent dans le lieu où siège la Cour Impériale, le remplacement doit se faire par des Magistrats de la même Cour; mais lorsqu'elles se tiennent dans un autre département, des Membres du Tribunal de première instance doivent être appelés; car, si la loi autorise le Grand-Juge Ministre de la Justice, et le premier Président à déléguer des membres de la Cour Impériale pour tenir les Assises, elle ne les autorise pas à pourvoir au remplacement des Juges empêchés *depuis* la notification faite de la liste aux Jurés.

Cependant, il résulte des termes de l'art. 264 que les Conseillers de la Cour Impériale empêchés peuvent être remplacés par leurs Collègues.

La seule manière de concilier les dispositions de cet article avec les principes, est de supposer que le Grand-Juge et le premier Président de la Cour Impériale ont le droit, lorsqu'ils désignent les Juges qui doivent tenir la Cour d'Assises, de leur donner des Adjoints pour les suppléer au besoin; ce qui peut être fort utile, sur-tout lorsqu'il doit s'établir des débats de longue durée dans une même affaire.

La loi du 25 brumaire an 8, qui n'a pas été abrogée, a autorisé, pour ce cas, la réunion de Juges et de Jurés Suppléans tenus d'assister à toutes les audiences, afin que le débat puisse régulièrement se continuer, dans le cas d'empêchement de quelques-uns des Juges ou des Jurés chargés d'en remplir les fonctions.

II. La disposition de l'art. 264 qui autorise le remplacement des membres de la Cour Impériale par des Juges de première instance, ne reçoit pas d'application aux Cours d'Assises qui se tiennent dans le lieu où siège la Cour Impériale; car,

quoique cet article soit conçu dans des termes généraux, il ne déroge pas d'une manière assez expresse aux dispositions de l'art. 252, pour que l'on puisse en induire que les Magistrats de la Cour Impériale, désignés pour la tenue des Assises, qui se trouvent empêchés, puissent être remplacés par des Juges de première instance, lorsqu'il y a sur les lieux des Magistrats de la Cour Impériale, pour opérer le remplacement.

III. Devrait-il en être de même si les Assises se tenaient extraordinairement hors du lieu où siège la Cour Impériale, quoique dans le même département?

L'art. 252 n'établit aucune différence entre les deux cas. Il serait dès-lors de la prudence du premier Président de désigner un plus grand nombre de Magistrats, en s'appuyant sur les dispositions de la loi du 25 brumaire an 8. Mais à défaut, le remplacement pourrait se faire par des Membres des Tribunaux de première instance.

IV. Lorsque le Code d'instruction criminelle fut publié, on ne connaissait que des Juges-Auditeurs près les Cours d'appel, et l'art. 264 les faisait concourir, lorsqu'ils avaient l'âge requis, avec les Juges du Tribunal de première instance, pour le remplacement des Juges empêchés.

Mais depuis, ces *Juges-Auditeurs* sont devenus des *Conseillers-Auditeurs*, et il leur a été donné rang et séance avant les Juges des Tribunaux de première instance, même avant les Présidents de ces Tribunaux.

V. Les *Juges-Auditeurs*, créés par l'art. 13 de la loi du 20 avril 1810, ne doivent pas être confondus avec les *Conseillers-Auditeurs*; ils ont seulement rang et séance dans l'ordre de leur réception; avec les Juges du Tribunal de première instance, et avant les Suppléans, mais après les Présidents.

VI. Les Juges empêchés peuvent être remplacés dans les Cours d'Assises, par des Avocats ou par des Avoués, à défaut de Juges, d'Auditeurs et de Suppléans.

L'art. 49 du décret impérial du 30 mars 1808 porte qu'à défaut de Suppléans, on appellera un Avocat attaché au barreau, et, à son défaut, un Avoué, en suivant l'ordre du tableau. Le décret impérial du 14 décembre 1810, a renouvelé la même disposition relativement aux Avocats.

La Cour de cassation a fait l'application de ce décret aux Cours d'Assises, par arrêt rendu du 26 décembre 1811, sur lequel nous aurons occasion de revenir.

VII. Son application doit se faire à plus forte raison aux Tribunaux correctionnels, lors même que ce serait comme Tribunal d'appel que le Tribunal de première instance se trouverait saisi.

VIII. Quoique le Tribunal de première instance doive juger sur appel au nombre

au moins de *cinq*, et que *trois* fassent la majorité, il ne peut cependant se compléter en appelant plusieurs Avocats ou Avoués, dans le cas d'empêchement des Juges, des Auditeurs et des Suppléans. La loi n'autorise à appeler restrictivement qu'un Avocat ou un Avoué; elle ne les y appelle même que dans le cas où leur présence est indispensable. (*Même article du décret cité.*)

ARTICLE CCLXV:

Le Procureur-Général pourra, même étant présent, déléguer ses fonctions à l'un de ses Substitués.

Cette disposition est commune à la Cour Impériale et à la Cour d'Assises.

OBSERVATIONS.

I. Toutes les fonctions du Ministère public, porte l'art. 42 du règlement d'Administration publique du 6 juillet 1810, sont spécialement et personnellement attribuées aux Procureurs-Généraux. Les Avocats-Généraux et les Substitués ne participent à l'exercice de ces fonctions que sous la direction du Procureur-Général.

Ce principe était déjà posé dans l'art. 265 du Code d'instruction criminelle, dont le décret impérial du 6 juillet a généralisé les dispositions.

Le Procureur-Général peut, lors même qu'il est présent, déléguer ses fonctions à l'un de ses Substitués.

II. L'art. 265 n'ayant parlé que *de la Cour d'Assises*, on aurait pu penser que sa disposition n'aurait dû s'appliquer qu'à celle qui se tient au chef-lieu du département où siège la Cour Impériale.

Mais tout doute a été levé par les dispositions de l'art. 284 qui accorde au Procureur - Général la faculté de se transporter près des Cours d'Assises de son ressort, toutes les fois qu'il le juge convenable.

Il ne peut pas y avoir de doute non plus sur le point de savoir si le Procureur-Général peut remplir *personnellement* les fonctions du Ministère public près des Cours *spéciales*; le pouvoir lui en est donné, dans les termes les plus formels, par l'art. 565 du Code d'instruction criminelle.

III. Lorsque le Procureur-Général est absent ou empêché, c'est le plus ancien des Avocats-Généraux qui doit le remplacer, soit pour porter la parole, soit pour les autres actes de son ministère. (*Art. 50 du décret impérial du 6 juillet.*)

Les Avocats-Généraux sont dans les Cours Impériales en même nombre que celui des Chambres: il n'y a d'autre distinction entre eux que celle de l'ancienneté de réception.

Le plus ancien Avocat-Général prend la qualité de premier Avocat-Général. (*Art. 46.*)

Le Procureur-Général peut attacher indistinctement les Avocats-Généraux à la Chambre à laquelle il croit leur service le plus utile. (*Art. 44.*)

Il peut changer leur destination.

IV. Si les Substituts du parquet étaient absens ou empêchés, le Procureur-Général serait autorisé à les faire remplacer par les Avocats-Généraux, ou par des Conseillers-Auditeurs qu'il déléguerait à cet effet (*article 52, ibid.*); en cas d'empêchement des Avocats-Généraux, ils pourraient l'être par les Substituts ou par des Conseillers-Auditeurs. (*Art. 51.*)

Sur ces remplacements momentanés, il faut consulter le décret impérial du 29 avril 1811, qui établit, dans ses considérans, des principes applicables à toutes les Cours Impériales, quoique ses dispositions ne semblent relatives qu'au service de la Cour Impériale de Paris. Nous l'établirons sous §. 2 du présent Chapitre.

§. I.^{er}

FONCTIONS DU PRÉSIDENT.

ARTICLE CCLXVI.

Le Président est chargé, 1.^o d'entendre l'accusé lors de son arrivée dans la Maison de Justice; 2.^o de convoquer les Jurés et de les tirer au sort.

Il pourra déléguer ces fonctions à l'un des Juges.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 293 veut que l'accusé soit interrogé dans les vingt-quatre heures de la remise des pièces au greffe de la Cour d'Assises et de son arrivée dans la Maison de Justice.

Mais il est possible que le Président des Assises ne soit pas encore installé au lieu où elles doivent se tenir, et cependant l'interrogatoire du prévenu ne peut être retardé.

Aussi l'art. 266 autorise-t-il le Magistrat qui doit présider des Assises, à se faire suppléer dans cet acte par le Juge qu'il aura délégué.

Dès que le Président de la Cour d'Assises a connaissance de sa nomination, il doit se rendre au lieu où elles doivent se tenir, pour faire l'instruction des affaires portées à la session qu'il est chargé de présider.

Si ses affaires ne lui permettent pas de s'y rendre de suite, il doit commettre l'un des Juges désignés pour la tenue des Assises, à l'effet de le suppléer, et à défaut, un des Juges du Tribunal de première instance.

Il doit faire cette délégation par une ordonnance.

II. Si le Président n'avait pas indiqué un Suppléant, il devrait être procédé à l'interrogatoire des accusés par le Président du Tribunal de première instance, ou par le Juge qu'il aurait commis. (*Art. 91 du décret impérial du 6 juillet 1810.*)

III. Mais si l'accusé arrivait dans la Maison de Justice *avant* la clôture de la session et *avant* la désignation du Président des Assises suivantes, serait-ce au Président des Assises qui se tiendraient actuellement, ou au Président du Tribunal de première instance, qu'il appartiendrait de procéder à l'interrogatoire ?

Ce serait au Président des Assises, puisque d'après les dispositions de l'art. 81 du décret cité, il se trouve Président né des Assises *extraordinaires* convoquées avant la session du trimestre suivant.

IV. L'art. 266 met au nombre des devoirs du Président de convoquer les Jurés et de les faire tirer au sort pour la formation du tableau.

V. Par ce mot *convoquer*, le Code n'entend pas que le Président doit faire notifier à chacun des Jurés, la liste sur laquelle il se trouve porté; le Préfet est chargé de faire faire cette notification. (*Art. 389.*) Le Président n'est tenu que de requérir le Préfet, *quinze jours au moins avant l'ouverture de la session*, de former la liste des soixante Jurés qui doivent la composer, (*Art. 387.*) et de réduire cette liste à trente-six. (*Idem.*)

La liste ainsi réduite et transmise au Préfet, c'est à ce Magistrat à la faire parvenir, dans les vingt-quatre heures, à ceux qui s'y trouvent portés, (*idem.*) et à les prévenir du jour qu'ils doivent se rendre à leur destination.

Les Jurés réunis dans la ville où doivent se tenir les Assises, sont convoqués par le Président, pour se rendre à la Chambre du Conseil, à l'effet d'être procédé, en leur présence, au tirage au sort de ceux d'entre eux qui doivent composer le tableau du Jury dans chaque affaire.

Chaque Juré doit, en conséquence, à son arrivée dans le lieu où siège la Cour d'Assises, en instruire le Président, pour le mettre à même de leur faire donner l'avertissement requis.

VI. Quant aux formalités à observer lors du tirage au sort du Jury, le mode en a été décrété dans la Section II, Livre II, Titre II, Chapitre 5 du Code d'instruction criminelle.

Il doit avoir lieu immédiatement avant l'ouverture des débats dans chaque affaire. (*Art. 405.*)

Le Président peut déléguer un des Juges de la Cour d'Assises pour y procéder; ce qui suppose que la formation du tableau n'exige pas, pour sa régularité, la présence

30 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

de tous les Membres de la Cour : car la Cour ne peut être réunie sans que le Président en fasse partie, et, lorsqu'il est présent, il doit remplir par lui-même les fonctions de son Ministère.

ARTICLE CCLXVII.

Il sera, de plus, chargé personnellement de diriger les Jurés dans l'exercice de leurs fonctions; de leur exposer l'affaire sur laquelle ils auront à délibérer; même de leur rappeler leur devoir, de présider à toute l'instruction, et de déterminer l'ordre entre ceux qui demanderont à parler.

Il aura la police de l'audience.

OBSERVATIONS.

I. En donnant la police de l'audience au Président, c'était dire assez que c'est à lui personnellement qu'est confié le soin de diriger les Jurés dans l'exercice de leurs fonctions.

Lors donc que le Code d'instruction criminelle n'aurait pas ajouté que le Président doit établir les débats, et les diriger de manière à les ramener toujours à ce qui peut tendre à la manifestation de la vérité, cela aurait été suffisamment sous-entendu.

Les débats terminés, le Président doit faire remarquer aux Jurés les preuves pour ou contre l'accusé; il doit leur rappeler les fonctions qu'ils ont à remplir, et poser les questions sur lesquelles ils doivent délibérer. (*Art. 336*).

II. Le Procureur-Général, la partie civile, ni l'accusé ne peuvent prendre la parole sans en avoir obtenu la permission du Président : l'article 267 n'a fait sous ce rapport aucune distinction entr'eux. Tous doivent la demander et l'avoir obtenue avant d'être autorisés à parler.

Si l'article 267 avait laissé du doute sur ce point, il se trouverait levé par les dispositions de l'art. 319, et par une induction nécessaire de l'art. 332 qui porte que le Procureur-Général *assistera* aux débats, et non qu'il *coopérera* avec le Président à les diriger.

III. Le Code de brumaire an iv, art. 274 renfermait déjà la même disposition; mais le plus grand nombre des Présidents des Cours de Justice criminelle étaient dans l'usage de laisser diriger presque entièrement les débats par les Procureurs-Généraux, qui exerçaient, par ce moyen, une influence dangereuse.

Aujourd'hui les Présidents des Cours d'Assises, connaissant mieux l'étendue de leurs

obligations, s'acquitteront personnellement de ce devoir, non-seulement parce que la loi le veut ainsi, mais principalement à raison de l'inconvenance que ce soit l'accusateur lui-même qui se charge de cette mission.

Le Procureur-Général apporte nécessairement, dans la discussion, l'austérité du caractère dont il est revêtu; il poursuit l'accusé, parce qu'il le croit coupable; le Président ne voit, au contraire, dans l'accusé traduit devant la Cour, qu'une personne que la loi présume innocente: il compatit à sa misère; il emploie, par suite, dans la direction des débats, cette douceur, cette aménité qui tranquilisent l'accusé et lui laissent toute la sérénité qu'il lui importe de conserver dans un moment aussi terrible.

IV. Le Magistrat qui aurait de la dureté dans le caractère, ou qui n'aurait pas la fermeté convenable, ne devrait pas être désigné pour remplir les honorables et pénibles fonctions de Président de la Cour d'Assises.

L'accusé doit être rassuré par l'air de bonté du Magistrat qui préside, et la société doit trouver la garantie dans sa fermeté.

ARTICLE CCLXVIII.

Le Président est investi d'un pouvoir discrétionnaire en vertu duquel il pourra prendre sur lui tout ce qu'il croira utile pour découvrir la vérité, et la loi charge son honneur et sa conscience d'employer tous ses efforts pour en favoriser la manifestation.

OBSERVATIONS.

I. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi et peut tendre à la manifestation de la vérité, rentre dans le pouvoir discrétionnaire dont le Président de la Cour d'Assises se trouve investi par l'art. 268.

Le Code ne pouvait donner une définition plus exacte, parce qu'il est impossible de déterminer tous les cas qui peuvent en nécessiter l'exercice.

II. Il n'est pas besoin qu'il y ait eu réquisition du Procureur-Général ou de l'accusé, pour en autoriser l'usage.

Par suite des dispositions de l'art. 268, le Président peut prendre sur lui tout ce qu'il croit utile à la découverte de la vérité.

Non-seulement il le peut, mais il le doit: car, la loi en charge son honneur et sa conscience.

III. Cependant, ce pouvoir extraordinaire doit être renfermé dans de justes bornes; si le Président en abusait contre l'intérêt de l'accusé, il y aurait lieu à la cassation de l'arrêt de condamnation qui serait intervenu.

La Cour de cassation nous en fournit un exemple frappant dans un arrêt rendu, le 9 fructidor an 9, au rapport de M. Seignette.

Par cet arrêt, la Cour de cassation prononça la nullité des débats, sur le motif que le Président s'était appuyé, dans son résumé, de pièces qui n'avaient pas été produites ni débattues, et sur ce qu'il avait refusé la parole au défenseur de l'accusé, pour réfuter les inductions qu'il en avait tirées.

Le Président s'était fondé sur ce que l'accusé ne peut avoir la parole *après* que les débats ont été déclarés *clos*; mais le Président avait fait abus d'un principe, qui, vrai en lui-même, ne pouvait recevoir dans l'espèce une application raisonnable.

Voici quels furent les considérans de l'arrêt de cassation :

« Attendu que le résumé du Président doit se borner, d'après l'art. 372 du Code
 » de brumaire an iv, et comme l'indique assez la signification du mot, à donner le
 » précis de ce qui a été dit et fait, à réduire l'affaire à ses points les plus simples,
 » c'est-à-dire, à la décharger de tout ce qui est inutile et pourrait distraire l'attention
 » des Jurés de ce qui doit fixer leur détermination; que le Président doit encore
 » dans son résumé faire remarquer aux Jurés les principales preuves pour et contre
 » l'accusé; c'est-à-dire, leur rappeler les preuves qui ont été mises sous leurs yeux,
 » et non *leur en présenter de nouvelles*; qu'au lieu de s'en tenir à ce que la loi lui
 » prescrivait, le Président du Tribunal criminel du département de l'Escaut, a fait
 » part aux Jurés de quelques lettres écrites par l'accusé à l'accusée, lettres qui
 » paraissaient *pour la première fois* dans la procédure; qu'en vain les conseils des
 » accusés ont voulu s'opposer à cette lecture, et ensuite répondre aux inductions
 » tirées de ces lettres, *le Président leur ayant opposé que les débats étaient ter-*
 » *minés, qu'ils n'avaient plus la parole, et les ayant rappelés à l'ordre*; que de
 » ces faits consignés dans le procès-verbal des débats, il résulte que les accusés ont
 » été privés de proposer leurs moyens de défense contre des pièces qui, pour la pre-
 » mière fois, étaient produites à l'appui de l'accusation, faculté que leur accorde
 » l'art. 370 du Code de brumaire an iv, en chargeant l'accusateur public de déve-
 » lopper les moyens qui appuient l'acte d'accusation, et en permettant toujours à
 » l'accusé de répondre, en telle sorte qu'il ait toujours la parole le dernier; que
 » par un abus du pouvoir discrétionnaire, le Président ayant rempli les fonctions
 » que la loi délègue à l'accusateur public, il a enlevé aux accusés le droit le plus
 » sacré qu'ils tiennent de l'équité naturelle et de la loi, celui de se défendre;
 » Le Tribunal casse, etc., etc. »

D'autres arrêts de Cours de Justice criminelle ont été annulés, sur le motif que les Défenseurs des accusés avaient été gênés dans la discussion de leurs moyens, soit en ce qu'elle avait été circonscrite, soit de toute autre manière.

IV. La Cour de cassation jugeait, sous l'empire du Code de brumaire an iv, qu'en

vertu de son pouvoir discrétionnaire, le Président ne pouvait appeler en déposition, aux débats, des témoins *à charge* qui n'étaient pas portés sur la liste signifiée à l'accusé ; mais quoique le Code d'instruction criminelle ne permette pas non plus d'entendre en déposition, aux débats, des témoins *à charge*, qui n'ont pas été portés sur la liste signifiée, il n'y aurait pas lieu à prononcer la nullité de l'arrêt de condamnation, lors même que le Président aurait reçu la déclaration de personnes non portées sur cette liste, attendu que ce sont aujourd'hui de simples *renseignemens* que ces personnes peuvent donner, et non de véritables dépositions qu'elles doivent faire aux termes de l'art. 269.

Cependant, si le Président avait exigé des personnes ainsi appelées, une prestation de serment, il y aurait nullité des débats pour contravention à l'article 315 du Code d'instruction criminelle, et pour fausse application, par suite, des articles 263 et 269, lors même que l'accusé ne se serait pas opposé à la prestation de serment : car, la seconde disposition de l'article 315 est purement relative au cas où il peut y avoir de l'équivoque sur la désignation d'un témoin porté sur la liste, et non pas à celui où il n'en a été fait aucune indication.

IV. Lorsqu'il y a simple équivoque sur l'identité, et qu'il n'y a pas eu d'opposition à l'audition du témoin, le Législateur suppose que l'identité n'a pas été méconnue, et que le témoin ouï aux débats était réellement celui qui se trouvait porté sur la liste.

V. Les affaires criminelles devant être jugées après une discussion *orale*, le Président ne pourrait, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, autoriser un témoin à lire une déposition *écrite*.

Il ne pourrait non plus ordonner que la déclaration faite par le témoin devant le Juge d'instruction, lui serait lue *avant* d'avoir été entendu dans sa déposition devant le Jury.

Cependant, le Code d'instruction criminelle n'a pas défendu, en termes exprès, qu'il en fût ainsi ; mais l'excès de pouvoir n'en serait pas moins évident, et cet excès de pouvoir suffirait pour entraîner la nullité des débats ; car il en résulterait une violation ouverte du principe fondamental de l'institution du Jury qui repose sur la discussion *orale* et sur la *publicité*.

VI. Mais il n'y aurait ni excès de pouvoir, ni irrégularité dans la conduite du Président, si, lorsque le témoin a fait sa déposition *orale*, il ordonnait qu'il lui fût donné lecture de celle qu'il aurait faite *par écrit*, afin d'y faire remarquer les contradictions qui pourraient se trouver dans ses déclarations.

C'est une conséquence des dispositions de l'art. 318 qui charge le Greffier de tenir note des additions, changemens et variations du témoin aux débats, et qui autorise le Procureur-Général et l'accusé à requérir le Président de faire tenir ces notes.

ARTICLE CCLXIX.

Il pourra, dans le cours des débats, appeler, même par mandat d'amener, et entendre toutes personnes, ou se faire apporter toutes nouvelles pièces qui lui paraîtraient, d'après les nouveaux développemens donnés à l'audience, soit par les accusés, soit par les témoins, pouvoir répandre un jour utile sur le fait contesté.

Les témoins ainsi appelés ne prêteront point serment, et leurs déclarations ne seront considérées que comme renseignemens.

OBSERVATIONS.

I. Si le Législateur n'avait pas autorisé le Président à décerner des mandats d'amener contre les personnes qu'il fait appeler aux débats, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, ç'aurait été vainement que l'autorisation lui aurait été donnée de les y appeler, puisque, par leur refus de comparaître, l'affaire se serait jugée sans avoir obtenu les renseignemens que ces personnes auraient pu procurer.

Mais il ne faut pas induire de la faculté accordée au Président, que cette mesure sévère doive toujours être employée : le Code d'instruction criminelle en a laissé l'application à la sagesse du Président.

II. Nous avons observé, sur l'art. précédent, que les personnes ainsi appelées, n'ayant que de simples déclarations à faire, que de simples renseignemens à donner, ne doivent prêter aucun serment ; et que si le Président en exigeait d'elles, il commettrait un excès de pouvoir qui entraînerait la nullité des débats ; ce qui est sensible : car, comment s'assurerait-on que le Jury n'aurait pas fondé sa conviction sur leurs témoignages ?

La chose étant possible, devrait être supposée dans l'intérêt de l'accusé.

III. Mais une question plus épineuse que présente l'exécution de l'art. 269, est celle de savoir s'il suffit des nouveaux développemens donnés par le *Procureur-Général* ou par la *partie civile*, à l'appui de l'accusation, pour autoriser le Président ; en vertu de son pouvoir discrétionnaire, à appeler aux débats des témoins non compris dans la liste signifiée et à ordonner un apport de pièces.

A ne consulter que les dispositions générales de l'art. 263, l'affirmative ne semblerait présenter aucun doute, puisque cet article autorise le Président de la Cour d'Assises, à prendre sur lui tout ce qu'il croit utile pour parvenir à la manifestation de la vérité.

Mais l'art. 269 ne renferme-t-il pas une exception pour le cas particulier, à la disposition générale de l'art. 263 ?

On peut dire que ce n'est pas sans réflexion que le Législateur n'a autorisé le Président à appeler aux débats des témoins qui ne sont pas portés sur la liste signifiée, et à ordonner l'apport de nouvelles pièces, que sous la condition que les renseignemens seraient nécessaires par les *nouveaux* développemens donnés par *les accusés et les témoins*.

Que le motif du Législateur, pour restreindre ainsi le pouvoir discrétionnaire du Président, a été d'empêcher que le Ministère public et la partie civile attendissent le dernier instant pour opposer à l'accusé ce qu'ils croiraient l'incriminer, et pour le mettre, par ce moyen, dans l'impossibilité de répondre d'une manière convenable.

Que le Législateur n'a pas voulu qu'une pareille surprise pût paraître autorisée par une fausse induction du principe posé dans l'art. 268.

Ces motifs nous semblent décisifs.

Si les renseignemens que le Président desire obtenir ne se trouvent donc résulter que des nouveaux développemens donnés aux débats par le *Ministère public* ou par la *partie civile*, il ne doit les prendre en aucune considération; il devrait moins s'y arrêter encore s'ils n'étaient que le résultat de ses propres réflexions.

Notre opinion est, en conséquence, que si, dans un pareil état de choses, constaté par le procès-verbal de la séance, l'accusé s'était opposé à l'exécution de l'ordonnance du Président, et si cependant cette ordonnance avait reçu son exécution, l'arrêt de condamnation devrait être annullé.

IV. Le Législateur a voulu qu'il ne soit rien négligé pour atteindre le coupable; mais il n'a pas voulu non plus qu'aucune ruse puisse être employée contre lui; elle n'a pas voulu qu'il puisse être privé de toute latitude qu'il doit avoir pour sa défense,

ARTICLE CCLXX.

Le Président devra rejeter tout ce qui tendrait à prolonger les débats; sans donner lieu d'espérer plus de certitude dans les résultats.

OBSERVATIONS.

I. Si, dans son honneur et dans sa conscience, le Président ne doit rien négliger de ce qui peut tendre à la manifestation de la vérité, il doit rejeter également tout ce qui n'aurait d'autre objet que de prolonger les débats, sans en espérer des résultats plus certains sur le fait de l'accusation.

Les renseignemens que le Président se propose d'acquérir ne peuvent dès-lors avoir pour objet des faits étrangers à l'action imputée au prévenu, lors même que ces faits pourraient tendre à compromettre sa moralité; car l'homme le plus innocent peut être innocent du crime à raison duquel il est mis en jugement; et c'est le crime seul sur lequel est établi le débat qu'il faut juger, sauf les nouvelles poursuites

à faire sur les nouveaux crimes ou délits dont l'accusé peut d'ailleurs être prévenu.

Le Jury n'est appelé que pour juger le fait, et non la moralité de l'individu qui lui est présenté, lorsque l'immoralité dont on l'accuse ne porte pas directement sur le crime qui lui est imputé.

II. Le devoir du Président est de chercher à obtenir toutes les preuves de la culpabilité, ou de l'innocence du prévenu; mais par les seules voies que peuvent avouer la raison et la justice.

Pour parvenir à ce résultat, le Président doit mettre le plus grand ordre dans les débats, les ramener toujours aux termes les plus simples, les établir avec impartialité.

S. II.

FONCTIONS DU PROCUREUR-GÉNÉRAL-IMPÉRIAL.

OBSERVATIONS.

I. Il ne faut pas s'attendre à trouver réunies, sous ce paragraphe, toutes les règles relatives aux fonctions que la loi a confiées aux Procureurs-Généraux.

Il est peu de dispositions dans le Code d'instruction criminelle et dans les lois additionnelles, qui ne s'y rattachent d'une manière indirecte ou immédiate.

II. L'article 45 de la loi du 20 avril 1810 porte que « les Procureurs-Généraux » exercent l'action de la Justice criminelle dans toute l'étendue de leur ressort;

» Qu'ils veillent au maintien de l'ordre dans tous les Tribunaux;

» Qu'ils ont la surveillance sur tous les Officiers de police judiciaire et sur tous les » Officiers ministériels du ressort. »

Ce que l'art. 42 du décret du 6 juillet suivant a précisé en ces termes : « Toutes » les fonctions du Ministère public sont spécialement et personnellement confiées aux » Procureurs-Généraux. »

III. Les Procureurs-Impériaux attachés aux Tribunaux de première instance, sont, à cet effet, chargés de donner connaissance aux Procureurs-Généraux de tous les crimes et délits qui parviennent à leur connaissance, et d'exécuter les ordres qu'ils en reçoivent relativement à tous les actes de la police judiciaire. (*Art. 27 du Code d'instruction criminelle.*)

IV. Un décret impérial du 29 avril 1811 a augmenté le nombre des Membres du Parquet près la Cour impériale de Paris; mais il ne s'en est pas tenu là : les considérans de ce décret intéressent tous les Procureurs-Généraux; ils servent d'explication aux dispositions des lois précédentes; il importe de les connaître, les voici :

» Vu la loi du 20 avril 1810 :

« Vu notre décret impérial du 6 juillet suivant ;

« Considérant , 1.^o que si, par l'art. 44 de notre décret du 6 juillet , nous
» avons ordonné que les Avocats-Généraux seraient attachés par le Procureur-
» Général à la Chambre à laquelle il croira leur service le plus utile, il ne s'ensuit
» pas que leurs fonctions soient exclusivement et limitativement celles que ce ser-
» vice particulier peut entraîner.

» Qu'il est, au contraire, dans l'intention de la loi et dans les devoirs de leur
» état, que les Officiers du Parquet, assidument occupés des soins de leur minis-
» tère, soient appelés indistinctement à tous les travaux qu'exige la prompte admi-
» nistration de la Justice; de telle sorte qu'en y consacrant tous leurs momens, ils
» exercent alternativement et concurremment leurs fonctions près des Chambres
» civiles, des Chambres criminelles, de la Cour d'Assises et de la Cour spéciale,
» comme aussi dans l'intérieur du Parquet, toutes les fois et aussi souvent qu'
» l'expédition des affaires l'exige;

» Considérant , 2.^o que l'art. 52 du même décret appelant les Conseillers-Audi-
» teurs à faire le service, en cas d'empêchement des Substituts, et le Procureur-
» Général ayant le droit de les désigner à cet effet, ce Magistrat peut, en toutes
» circonstances, et pour faciliter l'expédition des affaires criminelles, appeler les
» Conseillers-Auditeurs pour aider et suppléer les Substituts lorsque la surcharge
» des affaires rend nécessaire le concours de leur travail, soit au Parquet, soit dans
» les Chambres civiles et criminelles;

» Que tel a été le but de notre décret du 16 mars 1808, dans la création des Juges-
» Auditeurs près les Cours d'appel, et de la loi du 20 avril 1810, laquelle, en con-
» firmant leur institution, a eu pareillement en vue de faciliter le cours de la Justice
» par cet accroissement des Membres des Cours Impériales, et d'offrir à ces jeunes
» Magistrats les moyens d'instruction qu'ils ne peuvent trouver que dans un travail
» assidu et une pratique journalière;

» Considérant , 3.^o que bien que la loi indique aux Procureurs-Généraux des
» moyens de service dont ils doivent toujours faire usage, il est néanmoins néces-
» saire, relativement à la Cour Impériale de Paris, d'assurer davantage le succès
» de ces moyens par une augmentation dans le nombre des Officiers du Parquet,
» lesquels, vu la quantité d'affaires dont cette Cour est et sera toujours surchargée, ne
» pourraient suffire à toutes les fonctions du Ministère public, même en employant
» les ressources ci-dessus indiquées. »

» Notre Conseil-d'Etat entendu,

» Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

« ART. 1.^{er} Le nombre des Officiers du parquet près notre Cour Impériale de
Paris, sera augmenté de trois Substituts.

« ART. 2.^{me} Les fonctions, rangs et traitement de ces nouveaux Officiers, seront
» réglés conformément à nos décrets des 6 juillet 1810 et 30 janvier 1811.

38. CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

« ART. 3.^{me} Notre Procureur-Général se conformera aux dispositions de la loi et de nos décrets, en appelant les Avocats-Généraux, les Substitués, et même les Conseil-lers-Auditeurs, toutes les fois que l'expédition des affaires l'exigera, à remplir les fonctions du Ministère public, indistinctement et alternativement, près les Chambres civiles, les Chambres criminelles, la Cour d'Assises et la Cour spéciale du chef-lieu. »

V. Non-seulement le Procureur-Général est autorisé à départir à chacun de ses Substitués les fonctions dont il croit devoir les charger; il peut même changer à volonté la destination qu'il leur a donnée. (*Art. 6 de la loi du 20 avril 1810*).

Le Procureur-Général ne pourrait cependant changer celle des Avocats-Généraux pour en faire des Substitués attachés spécialement à son Parquet, ni celle des Procureurs-Impériaux de première instance ou de leurs Substitués, pour les attacher soit à son Parquet, soit à d'autres Tribunaux de première instance; car les Avocats-Généraux, les Procureurs-Impériaux et leurs Substitués ayant été nommés par l'Empereur pour remplir des fonctions déterminées, et pour les remplir dans un arrondissement désigné, le titre de leur nomination, la qualité dont le Souverain les a revêtus, s'opposent à ces sortes de changemens, sauf l'emploi momentané des Avocats-Généraux au service du Parquet, aux termes du décret impérial du 29 avril 1811.

Aussi l'art. 6 de la loi citée n'autorise-t-il spécialement les Procureurs-Généraux qu'à changer la destination des Procureurs-Impériaux criminels, et des Substitués attachés à leur Parquet.

VI. Lorsque la Cour impériale est réunie en Chambres assemblées, pour entendre la dénonciation que doit lui faire un de ses Membres, l'art. 11 de la loi du 20 avril 1810 l'autorise à *mander* le Procureur-Général pour lui enjoindre de faire des recherches et des poursuites sur le fait dénoncé, ou pour rendre compte de celles qui seraient commencées; ce qui supposerait que la Cour impériale pourrait se réunir en Chambres assemblées, *hors* la présence du Procureur-Général qui n'aurait le droit de s'y rendre que lorsqu'il serait mandé.

Mais l'article 66 du décret du 6 juillet a décidé que l'assemblée des Chambres étant formée, le Procureur-Général y serait appelé, et qu'il assisterait aux délibérations.

VII. Le premier Président est *tenu* de convoquer les Chambres sur la demande du Procureur-Général, dans les trois jours de son réquisitoire motivé. (*Art. 79 du décret impérial du 30 mars 1808, et art. 63 de celui du 6 juillet 1810.*)

C'est au premier Président à instruire le Grand-Juge du résultat de la délibération. (*Art. 69 du décret du 6 juillet*).

VIII. Dans le cas d'absence ou d'empêchement du Procureur-Général, il est rem-

placé *de droit* par le plus ancien des Avocats-Généraux. (*Art. 50 du décret du 6 juillet*).

La loi du 20 avril portait que ce serait au premier Avocat-Général à le remplacer ; mais le décret du 6 juillet a changé cette qualification de *premier* : le rang des Avocats-généraux se trouve réglé par leur ancienneté de réception.

IX. L'article 250 du Code d'instruction criminelle autorise le Procureur-Général à ordonner l'apport des pièces des procès qui s'instruisent en matière correctionnelle et de police dans les Tribunaux du ressort ; ce qui n'est pas une simple prérogative : cette disposition du Code a un intérêt réel pour le maintien de l'ordre public et celui des juridictions.

X. Le Procureur-Général est autorisé à porter la parole indistinctement dans toutes les affaires, et l'Avocat-Général qui le remplace a le même droit. (*Art. 47 et 50 du décret du 6 juillet*).

XI. Le Procureur-Général est recevable à se pourvoir en cassation contre les arrêts émanés de la Chambre d'accusation, en observant les formalités prescrites par le Code d'instruction criminelle, lorsque la Chambre d'accusation n'a pas prononcé la mise en liberté du prévenu, sur le motif qu'il n'existe pas dans l'instruction des indices suffisants pour le faire présumer coupable.

Mais il doit former son recours dans le délai prescrit par l'art. 373.

XII. Il ne faut pas conclure du droit qu'a le Procureur-Général de se pourvoir en cassation contre les arrêts de la Chambre d'accusation, qu'il ait celui d'user de la même voie contre les ordonnances émanées de la Chambre du Conseil, lors même que la Chambre du Conseil aurait motivé son ordonnance sur ce que le fait imputé au prévenu ne constituerait ni crime, ni délit, tandis qu'il constituerait réellement un délit, ou un crime.

Le Code n'a autorisé qu'un seul mode de se pourvoir contre les ordonnances de la Chambre du Conseil ; ce mode est celui de l'opposition réservée à la partie civile et au Procureur-Impérial.

Lorsque le Procureur-Impérial n'en a pas usé, l'ordonnance est devenue irrévocable ; le Procureur-Général doit s'imputer de n'avoir pas donné l'ordre au Procureur-Impérial de former opposition à l'ordonnance, si elle n'était pas conforme à ses réquisitions.

XIII. Lors même que tous les créanciers d'un failli auraient acquiescé au concordat, et que le Tribunal de commerce l'aurait homologué, le Procureur-Général n'en serait pas moins recevable à poursuivre le failli comme prévenu de banqueroute simple ou frauduleuse devant les Tribunaux criminels ou correctionnels. (*Arrêt du 9 mars 1811.*)

L'art. 489 du Code de commerce porte que le Magistrat de sûreté, aujourd'hui représenté par le Procureur-Impérial, peut assister à la rédaction du bilan, de l'inventaire *et des autres actes de la faillite*; ce qui a donné lieu à une contestation très-vive entre le Procureur-Impérial du Tribunal de première instance de Paris, et le Tribunal de commerce de la même ville. Le Procureur-Impérial ayant prétendu avoir le droit d'assister à l'assemblée des créanciers, pour parvenir à un concordat avec le failli, et le Tribunal de commerce ayant refusé de l'y admettre : question de savoir à quelle autorité s'adresser pour régulariser cette partie du service. Le Grand-Juge Ministre de la Justice, consulté, a été d'avis que c'était à la *Cour Impériale*, et, en conséquence, la Cour Impériale de Paris a été saisie par un réquisitoire du Procureur-Général, dont elle a ordonné la communication au Tribunal de commerce.

Cette décision du Ministre de la Justice est importante; ce qui nous a décidés à la consigner dans notre ouvrage, à raison de ce qu'elle intéresse la forme de procéder dans une matière sur laquelle il n'a pas encore été établi des règles bien positives.

XIV. Le Procureur-Général n'est pas recevable à se rendre appelant des jugemens rendus par les Tribunaux de police; il ne l'est pas même à interjeter appel de ceux rendus par les Tribunaux correctionnels, lorsque l'appellation ne doit pas être portée à la Cour Impériale; mais le Procureur-Général peut donner l'ordre au Procureur-Impérial de s'en rendre appelant; c'est-à-dire, pour ceux rendus par les Tribunaux correctionnels; car les Procureurs-Impériaux n'ont pas plus le droit que Procureurs-généraux, de se rendre appelans des jugemens rendus par les Tribunaux de police.

XV. L'art. 298 autorise le Procureur-Général à se pourvoir en cassation contre l'arrêt de renvoi à la Cour *d'Assises*, dans les *cinq jours* à compter de l'interrogatoire subi par le prévenu devant le Président de cette Cour; mais il n'est pas besoin de recours en cassation ni de sa part, ni de celle de l'accusé, pour saisir la Cour de cassation de la connaissance de l'arrêt de renvoi, lorsqu'il est fait à la Cour *spéciale*; un pareil arrêt est *déferé de droit* à l'examen de la Cour de cassation. (*Art. 569, ibid.*)

XVI. Si la Chambre d'accusation avait cru apercevoir, dans le fait imputé au prévenu, un crime ou un délit de la compétence de la *Haute-Cour Impériale*, de celle de la Cour de *cassation*, d'une Cour *spéciale extraordinaire*, ou de tout autre Tribunal *d'exception*, le Procureur-Général qui n'adopterait pas la même opinion serait recevable à se pourvoir contre l'arrêt qui l'aurait chargé de la transmission des pièces à la Cour ou au Tribunal devant lequel la Chambre d'accusation aurait ordonné le renvoi.

Mais il devrait exercer son recours dans le délai fixé par l'art. 373, c'est-à-dire, dans

les trois jours, à compter de celui auquel la connaissance officielle de l'arrêt de renvoi lui serait parvenue.

Le Procureur-Général serait de même, à plus forte raison, autorisé à se pourvoir contre l'arrêt de renvoi, à une Cour d'Assises ou spéciale, si l'affaire était, par sa nature, de la compétence de la Haute-Cour, de la Cour de cassation, ou d'un Tribunal chargé exclusivement de connaître du crime imputé au prévenu.

XVII. S'il arrivait que le Procureur-Général compromît l'honneur, la délicatesse et la dignité de son état, la Cour Impériale serait tenue d'en instruire le Grand-Juge. (*Art. 61 du règlement du 6 juillet.*)

XVIII. Un Juge ou un Officier du Ministère public absent depuis plus d'un mois du lieu où il doit exercer ses fonctions, peut être requis par le Procureur-Général de se rendre à son poste; et s'il ne défère pas à la réquisition, le Procureur-Général doit en faire son rapport au Grand-Juge. (*Art. 48, ibid.*)

XIX. Les Officiers du Ministère public dont la conduite est répréhensible, doivent être rappelés à leur devoir par le Procureur-Général chargé d'en rendre compte au Grand-Juge, qui, suivant la gravité des circonstances, peut leur faire faire des injonctions par le Procureur-Général, ou les mander près de lui. (*Art. 60 de la loi du 20 avril 1810.*)

XX. Lorsque les Cours Impériales, usant de la faculté que leur donne la loi, ont prononcé des peines de discipline, les Procureurs-Généraux sont tenus d'en instruire le Grand-Juge. (*Art. 56 du décret du 6 juillet.*)

XXI. Ils sont également tenus de lui adresser chaque année, en avril et en septembre, l'état des affaires jugées et qui restent à juger, et de l'instruire des causes du retard des affaires arriérées. (*Art. 80 du décret impérial du 30 mars 1808.*)

XXII. Si les Greffiers et les Huissiers exigeaient de plus forts droits que ceux qui leur sont accordés par les réglemens, il serait du devoir des Procureurs-Généraux de poursuivre leur condamnation, soit à l'amende, soit pour l'application des dispositions de l'art. 174 du Code pénal. (*Art. 64 et 86 du décret impérial du 18 juin 1811.*)

XXIII. Les Huissiers ne peuvent instrumenter hors de l'arrondissement du Tribunal de première instance où ils sont établis, sans un mandement *exprès* du Procureur-Général. (*Art. 116 du règlement du 6 juillet 1810.*)

Ce mandement doit être donné *par écrit*; il doit énoncer la cause pour laquelle il est décerné, le nom de l'Huissier, la désignation du nombre et de la nature des actes, et l'indication du lieu où ils doivent être mis à exécution. (*Art. 84 du décret impérial du 18 juin 1811.*)

XXIV. Les Commis assermentés du Greffe de la Cour Impériale peuvent être

avertis, même réprimandés, s'il y a lieu, par le premier Président et par le Procureur-Général; après une première réprimande, la Cour peut, sur les réquisitions du Procureur-Général, et après avoir entendu le Commis-Greflier inculpé, ordonner qu'il cessera, à l'instinct, ses fonctions. (*Art. 58 du décret impérial du 6 juillet 1810.*)

XXV. Le Procureur-Général a sur les Officiers *ministériels* du ressort la même surveillance que sur les Officiers de police judiciaire. (*Article 45 de la loi du 20 avril 1810.*)

ARTICLE CCLXXI.

Le Procureur-Général-Impérial poursuivra, soit par lui-même, soit par son Substitut, toute personne mise en accusation suivant les formes prescrites au Chapitre premier du présent Titre. Il ne pourra porter à la Cour aucune autre accusation, à peine de nullité, et, s'il y a lieu, de prise à partie.

OBSERVATIONS.

I. C'est au Procureur-Général, soit par lui-même, soit par ses Substituts, à poursuivre devant les Cours d'Assises ou spéciales toute personne mise en accusation dans les formes prescrites par le Code d'instruction criminelle.

Les Substituts dont parle cet article, sont ceux que le Procureur-Général a désignés pour faire le service des Cours d'Assises et spéciales.

Les Substituts du Procureur-Général attachés au service des Cours d'Assises ou spéciales des départemens, autres que celui où siège la Cour Impériale, sont qualifiés Procureurs-Impériaux criminels par la loi du 20 avril 1810.

II. Si le Procureur-Général traduisait à la Cour d'Assises ou à la Cour spéciale, un prévenu qui n'aurait pas été mis préalablement en accusation, il y aurait nullité des débats et de l'arrêt de condamnation.

Le Procureur-Général qui aurait commis une pareille contravention, pourrait même être *pris à partie* : le Code de brumaire an iv déclarait qu'il y avait *forfaiture*. (*Art. 279.*)

III. Si c'était le Procureur-Impérial criminel qui eût porté à la Cour d'Assises ou à la Cour spéciale, une affaire dans laquelle il ne serait pas intervenu un arrêt de mise en accusation, il ne justifierait pas suffisamment sa conduite par la représentation de l'ordre qu'il en aurait reçu du Procureur-Général; car si l'art. 27 autorise le Procureur-Général à donner des ordres à ses Substituts, et si ceux-ci sont tenus de les exécuter, ce n'est qu'autant que ces ordres ne contrarient pas une disposition législative; et l'art. 271 du Code d'instruction criminelle contient la défense

expresse de présenter aux Cours d'Assises et spéciales un prévenu qui n'a pas été mis préalablement en accusation.

IV. Que se soit une Cour d'Assises ou une Cour spéciale *ordinaire*, que ce soit une Cour spéciale *extraordinaire* quise trouve saisie, la règle est la même : l'art. 271 renferme une disposition *générale et absolue*.

La Cour Impériale de Paris avait cependant jugé le contraire ; elle avait prétendu qu'ayant été maintenue comme Cour spéciale *extraordinaire*, dans la connaissance des affaires qui appartenaient exclusivement à la Cour de Justice criminelle spéciale du département de la Seine, par l'art. 33 de la loi du 20 avril 1810, elle devait continuer à jouir du privilège qui était accordé à cette Cour, de prononcer elle-même sur sa compétence.

Mais la Cour de cassation a condamné cette prétention, par arrêt du 11 avril 1811, rendu au rapport de M. Lamarque, sur les conclusions de M. l'Avocat-Général Girault, en ces termes :

« Attendu qu'il suit de ces différens articles, que les crimes qui rentrent dans les attributions communes des Cours spéciales, doivent être soumis à une première instruction conforme à celle qui a lieu pour la poursuite des crimes ordinaires ;

» Que la Cour Impériale, saisie de la connaissance de ces crimes, d'après les règles établies dans le Chapitre IX du Titre 1.^{er}, et dans le Chapitre I.^{er} du Titre 2 de ce Code, doit en apprécier le caractère, en fixer la compétence, et renvoyer, s'il y a lieu, ceux qui sont prévenus, devant la Cour spéciale ;

» Quo l'art. 33 de la loi du 20 avril 1810, qui a conservé à la Cour spéciale de Paris, les attributions extraordinaires qui avaient été conférées à la Cour de Justice criminelle du département de la Seine, par les lois et réglemens, n'ayant renouvelé ni établi aucune règle pour la première instruction et la déclaration de compétence, sur les crimes compris dans ces attributions extraordinaires, il s'en suit nécessairement que cette première instruction et cette déclaration de compétence, doivent se faire de la manière déterminée par le Code d'instruction criminelle, pour les crimes qui appartiennent aux attributions communes à toutes les Cours spéciales ;

» Qu'il en résulte qu'en déclarant elle-même sa compétence sur la procédure instruite contre Jean-Nicolas-François-Antoine Gallois, prévenu d'avoir porté les armes contre la France, et contre Sa Majesté l'Empereur et Roi, postérieurement au premier septembre 1804, la Cour spéciale de Paris a violé les règles de compétence tracées par la loi, et a contrevenu aux articles du Code d'instruction criminelle ci-dessus cités ;

» La Cour casse, etc., etc. »

La Cour Impériale de Paris s'est depuis exactement conformée à cette explica-

44 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

tion , la seule vraie , la seule qui soit concordante avec le système de la Législation actuelle.

V. Cette jurisprudence n'est point applicable aux Cours prévôtales des Douanes, qui sont elles-mêmes juges de leur compétence.

Comme les anciennes Cours spéciales, elles doivent commencer par y statuer , et leurs arrêts, sous ce rapport, sont déferés de droit à l'examen de la Cour de cassation.

Mais jusqu'à ce que la Cour de cassation ait confirmé l'arrêt de compétence, les Cours prévôtales ne peuvent présenter l'accusé aux débats ; ce qui est une grande amélioration. (*Art. 13 du décret impérial du 18 octobre 1810.*)

VI. Tous les actes d'accusation doivent être dressés, tous les réquisitoires du Ministère public doivent être faits au nom du Procureur-Général, lors même que ces actes et ces réquisitoires sont rédigés par les Procureurs-Impériaux criminels, puisque le Procureur-Général exerce l'action de la Justice criminelle dans toute l'étendue du ressort de la Cour Impériale à laquelle il est attaché. (*Art. 45 de la loi du 20 avril 1810.*)

VII. Mais suffit-il qu'une personne ait été mise en accusation dans une forme légale, pour que les débats puissent s'établir sur *d'autres faits* que ceux portés dans l'acte d'accusation ?

Sous l'empire du Code de brumaire an iv (*art. 278 et 279*), les Tribunaux criminels ne se trouvaient saisis que de la connaissance des crimes portés *en l'acte d'accusation* ; ils ne pouvaient, par suite, poser au Jury que des questions relatives à ces crimes ; mais cela n'apportait aucun obstacle à ce qu'il en fût posé sur les *circonstances* accessoires du délit, lors même qu'elles en auraient changé le caractère.

Le Code d'instruction criminelle (*art. 338*) renferme les mêmes dispositions ; de sorte que ce n'est pas sur ce point que peut porter la difficulté.

Le doute naît de ces termes de l'art. 271, *toute personne mise en accusation*, qui ne se trouvant restreints d'aucune manière, sembleraient annoncer qu'il suffit qu'un individu soit mis en accusation, pour que le débat puisse s'établir sur tous les crimes qui peuvent lui être imputés dans le cours des débats.

Mais ce serait donner à l'art. 271 une fausse interprétation ; car il résulte des art. 337, 338 et 339, que le Président ne peut poser d'autres questions au Jury que celles qui résultent de l'acte d'accusation, et des circonstances favorables ou aggravantes qui s'y rattachent ; et de l'art. 241 qui porte que l'acte d'accusation ne doit être que le développement des faits portés en l'ordonnance de prise de corps.

Aussi l'art. 361 réserve-t-il toutes nouvelles poursuites à faire contre l'accusé, pour raison des nouveaux faits dont il peut être inculpé aux débats, lorsqu'avant leur clôture le Ministère public s'est réservé de les poursuivre.

VIII. Si le prévenu mis en accusation était inculpé aux débats d'un délit *connexe* à celui porté dans l'acte d'accusation, pourrait-il être posé au Jury des questions relatives ?

L'art. 226 a chargé la Chambre d'accusation de la Cour Impériale, lorsqu'elle prononce sur la mise en accusation du prévenu, de statuer, par le même arrêt, sur les délits *connexes* résultant des pièces produites devant elle et l'art. 228 l'autorise à faire procéder à de nouvelles informations pour en acquérir la preuve.

Mais, alors, les choses sont entières, tandis qu'elles ne le sont plus lorsque la Cour d'Assises se trouve saisie par l'ordonnance de renvoi, et qu'elle est appelée à prononcer sur l'acte d'accusation qui lui est présenté. C'est par cette raison que la disposition de l'article 226 n'a pas été reproduite en posant les règles à suivre aux débats.

IX. Lorsque l'acte d'accusation porte sur des délits dont la connexité a été reconnue par la Chambre d'accusation, l'accusé est suffisamment averti qu'il doit préparer sa défense sur les uns et sur les autres; qu'il doit appeler sur tous des témoins à décharge.

Mais lorsque c'est seulement aux débats qu'il est inculpé d'un autre délit que celui pour lequel il a été mis en accusation, quoique ce délit nouvellement découvert puisse avoir une connexité apparente avec l'acte d'accusation, tous les moyens de justification manqueraient à l'accusé, si l'on pouvait établir le débat sur ce nouveau délit.

X. Il faut donc tenir en principe que la connexité d'un délit découvert seulement aux débats, et sur lequel n'a porté ni l'ordonnance de renvoi ni l'acte d'accusation, ne peut être l'objet de questions à poser au Jury; car, ce qui constitue par soi-même un crime, ne peut être considéré comme la simple circonstance d'un autre crime, et ce n'est que sur les circonstances des crimes portés dans l'acte d'accusation que le Code d'instruction criminelle autorise à poser des questions au Jury.

Si le Législateur ne l'avait pas voulu ainsi, l'art. 226 n'aurait pas chargé la Chambre d'accusation de statuer, *par le même arrêt*, sur les délits *connexes* et d'en faire personnellement la recherche lorsqu'ils auraient échappé à la sagacité du Juge d'instruction et à la vigilance de la Chambre du Conseil.

Aussi, l'art. 315 ne charge-t-il le Procureur-Général que d'exposer le sujet de l'accusation.

Si le Code restreint ainsi l'exposé à faire par le Procureur-Général, c'est que l'acte d'accusation et l'arrêt de renvoi ayant été seuls notifiés à l'accusé, ce serait user de surprise à son égard que de ne pas s'y renfermer lorsqu'il faudrait le juger.

XI. Cependant, comme il pourrait être important que les délits *connexes* fussent jugés d'après le même débat, l'art. 306 offre au Procureur-Général un moyen de

suppléer à l'omission qui aurait pu se glisser sur ce point dans l'acte d'accusation ; il est autorisé à requérir une prorogation de délai *avant* que les débats soient commencés, et le Président des Assises est autorisé à la lui accorder.

Pendant cette prorogation, le Procureur-Général peut donner l'ordre d'instruire sur le délit connexe, afin que dans le cas de mise en accusation sur le délit nouveau, il puisse faire prononcer la jonction des deux instances, et y faire statuer par un seul et même arrêt.

Mais les débats une fois ouverts, il y a droit *acquis* à l'accusé ; il ne reste plus contre lui que l'exécution des dispositions de l'art. 361 : car aucun article du Code n'autorise à interrompre les débats pour se livrer à une nouvelle instruction, lors même que celle qui aurait été faite n'aurait pas été complète.

XII. Nous avons dit que le fait qui constitue par lui-même un crime, ne peut être mis au rang des simples circonstances d'un autre crime ; que conséquemment, il ne peut être posé aucune question au Jury sur le crime qui n'a pas fait la matière de la mise en accusation, sauf les poursuites ultérieures à raison du crime qui ne se trouve connu que par les débats ; mais on peut objecter contre cette opinion, que lorsqu'il y a délit, tout ce qui s'y rattache d'une manière plus ou moins rapprochée n'en constitue véritablement que des circonstances, puisqu'en quelque nombre que soient ou que puissent être les délits *connexes*, il n'y a toujours qu'une seule peine à prononcer contre l'accusé, d'après la gravité qu'ils ont acquise par leur réunion.

Il faut se garder de confondre l'application des peines avec les formalités de l'instruction.

Sans doute que celui qui se rend coupable de meurtre pour parvenir à un vol ; que celui qui, par suite d'offense à la loi, a commis un homicide, doit être puni plus sévèrement que le simple meurtrier, que le coupable d'homicide, dégagé du vol et de l'offense à la loi ; mais le meurtre ou l'homicide ayant été poursuivi sans qu'il ait été fait d'instruction sur le crime qui lui est connexe, l'accusé n'a pu préparer sa défense, ni faire appeler des témoins à décharge sur le crime nouveau qui lui est imputé.

XIII. On alléguerait en vain que l'accusé poursuivi pour l'un des crimes connexes qu'il est prévenu d'avoir commis, doit s'attendre à être inculpé sur l'autre dans le cours des débats, et que par suite, il est suffisamment averti qu'il doit préparer sa défense sur le tout : ce serait supposer, en effet, que l'accusé est coupable du nouveau délit dont il est prévenu, lorsque la loi le répute innocent jusqu'à sa condamnation ; dans ce système, d'ailleurs, il faudrait aller jusqu'à dire que l'accusé serait tenu de donner, lui-même, l'éveil à la Justice sur le nouveau crime qui pourrait lui être reproché : car, en appelant des témoins pour s'en disculper aux débats, ce serait convenir qu'il pourrait être soupçonné de l'avoir commis ; ce serait renouveler

l'institution barbare des Inquisiteurs qui retenaient dans les cachots les malheureux qu'ils avaient donné l'ordre d'y amener, jusqu'à ce qu'ils eussent eux-mêmes confessé leurs crimes réels ou supposés.

Aussi l'art. 227 du Code d'instruction criminelle qualifie-t-il de délit *connexe* et non de *circonstance* du délit principal, le crime qui peut avoir été commis pour faciliter l'exécution d'un autre crime; ce que répète encore l'art. 304 du Code pénal en prononçant la peine de mort contre l'accusé convaincu de *meurtre*, lorsque ce crime a été précédé, accompagné ou suivi d'un autre crime ou délit.

Et comme la connaissance d'aucun crime ne peut être portée à la Cour d'Assises, sans qu'il soit intervenu préalablement un arrêt de mise en accusation, à raison de ce crime, il faut en conclure, comme nous l'avons fait, que si le délit connexe ne vient à se découvrir qu'aux débats, il ne reste de ressource que dans l'exécution des articles 361 et 379 du Code d'instruction criminelle, suivant que l'accusé aura été acquitté ou condamné, l'art. 338 ne pouvant recevoir d'application à cette espèce.

XIV. Quoique cela semble un peu étranger au sujet que nous traitons, nous allons examiner la manière dont doit être entendu l'art. 304 du Code pénal, à raison de l'importance de la matière et des conséquences funestes que pourrait avoir une erreur commise dans son application.

Cet article porte que le *meurtre* qui se trouve précédé, accompagné ou suivi de crime ou de délit, doit être puni de mort.

L'art. 14, titre 2, première Section du Code pénal de 1791, prononçait la peine de mort lorsque l'*homicide* avait été accompagné ou suivi d'autres crimes.

Ces deux articles, qui semblent renfermer les mêmes dispositions, établissent cependant des points de législation bien différents.

Sous l'empire du Code pénal de 1791, il suffisait qu'il y eût *homicide* pour emporter la peine de mort, lorsqu'il se rattachait à un autre crime; mais il fallait nécessairement que le fait auquel se rattachait l'*homicide*, constituât un véritable crime.

Sous l'empire du Code pénal de 1810, au contraire, il suffit que le *meurtre* ait été précédé, accompagné ou suivi d'un délit; mais il faut nécessairement qu'il y ait eu *meurtre*; de sorte que s'il n'y avait eu que simple *homicide*, il n'y aurait lieu qu'à l'application de la peine de l'*homicide*, s'il n'avait été précédé, accompagné ou suivi que d'un simple délit; et il n'y aurait pas même lieu à l'application de la peine de mort, lorsque l'*homicide* aurait été précédé, accompagné ou suivi d'un véritable crime, si le fait auquel se rattacherait l'*homicide* n'emportait pas, par lui-même, la peine capitale.

Pour faire une juste application de cet article, il faut donc bien distinguer ce qui caractérise le *meurtre* et l'*homicide*.

L'*homicide* commis volontairement est qualifié *meurtre*. (Art. 295 du Code

pénal.) Cette définition est claire ; il n'y a que simple *homicide* lorsqu'il n'y a pas eu *volonté* de le commettre ; de sorte que si l'homicide n'a pas été *volontairement* commis, il aurait été précédé, accompagné ou suivi d'un *délit*, même d'un *crime* qu'il ne pourrait donner lieu à l'application de l'art. 304 du Code pénal.

Mais s'il avait été commis *volontairement*, il n'aurait été précédé, accompagné ou suivi que d'un simple *délit*, qu'il y aurait nécessairement lieu à l'application de cet article.

Cette innovation au Code pénal de 1791 a été bien réfléchie ; car il est contraire à toute raison qu'un homicide *involontaire*, qui ne constitue pas, par lui-même, un *crime*, puisse en prendre le caractère et emporter la peine *capitale*, lorsqu'il se rattache à un *crime* beaucoup moins grave, et, à plus forte raison, lorsqu'il ne se rattache qu'à un simple *délit*.

Cependant, telle était la disposition de l'art. 14 du Code pénal de 1791 ; il suffisait qu'il y eut *homicide*, pour que les Tribunaux se trouvassent dans l'obligation de prononcer la peine de *mort* contre le prévenu, lorsque l'homicide se trouvait précédé, accompagné ou suivi d'un autre *crime*, quand même ce crime n'aurait mérité que la peine de la réclusion ou des fers.

XV. Nous avons vu un exemple frappant de l'application de ce principe rigoureux dans un arrêt contre lequel il y eut recours en cassation, et qui fut confirmé le 27 août 1807.

Dans l'espèce de cet arrêt, le Jury avait déclaré un prévenu de *viol* coupable d'*homicide*, en ce que la femme était morte pendant l'action du viol.

Sur cette déclaration du Jury, la Cour de Justice criminelle avait condamné l'accusé à la peine de *mort*, par application de l'art. 14 du Code pénal de 1791.

L'accusé condamné s'était pourvu en cassation : son recours fut rejeté, comme il devait l'être d'après les dispositions de l'article cité.

Cet exemple aurait seul suffi pour motiver les changemens apportés par le nouveau Code à l'ancienne législation.

XVI. Lorsqu'il y a prévention de *meurtre*, le Jury doit être interrogé, et il doit répondre *affirmativement* sur la question de *volonté*, pour faire rentrer le crime dans l'application de l'art. 304 ; si la *volonté* n'est pas déclarée, il ne reste plus aux yeux de la loi qu'un simple *homicide*.

Telle fut la conséquence que tira la Cour de cassation, du défaut de position de question sur ce point important, dans un arrêt du 26 juin 1806.

XVII. Ainsi, lorsque le Jury n'a pas déclaré que l'action reprochée à l'accusé, et qui a causé la mort, a été le résultat de sa *volonté*, il ne peut y avoir lieu à l'application de l'art. 304 du Code pénal, quelle que soit la nature du crime ou du délit qui a précédé, accompagné ou suivi l'homicide dont l'accusé est déclaré convaincu.

Si c'est un *crime* dont l'homicide a été précédé, accompagné ou suivi, c'est la peine prononcée par le Code contre ce genre de crime qui doit être appliquée; si c'est un *délit*, il n'y a lieu qu'à l'application de peines correctionnelles: car l'homicide n'emporte, par lui-même, que des peines correctionnelles. (*Article 319 du Code pénal.*)

XVIII. Si le *meurtre*, c'est-à-dire, l'homicide commis *volontairement* n'a été précédé, accompagné ou suivi que d'une simple *contravention*, il ne prend pas un caractère plus grave; ce ne sera pas le cas de l'application de l'art. 304 lequel ne parle que de *crime* et de *délit*: ce qui est *exclusif* des *contraventions*.

XIX. Une conséquence qui nous semble résulter de nos précédentes observations, c'est que la Cour d'Assises ne serait pas légalement saisie, si l'acte d'accusation n'élevait contre l'accusé que la prévention d'un *homicide*, lors même qu'il aurait été précédé, accompagné ou suivi d'un *délit* ou d'une *contravention*; dans ce cas, aucun des faits imputés au prévenu n'emporterait une peine afflictive ou infamante.

On peut opposer que le Rédacteur de l'acte d'accusation aurait pu attacher au mot *homicide* l'idée d'un *meurtre*; mais ce n'est pas l'idée que peut avoir eue le Rédacteur de l'acte d'accusation qui doit être consultée; les termes dans lesquels il l'a rendue doivent être pris seuls en considération.

La Cour d'Assises, saisie en vertu d'un pareil acte d'accusation, peut bien se retenir la connaissance de l'affaire, bien que le mot technique de *meurtre* ne se lise pas dans l'acte, lorsque la prévention d'un véritable meurtre résulte de la manière dont il est rédigé; mais s'il n'y est rappelé aucune circonstance de laquelle doive naturellement résulter la prévention que l'accusé a agi *volontairement*, la Cour d'Assises doit se déclarer incompétente.

ARTICLE CCLXXII.

Aussitôt que le Procureur-Général ou son Substitut aura reçu les pièces, il apportera tous ses soins à ce que les actes préliminaires soient faits et que tout soit en état, pour que les débats puissent commencer à l'époque de l'ouverture des Assises.

OBSERVATIONS.

I. Ce n'est pas une simple recommandation que fait le Législateur; c'est un ordre qu'il donne au Procureur-Général et à ses Substituts; ils ne pourraient y désobéir sans se rendre coupables de détention arbitraire, puisqu'il en résulterait que l'accusé serait retenu sans nécessité dans les prisons, par le fait du Ministère public pour y attendre son jugement.

II. Le retard apporté à mettre la procédure en état n'emporterait pas cependant la nullité de l'instruction; mais si l'accusé parvenait à se faire acquitter, et si le Procureur-Général ou son Substitut ne pouvait justifier par des motifs légitimes son inaction, il pourrait y avoir lieu à la prise à partie contre eux.

ARTICLE CCLXXIII.

Il assistera aux débats; il requerra l'application de la peine; il sera présent à la prononciation de l'arrêt.

OBSERVATIONS.

I. Le Procureur-Général doit assister aux *débats*, mais non les *diriger*; ce soin est dans les fonctions exclusives du Président. (Art. 267.)

Ce n'est pas néanmoins d'une assistance purement passive dont il peut être ici question, puisque le Procureur-Général est chargé, par l'art. 315, d'exposer le sujet de l'accusation; et par l'art. 335, de développer les moyens qui viennent à l'appui, même de répliquer à la défense de l'accusé.

Lors donc que l'art. 273 parle de l'assistance du Procureur-Général aux débats, c'est seulement pour annoncer que cette assistance est requise pour la régularité des débats, ce qui résultait déjà des dispositions des articles 252 et 253, qui établissent la manière dont les Cours d'Assises doivent se compléter.

II. Le Procureur-Général faisant partie intégrante du Tribunal, il faut en induire que, s'il s'absentait lorsqu'il a fait l'exposé du sujet de l'accusation, et si, pendant son absence, les débats se continuaient, il y aurait nullité, quoique le Code ne l'ait pas prononcée: car les débats auraient eu lieu devant une Cour incomplète et qui n'aurait eu dès-lors aucun caractère légal.

III. Il en serait de même si le Procureur-Général n'avait pas été *ouï* dans ses réquisitions, quoique l'art. 273 ne prononce pas non plus, pour ce cas, la peine de nullité: car elle résulte de la nature des choses et de l'application d'un principe général.

IV. Mais y aurait-il nullité dans l'arrêt qui aurait été prononcé *hors de la présence* du Procureur-Général, s'il avait *assisté* aux débats et s'il avait fait ses réquisitions?

Nous pensons que non; cependant dès que le Code veut que le Procureur-Général soit *présent*, il ne doit quitter l'audience que dans un cas d'absolue nécessité.

V. Mais le Procureur-Général qui aurait fait l'exposé du sujet de l'accusation, et qui se trouverait ensuite empêché pour cause de maladie, ou pour toute autre cause qui le mettrait dans l'impossibilité d'assister aux débats, pourrait-il être suppléé par un de ses Substituts, pour la continuation des débats, ou faudrait-il les recommencer?

Si le Substitut qui se présenterait en remplacement du Procureur-Général, avait assisté aux débats depuis leur ouverture, et pendant l'exposé fait par le Procureur-Général, il nous semble que les débats pourraient régulièrement continuer avec lui.

La question ne peut donc présenter une véritable difficulté que dans le cas où le Substitut qui viendrait suppléer le Procureur-Général empêché, n'aurait pas assisté aux débats depuis leur ouverture.

Le Ministère public n'étant qu'un, quoique ses fonctions puissent être divisées entre plusieurs, on peut dire que le Procureur-Général peut être suppléé par un de ses Substituts pour la continuation des débats, sans que l'on soit obligé de les recommencer.

A l'appui de cette opinion on peut invoquer l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, qui déclare nuls les arrêts rendus par des Juges qui n'ont pas assisté à toutes les audiences, sans étendre ses dispositions aux Officiers du Ministère public.

Cependant il serait plus régulier de recommencer les débats; mais ils doivent l'être dans la même session; car, en les renvoyant à la session suivante, ce serait un moyen indirect de priver l'accusé des Jurés que la loi lui a donnés; ce serait là un excès de pouvoir d'autant plus reprehensible, qu'on le retiendrait en arrestation d'une session à l'autre, et conséquemment on se rendrait coupable envers lui d'une détention arbitraire.

ARTICLE CCLXXIV.

Le Procureur-Général, soit d'office, soit par les ordres du Grand-Juge Ministre de la Justice, charge le Procureur-Impérial de poursuivre les délits dont il a connaissance.

OBSERVATIONS.

Lorsque la Cour Impériale ne se trouve pas saisie du procès par renvoi ou par appel, le Procureur-Général doit se borner à charger le Procureur-Impérial compétent, de faire les poursuites du crime ou du délit dont il a connaissance, et le Procureur-Impérial auquel il en donne l'ordre, ne peut refuser d'en faire la recherche. (*Art. 27.*)

ARTICLE CCLXXV.

Il reçoit les dénonciations et les plaintes qui lui sont adressées directement, soit par la Cour Impériale, soit par un Fonctionnaire public, soit par un simple citoyen, et il en tiendra registre.

Il les transmet aux Procureurs-Impériaux.

OBSERVATIONS.

I. C'ÉTAIT une conséquence nécessaire de ce que toutes les fonctions du Ministère public étaient spécialement et personnellement confiées aux Procureurs-Généraux, de leur accorder le droit de recevoir les plaintes et les dénonciations qui leur sont directement adressées.

Cependant ce n'a pas été, dans le Code, une redondance inutile que d'y faire déclaration de ce droit par une disposition formelle, attendu que les Procureurs-Généraux n'étant pas des Officiers de police judiciaire, on aurait pu le leur contester.

II. Lorsque le Procureur-Général reçoit une plainte ou une dénonciation, il doit observer les formalités prescrites par les art. 31 et 45; mais si elle lui est faite par la Cour Impériale, l'arrêt en tient lieu.

III. L'usage que doit faire le Procureur-Général des plaintes et des dénonciations, est de les transmettre au Procureur-Impérial compétent; il ne pourrait les conserver sans leur donner suite: ce n'est pas à lui, en effet, qu'est confiée la recherche et la poursuite des crimes et délits, mais au Procureur-Impérial et au Juge d'instruction, et c'est à la Chambre du Conseil à juger, en premier ordre, du mérite de la plainte et de la dénonciation.

IV. Avant de transmettre au Procureur-Impérial la plainte ou la dénonciation qui lui est faite, le Procureur-Général doit en tenir *registre*, c'est-à-dire, l'inscrire sur un registre destiné à cet effet; il ne lui suffirait pas de la mettre en liasse, car elle pourrait ne lui avoir pas été adressée en double minute, et c'est la minute qu'il doit transmettre, et non pas une simple copie.

V. L'obligation imposée par cet article aux Procureurs-Généraux, est autant dans leur intérêt que dans celui de l'accusé, puisque le Code autorise celui-ci, dans le cas d'acquiescement, à requérir le Procureur-Général de lui nommer son dénonciateur.

Si le Procureur-Général n'avait pas conservé le moyen de justifier *officiellement* que telle ou telle personne lui a fait la dénonciation par suite de laquelle les poursuites ont eu lieu, il y aurait présomption légale qu'elle aurait été son ouvrage, et si elle était *calomnieuse*, il se trouverait exposé à la prise à partie.

ARTICLE CCLXXVI.

Il fait, au nom de la loi, toutes les réquisitions qu'il juge utiles; la Cour est tenue d'en tenir acte et d'en délibérer.

OBSERVATIONS.

I. Les dispositions de cet article s'appliquent aussi bien aux Substituts du Procureur

reur-Général et aux Procureurs-Impériaux criminels qui font le service près les Cours d'Assises, qu'au Procureur-Général lui-même, puisque tous ne font que le suppléer.

Chacun d'eux peut donc, lorsqu'il est de service, faire toutes les réquisitions qu'il juge utiles, lors même qu'elles ne seraient pas fondées sur le texte précis d'une loi : car le Législateur n'a pu prévoir tous les cas, et il peut être important à la manifestation de la vérité, que tel ou tel acte soit fait, que telle ou telle formalité soit remplie ; cela dépend des circonstances particulières de la cause.

II. Quelle que soit la nature des réquisitions, la Cour est tenue d'en *donner acte* et d'en *délibérer*, soit pour y avoir égard, soit pour les rejeter ; mais si la Cour est tenue d'y prononcer, elle n'est pas gênée dans la manière de le faire ; aussi l'art. 273 n'admet-il le recours en cassation que *s'il y a lieu*, lors même que la Cour a refusé de déférer aux réquisitions du Ministère public ; mais il y a toujours lieu au recours, lorsque les réquisitions étaient fondées sur un droit accordé par la loi, ou lorsqu'elles tendaient à user d'une faculté que le Code autorise. (*Art. 408.*)

III. Il ne suffit pas que la Cour d'Assises donne, dans les *considérons* de son arrêt, les motifs qui l'ont décidée à ne pas déférer aux réquisitions du Procureur-Général ; il faut, pour remplir le vœu de la loi, que la Cour déclare dans le *dispositif* de son arrêt, ne pas s'y arrêter. C'est ce que jugea la Cour de cassation, au rapport de M. Basire, le 16 août 1811.

IV. Ce n'est pas au Président de la Cour à faire droit ou à refuser d'obtempérer à la réquisition du Procureur-Général ; la Cour doit en délibérer et rendre un arrêt *motivé*. (*Art. 7 de la loi du 20 avril 1810.*)

ARTICLE CCLXXVII.

Les réquisitions du Procureur-Général doivent être de lui signées ; celles faites dans le cours d'un débat seront retenues par le Greffier sur son procès-verbal, et elles seront aussi signées par le Procureur-Général ; toutes les décisions auxquelles auront donné lieu ces réquisitions, seront signées par le Juge qui aura présidé et par le Greffier.

OBSERVATIONS.

I. QUE les réquisitions du Procureur-Général ou de ses Substituts aient été faites avant les débats, ou qu'elles l'aient été pendant leur durée, elles doivent être *signées* du Magistrat qui les a faites.

La seule différence qui existe entre les deux cas, c'est que les réquisitions faites avant les débats doivent être présentées *écrites*, revêtues de la signature de l'Officier

du Ministère public de qui elles émanent ; tandis que lorsqu'elles le sont pendant le cours des débats, il suffit qu'elles soient retenues par le Greffier dans son procès-verbal, et que l'Officier du Ministère public qui les a faites y appose sa signature.

Si le Procureur - Général avait été obligé de présenter ses réquisitions écrites pendant le Cours des débats, il en aurait nécessairement résulté une interruption dans le service, et, par suite, des longueurs préjudiciables à l'expédition des affaires.

Il est de la prudence du Ministère public qui a fait la réquisition pendant le cours des débats, de ne la signer sur le procès-verbal, qu'après s'être assuré qu'elle y a été consignée dans les termes dont il s'est servi.

II. Quoique ce soit par un arrêt et non par une simple ordonnance, que la Cour doit prononcer sur les réquisitions du Procureur-Général, l'art. 277 n'exige que la signature du Président et celle du Greffier ; ce qui fait exception aux dispositions de l'art. 370 qui ne doit recevoir d'application qu'aux arrêts *définitifs*.

Pour remplir le vœu de l'art. 277, il ne suffirait pas des signatures du Président et du Greffier à la fin du procès-verbal, ni même à la fin de chaque séance ; leurs signatures sont requises à la suite de la rédaction de l'arrêt qui a prononcé sur l'incident.

III. Il n'y avait aucun article dans le Code de brumaire an iv duquel on pût induire la nécessité d'un procès-verbal des séances du Jury de jugement : dans plusieurs départemens, il n'en était même tenu aucun ; ce qui mettait dans l'impossibilité de vérifier des faits d'une grande importance. L'art. 277 du Code d'instruction criminelle a rempli cette lacune, et le Législateur a donné en cela une nouvelle preuve de son attention à environner les Magistrats de toutes les lumières qu'il était en son pouvoir de leur procurer.

IV. L'art. 408 autorisant l'accusé à tirer une ouverture de cassation de l'omission ou du refus de prononcer sur ses demandes, lorsqu'elles tendaient à user d'un droit ou à l'observation d'une formalité prescrite, il en résulte l'obligation, de la part du Greffier, d'en faire mention dans le procès-verbal des débats, quoique le Code d'instruction ne l'ait pas disertement ordonné ; mais l'accusé ne pourrait se faire un moyen de cassation de ce qu'il n'aurait pas été interpellé d'y apposer sa signature.

Cette précaution, cependant, ne serait pas inutile ; elle éviterait toute contestation ultérieure sur la nature des demandes de l'accusé, qu'il pourrait prétendre n'avoir pas été relatées dans le procès-verbal dans leur véritable sens.

Si la Cour ne juge pas nécessaire l'emploi de cette précaution, elle doit du moins faire donner lecture à l'accusé de la partie relative du procès-verbal.

Quoique le Code ne le dise pas, comme pour le cas de réquisition du Procureur-Général, nous pensons que l'arrêt qui intervient sur la demande de l'accusé doit être

signé du Président et du Greffier, pour en assurer l'authenticité : car, sans cela, rien ne constaterait, d'une manière légale, qu'il aurait été prononcé sur la demande de l'accusé.

ARTICLE CCLXXVIII.

Lorsque la Cour ne déférera pas à la réquisition du Procureur-Général, l'instruction ni le jugement ne seront arrêtés ni suspendus, sauf après l'arrêt, s'il y a lieu, le recours en cassation, par le Procureur-Général.

OBSERVATIONS.

I. Le refus fait par la Cour d'Assises d'obtempérer aux réquisitions du Procureur-Général, ne peut arrêter l'instruction ni le jugement de l'affaire.

Il en est de même du refus que ferait la Cour de déférer à la demande de l'accusé ; les affaires doivent avoir une fin.

Mais ç'aurait été donner une trop grande latitude de pouvoirs à la Cour d'Assises, que de la rendre la maîtresse absolue d'obtempérer ou de refuser d'avoir égard aux réquisitions du Procureur-Général, et aux demandes de l'accusé.

L'art. 278 a évité les deux écueils, en ordonnant que les débats seront continués, sans préjudice du recours en cassation après l'arrêt définitif.

II. Une remarque à faire sur la rédaction de cet article, c'est que le recours en cassation n'est autorisé, que dans le cas du *refus* de déférer à la réquisition : il aurait été, en effet, contre toute raison d'autoriser le recours du Procureur-Général ou de l'accusé, sur ce que la Cour aurait commis une irrégularité, en faisant droit à leur réclamation.

Mais si l'irrégularité commise contrariait ouvertement une disposition du Code, prescrite sous peine de nullité, quoique le Procureur-Général qui l'aurait requise, fût *non-recevable* à s'en prévaloir, la nullité pourrait être utilement invoquée comme moyen de cassation par l'accusé ; et si la demande avait été faite par l'accusé, l'arrêt qui l'aurait admise pourrait également être attaqué, en ce chef, par le Procureur-Général.

Hors le cas de formalités *omisées* et prescrites *sous peine de nullité*, il n'y a que celui qui a fait la *réquisition* ou la *demande* tendante à ce qu'elle fût exécutée, qui a le droit de s'en prévaloir sur son recours en cassation : le Procureur-Général ne serait pas même autorisé à tirer une ouverture de cassation de l'omission des formalités prescrites sous peine de nullité, si elles n'avaient pour objet que d'assurer la défense du prévenu acquitté. (Art. 413 du Code d'instruction criminelle.)

Cet article ne s'occupe, il est vrai, que du recours en matière correctionnelle et de police ; mais le même principe se trouve implicitement dans l'art. 409 qui ne

permet au Ministère public de recourir contre les arrêts d'acquiescement rendus en matière criminelle, que dans l'intérêt de *la loi*.

III. Une autre remarque qui n'a pas moins d'importance, c'est que l'art. 278 n'autorise le recours que, *s'il y a lieu*, contre les arrêts qui ont refusé de faire droit aux réquisitions et aux demandes du Procureur-Général et de l'accusé; de sorte qu'il ne suffit pas qu'il y ait eu refus de la part de la Cour d'Assises, de prononcer dans le sens des réquisitions du Procureur-Général, ou dans celui des demandes de l'accusé, pour fonder leur recours en cassation; il faut que la réquisition ou la demande ait eu pour objet l'exécution d'une formalité prescrite par la loi, ou la faculté d'user d'un droit que la loi autorise.

Cette distinction entre les réquisitions utiles et celles qui ne sont qu'évasives, se trouve établie par plusieurs arrêts, parmi lesquels on peut citer ceux des 7 pluviôse an x, 27 août 1807, et 22 octobre 1808; les deux premiers rendus sur le recours du Procureur-Général, et le troisième sur celui de l'accusé. Un quatrième arrêt du 9 août 1811, rendu au rapport de M. Liborel, a jugé dans le même sens.

IV. S'il y avait eu omission *absolue* de statuer sur les réquisitions du Procureur-Général, ou sur une demande tendante à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi à l'accusé, la nullité des débats devrait être prononcée, et, par suite, celle de l'arrêt définitif, dans l'intérêt de l'accusé, s'il avait été condamné (*art. 408*); et dans l'intérêt de la loi, s'il avait été acquitté. (*Art. 409*.)

V. La Cour de cassation jugea même, le 3 juillet 1807, qu'il suffisait d'une réquisition *implicite* de la part du Ministère public, pour autoriser son recours lorsqu'il n'y avait pas été statué.

Dans l'espèce de cet arrêt, un individu avait été traduit, pour fait d'injures, devant le Tribunal de police, et il avait injurié de nouveau le plaignant à l'audience.

Le Commissaire de police avait *conclu* à la condamnation du prévenu, tant à raison des injures proférées *avant*, qu'à raison de celles proférées *pendant l'audience*, et il avait été *seulement* prononcé sur le fait des injures dont le demandeur avait rendu plainte dans sa citation.

Le jugement fut annulé sur le recours du Commissaire de police, pour cause *d'omission* de la part du Tribunal, d'avoir prononcé sur ses conclusions relatives aux injures proférées pendant la tenue de l'audience.

L'article 406 du Code de brumaire an iv prononçait, à la vérité, la peine de nullité sans restriction, pour l'omission ou le refus de prononcer sur les réquisitions du Ministère public, et l'article 408 du Code d'instruction criminelle ne la prononce que pour le cas où la réquisition tend à l'usage d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi; mais, dans l'espèce particulière, les conclusions du Com-

missaire de police avaient porté sur l'exécution rigoureuse des dispositions de la loi.

ARTICLE CCLXXIX.

Tous les Officiers de police judiciaire, même les Juges d'instruction, sont soumis à la surveillance du Procureur-Général.

Tous ceux qui, d'après l'art. 9 du présent Code, sont, à raison de fonctions, même administratives, appelés par la loi à faire quelques actes de la police judiciaire, sont, sous ce rapport seulement, soumis à la même surveillance.

OBSERVATIONS.

I. CET article pose le principe dont les conséquences se trouvent développées dans les trois articles suivans ; ces articles indiquent la manière dont le Procureur-Général doit user de la surveillance qui lui est confiée dans le cas de négligence des Officiers de police judiciaire.

II. Si on ne consultait que la première disposition de l'article 279, le Procureur-Général aurait une égale surveillance sur les Préfets, lorsqu'ils exercent les fonctions de la police, que sur les autres Officiers de police judiciaire, puisqu'il se sert de ces termes généraux, *tous les Officiers*.

Mais en se reportant à la deuxième disposition de cet article, il est facile de se convaincre qu'il n'est question, dans la première, que des Officiers de police judiciaire dénommés dans l'article 9, et non des Préfets que l'article 10 a mis dans une catégorie particulière, attendu que ce ne sont pas réellement des Officiers de police judiciaire, quoique le Code d'instruction criminelle les autorise à en remplir les fonctions.

La surveillance du Procureur-Général ne s'étend donc pas sur les Préfets, et si le Code d'instruction criminelle la lui donne sur les Maires et sur les Adjoints de Maires, qui sont également des Fonctionnaires de l'ordre administratif, ce n'est que sous le rapport de leurs qualités d'Officiers de police auxiliaire du Procureur-Impérial.

III. Ce droit de surveillance accordé au Procureur-Général l'investit de grands pouvoirs ; mais elle lui impose en même temps une grande responsabilité : car s'il n'usait pas de cette surveillance, et si le maintien de l'ordre public en était troublé, il devrait personnellement en rendre compte au Gouvernement qui a mis dans ses mains les moyens d'activer le zèle des Fonctionnaires publics qu'il est chargé de surveiller.

Ce n'est pas que le Procureur-Général doive user d'une sévérité déplacée ; mais il doit avoir la fermeté convenable et se diriger toujours par les principes du bien public, dans tous les ordres qu'il transmet par suite de la surveillance qu'il exerce.

IV. Ce n'est pas une *simple surveillance* que le Procureur-Général exerce sur ses Substituts ; il leur donne des *ordres* qu'ils doivent exécuter lorsqu'ils se rattachent à la poursuite des crimes et des délits ; (*Art. 27 du Code d'instruction criminelle.*) mais cet article ne s'applique pas aux Juges d'instruction sur lesquels le Procureur-Général a bien une égale surveillance, mais le Code d'instruction criminelle ne leur impose pas le devoir, comme aux Procureurs-Impériaux, d'obtempérer aux ordres qu'ils en reçoivent lorsque ces ordres contrarient leurs opinions personnelles.

ARTICLE CCLXXX.

En cas de négligence des Officiers de police judiciaire et des Juges d'instruction, le Procureur-Général les avertira : cet avertissement sera consigné par lui sur un registre tenu à cet effet.

OBSERVATIONS.

I. Il n'est question ici que de simple *négligence* : s'il s'agissait d'un crime ou d'un délit commis par un Officier de police judiciaire *dans* ses fonctions et même *hors* de l'exercice de ses fonctions, le Procureur-Général ne pourrait s'en tenir à un simple *avertissement* ; il devrait procéder, ainsi qu'il est dit dans l'art. 479 et dans les suivans.

II. Quoique le Procureur-Général n'ait à reprocher à un Officier de police judiciaire qu'une simple négligence, comme elle aurait pu compromettre la tranquillité publique, c'est bien le moins qu'il puisse être rappelé à l'ordre par un avertissement paternel du Procureur-Impérial spécialement chargé de veiller au maintien de l'ordre public.

III. L'art. 281 ayant prévu le cas de *récidive*, il fallait donner le moyen de constater d'une manière légale l'avertissement que le Procureur-Général est chargé de donner aux Officiers de police judiciaire négligens, et le plus naturel, comme le plus simple, était d'obliger le Procureur-Général à la tenue d'un registre particulier sur lequel il inscrira, jour par jour, les avertissemens qu'il donnera, avec les motifs qui le détermineront à les donner, afin que la Cour appelée à prononcer sur la *récidive* fût en état d'apprécier le degré de culpabilité du Fonctionnaire qui lui sera dénoncé et de lui faire des injonctions appropriées aux circonstances.

ARTICLE CCLXXXI.

En cas de récidive, le Procureur-Général les dénoncera à la Cour.

Sur l'autorisation de la Cour, le Procureur-Général les fera citer à la Chambre du Conseil.

La Cour leur enjoindra d'être plus exacts à l'avenir, et les condamnera aux frais tant de la citation, que de l'expédition et de la signification de l'arrêt.

OBSERVATIONS.

I. Lorsque l'Officier de police judiciaire qui a reçu un avertissement du Procureur-Général, pour négligence dans l'exercice de ses fonctions, s'en rend de nouveau coupable dans l'année, (*Art. 282.*) il y a *récidive*; ce n'est plus par simple avertissement qu'il doit en être repris, mais par *injonction* d'être plus exact à l'avenir à remplir ses devoirs.

II. Cette *injonction* doit être faite par la Cour Impériale, sur les réquisitions du Procureur-Général, et après une *citation* donnée à l'Officier de police judiciaire par suite d'autorisation de la Cour.

Le Procureur-Général doit donc, *avant* de citer, exposer à la Cour le fait qui donne lieu à sa dénonciation et justifier, par la représentation de son registre, qu'il y a réellement *récidive*.

III. La Cour peut refuser son autorisation; elle doit peser dans sa sagesse la gravité du fait, et n'autoriser de citer que lorsque l'inculpation faite à l'Officier de police judiciaire lui paraît assez grave pour mériter une *injonction*: car, les Officiers de police judiciaire doivent être environnés d'une grande considération, et on ne peut se dissimuler qu'une citation devant la Cour Impériale, à *fin d'injonction* pour cause de négligence, diminue nécessairement la considération dont ces Magistrats doivent demeurer investis.

IV. Il ne faut pas croire, au surplus, que quand la Cour a autorisé la citation, elle soit obligée de prononcer l'*injonction* requise par le Procureur-Général; l'Officier de police judiciaire inculpé doit être entendu dans ses défenses, et la Cour doit en délibérer; il serait possible, en effet, que toutes les apparences fussent contre l'Officier de police inculpé, et que cependant il se fût trouvé dans l'impossibilité d'agir par un motif que le Procureur-Général aurait ignoré.

V. Si l'Officier de police judiciaire ne comparait pas sur la citation, s'il se borne à faire parvenir à la Cour sa justification par écrit, son mémoire doit être lu et apprécié comme aurait dû l'être sa défense verbale.

60 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Cela se pratique ainsi à la Cour de cassation, lorsqu'elle autorise le Procureur-Général à faire citer devant elle un Fonctionnaire public pour y rendre compte de sa conduite; cela se pratiqua spécialement sous la présidence du Grand - Juge Ministre de la Justice, sur la citation donnée, de l'autorité de la Cour, à un Juge prévenu d'une immoralité fort grave, lequel avait adressé au Greffe de la Cour un mémoire en défense; son mémoire fut lu, ses moyens furent discutés, l'arrêt qui prononça sa suspension ne fut rendu qu'après le plus mûr examen.

VI. Toutes les fois qu'il y a *injonction* faite par la Cour Impériale à l'Officier de police inculqué, il doit être condamné aux frais, tant de la citation que de l'expédition et de la signification de l'arrêt; mais cette condamnation n'étant qu'accessoire et subsidiaire, elle ne doit être prononcée qu'autant que la Cour décide qu'il y a lieu à faire l'injonction.

VII. L'art. 281 ne dit pas si la citation doit être donnée à comparaître devant la Cour Impériale *aux Chambres assemblées*; mais lorsqu'il s'agit de citer un Magistrat devant la Cour de cassation, c'est à la Cour, *en Sections réunies*, que la demande en est faite, et c'est *en Sections réunies*, sous la présidence du Grand-Juge Ministre de la Justice que l'affaire est discutée et jugée. Il n'y aurait aucun motif raisonnable pour en user autrement à la Cour Impériale.

Il y a même une raison de plus pour décider que c'est aux Chambres assemblées de la Cour Impériale, que l'Officier de police judiciaire doit être cité, puisque la citation ne peut lui être donnée que sur la dénonciation du Procureur-Général, et que suivant l'art. 79 du décret du 30 mars 1808 et suivant l'art. 63 de celui du 6 juillet 1810, lorsque le Procureur-Général a des réquisitions à faire pour l'exécution des lois et des réglemens, il doit les faire dans l'assemblée des Chambres qui sont tenues de se réunir pour en délibérer.

VIII. Comme il s'agit d'une affaire de simple discipline, elle doit se discuter dans la Chambre du Conseil; le Code d'instruction criminelle a dû néanmoins le dire, puisque ce n'est que par *exception* que les Cours et les Tribunaux sont autorisés à instruire et à juger dans cette forme.

ARTICLE CCLXXXII.

Il y aura récidive lorsque le Fonctionnaire sera repris pour quelque affaire que ce soit, avant l'expiration d'une année, à compter du jour de l'avertissement consigné sur le registre.

OBSERVATIONS.

I. Il importait de bien déterminer ce qui constitue la récidive en cette matière.

Elle existe lorsque l'Officier de police judiciaire averti par le Procureur-Général, s'est de nouveau rendu coupable de négligence dans le cours de la même année que l'avertissement dont il est parlé dans l'art. 280 lui a été donné.

L'année ne commence à courir que du jour où l'avertissement a été consigné sur le registre que le Procureur-Général est chargé de tenir à la forme du même article.

Cela est si clair qu'il n'est besoin d'aucun commentaire pour en déterminer la juste application.

II. Il importe peu d'examiner l'affaire à raison de laquelle l'Officier de police judiciaire se trouve repris ; il suffit qu'il y ait une négligence quelconque à lui reprocher, lors même qu'elle n'aurait aucun rapport à l'affaire à l'occasion de laquelle il a reçu un avertissement.

Mais il faut que la nouvelle inculpation porte sur un fait de *négligence* : car c'est le seul cas de négligence qui fait la matière des articles 280, 281 et 282, et qui peut autoriser soit l'avertissement, soit la dénonciation, soit la citation, soit l'injonction à faire à l'Officier de police inculpé.

S'il y avait des reproches plus graves à lui faire, ce serait par d'autres voies qu'il faudrait l'atteindre.

III. Si un Juge avait compromis la dignité de son caractère, si sa conduite devait être censurée, il faudrait procéder ainsi qu'il est ordonné par les articles 49 et 50 de la loi du 20 avril 1810 dont il importe de connaître les dispositions.

Art. 49 : « Les Présidens des Cours Impériales et des Tribunaux de première instance avertiront d'Office, ou sur la réquisition du Ministère public, tout Juge qui compromettra la dignité de son caractère. »

Art. 50 : « Si l'avertissement reste sans effet, le Juge sera soumis par forme de discipline, à l'une des peines suivantes ; savoir :

- » La censure simple ;
- » La censure avec réprimande ;
- » La suspension provisoire.
- » La censure avec réprimande emportera de droit la privation de traitement pendant un mois ; la suspension provisoire emportera privation de traitement pendant sa durée. »

IV. Les peines de discipline dont parle l'article 50 de la loi du 20 avril 1810,

doivent être prononcées contre *le Juge inculpé*, par la Cour, ou par le Tribunal auquel il est attaché.

Voici à cet égard quelles sont les formalités à observer; elles sont consignées dans les articles 51, 52, 53, 54, 55 et 56 de la loi citée.

L'art. 55 porte qu'aucune décision ne peut être prise contre le Juge inculpé avant qu'il ait été entendu ou dûment appelé.

L'art. 51 que les décisions prises par le Tribunal de première instance, ne peuvent recevoir d'exécution qu'après avoir été soumises aux Cours Impériales par le Procureur-Général.

L'art. 56 que celles prises par les Cours Impériales doivent être soumises au Grand-Juge Ministre de la Justice, lorsqu'elles auront *prononcé* ou *confirmé* la *censure avec réprimande* ou la *suspension provisoire* du Juge inculpé, afin que Son Excellence puisse déférer le Magistrat condamné à la Cour de cassation, d'après le droit que lui en donne le Sénatus-Consulte du 16 thermidor an x.

L'art. 52 que l'application des peines doit être faite *en la Chambre du Conseil*, tant par les Tribunaux de première instance que par les Cours Impériales; et que les Tribunaux de première instance sont autorisés à la prononcer, tant contre les Juges de leurs Tribunaux respectifs, que contre les Juges-de-peace et de police de leur arrondissement.

L'art. 53, que les dispositions de l'art. 52 sont applicables aux Juges des Tribunaux de première instance et aux Suppléans qui auraient exercé des fonctions aux Cours d'Assises ou spéciales: ce qui doit s'appliquer également aux *Juges - Auditeurs*.

Enfin, l'art. 54, que les Cours Impériales exercent les droits de discipline attribués aux Tribunaux de première instance, lorsque ceux-ci ont négligé de les exercer; et que, dans ce cas, elles peuvent donner un avertissement aux Tribunaux d'être plus exacts à l'avenir.

V. Si c'était un *Officier du Ministère public*, dont la conduite parut reprehensible, il faudrait recourir aux art. 60 et 61 de la même loi, et se conformer à ce qu'ils prescrivent.

L'art. 60 est ainsi conçu :

« Les *Officiers du Ministère public* dont la conduite est reprehensible seront » rappelés à leur devoir par le Procureur-Général du ressort; il en sera rendu compte » au Grand-Juge qui, suivant la gravité des circonstances, leur fera faire par le » Procureur-Général les injonctions qu'il jugera nécessaires; ou les mandera près » de lui. »

Et l'art. 61 : « Les Cours Impériales, d'Assises ou spéciales sont tenues d'instruire » le Grand-Juge Ministre de la Justice, toutes les fois que les *Officiers du Ministère*

» public exerçant leurs fonctions près de ces Cours, s'écarter du devoir de leur état, et qu'ils en compromettent l'honneur, la délicatesse et la dignité.

» Les Tribunaux de première instance instruiront le premier Président et le Procureur-Général de la Cour Impériale, des reproches qu'ils se croiront en droit de faire aux Officiers du Ministère public exerçant dans l'étendue de l'arrondissement, soit auprès de ces Tribunaux, soit auprès des Tribunaux de police. »

VI. Les *Greffiers* doivent être avertis et réprimandés par les Présidens des Cours ou Tribunaux auxquels ils sont attachés; et ils doivent être dénoncés, s'il y a lieu, au Grand-Juge Ministre de la Justice. (*Art. 62, ibid.*)

L'art. 58 du décret impérial du 6 juillet 1810, donne la même autorisation au premier Président et au Procureur-Général à l'égard des *Convois* assermentés du Greffe, auxquels la Cour peut ordonner de cesser sur-le-champ leurs fonctions, lorsque le fait qui leur est imputé est grave et qu'ils n'ont pu parvenir à se disculper.

ARTICLE CCLXXXIII.

Dans tous les cas où les Procureurs-Impériaux et les Présidens sont autorisés à remplir les fonctions d'Officiers de police judiciaire ou de Juge d'instruction, ils pourront déléguer au Procureur-Impérial, au Juge d'instruction et au Juge-de-peace, même d'un arrondissement communal voisin du lieu du délit, les fonctions qui leur sont respectivement attribuées, autres que le pouvoir de délivrer les mandats d'amener, de dépôt et d'arrêt contre les prévenus.

OBSERVATIONS.

I. Cet article se borne à poser un principe, sans application particulière à aucun des cas qui peuvent se présenter, et il le pose sans restriction; de sorte que toutes les fois que le Procureur-Impérial criminel, ou le Président de la Cour d'Assises, est autorisé, par la loi, à remplir les fonctions d'Officier de police judiciaire ou de Juge d'instruction, il peut déléguer une partie des fonctions qui lui sont attribuées au Procureur-Impérial, au Juge d'instruction, et même au Juge-de-peace d'un arrondissement communal voisin de celui du délit.

II. Mais le Procureur-Impérial et le Juge d'instruction délégués ne peuvent faire que de simples actes d'instruction et de poursuite, sans être autorisés, dans aucun cas, à décerner des mandats d'amener, de dépôt, ou d'arrêt contre les prévenus.

Ces mots *contre les prévenus*, dont se sert l'art. 283, sont *restrictifs*; il en résulte que l'Officier de police judiciaire peut, lorsqu'il y a lieu, décerner des mandats d'amener contre les témoins qui refuseraient de comparaître, et même des mandats

de dépôt tant contre le témoin que contre l'Officier de santé qui lui aurait délivré un faux certificat de maladie, aux termes de l'art. 86.

III. Il résulte également de la prohibition faite par l'art. 283 à l'Officier de police judiciaire délégué, de décerner des mandats d'amener, de dépôt et d'arrêt contre les prévenus, qu'ils sont autorisés à en décerner de *comparution*; et, en effet, le mandat de comparution est sans inconvénient, puisque ce n'est, dans le fait, qu'une simple citation.

IV. L'art. 283 ne parle que des Procureurs-Impériaux criminels, et des Présidens des Cours d'Assises qui se trouvent chargés de la poursuite et de l'instruction des affaires.

Mais ce n'est pas restrictivement que le Code leur donne cette faculté; l'art. 283 est applicable aux Procureurs-Généraux, aux Présidens et même aux Membres de la Cour Impériale chargés de faire personnellement la poursuite et l'instruction d'une affaire.

Ce n'est, en effet, qu'un principe déjà proclamé dans une foule d'articles du Code que rappelle l'art. 283 qui semble, dès-lors, avoir eu plutôt pour objet d'exclure le Juge délégué de décerner des mandats, que d'autoriser la délégation qui est souvent indispensable.

Ce qui rend évident cette application de l'art. 283 aux Procureurs-Généraux et aux Présidens des Cours Impériales, c'est que cet article se trouve placé dans la section II du Chapitre II, Titre II, Liv. II, du Code d'instruction criminelle, qui s'occupe spécialement des fonctions attribuées aux Procureurs-Généraux.

S. III.

FONCTIONS DU PROCUREUR-IMPÉRIAL CRIMINEL.

ARTICLE CCLXXXIV.

Le Procureur-Impérial criminel dont il est parlé en l'art. 253, remplacera, près la Cour d'Assises, le Procureur-Général-Impérial, dans les départemens autres que celui où siège la Cour Impériale, sans préjudice de la faculté que le Procureur-Général aura toujours de s'y rendre lui-même pour y exercer ses fonctions.

OBSERVATIONS.

I. Il n'est pas établi de Procureurs-Impériaux criminels dans les départemens où siège la Cour Impériale.

Dans ces départemens le service de la Cour d'Assises se fait soit par le Procureur-

Général, soit par un de ses Substituts, soit par un des Avocats-Généraux.

II. Quoiqu'il y ait un Procureur-Impérial criminel attaché à chacune des Cours d'Assises qui se tiennent hors du département où siège la Cour Impériale, le Procureur-Général n'en est pas moins autorisé à y faire personnellement le service : les Procureurs-Impériaux criminels ne font que le suppléer.

III. Dans les causes importantes, les Avocats-Généraux, chargés de porter la parole, doivent les communiquer au Procureur-Général qui est aussi autorisé à prendre communication de toutes les affaires, lorsqu'il le juge convenable. Si le Procureur-Général et l'Avocat-Général ne sont pas d'accord, l'affaire doit être rapportée au parquet par l'Avocat-Général, et les conclusions doivent être prises à l'audience, conformément à ce qui a été arrêté à la majorité des voix.

(Art. 48 du décret impérial du 6 juillet 1810.)

Dans le cas de *partage* d'avis, celui du Procureur-Général l'emporte; et lors même que la majorité est contraire à l'opinion du Procureur-Général, ce Magistrat est autorisé à porter la parole à l'audience et à conclure d'après son opinion personnelle. (Art. 49, *ibid.*)

IV. L'art. 48 du décret cité ne parle que des Avocats-Généraux, ce qui pourrait faire supposer que les Substituts et les Conseillers-Auditeurs lorsqu'ils sont appelés à porter la parole aux audiences, ne peuvent jouir du même avantage dans le cas de dissentiment d'opinions entre eux et le Procureur-Général; mais lorsque les Substituts et les Conseillers-Auditeurs sont délégués pour remplir les fonctions des Avocats-Généraux, on ne peut leur contester les mêmes droits, comme ils sont soumis aux mêmes charges.

ARTICLE CCLXXXV.

Le Substitut résidera dans le chef-lieu du département.

OBSERVATIONS.

Lorsque cet article fut rédigé, il était une suite des dispositions de l'article 258, portant que les Assises se tiendraient habituellement au chef-lieu du département. Il était naturel, en effet, que l'Officier du Ministère public attaché à la Cour d'Assises, résidât dans le lieu où il devait habituellement remplir ses fonctions.

Mais l'art. 17 de la loi du 20 avril 1808 ayant décidé que les Assises se tiendraient habituellement dans le lieu où siègeaient les Cours de Justice criminelle, ce lieu est devenu, dans ses rapports avec la Cour d'Assises, le chef-lieu du département; c'est-là, dès-lors, que le Procureur-Impérial criminel doit fixer sa résidence; ce qui peut faire d'autant moins de difficulté, que l'article 287 charge le Procureur-Impérial criminel de remplir les fonctions du Ministère public dans l'instruction et

jugement des appels de police correctionnelle qui doivent être portés au Tribunal de première instance établi dans le lieu où siège habituellement la Cour d'Assises. (*Art. 40 de la loi citée.*)

ARTICLE CCLXXXVI.

Si les Assises se tiennent dans une autre ville que le chef-lieu, il s'y transportera.

OBSERVATIONS.

Dès que l'art. 258 autorisait la Cour Impériale à indiquer la tenue d'Assises extraordinaires dans une autre ville que celle où elles doivent habituellement se tenir, il fallait bien, par suite, obliger le Procureur-Impérial criminel à s'y transporter.

ARTICLE CCLXXXVII.

Le Procureur-Impérial criminel remplira aussi les fonctions du Ministère public, dans l'instruction et dans le jugement des appels de police correctionnelle.

OBSERVATIONS.

I. Les Procureurs-Impériaux criminels sont chargés d'un double service; de celui près la Cour d'Assises, et de celui près le Tribunal de première instance, jugeant sur appel en matière correctionnelle.

Mais les affaires qui sont portées *en premier ressort* devant le Tribunal correctionnel, doivent être jugées sur les poursuites du Procureur-Impérial, près le Tribunal civil, chargé de remplir toutes les autres fonctions du Ministère public près le Tribunal auquel il est attaché.

II. C'est au Procureur-Impérial près le Tribunal civil, qu'est confiée la recherche et la poursuite des crimes et délits dans l'étendue de son arrondissement.

III. Les Procureurs-Impériaux criminels et de première instance doivent mutuellement se suppléer dans le cas d'empêchement momentané.

La Cour d'Assises ni le Tribunal de première instance ne pourraient intervertir cet ordre, en nommant un autre Suppléant à celui d'entre eux qui se trouverait empêché.

Cependant, si, pendant le cours de la session, ou pendant la tenue d'une audience, le Procureur-Impérial qui devrait remplacer son Collègue, était lui-même empêché ou absent, la Cour ou le Tribunal saisi devrait y pourvoir.

ARTICLE CCLXXXVIII.

En cas d'empêchement momentané, il sera remplacé par le Procureur-Impérial du Tribunal de première instance du chef-lieu.

OBSERVATIONS.

I. Si cet article ne se trouvait pas dans le Code d'instruction criminelle presque immédiatement après l'art. 286, portant que, dans le cas de tenue des Assises dans une autre ville que celle du chef-lieu, le Procureur-Impérial criminel *s'y transporterait*, il y aurait peut-être de bonnes raisons à donner pour *restreindre* le droit accordé au Procureur-Impérial près le Tribunal de première instance de suppléer le Procureur-Impérial criminel au seul cas d'empêchement *momentané*, c'est-à-dire d'empêchement survenu pendant la tenue des Assises.

Mais l'art. 288 n'est évidemment que le corollaire de l'art. 286; et, comme cet article est conçu dans des termes généraux, l'on ne peut en tirer une conséquence restrictive au seul cas d'empêchement survenu au Procureur-Impérial criminel, lorsqu'arrivé sur le lieu, il se trouve momentanément empêché.

II. On ne doit pas induire de ce que l'article 288 porte que le Procureur-Impérial criminel sera remplacé par le Procureur-Impérial près le Tribunal de première instance du *chef-lieu*, que, si le Procureur-Impérial criminel se trouve momentanément empêché, il faille suspendre la session de la Cour d'Assises, pour attendre l'arrivée du Procureur-Impérial de première instance, lorsque les Assises se tiennent *extraordinairement* dans une autre ville que celle du chef-lieu.

Il en résulterait nécessairement un grand retard dans l'expédition des affaires, et cela n'a pu entrer dans la pensée du Législateur.

Lorsque l'art. 288 a parlé du Tribunal du chef-lieu, il a nécessairement entendu parler de celui de l'arrondissement où la Cour d'Assises tient ses séances.

Le Tribunal de l'arrondissement du lieu où se tiennent extraordinairement les Assises, devient par *fiction* le Tribunal du chef-lieu.

C'est dans ce Tribunal, en effet, que doivent se compléter les Membres de la Cour d'Assises; et il y aurait une inconséquence trop grande à faire remplacer les Membres de la Cour Impériale par les Juges du Tribunal de première instance du lieu où doivent se tenir les Assises, lorsque l'on exigerait que le Procureur-Impérial criminel le fût, dans le même cas, par le Procureur-Impérial attaché au Tribunal de première instance du chef-lieu.

Nous ne faisons donc aucun doute que le Procureur-Impérial criminel, momentanément empêché dans ses fonctions à la Cour d'Assises, doit être suppléé par le Procureur-Impérial du lieu où elles se tiennent extraordinairement, et, à défaut, par son *Substitut*; c'est ce que la Cour de cassation a jugé par Arrêt du 28 novembre 1811, au rapport de M. Benvenuti.

68 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

III. Mais le Procureur-Général pourrait-il déranger cet ordre établi par la loi, en faisant remplacer le Procureur-Impérial criminel empêché par un autre de ses Substitués ?

Rien ne l'empêche de faire, en pareil cas, personnellement le service, puisque l'article 284 l'autorise même à le faire, lorsque le Procureur-Impérial criminel n'a aucun empêchement.

Si cet article n'ajoute pas qu'il pourra en charger un autre de ses Substitués, comme il est autorisé à changer à son gré la destination de ses Substitués, par une disposition générale, nous ne pensons pas que rien puisse s'opposer à ce qu'il use de cette faculté, dans la circonstance particulière.

Cependant, et malgré les termes généraux de la loi qui donne au Procureur-Général le droit de changer à son gré la destination qu'il a donnée à ses Substitués, il ne doit en user que dans le cas où il ne peut en résulter de retard dans l'expédition des affaires ; de sorte qu'il ne pourrait faire suspendre la session d'une Cour d'Assises ou spéciale, pour faire venir d'un lieu éloigné un de ses Substitués, à l'effet d'écarter le Procureur-Impérial, auquel l'art. 288 donne caractère pour suppléer son Collègue empêché.

ARTICLE CCLXXXIX.

Il surveillera les Officiers de police judiciaire du Département.

OBSERVATIONS.*

I. La surveillance du Procureur-Impérial criminel est la même, quant à son objet, que celle qu'exerce le Procureur-Général ; mais elle n'obtient pas les mêmes résultats. Si le Procureur-Impérial criminel peut et s'il doit même avertir et reprendre dans son département l'Officier de police judiciaire dont la négligence tend à compromettre l'ordre et la tranquillité publique, l'avertissement qu'il lui donne ne peut autoriser la citation de cet Officier devant la Cour Impériale, dans le cas de récidive.

Il n'y a que l'avertissement donné par le Procureur-Général lui-même qui puisse produire cet effet.

Aussi, le Procureur-Impérial criminel n'est-il pas chargé, comme le Procureur-Général, de tenir un registre des avertissemens qu'il donne : il fera bien néanmoins d'en tenir un, afin de se trouver toujours en mesure de répondre au Procureur-Général d'une manière satisfaisante, lorsqu'il lui demandera des renseignemens sur les Officiers de police judiciaire de son arrondissement.

II. La surveillance du Procureur-Impérial criminel s'étend même sur le Juge d'instruction : car l'art. 289 ne fait aucune distinction ; mais elle ne lui appartient que sous le rapport de l'exercice de ses fonctions d'Officier de police judiciaire.

Cette surveillance n'a aucun inconvénient, et elle peut être fort utile au bien du service.

Le Procureur-Impérial criminel ne doit en user qu'avec une grande circonspection. S'il s'écarterait lui-même de la ligne de ses devoirs, il pourrait être dénoncé au premier Président de la Cour Impériale, et au Procureur-Général, par le Tribunal près duquel il exerce ses fonctions. (*Art. 61 de la loi du 20 avril 1810.*)

ARTICLE CCXC.

Il rendra compte au Procureur-Général-Impérial, une fois tous les trois mois, et plus souvent, s'il en est requis, de l'état de la Justice du département, en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police.

OBSERVATIONS.

I. Pour mettre en état le Procureur-Général d'user, d'une manière utile à la chose publique, de la surveillance qui lui est confiée, et de rendre au Grand-Juge le compte qu'il lui doit de l'état de la Justice criminelle dans le ressort de la Cour Impériale, il n'y avait pas de moyen plus sûr à prendre que celui d'obliger chaque Procureur-Impérial criminel à lui rendre un compte particulier de l'état de la Justice criminelle, correctionnelle et de police dans son département.

II. Ce n'est pas un simple tableau des crimes, des délits et des contraventions commises dans le trimestre précédent que l'art. 290 charge le Procureur-Impérial criminel, de donner au Procureur-Général; ce sont des observations motivées et instructives sur la capacité, la moralité et la conduite des Officiers de police judiciaire de son département; sur le genre de crimes, de délits et de contraventions qui s'y commettent le plus habituellement; sur les moyens qu'il croit les plus propres à les prévenir, et à faire cesser les abus qui se seraient introduits dans l'administration de la Justice.

III. Le compte à rendre par le Procureur-Impérial criminel au Procureur-Général devant porter non-seulement sur l'état de la Justice en matière criminelle, mais même sur celui de la Justice en matière correctionnelle et de police, ce Magistrat ne peut être suffisamment instruit sous ces divers rapports, que par le moyen d'une correspondance active avec les Officiers de police judiciaire du ressort; cependant, le Code d'instruction criminelle ne le charge pas de l'entretenir, et il n'oblige pas non plus les Officiers de police judiciaire à lui rendre aucun compte.

C'est avec les Procureurs-Impériaux près les Tribunaux civils du département, que le Procureur-Impérial criminel doit établir sa correspondance; si ces Magistrats s'y

refusaient, le Procureur-Impérial criminel en ferait son rapport au Procureur-Général qui donnerait des ordres en conséquence.

Si le Code d'instruction criminelle ne contient pas de dispositions précises à cet égard, c'est que la nature des choses indiquait suffisamment qu'il devait en être ainsi. Comment, en effet, le Procureur-Impérial criminel pourrait-il rendre compte au Procureur-Général de l'état de la Justice dans le département, s'il n'avait pas à sa disposition les moyens de se procurer les instructions convenables ?

Les Procureurs-Impériaux près les Tribunaux civils, doivent correspondre sur ces matières avec le Procureur-Général, par l'intermédiaire du Procureur-Impérial criminel, dont le Procureur-Général doit connaître l'opinion personnelle sur l'état de la Justice dans le département, et non pas l'opinion isolée de chacun des Procureurs-Impériaux établis près les Tribunaux civils du ressort.

Cependant les Procureurs-Impériaux près les Tribunaux civils ne sont pas privés de faire connaître directement au Procureur-Général leur opinion individuelle, lorsqu'ils le jugent utile au bien du service.

CHAPITRE III.

De la Procédure devant la Cour d'Assises.

ARTICLE CCXCI.

Quand l'accusation anra été prononcée, si l'affaire ne doit pas être jugée dans le lieu où siège la Cour Impériale, le procès sera, par les ordres du Procureur-Général, envoyé, dans les vingt-quatre heures, au greffe du Tribunal de première instance du chef-lieu du département, ou au greffe du Tribunal qui pourrait avoir été désigné.

Dans tous les cas, les pièces servant à conviction, qui seront restées déposées au greffe du Tribunal d'instruction, ou qui auraient été apportées à celui de la Cour Impériale, seront réunies, dans le même délai, au greffe où doivent être remises les pièces du procès.

OBSERVATIONS.

1. Les vingt-quatre heures accordées au Procureur-Général pour l'envoi des pièces, ne commencent à courir que du moment de la signification faite à l'accusé de

l'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises (art. 192) ; ce qui résulte également des dispositions de l'article 243 , relatif à la translation de l'accusé. Dès que le Procureur-Général est chargé de rédiger l'acte d'accusation et de le faire signifier à l'accusé , le délai pour l'envoi des pièces ne peut commencer que de l'instant que les pièces cessent de lui être utiles pour mettre le procès en état.

II. Il n'y a pas de renvoi de pièces à faire lorsque le procès doit être jugé par la Cour d'Assises qui se tient dans le lieu où siège la Cour Impériale , puisque le greffe de la Cour d'Assises est le même que celui de la Cour Impériale ; mais les pièces de conviction doivent y être apportées du greffe du Tribunal de première instance où elles sont restées en dépôt ; le Procureur - Général doit en donner l'ordre par l'intermédiaire du Procureur Impérial établi près le Tribunal où elles sont déposées.

III. Lorsque la Cour d'Assises doit tenir sa session dans un autre lieu , l'envoi des pièces doit y être fait sans retard , et même dans les vingt-quatre heures , s'il y a possibilité de le faire : quoique ce délai ne soit pas de rigueur , cependant le Procureur-Général doit s'y conformer autant qu'il est en lui de le faire , un seul jour de retard peut être très-préjudiciable à l'accusé , puisque , lorsqu'il n'arrive pas au lieu où il doit être jugé avant l'ouverture de la session , son affaire doit être renvoyée à la session suivante ; ce qui produit l'effet nécessaire de le retenir trois mois de plus dans la maison de Justice.

IV. Le renvoi à la Cour d'Assises , par l'arrêt de mise en accusation , doit être fait purement et simplement , sans préciser le lieu où la Cour d'Assises doit tenir ses séances ; car , pour les cas ordinaires , ce lieu est la ville où la Cour d'Assises est établie ; et lorsqu'il s'agit d'une tenue d'Assises extraordinaire dans un autre lieu , ce n'est pas la Chambre d'accusation qui peut l'ordonner ; il faut qu'il y en ait arrêt rendu par la Cour Impériale , Chambres assemblées , sur les réquisitions du Procureur-Général. (Art. 21 de la loi du 20 avril 1810 , et art. 90 du décret impérial du 6 juillet suivant).

ARTICLE CCXCII.

Les vingt-quatre heures courent du moment de la signification faite à l'accusé , de l'arrêt de renvoi devant la Cour d'Assises.

L'accusé , s'il est détenu , sera , dans le même délai , envoyé dans la Maison de Justice du lieu où doivent se tenir les Assises.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 291 ne s'était occupé que de l'envoi des pièces du procès et de celles

pouvant servir à conviction. L'art. 292 fixe le même délai pour faire transférer le prévenu à la Maison de Justice du lieu où doivent se tenir les Assises.

Cette translation, ainsi que nous l'avons observé, doit se faire par les ordres du Procureur-Général qui les transmet au Procureur Impérial du lieu où l'accusé se trouve détenu.

II. Il est d'autant plus important que le Procureur Impérial exécute, dans le plus bref délai, l'ordre qui lui est donné par le Procureur-Général, que le premier acte d'instruction à la Cour d'Assises est l'interrogatoire de l'accusé, lequel ne peut communiquer avec son Conseil qu'après l'avoir subi; de sorte que plus il est apporté de retard à son arrivée à la Maison de Justice, moins il lui reste de temps pour préparer sa défense.

III. Si l'accusé n'était pas détenu, il ne faudrait pas moins lui signifier l'arrêt de renvoi, l'ordonnance de prise de corps et l'acte d'accusation, en observant les formalités prescrites pour la notification à lui faire, suivant les circonstances qui peuvent se présenter.

ARTICLE CCXCIII.

Vingt-quatre heures, au plus tard, après la remise des pièces au Greffe, et l'arrivée de l'accusé dans la Maison de Justice, celui-ci sera interrogé par le Président de la Cour d'Assises, ou par le Juge qu'il aura délégué.

OBSERVATIONS.

I. Ce n'est qu'à compter de l'arrivée des pièces au Greffe de la Cour d'Assises, et de celle de l'accusé dans la Maison de Justice, que commencent à courir les vingt-quatre heures accordées au Président, pour procéder à l'interrogatoire; de sorte que si l'accusé arrivait à la Maison de Justice *avant* que les pièces fussent apportées au greffe, il n'y aurait encore aucun interrogatoire à lui faire subir: car, sur quoi l'accusé pourrait-il être interrogé? Aussi le Législateur n'a-t-il accordé que le même délai, soit pour l'envoi des pièces, soit pour le transport de l'accusé.

II. Le Président de la Cour d'Assises ne doit pas négliger d'interroger l'accusé dans les vingt-quatre heures, puisque, sans cela, quoique les pièces fussent déposées au greffe et que l'accusé fût arrivé dans la Maison de Justice, il n'en serait pas moins privé de communiquer avec son conseil et de faire préparer sa défense.

III. Le Président de la Cour d'Assises peut déléguer cette partie de ses fonctions à un Juge du Tribunal de première instance du lieu où doivent se tenir les Assises; s'il ne fait pas de délégation, c'est au Président du Tribunal civil à procéder à l'interrogatoire.

Mais comme c'est au Président de la Cour d'Assises à diriger les débats, et comme il importe qu'il soit parfaitement instruit de toutes les circonstances de l'affaire, il est de son devoir de se transporter sur les lieux et de procéder lui-même à l'instruction.

IV. Lorsque le Président, ne pouvant se rendre sur les lieux, prend le parti de déléguer ses fonctions, ce doit être par une délégation *générale*, sauf au Juge délégué à en déléguer lui-même une partie, s'il ne peut pas les remplir toutes.

V. Mais par qui doit être interrogé l'accusé transféré dans la Maison de Justice, avant la nomination du Président pour la tenue de la session à laquelle il doit être jugé ?

C'est nécessairement au Membre de la Cour Impériale qui a présidé les Assises du trimestre précédent, s'il est encore sur les lieux.

Le Magistrat de la Cour Impériale qui a présidé la dernière session, doit, jusqu'à son remplacement, continuer à remplir les fonctions de sa charge, ou les déléguer; cela peut faire d'autant moins de doute, que c'est lui personnellement que la loi appelle à présider les Assises intermédiaires, lorsque le besoin du service exige qu'il en soit tenu.

ARTICLE CCXCIV.

L'accusé sera interpellé de déclarer le choix qu'il aura fait d'un conseil, pour l'aider dans sa défense, sinon le Juge lui en désignera un sur-le-champ, à peine de nullité de tout ce qui suivra.

Cette désignation sera comme non-avenue, et la nullité ne sera pas prononcée, si l'accusé choisit un conseil.

OBSERVATIONS.

I. Le Code de brumaire an iv prononçait déjà la peine de nullité, lorsqu'il n'avait pas été désigné un conseil à l'accusé qui n'avait pas fait lui-même son choix; ce qui prouve combien, dans tous les temps, le Législateur a mis d'intérêt à ce qu'il soit donné à l'accusé tous les moyens d'assurer sa défense.

On doit plutôt aller trop loin en pareil matière, que de restreindre une faculté qui est de droit naturel : aussi le Code de brumaire an iv, art. 353, et le Code d'instruction criminelle, art. 319, ont-ils permis à l'accusé de dire par lui-même, ou par ses conseils, contre le témoin personnellement, et contre son témoignage, tout ce qu'il croit être utile à sa défense.

La rédaction de ces deux articles n'est pas, il est vrai, conçue dans les mêmes termes; mais c'est le même esprit qui les a dictés.

II. S'il y a nullité lorsqu'il n'a pas été nommé de conseil à l'accusé, cette nullité n'est pas néanmoins tellement *absolue* qu'elle ne puisse se couvrir. Aussi l'art. 294 qui l'établit, décide-t-il qu'elle sera couverte si, dans la suite, l'accusé choisit un conseil. Si la loi doit assurer à l'accusé toute la latitude possible dans sa défense, il serait déraisonnable, lorsqu'il l'a eue toute entière, de l'autoriser à se prévaloir d'un moyen de forme dont il n'aurait ressenti aucun préjudice, et de faire recommencer, à grands frais, une procédure qui aurait eu sa condamnation pour résultat.

III. L'art. 296 veut qu'il soit dressé procès-verbal de la nomination du Conseil, et que l'accusé soit interpellé de le signer; ce qui est, en effet, le seul moyen d'établir que la formalité a été remplie.

IV. Quoique l'accusé n'ait pas fait choix d'un conseil, lors de son interrogatoire, et que par suite il lui en ait été désigné un d'office, cela ne lui interdit pas la faculté d'en choisir un autre à quelque époque de l'instruction que ce soit, et même pendant le cours des débats.

La nomination d'office est, alors, considérée comme non-avenue.

V. L'omission faite de nommer un conseil à l'accusé, lors de son interrogatoire, peut être réparée en faisant comparaître de nouveau l'accusé, et en lui faisant l'interpellation prescrite par l'art. 294.

Lorsque l'accusé n'a pas réclamé contre cette désignation *tardive*, il a incontestablement couvert la nullité; mais si, parce que la désignation d'un conseil ne lui a pas été faite lors de son interrogatoire, il a requis le renvoi de son affaire à la session suivante, il y aura certainement nullité des débats auxquels il aura été procédé, cette désignation tardive l'ayant privé d'une partie du délai qui lui est accordé pour faire préparer sa défense.

VI. L'article 321 du Code de brumaire an iv autorisait l'accusé à choisir *un* ou *plusieurs* conseils, tandis que l'art. 294 du Code d'instruction criminelle se borne à dire que l'accusé sera interpellé d'en choisir *un*.

Résulte-t-il de là que l'accusé ne puisse confier sa défense qu'à un *seul* conseil? Qu'un *seul* conseil puisse se présenter aux débats pour parler en sa faveur?

Non: tout ce qui résulte de ce changement de rédaction, c'est que le Code d'instruction criminelle laisse à la prudence et à la sagesse du Président de la Cour d'Assises, à décider si l'accusé doit être autorisé à se faire assister de plusieurs conseils; tandis que le Code de brumaire an iv ne permettait pas aux Cours de Justice criminelle de prendre aucune détermination qui pût priver l'accusé du secours de tel nombre de conseils dont il voulait se faire assister: d'où il pouvait naître de grands abus.

Il est inutile d'observer qu'il n'est question ici que des Défenseurs de l'accusé qui doivent porter la parole aux débats, et non des conseils particuliers qu'il peut charger de préparer sa défense écrite.

VII. Si le conseil que s'est choisi l'accusé, ou qui lui a été désigné, se permettait quelques écarts, et que rappelé à l'ordre par le Président, il reproduisit les mêmes allégations et les mêmes erreurs, la parole pourrait lui être retirée; mais les débats ne devraient pas, sur ce motif, être renvoyés à la session suivante : car l'accusé ne peut être privé, sous aucun prétexte, des Jurés appelés à prononcer dans son affaire, et il ne peut, ni par son fait, ni par celui de son Défenseur, arrêter le cours de la Justice.

Aussi, l'art. 353 du Code d'instruction criminelle veut-il que l'examen et les débats une fois entamés, soient continués sans interruption jusqu'à la déclaration du Jury inclusivement.

C'est ce que la Cour de cassation jugea le 11 brumaire an xii.

« Que deviendrait, en effet, l'indépendance du Jury, porte l'arrêt, si lorsque » l'on pressentirait son opinion, une Cour de Justice criminelle pouvait annuler les » débats commencés pour soumettre l'affaire à un autre Jury ? »

VIII. Si le conseil de l'accusé manque aux devoirs de sa charge, la Cour peut l'en réprimander ; mais l'accusé ne peut être la victime du zèle outré de son conseil, ou des autres motifs qui ont pu le déterminer à abuser des fonctions honorables qui lui sont confiées.

« Si un Avocat, porte l'art. 39 du décret impérial du 14 décembre 1810, dans » ses plaidoiries ou dans ses écrits, se permettait d'attaquer les principes de la Monarchie et les Constitutions de l'Empire, les lois et les autorités établies, le Tribunal » saisi de l'affaire prononcera sur-le-champ, sur les conclusions du Ministère public, » l'une des peines portées par l'art. 25 ci-dessus, sans préjudice des poursuites extraordinaires, s'il y a lieu. »

Les peines prononcées par l'art. 25, sont :

L'avertissement, la censure, la réprimande, l'interdiction pour un temps qui ne peut excéder une année, l'exclusion ou la radiation du tableau.

Les mêmes peines doivent être prononcées contre les Avoués.

IX. Si pareille chose arrive, ce qui sera très-rare sans doute, dès que les conseils des accusés doivent être pris parmi les Avocats et les Avoués, le Président doit demander à l'accusé s'il veut employer le ministère d'un autre conseil, et l'interpeller d'indiquer celui dont il fait choix ; en cas de refus, le Président doit lui en désigner un d'office.

Il n'y aurait cependant pas nullité s'il n'en avait pas été usé ainsi ; de sorte que ce n'est qu'une mesure de prudence que nous indiquons ; mais elle ne doit pas être négligée : rien ne doit l'être de tout ce qui peut tendre à l'amélioration du sort de l'accusé.

ARTICLE CCXC V.

Le conseil de l'accusé ne pourra être choisi par lui ou désigné par le Juge, que parmi les Avocats ou Avoués de la Cour Impériale, ou de son ressort, à moins que l'accusé n'obtienne du Président de la Cour d'Assises, la permission de prendre pour conseil un de ses parens ou amis.

OBSERVATIONS.

I. C'est une restriction sage apportée par le Code d'instruction criminelle à la faculté illimitée que les anciens Codes accordaient aux accusés de choisir des Défenseurs dans toutes les classes de la société.

Leur défense ne sera plus confiée dorénavant à des personnes sans expérience.

Que les accusés fassent eux-mêmes le choix de leur conseil, ou qu'il leur soit désigné d'office, ce sera toujours une personne qui aura l'usage des affaires et qui pourra présenter, sous le jour qui lui convient, la cause de l'accusé dont il sera chargé de défendre les intérêts.

II. Cependant le Législateur n'a pas voulu priver absolument l'accusé du droit de confier sa défense à des parens ou à des amis, lors même qu'ils ne seraient pas revêtus du caractère d'Avocat ou d'Avoué près la Cour Impériale ou les Tribunaux de son ressort.

Mais cette permission ne doit être accordée que lorsque la moralité de la personne indiquée sera bien connue, et que le Président de la Cour n'y verra pas d'inconvéniens.

C'est à lui *personnellement* qu'est délégué le pouvoir de déroger sur ce point au principe général ; ce qui est dans l'ordre, puisque c'est à lui qu'appartient la police de l'audience.

III. Faut-il induire de là que ce n'est qu'aux débats que l'accusé peut en former la demande ?

Pour l'affirmative, on peut dire que jusqu'à l'ouverture des débats on ignore qui présidera les Assises, et que l'art. 295 voulant que ce soit le Président des Assises qui donne l'autorisation, cet ordre se trouverait interverti si le Magistrat qui l'aurait donné n'était pas celui qui les préside.

Mais n'est-ce pas également au Président de la Cour d'Assises qu'il appartient de faire subir l'interrogatoire à l'accusé ? S'il est procédé à l'interrogatoire par un Juge délégué, c'est comme s'il y avait été procédé par le Président lui-même.

Or, c'est à l'instant de l'interrogatoire que l'accusé doit être interpellé de déclarer

s'il a fait choix d'un conseil, et qu'il doit former la demande pour être autorisé à confier sa défense à un de ses parens ou amis.

Si le Président désigné pour la tenue des Assises est suppléé aux débats, ce n'en est pas moins lui qui a donné l'autorisation, par lui-même ou par son délégué, ce qui remplit le vœu de la loi.

Cependant, l'accusé qui n'aurait pas formé, lors de son interrogatoire, la demande tendante à être autorisé à choisir pour conseil un de ses parens ou un de ses amis, ne s'y sera pas rendu non-recevable.

L'accusé pourrait également confier sa défense à un Avocat ou à un Avoué du ressort d'une autre Cour Impériale, d'après l'autorisation du Président ; mais le conseil qu'il aurait choisi hors du ressort, ne pourrait se charger de sa défense, qu'après en avoir obtenu la permission du Grand-Juge Ministre de la Justice. (*Art. 10 du décret impérial du 14 décembre 1810.*)

IV. Le Code d'instruction criminelle ayant laissé la faculté pleine et entière au Président d'accorder ou de refuser l'autorisation demandée par l'accusé de confier sa défense à un de ses parens ou amis, l'accusé ne serait pas fondé à se plaindre de ce qu'elle lui aurait été refusée. C'est ce que la Cour de cassation a jugé par arrêt du 28 juin 1811.

Mais si le Président a le droit de ne pas accéder à la demande de l'accusé, il ne peut lui donner pour conseil *d'office* qu'un Avocat ou un Avoué du ressort de la Cour Impériale.

L'Avocat désigné ne peut refuser de prêter son ministère, sans faire approuver ses motifs d'excuses ou d'empêchement. (*Art. 42 du décret impérial du 14 décembre 1810.*)

V. Les formalités prescrites par l'article 295, comme celles ordonnées par l'art. 294, doivent être constatées par un procès-verbal revêtu de la signature de l'accusé, s'il sait ou veut signer, et de celles du Juge et du Greffier dont il doit être fait mention. (*Art. 296.*)

S'il n'était pas dressé procès-verbal dans la forme indiquée, il y aurait nullité de l'instruction ultérieure, non pas pour cause de l'omission de cette formalité, mais parce que rien ne justifierait légalement qu'il aurait été donné un conseil à l'accusé, or, l'article 294 exige qu'il lui en soit nommé un, sous peine de nullité, *de tout ce qui suivra*, bien entendu cependant que cette nullité serait couverte par le choix que l'accusé aurait fait d'un conseil, ou par le silence qu'il aurait gardé sur l'omission de cette formalité.

ARTICLE CCXCVI.

Le Juge avertira, de plus, l'accusé, que dans le cas où il se croirait fondé à former une demande en nullité, il doit faire sa déclaration dans les cinq jours suivans, et qu'après l'expiration de ce délai il n'y sera plus recevable.

L'exécution du présent article et des deux précédens, sera constatée par un procès-verbal que signeront l'accusé, le Juge et le Greffier; si l'accusé ne sait ou ne veut pas signer, le procès-verbal en fera mention.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 296 parle, d'une manière générale, de la demande en nullité qui peut être formée par l'accusé; cependant cette demande, *en l'état*, ne peut porter que contre l'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises.

C'est de celle-là seule dont le Législateur s'occupe dans cet article : cela résulte clairement des dispositions de l'art. 299.

Le Juge qui procède à l'interrogatoire ne doit donc pas avertir vaguement l'accusé, que s'il entend former une demande en nullité, il doit en faire la déclaration dans les cinq jours. Il doit lui déclarer que sa demande en nullité ne peut être dirigée que contre l'arrêt de renvoi, et qu'elle ne peut être fondée que sur l'un des trois motifs rappelés dans l'art. 299, en lui indiquant la forme de sa déclaration. La lecture que le Président fait donner à l'accusé des articles 296 et 299 équivaut à l'avertissement qu'il est chargé de lui donner. (*Arrêt rendu au rapport de M. Lamarque, le 3 janvier 1812.*)

II. Si le Juge qui procède à l'interrogatoire de l'accusé, ne lui a pas donné l'avertissement requis, la nullité qui pourrait se trouver dans l'arrêt de renvoi, ne serait pas couverte par le défaut de recours dans le délai fixé. Tous les droits de l'accusé seraient conservés pour les faire valoir sur son recours contre l'arrêt définitif. (*Art. 297.*)

L'avertissement ne peut être considéré comme ayant été donné, lorsqu'il n'est pas constaté par un procès-verbal signé du Juge, du Greffier et de l'accusé, qu'il l'a réellement été. Ce n'est que d'un pareil acte que peut résulter la déchéance.

III. Si l'avertissement avait été donné dans une forme régulière, et si l'accusé avait négligé de faire son recours dans les cinq jours, contre l'arrêt de renvoi, il ne serait plus recevable à l'attaquer, lors même que la nullité résulterait d'une disposition formelle de la loi,

Le délai de cinq jours est de rigueur.

Mais le jour auquel est donné l'avertissement, n'est pas compté, puisque l'art. 296 accorde à l'accusé les cinq jours *suivans* pour faire sa déclaration.

Il n'en est pas de même du jour qui suit l'expiration de ce délai; l'article 1033 du Code de procédure civile, ne peut recevoir aucune application à l'espèce, puisque le Code d'instruction criminelle exige que la demande en nullité soit formée *dans* les cinq jours; ce qui est exclusif d'un plus long délai.

IV. Nous avons présenté, sur l'art. 251, N.º 4, la question de savoir si l'accusé qui n'a pas été averti de la faculté que le Code lui donne de se pourvoir contre l'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises, et qui néanmoins a déclaré son recours, peut être mis en jugement avant que la Cour de cassation ait prononcé.

Nous avons établi sur ce point une distinction qui nous paraît très-raisonnable, entre le cas où l'accusé qui n'a pas été averti, a fait sa déclaration de recours avant l'ouverture des débats, et celui où il ne l'a faite qu'après les débats commencés.

Lorsque les débats sont commencés, ils doivent être continués sans désemparer. (Art. 353.) C'est alors le cas de l'application de l'art. 297, qui réserve à l'accusé le droit de proposer tous ses moyens contre l'arrêt de renvoi, en procédant sur son recours contre l'arrêt définitif.

Mais si les débats n'étaient pas encore ouverts, lorsque l'accusé a déclaré son recours contre l'arrêt de renvoi, on ne peut le priver du bénéfice que la loi lui accorde d'y faire prononcer avant qu'il soit mis en jugement.

Lui refuser cette faculté, ce serait canoniser la violation que le Président se serait permise de l'art. 296.

V. La seconde disposition de l'art. 296 ne s'applique pas seulement à l'avertissement à donner à l'accusé, que le Code l'autorise à former son recours en cassation dans les cinq jours suivans, contre l'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises, mais aussi aux dispositions des deux articles précédens; c'est-à-dire, à l'interpellation à lui faire de se choisir un Conseil, et, dans le cas de refus ou défaut, à la désignation qui doit lui en être faite.

Cette disposition particulière de l'article 296 reçoit son application aux Cours spéciales comme aux Cours d'Assises; mais elle ne l'y reçoit que dans ses rapports avec l'interpellation à faire à l'accusé de choisir un conseil, et avec l'obligation de lui en désigner un, à refus au défaut par lui d'user de cette faculté; car le recours est de *droit* contre les arrêts de renvoi aux Cours spéciales (art. 569); ce qui rend inutile l'avertissement dont il est parlé dans la première disposition de l'art. 296. Aussi, l'article 572 n'a-t-il déclaré commun aux Cours spéciales, que le second paragraphe de l'art. 296.

VI. Mais lorsque le renvoi est fait à une Cour spéciale *extraordinaire*, dont les

80 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

arrêts définitifs sont sujets au recours en cassation, (*art. 31 de la loi du 20 avril 1810*), l'accusé doit-il être averti que s'il entend proposer des nullités contre l'arrêt de renvoi, il doit le faire dans les cinq jours, à compter de celui qu'il a été interrogé?

Nous n'en ferions pas de doute, dans le cas sur-tout où la Cour spéciale extraordinaire ne fait que remplacer la Cour d'Assises dans les départements où le Jury n'a pas été établi, et dans ceux où il se trouve suspendu, si la loi du 20 avril 1810 ne renfermait pas une disposition contraire.

Mais l'art. 31 de cette loi en a disposé autrement, en ordonnant que *les Cours spéciales extraordinaires se conformeraient, pour l'instruction et pour le jugement, aux dispositions du Code d'instruction criminelle, concernant les Cours spéciales ordinaires; sauf néanmoins que les arrêts définitifs sont sujets au recours en cassation*: de sorte que c'est à l'art. 572 qui établit la forme d'instruire et de juger par les Cours spéciales ordinaires, qu'il faut recourir, pour savoir si les arrêts de renvoi aux Cours spéciales extraordinaires sont sujets au recours préalable en cassation.

Or, nous avons vu que l'art. 572 n'a pas déclaré commune aux Cours spéciales ordinaires, la première disposition de l'art. 296 qui prescrit de donner à l'accusé l'avertissement que la loi lui accorde un délai de cinq jours pour se pourvoir en cassation contre l'arrêt de renvoi: d'où il suit que cette disposition de l'article 296, n'est pas plus applicable aux Cours spéciales extraordinaires, qu'il ne l'est aux Cours spéciales ordinaires.

VII. Mais si le recours préalable contre l'arrêt de renvoi aux Cours spéciales extraordinaires n'est pas recevable, cet arrêt peut être attaqué sur le recours en cassation contre l'arrêt définitif, et l'on rentre alors dans les dispositions de l'article 297; ce que ne disent, à la vérité, ni la loi du 20 avril 1810, ni le décret impérial du 6 juillet suivant; mais ce qui est fondé sur le principe que les Chambres d'accusation ne sont autorisées, dans aucun cas, à prononcer le renvoi d'une affaire à une Cour d'Assises ou spéciale, sans que ses arrêts soient soumis à la révision et à l'examen de la Cour de cassation, ou, par la force de la loi, ou sur le recours des parties intéressées.

VIII. L'art. 300 prescrit la forme du recours contre l'arrêt de renvoi. Il doit l'être par un acte mis au greffe de la Cour d'Assises, motivé sur l'une des trois nullités mentionnées dans l'art. 299. Aucun article n'en exige la notification; mais il doit être dressé procès-verbal de la remise par le Greffier, afin d'en constater l'existence d'une manière légale; ce que nous expliquerons plus amplement dans nos observations sur l'art. 300.

ARTICLE CCXCVII.

Si l'accusé n'a point été averti, conformément au précédent article, la nullité ne sera pas couverte par son silence; ses droits seront conservés, sauf à les faire valoir après l'arrêt définitif.

OBSERVATIONS.

I. Il résulte clairement de cet article que l'accusé qui n'a pas été averti de la faculté que lui donne le Code de former sa demande en nullité contre l'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises, est recevable à opposer tous moyens de nullité contre cet arrêt sur son recours contre l'arrêt définitif.

Mais en résulte-t-il également que si l'accusé qui n'a pas été averti déclare son recours contre l'arrêt de renvoi, la Cour d'Assises puisse passer outre au jugement définitif, sous le prétexte que tous ses droits lui sont réservés?

Il ne peut pas dépendre de la volonté du Président de priver l'accusé de la faculté que lui laisse le Code de faire prononcer préalablement sur l'arrêt de renvoi, avant sa présentation aux débats.

Aussi, l'art. 297 déclare-t-il simplement que la nullité ne sera pas couverte par le silence de l'accusé qui n'a pas été averti.

Si donc, malgré le défaut d'avertissement, l'accusé déclare se pourvoir contre l'arrêt de renvoi, et s'il se pourvoit *dans les cinq jours* à compter de celui qu'il aura été interrogé, il doit être sursis à sa mise en jugement, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé par la Cour de cassation, lors même que l'accusé ne ferait cette déclaration qu'à l'instant de la formation du tableau du Jury.

Nous pensons même que sa déclaration devrait produire tout son effet, lorsqu'il ne l'aurait faite qu'après les cinq jours expirés, pourvu que ce fût avant que le tableau du Jury fût formé.

II. Mais si l'accusé étant averti ne s'était pas pourvu dans les cinq jours, ou s'il n'avait pas fait son recours dans une forme légale, il aurait couvert les nullités qu'il eût été fondé à opposer contre l'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises : car, en disant que les nullités ne seront pas couvertes dans tel cas, c'est dire implicitement qu'elles le seront dans tous les autres.

Cependant l'accusé, par sa négligence à se pourvoir, n'aurait couvert que les nullités mentionnées dans l'art. 299, ainsi que nous l'établirons dans son lieu.

ARTICLE CCXCVIII.

Le Procureur-Général est tenu de faire sa déclaration dans le même délai, à compter de l'interrogatoire, et sous la même peine de déchéance portée en l'art. 296.

OBSERVATIONS.

I. Le Procureur-Général n'a, de même que l'accusé, qu'un délai de cinq jours pour déclarer son recours en cassation contre l'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises.

Ce délai commence à courir, pour le Procureur-Général, à compter du jour que l'accusé a subi son interrogatoire.

Le Procureur-Général doit le déclarer dans la même forme que l'accusé, c'est-à-dire, par acte mis au greffe.

Il doit également en donner les motifs.

II. L'accusé n'aurait pas été averti de la faculté que lui accorde le Code d'instruction criminelle, de recourir en cassation contre l'arrêt de renvoi, que le délai accordé au Procureur-Général pour faire son recours, n'en courrait pas moins à compter de l'interrogatoire fait à l'accusé; de sorte que le Procureur-Général pourrait être en déchéance, et l'accusé être encore recevable à se pourvoir en cassation contre l'arrêt de renvoi.

III. Cela peut arriver dans deux cas : d'abord, si l'accusé n'a pas été averti; et, en second lieu, lorsqu'il ne l'a été que *postérieurement* à son interrogatoire : car le Code n'exige pas d'une manière rigoureuse, que l'avertissement soit donné à l'accusé lors de son interrogatoire; ce qu'il exige seulement d'une manière impérieuse, c'est qu'il soit dressé procès-verbal de l'avertissement.

IV. L'avertissement à donner à l'accusé est donc valable, pourvu qu'il l'ait été cinq jours au moins avant l'ouverture des débats.

V. Mais le délai accordé à l'accusé ne peut courir qu'à compter du jour qu'il a été averti de la faculté que lui donne la loi de faire choix d'un conseil, et qu'à refus ou défaut, il lui en a été désigné un d'office : tout avertissement antérieur ne pourrait produire aucun effet contre lui.

Aussi, le Code a mis en première ligne la nomination d'un conseil à l'accusé.

VI. L'art. 298 ne parle que du Procureur-Général; mais sa disposition reçoit une

application nécessaire aux Procureurs-Impériaux criminels qui le suppléent aux Cours d'Assises. Ce serait vainement, en effet, que le droit de recours aurait été réservé au Procureur-Général, lorsque ce serait une Cour d'Assises éloignée de sa résidence qui se trouverait saisie.

VII. Si le Procureur-Général et l'accusé avaient laissé passer le délai qui leur est accordé pour déclarer leur recours en cassation contre l'arrêt de renvoi, la Cour d'Assises serait-elle autorisée à prononcer son incompétence?

Nous ne pensons pas qu'elle fût fondée à refuser de livrer l'accusé aux débats, sous le prétexte de *nullités* qu'elle croirait remarquer dans l'arrêt de renvoi, puisque ces nullités se trouveraient couvertes par la déchéance du recours en cassation.

Mais il y aurait plus de difficultés si la Cour d'Assises se fondait sur son *incompétence* : car un arrêt de renvoi n'est qu'un jugement *provisoire et d'instruction*, et un jugement provisoire et d'instruction ne peut constituer la chose jugée.

On ne peut supposer dans la Cour d'Assises moins de pouvoirs que n'en ont les Tribunaux correctionnels et de police, et ces Tribunaux sont autorisés à se déclarer incompétens, lors même qu'il est intervenu arrêt qui leur a renvoyé la connaissance de l'affaire dont ils se trouvent saisis.

Si donc l'incompétence paraissait *notoire* à la Cour d'Assises, notre opinion serait qu'elle devrait se déclarer incompétente; mais elle ne doit prendre ce parti que lorsque l'incompétence est absolue; comme dans le cas où l'affaire serait de la compétence de la haute Cour Impériale ou de la Cour de cassation : on ne pourrait que la louer, en pareil cas, de son exactitude à se conformer au vœu de la loi.

VIII. La déchéance prononcée par les art. 296 et 298 contre le Procureur-Général et contre l'accusé, lorsqu'ils ont laissé passer le délai qui leur est accordé pour exercer leur recours en cassation contre l'arrêt de renvoi, priverait-elle l'accusé sur son recours contre l'arrêt définitif, de proposer, comme ouverture de cassation, le moyen tiré de ce que le fait qui aurait motivé sa condamnation, ne constituerait ni crime, ni délit, ni contravention?

Ce serait une ouverture de cassation valable contre l'arrêt définitif, si elle était fondée, mais non un moyen à faire valoir pour attaquer l'arrêt de renvoi devenu irrévocable par défaut de recours dans le délai.

Cette distinction est importante; il en résulte que si le fait imputé à l'accusé ne constituait réellement qu'un délit ou une contravention, l'arrêt définitif qui ne lui aurait appliqué que des peines relatives, devrait être confirmé, tandis qu'il devrait être annulé, malgré la juste application de la peine, si l'affaire, par sa

nature, n'appartenait pas à la compétence de la Cour d'Assises, et si l'accusé était encore recevable à se pourvoir contre l'arrêt de renvoi.

Ainsi, dans le cas où l'accusé n'a pas été averti de la faculté qui lui est réservée de se pourvoir en cassation contre l'arrêt de renvoi, ce qui l'autorise à discuter le mérite de cet arrêt sur son recours contre l'arrêt définitif, il y a lieu d'annuler toute la procédure instruite par la voie extraordinaire, lorsque le fait ne constitue qu'un simple délit ou qu'une simple contravention; lors même, qu'en définitif, il ne lui aurait été appliqué que des peines proportionnées à son délit ou à sa contravention; tandis que si l'accusé a été averti, et s'il ne s'est pas pourvu dans le délai contre l'arrêt de renvoi, il n'y a pas même lieu à prononcer l'annulation de l'arrêt définitif, quoique rendu sur une procédure incompétemment instruite; attendu que le vice de l'instruction se trouve couvert par la déchéance du recours en cassation contre l'arrêt de renvoi: d'où il résulte, par une fiction de droit, que la Cour d'Assises a été légalement saisie.

ARTICLE CCXCIX.

La déclaration de l'accusé et celle du Procureur-Général doivent énoncer l'objet de la demande en nullité.

Cette demande ne peut être formée que contre l'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises, et dans les trois cas suivans :

- 1.° Si le fait n'est pas qualifié crime par la loi ;*
- 2.° Si le Ministère public n'a pas été entendu ;*
- 3.° Si l'arrêt n'a pas été rendu par le nombre de Juges fixé par la loi.*

OBSERVATIONS.

I. Les dispositions de cet article sont communes au Procureur-Général et à l'accusé.

L'un et l'autre sont tenus d'énoncer dans leur demande en recours, le motif sur lequel ils prétendent le fonder.

Mais le Code ne dit pas que cette énonciation sera faite sous peine de déchéance; et pour qu'il y ait déchéance, il faut qu'elle ait été formellement prononcée par la loi.

La Cour d'Assises ne pourrait donc soumettre aux débats l'accusé qui aurait déclaré son recours dans le délai, par la seule raison qu'il ne l'aurait pas motivé.

Ce serait à la Cour de cassation à prononcer le rejet, si le réclamant n'y avait pas suppléé, ainsi que nous croyons qu'il est autorisé à le faire.

Nous ne pensons pas , en effet , que , pour juger du mérite du recours , la Cour de cassation doive s'arrêter à la simple lecture de la déclaration qui en a été faite , si l'accusé lui a fait parvenir des Mémoires supplétifs ; mais la Cour de cassation ne lui accordera pas de délai pour les produire.

Pour que la Cour de cassation pût rejeter sans examen les Mémoires qui lui seraient présentés sur un recours non motivé , il faudrait qu'elle pût également rejeter tous les Mémoires ampliatifs du réclamant , lorsque ces Mémoires portent sur d'autres motifs que sur ceux inférés dans la déclaration de recours : il y aurait , en effet , même raison de décider ; et ce serait donner aux dispositions de l'art. 299 un sens qu'il n'a certainement pas été dans l'intention du Législateur de lui donner ; cela résulte de ce que la loi n'a pas même prononcé la déchéance du recours , sur le motif que les moyens de ce recours n'ont pas été indiqués.

II. Il ne peut résulter de cette forme de procéder aucun retard pour l'expédition des affaires , puisque le Procureur-Général est tenu d'adresser de suite à la Cour de cassation , la déclaration de recours avec l'arrêt de renvoi , et que la Cour de cassation est chargée d'y prononcer , toutes affaires cessantes ; et puisque , d'autre part , le recours de l'accusé ne met aucun obstacle à ce que l'instruction soit continuée.

Il pourrait résulter , au contraire , de très-graves inconvéniens du système opposé , puisque l'accusé pourrait être livré aux débats sur un arrêt de renvoi irrégulier , et dont il n'aurait connu le vice que depuis sa déclaration de recours en cassation.

D'ailleurs , la Cour de cassation qui se trouve saisie par le recours de l'accusé , quoique non motivé ou mal motivé , peut annuler *d'office* l'arrêt de renvoi , lorsqu'elle y remarque une des nullités mentionnées dans l'art. 299.

III. Mais si l'accusé n'avait formé son recours qu'après les cinq jours expirés depuis l'avertissement qu'il aurait reçu , devrait-il être sursis au jugement ?

La question a ses difficultés ; car l'art. 301 ne dit pas que lorsqu'il y aura demande en nullité *formée dans le délai* , il sera sursis ; mais que lorsqu'il y aura *demande en nullité* , il sera sursis ; et le Législateur a pu avoir pour motif que les cinq jours ne devant commencer à courir qu'à compter de celui d'un avertissement *régulier* , ce ne peut être à la Cour d'Assises à juger si celui qui a été donné l'a été dans les formes requises , lorsque l'accusé soutient que ces formes n'ont pas été observées.

Si , par exemple , le procès-verbal constatant l'avertissement n'avait pas été signé ; si l'avertissement n'avait pas été précédé de la nomination d'un conseil , pourrait-on dire qu'il aurait été donné dans une forme régulière ; qu'il aurait suffi pour faire courir le délai ?

La Cour de cassation se trouvant saisie par le recours , c'est à elle à juger de son

mérite : la Cour d'Assises ne peut prendre l'initiative, et livrer un accusé aux débats, lorsqu'il n'est pas encore certain qu'il doit y être présenté.

IV. Le recours autorisé par l'article 299, qui est tout entier de notre nouvelle Législation, ne peut porter restrictivement que contre l'arrêt de renvoi, parce que c'est le premier acte de l'instruction qui ait des formes prescrites, sous peine de nullité.

V. L'art. 299 ne précise que trois cas sur lesquels peut être motivé le recours en cassation contre l'arrêt de renvoi; et dans le nombre, celui résultant de *l'incompétence*, ne se trouve que sous le rapport que le fait imputé à l'accusé ne constitue pas un *crime*; d'où l'on doit conclure que la Cour d'Assises est autorisée à prononcer sur l'exception d'incompétence, lorsqu'elle est fondée sur tout autre motif; car il serait contre toute raison, qu'une Cour incompétemment saisie fût obligée de juger, et qu'un accusé incompétemment traduit devant elle, n'eût aucun moyen de la dépoñiller du jugement de son procès.

Si l'accusé prétend que le fait qui lui est imputé, lors même qu'il constituerait un crime, ne se trouve pas dans les attributions de la Cour d'Assises, à laquelle le renvoi a été fait, soit à raison du lien du délit, soit à raison de sa résidence habituelle ou momentanée, soit parce qu'il serait justiciable d'une autre Cour, la Cour d'Assises devrait prononcer préalablement sur ce moyen d'incompétence. Nous en avons donné la raison sur l'art. 298, n.º 7.

VI. Au nombre des cas mentionnés dans l'art. 299, est celui où l'accusé prétend que le fait dont il est prévenu ne constitue pas un *crime*. Mais pour fonder cette ouverture de cassation, il faut non-seulement que l'article du Code pénal, auquel l'arrêt de renvoi a rattaché le fait dont il s'agit, ne s'y trouve pas applicable; mais encore que ce fait ne rentre dans les dispositions d'aucun autre article de loi pénale en vigueur, qui prononce des peines afflictives ou infamantes.

VII. L'accusé pourrait-il fonder son recours, sur le motif que le crime qui lui est imputé est *prescrit, amnistié*, ou qu'il y a *chose jugée*?

On peut dire que ce sont là des moyens du fond, dont la Cour d'Assises est le Juge naturel, et qui doivent dès-lors être proposés devant elle, lorsque la Chambre d'accusation n'a pas cru devoir s'y arrêter. C'est notre opinion qu'il doit en être ainsi; mais nous pensons aussi que la Chambre d'accusation peut légalement déclarer qu'il n'y a lieu à suivre, dans le cas de prescription, d'amnistie ou de chose jugée, sauf le recours de droit contre son arrêt.

Lorsque la Cour d'Assises se trouve saisie par le renvoi de la Chambre d'accusation, elle doit statuer sur l'incident avant de proposer les questions au Jury; car c'est une simple question de droit qui est à juger, et qui ne peut être soumise, sous aucun rapport, à la décision du Jury.

La Cour d'Assises ne pourrait se refuser de prononcer sur la demande de l'accusé, lors même que le moyen aurait été proposé, discuté et rejeté par la Chambre du Conseil et par la Chambre d'accusation : car les arrêts de renvoi et de mise en accusation ne sont que des décisions provisoires qui ne peuvent jamais préjuger le mérite du fond ni la culpabilité de l'accusé.

VIII. Le second cas dans lequel le recours est autorisé contre l'arrêt de renvoi, est celui où le Ministère public n'a pas été *entendu*.

L'aurait-il été suffisamment pour couvrir la nullité de l'arrêt, si le Procureur-Général avait fait le rapport de l'affaire à la Chambre d'accusation, sans y prendre de conclusions ?

Le rapport fait par le Procureur-Général serait insuffisant ; car il ne doit être que le simple exposé de l'affaire, et ce n'est pas un simple exposé de sa part qu'exige le Code, mais des *réquisitions*.

Cette explication se trouve concordante avec les dispositions de l'art. 234, qui prescrit, sous peine de *nullité*, qu'il soit fait mention, dans l'arrêt de renvoi, des réquisitions du Ministère public. A quelles fins cette mention serait-elle exigée, sous peine de nullité, s'il ne devait pas résulter une nullité du défaut de réquisitions ?

Se contenter du rapport du Procureur-Général, sans exiger ses conclusions, ce serait supposer, par parité de raison, qu'il suffirait que le Juge d'instruction fît son rapport à la Chambre du Conseil, sans donner son avis sur le renvoi à faire à la Chambre d'accusation.

IX. Le troisième cas prévu dans l'art. 299 est celui où l'arrêt de renvoi n'a pas été rendu par le nombre de Juges prescrit, c'est-à-dire au moins par *cinq* Magistrats de la Cour Impériale ; (*Art. 2 de la loi du 20 avril 1810,*) ce qui ne semblerait avoir besoin d'aucune explication ; cependant il se présente plusieurs observations importantes à faire.

Pour savoir si l'arrêt de renvoi a été prononcé par le nombre de Juges prescrit, c'est l'arrêt *seul* qu'il faut consulter ; c'est pour cela que l'art. 234 exige que les noms des Juges qui l'ont rendu soient mentionnés dans l'arrêt, sous peine de *nullité*.

L'arrêt de renvoi devrait donc être annulé, si tous les Juges qui l'ont rendu ne s'y trouvaient pas *dénommés*, ou s'ils ne s'y trouvaient pas dénommés au nombre au moins de *cinq*, lors même que l'on prétendrait justifier par d'autres voies que cinq Magistrats de la Cour Impériale auraient réellement concouru à le rendre.

X. Suffirait-il de la mention faite dans l'arrêt que les cinq Magistrats qui s'y trouvent dénommés ont concouru à le rendre, s'il était posé en fait, par l'accusé,

que des Juges , en moindre nombre , auraient assisté à la séance , ou que quelques-uns d'eux n'auraient pas été présents à *toutes* les séances ?

L'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 assimile le cas où les Juges n'ont pas assisté à toutes les audiences , à celui où l'arrêt n'a pas été rendu par le nombre de Juges requis. Mais de quelle manière établir le point de fait , lorsqu'il ne résulte pas de la rédaction de l'arrêt ?

L'accusé pourrait demander que le procès-verbal de la tenue des séances fût apporté en minute , ou transmis par extrait au greffe de la Cour ; et si le procès-verbal contenait la preuve du fait , notre avis serait qu'il y aurait lieu à l'annulation de l'arrêt de renvoi : car il doit y avoir certitude que le nombre de Juges prescrit a assisté à toutes les séances ; et il n'y aurait pas cette certitude , si l'arrêt se trouvait en contradiction sur ce point avec le procès-verbal des séances.

Ce moyen de justifier le fait échappant à l'accusé , il n'aurait d'autre ressource que celle de l'inscription de faux ; mais pour la faire accueillir , il faudrait que les faits fussent bien précisés. Nous l'avons vu admettre une fois par la Cour de cassation dans l'espèce où le *plumitif* de l'audience se trouvait en contradiction avec l'énonciation de l'arrêt ; le demandeur en inscription de faux avait offert de prouver , à l'appui des circonstances graves qu'il alléguait que l'un des Juges n'était pas même sur les lieux le jour que l'Arrêt avait été rendu.

XI. Lorsque l'art. 299 parle du nombre de Juges requis , il entend évidemment parler de Juges ayant *caractère* pour coopérer à l'arrêt ; d'où suit que , pour remplacer un Juge empêché , s'il avait été appelé un Conseiller-Auditeur qui n'aurait pas eu l'âge requis , que si l'un des Juges était sous le poids d'une ordonnance de prise de corps , il serait indifférent que le nombre prescrit de Juges eût concouru à l'arrêt , il n'en faudrait pas moins l'annuler parce que ce sont des Juges ayant *caractère* qui auraient dû y coopérer.

Mais dans le nombre il se serait trouvé des Juges *récusables* , que si la *récusation* n'avait pas été proposée *avant* l'arrêt de renvoi , l'accusé ne pourrait s'en faire une ouverture de cassation.

Si la récusation avait été proposée et rejetée , elle devrait être appréciée de nouveau sur le recours en cassation , puisqu'il devrait résulter de cette appréciation , que l'arrêt aurait été rendu , ou qu'il ne l'aurait pas été par le nombre de Juges prescrit.

Le Juge d'instruction devenu Membre de la Cour Impériale , ne serait pas récusable de ce chef , la loi n'ayant prononcé la prohibition contre les Juges d'instruction , que relativement aux affaires portées devant les Cours d'Assises ou spéciales , lorsqu'ils en ont fait la première instruction.

XII. Si la Chambre d'accusation s'était complétée , en s'adjoignant un Avocat ou un Avoué , y aurait-il nullité dans l'arrêt ?

Le 26 décembre 1811 (1), il fut jugé que les Cours d'Assises peuvent s'adjoindre un Avocat, par application des dispositions du décret impérial du 14 décembre 1810; attendu que l'Avocat remplace alors un Juge du Tribunal de première instance, et que le décret cité autorise ce remplacement.

Le décret impérial du 14 décembre n'ayant pas autorisé le remplacement des Magistrats des Cours Impériales par un Avocat, celui qui aurait été appelé en remplacement serait sans caractère; il y aurait nullité: mais voyez, pour la Ligurie, le décret impérial du 9 janvier 1812, art. 6.

XIII. Mais si la présence du Juge suspendu de ses fonctions, celle du Conseiller-Auditeur qui n'aurait pas l'âge prescrit, celle de l'Avocat appelé, n'avait pas été nécessaire, attendu que la Chambre aurait été déjà composée de cinq Magistrats ayant caractère, le recours de l'accusé devrait-il être rejeté? Non: car l'opinion du

(1) Cet arrêt, que nous avons déjà indiqué par sa date, page 26 du second volume, N.º 6, a été rendu au rapport de M. Oudart, sur les conclusions de M. le Procureur-Général, d'après les motifs qui suivent:

« La Cour, attendu que, sous l'empire de la loi du 3 brumaire an iv, les Avocats, selon » l'ordre du tableau, étaient admis à remplacer les Juges et Suppléants absens, ou autrement empê- » chés, soit dans les Tribunaux, soit dans les Cours de Justice criminelle; que le Code d'instruction criminelle appelant les Juges du Tribunal de première instance du chef-lieu, selon l'ordre » du tableau, à la composition de la Cour d'Assises, les y appelle avec la faculté qu'ils tiennent de la » loi d'être remplacés par des *Avocats* en cas d'absence ou d'autres empêchemens; que le décret » impérial du 14 décembre 1810, ne porte aucune limitation, et que le Code d'instruction crimi- » nelle ne contient aucune dérogation; rejette le recours en cassation exercé par Jean Bartié, » contre l'arrêt rendu par la Cour d'Assises du département de l'Aude. »

L'art. 35 du décret impérial du 14 décembre 1810, sur lequel s'est fondé l'arrêt du 26 décembre 1811, porte: « Les Avocats seront appelés dans les cas déterminés par la loi, à suppléer les Juges » et les Officiers du Ministère public, et ne pourront s'y refuser sans motifs d'excuses ou d'empê- » chement. »

Mais l'arrêt du 26 décembre 1811 est-il applicable aux *Avoués*? Le décret impérial du 14 décembre 1810 leur est étranger; mais l'art. 49 du décret impérial du 30 mars 1808, au titre des Tribunaux de première instance, après avoir dit que dans le cas d'empêchement d'un Juge pour compléter le nombre indispensable, il sera remplacé par un Juge d'une autre Chambre ou par un Suppléant, dans l'ordre des nominations, ajoute: « A défaut de Suppléants, on appellera un Avocat » attaché au bureau, et, à son défaut, un *Avoué*, en suivant l'ordre du tableau. »

Ne peut-on pas dire à l'égard des *Avoués*, comme le dit l'arrêt du 26 décembre 1810, à l'égard des *Avocats*, que le Code d'instruction criminelle appelant les Juges du Tribunal de première instance à la composition de la Cour d'Assises, les y appelle avec la faculté qu'ils tiennent de la loi d'être remplacés par des *Avoués*, en cas d'absence ou d'empêchement; que le décret impérial du 30 mars 1808, n'y porte aucune limitation, et que le Code d'instruction criminelle n'en contient aucune dérogation?

Juge sans caractère aurait pu influencer sur la délibération, rien ne pourrait légalement constater que son avis personnel n'aurait pas déterminé la mise en accusation.

Il en serait de même dans l'espèce où le Juge légalement reproché aurait connu de l'affaire, lors même que sa présence aurait été inutile pour compléter le nombre des Juges requis.

A R T I C L E C C C.

La déclaration doit être faite au Greffe.

Aussitôt qu'elle aura été reçue par le Greffier, l'expédition de l'arrêt sera transmise par le Procureur-Général de la Cour Impériale, au Procureur-Général de la Cour de cassation, laquelle sera tenue de prononcer, toutes affaires cessantes.

O B S E R V A T I O N S.

I. La première question que présente cet article est celle de savoir si le Greffier peut refuser de recevoir la déclaration du recours en cassation, sous le prétexte qu'elle est faite *hors* du délai; mais comme ce n'est pas le Greffier qui peut être le Juge de sa validité, il commettrait un excès de pouvoir très-répréhensible s'il se permettait un pareil refus.

II. Quoique l'art. 300 porte que la déclaration doit être faite *au greffe*, il ne faut pas en induire que le réclamant doit nécessairement s'y transporter, ce qui lui serait souvent impossible. Le Greffier qui en est requis doit se rendre à la Maison de Justice pour la recevoir.

III. L'art. 447 du Code de brumaire an iv exigeait que le Greffier inscrivît la déclaration du recours en cassation, sur un registre à ce destiné. Le Code d'instruction criminelle n'a pas renouvelé cette disposition, mais le Greffier fera sagement de ne pas la négliger. Qu'elle ait été portée sur les registres du greffe, ou qu'elle ne l'ait pas été, elle n'en doit pas moins obtenir tout son effet, lorsqu'elle est d'ailleurs régulière. La Cour de cassation le jugeait ainsi sous l'empire du Code de brumaire an iv.

IV. Il n'est pas nécessaire, pour la régularité de la déclaration du recours en cassation, qu'elle soit faite par l'accusé *en personne*; elle peut l'être par son conseil ou par son fondé de pouvoir.

Le Code d'instruction criminelle ne décide rien, à cet égard, il est vrai, d'une manière bien précise; les art. 296, 297 et 299 ne parlent même que de *l'accusé*; d'où l'on pourrait induire que c'est une déclaration *personnelle* de sa

part qui est exigée : mais nous ne connaissons aucun arrêt qui ait déclaré le recours non-recevable, sur le motif qu'il avait été déclaré par le *conseil* de l'accusé ; ce qui est fondé sur ce que la condition de l'accusé ne pouvant être aggravée sur son recours, la déclaration se trouve toujours faite dans son intérêt.

V. Cependant, comme dans l'espèce particulière, ce n'est pas contre un arrêt de condamnation qu'est dirigé le recours en cassation, il serait possible que le recours de l'accusé lui devînt préjudiciable sous un double rapport ; premièrement, en ce qu'il le priverait du Jury qui aurait été convoqué pour le trimestre ; deuxièmement, en ce que le recours en cassation emporte des délais qui prolongent nécessairement sa détention. Nous ne pensons pas néanmoins que le Greffier fût autorisé dans son refus de recevoir la déclaration du recours qui lui serait faite au nom de l'accusé, lors même que celui qui se présenterait pour la faire ne serait porteur d'aucune procuration : ce que devrait faire alors le Greffier, ce serait de se transporter à la Maison de Justice pour s'assurer, par l'organe de l'accusé lui-même, si le recours déclaré est réellement dans son intention.

VI. Le Code de brumaire an iv, art. 448, exigeait que la déclaration du recours en cassation fût signée par le réclamant, et que le Greffier en fit mention dans son procès-verbal ; formalités que n'exige plus le Code d'instruction criminelle : elle n'est pas dès-lors indispensable, mais elle ne doit pas cependant être négligée : car l'accusé pourrait dénier avoir fait une pareille déclaration, si son recours venait à ne pas réussir ; et le Greffier se trouvant hors d'état de justifier que la déclaration du recours aurait été réellement faite, il serait exposé à une demande en dommages-intérêts. La déclaration de ne savoir signer tient lieu de signature.

VII. Aussitôt que l'accusé a déclaré se pourvoir, le Greffier doit en instruire le Procureur-Général, et lui remettre une expédition de la déclaration de recours, avec une copie en forme de l'arrêt attaqué, afin qu'il puisse en faire la transmission, sans retard, au Procureur-Général près la Cour de cassation ; car c'est à ce Magistrat *directement* que la transmission doit en être faite, et non pas, comme cela se pratiquait sous l'empire du Code de brumaire, au Grand-Juge Ministre de la Justice, par l'entremise duquel les pièces devaient parvenir à la Cour de cassation.

Le Code d'instruction criminelle exigeant que la Cour de cassation s'occupe des recours en cette matière, *toutes affaires cessantes*, il était naturel d'éviter tout intermédiaire.

VIII. Le Code de brumaire an iv, (Art. 450) accordait dix jours au Procureur-Général pour faire la transmission des pièces au Ministre de la Justice, afin de donner à l'accusé le temps nécessaire pour produire sa requête ; mais la *déclaration* du recours contre l'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises devant être *motivée*, le délai qui était accordé à l'accusé n'avait plus d'utilité réelle.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

IX. L'art. 300 n'ordonne la transmission à la Cour de cassation que de la déclaration du recours et de l'arrêt attaqué; cependant le Procureur-Général peut y joindre des mémoires en réponse aux ouvertures de cassation proposées par l'accusé; et si la Cour de cassation a besoin de plus amples renseignements, elle peut ordonner l'apport des pièces de l'instruction : ce qui devient même indispensable si l'accusé soutient qu'il n'y a rien de criminel dans le fait qui lui est imputé; mais la Cour de cassation doit n'user de cette faculté que dans des cas extrêmement rares, et que lorsqu'elle ne pourrait former son opinion avec connaissance de cause, sans avoir préalablement consulté les pièces de l'instruction.

Si le réclamant prétend que les Juges qui ont rendu l'arrêt n'avaient pas assisté à toutes les séances, et s'il motive son allégation sur ce que le fait qu'il avance résulte du procès-verbal des séances, il faut bien donner, avant faire droit, l'apport de ce procès-verbal pour en faire la vérification.

ARTICLE CCC I.

Nonobstant la demande en nullité, l'instruction sera continuée jusqu'aux débats exclusivement.

OBSERVATIONS.

I. Dans le système du Code de brumaire an iv, le recours n'était recevable que contre l'arrêt définitif.

L'art. 296 du Code d'instruction criminelle l'autorise, au contraire, contre l'arrêt de renvoi dans les cas que détermine l'art. 299.

Mais, en autorisant le recours en cassation contre l'arrêt de renvoi, le Code n'a pas voulu que, sous ce prétexte, il pût être supercédé à l'instruction; ce que l'art. 27 de la loi du 18 pluviôse an ix avait déjà décidé, en soumettant les arrêts de compétence à la révision de la Cour de cassation.

L'article 28 de cette loi avait été plus loin : il avait autorisé la Cour spéciale qui avait déclaré sa compétence, à livrer l'accusé aux débats et à prononcer l'arrêt définitif; ce qui était d'une rigueur excessive, et ce qui pouvait entraîner de grands inconvénients.

Aussi le Code d'instruction criminelle s'est-il borné à maintenir les dispositions de l'art. 27 qui n'en présentaient aucun, et a-t-elle fait disparaître celle de l'art. 28; ce qui a été une amélioration sensible.

Le recours contre l'arrêt de renvoi n'emportera donc dorénavant surséance qu'à la présentation de l'accusé aux débats; toute l'instruction continuera comme si l'accusé n'avait pas fait de déclaration de recours en cassation.

II. Ici reviennent naturellement les observations que nous avons faites sur les art. 299 et 300, lorsque nous avons examiné la question de savoir si, quand il y a eu recours en cassation contre l'arrêt de renvoi, la Cour d'Assises peut déclarer le réclamant non-recevable, lorsqu'il lui paraît que le recours a été fait *hors le délai*, ou qu'il n'a pas été *motivé*, et, par suite, présenter l'accusé aux débats. Nous avons dit que quand il n'y aurait pas eu de recours en cassation, la Cour d'Assises devrait *suppléer d'office* au jugement, s'il lui paraissait que l'accusé est justiciable de la haute Cour Impériale ou de la Cour de cassation, ou si c'était un Agent du Gouvernement inculpé sur des faits relatifs à ses fonctions, sans qu'il eût été accordé une autorisation spéciale pour le mettre en jugement : l'arrêt de renvoi ne peut donner, en effet, à la Cour d'Assises un droit que la loi lui refuse.

Mais il n'en serait pas de même si l'affaire paraissait à la Cour d'Assises rentrer dans la compétence d'une Cour spéciale; car ayant la pleine juridiction en matière criminelle, elle ne peut se déclarer *incompétente* lorsqu'il n'y a pas eu de réclamation de la part du Ministère public et des parties intéressées, et lorsqu'au contraire l'affaire lui a été renvoyée par un arrêt régulier de la Chambre d'accusation.

ARTICLE CCCII.

Le conseil pourra communiquer avec l'accusé après son interrogatoire.

Il pourra aussi prendre communication de toutes les pièces, sans déplacement et sans retarder l'instruction..

OBSERVATIONS.

I. L'art. 323 du Code de brunaire au IV autorisait le Président à suspendre la communication de l'accusé avec son conseil, et même à le faire retenir au secret depuis son interrogatoire, pourvu qu'il lui laissât un temps suffisant pour préparer ses moyens de défense.

Le Code d'instruction criminelle n'accorde plus la même faculté au Président; de sorte qu'aujourd'hui le Président commettrait un excès de pouvoir, s'il se permettait de rendre une pareille ordonnance : car l'art. 302 a déclaré, sans restriction, que l'accusé peut communiquer avec son conseil *après son interrogatoire*.

L'art. 613 autorise bien le Juge d'instruction et le Président à donner les ordres qu'ils croient nécessaires aux Gardiens des Maisons de Justice et d'arrêt, pour *l'instruction* et pour le *jugement*; ce qui ne peut s'entendre de l'ordre de tenir l'accusé au secret, de manière à ce qu'il ne puisse communiquer avec son conseil.

Ce n'est que dans le cas de menaces, d'injures ou de violence, que le Magistrat auquel appartient la police des Prisons, peut ordonner que l'accusé sera *renfermé seul*. (Art. 614.)

II. Mais doit-on induire de ce qui vient d'être dit, qu'il soit également interdit au Président de la Cour d'Assises, de faire retenir l'accusé *au secret* pour toute autre personne que pour son conseil? Oui certainement : car une ordonnance de ce genre est un acte de rigueur qui n'est pas autorisé par la loi ; et aucune rigueur ne peut être employée contre l'accusé, qu'elle ne soit autorisée par une loi expresse. S'il avait été dans la volonté du Législateur que celle-ci pût être mise en usage, il l'aurait dit comme l'avait fait le Code de brumaire an iv.

L'ordre de tenir l'accusé au secret he pourrait, au surplus, produire l'effet que l'on s'en promettait, lorsque toute communication lui était interdite, dès que l'on est forcé de convenir qu'il ne peut y être tenu à l'égard de son conseil, de sorte que cet acte de rigueur deviendrait sans objet ; ce qui a dû nécessairement déterminer le Législateur à le proscrire.

Cette mesure a dû encore être proscrite sous un autre rapport ; car, depuis sa mise en accusation, l'accusé a pu communiquer avec toutes les personnes qu'il lui a plu, et l'on ne peut supposer qu'il aurait attendu d'avoir subi son interrogatoire, pour s'entendre avec elles, s'il avait été dans son intérêt de le faire.

III. Le Président de la Cour d'Assises ne pourrait non plus, sans excès de pouvoir, refuser au conseil de l'accusé de prendre communication des pièces de la procédure, aussitôt qu'il a été procédé à l'interrogatoire.

Cette communication remplace, pour l'instant, la copie des pièces dont le Code de brumaire an iv exigeait la délivrance à l'accusé, aussitôt après son interrogatoire, sous peine de nullité. (Art. 320.)

La contravention faite à l'art. 302 ne pourrait se couvrir par la preuve qui serait rapportée qu'il aurait été laissé au conseil de l'accusé, un temps suffisant pour préparer sa défense : il n'y a de temps suffisant pour faire une chose, lorsqu'il y a un délai fixé par la loi, que lorsque le délai entier a été accordé.

ARTICLE CCCIII.

S'il y a de nouveaux témoins à entendre, et qu'ils résident hors du lieu où se tient la Cour d'Assises, le Président ou le Juge qui le remplace, pourra commettre, pour recevoir leurs dépositions, le Juge d'instruction de l'arrondissement où ils résident, ou même d'un autre arrondissement. Celui-ci, après les avoir reçues, les enverra closes et cachetées au Greffier qui doit exercer ses fonctions à la Cour d'Assises.

OBSERVATIONS.

I. Les témoins déjà entendus par le Juge d'instruction ou par la Chambre d'accusation de la Cour Impériale, ne doivent pas être appelés de nouveau pour faire leur déposition devant le Président de la Cour d'Assises.

L'art. 303 ne parle que des *nouveaux* témoins à entendre pour le complément de l'instruction.

II. Il n'est pas même nécessaire que ces nouveaux témoins soient appelés pour faire leurs dépositions par écrit *avant* les débats ; il suffit que leurs noms soient portés sur la liste notifiée à l'accusé : c'est ce que décide l'art. 324 du Code d'instruction criminelle, conforme, sur ce point, aux dispositions de l'art. 359 du Code de brumaire an iv ; mais l'art. 324 va plus loin encore, puisqu'il n'exige pas même que les témoins aient été *cités*, mais seulement qu'ils soient portés sur la liste notifiée.

III. Si les nouveaux témoins à entendre résident dans le lieu où se tient la Cour d'Assises, c'est au Président ou au Juge qui le supplée à recevoir leurs déclarations.

S'ils résident hors du lieu, le Président peut commettre un Juge d'instruction pour les recevoir ; ce qui est purement facultatif : de sorte que rien ne s'oppose à ce qu'il se transporte lui-même sur les lieux pour entendre les témoins ; mais comme cela ne pourrait se faire sans frais de déplacement toujours très-onéreux, le Président ou le Juge qui le supplée ne doit l'ordonner ainsi que lorsque l'utilité lui en paraît bien démontrée.

IV. Le Président ni le Juge qui le supplée n'est tenu de commettre le Juge d'instruction de l'arrondissement de la résidence du témoin, pour recevoir sa déclaration : l'art. 303 l'autorise à commettre celui *d'un autre arrondissement*.

Cette autorisation donnée au Président de la Cour d'Assises, a été sagement vue ; car il pourrait y avoir des cas où il faudrait commettre autant de Juges d'instruction qu'il y aurait de témoins à entendre ; tandis que la résidence des témoins peut être assez rapprochée pour qu'un seul Juge d'instruction puisse procéder à l'audition de tous.

V. Quoique le Président soit autorisé à commettre le Juge d'instruction d'un autre arrondissement que celui de la résidence du témoin, pour recevoir sa déposition, il ne faut pas en induire que le Juge d'instruction commis puisse se transporter *hors* de son arrondissement pour remplir sa commission ; car, *hors* de son arrondissement, il est sans caractère.

Ce que le Juge d'instruction commis doit faire dans l'occasion, c'est de délivrer cédule pour citer les personnes dont il est chargé de recevoir le témoignage, à comparaître devant lui au lieu de sa résidence.

* VI. C'est au Juge qui a été commis et qui a reçu les dépositions à en faire *directement* l'envoi au greffe de la Cour d'Assises; un secret inviolable doit être gardé sur ce qu'elles renferment, et l'on ne peut s'assurer qu'il l'a réellement été, que lorsque le procès-verbal d'information n'est pas sorti des mains du Juge dont il est l'ouvrage, si ce n'est pour passer dans celles du Président de la Cour d'Assises.

Ce qui prouve que tel a été le but que le Législateur s'est proposé, c'est qu'il charge le Juge d'instruction de faire cet envoi dans un paquet clos et cacheté.

Il importe, en effet, qu'avant d'être instruit de ce que les témoins ont déposé, l'accusé soit interrogé sur le résultat de leurs dépositions; ce qui n'empêche pas que dans la suite il lui en soit délivré copie, comme de toutes les autres dépositions. (Art. 305.)

Ce sont les *minutes*, et non de simples *expéditions*, qui doivent être envoyées. (Art. 59 du décret impérial du 18 juin 1811.)

VII. Lorsque l'art. 303 dit que l'envoi du paquet renfermant les dépositions des témoins, reçues par le Juge d'instruction commis, sera fait au Greffier qui doit exercer ses fonctions près la Cour d'Assises, il n'a pas entendu que cet envoi doit être fait *nommément* à ce Greffier; ce qui n'aurait pas été praticable, puisque jusqu'à l'ouverture des débats, il est encore incertain si le Greffier de la Cour d'Assises remplira *personnellement* les fonctions de sa charge, ou s'il y sera suppléé par un des Commis assermentés du greffe.

Il suffit donc, pour remplir le vœu de cet article, que le paquet soit adressé au greffe de la Cour d'Assises; mais l'adresse doit en être faite à ce bureau du greffe, afin d'éviter que le paquet passe dans d'autres où il pourrait être déca-cheté.

ARTICLE CCCIV.

Les témoins qui n'auront pas comparu sur la citation du Président ou du Juge commis par lui, et qui n'auront pas justifié qu'ils en étaient légitimement empêchés, ou qui refuseront de faire leurs dépositions, seront jugés par la Cour d'Assises, et punis conformément à l'art. 86.

OBSERVATIONS.

I. Le Code d'instruction criminelle n'accorde au Président de la Cour d'Assises et au Juge commis pour l'audition de nouveaux témoins, que le droit de les citer et de constater, soit leur défaut de comparution, soit leur refus de porter témoignage; ils ne peuvent décerner de mandats contre eux, ni les contraindre, de toute autre manière, à venir faire leurs dépositions.

Ce n'est, en effet, qu'en qualité de simples délégués qu'ils procèdent ; et comme il y a condamnation à prononcer, il était naturel d'en réserver le droit à la Cour elle-même, ce qui était, d'ailleurs, sans inconvénient.

II. Mais le témoin défaillant doit-il être cité devant la Cour d'Assises pour ouïr prononcer sa condamnation ? Non ; dès qu'elle doit être prononcée conformément à l'art. 80 qui veut que, sans autre formalité ni délai, et sur les simples réquisitions du Ministère public, l'amende soit prononcée et le témoin contraint par corps à venir faire sa déposition.

La témoin défaillant devant le Juge commis, ou qui aurait refusé de répondre, devrait donc être condamné à l'amende, à la vue du simple procès-verbal qui constaterait sa non-comparution ou son refus ; sa condamnation devrait même être prononcée avant de le citer à comparaître aux débats, afin d'éviter le renvoi de l'affaire à la session suivante, dans le cas d'un nouveau refus de se présenter.

III. Il reste cependant au témoin contumace, la ressource de l'opposition envers l'arrêt qui l'a condamné : car personne ne peut être irrévocablement condamné, sans avoir été entendu ou dûment appelé, de sorte que l'art. 81 est applicable à l'espèce, quoique l'art. 304 n'y ait pas renvoyé.

IV. Lorsque le témoin a motivé son refus de comparaître sur une excuse reconnue fausse, il doit être condamné, outre l'amende qui peut être portée à cent francs, (Art. 80 du Code d'instruction criminelle) à un emprisonnement de six jours à deux mois ; (Art. 236 du Code pénal.) ces deux articles sont applicables à tous les cas où le témoin propose une excuse reconnue fausse.

ARTICLE CCCV.

Les conseils des accusés pourront prendre ou faire prendre, à leurs frais, copie de telles pièces du procès qu'ils jugeront utiles à leurs défenses.

Il ne sera délivré gratuitement aux accusés, en quelque nombre qu'ils puissent être, et, dans tous les cas, qu'une seule copie des procès-verbaux constatant le délit, et des déclarations écrites des témoins.

Les Présidens, les Juges et le Procureur-Général sont tenus de veiller à l'exécution du présent article.

OBSERVATIONS.

I. Il ne faut pas induire de ce que l'art. 305 parle *des conseils* des accusés, que

chacun d'eux puisse en prendre le *nombre* qu'il lui plaît; nous en avons déjà fait l'observation sur l'art. 294.

Si l'art. 305 parle *des conseils*, et non restrictivement *du conseil* de l'accusé, c'est afin qu'il ne puisse rester aucun doute sur le droit accordé au conseil de chaque accusé de se faire délivrer copie, aux frais de son client, des pièces du procès qu'il juge utiles à sa défense.

Le Législateur a dû s'expliquer aussi clairement sur la question, attendu que ne devant être délivré qu'une *seule* copie des procès-verbaux et des déclarations des témoins pour tous les accusés, on aurait pu en induire qu'il n'aurait dû également leur être délivré, même à *leurs frais*, qu'une seule copie pour tous; des autres pièces de la procédure.

II. Il résulte de cette première disposition de l'art. 305, que toutes les pièces doivent être communiquées aux conseils des accusés, puisqu'ils sont autorisés à se faire délivrer copie, à leurs frais, de *toutes* sans restriction.

Il importe, en effet, qu'ils aient connaissance de tous les actes du procès, afin qu'ils puissent répondre aux inductions que l'on peut en tirer à l'appui de l'accusation, et qu'ils puissent se prévaloir de celles qui leur sont favorables.

III. Le Code d'instruction criminelle ne renferme aucune disposition de laquelle on puisse inférer que la partie civile, comme l'accusé, soit autorisée à prendre communication des pièces; et à s'en faire délivrer copie.

La question de savoir s'il le peut, se présente à la Cour de cassation, le premier juillet 1808, dans l'affaire Plissard.

Cet accusé prétendait faire résulter une ouverture de cassation en sa faveur, de ce qu'il avait été délivré copie de la procédure au sieur Duval, partie civile; mais, quoique le fait fût bien constaté, la Cour n'en tint aucun égard à ce moyen, attendu que le Code ne faisait aucune prohibition à cet égard.

Mais le 27 floréal an xii il avait été jugé que la partie plaignante était non-recevable à demander qu'il lui fût délivré copie des pièces de l'instruction, lorsque l'ordonnance d'acquittallement de l'accusé était prononcé.

De la combinaison de ces arrêts, il résulte que, jusqu'au jugement de l'accusé, la partie civile est recevable à se faire délivrer copie, à ses frais, des pièces de la procédure; mais que cette faculté lui demeure interdite lorsque l'accusé a été jugé et acquitté (1).

(1) Consulté sur cette question sous l'empire du Code d'instruction criminelle, voici la réponse que nous avons faite.

Aucun article des nouveaux Codes n'autorise la partie civile à se faire délivrer une copie des pièces de l'instruction, mais aucun non plus ne défend de la lui délivrer sur sa demande. On peut même induire des dispositions de l'art. 217, qu'elle en a le droit, puisqu'elle est autorisée à fournir des Mémoires à l'appui de l'accusation.

IV. L'art. 305, dans sa seconde partie, détermine la qualité des pièces dont il doit être donné copie gratuitement aux accusés.

Ces pièces sont les procès-verbaux constatant le corps du délit et les dépositions des témoins ; ce qui comprend toutes les déclarations des témoins, faites soit devant le Juge d'instruction, soit devant la Chambre d'accusation, soit devant le Président de la Cour d'Assises, ou le Juge commis pour les recevoir.

Mais en quelque nombre que soient les accusés, il ne doit leur être délivré qu'une seule copie, à moins qu'ils n'offrent d'en faire les frais.

L'art. 320 du Code de brumaire an iv exigeait, au contraire, qu'il fût délivré une copie à *chacun* des accusés, et que cette copie comprît *toutes les pièces du procès* ; mais il avait été dérogé à cette disposition du Code de brumaire an iv, sous les deux rapports, par la loi du 5 pluviôse an xiii, dont l'art. 305 du Code d'instruction criminelle a maintenu les dispositions.

V. L'art. 320 du Code de brumaire an iv voulait de plus que la copie des pièces

L'art. 56 du décret impérial du 18 juin 1811 a autorisé les parties à se faire délivrer copie des plaintes et des procès-verbaux constatant le corps du délit, et même de toutes les autres pièces du procès, en s'y faisant autoriser par le Procureur-Général ; si cet article ne parle que des matières correctionnelles et de police, ce n'est pas d'une manière restrictive, mais seulement pour annoncer que, dans ces matières, les parties doivent en obtenir l'autorisation du Procureur-Général, sans exiger la même autorisation en matière criminelle.

Le Code de brumaire an iv avait gardé, sur la question, le même silence que le Code d'instruction criminelle.

Dans cet état de choses, je ne pense pas qu'il pût résulter aucune nullité, soit du refus fait à la partie civile de lui délivrer copie des pièces du procès, soit de la délivrance qui lui en serait faite.

Tout a été laissé à la sagesse du Procureur-Général qui ne doit autoriser le Greffier à délivrer, à la partie civile, copie des pièces du procès, qu'avec la plus grande circonspection, dans la crainte qu'elle n'en abuse, soit en sollicitant les témoins d'ajouter à leurs dépositions, soit pour les circonvenir de toute autre manière.

Ce n'est pas pour favoriser la partie civile, que le Procureur-Général doit accéder à sa demande ; c'est pour ne négliger aucun des moyens propres à obtenir la manifestation de la vérité.

Lorsque le Procureur-Général croit pouvoir tirer de la partie civile des renseignements utiles, il peut lui donner verbalement connaissance des charges, et lui demander les renseignements qu'il peut désirer.

Ce ne doit être que dans des cas extraordinaires que la partie civile doit être autorisée à se faire délivrer copie des déclarations des témoins : notre opinion est même que cette autorisation ne doit lui être donnée que lorsque l'accusé lui-même peut en prendre communication : car, l'accusé ne peut être privé d'une faveur accordée à la partie civile.

fût délivrée aux accusés, sous peine de *nullité*; et l'article 305 n'a pas attaché la peine de nullité à l'inobservation de cette formalité.

Cependant, si l'accusé n'ayant pas reçu copie des pièces, se fondait sur ce motif, pour demander qu'il fût sursis à sa mise en jugement, et si, malgré sa réquisition, il était présenté aux débats, il y aurait lieu d'annuler l'arrêt de condamnation; puisque l'accusé se serait trouvé privé, par ce moyen, de présenter sa défense d'une manière convenable.

VI. Le même article du Code de brumaire an iv exigeait aussi que la copie des pièces du procès fût délivrée à l'accusé aussitôt *après avoir subi son interrogatoire devant le Président*, afin qu'il eût le temps nécessaire pour préparer sa défense: mais quoique l'art. 305 ne renferme pas une pareille disposition, ce serait néanmoins contrevenir à son *esprit*, si ce n'était pas contrevenir précisément à sa *lettre*, que de retarder la remise de cette copie, de manière que l'accusé se trouvât privé d'en faire une étude aussi particulière qu'il peut être dans son intérêt de le faire: si la chose arrivait, l'accusé serait suffisamment autorisé à demander le renvoi de l'affaire à la session suivante.

VII. Si l'accusé ne s'était plaint ni de ce que la copie des pièces ne lui aurait pas été donnée, ni de ce que la remise lui en aurait été faite à tard, et qu'il se fût défendu, il ne pourrait tirer une ouverture de cassation de ces irrégularités; elles seraient couvertes par son silence.

VIII. Sous l'empire du Code de brumaire an iv, lorsqu'il était constaté que la remise des pièces avait été faite à une personne tierce, au lieu de la faire à l'accusé lui-même ou à son conseil, la Cour de cassation prononçait la nullité des débats; ce qui était fondé sur les dispositions de l'art. 320 de ce Code qui prononçait la *nullité*, sans faire exception du cas où l'accusé se serait défendu sans avoir opposé l'inobservation de la formalité; mais aujourd'hui ce serait un moyen auquel la Cour de cassation ne devrait pas s'arrêter, si l'accusé ne s'était pas plaint de n'avoir pas reçu la copie, et s'il n'avait pas demandé, sur ce motif, le renvoi de sa mise en jugement à une autre session, dès que le Code d'instruction criminelle n'a plus attaché la peine de nullité à cette inobservation.

Il faut en dire de même du cas où la copie des pièces délivrées à l'accusé, aurait été incomplète; car, par l'effet de la communication que le conseil de l'accusé est autorisé à prendre de tous les actes de la procédure, il lui a été facile de s'assurer si la copie était réellement incomplète, et de réclamer contre l'omission qui aurait été faite.

IX. Mais si le Code d'instruction criminelle n'attache plus la peine de nullité à l'inobservation des formalités prescrites par les art. 304 et 305, il recommande au Procureur-Général, au Président et aux Juges de la Cour d'Assises, de tenir la main à leur exécution; ce qui annonce assez l'intérêt que met le Législateur à ce qu'elles soient rigoureusement observées.

Il est donc du devoir de chacun de ces Magistrats individuellement , de veiller à ce que le Conseil de l'accusé puisse prendre communication au greffe des pièces du procès , toutes les fois qu'il le desire , et à ce que la copie qui doit être délivrée à l'accusé lui soit remise aussitôt qu'il y a possibilité de le faire.

X. Lorsqu'une copie des pièces a été délivrée à l'accusé , il ne peut en exiger une seconde , lors même que l'affaire n'aurait pas été jugée à la session à laquelle elle a été portée , soit par suite des dispositions de l'art. 306 , soit par suite de celles de l'art. 352 , soit par toute autre considération : c'est ce que décide l'art. 55 du décret impérial du 18 juin 1811 , en ces termes :

« Dans le cas de renvoi des accusés , soit devant un autre Juge d'instruction , » soit à une autre Cour d'Assises ou spéciale , il ne pourra leur être délivré , aux » frais du Trésor Impérial , de nouvelles copies des pièces dont ils auront déjà reçu » une copie , en exécution du susdit art. 305. »

XI. L'accusé qui demande copie d'autres pièces de la procédure , que celles qui doivent lui être délivrées gratuitement , doit en payer les frais au taux réglé par le décret ci-dessus. (*Art. 54, ibid.*)

XII. Mais l'accusé condamné aux frais du procès , doit-il rembourser au Trésor public ceux de la copie que l'art. 305 du Code d'instruction criminelle , et que l'art. 54 du décret impérial du 18 juin 1811 veulent qu'on lui délivre *gratuitement* ?

Ce mot *gratuitement* ne se rapporte-t-il qu'à l'instant *présent* ? Doit-il être appliqué dans son sens générique ? Si l'on veut l'interpréter en faveur de la libération , on peut dire que , dans l'état de la législation , on ne peut exiger de l'accusé condamné aux frais , ni même de la partie civile , le remboursement des frais de copies à délivrer aux accusés , par suite des dispositions de l'art. 305. Mais , d'autre part , il serait absurde qu'un individu reconnu coupable eût occasionné des frais frustratoires au Gouvernement , et que , ne pouvant échapper à une peine afflictive ou infamante , il fût libéré d'une condamnation pécuniaire qui n'est qu'une faible indemnité du préjudice qu'il a causé à l'ordre social ; et c'est l'opinion la plus saine que nous croyons devoir embrasser.

A R T I C L E C C C V I .

Si le Procureur-Général ou l'accusé ont des motifs pour demander que l'affaire ne soit pas portée à la première assemblée du Jury , ils présenteront au Président de la Cour d'Assises , une requête en prorogation de délai.

Le Président décidera si cette prorogation doit être accordée ; il pourra aussi d'office proroger le délai.

OBSERVATIONS.

I. Cet article maintient la faculté de proroger le délai qu'autorisait déjà le Code de brumaire an iv ; il détermine, de plus, la forme dans laquelle cette prorogation doit être demandée ; elle doit l'être par requête présentée au Président de la Cour d'Assises, soit que la réquisition procède du fait du Procureur-Général, soit qu'elle procède de celui de l'accusé.

Le Code d'instruction criminelle ne fixe aucun délai pour former cette demande ; il suffit qu'elle le soit *avant* la formation du tableau du Jury, tandis que le Code de brumaire an iv exigeait qu'elle le fût au moins dix jours avant l'ouverture de la session.

Sous l'empire du Code de brumaire an iv, la demande devait en être faite à la Cour de Justice criminelle ; tandis que, dans le nouvel ordre de choses, c'est au Président de la Cour d'Assises *seul* à décider si la prorogation doit être accordée.

II. Il y a encore cette autre différence entre les deux Législations, que sous l'empire du Code d'instruction criminelle, le Président peut *d'office* proroger le délai ; mais le Président ne doit pas abuser de cette prérogative qu'il n'a pas été dans l'intention du Législateur de rendre arbitraire.

Le Président ne doit avoir recours à cette mesure que lorsqu'elle lui paraît utile pour parvenir à la manifestation de la vérité, car elle contrarie nécessairement le vœu du Ministère public et celui de l'accusé, dès qu'ils n'en ont pas formé la demande.

III. Le Code d'instruction criminelle ne précise aucun des motifs sur lesquels le Procureur-Général et l'accusé sont autorisés à solliciter une prorogation de délai.

Il laisse le soin de les apprécier à la sagesse du Président.

IV. L'art. 419 du Code de brumaire an iv autorisait le Procureur-Général à requérir, et la Cour de Justice criminelle à ordonner le renvoi de l'affaire à la prochaine assemblée du Jury, lorsqu'un témoin cité ne comparaisait pas, si la réquisition était faite avant que les débats fussent ouverts. La même disposition se trouve dans l'article 354 du Code d'instruction criminelle qui détermine de plus l'instant auquel les débats sont considérés comme ouverts.

Ils le sont, suivant cet article, par la déposition du premier témoin inscrit sur la liste.

Le renvoi, dans ce cas, ne peut être requis que par le Procureur-Général ; c'est à la Cour d'Assises à y prononcer.

V. Le Code d'instruction criminelle n'exigeant rien de plus, il n'est pas néces-

saire que l'accusé soit entendu sur l'incident, quelque préjudiciable que puisse lui être le renvoi occasionné par cette force majeure.

Si cependant l'accusé était en état de justifier que le témoin qui n'a pas comparu, n'a pas été *cité*, quoique porté sur la *liste*, il pourrait s'opposer à la prorogation demandée, et fonder son opposition sur l'art. 354, qui ne parle que des témoins *cités*.

ARTICLE CCCVII.

Lorsqu'il aura été formé, à raison du même délit, plusieurs actes d'accusation contre différents accusés, le Procureur-Général pourra en requérir la jonction, et le Président pourra l'ordonner même d'office.

OBSERVATIONS.

I. Au desir de cet article, il faut, pour que la jonction puisse être ordonnée, que ce soit le même délit qui se trouve compris dans plusieurs actes d'accusation : mais le délit est réputé le même, aux termes de l'art. 226, lorsqu'il y a *connexité*.

L'art. 307, combiné avec l'art. 226, doit donc être entendu dans ce sens que toutes les fois qu'il a été dressé plusieurs actes d'accusation, soit pour raison du même délit contre plusieurs accusés, soit pour délits *connexes*, la jonction peut être requise par le Procureur-Général, et même être ordonnée d'office par le Président.

II. En autorisant le Président à ordonner cette jonction d'office, l'art. 307 indique, d'une manière suffisante, que la jonction doit être prononcée *avant* l'ouverture des débats ; car, pendant les débats, c'est à la Cour à prononcer sur tous les incidents qui peuvent s'élever ; la simple police de l'audience et la direction des débats sont réservées au Président.

La Cour d'Assises ne peut d'ailleurs interrompre les débats lorsqu'ils ont été entamés (art. 353) ; ce qui deviendrait impossible dans l'exécution, dans le cas de jonction de plusieurs actes d'accusation pendant le cours des débats, puisqu'alors il faudrait ou y appeler de nouveaux accusés, ou faire délivrer copie à l'accusé présent des pièces de la procédure dont la jonction serait ordonnée.

III. Ce n'est, au surplus, qu'une simple autorisation que le Code d'instruction criminelle donne au Procureur-Général et au Président ; de sorte qu'à défaut d'arrêt de jonction, la Cour d'Assises ne pourrait prononcer un arrêt de renvoi fondé sur ce que l'affaire devrait être discutée et jugée avec d'autres accusés, ou sur des délits connexes.

IV. Une autre question peut s'élever sur l'application de l'art. 307. Elle consiste à savoir si le Président est tenu de déférer à la réquisition du Procureur-Général, et si, dans le cas de refus, le Procureur-Général peut s'en faire un moyen de cassation contre l'arrêt définitif.

Un pareil moyen ne devrait pas être accueilli, attendu que l'article 307 ne porte pas que le Président *ordonnera* la jonction sur la réquisition du Procureur Général ; mais que cette jonction *pourra* être ordonnée par le Président, ce qui est purement facultatif.

ARTICLE CCCVIII.

Lorsque l'acte d'accusation contiendra plusieurs délits non connexes, le Procureur-Général pourra requérir que les accusés ne soient mis en jugement, quant à présent, que sur l'un ou quelques-uns de ces délits, et le Président pourra l'ordonner d'office.

OBSERVATIONS.

CET article est une conséquence du précédent ; mais pour qu'il y ait lieu à disjoindre, il faut qu'il n'y ait pas de connexité entre les différens délits mentionnés dans l'acte d'accusation ; c'est dans ce cas-là seul que l'article 308 permet au Procureur-Général de requérir, et au Président d'ordonner la disjonction.

S'il y avait connexité, et si, sur la réquisition du Procureur-Général, la disjonction avait été prononcée, il y aurait violation des dispositions de l'art. 308 ; mais comme la disjonction aurait été toute entière dans l'intérêt de l'accusé, il l'invoquerait vainement en cassation, et plus vainement encore s'il n'avait pas réclamé avant sa mise en jugement.

ARTICLE CCCIX.

Au jour fixé pour l'ouverture des Assises, la Cour ayant pris séance, douze Jurés se placeront dans l'ordre désigné par le sort, sur des sièges séparés du public, des parties et des témoins, en face de celui qui est destiné à l'accusé.

OBSERVATIONS.

I. Il ne faut pas croire que le réglemeut contenu dans cet article soit de peu d'importance.

La conviction du Jury devant se former de tous les élémens, il était convenable que les Jurés fussent à même de lire dans la physionomie de l'accusé, de chercher dans ses manières la manifestation de la vérité.

Rien n'est muet, rien n'est inutile dans le débat, disait M. Ribout au nom de la Commission du Corps-Législatif, en présentant à sa sanction le Livre II du Titre II du Code d'instruction criminelle : *la contenance, le sang-froid ou le trouble, les variations, l'altération des traits, les impressions diverses, forment un corps d'indices qui soulève plus ou moins le voile dont la vérité est enveloppée.*

II. Il importe également que les Jurés soient séparés du public, des parties et des témoins, afin qu'ils ne puissent être influencés en aucune manière, et qu'ils puissent se livrer entièrement aux fonctions pénibles et délicates qui leur sont confiées.

III. Tous les Jurés étant égaux aux yeux de la loi, quel que soit d'ailleurs leur état dans le monde, le Code a dû régler le rang que chacun d'eux doit occuper, et ce ne pouvait être que celui désigné par le sort; mais il fallait le dire afin d'éviter toute contestation sur la préséance.

IV. Pour compléter le Jury, dans le système du Code de brumaire an iv, il fallait trois Adjoints réunis aux douze Jurés; ces Adjoints pouvaient être appelés par la Cour de Justice criminelle, lorsque l'accusé était déclaré coupable, et que *tous* les Membres de la Cour ne partageaient pas l'opinion du Jury.

Le Code d'instruction criminelle a écarté cette véritable superfétation qui fatiguait les citoyens sans avoir aucune utilité réelle : car il arrivait rarement que les Jurés Adjointes fussent appelés, et il était plus rare encore qu'ils ne partageassent pas l'opinion du Jury.

Le Code d'instruction criminelle a remplacé les Adjointes d'une manière plus conforme aux intérêts de l'accusé, en exigeant que les Membres de la Cour d'Assises réunissent leurs suffrages à ceux des Jurés, dans le cas de déclaration de culpabilité de l'accusé sur le fait principal, *à la simple majorité*, et en autorisant la Cour d'Assises, dans le cas de plus forte majorité et même d'unanimité, à ordonner le renvoi de l'affaire à la session suivante, pour être procédé à de nouveaux débats. (*Art. 351 et 352.*)

V. L'art. 309 ne parle que de douze Jurés, sans ajouter qu'il peut leur être donné des Suppléants dans les affaires qui exigent une longue discussion.

Mais aucun article du Code n'a rapporté la loi du 25 brumaire an viii qui autorise à appeler des Jurés et des Juges supplémentaires; de sorte que cette loi ne peut être regardée comme abrogée; en voici les dispositions :

ART. I.^{er} « Lorsqu'un procès criminel paraîtra de nature à entraîner de longs » débats, le Tribunal, *avant* le tirage de la liste des Jurés, *pourra* ordonner » qu'indépendamment des douze Jurés et des trois Adjointes, il sera tiré au sort » trois autres Jurés qui assisteront aux débats.

ART. II. » En cas d'événement qui empêcherait l'un ou plusieurs des douze

» Jurés, ou des trois Adjoints, de suivre les débats jusques et compris la déclaration définitive du Jury, ils seront remplacés par les Jurés Suppléans.

ART. III. » Le remplacement se fera suivant l'ordre dans lequel les Jurés Suppléans auront été appelés par le sort.

ART. IV. » Dans les procès criminels de l'étendue de ceux mentionnés en l'article premier, le Tribunal criminel s'adjoindra deux Juges du Tribunal civil pour assister aux débats.

ART. V. « Dans le cas où le Président, l'Accusateur public, le Commissaire du pouvoir exécutif, l'un ou plusieurs des quatre Juges du Tribunal, se trouveraient hors d'état de suivre les débats jusques et compris la prononciation du jugement, les Juges du Tribunal et les Juges Adjoint réunis, nommeront parmi eux, au scrutin, celui qui les remplacera. »

VI. Si la Cour d'Assises tenait ses séances dans le département où siège la Cour Impériale, ce serait des Membres de la Cour qu'elle devrait s'adjoindre, et non des Juges du Tribunal civil.

VII. Le Jury est maintenu par une disposition formelle du Code d'instruction criminelle.

Cette institution nous semble se justifier d'elle-même.

On n'ose attaquer aujourd'hui la composition du Jury, mais on prétend qu'il acquitte avec trop de facilité;

On allègue aussi le déplacement des Jurés et les dépenses que ce déplacement occasionne.

VIII. La réunion des Jurés au chef-lieu du département nécessite bien, il est vrai, un déplacement et quelques frais aux personnes qui sont appelées à en remplir les fonctions; mais ce déplacement momentané se renouvelle rarement pour les mêmes personnes, et les Jurés doivent être pris parmi celles de la classe la plus aisée; Sa Majesté, d'ailleurs, a attaché une grande faveur à ces honorables fonctions, de sorte que loin de chercher à s'y soustraire, chacun se trouvera flatté d'être porté sur la liste, et de concourir au maintien de cette salutaire institution.

IX. L'esprit de parti a pu arrêter le Jury dans sa marche régulière; mais les Magistrats n'en ont pas été plus exempts que les simples citoyens.

L'esprit de parti n'a pu même avoir une aussi grande influence sur la déclaration du Jury, que sur les jugemens des Tribunaux; puisqu'avant de prendre séance, les Jurés ont toujours été assujettis à une épuration que les Juges n'ont jamais subie.

X. Pour bien juger d'une institution, il ne faut pas s'attacher à une époque où il y a de l'effervescence dans les esprits: il faut la considérer dans l'état ordinaire

de la société, il faut la comparer, sous tous ses rapports, avec celle qui lui est opposée.

XI. Mais ce qui prouve, ajoute-t-on, que l'institution est mauvaise, c'est que les Jurés sont naturellement portés à acquitter les coupables sur *l'intention*.

La loi du 24 vendémiaire an III exigeait que dans *toutes* les affaires, la question d'intention fût posée, sous peine de *nullité*. N'était-ce pas dire au Jury qu'il pouvait et qu'il devait même se décider par cette question, toutes les fois que quelques circonstances favorables à l'accusé viendraient s'y rattacher? Cette loi n'est plus aujourd'hui en vigueur.

Mais quand le Jury aurait mérité le reproche qu'on lui fait, sans que rien pût justifier sa faiblesse, lequel est préférable de voir un innocent traîné à l'échafaud par un excès de sévérité, ou de voir un coupable échapper au glaive de la Justice par un excès d'humanité?

On répond que *l'homme d'Etat* ne doit pas s'appesantir sur les objets de détail; comme si le premier devoir de l'homme d'Etat n'était pas d'assurer la bonne administration de la Justice.

XII. Mais le reproche que l'on fait au Jury, sur ce point, provient-il d'un vice de l'institution? C'est ce que l'on ne parviendra jamais à établir.

Si l'acquiescement d'un coupable est le fruit de la prévention, toute personne de bonne-foi conviendra que la prévention est moins à craindre de la part des Jurés que de celle des Juges.

Il y a presque impossibilité qu'un Juré prévenu puisse avoir assez d'influence sur l'esprit de ses Collègues qui sont pour lui des personnes étrangères, pour les entraîner dans son opinion, tandis qu'il règne nécessairement dans les Tribunaux un esprit de corps, et que le Juge prévenu, sans cesse environné de ses Collègues, peut facilement faire passer sa manière de voir dans leur esprit.

XIII. Ce ne sont pas des supplices que veut le Législateur; ce qu'il veut, c'est que justice exacte soit rendue aux citoyens; et vous, qui prononcez anathème contre l'institution du Jury, si vous aviez le malheur d'être accusé, hésiteriez-vous sur le choix que vous auriez à faire d'être jugé par une Cour de Justice criminelle, sans assistance de Jurés, ou de l'être d'après une déclaration du Jury?

Pourriez-vous distraire votre pensée de tant d'innocens condamnés par les Tribunaux? Pourriez-vous la distraire de cette idée consolante, qu'aucun innocent ne fut conduit au supplice sur une déclaration du Jury?

Voudriez-vous courir le risque de voir votre innocence méconnue, votre honneur flétri, votre famille privée de sa considération et de son chef, par une Cour de Justice criminelle qui pourrait se tromper avec la meilleure intention, à l'assurance que votre innocence serait nécessairement proclamée par un Jury?

Vous le diriez qu'on ne vous croirait pas.

Votre opinion systématique viendrait se briser contre votre intérêt personnel ; votre propre conservation vous ferait abjurer un pyrrhonisme que vous affectez ; parce que vous jouissez de votre liberté. Vous n'auriez pas le courage que vous montra cet Athée dont l'histoire nous a conservé le souvenir ; vous réclameriez, bien vite , avec toute la force dont vous êtes capable , le bienfait de l'institution du Jury.

XIV. Dans quelque rang que la nature ait fait naître les hommes , la loi leur doit à tous une égale protection.

Dans votre opinion , cependant , il est très-bien vu qu'un Magistrat ne puisse être livré à la recherche des crimes dont il est prévenu , qu'après avoir observé , à son égard , les formalités les plus minutieuses ; qu'on ne puisse poursuivre un Agent du Gouvernement , qu'après un examen préalable et approfondi de sa conduite ; qu'un Sénateur , un Conseiller-d'Etat ne puisse être jugé que par la haute Cour ; et vous croyez pouvoir refuser au citoyen paisible d'être jugé par douze Jurés pris parmi les personnes les mieux famées , les plus recommandables de son département !

XV. Y a-t-il des exemples que des Jurés aient été traduits devant les Tribunaux , pour avoir trafiqué de leur opinion , pour s'être laissés gagner par des dons ou par des promesses ?

Dès qu'un pareil reproche n'a pu leur être fait , même dans les temps où l'immoralité semblait être à l'ordre du jour , n'est-ce pas la meilleure preuve de l'excellence de l'institution du Jury ?

Que pent-il y avoir , en effet , de plus consolant pour l'innocence aux prises avec le malheur , que d'avoir des Juges que la corruption ne peut atteindre ?

XVI. On parle du scandale donné par la déclaration d'un Jury qui acquitte un coupable ; mais la voix publique qui accuse le Jury de faiblesse , est-elle toujours bien juste ? *Vana vocēs populi non sunt audiendæ ; nec enim vocibus eorum credi oportet , quando aut noxium crimine absolves , aut innocentem condemnari desiderant.* (L. 12 , Cod. de Pœnis.)

XVII. La voix publique peut accuser l'innocent comme elle peut excuser le coupable.

Que de mauvais jugemens il faudrait rendre s'ils pouvaient être influencés par l'opinion publique ? Écoutons à ce sujet l'exorde d'un discours que prononça le Procureur-Général près la Cour de Justice criminelle du département de la Seine , dans une affaire qui mettait tout Paris en mouvement.

« Pendant qu'on s'agit en tout sens pour égarer l'opinion publique , pour en faire un colosse par lequel on se flatte d'en imposer au Magistrat , d'asservir sa

» conscience , d'étouffer ses lumières , et de l'entraîner dans le torrent des erreurs
 » qui semblent générales ; la Justice impassible marche sans distraction dans le che-
 » min de la vérité que lui ont tracé les lois ; sourde aux vaines clameurs d'une mul-
 » titude abusée , elle connaît le moment où s'évanouira le prestige , et où le public ,
 » revenu de son égarement , bénira les Magistrats qui , fidèles à leurs devoirs ,
 » n'ont pas craint de s'exposer à lui déplaire , plutôt que de trahir ses intérêts les
 » plus précieux. »

XVIII. Le scandale qui peut résulter de l'acquiescement de quelques coupables , lorsqu'il est la suite de la déclaration du Jury , peut-il se comparer à celui que donne un Tribunal qui prononce un mauvais jugement sans l'assistance de Jurés ? On ne prétend donc éviter un écueil que pour retomber dans un autre infiniment plus profond.

Une affaire mal jugée par un Tribunal laisse planer un soupçon injurieux sur les Juges qui ont prononcé : ce soupçon jette de la défaveur sur la Magistrature entière ; il lui fait perdre une partie de la considération dont il importe qu'elle soit investie. Si le Jury a été faible , les Membres dont il a été composé restent confondus dans la foule ; la faute qu'il a commise est à l'instant oubliée.

XLX. Une autre considération se tire de l'habitude qu'ont les Juges de voir et de juger des accusés ; cette habitude leur endurec le cœur ; ils ont tant vu de coupables , qu'ils croient voir un criminel dans chaque accusé , jusqu'à ce qu'il se soit justifié ; tandis que l'accusé doit être réputé innocent , tant qu'il n'a pas été *mathématiquement* prouvé qu'il est coupable.

Rien de semblable ne peut être opposé au Jury ; on ne lui reproche que de la faiblesse , et la faiblesse qui respecte les droits de l'humanité est sans doute préférable à une sévérité outrée.

Le Jury s'identifie avec l'accusé ; le Juge , au contraire , le considère déjà comme étant l'opprobre de la société , lorsqu'il est amené à sa barre.

XX. La composition du Jury , d'après le nouveau Code , sera dorénavant excellente : les Jurés qui formeront le tableau ne seront connus de l'accusé qu'à l'instant que commencera l'examen : le Jury ne sera plus induit à erreur par une mauvaise position des questions ; et dès que les Tribunaux , comme le Jury , peuvent se tromper , il faut en conclure que l'institution du Jury présentant moins de danger pour l'innocence , cette institution a dû obtenir la préférence.

L'institution du Jury n'aurait amené que la *publicité* des débats , qu'elle aurait assez fait pour être conservée , ne le fût-elle que par reconnaissance de ce bienfait.

XXI. Le but auquel tendent les partisans du système contraire est facile à deviner ; ils ne veulent détruire l'institution du Jury , que pour parvenir plus facilement au rétablissement de l'ancienne forme de procéder , que pour en revenir

à l'instruction secrète ; que pour anéantir la publicité des débats ; que comme un acheminement à l'arbitraire qui a si long-temps pesé sur nos têtes.

Il ne faut pas se le dissimuler : l'institution du Jury n'est critiquée que par les personnes imbuës des anciens principes ; que par ceux qui ne voient le bien que dans les anciennes institutions ; que par ceux qui tiennent aux anciens abus, parce qu'ils sont anciens, et qui n'exercent leur critique que sur les nouvelles institutions, quelque bonnes et libérales qu'elles soient, qu'à raison de l'époque à laquelle elles doivent l'existence.

Mais la France jouirait-elle de toute la splendeur de gloire dont elle est environnée, si de grands changemens ne s'étaient opérés ? La voix de la plupart de ceux qui s'élèvent contre l'institution du Jury, aurait-elle la plus légère influence, s'ils n'avaient été tirés, par le nouvel ordre de choses, de la classe des citoyens auxquels ils veulent que l'on refuse le droit d'être jugés par leurs pairs ?

Si, parce qu'un abus est ancien, il fallait le maintenir, il faudrait donc aussi rappeler la tyrannie du régime féodal ? D'autres temps, d'autres mœurs ; le règne paternel de Sa Majesté doit être le règne des lois, celui de l'exacte Justice ; et l'institution du Jury doit être sur cet objet important du plus grand poids dans la balance.

XXII. L'institution du Jury n'est pas, au surplus, d'institution nouvelle ; elle a été seulement remise en vigueur par l'Assemblée constituante.

Dès la naissance des sociétés, les voisins, les vieillards, étaient les Juges naturels de tous les différends en matière civile comme en matière criminelle.

C'est le droit civil qui a établi les Tribunaux sur les débris de l'institution des Jurés, des prud'hommes et des pairs.

S'en trouve-t-on mal en Angleterre, où elle a été conservée comme le *palladium* de la liberté civile ?

Parce que les hommes se sont réunis en société pour leur avantage commun, s'ensuit-il qu'il faille leur faire regretter les institutions salutaires des peuplades et des hordes sauvages ?

A-t-on jamais pensé à priver les peuples du secours des Tribunaux, parce que les Tribunaux peuvent rendre et qu'ils rendent quelquefois de mauvais jugemens ?

Rendons l'institution du Jury la meilleure possible ; qu'au lieu de chercher les moyens de la détruire, chacun se réunisse pour la faire respecter ; environnons les Jurés de la considération qu'ils s'efforceront de mériter ; mais gardons-nous de détruire une institution aussi salutaire.

CHAPITRE IV.

De l'examen, du Jugement et de l'exécution.

SECTION PREMIÈRE.

DE L'EXAMEN.

ARTICLE CCCX.

L'accusé comparaitra libre, et seulement accompagné de Gardes pour l'empêcher de s'évader. Le Président lui demandera son nom, ses prénoms, son âge, sa profession, sa demeure et le lieu de sa naissance.

OBSERVATIONS.

I. APRÈS la formation du tableau du Jury, l'examen doit immédiatement commencer. (*Art. 405.*)

L'accusé doit comparaître libre et seulement accompagné de Gardes pour empêcher son évasion.

Le Code d'instruction criminelle s'est en cela conformé à ce que prescrivait le Code de brumaire an iv.

Sous l'empire de l'ordonnance de 1670, l'accusé était amené devant la Cour, chargé de fers et mis sur la *sellette* pour répondre à ses derniers interrogatoires; de sorte qu'il était déjà regardé et traité comme coupable, lorsqu'il n'était encore que prévenu.

II. La connaissance des nom, prénoms, âge, profession, demeure et lieu de naissance de l'accusé, n'est pas une chose indifférente.

Il importe que tous ces faits soient connus des témoins, des Jurés et des Juges, afin d'éviter toute équivoque et toute fausse application.

Le Législateur l'a tellement senti qu'il a voulu que tous ces points fussent avérés avant l'ouverture des débats.

III. Le Code de brumaire an iv, art. 341, chargeait le Président d'annoncer à

l'accusé qu'il pouvait *s'asseoir*, ce que ne répète pas le Code d'instruction criminelle ; mais le Président qui a la police de l'audience peut y autoriser l'accusé, en conciliant le besoin qu'il peut en avoir, avec la majesté de l'audience.

ARTICLE CCCXI.

Le Président avertira le Conseil de l'accusé, qu'il ne peut rien dire contre sa conscience ou contre le respect dû aux lois, et qu'il doit s'exprimer avec décence et modération.

OBSERVATIONS.

I. L'art. 342 du Code de brumaire an iv, exigeait que le conseil de l'accusé fit la *promesse* de n'employer que la vérité dans la défense de son client. Le Code d'instruction criminelle charge seulement le Président de rappeler au conseil de l'accusé le devoir que lui impose le caractère dont il est revêtu.

II. Si le conseil manquait au respect dû aux lois, s'il ne s'exprimait pas avec décence et modération, il devrait être rappelé à l'ordre par le Président ; la parole pourrait même lui être retirée s'il en abusait.

Mais les débats ne devraient pas être interrompus, ni l'affaire renvoyée à la session suivante.

C'est ce que la Cour de cassation jugea le 11 brumaire an xii, attendu que, sous aucun prétexte, l'accusé ne peut être privé des Jurés et des Juges qui sont appelés à prononcer dans son affaire.

Ce que le Président de la Cour d'Assises devrait faire en pareil cas, ce serait d'avertir l'accusé qu'il peut faire choix d'un autre conseil, et à refus ou défaut, de lui en désigner un.

III. Lorsque le Président de la Cour se voit contraint de retirer la parole au conseil de l'accusé, il doit charger le Greffier de faire mention dans le procès-verbal des motifs qui l'y ont déterminé.

Lorsque le motif est tiré de ce que le conseil de l'accusé a manqué au respect dû aux lois, ou de ce qu'il n'est pas expliqué avec décence et modération, la note est facile à en retenir ; mais si l'on n'avait à reprocher au conseil de l'accusé que d'avoir parlé contre sa conscience, il ne serait pas aussi aisé de motiver l'arrêt : car l'on ne peut pas à sa conscience, par cela seul que l'on affirme une chose contraire à la vérité, lorsqu'on la croit vraie ; et celui qui affirme un fait, peut être le seul Juge compétent du cri de sa conscience.

Le conseil manquerait à la délicatesse de sa profession, il perdrait l'estime des personnes honnêtes, s'il se permettait d'alléguer un fait qu'il saurait être faux ; mais il

plaiderait un fait inexact, qu'il n'y aurait pas de motifs suffisans pour lui retirer la parole, sauf au Président à rétablir le fait dans son résumé.

IV. Si le Conseil de l'accusé manquait à la Cour d'une manière plus grave, il ne suffirait pas de lui retirer la parole, il faudrait procéder contre lui dans la même forme que contre tout autre individu coupable d'un pareil délit, et suivre à cet égard ce qui est ordonné au Chapitre IV, Titre IV, Livre II du Code d'instruction criminelle, après lui avoir infligé les peines de discipline autorisées par le décret impérial du 14 décembre 1810.

ARTICLE CCCXII.

Le Président adressera aux Jurés, debout et découverts, le discours suivant :

« Vous jurez et promettez devant Dieu et devant les hommes, d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse, les charges qui seront portées contre N. ; de ne trahir ni les intérêts de l'accusé, ni ceux de la société qui l'accuse ; de ne communiquer avec personne jusqu'après votre déclaration ; de n'écouter ni la haine ou la méchanceté, ni la crainte ou l'affection ; de vous décider, d'après les charges et les moyens de défense, suivant votre conscience et votre intime conviction, avec l'impartialité et la fermeté qui conviennent à un homme probe et libre. »

Chacun des Jurés appelés individuellement par le Président ; répondra, en levant la main, je le jure, à peine de nullité.

OBSERVATIONS.

I. Quoique le serment exigé des Jurés, soit le même au fond que la promesse qu'exigeait d'eux l'art. 343 du Code de brumaire an IV, il présente cependant des améliorations assez marquantes.

Ce ne seront plus dorénavant de simples promesses que feront les Jurés, mais un serment qu'ils prêteront devant Dieu et devant les hommes, c'est-à-dire, devant tout ce qu'il y a de plus sacré et de plus capable de les exciter à bien faire.

Ce serment est de ne trahir ni les intérêts de l'accusé, ni ceux de la société qui l'accuse.

Dans ce peu de mots se trouvent écrits tous les devoirs des Jurés : car, en faisant ce serment, les Jurés font implicitement la promesse de n'écouter ni la haine, ni la méchanceté, ni la crainte, ni l'affection ; de prononcer avec l'impartialité et la fer-

meté qui conviennent à l'homme probe et à l'homme libre ; c'est-à-dire , sans influence étrangère et d'après les seules lumières de leur conscience.

II. Mais pour parvenir au but que se proposait le Législateur , il fallait indiquer aux Jurés les choses contre lesquelles ils doivent se prémunir , et de quelle manière doit s'établir leur conviction.

Dès que le Législateur voulait que les Jurés se déterminassent d'après leurs propres lumières , toute communication au dehors devait leur être interdite avant d'avoir fait leur déclaration ; et comme les Jurés auraient pu se croire gênés par le plus ou par le moins grand nombre de témoignages à charge de l'accusé , le Code devait déclarer , comme il l'a fait , que le Jury ne devait consulter que sa conscience et sa conviction personnelle , dans l'appréciation des charges et de la défense de l'accusé.

C'est , en effet , une simple conviction *morale* que l'on demande au Jury ; c'est d'après cette conviction seule qu'il doit porter son jugement.

III. Lorsque les débats sont de nature à occuper plusieurs jours , les Jurés ne peuvent-ils quitter le lieu de la séance , avant d'avoir fait leur déclaration , sans contrevenir à leur serment de ne pas communiquer au dehors ?

Le Code de brumaire an iv semblait l'exiger ; il ajoutait même (*Art. 418*) , comme le fait le Code d'instruction criminelle (*Art. 353*) , que les débats devaient se continuer sans interruption jusqu'à la déclaration du Jury *inclusivement* , sauf les intervalles nécessaires pour le repos des Juges , des Jurés et des témoins.

Mais il n'en résulte pas que , pendant les suspensions momentanées des débats , les Jurés ne puissent quitter le lieu des séances et se rendre à leur domicile pour y jouir du repos que la loi leur accorde.

C'était ainsi que les dispositions du Code de brumaire an iv étaient entendues.

A l'issue de chaque séance les Jurés se retiraient , pour se rendre de nouveau à leur poste à l'ouverture de la séance suivante ; mais les questions posées et remises au Jury , aucune communication ne lui était permise avec les personnes du dehors.

Le Législateur était instruit de cet usage , et dès qu'il n'y a pas dérogé , qu'il s'est borné à renouveler les mêmes dispositions du Code de brumaire an iv , on peut être fondé à penser qu'il a été dans son intention de maintenir l'ancienne manière de procéder.

C'est ainsi que l'art. 353 du Code d'instruction criminelle est entendu et suivi à Paris , sous les yeux du Gouvernement qui ne laisserait pas subsister cet usage , si la Cour d'Assises en faisait une fausse application.

IV. Cependant , ce n'est que lorsque le besoin l'exige impérieusement que cet usage peut être toléré.

L'intervalle entre les séances ne doit être au surplus que du temps rigoureusement nécessaire pour le repos des Juges , des Jurés , des témoins et de l'accusé.

V. Dans une affaire portée à la Cour de cassation le 29 août 1811, le nommé Rousseau, condamné par la Cour d'Assises d'Agen, faisait résulter en sa faveur un moyen de cassation de ce que, depuis la formation du tableau du Jury, les Jurés avaient communiqué au dehors en attendant que l'audience commençât ; mais la Cour de cassation ne s'arrêta pas à ce moyen, attendu, d'une part, que la communication des témoins au dehors avait eu lieu avant l'ouverture des débats ; et, d'autre part, que l'art. 312 n'est pas prescrit à peine de nullité.

VI. Il est de la décence et de la majesté de l'audience, que les Jurés se tiennent debout et découverts pendant le discours du Président qui parle au nom de la Justice et du Souverain.

VII. Chaque Juré doit être appelé individuellement à la prestation du serment ; il doit le prêter à haute et intelligible voix, afin qu'il soit entendu des Juges, des témoins, du public et de l'accusé.

VIII. La prestation *du serment individuel* des Membres du Jury, est requise sous peine de *nullité* ; mais c'est sur l'inobservation de cette formalité seule que porte la nullité prononcée par l'art. 312.

Pour la couvrir, il faut que le procès-verbal de la séance fasse mention de la prestation du serment requis : car toutes les formalités prescrites, à peine de nullité, doivent être constatées de manière à ce qu'il ne puisse rester aucun doute sur leur observation.

IX. Le Président de la Cour d'Assises, après avoir fait son discours, doit donc appeler successivement chaque Juré et recevoir son serment individuel ; mais il suffit qu'il soit prêté en ces termes : *je le jure.*

ARTICLE CCCXIII.

Immédiatement après, le Président avertira l'accusé d'être attentif à ce qu'il va entendre.

Il ordonnera au Greffier de lire l'arrêt de la Cour Impériale, portant renvoi à la Cour d'Assises, et l'acte d'accusation.

Le Greffier fera cette lecture à haute voix.

OBSERVATIONS.

I. L'AVERTISSEMENT que l'art. 313 charge le Président de donner à l'accusé, a pour objet de le rendre attentif, afin qu'il puisse saisir la série des faits qui motivent son accusation.

Le Code de brumaire an iv ne prescrivait que la lecture de l'acte d'accusation,

parce que l'ordonnance de compétence et la déclaration du Jury d'accusation n'étaient que de simples actes d'instruction ; mais aujourd'hui que l'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises doit être motivé, et que l'acte d'accusation doit s'y référer, la lecture de l'un et de l'autre de ces actes devient d'une grande utilité.

II. C'est le Greffier que l'art. 313 charge de cette lecture ; il doit la donner à haute voix, afin d'être facilement entendu de l'accusé, des témoins et des Jurés.

Le Code exige qu'elle soit donnée par le Greffier, parce qu'il n'a aucune opinion à émettre, et que l'accusé doit dès-lors lui accorder plus de confiance.

III. Il n'aurait pas été donné lecture de l'arrêt de renvoi, que cette omission n'emporte pas la nullité des débats lorsqu'elle n'a pas été requise. (*Arrêt du 5 novembre 1811, rendu au rapport de M. Vasse.*)

ARTICLE CCCXIV.

Après cette lecture, le Président rappellera à l'accusé ce qui est contenu en l'acte d'accusation, et lui dira : « Voilà de quoi vous êtes » accusé ; vous allez entendre les charges qui seront produites contre » vous. »

OBSERVATIONS.

I. Le Président ne doit autoriser la lecture par le Greffier d'aucune autre pièce que de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation.

Son pouvoir discrétionnaire ne peut s'étendre au-delà, sauf dans le cours des débats, à faire donner la lecture des procès-verbaux ou autres actes de l'instruction qui pourraient tendre à éclaircir certains faits contestés.

II. Le Législateur prévoyant que l'accusé peut être intimidé par l'appareil de l'audience, ou qu'il n'a pas l'intelligence nécessaire pour saisir l'ensemble de l'accusation d'après la lecture rapide qu'il vient d'entendre, charge le Président de la Cour de lui rappeler sommairement le contenu de l'acte d'accusation, et de le prévenir que c'est sur les faits qui s'y trouvent déduits, que les débats vont s'établir.

Pour rentrer dans les vues bienfaisantes du Législateur, le Président doit présenter à l'accusé, sous le point de vue le plus simple et le plus méthodique, toutes les circonstances qui se rattachent au crime dont il est prévenu.

ARTICLE CCCXV.

Le Procureur-Général exposera le sujet de l'accusation ; il présentera

ensuite la liste des témoins qui devront être entendus , soit à sa requête , soit à la requête de la partie civile , soit à celle de l'accusé.

Cette liste sera lue à haute voix par le Greffier.

Elle ne pourra contenir que les témoins dont les noms , profession et résidence auront été notifiés , vingt-quatre heures au moins avant l'examen de ces témoins , à l'accusé , par le Procureur-Général ou la partie civile , et au Procureur-Général par l'accusé , sans préjudice de la faculté accordée au Président par l'art. 269.

L'accusé et le Procureur-Général pourront , en conséquence , s'opposer à l'audition d'un témoin qui n'aurait pas été indiqué , ou qui n'aurait pas été clairement désigné dans l'acte d'accusation.

La Cour statuera de suite sur cette opposition.

OBSERVATIONS.

I. C'est par suite de la même prévoyance dont s'est occupé l'art. 314 , que le Code d'instruction criminelle charge le Procureur-Général d'exposer le sujet de l'accusation , quoique déjà deux fois la connaissance en ait été donnée à l'accusé , aux Jurés et aux témoins.

Mais cela était d'une trop grande importance , pour que le Législateur ne dût pas craindre qu'il fût usé de redites.

C'était le seul moyen d'empêcher toute divagation dans la déclaration des témoins , toute incertitude de la part des Jurés et des Juges.

II. Une autre ordre de choses succède à cette instruction préliminaire.

Pour ne pas interrompre le cours des débats , le Code exige qu'avant qu'ils commencent , tous les témoins qui doivent y faire leur déclaration , soient connus , et légitimés , c'est-à-dire , que l'on ait l'assurance qu'ils ont capacité pour porter témoignage dans l'affaire.

III. C'est au Procureur-Général à présenter la liste des témoins appelés aux débats , soit à sa requête , soit à celle de la partie civile , soit même à celle de l'accusé , ce qui est une innovation à ce qui se pratiquait sous le régime du Code de brumaire an iv , dont l'art. 356 autorisait l'accusé à ne faire connaître ses témoins qu'à l'instant qu'il les produisait devant la Cour de Justice Criminelle , pour y faire leurs déclarations.

La liste que présente le Procureur-Général est remise au Greffier qui doit en donner la lecture.

IV. Sous l'empire du Code d'instruction criminelle , l'accusé qui fait appeler à sa

requête des témoins aux débats, doit en faire signifier la liste au Procureur-Général, au moins vingt-quatre heures avant leur examen; ce qui peut paraître rigoureux, en ce que cette obligation tend à restreindre la latitude de défense qui doit être accordée à l'accusé, souvent hors d'état de subvenir aux frais de cette notification; mais il ne faut qu'un peu réfléchir, pour se convaincre que la chose devait être ainsi: car, si la plus grande latitude doit être accordée à l'accusé pour sa défense, il importe au maintien de l'ordre public, que s'il est coupable il soit puni, et conséquemment, que le Procureur-Général connaisse à l'avance les témoins que l'accusé se propose de produire aux débats, pour être à même de prendre sur leurs liaisons avec l'accusé, et sur leur moralité, les renseignements convenables.

D'autre part, la loi est venue au secours de l'accusé qui n'a pas les moyens d'appeler des témoins à décharge: l'art. 321 l'autorise à indiquer au Procureur-Général les noms, professions et demeures des témoins qu'il est dans l'intention d'appeler aux débats; et le Procureur-Général est autorisé à les faire citer à sa requête, lorsqu'il présume que leur déclaration peut être utile à la manifestation de la vérité.

Ce ne sera donc que les témoins dont le Procureur-Général aura regardé les dépositions comme indifférentes, et que cependant l'accusé voudra faire entendre, dont il devra faire notifier la liste: le Trésor-public ne devait pas se charger d'en faire les frais.

V. Si la partie civile croit devoir appeler des témoins dans son intérêt, elle doit en faire notifier la liste à l'accusé, mais *sans réciprocité* de la part de celui-ci.

La partie civile n'est pas tenue de faire la notification de la liste de ses témoins au Procureur-Général; mais si elle ne la lui fait pas notifier, il est de son intérêt de lui en donner connaissance de toute autre manière, afin que les témoins qu'elle a diligentés soient portés sur la liste générale.

Si la partie civile avait négligé de faire cette communication, et si, par cela, l'indication de ses témoins ne se trouvait pas portée sur la liste dont la lecture aurait été donnée, les témoins qu'il aurait amenés ne devraient pas être entendus en forme de témoignage, sauf au Président à les faire appeler, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, pour donner les renseignements qui leur seraient demandés, mais sans prestation de serment préalable. (*Art. 269.*)

VI. Le Code de brumaire an iv, article 346, prononçait la nullité des débats d'une manière *absolue*, lorsqu'il y avait été entendu un *seul* témoin dont le nom, l'âge, la profession et le domicile ne se trouvaient pas indiqués sur la liste notifiée,

La nullité n'est plus aujourd'hui que *relative*. Elle se couvre par le silence de l'accusé.

VII. L'art. 315 du Code d'instruction criminelle n'exige même plus que l'âge des témoins soit indiqué. Le vœu de la loi est rempli, lorsque les témoins portés sur la liste sont assez clairement désignés pour éviter toute méprise. Si l'accusé ne réclame pas, le Législateur suppose qu'il a trouvé l'indication suffisante.

VIII. Si l'inobservation de la formalité est relevée par l'accusé, la Cour d'Assises doit prononcer sur l'incident, avant de procéder aux débats : elle doit s'attacher à l'unique point de savoir si le témoin a été suffisamment désigné pour que l'accusé n'ait pu être induit en erreur.

Si l'omission était telle que rien ne pût la justifier, et si néanmoins la Cour d'Assises avait rejeté le moyen, la Cour de cassation devrait prononcer l'annulation des débats, sur le recours contre l'arrêt définitif : car, le Jury ne pouvant motiver sa déclaration, il n'y aurait aucune certitude que sa conviction ne se fût formée sur la déposition du témoin entendu contre le vœu de la loi.

IX. Il n'y a que le Procureur-Général et l'accusé qui soient recevables à demander que les témoins qui ne sont pas portés sur la liste ou qui ne s'y trouvent pas suffisamment désignés, ne soient pas entendus. L'art. 315 n'accorde pas cette faculté à la partie civile.

X. L'art. 315, portant que la notification de la liste sera faite à l'accusé, doit-elle lui être faite en parlant à *sa personne*, ou suffit-il qu'elle le soit à son conseil ou au gardien de la Maison de Justice ?

La Cour de cassation a constamment jugé que la notification devait être faite à l'accusé, parlant à sa personne : elle le jugea notamment ainsi le 17 prairial an ix, au rapport de M. Borel, sur les conclusions de M. Arnaud :

» Attendu que ces termes à l'accusé, excluent tout intermédiaire, et qu'il résulte de l'exploit de notification de la liste des témoins, qu'elle a été faite » aux accusés, en parlant au concierge, ce qui est une contravention formelle » à la loi. »

Mais sous l'empire du Code d'instruction criminelle, la Cour de cassation ne se déterminerait à annuler sur un pareil motif, que dans le cas où l'accusé aurait réclamé contre cette violation de la loi devant la Cour d'Assises.

XI. Le délai accordé par l'art. 315, étant de vingt-quatre heures, il faut que les vingt-quatre heures soient réellement expirées avant l'examen ; il ne suffirait pas que la notification de la liste eût été faite la veille.

C'est ce que la Cour de cassation jugea par son arrêt du 30 janvier 1839.

L'exploit portait la date de *midy*, et le procès-verbal des débats portait qu'ils

s'étaient ouverts le lendemain à *neuf heures du matin* ; les débats furent annulés.

XII. En comparant les dispositions des articles cités du Code de brumaire an iv , et du Code d'instruction criminelle, on y remarque que le Code de brumaire s'était borné à prescrire que la liste fût notifiée vingt-quatre heures *avant l'examen*, sans rien particulariser de plus ; d'où l'on concluait qu'il fallait nécessairement qu'il se fût écoulé au moins vingt-quatre heures depuis la notification de la liste jusqu'à l'ouverture de la séance.

Mais le Code d'instruction criminelle a ajouté à ces mots : *avant l'examen*, ceux-ci, *des témoins portés sur la liste* ; de manière qu'il suffit aujourd'hui que les témoins ne soient pas entendus, *avant l'expiration des vingt-quatre heures*, à compter de celle de la notification de la liste, pour remplir le vœu de la loi, lors même que la séance aurait été ouverte plusieurs heures avant.

XIII. L'art. 315 du Code d'instruction criminelle ne parle que de *la liste* des témoins, dont la lecture doit être faite lorsque le Procureur-Général a exposé le sujet de l'accusation.

Faut-il en conclure qu'il ne peut être présenté de listes *supplétives* pendant le cours des débats ?

Cette question s'est plusieurs fois présentée sous le régime du Code de brumaire an iv, et la Cour de cassation a constamment jugé (*Arrêts des 23 frimaire an xiv, 27 août 1807, et 20 mai 1808*), que la loi n'ayant pas défendu de former des listes supplétives, celles étaient par cela même autorisées, lorsqu'il y en avait eu notification vingt-quatre heures avant l'examen *des témoins* qui s'y trouvaient portés.

Le motif de cette jurisprudence était tiré des dispositions de l'art. 2 de la loi du 5 pluviôse an xiii, qui autorisait les *Cours de Justice criminelle* à ordonner, pendant le cours des débats, que de nouveaux témoins seraient entendus.

Mais aujourd'hui que l'art. 315 de la loi du 5 pluviôse an xiii ne doit plus recevoir d'exécution dans cette disposition, le Code d'instruction criminelle y ayant substitué une autre forme de procéder, il ne semblerait pas que d'autres personnes que celles portées sur la liste dont il a été donné *lecture* à l'ouverture des débats, pussent être entendues en forme de témoignage.

Cependant, si le Procureur-Général et l'accusé avaient d'autres témoins que ceux portés sur la première liste notifiée, ils pourraient les comprendre dans une seconde liste, qu'ils feraient également notifier vingt-quatre heures avant leur audition, dès que la faculté ne leur en est pas interdite.

XIV. Quoique l'art. 315 se borne à dire que le Procureur-Général et l'accusé peuvent s'opposer à ce que les témoins qui ne sont pas portés sur la liste notifiée vingt-quatre heures avant l'examen, ou qui ne s'y trouvent pas suffisamment désignés, soient entendus aux débats, on ne doit pas en induire qu'il suffit que les témoins soient *suffisamment désignés* sur la liste notifiée, pour qu'il ne reste aucun moyen de s'opposer à leur audition.

Si les témoins portés sur la liste étaient légalement *reprochés*, leurs noms devaient en être retirés : s'ils étaient entendus, il y aurait certainement nullité des débats.

Il suffit que le reproche ait été proposé avant l'audition *individuelle* du témoin reproché.

XVI. La Cour d'Assises doit statuer *de suite* sur le reproche proposé ; puisque, si le témoin avait été légalement reproché, et que cependant il eût été entendu, il en résulterait une nullité dans les débats.

La Cour d'Assises ne pourrait couvrir cette nullité, en prononçant elle-même l'annulation des débats, et en ordonnant qu'ils seront recommencés ; car son arrêt ne pourrait détruire l'impression qu'aurait pu faire la déposition du témoin légalement reproché ; et il ne pourrait être procédé régulièrement à la formation d'un nouveau tableau du Jury.

Il n'y aurait d'autre parti à prendre que de renvoyer l'affaire à la session suivante ; ce qui, devenant le fait de la Cour, pourrait donner lieu à la prise à partie contre elle, dans le cas d'acquiescement ou d'absolution de l'accusé, à raison de ce qu'il aurait été retenu en arrestation pendant trois mois de plus, pour attendre son jugement.

ARTICLE CCCXVI.

Le Président ordonnera aux témoins de se retirer dans la chambre qui leur sera destinée. Ils n'en sortiront que pour déposer. Le Président prendra des précautions, s'il en est besoin, pour empêcher les témoins de conférer entre eux du délit et de l'accusé, avant leur déposition.

OBSERVATIONS.

I. L'AUTORISATION donnée par cet article, au Président de la Cour d'Assises, est d'institution nouvelle. C'est à lui qu'il appartient de juger de son degré d'utilité ; mais si les témoins avaient conféré entre eux, malgré sa défense, il n'en résulterait aucune irrégularité dans l'instruction : car, ce n'en est point là une formalité substantielle.

II. Les témoins appelés doivent se retirer dans la chambre qui leur est destinée, avant qu'il soit procédé à l'audition d'aucun d'eux, c'est-à-dire, aussitôt qu'il a été donné lecture de la liste présentée par le Procureur-Général.

Sans cette précaution, il serait à craindre que les témoins ne calculassent leurs dépositions sur celles qu'ils auraient entendues, et que les premiers témoins ouï-

n'exercassent une influence dangereuse sur la déposition de ceux qui leur succéderaient.

Cependant l'article 316 ne l'a pas ainsi prescrit, sous peine de nullité.

Mais le Procureur-Général et l'accusé peuvent demander l'exécution rigoureuse de cet article, et si la Cour n'y prononçait pas, l'arrêt définitif devrait être annullé.

III. Si quelques témoins n'arrivaient au lieu de la séance que pendant le cours des débats, devrait-on refuser de les entendre?

Pourraient-ils être entendus, s'ils étaient restés inconnus dans la salle d'audience, pendant que d'autres témoins auraient fait leurs dépositions?

La question, sous ce second rapport, se présenta à la Cour de cassation, le 9 prairial an viii, et il fut jugé, au rapport de M. Schwendt, sur les conclusions de M. Merlin, qu'il y avait nullité dans le refus qu'avait fait la Cour de Justice Criminelle d'entendre le témoin.

Mais ce témoin était appelé à décharge, et le Code de brumaire an iv autorisait l'accusé à produire des témoins aux débats, sans les avoir préalablement indiqués.

Faudrait-il juger de même sous l'empire du Code d'instruction criminelle, qui veut que les témoins à décharge soient portés, comme ceux à charge, sur la liste dont la lecture doit être donnée avant l'examen?

La question serait délicate, si l'on avait demandé que le témoin ne fût pas entendu; de sorte que, pour plus grande sûreté, le Président devrait se borner, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, à faire entendre le témoin, par forme de simple renseignement.

IV. Si le témoin ne se présente qu'après la lecture de l'acte d'accusation, il conviendra de lui en donner connaissance, ainsi que de l'arrêt de renvoi, et de lui faire savoir les noms, prénoms, âge, profession et domicile de l'accusé.

Mais quand on aurait négligé de le faire, il n'y aurait pas nullité: car l'art. 313, qui ordonne que cette lecture sera faite aux témoins, n'y a pas attaché cette peine.

La nullité ne devrait être prononcée que dans le cas où la nouvelle lecture aurait été requise par le Procureur-Général ou par l'accusé, et qu'il aurait été omis ou refusé de déférer à la réquisition.

V. L'art. 316 ne porte pas, comme le fait l'art. 302, relativement aux Jurés, que les témoins ne pourront communiquer avec personne jusqu'après leurs dépositions; mais seulement qu'ils ne pourroient sortir de la chambre qui leur est destinée que pour faire leurs dépositions; ce qui n'est pas absolument la même chose.

Aussi ne serait-il pas permis à un Juré de recevoir une personne étrangère dans la chambre où le Jury serait assemblé pour former sa délibération. (Art. 343); tan-

dis qu'il n'y aurait pas d'irrégularité qu'un étranger fût admis dans la chambre destinée à la réunion des témoins.

Lorsque l'art. 316 a dit que les témoins ne peuvent sortir de la chambre qui leur est destinée que pour déposer, il l'a fait dans le même sens que l'art. 353; c'est-à-dire, qu'ils ne peuvent en sortir que pendant les intervalles nécessaires à leur repos.

VI. Mais si le Code ne défend pas aux témoins de communiquer avec les personnes du dehors, avant leurs dépositions, l'art. 316 autorise le Président de la Cour d'Assises à leur interdire de conférer entre eux du délit imputé à l'accusé, avant de faire leurs déclarations.

Lorsque le Président croit cette précaution nécessaire, il doit donner les ordres convenables pour qu'elle soit exécutée.

ARTICLE CCCXVII.

Les témoins déposeront séparément l'un de l'autre, dans l'ordre établi par le Procureur-Général. Avant de déposer, ils prêteront, à peine de nullité, le serment de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité.

Le Président leur demandera leurs nom, prénoms, âge, profession, leur domicile ou résidence; s'ils connaissent l'accusé avant le fait mentionné dans l'acte d'accusation; s'ils sont parents ou alliés, soit de l'accusé, soit de la partie civile, et à quel degré; il leur demandera encore s'ils ne sont pas attachés au service de l'un ou de l'autre: cela fait, les témoins déposeront oralement.

OBSERVATIONS.

I. La peine de nullité prononcée par cet article, n'est rattachée qu'à la prestation de serment.

Mais cette nullité est absolue; de telle sorte qu'il doit être établi par le procès-verbal dressé en exécution de l'art. 372, que les témoins ont réellement prêté le serment exigé: car toutes les fois qu'une formalité est ordonnée sous peine de nullité, il doit être établi, par écrit, qu'elle a été observée.

II. Ce n'est pas un simple serment qui est exigé du témoin, mais un serment *motivé*, tel qu'il est prescrit par l'art. 317: c'est ce que la Cour de cassation a jugé par deux arrêts des 26 décembre 1811 et 3 janvier 1812, en prononçant l'annulation des arrêts qui lui étaient dénoncés, sur le motif que les témoins avaient simplement fait la promesse de dire la vérité.

C'est un serment *individuel* qui est exigé.

III. Mais résulte-t-il de ce que l'art. 317 porte que les témoins déposeront *séparément*, que si l'observation de cette formalité a été requise, le refus de déférer à la réquisition, emporte nullité ?

Ce qui peut faire naître le doute, c'est la faculté illimitée accordée au Président de la Cour d'Assises, par l'art. 268, de prendre sur lui tout ce qu'il croit utile à la manifestation de la vérité.

Mais il est évident que la disposition de cet article ne peut recevoir d'application à l'espèce particulière : car, si le Président doit employer tous ses efforts pour la manifestation de la vérité, il doit, par le même motif, s'opposer de tout son pouvoir à ce qu'il se fassent rien qui puisse tendre à l'obscurcir ; et l'audition de témoins en la présence d'autres témoins qui n'ont pas encore déposé, peut produire cet effet, par l'influence que la déclaration du témoin d'abord entendu, doit naturellement avoir sur l'esprit du témoin qui vient déposer après lui.

IV. Il ne faut pas néanmoins tirer la conséquence de ce que les témoins doivent être entendus séparément les uns des autres, qu'ils ne peuvent rester présents à la déposition du témoin appelé à déposer après eux.

Il n'y a plus le même abus à redouter.

Aussi l'art. 320 veut-il qu'après sa déposition, chaque témoin reste dans l'auditoire lorsque le Président n'en a pas autrement ordonné ; ce qui prouve de plus en plus que le Président doit faire exécuter rigoureusement les dispositions de l'art. 317.

V. L'ordre dans lequel les témoins doivent être entendus est celui de la liste dont la lecture a été faite.

Cette liste est, en effet, l'ouvrage du Procureur-Général.

Cependant, il n'y aurait pas de nullité, si cet ordre avait été interverti, à moins que l'accusé n'eût demandé qu'il fût exactement suivi.

VI. Nous avons fait remarquer que la disposition de l'art. 317, relative au serment à prêter par les témoins, est la seule qui fût prescrite sous peine de nullité ; cependant, l'interpellation qui doit être faite au témoin sur sa parenté avec les parties, est également d'une grande importance.

Mais si cette interpellation n'a pas été faite, l'accusé doit s'imputer de ne l'avoir pas requise.

VII. Le témoin doit être interrogé sur sa parenté avec *la partie civile* ; cependant lors même qu'elle serait constatée, il n'en résulterait pas un motif suffisant pour l'exclure de porter témoignage (*Art. 322*) ; mais il n'y a pas là d'inconséquence. Si la parenté du témoin avec la partie civile ne forme pas d'obstacle à ce qu'il soit entendu, cela doit nécessairement atténuer la confiance que l'on doit prendre à sa déposition ; de sorte qu'il est dans l'intérêt de la vérité que cette circonstance soit connue des Jurés et des Juges.

VIII. L'art. 317 exige que le témoin soit interrogé sur le fait de savoir s'il est attaché au *service* de l'une ou de l'autre des parties, sans ajouter qu'il sera de même interrogé sur celui de savoir si l'une des parties est à son service personnel ; mais cet oubli peut être facilement réparé ; et s'il y a probabilité qu'il puisse en être ainsi, le Président ne doit pas négliger d'en faire la question au témoin.

IX. Sous l'empire de l'ordonnance de 1670, la question à faire au témoin sur son état de serviteur ou de domestique de l'une des parties, était tellement de rigueur, que quelle que fût la qualité du témoin, lorsqu'il avait été négligé de la lui faire et d'en consigner la mention dans le préambule de sa déposition, elle était déclarée nulle.

X. En exigeant que le témoin dépose *oralement*, le Code d'instruction criminelle confirme le principe sur lequel repose la principale base du système de notre législation en matière criminelle.

On pourrait s'étonner, d'après cela, que la peine de nullité n'ait pas été attachée à l'inobservation de cette formalité.

Le droit accordé à l'accusé de requérir qu'elle soit remplie, et la nullité qui doit être la suite du refus de déferer à sa demande, revient bien à-peu-près au même ; mais l'accusé a-t-il toujours cette liberté d'esprit qui lui permet de suivre de sang-froid tout ce qui se passe aux débats ? Peut-on d'ailleurs le supposer assez instruit pour s'opposer à temps à toutes les irrégularités qui peuvent se commettre ?

Ces motifs pourraient donner lieu de penser qu'il y aurait nullité dans l'arrêt de condamnation intervenu sur la lecture des dépositions écrites de témoins qui n'auraient pas été appelés aux débats, si l'accusé s'y était opposé, et si le fait était légalement constaté ; cependant, comme aucun article du Code ne défend formellement cette lecture, nous ne croyons pas que la Cour de cassation s'arrêtât à ce moyen.

Elle s'y arrêterait bien moins encore, s'il avait été donné lecture aux débats de la déposition d'un témoin *présent*, malgré l'opposition formée par l'accusé.

XI. La déposition n'est pas orale, quoique prononcée de vive voix, lorsque le témoin se borne à donner la lecture de celle qu'il a préparée, et qu'il a apportée écrite.

Autoriser cette lecture, ce serait éluder la disposition de la loi ; ce serait en violer la lettre et l'esprit.

XII. Le principe que les témoins doivent déposer *oralement* aux débats souffre cependant plusieurs exceptions.

L'art. 510 du Code d'instruction criminelle en renferme une première en faveur des Princes du sang Impérial, des Grands Dignitaires de l'Empire et du Grand-Juge Ministre de la Justice, lorsque Sa Majesté n'a pas autorisé leur comparution en personne.

On en trouve une seconde dans la disposition de l'art. 417, pour le cas où il est

question de procéder au jugement d'un accusé condamné par contumace et repris, lorsque quelques-uns des témoins ouïs dans l'information sont décédés, ou qu'ils sont dans l'impossibilité de comparaître.

La loi du 18 prairial an 11, en a établi une troisième en faveur des militaires en activité de service aux armées, lorsque leurs dépositions ont été reçues dans les formes prescrites par cette loi; mais on n'est pas d'accord sur le point de savoir si la loi du 18 prairial an 11 est encore en vigueur. Nous renvoyons sur ce point à nos précédentes observations.

Les art. 514 et 517 autorisent enfin la lecture aux débats des dépositions faites par les Ministres, les Grands-Officiers de l'Empire, les Conseillers-d'État chargés d'une partie dans l'administration publique, les Ambassadeurs ou autres Agens de l'Empereur, accrédités près les Puissances étrangères, lorsqu'ils sont dispensés par un décret impérial de comparaître en personne.

XIII. Tout ce que nous venons de dire doit s'observer lorsque la Cour juge sans assistance de Jurés, ou, en matière spéciale, comme lorsque le débat s'établit devant le Jury. (Art. 574.)

ARTICLE CCCXVIII.

Le Président fera tenir note, par le Greffier, des additions, changemens ou variations qui pourraient exister entre la déposition d'un témoin et ses précédentes déclarations.

Le Procureur-Général et l'accusé pourront requérir le Président de faire tenir les notes de ces changemens, additions et variations.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 372 charge le Greffier de dresser un procès-verbal de la séance, à l'effet de constater que les formalités prescrites ont été observées.

Il ajoute qu'il ne sera fait aucune mention dans ce procès-verbal, des réponses des accusés, ni du contenu aux dépositions des témoins.

Cependant, l'art. 372 réserve l'exécution de l'art. 318 qui exige du Greffier qu'il tienne note des additions, changemens et variations qui peuvent exister entre la déposition orale du témoin et ses précédentes déclarations.

L'exécution de cet article peut être d'une grande utilité lorsque les débats se prolongent pendant plusieurs séances; elle est capable aussi de retenir dans le devoir le témoin tenté de varier dans sa première déclaration, par la crainte de trouver sa condamnation écrite dans le procès-verbal de la séance.

II. C'est le Président que l'art. 318 charge de faire retenir, par le Greffier, la

note des additions , changemens ou variations qui peuvent exister entre la déposition orale du témoin , et celle qu'il a faite précédemment par écrit ; mais comme c'est un devoir qui lui est imposé et non une simple faculté que la loi lui donne , le même article autorise le Procureur-Général et l'accusé à requérir que ces notes soient tenues ; de sorte qu'en cas de refus de déférer à la réquisition , le Procureur-Général et l'accusé pourraient y puiser une ouverture de cassation.

Mais le Président peut n'avoir aucun égard à la demande qui en est faite par la partie civile : car le Code n'a pas donné à cette partie le droit de faire une pareille réquisition.

III. Il semble résulter de la disposition de l'art. 318 que les déclarations écrites des témoins peuvent être lues aux débats : ce qui était formellement défendu par l'art. 366 du Code de brumaire an iv ; mais cela doit être sainement entendu et seulement en ce sens que si le Président remarque des variations dans la déposition orale du témoin , il peut , lorsque le témoin l'a faite , ordonner la lecture de sa déclaration écrite dans la partie relative.

IV. Lorsque le témoin ne comparait pas sur la citation , le Procureur-Général peut demander que l'affaire soit renvoyée à la session suivante : s'il n'usait pas de cette faculté , et que la lecture de la déposition des témoins absens fût ordonnée , il en résulterait un préjudice notable à l'accusé , qui se trouverait privé , par ce moyen , du droit que lui accorde la loi , d'établir un débat oral entre les témoins et lui. L'accusé serait donc bien fondé à s'opposer à la lecture de la déposition écrite du témoin qui n'aurait pas comparu.

V. On prétendrait vainement tirer avantage , pour le système contraire , de ce que l'accusé se trouve privé de ce débat oral , dans ses rapports avec les témoins dispensés , par la loi , de comparaître en personne , et par suite en induire que la déposition orale des témoins ne tient pas à la substance des débats. En matière criminelle , il n'y a aucune induction à tirer d'un cas à un autre ; d'ailleurs , loin qu'une exception détruise la règle , elle ne fait , au contraire , que la confirmer , pour tout ce qui ne s'y trouve pas compris.

ARTICLE CCCXIX.

Après chaque déposition , le Président demandera au témoin si c'est de l'accusé présent qu'il a entendu parler ; il demandera ensuite à l'accusé s'il veut répondre à ce qui vient d'être dit contre lui.

Le témoin ne pourra être interrompu ; l'accusé ou son conseil pourront le questionner , par l'organe du Président , après sa déposition , et dire tant contre lui , que contre son témoignage , tout ce qui pourra être utile à la défense de l'accusé.

Le Président pourra également demander au témoin et à l'accusé tous les éclaircissemens qu'il croira nécessaires à la manifestation de la vérité.

Les Juges, le Procureur-Général et les Jurés auront la même faculté en demandant la parole au Président. La partie civile ne pourra faire de questions, soit au témoin, soit à l'accusé, que par l'organe du Président.

OBSERVATIONS.

I. Le témoin ne doit pas être interrompu.

Le Législateur l'a voulu ainsi, parce que la plus légère interruption peut déranger la marche de ses idées, et ne pas lui laisser toute la liberté d'esprit qu'exige un acte d'une aussi grande importance.

Le Président doit dès-lors veiller à ce que cette règle soit rigoureusement observée ; il doit se garder sur-tout de gêner le témoin dans sa déclaration.

S'il était établi qu'une entière liberté n'a pas été laissée au témoin, il y aurait ouverture à cassation.

La Cour de cassation le jugea ainsi, par arrêt du 12 frimaire an xi, sur le rapport de M. Borel, attendu que le silence imposé à un témoin peut nuire à la légitime défense de l'accusé.

II. Lorsque le témoin a déclaré n'avoir plus rien à dire, le Président doit l'interpeler de déclarer si c'est de l'accusé présent qu'il a entendu parler ; puis s'adressant à l'accusé, le Président doit lui demander s'il veut répondre à ce qui vient d'être dit contre lui.

Ce n'est qu'après ces diverses interpellations que le débat doit s'engager sur la déposition du témoin.

L'accusé ne doit pas plus être interrompu dans ses observations, que le témoin dans sa déposition ; il doit avoir, pour établir sa défense, la même latitude que celle qui est accordée au témoin qui l'accuse.

III. Si l'accusé et son conseil ont quelques interpellations à faire au témoin, ils doivent les lui faire par l'organe du Président, afin d'éviter des altercations scandaleuses.

C'est par le même intermédiaire que le témoin doit interpeller l'accusé, s'il a quelques questions à lui faire.

La partie civile ne peut non plus s'adresser directement à l'accusé ni au témoin ; elle doit demander au Président de faire, en son nom, soit à l'un, soit à l'autre, les interpellations qu'elle croit utiles.

IV. Il n'en est pas de même des Juges, du Procureur-Général et des Jurés. Ils

peuvent s'adresser directement au témoin et à l'accusé, cependant après avoir obtenu la parole du Président qui doit régler l'ordre dans lequel chacun doit la prendre.

V. Le Président peut d'office interroger le témoin, l'accusé et la partie civile, pour en obtenir les éclaircissemens qu'il croit utiles à la manifestation de la vérité. C'est la partie la plus importante de ses fonctions. Il ne doit pas s'en reposer sur le zèle et sur l'activité du Procureur-Général qui ne peut avoir près de l'accusé ni du Jury la même confiance que le Président, dont l'impartialité doit caractériser toutes les actions.

VI. Si les interpellations faites soit à l'accusé, soit aux témoins, n'avaient pas un rapport nécessaire à l'accusation, il serait du devoir du Président d'en arrêter la discussion : l'art. 270 lui ordonne en effet de rejeter tout ce qui tendrait à prolonger les débats, sans donner lieu d'espérer plus de certitude dans les résultats.

Des discussions étrangères ne pourraient servir qu'à faire perdre de vue l'objet principal, qu'à rendre souvent problématique ce qui, présenté clairement, n'offrirait à l'esprit aucune incertitude.

L'habitude des affaires apprend que lorsqu'il s'établit une discussion, celui qui a tort cherche à s'envelopper dans l'ombre du mystère; qu'il fait les derniers efforts pour distraire l'attention des Juges du vrai point de la cause, pour lui faire envisager la question sous des rapports qui lui sont avantageux.

C'est alors, sur-tout, que le Président doit user de tout son discernement pour laisser établir le débat sur tout ce qui peut avoir trait à l'accusation, et pour arrêter toute discussion étrangère.

Pour parvenir à ce but, le Président doit avoir pris une lecture attentive des pièces de l'instruction; il doit en avoir rassemblé, réfléchi, analysé les preuves : il doit avoir étudié l'affaire dans toutes ses ramifications; il ne doit pas perdre un instant de vue que la loi l'a établi le régulateur des débats; que la manière dont ils s'établissent influe nécessairement sur la détermination qui en devient le résultat.

VII. L'art. 319 autorise l'accusé et son conseil à dire contre le témoin, et contre son témoignage, tout ce qui peut être utile à sa défense.

Cette disposition du Code d'instruction criminelle est la répétition améliorée de l'art. 353 du Code de brumaire an iv, qui autorisait l'accusé à dire par lui-même ou par son conseil contre le témoin et contre son témoignage, tout ce qu'il jugeait utile à sa défense.

La différence entre ces deux rédactions est remarquable.

Ce ne sera plus tout ce que l'accusé jugera utile à sa défense, que son conseil et

lui pourront opposer au témoin et invoquer contre son témoignage ; ce sera seulement tout ce qui *pourra être utile* à sa défense.

Sous l'empire du Code de brumaire an iv, quelle que fût la nature des reproches faits au témoin, quelque graves, quelque injurieuses, quelque calomnieuses même que fussent les imputations que l'accusé pouvait se permettre, le Président ne pouvait lui imposer silence. (*Arrêt du 18 floréal an 7.*)

L'accusé avait pour lui le texte de la loi, et par l'abus qu'il pouvait s'en permettre, ce texte devenait dans ses mains une arme perfide, capable d'intimider le témoin le plus honnête, exposé à des diatribes sanglantes de la part du scélérat dont il était appelé à dévoiler les forfaits.

VIII. Depuis long-temps il s'élevait des réclamations contre cet étrange pouvoir, qui paralysait souvent la vérité dans la bouche des témoins, et sur-tout dans celle des femmes sur lesquelles le souffle impur de la calomnie laisse toujours des traces plus ou moins profondes.

On n'aura plus désormais à gémir sur une pareille institution.

Le témoin rassuré par son innocence et par la protection des lois, n'aura plus de motifs pour dissimuler ; il ne sera plus placé entre le devoir et la crainte d'être déchiré dans son honneur et dans sa réputation par un accusé qui, n'ayant plus rien à perdre, peut tout hasarder.

IX. L'art. 319 du Code d'instruction criminelle renferme tout ce qu'avait de bon l'art. 353 du Code de brumaire an iv ; il a fait disparaître par le changement d'un seul mot, tout ce que réprouvaient la justice et l'honnêteté publique.

L'accusé ne sera donc plus autorisé à dire contre le témoin tout ce qu'il *juge utile* à sa défense, mais il pourra dire tout ce qui sera réellement *utile* ; il ne sera plus le maître d'abreuver d'amertume l'honnête citoyen que la justice appelle à porter témoignage devant elle ; les bornes dans lesquelles l'accusé devra se renfermer lui offrent encore un champ assez vaste ; elles lui conservent tous ses droits à une légitime défense.

X. C'est en cette matière principalement que le Président doit user de toute la sévérité de son ministère, en conciliant avec sagesse ce qui doit être accordé à la défense, avec ce qui est dû à la majesté de l'audience et à la tranquillité du citoyen dont la justice interroge la conscience, pour parvenir à la découverte de la vérité.

Si l'accusé et son conseil doivent être appelés à l'ordre lorsqu'ils se permettent contre le témoin des personnalités, dans le seul objet de l'injurier, le Président doit leur maintenir la parole, lorsque l'inculpation qu'ils font au témoin se rapporte au sujet de l'accusation.

Mais, dans ce cas même, le Président doit exiger de l'accusé et de son conseil, qu'ils s'expliquent avec la décence qu'exige la solennité du lieu, et les égards qui sont dus à tous les citoyens.

XI. Quant au témoignage en lui-même, l'accusé et son conseil ne peuvent être gênés dans la discussion qu'ils en entreprennent; ils peuvent en faire ressortir l'in vraisemblance, les contradictions, et employer, pour l'atténuer, tous les moyens qu'ils croient les plus propres à parvenir à ce but.

ARTICLE CCCXX.

Chaque témoin, après sa déposition, restera dans l'auditoire, si le Président n'en a ordonné autrement, jusqu'à ce que les Jurés se soient retirés pour donner leur déclaration.

OBSERVATIONS.

I. La première disposition de l'art. 320 établit, en principe général, que le témoin, après sa déposition, doit rester à l'auditoire jusqu'à ce que les Jurés se soient retirés dans leur chambre pour y faire leur déclaration.

Le motif de cette disposition du Code est que les témoins doivent être prêts à donner, pendant le cours des débats, les explications qui leur sont demandées.

Cependant le Président peut en ordonner autrement, et ce qu'il ordonne à cet égard doit être exécuté.

Mais ce serait donner à cette faculté que l'art. 320 accorde au Président, une extension qu'elle ne comporte pas, que d'en induire que le Président pourrait autoriser le témoin à retourner à ses occupations ordinaires, puisque, par ce moyen, le Procureur-Général, l'accusé, la partie civile, les Jurés et les Juges se trouveraient privés de lui faire les interpellations qu'ils jugeraient utiles à la manifestation de la vérité; ce qui n'a pu entrer dans l'intention du Législateur.

L'ordre que donne le Président pour faire retirer le témoin du lieu de la séance, après sa déposition, n'est que *provisoire*; le témoin doit se retirer dans une des salles du Palais de Justice, en attendant que le motif qui l'a fait momentanément éloigner ait cessé.

II. Si le témoin s'était retiré *dans son domicile*, et s'il ne reparaisait pas, en résulterait-il la nullité des débats?

La Cour de cassation jugea la *négative*, par arrêt du 10 novembre 1808; mais, dans l'espèce, l'accusé, le Procureur-Général, les Jurés et les Juges n'avaient pas réclamé; aucun d'eux n'avait demandé à faire au témoin aucune interpellation.

Le témoin qui se permettrait de s'absenter, sans y avoir été autorisé, devrait être condamné à l'amende; il pourrait même être décrété contre lui un mandat d'amener.

III. Si le témoin n'avait pu être saisi par suite du mandat décrété contre lui, devrait-il être passé outre à la continuation des débats?

« Oui, si le Procureur-Général, l'accusé et les Jurés déclaraient y consentir.

La chose serait plus embarrassante si le Procureur - Général, l'accusé ou les Jurés faisaient une déclaration contraire; notre opinion serait que, dans ce cas, il y aurait lieu à renvoyer l'affaire à la session suivante, et à condamner le témoin absent, aux frais occasionnés par sa désertion.

Notre motif est que, dans l'absence du témoin, il ne pourrait y avoir que des débats incomplets.

ARTICLE CCCXXI.

Après l'audition des témoins produits par le Procureur-Général et par la partie civile, l'accusé fera entendre ceux dont il aura notifié la liste, soit sur les faits mentionnés dans l'acte d'accusation, soit pour attester qu'il est homme d'honneur, de probité, et d'une conduite irréprochable.

Les citations faites à la requête des accusés seront à leurs frais, ainsi que les salaires des témoins cités, s'ils en requièrent; sauf au Procureur-Général-Impérial à faire citer à sa requête les témoins qui lui seront indiqués par l'accusé, dans le cas où il jugerait que leur déclaration pût être utile pour la découverte de la vérité.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 315 charge le Procureur-Général de présenter la liste des témoins qui doivent être entendus aux débats, et l'art. 317 porte que les témoins déposeront dans l'ordre établi par le Procureur-Général.

Mais cet ordre n'est pas tellement arbitraire, que le Procureur-Général puisse commencer par faire entendre les témoins à *décharge*; c'est ce qui résulte des dispositions de l'art. 321 qui décide que l'accusé fera entendre ceux dont il aura notifié la liste, après l'audition de ceux produits par le Procureur-Général et par la partie civile.

Il n'y aurait cependant pas nullité, quand l'ordre prescrit par l'art. 321 aurait été interverti, s'il n'y avait pas eu de réclamation de la part de l'accusé pour qu'il fût ponctuellement suivi.

II. Le principe posé dans l'art. 321 que les témoins cités à la requête de l'accusé sont autorisés à faire porter leur témoignage sur les faits mentionnés dans l'acte d'accusation, devait y être aussi clairement énoncé, pour ne plus laisser aucun doute sur la question déjà résolue dans ce sens, il est vrai, par un arrêt de la Cour de cassation du 29 novembre 1808; mais que la rédaction de l'art. 357 du Code de brumaire an IV avait rendue très-problématique, en n'autorisant spécialement l'accusé

à produire des témoins, que pour attester *qu'il est homme d'honneur et de probité.*

III. La conviction des Jurés devant être toute morale (*Art. 342*), il convient d'environner le Jury de toutes les lumières qui peuvent donner cette conviction ; et on ne peut se dissimuler combien la bonne ou la mauvaise réputation de l'accusé, sa bonne ou sa mauvaise conduite, lorsqu'elles reposent sur des faits positifs, peut mériter de considération.

L'homme d'honneur et de probité, celui qui a toujours mené une conduite irréprochable, peut se trouver environné de circonstances tellement graves, qu'elles fassent planer le soupçon sur sa tête ; mais il y a loin de la probabilité du crime résultant d'indices et de présomptions, à la preuve de la culpabilité ; c'est alors qu'une vie entière consacrée à la vertu, doit être d'un grand prix aux yeux du Jury ; tandis que la conduite d'un accusé qui n'a été connu que par ses déreglemens, ajoute un nouveau degré de force aux présomptions qui s'accroissent contre lui.

Il était donc bien important de réserver à l'accusé la faculté de faire entendre des témoins qui pussent attester qu'il est homme d'honneur, de probité, et d'une conduite irréprochable.

IV. L'histoire nous fournit un exemple frappant de l'empire que la bonne conduite d'un accusé peut obtenir sur l'esprit des Juges.

Métellus, citoyen Romain, issu d'une famille illustre, et qui avait personnellement rendu de grands services à sa patrie, fut accusé de concussion pendant sa magistrature.

Ses dénonciateurs produisaient contre lui des pièces à l'appui de leurs allégations ; mais les Juges, au lieu de se livrer à l'examen de ces pièces, en détournèrent les yeux, de peur qu'on ne les soupçonnât d'ajouter créance à la délation faite contre un personnage aussi bien famé et aussi recommandable par une foule de belles actions : ils déclarèrent que la fidélité de Métellus se lisait mieux dans l'intégrité reconnue de ses mœurs, que dans de semblables écrits. Ils l'acquittèrent de l'accusation.

Nous ne prétendons pas induire de là que les Jurés et les Juges doivent s'en tenir uniquement à la bonne ou à la mauvaise réputation de l'accusé ; mais seulement que sa bonne ou sa mauvaise conduite doit nécessairement influencer sur la conviction morale du Jury.

V. Il y a peu d'accusés qui soient en état de subvenir aux frais de leur défense ; mais ce ne pouvait être un motif de les juger, sans les avoir mis en état de se défendre.

Le problème à résoudre était de leur en fournir les moyens, sans surcharger le Trésor public de frais inutiles.

Le Code d'instruction criminelle nous semble avoir atteint le but, en donnant d'office un conseil à l'accusé, lorsqu'il n'en a pas un, et en autorisant le Procureur-Général à faire citer aux débats les témoins que lui indique l'accusé, lorsque ce Magistrat prévoit qu'ils pourront donner quelques renseignemens utiles à la manifestation de la vérité.

Cette faculté accordée au Procureur-Général aurait dégénéré en abus, s'il avait suffi à l'accusé d'indiquer des témoins pour mettre le Procureur-Général dans la nécessité de les appeler aux débats.

Le Législateur a dû laisser les choses à la prudence du Procureur-Général qui doit apporter le même zèle à faire triompher l'innocence, qu'à faire punir le crime, mais qui tromperait la confiance que lui accorde le Gouvernement, s'il multipliait sans nécessité les avances à faire par le Trésor public.

VI. Lorsque l'accusé fait appeler des témoins à sa requête, sur le refus que lui a fait le Procureur-Général de les faire citer lui-même, il doit, non-seulement en notifier la liste au Procureur-Général, vingt-quatre heures avant l'examen (*Art. 315*), mais subvenir personnellement aux frais de citation, et payer l'indemnité des témoins qu'il a appelés, lorsqu'ils *requièrent* taxe, dont il doit être fait mention dans le mandat qui leur est délivré. (*Art. 36 du décret impérial du 18 juin 1811.*)

Soit que le témoin soit cité à la requête du Procureur-Général, soit qu'il le soit à celle de la partie civile ou de l'accusé, sa taxe doit être la même; il n'a droit qu'à l'indemnité fixée par le décret ci-dessus. (*Art. 34, ibid.*)

VII. Il est dû au témoin des indemnités de frais de route, lorsqu'il est obligé de se transporter à plus de deux kilomètres de sa résidence, soit dans le canton, soit au-delà. (*Art. 90, ibid.*)

L'art. 91 porte que cette indemnité doit être fixée par chaque myriamètre parcouru *en allant et revenant*; et l'art 92, qu'elle le sera par myriamètre et demi-myriamètre; mais que les fractions de huit ou neuf kilomètres seront comptées pour un myriamètre, et celles de trois à sept kilomètres, pour un demi-myriamètre.

Tout cela semble fort clair; cependant on a élevé des doutes sur le point de savoir, s'il devait être accordé une indemnité pour l'aller, et une indemnité pour le retour, ou si elle ne devait se calculer que sur la distance du lieu de la résidence du témoin au lieu où il doit se transporter.

A Paris, la taxe se fait en calculant la distance, tant pour l'aller que pour le retour, puisque c'est réellement celle qui est parcourue. C'est la véritable manière d'entendre la disposition de l'art. 90. Nous avons consulté sur ce point le Magistrat qui a été chargé de la rédaction du décret, et il nous a assuré que telle avait été l'intention du Législateur.

VIII. Ce que nous venons de dire relativement aux *témoins*, reçoit son appli-

cation nécessaire aux *Jurés*, l'art. 90 les ayant compris, les uns et les autres, dans sa disposition, et l'art. 35 du décret cité ayant renvoyé sur ce point aux dispositions du Chapitre VIII, dont l'art. 90 et suivans font partie.

ARTICLE CCCXXII.

Ne pourront être reçues les dépositions ,

1.^o *Du père, de la mère, de l'aïeul, de l'aïeule, ou de tout autre ascendant de l'accusé ou de l'un des co-accusés présens, et soumis au même débat ;*

2.^o *Du fils, fille, petit-fils, petite-fille, ou de tout autre descendant ;*

3.^o *Des frères et sœurs ;*

4.^o *Des alliés aux mêmes degrés ;*

5.^o *Du mari ou de la femme, même après le divorce prononcé ;*

6.^o *Des dénonciateurs dont la dénonciation est récompensée pécuniairement par la loi,*

Sans néanmoins que l'audition des personnes ci-dessus désignées puisse opérer une nullité, lorsque, soit le Procureur-Général, soit la partie civile, soit les accusés, ne se sont pas opposés à ce qu'elles soient entendues.

OBSERVATIONS.

I. L'ARTICLE 322 du Code d'instruction criminelle a été déclaré commun aux Cours spéciales par l'art. 574 ; il n'est en quelque sorte que la répétition des dispositions de l'art. 156, qui détermine la nature des reproches qui peuvent être fournis contre les témoins en matière de simple police, et que l'art. 189 a déclaré applicable aux matières correctionnelles.

Cependant, il existe cette différence entre les dispositions des articles 156 et 322, qu'outre les reproches qui peuvent être proposés, en matière correctionnelle et de police contre les témoins, du chef de leur parenté, et de leur alliance avec l'accusé, le témoin peut encore être reproché, *en matière criminelle*, à raison de sa qualité de *dénonciateur récompensé pécuniairement par la loi*.

Nous n'avons pas à pénétrer le motif de cette différence : le Législateur a parlé, sa volonté doit être respectée.

II. Le Code de brumaire an iv, art. 358, mettait déjà dans l'incapacité de porter témoignage aux débats le dénonciateur dont la dénonciation pouvait être récompensée pécuniairement par la loi ; mais il y mettait également celui qui pouvait

profiter de toute autre manière de l'effet de sa dénonciation ; ce qui donnait lieu à des incidens multipliés, qui ne faisaient qu'entraver la discussion, qui ne tendaient qu'à prolonger les débats, et qui ne présentaient jamais rien d'assez positif, pour que la loi pût être appliquée d'une manière bien exacte. Le Législateur a dû dès lors supprimer cette disposition additionnelle.

Le Législateur a fait tout ce qu'il devait et tout ce qu'il pouvait faire en faveur de l'accusé, en l'autorisant, par l'art. 319, à dire contre le témoin, et contre son témoignage, tout ce qui peut être utile à sa défense, et en laissant, par l'art. 342, à la conscience du Jury à former sa conviction d'après l'ensemble des débats, sans le contraindre à prononcer d'après la déclaration concordante de tel ou tel nombre de témoins, de tel ou tel genre de preuve.

Le témoignage du dénonciateur ne devra donc être rejeté, que lorsque sa dénonciation sera de nature à être récompensée pécuniairement par la loi : sauf au Jury à apprécier dans sa conscience le reproche fourni contre le dénonciateur qui pourrait profiter de toute autre manière de l'effet de sa dénonciation :

III. Il n'est pas hors de propos d'observer que le reproche contre le dénonciateur est personnel ; qu'il ne peut porter sur ses parens et sur ses alliés ; ce qui est une conséquence naturelle et nécessaire de ce que les parens et les alliés de la partie civile elle-même ne sont pas reprochables de ce chef.

Mais la faculté accordée à l'accusé de reprocher son dénonciateur, est presque toujours illusoire ; car la dénonciation n'est pas une pièce du procès, et l'accusé ne peut requérir le Procureur-Général de lui nommer son dénonciateur, avant d'avoir été acquitté ; c'est-à-dire, avant que la déclaration du dénonciateur ait produit tout son effet. (Art. 358.)

Il n'y a de remède à cet inconvénient, assurément très-grave, que dans l'impartialité du Procureur-Général qui doit entrer dans les vues bienfaisantes du Législateur, et ne pas appeler en témoignage aux débats, le dénonciateur qui doit être pécuniairement récompensé de l'effet de sa dénonciation ; mais le dénonciateur peut être cité à la requête de la partie civile, et l'inconvénient reste alors tout entier ; mais le Procureur-Général connaît la qualité de ce témoin et il est de son devoir de proposer lui-même le reproche.

IV. Quant à la partie plaignante qui ne s'est pas rendue partie civile, comme elle n'est pas reprochable de ce chef, il n'y aurait pas le même inconvénient lorsqu'elle demeurerait inconnue ; mais cela ne peut arriver, attendu que la plainte n'est pas une pièce secrète, qu'elle a dû être adressée au Juge-instructeur, et jointe aux pièces de la procédure ; de sorte que le plaignant est nécessairement connu de l'accusé par la communication qu'il a prise des pièces de l'instruction.

V. Nous avons établi sur l'art. 156, que le Tribunal saisi peut rejeter d'office le témoignage du témoin reprochable ; nous pouvons ajouter qu'il le doit, lorsque le

reproche est notoire, ou qu'il résulte des pièces du procès; c'est le sentiment des auteurs les plus accrédités.

Le témoin récusable peut lui-même refuser de faire sa déclaration.

VI. Mais le reproche contre le témoin serait tardif, s'il n'était proposé qu'après la déposition reçue; les débats n'en devraient pas moins être continués, sauf au Jury à n'avoir que tel égard que de raison à la déposition du témoin reproché.

VII. Nous avons discuté sur l'art. 156 plusieurs questions relatives à la parenté et à l'alliance des témoins produits contre l'accusé: nous n'y reviendrons pas; mais il en est que nous n'avons pas abordées et que nous devons examiner.

La partie civile a, comme le Procureur - Général et l'accusé, le droit de requérir que le témoin, parent ou allié de l'accusé, au degré prohibé, ne soit pas entendu.

Il existe seulement cette différence entre eux, que l'omission de prononcer sur la réquisition de la partie civile, ne pourrait donner lieu à l'annulation de l'arrêt: car l'article 408 n'admet comme moyen d'annulation que l'omission ou le refus de prononcer sur les réquisitions du Procureur-Général ou de l'accusé.

VIII. Pour que le reproche soit *recevable*, doit-il être justifié par *écrit*? Les débats devraient-ils être annulés dans le cas de refus fait par la Cour d'Assises de prononcer sur la réquisition du Procureur-Général ou de l'accusé, si le reproche venait à être justifié sur le recours en cassation?

La liste des témoins ne devant être notifiée que vingt-quatre heures avant l'examen, il y a presque impossibilité que les reproches puissent être appuyés de pièces justificatives; cependant, comment s'en rapporter à la simple allégation de celui qui propose le reproche?

La Cour qui doit prononcer sur l'incident se trouve entre deux écueils; puisque, si elle refuse de faire droit à la réquisition, elle viole les dispositions de l'art. 408 du Code; et que si elle l'accueille, il peut lui être imputé d'avoir excédé ses pouvoirs, en rejetant le témoignage d'un individu ayant la capacité requise.

Dans cette perplexité, il convient d'établir une distinction entre le cas où toutes les parties intéressées reconnaissent l'existence de la parenté ou de l'alliance du témoin avec l'accusé, et celui où il y a contestation sur ce point de fait.

Dans le premier cas, la Cour doit faire droit à la réquisition, sans craindre de commettre une nullité qui se trouverait couverte par le consentement des intéressés.

Dans le deuxième, la Cour doit avoir égard aux circonstances; mais, quelle que soit sa décision, lors même qu'elle se serait trompée, il n'y aurait pas lieu à prononcer l'annulation des débats: attendu que l'art. 322, ni aucun autre du Code, ne détermine le mode de prononcer sur une contestation de cette nature.

Il serait trop rigoureux de rejeter le reproche , sur l'unique motif qu'il ne serait pas établi par des pièces authentiques , lorsque toutes les circonstances se réuniraient pour faire disparaître le doute sur la parenté ou sur l'alliance du témoin.

IX. Il convient d'établir une seconde distinction entre le cas où le témoin reproché aux débats , du chef de la parenté ou de l'alliance , a été entendu *par écrit* dans l'information , et celui où le témoin n'a été connu de l'accusé que par la liste qui lui a été notifiée la veille du jugement.

L'accusé qui a reçu copie des déclarations écrites des témoins , ne peut imputer qu'à lui seul de ne pas s'être procuré les renseignemens nécessaires , tandis qu'il n'y a aucun reproche à lui faire , s'il n'a connu le témoin diligemment que par la liste notifiée.

On peut supposer que c'est une surprise qui lui a été faite , que d'avoir appelé le témoin seulement aux débats.

Cependant , s'il n'y avait aucune probabilité que le témoin fût le parent ou l'allié de l'accusé , il n'y aurait certainement pas nullité de ce que la Cour d'Assises n'aurait pas fait droit au reproche , lors même que le témoin produit aurait été réellement reprochable.

X. Le Président de la Cour d'Assises , en vertu de son pouvoir discrétionnaire , peut-il faire comparaître devant le Jury une personne de la qualité de celles dont l'art. 322 ne permet pas que le témoignage soit reçu ?

On peut dire en faveur de l'affirmative , que l'art. 268 ne limite pas , sur ce point , le pouvoir du Président ; que d'ailleurs l'art. 322 ne défend de recevoir aux débats que les *dépositions* des parens et des alliés de l'accusé , sans prohiber , d'une manière absolue , de prendre près d'eux tout autre genre de renseignemens.

Mais si les renseignemens que peuvent fournir les personnes appelées aux débats par l'ordre du Président , ne pouvaient être d'aucune influence , à quoi servirait-il de les recueillir ?

Qu'ils ne fassent pas une foi aussi entière qu'une véritable déposition , *esto* ; mais la conviction du Jury se forme des renseignemens particuliers , comme elle se forme des dépositions.

Le débat est un tout indivisible , et il y aurait la même immoralité à interroger le parent ou l'allié de l'accusé par forme de simple déclaration , que de l'interroger par forme de déposition. On le met , dans l'un comme dans l'autre cas , dans la nécessité d'influer sur la condamnation de l'accusé , quelle que soit la manière dont il rende compte des faits dont il peut avoir connaissance. Qu'il en impose à la Justice , ou qu'il dise la vérité , il n'en commettra pas moins une action réprouvée par la morale ou par la loi.

Il est un principe dont on ne doit jamais s'écarter ; c'est que l'on ne peut pas faire d'une manière *indirecte* , ce qu'il n'est pas permis de faire *directement* ; d'où suit

que le Président commettrait un excès de pouvoir, s'il se permettait d'appeler aux débats un parent ou un allié de l'accusé au degré prohibé, et s'il recevait sa déclaration, malgré l'opposition que l'accusé y aurait formée.

XI. La personne appelée aux débats en vertu du pouvoir discrétionnaire du Président, pourrait-elle être poursuivie comme *faux témoin*, s'il était établi qu'elle en eût imposé à la Justice dans les renseignemens qu'elle aurait fournis ?

L'individu appelé aux débats, en vertu du pouvoir discrétionnaire du Président, n'est pas un véritable témoin ; et ce n'est que le témoin, c'est-à-dire, celui qui s'est engagé par *serment* à dire la vérité, que le Code pénal ordonne de poursuivre et de punir comme faux témoin lorsqu'il viole son serment.

Ce serait donc donner à la disposition du Code pénal une extension qu'elle ne comporte pas, que d'en induire que la personne appelée aux débats pour y donner de simples renseignemens, pourrait être poursuivie comme faux témoin.

Il résulte de cette observation, que le Jury ne doit accorder sa confiance qu'avec la plus grande réserve, à la déclaration des personnes appelées aux débats en vertu du pouvoir discrétionnaire du Président ; et, par suite, que ce ne doit être que dans des cas extrêmement rares et très-urgens, que le Président doit user de cette prérogative.

XII. L'art. 322 du Code d'instruction criminelle ne s'occupe des reproches des témoins que sous le rapport des débats ; de telle sorte qu'il laisse toute faculté au Juge d'instruction d'entendre dans l'information toutes les personnes qu'il présume pouvoir donner des renseignemens capables de conduire à la manifestation de la vérité.

Cette restriction de l'art. 322 est conséquente aux dispositions de l'art. 33 ; qui porte que dans le cas de flagrant délit, le Procureur-Impérial et, par suite, les Officiers de police auxiliaires qui le suppléent, peuvent faire appeler devant eux et recevoir la déclaration des parens, voisins et domestiques, qu'ils présumant être dans le cas de donner des éclaircissemens sur le fait qui est l'objet de leurs recherches.

Il en était déjà de même sous l'empire du Code de brumaire an iv ; aussi, jamais la nullité de l'instruction n'a-t-elle été prononcée, sur le motif que des témoins reprochables avaient été entendus par le Directeur du Jury. Le moyen fut spécialement rejeté par arrêt du 24 nivôse an xi.

XIII. L'art. 156 n'a parlé que des parens ou alliés du prévenu, sans étendre sa prévoyance au-delà ; mais l'art. 322 a été plus loin : car non-seulement il a déclaré reprochables les parens et les alliés de l'accusé, mais aussi ceux de ses *co-accusés*, confirmant sur ce point les dispositions de la loi du 15 ventôse an iv.

XIV. Le reproche tiré de la parenté ou de l'alliance du témoin avec l'accusé, est tellement de rigueur, que l'accusé ne pourrait faire citer à sa décharge les parens ou les alliés de son co-accusé ; c'est ce que la Cour de cassation jugea par arrêt du 28 avril 1808. En effet, la loi du 15 ventôse an iv n'a fait, à cet égard, aucune

distinction ; et l'article 322 du Code d'instruction criminelle n'en admet non plus aucune.

XV. Mais pour rentrer dans la disposition de cet article , il faut le concours de deux circonstances qui n'étaient pas exigées par la loi du 15 ventôse an iv ; savoir , que l'accusé soit *présent* , et qu'il soit soumis *au même débat*.

Il ne suffirait pas que l'accusé du chef duquel procéderait la parenté ou l'alliance , fût compris dans le même acte d'accusation , si le débat ne s'établissait pas avec lui ; mais le reproche serait fondé lors même que l'accusé du chef duquel procéderait le reproche , ne serait pas compris dans le même acte d'accusation , s'il était présent et qu'il se trouvât soumis *aux mêmes débats* , par suite d'un arrêt de jonction rendu en conformité de l'art. 307.

Ainsi , les parens et les alliés des co-accusés du contumax , ne seraient pas reprochables de ce chef , et ils ne le seraient pas non plus , si la complicité des co-accusés avec l'individu livré aux mêmes débats résultait d'autres crimes que de celui sur lequel le Jury serait appelé à prononcer.

XVI. Sous l'empire de la loi du 15 ventôse an iv , on prétendit que les parens et les alliés des accusés en faveur desquels le Jury d'accusation avait déclaré n'y avoir lieu à suivre , ne s'en trouvaient pas moins dans l'exclusion de porter témoignage aux débats. Cette prétention fut rejetée par arrêt du 31 décembre 1807.

La question ne peut plus se représenter d'après la disposition additionnelle de l'art. 322 , qui porte que , pour fonder le reproche , le co-accusé doit être présent et soumis au même débat.

XVII. Le reproche proposé contre le témoin , du chef d'un des *co-accusés* , doit-il être restreint à la parenté ou à l'alliance dans la ligne *ascendante* ?

La loi du 15 ventôse an iv parlait en général des parens et alliés des co-accusés , et comme elle rappelait dans ses considérans l'art. 350 du Code de brumaire an iv , on en concluait qu'elle avait entendu les comprendre tous dans sa disposition.

Mais l'art. 322 n'est pas rédigé dans des termes aussi vagues ; et si l'on s'en tenait à sa lettre , il paraîtrait que le Législateur n'aurait entendu admettre le reproche que pour la ligne *ascendante* seulement.

Ce n'est , en effet , que sous le N.º premier qui s'occupe des ascendans , que l'article ajoute , *ou de l'un des co-accusés présens et soumis au même débat* , sans que la même addition ait été faite aux numéros suivans qui se rapportent à la ligne *descendante* et à la ligne *collatérale*.

Mais la réponse que doit faire le Jury sur la matérialité du fait , intéressant tous les accusés , il suit que le témoin reprochable du chef de l'un des co-accusés , ne peut pas plus être entendu aux débats du chef de ses co-accusés , que du sien propre ; et dès-lors que la disposition de l'art. 322 , relative aux parens ou alliés du

co-accusé, doit s'appliquer aussi bien à la ligne descendante et collatérale, qu'à la ligne ascendante ; que, par suite, chacun des accusés est fondé à proposer le reproche.

Il y aurait plus de subtilité que de raison à soutenir la proposition contraire.

XVIII. La parenté et l'alliance du témoin avec la partie civile, quoique dans le degré le plus proche, ne peut constituer un reproche valable ; nous en avons donné la raison sur l'art. 156, à laquelle nous ajouterons que la véritable partie de l'accusé est le Procureur-Général.

Cependant, l'art. 317 exige que les témoins soient interpellés de déclarer s'ils sont parens ou alliés, soit de la *partie civile*, soit de l'accusé ; mais l'objet que s'est proposé le Législateur, en l'exigeant ainsi, a été de prémunir le Jury contre la foi trop entière qu'il pourrait ajouter au témoignage des parens ou alliés de la partie civile, et pour le tenir en garde contre leurs dépositions.

C'est ce qui a été constamment jugé sous l'empire du Code de brumaire an iv, et spécialement les 17 pluviôse et 9 ventôse an ix.

Dans les deux espèces jugées par ces arrêts, il avait été refusé d'entendre en témoignage les veuves des personnes homicides ; les débats furent annulés comme incomplets.

L'art. 322 n'est donc pas d'institution nouvelle ; les inconvéniens qui auraient pu résulter du système contraire étaient suffisans pour déterminer à maintenir sur ce point l'ancienne législation.

XIX. L'art. 322 n'a pas distingué la parenté et l'alliance *légitime*, de la parenté et de l'alliance *naturelle*, ni de celles qui peuvent résulter de l'*adoption* ; le Code de brumaire an iv n'était non plus entré dans aucune explication à ce sujet.

A l'égard de l'alliance et de la parenté *naturelles*, nous avons fait voir sur l'article 156, qu'elles devaient être assimilées à la parenté et à l'alliance *légitime*, en ligne *directe*, lors même que la parenté et l'alliance résulte d'un commerce adultérin ou incestueux, si elles se trouvent établies par suite d'un mariage légal.

XX. Mais devrait-on juger de même dans le cas d'une alliance naturelle en ligne *collatérale* ?

Si l'enfant qui constitue cette alliance n'a pas été reconnu, il n'a pu s'établir aucune alliance entre lui et ses collatéraux : car la recherche de la paternité est interdite (Art. 340 du Code Napoléon), et sans parenté, point d'alliance.

La question ne peut donc se présenter que sous le rapport de l'enfant naturel *reconnu*, et lorsque le Conseil-d'Etat s'occupait du droit de successibilité des enfans naturels, M. de Fermon, discutant le projet du Code Napoléon, observa qu'il était impossible d'admettre qu'un père pût donner à ses enfans naturels le droit de faire partie de sa famille ; ce qui ne fut pas d'abord précisément contredit par M. Treilhard, qui se borna à répliquer que la préférence accordée aux enfans

naturels ne leur donnait pas plus une famille qu'au fils et à l'époux survivant, lorsqu'ils étaient appelés à recueillir la succession à défaut de parens.

Mais M. Treilhard ajouta bientôt que l'on ne pouvait pas dire qu'un enfant *reconnu* n'eût pas de famille ; ce qui donna lieu à M. Tronchet de remarquer que les successions légitimes n'étaient dévolues que dans les degrés de la parenté *civile* ; que par conséquent l'article devait être renvoyé au titre des successions irrégulières ; ce qui fut adopté : de sorte que, d'après cette opinion, vraie en principe, il faut convenir qu'il n'existe aucun lien de parenté civile entre les enfans naturels, quoique *reconnus*, et les enfans légitimes.

Mais reste toujours la question de savoir si l'art. 322 du Code d'instruction criminelle, ne doit s'appliquer qu'à la parenté et à l'alliance *civile* en ligne collatérale.

Sur quoi l'on peut demander quel peut être la différence entre la parenté naturelle dans la ligne directe, et la parenté naturelle dans la ligne collatérale, lorsqu'il y a eu reconnaissance *légitime* de l'enfant qui la constitue.

Le motif de la loi a été puisé dans la morale publique, qui ne permet pas qu'un individu puisse envoyer son père ou son fils à l'échafaud.

Quoiqu'il n'y ait qu'une simple parenté naturelle entre eux, la parenté n'en existe pas moins ; et c'est sur la raison de parenté qu'est établi le reproche. Ainsi notre opinion est que le frère naturel, comme le frère légitime, est valablement reprochable de ce chef dans le procès instruit contre son frère naturel ou légitime, lorsque le frère naturel a été *légalement reconnu*.

XXI. Mais on peut dire qu'il n'en est pas de même de l'alliance que l'on voudrait faire résulter de cette parenté naturelle ; et que dès-lors on doit regarder comme irréprochables de ce chef, les maris et les femmes des frères et sœurs naturels, attendu que pour établir ce reproche, il faudrait se livrer à une double fiction.

On peut réfuter ce système, en observant que la loi n'ayant pas distingué, et qu'ayant mis au même niveau la parenté et l'alliance, c'est aller contre son texte, que de vouloir établir une différence entre elles.

Cette raison n'est pas cependant décisive : car l'alliance n'est qu'*accidentelle* ; elle peut cesser par la mort de celui qui en forme le lien ; tandis que la parenté ayant sa source dans la nature, est une qualité substantielle et indépendante de toutes dispositions du droit civil.

XXII. Il ne faut pas confondre, au surplus, la simple reconnaissance de l'enfant naturel avec sa légitimation ; car les enfans légitimés ont les mêmes droits que s'ils étaient nés *dans le mariage* ; c'est la disposition de l'art. 333 du Code Napoléon : ils auraient donc un reproche légal à proposer du chef de la parenté ou de l'alliance contre leurs parens ou leurs alliés, comme leurs parens et leurs alliés seraient recevables à le proposer contre eux.

XXIII. L'adoption se trouvant autorisée, doit-on en conclure que l'adopté soit reprochable du chef des parens et des alliés de son père adoptif?

L'adopté, porte l'art. 348 du Code Napoléon, restera dans sa famille *naturelle*, et il y conservera tous ses droits.

L'adopté ne change donc pas de famille par l'adoption; il ne passe donc pas réellement, même *par fiction*, dans celle de l'adoptant; d'où il nous paraît résulter que l'adopté ne trouvant dans la famille de l'adoptant; ni parens, ni alliés, ce n'est pas le cas de faire à l'adopté l'application de l'art. 322.

Cependant le mariage est prohibé par le même article 348, entre l'adoptant, l'adopté et leurs descendans; et entre les enfans adoptifs du même individu, comme aussi entre l'adopté et les enfans qui pourraient survenir à l'adoptant; entre l'adopté et le conjoint de l'adoptant, et réciproquement entre l'adoptant et le conjoint de l'adopté; mais la défense n'en est faite que par raison d'honnêteté publique.

XXIV. L'adoption, disent les Docteurs, est l'action par laquelle on choisit quelqu'un dans une famille étrangère, pour en faire son propre enfant; aussi chez les Romains, l'adoptant avait-il sur son fils adoptif les mêmes droits que le véritable père; et le pouvoir qu'avait le père sur ses enfans, n'avait pas de bornes, avant les lois qui vinrent en modifier l'exercice.

L'adoption, telle qu'elle est établie en France, ne ressemble pas, il est vrai, à l'adoption, telle qu'elle était connue chez les Romains; mais l'enfant adoptif a dans la succession de l'adoptant le même droit de successibilité que les enfans légitimes, (*Article 350 du même Code*), et l'adoption lui confère le nom de l'adoptant (*Art. 317.*)

Le Législateur n'a pas été plus loin; il n'a établi aucun droit de successibilité entre l'adopté et les enfans légitimes de l'adoptant.

La mort de l'adopté fait rentrer les choses dans leur ordre naturel.

Mais personnellement l'adopté a tous les droits d'un enfant légitime, comme il est assujéti à tous les devoirs de famille dans celle de l'adoptant.

Ce serait dès-lors offenser la morale publique, que de rejeter le reproche qui serait fondé sur les liens qui attachent ainsi l'adoptant à l'adopté, s'il était proposé dans une affaire *personnelle* à l'un d'eux.

XXV. Ces liens peuvent-ils être étendus à d'autres personnes de la famille de l'adoptant, dans la ligne directe et dans la ligne collatérale.

La question présente, sous ce rapport, beaucoup plus de difficultés; car pour admettre le reproche, il faudrait, comme relativement à l'enfant naturel reconnu, admettre une double fiction, celle de la parenté et celle de l'alliance.

Cependant, on peut répondre que la parenté se trouvant admise par la fiction de la loi, l'alliance en est la conséquence nécessaire et indivisible; ce qui nous semble

vrai, en ce qui concerne personnellement le mari ou la femme de l'adoptant, que la loi répute la même personne; et en effet, en déposant contre le mari ou contre la femme de l'adoptant, le fils adoptif serait présumé, aux yeux de la loi, porter témoignage contre l'adoptant lui-même.

XXVI. Mais il n'y a pas la même raison de décider, lorsque le reproche porte sur les père, mère ou autres ascendants de l'adoptant.

L'adopté ne fait pas partie de leur famille.

Il n'a aucun droit à prétendre au partage de leur succession.

Ils ne peuvent, dans aucun cas, devenir ses héritiers légitimes.

C'est bien le fils adoptif de leur fils ou de leur petit-fils; mais ce n'est pas plus leur enfant dans l'ordre naturel que dans l'ordre civil.

Ils lui demeurent absolument étrangers, malgré l'adoption.

Ils n'ont pas même dû être consultés par leur fils, pour autoriser l'adoption.

Il n'y a donc aucun lien de parenté entre eux; il n'y en a pas même l'image; car l'adopté ne serait pas tenu de leur fournir des alimens dans le besoin, comme il ne pourrait en réclamer d'eux. Cette obligation a été restreinte de l'adoptant à l'adopté, par l'art. 349 du Code Napoléon.

Reste à examiner la question sous le rapport de la ligne collatérale.

XXVII. A raisonner abstractivement, on peut dire, que comme la femme du père adoptif ne fait avec lui qu'un tout moralement indivisible; de même la femme du fils de l'adoptant ne fait non plus qu'un tout avec son mari sous le même rapport; et conclure de là que le frère de l'adopté, étant dans l'exclusion de porter témoignage contre son frère adoptif, la femme de ce frère doit également s'y trouver par suite du même principe.

Si le parent de mon parent, si l'allié de mon allié n'est pour cela nécessairement ni mon parent ni mon allié; si la fiction de la loi doit cesser là où cesse la parenté, ce principe ne pourrait recevoir application à notre espèce, que dans le cas où le fils de l'adoptant ne pourrait être lui-même appelé en témoignage du chef de la parenté contre son frère adoptif; et comme il serait évidemment reprochable sous ce rapport, la fiction qui établit sa parenté, s'étend nécessairement sur sa femme, qui devient également par fiction la sœur de l'adopté.

XXVIII. Si le témoin appelé aux débats ne se trouvait dans aucun des cas prévus par le Code, la Cour d'Assises ne pourrait refuser de l'entendre, ni ordonner, sous aucun prétexte, qu'il serait simplement répété dans sa déposition écrite, sans prestation de serment préalable. Nous avons cité sur l'article 156, plusieurs arrêts qui l'ont ainsi jugé; et cette jurisprudence est aussi concordante avec les principes actuels, qu'elle l'était avec le système du Code de brunaire an iv.

XXIX. L'article 269 du Code d'instruction criminelle a donné au Président

de la Cour d'Assises, le droit de faire appeler aux débats, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, toutes personnes, et de les faire entendre dans leurs déclarations, par forme de renseignemens.

Cette faculté s'étend-elle au cas où la personne que le Président fait appeler, et qui a été portée sur la liste notifiée, en a été retirée sur les réquisitions du Procureur-Général, ou sur la demande de l'accusé?

Il faut distinguer le cas où la personne portée sur la liste notifiée, en a été retirée pour n'y avoir pas été suffisamment désignée, de celui où elle l'a été par suite de reproches fondés sur les dispositions de l'art. 322.

Dans le premier, nous ne voyons aucun motif qui puisse s'opposer à l'exercice du pouvoir discrétionnaire du Président.

Mais dans le deuxième, nous persistons à penser que le Président n'y serait pas autorisé.

XXX. La Cour d'Assises ne peut refuser d'entendre aux débats le témoin qui ne se trouve pas dans un des cas prévus par l'article 322, lors même qu'il serait l'être plus immoral, et que tout se réunirait pour éloigner la confiance que l'on pourrait prendre à sa déclaration.

Dans une matière aussi grave, rien ne peut être laissé à l'arbitraire; si le témoin ne mérite pas de confiance, sa déclaration n'en obtiendra pas sur l'esprit du Jury.

XXXI. Mais ne peut-il être proposé de reproches, que ceux qui résultent des dispositions de l'art. 322?

Sous l'empire du Code de brumaire an iv, il fut jugé par arrêts des 19 pluviôse an xii, et 20 mai 1808, qu'un témoin n'était pas reprochable, quoiqu'il eût été condamné à la peine des fers.

On l'aurait jugé de même, sous l'empire de ce Code, à l'égard du condamné à la mort civile, si l'art. 25 du Code Napoléon n'avait pas mis dans l'exclusion de porter témoignage en Justice, ceux contre lesquels une pareille condamnation a été prononcée.

Mais le Code pénal a apporté de grands changemens sur ce point de législation, en déclarant incapables de porter témoignage en Justice, les condamnés à la peine des travaux forcés, au bannissement, à la réclusion et au carcan; les condamnés à la dégradation civique; ceux qui l'ont été pour calomnie, pour larcins ou filouteries, pour escroquerie, pour abus de blanc-seings ou pour avoir tenu des maisons de jeu de hasard, lorsqu'en prononçant leurs condamnations, le jugement leur a interdit de porter témoignage en Justice. (*Voyez à ce sujet nos observations sur l'article 156, N.º 6.*)

Ces dispositions du Code pénal forment un appendice à l'art. 322 du Code d'instruction criminelle.

XXXII. Celui qui a été le co-prévenu de l'accusé, et qui n'a pas été mis en accusation, est habile à porter témoignage aux débats ; mais comme le co-prévenu mis en liberté peut être repris dans le cas de surveillance de nouvelles charges (Art. 246), sa déposition ne mérite pas une entière confiance ; il est dès-lors du devoir du Président d'instruire le Jury de cette circonstance.

XXXIII. Ce serait contre le vœu de la loi que la Cour d'Assises refuserait d'entendre en témoignage une personne portée sur la liste notifiée, sur le motif qu'elle aurait assisté à une partie des débats avant de faire sa déposition. Il y en eut arrêté le 9 prairial an viii.

Mais les 9 ventôse et 7 germinal an ix, il fut jugé qu'il y avait nullité des débats, résultante de ce qu'il y avait été donné lecture de dépositions écrites d'individus reprochables ; et en effet, dès que leurs dépositions orales ne seraient pas recevables aux débats, leurs déclarations écrites ne peuvent y être produites. L'accusé serait donc fondé à s'opposer à ce que de pareilles déclarations fussent lues au Jury ; mais s'il ne s'y était pas opposé, il n'en résulterait pas une ouverture suffisante de cassation.

XXXIV. L'Officier de police qui a été chargé d'une partie de l'instruction, les gens de l'art qui l'ont assisté, les experts qui ont été appelés, le Greffier qui a rédigé le procès-verbal argué de faux, cités comme témoins aux débats et portés sur la liste notifiée, ne sont pas reprochables du chef des fonctions qu'ils ont remplies dans l'affaire, puisque ce reproche n'est fondé sur la disposition d'aucune loi ; et, en effet, les lois prohibitives doivent être restreintes aux cas qu'elles ont prévus ; c'est la disposition de la loi première, §. premier, *ff. de testibus*. La Cour de cassation l'a ainsi jugé le 12 décembre 1811, en déclarant que le Magistrat qui a rempli les fonctions de Juge d'instruction dans l'affaire, peut être appelé en témoignage aux débats, le Code d'instruction criminelle ne lui ayant interdit que de prendre séance à la Cour d'Assises. *Id. des experts*, le 14 novembre, même année.

Par suite du même principe on n'admettrait plus aujourd'hui le reproche fondé sur l'alliance *spirituelle*, ni celui pris de la qualité de *serviteur ou de domestique*, quoique l'article 317 exige que le témoin soit interrogé sur le fait de la domesticité.

Le reproche qui serait fondé sur *l'affection* ou sur *l'inimitié*, ne serait pas non plus recevable, sauf l'appréciation à faire par le Jury, de la déposition du témoin reproché sur l'un de ces motifs.

XXXV. Une question plus délicate est celle de savoir si le témoin instrumentaire peut être appelé en témoignage dans le procès en inscription de faux, dirigé contre le Fonctionnaire public qui a rédigé l'acte argué.

Pour faire rejeter son témoignage, on peut dire que nul ne peut être admis à dépo-

ser de sa propre turpitude, et que, s'il y a réellement faux, il est aussi bien imputable au témoin qu'au Fonctionnaire qui l'a commis, puisque celui-ci n'a pu le commettre sans que l'autre y ait participé.

On peut se prévaloir aussi de la jurisprudence ancienne qui autorisait ce genre de reproche, fondé sur ce qu'il importe que le sort des actes ne puisse dépendre de la séduction de ceux qui, après en avoir attesté la véracité, seraient les maîtres de les anéantir.

Mais le témoin n'est pas le co-accusé du Fonctionnaire public, dans le sens du Code d'instruction criminelle, qui ne répute tel que celui qui est *présent et soumis* aux mêmes débats.

On doit d'ailleurs supposer que si le témoin n'est pas personnellement poursuivi, c'est qu'il a été reconnu qu'il a été induit en erreur, *et que n'ayant pas agi dans l'intention de nuire*, il ne peut être considéré comme complice.

Il suffit enfin que le témoin instrumentaire n'ait pas été compris dans la prohibition de l'art. 322, pour que l'arrêt du premier avril 1808, qui rejeta un pareil reproche sous l'empire du Code de brumaire an iv, doive être la règle de conduite des Tribunaux.

Dans l'espèce de cet arrêt, la Cour spéciale de l'Hérault avait déclaré qu'il n'y avait pas prévention suffisante de faux contre le Notaire Delafont, attendu que les témoins instrumentaires, appelés en témoignage, ne pouvaient être admis à déposer contre la teneur des actes qu'ils avaient signés.

La Cour de cassation annula cet arrêt au rapport de M. Guieu, sur les conclusions de M. l'Avocat-Général Giraud, d'après les considérans qui suivent :

- » Attendu qu'il n'y a aucune distinction à faire entre les preuves admissibles en
- » matière de faux, et celles qui servent à constater les autres délits ;
- » Que les témoins qui peuvent être administrés pour établir le crime de faux, ne
- » sont dès-lors reprochables que dans les cas prévus et spécifiés taxativement par l'ar-
- » ticle 358 de la loi du 3 brumaire an iv ;
- » Que c'est lors du jugement du fond seulement, que la foi due aux témoins ins-
- » trumentaires de l'acte argué de faux peut être appréciée ; mais que leurs dépo-
- » sitions sont suffisantes pour établir la prévention qui détermine la compétence des
- » Cours spéciales ;
- » Que les principes relatifs à la nécessité d'un commencement de preuves par
- » écrit, pour combattre la foi due à un acte, ne sont nullement applicables aux
- » matières de grand criminel :
- » Par ces motifs, et attendu qu'en se déclarant incompétente sur le vu de la procé-
- » dure instruite contre le Notaire Delafont, la Cour de Justice criminelle-spéciale
- » du département de l'Hérault a directement violé les dispositions dudit art. 358

» de la loi du 3 brumaire an iv, commis un excès de pouvoir et violé les règles de
» compétence établies par la loi, la Cour casse, etc. »

Mais, quoique le témoin instrumentaire de l'acte argué de faux ne soit pas reprochable, sa déclaration ne peut cependant mériter une pleine confiance; elle doit être appréciée par le Jury à sa juste valeur.

XXXVI. La Cour de cassation est dans ce moment saisie d'une question qui n'a pas moins d'importance; elle consiste à savoir si les enfans au-dessous de l'âge de quinze ans, cités comme témoins aux débats, et qui ont été portés sur la liste notifiée, peuvent y être entendus par forme de simple déclaration, c'est-à-dire, sans prestation de serment préalable.

On oppose d'une part la disposition de l'art. 79 qui laisse toute faculté à cet égard, lorsque l'enfant au-dessous de seize ans est cité pour faire sa déposition par écrit devant le Juge d'instruction.

Mais on répond que cet article ne peut recevoir d'application à ce qui doit se pratiquer aux débats; que c'est une exception qui n'a pas été reproduite au Chap. IV, Tit. II, Liv. II, et qui doit être restreinte au cas prévu.

Il ne nous appartient pas de prendre l'initiative sur cette question, dont on trouvera la décision sur l'art. 574.

ARTICLE CCCXXIII.

Les dénonciateurs autres que ceux récompensés pécuniairement par la loi, pourront être entendus en témoignage; mais le Jury sera averti de leur qualité de dénonciateurs.

OBSERVATIONS.

I. Cet article est le corollaire du N.º 6 de l'art. 322; il autorise à faire citer aux débats le dénonciateur qui n'est pas récompensé pécuniairement par la loi, de l'effet de sa dénonciation; il n'est interdit de porter témoignage qu'au dénonciateur dont la dénonciation doit être récompensée pécuniairement par la loi.

Mais le Jury doit être averti de la qualité du dénonciateur qui est produit comme témoin, lors même qu'il ne devrait pas être récompensé pécuniairement de l'effet de sa dénonciation; c'est au Procureur-Général à donner cet avertissement; car le fait peut être ignoré de l'accusé, tandis qu'il ne peut l'être du Procureur-Général.

II. Le Greffier doit faire mention de l'observation de cette formalité dans son procès-verbal; et le Procureur-Général ne doit pas négliger de la remplir, soit dans son propre intérêt, comme nous le verrons dans un instant, soit dans celui de l'accusé et de la justice.

III. Si le Procureur-Général n'avait pas déclaré au Jury que le témoin qui se présente pour déposer est le dénonciateur de l'accusé, et que celui-ci vint à être condamné, il ne lui resterait aucune ressource.

N'ayant aucun moyen légal de s'assurer que le témoin entendu aux débats, a été réellement son dénonciateur, il ne pourrait que l'alléguer en cassation; et la Cour de cassation ne peut fonder ses arrêts sur de simples allégations.

Tout innocent que l'accusé pourrait être, il faudrait donc qu'il subît la peine qui lui aurait été infligée, ou qu'il recourût au Prince pour obtenir sa grâce; et la grâce suppose nécessairement le crime.

Ceci nous rappelle la réponse que fit un Amiral anglais (*mirord Binch*), condamné à mort par une Commission militaire, à un de ses amis qui cherchait à lui insinuer qu'il obtiendrait sa grâce.

» Quel avantage en tirerais-je ? Quelle satisfaction pourrais-je recevoir de la liberté
» de ramper quelques années de plus sur la terre, courbé sous le poids d'un infâme
» pardon ? Je méprise la vie à ces conditions, et je préfère qu'on me la fasse
» ôter. »

IV. Le silence qu'aurait gardé le Procureur-Général sur la qualité du dénonciateur pécuniairement récompensé par la loi, aurait encore une conséquence plus grave; car, outre qu'un dénonciateur de cette qualité se trouve dans l'exclusion formelle de porter témoignage, il a un motif de plus que le dénonciateur ordinaire pour aggraver les faits à la charge de l'accusé; non-seulement, en effet, il doit craindre d'être poursuivi en dommages-intérêts dans le cas d'acquittement, mais il a encore l'espoir de recueillir le fruit de sa dénonciation. Ce double mobile de ses actions ne permet pas d'attacher la plus légère confiance à tout ce qu'il peut alléguer.

Ainsi, quoique l'art. 322 ne porte pas que si le dénonciateur récompensé pécuniairement par la loi, est appelé en témoignage aux débats, le Procureur-Général doit non-seulement instruire le Jury de sa qualité, mais s'opposer formellement à ce qu'il soit entendu. *Turpe enim est delatoris nomen*. L. III, *Cod. de injur.*

V. L'accusé peut ignorer que le témoin produit a été son dénonciateur; il a pu l'appeler lui-même aux débats; le dénonciateur a pu être cité à la requête de la partie civile.

Le Procureur-Général ne pourrait, dans l'un ni dans l'autre de ces cas, dissimuler la qualité du témoin appelé; il ne pourrait fonder sa dissimulation sur ce que l'article 358 ne lui impose l'obligation d'indiquer à l'accusé le nom de son dénonciateur, que lorsqu'il a été acquitté: c'est, en effet, au Procureur-Général à veiller à l'exécution des lois; et dès que l'art. 322 du Code d'instruction criminelle déclare le dénonciateur récompensé pécuniairement par la loi, incapable de porter témoignage aux débats, la conséquence naturelle qu'il faut en tirer, est que le Procureur-Général doit s'opposer d'office à ce qu'un semblable témoignage soit reçu; car ce

serait une surprise odieuse faite à la Justice , que d'abuser ainsi de l'ignorance de l'accusé.

VI. Si l'accusé était acquitté de l'accusation, malgré le témoignage porté aux débats par son dénonciateur, la faute commise par le Procureur-Général n'en serait pas moins grave, quoique le résultat eût été favorable à l'accusé; de manière que, si l'accusé ne trouvait pas dans la fortune du dénonciateur, de quoi l'indemniser des pertes qu'il aurait pu faire par la privation de sa liberté et par suite de la dénonciation calomnieuse dont il aurait été l'objet, nous ne doutons pas qu'il fût autorisé à prendre le Procureur-Général à partie, d'après la présomption légale qu'il aurait été de concert avec le dénonciateur pour tromper la conscience des Jurés.

Cependant, la Cour à laquelle la demande en prise à partie serait portée, aurait à apprécier les circonstances, et s'il en était quelques-unes qui diminuassent la gravité du fait, elle pourrait refuser de l'autoriser.

VII. Mais, si l'accusé avait été condamné, et qu'il devînt constant en fait que le dénonciateur récompensé pécuniairement par la loi, aurait porté témoignage, sans que le Jury eût été averti de sa qualité, il serait impossible de savoir quelle influence aurait eue la déposition du dénonciateur sur l'esprit du Jury : si sa conviction se serait formée en tout ou en partie, sur la déclaration du témoin qui se serait introduit furtivement aux débats.

Le mal serait cependant irréparable, puisque le Code d'instruction criminelle ne donne aucun moyen de revenir contre une pareille condamnation.

Faudra-t-il donc que l'innocent condamné, par suite d'une erreur involontaire du Jury, dont la conscience aura été trompée, reste perpétuellement la victime du complot qui a été tramé contre sa personne?

Le Législateur n'a pas prévu ce cas extraordinaire; il ne lui est pas venu à la pensée qu'un Magistrat revêtu de la confiance du Souverain, s'oubliât au point de se rendre le complice d'une aussi atroce calomnie, en gardant un silence perfide, ou qu'il poussât l'insouciance au point de ne pas prévenir le Jury de la qualité du témoin dénonciateur.

C'est ainsi que le Législateur d'Athènes n'avait pas établi de peines contre le parricide; il aurait cru outrager la morale publique en prévoyant la possibilité d'un crime, dont le nom même lui était inconnu: Rome aussi fut plusieurs siècles sans qu'il fût porté de lois contre le parricide.

Si jamais un Procureur-Général se rendait coupable d'une pareille négligence, ce que nous sommes loin de penser, le Législateur français serait comme le Législateur romain; instruit par l'expérience, il établirait un mode de révision du procès.

Il eût été peut-être à désirer que le Code d'instruction criminelle eût établi ce mode, afin de rassurer de plus en plus l'innocence opprimée; car qu'est-ce qui rachetera l'honneur et la vie du malheureux condamné sur la déclaration d'un effréné dénonciateur, tant que la révision n'aura pas été autorisée?

Le mode qui nous semblerait le mieux convenir, serait de remettre l'accusé en jugement, en déclarant comme non-avenus les débats et l'arrêt de condamnation.

Le Code d'instruction criminelle l'a prescrit ainsi, lorsqu'il y a eu faux témoignage constaté, et que le faux témoin a été condamné. S'il n'y en a pas un motif aussi puissant dans l'espèce, il s'en rapproche de bien près.

VIII. Mais pour en revenir aux dispositions de l'article 323, nous devons faire observer que la formalité ordonnée, n'est pas prescrite sous peine de nullité; qu'en conséquence, la Cour de cassation rejeta, le 29 août 1811, au rapport de M. Favard, le recours d'un condamné fondé sur son inobservation.

Nous ne pensons pas néanmoins que cette circonstance pût garantir de la prise à partie l'Officier du Ministère public auquel une pareille faute serait imputable, s'il s'y rattachait d'autres circonstances qui viendraient à sa charge.

ARTICLE CCCXXIV.

Les témoins produits par le Procureur-Général ou par l'accusé, seront entendus dans le débat, même lorsqu'ils n'auraient pas préalablement déposé par écrit, lorsqu'ils n'auraient reçu aucune assignation, pourvu, dans tous les cas, que ces témoins soient portés sur la liste mentionnée dans l'art. 315.

OBSERVATIONS.

I. Cet article ne maintient la faculté accordée par l'article 359 du Code de brumaire an iv, d'entendre aux débats des témoins qui n'ont pas déposé préalablement par écrit, et qui n'ont pas été cités, que lorsqu'ils y sont amenés à la requête du Procureur-Général et de l'accusé; ce qui est une prohibition implicite d'entendre aux débats ceux qui, dans le même cas, y seraient appelés à la requête de la partie civile.

En donnant cette autorisation au Procureur-Général et à l'accusé, et en la refusant à la partie civile, le motif du Législateur a été que le Procureur-Général agit dans l'intérêt de la société; et que l'accusé agit dans celui de sa conservation; tandis que la partie civile n'agit que dans un intérêt purement pécuniaire; et qu'elle n'est admise personnellement aux débats que par l'effet d'une faveur spéciale, à laquelle le Législateur a pu dès-lors attacher la condition qu'il lui a plu.

Le Code ne veut pas que la partie civile puisse produire spontanément des témoins

aux débats, parce qu'elle pourrait en abuser en y appelant des personnes sur la moralité desquelles le Procureur-Général et l'accusé ne pourraient se procurer à l'instant les renseignements convenables :

La même suspicion ne peut peser sur le Procureur-Général qui n'a d'autre intérêt que celui du bien public et de la vérité ; et la loi ne pouvait traiter plus défavorablement l'accusé que le Procureur-Général qui est son accusateur.

Comment concilierait-on, d'ailleurs, la faculté accordée à l'accusé par l'art. 319, de dire contre le témoin et contre son témoignage tout ce qui peut être utile à sa défense, avec la faculté qui serait accordée à la partie civile d'amener aux débats des témoins qui seraient *inconnus* à l'accusé ?

Le même inconvénient peut bien exister dans le cas de témoins appelés aux débats à la requête du Procureur-Général ; mais il est certain, du moins, que le Procureur-Général n'a mis aucune mauvaise intention dans la production des nouveaux témoins qu'il a diligentés ; et si le maintien de l'ordre public exige qu'une faculté aussi exorbitante du droit commun, soit accordée au Procureur-Général ; on ne peut en conclure qu'elle doit l'être également à la partie civile.

II. Quoiqu'il y eût moins de danger à entendre aux débats des témoins portés sur la liste, et qui n'ont pas été cités, que de les entendre lorsqu'ils n'ont pas préalablement déposé par écrit, il suffit que l'art. 324 ait assimilé les deux cas, pour que dans l'un comme dans l'autre, les témoins appelés à la requête de la partie civile ne doivent pas être entendus ; mais la défense n'en étant faite que dans l'intérêt de l'accusé, s'il ne s'était pas opposé à leur audition, il ne pourrait tirer aucune ouverture de cassation des dispositions prohibitives de l'art. 324.

III. Rien ne s'opposerait néanmoins à ce que le Président de la Cour d'Assises, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, et malgré l'opposition de l'accusé, reçût par forme de renseignements la déclaration des témoins non cités ; ce qui ne présente rien de contradictoire avec l'observation que nous avons faite sur l'article 322, que l'exercice du pouvoir discrétionnaire du Président ne peut s'étendre jusqu'à faire entendre aux débats par forme de renseignements, des témoins légalement reprochés.

La différence entre les deux cas est facile à saisir.

IV. La question la plus délicate à laquelle peut donner lieu l'application de l'article 324, est celle de savoir si la partie civile peut faire citer à sa requête devant le Président de la Cour d'Assises, les témoins qu'il est dans l'intention d'appeler aux débats, pour y faire préalablement leurs dépositions écrites.

Aucun article du Code d'instruction criminelle ne l'y autorise ; c'est le Procureur-Général que le Code charge des poursuites ; la partie civile n'est admise à comparaître aux débats, que par une faveur spéciale, ainsi que nous l'avons déjà plusieurs fois fait observer.

Lorsque la partie civile a de nouveaux témoins à produire, et qu'elle croit de son intérêt qu'ils soient entendus par écrit, elle doit s'adresser au Procureur-Général et l'inviter à les faire citer à sa requête ; mais le Procureur-Général n'est pas tenu de déférer à cette invitation ; il ne doit même y déférer qu'avec circonspection, dans la crainte des surprises.

Mais le Procureur-Général ne s'y refusera pas, s'il lui paraît que la déposition des témoins indiqués peut contribuer à la manifestation de la vérité ; de sorte que si d'une part il n'est pas permis à la partie civile de faire elle-même citer des témoins devant le Président de la Cour d'Assises, pour faire leurs dépositions par écrit, comme elle a la faculté de s'adresser au Procureur-Général pour obtenir qu'il les fasse citer à sa requête ; cela revient à-peu-près au même.

ARTICLE CCCXXV.

Les témoins, par quelque partie qu'ils soient produits, ne pourront jamais s'interpeler entre eux.

OBSERVATIONS.

I. C'est aux Jurés et aux Juges que les témoins doivent parler.

S'ils ont quelqu'interpellation à se faire, ce doit être par l'organe du Président qui est chargé, par l'art. 267, de la direction des débats.

Il ne pourrait en être autrement, sans qu'il en résultât une grande confusion, et quelquefois des scènes scandaleuses qu'il est bon de prévenir.

II. Quoique l'art. 325 ne parle que des témoins, sa disposition n'en est pas moins générale ; elle s'applique aux parties comme aux témoins : de sorte qu'elles ne peuvent non plus s'interpeler entre elles, ni provoquer les témoins en aucune manière.

Lorsqu'elles ont quelques interpellations à faire, elles doivent inviter le Président à les faire en leur nom.

ARTICLE CCCXXVI.

L'accusé pourra demander, après qu'ils auront déposé, que ceux qu'il désignera se retirent de l'auditoire, et qu'un ou plusieurs d'entre eux soient introduits et entendus de nouveau, soit séparément, soit en présence les uns des autres.

Le Procureur-Général aura la même faculté.

Le Président pourra aussi l'ordonner d'office.

OBSERVATIONS.

I. La même faculté est accordée à l'accusé, au Procureur-Général et au Président de la Cour d'Assises; mais elle ne l'est pas à la *partie civile*; de sorte que, quand elle aurait demandé qu'un témoin se retirât de l'auditoire, ou qu'il fût entendu de nouveau, hors la présence des autres, et que sa demande n'aurait pas été accueillie, elle ne serait pas fondée à s'en plaindre; mais il n'y aurait pas nullité non plus quand il aurait été déféré à sa demande, malgré l'opposition du Procureur-Général et celle de l'accusé, puisque le Président aurait pu l'ordonner, sans y avoir été provoqué.

II. Ce n'est que lorsque les témoins ont été ouïs, qu'il peut leur être ordonné de se retirer de l'auditoire, et qu'un ou plusieurs d'entr'eux peuvent être entendus de nouveau, soit séparément, soit en présence les uns des autres.

III. On ne peut induire de ce que l'art. 326 ne prononce pas la peine de nullité, que l'omission ou le refus de déférer à la réquisition faite par le Procureur-Général ou par l'accusé, en exécution de cet article, ne peut constituer une ouverture de cassation.

L'article 408 met en effet au nombre des ouvertures de cassation, le refus ou l'omission de prononcer sur une réquisition du Procureur-Général, ou sur une demande de l'accusé, tendante à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi, lors même que la peine de nullité n'aurait pas été textuellement attachée à l'inobservation de la formalité dont l'exécution aurait été requise: or, c'est un droit qu'accorde l'art. 326 au Procureur-Général et à l'accusé; et quoique le Législateur n'ait pas dit que ce droit ne pourrait leur être enlevé, sans qu'il en résultât une nullité, elle est suffisamment établie par l'art. 408.

IV. Cependant, il pourrait résulter des inconvéniens graves de l'application trop rigoureuse des dispositions de l'art. 408 dans cette espèce, et principalement celui de rendre les débats interminables, lorsque l'accusé en aurait la volonté.

L'art. 408 doit donc se combiner avec les dispositions de l'art. 270, qui charge le Président de rejeter tout ce qui tendrait à prolonger les débats, sans donner lieu d'espérer plus de certitude dans les résultats; car la loi doit être entendue de manière que toutes ses dispositions se trouvent en harmonie entre elles.

V. Il nous paraît, d'après cela, que voici la manière de concilier les articles 270, 326 et 408.

Lorsqu'il y a eu omission ou refus non motivé de prononcer sur la réquisition du Procureur-Général, ou sur la demande de l'accusé, c'est le cas de l'application sévère de l'art. 408; mais lorsque la réquisition ou la demande a été rejetée, sur le motif qu'en déférant à la réquisition ou à la demande, ce serait prolonger les débats sans

espérer d'obtenir plus de certitude dans le résultat ; non-seulement il n'y a pas violation de la loi , mais il a été fait une juste application de l'art. 270.

VI. En autorisant le Procureur-Général et l'accusé à requérir que les témoins se retirent de l'auditoire , après avoir été ouïs , pour être entendus de nouveau séparément , ou en présence les uns des autres , le Législateur ne pouvait ignorer que cela apporterait nécessairement quelque retard dans le jugement ; et lorsque cette considération ne l'a pas retenu , le Président ne doit pas se croire plus sage que lui.

VII. Ce n'est donc que l'abus du droit , et non le droit en lui-même , que l'art. 270 soumet à la censure du Président ; de sorte que , quoiqu'il n'y eût pas ouverture à cassation , dans le cas où le Président rejetterait la réquisition qui serait faite par le Procureur-Général , ou la demande qui serait formée par l'accusé ; le Président ne doit prendre ce parti , que dans le cas où la demande en serait itérativement formée , et où il serait convaincu , qu'il ne pourrait en résulter de nouvelles lumières pour parvenir à la manifestation de la vérité.

VIII. Les dispositions de l'article 326 ne peuvent recevoir d'application qu'aux débats qui s'établissent devant les Cours d'Assises et spéciales ; le Code ne renferme aucune disposition semblable , relativement aux affaires correctionnelles et de police.

Il en était déjà de même sous l'empire du Code de brumaire an iv.

Cependant il pourrait arriver que , pour parvenir à la découverte de la vérité , en matière correctionnelle et de police , il fût besoin d'employer la voie qu'ouvre cet article ; et , comme le Code ne défend pas de la prendre , il n'y aurait pas lieu à prononcer la cassation de l'arrêt ou du jugement , lorsque , soit d'office , soit sur la réquisition du Ministère public ou du prévenu , les témoins auraient été éloignés pour un instant , puis rappelés pour être répétés dans leurs déclarations : mais par la même raison , il n'y aurait pas lieu non plus à prononcer l'annulation du jugement , sur le motif de l'omission ou du refus de déférer à la réquisition qui en aurait été faite. C'est ce que jugea , dans la première espèce , un arrêt du 31 septembre 1808 , et ce que la Cour de cassation aurait certainement jugé de même dans la seconde , si la question se fût présentée , puisqu'il y a même raison de décider.

ARTICLE CCCXXVII.

Le Président pourra , avant , pendant ou après l'audition d'un témoin , faire retirer un ou plusieurs accusés , et les examiner séparément sur quelques circonstances du procès ; mais il aura soin de ne reprendre la suite des débats généraux , qu'après avoir instruit chaque accusé de ce qui se sera fait en son absence , et de ce qui en sera résulté.

OBSERVATIONS.

I. Cet article n'a rien de commun avec les dispositions du précédent ; c'est au Président *seul* que l'art. 327 accorde le droit d'examiner séparément un ou plusieurs accusés *sur quelques circonstances du procès* ; ce qui n'est qu'un simple développement des dispositions de l'art. 268 ; mais il était important de le donner : car on aurait pu douter que le pouvoir discrétionnaire du Président pût recevoir une application aussi étendue.

Ces mots de l'art. 327, *sur quelques circonstances du procès*, sont remarquables. Ils annoncent suffisamment que ce n'est que de l'examen particulier de quelques circonstances dont il peut être question, dans l'absence de l'un ou de plusieurs des accusés.

II. La faculté accordée au Président par l'art. 327, ne l'est néanmoins qu'à la charge d'instruire chaque accusé du résultat de ce qui s'est passé en son absence, avant de reprendre les débats généraux ; ce qui est nécessaire pour le mettre à même d'y faire concorder sa défense, et de la présenter complète.

Quoique l'art. 327 ne porte pas, qu'à défaut par le Président de donner cette instruction aux accusés, il y aura nullité des débats, elle n'en devrait pas moins être prononcée, lors même que l'exécution n'en aurait pas été requise, parce que la formalité est substantielle, c'est-à-dire qu'elle tient à la publicité, à l'intégralité des débats, et à la *défense* des accusés, qui ne peut en aucune manière être circonscrite.

III. Mais en ordonnant que tel ou tel des accusés se retirera, le Président peut-il faire la même injonction à son conseil ?

Si le Législateur l'avait ainsi voulu, il l'aurait dit : la présence ou l'absence du conseil de l'accusé, pendant une partie des débats, ne peut nuire ni être utile à la manifestation de la vérité.

Lorsque le Président le croit nécessaire, il peut interdire la parole au conseil de l'accusé absent, pendant le débat particulier qui s'établit ; mais l'éloigner entièrement de la discussion, ce serait priver l'accusé de son défenseur, à l'instant où se trouvant lui-même absent, il lui importe le plus d'avoir une personne de confiance qui veille à ce que ses intérêts ne soient pas compromis.

IV. Le Président peut user de la faculté que lui accorde l'art. 327, avant même que les témoins aient été ouïs ; mais le témoin qui aurait été entendu pendant l'absence d'un ou de plusieurs des accusés, devrait réitérer sa déclaration en leur présence. Il ne suffirait pas que le Président instruisît les accusés absents de ce qui en aurait été le résultat ; car les dépositions des témoins font partie nécessaire des débats généraux, et les débats généraux n'ont été que *suspendus* par la mesure qu'autorise l'art. 327.

ARTICLE CCCXXVIII.

Pendant l'examen, les Jurés, le Procureur-Général et les Juges pourront prendre note de ce qui leur paraîtra important, soit dans les dépositions des témoins, soit dans la défense de l'accusé, pourvu que la discussion n'en soit pas interrompue.

OBSERVATIONS.

Le Législateur a craint, que donnant une trop grande latitude au principe de l'instruction orale, on en tirât la fausse conséquence que le Jury, le Procureur-Général et les Juges ne pussent rien retenir par écrit de ce qui les aurait frappés aux débats; ce qui aurait été d'autant plus dangereux, qu'il est beaucoup d'affaires qui ne peuvent se juger dans la même séance; qu'il y en a d'autres où le nombre des accusés et celui des témoins est si considérable, qu'avec la meilleure intention, qu'avec la plus sérieuse application, il serait impossible de s'assurer qu'aucune circonstance importante n'aurait échappé.

Cependant les débats ne doivent pas en être interrompus; cette permission n'est accordée que pour soulager la mémoire, et non pour entraver la marche de l'instruction.

ARTICLE CCCXXIX.

Dans le cours ou à la suite des dépositions, le Président fera représenter à l'accusé, toutes les pièces relatives au délit, et pouvant servir à conviction; il l'interpellera de répondre personnellement s'il les reconnaît: le Président les fera aussi représenter aux témoins, s'il y a lieu.

OBSERVATIONS:

I. Quoique cet article ne soit pas prescrit à peine de nullité, son exécution n'en est pas moins d'une grande importance; elle ne doit donc pas être négligée, et son inobservation emporterait certainement la nullité des débats, si elle avait été requise par le Procureur-Général ou par l'accusé, et qu'elle n'eût pas été ordonnée.

II. Mais la représentation des pièces aux témoins n'est exigée que *s'il y a lieu*; c'est-à-dire, lorsque le Président juge que le témoin pourra les reconnaître; ce serait, en effet, une formalité inutile à remplir, s'il résultait de la déposition du témoin qu'elles lui auraient été, dans tous les temps, entièrement inconnues.

III. Le Législateur n'a déterminé aucun instant pour faire la représentation à l'accusé et aux témoins des pièces de conviction; elle peut dès-lors leur être faite

153 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

indifféremment à toutes les époques de la discussion et des débats ; mais quel que soit l'instant de leur représentation, le Président ne doit pas négliger d'interpeller l'accusé et les témoins de déclarer s'il les reconnaissent.

L'art. 329 ne le dit, à la vérité, qu'à l'égard de l'accusé ; mais c'est pareillement à l'égard des témoins, la conséquence nécessaire de la représentation qui leur est faite.

IV. C'est à l'accusé *personnellement* à répondre à l'interpellation du Président, sauf à son conseil, en plaidant, à tirer de la réponse de l'accusé et de celle des témoins, les inductions qu'il juge utiles à sa cause.

ARTICLE CCCXX.

Si, d'après les débats, la déposition d'un témoin paraît fausse, le Président pourra, sur la réquisition soit du Procureur-Général, soit de la partie civile, soit de l'accusé, et même d'office, faire sur-le-champ mettre le témoin en état d'arrestation. Le Procureur-Général et le Président, ou l'un des Juges par lui commis, rempliront à son égard, le premier, les fonctions d'Officier de police judiciaire ; le second, les fonctions attribuées aux Juges d'instruction dans les autres cas.

Les pièces d'instruction seront ensuite transmises à la Cour Impériale, pour y être statué sur la mise en accusation.

OBSERVATIONS.

I. IL n'y a pas un mot dans cet article qui ne soit important.

L'art. 367 du Code de brunaire au IV, portait déjà les mêmes termes : *Si d'après les débats.*

En résulte-t-il qu'il faille nécessairement attendre la *clôture des débats*, pour que le témoin dont la déposition paraît fausse puisse être mis en arrestation ?

Le témoin se constitue en délit par le seul fait de sa fausse déclaration ; ce n'est pas dès-lors en sa faveur que se trouvent dans la loi ces mots *d'après les débats*.

S'il y avait eu opposition de la part du Procureur-Général ou de celle de l'accusé, à ce que le témoin dont la déposition paraît fausse, fût mis en arrestation *avant la clôture des débats*, et que néanmoins il y eût été mis, n'y aurait-il pas ouverture à cassation ?

Pour l'affirmative, on peut dire, qu'en faisant mettre le témoin en arrestation *avant la clôture des débats*, il a pu en résulter que d'autres témoins qui avaient connaissance du même fait, n'en aient pas déposé dans la crainte de se compromettre ; et, par suite, que l'arrestation du témoin ait mis obstacle à la manifestation de la vérité.

Mais la réponse à cette objection se trouve dans l'art. 331, qui autorise le Procureur-Général, la partie civile et l'accusé, à requérir le renvoi de l'affaire à la session suivante, et qui autorise même que le renvoi soit prononcé d'office.

L'accusé se trouve bien, par ce moyen, privé des Jurés et des Juges appelés à prononcer sur son sort ; mais il fallait prendre un parti, et celui du renvoi à la session suivante présentait le moins d'inconvénients, puisque, pour juger de suite, il aurait fallu prononcer sur des débats incomplets.

Le témoin, d'ailleurs, aurait pu échapper à la vindicte publique, s'il n'avait pu être mis en arrestation qu'après la clôture des débats, lorsque, sur-tout, les débats devant durer plusieurs jours, il lui aurait été facile de se soustraire à l'exécution de l'ordonnance.

Le témoin prévenu de faux témoignage peut donc être mis en arrestation à l'instant qu'il se trouve en prévention de faux témoignage.

La proposition contraire ne pourrait être fondée que sur une vaine dispute de mots.

II. Maissi l'art. 330 du Code d'instruction criminelle renferme la même disposition que l'art. 367 de celui de brumaire an iv, sur l'époque à laquelle le prévenu de faux témoignage peut être mis en arrestation, il donne au Président de la Cour un pouvoir plus étendu que ne le faisait le Code de brumaire an iv.

Il suffit, dans le système du Code d'instruction criminelle, que la déposition du témoin *paraisse fausse*, pour qu'il puisse être mis en prévention de faux témoignage ; tandis qu'il fallait, sous le régime du Code de brumaire an iv, qu'elle parût *évidemment* fausse.

La rédaction nouvelle est plus dans les principes ; car, il suffit qu'il y ait des indices suffisans d'un crime, pour que celui qui en est prévenu puisse être soumis à des recherches et à des poursuites ; et le faux témoin mérite encore moins d'indulgence que les autres prévenus de crimes, puisque, sans aucun intérêt personnel, il vient, de propos délibéré, attenter à l'honneur et à la vie de l'accusé ; ou, si c'est pour le favoriser, se rendre coupable envers la société, en cherchant, par un faux témoignage, à faire rentrer un coupable dans son sein.

III. Il existe encore d'autres différences assez remarquables entre les dispositions de l'art. 367 du Code de brumaire an iv, et celles de l'art. 330 du Code d'instruction criminelle.

Sous le régime du Code de brumaire an iv, il devait être dressé un procès-verbal constatant les faits desquels on prétendait faire résulter le faux témoignage ; et le procès-verbal dressé, le Président ne pouvait se dispenser d'ordonner la mise en arrestation du témoin qui en était prévenu. Dans le nouvel ordre de choses, au contraire, le Président n'est tenu de rédiger aucun procès-verbal, et malgré les réquisitions des parties, il peut ordonner ou refuser de faire mettre le témoin en arrestation. L'article 330 se borne à dire, en effet, que le Président *pourra* faire

mettre le témoin en arrestation, lorsque l'art. 367 portait, au contraire, que soit d'office, soit sur la réquisition qui lui en serait faite, le Président *serait mettre sur-le-champ le témoin en arrestation.*

IV. Quoique le Président fût chargé de rédiger un procès-verbal, sous l'empire du Code de brumaire an iv, la disposition, sous ce rapport, n'était pas tellement de rigueur, qu'à défaut de procès-verbal, il en résultât la nullité de l'instruction. (*Arrêt du 10 décembre 1807.*) Cette jurisprudence était fondée sur ce que la preuve des crimes peut s'acquérir par toutes sortes de moyens, et conséquemment aussi bien par une information que par un procès-verbal.

Cependant, sous l'empire du Code de brumaire an iv, un procès-verbal qui constatait les faits dont on prétendait faire résulter le faux témoignage, était d'une importance d'autant plus grande, qu'aucun article de ce Code n'obligeait à en rédiger un de ce qui se passait aux débats; et d'ailleurs, l'instruction sur le faux témoignage était renvoyée au directeur du Jury, qui n'ayant pas été présent à la discussion, n'aurait rien eu pour le guider, s'il n'avait pas été joint un procès-verbal aux pièces qui lui étaient transmises.

Aujourd'hui, que le Greffier est tenu de rédiger un procès-verbal de la séance; que c'est au Président ou à l'un des Juges de la Cour d'Assises, délégué, à faire l'instruction; que c'est à l'Officier du Ministère public qui a assisté aux débats, à remplir les fonctions d'Officier de police judiciaire, il n'est pas étonnant que le Code d'instruction criminelle n'ait plus exigé la formalité d'un procès-verbal particulier.

V. Le Président de la Cour de Justice criminelle était également chargé, par le Code de brumaire an iv, de dresser l'acte d'accusation contre le prévenu de faux témoignage; mais il ne pouvait en être ainsi dans le système du Code d'instruction criminelle, puisque, sous le régime de ce Code, l'acte d'accusation ne doit être rédigé qu'*après* la mise en accusation du prévenu.

VI. Lorsque le Président de la Cour d'Assises a fait la première instruction, toutes les pièces du procès doivent être transmises à la chambre d'accusation pour être statué dans la forme de droit; car il ne suffit pas de la prévention de faux témoignage, pour autoriser à mettre en jugement le témoin qui en est prévenu; il faut, comme dans la poursuite de tous les crimes, que sa mise en accusation ait été prononcée. La circonstance du flagrant délit ne change rien au principe général en cette matière.

C'est au Président, et non pas à la Cour, qu'appartient le droit d'ordonner d'office, ou sur la réquisition qui en est faite, l'arrestation du témoin prévenu de faux témoignage; c'est à lui spécialement que le Code d'instruction criminelle en fait la délégation.

Les Juges ni les Jurés ne seraient pas même recevables à la requérir ; ce droit n'appartient qu'au Procureur-Général, à la partie civile et à l'accusé.

VII. L'art. 330 n'est applicable qu'au faux témoignage porté devant la Cour d'Assises ou devant la Cour spéciale.

S'il était porté en toute autre juridiction, le Président serait bien autorisé à en dresser procès-verbal, mais il devrait renvoyer le prévenu devant le Procureur-Impérial de l'arrondissement chargé d'en activer la poursuite.

VIII. On a souvent demandé s'il y a lieu à poursuite contre le témoin prévenu d'avoir fait une fausse déclaration devant le Directeur du Jury, qui se trouve aujourd'hui remplacé par le Juge d'instruction, et on a toujours décidé la *négative* : (*Arrêts des 3 thermidor an xi, 19 brumaire an xii, et 21 messidor an xiii.*) Jurisprudence fondée sur ce que le témoin ne fait devant ce Magistrat qu'une simple déclaration qu'il peut rectifier aux débats.

Quoique d'après le vœu de l'art. 75 du Code d'instruction criminelle, les témoins appelés devant le Juge d'instruction doivent prêter serment, ce qu'ils n'étaient pas tenus de faire devant le Directeur du Jury, il n'y a pas lieu à les poursuivre comme prévenus de faux témoignage ; nous en avons déduit les motifs.

IX. Si la personne appelée aux débats n'avait été entendue que par forme de renseignements, il n'y aurait pas lieu non plus à poursuites contre elle, sur prévention de faux témoignage ; car, elle n'aurait pas fait une véritable déposition : cependant, ce ne peut être pour elle un motif de dissimuler la vérité ; elle ne s'en rendrait pas moins coupable d'une immoralité qui la déshonorerait dans l'esprit des gens de bien.

X. Y aurait-il faux témoignage dans le sens de la loi, si le témoin n'avait pas déclaré *tout ce qu'il savait* ?

L'engagement que prend le témoin de dire *toute la vérité*, ne se rapporte qu'à ce qui constitue le fait de la prévention et ses accessoires.

C'est ainsi que doit être entendue la disposition de l'art. 317. (*Arrêts des 9 octobre 1806 et 20 mai 1808.*)

Dans la première espèce, le témoin avait *dissimulé* un fait *aggravant* contre l'accusé ; mais comme ce fait était étranger à l'accusation, il fut déclaré n'y avoir lieu à suivre sur la prévention de faux témoignage ; dans la deuxième, la réticence reprochée au témoin avait eu pour objet de donner *une autre direction* aux conséquences qui pouvaient résulter des faits constatés par les débats ; il fut dit y avoir lieu à suivre.

XI. Une fausse dénonciation n'est pas un faux témoignage ; mais si le dénonciateur était appelé comme témoin aux débats, et qu'il persistât dans sa fausse dénonciation, il pourrait être poursuivi comme faux témoin ; il ne serait plus alors un simple dénonciateur, mais un véritable témoin.

XII. Sous l'empire de l'ordonnance de 1670, on faisait prêter serment au prévenu de répondre la vérité aux interrogations qui allaient lui être faites, ce qui était le mettre dans l'alternative ou de mentir à sa conscience, ou de s'accuser lui-même. La nouvelle législation ne l'exige plus; on a facilement senti que l'on ne peut faire un crime au prévenu de la dissimulation qu'il met dans ses réponses, ni même des faussetés qui s'y font remarquer.

XIII. Il n'y a qu'un témoin qui puisse rendre un faux témoignage; c'est ce que la Cour de cassation jugea par arrêt du 22 pluviôse an xi, au rapport de M. Borel, sur les conclusions de M. l'Avocat-Général Lecoutour.

Les nommés Friings et Gener, cités devant le Juge-de-paix du canton de Lissendorf, avaient été interrogés sur certains faits, et ils avaient répondu de manière à les faire soupçonner d'en avoir imposé à la Justice.

Dénoncés par le Ministère public pour s'être rendus coupables de faux témoignage, ils avaient été traduits devant la Cour de Justice criminelle, qui les avait condamnés aux peines prononcées contre les faux témoins.

Sur leur recours en cassation, l'arrêt fut annulé;

« Attendu que le sens et l'étendue des expressions contenues au Code pénal, » doivent être déterminées par les définitions que les lois anciennes, les décisions » judiciaires et les opinions des Jurisconsultes ont adoptées;

» Attendu qu'il résulte des anciennes lois, que les témoignages ne peuvent s'en- » tendre que des dépositions faites en la cause d'autrui; que la loi 16, au *digeste*, » de *testibus*, portant, *qui falsa, vel varia testimonia dixerunt vel utrique parti* » *prodiderunt... puniuntur*, ne peut s'appliquer au délit commis par celui qui altère » la vérité dans sa propre cause; que la loi 10, au Code de *testibus*, n'admet le » témoignage de personne en sa cause, *omnibus in re propriâ dicendi testimonii* » *facultatem jura submoverunt*; que le parjure qui comprenait les affirmations » mensongères faites en Justice, a toujours été distingué du crime de faux témoi- » gnage; que les ordonnances des Empereurs, celles des Rois de France, particu- » lièrement les capitulaires et les ordonnances de 1452 et 1531, ont maintenu cette » distinction; que cette dernière ordonnance prononçait la peine capitale contre les » faux témoins, tandis que la peine du parjure, d'abord afflictive, puis modifiée, » et restreinte à des amendes et restitutions, était devenue arbitraire; que les arrêts » recueillis par Boniface, Papon et le Journal des Audiences, ainsi que les opinions » des criminalistes, attestent également la distinction de ces deux genres de » délits;

» Que dans cet état de la jurisprudence, le Code pénal ayant placé seulement le » faux témoignage au nombre des crimes, ce délit est maintenant susceptible de la » poursuite criminelle, qui n'est plus applicable au parjure;

» Attendu que dans l'espèce, il s'agissait d'une prévention de fausseté dans les » réponses des demandeurs, appelés comme défendeurs devant la Justice de paix

» du canton de Lissendorf ; que le serment avait été déféré auxdits prévenus , en vertu de l'art. 342 du règlement sur l'ordre judiciaire , et qu'il ne constituait pas même le serment *litis decisorium* , puisqu'il a été accordé par le Juge un délai pour chercher les preuves ultérieures ; qu'ainsi la preuve résultant du procès-verbal de la Justice de paix , ne pouvait porter les caractères de celle du faux témoignage prévu par l'art. 47 du Code ci-dessus cité ; qu'ainsi il y a eu poursuite criminelle relative à un délit non prévu par le Code pénal , et fausse application des dispositions dudit Code et de celle de la loi du 3 brumaire qui en sont la conséquence :

» Par ces motifs , la Cour casse et annule , etc. »

XIV. Celui-là non plus ne peut être mis en prévention de faux témoignage , qui est revenu , dans sa déposition aux débats , sur l'opinion qu'il avait d'abord manifestée dans sa déposition écrite , lorsque cette opinion se rattache uniquement à la moralité du fait ; car il est possible que les circonstances aient perdu de leur gravité dans son esprit , par la réflexion : c'est ce qui fut jugé par arrêt du 16 janvier 1807.

Les considérans de cet arrêt suffisent pour en faire connaître l'espèce.

Il fut rendu sur le rapport de M. Audier-Massillon , et sur les conclusions de M. l'Avocat-Général Thuriot , en ces termes :

« Attendu que les variations reprochées à Bernard Gallini , et pour lesquelles il a été accusé , poursuivi et condamné à vingt ans de fers , ne tombaient pas sur un fait matériel , mais sur les circonstances du fait , ou plutôt sur le jugement que Gallini a porté sur la volonté et l'intention de celui qui l'avait blessé , et sur les causes qui ont pu retarder l'effet de la blessure ;

» Que Gallini n'était pas un simple témoin dans la procédure instruite contre Forcherio , qu'il était en outre la partie offensée ;

» Que l'intérêt de la justice exige que l'offensé puisse revenir sur le jugement qu'il a porté dans le moment même de l'offense sur l'intention de l'agresseur , qu'il puisse reconnaître et avouer des circonstances atténuantes qui ont pu lui échapper dans sa première déclaration , sur-tout lorsqu'il l'a faite étant grièvement blessé et pouvant être accablé par la douleur et par la maladie ;

» Que la variation de Gallini sur le point de savoir si le coup de fusil dont il avait été blessé , avait été tiré volontairement , était d'autant plus excusable qu'il conste par le procès-verbal dressé par le Maire d'abord après l'action , que les témoins présens ont été dans l'incertitude à cet égard ;

» Qu'on ne peut pas aussi faire un crime à Gallini de s'être trompé sur la cause de la durée de sa maladie , et d'avoir imputé à son inconduite et à des imprudences à lui personnelles , le retard de sa guérison , que les Médecins n'attribuaient qu'à la blessure et à d'autres accidens naturels ;

» Que ces déclarations ne présentaient pas le caractère de gravité nécessaire pour constater un crime de faux témoignage , donner lieu à des poursuites criminelles et

- » à l'application de la peine de vingt ans de fers , portée par l'art. 48, Section II ;
- » Tit. II, Partie II, du Code pénal ; et par conséquent qu'il y avait dans le jugement
- » et dans toute la procédure incompétence et abus de pouvoir :
- » Par ces motifs , la Cour casse , etc. , etc. »

XV. Le Législateur ne pouvait donner une définition bien précise de ce qui constitue le faux témoignage ; il devait s'en remettre , pour l'appréciation des faits , à la sagesse et à la prudence des Magistrats ; mais il est bon d'observer que le faux témoignage ne résulte pas nécessairement de la contrariété qui se trouve entre la déposition d'un témoin et celle d'un autre , ni même de la contrariété qui peut exister entre la déposition d'un témoin et celles de plusieurs autres ; car la même prévention pourrait peser sur tous les témoins qui auraient fait des déclarations contraires ; de sorte que toutes les fois que des témoins se trouveraient contraires en fait , il faudrait tous les mettre en prévention de faux témoignage.

Mais le témoin qui vient déposer aux débats sur la *matérialité* du fait , en sens contraire de ce qu'il a déposé par écrit , sans pouvoir donner un motif raisonnable de ce changement , et si sa nouvelle déclaration se trouve en opposition avec celle des autres témoins , il s'élève nécessairement contre lui une prévention de faux témoignage.

On ne pourrait en dire de même si le témoin n'avait fait qu'ajouter dans sa déposition orale , des circonstances qui lui avaient échappé dans sa déposition écrite , et qui s'y trouvent concordantes.

XVI. L'art. 330 ne s'occupe pas des complices du faux témoignage , parce que les complices en cette matière , comme dans la complicité de tous les autres crimes , doivent être poursuivis et punis de la même manière que ceux qui en sont les auteurs (*Art. 59 du Code pénal.*)

Mais la complicité du crime de faux témoignage résulte presque toujours de la subornation , et le Code pénal de 1791 ne mettait pas la subornation des témoins au nombre des crimes , lorsqu'elle n'avait pas été suivie d'exécution ; de sorte qu'il n'y avait aucun moyen d'atteindre celui qui ne s'était rendu coupable que de *tentative* de subornation , la tentative n'étant réputée criminelle , aux termes de la loi du 22 prairial an 11 , qu'autant que le fait qui la constituait portait sur un véritable crime.

Cette lacune dans le Code pénal de 1791 , ne pouvait manquer d'être aperçue et réparée ; une action aussi lâche que celle de suborner des témoins , devait être punie de peines assez sévères pour ôter à la personne la plus immorale l'envie d'en faire usage. Or , c'est ce que le Code pénal de 1810 a fait dans son art. 365 , en promettant la peine des travaux forcés à perpétuité ou à temps , même celle de mort , contre celui qui s'est rendu coupable de subornation de témoins , suivant la nature du crime dont le faux témoignage provoqué devait être l'objet.

La tentative de subornation rentre , par ce moyen , dans la catégorie des crimes ;

et on n'aura plus le spectacle affligeant de voir un suborneur de témoin braver l'impuissance des lois.

XVII. Si le faux serment judiciaire ne peut constituer le faux témoignage, en ce que l'on ne peut être témoin dans sa propre cause, et qu'il n'y a que le témoin qui puisse faire un faux témoignage, ce n'en est pas moins un crime qui doit être sévèrement réprimé; aussi l'est-il par l'art. 366 du Code pénal, portant que : *celui à qui le serment aura été déféré ou référé en matière civile, et qui aura fait un faux serment, sera puni de la dégradation civique.* Mais il faut que le serment ait été *déféré* ou *référé*, et qu'il l'ait été en matière *civile*; car on ne peut exiger d'un accusé qu'il réponde catégoriquement sur des faits qui pourraient le compromettre.

Il était d'autant plus important de mettre ce frein à la mauvaise foi, que le serment *déféré* ou *référé*, ayant été prêté, il ne reste aucun moyen à l'adversaire d'en établir la fausseté. (*Art. 1363 du Code Napoléon.*)

XVIII. On a souvent demandé, sous l'empire de la loi du 24 vendémiaire an III, s'il devait être posé une question intentionnelle en matière de faux témoignage? La Jurisprudence était établie pour l'affirmative, lorsque le Code de brumaire an IV fut mis en activité, et il fallait bien le juger ainsi, puisque la loi du 24 vendémiaire an III, renfermait une disposition tellement *générale*, qu'elle n'admettait aucune exception.

Mais lorsque le Code de brumaire an IV (*art. 594*), eut fait défense de procéder et de juger dans une autre forme que celle qu'il indiquait, la Cour de cassation s'empessa de revenir aux véritables principes, en adoptant une Jurisprudence absolument contraire: la Cour se fonda sur ce que celui qui dépose *sciemment faux*, a nécessairement l'intention de porter un faux témoignage, de sorte que l'intention se trouve nécessairement dans le fait. Il y eut arrêt le 15 juillet 1808; et déjà les 29 floréal et 6 thermidor an VIII, et 27 pluviôse an IX, la Cour de cassation avait jugé en principe, qu'il ne devait pas être posé de questions intentionnelles, lorsque l'intention résultait de la matérialité du fait.

XIX. Cette question qui était de la plus haute importance sous le régime du Code de brumaire an IV, ne présente plus aujourd'hui le même intérêt, puisque le Code d'instruction criminelle n'autorise plus à poser d'autres questions au Jury, que celle de la *culpabilité* de l'accusé, et celles qui peuvent rendre le crime *excusable*. (*art. 337, 339 et 340*); mais il n'était pas inutile de rappeler le principe; car il doit servir à diriger le Jury dans sa déclaration.

Ce serait en effet tromper l'attente de la Justice, que de supposer une *bonne intention* à celui qui a commis le crime, avec la conscience et la volonté de le commettre.

ARTICLE CCCXXXI.

Dans le cas de l'article précédent, le Procureur-Général, la partie civile ou l'accusé, pourront immédiatement requérir, et la Cour ordonner, même d'office, le renvoi de l'affaire à la prochaine session.

OBSERVATIONS.

I. La disposition de cet article devenait nécessaire, d'après celle de l'art. 353, portant que l'examen et les débats une fois entamés, doivent être continués sans interruption, jusqu'après la déclaration du Jury inclusivement. On aurait pu douter, en effet, que la Cour d'Assises fût autorisée à renvoyer l'affaire à la session suivante; et on se serait même vu dans la nécessité de prononcer pour la négative; car l'art. 445 suppose que le jugement a pu être porté malgré la prévention de faux témoignage: mais tout doute est levé par l'art. 331 qui autorise la Cour d'Assises à faire, même d'office, le renvoi de l'affaire à la prochaine session; ce qui présente bien l'inconvénient de priver l'accusé d'un Jury de son choix; mais il y en aurait un bien plus grave, à juger le procès, sur la déposition de témoins prévenus de faux témoignage.

II. Cependant, comme l'art. 331 n'est pas prescrit à peine de nullité, et que s'il n'y avait pas eu réquisition pour le renvoi de l'affaire à la session suivante, il serait possible que la Cour d'Assises eût laissé continuer les débats lorsque la déclaration du témoin mis en prévention ne lui aurait pas paru avoir une influence nécessaire sur le jugement, le Code devait déterminer la manière dont il faudrait se conduire en pareil cas; et c'est ce que le Législateur a fait dans l'art. 445, qui porte la défense de mettre à exécution l'arrêt de condamnation qui aurait été prononcé contre l'accusé, lors même que son recours en cassation aurait été rejeté, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'accusation en faux témoignage du témoin ouï aux débats.

III. Il ne faudrait pas attendre qu'il eût été statué sur la prévention de faux témoignage, pour mettre l'accusé en liberté, s'il avait été acquitté; attendu qu'il n'y en aurait pas moins chose irrévocablement jugée à son égard.

ARTICLE CCCXXXII.

Dans le cas où l'accusé, les témoins, ou l'un d'eux ne parleraient pas la même langue ou le même idiôme, le Président nommera d'office, à peine de nullité, un Interprète âgé de vingt-un ans au moins, et lui

fera , sous la même peine , prêter serment de traduire fidèlement les discours à transmettre entre ceux qui parlent des langages différens.

L'accusé et le Procureur-Général pourront récuser l'interprète , en motivant leur récusation.

La Cour prononcera.

L'Interprète ne pourra , à peine de nullité , même du consentement de l'accusé ni du Procureur-Général , être pris parmi les témoins , les Juges et les Jurés.

OBSERVATIONS.

I. L'art. 332 prononce la peine de nullité pour l'inobservation de sa première et de sa quatrième disposition.

La nullité qu'il prononce ne s'applique ni à la seconde ni à la troisième.

II. Mais , pour les deux cas où il la prononce , il le fait d'une manière *absolue* ; de sorte qu'elle ne serait pas convertie par le consentement du Procureur-Général , ni par celui de l'accusé : d'où suit que le Procureur-Général doit surveiller avec la plus grande attention , l'observation des formalités que cet article prescrit ; car il ne faut pas s'attendre que l'accusé fasse à ce sujet aucune réquisition , puisqu'il ne pourrait que gagner à leur inobservation. En effet , s'il était condamné , il en résulterait en sa faveur une ouverture insurmontable de cassation ; et s'il était acquitté , il ne pourrait être remis en jugement , aux termes de l'art. 409 , malgré l'annulation de l'arrêt qui aurait prononcé son acquittement.

III. Il suffit que l'accusé ou l'un des témoins ne parle pas la même langue ou le même idiôme , pour qu'il y ait *nécessité* d'appeler un Interprète ; mais il n'en est pas de même de la partie civile ; cependant , il n'y aurait pas nullité , quand , par surabondance de droit , un Interprète serait appelé en pareil cas , puisque le Code ne le défend pas.

IV. C'est au Président qu'il appartient de nommer l'Interprète ; mais celui qui est appelé pour en remplir les fonctions , peut être récuse par le Procureur-Général et par l'accusé ; il le serait inutilement par la partie civile , dont l'intérêt est entièrement subordonné à l'exercice de l'action publique.

V. Le Code ne dit pas pour quelles causes l'Interprète peut être récuse ; il exige seulement que la récusation soit *motivée* ; c'est à la Cour d'Assises à juger le mérite de la récusation , et non au seul Président , auquel l'art. 332 n'a délégué que le droit de nommer l'Interprète.

Mais la Cour d'Assises ne pourrait , sans tomber dans l'arbitraire , rejeter une récusation qui serait fondée sur l'une des causes mentionnées dans l'art. 322 ; car

c'est par l'Interprète que se fait réellement aux débats la déclaration du témoin qui ne parle pas le même langage ou le même idiôme, ce qui l'identifie nécessairement avec lui ; d'où suit que le même reproche peut être personnellement proposé contre l'un et contre l'autre.

Cependant, on peut dire que l'art. 322 ne renfermant aucune disposition relative aux reproches à fournir contre l'Interprète, que celle qui défend de le prendre parmi les Juges, les Jurés et les témoins, il ne peut être proposé contre lui d'autres moyens de récusation.

Mais ce serait faire une fausse application de l'art. 332 ; car, de ce qu'il décide que l'Interprète ne peut être pris parmi les Juges, les Jurés et les témoins, il n'en résulte pas nécessairement qu'il ne puisse être proposé contre lui aucune récusation personnelle.

L'art. 332 suppose même nécessairement le contraire dans son second paragraphe, en autorisant le Procureur-Général et l'accusé à proposer des récusations motivées.

Notre opinion est, que les mêmes reproches que l'art. 322 autorise à proposer contre les *témoins*, peuvent l'être valablement contre l'Interprète, lorsque, surtout, c'est un *témoin* qui parle un idiôme étranger.

Nous pensons même qu'il suffit que les faits posés à la charge de l'Interprète puissent donner lieu de craindre qu'il ne soit pas exempt de partialité, pour que la Cour d'Assises doive admettre la récusation ; car un Interprète peut être remplacé sans conséquence, tandis qu'il pourrait y avoir de grands inconvénients à se servir d'un interprète infidèle.

Si c'était l'accusé qui parlât un idiôme étranger, ce ne serait plus d'après les dispositions de l'art. 322 qu'il faudrait juger le reproche, mais d'après l'appréciation des circonstances.

VI. Si la Cour d'Assises avait rejeté la récusation, son arrêt serait-il susceptible de cassation ?

Il n'y aurait pas violation ouverte de la loi, lors même que la récusation serait fondée sur les dispositions formelles de l'art. 322, puisque cet article ne s'occupe spécialement que des témoins.

Si cependant, au lieu de rejeter la récusation, la Cour n'y avait pas prononcé, cette omission emporterait nullité, aux termes de l'art. 408.

Mais quel que soit le jugement porté sur la récusation, les débats ne doivent pas moins être continués, sauf au Procureur-Général ou à l'accusé à proposer la nullité sur son recours contre l'arrêt définitif.

VII. Il suffit que l'Interprète soit âgé de vingt-un ans : il devait en avoir au moins vingt-cinq sous le régime du Code de brumaire an iv.

Le même Code exigeait que l'Interprète prêtât serment de traduire fidèlement et

suivant sa conscience, les discours à transmettre entre ceux qui parlent des langages différents ; le Code d'instruction criminelle exige seulement que l'Interprète fasse le serment *de traduire fidèlement*, ce qui est la même chose ; car ces mots : *et suivant sa conscience*, ne disent rien de plus.

Aussi, toutes les fois que la nullité a été demandée, sur le motif que l'Interprète avait seulement promis de traduire fidèlement, *ou* suivant sa conscience, la Cour de cassation n'y a-t-elle eu aucun égard.

Le serment à prêter par l'Interprète, n'ayant été exigé sous aucune forme déterminée, il doit l'être dans celle autorisée par la religion que professe l'Interprète, ainsi que nous l'avons établi à l'égard des témoins, sur l'art. 317.

ARTICLE CCCXXXIII.

Si l'accusé est sourd-muet et ne sait pas écrire, le Président nommera d'office, pour son Interprète, la personne qui aura le plus d'habitude de converser avec lui.

Il en sera de même à l'égard du témoin sourd-muet.

Le surplus des dispositions du précédent article sera exécuté.

Dans le cas où le sourd-muet saurait écrire, le Greffier écrira les questions et observations qui lui seront faites ; elles seront remises à l'accusé ou au témoin, qui donneront, par écrit, leurs réponses ou déclarations. Il sera fait lecture du tout par le Greffier.

OBSERVATIONS:

I. Cet article prévoit le cas où un accusé sourd-muet est mis en jugement, et celui où c'est un sourd-muet qui est appelé comme témoin aux débats ; et il veut que, s'ils ne savent pas écrire, il leur soit donné pour Interprète la personne qui a le plus d'habitude de converser avec eux ; ce qui semble établir une exception aux dispositions de l'art. 332 ; car celui qui a le plus d'habitude de converser avec le sourd-muet, peut être un des Juges, un des Jurés ou un des témoins ; mais cette disposition de l'art. 333 se trouve restreinte par la deuxième, qui porte que le surplus des dispositions de l'art. 332 sera exécuté.

Il faut donc se gouverner dans le cas de l'art. 333, d'après les mêmes principes, que dans celui de l'art. 332.

II. Il ne peut s'élever d'autres difficultés sur la nomination de l'Interprète, dans le cas de l'art. 333, que sur le point de savoir si la personne désignée pour en remplir les fonctions, est celle qui a le plus d'habitude de converser avec l'accusé ou avec le témoin sourd-muet ; et c'est à la Cour à prononcer sur les contestations qui peuvent s'élever à ce sujet,

III. Mais lorsque l'accusé ou le témoin sourd-muet sait écrire, c'est-à-dire, lorsqu'il le sait suffisamment pour répondre aux questions et aux observations qui peuvent lui être faites, ce n'est plus le cas de lui nommer un Interprète; car il vaut mieux avoir une déclaration écrite de l'accusé ou du témoin, que de recevoir sa déclaration par l'intermédiaire d'un Interprète.

IV. Lorsque le témoin ou l'accusé sourd-muet sait écrire, les questions et les observations qui lui sont faites doivent être écrites par le Greffier, et lui être remises, afin qu'il y fournisse ses réponses.

Le tout est ensuite lu à haute voix par le Greffier.

V. Les art. 332 et 333 ne s'occupent que de l'instant des débats; mais l'application doit s'en faire à tous les cas; de sorte que le Juge d'instruction, chargé de procéder à l'information sur un crime dont un sourd-muet peut être prévenu, doit également lui nommer un Interprète lorsqu'il ne sait pas écrire; le Code d'instruction criminelle ne le défend pas, et la nature des choses l'exige. Cela se pratiquait déjà soit pour l'instruction, soit pour les débats, avant la mise en activité du Code d'instruction criminelle, quoique le Code de brumaire an iv n'eût encore établi aucune règle à ce sujet. On avait continué à suivre sur ce point les dispositions de l'ordonnance de 1670.

A R T I C L E C C C X X X I V.

Le Président déterminera celui des accusés qui devra être soumis le premier aux débats, en commençant par le principal accusé, s'il y en a un.

Il se fera ensuite un débat particulier sur chacun des autres accusés.

O B S E R V A T I O N S.

I. SUIVANT l'art. 317, c'est au Procureur-Général à déterminer l'ordre dans lequel les témoins doivent être ouïs; et suivant l'art. 334, c'est au Président qu'il appartient de décider lequel des accusés doit être présenté le premier aux débats.

Chacun de ces Magistrats a son attribution particulière.

Mais s'il existe un *principal* accusé, c'est toujours par lui que les débats doivent commencer; et si, par erreur, le Président ordonnait qu'ils commençassent par un autre, le Procureur-Général devrait lui en faire l'observation, et requérir l'exécution de cette disposition du Code, qui est de rigueur.

Cela résulte suffisamment de ces mots, *en commençant par le principal accusé, s'il y en a un.*

La faculté accordée au Président n'est donc réellement que pour le cas où aucun des accusés ne peut être considéré comme le chef de l'entreprise.

II. Lorsque le débat a été établi avec le principal accusé, il est à la volonté du Président de l'établir avec celui des co-accusés qu'il juge à propos; mais il doit observer, autant qu'il est possible, de l'établir d'abord avec celui sur lequel pèsent les plus fortes charges.

III. Le Code ne dit pas de quelle manière le débat particulier sur chacun des accusés doit s'établir; mais cela se conçoit assez.

Le débat doit s'établir, avec chacun des accusés, sur le témoignage *individuel* de chaque témoin, et avant qu'aucun nouveau témoin soit appelé à faire sa déposition; il faudrait sans cela que chaque témoin fît autant de dépositions qu'il y aurait d'accusés, et les longueurs qui résulteraient de cette forme de procéder en seraient le moindre inconvénient.

ARTICLE CCCXXXV.

A la suite des dépositions des témoins, et des dire respectifs auxquels elles ont donné lieu, la partie civile ou son conseil et le Procureur-Général seront entendus, et développeront les moyens qui appuient l'accusation.

L'accusé et son conseil pourront leur répondre.

La réplique sera permise à la partie civile et au Procureur-Général; mais l'accusé ou son conseil auront toujours la parole les derniers.

Le Président déclarera ensuite que les débats sont terminés.

OBSERVATIONS.

I. Ce n'est qu'à la suite des dépositions de *tous* les témoins portés sur la liste produite, et des débats particuliers qui se sont établis sur chacune d'elles, que le Code donne la parole à la partie civile et au Procureur-Général, pour développer les moyens qui appuient l'accusation.

C'est par la partie civile ou par son conseil que les plaidoiries doivent commencer; ainsi l'exige le Code d'instruction criminelle, qui a opéré en ce point, sous un double rapport, un changement dans la forme de procéder établie par l'art. 370 du Code de brumaire an iv.

Le Code de brumaire an iv n'autorisait pas d'une manière expresse la partie civile à se faire assister d'un conseil, et il ne lui accordait la parole qu'après le Procureur-Général; mais le Code d'instruction criminelle n'a pas attaché assez d'importance à ces changemens pour en prescrire l'observation, sous peine de nullité: cependant il y aurait ouverture à cassation, si l'ordre de la parole était interverti, s'il y avait eu réquisition à ce qu'il fût observé, et que la Cour eût omis ou refusé d'y prononcer.

II. C'est au Procureur-Général à prendre la parole après la partie civile.

Il ne peut être gêné en aucune manière dans le développement de ses moyens ; sous peine de nullité des débats. (*Arrêt du 17 floréal an VIII.*) Il ne doit pas plus dissimuler ce qui peut être à la décharge de l'accusé, que ce qui peut résulter à sa charge de l'information et des débats.

La même latitude doit être accordée à l'accusé pour sa défense. (*Arrêt du 11 août 1808.*)

Dans l'espèce de cet arrêt, il avait été interdit au conseil de l'accusé de donner lecture aux débats d'une consultation médico-légale, de laquelle il prétendait résulter qu'il n'existait pas de corps de délit.

La Cour de Justice criminelle avait interdit cette lecture, sur le motif que la consultation devait être considérée comme une déposition écrite ; mais les Médecins qui l'avaient délibérée, n'avaient pas été appelés en témoignage ; la consultation qu'ils avaient donnée ne pouvait donc être considérée comme une véritable déposition.

III. La même faveur doit-elle être accordée à la partie civile ?

La parole lui étant accordée, ainsi qu'au Procureur-Général et à l'accusé, nous ne pensons pas qu'elle pût être gênée non plus dans le développement de ses moyens ; cependant, si elle divaguait sur des objets étrangers à l'accusation, elle pourrait être rappelée à l'ordre par le Président, qui est chargé par l'art. 270 de rejeter tout ce qui tendrait à prolonger les débats, sans espoir d'obtenir plus de certitude dans les résultats. Si elle persistait, la parole pourrait lui être retirée, sans qu'il en résultât aucune ouverture de cassation.

IV. La violation de la loi, sous ce rapport, est un moyen personnel à celui qui a été interrompu dans sa discussion ; de sorte que l'accusé ne pourrait tirer une ouverture de cassation, du refus qui aurait été fait au Procureur-Général ou à la partie civile de développer leurs moyens à l'appui de l'accusation.

V. Ce n'est qu'à la partie civile, et non à la partie plaignante ou dénonciatrice, que le Code d'instruction criminelle accorde la parole aux débats, tandis que sous l'empire du Code de brumaire an IV, il suffisait d'être partie plaignante ; mais, alors, toute partie plaignante était réputée partie civile.

VI. Ce n'est qu'après avoir entendu la partie civile et le Procureur-Général, que l'accusé doit être ouï par lui ou par son conseil, ce qui est dans l'ordre ; car il faut qu'il ait une entière connaissance des faits et des moyens qui lui sont opposés pour établir sa défense.

Il était également naturel que la partie civile et le Procureur-Général eussent le droit de répliquer à l'accusé ; et il était juste aussi que l'accusé eût la parole le dernier ; mais comme ce n'est qu'une simple faculté que lui accorde l'art. 335, il doit la demander.

Si l'accusé l'avait réclamée, et qu'elle lui eût été *refusée*, il y aurait nullité dans la déclaration du Jury, et par suite dans l'arrêt qui en aurait été le résultat, par la raison décisive que l'accusé, dans ce cas, n'aurait pas eu toute la latitude que la loi exige qui lui soit accordée pour sa défense.

La raison, la justice et la loi veulent, en effet, que personne ne puisse être condamné sans avoir été entendu, et ce n'est pas avoir été entendu, que de l'avoir été d'une manière incomplète.

VII. Ce n'est que lorsque le Procureur-Général et l'accusé ont déclaré n'avoir plus rien à dire, que le Président doit clore les débats; mais une fois qu'ils sont clos, la parole ne peut plus être accordée ni à la partie civile, ni au Procureur-Général, ni à l'accusé; et le Président ne pourrait même, en usant de son pouvoir discrétionnaire, appeler de nouveaux témoins pour donner des renseignements; car l'art. 269 ne donne ce pouvoir au Président que *pendant* le cours des débats.

VIII. Mais tant que les débats n'ont pas été déclarés clos, les plaidoiries fussent-elles achevées, le Président ne pourrait refuser de faire aux témoins, à la partie civile ou à l'accusé, sur leurs demandes respectives, ou sur celles des Juges et des Jurés, les interpellations requises.

Si le Président s'y refusait, il y aurait de sa part un déni de Justice, et en conséquence, la Cour de cassation jugea le 2 messidor an XII, au rapport de M. Liborel, sur les conclusions de M. l'Avocat-Général Lecoutour, qu'il y avait nullité des débats;

» Attendu, que du refus fait par le Président du Tribunal criminel des Bouches-
» du-Rhône, d'admettre l'interpellation que l'un des Juges lui demandait de faire
» à un témoin, avant la déclaration de la clôture des débats, il résultait une contra-
» vention formelle à l'art. 356 du Code de Brumaire an IV, et un excès de
» pouvoir. »

Mais dans le système du Code d'instruction criminelle, *l'excès de pouvoir* n'est plus une ouverture de cassation: on peut consulter sur ce point le discours de M. le Conseiller-d'Etat Berlier, lorsqu'il présenta le Titre III du Projet du Code d'instruction criminelle au Corps-Législatif, et l'art. 319 du Code d'instruction criminelle.

L'arrêt du 2 messidor an XII ne peut donc fixer la Jurisprudence sur ce point; notre opinion est même qu'il faudrait écarter l'ouverture de cassation que l'on prétendrait faire résulter du refus du Président, si le Procureur-Général ou l'accusé n'avait pas requis qu'il fût fait droit à la demande du Juge, et que la Cour n'eût pas omis ou refusé de prononcer: car, le Président n'aurait fait qu'user en cela de son pouvoir discrétionnaire. (*Art. 268 et 270.*)

ARTICLE CCCXXXVI.

Le Président résumera l'affaire.

Il fera remarquer aux Jurés les principales preuves pour ou contre l'accusé.

Il leur rappellera les fonctions qu'ils auront à remplir.

Il posera les questions , ainsi qu'il sera dit ci-après.

OBSERVATIONS.

I. Les débats étant clos, le Président doit résumer l'affaire, c'est-à-dire la présenter au Jury sous les points de vue les plus simples, en leur faisant remarquer les principales preuves pour ou contre l'accusé : il remplit à cet égard les fonctions de Rapporteur.

Le Président ne doit rien laisser transpirer de son opinion personnelle, qui ne pourrait manquer d'avoir une grande influence, soit à raison du caractère dont il est revêtu, soit à raison de la confiance particulière qu'il peut mériter.

II. Ce n'est que dans les débats, et non dans des circonstances étrangères, que le Président doit puiser pour faire son résumé; ce ne serait plus sans cela un simple résumé qu'il ferait, mais une véritable attaque qu'il dirigerait contre l'accusé, dans un moment où il lui serait interdit de la repousser. C'est ce que la Cour de cassation jugea le 9 fructidor an ix, en annulant un arrêt de condamnation, sur le motif, que dans son résumé, le Président s'était permis de tirer induction contre l'accusé, de pièces qui n'avaient pas été produites, et sur lesquelles dès-lors les débats n'avaient pu s'établir.

Dans cette espèce, la faute commise par le Président était d'autant plus grave, qu'il avait refusé la parole à l'accusé qui l'avait réclamée, en fondant son refus sur ce que les débats étaient clos.

III. Mais, si l'accusé avait été interpellé de répondre sur le nouveau fait relevé par le Président, et qu'il eût pris la parole, il aurait couvert la nullité.

Si l'accusé refusait de répondre, la Cour d'Assises devrait annuler les débats, et renvoyer l'affaire à la session suivante.

L'accusé ne pourrait s'en plaindre, puisque le renvoi aurait été nécessité par son refus de répondre.

IV. On opposerait en vain deux arrêts rendus par la Cour de cassation les 11 brumaire an xii, et 1.^{er} thermidor an xiii, par lesquels des arrêts furent annullés pour avoir fait le renvoi des affaires à la session suivante, après que les débats avaient été commencés.

Dans l'espèce du premier de ces arrêts, le Président qui se trouvait empêché, pouvait être suppléé, et les débats recommencés; dans l'espèce du second, la parole pouvait être retirée au Défenseur qui en avait abusé; de sorte que, ni dans l'une ni dans l'autre, il n'y avait nécessité de renvoyer à la session suivante.

Dans l'espèce particulière, au contraire, le discours du Président a pu jeter de la prévention dans l'esprit du Jury, et ce serait aller contre l'intérêt de l'accusé, que de le faire juger par le même Jury, auquel de pareilles insinuations auraient été faites.

V. Il y a lieu à renvoi à la session suivante, toutes les fois qu'il survient pendant le cours des débats, des circonstances telles que l'on ne puisse espérer des Jurés une décision impartiale; aussi M. le Procureur-Général Merlin, dans un réquisitoire qu'il présenta à la Cour de cassation pour obtenir le renvoi d'une affaire à la Cour d'Assises de Paris, pour cause d'utilité publique, fit-il l'éloge de la conduite tenue par la Cour d'Assises d'Amiens, qui avait renvoyé la cause à la session suivante, quoique les débats fussent commencés, et la Cour de cassation partagea pleinement l'opinion de M. le Procureur-Général.

Pour donner une idée exacte de cette affaire, nous allons transcrire en entier le réquisitoire du Procureur-Général près la Cour Impériale d'Amiens, sur lequel intervint l'arrêt de renvoi que prononça cette Cour le 22 août 1811.

« Nous Pierre-Suzanne-Marie de la Mardelle, Procureur-Général près la Cour Impériale, Baron de l'Empire, Chevalier de la Légion-d'Honneur;

» Vu le procès-verbal de la séance de la Cour d'Assises extraordinaire de la Somme, en date d'hier, 21 du présent mois;

» D'où il résulte que le témoin Gabriel Butel, déposant à décharge dans le procès de la fille N....., accusée d'empoisonnement, et s'exprimant sur la conduite qu'il imputait à la fille Rose de La Haye, témoin à charge, s'est servi d'une expression indécente et obscène, consignée audit procès-verbal, et qu'aussitôt plusieurs Jurés se sont permis de se lever, d'applaudir fortement et à plusieurs reprises, tant de la voix, qu'en frappant des pieds et en battant des mains;

» Attendu que ces Jurés ont, par là, donné le signal au public, qui s'est permis aussitôt d'applaudir et de trépigner pendant plusieurs minutes sans qu'il fût possible de le contenir;

» Attendu que, par cette conduite scandaleuse, ces Jurés ont donné leur assentiment à l'obscénité du propos, et se sont ainsi rendus indignes d'exercer plus long-temps leurs honorables fonctions;

» Attendu que tout Juge qui, avant le jugement qu'il doit rendre, émet publiquement son opinion, est récusable;

» Attendu qu'il est impossible de faire connaître plus ouvertement son opinion en faveur de l'accusé, qu'en applaudissant et en encourageant les témoins à

» décharge par des signes extérieurs qui tendent à soulever l'opinion et à violenter la Justice ;

» Attendu que les Jurés étant juges du fait , ne sont pas plus exempts que les Magistrats de l'obligation de ne pas faire connaître leur opinion avant le jugement ;

» Attendu que ce manque de respect aux lois , cette violation ouverte du serment prêté , dont aucune session d'Assises n'a encore offert l'exemple , ne sauraient être réprimés avec trop d'éclat ; et qu'il est contraire à la sûreté publique de continuer de pareils Jurés pour décider du sort des accusés ;

» Attendu que si les douze Jurés n'ont pas également participé aux torts de plusieurs d'entre eux , le peu de clarté qui régnait alors dans la salle , et la promptitude du mouvement qui a eu lieu , n'ont pas permis de les distinguer assez précisément pour qu'on puisse les dénommer ; cependant , ces douze Jurés se trouvent , par le soupçon qui plane sur tous , dans une position telle , qu'il serait imprudent de les laisser plus long-temps chargés d'aussi importantes fonctions ;

» Attendu que si les dix-huit Jurés qui restent sur la liste des trente convoqués pour cette session , sont étrangers à cet événement , on ne saurait se dissimuler , d'après la nature des débats et le fait même reproché aux Jurés ci-dessus désignés , que des manœuvres ont été employées auprès des Jurés en général ; comme il y a lieu de penser qu'il en a été employé à l'égard des témoins à charge , dont il a fallu sans cesse confronter les dépositions orales avec les dépositions écrites , pour les ramener à la vérité ;

» Requérons qu'en vertu de l'art. 406 du Code d'instruction criminelle , la présente session de la Cour d'Assises soit déclarée close par événement extraordinaire , et l'examen de l'affaire relative à la fille N.... , et celui des autres accusés qui devaient y être jugés , renvoyés à la session suivante ; comme aussi que le présent réquisitoire et l'arrêt à intervenir soient adressés à Son Excellence le Grand-Juge-Ministre de la Justice. » .

Il fut rendu arrêt conforme à ce réquisitoire.

VI. M. le Procureur-Général près la Cour de cassation , auquel cet arrêt fut transmis par Son Excellence le Grand-Juge Ministre de la Justice , le déféra à la Cour de cassation , et dans un réquisitoire qu'il présenta aux fins du renvoi de l'affaire à une autre Cour d'Assises ; il exposa qu'à la Cour d'Assises d'Amiens toutes les suggestions imaginables avaient été mises en œuvre par les parens , par les amis , et sur-tout par les protecteurs de l'accusée , non-seulement pour détourner les témoins de dire la vérité , et les déterminer à la trahir en rétractant ou modifiant leurs dépositions écrites , mais encore pour séduire les Jurés ;

Que l'effet de ces suggestions avait été porté si loin , que l'on avait vu un des Jurés abuser de la parole qu'il avait obtenue , pour faire un long plaidoyer en faveur de l'accusée ;

M. le Procureur-Général entra ensuite dans d'autres détails dont le développement

de la manière la plus claire, combien la scène qui s'était passée avait été scandaleuse.

Si l'arrêt de renvoi prononcé par la Cour d'Assises d'Amiens, continuait ce Magistrat, n'était pas suffisamment justifié par les circonstances qui l'ont précédé, celles qui l'ont suivi ne le justifieraient que trop par les preuves qu'elles fournissent du progrès que la prévention a fait dans ce procès sur l'opinion publique du département de la Somme.

D'un côté, le Conseil-Général de ce département, oubliant toute espèce d'égards et franchissant sans pudeur les limites dans lesquelles la loi a circonscrit ses attributions, a fait une critique amère de l'arrêt de la Cour d'Assises et l'a dénoncé au Ministre de l'Intérieur, comme attentatoire à l'autorité des Jurés.

De l'autre, les placards imprimés de cet arrêt ont été, dans presque tous les quartiers de la ville d'Amiens, arrachés et déchirés presque au même instant où ils avaient été posés.

Pour tout dire en un mot, ajoutait M. le Procureur-Général, les esprits sont échauffés, les têtes sont exaltées en faveur de la fille N...., comme si de son sort dépendait celui du département; et sans doute cette exaltation, cette chaleur, iront toujours croissant jusqu'à la session à laquelle la fille N.... est renvoyée.

D'après ces considérations, M. le Procureur-Général conclut, à ce qu'il fût ordonné par la Cour de cassation, *pour cause de suspicion légitime*, que la fille N.... serait traduite devant une Cour d'Assises, qui serait désignée parmi celles d'une autre Cour Impériale que celle d'Amiens.

La Cour de cassation faisant droit au réquisitoire de M. le Procureur-Général, et sur le rapport de M. Favard de Langlade, renvoya la fille N.... et les pièces de la procédure devant la Cour d'Assises du département de la Seine, pour y être procédé conformément à la loi.

VII. Ce ne serait pas un motif suffisant pour renvoyer l'affaire à la session suivante, que l'irrégularité qu'aurait pu commettre le Jury dans sa déclaration.

Lorsque la chose arrive, la Cour d'Assises doit considérer la déclaration comme non-avenue, et ordonner au Jury de se retirer dans sa Chambre, pour en faire une nouvelle, revêtue des formalités prescrites.

Il n'en serait pas de même si l'irrégularité provenait de ce que l'un ou plusieurs des Jurés auraient communiqué au dehors depuis la réunion du Jury dans sa Chambre pour discuter les questions qui lui auraient été soumises.

Il deviendrait alors nécessaire de faire le renvoi de l'affaire à la session suivante, s'il y en avait réquisition.

VIII. S'il arrivait qu'après avoir rédigé sa déclaration dans une forme régulière, le

Jury se rendant à l'audience pour en donner la lecture par l'organe de son chef, un des Jurés disparût, sans que l'on pût parvenir à le ramener, quel serait le parti que devrait prendre la Cour d'Assises? Nous traiterons cette question dans nos observations sur l'art. 349.

IX. Après avoir fait son résumé, le Président doit rappeler aux Jurés les fonctions qu'ils ont à remplir; elles se trouvent clairement développées dans les articles 341, 342 et suivans.

X. C'est le Président que le Code d'instruction criminelle charge de poser les questions sur lesquelles le Jury doit être interrogé; ce qui est une dérogation à l'art. 373 du Code de brumaire an iv, qui exigeait qu'elles le fussent au nom et de l'avis de la Cour.

Mais la position des questions, d'après le Code de brumaire an iv, pouvait présenter des difficultés assez sérieuses; elles demandaient un examen préliminaire et réfléchi; tandis que, d'après le Code d'instruction criminelle, elles doivent être posées d'une manière si simple, que l'intervention de la Cour d'Assises ne serait plus qu'une vaine formalité.

XI. Mais de ce que c'est au Président seul à poser les questions, il ne faut pas en tirer la conséquence *nécessaire* qu'il soit interdit au Procureur-Général, aux parties intéressées et aux Jurés, de réclamer contre leur position.

L'art. 376 du Code de brumaire an iv, autorisait formellement les Jurés à proposer des observations sur la manière dont les questions étaient posées; la Cour de Justice criminelle était tenue d'y délibérer.

La disposition de cet article du Code de brumaire an iv, ne se retrouve plus, il est vrai, au Code d'instruction criminelle; mais la réclamation contre la position des questions n'est pas interdite, et si le Président ne les avait pas posées telles qu'elles auraient dû l'être, il devrait s'empresse de les rectifier.

ARTICLE CCCXXXVII.

La question résultant de l'acte d'accusation, sera posée en ces termes :

« *L'accusé est-il coupable d'avoir commis tel meurtre, tel vol ou tel autre crime, avec toutes les circonstances comprises dans le résumé de l'acte d'accusation ?* »

OBSERVATIONS.

I. Le Code de brumaire an iv avait tellement compliqué les questions à poser au

Jury, qu'il fallait un grand usage pour le faire d'une manière à ne laisser aucune prise à la censure ; et comme le Code prononçait la nullité pour le cas où toutes les questions n'avaient pas été posées de la manière prescrite, il en résultait souvent la nécessité d'annuler des arrêts, quoique l'inobservation de la formalité ne rentrât pas dans l'intérêt de l'accusé ; ce qui entraînait beaucoup de longueurs et de frais en pure perte, et ce qui occasionnait presque toujours un dépérissement des preuves, qui nuisait à la manifestation de la vérité.

II. Le Code d'instruction criminelle a simplifié les formules, sans déroger à aucun des principes qu'il importait de maintenir.

Le Jury continuera donc à être interrogé sur tous les points de fait, mais il ne sera interrogé que sur le fait ; il ne lui sera plus posé des questions abstraites qui ne tendent qu'à l'induire en erreur et qu'à le faire tomber en contradiction avec lui-même.

Lorsqu'on demandait au Jury, par des questions successives et indépendantes, si l'accusé avait agi *volontairement*, et s'il avait agi avec l'*intention* du crime, il supposait que ces questions pouvaient être résolues en sens inverse ; il n'entrait pas dans sa pensée que la réponse affirmative sur l'une, devait emporter nécessairement la réponse affirmative sur l'autre, dès qu'il était interrogé successivement sur l'une et sur l'autre de ces questions de moralité.

III. L'application du droit au fait est entièrement réservée à la Cour d'Assises.

Le Jury n'est appelé à prononcer d'une manière *particulière* sur la moralité de l'action, que dans le cas où l'accusé se trouverait âgé de moins de seize ans, lorsqu'il a commis le crime qui lui est imputé.

Dans tous les autres cas, la moralité de l'action se confond avec le fait en lui-même : le Président doit se borner à demander au Jury si l'accusé est coupable, ce qui comprend tout ; car, l'accusé ne peut être déclaré coupable que lorsqu'il a agi volontairement et dans l'intention du crime.

Ainsi, plus de ces questions *intentionnelles*, vagues et insignifiantes ; plus même de questions *d'excuses*, à moins qu'elles ne reposent sur des faits qui peuvent en constituer une véritable, aux termes de la loi.

On ne demandera plus au Jury si l'accusé a agi avec l'*intention du crime*, s'il est *excusable* ; mais s'il est *coupable* du crime qui lui est imputé, si le fait qu'il propose comme *excuse* est *constant*.

IV. Tel est, dans son ensemble, le nouveau système du Code d'instruction criminelle, sur à la position des questions.

Ainsi, leur complexité, loin de produire l'effet d'en nécessiter l'annulation, comme sous l'empire du Code de brumaire an iv, sera l'unique moyen de les rendre conformes au vœu de la loi.

L'on n'aura pas non plus d'ouverture de cassation à tirer de ce que le Jury aura

été interrogé sur des faits étrangers à ceux portés dans l'acte d'accusation ; puisque la question qui lui sera faite sera celle de savoir si l'accusé est coupable du crime porté dans l'acte d'accusation.

Ce vaste champ à l'argutie n'est plus ouvert aux accusés ni à leurs Défenseurs.

Tout se réduit aux points les plus simples ; et lorsque l'acte d'accusation sera bien rédigé, la conscience du Jury lui dictera , sans effort, la réponse qu'il devra faire.

V. Le Code de brumaire an iv exigeait qu'il fût posé des questions distinctes sur la constatation du fait et sur la culpabilité de l'accusé, à raison de la possibilité que le crime eût été commis sans qu'il l'eût été *personnellement* par l'accusé ; mais l'acquiescement de l'accusé ne pouvant être que le résultat de la réponse négative du Jury sur les deux questions, nous ne voyons pas quelle nécessité il y avait de les diviser.

Le Jury qui ne trouve pas la constatation du crime suffisamment établie, ou qui ne juge pas l'accusé coupable de l'avoir commis, n'a que cette simple réponse à faire : *L'accusé n'est pas coupable.*

VI. Le Code de brumaire an iv voulait de plus qu'il fût posé au Jury des questions relatives à chacune des circonstances, soit aggravantes du délit, soit favorables à l'accusé ; ce qui multipliait les questions à l'infini.

Il voulait même que les questions sur la moralité fussent posées, en commençant par celles qui étaient les plus favorables à l'accusé, et il l'exigeait ainsi sous peine de nullité ; ce qui n'avait aucun but d'utilité réelle : car, si le Jury trouve que l'accusé a agi *volontairement*, mais que le fait qui lui est imputé était commandé par la légitime défense de soi ou d'autrui, il lui suffit de répondre que l'accusé n'est pas coupable ; de sorte que sans embarrasser le Jury dans un dédale de questions surabondantes, on parvient, dans le nouvel ordre de choses, au même résultat.

VII. Si le Jury trouve le fait constant, et que dans son opinion aucune circonstance atténuante ne vienne à la décharge de l'accusé, il doit le déclarer coupable ; puis il doit faire porter son examen en particulier sur chacune des circonstances aggravantes rappelées au résumé de l'acte d'accusation, et délibérer isolément sur chacune d'elles, quoiqu'il ne lui soit demandé qu'une seule réponse sur le tout, comme il ne lui est fait qu'une seule demande.

Le Chef du Jury doit donc interroger chaque Membre qui le compose, et recueillir la voix individuelle de chaque Juré sur chacune des circonstances du crime, lorsqu'il a répondu affirmativement sur la culpabilité de l'accusé.

C'est toujours par opiner sur la question de culpabilité que le Jury doit commencer, puisque lorsqu'il a fait une réponse négative sur cette question, tout se trouve jugé.

Pour délibérer avec méthode, la première question sur laquelle le chef du Jury doit fixer l'attention des Jurés, est celle de savoir si le fait est *constant*.

Dans le cas de l'affirmative, le Jury doit passer à la question de savoir si l'accusé s'en est rendu coupable.

Ce n'est que lorsque les Jurés se sont réunis en majorité pour l'affirmative sur ces deux questions qui emportent de droit la déclaration de culpabilité de l'accusé, que le Jury doit se livrer à l'examen des circonstances mentionnées dans l'acte d'accusation, pour faire une déclaration sur le tout, dans la même forme que la demande lui a été faite; et rien n'est plus facile.

Si le Jury pense que le fait n'est pas constant, ou que l'accusé n'en a été ni l'auteur, ni le complice, sa déclaration sera celle-ci : *l'accusé n'est pas coupable d'avoir commis le crime qui lui est reproché*.

Lorsque le Jury sera d'avis que l'accusé s'est rendu coupable du crime qui lui est imputé, avec toutes les circonstances rappelées au résumé de l'acte d'accusation, sa déclaration doit être *que l'accusé est coupable du crime qui lui est imputé, et qu'il l'a commis avec toutes les circonstances comprises dans le résumé de l'acte d'accusation*.

Mais il peut arriver que l'opinion du Jury soit que le fait est constant; que l'accusé s'en est rendu coupable, et que cependant l'accusé n'a pas commis le crime avec toutes les circonstances mentionnées dans le résumé de l'acte d'accusation; sa déclaration alors doit être que l'accusé est coupable, mais qu'il n'a pas commis le crime avec telle ou telle des circonstances comprises dans le résumé de l'acte d'accusation.

VIII. Lorsqu'il y a plusieurs co-accusés livrés aux mêmes débats, il doit être posé des questions particulières pour chacun d'eux; mais la question principale doit être la même pour tous : *tel accusé est-il coupable du fait compris dans le résumé de l'acte d'accusation avec toutes ses circonstances?*

La Cour d'Assises posera de même, à l'égard de chacun des co-accusés *individuellement*, les questions d'excuse qu'ils auront proposées, lorsqu'elles seront fondées sur la loi.

IX. Si la question d'excuse proposée et fondée sur la loi, n'avait pas été posée, il y aurait nécessité d'annuler l'arrêt de condamnation; mais il en aurait été posé qui n'auraient pas été fondées sur la loi, qu'il faudrait simplement les considérer comme non-avenues.

Si l'omission de poser la question d'excuse ne portait que sur l'un des accusés, l'annulation de l'arrêt ne devrait être prononcée que dans son intérêt. (*Art. 434.*)

X. La question de *discernement* ne doit être posée que dans le cas où l'accusé se trouvait âgé de moins de seize ans lorsque le crime a été commis; dans tous les autres, si la question avait été posée, elle devrait être réputée non écrite.

Celle de *démence* ne doit jamais être posée par question séparée; elle rentre

nécessairement dans celle de culpabilité. (*Arrêt rendu au rapport de M. Bauchau, le 24 novembre 1811.*)

XI. Le Jury serait d'avis que l'accusé a agi *sans discernement*, qu'il n'en devrait pas moins prononcer sur la question de culpabilité et sur toutes les circonstances aggravantes, *sauf*, en répondant sur la question secondaire, à déclarer que l'accusé a agi sans discernement; car le Jury ne doit s'occuper que subsidiairement de cette question.

XII. Le roulement des boules a été supprimé.

S'il avait des avantages, il avait aussi ses inconvénients.

Ses avantages étaient, que chaque Juré ne se trouvant pas gêné dans son opinion par la publicité, il pouvait énoncer celle que lui dictait sa conscience, sans qu'aucune considération particulière fût capable de l'arrêter.

Mais l'institution la plus sage, la mieux combinée, n'est pas toujours exempte d'abus; et le roulement des boules, établi pour maintenir l'indépendance des opinions, favorisait trop souvent l'impunité du crime.

Il en était de même, en sens inverse, de l'obligation imposée aux Juges d'émettre leur opinion publiquement.

Si l'on avait pu supposer dans tous les Magistrats une force de caractère telle que l'on pût être assuré qu'ils ne se fussent jamais laissé influencer par l'opinion publique, il y aurait eu sans doute un grand avantage à la maintenir; mais il n'est malheureusement que trop vrai que *l'opinion publique* est le *tyran du monde*; et s'il est des hommes assez courageux pour la braver lorsqu'il s'agit de remplir un devoir commandé, tous n'ont pas la même énergie, et il faut bien prendre les hommes tels qu'ils sont, puisqu'il n'y a pas de moyens de les rendre tels qu'ils devraient être.

Autant qu'il est possible, les institutions civiles doivent être mises en harmonie avec le cœur humain.

XIII. Lorsque l'art. 337 parle des circonstances comprises dans le résumé de l'acte d'accusation, il entend celles qui sont *aggravantes* du délit; c'est-à-dire, celles qui tendent à caractériser le crime, ou à lui faire infliger une peine plus forte que celle qui est attachée à la culpabilité du fait pris isolément.

Un vol *simple*, qui n'est qu'un délit de police *correctionnelle*, prend le caractère de *crime* lorsqu'il est le résultat d'une effraction, d'une escalade, lorsqu'il a été commis avec de fausses clefs; comme l'homicide prend celui de meurtre ou d'assassinat, par la volonté de le commettre, par la préméditation, ou lorsqu'il se rattache à un autre crime.

Les circonstances du délit qui ne tendent ni à le qualifier, ni à faire infliger à son auteur une peine plus forte, ne doivent pas entrer dans le *résumé* de l'acte d'accusation.

Le Rédacteur de l'acte d'accusation doit se borner à les faire entrer dans le narré des faits, comme pouvant servir à la manifestation de la vérité.

XIV. L'art. 337 du Code d'instruction criminelle n'a pas prévu, dans ses articles relatifs à la position des questions, le cas de complicité, de tentative et de récidive; mais il suffisait de poser le principe qui s'applique naturellement aux différentes espèces qui peuvent se présenter.

S'il est question de *tentative*, la question portera : l'accusé est-il coupable d'avoir tenté de commettre tel ou tel crime, d'en avoir manifesté l'intention par des actes extérieurs qui aient constitué un commencement d'exécution, et n'a-t-il été empêché de le commettre que par des circonstances fortuites, indépendantes de sa volonté, avec toutes les circonstances comprises dans le résumé de l'acte d'accusation? (*Art. 2 du Code pénal.*)

Dans une affaire qui fut portée à la Cour de cassation le 22 août 1811, on prétendit que ce n'était pas un acte extérieur capable de constituer un commencement d'exécution, que le fait *d'avoir tiré un coup de fusil*, qui n'avait pas atteint la personne sur laquelle il était dirigé; mais cette prétention fut unanimement condamnée, sur le rapport de M. Schwendt.

XV. Lorsqu'il s'agit de *complicité*, la question doit être celle-ci : *l'accusé est-il coupable de s'être rendu le complice de tel ou tel crime, en usant de telles ou telles voies, avec les circonstances comprises dans l'acte d'accusation?*

Les voies constitutives de la complicité, comme celles de la tentative, doivent être détaillées au résumé de l'acte d'accusation; car la complicité doit être fondée sur des *faits* que la loi déclare de nature à la constituer.

XVI. Si l'acte d'accusation n'avait pas rappelé les faits constitutifs de la *tentative* ou de la *complicité*, il y aurait lieu d'en prononcer l'annulation, et par suite, celle de l'arrêt qui aurait prononcé la condamnation de l'accusé. C'est ce que la Cour de cassation a jugé, en matière de *tentative*, par un arrêt du 26 juillet 1811, dont nous avons rapporté les dispositions.

XVII. Lorsque l'accusé est prévenu de plusieurs crimes *indépendans*, compris dans le même acte d'accusation, la Cour d'Assises doit poser des questions particulières sur chacun des crimes qui s'y trouvent mentionnés, et ne passer d'un crime à un autre qu'après avoir épuisé toutes les questions qui peuvent s'y rattacher.

XVIII. Si l'acte d'accusation prévenait l'accusé d'être l'auteur ou le complice du même crime, de l'avoir commis ou d'avoir tenté de le commettre, il faudrait qu'il fût posé une série de questions analogue à chacun de ces caractères du crime.

XIX. Nous pensons même que la Cour d'Assises serait autorisée à poser les questions de *complicité* ou de *tentative*, lors même que l'acte d'accusation n'aurait

prévenu l'accusé que d'en être *l'auteur*, dans le cas où il résulterait des débats, que si l'accusé n'en était pas l'auteur, il avait tenté de le commettre, ou qu'il s'en était rendu le complice : car la tentative et la complicité du crime n'en sont que des modifications ; et si l'accusé s'est vraiment rendu coupable de complicité ou de tentative, il a nécessairement coopéré au crime qui a donné lieu aux poursuites.

Cela fut ainsi jugé au rapport de M. Vasse-Saint-Ouen, le 20 juin 1811.

Dans l'espèce de cet arrêt, l'accusé avait été prévenu de *vol* par l'acte d'accusation ; et il était résulté des débats, qu'il s'était seulement rendu coupable de *recel* des effets volés ; la Cour de cassation jugea que le *recel* n'étant qu'une modification du *vol*, la question avait dû en être posée au Jury.

XX. Dans les accusations de *viol*, la question relative à l'âge de la personne violée, doit être soumise au Jury ; car il constitue une circonstance aggravante du crime dont il est un élément accidentel. (*Arrêt du 30 août 1810, sur le rapport de M. Bailly.*)

XXI. Si le débat s'était établi sur des crimes *connexes* compris dans divers actes d'accusation, dont la jonction aurait été ordonnée ; celui des crimes qui aurait constitué une circonstance aggravante de l'autre, devrait être présenté sous ce rapport au Jury, ce qui ne dispenserait pas de poser une question secondaire relative à ce crime.

XXII. Lors même que le crime aurait été commis *antérieurement* à la mise en activité du Code d'instruction criminelle, les questions devraient être posées au Jury, dans la forme indiquée par le Code ; c'est ce que la Cour de cassation a jugé, au rapport de M. Lamarque, le 26 juillet 1811.

» Attendu que, si pour le crime *poursuivi* sous l'empire du Code pénal de 1810, » mais commis *antérieurement*, il faut appliquer la *peine* portée par le Code antérieur, dans le cas où elle est *moins forte* que celle du nouveau Code, il est également certain, que pour l'instruction et pour les formes du jugement, il faut » suivre la procédure prescrite par le Code d'instruction criminelle. »

Dans l'espèce, le nommé Lacombe s'était pourvu contre un arrêt qui l'avait condamné sur une déclaration du Jury, auquel il n'avait pas été posé de question *intentionnelle* ; mais le Jury avait répondu que Lacombe s'était rendu *coupable* du faux dont il était accusé, avec toutes les circonstances mentionnées dans le résumé de l'acte d'accusation ; ce qui suffisait, d'après les dispositions du Code d'instruction criminelle.

XXIII. Cet arrêt a jugé, comme on le voit, une seconde question qui n'a pas moins d'importance que la première ; c'est que les peines prononcées par le Code pénal, ne peuvent être appliquées à l'accusé prévenu d'un crime *antérieur* à sa publi-

cation, que lorsqu'elles sont moins fortes que celles qui devraient lui être infligées, d'après les dispositions des lois sous l'empire desquelles il l'a commis; ce qui est conforme à ce que prescrit l'art. 6 du décret impérial du 23 juillet 1810.

XXIV. Lors même que les questions auraient été posées au Jury d'une manière détaillée, au lieu de l'être dans la forme prescrite par les art. 337 et suivans du Code, il n'y aurait pas *nullité*, si toutes celles mentionnées dans le résumé de l'acte d'accusation l'avaient été; car il n'y a de nullité que celles prononcées par la loi; et le Code d'instruction criminelle n'en prononce pas pour le cas d'inobservation des articles cités; mais le Président, jaloux de remplir ses devoirs, s'y conformera.

ARTICLE CCCXXXVIII.

S'il résulte des débats une ou plusieurs circonstances aggravantes, non mentionnées dans l'acte d'accusation, le Président ajoutera la question suivante :

« L'accusé a-t-il commis le crime avec telle ou telle circonstance ? »

OBSERVATIONS.

I. Il est possible que quelques circonstances aggravantes du crime aient échappé au Rédacteur de l'acte d'accusation, ou que la connaissance n'en ait été acquise qu'aux débats; dans l'un comme dans l'autre cas, le Président doit les soumettre au Jury; mais il doit le faire par une question secondaire, en ces termes : *L'accusé a-t-il commis le crime avec telle et telle circonstance?* en les spécifiant clairement, et en les réunissant dans la même question.

Le Jury doit de même y faire une réponse particulière, après avoir répondu sur les faits mentionnés dans l'acte d'accusation.

II. Le Législateur ne pouvait regarder, comme une chose indifférente, la manière dont la question relative aux circonstances nouvellement découvertes, devait être posée.

Il a dû prévoir qu'il pourrait s'élever des doutes sur le point de savoir si les circonstances nouvellement découvertes se rattachent au crime dénoncé, ou si elles constituent par elles-mêmes un crime *indépendant*; et il fallait éviter que l'erreur dans laquelle le Président de la Cour d'Assises serait tombé, en posant, comme question accessoire, un fait qui constituerait par lui-même un crime, n'emportât la nullité de la déclaration du Jury *pour le tout*; ce qui arriverait, si le crime nouvellement découvert avait été compris dans la même question, avec les circonstances résultantes de l'acte d'accusation.

L'on supposerait, dans l'intérêt de l'accusé, que le Jury aurait formé sa

conviction sur un fait étranger à sa mise en accusation ; tandis que cette présomption ne peut être invoquée par l'accusé , lorsque la question , quoiqu'étrangère au délit , n'a été posée que par une question indépendante , et de manière à n'être répondue qu'après celle sur la culpabilité de l'accusé , à raison du crime mentionné dans l'acte d'accusation..

III. Quels principes consulter pour savoir si les circonstances relevées aux débats , sont simplement aggravantes du crime pour raison duquel le prévenu a été mis en accusation , ou si elles constituent par elles-mêmes un crime ou un délit indépendant ?

Elles constituent un crime ou un délit *indépendant* , lorsque , prises isolément , elles constituent par elles-mêmes un crime ou un délit.

Elles ne sont , au contraire , qu'*aggravantes* du crime porté dans l'acte d'accusation , lorsqu'elles s'y rattachent naturellement , et que s'en trouvant isolées , elles ne pourraient en constituer un..

Mais il ne suffirait pas que les circonstances résultantes des débats tendissent à changer le caractère du crime , pour en constituer un indépendant.

Ainsi , dans le cas de mise en accusation d'un prévenu pour vol commis de nuit , en réunion de plusieurs personnes , dans une maison habitée ; si l'accusé se trouvait , de plus , inculpé par les débats , d'avoir été porteur d'armes meurtrières , et d'en avoir fait usage contre les personnes de la maison ; quoique le fait prît un caractère plus grave par la réunion de ces circonstances , elles n'en seraient pas pour cela indépendantes ; de sorte que la question relative devrait être posée incidemment à celles des faits mentionnés dans l'acte d'accusation.

Il faudrait en dire de même si le prévenu de meurtre se trouvait inculpé aux débats , de s'être mis en embuscade pour attendre la personne homicidee , quoique cette circonstance tendît à changer le caractère de meurtre en celui d'assassinat.

Mais s'il résultait des débats , que le prévenu d'un vol commis sur la grande route , eût tenté , à la même époque , de commettre un assassinat sur une autre personne que celle qu'il a volée , ce ne serait plus seulement le caractère du délit qui serait changé , mais un nouveau crime qui serait dénoncé à la Justice , et pour raison duquel il faudrait se conformer aux dispositions de l'art. 361 du Code d'instruction criminelle , en ordonnant que le prévenu serait poursuivi pour raison de ce nouveau fait ; il faudrait se garder de poser une question relative à l'assassinat.

IV. Il est d'autant plus important de faire une juste appréciation des circonstances aggravantes qui peuvent résulter des débats , que si ces circonstances se rattachaient au crime poursuivi , et qu'elles n'eussent pas été posées , le Procureur-Général serait non-recevable à s'en faire une ouverture de cassation contre l'ordonnance d'acquit ; et qu'il ne pourrait non plus , à raison de ces circonstances , se livrer à de nouvelles poursuites contre l'accusé..

La Cour de cassation le jugea ainsi le 14 pluviôse an 12, attendu que l'accusé acquitté ne peut être recherché pour raison du même fait, quelque aggravantes qu'aient été les circonstances qui n'ont pas été soumises au Jury.

Dans l'espèce de cet arrêt rendu au rapport de M. le Président Vieillard, Stein avait été prévenu d'avoir empoisonné sa femme dans une tasse de café.

Par suite de ce breuvage, la femme de Stein était accouchée d'un *fœtus* mort.

Cette circonstance n'ayant pas été posée au Jury, et Stein ayant été acquitté de l'accusation d'empoisonnement, il fut mis de nouveau en jugement, comme prévenu d'avoir procuré l'avortement de sa femme, par le breuvage qu'il lui avait donné, et condamné aux fers, sur la réponse affirmative du Jury.

Mais, par l'arrêt cité, la Cour de cassation annulla celui de condamnation, comme ayant violé la loi qui ne permet pas de mettre deux fois un accusé en jugement, pour raison du même fait, l'avortement n'ayant été qu'une circonstance de l'empoisonnement.

V. Lors même que le Procureur-Général aurait requis la position de la question relative aux circonstances aggravantes nouvellement découvertes, et que la Cour aurait omis ou refusé de prononcer sur ses réquisitions, l'accusé condamné ne pourrait en faire résulter une ouverture de cassation en sa faveur, attendu que le refus aurait été fait entièrement dans son intérêt.

Le Procureur-Général ne pourrait non plus en tirer un moyen de cassation dans le cas de l'acquiescement de l'accusé, qui ne peut, sous aucun prétexte, être remis en jugement pour le même fait, lorsqu'il a été légalement acquitté; c'est-à-dire, d'après une déclaration négative du Jury.

ARTICLE CCCXXXIX.

Lorsque l'accusé aura proposé pour excuse un fait admis comme tel par la loi, la question sera ainsi posée :

« Tel fait est-il constant ? »

OBSERVATIONS.

I. La *démence* ne constitue pas une excuse proprement dite, puisqu'elle tend à faire disparaître toute idée du crime; elle rentre dans la question générale de *culpabilité*. Nous avons cité un arrêt du 24 novembre 1811 qui l'a ainsi jugé; pareil arrêt avait déjà été rendu à notre rapport le 19 juin 1807, sur le recours de la femme Remy.

II. Il ne faut pas confondre non plus la question d'*excuse* avec celle sur l'*intention*, qui se régissaient déjà par des principes différens sous l'empire du Code de brumaire an iv, puisqu'aux termes de l'art. 425, la réponse favorable du Jury sur la

question *intentionnelle*, emportait de droit l'acquiescement de l'accusé ; tandis que suivant l'art. 646, la réponse favorable du Jury sur la question d'*excuse*, ne pouvait donner lieu qu'à une modération de peine.

III. Il en est de même sous l'empire du Code d'instruction criminelle : car, quoique le Législateur ne s'y soit pas spécialement occupé de la question intentionnelle, et qu'il ne puisse même, dans le nouveau système, être posé aucune question particulière sur l'intention, elle se trouve implicitement renfermée dans la question de *culpabilité* ; car il n'y a de crime que lorsqu'il y a eu intention de le commettre.

Mais la question d'excuse doit être posée d'une manière directe et formelle, par la raison que le crime, quoique *excusable* aux yeux de la loi, n'en est pas moins un crime qui doit être réprimé.

IV. L'art. 646 du Code de brumaire an iv, exigeait des Cours de Justice criminelle qu'elles posassent les questions d'excuse qui étaient présentées par l'accusé, sans y mettre aucune restriction ; ce qui avait fait croire à quelques personnes qu'il fallait poser indistinctement et sans examen toutes celles qui étaient proposées ; et comme le fait proposé pour excuse, se trouvait presque toujours établi, il en résultait, par suite, que le crime commis, quoiqu'il fût souvent la suite d'une immoralité révoltante, ne se trouvait cependant puni que de peines correctionnelles ou de simple police, lorsque le fait lui-même, servant d'excuse, aurait suffi pour motiver l'application de la peine prononcée.

A la vérité, lorsque les Procureurs-Généraux réclamaient contre les arrêts qui avaient autorisé la position de pareilles questions, la Cour de cassation s'empressait de ramener les Cours de Justice criminelle aux véritables principes ; mais combien d'arrêts échappaient à sa censure, et combien de criminels rentraient, par ce moyen, dans la société, pour y commettre de nouveaux forfaits.

Un pareil scandale ne sera plus donné, puisqu'il ne peut être posé de questions d'excuses que celles autorisées par la loi.

V. Vainement dirait-on que le Législateur n'a pu prévoir tous les cas, et qu'un concours de circonstances atténuantes peuvent rendre le crime aussi excusable que la plupart des excuses autorisées par le Code ; et qu'il est juste, dans ce cas, de faire participer l'accusé au bienfait de la loi.

Si cette opinion était admise, on retomberait dans l'arbitraire que le Code pénal a voulu proscrire.

Le Jury appréciera le concours des circonstances favorables à l'accusé, en s'occupant de la question de culpabilité ; et lorsqu'elles lui paraîtront tellement atténuantes qu'elles éloignent de sa pensée toute idée de crime, il déclarera que l'accusé n'est pas coupable.

Le silence de la loi sur l'excuse, en pareil cas, est donc tout à l'avantage de l'accusé ; puisqu'alors son acquiescement sera prononcé.

VI. Pour faire sentir la nécessité de la disposition restrictive de l'art. 339 du Code d'instruction criminelle, il suffira de rappeler que l'ivresse était presque l'excuse bannale proposée par tous les accusés.

On vit même sous le régime du Code de brumaire an iv une Cour de Justice criminelle poser, comme question d'excuse, celle de savoir si le prévenu n'avait pas commis le crime *dans la persuasion qu'il était ensorcelé lorsqu'il s'en était rendu coupable*.

On conçoit aisément que l'arrêt d'acquiescement de l'accusé prononcé sur ce motif, fut annulé (*Arrêt du 16 frimaire an ix*) ; mais cet exemple suffit pour justifier la rigueur de l'art. 339.

VII. Il arrivait quelquefois que les Cours de Justice criminelle se bornaient à demander au Jury si le crime était *excusable*, sans préciser aucun fait ; mais c'était soumettre au Jury une question *de droit* ; aussi la Cour de cassation n'hésitait-elle pas à annuler l'arrêt, lorsqu'il se trouvait fondé sur la réponse affirmative du Jury à une pareille question : elle le jugea spécialement ainsi par arrêt du premier frimaire an xiv.

VIII. Mais lorsque le fait proposé pour excuse par l'accusé, rentre dans les dispositions de la loi, le Président de la Cour d'Assises ne peut refuser de poser une question relative, lors même que l'excuse ne lui paraîtrait pas fondée ; s'il ne l'avait pas posée, il aurait commis un déni de justice, qui emporterait la nullité de l'arrêt de condamnation.

IX. Il est inutile de rappeler les différentes excuses autorisées par la loi, puis-qu'elles se trouvent consignées au Code pénal, sous les articles relatifs aux différens crimes qui peuvent faire l'objet de l'accusation, et qu'il faut nécessairement y recourir pour en déterminer le caractère.

Le Code pénal est un guide sûr à cet égard.

En même temps qu'il proclame que l'excuse peut résulter de tel ou tel fait, il indique la peine qui doit être substituée à celle qu'il y aurait à prononcer, si le crime ou le délit n'était pas excusable.

X. Mais il ne faut pas confondre l'excuse avec les faits qui constituent une exception *péremptoire*, comme dans le cas des art. 107, 108, 114, 133, 190, 327, 357, 380 et autres du Code pénal ; car, si l'excuse doit produire l'effet d'empêcher la modération de la peine, l'exception péremptoire fait disparaître jusqu'à l'ombre du délit. Cependant l'accusé peut être mis, dans certains cas, sous la surveillance de la haute police, malgré l'exception péremptoire qu'il fait admettre.

Cette mesure de surveillance est indépendante, pour ce cas particulier, d'une condamnation pénale.

La question relative à l'exception péremptoire appartient à la Cour, et non pas au Jury, auquel il ne doit être posé aucune question qui s'y rattache.

XI. L'auteur du Manuel d'Instruction criminelle pense, que lorsque l'excuse est constatée par un acte authentique, il n'est pas nécessaire de la soumettre au Jury; mais l'art. 359 n'autorise pas cette interprétation; il ordonne indistinctement, que si l'accusé propose pour excuse un fait admis comme tel par la loi, la question en soit posée au Jury.

Aussi la Cour de cassation jugea-t-elle le 30 août 1811, que la question relative à l'âge de la personne violée, devait être soumise au Jury, quoique son âge se trouvât nécessairement constaté par un acte authentique; attendu que c'est une circonstance aggravante du fait principal dont elle constitue un des élémens.

XII. Quelques personnes auraient désiré que dans le cas où il y a excuse légale, les Cours d'Assises et spéciales fussent autorisées, comme l'étaient les Cours de Justice criminelle, par l'art. 646 du Code de brumaire an iv, à graduer à leur gré la peine appliquée; mais tout ce qui peut tendre à l'arbitraire a dû disparaître dans la nouvelle législation, et tout ce que pouvait faire le Législateur pour parvenir à ce but, était d'établir un *maximum* et un *minimum* de peines, suivant le plus ou le moins de gravité du fait dont l'accusé est déclaré coupable: tel a été l'objet de l'art. 326 du Code pénal, ainsi conçu:

Lorsque le fait d'excuse sera prouvé,

- » S'il s'agit d'un crime emportant la peine de mort, ou celle des travaux forcés à perpétuité, ou celle de la déportation, la peine sera réduite à un emprisonnement d'un an à cinq ans.
- » S'il s'agit de tout autre crime, elle sera réduite à un emprisonnement de six mois à deux ans;
- » Dans ces deux premiers cas, les coupables pourront de plus être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins, et dix ans au plus;
- » S'il s'agit d'un délit, elle sera réduite à un emprisonnement de six jours à six mois. »

XIII. *Le parricide n'est jamais excusable. (Art. 323 du Code pénal.)*

Le 10 janvier 1812, l'application de cet article donna lieu à une discussion à la Cour de cassation, sur le rapport de M. Bailly.

La question était de savoir si les coups portés par un enfant à sa mère étaient excusables, pour cause de *provocation violente*.

Si l'art. 323 prononce que le parricide n'est jamais excusable, l'art. 326 déclare excusables les crimes et délits mentionnés dans l'art. 321; et cet article parle sans restriction des coups ou violences graves envers les personnes.

La Cour décida que le crime imputé à l'enfant, d'avoir frappé sa mère par suite

de provocation violente, rentrait dans la disposition des articles 321 et 326, et non pas dans celle de l'art. 323.

« Considérant, porte l'arrêt, que la disposition de l'art. 321, qui comprend » trois genres de crimes, est conçu en termes généraux et absolus; que l'art. 323, » en faisant exception à cette généralité, pour le seul parricide, laisse nécessairement » subsister ledit art. 321, pour le cas où il ne s'agit que de blessures ou coups, sans » distinguer si ces blessures ou coups sont ou non du fait d'un enfant envers l'un » des auteurs de ses jours : d'où il suit que, ne s'agissant que de coups portés par » Marie-Anne Ciaupi, à sa mère, qui les avait constamment provoqués par des » violences précédentes, la Cour spéciale extraordinaire de Florence a pu légalement » déclarer les coups excusables, et par suite n'infliger à la coupable qu'une année » d'emprisonnement, selon l'art. 326 du Code pénal; la Cour rejette, etc. »

ARTICLE CCCL.

Si l'accusé a moins de seize ans, le Président posera cette question :

« L'accusé a-t-il agi avec discernement ? »

OBSERVATIONS.

I. La question de discernement n'a pas été laissée à l'appréciation de la Cour, parce qu'elle tient à la moralité de l'action; la question doit donc en être posée au Jury. Si elle ne l'avait pas été, il y aurait lieu de prononcer l'annulation de l'arrêt de condamnation. (*Arrêts des 9 thermidor an VIII, et 8 brumaire an IX.*)

II. L'art. 340 se borne à dire que si l'accusé a moins de seize ans, le Président posera la question de discernement, sans préciser, comme le faisait l'art. premier, Titre V, Livre premier du Code pénal de 1791, l'époque à laquelle l'accusé doit avoir eu ses seize ans accomplis.

On ne retrouve pas non plus cette distinction dans l'art. 66 du Code pénal de 1810.

Mais pour savoir si l'accusé a agi *avec discernement*, il faut nécessairement se reporter au moment où il a commis l'action qui lui est reprochée : aussi, lorsque l'Orateur du Gouvernement présenta l'article 66 du Code pénal, à la sanction du Corps législatif, observa-t-il que pour déterminer l'influence que peut avoir l'âge de l'individu, sur l'action qu'il a commise, il est nécessaire d'établir la distinction admise dans le Code de 1791, et conservée dans celui de 1810; de sorte que, sous ce rapport, il n'a été apporté aucun changement à l'ancien état des choses.

III. Il ne faut pas confondre la question de *discernement* dont s'occupe l'art. 340, avec l'influence que peut avoir le grand âge de l'accusé; son grand âge ne peut produire d'autre résultat qu'une modération de peine, conformément aux dispositions des art. 70 et 71 du Code pénal; il ne peut, dans aucun cas, faire prononcer son *acquiescement*.

La question s'est plusieurs fois présentée à la Cour de cassation, sous l'empire du Code de brumaire an iv, et elle a toujours été jugée dans ce sens. (*Arrêts de prairial an ix, et de juillet 1807.*)

IV. Le 25 février 1808, la Cour de cassation eut à juger la question de savoir si l'accusé acquitté pour avoir agi *sans discernement*, avait pu être condamné aux *frais* du procès, et elle se décida pour l'affirmative; ce qui est rigoureux, mais juste: car, quoique l'accusé se trouve acquitté à raison de son âge, il n'en reste pas moins convaincu de s'être rendu coupable du fait qui lui est imputé; et ce serait aller trop loin, que de le faire jouir de toutes les prérogatives accordées à l'accusé reconnu innocent, d'autant que, suivant les circonstances, il peut être ordonné qu'il sera conduit dans une maison de correction, pour y être élevé et détenu pendant tel nombre d'années que le jugement détermine.

V. La Cour de cassation a jugé le 21 juin 1811, que l'ordre de retenir en arrestation l'accusé acquitté pour avoir agi sans discernement, ou de le renvoyer à ses parens, est purement *facultatif*: que cet ordre rentre entièrement dans le pouvoir discrétionnaire confié à la Cour d'Assises, qui doit dès-lors délibérer sur ce point.

VI. Il fut jugé par le même arrêt, que dans le cas de l'art. 66, l'accusé qui a été déclaré avoir agi sans discernement, ne peut être condamné à aucune peine, même correctionnelle, l'art. 69 qui en prononce de cette espèce, n'étant applicable qu'au cas où il a été déclaré que l'accusé a agi avec discernement.

VII. La Chambre d'accusation serait d'avis que l'accusé âgé de moins de seize ans; contre lequel il a été décerné une ordonnance de prise de corps par la Chambre du Conseil, a agi *sans discernement*, qu'elle n'en doit pas moins faire le renvoi de l'affaire à la Cour d'Assises ou à la Cour spéciale, si l'action reprochée au prévenu est de nature à emporter peine afflictive ou infamante; car la Chambre d'accusation n'a, dans ses attributions, que le droit d'apprécier la nature du crime et les indices de culpabilité qui résultent de l'instruction, et non la moralité de l'accusé. C'est ce qu'a jugé la Cour de cassation, par plusieurs arrêts que nous avons indiqués sous le N.º 35 de l'art. 123.

ARTICLE CCCXLI.

Le Président, après avoir posé les questions, les remettra aux Jurés dans la personne du Chef du Jury; il leur remettra en même temps l'acte d'accusation, les procès-verbaux qui constatent le délit, et les pièces du procès, autres que les déclarations écrites des témoins.

Il avertira les Jurés, que si l'accusé est déclaré coupable du fait prin-

cial, à la simple majorité, ils doivent en faire mention en tête de leur déclaration.

Il fera retirer l'accusé de l'auditoire.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 341 charge le Président de remettre aux Jurés les questions qu'il a posées, d'après l'autorisation que lui en donne l'art. 336.

Ni l'un ni l'autre de ces articles ne portent qu'il en donnera la lecture, et le Code de brumaire an iv ne lui en imposait pas non plus l'obligation : mais elle résultait des dispositions de l'article 376 de ce Code, qui autorisait l'accusé, ses conseils, l'Accusateur-public et les Jurés à faire les observations qu'ils croyaient convenir, sur la manière dont elles étaient posées.

La même disposition n'ayant pas été reproduite au Code d'instruction criminelle, doit-on en conclure que le Président peut se dispenser de donner cette lecture ?

Il fut jugé le 26 décembre 1811, par la Cour de cassation, que le défaut de lecture des questions à l'accusé n'emportait pas nullité, l'art. 341 n'ayant pas même ordonné que la lecture en serait donnée.

II. Le Président ne doit pas se borner à faire la remise aux Jurés, dans la personne de leur Chef, des questions qu'il a posées ; il doit y joindre l'acte d'accusation, les procès-verbaux constatant le corps du délit, et généralement toutes les pièces du procès, à la réserve des dépositions écrites des témoins.

Le Code de brumaire an iv ajoutait à cette réserve celle des *interrogatoires* des accusés ; mais la remise qui en est faite aux Jurés ne présente aucun inconvénient ; elle est même toute dans l'intérêt des accusés.

III. Cette remise doit être faite par le Président, à l'audience et en présence de l'accusé, auquel il importe d'être assuré que le vœu de la loi a été rempli.

IV. S'il arrivait que le Président remît seulement aux Jurés une partie des pièces, ou qu'il leur fît la remise des dépositions écrites des témoins, l'arrêt qui interviendrait devrait-il être annulé sur ce motif ?

L'affirmative aurait été incontestable sous l'empire du Code de brumaire an iv, non pas en vertu de l'art. 382, qui ne renfermait pas la prohibition de faire la remise au Jury, des dépositions écrites des témoins, mais en vertu de l'art. 365, qui défendait, sous peine de nullité, de donner *lecture* aux Jurés des dépositions *écrites* des témoins. En effet, si la lecture des dépositions écrites était interdite, à plus forte raison l'était-il de livrer ces dépositions à l'examen du Jury.

Cette prohibition du Code de brumaire an iv, n'ayant pas été conservée dans le Code d'instruction criminelle, la nullité ne pourrait être aujourd'hui prononcée.

cée, s'il n'y avait pas eu omission ou refus de statuer sur la réquisition qui aurait été faite pour l'observation de la formalité.

Cependant, quoiqu'un pareil motif ne pût suffire pour faire prononcer l'annulation de l'arrêt, le Président ne pourrait ainsi substituer sa volonté à celle de la loi, sans se rendre coupable d'un abus de pouvoir très-répréhensible.

On pourrait peut-être même soutenir avec quelque espoir de succès, qu'il y aurait lieu à l'annulation de l'arrêt, lors même qu'il n'aurait été fait aucune réquisition relative, si la remise des dépositions *écrites* au Jury était bien constatée; car, il en résulterait une violation de la disposition du Code, qui exige, sous peine de nullité, que l'instruction soit *publique*; la déclaration du Jury se serait, en effet, formée sur des pièces qui n'auraient pas été soumises aux débats, et qui, dès-lors, n'auraient pas passé au creuset d'une discussion publique.

V. L'article 341 ayant interdit sans exception la remise au Jury des dépositions écrites des témoins, il suit que cette interdiction porte non-seulement sur les dépositions écrites des témoins *présens*, mais même sur celles des témoins *absens*.

Si le Code autorise les Princes du Sang Impérial, les Grands-Dignitaires et d'autres personnes moins qualifiées à ne pas comparaître aux débats pour y faire leurs dépositions *orales*; s'il autorise à lire aux débats, dans certains cas, les dépositions des témoins décédés ou qui se trouvent dans l'impossibilité de comparaître, il n'en résulte pas que leurs dépositions *écrites* puissent être remises aux Jurés avec les autres pièces du procès; mais simplement que ces dépositions peuvent être lues et discutées aux débats, comme si elles avaient été faites *oralement*.

VI. S'il arrivait que quelques dépositions de témoins eussent été consignées dans les procès-verbaux, il faudrait les voiler.

Vainement dirait-on, pour se soustraire à cette obligation, que ce ne sont que de simples renseignements; si leurs déclarations ne peuvent servir que de simples renseignements, ils ne les ont pas moins faites en qualité de témoins et comme contraints (*Art. 33 et 34*); si ce ne sont pas de véritables dépositions dans un sens *absolu*, elles n'en sont pas moins des dépositions dans le sens de l'article 341.

VII. Mais les plaintes et les dénonciations ne peuvent être mises au rang des dépositions: elles font partie des pièces du procès; et comme toutes les pièces du procès, sous la seule réserve des dépositions écrites des témoins, doivent être remises aux Jurés, le Procureur-Général ni l'accusé ne seraient recevables ni fondés à s'opposer à ce que la remise de pareilles pièces fût faite au Jury. Cependant, si le plaignant ou le dénonciateur avait été entendu aux débats en forme de témoignage, il faudrait considérer sa plainte ou sa dénonciation comme étant sa déposition écrite, et il nous paraîtrait alors que ce serait entrer dans l'esprit de la loi, que ce serait même en suivre la disposition à la lettre, que de ne pas en faire la remise au Jury.

VIII. La même question peut se présenter sous le rapport des gens de l'art appelés par l'Officier de police judiciaire pour rédiger des procès-verbaux, et qui sont tenus de prêter le serment de remplir fidèlement les fonctions qui leur sont confiées (*Art. 43 et 44*) ; mais nous ne pensons pas que les procès-verbaux qu'ils ont rédigés puissent être écartés, lors même qu'ils seraient appelés aux débats pour y donner les explications qu'on pourrait leur demander.

Les gens de l'art ne peuvent être rangés dans la classe des véritables témoins, sous le rapport des procès-verbaux qu'ils ont été appelés à rédiger ; cela fut ainsi jugé par la Cour de cassation, les 22 prairial an x et 22 prairial an xi ; les procès-verbaux qu'ils dressent ne forment, avec ceux qui constatent le corps du délit, qu'un tout indivisible : (*Autre Arrêt du 14 novembre 1811.*)

Aussi, quoique sous l'empire du Code de brumaire an iv, comme sous la nouvelle législation, les dépositions des témoins *absens* ne puissent être lues aux débats, on n'a jamais fait l'application de ce principe aux procès-verbaux des gens de l'art appelés par l'Officier de police judiciaire pour l'aider dans ses opérations. On a même considéré dans tous les temps les procès-verbaux des gens de l'art, comme parties tellement intégrantes de ceux dressés pour la constatation du corps du délit, que sous l'empire du Code de brumaire an iv, lorsqu'il n'en avait pas été fait l'*annexe* à l'acte d'accusation, la nullité de cet acte était irrémissiblement prononcée. (*Arrêt du 6 brumaire an xi.*)

IX. On a souvent demandé si des certificats produits pour ou contre l'accusé, pouvaient être lus aux débats, et l'on a constamment jugé la négative (*Arrêts des 8 et 28 thermidor an viii*) ; car, quoique de pareils actes ne soient pas de véritables dépositions, ce n'en sont pas moins des déclarations *écrites*, et dont l'influence peut être beaucoup plus dangereuse que si c'étaient de véritables dépositions, puisqu'aucun débat contradictoire ne peut s'établir avec les personnes qui les ont délivrés.

Si ces déclarations ne peuvent être lues aux débats, d'après les principes de l'instruction *orale*, à plus forte raison ne doivent-elles pas être remises au Jury qui ne doit avoir communication que des pièces du procès et non de celles qui sont étrangères à l'instruction.

X. En faisant la remise au Jury des *questions* et des *pièces* du procès, le Président doit l'avertir que si l'accusé n'est déclaré coupable du fait *principal* qu'à la *simple majorité*, il doit en faire la mention *en tête* de sa déclaration.

Pour que cette mention devienne nécessaire, il faut la réunion de trois circonstances.

La première, que l'accusé ait été déclaré *coupable* ;

La deuxième, qu'il ne l'ait été qu'à la *simple majorité* ;

La troisième, que la simple majorité se soit établie sur le fait *principal*.

XI. Lorsque l'accusé n'a pas été déclaré coupable, la déclaration du Jury ne se fût-elle fournie qu'à *égalité* de voix, l'acquiescement du prévenu doit être prononcé. Lorsqu'au contraire sa culpabilité a été déclarée à la *simple majorité*, le Code lui donne une nouvelle chance favorable à courir dans l'exécution de l'art. 351, qui porte que, dans ce cas, les Juges donneront leur opinion individuelle sur la culpabilité de l'accusé, de manière que, si de la réunion de leurs suffrages à ceux des Jurés, il en résulte une majorité en faveur de l'accusé, son acquiescement doit être prononcé.

XII. Il ne peut donc y avoir de difficultés que sur ce qui peut tendre à constituer le *fait principal*, et sur ce que l'on doit entendre par ces termes, *simple majorité*, dont se sert l'art. 341 ; mais ces difficultés ne sont pas sérieuses.

Le *fait principal* est celui de savoir si l'accusé est *coupable* du fait qui lui est imputé, en écartant de ce fait toutes les circonstances plus ou moins aggravantes qui peuvent résulter de l'acte d'accusation et des débats.

Supposons, par exemple, que *Pierre* soit accusé d'avoir commis un vol dans une maison habitée, avec de fausses clefs :

Ce qui constitue le *fait principal*, c'est la *culpabilité* de l'accusé sur le *vol* qu'il est prévenu d'avoir commis.

Tout ce qui est hors de la culpabilité sur le vol, se *rattache* bien au fait principal, mais il ne le *constitue* pas.

L'usage fait de fausses clefs, l'introduction dans une maison habitée, ne constituent pas en effet par eux-mêmes un délit ; ce ne sont que des circonstances *aggravantes* du *vol* qu'elles ont eu pour objet de favoriser.

XIII. Si l'art. 341 avait parlé de la majorité du Jury sans la qualifier, il en serait résulté, qu'il aurait suffi que le Jury n'eût pas été unanime, pour que l'on dût se conformer aux dispositions de l'art. 351 ; mais le Code a modifié la majorité dont il parle, par cette expression de *simple majorité*, ce qui ne présente plus qu'une idée restreinte.

Or, qu'est-ce qui constitue la *simple majorité* ?

C'est le nombre de voix strictement nécessaire pour l'établir ; en sorte qu'il y a majorité *simple*, lorsque sur *trois* suffrages, *deux* se réunissent ; elle n'a besoin, pour se constituer, que d'une voix de plus.

Mais, comme le Jury doit toujours être composé d'un nombre *pair*, la *simple majorité* ne se constitue réellement, par rapport à lui, que par une réunion de deux suffrages, c'est-à-dire de *sept* contre *cinq*, puisque le Jury ne peut être complet qu'au nombre de *douze* ; et que le nombre fixe de *douze* est de rigueur.

Ainsi, lorsque sur le *fait principal*, ou ce qui revient au même, lorsque sur la déclaration de *culpabilité* de l'accusé, il ne se forme qu'une majorité de *sept* voix, il y a lieu à l'application de l'article 351 ; c'est alors que le chef du Jury doit en faire

la mention *en tête* de la déclaration qu'il présente à la Cour d'Assises, et dont il doit donner une lecture publique.

Le Jury n'a au contraire aucun compte à rendre ni à la Cour ni au public, lorsqu'il fait une déclaration négative à la décharge de l'accusé, ou lorsqu'il déclare sa culpabilité sur le fait principal à une plus grande majorité que celle de *sept* contre *cinq*.

Il n'est tenu non plus à rendre aucun compte lorsque le discord qui s'est établi parmi les Jurés, n'a porté que sur les circonstances aggravantes ou atténuantes du crime.

XIV. Le Code de brumaire an iv portait, que lorsque le Jury était en état de faire sa déclaration, l'Accusateur-public, et un Juge délégué, devaient aller la recevoir, et la constater par un roulement de boules, ce qui était une espèce de contrôle de l'opération du Jury : aujourd'hui l'opération toute entière lui est abandonnée.

XV. S'il arrivait que le chef du Jury n'eût pas fait la mention dans sa déclaration, que le fait de culpabilité de l'accusé n'a passé qu'à la *simple* majorité; que par suite, l'arrêt de condamnation fût prononcé sans qu'il eût été fait de réclamation de la part des Jurés, lors même que la culpabilité de l'accusé n'aurait été résolue qu'à la simple majorité, il ne lui resterait aucune ressource pour revenir contre l'arrêt qui l'aurait condamné; il ne serait pas proposable en effet d'ordonner que le Jury se rassemblerait pour faire une nouvelle déclaration, ou pour expliquer celle qu'il aurait faite, puisque les choses ne seraient plus entières.

Pour éviter cet inconvénient, le Président doit avoir l'attention, lorsque la déclaration écrite du Jury lui est remise, de s'informer s'il y a eu réellement majorité absolue, afin de mettre le chef du Jury à même de réparer l'omission qu'il aurait pu faire.

ARTICLE CCCXLII.

Les questions étant posées et remises aux Jurés, ils se rendront dans leur Chambre pour y délibérer.

Leur Chef sera le premier Juré sorti par le sort, ou celui qui sera désigné par eux et du consentement de ce dernier.

Avant de commencer la délibération, le Chef des Jurés leur fera lecture de l'instruction suivante, qui sera, en outre, affichée en gros caractères dans le lieu le plus apparent de leur Chambre :

« La loi ne demande pas compte aux Jurés des moyens par lesquels ils se sont convaincus; elle ne leur prescrit point de règles desquelles

» ils doivent faire particulièrement dépendre la plénitude et la suffisance d'une preuve : elle leur prescrit de s'interroger eux-mêmes dans le silence et le recueillement, et de chercher dans la sincérité de leur conscience, quelle impression ont faites sur leur raison les preuves rapportées contre l'accusé, et les moyens de sa défense. La loi ne leur dit point : vous tiendrez pour vrai tout fait attesté par tel ou tel nombre de témoins ; elle ne leur dit pas non plus, vous ne regarderez pas comme suffisamment établie, toute preuve qui ne sera pas formée de tel procès-verbal, de telles pièces, de tant de témoins, ou de tant d'indices ; elle ne leur fait que cette seule question, qui renferme toute la mesure de leurs devoirs : avez-vous une intime conviction ?

« Ce qu'il est bien essentiel de ne pas perdre de vue, c'est que toute la délibération du Jury porte sur l'acte d'accusation ; c'est aux faits qui le constituent et qui en dépendent, qu'ils doivent uniquement s'attacher ; et ils manquent à leur premier devoir, lorsque, pensant aux dispositions des lois pénales, ils considèrent les suites que pourra avoir, par rapport à l'accusé, la déclaration qu'ils ont à faire. Leur mission n'a pas pour objet la poursuite ni la punition des délits ; ils ne sont appelés que pour décider si l'accusé est ou non coupable du crime qu'on lui impute. »

OBSERVATIONS.

I. Le Code de brumaire an iv, art. 385, exigeait que ce fût le premier Juré désigné par le sort, qui fût le chef du Jury ; il attachait la peine de nullité à l'inobservation de cette formalité. Cependant la Jurisprudence avait fort affaibli la rigueur de ce principe, qui aurait nécessité l'annulation d'un trop grand nombre d'arrêts, non-seulement sans aucun objet d'utilité, mais au grand détriment des finances de l'Etat.

La Cour de cassation rejetait en conséquence le moyen, toutes les fois qu'il était constaté par les pièces du procès, que le Juré désigné par le sort, était une personne incapable d'en remplir les fonctions, la loi n'ayant pu vouloir la chose impossible.

II. Le Législateur, qui a senti le peu d'importance qu'il y avait à ce que ce fût plutôt le Juré que le sort avait le premier désigné qui fût le chef du Jury, que tout autre, au choix de ses collègues, a bien confirmé la disposition de l'art. 385 du Code de brumaire, dans sa disposition, par laquelle le premier Juré désigné par le

sort doit en être le chef; mais, en laissant aux Jurés la faculté de s'en choisir un autre, sous la seule condition que le choix serait agréé par le Juré que le sort aurait désigné.

III. C'est à l'instant que le tableau du Jury se trouve formé par l'indication des douze Jurés qui doivent le composer, que le choix du Chef doit se faire, puis- qu'aussitôt que le tableau est formé, l'examen doit commencer (*art. 405*), et que les Jurés doivent prendre place au Prétoire dans l'ordre désigné par le sort (*art. 309*), sous la modification dont nous venons de parler.

IV. Le Code ne dit pas qu'il sera fait mention au procès-verbal du choix fait par les Jurés de leur chef; mais le Greffier ne doit pas négliger de faire cette mention, afin que dans aucun temps on ne puisse imputer à celui qui en a rempli les fonctions, une usurpation de pouvoir, en opposant le procès-verbal du tirage au sort à la déclaration du Jury, signée de la main d'un autre Juré que celui que le sort aurait désigné.

Cette contradiction ne serait pas, à la vérité, d'une grande importance, puisque l'exécution de l'*art. 342* n'est pas prescrite sous peine de nullité; mais si, pendant le cours des débats, il s'élevait un incident à cet égard, et que rien ne justifiait le choix, cela pourrait devenir embarrassant.

V. Le choix du Chef du Jury peut être fait par acclamation ou de toute autre manière; le Code ne prescrit aucun mode particulier de désignation; la seule chose qu'il exige, c'est que le choix du Chef soit fait par ses collègues, et que celui désigné par le sort ne réclame pas.

Mais suffit-il que la nomination soit le résultat des vœux de la majorité? Ce vœu doit-il être unanime? L'*art. 342* se borne à dire que le Chef sera *celui qui sera désigné par les Jurés*; ce qui ne résout pas précisément la question: mais ce qui semble la résoudre, ce sont ces termes: *et du consentement du Juré désigné par le sort*, qui seraient inutiles, s'il fallait qu'il y eût unanimité.

VI. Le Chef du Jury en devient le Président. C'est à lui à donner la lecture de l'instruction mentionnée dans l'*art. 342*; c'est à lui à interroger les Jurés sur la série de questions qui ont été posées. (*Art. 345.*) C'est à lui à diriger leur délibération; c'est à lui à faire lecture à l'audience de la déclaration qui a été prise (*art. 348*); c'est à lui, enfin, à la signer, et à en faire la remise au Président de la Cour, en présence des Jurés. (*Art. 349.*)

VII. Les débats terminés, le résumé du Président fait, les questions posées, les pièces remises au Jury, tous les Membres qui le composent doivent se retirer dans leur Chambre pour y former leur délibération.

Lorsqu'ils y sont entrés, ils ne peuvent désespérer ni communiquer au-dehors, avant d'avoir pris leur détermination. (*Art. 343.*)

VIII. Pendant que les Jurés sont dans leur Chambre, la séance est suspendue. Le Président fait retirer l'accusé de l'auditoire ; mais il n'est pas de rigueur qu'il le fasse réintégrer dans la prison. C'est au Président à ordonner, à cet égard, ce qu'il juge convenable. (*Art. 341.*)

IX. Lorsque les Jurés sont réunis dans leur Chambre, la première chose dont le Chef du Jury doit s'occuper, c'est de donner la lecture de l'instruction mentionnée dans l'art. 342.

Cette instruction doit être, de plus, affichée en gros caractères, dans le lieu le plus apparent de la salle du Jury, afin que chaque Juré puisse y voir à tous les instans la règle de ses devoirs.

L'instruction les lui rappelle d'une manière si claire, qu'en voulant l'analyser, nous ne serions qu'en affaiblir les préceptes.

Il suffit de dire que le Jury ne doit consulter que le cri de sa conscience ; que sa conviction doit se former de l'ensemble des débats ; qu'il n'est tenu de s'en rapporter à un genre de preuve plutôt qu'à tout autre. *Avez-vous une intime conviction ?* C'est la seule question qui lui est faite, la seule à laquelle il doit répondre.

X. En substituant cette nouvelle forme aux calculs mathématiques des preuves auxquels l'ordonnance de 1670 soumettait le jugement des affaires criminelles, le Code d'instruction criminelle, conforme sur ce point à ce que prescrivait déjà l'instruction criminelle de 1791 et le Code de brumaire an iv, ne pouvait donner des règles plus sûres que celles à tirer de la conviction *morale* des Jurés.

XI. Dans le jugement de tout procès criminel, deux points doivent principalement fixer l'attention du Jury : la constatation du corps du délit et la culpabilité personnelle de l'accusé.

Sur ces deux points, le Jury doit avoir une entière conviction pour donner sa déclaration contre l'accusé ; car un crime peut avoir été commis sans qu'il l'ait été par l'accusé ; et des indices, quelque forts qu'ils soient, ne peuvent établir, d'une manière bien certaine, la culpabilité de l'accusé.

XII. C'est d'abord sur la *réalité* du crime que doit porter l'examen du Jury ; car il ne peut y avoir de coupable si le crime n'a pas été commis ; et lorsqu'il n'existe pas un corps de délit, comment avoir l'assurance que le crime a réellement été commis ?

Presque toutes les erreurs de la Justice ont été fondées sur la supposition de l'existence d'un crime, d'après des apparences trompeuses ; ce qui prouve, mieux que tous les raisonnemens, la nécessité de ne s'occuper des preuves à la charge de l'accusé, que lorsque le crime a été constaté de manière à ne laisser aucun doute sur sa réalité.

Nous pourrions rapporter des exemples nombreux de pareilles erreurs ; mais ils se

trouvent dans tous les livres, et nous ne ferions qu'user de redites inutiles. Nous nous bornerons à observer qu'il ne peut y avoir une entière conviction de la culpabilité de l'accusé, malgré tous les indices, toutes les preuves qui peuvent résulter à sa charge, de l'information et des débats, tant que le corps du délit n'est pas constaté de manière à ne laisser aucune incertitude dans l'esprit sur son existence.

De simples traces du délit peuvent bien suffire pour faire mettre le prévenu en accusation; mais pour le faire condamner, il ne suffit pas d'une simple probabilité que le crime a été commis, il faut en avoir la certitude.

XIII. Lorsque l'existence du crime est constante, le Jury doit s'occuper du point de savoir si c'est l'accusé soumis aux débats qui s'en est rendu coupable; c'est alors que le Jury doit user de toute sa sagacité pour apprécier les preuves qui résultent des débats, soit à la charge, soit à la décharge de l'accusé.

La preuve de culpabilité peut être *positive*, ou ne reposer que sur des *présomptions*.

Les preuves *positives* doivent avoir sur l'esprit du Jury une grande influence; cependant, il ne doit s'y arrêter qu'autant que les actes et les témoignages dont on les fait résulter lui paraissent mériter une pleine confiance.

Mais quant aux *indices*, quelque graves qu'ils soient, le Jury ne peut trop s'en défier; car ils pourraient s'accumuler sur l'accusé, sans qu'il en résultât la *certitude* qu'il fût réellement coupable; et ce n'est que lorsqu'il y a certitude de la culpabilité de l'accusé que le Jury doit le déclarer coupable.

XIV. Pour que les indices soient de nature à établir une certitude, il faut qu'ils *excluent la possibilité de l'innocence*: ils n'établissent qu'une preuve *imparfaite*, s'ils n'excluent pas cette possibilité, et il faut une preuve *parfaite* pour que la condamnation de l'accusé doive être prononcée.

À défaut de preuves positives, c'est dans la réunion des indices que le Jury doit chercher à pénétrer la vérité; mais il ne doit jamais perdre de vue le principe que nous avons posé, qu'il faut, pour prononcer la culpabilité de l'accusé, que la réunion des indices qui s'élèvent contre lui *exclue la possibilité* de son innocence: ce serait, en effet, une grande erreur que de croire que c'est une simple *possibilité de culpabilité* que le Jury doit y chercher; car ce n'est pas sur la *possibilité que l'accusé soit coupable*, qu'il peut être condamné, mais sur l'*impossibilité qu'il ne le soit pas*.

XV. Pour faire voir le danger de prononcer la condamnation de l'accusé sur de simples indices, quelque graves qu'ils puissent être, lorsqu'il n'en résulte pas l'*impossibilité que l'accusé soit innocent*, il nous serait facile d'accumuler les preuves; mais il nous suffira de rappeler la condamnation à la peine capitale qui fut prononcée contre le malheureux boulanger de Venise, dont Désessart raconte l'histoire dans ses *Extraits de l'Essai sur l'Histoire générale des Tribunaux*.

202 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

La condamnation de cet homme innocent, qui se trouvait environné des présomptions les plus accablantes, fit une impression si profonde sur l'esprit du Sénat, qu'il enjoignit au Greffier de dire aux Magistrats, toutes les fois qu'ils seraient assemblés pour juger un accusé à mort, ces paroles foudroyantes : *recordate vi del povero somaro.*

XVI. Il pourra bien résulter de cette grande rigueur dans l'appréciation des indices, que quelques coupables échapperont à la vengeance des lois; mais on n'aura pas à regretter d'avoir sacrifié l'innocence.

S'il importe à la société que les délits ne restent pas impunis, il lui importe encore plus que les innocens ne soient pas les victimes d'un zèle outré.

ARTICLE CCCXLIII.

Les Jurés ne pourront sortir de leur chambre, qu'après avoir formé leur déclaration.

L'entrée n'en pourra être permise pendant leur délibération, pour quelque cause que ce soit, que par le Président, et par écrit.

Le Président est tenu de donner au Chef de la Gendarmerie de service, l'ordre spécial, et par écrit, de faire garder les Issues de leur chambre : ce Chef sera dénommé et qualifié dans l'ordre.

La Cour pourra punir le Jury contrevenant, d'une amende de cinq cents francs au plus. Tout autre qui en aura enfreint l'ordre, ou celui qui ne l'aura pas fait exécuter, pourra être puni d'un emprisonnement de vingt-quatre heures.

OBSERVATIONS.

I. LES Jurés retirés dans leur chambre ne doivent en sortir qu'après avoir formé leur délibération.

C'était déjà la disposition de l'art. 383 du Code de brumaire an iv; mais l'article 343 du Code d'instruction criminelle a donné les moyens d'en assurer l'exécution, en autorisant la Cour à prononcer contre le Juré contrevenant une amende qui peut être portée jusqu'à 500 fr., ce que n'avait pas fait le Code de brumaire.

II. On aurait interdit vainement aux Jurés la sortie de leur chambre, si l'entrée en avait été permise à des personnes étrangères; aussi l'art. 343 n'en autorise-t-il l'entrée à qui que ce soit, ni pour quelque cause que ce soit, à moins d'un ordre écrit et formel du Président qui ne doit le donner que dans le cas d'une nécessité bien constatée.

III. Pour assurer l'exécution de cette mesure, le Président doit donner l'ordre au

chef de la Gendarmerie de service , de faire garder toutes les issues de la chambre du Jury.

Le Chef de la Gendarmerie auquel est faite la réquisition doit être *personnellement désigné* dans l'ordre du Président , afin que la Cour sache sur qui pèse la responsabilité.

IV. Le Chef de la Gendarmerie auquel l'ordre a été transmis et qui ne l'a pas fait exécuter ; le Gendarme qui a négligé de faire exécuter celui qu'il a reçu de son Commandant , doivent être condamnés à l'emprisonnement par la Cour d'Assises.

La demande qu'ils feraient d'être renvoyés à la discipline de leur corps , ne devrait pas être accueillie.

V. Le Code d'instruction criminelle n'a pas voulu cependant que la nullité de la déclaration du Jury pût être prononcée, sur le motif de la communication des Jurés avec les personnes du dehors ; le Législateur a cru suffisantes les précautions qu'il a prises pour l'empêcher, et elles le sont effectivement d'après le degré de perfection auquel est aujourd'hui portée la discipline militaire.

VI. Si le Procureur-Général et l'accusé, instruits de la communication des Jurés avec des personnes du dehors , requéraient , sur ce motif , le renvoi de l'affaire à la session suivante , ou le tirage au sort d'un Juré remplaçant , devrait-il être fait droit à leur demande ?

Celui qui tient dans ses mains l'honneur, la vie et la fortune des citoyens, doit être exempt de suspicion ; et , dans l'espèce , il y aurait présomption légale que le Juré aurait été influencé dans son opinion , si sa communication avec des personnes du dehors n'avait pas eu lieu par suite d'un ordre par *écrit* du Président ; d'où suit que si la Cour d'Assises *omettait* de prononcer sur la réquisition , il y aurait ouverture à cassation contre l'arrêt de condamnation , par application de l'art. 408 ; mais la Cour pourrait-elle *rejeter* la demande ? Nous examinerons cette question sur l'article cité.

VII. Il en serait de même du cas où le Président aurait négligé de requérir le Chef de la Gendarmerie de faire garder les issues de la chambre du Jury , s'il y en avait eu réquisition , puisque cette formalité est exigée par une disposition formelle du Code d'instruction criminelle : il est , en effet , dans l'intérêt de l'accusé , comme dans celui de la société , qu'elle soit remplie.

ARTICLE CCCXLIV.

Les Jurés délibéreront sur le fait principal , et ensuite sur chacune des circonstances.

OBSERVATIONS.

I. Cet article établit le principe dont l'art. 345 déduit les conséquences.

Quoique le Jury doive faire une réponse *générale* sur la première question ; qui est toujours celle de savoir si l'accusé est coupable d'avoir commis le crime avec toutes les circonstances mentionnées dans le résumé de l'acte d'accusation, il n'en doit pas moins opiner *isolément* sur le fait *principal* et sur *chacune* des circonstances qui peuvent s'y rattacher.

Le Code d'instruction criminelle n'a changé aux dispositions du Code de brumaire an iv, que la forme de poser les questions et la manière dont le Jury doit rédiger sa déclaration.

II. C'est toujours le fait principal qui doit être le premier objet de la délibération du Jury, comme cela se pratiquait sous l'empire du Code de brumaire an iv.

Ce n'est qu'accessoirement et dans le seul cas de culpabilité reconnue, que le Jury doit porter ses regards sur les circonstances mentionnées dans l'acte d'accusation.

III. Le Jury n'a plus à subdiviser la question relative au fait principal, entre la constatation du crime et la culpabilité personnelle de l'accusé. Ces deux questions doivent être prises dans leur ensemble, de manière à former, par leur combinaison, la conviction de l'innocence ou celle de la culpabilité de l'accusé.

Il suffit que le Jury n'ait pas une pleine conviction que le fait soit constant ou que ce soit l'accusé qui l'a commis, pour qu'il doive faire une déclaration négative.

IV. Si le Jury pense que l'accusé n'est pas coupable, il n'a plus à se livrer à l'examen d'aucune autre question.

S'il pense que l'accusé est coupable, c'est alors qu'il doit opiner successivement sur chacune des circonstances mises à sa charge par le résumé de l'acte d'accusation, ou qui lui auraient été soumises par suite de débats.

Ce n'est qu'en dernier ordre qu'il doit s'occuper de la question d'excuse ou de discernement.

ARTICLE CCCXLV.

Le Chef du Jury les interrogera d'après les questions posées, et chacun d'eux répondra ainsi qu'il suit :

1.^o *Si le Juré pense que le fait n'est pas constant, ou que l'accusé n'en est pas convaincu, il dira :*

Non, l'accusé n'est pas coupable.

En ce cas, le Juré n'aura plus rien à répondre.

2.^o *S'il pense que le fait est constant, et que l'accusé en est convaincu, il dira :*

Oui, l'accusé est coupable d'avoir commis le crime, avec toutes les circonstances comprises dans la position des questions.

3.^o *S'il pense que le fait est constant, que l'accusé en est convaincu, mais que la preuve n'existe qu'à l'égard de quelques-unes des circonstances, il dira :*

Oui, l'accusé est coupable d'avoir commis le crime avec telle circonstance, mais il n'est pas constant qu'il l'ait fait avec telle autre.

4.^o *S'il pense que le fait est constant, que l'accusé en est convaincu, mais qu'aucune des circonstances n'est prouvée, il dira :*

Oui, l'accusé est coupable, mais sans aucune des circonstances.

OBSERVATIONS.

I. AVANT que le Chef du Jury fasse à chaque Juré l'interpellation individuelle dont il est parlé dans l'article 345, il doit s'être établi une discussion particulière sur le fait principal et sur chacune des circonstances qui font l'objet de la première question.

Cette discussion préliminaire est extrêmement utile.

II. Les Jurés doivent observer que quoique la question *intentionnelle* n'ait pas été posée d'une manière *directe*, elle se trouve implicitement renfermée dans celle de culpabilité : car l'accusé ne peut s'être rendu coupable d'un crime sans avoir eu l'intention de le commettre.

Mais il est certains crimes qui emportent, par le fait, une intention criminelle ; par exemple, un faux commis sciemment et dont l'objet a été de nuire à autrui, a été nécessairement le résultat d'une mauvaise intention.

III. Lorsque chacun des Jurés a fait ses observations, et qu'il a entendu celles de ses collègues, le chef du Jury doit recueillir leur déclaration individuelle, dans l'ordre du tableau.

Cette forme de recueillir les suffrages des Jurés est d'institution nouvelle.

Depuis l'établissement du Jury les voix étaient recueillies par le Procureur-Général et par l'un des Juges qui était délégué à cet effet ; le recensement s'en faisait au moyen d'un roulement de boules, dont il est assez indifférent de connaître le mécanisme, mais dont on pourra facilement s'instruire en recourant aux art. 387 et suivans du Code de brumaire an iv.

Les Jurés étaient appelés successivement dans une chambre particulière pour y faire leur déclaration, dont ils étaient tenus d'affirmer la sincérité.

Lorsque le Chef du Jury avait fait la sienne, il restait présent à celle que faisait individuellement chacun des autres Jurés.

Lorsque tous les Jurés avaient fait leur déclaration, il était procédé, dans la présence de tous, à l'ouverture des boîtes destinées à recevoir les boules ; le résultat du dépouil-

lement du scrutin était constaté par un procès-verbal contenant la déclaration du Jury sur chaque question.

Cette déclaration était signée par le chef du Jury ; elle commençait par ces mots : *sur mon honneur et ma conscience, la déclaration du Jury est, etc.*

IV. Les fonctions que remplissaient le Juge délégué, le Procureur-Général et le chef du Jury, se concentrent toutes aujourd'hui dans la personne du Chef du Jury.

Aucun Juge, aucun Officier du Ministère public, n'a le droit d'assister à la délibération du Jury, ni à la rédaction de sa déclaration.

V. Lorsque chaque Juré a énoncé son opinion individuelle, le Chef du Jury en fixe le résultat d'après lequel se rédige la déclaration qui doit être portée à la Cour d'Assises ; cette déclaration n'est signée par le Chef du Jury qu'après la lecture qu'il en a donnée à l'audience, en présence des Juges et du public.

VI. Si la majorité des Jurés a été d'avis que l'accusé n'est pas *coupable*, ou si les voix se trouvent en nombre *égal* ; la déclaration du Jury doit se renfermer dans ces seuls mots : *non, l'accusé n'est pas coupable.*

VII. Le Juré qui a déclaré que l'accusé *n'est pas coupable*, n'a aucune autre déclaration à faire ; c'est comme s'il avait répondu sur *toutes* les questions d'une manière *favorable* à l'accusé.

VIII. Si la majorité se forme *contre l'accusé* sur le fait principal, la même opération se renouvelle sur les questions accessoires ; toutes les voix qui lui ont été favorables sur le fait principal se comptent en sa faveur sur les circonstances aggravantes du crime.

Mais le Juré qui a répondu *négativement* sur l'une des circonstances, n'en doit pas moins donner successivement sa déclaration sur les autres, jusqu'à ce que toutes soient résolues.

IX. Lorsque la déclaration du Jury n'a passé qu'à la simple majorité sur le fait principal, le Chef du Jury qui la rédige, doit en faire la mention expresse, afin qu'il soit procédé dans les formes indiquées par l'art. 351.

X. Lors même que le Jury n'a pas répondu dans les mêmes termes que les questions lui ont été faites, lors même qu'il a divisé sa réponse, il n'y a pas nullité dans sa déclaration s'il s'est renfermé dans le fait qui a été l'objet de l'accusation, et s'il n'en résulte pas de contradiction. (*Arrêt du 26 décembre 1811.*)

XI. Mais si la déclaration du Jury est incomplète ou contradictoire, la Cour d'Assises doit l'annuler, et ordonner aux Jurés de retourner dans leur Chambre, pour en former une nouvelle. C'est ce que la Cour de cassation a jugé, au rapport de M. Busschop, dans l'affaire Robillard.

Le résumé de l'acte d'accusation était conçu en ces termes :

» En conséquence, Laurent Robillard est prévenu d'avoir méchamment, et à dessein de nuire à autrui, commis un faux en écriture privée, et d'avoir fait usage de la pièce fausse. »

La question avait été ainsi posée au Jury :

» L'accusé Robillard est-il coupable d'avoir commis le faux dont il s'agit, avec toutes les circonstances comprises en l'acte d'accusation ? »

Les Jurés avaient répondu en ces termes :

» Oui, l'accusé est coupable d'avoir commis le *crime de faux* dont il s'agit ; mais il n'est pas constant qu'il l'ait commis à dessein de nuire à autrui, *en s'appro- priant définitivement la somme.* »

Cette déclaration fut portée à la Cour d'Assises, qui en prononça la nullité.

» Attendu qu'elle impliquait contradiction, et qu'elle mettait la Cour dans l'impossibilité de prononcer. »

Il fut, par suite, ordonné que les Jurés se retireraient dans leur Chambre, pour en former une nouvelle.

En exécution de l'arrêt, le Jury forma en effet une nouvelle déclaration, portant » que l'accusé était coupable d'avoir commis le crime de faux, avec toutes les circonstances comprises au résumé de l'acte d'accusation. »

Robillard fut condamné à quatre années de fers, et à la flétrissure. Il se pourvut en cassation contre l'arrêt. Son moyen fut pris de la violation de l'article 364 du Code d'instruction criminelle, en ce que la Cour d'Assises du département d'Eure et Loire, au lieu de prononcer son acquittement, avait ordonné au Jury de faire une nouvelle déclaration.

M. le Procureur-Général Merlin, qui porta la parole dans cette affaire, établit que ; si le Code d'instruction criminelle n'avait pas formellement renouvelé les dispositions de l'art. 414 du Code de brumaire an iv, qui chargeait les Tribunaux criminels de rejeter du procès la déclaration du Jury, qui n'était pas dans une forme régulière, il en avait conservé l'esprit, et qu'il présupposait même cette disposition dans son art. 352.

Passant ensuite à la question de savoir si la déclaration faite par le Jury dans l'affaire particulière impliquait *contradiction*, ainsi que l'avait pensé la Cour d'Assises, M. le Procureur-Général fit voir, d'une manière fort claire, qu'il n'en existait réellement aucune, attendu que le faux pouvait avoir été commis dans le dessein de nuire à autrui, quoiqu'il ne dût pas avoir pour résultat, de faire profiter définitivement le faussaire du fruit de son crime.

Mais M. le Procureur-Général trouva la déclaration vicieuse sous un autre rapport, et son opinion fut adoptée par l'arrêt qui déclara que le Jury avait mal-à-propos *particularisé*, par sa réponse *restreinte*, une question qui, par sa *généralité*, lui donnait le droit d'examiner et d'apprécier, sous tous les rapports, la conduite de l'accusé ; sur quoi, la Cour, » considérant qu'il résulte des dispositions combinées

» des articles 241, 337 et 345 du Code d'instruction criminelle que les Jurés
 » doivent répondre d'une manière *entière et catégorique*, sur les circonstances
 » du crime, telles qu'elles sont *déterminées* dans le résumé de l'acte d'accusation ;
 » que conséquemment la déclaration des Jurés est vicieuse et contraire au vœu de
 » la loi, toutes les fois qu'elle *restreint* ou *modifie* d'une manière quelconque lesdites
 » circonstances ; que, dans l'espèce, le faux qui a fait l'objet de l'accusation, était
 » déterminé par la circonstance, qu'il avait été commis dans le dessein de nuire à
 » autrui ; que les Jurés, au lieu de donner sur cette circonstance, une réponse
 » simple et catégorique, l'ont modifiée, en déclarant que le coupable n'avait point
 » eu le dessein de s'approprier *définitivement* la somme qu'il s'était fait payer au
 » moyen du faux ; que cette déclaration ainsi modifiée, n'a pas été une réponse à
 » la question générale et absolue qui avait été proposée sur la *moralité* du faux :
 » d'où il suit, qu'en annulant cette déclaration des Jurés, et en leur ordonnant de
 » procéder à une nouvelle délibération, la Cour d'Assises s'est exactement confor-
 » mée à la loi : *rejette, etc.* »

XII. L'art. 345 du Code d'instruction criminelle a prescrit des formules à employer pour tous les cas, et d'après tous les modes de réponses que peut faire le Jury : ces formules doivent être observées. En s'y attachant, le Jury ne peut pas tomber en contradiction ; il s'y expose presque toujours lorsqu'il s'en écarte.

XIII. Lorsqu'il y a plusieurs accusés, il faut épuiser toutes les questions qui ont été posées à la charge de l'accusé principal, avant de s'occuper du sort de ses co-accusés et de ses complices, dont la conduite doit être appréciée de la même manière et dans la même forme que celle de l'accusé principal.

Le Jury aurait déclaré que l'accusé principal *n'est pas coupable*, qu'il n'en devrait pas moins prononcer sur le sort des complices.

Sans tomber en contradiction, en effet, le Jury peut déclarer *non-coupable* l'accusé principal, et déclarer la culpabilité à la charge de ses co-accusés ; la Cour de cassation le jugea ainsi le 17 août 1811, au rapport de M. Lamoignon ; attendu qu'il ne résulte pas, de ce que l'accusé qui est prévenu d'avoir commis le crime, n'en est pas déclaré coupable, que le crime ne soit pas *constant*, et que ses co-accusés n'en aient pas été les auteurs ou les complices.

ARTICLE CCCXLVI.

Le Jury fera de plus, s'il y a lieu, une réponse particulière pour les cas prévus par les art. 339 et 340.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 339 a pour objet d'*excuse* proposée par l'accusé, et l'art. 340, la ques-

tion de *discernement* ; d'où l'on conçoit facilement que l'une et l'autre de ces questions ne se trouvant posées que pour le cas où la culpabilité de l'accusé est déclarée, le Jury ne doit s'en occuper que par voie subsidiaire, et seulement lorsque l'accusé a été déclaré coupable ; ce qui nécessitait cette restriction de l'art. 346, *s'il y a lieu*.

Mais toutes les questions relatives aux circonstances *aggravantes* du fait principal déclaré à la charge de l'accusé, auraient été répondues en sa faveur, qu'il n'y en aurait pas moins lieu à examiner et à résoudre la question d'excuse ou de discernement.

C'est ainsi que doivent être entendus ces termes de l'art. 346, *s'il y a lieu*.

II. La question d'excuse et celle de discernement ne sont pas *incompatibles* : lors même que l'accusé, âgé de moins de 16 ans, aurait agi avec discernement, il pourrait être excusable, s'il se trouvait dans un des cas prévus par la loi.

III. A *égalité de voix* sur la question d'excuse ou de discernement, elle doit être décidée en faveur de l'accusé ; car c'est, dans tous les cas, l'avis *favorable* à l'accusé qui doit prévaloir. (Art. 347, *deuxième alinéa*.)

IV. Quoique l'article 346 ne parle que d'une réponse à faire pour les deux cas mentionnés aux art. 339 et 340 ; comme il doit être proposé au Jury des questions particulières sur l'excuse et sur le discernement, il doit être répondu spécialement et isolément sur l'une et sur l'autre.

ARTICLE CCCXLVII.

La décision du Jury se formera pour ou contre l'accusé, à la majorité, à peine de nullité.

En cas d'égalité de voix, l'avis favorable à l'accusé prévaudra.

OBSERVATIONS.

I. La *décision* du Jury, dont parle l'art. 347, est sa *déclaration* ; quel que soit le vœu qu'il émet, ce n'est jamais qu'une décision *provisoire* qu'il porte, lorsqu'il déclare l'accusé *coupable*, puisque, pour la rendre *définitive*, il faut qu'elle reçoive la sanction de la Cour d'Assises.

La seule conséquence que l'on puisse tirer des dispositions de cet article, c'est que la décision du Jury ne peut se former qu'à la majorité, sous peine de nullité, lorsqu'il y a déclaration de *culpabilité* de l'accusé.

Le même article répète qu'il y a majorité suffisante en faveur de l'accusé, lorsqu'il y a égalité de voix ; et la Cour de cassation a jugé le 27 juin 1811, que la disposition de cet article s'étendait aux matières correctionnelles et de police.

II. Le Législateur a attaché la peine de nullité à l'inobservation de la disposition de l'art. 347 ; mais comment constater sa violation d'une manière légale ?

Il ne se rédige pas de procès-verbal de ce qui se passe dans l'intérieur de la chambre du Jury, et le Code n'exige pas que dans la déclaration du Jury, il soit fait mention du nombre des voix, lorsqu'elle ne présente pas pour résultat la culpabilité de l'accusé *sur le fait principal* à la *simple majorité*.

Pour faire l'application de la peine de nullité prononcée par l'art. 347, il faudrait qu'avant que la déclaration du Jury eût reçu sa sanction par les signatures dont elle doit être revêtue, des Jurés eussent réclamé et que la Cour d'Assises ne se fût pas arrêtée à la réclamation.

Mais aucune Cour d'Assises ne méconnaîtra ses devoirs à ce point. S'il y avait réclamation la Cour s'empresserait d'ordonner que les Jurés rentreraient dans leur Chambre pour faire une nouvelle déclaration.

La nullité n'est donc prononcée que pour instruire le Jury des devoirs que la loi lui impose.

III. La difficulté deviendrait plus sérieuse si la réclamation n'était faite qu'après la signature de la déclaration, par le Chef du Jury, par le Président et par le Greffier.

Il y aurait alors un droit acquis.

Si l'accusé avait été déclaré coupable par le résultat de la délibération du Jury, la Cour d'Assises devrait user de la faculté que lui accorde l'art. 352, pour renvoyer l'affaire à la session suivante, mais elle n'y serait pas tenue; elle apprécierait dans sa sagesse la confiance que la déclaration pourrait mériter.

IV. Si la déclaration arrêtée à la majorité des suffrages, et lue à l'audience par le Chef du Jury, un des Jurés déclarait avoir changé d'opinion, et qu'il demandât que le Jury fût renvoyé dans sa Chambre pour se livrer à un nouvel examen, la Cour devrait-elle l'ordonner ?

Il ne faut pas croire à l'impossibilité d'une pareille réclamation : lorsqu'en l'an v nous exerçons les fonctions de Commissaire près les Tribunaux civils et criminels du département de la Côte-d'Or, nous eûmes à nous prononcer sur une réclamation de cette nature.

Après le recensement des boules qui donnait seulement une majorité de neuf voix contre l'accusé, ce qui emportait son acquittement (*Art. 403 du Code de brumaire an iv*), un des Jurés prétendit qu'il avait commis une erreur en déposant dans l'urne la boule blanche au lieu de la boule noire ; il demandait en conséquence qu'il fût procédé à un nouveau roulement de boules.

L'incident fut porté à l'audience, et il fut jugé sur nos réquisitions qu'il y avait droit acquis à l'accusé, dont l'acquittement fut prononcé.

V. Si le Code d'instruction criminelle n'avait pas tempéré la rigueur de l'art. 347

par les dispositions des articles 351 et 352, l'accusé serait aujourd'hui moins favorablement traité qu'il ne l'était sous l'empire même de l'ordonnance de 1670; car, sous l'empire de cette ordonnance, comme sous le régime actuel, la condamnation de l'accusé ne pouvait être que le résultat d'une majorité de *deux voix* (*Art. 12 du Titre V*); mais ces deux voix en emportaient toujours trois : car l'usage s'était établi dans toutes les Cours de ne juger les procès criminels qu'à nombre *impair*.

VI. L'instruction criminelle qui fut publiée par l'assemblée constituante, et le Code de brumaire an iv, avaient été plus favorables encore à l'accusé, puisqu'ils ne voulaient pas que l'accusé pût être condamné, si, dans le nombre des *douze* Jurés, il n'y en avait au moins *dix* qui l'eussent déclaré coupable; et qui autorisaient même les Tribunaux criminels, lorsqu'il y avait déclaration à la charge de l'accusé à l'unanimité, à ordonner la réunion des *trois Jurés adjoints*, pour faire une nouvelle déclaration *aux quatre cinquièmes des voix*; de sorte que si les trois Jurés adjoints se trouvaient tous d'un avis opposé à celui des Jurés, c'était leur opinion qui prévalait.

VII. La loi du 19 fructidor an v avait maintenu la disposition du Code de brumaire an iv, relative à la réunion des Jurés adjoints; elle avait exigé de plus (*art. 33*), que le Jury ne pût faire sa déclaration pour ou contre l'accusé, qu'à l'unanimité, dans les vingt-quatre heures : ce qui ne faisait que fatiguer le Jury, et ce qui pouvait même entraîner de graves inconvénients; car un Juré faible de caractère ou de santé pouvait adopter une autre opinion que la sienne, afin d'être plus tôt rendu à ses habitudes et à ses affaires.

VIII. Dans cette fluctuation d'idées et de formes de procéder, le Code d'instruction criminelle a pris un juste milieu, en supprimant les Jurés adjoints, et en substituant une autre espèce de révision beaucoup plus simple et plus naturelle.

Ce sont les Membres de la Cour d'Assises qui sont appelés aujourd'hui à remplir les fonctions des Jurés adjoints, dans le cas de l'art. 351; c'est-à-dire, lorsque la déclaration de culpabilité a été faite à la simple majorité; et, dans le cas de l'article 352, lorsque, quoique la déclaration ait été faite à la majorité absolue, même à l'unanimité, la Cour d'Assises ne partage pas l'opinion du Jury.

Le Code d'instruction criminelle ne fixe plus de délai de rigueur au Jury pour faire sa déclaration.

IX. Le Code d'instruction criminelle ne porte pas, ainsi que le faisait l'art. 412 du Code de brumaire an iv, que la déclaration du Jury sera rédigée *par écrit*, dans l'intérieur de sa Chambre; mais dès que l'art. 349 du Code d'instruction criminelle exige qu'après la lecture faite à l'audience de la déclaration du Jury par son chef, elle soit signée de lui, du Président et du Greffier, en la présence des Jurés, il en résulte qu'elle doit avoir été apportée écrite, et qu'en conséquence elle a dû l'être

dans la Chambre du Jury, puisque les Jurés ne peuvent en sortir que pour se rendre à l'auditoire.

X. Il aurait été peut-être à désirer que le Code d'instruction criminelle imposât le devoir au Chef du Jury de signer la déclaration dans la Chambre de réunion des Jurés, et même qu'elle fût signée de tous, du moins de tous ceux dont l'opinion aurait prévalu; cela lui aurait donné une sanction de plus.

Si le Législateur ne l'a pas ordonné ainsi, son motif a été qu'il prescrivait aux Jurés, par l'art. 343, de rentrer dans l'auditoire, pour être présents à la lecture à faire, par le Chef du Jury, de leur déclaration; ce qui semblait, en effet, remplacer la signature des Jurés d'une manière satisfaisante.

Le Législateur ne pouvait supposer qu'un Juré se permît de se retirer en quittant la Chambre du Jury, et de se refuser avec obstination à rentrer à l'auditoire, pour assister à la lecture de la délibération.

C'est cependant ce qui est arrivé dans une affaire d'un grand intérêt, portée à la Cour d'Assises de Dijon, dans sa session du mois de septembre 1811.

Un des Jurés favorables à l'accusé, contre lequel la déclaration s'était formée à la simple majorité, s'étant inopinément retiré pendant que ses Collègues rentraient à l'auditoire, et s'étant opiniâtrément refusé à s'y rendre, il se présenta la question de savoir s'il fallait passer outre à la lecture de la déclaration, s'il devait être procédé à de nouveaux débats, ou si l'affaire devait être renvoyée à la session suivante.

Le Procureur-Général requit que le Chef du Jury fût interrogé sur le point de savoir si le Juré qui s'était absenté avait coopéré à la délibération.

Sur la réponse affirmative du Chef du Jury, confirmée par les Jurés présents, il intervint arrêt portant qu'il serait passé outre à la lecture de la déclaration; et comme elle avait été faite à la simple majorité, les Juges opinèrent individuellement sur la culpabilité de l'accusé.

Quatre des Juges s'étant réunis aux sept Jurés qui avaient déclaré l'accusé coupable, il s'établit une majorité de onze voix contre six, et l'accusé fut condamné.

XI. Sur son recours contre l'arrêt, l'accusé proposa plusieurs ouvertures de cassation; il fit résulter la première de ce que les Juges et les Jurés n'avaient pas joui de toute leur indépendance; mais ce moyen qu'il ne fondait que sur de simples allégations, ne pouvait faire d'impression sur les esprits.

Il tirait la deuxième, de ce que ne s'étant pas trouvé le nombre de trente Jurés présents, non excusés et non dispensés, ce nombre n'avait pas été publiquement complété; mais il l'avait été en présence des Juges, des Jurés, du Procureur-Général et de l'accusé, et c'est tout ce qu'exige l'art. 395; aussi ce second moyen, déjà rejeté au rapport de M. Liborel, le 9 août 1811, ne fit-il non plus aucune impression.

Mais la Cour s'arrêta au troisième, que le réclamant fondait sur la violation des

dispositions de l'art. 393, portant *que le nombre de douze Jurés est nécessaire pour former un Jury* :

Il disait : le procès-verbal de la séance constate que les Jurés rentrés dans la salle d'audience n'étaient plus qu'un nombre de *onze*.

A quelle époque le Juré manquant avait-il disparu? Était-ce avant, ou pendant, ou après la délibération? C'est ce qu'on ignore.

Le Chef du Jury interrogé par le Président avait bien répondu que le Juré manquant avait coopéré à la délibération, qu'il avait été présent à la rédaction de la déclaration; mais cela ne donnait pas la certitude légale du fait.

Les fonctions du Jury ne sont pas terminées par la délibération prise dans sa Chambre; la loi veut encore la présence de tous les Jurés à l'audience, lors de la lecture qui doit être faite de leur déclaration par le Chef du Jury. (*Art. 348.*)

Quoique ce soit le Chef du Jury qui soit interpellé personnellement, l'interpellation n'en est pas moins faite implicitement à tous; tous sont censés répondre par l'organe de leur Chef, qui signe, au nom de tous, la déclaration dont il vient de faire la lecture.

Il faut donc que les douze Jurés soient *présens*; s'il en manque seulement un, il n'y a plus de Jury; la délibération qui a été prise reste imparfaite : et la déclaration d'un Jury incomplet ne peut produire aucun effet.

Si l'art. 348 ne prononce pas la peine de nullité, c'est que la présence des Jurés n'est pas une formalité proprement dite; que la déclaration à faire par le Jury est l'élément de la décision; d'où suit que la nullité est de droit; comme elle est nécessairement de droit dans tout ce qui est relatif aux formes constitutives du Jury et de son résultat.

M. l'Avocat-Général Thuriot conclut à l'annulation de l'arrêt, et la Cour de cassation la prononça sur le rapport de M. Aumont, le 2 novembre 1811.

« Attendu que des dispositions de l'art. 393, il résulte que le nombre de douze Jurés est substantiel au caractère du Jury et aux fonctions que la loi lui attribue; »
 « qu'il ne peut donc y avoir de délibération de Jury valable, lorsqu'elle n'a pas été prise avec le concours de douze Jurés; que la lecture et la signature de cette délibération en sont inséparables, et qu'elles en forment le complément; que cette lecture et cette signature doivent donc être faites avec le concours et en la présence des douze Jurés; que l'absence de l'un d'eux anéantit le Jury et lui ôte tout caractère; »
 « Attendu que dans l'espèce, la délibération du Jury a été lue par leur Chef en l'absence d'un des douze Jurés; que ce Chef du Jury, en l'absence d'un des douze Jurés, a été sans caractère pour certifier et faire réputer constant que cette délibération avait été par lui signée tous les Jurés présens; que la déclaration sur laquelle a été prononcé l'arrêt de condamnation, ne pouvait donc être considérée comme l'ouvrage d'un Jury composé, ainsi qu'il est dit à l'art. 393 du Code d'instruction criminelle, qu'elle n'a donc pu servir de base légale à ladite condamnation. »

XII. Le Législateur s'occupera sans doute de chercher le moyen de ne pas laisser le sort des accusés et de la vindicte publique, dans la main d'un Juré qui méconnaîtrait assez les devoirs que lui impose le caractère honorable dont il est revêtu, pour auéantir par un seul acte de sa volonté, des débats établis à grands frais et une délibération à laquelle il a coopéré.

Le moyen pour y parvenir sera d'une facile exécution ; il suffira d'ordonner que la délibération du Jury sera signée dans la Chambre du Jury, par tous les Jurés qui composeront la majorité d'après laquelle aura été prise la délibération, et déclarer que la représentation faite, et la lecture donnée de cette déclaration à l'audience, en présence des Juges et du public, produira tout l'effet qu'elle doit avoir.

XIII. Mais comme, en attendant que le Législateur ait assuré, par ce moyen ou par tout autre, le maintien de la déclaration faite par le Jury, l'impunité du Juré pourrait enhardir à donner un nouveau scandale du même genre que celui signalé dans la cause jugée par l'arrêt du 2 novembre 1811, le Président de la Cour d'Assises ne doit négliger aucune des précautions mises à sa disposition pour arrêter un semblable abus, et la Cour doit sévir avec rigueur contre le Juré qui serait parvenu à échapper à sa surveillance.

Le Président doit donner ordre au Chef de la Gendarmerie de garder toutes les issues qui communiquent de la Chambre du Jury à la Salle d'audience, afin qu'aucun Juré ne puisse en profiter pour favoriser son évasion.

Si, malgré ces précautions, un des Jurés parvient à s'échapper, la Cour doit lui appliquer rigoureusement les dispositions de l'art. 398, en le condamnant à l'amende prononcée par l'art. 396, et le Procureur-Général doit porter le nom de ce Juré sur la liste qu'il envoie au Préfet du Département, pour être transmise au Grand-Juge, Ministre de la Justice, chargé par l'art. 391, d'en faire le rapport à Sa Majesté.

XIV. Cela ne remédiera pas, il est vrai, au mal produit par l'absence du Juré ; mais lorsque le Juré, qui sera fonctionnaire public, ou qui remplira un emploi quelconque, sera bien convaincu que sa conduite sera mise sous les yeux de l'Empereur, il ne se jouera pas ainsi des devoirs les plus sacrés de la société : son intérêt personnel le retiendra, s'il n'est pas retenu par les liens de l'honneur et du devoir.

XV. Mais n'y aurait-il pas un autre moyen de rappeler à ses fonctions le Juré qui se serait ainsi absenté ? La Cour excéderait-elle les bornes de son pouvoir, en décrétant contre lui un mandat d'amener, et même en convertissant le mandat d'amener en mandat d'arrêt, sur le refus que ferait le Juré d'y déférer ?

Si, dans cet état des choses, nous avions l'honneur de présider une Cour d'Assises, nous déclarerions la Cour en permanence, jusqu'à ce que le Juré se représentât ; et si nous remplissions encore les fonctions de Procureur-Général, après

avoir mis en usage toutes les voies d'honnêteté et de douceur capables de rappeler le Juré à ses devoirs, nous ferions expédier l'arrêt qui l'aurait condamné à l'amende, et nous le ferions mettre de suite à exécution, par la voie de la contrainte par corps.

Si ce moyen ne réussissait pas, nous ne balancerions pas à requérir qu'il fût décerné contre le Juré un mandat d'amener, et dans le cas de besoin, sa conversion en mandat d'arrêt.

XVI. Vainement objecterait-on que la Cour qui décernerait de pareils mandats, commettrait un excès de pouvoir.

Lorsque le Législateur a voulu, qu'au sortir de la Chambre du Jury, les Jurés se rendissent au Prétoire, pour y être présents à la lecture que doit y donner leur Chef de la délibération prise, il a nécessairement voulu qu'il y eût des moyens d'obliger les Jurés à remplir ce devoir; car un individu ne peut se jouer impunément de la Justice et des lois.

XVII. L'arrêt par lequel la Cour d'Assises ordonnerait qu'il serait décerné un mandat contre le Juré qui se serait évadé, se motiverait très-aisément.

Un premier motif pourrait être pris de la *prévention* que le Juré qui se soustrait ainsi furtivement, et qui refuse de se rendre à l'interpellation qui lui est faite, s'est laissé *corrompre*; crime qui emporte la peine de la réclusion, aux termes de l'art. 181 du Code pénal.

Un second, pourrait l'être de l'attentat commis par le Juré à la liberté individuelle de l'accusé; car, en s'évadant, et en annulant ainsi par son fait, la déclaration du Jury, le Juré se rend nécessairement coupable de la détention de l'accusé au-delà du terme prescrit par la loi; ce qui constitue un crime punissable de la dégradation civique. (*Art. 14, ibid.*)

On pourrait en tirer un troisième, du refus fait par le Juré d'un service public requis, en prétextant une excuse reconnue fautive. (*Art. 236, ibid.*)

En usant de cette rigueur envers le Juré qui s'est absenté depuis la délibération prise à la Chambre du Jury, il ne peut en résulter aucun inconvénient. Son opinion dans la Chambre n'a pas été gênée; il l'a donnée librement; il n'a plus qu'une simple formalité à remplir, et le Juré ne peut s'en dispenser sans se rendre coupable de désobéissance, et sans laisser planer sur lui une prévention qui n'est pas faite pour l'honorer.

ARTICLE CCCXLVIII.

Les Jurés rentreront ensuite dans l'auditoire, et reprendront leur place.

Le Président leur demandera quel est le résultat de leur délibération.

Le Chef du Jury se lèvera, et la main placée sur son cœur, il dira :

216 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Sur mon honneur et ma conscience, devant Dieu et devant les hommes ;
la déclaration du Jury est : oui , l'accusé , etc. ; non, l'accusé , etc.

OBSERVATIONS.

I. Ce que prescrit cet article par ses deux premières dispositions , n'est que de simple police ; mais il n'en est pas de même du devoir imposé au Chef du Jury par la troisième : la formule qu'il doit prononcer est de rigueur, en ce qu'elle est une garantie de l'exactitude et de la sincérité de la déclaration ; de sorte que si le Président négligeait de rappeler le Chef du Jury à son observation, le Procureur-Général et le conseil de l'accusé devraient s'empresser de la requérir.

II. Nous parlons ici du conseil de l'accusé et non de l'accusé lui-même , parce que l'accusé n'est pas présent à la lecture faite par le Chef du Jury ; ce qui résulte de la combinaison des art. 341 et 357. Cette déclaration n'est en effet que *provisoire* , lorsqu'elle est faite à la charge de l'accusé (*art. 351 et 352*) ; et il y aurait une sorte d'inconvenance que l'accusé fût appelé pour entendre la lecture d'une déclaration qui préjugerait sa condamnation , lorsqu'il lui resterait encore l'espoir de voir proclamer son innocence.

III. L'art. 348 ne prononce pas la peine de nullité pour l'inobservation de la formalité qu'il prescrit , comme le faisait le Code de brumaire an iv ; attendu que , dans le système actuel , la déclaration du Jury est sujette à revision , et que , conséquemment , il n'en résulte pas nécessairement la condamnation de l'accusé ; cependant , si l'observation de cette formalité avait été *requis* , et s'il avait été omis ou refusé de prononcer sur la réquisition , il y aurait ouverture à cassation.

Nous pensons même que l'accusé pourrait s'en faire un moyen sur son recours , lors même que la réquisition aurait été faite par le Procureur-Général ; car n'ayant pas été présent à la lecture de la déclaration du Jury , et rien n'obligeant son conseil à s'y trouver lui-même , ou ne pourrait lui imputer son défaut de réquisition personnelle.

IV. Mais nous doutons que la nullité de la déclaration du Jury fût prononcée , si le Chef du Jury n'avait fait que changer quelques mots à la formule , sans en altérer la substance ; c'était du moins ainsi que la Cour de cassation le jugeait sous l'empire du Code de brumaire an iv. Il fut en effet jugé , le 10 février 1809 , qu'il n'y avait pas lieu à l'annulation de la déclaration du Jury , malgré qu'il fût constaté , par le procès-verbal de la séance , que le Chef du Jury avait prononcé la formule en ces termes : *sur mon ame et ma conscience* , au lieu de s'être servi des termes de l'article 413 : *sur mon honneur et ma conscience*.

Il serait plus prudent néanmoins , s'il y avait eu réquisition , d'exiger du Chef du Jury , qu'il prononçât la formule dans les termes mentionnés dans l'art. 348.

V. Nous avons fait voir, sur l'article précédent, de quelle importance est la présence de *tous* les Jurés, à la lecture de la déclaration qui doit être faite par le Chef du Jury. Cette lecture aurait été faite en l'absence d'un seul des Jurés, qu'il y aurait nullité; et la nullité devrait être prononcée lors même qu'il n'y aurait pas eu de réquisition, attendu qu'elle tient à la composition du Jury.

VI. L'Auteur du *Manuel d'instruction criminelle* est d'avis que si les Jurés se trouvaient embarrassés, et qu'ils en fissent prévenir la Cour, le Président pourrait déléguer près d'eux un des Juges et le Procureur-Général, afin de lever les difficultés qui pourraient être survenues; et il s'appuie des dispositions de l'art. 343, portant que l'entrée de la Chambre du Jury ne pourra être permise pendant sa délibération, que par le Président.

Il nous paraît que c'est donner à la disposition de cet article une extension qu'il ne comporte pas.

Lorsque les Jurés sont retirés dans leur Chambre, ils ne doivent plus avoir d'autres guides pour former leur conviction, que le souvenir de ce qui s'est passé aux débats, et les pièces qui leur ont été remises.

Les Juges ni le Procureur-Général ne peuvent les aider de leurs conseils; le Procureur-Général, puisqu'il est la partie accusatrice; et les Juges, puisqu'ils ont le droit de revision sur la déclaration du Jury.

C'est pour éviter de pareilles insinuations, que le Législateur n'a pas permis que les Jurés pussent communiquer au-dehors. Ils ont pu, pendant les débats, recueillir tous les renseignemens, puisque le Code les autorise à prendre des notes, et qu'il les autorise également à faire toutes les interpellations qu'ils jugent à propos.

Tous renseignemens étrangers sont refusés au Jury, parce qu'il ne se déciderait plus alors sur la discussion qui se serait publiquement établie, et que l'accusé n'étant pas là pour détruire les insinuations qui pourraient lui être faites, sa condition en serait nécessairement aggravée.

Lorsque l'art. 343 a autorisé le Président à permettre, par écrit, l'entrée de la Chambre du Jury, il n'a eu en vue que des cas extrêmement graves, comme, par exemple, celui de maladie survenue à l'un des Jurés, et autres circonstances aussi impérieuses.

VII. Pour se conformer à la lettre de l'art. 348, les Jurés rentrant à l'auditoire, doivent y reprendre leur place et se trouver réunis, lorsque le Président demande au Chef du Jury la lecture du résultat de sa délibération.

Le Chef du Jury doit se lever, et prononcer la formule telle qu'elle est mentionnée dans l'art. 348, puis donner lecture de la déclaration.

On a élevé la question de savoir si les réponses faites par le Jury doivent être

rédigées dans la forme indiquée pour la position des questions, par les art. 337, 338, 339 et 340, sous peine de nullité. Mais il fut jugé le 3 janvier 1812, que, sans commettre de nullités, le Jury pouvait répondre d'une manière détaillée sur chacun des faits mentionnés dans le résumé de l'acte d'accusation, quoiqu'il ne lui ait été posé qu'une seule question.

Si la déclaration du Jury renfermait des contradictions, la Cour d'Assises devrait ordonner que les Jurés rentreraient dans leur Chambre pour en faire une nouvelle (*Arrêt du 9 mai 1811*); mais il ne résulte pas de contradiction de ce que l'auteur du crime est déclaré *non coupable*, et de ce que ses *complices* sont déclarés *coupables* (*arrêt du 17 août 1811*); car il ne résulte pas nécessairement que le crime n'ait pas été commis, et que des complices n'y aient pas participé, de ce que l'auteur présumé du crime en a été déclaré innocent.

ARTICLE CCCXLIX.

La déclaration du Jury sera signée par le Chef, et remise par lui au Président, le tout en présence des Jurés.

Le Président la signera et la fera signer par le Greffier.

OBSERVATIONS.

I. Cet article ne détermine pas l'instant auquel le Chef du Jury est tenu de signer la déclaration dont il doit donner la lecture à l'audience; il suffit qu'il la signe en présence des Jurés; de sorte qu'il pourrait la signer dans la Chambre du Jury, avant de faire avertir la Cour que l'opération est achevée: cependant il paraît avoir été dans l'intention du Législateur, que la signature du Chef du Jury ne soit apposée qu'après la lecture, et seulement à l'instant de la remise qu'il fait de la déclaration au Président de la Cour.

II. Nous avons fait remarquer sur l'art. 347, que la lecture de la déclaration à l'audience et sa signature en la présence des Jurés, par le Chef du Jury, par le Président et par le Greffier, ne sont pas requises par le Code d'instruction criminelle, sous peine de nullité; cependant, quoique la peine de nullité ne soit pas attachée à l'inobservation de cette formalité, le défaut de lecture ou de signature de la déclaration en la présence des Jurés, suffirait pour faire annuler l'arrêt de condamnation qui aurait alors porté sur une déclaration *incomplète*.

III. Mais si le Chef du Jury se trouvait empêché de lire la déclaration ou de la signer, la Cour pourrait-elle autoriser le Juré qui le suivrait dans l'ordre du tableau, à donner cette lecture et à signer?

La Cour de cassation jugea, les 5 pluviôse an XIII et 14 octobre 1808, que la Cour le pouvait sans qu'il en résultât la nullité de l'arrêt rendu par suite de cette déclai-

ration, quoique l'exécution de l'art. 412 du Code de brumaire an iv, prononçât la peine de nullité.

IV. La remise faite au Président de la déclaration signée par le Chef du Jury, ce Magistrat doit la revêtir de sa signature et la faire signer par le Greffier; ce qui en fait le complément.

Le Code d'instruction criminelle n'exige pas que la déclaration soit *datée*; et cette formalité n'était pas non plus exigée par le Code de brumaire an iv; elle ne l'était que relativement à la déclaration à faire par le Jury d'accusation.

On ne pourrait dès-lors dire que la déclaration du Jury serait incomplète, si elle n'avait pas été *datée*.

Quoique non datée, sa date n'en est pas moins certaine, puisqu'elle se trouve consignée dans le procès-verbal de la séance.

ARTICLE CCCL.

La déclaration du Jury ne pourra jamais être soumise à aucun recours.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 415 du Code de brumaire an iv portait déjà que la déclaration du Jury ne serait pas sujette à l'*appel*; cependant, la Cour de cassation jugeait que lorsqu'il y avait eu recours contre l'arrêt définitif, le mérite de la déclaration du Jury pouvait être examiné quant à sa *légalité*; de sorte qu'elle l'annulait, non-seulement lorsque l'irrégularité qui lui était reprochée résultait de quelqu'incapacité dans la personne des Jurés, mais aussi lorsqu'elle résultait de ce que le Jury n'avait pas répondu sur toutes les questions qui lui avaient été proposées, ou qu'il avait fait une déclaration dont les réponses ne pouvaient se concilier.

Nous pensons qu'il devrait en être de même aujourd'hui, quoique l'art. 350 du Code d'instruction criminelle ne se soit pas borné à proscrire la voie de l'*appel*, mais toute espèce de *recours*: le Code n'a parlé, en effet, que du recours *direct* contre la déclaration intrinsèque du Jury, et non de la nullité de cette déclaration dans la forme.

Il est impossible d'en douter d'après la généralité des dispositions de la première partie de l'art. 408.

II. Mais les moyens de cassation que l'on peut invoquer sur le recours en cassation, contre la déclaration du Jury, se trouvent infiniment restreints par le Code d'instruction criminelle; car les réponses du Jury seront désormais nécessairement conciliables entre elles, lorsque le Jury se sera conformé aux dispositions du Code; et les *exclusions* des personnes incapables de remplir les fonctions de Jurés sont si bien déterminées, qu'il sera très-rare que l'on puisse s'autoriser de pareils moyens pour fonder un recours en cassation.

III. L'art. 350 souffre, d'ailleurs, plusieurs exceptions, malgré la généralité de sa disposition.

Il en souffre une première dans les cas prévus par les articles 443 et suivans.

Il en souffre une seconde dans les cas de révisions autorisées par le Chap. III, Tit. III, Liv. II du Code d'instruction criminelle.

La Cour d'Assises peut aussi, dans le cas où la déclaration du Jury lui paraît irrégulière ou incomplète, l'annuler et ordonner au Jury de se retirer dans sa Chambre pour en former une nouvelle.

IV. Ainsi, quoiqu'en principe général, la déclaration du Jury ne soit sujette à aucun recours, elle l'est cependant par le fait, quant à sa *légalité*, et même quant à sa *matérialité*, dans les cas spécialement déterminés par le Code d'instruction criminelle.

V. Nous examinerons sur l'art. 409 s'il y a lieu à remettre l'accusé acquitté en jugement, dans le cas d'annulation de la déclaration du Jury, soit pour vice de forme, soit dans le cas où il n'aurait pas été légalement composé.

ARTICLE CCCL I.

Si néanmoins l'accusé n'est déclaré coupable du fait principal qu'à une simple majorité, les Juges délibéreront entre eux sur le même point; et si l'avis de la minorité des Jurés est adopté par la majorité des Juges, de telle sorte qu'en réunissant le nombre des voix, ce nombre excède celui de la majorité des Jurés et de la minorité des Juges, l'avis favorable à l'accusé prévaut.

OBSERVATIONS.

I. Il faut le concours de trois circonstances, pour que les Membres de la Cour d'Assises soient autorisés à réunir leurs suffrages individuels à celui du Jury.

La première, que la déclaration du Jury ait été faite à la *simple majorité*;

La deuxième, que l'accusé ait été déclaré *coupable*;

La troisième, que la majorité ait porté sur le *fait principal*.

II. Par simple majorité, le Législateur entend celle qui est strictement nécessaire pour constituer la majorité, c'est-à-dire une majorité de *sept* contre *cinq*, qui est la moindre possible sur le nombre de *douze* dont le Jury doit se compléter.

Par le *fait principal*, on doit entendre le fait *constitutif du crime*, pris isolément et abstraction faite de toutes circonstances aggravantes, de toutes questions d'excuses ou de discernement.

De sorte que si la majorité sur le fait principal s'est établie par plus de sept voix contre cinq, pour déclarer l'accusé coupable, il ne peut y avoir lieu à la délibé-

ration des Juges, lors même que les questions accessoires ne se trouveraient résolues qu'à la simple majorité.

III. Ce n'est pas une pure *faculté* que donne le Code d'instruction criminelle à la Cour d'Assises, d'opter sur la culpabilité de l'accusé : lorsque la déclaration du Jury n'a été faite qu'à la simple majorité, il lui en fait un devoir rigoureux.

Ce genre de révision a été substitué dans le nouveau système à la réunion des Jurés adjoints.

Si d'un côté l'accusé y perd quelque avantage, la perte qu'il fait se trouve compensée par la nécessité dans laquelle se trouve la Cour d'Assises de prendre part à la délibération, et dans le pouvoir qui lui est accordé par l'art. 352, de renvoyer l'affaire à la session suivante lors même que la culpabilité de l'accusé a été déclarée à l'unanimité.

IV. La délibération à laquelle les Jurés-adjoints se trouvaient appelés, ne pouvait se former, contre l'accusé, qu'à la majorité des *quatre cinquièmes* des voix, c'est-à-dire, à celle de *douze* contre *trois* ; tandis que, suivant le Code d'instruction criminelle, elle peut se former à la majorité de *neuf* contre *huit*, lorsque les Juges sont appelés à donner leur suffrage ; mais la réunion des Jurés-adjoints était purement facultative ; tandis que dans le nouveau système, il y a *nécessité* que les Magistrats de la Cour d'Assises énoncent leur opinion individuelle, dans le cas prévu par l'art. 351, et la Cour a de plus la faculté de rendre inutile la déclaration du Jury, dans celui prévu par l'art. 352.

V. Lorsque les Membres de la Cour d'Assises sont appelés à donner leurs suffrages individuels, doivent-ils se réunir aux Jurés, pour discuter de nouveau l'affaire, ou suffit-il qu'ils en délibèrent entre eux.

Lorsque les Jurés-adjoints étaient appelés, il devait s'établir entre eux et les Jurés une nouvelle discussion dans la Chambre du Jury ; il ne pouvait même être rendu par cette réunion des Jurés et des adjoints, une déclaration dans les vingt-quatre heures, sous l'empire de la loi du 19 fructidor an v, que lorsqu'elle était prise à l'unanimité.

L'article 351 a établi un autre mode ; il ordonne simplement aux Juges d'émettre leur opinion ; et ce serait aller au-delà de ce que la loi prescrit, que d'en exiger davantage.

C'est un vote *indépendant* qui est requis de la part des Juges ; et comme le Jury a rempli toutes les fonctions qui lui étaient déléguées, il y aurait, non-seulement irrégularité, mais même nullité dans la déclaration que donneraient les Juges, s'ils s'étaient réunis au Jury pour y discuter leur opinion.

Les Juges remplissant, à cet égard, les fonctions de véritables Jurés, ne doivent recevoir aucune influence étrangère.

VI. Le Législateur n'a rien prescrit sur la manière dont les opinions des Juges doivent se recueillir, ni sur le lieu où ils doivent former leur délibération ; le tout a été laissé à la prudence de la Cour.

VII. Une autre question que présente l'exécution de l'art. 351, est celle de savoir si lorsque les Juges sont appelés à donner leur déclaration, dans le cas de culpabilité déclarée à la simple majorité, sur le *fait principal*, ils peuvent faire porter leur déclaration sur les circonstances aggravantes, et sur toutes les autres questions proposées au Jury, sur lesquelles il a donné sa déclaration à la charge de l'accusé.

L'auteur du *Manuel d'instruction criminelle* trouve la solution de cette difficulté dans l'article même, en ce qu'il n'appelle les Juges à réunir leur déclaration à celle des Jurés que *sur le même point*, c'est-à-dire, sur le *fait principal* ; il croit, en conséquence, que les circonstances aggravantes du crime doivent rester entières dans le domaine du Jury.

VIII. Lorsque les Jurés-adjoints se trouvaient appelés à concourir à la délibération du Jury, ils devaient donner leur opinion sur toutes les questions qui étaient proposées ; le principe s'en trouvait établi dans l'art. 415 du Code de brumaire an iv, et c'était la jurisprudence constante de la Cour de cassation. (*Arrêt du 17 vendémiaire an 9.*)

On a toujours également tenu que dans le cas de partage d'opinions dans les Tribunaux, l'affaire devait se plaider de nouveau, et qu'elle devait être examinée, sous tous ses rapports, avec le Juge appelé pour lever le partage.

La question se présenta à la Cour d'appel de Dijon, dans l'affaire de madame de Sirey, aujourd'hui madame de Houchin, contre les héritiers Roquelaure, et il fut décidé que M. le président Rubat, appelé pour lever le partage, opinerait sur toutes les questions du procès.

Sur le recours en cassation, l'arrêt fut maintenu.

IX. Cette Jurisprudence ne peut avoir aucune influence sur l'application des dispositions de l'art. 351 du Code d'instruction criminelle, s'il a établi une forme particulière de procéder, et si la forme qu'il prescrit a dérogé aux anciens principes.

Mais a-t-il été dans l'intention du Législateur, que les Membres de la Cour d'Assises se bornassent à opiner sur le *fait principal*, lorsque les circonstances *aggravantes* qui se trouvent renfermées dans la même question, n'ont été déclarées à la charge de l'accusé, qu'à la *simple* majorité ?

Les termes de l'article 351, pris dans leur sens rigoureux, semblent se prêter à cette interprétation restrictive ; mais comme l'article ne dit pas précisément que les Membres de la Cour d'Assises *n'opineront* que sur le *fait principal*, et que l'on ne peut tirer la conséquence *nécessaire* de ce que la Cour *doit opiner* sur le *fait principal*, qu'il lui soit *interdit* de donner sa déclaration sur les circonstances ag-

gravantes du crime, cela nous paraît suffire pour que l'on ne puisse dire qu'il y ait violation de la loi, lorsque les Membres de la Cour ont opiné, tant sur le fait principal, que sur les circonstances aggravantes déclarées à la charge de l'accusé, à la simple majorité.

La nature même des choses semble indiquer que les Magistrats de la Cour d'Assises doivent opiner sur le tout ; car autrement, il pourrait résulter de l'opinion des Juges, combinée avec la déclaration du Jury, une grande incohérence. Il pourrait en résulter, en effet, que l'accusé serait déclaré *non-coupable* sur le fait principal, et que cependant il y aurait une déclaration existante du Jury sur les circonstances aggravantes du crime dont l'accusé serait déclaré n'être pas coupable.

La seule manière d'entendre et d'appliquer l'art. 351, est de dire que lorsque le fait principal a été déclaré à la charge de l'accusé à la simple majorité, la Cour d'Assises est tenue de délibérer sur le fait principal, et sur toutes les circonstances aggravantes qui ont été déclarées à la charge de l'accusé, mais qu'elle ne peut revenir sur celles qui ont été déclarées à sa *décharge*.

Nous avons pour garant de cette vérité, l'arrêt rendu le 2 novembre 1811, dans l'affaire de N..., qui se trouvait accusé de plusieurs crimes, tous accompagnés de circonstances aggravantes, d'après le résumé de l'acte d'accusation.

Le Jury avait déclaré l'accusé coupable, à la simple majorité, de plusieurs des faux qui lui étaient imputés, ainsi que des circonstances mentionnées dans le résumé de l'acte d'accusation.

Il avait déclaré sur d'autres, également à la simple majorité, que le fait *principal* était constant, mais que l'accusé ne les avait pas commis *fraudemment*.

Ces derniers faux ne constituant pas un crime, d'après la déclaration du Jury, la Cour d'Assises ne s'en occupa pas dans sa délibération ; mais elle fit porter son examen sur les faux déclarés crimes et sur les circonstances *aggravantes* que les questions posées au Jury y avaient rattachées.

L'arrêt qui intervint ayant été déferé à la Cour de cassation, elle en prononça bien l'annulation, mais ce ne fut pas sur ce motif, qui ne fut pas même *allégué* ; et bien assurément il n'aurait échappé ni à l'accusé ni à M. l'Avocat-Général, s'il y avait eu violation de l'article 351 ; la Cour de cassation elle-même aurait prononcé *d'office* l'annulation de l'arrêt, si la violation avait réellement existé.

X. L'art. 348 porte que le Chef du Jury rentré à l'auditoire doit donner lecture de la déclaration faite par le Jury, et l'art. 349, qu'il doit la signer ; mais lorsque les Juges sont appelés à concourir à la délibération, faut-il une nouvelle déclaration ?

Le Chef du Jury doit-il la signer ?

Doit-il en donner la lecture ?

Quant à la lecture, l'art. 359 y a pourvu, en déclarant qu'elle sera donnée par le

Greffier de la Cour; mais cet article ni aucun autre du Code ne s'occupe de la rédaction ni de la signature.

Le recensement des suffrages individuels des Membres de la Cour, étant fait par le Président, doit être consigné au procès-verbal, qui doit être signé, dans cette partie, par le Président et par le Greffier; car c'est un véritable jugement.

Lorsque ces formalités sont remplies, la lecture de la déclaration est faite par le Greffier, et l'arrêt prononcé d'après les bases de cette déclaration.

XI. Mais qu'est-ce qui constitue le fait *principal*?

Deux fois la question s'est présentée à la Cour de cassation, en fait de *vol*.

On prétendait que c'était *l'effraction*, *l'escalade*, et autres circonstances qui constituaient le fait *principal*; attendu que si ces circonstances n'existaient pas, il ne pouvait y avoir lieu à diriger des poursuites criminelles contre l'accusé.

Mais c'était un sophisme qui ne pouvait prendre faveur; car le fait principal est nécessairement celui qui constitue le délit, et non les circonstances qui ne peuvent jamais en être que l'accessoire. (*Arrêts dans ce sens des 12 octobre 1811 et 10 janvier 1812.*)

XII. Lorsque le Chef du Jury remet au Président une déclaration, qui ne fait pas mention qu'elle a été formée à la simple majorité, ou qui porte qu'elle a été faite à la majorité; l'affaire sort nécessairement des dispositions de l'art. 351; on doit supposer, dans l'un et dans l'autre cas, que la déclaration a été faite à la majorité absolue. C'est ce que la Cour de cassation jugea dans la seconde espèce, par arrêt du 26 décembre 1811.

ARTICLE CCCLII.

Si, hors le cas prévu par le précédent article, les Juges sont unanimement convaincus que les Jurés, tout en observant les formes, se sont trompés au fond, la Cour déclarera qu'il est sursis au jugement, et renverra l'affaire à la session suivante, pour être soumise à un nouveau Jury, dont ne pourra faire partie aucun des premiers Jurés.

Nul n'aura le droit de provoquer cette mesure; la Cour ne pourra l'ordonner que d'office, et immédiatement après que la déclaration du Jury aura été prononcée publiquement, et dans le cas où l'accusé aura été convaincu, jamais lorsqu'il n'aura pas été déclaré coupable.

La Cour sera tenue de prononcer immédiatement après la déclaration du second Jury, même quand elle serait conforme à la première,

OBSERVATIONS.

I. Dans le cas prévu par l'art. 352, la déclaration du Jury n'est que *provisoire* en ce sens, que la Cour peut n'y avoir aucun égard; mais elle est *définitive* sous cet autre rapport, qu'elle ne peut être altérée ni changée dans sa substance par aucun vœu qui lui soit étranger.

II. Lorsque la déclaration du Jury a été faite contre l'accusé, à une majorité plus forte que celle dont il est parlé dans l'art. 351; c'est-à-dire, lorsqu'elle s'est constituée par une majorité de plus de sept voix contre cinq, le Code d'instruction criminelle offre encore à l'accusé un moyen d'échapper à sa condamnation; mais ce moyen ne dépend ni de sa volonté ni de celle du Jury; il est tout entier dans la conscience des Juges.

III. Ce n'est pas même à la majorité des Membres de la Cour que la faculté est accordée de faire le renvoi de l'affaire à la session suivante; il faut le vœu unanime des cinq Juges qui entrent dans la composition de la Cour d'Assises.

La Cour ne doit user, au surplus, de cette faculté exorbitante du droit commun, que lorsqu'elle est *convaincue* que le Jury s'est trompé dans sa déclaration.

IV. C'est immédiatement après la lecture de la déclaration du Jury donnée par son Chef, que la Cour d'Assises doit user de la faculté qui lui est accordée; elle n'y serait plus recevable si la lecture de la déclaration avait été réitérée par le Greffier, en présence de l'accusé. Cela résulte clairement de la combinaison de l'art. 357 et des suivants.

V. C'est spontanément que la Cour d'Assises doit prononcer le renvoi.

Quique ce soit n'a le droit de provoquer cette mesure; ce qui est une conséquence naturelle de ce que la Cour ne doit user de cette prérogative que dans le cas de sa conviction *personnelle* que l'accusé est innocent.

Cela n'empêche pas cependant que les Juges puissent en délibérer, et même qu'ils puissent former leur délibération dans la Chambre du Conseil sur ce point important, sauf à rentrer à l'auditoire pour y prononcer le jugement de renvoi, ou pour ordonner que l'accusé sera ramené à l'audience pour y entendre la lecture de la déclaration du Jury, par le Greffier.

VI. Si la Cour d'Assises est autorisée à renvoyer l'affaire à la session suivante, lorsque l'accusé a été déclaré coupable par le Jury à la majorité absolue et même à l'unanimité, elle commettrait un excès de pouvoir qui devrait être réprimé, si elle renvoyait à un nouveau jugement l'accusé dont l'innocence aurait été proclamée.

par le Jury, lors même qu'elle remarquerait quelque irrégularité dans la déclaration; sauf à ordonner au Jury de se retirer dans sa Chambre pour la régulariser.

Si le Code d'instruction criminelle ne le dit pas d'une manière formelle, comme le faisait le Code de brumaire an iv (*art. 414*), la raison indique assez que cet article n'ayant pas été rapporté, il doit continuer à recevoir son exécution.

Mais il ne serait plus temps d'ordonner au Jury de rentrer dans sa Chambre pour faire une nouvelle déclaration, si la lecture en avait été donnée à l'accusé, et à plus forte raison si l'ordonnance d'acquit avait été prononcée.

VII. Lorsqu'il y a eu renvoi de l'affaire à la session suivante, aucun des Jurés qui a concouru à la première déclaration ne peut faire partie du nouveau Jury.

Il y aurait nullité si cette formalité n'avait pas été remplie, quoique l'art. 352 ne la prononce pas.

Le Code d'instruction criminelle exige, en effet, que *douze* Jurés concourent à la déclaration; et les Jurés ne seraient plus au nombre de douze, si l'un d'eux avait dans sa personne une incapacité qui lui en ôtât le caractère.

VIII. Lorsque le nouveau Jury a donné sa déclaration, la Cour d'Assises doit prononcer l'arrêt définitif, lors même qu'elle se trouverait en tout conforme à la première. Ainsi l'ordonne l'art. 352, qui doit cependant être entendu d'après la modification de l'article 351; c'est-à-dire, que la nouvelle déclaration n'est toujours que *provisoire*, lorsqu'elle n'a été faite qu'à la *simple* majorité.

Il ne pourrait en être autrement que dans le cas où le Code d'instruction criminelle l'aurait formellement déclaré, en *dérigeant* d'une manière *spéciale*, aux dispositions générales de l'art. 351; et il ne l'a pas fait.

L'art. 352 s'est borné à ordonner le renvoi de l'affaire à la session suivante, pour être soumise à un *nouveau* Jury, c'est-à-dire, à de nouveaux débats, et à l'observation de toutes les formalités prescrites.

IX. Mais si le second Jury avait déclaré l'accusé coupable, à la majorité absolue, la Cour ne pourrait user du bénéfice de la première disposition de l'art. 352, pour renvoyer de nouveau l'affaire à la session suivante; car le même article, dans sa troisième disposition, porte, que *la Cour sera tenue de prononcer immédiatement après la déclaration du second Jury*; l'arrêt de renvoi n'est réellement qu'un arrêt de *sursis*, comme on le voit au même article, par ces termes: « si les Juges sont » unanimement convaincus que les Jurés se sont trompés au fond, *la Cour* » *déclarera qu'il est sursis au jugement, et renverra, etc.* »

X. La Cour doit être unanimement convaincue que les Jurés se sont trompés

au fond, pour qu'elle soit autorisée à faire le renvoi de l'affaire à la session suivante.

Que doit-on entendre par ces mots : que les Jurés se sont trompés *au fond* ?

Suffit-il que la Cour soit d'avis que le Jury s'est trompé sur l'une des circonstances *aggravantes*, ou faut-il que la Cour soit convaincue que le Jury s'est trompé sur la culpabilité de l'accusé, relativement au *crime* en lui-même ?

La question s'est présentée à la Cour de cassation, dans l'espèce d'un Jury, qui avait déclaré l'accusé coupable d'*homicide*, en ajoutant qu'il ne l'avait pas commis *volontairement*.

La Cour d'Assises avait renvoyé à la session suivante, d'après la conviction où elle était que l'homicide avait été *volontaire*.

Mais elle avait commis une double erreur ; d'abord, en ce qu'elle n'était pas convaincue, de son propre aveu, que le Jury s'était trompé au fond, puisqu'elle partageait son opinion sur le fait de la culpabilité de l'accusé.

En second lieu, parce qu'elle avait renvoyé à la session suivante, pour juger une circonstance que le Jury avait résolue d'une manière *favorable* à l'accusé.

Aussi son arrêt fut-il annulé par la Cour de cassation, le 29 novembre 1811.

La Cour d'Assises devait appliquer à l'accusé la peine de l'homicide involontaire.

ARTICLE CCCLIII.

L'examen et les débats une fois entamés, devront être continués sans interruption, et sans aucune espèce de communication au-dehors, jusqu'après la déclaration du Jury inclusivement. Le Président ne pourra les suspendre que pendant les intervalles nécessaires pour le repos des Juges, des Jurés, des témoins et des accusés.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 418 du Code de brumaire an iv, portait que l'examen du procès une fois entamé, ne pouvait être interrompu ni suspendu ; qu'il devait être continué jusqu'à la déclaration du Jury inclusivement, sauf les intervalles nécessaires pour le repos des Juges, des Jurés et des témoins.

La disposition de cet article avait été entendue dans ce sens, que les Cours de Justice criminelle pouvaient renvoyer du matin au soir, et d'un jour à l'autre la continuation des débats, et laisser, dans l'intervalle, toute liberté aux Juges, aux

228 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Jurés et aux témoins, de quitter le lieu de la séance, et de se rendre à leur domicile.

L'art. 2 de la loi du 5 pluviôse an XIII avait implicitement autorisé cette forme de procéder, en permettant aux Cours de Justice criminelle de faire appeler de nouveaux témoins aux débats; car ces nouveaux témoins ne pouvant être admis à déposer, qu'après que la liste supplémentaire en avait été notifiée à l'accusé, vingt-quatre heures avant leur audition, il en résultait nécessairement qu'il pouvait être supercédé pendant ce délai, à la continuation des débats.

II. L'article 353 du Code d'instruction criminelle autorise-t-il cette manière de procéder?

Cet article ajoute aux dispositions de l'article 418 du Code de brumaire, en ce qu'il ordonne que les débats une fois entamés, doivent être continués sans aucune espèce de communication au-dehors, jusqu'après la déclaration du Jury inclusive-ment.

Mais il y a des affaires dont les débats doivent nécessairement se prolonger pendant plusieurs jours, soit à raison du nombre des accusés, soit à raison de celui des témoins; et l'art. 353, pris à la lettre, serait d'une bien difficile exécution.

III. On peut répondre que cette circonstance n'a pu échapper à la pensée du Législateur, et que si elle ne l'a pas arrêté, c'est qu'elle ne lui a pas paru suffisante pour faire déroger au principe général qu'il voulait établir.

Ce principe est en effet fondé sur les considérations les plus puissantes, celles d'empêcher que les Jurés, les témoins et les Juges puissent être influencés par les personnes du dehors, et qu'ils ne puissent pas même être soupçonnés d'avoir pu l'être.

C'est pour coordonner toutes les parties de l'instruction à ce principe, que l'art. 405 a établi que l'examen de l'affaire commencerait *immédiatement* après la formation du tableau du Jury.

Aussi, lorsque M. le Conseiller-d'Etat Faure présenta à la sanction du Corps-Législatif, le Livre II du Projet du Code d'instruction criminelle, dans lequel se trouvent compris les art. 353 et 405, fit-il remarquer, comme une *amélioration* importante, que le tableau du Jury ne doit être formé qu'à l'instant même où les débats vont commencer, afin qu'il ne pût être usé de sollicitations envers les Jurés, pour chercher à les circonvenir.

La séduction sera également impossible, ajoutait M. Faure, lorsque les débats seront commencés, puisque les Jurés, comme les Juges, ne pourront désespérer qu'après avoir donné leur déclaration.

IV. Cependant l'art. 353 ne pourrait recevoir une exécution aussi rigoureuse, sans qu'il en résultât des inconvénients qui seraient souvent fort graves.

Le nombre des Jurés étant fixé à *douze*, et celui des Juges à *cinq*, si les débats durent plusieurs jours, il est possible que la fatigue excessive et une tension d'esprit aussi longue, mette quelques-uns d'eux hors d'état de les suivre, s'ils ne peuvent quitter l'enceinte du Palais ni communiquer au-dehors, qu'après la déclaration du Jury inclusivement; de sorte que, par suite, on se trouverait dans la nécessité de recommencer les débats, quelle que fût l'époque à laquelle l'empêchement se manifestât.

Aussi la Cour d'Assises de Paris, qui siège sous les yeux du Gouvernement, continue-t-elle à en user comme le faisait la Cour de Justice criminelle de la Seine sous l'empire du Code de brumaire an iv.

Elle suspend l'examen et les débats pendant les intervalles nécessaires au repos des Jurés, des Juges et des témoins.

Elle les autorise même à se rendre à leur domicile.

Si le Gouvernement n'approuvait pas cette manière d'appliquer les dispositions de l'art. 353, il aurait rappelé depuis long-temps la Cour d'Assises de Paris à l'exécution littérale de cet article.

Mais comme l'accusé conserve toujours l'espoir, lorsque la loi semble lui offrir un moyen pour attaquer l'arrêt qui l'a condamné, celui tiré de la violation de l'art. 353 ne pouvait manquer d'être invoqué; aussi fut-il proposé dans une affaire jugée par la Cour de cassation au rapport de M. Rataut, le 9 août 1811, et le fut-il encore le 29 du même mois dans une autre affaire jugée au rapport de M. Favard.

Les réclamans fondaient leur ouverture de cassation sur ce qu'il était constaté par le procès-verbal des débats, que pendant l'intervalle des séances, les Jurés, les Juges et les témoins s'étaient rendus à leur domicile; mais le moyen fut *rejeté*.

Il importe d'autant plus d'en user ainsi, que la Cour de cassation a jugé le 31 janvier 1812, que la loi du 25 brumaire an viii, qui autorisait à appeler des Jurés et des Juges *supplémentaires*, lorsque l'affaire exigeait une longue discussion, avait été implicitement révoquée par le Code d'instruction criminelle.

Nous donnerons cet arrêt en plein texte dans nos observations sur l'art. 399; attendu qu'il juge une question de la plus haute importance et qu'il contrarie l'opinion que nous avons énoncée sur le N.^o V de l'art. 309, page 105 du 2^e volume, et qu'il a été rendu contre l'avis de M. le Procureur-Général qui pensait comme nous que la loi du 25 brumaire an viii devait continuer à recevoir son exécution.

Le motif de décider a été pris de ce que cette loi ne pourrait être mise à exécution sans un règlement préalable d'Administration publique, l'article 400 déclarant que les récusations s'arrêteront lorsqu'il ne restera plus que douze Jurés; mais l'art. 553 du Code de brumaire an iv portait également que le tableau du Jury serait formé lorsqu'il serait sorti de l'urne douze Jurés et trois Adjoints non-récusés

ni excusés ; et l'art. 395 du Code d'instruction criminelle porte, ainsi que le faisait l'art. 515 du Code de brumaire an iv, que dans tous les cas où il y a insuffisance de Jurés portés sur la liste générale, les Jurés manquans doivent être pris parmi les Citoyens du lieu.

La loi du 25 brumaire an viii, en autorisant l'appel de Juges et de Jurés supplémentaires, établit la manière de procéder pour effectuer cette réunion ; et rien ne semblait empêcher que ce règlement fût encore suivi, en l'appropriant aux dispositions du Code d'instruction criminelle.

La question n'a d'importance, au surplus, que sous le rapport des Jurés, lorsque la Cour d'Assises tient ses séances dans le lieu où est établi le siège de la Cour impériale ; puisque deux des Chambres de la Cour peuvent se réunir pour les débats (art. 93 du décret impérial du 6 juillet 1810), et que la Cour d'Assises est complétée par le nombre de cinq Juges (art. 92, ibid) ; de sorte qu'un Juge empêché dans le cas de réunion, n'obligerait pas à recommencer les débats, puisqu'il en resterait encore un nombre suffisant pour les continuer.

V. Ce n'est que lorsque la Cour d'Assises ne voit pas la possibilité de terminer l'affaire dans une seule séance, qu'elle doit interrompre le cours des débats, et autoriser les Jurés et les témoins à quitter le lieu de la séance.

Elle ne doit même jamais l'autoriser lorsque les débats ont été déclarés clos, et que les Jurés sont entrés dans leur Chambre pour former leur délibération.

On ne peut se dissimuler, en effet, que les parens et les amis de l'accusé mettront à profit les instans de repos accordés aux Jurés, aux témoins et aux Juges, pour les accabler de sollicitations, et pour chercher à les circonvenir ; de sorte qu'ils doivent se tenir fortement sur leur garde ; et ce serait, de leur part, entrer dans l'esprit de la loi, que de se refuser à toutes les communications particulières qui pourraient leur être faites ; car c'est uniquement dans les débats qu'ils doivent puiser leur conviction.

Ce sera la conduite que tiendra le Juré qui connaîtra toute l'importance de ses fonctions. En effet, les Jurés ne doivent pas perdre un instant de vue, que l'honneur, la vie et la fortune de l'accusé sont entre leurs mains ; que le maintien de l'ordre public leur est confié.

Au milieu de ces grands intérêts, ils doivent demeurer impassibles comme la loi dont ils sont les organes.

VI. La déclaration du Jury n'étant qu'une décision *provisoire*, lorsqu'elle est faite à charge contre l'accusé, les Juges ne peuvent pas plus communiquer au dehors avant d'avoir donné leurs suffrages individuels, lorsqu'ils se trouvent appelés à voter sur la déclaration du Jury, que les Jurés ne peuvent le faire avant d'avoir formé leur délibération : car ils remplissent alors les fonctions de véritables Jurés.

VII. S'il arrivait que quelques-uns des Jurés ou des Juges eussent communiqué *au dehors* avant leur déclaration, quel parti devrait prendre la Cour ?

S'il y avait des Juges et des Jurés supplémentaires, il serait facile de lever la difficulté, en faisant remplacer le Juge ou le Juré qui se serait permis cette désobéissance à la loi, par un des Juges ou par un des Jurés supplémentaires, dans l'ordre du tableau.

Mais comme dans l'état actuel de la Jurisprudence, il ne peut être appelé ni Juges ni Jurés supplémentaires, il faut procéder à un nouveau tirage au sort pour le remplacement du Juré qui a communiqué au dehors, et appeler le Juge qui se trouve le premier dans l'ordre pour remplacer le Juge qui a commis la même faute; de sorte que les débats doivent être entièrement recommencés lors même que le Juge ou le Juré remplaçant aurait assisté comme simple particulier à toutes les séances.

C'est ce que la Cour de cassation a jugé, au rapport de M. Dutocq, le 19 juillet 1811.

Dans l'espèce de cet arrêt, un Juge suppléant avait été appelé en remplacement d'un Juge qui s'était trouvé empêché pendant le cours des débats; et les débats n'avaient pas été recommencés.

La Cour d'Assises s'était fondée, pour ne pas ordonner que les débats seraient recommencés, sur ce que le Juge appelé en remplacement avait été constamment *présent*. Mais il n'y avait pas assisté en qualité de Juge.

L'article 7 de la loi du 20 avril 1810, portant qu'il y a nullité des arrêts rendus par des Juges qui n'ont pas assisté à toutes les audiences, il en résulte que les Juges qui coopèrent à les rendre, doivent y avoir assisté *en qualité de Juges*.

VIII. Il est facile de remédier au mal, lorsque le Chef du Jury n'a pas encore fait la lecture à l'audience de la délibération du Jury; mais lorsqu'elle a été lue et remise, si l'on s'aperçoit de l'incapacité d'un Juré, quel parti reste-t-il à prendre ?

Si l'arrêt est prononcé, il n'y a plus à revenir.

Il n'y aurait pas même à revenir, si la déclaration faite par le Jury était *favorable* à l'accusé, puisque l'annulation de la déclaration du Jury ne pourrait autoriser à le remettre en jugement.

Mais si l'arrêt n'avait pas été prononcé, et que la déclaration du Jury fût à *charge* contre l'accusé, la Cour devrait-elle statuer, sauf le recours en cassation ?

Le parti qu'il y aurait à prendre si la déclaration du Jury était faite à la majorité absolue contre l'accusé, ce serait d'ordonner le renvoi de l'affaire à la session suivante.

Si la déclaration contre l'accusé n'avait été faite qu'à la simple majorité, il faudrait l'annuler et ordonner qu'il serait procédé à de nouveaux débats, à l'effet de quoi il serait fait tirage au sort d'un Juré pour remplacer celui qui aurait été reconnu incapable d'en remplir les fonctions.

Par ce moyen, le vice de la première déclaration se trouverait couvert, sans que l'accusé fût privé des Jurés appelés à prononcer sur son sort.

IX. Il faudrait en user de même dans le cas de communication *au dehors* de la part de l'un des Jurés, depuis que le Jury se serait retiré dans sa Chambre pour former sa délibération, s'il y en avait eu *réquisition* de la part de l'accusé ou de celle du Procureur-Général; car alors on ne pourrait avoir la certitude que ce serait son vœu que le Juré aurait exprimé dans la délibération.

Si le Juré n'avait communiqué au dehors qu'après la délibération formée, et seulement avant que de rentrer au prétoire pour y prendre séance, il n'y aurait aucun motif pour annuler la déclaration, et pour procéder à de nouveaux débats.

X. En ordonnant que le Juré qui a communiqué au dehors, sera remplacé, la Cour peut le condamner à l'amende (*art. 343*); mais la disposition de cet article ne s'étend pas aux Juges dont la conduite devrait être dénoncée à la Cour Impériale. (*Art. 49 de la loi du 20 avril 1810.*)

Quant aux *témoins*, ils peuvent, suivant les circonstances, être traités comme s'ils n'avaient pas comparu, et condamnés, aux termes de l'*art. 80* du Code d'instruction criminelle, à l'amende; car ce n'est pas avoir comparu, dans le sens de la loi, que de s'être absenté avant la clôture des débats.

Il n'en est pas de même du Procureur-Général et de la partie civile. Il n'y a aucun motif raisonnable de leur interdire la communication au dehors, à quelque période qu'en soient les débats.

ARTICLE CCCLIV.

Lorsqu'un témoin qui aura été cité ne comparaitra pas, la Cour pourra, sur la réquisition du Procureur-Général, et avant que les débats soient ouverts par la déposition du premier témoin inscrit sur la liste, renvoyer l'affaire à la prochaine session.

OBSERVATIONS.

I. L'*ART. 306* a déjà prévu un cas où l'affaire peut être renvoyée à une nouvelle session; mais la demande alors doit en être faite par *requête* présentée au *Président*, soit de la part du *Procureur-Général*, soit de celle de *l'accusé*, avant la formation du tableau du Jury.

Dans celui prévu par l'article 354, il suffit, au contraire, d'une simple réqui-

sition *verbale* du *Procureur-Général*; mais elle doit être faite à la *Cour* qui est tenue d'y prononcer, sans être tenue d'y déférer.

Il faut même que le témoin défaillant ait été *cité*, pour autoriser la réquisition et le renvoi; de sorte que le *Procureur-Général* ne doit jamais se confier à la parole que lui donnerait un témoin essentiel de se présenter *volontairement*.

II. La *Cour* refuserait d'ordonner le renvoi que le témoin défaillant ne devrait pas moins être condamné à l'amende qu'il aurait encourue par sa non-comparution.

III. Il faut que la réquisition du *Procureur-Général* soit faite avant que les débats soient ouverts, *par la déposition du premier témoin inscrit sur la liste*.

Il ne suffirait pas que l'examen *fût commencé* pour rendre la réquisition non-recevable.

La liste des témoins aurait été lue, et les reproches fournis, qu'elle serait même recevable.

Cette voie n'est fermée au *Procureur-Général* que par la déposition d'un des témoins inscrits sur la liste.

IV. Ces mots de l'art. 354, *le premier témoin inscrit sur la liste*, ne sont pas limitatifs à l'audition du témoin qui s'y trouve le premier porté. Il suffit que les débats aient commencé par l'audition de l'un des témoins inscrits, pour rendre le *Procureur-Général* non-recevable dans sa réquisition. Le bon sens dicte cette application des dispositions de l'art. 354.

L'art. 354 a parlé du *premier témoin inscrit sur la liste*, parce qu'il est d'usage de commencer par l'entendre; mais il en a parlé d'une manière *démonstrative*.

Il résulterait, en effet, du système contraire, que si c'était le *premier témoin inscrit sur la liste*, *qui ne comparût pas*, il ne pourrait être opposé de fin de non-recevoir au *Procureur-Général*, à aucune époque des débats; de sorte que, lors même que tous les témoins auraient été entendus, l'affaire pourrait être renvoyée à la session suivante; ce qui serait absurde, et ce qui contrarierait ouvertement les dispositions de l'art. 353, qui ordonne que les débats étant commencés, doivent être continués jusqu'après la déclaration du Jury *inclusivement*.

V. Si l'accusé annonçait l'intention de s'opposer au renvoi demandé, il devrait être entendu: dès que le renvoi n'est pas ordonné d'une manière *absolue*, et qu'il doit être le résultat d'un jugement, il peut être dans l'intérêt de l'accusé que la réquisition du *Procureur-Général* soit rejetée,

VI. Il résulte de la manière dont est rédigé l'art. 354, que le Procureur-Général peut requérir le renvoi de l'affaire à la session suivante, lors même que c'est un témoin cité à la requête de la partie civile ou à celle de l'accusé qui est défaillant, et il devait en être ainsi; car le Procureur-Général ne doit négliger aucun des moyens qui peuvent conduire à la manifestation de la vérité, soit pour établir la culpabilité de l'accusé, soit pour obtenir la preuve de son innocence.

VII. Le droit de requérir le renvoi de l'affaire à la prochaine session, n'appartient au surplus qu'à ce Magistrat.

Il serait vainement requis par la partie civile ou par l'accusé.

Il ne pourrait non plus être ordonné d'office.

Mais rien n'empêche l'accusé de provoquer cette mesure.

ARTICLE CCCLV.

Si ; à raison de la non-comparution du témoin, l'affaire est renvoyée à la session suivante, tous les frais de citation, actes, voyages de témoins, et autres ayant pour objet de faire juger l'affaire, seront à la charge de ce témoin ; et il y sera contraint même par corps, sur la réquisition du Procureur-Général, par l'arrêt qui renverra les débats à la session suivante.

Le même arrêt ordonnera, de plus, que ce témoin sera amené par la force publique devant la Cour, pour y être entendu.

Et néanmoins, dans tous les cas, le témoin qui ne comparait pas, ou qui refusera, soit de prêter serment, soit de faire sa déposition, sera condamné à la peine portée en l'art. 80.

OBSERVATIONS.

I. Si, par le défaut de comparution de l'un des témoins, l'affaire est renvoyée à la session suivante, les frais occasionnés par le retard apporté au jugement, doivent être mis à sa charge.

II. Ces frais doivent être taxés dans la forme ordinaire, et le recouvrement en être poursuivi à la requête du Procureur-Général, mais à la diligence du Receveur l'Enregistrement et des Domaines.

Le témoin condamné aux frais, peut être contraint par corps à en faire le remboursement, lors même que l'arrêt ne l'aurait pas ordonné.

III. L'arrêt doit porter que le témoin sera amené par la force publique à la session suivante, pour y être entendu.

Quelque rigoureuse que soit cette disposition, le Procureur-Général ne doit pas négliger de la faire mettre à exécution, afin d'éviter que l'on ne se trouve de nouveau dans le même cas au jour auquel l'affaire a été renvoyée.

Si l'arrêt ne porte pas que le témoin sera contraint par corps à venir déposer, le Procureur-Général doit se borner à lui faire donner une nouvelle citation.

IV. La condamnation aux frais, la rigueur employée contre le témoin défailant pour l'amener devant la Cour, n'empêchent pas qu'il doive être condamné à l'amende.

Si le témoin amené devant la Cour refusait de prêter *serment* ou de faire sa *déposition*, il devrait être condamné à une nouvelle amende.

Le même témoin peut dès-lors être condamné à une double amende ; par le premier arrêt, *pour défaut de comparution* ; et par le deuxième, pour son refus de prêter *serment* ou de faire sa *déposition*.

V. L'objet de la loi ne sera pas rempli s'il n'y a pas d'autre moyen de contraindre le témoin à faire sa déposition, que celui de la condamnation à l'amende et aux frais.

Une somme aussi modique que celle de cent francs ne peut intéresser sa fortune au point de vaincre son opiniâtreté.

Le Code d'instruction criminelle n'est cependant pas allé plus loin.

Mais, le refus que le témoin fait d'obéir est un manque de respect à la Justice, une révolte contre l'autorité légitime, à raison desquels il conviendrait peut-être qu'il pût lui être infligé une peine correctionnelle, proportionnée à une action aussi répréhensible et qui peut compromettre aussi essentiellement la sûreté publique.

Dès que le témoin qui ne dépose pas *toute la vérité*, peut être poursuivi comme faux témoin, il semble que celui qui s'obstine à garder un silence coupable, ne devrait pas être traité plus favorablement.

VI. Si le témoin qui comparait sur la nouvelle citation, justifie qu'il a été empêché de se rendre sur la première, par l'effet d'une force majeure, il doit être reçu opposant à l'arrêt qui l'a condamné, et par suite déchargé des condamnations qui ont été prononcées contre lui ; mais la force majeure doit être légalement constatée.

VII. Il en est de même lorsque la citation donnée au témoin n'a pas été faite à sa

personne ou à son véritable domicile : car on ne peut lui imputer une désobéissance à des ordres qui ne lui ont pas été légalement transmis.

VIII. Cependant, un simple vice de *forme* qui se serait glissé dans l'exploit de citation, nous paraîtrait insuffisant pour excuser le témoin auquel la copie de citation aurait été remise ; car le Code d'instruction criminelle n'a établi aucun mode particulier pour les citations en matière criminelle, et ce qui prouve qu'il n'a pas attaché beaucoup d'importance à la forme dans laquelle elles doivent être faites, c'est qu'il a autorisé le Procureur-Général à charger les Agens de la force publique d'en faire la notification.

ARTICLE CCCLVI.

La voie de l'opposition sera ouverte contre ces condamnations, dans les dix jours de la signification qui en aura été faite au témoin condamné, ou à son domicile, outre un jour par cinq myriamètres ; et l'opposition sera reçue s'il prouve qu'il a été légitimement empêché, ou que l'amende contre lui prononcée doit être modérée.

OBSERVATIONS.

I. Le témoin condamné par défaut, en exécution de l'article 355, peut n'avoir aucun tort à se reprocher ; il pouvait être absent lorsque la citation lui a été donnée, il pouvait être malade et hors d'état de se rendre au lieu de la tenue du Jury ; il peut avoir été empêché de s'y rendre par toute autre cause indépendante de sa volonté : le Législateur devait, pour ces cas particuliers, lui laisser un moyen de réclamer contre les condamnations dont il a été l'objet ; et c'est ce que le Code a fait par l'art. 356, en autorisant le témoin défaillant à revenir par opposition contre l'arrêt qui a prononcé sa condamnation.

II. Mais en même temps que le Législateur a ouvert cette voie au témoin condamné, il a dû déterminer le délai dans lequel l'opposition serait formée pour être recevable : ce délai a été fixé par le même article à dix jours, outre un jour par cinq myriamètres de distance du lieu du domicile du témoin à celui où siège la Cour d'Assises.

Ce délai ne commence à courir que du jour de la signification de l'arrêt à sa personne ou à son domicile.

III. Le jour de la *signification* de l'arrêt n'est pas compté dans le délai ; mais il n'en est pas de même de celui de l'opposition, qui doit être formée dans les dix jours de la signification : elle ne le serait pas dans les dix jours, si elle ne l'était que le onzième à partir de celui de la signification.

IV. L'opposition doit être notifiée au Procureur-Général chargé de faire mettre l'Arrêt à exécution.

Elle peut être formée par requête ou par un simple acte : il n'y a aucune autre procédure à faire.

Il n'y aurait pas même nécessité de notifier l'opposition si le témoin se présentait, dans le délai, devant la Cour d'Assises, pour lui en demander acte, et pour y prendre des conclusions relatives.

Mais le Procureur-Général pourrait requérir que l'affaire fût renvoyée à un autre jour, pour vérifier les faits qui seraient allégués, et les pièces qui pourraient être produites.

V. C'est à la Cour d'Assises qui a rendu l'arrêt de condamnation, à prononcer sur l'opposition, lorsque la session n'est pas encore terminée.

Si la session était fermée, le jugement se trouverait renvoyé de droit à la session suivante de la même Cour ; car c'est toujours au Tribunal qui a rendu le jugement, à prononcer sur l'opposition qui peut y être formée, lorsqu'aucune loi n'a fait exception à ce principe qui est de droit commun.

Mais si la Cour d'Assises a terminé sa session, le témoin ne doit pas attendre l'ouverture de la session suivante pour former son opposition.

VI. La signification à faire au Procureur-Général, peut l'être à sa personne ou au Greffe du Tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel la Cour d'Assises tient ses séances.

VII. L'art. 356 ne dit pas si la Cour doit statuer sur l'opposition à l'audience ou à la Chambre du Conseil ; mais c'est précisément parce qu'il ne déroge pas, d'une manière expresse, au principe général, d'après lequel les jugemens doivent être rendus à l'audience, que c'est à l'audience qu'elle doit y prononcer.

VIII. L'opposition n'est recevable que lorsque le témoin a été condamné *par défaut* ; de sorte que le témoin qui serait condamné à l'amende *pour refus de prestation de serment*, ou *de faire sa déposition*, ne serait pas recevable dans son opposition, lors même que revenant sur ses pas, il consentirait à s'exécuter.

SECTION DEUXIÈME.

DU JUGEMENT ET DE L'EXÉCUTION.

ARTICLE CCCLVII.

Le Président fera comparaitre l'accusé, et le Greffier lira, en sa présence, la déclaration du Jury.

OBSERVATIONS.

I. Ce n'est que lorsque la déclaration du Jury a acquis le caractère d'irrévocabilité, et qu'il n'y a plus que le jugement à prononcer, que le Président doit faire rentrer l'accusé dans l'auditoire pour en entendre la lecture.

II. C'est d'une deuxième lecture de la déclaration que parle l'art. 357; il doit en avoir été fait une préalable par le Chef du Jury hors de la présence de l'accusé. (Art. 348.)

ARTICLE CCCLVIII.

Lorsque l'accusé aura été déclaré non coupable, le Président prononcera qu'il est acquitté de l'accusation, et ordonnera qu'il soit mis en liberté, s'il n'est retenu pour autre cause.

La Cour statuera ensuite sur les dommages-intérêts respectivement prétendus, après que les parties auront proposé leurs fins de non-recevoir ou leurs défenses, et que le Procureur-Général aura été entendu.

La Cour pourra néanmoins, si elle le Juge convenable, commettre l'un des Juges pour entendre les parties, prendre connaissance des pièces, et faire son rapport à l'audience, où les parties pourront encore présenter leurs observations, et où le Ministère public sera entendu de nouveau.

L'accusé acquitté pourra aussi obtenir des dommages-intérêts contre ses dénonciateurs, pour fait de calomnie, sans néanmoins que les Membres des autorités constituées puissent être ainsi poursuivis à raison des avis qu'ils sont tenus de donner, concernant les délits dont ils ont cru acquérir la connaissance dans l'exercice de leurs fonctions, et sauf contre eux la demande en prise à partie, s'il y a lieu.

Le Procureur-Général sera tenu, sur la réquisition de l'accusé, de lui faire connaître ses dénonciateurs.

OBSERVATIONS.

I. CET article ne reçoit d'application que dans le cas où l'accusé est déclaré *non coupable*.

Dans celui d'*absolution*, ou lorsque son *excuse* a été admise, il faut recourir aux dispositions des art. 364 et 367.

II. Si l'accusé a été déclaré *non coupable*, le Président, *sans consulter les Juges*, doit prononcer *qu'il est acquitté de l'accusation*, et ordonner sa mise *en liberté*, s'il n'est retenu pour autre cause ; ce qui est une conséquence des dispositions de l'art. 360, qui ne permet pas que l'accusé acquitté puisse être remis en jugement pour raison du même fait.

III. S'il a été formé des demandes en dommages-intérêts, c'est à la *Cour* à y statuer.

Elle peut le faire *séance tenante*, après avoir ouï les parties et le Procureur-Général : ou déléguer un Magistrat de la Cour pour entendre les parties, prendre connaissance des pièces, et en faire son rapport à l'*audience* au jour indiqué.

Après le rapport, les parties peuvent présenter de nouvelles observations, et le Procureur-Général doit être entendu de nouveau.

IV. L'art. 358 semble supposer que, nonobstant son *acquiescement*, l'accusé peut être condamné à des dommages-intérêts envers la partie civile, puisqu'il autorise la Cour d'Assises à statuer sur les dommages-intérêts *respectivement* prétendus ; mais est-ce bien dans ce sens que sa disposition doit être entendue ?

L'Auteur du *Manuel d'instruction criminelle* est de cet avis, et il se fonde sur ce que la partie civile peut avoir souffert un préjudice du crime imputé à l'accusé, qui peut d'ailleurs n'avoir été acquitté que sur l'*intention*.

Mais en déclarant l'accusé *non coupable*, le Jury ne peut ni ne doit s'expliquer sur les motifs qui le déterminent ; de sorte qu'il y a impossibilité de savoir s'il a prononcé la non culpabilité de l'accusé, sur l'*intention* ou sur le défaut de *preuves*.

Cependant nous sommes, *au fond*, du même avis que l'Auteur du *Manuel d'instruction criminelle* ; mais par la raison que la Cour d'Assises remplit, à cet égard, les fonctions de Tribunal civil ; de sorte que s'il résulte des faits constatés par les pièces de la procédure, que la partie civile a réellement éprouvé un dommage, et qu'il a éprouvé ce dommage par le fait de l'accusé, il est juste que celui-ci soit condamné civilement à le réparer.

Si ce n'est pas un *délit* que l'accusé a commis, c'est un *quasi délit*, et les quasi-délits, comme les délits, donnent à la personne qui en a éprouvé les effets, une action pour en demander la réparation. (*Art. 1382 du Code Napoléon.*)

Il pourrait d'ailleurs arriver que le procès se fût instruit contre plusieurs accusés et que celui déclaré *non coupable* fût, par sa qualité, *civilement RESPONSABLE* du fait déclaré à la charge de ses co-accusés condamnés.

V. Si les parties n'avaient pas formé leur demande en dommages-intérêts devant la Cour d'Assises, *avant* le jugement, elles n'y seraient plus recevables, pas même par la voie civile.

La présomption serait qu'elles en auraient volontairement fait la remise.

Mais ce serait faire une fausse application de ce principe, que d'en tirer la conséquence que l'accusé poursuivi comme auteur ou comme complice d'un crime et qui aurait été acquitté, serait irrévocablement dégagé, par le moyen de son acquittement, *de la responsabilité civile*, dont il serait tenu en sa qualité de père ou de maître, d'après le vœu de l'art. 1384 du Code Napoléon, lors même que la demande en responsabilité n'aurait pas été formée contre lui *avant* la prononciation de l'ordonnance d'acquit : car ce ne serait plus une action *directe* qui serait dirigée contre l'accusé acquitté, mais une action *subsidaire*, et purement *civile*, fondée sur une cause *étrangère* à celle des premières poursuites.

VI. Ce n'est pas seulement contre la partie civile que l'accusé acquitté est autorisé à former une demande en dommages-intérêts devant la Cour d'Assises : il peut en diriger une contre ses *dénonciateurs* pour cause de calomnie, dans la forme prescrite par l'art. 359.

VII. Le Procureur - Général ne peut refuser de nommer à l'accusé son dénonciateur, lorsque celui-ci en forme la demande ; mais dans le cas seulement où son acquittement est prononcé.

La même obligation était déjà imposée au Ministère public, par l'art. 73 de l'ordonnance d'Orléans, qui avait été implicitement abrogé par l'art. 594 du Code de brumaire an iv.

Il était important de la renouveler ; car, si la société est intéressée à ce qu'aucun crime ne reste impuni, il est d'une justice rigoureuse d'arrêter par les moyens les plus puissans, les dénonciations calomnieuses : *Turpe enim est delatoris nomen*, L. 3, *Cod. de injur.*

VIII. Si le Procureur-Général refusait à l'accusé de lui nommer son dénonciateur, il s'exposerait à la prise à partie ; son refus le ferait présumer l'auteur de la dénonciation : car le Code lui impose le devoir de tenir registre des dénonciations qui lui sont faites, pour qu'il soit toujours à même d'en justifier.

IX. Ce n'est au surplus qu'aux dénonciateurs *calomnieux* que peuvent s'appli-

quer les dispositions de l'article 357. C'est à la Cour d'Assises que l'appréciation des faits est réservée.

S'il y a eu calomnie évidente, si rien ne peut servir à la justification du dénonciateur, s'il n'a écouté que son intérêt ou sa passion, la Cour d'Assises ne doit pas hésiter à prononcer sa condamnation; mais si le dénonciateur n'a fait qu'un acte civique, s'il ne pouvait espérer de tirer aucun bénéfice de sa dénonciation, si le maintien de l'ordre public a seul guidé sa démarche, s'il ne peut lui être imputé aucune intention de nuire, il doit être renvoyé de la demande formée contre lui à la requête de l'accusé; car il aurait pu se tromper sur la nature des preuves; et on ne doit pas le punir d'une erreur que la Chambre du Conseil et la Chambre d'accusation ont elles-mêmes partagée.

X. L'article 358 ne parle que du *dénonciateur*, et non du *plaignant*; mais le plaignant ne doit-il pas être rangé dans la classe des dénonciateurs, lorsqu'il ne s'est pas rendu partie civile?

Ce ne peut pas être du plaignant que l'art. 359 a entendu parler, lorsqu'il a dit, qu'à l'égard *des tiers*, l'accusé acquitté s'adressera au Tribunal civil.

Rien ne serait plus facile, en effet, que de déguiser sa dénonciation sous la forme d'une plainte : c'est le *fait* qui doit être pris en considération, et non la *forme de l'acte* qui ne peut en changer le caractère.

Cependant, celui qui rend plainte dans son intérêt, n'est pas réellement un dénonciateur dans le sens que la loi attache à cette dénomination.

Celui qui a rendu plainte, ne doit donc être rangé dans la classe des dénonciateurs, que lorsqu'il a supposé un dommage à son préjudice, pour couvrir une véritable dénonciation.

XI. L'art. 358 ne dit pas que le dénonciateur *connu* doit être *cité* devant la Cour d'Assises, pour voir prononcer sur la demande en dommages-intérêts formée contre lui par l'accusé acquitté; et l'article 359 exige que la demande *soit* formée *avant* que le jugement d'acquit soit prononcé; d'où il suit, que l'accusé peut faire prononcer sur sa demande sans citation préalable; il lui serait impossible en effet de faire citer son dénonciateur dans l'intervalle de la lecture de la déclaration du Jury à celle de la prononciation du jugement.

Mais la voie de l'opposition est réservée au dénonciateur condamné.

XII. Si l'accusé acquitté n'avait fait que demander acte de ce qu'il entend se pourvoir en dommages-intérêts contre son dénonciateur, et que la session de la Cour d'Assises eût pris fin avant que le dénonciateur eût été cité devant elle, devrait-il être traduit devant les Tribunaux civils?

L'art. 359 n'autorise à porter une pareille demande devant les Tribunaux civils,

que lorsque le dénonciateur *n'est connu* de l'accusé acquitté qu'*après* la clôture de la session.

XIII. Si le dénonciateur condamné par défaut formait opposition à l'arrêt, comme il n'y aurait qu'une Cour d'Assises qui serait compétente pour en connaître, si la session était finie, il faudrait attendre la session suivante pour faire statuer sur l'opposition.

XIV. Les Membres des Autorités constituées ne peuvent être poursuivis dans cette forme, pour raison de l'*avis* qu'ils ont donné, lorsqu'ils ont acquis la connaissance des délits qu'ils ont dénoncés *dans l'exercice de leurs fonctions*; mais cette disposition du Code ne leur assure pas l'impunité. S'il était établi qu'ils ont agi par passion, par vengeance, et dans l'intention de nuire à l'accusé, ils pourraient être pris à partie.

XV. Il ne suffit pas que le dénonciateur soit fonctionnaire public, pour que l'accusé soit réduit à prendre contre lui la voie de la prise à partie; il doit avoir donné l'*avis en sa qualité de fonctionnaire public*, et il doit avoir acquis la connaissance du fait qu'il a dénoncé *dans l'exercice de ses fonctions*; car, *hors* de cet exercice, il n'est plus qu'un simple particulier, et ce serait mal saisir l'esprit du Code, que de le faire participer au bienfait de la loi, lorsqu'il ne serait réellement qu'un véritable dénonciateur.

XVI. La prise à partie étant un moyen extraordinaire, ne doit être autorisée que lorsqu'il y a une faute grave et même une faute très-grave à imputer au Fonctionnaire public, contre lequel la demande est formée : il ne suffirait pas d'avoir à lui reprocher trop de crédulité, trop de précipitation dans l'*avis* qu'il a donné; il faut qu'il puisse lui être imputé une intention de nuire; autrement, quel serait le Fonctionnaire public qui se hasarderait à donner avis des crimes dont la connaissance lui serait parvenue? N'arrive-t-il pas chaque jour que les plus forts indices s'évanouissent aux débats?

XVII. Dans le cas de la prise à partie du fonctionnaire public qui a donné l'*avis*, l'affaire doit être portée devant les tribunaux civils, dans la forme prescrite par le Code de procédure civile.

Ce n'est, en effet, ni la partie plaignante, ni un véritable dénonciateur dans le sens du Code : il rentre nécessairement dans la classe des *tiers* qui doivent être poursuivis par la voie civile. (*Art. 359.*)

ARTICLE CCCLIX.

Les demandes en dommages-intérêts formées soit par l'accusé, contre ses dénonciateurs ou la partie civile, soit par la partie civile contre l'accusé ou le condamné, seront portées à la Cour d'Assises.

La partie civile est tenue de former sa demande en dommages-intérêts avant le jugement ; plus tard , elle sera non-recevable.

Il en sera de même de l'accusé , s'il a connu son dénonciateur.

Dans le cas où l'accusé n'aurait connu son dénonciateur que depuis le jugement , mais avant la fin de la session , il sera tenu , sous peine de déchéance , de porter sa demande à la Cour d'Assises : s'il ne l'a connu qu'après la clôture de la session , la demande sera portée au Tribunal civil.

A l'égard des tiers qui n'auraient pas été parties au procès , ils s'adresseront au Tribunal civil.

OBSERVATIONS.

I. Cet article établit le mode d'application du principe posé dans l'article précédent ; il est attributif de compétence à la Cour d'Assises , pour connaître des demandes en dommages-intérêts formées pour ou contre l'accusé.

Le Code d'instruction criminelle n'admet que deux exceptions : la première , pour le cas où l'accusé n'a connu son dénonciateur *qu'après* la clôture de la session ; la deuxième , lorsque la demande en dommages-intérêts doit être dirigée contre des tiers.

C'est d'une connaissance *légale* que parle l'art. 359 ; il faut que l'accusé puisse justifier devant la Cour , que l'individu contre lequel il forme sa demande , a été réellement son dénonciateur.

II. Jusqu'à la prononciation du jugement , et depuis même la lecture donnée par le greffier , de la déclaration du jury , la partie civile et l'accusé sont recevables à former leur demande en dommages-intérêts.

S'ils ne la formaient *qu'après* le jugement , ils devraient y être déclarés non recevables.

Cette déchéance est *absolue*. Elle ne laisserait pas même la faculté d'exercer une action par la voie civile.

Cependant , si *depuis* l'ordonnance d'acquit , la partie civile découvrait le véritable coupable , et qu'elle parvint à le faire condamner , rien n'empêcherait qu'elle dirigeât utilement une action au civil contre l'accusé *acquitté* , dans le cas où la loi le déclarerait *civilement responsable* des condamnations prononcées contre l'accusé *condamné*.

L'action ne prendrait plus alors sa base dans le jugement dont elle serait indépendante.

III. Si la partie civile et l'accusé se rendent non-recevables dans leurs demandes

en dommages-intérêts, par défaut de conclusions prises *avant* la prononciation de l'arrêt, il n'en est pas de même de l'accusé à l'égard de son dénonciateur qui lui est inconnu.

Aussi l'art. 359 établit-il, sur ce point, une distinction fort sage.

Si la session de la Cour d'Assises *n'est pas encore terminée*, lorsque l'accusé acquiert la connaissance *légitime* de son dénonciateur, il doit le faire citer devant cette Cour pour faire prononcer sur sa demande en dommages-intérêts.

Si la session est close lorsque cette connaissance lui parvient, il doit porter son action devant le Tribunal civil de la résidence du *Défendeur*; car, c'est alors l'exercice d'une action purement civile.

Si la clôture de la session avait lieu avant l'expiration des *délais* de la citation, il faudrait attendre la session suivante pour y faire prononcer; une pareille demande ne rentre en effet dans la compétence des Tribunaux civils, que dans les deux cas déterminés par le Code; savoir :

1.^o Lorsque l'accusé acquitté n'a connu son dénonciateur qu'après que la Cour d'Assises a terminé sa session ;

2.^o Lorsque l'action doit être dirigée contre des tiers.

IV. La seule difficulté que présente l'exécution de l'art. 359, porte sur le point de savoir, si le plaignant qui ne s'est pas rendu partie civile, doit être rangé dans la classe des *tiers* que le Code d'instruction criminelle veut être poursuivis devant les Tribunaux civils, ou s'il doit l'être dans celle des *dénonciateurs* ?

Nous nous sommes déjà expliqués sur cette question; nous avons considéré le plaignant qui ne s'est pas rendu partie civile, comme un véritable dénonciateur, lorsqu'il ne peut justifier qu'il avait un intérêt personnel dans la plainte qu'il a portée.

Les *tiers* dont parle l'art. 359, sont ceux qui n'ont pris aucun intérêt direct ni indirect dans l'affaire, mais qui, sous d'autres rapports, ont porté préjudice à l'accusé, soit par des insinuations perfides, soit en autorisant sa détention arbitraire, soit par toute autre cause.

V. Lorsque nous avons dit, sur l'art. 353, que le dénonciateur qui a été condamné *par défaut*, à des réparations civiles envers l'accusé acquitté, peut revenir par opposition contre l'arrêt, nous avons suffisamment sous-entendu que son opposition ne peut produire l'effet de remettre en jugement la culpabilité de l'accusé, mais seulement autoriser le dénonciateur à proposer ses moyens de défense contre la demande en dommages-intérêts, sur laquelle il a été prononcé par défaut contre lui.

VI. Mais la voie de l'opposition serait-elle également autorisée en faveur de la *partie civile* qui aurait laissé prononcer une condamnation par défaut contre elle ?

Le Code ne la lui réserve ni ne la lui interdit ; de sorte qu'admise ou rejetée, celui qui aurait à s'en plaindre ne pourrait y puiser une ouverture de cassation.

Il est bon néanmoins de savoir à quoi s'en tenir sur la question.

Si la partie civile *ne s'est pas présentée aux débats*, nous la croyons recevable dans son opposition contre l'arrêt qui l'a condamnée à des réparations civiles envers l'accusé ; mais si elle ne s'est retirée des débats, que pour se soustraire à la condamnation à laquelle elle s'est exposée, la voie de l'opposition doit lui être refusée, sauf son recours en cassation contre l'arrêt qui l'a condamnée.

Cette distinction n'est pas d'institution nouvelle ; elle a été adoptée par plusieurs arrêts de la Cour de cassation, dans des cas identiques.

Sous le régime du Code de brumaire an iv, le recours en cassation devait être exercé dans les trois jours, lorsque le jugement était *contradictoire*, et le délai de trois jours ne commençait à courir qu'à compter de celui de la signification du jugement, lorsqu'il avait été rendu par défaut ; d'où naissait la question de savoir, de quel jour devait commencer le délai, lorsque la partie condamnée avait été présente à la discussion, mais qu'elle s'était retirée avant la prononciation du jugement ; et elle a toujours été jugée dans ce sens que le jugement était contradictoire.

VII. Pour que l'opposition soit recevable, il faut qu'elle ait été formée dans le délai et dans les formes prescrites par le Code de procédure civile, art. 435 et 436 ; car si l'on emprunte du Code de procédure civile, cette manière de revenir contre l'arrêt, il est naturel d'exiger que l'on observe toutes les formalités qu'il prescrit. C'est ce que la Cour de cassation a jugé toutes les fois qu'elle a autorisé à revenir par opposition contre les jugemens par défaut rendus en matière correctionnelle sous l'empire du Code de brumaire an iv. (*Arrêt du premier avril 1808.*)

VIII. Mais est-ce bien par la voie de l'opposition ? N'est-ce pas plutôt par celle de la *tierce-opposition* que le dénonciateur condamné *par défaut* doit attaquer l'arrêt qui a prononcé par défaut contre lui des adjudications en faveur de l'accusé acquitté ?

C'est par la voie de la tierce-opposition que l'on doit revenir contre les arrêts dans lesquels on n'a pas été partie : et on ne peut dire que le dénonciateur condamné sans citation préalable, ait été réellement partie dans l'arrêt qui l'a condamné ; car l'art. 474 du Code de procédure civile, ne considère comme partie dans les arrêts, que les personnes qui y ont été appelées, ou dûment représentées.

IX. Le Code de procédure civile ni aucune autre loi n'ont fixé un délai de rigueur pour revenir contre les arrêts par la voie de la tierce-opposition ; l'art. 479 de ce Code a voulu seulement que la partie dont la tierce-opposition est rejetée soit condamnée à l'amende ; de sorte qu'aussi long-temps que les choses restent entières, aucune fin de non-recevoir ne peut être opposée au dénonciateur qui n'a été appelé ni représenté dans l'arrêt qui l'a condamné.

246 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

X. Lorsque le dénonciateur revenu par tierce-opposition contre l'arrêt qui l'a condamné succombe, doit-il être condamné à l'amende ?

La Cour de cassation jugea, le 25 août 1808, que le tiers opposant à un jugement rendu en matière de police ne pouvait y être condamné, attendu que l'article 479 du Code de procédure civile, ne peut recevoir d'application, *sous ce rapport*, qu'aux matières civiles ; mais cet arrêt ne nous paraît pas applicable à l'espèce particulière qui ne présente que des intérêts purement civils, et dont la connaissance n'appartient à la Cour d'Assises qu'à raison de ce qu'elle s'est trouvée saisie du jugement du crime dénoncé ; ce qui est tellement vrai, que si le dénonciateur n'est connu qu'après la fin de la session, c'est au Tribunal civil à connaître de l'action dirigée contre lui.

XI. Si c'est la Cour d'Assises qui a statué sur la demande en dommages-intérêts formée par l'accusé acquitté, contre son dénonciateur, il n'y a contre l'arrêt que la voie du recours en cassation, lorsque celle de l'opposition ou de la tierce-opposition a été inutilement prise.

Si c'est, au contraire, le Tribunal civil qui a été saisi de la demande, le jugement qui intervient peut être attaqué par la voie de l'appel, si le demandeur n'a pas réduit sa demande à une somme déterminée sur laquelle le Tribunal saisi ait été autorisé à prononcer en dernier ressort.

ARTICLE CCCLX.

Toute personne acquittée légalement ne pourra plus être reprise ni accusée à raison du même fait.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 360 n'a rien de commun avec l'art. 246.

Chacun reçoit son application à un cas particulier.

Dans celle de l'article 246 l'acquittement du prévenu n'est encore que *provisoire* ; il peut être repris et accusé, pour raison du même fait, dans le cas de survenance de nouvelles charges : dans celle de l'article 360, au contraire, l'acquittement est *définitif et absolu* ; de sorte qu'il surviendrait contre l'accusé acquitté les charges les plus fortes et les plus concluantes, qu'il ne pourrait être repris ni mis de nouveau en jugement pour raison du même fait.

II. Les dispositions de l'art. 360 que l'art. 586 a déclarées communes aux arrêts émanés des Cours spéciales, reposent sur le principe, *non bis in idem*, maintenant sous toutes les législations : *hisdem criminibus quibus quis liberatus est, non debet præsens pati eundem accusari*, Loi 7, § 2, de accus. et inscript.

La Cour de cassation a toujours réprimé les atteintes qui ont pu y être portées,

Nous en avons déjà cité un exemple dans un arrêt rendu en faveur d'un mari qui avait été prévenu d'avoir empoisonné sa femme dans une tasse de café, et qui, après avoir été acquitté de ce crime, avait été mis de nouveau en jugement, comme prévenu d'avoir causé son avortement par suite du même breuvage.

Par arrêt du 23 frimaire an XIII, la Cour de cassation jugea dans le même sens, en faveur d'un Huissier qui avait été prévenu de faux, et qui avait été acquitté de cette prévention; cet Huissier avait été remis en jugement et condamné pour cause de concussion résultante du même faux; la Cour de cassation prononça l'annulation de l'arrêt de condamnation, attendu que la concussion et le faux s'identifiaient dans l'espèce, et qu'ils ne présentaient *qu'un même fait*.

Le 10 messidor an XII, il avait été jugé qu'un prévenu acquitté du vol qui lui avait été imputé, n'avait pu être remis en jugement pour raison du même vol, quoiqu'il y eût preuve au procès que le vol avait été beaucoup *plus considérable* qu'il n'avait été mentionné dans la première plainte.

Le 16 ventôse an XIII, il fut de même jugé qu'un accusé acquitté par un Tribunal *incompétent*, n'avait pu être remis en jugement pour raison du même fait, devant le Tribunal d'attribution qui était appelé par la loi à connaître du crime qui lui était imputé.

Enfin, le premier frimaire an XIII, la même Cour a décidé qu'un accusé acquitté sur un des chefs de la plainte, et condamné sur un autre, n'avait pu être remis en jugement que *sur le chef* qui avait fait l'objet de sa *condamnation*, par suite de l'annulation de l'arrêt qui l'avait prononcée.

III. Sous l'empire des lois du 18 pluviôse an IX, 23 floréal an X, et autres attributives de compétence aux Cours spéciales, ces Cours devaient prononcer préalablement sur leur compétence.

Une Cour spéciale compétemment saisie d'une inscription de faux, s'était déclarée incompétente, *attendu le défaut de charges suffisantes*.

Le plaignant avait traduit le prévenu, pour raison du même fait, à la police correctionnelle, en qualifiant le fait de simple *escroquerie*.

Le prévenu avait opposé la chose jugée *en l'état*, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'il fût survenu de nouvelles charges.

Il était question de savoir si cette exception était fondée. La Cour de cassation l'accueillit par arrêt du 22 mars 1809.

Nous faisons mention de cet arrêt, parce qu'il peut encore recevoir son application, dans le cas d'arrêts de compétence rendus par les Cours prévôtales des Douanes qui doivent juger leur compétence de la manière dont étaient tenues de le faire les anciennes Cours spéciales.

IV. Ce que la Cour de cassation a jugé sous l'empire du Code de brumaire an iv, elle le juge encore sous la législation du Code d'instruction criminelle.

Modot-Lagorce avait été dénoncé par Rugolleau, son créancier, comme banqueroutier.

Les faits de la plainte tendaient à faire considérer Modot-Lagorce comme banqueroutier *frauduleux*; cependant la Chambre du Conseil avait renvoyé les parties devant le Tribunal *correctionnel* en prévention de banqueroute simple, et le Tribunal avait prononcé l'*acquiescement* du prévenu.

Sur l'appel, le jugement avait été confirmé, et sur le recours en cassation, l'arrêt avait été maintenu.

Mais depuis, il avait été rendu contre Modot-Lagorce une nouvelle plainte par d'autres de ses créanciers qui reproduisaient, contre le prévenu, les mêmes faits qu'ils soutenaient être caractéristiques de la *banqueroute frauduleuse*, et qui soutenaient en résulter que Modot-Lagorce était réellement un banqueroutier *frauduleux*.

Sur cette nouvelle plainte, il avait été fait de nouvelles poursuites; et la Chambre d'accusation avait déclaré *n'y avoir lieu à suivre*, attendu qu'il y avait *chose jugée*.

Le Procureur-Général avait exercé un recours en cassation contre cet arrêt, dans lequel le sieur Modot-Lagorce le soutenait non-recevable et mal fondé.

La cause fut jugée le 12 octobre 1811, en faveur du prévenu.

La Cour de cassation ne s'arrêta pas à la fin de non-recevoir opposée au Procureur-Général; mais comme les faits de banqueroute allégués avaient été *appréciés* par une ordonnance de la Chambre du Conseil, qui n'y avait aperçu que la prévention d'une banqueroute *simple*; que son ordonnance avait reçu son exécution entière par les jugemens et par les arrêts qui étaient successivement intervenus; le recours du Procureur-Général fut rejeté, attendu qu'il n'aurait pu y être fait droit, sans se mettre en opposition *avec la chose jugée*.

Il y avait cela de remarquable dans l'espèce, qu'en statuant sur le premier recours, la Cour de cassation avait elle-même reconnu qu'il avait été prononcé sur une plainte en banqueroute *frauduleuse*, et que tout avait été jugé sur ce point comme sur celui de banqueroute *simple*.

V. Mais, pour que le principe puisse recevoir son application, il faut qu'il s'agisse réellement du même fait; aussi la Cour de cassation jugea-t-elle le 26 ventôse an xi, qu'un prévenu de *banqueroute*, acquitté de ce crime, avait pu être légalement poursuivi pour délit d'*escroquerie*, résultant de ce qu'il avait mis sciemment en circulation des billets de commerce sous le nom d'une personne bien fautive, lorsqu'ils étaient souscrits par une autre personne qui portait le même nom, mais qui ne jouissait d'aucun crédit.

Ces deux délits n'avaient pas, en effet, une connexité nécessaire; aussi le Directeur

du Jury, par son ordonnance de compétence, les avait-il bien distingués, en renvoyant celui de *banqueroute* à un Jury spécial, et en réservant les poursuites à faire à raison de l'escroquerie, au Tribunal correctionnel, lorsqu'il aurait été statué sur la prévention de *banqueroute*, si le prévenu en était acquitté.

VI. La Cour de cassation jugea le 26 novembre 1807, qu'un maître d'hôtel garni, acquitté de la prévention du vol d'une *caisse* remplie de meubles qui lui avait été confiée par une personne logée dans son hôtel, avait pu être poursuivi et condamné sur une nouvelle plainte qui avait été formée par la même personne, relativement au vol d'une *malle* qu'elle avait également déposée dans l'hôtel, et dont il n'avait pas été question dans la première instruction.

Ce n'était plus *le même vol*, ni conséquemment *le même fait*. Il résultait en effet de l'information, que la *caisse* et la *malle* étaient des objets distincts et indépendans. Cependant l'affaire fut bien débattue, et l'arrêt ne passa qu'à une faible majorité, par respect pour le principe; car le maître d'hôtel condamné ne méritait aucune faveur.

VII. Il faut de plus que le jugement ou l'arrêt que l'on prétend constituer la chose jugée, ait été rendu *dans l'intérêt de la partie* qui réclame contre les nouvelles poursuites exercées; de sorte que le *complice* ne pourrait opposer avec succès, le jugement qui aurait acquitté le *principal accusé*. (Arrêt du 13 germinal an xiii.)

VIII. Ce qui a été jugé par les Tribunaux civils ne peut constituer la chose jugée sur une prévention de délit; de manière que celui qui a gagné sa cause au civil, peut être repris et poursuivi par la voie criminelle, pour raison du même fait.

La question a été ainsi jugée par la section criminelle de la Cour de cassation, sur les conclusions de M. Merlin, dans l'espèce suivante.

Un failli avait obtenu du Tribunal de commerce un jugement, par lequel il avait été déclaré excusable et susceptible d'être réhabilité; ce qui jugeait implicitement qu'il devait être considéré comme *simple failli*.

Cependant une plainte en banqueroute simple fut portée contre lui de la part d'un de ses créanciers; et sur cette plainte, le prévenu fut mis en mandat d'arrêt.

L'affaire portée au Tribunal correctionnel, et par appel devant la Cour de Justice criminelle, il avait été dit qu'il y avait chose jugée.

Le plaignant s'était pourvu en cassation contre l'arrêt; mais le Procureur-Général l'avait respecté.

Par l'arrêt que rendit la Cour de cassation, le recours du plaignant fut déclaré non-recevable, attendu qu'il était sans intérêt, à raison de ce que n'ayant pas formé opposition au concordat, il devait être présumé y avoir acquiescé.

Mais M. le Procureur-Général Merlin requit l'annulation de l'arrêt *dans l'intérêt de la loi*, et l'arrêt fut en effet annulé d'après les considérans que voici :

250 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

« Attendu que l'action criminelle ne peut être arrêtée dans son exercice par les actes de la juridiction civile, que dans les cas où la loi l'a expressément ordonné ;

» Que les dispositions des art. 588 et 595 du Code de commerce, sont générales et absolues ; que leur exécution n'est point subordonnée par la loi à ce qui peut être ordonné par le Tribunal de commerce, d'après l'art. 526 du même Code ;

» Que l'homologation du concordat, et la déclaration d'excusabilité du failli, prononcées, d'après cet article par le Tribunal de commerce, ne sauraient donc être un obstacle à l'exercice de l'action publique contre le failli, sur la prévention de banqueroute simple ou de banqueroute frauduleuse ; que ces actes du Tribunal de commerce se réfèrent en effet au cas de faillite simple, et conséquemment à un état de choses essentiellement différent de celui que les art. 588 et 595 ont eu pour objet de constater et de punir ;

» Que d'ailleurs, il ne peut jamais y avoir de contrariété légale entre un jugement civil et un jugement criminel, puisqu'il ne peut jamais y avoir identité des parties ;

» Que le Ministère public n'est, dans aucun cas, partie devant les Tribunaux de commerce ; que son action ne peut donc jamais être atteinte par des jugemens de ces Tribunaux, dont l'effet est essentiellement borné entre les parties civiles avec lesquelles ils sont rendus ; et dont ils peuvent régler et fixer les intérêts, sans qu'ils puissent être opposés à l'action de la partie chargée de la vindicte publique ;

» Qu'en jugeant donc que l'homologation du concordat et la déclaration d'excusabilité du failli *Lagorce*, prononcées par le Tribunal de commerce, avaient éteint l'action publique, et que, par l'effet de cette déclaration d'excusabilité, *Lagorce* ne pouvait plus être poursuivi devant la Cour criminelle, sur une prévention de banqueroute frauduleuse, la Cour de Justice criminelle du département de la Seine a fait une fausse application dudit art. 526, et violé les art. 588 et 595 du Code de commerce, ainsi que l'art. 4^o du Code du 3 brumaire an iv, et l'art. 1351 du Code Napoléon :

» La Cour, statuant seulement dans l'intérêt de la loi, casse l'arrêt rendu par la Cour de Justice criminelle du département de la Seine, le 29 décembre dernier, entre *Modot-Lagorce* et *Ragoulleau*, en présence du Procureur-Général en ladite Cour. »

IX. La rédaction de l'art. 360 du Code d'instruction criminelle, donne lieu à l'examen d'une autre question qui n'est pas sans importance.

Le Code de brumaire an iv, art. 426, portait simplement que l'accusé acquitté ne pourrait être repris ni accusé pour raison du même fait ; tandis que l'art. 360 du Code d'instruction criminelle, qualifie de *légal* l'acquittement qui doit avoir été prononcé pour établir la chose jugée.

Le Législateur a nécessairement eu un objet en modifiant ainsi l'art. 426 du Code de brumaire an iv; mais il reste à le bien préciser, et pour y parvenir, il faut combiner l'art. 360 avec l'art. 409, qui porte que : « dans le cas d'acquittement de » l'accusé, l'annulation de l'ordonnance qui l'aura prononcé, et de ce qui l'aura » précédé, ne peut être poursuivie que dans l'intérêt de la loi et sans préjudice à la » partie acquittée. »

Ce n'est plus d'un acquittement légal dont parle l'art. 409, mais d'un acquittement quelconque; ce qui semble impliquer contradiction; car si l'ordonnance d'acquittement ne peut être annulée que dans l'intérêt de la loi, lors même que l'acquittement n'a pas été légal, il en résulte nécessairement que cet acquittement doit profiter à l'accusé acquitté, de manière à ne pouvoir plus être repris et poursuivi à raison du même fait.

Cependant le mot *légalement* ne peut être inutile dans l'art. 360.

Il faut donc chercher à lui trouver son application, sans blesser le principe établi dans l'art. 409.

Or, on la trouve naturellement en rattachant uniquement le mot *légal* de l'article 360, à l'ordonnance d'acquit, qui n'en est réellement une, que lorsqu'elle se trouve le résultat de la déclaration du Jury, ou d'une délibération préalable de la Cour spéciale; de sorte que si, sans déclaration préalable du Jury, ou sans délibération préalable de la Cour spéciale, portant que l'accusé n'est pas coupable, le Président avait prononcé l'ordonnance d'acquit, comme cette ordonnance n'aurait aucune légalité, l'accusé acquitté ne pourrait s'en prévaloir pour soutenir qu'il ne peut être remis de nouveau en jugement, par suite de l'arrêt qui aurait prononcé l'annulation de cette ordonnance.

Ce ne serait plus, en effet, une véritable ordonnance d'acquit qui aurait été prononcée, mais un acte *arbitraire* qui ne pourrait en tenir lieu; car, pour que l'accusé acquitté ne puisse être repris, il faut qu'il ait été légalement acquitté; c'est-à-dire, qu'il l'ait été par un *acte légal*. C'est ce que la Cour de cassation a jugé par deux arrêts, l'un, au rapport de M. Bauchau, du 24 octobre 1811; l'autre, au rapport de M. Oudard, du 14 novembre suivant; et ce qu'elle a jugé en plus forts termes encore dans l'affaire de Lefebvre et de la fille Jacotin, le 6 février 1812.

ARTICLE CCCLXI.

Lorsque, dans le cours des débats, l'accusé aura été inculpé sur un autre fait, soit par des pièces, soit par les dépositions des témoins, le Président, après avoir prononcé qu'il est acquitté de l'accusation, ordonnera qu'il soit poursuivi à raison du nouveau fait : en conséquence, il le renverra en état de mandat de comparution ou d'amener, suivant les distinctions établies par l'art. 91, et même en état de man-

dat d'arrêt, s'il y a lieu, devant le Juge d'instruction de l'arrondissement où siège la Cour, pour être procédé à une nouvelle instruction.

Cette disposition ne sera toutefois exécutée que dans le cas où, avant la clôture des débats, le Ministère public aura fait des réserves à fin de poursuite.

OBSERVATIONS.

I. Il ne faut pas confondre la disposition de cet article avec celle de l'art. 379 ; l'un a disposé pour le cas d'*acquittement*, l'autre pour celui de *condamnation* de l'accusé.

Le Code de brumaire an iv avait déjà établi la même distinction dans ses art. 427 et 446.

II. Il est bien question, dans les art. 361 et 379, d'inculpation faite à l'accusé dans le cours des débats, sur de nouveaux faits ; mais ce n'est pas la même forme de procéder qui doit être suivie, de sorte que chacun de ces articles doit recevoir son application au cas qu'il a prévu.

Si l'accusé est *acquitté* de la prévention qui l'avait amené aux débats, et qu'il ait été inculpé d'un nouveau crime, il doit être poursuivi pour raison de ce nouveau fait, dans la forme déterminée par l'art. 361.

Si l'accusé est *condamné*, il faut en user comme il est dit dans l'art. 379.

III. Il importe peu de quelle manière l'accusé se trouve inculpé d'un autre fait que celui porté dans l'acte d'accusation ; il suffit qu'il l'ait été *dans le cours des débats*, pour rentrer dans l'application des articles cités ; mais, pour que le Président de la Cour d'Assises soit autorisé à ordonner que l'accusé *acquitté* sera poursuivi à raison du nouveau fait, et à décerner contre lui un mandat, il faut *qu'avant la clôture des débats* le Procureur-Général ait fait réserve de le poursuivre à raison de ce nouveau fait, ce qui est une innovation à l'ancienne forme de procéder : car, aux termes de l'art. 427 du Code de brumaire an iv, le Président pouvait l'ordonner *d'office*.

La disposition de l'art. 361 du Code d'instruction criminelle est plus dans les principes, en ce qu'elle respecte la démarcation des pouvoirs et qu'elle remet les choses dans leur ordre naturel.

IV. L'article 361 a encore apporté un autre changement à l'ancienne législation sur ce point ; il ne dit pas, comme l'article 427 du Code de brumaire an iv, que le Président recevra les renseignements que le prévenu voudra donner sur le nouveau fait dont il se trouve inculpé ; mais l'art. 361 ne l'a pas défendu, et ces renseignements pouvant être de nature à atténuer la gravité de la prévention, il est du devoir du Président, d'accorder la parole au prévenu qui demande à se justifier ; car si, lorsque le Procureur-Général a fait des réserves *avant la clôture des débats*, le

Président est tenu d'ordonner que le prévenu sera poursuivi sur le nouveau fait, qui lui est imputé, c'est à lui seul qu'il appartient de déterminer l'espèce de mandat qu'il convient de décerner contre le prévenu.

Cependant, si la prévention portait sur un *crime*, le Président devrait se conformer aux dispositions de l'art. 91 ; il ne pourrait se dispenser de décerner un mandat *d'amener*.

V. Mais si l'accusé s'était entièrement disculpé par ses réponses, le Président serait-il dans la nécessité de décerner un mandat, et de prononcer le renvoi requis par le Procureur-Général ?

L'art. 361 n'autorise pas le Président à apprécier la nature des charges ; il suffit qu'il y ait réquisition du Procureur-Général, pour qu'il doive ordonner le renvoi et décerner le mandat ; mais cela ne peut présenter de grands inconvénients : car, si l'accusé s'était vraiment disculpé, le Procureur-Général se départirait nécessairement de ses réserves, et s'il ne le faisait pas, il n'en résulterait que quelques jours de retard à la mise en liberté du prévenu.

VI. Le Juge d'instruction devant lequel le prévenu doit être renvoyé dans le cas de l'art. 361, est celui de l'arrondissement du lieu où siège la Cour d'Assises ; ce qui établit une différence entre ce cas et celui dont s'occupe l'article 379 : cette disposition établit encore une autre différence entre le cas où l'accusé acquitté est mis en état de mandat, en vertu des réserves faites par le Procureur-Général, et celui où il ne doit être poursuivi pour raison du nouveau fait, que sur une dénonciation *postérieure* à la clôture des débats.

Dans ce dernier cas, comme dans celui où l'accusé a été *condamné*, les nouvelles poursuites doivent être faites par le Juge d'instruction compétent ; tandis que dans le premier, c'est au Juge d'instruction de l'arrondissement où siège la Cour d'Assises, à procéder à l'information.

VII. Mais quand le Procureur-Général n'aurait fait aucune réserve avant la clôture des débats, il n'en résulterait pas que le prévenu ne pût être poursuivi à raison du nouveau fait qui lui aurait été imputé ; il en résulterait seulement, qu'à raison de cette prévention, il ne pourrait être retenu en arrestation, sauf à y être mis par suite du mandat à intervenir sur les nouvelles poursuites ; car ce n'est pas un brevet d'impunité que l'art. 361 entend accorder au prévenu, lorsqu'il refuse au Président la faculté d'ordonner d'office son arrestation : le Législateur a seulement voulu qu'à raison du nouveau fait, l'accusé acquitté, contre lequel il n'a pas été fait de réserves, ne pût être retenu en arrestation pour ce nouveau fait, au préjudice de son acquittement, qui doit alors recevoir son entière exécution.

VIII. La seule difficulté vraiment sérieuse que puisse faire naître l'exécution de

l'art. 361, consiste à bien déterminer ce qui constitue *un autre fait* que celui sur lequel se sont établis les débats; et déjà dans nos observations sur l'art. 360, nous avons cité quelques arrêts qui peuvent servir de guides dans cette discussion.

C'est d'un fait *constitutif* d'un nouveau délit que parle l'art. 361, et non des *circonstances*, quelque aggravantes qu'elles puissent être, qui se rattachent au fait qui a donné lieu aux débats.

Un fait n'est pas *nouveau*, parce qu'il change de *caractère* aux débats.

S'il se trouve aggravé par quelques circonstances non rappelées dans l'acte d'accusation, le Législateur y a pourvu par l'art. 338.

Si la circonstance nouvelle est *atténuante*, et qu'elle constitue une excuse *légale*, c'est le cas de l'application de l'art. 339.

Tout est prévu relativement au fait qui donne lieu aux débats.

Ainsi, dans la supposition que *Pierre* fût accusé d'avoir homicidé *Claude*, et que l'acte d'accusation portât qu'il l'a homicidé de telle manière, tandis qu'il résulterait des débats que ce serait de toute autre manière qu'il lui a donné la mort; ce n'en serait pas moins toujours le même fait, celui de *l'homicide*; les circonstances seules auraient changé; il n'y aurait donc pas lieu au renvoi à de nouvelles poursuites: l'affaire devrait être jugée dans l'état qu'elle se présenterait.

IX. Après avoir posé les questions résultantes de l'acte d'accusation, le Président doit poser celles qui résultent des débats.

S'il négligeait de poser ces questions secondaires, tout serait jugé sur le fait; il n'y aurait plus à y revenir.

X. Mais si, dans le cours des débats, l'on acquérait la connaissance d'un délit connexe au fait qui a donné lieu aux poursuites, devrait-on considérer ce délit connexe comme un autre fait, ou simplement comme une circonstance aggravante de celui mentionné dans l'acte d'accusation?

Si, par exemple, l'accusé était prévenu de vol, par l'acte d'accusation, et qu'il résultât des débats qu'avant de le consommer, il y avait eu de sa part tentative d'assassinat, cette tentative constituerait-elle un fait nouveau, ou ne devrait-elle être considérée que comme une circonstance aggravante du vol?

Pour résoudre cette question, il faut savoir si l'accusé acquitté de la prévention de vol, pourrait être recherché pour la tentative d'assassinat; ce qui ne peut faire la matière d'un doute raisonnable: car la tentative d'assassinat et le vol constituent deux crimes indépendans, puisque chacun pris isolément, constitue un crime particulier.

Cependant, la raison de la connexité, ils auraient pu être poursuivis conjointement; mais ne l'ayant pas été, et un accusé ne pouvant être condamné pour raison d'un crime, lorsqu'il n'a pas été fait sur ce crime une instruction préalable, la connexité des deux faits qui constituent chacun un délit indépendant, ne suffit pas

pour que l'un et l'autre doivent être jugés sur la prévention de l'un d'eux, lors même que la connaissance de l'autre, viendrait à frapper l'oreille du Magistrat pendant les débats.

XI. On a demandé si c'était le même crime ou un crime indépendant, que l'usage fait de la pièce fausse, lorsque l'acte d'accusation ne faisait résulter la prévention de l'accusé que de la fabrication de la pièce.

La Cour de cassation jugea, le 18 octobre 1811, au rapport de M. Vasse, que c'était le même fait; qu'en conséquence la question de l'usage fait de la pièce fausse avait dû être posée.

ARTICLE CCCLXII.

Lorsque l'accusé aura été déclaré coupable, le Procureur-Général fera sa réquisition à la Cour pour l'application de la loi.

La partie civile fera la sienne pour restitution et dommages-intérêts.

OBSERVATIONS.

I. Le Législateur s'est occupé, dans les articles précédens, du cas où le Jury a déclaré que l'accusé *n'est pas coupable*. Il indique dans celui-ci, et dans les suivans, la forme de procéder lorsque l'accusé *est déclaré coupable*.

Aussitôt qu'il a été donné lecture par le Greffier de la déclaration du Jury, en exécution de l'art. 357, le Procureur-Général doit requérir l'application de la peine; en rapprochant le fait déclaré des articles correspondans du Code pénal.

Si le Procureur-Général s'était trompé sur cette application, la Cour d'Assises ne serait pas tenue de déférer à sa réquisition.

II. Si c'est un *Fonctionnaire public* qui a été mis en jugement, et qui a été déclaré coupable, le Procureur-Général doit rechercher dans le Code pénal, s'il a réglé *spécialement* la peine qui doit lui être infligée.

Si le Code pénal n'a rien statué relativement au crime dont le Fonctionnaire public s'est rendu coupable, le Procureur-Général doit motiver ses réquisitions sur l'art. 198 du même Code.

III. Lorsque le Procureur-Général a requis l'application de la peine dans l'intérêt de la vindicte publique, la partie civile doit prendre ses conclusions dans son intérêt personnel; mais elle n'y est recevable qu'autant qu'elle a déclaré se rendre partie civile *avant* la clôture des débats. (*Art. 67.*)

Si elle avait laissé rendre l'arrêt de condamnation, sans avoir formé sa demande en restitution et en dommages-intérêts, elle n'y serait plus recevable, même par la voie civile. (*Art. 359.*)

Si le plaignant ne s'était pas rendu partie civile, ses actions demeureraient entières pour les faire valoir devant les Tribunaux compétens. (*Art. 3.*)

IV. Si le plaignant n'avait déclaré se rendre partie civile qu'*après* la clôture des débats, et que, par ce motif, il eût été déclaré non-recevable dans sa demande, aurait-il perdu, par sa déclaration *tardive*, le droit de porter son action devant les Tribunaux civils?

Nous ne le pensons pas. Sa déclaration tardive n'ayant pu le constituer partie civile, il reste nécessairement dans la classe d'un simple plaignant.

V. La Cour d'Assises rendrait un arrêt nul, si elle adjugeait des dommages-intérêts à une partie qui n'en aurait pas formé la demande, lors même qu'elle aurait été fondée à en réclamer. (*Arrêt rendu au rapport de M. Rataut, le 15 novembre 1811.*)

ARTICLE CCC LXIII.

Le Président demandera à l'accusé s'il n'a rien à dire pour sa défense.

L'accusé ni son conseil ne pourront plus plaider que le fait est faux, mais seulement qu'il n'est pas défendu ou qualifié délit par la loi, ou qu'il ne mérite pas la peine dont le Procureur-Général a requis l'application, ou qu'il n'emporte pas de dommages-intérêts au profit de la partie civile, ou enfin, que celle-ci élève trop haut les dommages-intérêts qui lui sont dûs.

OBSERVATIONS.

I. LORSQUE le Procureur-Général a fait sa réquisition, et que la partie civile a formé sa demande en dommages et intérêts, le Président doit interpellier l'accusé de répondre.

Cette interpellation doit être consignée au procès-verbal; car l'accusé ne peut être jugé sans avoir été entendu, ou sans avoir été mis à même de se défendre; et il doit être constaté que la faculté lui en a été laissée.

Mais si, sur le motif que l'accusé n'a pas été invité à proposer sa défense, il parvenait à faire prononcer l'annulation de l'arrêt qui l'aurait condamné, l'arrêt seul devrait être annulé. Le renvoi à faire devant une autre Cour d'Assises, devrait avoir pour unique objet de faire prononcer un nouvel arrêt sur la déclaration du Jury, après avoir entendu l'accusé dans sa défense.

II. L'accusé répondant aux réquisitions du Procureur-Général, et aux demandes formées par la partie civile, ne peut plus plaider que le fait est *faux*; il doit raisonner d'après la déclaration du Jury, telle qu'elle a été faite; il peut seulement

soutenir que le fait, tel qu'il a été déclaré, n'est défendu ou qualifié délit par la loi; que la peine requise par le Procureur-Général, n'est pas celle qui s'applique au fait reconnu; qu'il n'est pas dû de dommages-intérêts à la partie civile, ou qu'elle élève trop haut ses prétentions.

III. L'art. 363 ne dit pas que le Procureur-Général et la partie civile pourront répliquer, mais il ne leur interdit pas cette faculté; de sorte que, s'ils la réclamaient, elle devrait leur être accordée; puis, la parole devrait être offerte de nouveau à l'accusé, qui doit toujours l'avoir le dernier, lorsqu'il veut profiter de cet avantage. (*Art. 335.)

S'il garde le silence, il doit être passé outre au jugement.

ARTICLE CCCLXIV.

La Cour prononcera l'absolution de l'accusé, si le fait dont il est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale.

OBSERVATIONS.

I. Dans le cas d'absolution, comme dans celui d'acquiescement, l'accusé doit être mis en liberté, s'il n'est retenu pour autre cause; cependant, il ne faut pas confondre les deux cas.

L'accusé ne peut être *acquitté*, que lorsqu'il a été déclaré *non-coupable*.

Lorsque sa culpabilité a été déclarée, si le fait dont il a été déclaré convaincu n'a pas été qualifié délit par la loi, que conséquemment il ne puisse lui être appliqué aucune peine, c'est seulement un arrêt d'*absolution* qui doit être prononcé.

II. L'*absolution* doit être prononcée par arrêt, d'après une délibération de la Cour; il ne suffit pas d'une simple ordonnance du Président.

III. Il y a encore cette différence entre les deux espèces, que l'accusé *acquitté* ne peut être remis en jugement, lors même que l'ordonnance d'acquit serait annulée pour vice de forme dans l'instruction, tandis que, lorsque l'arrêt d'*absolution* est annulé sur le motif que le fait déclaré constitue réellement un crime, un délit ou une contravention, il y a lieu à renvoi devant une autre Cour, pour l'application de la peine.

IV. Si le caractère du crime a simplement changé, et que d'après les débats il présente à punir un délit ou une contravention, ce n'est pas le cas de prononcer l'absolution de l'accusé; il doit être condamné aux peines correctionnelles ou de police, qui s'appliquent au délit ou à la contravention dont il a été déclaré convaincu. (Art. 365.)

V. Pour ne pas laisser impuni un fait qui peut être *blamable* ; sans cependant avoir été prévu ni puni par la loi, le Législateur ne pouvait ériger l'arbitraire en principe ; il était préférable d'ordonner l'*absolution* du coupable ; car ce n'est que le mal du moment, puisqu'une loi nouvelle peut remplir la lacune qui se trouve dans la loi existante ; tandis que l'arbitraire dans les jugemens serait un mal sans remède, en substituant la volonté de l'homme à celle de la loi.

Le Législateur a bien fixé un *maximum* et un *minimum* de peines pour le même genre de crime ; mais il y a loin de là à accorder aux tribunaux le droit de punir, comme criminelle, une action que la loi n'a pas cru devoir considérer comme telle.

VI. Nous examinerons sur l'article 410, si les arrêts d'*absolution* peuvent être attaqués en cassation, sur d'autres motifs que celui tiré de ce qu'il n'a pas été appliqué de peines au fait reconnu ; et si l'annulation de l'arrêt par tout autre motif, peut produire l'effet de soumettre l'accusé à un nouveau jugement : ce que nous dirons seulement, quant à présent, c'est que l'accusé *absous* ne peut pas plus être remis en jugement pour le même fait, que l'accusé *acquitté*. Dans l'un, comme dans l'autre cas, *tout est jugé*, puisqu'il y a eu appréciation par le Jury, du fait imputé à l'accusé.

Il n'y a lieu à exercer de nouvelles poursuites lorsqu'il survient de nouvelles charges, que dans le cas où la Chambre du conseil ou la Chambre d'accusation a déclaré n'y avoir lieu à suivre que par défaut d'indices suffisans de la culpabilité du prévenu.

ARTICLE CCCLXV.

Si le fait est défendu, la Cour prononcera la peine établie par la loi, même dans le cas où, d'après les débats, il se trouverait n'être plus de la compétence de la Cour d'Assises.

En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule prononcée.

OBSERVATIONS.

I. L'accusé ne peut être *acquitté* ni *absous*, lors même qu'il n'a pas été déclaré convaincu du *crime* qui lui est imputé, s'il résulte de la déclaration du Jury qu'il s'est rendu coupable d'un *délit* ou d'une *contravention* ; c'est-à-dire, si par suite des débats, le crime qui lui est imputé ne présente qu'un délit ou une contravention à réprimer.

La Cour d'Assises doit prononcer, dans ce cas, les peines correctionnelles ou de police que la loi a attachées au genre de délit ou de contravention dont l'accusé a été déclaré convaincu.

Il en était déjà de même sous l'empire du Code de brumaire an iv. (Art. 434.)

Il serait, en effet, contre toute raison, que lorsqu'il y a conviction acquise du délit ou de la contravention, l'accusé fût renvoyé à un nouvel examen, devant un Tribunal correctionnel ou de police.

Ce serait soumettre la déclaration du Jury à une *révision*, et multiplier les longueurs et les frais sans aucun objet d'utilité.

II. L'article 434 du Code de brumaire an iv, ajoutait que la Cour de Justice criminelle prononcerait les peines correctionnelles ou de police *en dernier ressort*; ce que ne porte plus le Code d'instruction criminelle; mais c'était une disposition surrogatoire qui devait disparaître dans la nouvelle rédaction.

III. On a souvent abusé de l'article 434 du Code de brumaire an iv; mais cet abus n'est plus à craindre, puisque la question de *culpabilité* ne doit plus être divisée entre le fait constitutif du crime et la moralité de l'action.

Lorsque l'accusé est déclaré *coupable*, il n'y a plus à examiner dans quelle intention il a commis le crime : son intention *criminelle* résulte nécessairement de la déclaration faite, qu'il est *coupable*.

Il en est de même, lorsque le Jury a déclaré l'accusé *non-coupable*; sa déclaration renferme implicitement la preuve que l'accusé n'a pas commis le crime, ou que, s'il l'a commis, il n'a pas agi avec *mauvaise* intention.

IV. L'article 365 n'est applicable qu'au cas où l'accusé a été déclaré *coupable du fait* qui a donné lieu aux poursuites; mais sans l'avoir commis avec des circonstances tendantes à lui imprimer le caractère de *crime*.

La Cour n'ayant plus à prendre en considération que le fait *en lui-même* dépourvu de ses circonstances, elle ne doit appliquer que les peines prononcées par la loi, pour la répression du genre de délit déclaré.

V. Ce serait mal entendre l'article 365, que d'en induire que la Cour d'Assises est autorisée à prononcer des peines correctionnelles ou de police contre l'accusé, lors même que le Jury ne l'a pas déclaré coupable.

Lui donner cette explication, ce serait violer ouvertement les art. 358 et 364.

Aussi la Cour de cassation annulait-elle, le 26 mai 1808, un arrêt rendu par une Cour de Justice criminelle qui avait condamné un accusé à des peines de police, quoiqu'il fût intervenu en sa faveur une déclaration *négative* du Jury.

La Cour de Justice criminelle s'était fondée sur des faits qu'elle prétendait résulter des pièces du procès, dont l'appréciation n'avait pas été soumise au Jury; mais lorsque le Jury a prononcé, il ne reste plus dans les attributions de la Cour d'Assises que de faire l'application de la loi pénale au fait *déclaré*, ou de prononcer son *acquiescement* ou son *absolution*.

L'accusé ne devant être condamné à aucune peine, lorsque le Jury ne l'a pas

déclaré coupable, il ne peut l'être non plus aux frais du procès qui ne sont en matière criminelle, correctionnelle et de police, que l'*accessoire* des condamnations aux peines prononcées par la loi : c'est ce que la Cour de cassation jugea le 18 germinal an 10.

VI. Lorsque l'acte d'accusation a porté sur plusieurs crimes, et que la conviction est déclarée sur tous à la charge de l'accusé, c'est la peine la plus forte seulement qui doit lui être appliquée; de sorte que si l'accusé avait été déclaré coupable d'un crime qui emportât la peine de quinze années de fers, et d'un autre crime qui emportât celle de dix années, il devrait être condamné à quinze années, et non pas à vingt-cinq en cumulant les deux peines qu'il aurait encourues; ce qui ne doit cependant s'appliquer qu'au crime commis avant la mise en jugement de l'accusé; car, si depuis sa condamnation il se rendait coupable d'un nouveau crime, il devrait être condamné à la peine de ce crime sur de nouvelles poursuites, pour la subir après l'expiration de celle qui lui aurait d'abord été appliquée. On en trouve un exemple dans l'article 245 du Code pénal.

VII. Si les peines ne peuvent être cumulées par le même arrêt, sur la tête de l'accusé déclaré coupable de plusieurs crimes par la déclaration du Jury, il n'en est pas de même des réparations civiles résultantes des divers crimes déclarés à sa charge.

VIII. Quelle que soit la nature des peines, elles n'impriment aucune flétrissure à la famille du condamné. Un décret de l'Assemblée constituante, du 21 janvier 1790, l'a déclaré d'une manière solennelle par son article 2, en ces termes :

« Les délits et les peines étant personnels, le supplice d'un coupable et les condamnations infamantes quelconques, n'impriment aucune flétrissure à sa famille, »
 « l'honneur de ceux qui lui appartiennent n'est nullement entaché, et tous conti- »
 « nueront d'être admissibles à toutes sortes de professions, d'emplois et de di- »
 « gnités. »

Cette loi n'a jamais été rapportée.

Son article premier ne l'a jamais été non plus, il porte que « les délits du même »
 « genre seront punis par le même genre de peines, quels que soient le rang et l'état »
 « des coupables. »

IX. Pour que la Cour d'Assises soit autorisée à prononcer des peines correctionnelles ou de police, il faut que le fait déclaré à la charge de l'accusé soit le même que celui qui a fait l'objet de l'accusation, et qu'il ait seulement perdu le caractère qui le faisait rentrer dans la compétence de la Cour d'Assises.

« Lorsque dans le cours des débats, porte l'art. 361, l'accusé aura été inculpé »
 « sur un autre fait, le Président, après avoir prononcé qu'il est acquitté de l'accusa- »
 « tion, ordonnera qu'il soit poursuivi à raison du nouveau fait. »

Ce n'est que par suite de cette disposition que l'art. 365 décide que : « Si le fait » est défendu , la Cour prononcera la peine établie par la loi , lors même qu'il se » trouverait n'être plus de la compétence des Cours d'Assises. »

En isolant ce dernier article , on pourrait peut-être en induire qu'il suffit que le fait dont l'accusé est déclaré coupable , soit *défendu* , pour que la Cour d'Assises soit autorisée à appliquer à son auteur la peine prononcée par la loi.

Mais la disposition de l'article 365 se modifie nécessairement par celle de l'article 361 ; de sorte que son véritable sens est que la Cour d'Assises ne doit appliquer de peines à l'accusé , qu'autant qu'il ne s'agit pas d'un fait *nouveau* , d'un *autre* fait que celui porté dans l'acte d'accusation ; que s'il s'agit d'un *autre* fait , d'un *nouveau* fait , elle doit simplement ordonner que l'accusé sera *poursuivi* à raison de ce fait.

X. Que faut-il entendre par ces mots *autre fait* , *nouveau fait* ?

C'est un fait qui n'a pas été l'objet de l'accusation.

Il ne peut être posé , en effet , au Jury d'autres questions que celles qui résultent de l'acte d'accusation ; et c'est précisément parce qu'il ne peut en être posé aucune , *étrangère* à cet acte , que l'art. 361 a ordonné le renvoi pour être procédé à de nouvelles poursuites , sur les nouveaux faits dont la connaissance peut être acquise pendant les débats.

XI. Si le Jury ne trouve pas l'accusé coupable du fait principal , il n'a rien à répondre sur les circonstances qui pourraient en aggraver la culpabilité , et par suite , le renvoi pur et simple de l'accusé doit être prononcé.

Cependant , si le Jury qui ne trouve pas l'accusé coupable du fait principal dans toute la latitude que lui a donnée l'acte d'accusation , l'en reconnaît néanmoins coupable sous certaines modifications , il doit le déclarer ainsi , pour mettre la Cour d'Assises à même d'appliquer des peines correctionnelles ou de police au fait déclaré.

Ceci va être rendu sensible par un exemple.

Supposons que l'accusé fût prévenu d'une escroquerie à l'aide d'un faux , et que le Jury eût déclaré qu'il n'y pas eu faux , mais simple escroquerie , la Cour , en acquittant l'accusé de la prévention de faux , doit lui appliquer des peines correctionnelles pour raison de l'escroquerie : car l'escroquerie , dans l'état des choses , n'est pas un fait nouveau , mais une modification du fait principal.

XII. Il n'en serait pas de même si le fait dont la connaissance est acquise aux débats , n'avait aucune connexité avec celui porté dans l'acte d'accusation , comme dans le cas où l'accusé serait prévenu d'avoir commis un vol , le 8 août à Paris , lorsqu'il résulterait des débats qu'il en aurait commis un autre le 10 juillet , à Melun. Ce serait un fait *nouveau* qui rentrerait dans la disposition de l'art. 361.

XIII. Sur une demande en délaissement d'immeubles , en vertu d'un acte sous-

seing privé, dont les signatures avaient été reconnues en Justice, la dame Pierra, contre laquelle cette demande était formée, avait rendu plainte en faux principal contre le sieur Lenti qui avait produit cet acte.

Le 14 novembre 1810, il était intervenu arrêt par lequel la Cour de cassation, prononçant par voie de règlement de Juges, avait renvoyé la connaissance de ce faux à la Cour de Justice criminelle spéciale de Turin.

Par son arrêt du 5 juin 1811, cette Cour avait acquitté Lenti du crime de faux qui lui était imputé; mais elle l'avait déclaré convaincu d'abus de blanc seing et d'escroquerie, et elle l'avait par suite condamné à des peines correctionnelles.

Sur son recours en cassation, Lenti soutint que la Cour spéciale de Turin n'ayant été saisie, par l'arrêt de renvoi, que du crime de faux, sa compétence avait cessé à l'instant qu'elle avait reconnu qu'aucun faux n'était imputable à l'accusé. Il prétendit, par suite, qu'il y avait eu de la part de la Cour de Turin violation des règles de compétence et fausse application de l'art. 434 du Code de brumaire an iv.

A l'appui de ce système, il disait qu'un délit correctionnel, quoique *incident* et *connece* au crime qui fait l'objet de l'accusation, ne peut rentrer dans la compétence du Tribunal saisi, lorsqu'il peut avoir une existence *indépendante*.

Et en appliquant cette théorie au fait particulier, il en concluait que l'abus du blanc seing et l'escroquerie qui lui étaient reprochés, n'étant pas une modification du crime de faux qui lui avait été mal à propos imputé, la Cour de Turin aurait dû délaissier aux parties à se pourvoir sur le délit d'abus de blanc seing et d'escroquerie.

Les réclamans s'autorisaient d'un passage du nouveau Répertoire de Jurisprudence, dans lequel ils puisaient une distinction entre l'escroquerie que l'on n'a pu commettre qu'à l'aide du faux, et l'escroquerie qui peut exister indépendamment du faux; ils citaient des arrêts qu'ils dataient des 20 pluviôse, 7 germinal et 7 pluviôse an xiii, 6 février 1806 et 9 septembre 1808, qu'ils prétendaient avoir jugé dans ce sens.

Mais les Défendeurs répliquaient que cette doctrine n'était point applicable à l'espèce où l'abus du blanc seing, l'escroquerie et le faux n'étaient que des délits qui avaient tous eu le même objet, celui de s'emparer des immeubles qui faisaient la matière du procès.

La cause portée à l'audience de la Cour de cassation, du 23 août 1811, le pourvoi fut rejeté au rapport de M. Charles, sur les réquisitions de M. Thuriot, d'après les considérans qui suivent :

« Attendu que la Cour qui a rendu l'arrêt attaqué, n'a ni violé les règles de sa » compétence, ni commis aucun excès de pouvoir, soit parce qu'elle a été léga- » ment saisie d'une prévention de faux, soit parce que les circonstances » de ce faux ayant été atténuées aux débats, elle a pu, d'après les articles 434 du » Code de brumaire an iv, et 589 de celui d'instruction criminelle, infliger une » peine correctionnelle. »

ARTICLE CCCLXVI.

Dans le cas d'absolution, comme dans celui d'acquiescement ou de condamnation, la Cour statuera sur les dommages-intérêts prétendus par la partie civile ou par l'accusé; elle les liquidera par le même arrêt, ou commettra l'un des Juges pour entendre les parties, prendre connaissance des pièces, et faire du tout son rapport, ainsi qu'il est dit art. 358.

La Cour ordonnera aussi que les effets pris seront restitués au propriétaire.

Néanmoins, s'il y a eu condamnation, cette restitution ne sera faite qu'en justifiant, par le propriétaire, que le condamné a laissé passer les délais sans se pourvoir en cassation, ou, s'il s'est pourvu, que l'affaire est définitivement terminée.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 366, dans sa première partie, ne fait qu'appliquer les dispositions de l'art. 358, au cas d'absolution ou d'acquiescement de l'accusé.

Dans l'un comme dans l'autre cas, la Cour doit statuer sur les dommages-intérêts respectivement prétendus, et elle doit en faire la liquidation par le même arrêt.

Lorsque la Cour ne se trouve pas suffisamment instruite pour déterminer le montant des dommages-intérêts, elle doit commettre un de ses Membres pour entendre les parties, pour prendre connaissance des pièces et pour en faire son rapport à l'audience, au jour indiqué; mais le jugement ne doit être prononcé qu'après avoir ouï de nouveau les parties, lorsqu'elles le requièrent, et qu'après avoir entendu de nouveau l'Officier du Ministère public; ce qui est de rigueur.

II. Quoique l'article 366 ne renvoie pas à l'article 359, ses dispositions ne lui sont pas moins communes; de sorte qu'avant de statuer, la Cour doit examiner si la demande en dommages-intérêts a été formée en temps utile, et si la partie a le droit de la former; c'est-à-dire, si elle n'est pas formée contre des tiers.

III. Le renvoi de l'affaire à l'examen d'un des Magistrats de la Cour, ne préjuge rien sur la recevabilité de l'action, ni sur le droit des parties; ce renvoi est de pure forme.

IV. La restitution des objets volés doit être ordonnée, dans tous les cas, en faveur de la personne à laquelle ils appartiennent.

Si la Cour d'Assises ne l'avait pas prononcée, le propriétaire de ces objets serait recevable à la demander, lors même que l'arrêt aurait acquis l'autorité de la chose jugée; car il ne peut y avoir aucune fin de non-recevoir à opposer, pour se dispenser de la restitution de la chose volée, à celui qui en a été dépouillé.

Mais la restitution ordonnée ne doit se faire que lorsqu'il n'y a pas eu de recours en cassation, et c'est à celui en faveur duquel la restitution est ordonnée, à en justifier: ce qui lui est facile au moyen du certificat qu'il s'en fait délivrer par le Greffier.

V. S'il restait quelques co-accusés à juger, il serait prudent de surseoir à la remise des objets volés, jusqu'après l'arrêt qui aurait prononcé sur leur sort.

Le Code d'instruction criminelle ne l'a cependant pas ainsi ordonné; mais la Cour d'Assises doit prendre, en pareil cas, toutes les mesures qu'elle juge convenables.

Si la Cour ordonne que la remise sera faite de suite, ce ne doit être qu'à la charge de représenter les objets restitués, *s'il y a lieu*, et qu'après qu'il en aura été dressé un procès-verbal descriptif. (*Argument tiré de l'art. 474.*) Cet article laisse en effet à la sagesse de la Cour à ordonner la remise des pièces de conviction dans le cas de condamnation de l'accusé *par contumace*, en prenant les mesures commandées par les circonstances.

VI. Dans le cas d'*acquiescement*, l'accusé serait-il autorisé à demander acte de la saisie-arrest qu'il entend faire, pour sûreté de ses dommages-intérêts, des objets dont la restitution est ordonnée?

Rien ne peut y mettre obstacle.

Le Code d'instruction criminelle n'indique pas, il est vrai, cette forme de procéder, d'une manière expresse; mais l'accusé à un titre dans l'arrêt qui lui adjuge des dommages-intérêts; et quoiqu'il puisse être exercé un recours contre cet arrêt, il n'en autorise pas moins des actes conservatoires.

VII. Une question plus difficile peut se présenter; elle consiste au point de savoir si la partie civile à laquelle il a été fait un vol considérable, et qui s'est bornée devant la Cour d'Assises à former sa demande en dommages-intérêts, est recevable à se pourvoir au civil en restitution des choses volées qui sont restées dans les mains du condamné.

Contre cette demande on peut invoquer les dispositions de l'art. 3 du Code d'instruction criminelle, qui n'autorise la reprise de l'action civile, que dans le cas où son exercice a été suspendu par des poursuites criminelles, et faire l'application des principes généraux qui refusent à la partie civile l'exercice d'une nouvelle action au civil, lorsqu'elle a figuré dans l'affaire devant les Tribunaux criminels.

Mais la partie civile peut répondre que la demande en restitution des choses volées est *indépendante* de l'action en réparation du délit; que rien ne peut auto-

riser le voleur à retenir la chose dont il s'est emparé; qu'aucune fin de non-recevoir ne peut être capable de produire un pareil effet, au préjudice de celui qui a été reconnu le véritable propriétaire.

La partie civile peut ajouter que quand elle n'aurait pas formé sa demande en restitution de la chose volée, pendant le cours des débats, elle n'en serait pas moins recevable à la former par simple requête à la Cour d'Assises, si les objets volés se trouvaient déposés dans son greffe; que la même action ne peut lui être interdite dans le cas où l'accusé condamné serait parvenu à la soustraire aux recherches pendant la poursuite de son procès.

Ces considérations nous paraissent être de la plus grande force : elles nous semblent même décisives, en faveur de la partie civile, lorsqu'il résulte de l'arrêt de condamnation, que les objets qu'elle réclame sont réellement sa propriété.

VIII. Mais lorsque la partie civile a formé sa demande en dommages-intérêts devant la Cour d'Assises, et qu'il a été fait droit à sa demande, tout n'a-t-il pas été jugé?

Ne doit-on pas supposer que la Cour a pris en considération dans la fixation qu'elle a faite des dommages-intérêts, la perte présumée que la partie civile a pu éprouver?

L'art. 366 n'a pas mis sur la même ligne les dommages-intérêts auxquels peut avoir droit la partie civile, et la restitution qu'elle peut être dans le cas de réclamer.

Il s'occupe des *dommages-intérêts* dans sa première disposition, et des *restitutions* dans la deuxième.

Il autorise bien la Cour d'Assises à prononcer sur les dommages-intérêts et sur les restitutions; mais le Code ne décide nulle part que lorsque la Cour d'Assises n'a prononcé que sur les dommages-intérêts, il y a fin de non-recevoir contre toute demande en *restitution*.

Le Code ne pouvait pas même le décider de la sorte, puisqu'il était possible que les choses volées eussent passé entre les mains d'une personne qui ne fût pas partie au procès.

IX. Cependant, s'il résultait des considérations de l'arrêt, qu'il a été dans l'intention de la Cour de convertir en dommages-intérêts la restitution des choses volées qui n'auraient pas été représentées, et dont la valeur serait restée inconnue, nous serions d'avis que la partie civile serait non-recevable dans l'exercice d'une nouvelle action en restitution, lors même que par la suite elle viendrait à découvrir que les choses volées seraient d'une valeur plus forte que les dommages-intérêts adjugés; car alors il y aurait *chose jugée*.

X. Ainsi, en point de droit, la demande formée en dommages-intérêts devant la Cour d'Assises, ne rend pas la partie civile non-recevable à former demande par

action civile contre l'accusé condamné, en restitution des choses volées, lorsqu'elles sont restées en sa possession; mais il peut s'élever contre la nouvelle action, une fin de non-recevoir résultant de la chose jugée.

ARTICLE CCCLXVII.

Lorsque l'accusé aura été déclaré excusable, la Cour prononcera conformément au Code des délits et des peines.

OBSERVATIONS.

I. Lorsque l'accusé a proposé pour *excuse* un fait admis comme tel par la loi, et que ce fait a été déclaré *constant* par le Jury, la Cour doit prononcer conformément au Code pénal, c'est-à-dire, des peines *modifiées* d'après la nature du crime dont l'accusé a été déclaré coupable.

Ce serait faire un étalage de doctrine inutile, que de rappeler tous les cas d'excuse adoptés par le Code. Il suffit de rappeler qu'il n'y a d'excuses admissibles, que celles autorisées par une loi *expresse*.

II. Nous avons déjà fait observer sur l'art. 339, qu'il ne faut pas confondre les faits qui rendent les poursuites *non-recevables*, avec les faits qui rendent le crime *excusable*.

Les faits qui constituent une fin de non-recevoir contre l'action, étant des exceptions *péremptoires*, doivent être jugés avant que l'accusé soit présenté aux débats.

Lorsque l'affaire est soumise au Jury, il ne doit plus être question que du crime *en lui-même*; car le Jury n'est le Juge que du point de fait et de la *moralité* de l'action.

L'excuse devant reposer sur un *fait*, la question doit en être posée; la Cour d'Assises ne pourrait la suppléer, lors même qu'elle n'aurait pas été soumise au Jury, et qu'il n'aurait pu dès-lors ni l'admettre, ni la rejeter. (*Art 339.*)

ARTICLE CCCLXVIII.

L'accusé ou la partie civile, qui succombera, sera condamnée aux frais envers l'Etat et envers l'autre partie.

OBSERVATIONS.

I. Sous l'empire de l'ordonnance de 1670, l'accusé condamné n'était pas tenu des frais de poursuites, lorsqu'elles étaient faites à la requête du Ministère public; mais

les Cours étaient autorisées à condamner l'accusé à l'*amende* ; ce qui en était une indemnité pour le Trésor public.

II. L'arrêté du Directoire exécutif du 6 messidor an vi est le premier acte qui ait autorisé la condamnation de l'accusé aux frais de poursuites en matière criminelle, correctionnelle et de police.

Cet arrêté ne l'autorisa que pour les cas où il y avait partie civile en cause.

Il laissa dans toute sa force la loi du 27 septembre 1790, qui mettait les frais de poursuites à la charge du Trésor public.

La loi du 18 germinal an vii fut plus sévère : elle exigea que l'accusé fût condamné aux frais, dans tous les cas, lorsque sa culpabilité était déclarée.

III. L'arrêté du Gouvernement du 6 messidor an vi, chargeait la partie civile de faire l'avance des frais de poursuites, sauf son recours contre l'accusé, dans le cas de condamnation ; et il renfermait à cet égard une disposition tellement générale, qu'il s'en faisait une application rigoureuse aussi bien aux matières criminelles qu'aux matières correctionnelles et de police.

L'arrêté du 6 messidor fut expliqué par l'art. 4 de la loi du 5 pluviôse an xiii, portant qu'en matière *correctionnelle*, la partie civile serait personnellement tenue de l'avance des frais de poursuites, d'instruction et d'exécution des jugemens.

Le même article chargea le Trésor public de faire l'avance des frais en matière criminelle, sauf son recours, soit contre la partie civile, soit contre l'accusé condamné, mais sans que néanmoins ni l'indemnité des Jurés, ni celle des Juges, ni les frais d'exécution pussent entrer dans les avances à recouvrer ; ce qui a été confirmé par l'art. 162 de décret impérial du 18 juin 1811.

IV. Ce décret qui constitue le dernier état de la législation sur cette matière, renferme des dispositions qu'il importe de connaître.

» ART. 157. Ceux qui se seront constitués parties civiles, soit qu'ils succombent » ou non, seront personnellement tenus des frais d'instruction, expédition et signification des jugemens, sauf leur recours contre les prévenus ou accusés qui seront » condamnés, et contre les personnes qui seront civilement responsables du » délit.

» ART. 159. Toutes les fois qu'il y aura partie civile en cause, et qu'elle n'aura » pas justifié de son indigence dans la forme prescrite par l'article 420 du Code » d'instruction criminelle, les exécutoires pour les frais d'instruction, expédition et » signification des jugemens, pourront être décernés directement contre elle.

» ART. 160. En matière de police correctionnelle, la partie civile qui n'aura pas » justifié de son indigence, sera tenue, avant toutes poursuites, de déposer au » greffe, ou entre les mains du Receveur de l'Enregistrement, la somme présumée » nécessaire pour les frais de la procédure.

» Il ne sera exigé aucune rétribution pour la garde de ce dépôt, à peine de concussion. »

V. La loi du 13 germinal an v accordait à la partie civile, pour le recouvrement de ses dommages-intérêts, la préférence sur les frais de Justice ; mais cette disposition de la loi de germinal an vii fut implicitement rapportée par la loi du 5 pluviôse an xiii.

VI. L'exécution des lois relatives aux frais de Justice, présente peu de difficultés dans leur application aux condamnés.

La loi du 18 germinal an vii porte, article premier : « Tout jugement d'un Tribunal criminel, correctionnel ou de police, portant condamnation à une peine quelconque, prononcera en même temps, au profit de la République, le paiement des frais auxquels la poursuite et la punition des crimes ou délits auront donné lieu.

» Art. 2. Lorsqu'il y aura plusieurs accusés ou complices du même fait, la condamnation au remboursement sera prononcée solidairement contre eux. »

Le décret impérial du 18 juin 1811 est conçu à-peu-près dans les mêmes termes ; il porte, art. 156 : « La condamnation aux frais sera prononcée dans toutes les procédures solidairement contre tous les auteurs et complices du même fait, et contre les personnes civilement responsables du délit. »

VII. Sur la contrainte par corps à exercer pour le recouvrement des frais, il faut recourir à nos observations sur l'art. 162, N.^{os} 5 et 6.

L'art. 53 du Code pénal apporte un tempérament à la rigueur de la contrainte par corps qui peut être exercée ; il déclare que le condamné qui justifiera de son insolvabilité, doit être mis en liberté, lorsque son emprisonnement aura duré *une année complète* après l'expiration de sa peine, si la condamnation a été prononcée pour *crime*, et après *six mois*, si elle l'a été pour *délit* ; sauf à reprendre la voie de la contrainte par corps, s'il survient au condamné quelques moyens de solvabilité : sur quoi plusieurs observations à faire.

La première, que l'art. 53 dont nous venons de rappeler les dispositions, n'est relatif qu'aux frais adjugés *au Trésor impérial*, et non à ceux qui l'ont été au profit de la *partie civile*.

La deuxième, qu'il ne s'applique qu'aux frais adjugés en matière *criminelle* et *correctionnelle*, et non à ceux qui l'ont été pour contravention de police ; dont s'occupe l'art. 467. (*Ibid.*)

La troisième, que l'art. 53 met l'amende sur la même ligne que les *frais de poursuite*.

VIII. La partie civile à laquelle il a été adjugé des dommages-intérêts et frais, peut donc s'opposer à ce que la liberté soit rendue au condamné, dans le cas même

d'*insolvabilité* prouvée, et lorsqu'il se serait écoulé plus d'une année depuis l'expiration de sa peine.

IX. Il fut jugé le 5 brumaire an ix, que l'accusé qui succombe doit être condamné à *tous les frais* de poursuites et d'instruction, lors même que les poursuites auraient été *antérieures* à la mise en activité de la loi qui a autorisé à en prononcer la condamnation.

Cet arrêt, qui fut rendu au rapport de M. Ondart, sur les conclusions de M. le Fessier-de-Grand-Pre, prononça l'annulation d'un jugement qui avait déchargé le condamné, du remboursement des frais faits depuis la publication de la loi du 18 germinal an vii, dans un procès commencé avant que cette loi fût mise en activité, sous le prétexte que la condamnation aux frais doit être considérée comme une peine, et que les lois pénales ne peuvent avoir d'effet retroactif.

L'arrêt de cassation fut ainsi motivé :

» Considérant qu'une condamnation aux frais n'a jamais pu être considérée
» comme une peine, et que cette distinction résulte des termes mêmes de la loi
» ci-dessus citée ;

» Considérant, que suivant l'art. 12 de la loi du 12 vendémiaire an iv, les lois
» obligent, dans l'étendue de chaque Département, du jour auquel le bulletin offi-
» ciel où elles sont contenues, est distribué au chef-lieu du Département ; et qu'en
» refusant d'ordonner au profit de la République, sur le réquisitoire du Ministère
» public, le remboursement des frais faits depuis la promulgation de la loi du 18 ger-
» minal an vii, le Tribunal criminel du département de l'Escaut a formellement
» contrevenu à l'article premier de cette loi :

» Par ces motifs, le Tribunal casse, etc. »

Les principes consignés dans cet arrêt, devraient encore recevoir aujourd'hui leur application, si la question se présentait ; ce qui pourrait arriver dans le cas d'un contumax condamné et repris.

X. S'il avait été fait une procédure *inutile*, l'accusé qui succomberait, devrait-il être condamné aux frais qu'elle aurait occasionnés ?

La Cour de cassation se prononça pour la *négative*, par son arrêt du 26 germinal an ix.

Mais cet arrêt devrait-il recevoir son application, dans le cas où l'affaire aurait été renvoyée à la prochaine session pour cause d'*absence* d'un témoin appelé aux débats ?

La question ne peut se présenter que dans le cas où le témoin parvient à se justifier, puisque tous les frais occasionnés par son défaut de comparution, doivent être mis à sa charge, lorsque son excuse est rejetée. (*Art. 355.*)

Mais, cette exception à part, ne convient-il pas d'établir une distinction entre le cas de *force majeure* qui a empêché le témoin de se rendre sur la citation, et

celui où le témoin n'a pas été *régulièrement* cité? On peut dire, dans l'un comme dans l'autre cas, que les *frais* ont été le résultat de poursuites commandées pour la répression du crime.

XI. Si cependant l'instruction était *annulée pour vice de forme*, les frais ne pourraient être mis à la charge de la partie civile, ni à celle de l'accusé condamné; mais le Juge instructeur, auquel le vice serait imputable, pourrait y être personnellement condamné. (*Art. 415 du Code d'instruction criminelle.*)

Quand l'accusé *contumax* repris parviendrait à se faire acquitter, il n'en devrait pas moins être condamné aux frais occasionnés par sa contumace. (*Art. 478 du même Code.*)

XII. Si l'accusé a été prévenu de plusieurs crimes, et que les débats se soient établis cumulativement sur tous; que néanmoins l'accusé n'ait été déclaré coupable que d'un ou de plusieurs, sans l'avoir été de tous, il ne doit être condamné qu'aux frais de poursuite et d'instruction, relatifs aux crimes dont il a été déclaré coupable. (*Arrêt du 11 juin 1808.*)

XIII. Il devrait en être de même si *plusieurs accusés* avaient été mis en jugement pour des délits *indépendans*: ils ne pourraient être condamnés *solidairement* aux frais; car l'article 2 de la loi du 18 germinal an VII, ne prononce la condamnation *solidaire* contre les accusés, que lorsqu'ils se trouvent condamnés *pour le même fait*.

La Jurisprudence a toujours été conforme à ce principe; il y eut arrêt dans ce sens le premier nivôse an XIII, et l'art. 55 du Code pénal a maintenu cette Jurisprudence, qui se trouve de nouveau confirmée par l'art. 156 du décret impérial du 18 juin 1811.

XIV. Si l'accusé déclaré coupable doit être nécessairement condamné aux frais, il ne peut l'être que dans le cas de condamnation à une *peine*. (*Arrêts des 18 messidor an X, 18 germinal et 17 ventôse an XII.*)

XV. Si l'accusé avait été acquitté pour avoir agi *sans discernement*, devrait-il être condamné aux frais?

Cette question se présente à l'audience de la Cour de cassation, le 25 février 1803, dans l'espèce suivante:

Par arrêt du 24 novembre 1807, la Cour de Justice criminelle du département de Rhin et Moselle, en déclarant Théodore Weber acquitté du crime dont il était accusé, par suite de la déclaration faite par le Jury, que Weber avait agi *sans discernement*, l'avait condamné en deux années de prison dans la Maison de correction et aux frais du procès.

Weber s'était pourvu en cassation; il se fondait sur ce qu'ayant été acquitté de l'accusation, il n'avait pu être condamné aux frais.

Mais par arrêt du 25 février 1808, rendu au rapport de M. Buschopp, sur les conclusions de M. Daniels, son recours fut rejeté.

« Attendu que, suivant les articles 1 et 2 du Titre V de la première partie du Code pénal de 1791, la réponse favorable du Jury de jugement, sur la question relative au discernement, ne donne lieu qu'à l'acquittement du crime, et, par suite, »
 » à l'exemption des peines afflictives ou infamantes que la loi y attache; mais qu'un »
 » tel acquittement ne fait pas nécessairement disparaître la culpabilité de l'accusé; »
 » d'où il suit que la détention dans une Maison de correction, que la loi permet aux »
 » Juges d'ordonner dans ce cas, est une véritable peine, qui, par conséquent, »
 » donne lieu à l'application de l'article premier de la loi du 18 germinal an VII. »

Mais si la Cour usant de la faculté que lui laisse l'art. 66 du Code pénal, se bornerait à renvoyer l'accusé à ses parens, pourrait-il être condamné aux frais?

Le renvoi fait de l'accusé à ses parens ne constitue pas une peine; de sorte qu'il serait vrai de dire, dans ce cas, qu'il n'en aurait été prononcé aucune.

C'est à la requête de la Régie de l'Enregistrement et des Domaines, que le recouvrement des frais doit se faire. (*Art. 3 de la loi du 18 germinal an VII.*)

XVI. S'il y avait opposition aux contraintes exercées pour frais adjugés en matière criminelle, correctionnelle ou de police, elle devrait être suivie civilement devant le Tribunal de première instance dans les formes prescrites par les lois de la matière, qui ont été maintenues. (*Avis du Conseil-d'Etat approuvé par Sa Majesté, le premier juin 1807.*)

XVII. Si l'accusé condamné aux frais est décédé après avoir fait sa déclaration de recours en cassation, doit-il être statué sur le pourvoi?

Par arrêt du 28 août 1807, la Cour de cassation déclara n'y avoir lieu à statuer; mais par autre arrêt du 18 mars 1807, les héritiers du condamné s'étant présentés, ils furent admis à proposer leur ouverture de cassation; attendu que si la mort du condamné l'affranchit de la peine, elle n'en laisse pas moins subsister les condamnations civiles.

XVIII. Si les héritiers du condamné parviennent à faire prononcer l'annulation de l'arrêt, se trouvent-ils irrévocablement libérés des *frais* auxquels l'accusé a été condamné?

L'affaire ne peut être renvoyée à de nouveaux débats, puisque des débats ne peuvent s'établir qu'avec l'accusé *personnellement*, ou par *contumace*; d'où suit que s'il n'y avait pas de partie civile en cause, et qu'il ne fût question que des frais adjugés à la partie publique, il n'y aurait aucun moyen d'en poursuivre le recouvrement contre les héritiers de l'accusé présumé mort innocent du crime qui lui était imputé.

XIX. Mais s'il y avait partie civile en cause, ne lui resterait-il plus aucune res-

source pour le recouvrement de ses avances ? Les héritiers de l'accusé se trouveraient-ils libérés de toutes poursuites de sa part ?

Ce serait aller trop loin que de tirer cette conséquence ; il resterait incontestablement à la partie civile, l'exercice de son action civile contre les héritiers de l'accusé, pour obtenir la réparation du dommage qu'elle aurait éprouvé ; mais cette action ne pourrait avoir *directement* pour objet les *frais* de poursuites faites par la voie criminelle, puisque l'action criminelle s'est trouvée irrévocablement éteinte par la mort de l'accusé.

La partie civile se trouverait remise dans la position où elle était avant qu'il fût fait aucunes poursuites criminelles contre l'accusé : l'affaire rentrerait dans la catégorie des actions ordinaires ; et, comme l'action civile est autorisée, pour réparation du dommage causé contre les héritiers de ceux auxquels il est imputable, la partie offensée serait recevable dans l'exercice de son action au civil, comme le serait la partie publique dans la demande qu'elle formerait à fin de confiscation des choses saisies.

C'est ce qui fut jugé, quant à la partie publique, par un arrêt du 9 prairial an ix, quoique le prévenu fût décédé avant toutes poursuites.

Mais toute action devrait être déniée à la partie civile et à la partie publique, si l'arrêt annulé sur le recours du condamné, n'avait prononcé ni dommages-intérêts, ni confiscation ; car alors tout aurait été jugé quant aux dommages-intérêts et à la confiscation ; les parties intéressées auraient à s'imputer de n'avoir pas réclamé contre l'arrêt qui en aurait libéré l'accusé.

XX. Il ne suffit pas d'être *plaignant*, pour être passible de la condamnation aux frais ; il faut s'être rendu *partie civile* ; car il ne suffit plus aujourd'hui d'être plaignant, pour être réputé partie civile.

Le dénonciateur ne peut non plus être condamné aux frais dans aucun cas, sauf l'action en dommages-intérêts réservée à l'accusé ; et sauf à la partie publique à exercer contre lui des poursuites pour délit de calomnie.

L'article 359, qui réserve à l'accusé son action en dommages-intérêts contre son dénonciateur, n'ajoute pas, il est vrai, que le dénonciateur pourra être poursuivi par la voie criminelle, lorsque sa dénonciation est calomnieuse ; mais dès qu'il y a délit dans le fait qui lui est imputé, il y a nécessairement lieu à poursuites par cette voie.

Le dénonciateur ne doit pas être mieux traité, parce qu'il aura aggravé le délit dont il s'est rendu coupable.

Il dirait en vain que sa dénonciation ne peut constituer le délit de calomnie, en ce qu'il ne l'a pas fait dans une réunion publique, ce que le Code exige pour caractériser ce genre de délit ; car s'il a tenu sa dénonciation secrète, il en a *provoqué* la publicité, par la mise en jugement de la personne qu'il a calomniée ; il a fait

indirectement, par une *voie oblique*, ce qu'il n'aurait pu faire *directement* sans commettre un délit : ce serait donc une subtilité déplacée que de vouloir tirer induction de cette circonstance, pour faire jouir le dénonciateur calomnieux, d'une faveur que la loi lui refuserait, s'il s'était rendu beaucoup moins coupable.

XXI. Lorsque le plaignant s'est rendu partie civile, il faut distinguer si c'est en matière *criminelle* ou en matière *correctionnelle*.

La distinction établie par l'article 4 de la loi du 5 pluviôse an XIII, entre les frais de poursuites en matière criminelle et correctionnelle, consiste, 1.^o en ce que c'est à la partie civile à faire *personnellement* l'avance des frais de poursuites, d'instruction et de signification des jugemens en matière *correctionnelle*, tandis que c'est au Trésor public à les avancer en matière *criminelle*; 2.^o en ce que les frais d'*exécution*, en matière criminelle, restent sans recours à la charge du Trésor public, tandis qu'en matière correctionnelle, il doit en être remboursé. (Voyez le décret impérial du 18 juin 1811.)

D'où suit qu'il peut être pris exécutoire des frais de poursuites en matière correctionnelle contre la partie civile, avant même qu'il soit intervenu aucun jugement; et qu'au contraire il ne peut être exercé aucune poursuite contre la partie civile en matière *criminelle*, pour le remboursement des frais, que lorsque l'arrêt définitif est intervenu.

Il en résulte aussi que, lorsque l'accusé a été condamné, le Trésor public peut agir par action *directe* contre la partie civile, pour le remboursement de ses avances, sauf à elle son recours contre l'accusé condamné.

Mais il nous paraît en résulter également que si l'*accusé* est décédé avant d'avoir été jugé, la partie civile ne peut être poursuivie en remboursement des frais, tandis que si le *prévenu* était décédé pendant l'instruction en matière correctionnelle, la partie civile n'en serait pas moins tenue à en faire le remboursement au Trésor public, s'il en avait fait les avances.

XXII. La loi du 5 pluviôse an XIII, et le décret impérial du 18 juin 1811, ne s'étant occupés que des frais de poursuites en matière *criminelle* et *correctionnelle*, peuvent-ils recevoir application aux frais de poursuites devant les Tribunaux de *police*, de telle sorte que la partie civile, en matière de police, soit tenue d'avancer les frais à faire par la partie publique, et qu'elle demeure garante de ceux qui pourraient être adjugés contre la partie condamnée?

L'avance à faire par la partie civile, pour subvenir aux frais de poursuites en matière *correctionnelle*, et la responsabilité mise à sa charge en matière *criminelle*, sont le résultat de lois positives qui dérogent au droit commun; c'est une exception qui ne peut être étendue aux cas qui n'ont pas été prévus.

En matière de *police*, la partie civile n'est tenue à faire aucune avance; elle

ne peut être poursuivie en paiement des frais auxquels le prévenu insolvable a été *condamné* ; mais si le prévenu est acquitté, la partie civile doit être condamnée au remboursement des frais avancés par le Trésor public. (*Art. 161 du Code d'instruction criminelle.*)

XXIII. Si le plaignant, qui s'est rendu partie civile, s'est départi dans les vingt-quatre heures, et dans une forme légale, il ne peut plus être considéré comme partie civile, ni conséquemment être tenu aux frais de poursuites et d'instruction faits *postérieurement* à son désistement. La Cour de cassation le jugea ainsi, par arrêt du 9 messidor an ix, et elle le jugerait à plus forte raison de même aujourd'hui que le Code d'instruction criminelle n'a mis à la charge de la partie civile qui s'est désistée dans les vingt-quatre heures, que les frais faits *avant* son désistement.

Lorsque l'article 368 a parlé de la partie civile, elle a sous-entendu qu'elle aurait conservé cette qualité, en n'usant pas de la faculté que la loi lui accorde de se désister dans les vingt-quatre heures *avant le jugement*. (*Article 66 et 67, ibid.*)

XXIV. Un Fonctionnaire public insulté, qui aurait adressé son procès-verbal à l'Officier de police judiciaire, avec invitation de faire des poursuites, ne pourrait, par ce seul fait, être réputé partie civile, ni conséquemment être passible de la condamnation aux frais, lors même que l'accusé serait acquitté. (*Arrêt du 6 ventôse an ix*) ; et si cela fut ainsi jugé avant la mise en activité du Code d'instruction criminelle, il y aurait une raison de plus pour le juger de même sous l'empire de ce Code, puisqu'il exige une déclaration *formelle* de la part du plaignant qu'il entend se rendre *partie civile*, ou qu'il ait supplée à cette déclaration en prenant des conclusions en dommages-intérêts. (*Art. 66.*)

XXV. Si le plaignant n'a déclaré se rendre partie civile qu'*après* l'instruction faite, est-il tenu au remboursement des frais de poursuites faites *antérieurement* à sa déclaration ?

La loi n'a fait aucune distinction.

Lorsque le plaignant se rend partie civile, il sait quelles sont les obligations qu'il contracte ; il ne peut dès-lors imputer qu'à lui le résultat fâcheux que peut avoir sa déclaration.

La question se présenta le 9 février 1809, à la Section criminelle de la Cour de cassation, sur le recours contre un jugement rendu par un tribunal de police, dans une espèce qui paraissait infiniment favorable ; ce qui n'empêcha pas d'y faire l'application rigoureuse du principe.

Un *plaignant* qui ne s'était pas rendu partie civile, avait été condamné en des dommages-intérêts envers le prévenu : sur son opposition, il avait demandé qu'en rapportant le jugement, le prévenu fût *condamné*.

Le Tribunal de police avait reçu l'opposition ; mais en y prononçant, il avait confirmé son premier jugement, et condamné l'intervenant à *tous les frais*.

Sur son recours en cassation, le plaignant ne proposa que le moyen tiré de ce qu'il n'était intervenu dans la cause, que pour former *opposition* au jugement qui l'avait condamné ; et de ce que néanmoins il avait été condamné aux frais faits *antérieurement* ; mais son recours fut rejeté, attendu qu'il s'était rendu partie civile en prenant des conclusions tendantes à ce que le prévenu fût *condamné*.

S'il s'était borné à demander d'être déchargé des condamnations prononcées contre lui, son recours aurait été fondé, puisqu'il aurait été vrai de dire qu'il aurait été condamné sans avoir été partie dans la cause, ce qui aurait été une violation de tous les principes.

XXVI. Si l'accusé est décédé avant sa condamnation, la partie civile ne peut être recherchée pour le remboursement des frais avancés par le Trésor public, ainsi que nous l'avons observé sous le N.º 21. Mais s'il était intervenu un arrêt de condamnation, et que l'accusé n'eût échappé à la peine qu'il aurait encourue que par sa mort survenue *avant l'exécution*, la partie civile pourrait être actionnée en remboursement des frais.

XXVII. Si l'arrêt de condamnation prononcé contre l'accusé décédé, était annulé sur son recours en cassation, y aurait-il même raison de décider ?

On peut dire que c'est par suite de la plainte que les poursuites ont été faites, et que c'est à celui qui les a occasionnées à en supporter les frais.

Mais on peut répondre que si le plaignant ne s'était pas rendu partie civile, les mêmes poursuites n'en auraient pas moins dû se faire, dès qu'il y avait prévention de *crime* ; que l'art. 4 de la loi du 5 pluviôse an XIII, chargeant la partie publique de faire l'*avance* des frais d'instruction en matière criminelle, lors même qu'il y a partie civile, a suffisamment manifesté son intention que la partie civile ne pût être recherchée, tant qu'il n'y a rien de jugé d'une manière irrévocable.

XXVIII. Une loi du 5 septembre 1807, a réglé la manière dont doit s'exercer le privilège accordé au Trésor public, par l'art. 2098 du Code Napoléon, pour le recouvrement des frais de Justice en matière criminelle, correctionnelle et de police.

Cette loi se trouve au Bulletin 158, page 54, année 1807.

Quoique la loi du 5 septembre 1807 ne semble s'occuper que du privilège accordé au Trésor public, sur les biens *des condamnés*, elle n'en est pas moins applicable aux parties civiles, contre lesquelles le remboursement des frais peut être poursuivi.

Nous ne transcrivons pas ici les dispositions de cette loi à laquelle on peut facilement recourir.

Mais le privilège du Trésor public ne se transmet pas à la partie civile qui est contrainte de faire l'avance des frais ; elle n'a que les voies ordinaires pour se procurer la restitution des sommes qu'elle a payées : ainsi elle ne doit pas négliger de prendre une inscription hypothécaire sur les biens du condamné pour la sûreté de sa créance.

XXIX. La loi du 18 germinal an VII, art. 5, voulait que les indemnités accordées à ceux qui avaient souffert un dommage résultant d'un délit, fussent prises sur les biens des condamnés *avant les frais* adjugés au profit de l'Etat ; et l'art. 2098 du Code Napoléon a implicitement confirmé cette disposition de la loi de l'an VII, en déclarant que le Trésor public ne pourrait obtenir de privilège au préjudice des droits *antérieurement acquis à des tiers*.

Mais la partie civile n'avait pas encore été déclarée *responsable* des frais avancés par le Trésor public, lorsque le Code Napoléon fut mis en activité.

La loi du 5 septembre 1807 a changé, sous ce rapport, les éléments de l'ancienne législation. A quelles fins en effet le privilège accordé à la partie civile, par la loi du 18 germinal an VII, lui aurait-il été confirmé, dès que ce privilège ne pouvait plus lui être d'aucun avantage ?

Il serait devenu inutile à la partie civile, puisque se trouvant personnellement débitrice du fisc, il devait lui être indifférent que le Trésor public fût colloqué avant elle, dans l'ordre de distribution du prix des biens discutés sur le débiteur commun.

Ce fut l'observation judicieuse de M. le Conseiller d'Etat Joubert, lorsqu'il présenta le projet de loi du 5 septembre 1807, à la sanction du Corps législatif.

XXX. S'il n'était question que de la restitution de la chose volée, comme cette chose n'aurait jamais appartenu à l'accusé, le Trésor public ne pourrait y prétendre aucun droit ; mais le Procureur-Général pourrait s'opposer à ce que la remise en fût faite à la partie civile, avant qu'elle eût effectué le remboursement des frais de poursuites ; car cette chose en est le gage ; elle doit rester en nantissement au Trésor public, jusqu'à la libération de la partie civile.

XXXI. Tel est le dernier état de la législation, relativement aux frais de Justice en matière criminelle, correctionnelle et de police, dont nous nous étions déjà occupés sur l'art. 121.

Mais s'il nous était permis de présenter quelques considérations sur ce mode d'exécution, nous dirions que s'il y a une exacte justice à ce que la partie civile soit tenue au remboursement des frais, lorsque l'accusé est *acquitté* ou *absous*,

il paraît dur que la personne qui a été volée, maltraitée, soit encore tenue au remboursement des frais de poursuites, dans le cas d'insolvabilité de l'accusé *condamné*.

Si l'intention du Législateur avait été de mettre des bornes à l'intervention des plaignans, tout serait parfaitement en harmonie dans la loi.

Mais en autorisant le plaignant à se rendre partie civile, *en tout état de cause*, le Code d'instruction criminelle, a suffisamment manifesté une intention contraire.

Cette autorisation a été accordée à la partie civile, dans l'intérêt de la société, afin qu'aucun crime ne reste impuni.

En donnant en effet à la partie civile la faculté d'intervenir, le Législateur a voulu procurer un moyen de plus d'acquérir les preuves qui peuvent venir à l'appui de l'accusation.

XXXII. En restreignant les poursuites à faire contre la partie civile, pour le remboursement des frais, au cas de l'acquiescement ou de l'absolution de l'accusé, ce serait entrer dans l'intérêt du Trésor public, comme dans celui de la Justice.

Lorsqu'il n'y a pas de partie civile, tous les frais restent *irrévocablement* à la charge de l'Etat, dans le cas d'*acquiescement* ou d'*absolution* de l'accusé; tandis que s'il y a partie civile, elle en devient responsable.

Quand il n'y aurait qu'un *quart* des accusés qui fussent acquittés ou absous, ce serait un grand soulagement pour l'Etat, que de faire supporter les frais de leur procès par les parties civiles.

Si l'on apporte des obstacles à leur intervention, en laissant à leur charge les frais de poursuites, dans le cas même de *condamnation* de l'accusé, il ne se présentera de parties civiles que dans des cas fort rares, et jamais lorsque la condamnation de l'accusé ne paraîtra pas certaine.

XXXIII. Mais quand l'intérêt du fisc se trouverait compromis, en laissant à sa charge les frais de poursuites, dans le cas de *condamnation*, lorsque l'accusé serait insolvable, cet intérêt pourrait-il être mis en opposition avec celui de la vindicte publique?

Le principal objet du Législateur est de parvenir à la répression des crimes. L'intérêt pécuniaire n'est qu'accessoire; de sorte que, lors même que l'intérêt du Trésor public se trouve en opposition avec celui de la vindicte publique, c'est nécessairement à celui-ci qu'il faut se rattacher.

Mais nous avons établi que les deux intérêts sont inséparables; et si l'on en veut une nouvelle preuve, on la trouvera dans la considération prise de ce que, si l'on éloigne les plaignans de se rendre partie civile, en leur laissant entrevoir

une ruine presque certaine, la recherche des preuves à l'appui de l'accusation demeure toute entière à la charge du Ministère public; lorsque tout engage, au contraire, le plaignant qui s'est rendu partie civile à aider le Ministère public dans ses recherches, à mettre tout en usage pour découvrir les traces du délit, et pour faire saisir le coupable.

Lorsque le plaignant n'intervient pas comme partie civile, le Ministère public reste isolé; il est réduit à ses propres moyens: souvent même la partie lésée, qui ne pourrait se rendre partie civile, sans courir les plus grands risques pour sa fortune, ne dénoncera pas à la Justice le crime dont elle aura été l'objet; elle craindra de se faire un ennemi irréconciliable de celui contre lequel elle portera la plainte; et comme son intérêt *personnel* ne l'engagera pas à cette démarche, il en résultera que beaucoup de délits resteront inconnus; que la vindicte publique ne sera pas satisfaite.

XXXIV. Le Code d'instruction criminelle, dira-t-on, y a suffisamment pourvu, en autorisant le plaignant à se rendre partie civile en tout état de cause; ce qui lui laisse la faculté de n'intervenir que lorsque la condamnation de l'accusé lui paraît à-peu-près certaine.

Le sort de la partie civile ne s'en trouve pas amélioré, dès que, malgré la *condamnation* de l'accusé, elle peut être recherchée personnellement pour le paiement des frais de poursuites antérieures; et que, si elle obtient une indemnité, le Trésor public a privilège sur elle pour faire le recouvrement de ses frais de poursuites.

L'accusé condamné peut d'ailleurs être *insolvable*, et le plaignant devant se rendre partie civile, *avant* la prononciation du jugement, il court encore le risque du renvoi de l'affaire à la session suivante, pour recommencer les débats, lors même que l'accusé aurait été déclaré coupable à l'unanimité par le Jury. (*Art. 352.*)

XXXV. La personne qui a souffert un dommage, peut bien calculer s'il peut lui être avantageux, ou s'il peut lui être préjudiciable d'intervenir au procès qui s'instruit contre l'accusé; mais le maintien de l'ordre social ne peut autoriser un calcul de ce genre.

La police judiciaire chargée de veiller au maintien de l'ordre public, doit agir toutes les fois qu'il y a crime ou délit; et si, dans la crainte de charger le Trésor de l'Etat des frais de poursuites, elle ralentissait ses recherches, elle ne remplirait pas le but de son institution.

XXXVI. Nous pouvons mal voir; il y a même lieu de croire que nous voyons mal, puisque l'opinion que nous émettons, tend à modifier le système d'une loi existante: aussi avons-nous commencé par en développer les principes, et par en recommander l'exécution.

XXXVII. Si le contumax décédait dans les cinq années que la loi lui accorde pour se représenter, l'art. 31 du Code Napoléon le réputant mort dans l'intégrité de ses droits, les frais auxquels il aurait été condamné, ne pourraient être exigés de ses héritiers.

Cet article réserve seulement les actions *de la partie civile*, pour les exercer par la voie civile, sans s'occuper des frais qui peuvent être dûs au Trésor public.

ARTICLE CCCLXIX.

Les Juges délibéreront et opineront à voix basse ; ils pourront , pour cet effet , se retirer dans la Chambre du Conseil : mais l'arrêt sera prononcé à haute voix par le Président, en présence du public et de l'accusé.

Avant de le prononcer , le Président est tenu de lire le texte de la loi sur laquelle il est fondé.

Le Greffier écrira l'arrêt ; il y insérera le texte de la loi appliquée , sous peine de cent francs d'amende,

OBSERVATIONS.

I. Il fut un temps où il était enjoint aux Juges de prononcer leur opinion à *voix haute*, en présence du public ; s'il pouvait en résulter des inconvénients, on pouvait aussi s'en promettre de grands avantages ; mais la forme de délibérer et d'opiner à *voix basse* a prévalu ; et l'article 369 en fait un devoir aux membres de la Cour d'Assises.

II. Si l'affaire paraît susceptible de discussion, la Cour est autorisée à se retirer dans la Chambre du conseil, pour former sa délibération ; mais l'arrêt qui en est le résultat doit être prononcé à l'audience, à *haute voix*, par le Président, en la présence du public et de l'accusé.

III. Lorsque les opinions se sont réunies *en majorité* pour la condamnation de l'accusé, le Président doit donner lecture du texte de la loi pénale dont il va faire l'application ; le Code ne l'exige pas, sous peine de nullité ; cependant le Président ne doit pas négliger de remplir cette formalité, qui a pour objet de convaincre le public et l'accusé, qu'il n'est entré aucun arbitraire dans le jugement.

IV. De son côté le Greffier est tenu de transcrire l'arrêt tel qu'il a été prononcé, et d'y insérer le texte de la loi appliquée ; ce qui n'est pas non plus prescrit sous peine de nullité ; attendu que l'on ne peut faire dépendre la validité de l'arrêt de la négligence du Greffier à remplir ses devoirs.

Mais le Législateur a pris un moyen sûr pour obliger le Greffier à observer cette formalité, en prononçant contre lui, dans le cas d'omission, une amende assez forte pour éveiller sa sollicitude.

V. En exigeant du Président qu'il donne lecture du texte de la loi appliquée, et du Greffier qu'il insère ce texte en entier dans l'arrêt, le Législateur a dit assez clairement qu'il ne peut être prononcé de condamnation, que lorsqu'il existe une loi pénale applicable au fait dont l'accusé a été déclaré coupable : ce n'est jamais, en effet, par induction qu'une peine doit être appliquée.

S'il n'existe pas de loi qui ait prononcé de peines pour la répression du fait dont l'accusé est déclaré coupable, la Cour d'Assises doit prononcer son absolution, sauf au Législateur à remplir pour l'avenir, la lacune qui existe dans le Code pénal.

VI. Quant il aurait été fait une fausse application du texte *de la loi*, s'il en existait une applicable à l'espèce, et que cette loi ne prononçât pas de peines *moins fortes* que celle qui aurait été appliquée, il n'y aurait pas d'ouverture suffisante de cassation contre l'arrêt qui aurait prononcé la condamnation. (*Art. 411.*)

VII. La Cour d'Assises ne doit pas puiser les motifs de sa décision dans d'autres élémens que dans la déclaration du Jury; de sorte que, si le Jury a déclaré que l'accusé *n'est pas coupable*, le Président de la Cour d'Assises doit prononcer son *acquittement*, sans en référer à la Cour; de même que la Cour doit prononcer *l'absolution* de l'accusé, si le fait dont il a été déclaré coupable n'est pas défendu par la loi.

Si la Cour ne s'était pas conformée à ces principes d'une bonne Législation, lors même qu'elle n'aurait prononcé que la peine la plus légère, son arrêt devrait être annullé; c'est ce que la Cour de cassation a jugé par ses arrêts des 18 germinal et 9 messidor an x.

Dans la première espèce, l'accusé avait été condamné à une peine de simple police et aux frais.

Dans la deuxième, l'accusé avait été condamné à garder prison comme *un homme dangereux*.

Si l'accusé était réellement un homme dangereux, la Cour devait appeler sur sa personne, la surveillance de la police *administrative*; à cela se bornaient tous ses droits et tous ses devoirs.

ARTICLE CCCLXX.

La minute de l'arrêt sera signée par les Juges qui l'auront rendu, à peine de cent francs d'amende contre le Greffier, et s'il y a lieu, de prise à partie tant contre le Greffier que contre les Juges.

Elle sera signée dans les vingt-quatre heures de la prononciation de l'arrêt.

OBSERVATIONS.

I. C'est le Greffier que l'article 369 charge de consigner au procès-verbal l'arrêt qui a été prononcé par le Président.

L'article 370 lui impose de plus l'obligation, sous sa responsabilité *personnelle*, d'en faire signer la minute par les Juges qui l'ont rendu, et de la faire revêtir de ces signatures dans les vingt-quatre heures.

II. Lorsque cette formalité n'a pas été remplie, le Greffier doit être condamné à l'amende de cent francs; il peut même être pris à partie, dans le cas de négligence grave.

Le Code ne prononce pas d'amende contre les Juges; il réserve seulement la prise à partie contre eux, *s'il y a lieu*.

III. Il ne peut y avoir de motifs raisonnables de la part des Juges dans le refus de signer l'arrêt, lorsqu'il a été rédigé tel qu'il a été prononcé; mais si le retenu en avait été mal fait, quel parti faudrait-il prendre?

La Cour devrait se réunir et rétablir la rédaction dans les termes que l'arrêt a été prononcé; car, ce qui a été prononcé est un droit acquis aux parties.

IV. Si quelques Juges refusent de signer, le Greffier doit les inviter à motiver leur refus sur son registre; s'ils ne défèrent pas à son invitation, il doit en dresser procès-verbal pour mettre sa responsabilité à couvert.

V. Quoique l'art. 370 exige que la minute de l'arrêt soit revêtue de la signature des Juges qui l'ont rendu, il n'est cependant pas nécessaire, pour sa régularité, que tous les Juges qui l'ont rendu l'aient signé, pourvu qu'il résulte du procès-verbal de la séance, que le nombre des Juges requis a réellement coopéré à le rendre, et qu'il soit signé de la *majorité*.

VI. Les arrêts ne pouvant se former que de l'avis de la majorité, il n'est pas à présumer que cette majorité refuse d'y apposer sa signature.

Ce ne sera donc jamais qu'une simple *minorité* qui refusera de signer, et ce refus ne peut être d'aucune importance; aussi l'art. 370 s'est-il borné à exiger la signature *des Juges qui ont rendu l'arrêt*, sans dire que *tous* les Juges qui auront été appelés à le rendre, doivent y apposer leur signature; ce qui ne peut avoir été fait sans motif: car le Code de brumaire an iv, que le Législateur avait sous les yeux, exigeait (art. 438) que les arrêts fussent signés des *cinq* Juges qui devaient coopérer à les rendre, et il l'exigeait ainsi, sous peine de *nullité*.

VII. Il arrivait néanmoins quelquefois que des Juges en *minorité* refusaient de signer les arrêts, ou qu'après les avoir signés, ils protestaient contre leur signature;

mais la Cour de cassation ne prononçait jamais dans ce cas l'annulation des arrêts, attendu qu'il ne peut dépendre d'une minorité capricieuse, de faire la loi à la majorité.

VIII. Cette Jurisprudence peut s'appuyer des dispositions de l'art. 1016 du Code de procédure civile.

Après avoir déclaré que le jugement arbitral doit être signé par chacun des Arbitres, l'article ajoute que dans le cas où la *minorité* refuserait de signer, le jugement qui serait signé par la *majorité*, devrait recevoir le même effet que s'il avait été signé de *tous*.

Mais s'il suffit, pour la validité du jugement, qu'il ait été signé par la *majorité*, il faut que tous les Arbitres aient concouru à le rendre; c'est ce qui fut jugé par la Section des requêtes de la Cour de cassation, le 4 mai 1809.

Cependant, l'un des Arbitres se serait retiré avant la rédaction du jugement convenu en sa présence, que son absence ne pourrait l'annuler, il suffirait de la mention qui en serait faite. (*Arrêt de la Section civile du 5 décembre 1810.*)

IX. Mais la *majorité* n'est pas toujours relative au nombre des Juges qui composent la Cour d'Assises.

Dans le cas de l'art. 351, la *majorité* des Membres de la Cour d'Assises doit être de *quatre* pour constituer la *majorité*, aux fins de faire prononcer l'*acquiescement* de l'accusé.

Ainsi donc, lorsque la Cour d'Assises est appelée à réunir son suffrage à celui du Jury, il faut que l'arrêt d'*acquiescement* soit signé au moins par quatre des Juges, pour qu'il le soit réellement par la *majorité*.

Mais lorsqu'il y a *condamnation* de l'accusé, il suffit de la signature de trois des Juges, car trois alors constituent une *majorité suffisante*.

On peut objecter que le vœu individuel à émettre par les Membres de la Cour d'Assises, dans le cas de l'art. 351, est *indépendant* de l'arrêt dont il ne fait que préparer la décision; mais, comme chaque Juge n'est pas tenu de signer son vœu individuel sur les questions posées, il en résulte que ce n'est que par la signature de l'arrêt, que son vœu devient constant.

X. Dans le cas de l'application de l'art. 352, c'est-à-dire, lorsque l'accusé déclaré coupable par le Jury, est renvoyé à la session suivante pour être jugé de nouveau, l'arrêt ne pouvant être rendu qu'à l'*unanimité*, que deviendra l'arrêt qui n'aura été signé que par *quatre* des Juges?

Faudra-t-il que l'arrêt s'exécute malgré le défaut de signature de l'un d'eux?

Faudra-t-il annuler l'arrêt, et renvoyer devant une autre Cour pour l'application de la peine à la vue de la déclaration existante du Jury?

Si, d'une part, il faut l'unanimité des suffrages des Membres de la Cour, pour faire prononcer le renvoi de l'affaire à la session suivante, lorsque l'accusé est déclaré coupable à la majorité absolue, et si cette unanimité ne peut être légalement constatée que par la signature de tous les Juges qui ont coopéré à prononcer le renvoi; il faut convenir aussi qu'il y a droit acquis à l'accusé par la prononciation de l'arrêt qui a ordonné le renvoi.

Le Code n'ayant pas prévu le cas, et tout devant s'interpréter en faveur de l'accusé, il faut s'en tenir à cette considération, que le droit lui est acquis par la prononciation de l'arrêt, si le Juge qui refuse de signer n'a pas réclamé avant qu'il ait été prononcé.

On doit supposer alors que tout s'est passé régulièrement, et que le Juge qui refuse de signer ne le fait que par suite d'un changement de volonté qui ne peut être préjudiciable à l'accusé.

XI. L'art. 37 du décret impérial du 30 mars 1808, renferme une disposition qui doit recevoir son application en matière criminelle comme en matière civile, dans le cas qu'il a prévu.

Il porte que,

« Si, par l'effet d'un accident extraordinaire, le Président se trouvait dans l'impossibilité de signer la feuille d'audience, elle devra l'être dans les vingt-quatre heures suivantes, par le plus ancien des Juges ayant assisté à l'audience, et que dans le cas où l'impossibilité de signer serait de la part du Greffier, il suffira que le Président en fasse mention en signant. »

ARTICLE CCCLXXI.

Après avoir prononcé l'arrêt le Président pourra, selon les circonstances, exhorter l'accusé à la fermeté, à la résignation, ou à réformer sa conduite.

Il l'avertira de la faculté qui lui est accordée de se pourvoir en cassation, et du terme dans lequel l'exercice de cette faculté est circonscrit.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 439 du Code de brumaire an iv, imposait l'obligation au Président de la Cour de Justice criminelle, lorsqu'il avait prononcé l'arrêt de condamnation, de retracer à l'accusé la manière généreuse et impartiale avec laquelle il avait été jugé, et de l'exhorter à la fermeté et à la résignation; ce qui occasionnait souvent du scandale par les emportemens auxquels se livrait l'individu condamné, qui regardait cette exhortation comme une ironie amère, ajoutée à la peine qui lui était infligée.

L'art. 371 a évité cet écueil , en laissant à la discrétion et à la prudence du Président de faire à l'accusé , suivant les circonstances , les exhortations qu'il croit convenir.

Qu'un individu condamné à quelques années de prison , soit invité par le Président à la résignation ; que , si c'est une jeune personne , le Président l'engage à réformersa conduite , c'est chose digne de la majesté de l'audience et de la solennité du moment ; mais que le Président retrace à un accusé qu'il envoie à l'échafaud , la manière généreuse dont il a été jugé , cela sort nécessairement des convenances qui doivent toujours être observées.

Ce sont des paroles consolatrices que doit faire entendre le Président à l'accusé condamné ; il doit lui parler avec cette sensibilité qui entraîne , avec la délicatesse de sentimens d'un père qui punit un fils qu'il aime ; avec ce mâle courage qui soutient et qui sait tout ennoblir.

Ce n'est pas un discours académique que l'on doit attendre du Président : il serait déplacé en pareille occasion ; c'est l'éloquence de la chose que donne la connaissance du cœur humain.

II. Après avoir cherché à ramener le calme dans l'esprit du condamné , et quelquefois peut-être à y être parvenu , le Président doit l'avertir de la faculté que la loi lui accorde de se pourvoir en cassation , et l'instruire du délai dans lequel il peut user de cette faculté.

Le Président ne ferait aucune exhortation à l'accusé , qu'il n'en devrait pas moins lui donner cet avertissement.

III. S'il résultait du procès-verbal de la séance , que le Président eût négligé de rappeler à l'accusé la faculté que lui accorde la loi de se pourvoir en cassation , et le délai dans lequel il doit faire son recours , l'accusé pourrait-il être déclaré non-recevable dans celui qu'il exercerait après les trois jours expirés ?

Il ne doit y avoir aucune *surprise* en affaire , et sur-tout en matière criminelle. L'art. 371 exige que l'accusé condamné soit *averti* , parce qu'il peut être dans l'ignorance de son droit , et qu'il peut plus facilement encore ignorer le délai fatal dans lequel il est autorisé à en user.

En déclarant le recours recevable , il ne peut en résulter que le léger inconvénient de quelques jours de retard dans l'exécution ; tandis qu'en le rejetant sans examen , on pourrait s'exposer à commettre une injustice irréparable.

Ce n'est point au condamné à porter la peine de la faute commise par le Président , lorsque rien ne peut lui être personnellement imputé.

IV. Cependant , il faut convenir que l'art. 373 n'accorde à l'accusé condamné , pour déclarer son recours , que *trois jours* , à compter de celui de la prononciation de l'arrêt de condamnation , sans distinguer le cas où la formalité prescrite par l'article 371 a été remplie , de celui où elle a été omise , et que le condamné

aurait réellement plus de trois jours pour faire son recours, à compter de celui de la prononciation de son jugement, s'il était recevable à l'exercer dans l'espèce particulière, après l'expiration des trois jours.

Mais l'art. 371 ne s'est occupé que des cas *ordinaires* ; il n'a prévu ni dû prévoir celui de *force majeure* : or, si, dans le cas d'empêchement de force majeure, on ne pourrait prétendre que le recours du condamné dût être déclaré non-recevable ; pourquoi n'en serait-il pas de même dans le cas de la surprise qui lui aurait été faite en le laissant dans l'ignorance de son droit, lorsque le Code a voulu qu'il en fût solennellement averti ?

La loyauté doit être la base de toute institution ; il ne faut pas que l'accusé condamné ait à reprocher aux Magistrats une précipitation que la loi condamne.

L'ordre est établi, il doit être rigoureusement suivi ; l'accusé ne peut être la victime de l'incurie du Magistrat.

Ces raisons qui militent en faveur du condamné, sont assurément très-fortes ; nous doutons cependant qu'elles pussent prévaloir sur la disposition formelle de la loi.

V. Aussi a-t-il été jugé, dans un cas qui a beaucoup d'analogie avec celui-ci, que la faute du Président ne peut être d'aucune influence. L'art. 15 de la loi du 25 frimaire an VIII, exigeait qu'il en fût donné lecture au condamné lors de la prononciation de son jugement de condamnation, et il voulait que dans le cas de *récidive*, le condamné fût traduit pour raison de son nouveau délit, devant le Tribunal criminel.

La question était de savoir si, lorsque la lecture de l'article n'avait pas été donnée, le prévenu, dans le cas de *récidive*, pouvait être traduit devant la Cour de justice criminelle.

La Cour de cassation jugeait constamment l'affirmative.

* VI. Lorsque le Président a négligé de donner à l'accusé l'avertissement requis, le Procureur-Général doit y suppléer, en faisant transporter le Greffier à la Maison de Justice, pour réparer cette omission.

ARTICLE CCCLXXII.

Le Greffier dressera un procès-verbal de la séance, à l'effet de constater que les formalités prescrites ont été observées.

Il ne sera fait mention au procès-verbal ni des réponses des accusés, ni du contenu aux dépositions, sans préjudice toutefois de l'exécution de l'art. 318, concernant les changemens, variations et contradictions dans les déclarations des témoins.

Le procès-verbal sera signé par le Président et par le Greffier.

Le défaut de procès-verbal sera puni de cinq cents francs d'amende contre le Greffier.

OBSERVATIONS.

I. C'EST une amélioration sensible dans la forme de procéder, que l'obligation imposée au Greffier de dresser un procès-verbal de la séance : il y avait lacune à cet égard dans le Code de brumaire an iv, et souvent il en était résulté des inconvéniens qui ne se reproduiraient plus.

II. Le Législateur a attaché une si grande importance à ce que cette formalité fût observée, qu'il a voulu que le greffier qui néglige de la remplir, soit condamné à l'amende de cinq cents francs.

Si le Greffier s'était fait remplacer par un des Commis du Greffe, il demeurerait solidairement responsable de cette omission. (*Art. 27 du décret du 18 août 1810.*)

III. Mais ce n'est pas assez qu'il soit rédigé un procès-verbal de la séance ; il faut que ce procès-verbal constate que toutes les formalités prescrites ont été observées ; de sorte que s'il n'en résultait pas qu'elles l'eussent été, et qu'elles fussent de rigueur, il y aurait nullité dans l'arrêt qui serait intervenu.

IV. Non-seulement le procès-verbal de la séance doit contenir la preuve que les formalités prescrites ont été observées ; mais le Greffier doit encore y faire mention de toutes les réquisitions qui peuvent être faites *dans le cours des débats*.

Si elles procèdent du fait du Procureur-Général, il doit les lui faire signer. (*Art. 277.*)

Il suffit, au contraire, que celles faites par l'accusé soient consignées au procès-verbal ; l'art. 277 n'exige rien de plus ; mais il faut que la mention qui en est faite au procès-verbal soit signée du Magistrat qui a présidé et du Greffier.

V. Le Code n'exige pas que les demandes qui sont faites par l'accusé soient signées de lui, mais cela ne peut dispenser de lui donner lecture de la manière dont elles ont été retenues au procès-verbal.

Ce serait même une mesure fort sage que prendrait le Président, que d'interpeler l'accusé de signer la mention qui aurait été faite de sa demande au procès-verbal ; mais rien ne l'y oblige.

VI. L'Auteur du *Manuel d'instruction criminelle* suppose que la *partie civile* peut faire, ainsi que le Procureur-Général et l'accusé, des *réquisitions*, et que lorsqu'elle en fait, elles doivent de même être consignées au procès-verbal ; mais le Code d'instruction criminelle n'a dit nulle part que les demandes formées par la partie civile, seraient consignées au procès-verbal ; cela n'aurait d'ailleurs aucune utilité, puisque, quelles que puissent être ces demandes, il ne peut résulter aucune ouverture de cassation ; de ce qu'il n'y a pas été prononcé. (*Art. 408.*)

VII. Les signatures que le Président et le Greffier doivent apposer à la fin du procès-verbal, pour se conformer aux dispositions de l'art. 372, ne les dispense pas de signer *en particulier* toutes les décisions auxquelles les réquisitions et les demandes du Procureur-Général et de l'accusé ont donné lieu : ce sont en effet autant de jugemens qui ne peuvent recevoir d'authenticité que par la signature du Président, et par celle du Greffier.

VIII. Si les témoins font quelques additions, quelques changemens, ou s'ils varient dans leurs déclarations, le Greffier doit en faire la mention dans son procès-verbal, sur l'ordre qu'il en reçoit du Président. (*Art. 318.*) Il ne pourrait le faire régulièrement d'office ; et il ne lui est permis, dans aucun cas, de consigner dans son procès-verbal les réponses que fait l'accusé *aux débats*, ni les dépositions *orales* des témoins.

Cette disposition de l'art. 372 doit être sainement entendue : les *réponses* de l'accusé dont l'article s'occupe, sont uniquement celles relatives *au délit* sur lequel portent les débats, et non celles qu'il fait *aux interrogatoires généraux* qu'il subit en exécution des articles 310, 319 et 329.

Le procès-verbal doit de même faire mention des *reproches* proposés contre les témoins ; car, si les reproches étaient fondés, et qu'ils eussent été rejetés, il y aurait violation de la loi, et conséquemment lieu à l'annulation des débats.

Ce n'est non plus que la *déposition* des témoins, relativement au fait qui donne lieu aux débats dont parle l'art. 372. Il doit être fait mention au procès-verbal des déclarations qu'ils font, par suite des dispositions de l'art. 317.

ARTICLE CCCLXXIII.

Le condamné aura trois jours francs après celui où son arrêt lui aura été prononcé, pour déclarer au Greffe qu'il se pourvoit en cassation.

Le Procureur-Général pourra, dans le même délai, déclarer au Greffe qu'il demande la cassation de l'arrêt.

La partie civile aura aussi le même délai ; mais elle ne pourra se pourvoir que quant aux dispositions relatives à ses intérêts civils.

Pendant ces trois jours, et s'il y a eu recours en cassation, jusqu'à la réception de l'arrêt de la Cour de cassation, il sera sursis à l'exécution de l'arrêt de la Cour.

OBSERVATIONS.

I. SUR la question de savoir si le recours du condamné est recevable après l'expiration des trois jours, lorsque le Président de la Cour d'Assises ne lui a

pas donné l'avertissement prescrit par l'art. 371, il faut consulter nos observations sur cet article.

II. Sous le régime du Code de brumaire an iv, l'accusé avait trois jours *francs* pour faire sa déclaration de recours en cassation ; le Procureur-Général, au contraire, devait déclarer le sien *dans* les trois jours. Il ne lui était même accordé que vingt-quatre heures, lorsqu'il y avait *absolution* de l'accusé.

Dans aucun cas, le recours de la partie civile *n'était recevable*, et même celui du Ministère public ne l'était pas, lorsqu'il y avait eu *acquittement*.

Le Code d'instruction criminelle a fait disparaître toutes ces nuances ; il a établi des règles beaucoup plus simples.

L'art. 373 accorde le même délai au Procureur-Général, à la partie civile et à l'accusé, c'est-à-dire, *trois jours francs après celui où l'arrêt a été prononcé* ; de sorte que le cinquième jour est encore utile. Mais lorsqu'il y a eu ordonnance d'*acquittement*, ou arrêt d'*absolution*, le Procureur-Général et la partie civile n'ont que vingt-quatre heures pour faire leur déclaration de recours. (Art. 374.)

III. L'art. 373 ne réserve pas d'une manière formelle à l'accusé qui est *acquitté*, ni au *dénonciateur* qui est condamné, la faculté de se pourvoir en cassation ; mais les choses rentrent, à leur égard, dans les termes du *droit commun*, et il n'y aurait aucun motif raisonnable pour les déclarer non-recevables.

La difficulté ne pourrait porter que sur le point de savoir s'ils devraient faire leur déclaration de recours dans les vingt-quatre heures, ou s'ils auraient trois jours francs pour le déclarer ; et il y a de bonnes raisons à alléguer pour les deux opinions.

L'art. 374 ne fait bien exception, qu'en ce qui concerne le Procureur-Général et la partie civile ; mais il est difficile de croire qu'il ait été dans l'intention du Législateur, d'accorder des droits plus étendus au *dénonciateur condamné* qu'à la *partie civile*.

Pour rendre justice exacte, il semblerait que le même délai devrait être accordé à tous ; qu'en conséquence les uns et les autres devraient faire leur déclaration de recours dans les vingt-quatre heures : cependant l'accusé acquitté ni le dénonciateur condamné ne se trouvent pas nommément compris dans l'exception de l'art. 374, tandis que l'art. 373 renferme une disposition *générale*.

IV. La déclaration du recours en cassation doit être faite au greffe de la Cour qui a rendu l'arrêt.

Le Code d'instruction criminelle n'en détermine pas la forme.

Ainsi, de quelque manière qu'elle soit faite, le recours est recevable, s'il l'a été dans le délai.

Il le serait valablement par le fondé de pouvoir du réclamant, lors même qu'il ne justifierait pas d'une procuration spéciale, sauf le désaveu.

V. Le recours en cassation contre l'arrêt *définitif* n'a pas besoin d'être motivé.

L'art. 299 ne reçoit d'application qu'au cas où le recours est exercé contre l'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises.

VI. Tous les jours sont utiles pour faire courir le délai du recours en cassation ; il est cependant à observer , que si le jour férié se trouve être le *dernier* du délai , on ne peut opposer à l'accusé condamné une fin de non-recevoir tirée de ce qu'il ne l'a déclaré que le *lendemain* ; car il n'est pas à sa disposition que le greffe soit ouvert les jours fériés. L'art. 90 du décret impérial du 30 mars 1808, porte, en effet , que les greffes ne sont ouverts ni les jours de dimanche , ni les jours de fêtes conservées.

VII. L'arrêt de condamnation ne peut être exécuté pendant le délai qui est accordé pour le recours en cassation , lors même que l'accusé aurait formellement déclaré qu'il entend y acquiescer.

Sa déclaration ne peut le lier qu'autant qu'il y persiste , jusqu'à ce que le délai soit expiré.

VIII. Lorsqu'il y a eu recours en cassation , il doit être sursis à l'exécution , tant que la Cour de cassation n'a pas prononcé , et même jusqu'à ce que l'arrêt de rejet soit parvenu au Procureur-Général par une voie légale ; mais l'Arrêt de condamnation doit être exécuté dans les vingt-quatre heures à compter de l'expiration du délai du recours en cassation , ou dans les vingt-quatre heures de l'arrivée au Procureur-Général de l'arrêt de rejet.

Cette règle n'est pas néanmoins sans exception.

Si c'était une femme qui fût condamnée à mort , et qu'elle fût enceinte , elle ne devrait subir sa peine qu'après sa délivrance. (*Art. 27 du Code pénal.*)

La loi du 23 germinal an VII ne permettait pas même de mettre en jugement les femmes prévenues de crimes emportant peine capitale , avant qu'elles eussent été visitées et qu'il eût été reconnu qu'elles n'étaient pas enceintes ; mais cette loi a été implicitement rapportée par l'article cité du Code pénal , ainsi que la Cour de cassation le déclara par son arrêt rendu au rapport de M. Bauchau , le 7 novembre 1811.

IX. L'art. 25 du même Code établit une seconde exception , en ne permettant pas que les condamnations puissent être exécutées les jours de fêtes nationales ou religieuses , ni les dimanches.

X. Le Procureur-Général doit de même surseoir à l'exécution , dans le cas où la Cour spéciale a recommandé l'accusé à la commisération de l'Empereur. (*Art. 595 du Code d'instruction criminelle.*)

Il doit également surseoir dans le cas où il y a lieu à révision , lors même que la Cour de cassation aurait rejeté le recours du condamné. (*Art. 443, ibid.*)

Il le devrait aussi dans le cas de l'art. 379, si l'accusé condamné était prévenu d'un autre crime pouvant emporter une peine plus forte que celle à laquelle il a été condamné.

XI. Mais doit-il être sursis jusqu'à ce qu'il ait été prononcé par la Cour de cassation sur le recours du Procureur-Général et sur celui de la partie civile, dans le cas d'*absolution* ou de l'*acquiescement* du condamné?

S'il est intervenu une ordonnance d'*acquiescement*, rien ne peut s'opposer à ce que l'accusé soit mis de suite en liberté, s'il n'est pas retenu pour autre cause, puisque, quel que soit le résultat du recours en cassation, l'accusé ne peut être remis en jugement pour le même fait.

Cependant, si le Président de la Cour avait prononcé l'acquiescement de l'accusé, lorsque l'accusé aurait été déclaré *coupable*, il faudrait surseoir à sa mise en liberté; car l'ordonnance d'acquiescement ne serait pas un acte légal.

XII. Dans le cas d'*absolution*, si le Procureur-Général s'est pourvu, l'accusé ne doit pas être mis en liberté, puisqu'aux termes de l'article 410, l'annulation de l'arrêt emporte renvoi de l'affaire à une autre Cour, pour faire l'application de la loi pénale au fait déclaré.

XIII. Si la partie civile s'était *seule* pourvue contre l'arrêt d'*absolution*, comme son recours n'aurait pu porter que sur ses intérêts civils (art. 412), il n'y aurait aucun motif pour retenir l'accusé en arrestation.

XIV. La partie civile est-elle autorisée à proposer pour ouverture de cassation, d'autres moyens que ceux qui peuvent résulter des dispositions de l'arrêt, relatives à ses intérêts?

La partie civile n'étant autorisée à demander l'annulation de l'ordonnance d'acquiescement et de l'arrêt d'*absolution* que *dans son intérêt*, et la *seule* disposition de l'arrêt qui a prononcé *dans son intérêt* pouvant être annulée sur son recours, la conséquence naturelle à en tirer, est que toutes les autres dispositions de l'arrêt lui étant étrangères, elle ne peut y puiser des moyens de cassation.

L'art. 412 l'indique suffisamment, en restreignant la faculté accordée à la partie civile, de se pouvoir à l'égard seulement des condamnations prononcées contre elle, lorsqu'elles se trouvent *supérieures aux demandes de la partie acquiescée ou absoute*.

C'est donc dans les condamnations prononcées contre elle que la partie civile doit uniquement chercher son ouverture de cassation.

Les requêtes civiles étant inconnues en matière criminelle, le Code y a suppléé par les dispositions de l'art. 412.

XV. Nous examinerons sur cet article, si, dans le cas d'annulation de l'ordon-

nance d'acquit ou de l'arrêt d'absolution, dans l'intérêt de la partie civile, la cause doit être renvoyée devant une Cour d'Assises ou devant un Tribunal civil.

A R T I C L E C C C L X X I V .

Dans les cas prévus par les art. 409 et 412 du présent Code, le Procureur-Général ou la partie civile n'auront que vingt-quatre heures pour se pourvoir.

O B S E R V A T I O N S .

I. Les articles 409 et 412 sont relatifs aux cas d'*acquittement* et d'*absolution* de l'accusé : dans l'un et dans l'autre le Procureur-Général et la partie civile n'ont que vingt-quatre heures pour faire leur déclaration de recours en cassation.

II. Sous l'empire du Code de brumaire an iv, le Procureur-Général n'avait déjà que vingt-quatre heures pour faire son recours contre les arrêts d'*absolution* ; le cas d'*acquittement* n'avait pas été prévu ; mais on avait fini par appliquer les dispositions de l'art. 442 de ce Code au cas d'*acquittement* comme à celui d'*absolution* ; et cette Jurisprudence a été maintenue par l'article 374 du Code d'instruction criminelle.

III. Le Code d'instruction criminelle a été beaucoup plus favorable à la partie civile, que ne l'était le Code de brumaire an iv, qui n'autorisait son recours ni dans le cas d'*acquittement*, ni dans celui d'*absolution* ; la partie civile n'a donc pas à se plaindre de la restriction apportée à l'exercice de la faculté qui lui est accordée, et qui n'autorise son recours que dans le cas où l'arrêt a prononcé contre elle des condamnations *supérieures* aux demandes de la partie condamnée ou absoute. (Art. 412.)

Cette restriction ne s'applique pas aux matières *correctionnelles* ou de *police*, à l'égard desquelles le recours est autorisé sans condition, lorsqu'il est exercé dans le délai fixé par l'article 373.

IV. Les vingt-quatre heures que l'article 374 accorde au Procureur-Général et à la partie civile, pour exercer leurs recours en cassation, doivent-elles se compter *de momento ad momentum*, ou suffit-il que le recours soit déclaré dans le jour qui suit la prononciation de l'arrêt?

Sous l'empire du Code de brumaire an iv, on distinguait les délais qui devaient se compter par *jour*, de ceux qui devaient se compter par *heures*.

Lorsque la loi avait fixé le délai par *jour*, on décidait que toute la journée du lendemain était utile.

On décidait au contraire, que lorsque le délai était fixé par *heures*, il devait se compter *de momento ad momentum*.

V. Le Code d'instruction criminelle n'établit pas une doctrine contraire ; ainsi , lorsqu'il fixe le délai par *jour*, il suffit que l'acte soit fait dans la journée du lendemain ; mais lorsqu'il le fixe par *heures*, c'est par *heures* qu'il doit être calculé, c'est-à-dire, *de momento ad momentum*.

Si l'heure n'est pas indiquée dans l'acte qui doit commencer à faire courir le délai, toute la journée du lendemain est utile, attendu qu'il n'existe alors aucun moyen légal de déterminer l'heure à laquelle le délai doit expirer.

Mais si l'acte qui doit commencer à faire courir le délai est daté de l'*avant* ou de l'*après-midi*, il faut suivre cette indication.

VI. Si l'heure était consignée dans l'arrêt, et que la déclaration de recours fût seulement datée du *lendemain*, sans indication de l'*heure*, le recours serait-il recevable ?

Oui : par la raison que la loi n'exige pas que l'heure soit indiquée dans la déclaration de recours.

Mais le Greffier qui reçoit la déclaration, doit avoir l'attention d'y énoncer l'heure, lorsqu'il a mentionné dans l'arrêt celle de sa prononciation.

VII. Lorsqu'il y a indication de l'heure dans l'arrêt, c'est un simple délai de vingt-quatre heures, à compter de celle indiquée, que l'article 374 du Code d'instruction criminelle accorde pour faire la déclaration de recours ; de sorte que si la prononciation de l'arrêt avait été faite à *midi*, et que la déclaration du recours en cassation n'eût pas été faite *le lendemain* avant midi, elle ne l'aurait pas été en temps utile.

ARTICLE CCCLXXV.

La condamnation sera exécutée dans les vingt-quatre heures qui suivront les délais mentionnés en l'art. 373, s'il n'y a point de recours en cassation, ou, en cas de recours, dans les vingt-quatre heures de la réception de l'arrêt de la Cour de cassation qui aura rejeté la demande.

OBSERVATIONS.

I. Sous l'empire de l'ordonnance de 1670, il était passé en proverbe que l'accusé condamné ne devait pas *coucher sur son jugement*, ce qui était fondé sur l'art. 21, titre 25 de cette ordonnance.

L'arrêt s'exécutait le même jour qu'il avait été rendu ; et il devait en être ainsi, puisque les arrêts des Cours Souveraines devaient recevoir de suite leur exécution.

II. Les arrêts émanés des Cours *spéciales* ayant la même autorité, ils doivent être exécutés dans les vingt-quatre heures qu'ils ont été rendus (art. 598) ; sauf néanmoins quelques exceptions que nous avons rappelées dans nos observations sur l'art. 373.

III. Quant aux arrêts émanés des Cours dont les jugemens sont sujets au recours en cassation, ce n'est qu'après l'expiration du délai qui est accordé pour le recours, que l'arrêt où le jugement peut être mis à exécution.

S'il y a eu recours, l'exécution ne peut être ordonnée qu'après que l'arrêt de *rejet* est parvenu *officiellement* au Procureur-Général ;

Il ne suffit pas que la Cour de cassation l'ait prononcé.

IV. Il ne faut pas agir avec trop de précipitation en pareille matière, puisque l'accusé condamné qui *décède* avant l'exécution de son jugement, meurt *integro statu* ; et que dans le cas de condamnation par *contumace*, les cinq années de grace qui sont accordées à l'accusé condamné ne doivent commencer à courir que du jour de l'exécution de l'arrêt par effigie.

V. Le recours accordé au Procureur-Général contre l'arrêt de condamnation emporte sursis à son exécution, de même que celui qui l'a été par le condamné ; mais si le Procureur-Général se désistait de son recours, le sursis se trouverait-il levé ? l'arrêt pourrait-il être mis à exécution ?

Le recours du Procureur-Général donne un droit *acquis* à la partie condamnée ; et ce droit consiste à faire surseoir l'exécution de l'arrêt jusqu'à ce qu'il ait été prononcé par la Cour de cassation.

L'arrêt ne pourrait même être exécuté, au préjudice du recours en cassation, exercé par la partie condamnée, lors même qu'elle s'en serait désistée ; *nemo auditur perire volens*.

Aussi, l'ordonnance de 1670, fidèle à ce principe, déclarait-elle l'appellation *de droit*, lorsque la peine de *mort* avait été prononcée.

VI. Le recours du Procureur-Général doit produire l'effet de remettre l'accusé condamné dans tous ses droits ; car toutes les fois que le Ministère public provoque une instruction criminelle, elle doit être faite à la *décharge* comme à la *charge* de l'accusé.

VII. En matière civile, l'appel *incident*, quoique fait *hors le délai*, profite à l'intimé (*art. 443 du Code de procédure civile*), quand même il aurait signifié le jugement sans réserve.

Pourquoi refuseroit-on le même droit à l'accusé, sur le recours du Procureur-Général ?

VIII. Lorsqu'il y a eu désistement par le Procureur-Général, il ne suffit pas à la Cour de cassation de lui en donner acte ; elle doit examiner l'affaire, et y statuer à connaissance de cause.

IX. Mais le recours de la *partie civile* peut-il arrêter l'exécution de l'arrêt de condamnation relativement à la vindicte publique ?

Les art. 373 et 412 n'autorisent la partie civile à se pourvoir que *dans ses intérêts civils*; d'où suit qu'elle ne peut remettre en question, sur son recours, ce qui est étranger à ses intérêts civils.

Cependant l'art. 375 parle *sans restriction* du cas où il y a recours *en cassation*, et il veut qu'alors l'exécution de l'arrêt ne puisse avoir lieu qu'après que l'arrêt de *rejet* sera parvenu au Procureur-Général; d'où l'on peut induire, qu'il suffit d'un recours, quel qu'il soit, contre l'arrêt de condamnation pour qu'il doive nécessairement être sursis à son exécution.

X. Suffit-il qu'il y ait eu déclaration de recours en cassation, pour qu'il doive être sursis à l'exécution de l'arrêt, lors même que le recours serait *irrégulier*?

S'il y avait simple *irrégularité* dans la déclaration du recours, il faudrait certainement surseoir; car la Cour de cassation est la seule autorité compétente pour juger la validité de la déclaration.

Il y aurait plus de difficulté si le recours avait été déclaré *hors le délai*; car, si le Procureur-Général ne peut se rendre le Juge *des motifs du retard*, il y aurait aussi de grands inconvénients à autoriser la partie condamnée à arrêter, par cette voie indirecte, l'exécution de l'arrêt qui aurait prononcé sa condamnation.

Mais quelque grave que soit cet inconvénient, il ne peut autoriser le Procureur-Général à faire exécuter l'arrêt, lors même que la déclaration du recours aurait été faite *hors le délai*, puisqu'il est des cas où elle est encore recevable, quoique le délai soit expiré: *v. g.* celui de *force majeure*.

Le Code d'instruction criminelle a d'ailleurs paré à cet inconvénient, en chargeant la Cour de cassation de prononcer, toutes affaires cessantes, sur les recours en matière criminelle.

Cependant, si le Président de la Cour d'Assises avait donné à l'accusé l'avertissement requis; si le Greffier s'était transporté à la Maison de Justice, à la dernière heure du délai, pour interpellier l'accusé de déclarer s'il entend exercer son recours, et que l'accusé ne l'eût néanmoins fait qu'après le délai expiré; comme tout motif, toute idée de *force majeure* disparaîtrait, le Procureur-Général ne pourrait être blâmable de faire mettre l'arrêt à exécution.

XI. Nous nous sommes occupés sur l'article 373, N°. 8, du mode d'exécution des condamnations à mort prononcées contre les femmes enceintes; mais s'il n'était prononcé contre elles que la peine du *carcan*, le Code pénal ne dit pas si elles doivent y être attachées.

Une loi du 31 août 1792, porte que les femmes condamnées au *carcan*, qui se trouvent enceintes ne doivent pas subir cette peine; que pour en tenir lieu, elles doivent garder prison pendant un mois; et que l'arrêt de condamnation

doit être imprimé , affiché et attaché à un poteau , planté à cet effet sur la place publique.

Cette loi doit continuer à recevoir son exécution , du moment que le Code pénal n'y a pas *formellement* dérogé , et qu'il ne résulte pas nécessairement de ses dispositions une dérogation *implicite*.

XII. Les femmes et les filles condamnées aux travaux forcés à temps , y doivent être employées dans l'intérieur d'une Maison de force. (*Art. 16 du Code pénal.*)

XIII. En principe général , toutes les fois qu'il peut rester le plus léger doute , l'arrêt de condamnation ne doit être exécuté que lorsque toutes les difficultés ont été levées par l'autorité compétente.

La Cour de cassation a toujours tenu la main à ce que ce principe ne reçoit aucune atteinte , attendu qu'en matière criminelle tout est irréparable en définitif.

ARTICLE CCCLXXVI.

La condamnation sera exécutée par les ordres du Procureur-Général ; il aura le droit de requérir directement , pour cet effet , l'assistance de la force publique.

OBSERVATIONS.

I. Dans les vingt-quatre heures après l'expiration du délai qui est accordé pour le recours en cassation , sans qu'il en ait été exercé , ou s'il y a eu recours , dans les vingt-quatre heures après que l'arrêt de rejet est parvenu officiellement au Procureur-Général , l'arrêt de condamnation doit être mis à exécution , si l'on ne se trouve pas dans l'une des exceptions que nous avons rappelées sur les articles 373 et 374.

II. Les membres de la Légion d'honneur ne peuvent être exécutés qu'ils n'aient été préalablement dégradés. (*Art. 5 de l'arrêté du 24 ventôse an XII.*)

Aux termes de l'article 6 du même arrêté , le Président doit déclarer à l'accusé condamné , lorsqu'il lui a prononcé son jugement , qu'il a cessé d'en être membre.

Les dispositions de cet Arrêté ont été déclarées communes aux membres de l'Ordre de la Réunion , par l'art. 14 du Décret Impérial du 18 octobre 1811.

Elles doivent également recevoir leur application aux membres de l'Ordre des trois Toisons.

III. Il n'est pas de nécessité que l'exécution soit faite au lieu où siège la Cour qui a prononcé la condamnation ; l'article 26 du Code pénal porte qu'elle le sera au lieu indiqué par l'arrêt ; ce qui laisse à la Cour qui prononce la condamnation , toute latitude à cet égard : cependant , au cas de condamnation par contumace , l'article 472 du Code d'instruction criminelle porte que l'exécution sera faite sur l'une des

places publiques de la ville , chef-lieu de l'arrondissement où le crime a été commis ; mais le Code pénal publié depuis , renfermant une disposition générale , nous avons observé qu'elle doit s'appliquer au cas même de la condamnation par contumace.

Le Code de brumaire an iv exigeait au contraire d'une manière formelle , que l'exécution se fit sur l'une des places publiques de la Commune où le Tribunal avait tenu ses séances.

Les Cours ne doivent user de la faculté qui leur est accordée par l'article 26 du Code pénal , que dans des circonstances importantes , à raison des frais et dans la crainte de l'évasion des condamnés.

IV. Le Procureur-Général a le droit de requérir *directement* l'assistance de la force publique , pour faire mettre l'arrêt à exécution. Ses Substituts ont le même droit , lorsqu'ils le suppléent.

Une loi du 22 germinal an iv autorise le Procureur-Général à requérir les ouvriers de faire les travaux nécessaires pour parvenir à l'exécution.

Si les ouvriers requis s'y refusent , ils doivent être condamnés à trois jours d'emprisonnement , et dans le cas de récidive , à un mois.

Mais ce serait un remède inefficace , si le Procureur-Général en était réduit à exercer de parcelles poursuites contre les ouvriers qu'il aurait requis ; il pourrait se former une coalition entre eux pour se refuser à exécuter la réquisition du Ministère public.

Si la chose arrivait , le Procureur-Général agirait légalement , en requérant la force publique de se saisir des ouvriers , et de les contraindre à faire les travaux qui leur seraient commandés.

V. C'est au Tribunal de police que les ouvriers refusans doivent être traduits.

Lorsqu'ils tombent en récidive , ils doivent l'être au Tribunal correctionnel.

La peine doit être appliquée aux ouvriers refusans , lors même qu'ils ont obéi à la réquisition , s'ils ne l'ont fait que par voie de contraintes ; car il n'y a pas moins eu *refus* de leur part d'exécuter les ordres qu'ils ont reçus.

ARTICLE CCCLXXVII.

Si le condamné veut faire une déclaration , elle sera reçue par un des Juges du lieu de l'exécution ; assisté du Greffier.

OBSERVATIONS.

I. L'ORDONNANCE de 1570 , ni le Code de brumaire an iv n'avaient prévu le cas où l'accusé condamné voudrait faire une déclaration à l'instant où il serait arrivé au lieu du supplice ; mais l'usage s'était établi que , lorsque l'accusé condamné demandait à faire un testament de mort , le Rapporteur , assisté du Greffier , se transportait sur le lieu , pour le recevoir.

L'article 377 n'a donc fait que convertir l'ancien usage en point de législation.

II. Aujourd'hui que les arrêts de condamnation se prononcent sans rapport préalable de Commissaire, il importe que la Cour fasse la désignation particulière de l'un de ses Membres, pour recevoir la déclaration du condamné.

Le Procureur-Général doit en conséquence donner avis au Magistrat désigné, du moment où l'exécution doit avoir lieu.

Lorsque la Cour est assemblée, la désignation doit être le résultat du vœu de la majorité; si elle ne se trouve pas réunie, le Président a caractère suffisant pour faire la désignation.

Le Magistrat désigné doit se tenir dans un lieu voisin de celui de l'exécution, pour être à portée de recevoir la déclaration du condamné, qui doit lui être amené à cet effet.

III. Lorsque l'exécution se fait dans le lieu où siège la Cour et pendant la tenue de sa session, c'est l'un des Magistrats qui la composent qui doit remplir les fonctions de Commissaire.

Si la session est terminée, c'est l'un des Juges du Tribunal civil qui doit les remplir.

A défaut de Juges du Tribunal civil, le Juge-de-paix doit recevoir la déclaration.

Son Suppléant a le même droit en son absence. L'art. 377 porte, en effet, sans y mettre aucune restriction, que la déclaration sera reçue *par un des Juges du lieu*.

IV. Une question plus difficile est celle de savoir, si lorsque l'accusé condamné déclare avoir des *complices*, il doit être sursis à son exécution, jusqu'à ce que les complices qu'il a indiqués aient été confrontés avec lui.

Se privera-t-on, par une exécution précipitée, des renseignements qui pourraient en résulter?

Cette question aurait été digne de fixer l'attention du Législateur; car, s'il importe à la sûreté publique qu'un coupable n'échappe pas au glaive de la Justice, on ne peut se dissimuler le danger qu'il y aurait d'autoriser, en pareil cas, le sursis à l'exécution du condamné.

Ce serait lui fournir un prétexte de retarder à volonté son exécution.

N'en abuserait-il pas, au risque de compromettre l'innocence, lorsqu'il ne lui resterait que ce moyen d'échapper, pour l'instant, au supplice?

Jusqu'à ce que le Législateur se soit expliqué; il faut s'en tenir à ce que prescrit l'art. 375.

V. Si le complice indiqué est *sur les lieux*, si l'on peut au moment même le con-

fronter avec le condamné, il ne faut pas négliger ce moyen de parvenir à la découverte de la vérité ; mais pour autoriser cette mesure, il faut qu'il y ait des indices suffisans de culpabilité ; car ce n'est pas une chose indifférente que de faire planer un soupçon de cette nature sur un citoyen.

VI. Si les indices sont graves, le Juge-Commissaire est-il autorisé à décerner un mandat d'amener ?

Lorsque le Magistrat délégué a dans ses attributions personnelles le droit de décerner des mandats, la chose est sans difficulté.

Dans le cas contraire, le Juge doit se borner à recevoir la déclaration et à en donner la connaissance à l'Officier du Ministère public qui a ordonné l'exécution. *

VII. L'ancienne législation n'offre rien de bien positif pour se régler sur cette matière ; cependant l'art. 4, Tit. XLIX de l'ordonnance de 1670, autorisait à faire arrêter les complices, et à les confronter avec le condamné qui les indiquait, lorsqu'il était appliqué à la question.

Mais cette mesure n'était autorisée que dans le cas où les complices pouvaient être arrêtés à l'instant même ; de sorte qu'il ne paraît pas qu'il ait été jamais dans l'intention du Législateur que, sous le prétexte d'une indication de complices absens, il pût être sursis à l'exécution du condamné.

VIII. Jousse, en son commentaire sur cet article, était néanmoins d'avis que lorsqu'il s'agissait d'un crime important, et que la confrontation pouvait se faire dans un court espace de temps, la Cour qui avait rendu l'arrêt de condamnation pouvait prononcer une surséance à son exécution ; mais quoique l'opinion de Jousse porte un grand caractère de sagesse, comme elle ne peut être justifiée par aucun article du Code d'instruction criminelle, il y aurait excès de pouvoir de la part d'une Cour qui se permettrait d'autoriser un pareil sursis.

IX. Par un reste de la barbarie des siècles précédens, et par respect peut-être pour d'anciens usages, l'ordonnance de 1670 avait maintenu la torture qu'elle autorisait de faire subir au condamné, et même à l'accusé, avant son jugement, pour obtenir l'aveu de son crime et la révélation de ses complices.

Il y avait question préparatoire et question préalable.

La première était celle qui se donnait avant le jugement ; la deuxième, celle à laquelle était appliqué l'accusé condamné.

Celle qui se donnait avant le jugement était quelquefois ordonnée avec réserve des preuves, d'autres fois elle l'était sans réserve des preuves.

X. On faisait prêter serment au malheureux que l'on appliquait à la question ; mais il ne pouvait y être appliqué deux fois pour raison du même crime.

Chaque pays avait son genre de torture particulière ; il semblait que chaque province eût enchéri sur le manière de la rendre plus redoutable.

XI. La question *préparatoire* était la plus odieuse, en ce qu'elle se donnait à défaut de preuves, et qu'elle pouvait dès-lors être donnée à un innocent.

La force du tempérament de l'accusé décidait presque toujours son acquittement ou sa condamnation.

L'homme bien constitué, quoique coupable, sortait victorieux de cette lutte terrible, lorsque l'homme faible et innocent faisait tous les aveux qui lui étaient commandés, pour abrégér ses souffrances.

XII. La question *préparatoire* fut supprimée par une déclaration du Roi, du 24 août 1780 ; et la question *préalable* le fut par l'art. 24 du décret du 9 octobre 1789 ; de sorte que cette vieille et tyrannique institution est pour jamais bannie de notre législation criminelle.

XIII. Pour en revenir à la déclaration que fait le condamné lorsqu'il est conduit au supplice, et que l'art. 375 veut être reçue par le Juge, on se demande naturellement de quelle influence elle peut être contre les prétendus complices qui s'y trouvent indiqués ?

Sous l'empire de l'ordonnance de 1670, on était loin d'y ajouter une entière confiance ; les déclarations des condamnés ne rentraient pas dans la catégorie des preuves légales.

Cependant, on convenait généralement qu'il pouvait être décerné des décrets de prise de corps contre les complices désignés, lorsque ce n'était pas des personnes domiciliées, et qu'elles ne jouissaient pas d'une bonne réputation, ou lorsque la déclaration du condamné reposait sur des faits assez positifs pour établir une forte présomption de culpabilité.

XIV. Dans le système du Code d'instruction criminelle, la conviction devant se composer d'une preuve morale, sans qu'aucun genre de preuve particulière puisse avoir une influence plus marquée que toute autre sur l'esprit du Jury, c'est au Juge d'instruction, à la Chambre du Conseil et à la Chambre d'accusation à apprécier la foi que mérite la déclaration du condamné ; mais nous doutons qu'aucune Cour impériale se déterminât à mettre un prévenu en accusation, sur la *simple déclaration* du condamné, quelque circonstanciée qu'elle pût être, si l'accusé jouissait d'une bonne réputation.

XV. Si le condamné mourait en allant au supplice, ou lorsqu'il serait arrivé sur le lieu où il doit être exécuté, la remise de son corps devrait être faite à ses parens ou à ses amis, qui le réclameraient ; mais sa mort *naturelle* ou *forcée*

devrait être constatée par des Officiers de santé, et il devrait en être dressé un procès-verbal.

XVI. Si le corps du condamné n'était pas réclamé, il devrait être porté à la basse geôle, quelle qu'ait été la cause de sa mort, lors même qu'il se serait *suicidé*; car le Code pénal n'a pas mis le suicide au nombre des crimes, et le condamné qui meurt avant son exécution, meurt dans l'intégrité de ses droits.

ARTICLE CCCLXXVIII.

Le procès-verbal d'exécution sera, sous peine de cent francs d'amende, dressé par le Greffier, et transcrit par lui, dans les vingt-quatre heures, au pied de la minute de l'arrêt. La transcription sera signée par lui, et il fera mention du tout, sous la même peine, en marge du procès-verbal. Cette mention sera également signée, et la transcription fera preuve comme le procès-verbal même.

OBSERVATIONS.

I. Le Juge délégué n'est pas tenu d'assister à l'exécution du condamné; il doit se tenir dans un lieu voisin, afin d'être à portée de recevoir sa déclaration.

La même faculté n'est pas accordée au *Greffier* qui doit y être présent, soit par lui-même, soit par un des Commis assermentés du greffe, puisqu'il lui est enjoint de dresser procès-verbal de l'exécution; ce qu'il ne peut faire sur le rapport d'autrui.

II. Il ne suffit pas au Greffier de dresser procès-verbal de l'exécution; il doit en faire la *transcription* dans les vingt-quatre heures au pied de la *minute* de l'arrêt de condamnation; il doit signer cette transcription, faire mention du tout en marge de son procès-verbal et la signer.

III. Toutes ces formalités sont de rigueur.

Le Greffier qui néglige de les remplir doit être condamné à une amende de cent francs, pour chacune de celles qu'il a négligées.

IV. La transcription faite du procès-verbal sur la minute de l'arrêt dans la forme indiquée, fait preuve de l'exécution comme le procès-verbal même.

V. L'art. 52 du décret impérial du 18 juin 1811, rédigé dans le même esprit que l'art. 378 du Code d'instruction criminelle, porte :

« Lors des exécutions des arrêts criminels, le Greffier de la Cour, du Tribunal

» ou de la Justice de paix du lieu où se fera l'exécution, sera tenu d'y assister,
 » d'en dresser procès-verbal; et, dans le cas d'exécution à mort, il fera parvenir à
 » l'Officier de l'état civil les renseignemens prescrits par le Code Napoléon. »

VI. Si c'est au Greffier à dresser le procès-verbal d'exécution, c'est à l'Huissier à donner la lecture de l'arrêt au condamné, et il doit la lui donner au lieu même de l'exécution. (*Art. 13 du Code pénal.*)

Cet article qui semble être particulier à l'exécution du condamné pour crime de parricide, renferme une disposition générale. (*Art. 71, N.º IX, du décret impérial du 18 juin 1811.*)

ARTICLE CCCLXXIX.

Lorsque, pendant les débats qui auront précédé l'arrêt de condamnation, l'accusé aura été inculpé, soit par des pièces, soit par des dépositions de témoins sur d'autres crimes que ceux dont il est accusé; si ces crimes nouvellement manifestés méritent une peine plus grave que les premiers, ou si l'accusé a des complices en état d'arrestation, la Cour ordonnera qu'il soit poursuivi, à raison de ces nouveaux faits, suivant les formes prescrites par le présent Code.

Dans ces deux cas, le Procureur-Général surseoirà à l'exécution de l'arrêt qui a prononcé la première condamnation, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le second procès.

OBSERVATIONS.

I. Cet article est le corollaire de l'art. 361; l'un a disposé pour le cas d'*acquittement*, l'autre pour celui de *condamnation*.

Ce n'est pas la même forme de procéder dans les deux cas.

Lorsqu'il y a eu *acquittement*, de quelque nature que soit le nouveau crime dont l'accusé a été inculpé aux débats, la Cour ne peut ordonner qu'il sera poursuivi pour raison de ce nouveau fait, lorsque le Procureur-Général n'a pas fait de réserves à fin de poursuites, *avant la clôture des débats*.

Lorsqu'il y a eu *condamnation*, au contraire, le Procureur-Général n'aurait fait aucune réserve, que la Cour devrait ordonner de nouvelles poursuites, si le nouveau crime imputé à l'accusé était de nature à emporter une peine *plus forte* que celle qui aurait été prononcée contre lui, ou si l'accusé avait des *complices* en *état d'arrestation*.

II. Mais la Cour doit s'en tenir là ; c'est au Procureur-Général à suspendre l'exécution, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la nouvelle prévention.

III. Pour qu'il y ait lieu d'ordonner de nouvelles poursuites, et de surseoir à l'exécution de l'arrêt, il faut que la nouvelle inculpation faite à l'accusé condamné porte sur un *crime*, et non sur un simple *délit* ; de sorte que, lors même que la peine prononcée contre l'accusé ne serait qu'une peine *correctionnelle* ou de *police*, et que le *délit* dont l'accusé condamné serait prévenu, pourrait emporter une peine plus forte, ce ne serait pas le cas d'ordonner de nouvelles poursuites, ni de surseoir à l'exécution de l'arrêt.

IV. Lors même que la Cour d'Assises n'aurait pas ordonné qu'il serait fait de nouvelles poursuites, le Procureur-Général serait autorisé à surseoir ; car la négligence de la Cour à remplir un devoir que la loi lui impose, ne peut lier les mains au Procureur-Général.

Aussi l'art. 379 ne porte-t-il pas que si la Cour d'Assises ordonne de nouvelles poursuites contre l'accusé, elle *ordonnera* qu'il soit sursis à l'exécution ; mais que le Procureur-Général *sursEOira* ; ce qui rend la surséance indépendante de ce que la Cour peut ordonner.

V. Il ne suffirait pas que les complices de l'accusé condamné fussent mis en arrestation *depuis* l'arrêt de condamnation, pour autoriser le sursis ; il faut qu'ils y soient à l'*instant* de la prononciation de l'arrêt de condamnation.

VI. Il ne suffirait pas non plus que l'accusé condamné fût inculpé d'un crime pouvant emporter une peine plus forte que celle qui lui est infligée, pour faire surseoir à l'exécution de l'arrêt, si l'inculpation ne lui en avait pas été faite *aux débats* ; car ce n'est que par *exception* aux dispositions de l'art. 375, que l'art. 379 prononce le sursis ; et toute exception doit être renfermée dans les termes de la loi.

Cependant, malgré l'exécution du premier jugement, l'accusé qui se trouverait inculpé d'un crime pouvant emporter une peine plus forte que celle qu'il a subie, devrait être poursuivi pour raison de ce crime, quand il remonterait à une époque *antérieure* à sa condamnation.

VII. Cela doit néanmoins s'entendre sainement ; car, si la première condamnation ne doit pas être un brevet d'impunité, l'accusé ne peut non plus subir une double peine, à raison de ce qu'il n'a pas été inculpé de ce crime aux débats, lorsqu'il n'aurait dû subir que la peine la plus forte, s'il en avait été inculpé.

La nouvelle condamnation qui intervient ne peut produire d'autre effet que de

changer la nature de la peine : ainsi , par exemple , l'accusé condamné par le premier arrêt à huit années de fers , et par le deuxième , à seize années , ne subira que la peine de seize années , et non pas cumulativement celle de huit et celle de seize. On imputera le temps qui *aura couru* depuis l'exécution de la première condamnation , sur le temps que la seconde doit durer , afin que l'accusé ne subisse réellement que la peine la plus forte , au desir de l'art. 365 du Code d'instruction criminelle.

VIII. Mais cet article ne doit pas recevoir d'application , au cas où le crime qui donne lieu à la nouvelle condamnation a été commis *postérieurement* à la première.

Dans ce cas , l'accusé condamné doit subir successivement la double peine à laquelle il a été condamné. (*Art. 245 du Code pénal.*)

ARTICLE CCCLXXX.

Toutes les minutes des arrêts rendus aux Assises seront réunies et déposées au Greffe du Tribunal de première instance du chef-lieu du département.

Sont exceptées les minutes des arrêts rendus par la Cour d'Assises du département où siège la Cour Impériale , lesquelles resteront déposées au Greffe de ladite Cour.

OBSERVATIONS.

I. Il était essentiel de déterminer le lieu dans lequel doit se faire le dépôt des minutes des arrêts rendus par la Cour d'Assises , attendu que n'ayant que des fonctions temporaires à remplir , et que n'ayant pas de Greffier qui lui soit spécialement attaché , il en serait nécessairement résulté beaucoup d'embarras dans les recherches.

II. Si le Code d'instruction criminelle n'en avait pas autrement disposé , on aurait pu supposer que les minutes des arrêts rendus par les Cours d'Assises auraient dû être déposées au greffe de la Cour impériale du ressort ; ce qui aurait même été assez naturel , si des considérations particulières n'avaient fait admettre une distinction entre les minutes des arrêts rendus par la Cour d'Assises du département , où siège la Cour Impériale , et celles des arrêts rendus par les Cours d'Assises des autres départemens.

Si celles-ci doivent rester en dépôt au greffe des Tribunaux de première instance de l'arrondissement dans lequel la Cour d'Assises siège habituellement ; celles des

304 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

arrêts rendus par les Cours d'Assises qui tiennent leurs sessions dans le département où siège la Cour Impériale, doivent être déposées au greffe de cette Cour.

III. L'article 380 ne *restreint* pas le dépôt à faire dans les greffes indiqués, au seul cas, où les Cours d'Assises tiennent leurs sessions dans le lieu accoutumé; le dépôt doit y être fait, lors même que les Assises se tiendraient extraordinairement dans une autre ville du département.

IV. Les minutes des arrêts émanés des Cours spéciales *ordinaires*, doivent être réunies dans les mêmes dépôts.

Il avait été attaché à la Cour spéciale de Paris, un Greffier particulier, par l'article 32 de la loi du 20 avril 1810; mais cette place a été supprimée par décret impérial du 18 septembre 1811.

V. Les membres des Cours spéciales *extraordinaires* devant tous être pris dans la Cour impériale, c'est au greffe de cette Cour que les minutes de leurs arrêts doivent être déposées.

VI. Quant aux minutes des arrêts rendus par les Cours prévôtales des Douanes, elles doivent rester en dépôt dans les greffes établis près d'elles.

CHAPITRE V.

Du Jury, et de la manière de le former.

SECTION PREMIÈRE.

DU JURY.

ARTICLE CCCLXXXI.

Nul ne peut remplir les fonctions de Juré, s'il n'a trente ans accomplis, et s'il ne jouit des droits politiques et civils, à peine de nullité.

OBSERVATIONS.

I. Il faut avoir *trente ans accomplis* pour remplir les fonctions de Juré; c'était déjà le vœu de l'article 383 du Code de brumaire an iv, et l'article 381 du Code d'instruction criminelle l'exige, *sous peine de nullité*.

II. Il ne suffit pas que le Juré ait eu trente ans *accomplis*, lorsqu'il a fait sa déclaration; il faut qu'il les ait eus complets *avant* l'ouverture des débats; car, c'est de cet instant qu'il commence à remplir les fonctions de Juré, et il ne peut les remplir légalement, s'il n'a trente ans accomplis.

La question s'est présentée à la Cour de cassation, et elle a été jugée dans ce sens, par arrêt dont nous ne pouvons nous rappeler la date, mais auquel nous avons coopéré comme Juge.

III. On opposerait vainement à l'accusé condamné, qu'il n'aurait pas *récusé* le Juré âgé de moins de trente ans.

L'âge du Juré aurait été à la connaissance parfaite de l'accusé, que la nullité des débats n'en devrait pas moins être prononcée; car il y a nullité *absolue* de la déclaration du Jury, lorsqu'elle n'est que le résultat du suffrage de onze Jurés; et il n'y

en a réellement eu que *onze* qui ont émis un vœu légal, lorsque dans le nombre des *douze*, il y en avait un *sans caractère*. (*Arrêt du 8 août 1811.*)

IV. Cependant cette nullité ne pourrait être opposée avec succès à l'accusé *acquitté*; il ne pourrait être remis en jugement par suite de l'annulation de l'ordonnance d'acquit, qui serait intervenue.

Ce qui pourrait laisser du doute sur la question, ce serait la disposition de l'article 360; mais nous avons établi, sur cet article, N.º 9, que le mot *légalement* dont il se sert, doit être pris dans le sens restrictif que l'ordonnance d'acquit doit avoir été le résultat d'une déclaration du Jury; c'est tout ce qu'exige l'article 358 pour sa validité dans l'intérêt de l'accusé acquitté, puisqu'il se borne à déclarer que *lorsque l'accusé aura été déclaré non-coupable, le Président prononcera qu'il est acquitté de l'accusation, et ordonnera qu'il soit mis en liberté, s'il n'est retenu pour autre cause.*

V. Ce que nous venons de dire en faveur de l'accusé acquitté, pour le cas où l'un des Jurés n'aurait pas en trente ans accomplis, s'applique naturellement à tous les autres cas où l'annulation de l'ordonnance d'acquit serait la conséquence de ce que le Jury n'aurait pas été légalement constitué.

S'il ne l'a pas été, c'est au Procureur-Général à s'en imputer la faute; elle ne peut pas retomber sur l'accusé qui a subi toutes les angoisses de l'instruction et des débats.

VI. L'art. 256 du Code d'instruction criminelle porte que les *Conseillers-Auditeurs* pourront être appelés aux fonctions de Juges à la Cour d'Assises, lorsqu'ils auront l'âge requis; ce qu'explique l'art. 13 du décret du 6 juillet 1810, en disant que ce sera, lorsqu'ils auront l'âge prescrit pour avoir voix délibérative; c'est-à-dire, vingt-sept ans accomplis, d'après la disposition de l'art. 12 de la loi du 20 avril de la même année.

L'art. 13 de cette loi établit des *Juges-Auditeurs* qui ont voix délibérative à vingt-cinq ans; les Juges de première instance ont également voix à cet âge. (*Art. 64. ibid.*)

Lorsque les Membres de la Cour d'Assises sont appelés à concourir à la déclaration du Jury, dans le cas de l'art. 351, le Juge qui n'est pas âgé de trente ans accomplis, a-t-il caractère pour y coopérer?

La raison de douter se tire de ce que les Membres de la Cour d'Assises, dans le cas de l'application de cet article, remplissent les fonctions de Jurés, puisque leurs suffrages individuels doivent se combiner avec ceux des Jurés, pour former la délibération; et de ce que l'art. 381 ne permet pas que l'on puisse remplir les fonctions de Jurés, avant d'avoir l'âge de 30 ans accomplis.

Mais la raison de décider se trouve dans l'art. 256 du Code d'instruction criminelle; dans les art. 12, 13 et 64 de la loi du 20 avril 1810, et dans l'art. 13 du

décret impérial du 6 juillet suivant, qui fixe l'âge des Juges et qui autorise les Conseillers-Auditeurs à entrer dans la composition des Cours d'Assises.

Si les Juges de première instance, les Juges et les Conseillers-Auditeurs ne pouvaient prendre part à la délibération du Jury, lorsqu'ils n'ont pas atteint l'âge de trente ans accomplis, ce serait inutilement qu'ils auraient été appelés à la composition des Cours d'Assises, lorsqu'ils ont voix délibérative.

L'art. 381 n'ayant parlé que des *Jurés*, ne peut recevoir d'application aux *Juges*, quoique les Juges puissent être appelés à partager leurs fonctions; autrement il faudrait dire que les Conseillers de la Cour Impériale, qui n'auraient pas trente ans accomplis, ne pourraient non plus coopérer à la déclaration du Jury, dans le cas de l'article 351; car il y aurait même raison de décider.

Pour donner cette exclusion aux Juges âgés de moins de trente ans, il faudrait supposer dans la loi une disposition qui n'y existe pas. Tous les articles du Code peuvent simultanément s'exécuter, en les renfermant chacun dans leur objet.

VII. Il ne suffit pas que les *Jurés* fussent âgés de trente ans accomplis, lorsqu'ils sont entrés dans la composition du Jury, pour que sa déclaration soit *légal*e; il faut qu'ils aient eu à la même époque l'exercice de leurs droits civils et politiques; c'est ce qui résulte également des dispositions de l'art. 381, rédigé dans des termes beaucoup plus simples et beaucoup plus clairs que ne l'était l'art. 483 du Code de brumaire an iv, qui portait seulement que, pour être *Juré*, il fallait avoir *les qualités requises pour être Electeur*.

VIII. Le point de droit bien établi, tout se réduit à déterminer ce qui constitue les droits *civils et politiques*, dont les *Jurés* doivent jouir.

Il ne faut pas confondre les *droits civils et politiques* avec les droits *naturels* et des *gens*, dont ils sont indépendans.

Il n'est personne qui ne conçoive ce qui appartient au droit *naturel*, quoiqu'il fût peut être difficile d'en donner une définition bien exacte.

Le droit *des gens* est le droit *commun* de toutes les nations policées; mais il en est un *particulier* à chaque individu, qui est indépendant de toute législation positive: ainsi, la faculté de *recevoir* ce qui est dû appartient au droit des gens, tandis que *l'action à exercer* contre son débiteur pour s'en procurer le paiement, appartient au droit *civil*.

Cet exemple suffit pour en faire connaître la différence.

IX. Les droits *civils* sont ceux qui appartiennent à tout Français qui réside sur le territoire de l'Empire, lorsqu'il n'en a pas *perdu* l'exercice, ou que ses droits ne se trouvent pas *suspendus*, pour des causes établies par la loi. *Tout Français jouira des droits civils.* (Art. 8 du Code Napoléon.)

On peut avoir l'exercice des droits *civils* sans être Français. *L'étranger jouira en France des mêmes droits civils que ceux accordés aux Français par les traités de la Nation à laquelle il appartient.* (Art. 11, *ibid.*)

L'étranger admis, par l'autorisation de l'Empereur, à établir son domicile en France, y jouit de tous les droits civils, tant qu'il continue d'y résider. (Art. 13, *ibid.*)

De sorte que l'exercice des droits *civils* est indépendant de la qualité de *citoyen*. (Art. 7. *ibid.*)

X. Mais pour avoir l'exercice des droits *politiques*, il ne suffit pas d'être Français, il faut être *citoyen*.

Cet exercice, comme celui des droits *civils*, peut se perdre ou être *suspendu* dans les cas déterminés par la loi ; mais on peut jouir des droits *civils*, sans avoir pour cela l'exercice des droits *politiques*.

Ce n'est pas en effet d'après les mêmes principes que se règle l'exercice des droits *civils*, et des droits *politiques*.

La distinction s'en trouve écrite dans la constitution de l'an VIII, dans le Sénatus-consulte du 19 février 1808, et dans le Code Napoléon.

XI. Tout homme né et résidant en France, qui, âgé de vingt ans accomplis, s'est fait inscrire sur le registre civique de son arrondissement communal, et qui a demeuré depuis pendant un an sur le territoire de la République, est *citoyen français*. (Art. 2 de l'acte constitutionnel.)

L'article 3 porte, qu'un *étranger* devient *citoyen français*, lorsqu'après avoir atteint l'âge de vingt-un ans accomplis, et avoir déclaré l'intention de se fixer en France, il y a résidé pendant dix années consécutives.

Et le Sénatus-consulte du 19 février 1808 dit que les *étrangers* qui rendront ou qui auraient rendu des services importants à l'Etat, ou qui apporteront dans son sein des talens, des inventions ou une industrie utile, ou qui formeront en France de grands établissemens, pourront, après un an de domicile, être admis à jouir de la qualité de *citoyens français* ; que ce droit leur sera conféré par un décret spécial de Sa Majesté, dont il leur sera délivré expédition visée par le Grand-Juge Ministre de la Justice, sur la présentation duquel ils seront admis à la prestation de serment d'obéissance aux constitutions de l'Empire, et de fidélité à l'Empereur.

Ainsi trois moyens d'acquérir la qualité de *citoyen français*, et conséquemment trois moyens de jouir des *droits politiques* attachés à cette qualité.

XII. L'art. 4 de la Constitution détermine les cas où le *citoyen français* perd cette qualité.

« La qualité de *citoyen français* se perd par la naturalisation en pays étrangers ;
» par l'acceptation de fonctions ou de pensions offertes par un Gouvernement étranger ;
» par l'affiliation à toute corporation étrangère qui supposerait des distinctions

» de naissance ; par la condamnation à des peines afflictives ou infamantes. »

XIII. L'exercice des droits de citoyen Français peut n'être que *suspendu*, et il l'est aux termes de l'art. 5 de l'acte constitutionnel.

« Par l'état de débiteur failli, ou d'héritier immédiat détenteur à titre gratuit de la succession totale ou partielle d'un failli ; par l'état de domestique à gages attaché au service de la personne ou du ménage ; par l'état d'interdiction judiciaire, d'ac-
» cusation ou de contumace. »

XIV. Comme on peut jouir des droits civils, quoique privé de l'exercice des droits *politiques* attachés à la qualité de *citoyen*, il importe de savoir ce qui *constitue* la qualité de *Français*, et ce qui peut faire perdre ou suspendre l'exercice des *droits civils* attachés à cette qualité.

XV. L'individu né d'un Français, est Français de plein droit.

L'individu né en France d'un étranger, et celui né en pays étranger d'un Français qui a perdu la qualité de Français, acquièrent cette qualité en remplissant les formalités prescrites par l'art. 9 du Code Napoléon.

« Tout individu né en France d'un étranger, pourra, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, réclamer la qualité de Français, pourvu que dans le cas où il résiderait en France, il déclare que son intention est d'y fixer son domicile, et que dans le cas où il résiderait en pays étranger, il fasse sa soumission de fixer en France son domicile, et qu'il s'y établisse dans l'année à compter de l'acte de soumission. (Art. 9.)

» Tout enfant né d'un Français en pays étranger, est Français.

» Tout enfant né en pays étranger d'un Français qui aurait perdu la qualité de Français, pourra toujours recouvrer cette qualité en remplissant les formalités prescrites par l'art. 9. » (Art. 10.)

XVI. Mais les enfans nés d'un étranger, *avant* sa naturalisation en France, doivent-ils être considérés comme Français? Le Parlement de Paris jugea la négative, par arrêt du 6 septembre 1611.

XVII. On peut avoir la jouissance des *droits civils*, sans être *Français* ou *réputé tel* ; mais dans aucun cas l'étranger admis à l'exercice des droits civils en France, ne peut y exercer ses droits *politiques*, parce qu'il n'est pas réellement Français, et que l'art. 2 de l'acte constitutionnel veut que pour avoir l'exercice des droits politiques, on soit *né et résident en France* ; ce qui ne souffre d'exception que dans le cas du Sénatus-consulte du 19 février 1808, et de l'application des art. 9 et 10 du Code Napoléon, qui réputent *nés en France* ceux qu'il appelle par fiction à la qualité de Français.

XVIII. L'exercice des *droits civils* peut se *perdre* ou être *suspendu*, aussi bien que celui des *droits politiques*, mais non pas dans les mêmes cas, *sans restriction*.

Quand on a perdu cet exercice, on peut toujours le recouvrer en observant les formalités prescrites.

C'est le vœu des articles 18, 20 et 21 du Code Napoléon.

Dans l'espèce de ce dernier article, l'individu qui a perdu la qualité de Français, ne peut la recouvrer *qu'avec la permission de l'Empereur*, tandis que dans celle des articles 18 et 20, il la recouvre de *droit* par la simple observation des formalités prescrites.

Ces articles ne reçoivent pas d'application au cas où le Français a perdu l'exercice de ses droits civils, par suite de *condamnations judiciaires*.

Il ne peut en recouvrer l'exercice qu'après sa *réhabilitation*. (*Art. 633 du Code pénal de 1810.*)

Si l'exercice des droits civils n'avait été que *suspendu*, quelle qu'en ait été la cause, cette cause venant à cesser, le Français qui en aurait été privé y rentrerait de plein droit.

XIX. La qualité de *Français*, et, par suite, l'exercice des droits civils se perdent : 1.^o par la naturalisation en pays étranger ; 2.^o par l'acceptation, non-autorisée par l'Empereur, de fonctions publiques confiées par un Gouvernement étranger ; 3.^o en prenant du service militaire chez l'étranger, ou en s'affiliant à une corporation militaire étrangère ; 4.^o par la mort civile ; 5.^o par tout établissement fait en pays étranger sans esprit de retour, mais sans que les établissemens de commerce puissent être considérés comme faits sans esprit de retour. (*Art. 17, 21 et 22 du Code Napoléon.*)

XX. L'exercice des droits civils n'est que *suspendu*, dans le cas de condamnation à une peine *afflictive ou infamante* ; mais la suspension a lieu dans le cas même de condamnation par *contumace*.

Dans le cas de condamnation judiciaire, la suspension est de droit (*art. 29 du Code pénal.*) ; elle commence du jour de l'exécution du jugement, soit réelle, soit *par effigie*, quoiqu'il soit accordé au condamné par contumace cinq années pour se représenter, et pour faire considérer sa condamnation comme non-avenue. (*Art. 27 et 28 du Code Napoléon.*)

Il suffit même d'un mandat d'arrêt ou de dépôt, d'une ordonnance de prise de corps ou d'un jugement de condamnation correctionnelle, pour qu'un Juge se trouve, par le fait, *suspendu* de ses fonctions. (*Art. 58 de la loi du 20 avril 1810.*)

XXI. L'interdiction judiciaire emporte-t-elle également la suspension des droits civils ?

Elle ne peut être prononcée contre les *majeurs*, que dans le cas d'*imbécillité*, de *démence* ou de *fureur* (*Art. 489 du Code Napoléon.*)

Elle ne peut l'être pour cause de *prodigalité*. (*Arrêt de la Cour de cassation, Section civile, du 20 mai 1806.*)

Mais il n'en résulte pas pour l'interdit une incapacité *absolue* de *contracter*. (Art. 1125 du Code Napoléon.)

Aussi l'interdiction judiciaire n'est-elle pas mise par les art. 17, 21 et 22, *ibid.*, au nombre des cas qui entraînent la *perte* ou la *suspension* de l'exercice des *droits civils*.

Mais comme elle produit l'effet de suspendre l'exercice des droits de citoyens (art. 5 de l'acte constitutionnel), il en résulte qu'elle emporte par suite la suspension des *droits politiques*.

Le conseil donné *aux prodigues*, à la forme de l'article 513 du Code Napoléon, n'emporte ni la suspension des droits civils, ni celle des droits politiques ; elle modifie simplement l'exercice des droits civils dans la personne à qui le conseil est donné.

XXII. C'est, au surplus, une question de pure curiosité pour la solution de celle qui nous occupe, que de savoir ce qui peut faire perdre ou faire suspendre l'exercice des droits civils ; puisqu'il faut, pour être *Juré*, avoir, non-seulement l'exercice des droits *civils*, mais aussi celui des droits *politiques* ; et que tout ce qui fait perdre l'exercice des droits *civils*, fait perdre, à plus forte raison, l'exercice des droits *politiques*.

XXIII. Quoique les dispositions des articles 4 et 5 de l'acte constitutionnel de l'an VIII, soient assez clairement énoncées, elles ont cependant besoin de quelques développemens.

Le condamné à des peines *afflictives* ou *infamantes* perd-il *irrévocablement* la qualité de *citoyen* et l'exercice de ses droits *politiques* ?

La question est difficile ; car, si d'une part, l'art. 633 du Code pénal porte que la *réhabilitation* fera cesser pour l'avenir, dans la personne du condamné, *toutes les incapacités qui résulteraient de sa condamnation*, l'acte constitutionnel, art. 4, met au nombre des cas qui font *perdre*, et non pas seulement *suspendre* la qualité de citoyen, la condamnation à des peines *afflictives* ou *infamantes*.

On peut répondre, que par l'effet de la *réhabilitation*, il n'existe plus-réellement de condamnation aux yeux de la loi.

Ce n'est, à la vérité, que par *fiction* ; mais de quelque manière que la condamnation disparaisse, tout ce qui n'en était que la conséquence, doit également disparaître avec elle.

Cette opinion nous semble fondée sur la disposition de l'art. 28 du Code pénal, qui a mis spécialement les fonctions de *Jurés* au nombre de celles dont le condamné à peines afflictives ou infamantes demeure *privé*, et sur celle de l'art. 633 du Code d'instruction criminelle qui lève toutes les incapacités résultantes de la condamnation.

Celui qui peut devenir *Juré* rentre nécessairement dans l'exercice de ses droits politiques.

312 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

XXIV. Les peines *afflictives* ou *infamantes* sont , la mort , les travaux forcés à perpétuité , la déportation , les travaux forcés à temps , la réclusion , le carcan , le bannissement , la dégradation civique. (Art. 7 et 8 du Code pénal.)

Il n'y a que ces peines qui soient de nature à faire perdre ou à faire suspendre l'exercice des droits politiques.

L'état d'accusation ou de contumace , mettant celui qui en est l'objet en prévention de crimes , produit l'effet de suspendre dans sa personne l'exercice de ses droits politiques ; mais la suspension est levée de droit dans le cas d'acquiescement.

Une plainte , une dénonciation , un mandat quelconque , ne produit pas le même effet que la mise en accusation ; cependant , si celui contre lequel un mandat de dépôt ou d'arrêt a été décerné , est un Juge , ce mandat suffit pour le suspendre de ses fonctions.

XXV. Si le contumax condamné et repris était acquitté , lors même qu'il ne se serait représenté qu'après l'expiration des cinq ans , il ne serait pas nécessaire qu'il se fît réhabiliter , pour rentrer dans l'exercice de ses droits de citoyen.

XXVI. Que la mort civile soit le résultat d'une condamnation judiciaire , ou qu'elle le soit d'une mesure politique , elle n'en emporte pas moins la privation de l'exercice des droits de citoyen : c'est ce qui a été jugé souvent relativement à des émigrés et à des déportés qui ont toujours été considérés comme incapables de remplir les fonctions de Jurés , tant qu'ils n'ont pas obtenu leur certificat d'amnistie. (Arrêts des 8 prairial an 1x et 16 mai 1808.)

XXVII. Lorsque le prévenu mis en accusation , n'a été condamné qu'à une peine correctionnelle , il reprend l'exercice de ses droits de citoyen ; car son état n'est plus celui d'un accusé ; ce n'est qu'un condamné à une peine qui n'est ni afflictive ni infamante.

XXVIII. L'art. 381 n'a pas suspendu l'exercice des droits de citoyen dans la personne des domestiques à gage , lorsqu'ils ne sont pas attachés à la personne ou au ménage ; de sorte que , suivant la remarque de Jousse , ni les Intendants , ni les Aumôniers , ni les Secrétaires , ni les ouvriers , ne perdent l'exercice de leurs droits politiques.

Les charretiers ou maîtres-valets de labour sont dans le même cas. (Art. 34 , Tit. V du décret du 27 juin 1790.)

XXIX. Mais qu'est-ce qui constitue l'état de débiteur failli ?

L'ordonnance de 1673 portait , art. premier du Tit. XI , que la faillite était réputée ouverte du jour que le débiteur s'était retiré , ou que le scellé avait été apposé sur ses biens.

C'étaient les deux seuls cas qui fussent prévus ; cependant , on jugeait sous l'empire du Code de brumaire an 1v , que le dépôt du bilan , que le contrat d'attribution

ment , étaient des preuves suffisantes de la faillite. (*Arrêts des 27 août 1807 et 30 avril 1810.*)

Le Code de commerce a été plus loin ; il a déclaré failli *tout Commerçant qui cesse ses paiemens* (art. 437) ; de sorte qu'il semblerait suffire aujourd'hui pour la justification de la récusation fondée sur l'état de débiteur failli , de la preuve que le Juré a cessé ses paiemens.

XXX. Mais il ne suffirait pas , pour établir la qualité de débiteur failli , de la production de simples protêts , ni même de jugemens de condamnation , s'il n'y avait pas eu *clôture de magasins* , disparition du failli , atermolement ou bilan déposé.

Il ne suffirait pas de lettres de convocation de la part du débiteur à ses créanciers , pour former un contrat d'union , si ces lettres n'avaient pas eu de suite , et si la faillite n'avait pas été déclarée ouverte ; car il n'en résulterait qu'une simple présomption de faillite , et il doit y avoir preuve d'une faillite réelle pour faire suspendre l'exercice des droits politiques.

XXXI. Quoique l'art. 400 du Code d'instruction criminelle porte que les récusations doivent *s'arrêter* lorsqu'il ne *reste* plus que le nombre de douze Jurés ; et que l'art. 399 exige que les noms de tous les Jurés , non *excusés* et non *dispensés* , soient mis dans l'urne , ce qui exclut toutes récusations *préalables* au tirage au sort ; cela ne prive pas l'accusé de proposer des récusations motivées contre les Jurés incapables ou qui lui sont suspects.

Pour que les dispositions des articles cités pussent y mettre obstacle , il faudrait que le Juré qui serait âgé de moins de trente ans , que le Juré qui aurait encouru la mort civile , que le Juré qui serait en état de faillite , eussent acquis la capacité d'être Jurés , par le seul fait que leurs noms seraient restés au nombre des douze : ce qui serait absurde.

Quand l'art. 400 déclare que les récusations *s'arrêteront* lorsqu'il ne restera plus que douze Jurés , * il n'entend parler que des récusations *non motivées* ; ce qui ne peut avoir aucun inconvénient , puisqu'aux termes de l'article 395 , le nombre des Jurés doit être complété par la voie du sort sur le tableau des citoyens de la Commune.

XXXII. Lorsque la récusation a été proposée devant la Cour d'Assises , il convient d'établir une distinction entre le cas où la Cour a rejeté le moyen sur le motif qu'il n'est pas justifié *en fait* , et celui où la Cour l'a rejeté , attendu que le reproche ne lui a pas paru rentrer dans les dispositions de la loi.

Si la Cour d'Assises n'a prononcé *que sur le point de fait* , comme les faits sont hors du domaine de la Cour de cassation , il pourrait avoir été mal jugé sans qu'il en résultât une ouverture de cassation.

Mais si la Cour d'Assises avait refusé d'admettre une récusation fondée sur une disposition de la loi, l'arrêt ne pourrait être justifié.

XXXIII. Si l'incapacité du Juré avait été ignorée de l'accusé, lors des débats, que par suite, il ne l'eût opposée que sur son recours en cassation, l'arrêt de condamnation devrait-il être annulé dans le cas où l'incapacité se trouverait établie ?

Oui : cela fut ainsi jugé par arrêts des 26 floréal et 16 fructidor an VIII.

XXXIV. Mais si l'incapacité du Juré résultait de sa qualité de failli, et qu'elle ne fût justifiée que par la représentation de *protêts*, ou par des certificats constatant qu'il a fait la clôture de *ses magasins*, serait-il dans le domaine de la Cour de cassation de faire l'appréciation de ces actes ?

L'article 381 du Code d'instruction criminelle exige, *sous peine de nullité*, que les Jurés jouissent de leurs droits *civils et politiques* ; et il résulte de l'article 5 de l'acte constitutionnel, que le *failli* en perd la jouissance.

D'autre part, l'article 437 du Code de commerce fait consister l'état de *failli* dans la cessation de paiemens ; d'où il semblerait assez naturel de tirer la conséquence que toutes les fois qu'il y a preuve de la cessation de paiemens de la part d'un commerçant qui a rempli les fonctions de Juré, il y a lieu de le considérer comme un failli.

Cependant il fut jugé le 4 juillet 1811, par un arrêt rendu au rapport de M. *Bauchoy*, que l'incapacité du Juré, tirée de son état de débiteur failli, n'est pas proposée en cassation, attendu que le droit d'apprécier les qualités civiles et politiques des Jurés, appartient à la seule autorité administrative.

Dans l'espèce de cet arrêt, *Sertel*, demandeur en cassation, établissait son moyen sur deux certificats, desquels il résultait que le sieur *Bonard*, l'un des Jurés qui avait concouru à la délibération, avait déposé son bilan le 4 ventôse an XIII, et qu'il n'avait pas été réhabilité.

Mais le simple dépôt du bilan, sous l'empire de l'ordonnance de 1673, ne constituait pas l'état de débiteur failli ; il fallait que le débiteur se fût retiré, ou que les scellés eussent été mis sur ses biens.

Il n'y avait donc pas preuve suffisante que le Juré fût un débiteur failli, puisque le dépôt de son bilan avait été fait avant la mise en activité du Code de commerce.

Ce motif est suffisant pour justifier l'arrêt, sans qu'il soit besoin de s'attacher au considérant tiré de ce qu'il n'appartient qu'à l'autorité administrative d'apprécier les droits civils et politiques des citoyens, ce qui est bien un principe vrai, en général, mais qui n'est pas applicable à l'espèce sous tous ses rapports.

Aussi par arrêt rendu le 16 fructidor an VIII, au rapport de M. *Rupereau*, l'arrêt d'une Cour de Justice criminelle fut-il annulé, sur le motif que l'un des Jurés était en état de faillite.

« Attendu que le débiteur failli ne peut, pendant son état de faillite, exercer les

» droits de citoyen, ni conséquemment être admis aux fonctions de Juré. »

La liste des Jurés se formait alors, comme aujourd'hui, par l'autorité administrative. (*Art. 485 du Code de brumaire an 1v.*)

Cet arrêt se trouve imprimé sous sa date au Bulletin de la Cour.

XXXV. Ce qui nous porte à croire que la Cour de cassation ne se décida pas, lorsqu'elle rendit son arrêt du 4 juillet 1811, sur le motif qu'à l'autorité administrative seule il appartient d'apprécier la capacité des Jurés, c'est que le 8 août suivant elle jugea, au rapport de M. *Rataut*, qu'il y avait nullité de ce qu'un Juré, âgé de moins de trente ans, était entré dans la composition du Jury; et que le lendemain 9, elle jugea, sur le rapport de M. *Dutocq*, que la Cour d'Assises avait pu rejeter de la liste, sans contrevenir à la loi, un des Jurés qui s'y trouvait porté, sur le motif qu'il n'était pas domicilié dans le département.

Le 14 novembre 1811, pareil arrêt fut rendu au rapport de M. *Oudéard*, en rejetant le moyen tiré de ce que la Cour d'Assises avait éliminé de la liste comme incapables, deux Suppléans du Tribunal civil que l'autorité administrative y avait portés.

XXXVI. Le Préfet peut bien comprendre dans la liste, tels individus qu'il lui plaît; mais il n'est pas en son pouvoir de leur donner la capacité que la loi leur refuse.

Si, lorsque le Préfet use de cette faculté, les Tribunaux avaient les mains liées, il en résulterait que les accusés pourraient être jugés par des Jurés sans caractère, sans qu'il leur restât aucun moyen de s'en plaindre; ce qui serait aussi contraire au vœu de la loi qu'à la raison et à la justice.

XXXVII. L'article 5 de l'acte constitutionnel ne permet pas que l'héritier immédiat, détenteur à titre gratuit de la succession totale ou partielle d'un failli puisse être juré.

Pour que cette incapacité soit établie, il faut le concours de trois circonstances :

La première, qu'il y ait eu *faillite*;

La deuxième, que le failli n'ait pas été *réhabilité*;

La troisième, que le Juré récusé soit l'héritier immédiat du failli et détenteur de ses biens à titre *gratuit*.

XXXVIII. Que doit-on entendre par *héritier immédiat*?

Le donataire rentre-t-il dans les dispositions de l'article cité?

Cette dernière question mérite seule d'être examinée; car pour être *héritier immédiat*, il faut avoir hérité *directement* et *sans intermédiaire* du débiteur failli; de sorte que celui-là n'est pas l'héritier *immédiat* du failli, qui a trouvé dans la succession de son père ou d'un parent des biens qui ont appartenu au débiteur failli, de quelque manière que ces biens aient passé entre les mains de celui dont il a hérité.

316. CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Le *donataire entre-vif* d'une partie des biens du failli, par donation *antérieure* à la faillite, est détenteur des biens du failli; mais il ne l'est pas à titre d'*héritier immédiat*, s'il n'est pas son héritier *naturel*.

Mais si le donataire entre-vif est l'*héritier immédiat du failli*, c'est-à-dire, son héritier *naturel*, il rentre dans l'application de la loi; car il réunit alors les deux qualités d'*héritier immédiat* et de *détenteur des biens du failli*.

S'il ne détient pas les biens à titre de succession du *failli*, il n'en jouit pas moins à titre *gratuit*, par *anticipation de succession*.

XXXIX. L'héritier *bénéficiaire* n'ayant qu'une détention précaire des biens du failli, conserve sa qualité de citoyen, lorsqu'il a rempli les formalités prescrites, et qu'il n'est pas en retard de rendre compte.

XL. Si c'était la femme du Juré qui fût l'héritière immédiate et la détentrice à titre gratuit des biens du failli, il n'en résulterait aucune incapacité dans la personne de son mari, quoique les revenus des biens provenant du failli fussent entrés dans la communauté; car il n'en est pas le *détenteur* en qualité d'*héritier immédiat* du failli; il ne peut lui être imputé aucune faute personnelle.

Mais le père qui serait l'héritier naturel du failli, et qui aurait fait passer les biens de ce dernier à ses enfans, étant en sa puissance, pour en profiter personnellement, rentrerait évidemment dans l'application de la loi.

XLI. Le fils du failli, quoiqu'étant son *héritier immédiat*, ne perd pas sa qualité de citoyen, lors même qu'il ne paie pas les dettes de son père, s'il n'a rien conservé des biens qu'il tenait de sa libéralité.

XLII. Ce n'est que par un *abandon effectif* de tous les biens du failli, ou qu'en payant toutes *ses dettes*, que l'héritier immédiat, détenteur à titre gratuit des biens du failli, peut recouvrer sa qualité de citoyen.

Il prendrait avec les créanciers du failli des arrangemens, d'après lesquels ils le tiendraient quitte d'une partie de leurs créances, à la charge de payer le restant, que l'incapacité n'en existerait pas moins; car il serait toujours vrai de dire, que l'héritier immédiat du failli jouirait à titre gratuit d'une partie de ses biens au préjudice de ses créanciers.

Mais, si les créanciers avaient donné à l'héritier immédiat, détenteur à titre gratuit des biens du failli, une quittance sans réserve, et sans qu'il y fût question des arrangemens pris entre eux et l'héritier, celui qui proposerait la récusation, sur le motif de ces prétendus arrangemens, ne devrait pas être admis à en rapporter la preuve.

ARTICLE CCCLXXXII.

Les Jurés seront pris :

- 1.° Parmi les Membres des Collèges électoraux ;
- 2.° Parmi les trois cents plus imposés dans le département ;
- 3.° Parmi les Fonctionnaires de l'ordre administratif à la nomination de l'Empereur ;
- 4.° Parmi les Docteurs et Licenciés de l'une ou de plusieurs des quatre Facultés de Droit, Médecine, Sciences et Belles-Lettres, les Membres et Correspondans de l'Institut, et des autres Sociétés savantes reconnues par le Gouvernement ;
- 5.° Parmi les Notaires ;
- 6.° Parmi les Banquiers, Agens-de-change, et Marchands payant patente de l'une des deux premières classes ;
- 7.° Parmi les Employés des Administrations jouissant d'un traitement de quatre mille francs au moins.

Aucun Juré ne pourra être pris que parmi les Citoyens sus-désignés, sauf toutefois ce qui est dit art. 386.

OBSERVATIONS.

I. Le Code d'instruction criminelle détermine dans cet article les différentes classes de citoyens, parmi lesquelles les Jurés doivent être pris ; mais l'incapacité qu'il établit n'est que *relative*, puisque l'art. 386 autorise le Préfet du Département, sur la demande qui lui en est faite, à comprendre dans la liste des individus appartenant à d'autres classes que celles mentionnées dans l'art. 382, sur l'autorisation du Ministre de l'intérieur.

II. Il résulte de cette observation, que quand un citoyen d'une autre classe que celles mentionnées dans l'art. 382, serait entré dans la composition du Jury, il n'y aurait pas nullité de la déclaration, si la Cour d'Assises n'avait pas été requise de le faire remplacer ; mais s'il y avait eu réquisition, et que la Cour d'Assises eût omis ou refusé d'y faire droit, la déclaration du Jury serait nulle par ce défaut de capacité dans la personne du Juré récusé, à moins qu'il ne fût justifié qu'il avait été porté sur la liste d'après une autorisation du Ministre.

III. Le Préfet qui compose la liste, et le Président de la Cour d'Assises qui la réduit, doivent dès-lors avoir l'attention de ne faire entrer dans sa composition que

des citoyens des classes mentionnées dans l'article 382, lorsqu'il n'existe pas une décision ministérielle qui les autorise à en y comprendre d'autres.

Ils doivent être d'autant plus scrupuleux observateurs de cette disposition du Code, que le Législateur a attaché une grande importance à ce que les Jurés soient pris parmi les citoyens, qui par leur état et par leur fortune, présentent une plus grande *responsabilité morale*.

Lorsque le Préfet porte sur la liste le nom d'une personne qui n'est pas de la classe de celles mentionnées dans l'art. 382, il doit faire mention de l'autorisation qui en a été donnée par le Ministre, afin d'éviter toute discussion.

IV. Ce serait se livrer à une répétition fastidieuse, que de rappeler dans quelles classes de citoyens les Jurés doivent être pris; cependant, pour l'entière intelligence de l'art. 382, il convient de faire quelques observations.

V. Il suffit d'être du nombre des trois cents *plus imposés du Département*, lorsque l'on a d'ailleurs les autres qualités requises pour être Juré, quand on ne serait pas membre du Collège électoral; car, quoique le Sénatus-consulte du 16 thermidor an 2, porte que les trois cents Membres qui doivent le composer, doivent être pris parmi les plus imposés, il laisse néanmoins une grande latitude dans le choix, puisque les trois cents Membres peuvent être pris indifféremment dans une liste de six cents, et que le choix peut n'être pas tombé sur les plus imposés.

D'ailleurs, le Collège électoral étant une fois formé, ne se renouvelle que partiellement; et celui qui n'était pas l'un des plus imposés lors de sa formation, peut l'être devenu depuis.

Mais lorsque l'on n'est porté sur la liste que comme l'un des trois cents plus imposés du Département, il faut y avoir *son domicile*; aussi la Cour de cassation jugea-t-elle le 9 août 1811, au rapport de M. Dutocq, que la Cour d'Assises avait pu, sans contrevenir à la loi, rejeter de la liste un Juré de cette qualité, qui n'avait pas son *domicile* dans le Département.

Nous ferons remarquer, au surplus, avant de terminer cette observation, que l'art. 382 ayant parlé *indistinctement* des Collèges électoraux, les Membres des Collèges d'*arrondissemens*, aussi bien que ceux de *Départemens*, se trouvent compris dans sa disposition.

VI. Lorsque l'art. 382 a parlé *des Employés des Administrations*, c'est dans le sens qu'ils tiennent à l'*ordre administratif* par leurs fonctions, ce qui ne peut s'appliquer qu'aux Employés des *Administrations publiques*.

VII. L'art. 382 améliore sensiblement l'institution du Jury, puisqu'il ne sera dorénavant composé que de personnes ayant déjà obtenu la confiance du Gouvernement, et de celles dont les fonctions ou la fortune donnent une garantie suffisante de l'intérêt qu'elles ont personnellement au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique.

VIII. A la séance du Conseil-d'Etat du 12 juillet 1811, la Section de législation fit un rapport sur la question de savoir si les Jurés peuvent être pris parmi les *Sénateurs*.

La même question y fut agitée relativement aux Membres du Conseil-d'Etat et à ceux du Corps-Législatif; l'avis fut :

- » 1.^o Que les Membres du Sénat qui ne peuvent invoquer aucune des exceptions portées aux articles 383, 384 et 385 du Code d'instruction criminelle, peuvent être appelés à remplir les fonctions de Juré ;
 - » 2.^o Qu'ils ne doivent être compris que dans les listes de Jurés, formées pour le service de la Cour d'Assises de Paris ;
 - » 3.^o Que toutes les fois qu'un Sénateur ainsi appelé s'excuse, soit sur la nécessité de remplir ses fonctions de Sénateur, soit pour cause d'absence autorisée, la Cour d'Assises ne peut se dispenser d'admettre cette excuse ;
 - » 4.^o Qu'il en est de même de toute excuse de ce genre proposée par les Membres du Conseil-d'Etat, et ceux du Corps-Législatif, pendant la session de ce corps. »
- Cet avis reçut l'approbation de l'Empereur, le 16 du même mois.

ARTICLE CCCLXXXIII.

Nul ne peut être Juré dans la même affaire où il aura été Officier de police judiciaire, témoin, interprète, expert ou partie, à peine de nullité.

OBSERVATIONS.

I. IL ne suffit plus, comme sous l'empire du Code de brumaire an iv, art. 484, d'être *Officier de police judiciaire*, pour se trouver dans l'incapacité d'être Juré ; il faut avoir rempli les fonctions d'Officier de police judiciaire *dans l'affaire* ; mais l'Officier de police judiciaire qui a fait quelques actes de son ministère dans l'affaire, et qui serait entré dans la composition du Jury, rendrait *nulle* la déclaration à laquelle il aurait coopéré.

II. La faculté qui est accordée à l'Officier de police judiciaire, d'être Juré, lorsqu'il n'a pas rempli ses fonctions *dans l'affaire*, souffre néanmoins une exception.

Les Juges d'instruction, les Procureurs-Impériaux, ni leurs Substituts ne peuvent, *dans aucun cas*, remplir les fonctions de Jurés (art. 384) ; de sorte que l'art. 383 ne reçoit d'application qu'aux Officiers de police *auxiliaires* du Procureur-Impérial.

III. Si l'art. 383 a rendu aux Officiers de police judiciaire la capacité d'être Jurés, il l'a ôté à l'*Interprète*, qui pouvait être pris parmi les *témoins* et les *Jurés*, sous l'empire du Code de brumaire an iv. (Art. 369.)

IV. Aucune loi n'avait mis d'une manière formelle les parties, les experts et les témoins dans l'exclusion de remplir les fonctions de Jurés ; mais quant aux *parties*,

il n'était pas nécessaire qu'il y en eût une disposition expresse : elle sortait de la nature des choses ; cependant , il faut savoir gré au Législateur de l'avoir dit , parce que l'on aurait pu prétendre qu'au moyen de son *désistement* , la partie civile étant rentrée dans la classe ordinaire des citoyens , aurait pu devenir Juré , si elle avait eu les qualités requises ; ce qui aurait pu donner lieu à des incidens qu'il était important de prévenir.

V. Quant aux *experts* et aux *témoins* , l'art. 383 les a mis , comme les parties , dans l'exclusion d'être Jurés , ce qui est très-moral ; car , quoique les experts et les témoins n'aient personnellement aucun intérêt à la chose , on ne doit pas moins craindre de leur part une prévention dont l'homme le plus sage et le mieux intentionné ne peut souvent se défendre.

Celui qui aurait fait une simple déclaration devant le Juge d'instruction , se trouverait dans l'exclusion , lors même qu'il ne serait pas cité comme témoin aux débats ; car le Code a parlé des témoins en général et non pas restrictivement de ceux qui sont appelés aux débats.

VI. Les Officiers de santé , ouvriers et autres personnes appelées pour la constatation du délit , doivent être rangés dans la classe des *experts* , puisque c'est principalement sur leurs déclarations que se rédige le procès-verbal , et que ce procès-verbal est dès-lors en partie leur ouvrage.

VII. L'incapacité prononcée par cet article est aussi absolue que celle résultante de l'art. 381 ; de sorte qu'il y aurait nullité dans la déclaration du Jury , si l'un des *experts* , l'un des *témoins* , la *partie* ou l'*Officier de police* judiciaire qui aurait rempli ses fonctions dans l'affaire , en avait été Membre.

VIII. Il n'aurait été fait aucune réquisition tendante à l'exclusion de l'interprète , de la partie , de l'expert , du témoin , ou de l'Officier de police judiciaire qui aurait rempli ses fonctions dans l'affaire , que la nullité ne se trouverait pas couverte ; car le défaut de réquisition n'aurait pu donner au Jury un caractère que la loi lui refuse.

ARTICLE CCCLXXXIV.

Les fonctions de Juré sont incompatibles avec celles de Ministre , de Préfet , de Sous-Préfet , de Juge , de Procureur-Général et Impérial près les Cours et Tribunaux , et de leurs Substituts.

Elles sont également incompatibles avec celles de Ministre d'un culte quelconque.

OBSERVATIONS.

I La première question que présente cet article , est celle de savoir si l'incompa-

tibilité qu'il prononce emporte une nullité *absolue*; de telle sorte que si un Ministre, un Préfet, un Juge, un Procureur-impérial ou un de ses Substitués, avait coopéré à la déclaration du Jury, cette déclaration dut nécessairement être annulée, lors même que le Juré n'aurait pas été requis de s'abstenir à raison de l'incompatibilité de ses fonctions.

On peut dire pour la *négative*, que quand le Législateur a voulu établir la peine de nullité, il l'a déclarée d'une manière claire et précise, ainsi qu'il l'a fait dans les articles 331 et 333; et que s'il ne l'a pas prononcée pour le cas mentionné dans l'art. 384, c'est qu'il n'a pas entendu y attacher cette peine.

Mais en déclarant *incompatibles* les fonctions de Juré avec celles de Ministre, de Préfet et de Juges, le Législateur leur a suffisamment interdit d'en exercer les fonctions; de sorte qu'ils ne pourraient le faire sans abus de pouvoir, et sans que conséquemment il en résultât la nullité de la déclaration du Jury à laquelle ils auraient coopéré.

La nullité dans ce cas est commandée par la nature des choses.

Le Législateur a craint l'influence d'un Juré de cette qualité, et l'on ne peut se dissimuler qu'elle pourrait avoir, en effet, de fâcheux résultats.

II. La Cour de cassation jugea, les 9 et 10 février 1809, qu'il n'y avait pas ouverture de cassation suffisante tirée de la parenté et de l'alliance des Jurés entre eux, et des Jurés avec les Juges, attendu qu'aucune disposition de la loi alors en vigueur n'empêchait les Jurés, parens entre eux ou avec les Juges, d'entrer simultanément dans la composition du Jury; et le Code d'instruction criminelle a laissé à cet égard les choses dans leur ancien état.

Mais si la parenté entre les Jurés et les Juges n'établit pas une incompatibilité, il en existe une entre les Juges et les Officiers du Ministère public, parens ou alliés au degré d'oncle et de neveux *inclusivement* (art. 63 de la loi du 20 avril 1810); cependant, les Juges et les Officiers du Ministère public, parens ou alliés entre eux, peuvent obtenir des dispenses de Sa Majesté, lorsque les Tribunaux auxquels ils se trouvent attachés sont composés au moins de huit Juges.

Mais il n'y aurait pas un motif suffisant de prononcer la nullité de l'arrêt auquel des Juges et des Officiers du Ministère public, parens ou alliés au degré prohibé, auraient coopéré, s'ils n'avaient pas été récusés; car l'incapacité prononcée par l'art. 63 de la loi du 20 avril 1810, n'est pas absolue.

III. La Cour de cassation jugea, les 17 thermidor an x, 25 août 1803, et 19 janvier 1809, qu'il n'y a pas nullité dans la déclaration du Jury à laquelle ont coopéré des *Suppléans* de Juges-de-peace et de Tribunaux civils; attendu que le Législateur n'a étendu sa prohibition qu'aux Juges, et que si les *Suppléans* remplacent quelquefois les Juges, ils ne le font que temporairement.

L'art. 334 du Code d'instruction criminelle ne parle non plus que des *Juges*; de sorte que la Jurisprudence établie sous le Code de brumaire an iv, doit être main-

tendue : c'est ce que la Cour de cassation a jugé par arrêt du 9 août 1811, au rapport de M. Rataut, et ce qu'elle a jugé depuis encore le 25 octobre 1811.

Mais les Suppléans auraient été rejetés de la liste, que si le Procureur-Général ni l'accusé ne s'y étaient pas opposés, il n'en pourrait point résulter une ouverture de cassation : c'est ce que la Cour de cassation jugea, au rapport de M. Oudard, le 14 novembre 1811.

IV. Doit-on conclure de ce que les Maires des Communes, non chef-lieux de canton, sont appelés à présider le Tribunal de police, dans les cas déterminés par l'art. 166 du Code d'instruction criminelle, qu'ils ne puissent être Jurés?

Ce n'est pas *accidentellement* que les Maires des Communes, non chef-lieux de canton, sont appelés à remplir les fonctions de Juges en matière de police ; ils constituent un véritable Tribunal dans leurs Communes respectives : cependant, quoiqu'ils remplissent, sous ce point de vue, les fonctions de Juges, on peut dire que ce ne sont pas réellement des Juges, dans le sens que la loi attache à ce mot, puisqu'ils ne sont appelés à présider le Tribunal de police qu'en leur qualité de Maire, c'est-à-dire, en celle de Membre de l'Administration.

Le Législateur venait de déléguer aux Maires les fonctions de Présidents des Tribunaux de police ; cette délégation était encore présente à sa pensée : de sorte que, s'il ne les comprit pas dans les dispositions de l'art. 384, c'est qu'il n'était pas dans son intention de les y comprendre.

Les incompatibilités sont de droit étroit ; elles ne peuvent être fondées sur de simples inductions. *

Dans le système contraire, il faudrait dire que les Prud'hommes établis dans les principales villes de l'Empire, que les Membres de l'Université Impériale, que les Conseillers de Préfecture, se trouveraient aussi dans l'exclusion des fonctions de Jurés ; car ils remplissent accidentellement, ainsi que les Maires, des fonctions de Juges ; mais ce serait aller contre le vœu du Législateur.

V. Il n'en est pas de même des Juges-de-Paix, des Juges des Tribunaux de Commerce, des membres des Cours prévôtales et des Tribunaux ordinaires des Douanes, des Conseillers et des Juges-Auditeurs ; car, ce n'est pas par suite d'autres fonctions, qu'ils sont appelés à remplir celles de Juges : les fonctions de Juges sont celles qu'ils exercent habituellement.

Les Auditeurs ne peuvent être assimilés aux Suppléans ; ils assistent à toutes les audiences du Tribunal auquel ils sont attachés ; ils prennent rang avec les Juges dans l'ordre de leur réception (*art. 97 du décret impérial du 6 juillet 1810*) ; tandis que les Suppléans ne sont appelés au Tribunal, que lorsque leur présence y est nécessaire.

VI. L'art. 384 établit aussi une incompatibilité entre les fonctions de Juré, et celles de Ministre d'un culte quelconque ; d'où naît la question de savoir si la simple

qualité de Ministre d'un culte suffit pour établir l'incompatibilité, lors même que le Ministre ne remplirait aucune des fonctions attachées à son état.

L'art. 384 ne porte pas qu'il y a incompatibilité, lorsque le Ministre d'un culte en *exerce* les fonctions : il déclare, et sans restriction, que les Ministres d'un culte ne peuvent être Jurés ; et déjà, sous l'empire de l'ordonnance de 1670, les Ministres du culte catholique n'auraient rempli aucune fonction de leur ministère, ils n'auraient été titulaires d'aucun bénéfice, qu'ils étaient dans l'incapacité d'exercer les fonctions de Juges dans les affaires de grand criminel.

On en trouve une preuve éclatante dans le procès fait au maréchal de Marillac, jugé par une Commission que présida le Garde-des-Sceaux Château-Neuf, qui était dans les ordres sacrés.

Quelle que fût l'autorité du Cardinal de Richelieu, qui poursuivait l'infortuné Maréchal, il ne crut pas qu'il fût en son pouvoir de charger le Garde-des-Sceaux de présider la Commission, sans avoir obtenu du Pape la dispense nécessaire.

Cette mesure a été étendue aux Ministres de tous les cultes, par l'art. 384.

VII. Les Membres de la Cour des Comptes et du Conseil des Prises, étant de véritables Juges, rentrent dans l'application de l'art. 384.

Nous n'en excluons pas même les Référendaires de la Cour des Comptes ; car, s'ils ne sont pas Juges, s'ils n'ont pas voix délibérative ; ils n'en exercent pas moins des fonctions judiciaires et *permanentes* : ce sont eux qui rapportent tous les comptes ; ils assistent aux délibérations.

VIII. Les Avocats-Généraux près la Cour de cassation, et près les Cours Impériales ne se trouvent pas nommément mentionnés dans l'art. 384 ; mais ils rentrent nécessairement dans son application ; car les Avocats-Généraux ne sont, dans la réalité, que les Substituts des Procureurs-Généraux, quoique la qualification qui leur a été donnée, semble leur assurer une existence indépendante.

ARTICLE CCCLXXXV.

Les Conseillers-d'Etat chargés d'une partie d'administration, les Commissaires-Impériaux près les Administrations ou Régies, les septuagénaires, seront dispensés, s'ils le requièrent.

OBSERVATIONS.

I. Les affaires multipliées dont se trouvent chargés les Conseillers-d'Etat auxquels est confiée la surveillance d'une partie d'administration, le travail actif et continuuel auquel doivent se livrer les Commissaires impériaux près les Administrations ou Régies, devaient faire accorder à ces Fonctionnaires d'un ordre supérieur, le moyen

de n'être pas distraits de leurs occupations, lorsque leurs devoirs exigent qu'ils s'y livrent tout entiers.

Ce n'était pas cependant un motif pour les exclure de la liste honorable du Jury.

Lorsqu'ils s'y trouvent portés, ils sont seulement autorisés à s'en faire retirer.

Lorsqu'ils prennent ce parti, ils doivent en instruire le Président de la Cour d'Assises, à l'instant qu'ils sont avertis qu'ils y ont été portés.

S'ils négligeaient cette précaution, ils se mettraient dans le cas de l'application de l'article 396, c'est-à-dire, d'une condamnation à l'amende.

II. L'avis du Conseil d'État, du 11 juillet 1811, dont nous avons rapporté les dispositions sous l'article 382, accorde la même faveur à tous les Conseillers d'Etat.

Il l'accorde de même aux Membres *du Corps législatif*, mais seulement *pendant la tenue de la session*; ce qui restreint dans de justes bornes les dispositions de l'article 484 du Code de brumaire an iv.

III. Le même article du Code de brumaire dispensait les septuagénaires, comme le fait encore l'art. 385 du Code d'instruction criminelle, de remplir les fonctions de Juré, lorsqu'ils le requièrent.

ARTICLE CCC LXXXVI.

Quiconque ne se trouvant dans aucune des classes désignées en l'art. 382, désirerait être admis à l'honneur de remplir les fonctions de Juré, pourra être compris dans la liste, s'il le demande au Préfet; et si, après que le Préfet aura obtenu des renseignements avantageux sur le compte du requérant, et les aura transmis au Ministre de l'Intérieur, le Ministre accorde une autorisation à cet égard.

Le Préfet pourra également faire d'office la proposition au Ministre.

OBSERVATIONS.

I. Jusqu'ici les fonctions de Jurés avaient été considérées comme une charge; chacun cherchait le moyen de se dispenser de les remplir; mais le Souverain ayant manifesté son intention que les Membres du Jury fussent dorénavant choisis parmi les hommes les plus recommandables, et l'Empereur s'étant réservé de donner aux Jurés qui montreraient un zèle louable, des témoignages honorables de sa satisfaction, il était facile de prévoir que les fonctions de Jurés seraient aussi recherchées, qu'autrefois elles étaient redoutées.

L'article 386 a pourvu d'une manière qui ne laisse rien à désirer aux moyens de faire entrer dans la composition du Jury, les personnes qui, n'étant pas des classes mentionnées dans l'article 382, désireraient être appelées à ces fonctions importantes.

II. Pour devenir habile à être porté sur la liste, lorsqu'on n'est pas de l'une des classes mentionnées dans l'article 332, il suffit d'en avoir formé la demande au Préfet, et que le Ministre de l'intérieur y ait donné son autorisation.

Il suffit même de la simple présentation du Préfet et de l'autorisation du Ministre, sans demande préalable.

III. Mais, quoique l'article 336 se serve du mot *quiconque*, il ne faut pas prendre ce mot dans un sens absolu ; il ne peut s'appliquer qu'aux personnes âgées de trente ans accomplis ; qui jouissent de la plénitude de leurs droits civils et politiques ; et qui n'exercent aucune fonction incompatible avec celle de Juré.

Le mot *quiconque* ne se trouve dans l'article 336, que par opposition aux dispositions restrictives de l'article 332.

IV. Quand celui qui se présente pour entrer dans la composition du Jury, jouirait de la plénitude de ses droits civils et politiques, quand il n'y aurait dans sa personne aucune incompatibilité fondée sur la loi, ce ne serait pas encore assez pour que le Préfet, à qui la demande serait adressée, fût tenu de solliciter l'agrément du Ministre en faveur du pétitionnaire.

Le Préfet doit prendre des renseignemens particuliers sur le compte du pétitionnaire, et ne présenter sa demande au Ministre, que dans le cas où les renseignemens lui ont été favorables.

ARTICLE CCCLXXXVII.

Les Préfets formeront, sous leur responsabilité, une liste de Jurés, toutes les fois qu'ils en seront requis par les Présidens des Cours d'Assises. Cette réquisition sera faite quinze jours au moins avant l'ouverture de la session.

Si la Cour est divisée en une ou plusieurs Sections, chaque Président pourra, dans le cas où le nombre des affaires l'exigerait, requérir une liste de Jurés pour la Section qu'il préside.

Dans tous les cas, la liste sera composée de soixante citoyens : elle sera adressée de suite au Président de la Cour d'Assises ou de Section, qui sera tenu de la réduire à trente-six dans les vingt-quatre heures, à compter du jour de sa réception, et de la renvoyer dans le même délai au Préfet, qui la fera parvenir, ainsi qu'il sera dit ci-après, à tous ceux qui doivent la recevoir.

OBSERVATIONS.

I. Les deux lois du 6 germinal an VIII avaient amélioré la manière dont devaient se composer les listes des Jurés ; mais elles n'avaient pas encore atteint le but.

L'art. 387 du Code d'instruction criminelle renferme une théorie plus complète , en confiant le soin de leur formation au Préfet de chaque département , et en autorisant le Président de la Cour d'Assises à réduire ces listes de soixante à trente-six.

II. D'après ce nouveau système, il y aurait déjà une grande probabilité de la bonté des choix , lors même que la liste pourrait être formée de personnes prises indistinctement dans toutes les classes de la société ; mais cette probabilité se change en certitude , d'après les dispositions des articles 382 et 386.

III. Malgré cette assurance d'une bonne composition du Jury , le Législateur a cependant maintenu le Procureur-Général et les accusés dans le droit de récuser, *sans motif*, les deux tiers des Jurés restant sur la liste après l'épuration qu'elle a éprouvée, et de la réduire au nombre des douze Jurés nécessaires pour former le tableau.

Il n'était pas possible de rien faire de plus favorable pour l'accusé et pour le maintien de l'ordre public.

IV. Tous les Jurés portés sur la liste étant présumés des personnes capables, il devenait inutile de conserver la distinction entre les Jurés ordinaires et les Jurés spéciaux, qu'avait établie le Code de brumaire an IV, et que les lois de germinal an VIII avaient maintenue.

Ainsi, quelle que soit la nature de l'affaire portée à la Cour d'Assises, le tableau du Jury doit être formé sur la liste du trimestre, composée de trente-six Jurés.

V. Le Préfet ne peut refuser l'envoi d'une liste de Jurés, lorsqu'il en est requis par le Président de la Cour d'Assises ; mais le Président doit faire sa réquisition , au moins quinze jours avant l'ouverture de la session , afin de donner au Préfet le temps nécessaire pour la composer avec réflexion , et de manière que les Jurés qui s'y trouvent portés puissent être avertis huit jours à l'avance , au désir de l'art. 389.

Aussi l'art. 386 n'accorde-t-il que vingt-quatre heures au Président de la Cour d'Assises pour faire la réduction , et ne lui accorde-t-il non plus qu'un pareil délai pour le renvoi qu'il est tenu de faire au Préfet de la liste réduite.

VI. Lorsque la Cour d'Assises se compose de plusieurs Sections , chacune d'elles doit avoir une liste particulière de Jurés ; et , en conséquence , les Magistrats qui sont appelés à présider , sont tenus d'en faire chacun leur réquisition personnelle au Préfet.

VII. La liste ainsi formée, il y aurait excès de pouvoir, si la Cour d'Assises se per-

mettait de l'annuler, lors même qu'elle y remarquerait quelque irrégularité; car les Tribunaux n'ont aucun droit de censure sur les actes qui émanent de l'autorité administrative. (*Arrêt du 19 floréal an VIII.*)

Si la liste ne paraît pas régulière, le Président et le Procureur-Général doivent user de la faculté que leur accorde l'article 306, l'un en requérant, l'autre en ordonnant le renvoi des affaires à la session suivante, et donner avis de suite au Grand-Juge Ministre de la Justice, des motifs qui ont déterminé cette mesure.

VIII. Mais si la Cour d'Assises ne peut annuler la liste du Jury, cela ne la prive pas du droit d'en faire retirer le nom des personnes qui rempliraient des fonctions incompatibles ou qui ne jouiraient pas de leurs droits civils et politiques.

On en trouve un exemple dans l'arrêt de la Cour de cassation, du 9 août 1811, qui rejeta le moyen tiré de ce que la Cour d'Assises avait rejeté de la liste un Juré qui n'était pas *domicilié* dans le département; et on en trouve un second dans l'arrêt du 14 novembre 1811, qui maintint l'arrêt de condamnation, quoique la Cour d'Assises eût fait retirer de la liste deux Suppléans du Tribunal de première instance, sans que le Procureur-Général ni l'accusé s'y fussent opposés.

Il serait contre toute raison, en effet, que la Cour d'Assises se trouvât dans l'obligation de maintenir sur la liste un Juré incapable, et qu'elle fût tenue de livrer un accusé à des débats qu'elle saurait devoir être annulés.

ARTICLE CCCLXXXVIII.

Chaque Préfet enverra la liste ainsi réduite au Grand-Juge Ministre de la Justice, au premier Président de la Cour Impériale, au Procureur-Général près la même Cour, au Président de la Cour d'Assises ou de Section, et, de plus, au Procureur-Impérial criminel, s'il y en a un, dans le département pour lequel la liste est destinée.

OBSERVATIONS.

I. Quoique cet article semble être de pure discipline, en ce que son exécution ne peut être d'aucune influence sur le jugement ni sur la régularité de l'instruction; cependant le Préfet ne doit pas moins surveiller l'envoi de la liste réduite, aux personnes mentionnées dans l'article 388, et principalement au Président de la Cour d'Assises, pour laquelle elle a été faite, et au Procureur-Impérial criminel près cette Cour, afin qu'il existe une pièce officielle, sur laquelle on puisse vérifier que la liste a réellement été faite en conformité de la loi, et que le Procureur-Impérial criminel soit à même d'en faire notifier la copie à l'accusé, la veille du jour indiqué pour la formation du tableau.

II. Si l'envoi de la liste réduite n'avait pas été fait, cette omission pourrait-elle retarder l'ouverture de la session?

La liste des soixante Jurés adressée au Président pour être réduite, n'ayant pu subir aucun changement depuis sa réduction, il paraîtrait assez naturel que le procès-verbal de réduction de cette liste dût suffire.

Mais il faudrait, en pareil cas, notifier à l'accusé, soit la liste générale, soit le procès-verbal de réduction.

III. Si l'accusé requerrait le renvoi de l'affaire à la session suivante, sur le motif que la liste réduite n'aurait pas été transmise par le Préfet, et qu'il n'eût pas été prononcé sur sa demande, il y aurait lieu à l'annulation de l'arrêt de condamnation qui serait intervenu. (*Art. 408.*)

IV. Si le Président de la Cour d'Assises n'avait pas rédigé le procès-verbal de la réduction qu'il aurait faite de la liste, il faudrait surseoir à l'ouverture de la session, jusqu'à ce que l'on se fût procuré celle que le Préfet est chargé de transmettre; car la notification de la liste générale faite à l'accusé serait insuffisante, et la réduction faite par le Président n'ayant aucune authenticité, ne pourrait être prise en considération.

V. L'article 388 ne fixe pas le délai dans lequel le Préfet doit faire l'envoi de la liste réduite; mais il est sous-entendu que cet envoi doit être fait de manière qu'elle arrive au plus tard dans la matinée de la veille de l'ouverture des débats, puisque l'article 394 a prononcé la nullité pour le cas où la notification n'a pas été faite dans ce jour à l'accusé.

VI. L'article 388 ne porte pas que le Préfet joindra à la copie de la liste réduite, la preuve qu'elle a été notifiée aux Jurés qui s'y trouvent portés.

Mais le Préfet ne doit pas négliger de fournir cette preuve, afin de mettre la Cour d'Assises en état de prononcer les condamnations prescrites par la loi contre les Jurés défaillans; car un juré ne peut être condamné à l'amende pour défaut de comparution, que lorsqu'il lui a été notifié d'une manière légale, qu'il est porté sur la liste réduite, avec indication du jour de l'ouverture des débats et sommation de s'y trouver présent.

Cependant, le Code d'instruction criminelle n'exigeant pas formellement cet envoi, il peut suffire de la déclaration faite par le Préfet, que la notification a réellement été faite aux Jurés dans la forme prescrite, pour autoriser la condamnation du Juré défaillant.

Mais le parti le plus sage, le plus simple et le plus régulier est que le Préfet joigne à la copie de la liste dont il fait l'envoi, les originaux des notifications qui ont été faites individuellement à chaque Juré; ce qui lui est facile, puisque ces notifications doivent être faites au moins huit jours avant l'ouverture de la session. (*Art. 389.*)

ARTICLE CCCLXXXIX.

La liste entière ne sera point envoyée aux citoyens qui la composent ; mais le Préfet notifiera à chacun d'eux l'extrait de la liste qui constate que son nom y est porté. Cette notification leur sera faite huit jours au moins avant celui où la liste doit servir.

Ce jour sera mentionné dans la notification, laquelle contiendra aussi une sommation de se trouver au jour indiqué, sous les peines portées par le présent Code.

A défaut de notification à la personne, elle sera faite à son domicile, ainsi qu'à celui du Maire ou de l'Adjoint du lieu : celui-ci est tenu de lui en donner connaissance.

OBSERVATIONS.

I. Le *délai* dans lequel la notification doit être faite aux Jurés, est de rigueur. Mais s'il importe qu'ils ne soient pas prévenus plus tôt qu'ils ne doivent l'être, il importe également qu'il leur soit laissé le temps nécessaire pour l'arrangement de leurs affaires, et c'est pour cela que l'article 389 exige que les Jurés portés sur la liste réduite, soient avertis au moins huit jours à l'avance, avec déclaration que dans le cas où ils ne déféreraient pas à la sommation qui leur est faite, il leur sera fait l'application des dispositions pénales de l'article 396.

II. Une question à laquelle peut donner lieu l'art. 389, consiste à savoir si le défaut de notification aux Jurés dans le délai fixé par cet article, suffit pour autoriser l'annulation des débats auxquels, par ce motif, quelques-uns des Jurés n'ont pu prendre part.

III. L'art. 494 du Code de brumaire an iv portait, que les Jurés d'accusation seraient convoqués quatre jours à l'avance ; ce qui fit juger les 9 septembre et 16 décembre 1808, qu'il y avait nullité dans la déclaration du Jury, lorsqu'il y avait eu remplacement d'un Juré *non-averti*, attendu que la composition du Jury n'avait pas été légale.

Mais l'art. 525 du Code de brumaire prononçait la nullité pour l'inobservation de cette formalité, tandis que le Code d'instruction criminelle ne la prononce pas ; d'ailleurs, l'art. 494 du Code de brumaire an iv, n'avait ainsi disposé que pour le Jury d'accusation.

IV. L'art. 395 du Code d'instruction criminelle renferme la même disposition que l'art. 515 du Code de brumaire an iv, c'est-à-dire que, *dans tous les cas*, le nombre

des Jurés doit être complété sur la liste générale des citoyens de la Commune, lorsqu'il est réduit à moins de trente, en *disant, dans tous les cas* : la loi n'en excepte aucun ; d'où il faut en conclure que le Jury aura été *légal*, s'il a été ainsi composé, quand il serait constaté que tous les Jurés n'auraient pas été avertis.

Il pourra bien en résulter l'inconvénient, que l'accusé se trouvera privé de quelques-uns des Jurés que la loi lui donnait ; mais la même chose pourrait arriver, lors même que les Jurés auraient été avertis, s'ils ne comparaissaient pas en nombre suffisant : le remède, au reste, est placé à côté du mal, puisque l'art. 352 autorise la Cour d'Assises à renvoyer l'accusé à un nouveau jugement, lors même qu'il est déclaré coupable à l'unanimité, et que, s'il ne l'est qu'à la simple majorité, elle peut encore prononcer son acquittement, par la réunion de son vœu à celui de la minorité du Jury.

V. Si la liste n'avait été notifiée à aucun des Jurés, et qu'aucun par suite ne se présentât au jour indiqué, le tableau du Jury pourrait-il être entièrement composé des citoyens de la Commune ? Le parti le plus sage à prendre, en pareil cas, serait de renvoyer toutes les affaires à la session suivante.

VI. Il y a eu de bonnes raisons pour ordonner que la liste entière du Jury ne serait pas notifiée à chaque Juré : la notification n'a d'autre objet, en effet, que de faire connaître aux Jurés portés sur la liste, qu'ils sont appelés à en remplir les fonctions à la session prochaine ; et dès qu'il était dans l'intention du Législateur que la liste ne fût connue de l'accusé que la veille de l'ouverture des débats, il était conséquent qu'elle ne fût pas rendue publique, huit jours à l'avance par une notification à trente-six personnes domiciliées dans le Département.

Cependant, lors même que la liste entière aurait été signifiée aux Jurés, il n'en résulterait pas un vice capable de faire annuler la déclaration du Jury, attendu que la connaissance qui en aurait été donnée, serait toute entière dans l'intérêt de l'accusé.

VII. Le défaut de notification au Juré dans le délai fixé, avec sommation de se trouver au jour indiqué, serait pour le Juré qui ne se serait pas rendu, une excuse suffisante ; de sorte que si le fait était justifié, il suffirait pour faire révoquer la condamnation prononcée contre lui.

VIII. La notification doit être faite à la *personne* du Juré, lorsque la chose est possible : c'est le vœu de l'art. 389.

S'il est *absent*, elle peut être faite à son *domicile*, mais à la charge d'en délivrer une *seconde copie* au Maire de la Commune ou à l'Adjoint du Maire, qui est chargé d'en donner connaissance au Juré.

Le Maire ou l'Adjoint qui a reçu la copie, doit en délivrer son attestation ; car, si le Juré condamné soutenait, sur son opposition, que la signification ne lui a pas

été faite, et que rien n'établit légalement le contraire, ce serait le cas de le décharger de la condamnation prononcée.

IX. L'art. 389 ne dit pas par qui la notification doit être faite ; mais il y a même raison de décider, dans ce cas, que dans celui des citations à donner aux témoins, c'est-à-dire qu'elle peut l'être indifféremment par un Huissier, ou par un Agent de la force publique.

Mais la notification ne serait pas légale, si elle avait été faite par un Garde champêtre ou par un Garde forestier, lors même que le Garde chargé de la commission se trouverait être de la qualité de ceux appelés à faire partie de la force publique ; car ils n'en font réellement partie, que lorsqu'ils sont convoqués à cet effet, ou qu'ils agissent, en cette qualité, pour l'arrestation des déserteurs ou conscrits.

C'est ce que la Cour de cassation a jugé le 30 mars 1809, par deux arrêts rendus au rapport de MM. Vasse de Saint-Ouen et Guieu.

Si l'avis du Conseil-d'Etat du 16 mai 1809, approuvé par Sa Majesté le 6 juin suivant, a maintenu les Gardes forestiers dans le droit de faire des exploits d'ajournement, ce n'a été qu'en matière d'eaux et forêts, conformément aux dispositions des art. 4 et 15 du Titre X de l'ordonnance de 1669. La loi d'août 1791 a donné la même autorisation aux Préposés des Douanes en matière de douanes.

X. Cependant, lors même que la notification aurait été faite par un Garde champêtre ou par un Garde forestier, cela ne pourrait emporter nullité, dans ce sens, que le Juré qui l'aurait reçue, pût s'en faire un motif d'excuse.

Le Garde qui aurait commis cet excès de pouvoir, se serait mis seulement dans le cas d'en être réprimandé par ses supérieurs.

ARTICLE CCCXC.

La liste des Jurés sera comme non-avenue, après le service pour lequel elle aura été formée.

OBSERVATIONS.

La disposition de cet article est la conséquence naturelle des principes établis par le Code d'instruction criminelle.

Si la même liste pouvait servir pour deux sessions ; elle serait nécessairement connue long-temps avant l'ouverture de la seconde, et la loi n'aurait pas atteint son but.

La liste faite pour une session ne peut donc, dans aucun cas, être celle de la session suivante.

Dans la crainte qu'il s'élevât le plus léger doute sur ce point, l'art. 406 a exigé qu'il fût formé une *nouvelle* liste, lors même que, par un événement quelconque, l'examen de l'accusé aurait été renvoyé à la session suivante.

ARTICLE CCCXCI.

Le Juré qui aura été porté sur une liste, et aura satisfait aux réquisitions à lui faites, ne pourra être compris sur la liste des quatre sessions suivantes, à moins toutefois qu'il n'y consente.

En adressant les nouvelles listes de Jurés au Grand-Juge Ministre de la Justice, les Préfets y joindront la note de ceux qui, portés sur la liste précédente, n'auraient pas satisfait aux réquisitions. Le Grand-Juge fera, tous les ans, un rapport sur la manière dont les citoyens inscrits sur les listes auront rempli leurs fonctions.

Si quelque Fonctionnaire appelé comme Juré n'a point répondu à l'appel, le rapport l'indiquera particulièrement.

Sa Majesté Impériale se réserve de donner aux Jurés qui auront montré un zèle louable, des témoignages honorables de sa satisfaction.

OBSERVATIONS.

I. QUE les fonctions de Jurés soient considérées comme un honneur ou comme une charge, il est juste qu'elles ne reposent pas toujours sur les mêmes personnes. C'est ce qui a déterminé la première disposition de l'art 391, qui ne permet pas que celui qui a été porté sur une liste de Jurés, et qui a satisfait à la réquisition, puisse être porté sur les listes des quatre sessions suivantes, s'il n'y consent.

II. Il ne suffit pas du silence gardé par le Juré qui a satisfait à la réquisition, pour autoriser à le porter sur la liste des quatre sessions suivantes; il faut qu'il ait déclaré y consentir.

Il en était autrement sous l'empire du Code de brumaire an iv, dont l'article 490 avait simplement autorisé la personne qui avait rempli les fonctions de Juré, à refuser de les remplir de nouveau dans le cours de la même année; ce qui le mettait dans l'obligation de proposer son excuse.

Le Préfet doit donc s'abstenir de porter sur les quatre listes suivantes le nom des Jurés qui ont satisfait à la réquisition, lorsqu'ils n'ont pas déclaré consentir à en faire de nouveau partie.

III. Cette observation est importante; car si le Préfet porte sur la liste du Jury des citoyens qui ne doivent pas en faire partie, ce ne sera plus une liste de soixante Jurés qu'il présentera; il ne laissera au Président que le choix à faire sur une liste incomplète.

D'un autre côté, si le Président comprend dans la liste réduite un individu qui

ne peut en faire partie, pour avoir satisfait à une réquisition *antérieure*, et que cet individu ne comparaisse pas sur l'avertissement qu'il a reçu, l'accusé se trouve privé du résultat d'un tirage fait sur une liste que le Code veut être composée de trente-six Jurés.

Nous ajouterons que le Juré qui a satisfait à la réquisition pour l'une des sessions précédentes, et qui a été porté sur la liste sans y avoir consenti, trouve son excuse dans la loi, s'il ne répond pas à l'appel; que dès-lors il ne peut être condamné à l'amende pour son défaut de comparution.

IV. Mais tant que le Juré n'a pas satisfait à la réquisition, c'est comme s'il n'avait pas été porté sur la liste, quel que soit le motif d'excuse qu'il ait allégué pour s'en dispenser : c'est le fait en lui-même qu'exige l'article 391, et non pas une simple *fiction*.

Cependant, ce serait de la part du Juré avoir satisfait à la réquisition, que de s'être transporté au lieu où la Cour d'Assises tient sa session, et d'y être resté pendant toute sa durée, quand il aurait été récusé dans toutes les affaires; car il a fait tout ce qui était exigé de lui en se rendant à l'invitation qu'il a reçue.

V. Le Préfet ne doit pas se borner à adresser au Grand-Juge Ministre de la Justice, la liste réduite par le Président, au desir de l'art. 388; il doit y joindre la note indicative des personnes portées sur la liste du trimestre *précédent*, qui n'ont pas satisfait à la réquisition.

VI. Ces notes sont indispensables au Ministre pour composer la liste générale qu'il doit présenter chaque année à Sa Majesté, des personnes qui ont rempli les fonctions de Jurés, et de celles qui n'ont pas déféré à la sommation qui leur a été faite.

Mais pour que le Préfet soit en état de transmettre les notes dont il s'agit au Grand-Juge Ministre de la Justice, il faut qu'elles lui aient été adressées; cependant le Code n'en impose l'obligation ni au Président ni au Procureur-Général; mais cette obligation résulte de la nature des choses : car il faut bien donner au Préfet les renseignemens convenables pour le mettre à même d'exécuter ce que le Code exige de lui.

La seule difficulté consiste à savoir qui doit être chargé de faire passer ces renseignemens au Préfet.

Sur ce point, comme sur tous ceux sur lesquels le Code d'instruction criminelle a gardé le silence, il faut consulter l'esprit de la législation; et dans son esprit, tout ce qui tient à l'exécution est de la compétence exclusive du Ministère public. C'est donc au Procureur-Général ou au Procureur-Impérial criminel à faire parvenir au Préfet les renseignemens dont il a besoin.

VII. Sa Majesté s'est réservé de donner des témoignages honorables de sa

334 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

satisfaction aux Jurés qui ont montré un zèle louable ; ce qui suffirait pour ennoblir l'institution du Jury, lorsqu'elle ne se recommanderait pas d'elle-même.

Quelque pénibles que soient les fonctions de Jurés, il est à présumer qu'elles seront recherchées, dès qu'en se présentant pour les remplir, on sera certain d'entrer dans les vues bienfaisantes de l'Empereur.

ARTICLE CCCXCII.

Nul citoyen âgé de plus de trente ans ne pourra être admis aux places administratives et judiciaires, s'il ne prouve, par un certificat de l'Officier du Ministère public près la Cour d'Assises dans le ressort de laquelle il a résidé, qu'il a satisfait aux réquisitions qui lui ont été faites toutes les fois qu'il a été inscrit sur une liste de Jurés, ou que les excuses par lui proposées ont été jugées valables, ou qu'il ne lui a encore été fait aucune réquisition.

Nulle pétition ne sera admise, si elle n'est accompagnée de ce certificat.

OBSERVATIONS.

I. En même temps que Sa Majesté promet des récompenses à ceux qui ont montré un zèle louable dans l'exercice des fonctions de Jurés auxquelles ils ont été appelés, le Législateur a voulu que ceux qui n'ont pas satisfait aux réquisitions qui leur ont été faites, ou qui n'en ont pas eu des excuses suffisantes, ne puissent être appelés à des fonctions administrative ou judiciaire ; et pour que cette disposition reçoive son exécution rigoureuse, l'art. 392 oblige tout pétitionnaire à joindre à sa demande un certificat portant qu'il a satisfait aux réquisitions, qu'il a été excusé ou qu'il ne lui a pas été fait de réquisition.

II. Par la manière dont l'art. 392 a été rédigé, tous les droits des citoyens se trouvent ménagés : ce n'est en effet que des citoyens âgés de plus de trente ans que le certificat est exigé ; et il suffit de rapporter un certificat constatant que l'on n'a pas encore reçu de réquisition, ou que l'on a été excusé.

III. L'auteur du *Manuel d'instruction criminelle* est d'avis que l'obligation de joindre à sa pétition un certificat dans la forme exigée par l'art. 392, n'est exigée que des citoyens compris dans les sept classes désignées par l'art. 382, et de ceux qui ont obtenu l'autorisation mentionnée dans l'art. 386. Mais l'art. 392 renferme une disposition générale. Celui qui a été dans le cas de solliciter l'autorisation requise, et qui ne l'a pas fait, ne peut pas être traité plus favorablement que celui qui a manifesté l'intention de remplir le vœu de la loi.

IV. C'est à l'Officier du Ministère public à délivrer le certificat exigé ; ce qui est un nouveau motif pour décider que c'est à lui que la loi a imposé l'obligation d'adresser au Préfet la notice des Jurés qui n'ont pas satisfait à la réquisition ; car, en le chargeant de délivrer le certificat dont il s'agit, le Législateur le met dans la nécessité de tenir registre de toutes les listes réduites, et des noms de ceux qui ont satisfait aux réquisitions ; ce qui ne pouvait être mis dans les attributions des Présidents des Cours d'Assises et Spéciales, dont les fonctions finissent à l'ouverture d'une nouvelle session.

SECTION DEUXIÈME.

DE LA MANIÈRE DE FORMER ET DE CONVOQUER LE JURY.

ARTICLE CCCXCIII.

Le nombre de douze Jurés est nécessaire pour former un Jury.

OBSERVATIONS.

I. Le Code de brumaire an iv, art. 337, exigeait la réunion de douze Jurés et de trois Adjoints, pour compléter le tableau du Jury, sous peine de nullité ; cependant, les Jurés Adjoints n'étaient appelés à concourir à la déclaration du Jury que dans le seul cas où tous les Membres de la Cour de Justice criminelle étaient d'avis que le Jury s'était trompé dans la déclaration de culpabilité de l'accusé. (Art. 415.)

Aujourd'hui le nombre de douze Jurés suffit pour compléter le tableau ; les Jurés Adjoints se trouvent remplacés par les Juges de la Cour d'Assises, dans le cas de l'art. 351.

II. Mais le nombre fixe de douze Jurés est de nécessité pour former le tableau *légal* du Jury ; s'il était composé d'un plus ou d'un moins grand nombre, ce ne serait plus un Jury dans le sens de la loi.

III. Le procès-verbal qui doit être rédigé en exécution de l'art. 372, doit donc faire mention que le nombre de douze Jurés a coopéré à la délibération ; car le procès-verbal de la séance doit renfermer la preuve que les formalités prescrites sous peine de nullité ont été remplies ; d'où suit que s'il n'en résultait pas que douze Jurés eussent été réellement présents, il faudrait prononcer l'annulation de l'arrêt qui serait intervenu.

C'est ce qui fut jugé le premier messidor an xiii, sous l'empire du Code de bru-

maire an iv, quoique ce Code n'exigeât pas qu'il fût rédigé un procès-verbal de la tenue des séances ; mais , dans l'espèce particulière , il en avait été rédigé un qui portait que le Jury avait été composé de tels et de tels Jurés dénommés au nombre de *onze* , sans que rien justifiait qu'il eût été réellement composé de douze.

La même question s'étant présentée le 15 décembre 1808 , elle fut jugée en sens inverse , par la raison que quoique les noms de *onze* Jurés seulement se trouvassent consignés au procès-verbal , il était constaté légalement par d'autres pièces de l'instruction , que douze Jurés avaient réellement comparu et coopéré à la délibération ; de sorte que l'omission du nom du *douzième* Juré était le résultat d'une erreur manifeste.

Ces deux arrêts ont fixé la Jurisprudence sur la matière ; et si le cas se présentait , il faudrait se décider d'après la distinction qu'ils établissent.

IV. Le nombre des Jurés n'a pas été celui de douze chez tous les peuples qui ont admis cette institution ; c'est celui qui est adopté en Angleterre et celui qui semble réunir le plus grand avantage ; ce n'est pas , en effet , dans les assemblées les plus nombreuses que les affaires se discutent le mieux.

Au nombre de douze on opère dans le calme ; chacun peut énoncer une opinion et la faire valoir.

Dans un moindre nombre, la prévention d'un seul peut influencer la délibération.

Dès que depuis des siècles en Angleterre ce nombre a paru nécessaire et suffisant , on a dû s'en tenir à cette longue épreuve.

Le nombre *pair* est le plus favorable à l'accusé , puisqu'alors la majorité ne peut s'établir contre lui qu'au nombre de *deux* voix , lorsqu'elle se constituerait par *une seule* , si les Jurés étaient en nombre *impair*.

Une seule voix devient bien décisive lorsque le Jury n'a prononcé la culpabilité de l'accusé sur le fait *principal* , qu'à la simple majorité ; et que les membres de la Cour d'Assises sont appelés à réunir leurs suffrages individuels à celui du Jury ; mais c'est par une faveur insigne que le Législateur a autorisé de remettre en question un fait qui se serait trouvé irrévocablement jugé , sans l'exception portée dans l'art. 351.

V. Sous l'empire du Code de brumaire an iv , la nouvelle déclaration à faire par le Jury , d'après la réunion des Adjoints , devait également se faire par une réunion de Jurés en nombre *impair* ; la seule différence qui existe entre cette forme de procéder et la nouvelle , c'est que , sous l'empire du Code de brumaire an iv , la délibération ne pouvait se former contre l'accusé qu'aux *quatre cinquièmes* des voix , tandis que dans le nouveau système , il suffit de la *majorité* d'une seule ; mais les Membres de la Cour d'Assises méritaient une confiance bien plus grande que des Jurés Adjoints qui s'occupaient fort peu des débats , dans l'incertitude où ils étaient d'être appelés à concourir à la déclaration du Jury.

ARTICLE CCCXCIV.

La liste des Jurés sera notifiée à chaque accusé la veille du jour déterminé pour la formation du tableau : cette notification sera nulle, ainsi que tout ce qui aura suivi, si elle est faite plus tôt ou plus tard.

OBSERVATIONS.

I. La stricte observation de cet article est prescrite sous peine de nullité.

II. C'est la *veille* du jour déterminé pour la formation du tableau du Jury dans chaque affaire, que la liste doit être notifiée à l'accusé ; ce qui doit s'entendre de la liste telle qu'elle a été réduite par le Président, et telle que l'envoi en a été fait par le Préfet, conformément à l'art. 338. Cependant, si par l'effet des excuses et des dispenses, elle se trouvait réduite à un moindre nombre que celui de trente-six, il suffirait que la liste en cet état fût notifiée, pourvu qu'elle se trouvât composée au moins de trente Jurés. (*Arrêts des 28 octobre 1811, et 4 janvier 1812.*)

III. Si, par suite d'excuses ou de dispenses, la liste se trouvait réduite à moins de trente, il faudrait la compléter sur la liste des citoyens de la Commune, avant que d'en faire la notification à l'accusé.

IV. Si la liste avait été notifiée la veille du jour indiqué pour l'ouverture des débats, et que des circonstances particulières n'eussent pas permis de les ouvrir ce jour-là, y aurait-il nullité ?

La Cour de cassation jugea la négative, par arrêt du 5 décembre 1811.

V. S'il avait été fait une substitution de nom dans la liste notifiée, il y aurait nullité ; car la liste réduite appartient toute entière à l'accusé ; il ne peut plus y être fait aucun changement.

Cela fut ainsi jugé le 3 avril 1806, quoiqu'il fût constant au procès que le Juré substitué n'avait pas concouru à la déclaration.

VI. La notification de la liste doit être faite seulement la *veille* du jour déterminé pour la formation du tableau du Jury ; elle ne doit pas l'être *plus tôt*, afin d'ôter à l'accusé les moyens d'influencer les Jurés, et elle ne doit pas l'être *plus tard*, afin qu'il ait le temps nécessaire pour prendre des renseignements sur la moralité des personnes portées sur la liste, et pour réfléchir aux motifs qu'il peut avoir de les recuser.

Mais n'importe à quelle *heure* de la veille la notification soit faite, quand même il ne se serait pas écoulé vingt-quatre heures avant celle qui est indiquée pour la formation du tableau.

VII. La notification de la liste doit être constatée par un procès-verbal ; c'est le

338 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

seul moyen d'établir que la loi a été exécutée : il suffisait au contraire , sous l'empire du Code de brumaire an iv, que le tableau fût *présenté* à l'accusé ; mais on avait reconnu la nécessité d'une notification , et la Jurisprudence avait donné cette explication au mot *présenté*, dont le Code s'était servi. On en trouve la preuve dans un arrêt du 26 frimaire an ix ; de sorte que le Code d'instruction criminelle n'a fait que maintenir une Jurisprudence établie.

VIII. Lorsqu'il y a plusieurs *co-accusés*, la notification de la liste doit être faite à *chacun* d'eux ; il y aurait nullité , si elle l'avait été à *tous* par une *seule* copie ; ce n'aurait pas été en effet s'être conformé à la loi qui exige une notification à *chaque* accusé.

IX. La notification doit être faite à la *personne* même de l'accusé , attendu qu'il serait possible que le Gardien de la Maison de Justice , ou celui qui se chargerait de la copie , ne la remit pas exactement.

Cela fut ainsi jugé par arrêts des 17 prairial an ix et 13 vendémiaire an xii, qui déclarèrent nuls les débats : le premier, sur le motif que *la liste des témoins* n'avait pas été notifiée à l'accusé , en parlant à *sa personne* ; le deuxième , sur ce que *la copie des pièces*, qui devait être remise à l'accusé , l'avait été à un *tiers*, pour la lui faire *parvenir*.

Il n'était pas , à la vérité , question dans les affaires jugées par ces arrêts , de la notification d'une liste de *Jurés* ; mais il y a même raison de décider dans les deux cas , puisque la liste des Jurés , comme celle des témoins , doit être notifiée à l'accusé , qui a le même intérêt de la connaître.

X. Ce serait mal saisir l'esprit de l'art. 394 , que d'en induire que la liste des Jurés doit être notifiée individuellement , la veille de l'ouverture de la session , à *tous* les accusés qui doivent être jugés à cette session : c'est seulement la veille du jour indiqué pour la formation du tableau du Jury , dans *chaque* affaire , que la notification doit être faite aux accusés qui doivent y figurer.

Si l'art. 394 laissait quelque doute sur ce point , il serait levé par les dispositions de l'art. 399.

ARTICLE CCCXCV.

Dans tous les cas , s'il y a , au jour indiqué , moins de trente Jurés présents non excusés ou non dispensés , le nombre de trente Jurés sera complété par le Président de la Cour d'Assises : ils seront pris , publiquement et par la voie du sort , entre les citoyens des classes désignées en l'art. 382 , et résidant dans la Commune ; à l'effet de quoi , le Préfet adressera tous les ans à la Cour un tableau desdites personnes.

OBSERVATIONS.

I. Si pour une cause quelconque la liste des Jurés se trouve réduite à moins de *trente*, il faut suivre ce qui est ordonné par l'art. 395 ; cela résulte de ces mots, *dans tous les cas* ; de sorte qu'il ne peut s'élever, sous ce rapport, aucun incident capable de retarder la composition du tableau du Jury.

II. Pour savoir si la liste générale se trouve réduite à un nombre moindre que celui de *trente*, il faut commencer par prononcer sur les dispenses et les excuses qui ont été proposées ; car la liste générale doit se composer au moins du nombre de trente Jurés *non dispensés et non excusés*.

III. Le jugement à porter sur les *excuses* et sur les *dispenses*, est donc une opération *préliminaire* ; elle doit se faire dans la Chambre du Conseil ; tous les Juges de la Cour d'Assises doivent y prendre part, après avoir entendu le Procureur-Général.

IV. S'il a été porté sur la liste générale un Juré qui n'a pas les qualités requises ; la Cour doit l'en *retirer* ; en l'ordonnant ainsi elle n'attente pas à l'autorité administrative, quoique la liste générale soit l'ouvrage du Préfet : c'est ce que la Cour de cassation jugea le 9 août 1811, en rejetant l'ouverture de cassation prise de ce que la Cour d'Assises avait exclu de la liste un Juré qui n'avait pas son domicile établi *dans* le département, et ce qu'elle a jugé depuis encore le 14 octobre 1811.

V. Pour s'assurer que les citoyens portés sur la liste ont les *qualités requises*, il faut consulter l'art. 381.

Pour s'assurer qu'ils ne remplissent pas des fonctions *incompatibles*, il faut recourir à l'art. 384.

Pour s'assurer qu'ils sont dans le cas d'être *dispensés*, il faut se référer aux dispositions de l'art. 385.

Les *excuses* ont été laissées à l'appréciation de la Cour d'Assises.

VI. L'épuration faite de la liste, si elle reste composée d'un nombre de trente Jurés *présens*, il n'y a lieu à procéder à aucun remplacement des Jurés dispensés, excusés ou défaillans ; la liste doit être ainsi présentée au Procureur-Général et à l'accusé, pour faire leurs récusations à fur et à mesure que le nom de chacun des Jurés qui s'y trouvent portés sort de l'urne par la voie du sort.

La formation du tableau du Jury serait vicieuse et nulle, si, lorsque la liste se trouve encore composée de trente Jurés non dispensés ni excusés, la Cour d'Assises la complétait d'un plus grand nombre, sur la liste particulière des citoyens de la Commune.

VII. Le Code d'instruction criminelle n'indique pas la personne qui doit être chargée du tirage au sort des Jurés ; mais comme il décide que dans le cas où la liste doit être complétée par la réunion de citoyens de la Commune, c'est au Président à en faire le tirage, il nous semble en résulter suffisamment que le tirage à faire pour la composition du tableau du Jury, entre également dans les attributions du Président.

VIII. C'est parmi les citoyens de la Commune où *siège* la Cour d'Assises, que doit se compléter la liste des trente Jurés ; à cet effet, le Préfet est tenu d'adresser *chaque année* à la Cour d'Assises un tableau des citoyens de la Commune ayant les qualités requises.

Le Code ne dit pas de quel nombre ce tableau sera composé ; il est laissé au Préfet une pleine liberté à cet égard.

Si les Assises étaient extraordinairement indiquées dans un autre lieu que celui où elles se tiennent habituellement, le Préfet devrait en être prévenu pour qu'il pût faire à temps l'envoi d'une liste particulière des personnes notables du lieu où elles doivent extraordinairement se tenir, et afin que les dispositions de l'article 395 pussent recevoir leur exécution.

Le Code d'instruction criminelle ne l'a pas ainsi ordonné ; mais qui veut la fin veut les moyens.

IX. Suivant que le nom d'un des Jurés portés sur la liste des habitants du lieu, sort de l'urne, il faut procéder à sa légitimation, c'est-à-dire, s'assurer s'il a l'exercice de ses droits civils et politiques, s'il a l'âge requis et s'il ne remplit pas des fonctions incompatibles.

Si la personne dont le nom est sorti de l'urne n'a pas toutes les qualités requises, il faut continuer le tirage jusqu'à ce que le tableau de trente Jurés soit formé de personnes ayant caractère pour en remplir les fonctions.

X. Le tirage au sort des Jurés *remplaçans* doit être fait *publiquement*.

Il en était déjà ainsi sous l'empire du Code de brumaire an iv.

Mais ce n'est pas de la même publicité que les deux Codes ont parlé ; il y a publicité suffisante d'après le Code d'instruction criminelle, lorsque le remplacement a été fait en la Chambre du Conseil, en la présence des Magistrats de la Cour d'Assises, du Procureur-Général et du Greffier. (*Arrêts du 9 août 1811, au rapport de M. Liboret, et du 2 octobre suivant, au rapport de M. Aumont.*)

XI. Lorsque la liste a été formée, c'est pour toute la session.

Dans chaque affaire il n'y a plus qu'à opérer la réduction de la liste par la voie des récusations.

Cependant, si, pendant le cours de la session, un des Jurés venait à être empêché ou à s'absenter, et que son empêchement ou son absence réduisît la liste à un nombre moindre que celui de trente, il faudrait procéder à son remplacement de la manière prescrite par l'art. 395.

XII. Si la liste n'avait pas été *complète*, et que ce fût sur cette liste *incomplète* que le tableau du Jury eût été formé, il y aurait *nullité* des débats : car l'accusé n'aurait pas eu, dans son choix, toute la latitude que le Code d'instruction criminelle a voulu lui assurer.

En serait-il de même, si, dans le nombre exigé pour compléter la liste du Jury, il se trouvait des Jurés qui n'eussent pas les qualités requises, lors même qu'ils ne seraient pas entrés dans la composition du tableau du Jury ?

La question est délicate ; car si l'individu qui est entré dans la composition du tableau du Jury sans avoir les qualités requises, avait été remplacé par un citoyen qui les eût réunies, ce citoyen aurait pu être appelé par le sort à la composition du tableau du Jury.

Cependant, l'art. 399 n'ayant parlé de la liste que sous le rapport des citoyens *non excusés ni dispensés*, il serait peut-être difficile de fonder un moyen de cassation sur un pareil motif, à moins que l'incapacité du Juré n'eût été relevée par le Procureur-Général ou par l'accusé.

Il faudrait décider, en pareil cas, comme on le faisait sous l'empire du Code de brumaire an IV, relativement aux Jurés *Adjoints* ; la Cour de Cassation jugeait constamment que leur incapacité ne viciait pas les débats, lorsqu'ils n'avaient pas été appelés à concourir à la déclaration du Jury.

ARTICLE CCCXCVI.

Tout Juré qui ne se sera pas rendu à son poste sur la citation qui lui aura été notifiée, sera condamné par la Cour d'Assises à une amende, laquelle sera,

Pour la première fois, de cinq cents francs ;

Pour la seconde, de mille francs ;

Et pour la troisième, de quinze cents francs.

Cette dernière fois, il sera de plus déclaré incapable d'exercer à l'avenir les fonctions de Juré. L'arrêt sera imprimé et affiché à ses frais.

Dans tous les cas ; le nom du Juré condamné sera envoyé au Préfet, pour être compris dans la note prescrite par l'art. 391.

OBSERVATIONS.

I. Le Législateur a voulu punir d'une manière exemplaire le Juré qui ne s'est pas rendu à son poste sur la citation qui lui a été notifiée.

Mais pour que le Juré défaillant puisse être condamné, il faut qu'il ait été cité (*art. 389*) ; ce qui nous a fait dire dans nos observations sur cet article, qu'il était du devoir du Préfet de joindre à la liste réduite dont il faisait le renvoi, l'exploit de notification de cette liste aux Jurés, afin que la Cour pût motiver la condamnation qu'elle est dans le cas de prononcer.

II. Quoique l'*art. 396* ne semble exiger, pour la condamnation du Juré qui n'a pas comparu, que la preuve qu'il a été *cité*, il sous-entend néanmoins que la citation lui a été donnée dans une forme légale et dans le délai fixé par l'*art. 389*.

Nous ne pensons pas néanmoins que le Juré défaillant pourrait être *excusé*, sur le motif qu'il se serait glissé quelque irrégularité dans l'exploit de citation, s'il était constaté que la copie lui en a été remise ; mais l'exploit serait régulier dans la forme, que s'il n'apparaissait pas que le Maire ou l'Adjoint auquel, en cas d'absence du Juré, la copie a été remise, lui en eût donné connaissance, il n'y aurait lieu à prononcer contre lui aucune condamnation.

III. C'est à la Cour d'Assises à condamner le Juré défaillant à l'amende ; elle doit l'y condamner, soit qu'il n'ait pas comparu, soit qu'il se soit retiré avant la clôture de la session, sans avoir une excuse valable. (*Art. 398.*)

IV. Les peines à prononcer contre les Jurés qui ne répondent pas à l'appel, se graduent suivant les circonstances.

Le Législateur a prononcé une amende de cinq cents francs pour le premier défaut.

Pour le deuxième, il l'a portée à mille francs.

Et pour le troisième, à quinze cents francs, avec interdiction à l'avenir de remplir les fonctions de Juré ; l'arrêt imprimé et affiché aux frais du Juré condamné.

V. Il n'est pas au pouvoir de la Cour d'Assises de modérer ces peines.

Si le Juré est excusable, il ne doit lui en être appliqué aucune.

S'il ne l'est pas, il doit être condamné dans toute la rigueur de la loi.

VI. La seule difficulté que présente l'*art. 396*, est celle de savoir si, *dans tous les cas*, l'arrêt doit être imprimé et affiché aux frais du Juré condamné.

L'article s'exprime ainsi : *L'arrêt sera imprimé et affiché à ses frais* ; ce qui déciderait pour l'affirmative, si cette disposition se trouvait isolée ; mais la manière dont elle se trouve placée dans l'*art. 396*, semble la restreindre au cas où le Juré est condamné pour la troisième fois.

Cette dernière fois, porte en effet l'*art. 396* ; le Juré sera *de plus* déclaré incapable d'exercer à l'avenir de pareilles fonctions, et l'arrêt sera imprimé et affiché à ses frais.

VII. Mais quand même le Juré serait condamné pour la première fois, son

nom devrait être mentionné dans la notice adressée au Préfet, et compris sur la liste à transmettre au Grand-Juge Ministre de la Justice.

Le Préfet doit ajouter, dans sa liste, au nom du Juré condamné, l'indication de sa *qualité*.

Tout cela résulte de la combinaison des art. 391 et 396.

VIII. Ce n'est que lorsque la condamnation du Juré a acquis l'autorité de la chose jugée, c'est-à-dire, lorsque l'arrêt, qui l'a prononcée n'est plus susceptible d'*opposition*, que l'avis doit être donné au Préfet.

IX. Vainement objecterait-on que le Code d'instruction criminelle ne réserve pas formellement au Juré condamné la voie de l'*opposition*; il suffit qu'il ne la lui ait pas interdite; la faculté lui en a d'ailleurs été implicitement accordée par l'art. 397.

Mais le Juré condamné a-t-il, pour former opposition, le délai de huitaine, ou n'a-t-il que celui de cinq jours, à compter de la signification qui lui est faite à personne ou domicile de l'arrêt qui a prononcé sa condamnation? La Cour de Cassation ne s'est pas encore expliquée sur ce point important, dont la solution est subordonnée à la question de savoir si l'amende prononcée contre le Juré défaillant est une véritable peine, ou si elle doit être rangée dans la classe des condamnations civiles. Cette distinction se trouve établie dans un arrêt rendu le 22 novembre 1811, sur le rapport de M. Bailli. Il fut jugé par cet arrêt, qu'en matière de Droits-Réunis, le délai pour former opposition aux Jugemens par défaut n'était que de cinq jours, attendu qu'en attribuant la connaissance des contraventions en matière de Droits-Réunis aux Tribunaux de police correctionnelle, la loi a rangé ces contraventions dans la classe des délits.

ARTICLE CCCXCVII.

Seront exceptés ceux qui justifieront qu'ils étaient dans l'impossibilité de se rendre au jour indiqué.

La Cour prononcera sur la validité de l'excuse.

OBSERVATIONS.

I. Lorsqu'un citoyen porté sur la liste réduite, croit avoir des motifs suffisans pour se dispenser de comparaître sur la citation qui lui est donnée en exécution de l'art. 389, il doit en donner connaissance à la Cour d'Assises qui est chargée d'en apprécier le mérite.

II. Le Code d'instruction criminelle ne dit pas, comme le faisait le Code de br an IV, dans les art. 478 et 513, que si l'excuse est *rejetée*, il doit être
signifié au

Juré que la Cour n'y a pas eu d'égard, avec interpellation de se rendre au jour et au lieu indiqués.

Ce changement dans la législation provient de ce que ce n'est plus au *commencement du trimestre* que la liste du Jury est communiquée aux citoyens qui s'y trouvent portés, mais seulement une huitaine avant l'ouverture de la session, ce qui aurait rendu presque toujours impossible l'observation de la formalité.

III. Le Code d'instruction criminelle ne se sert pas non plus des mêmes expressions que le Code de brumaire an iv, sous le rapport des excuses qui peuvent être proposées.

Sous l'empire du Code de brumaire an iv, il fallait que le Juré appelé fût atteint d'une maladie *grave*, ou qu'il fût empêché, par *force majeure*, de se rendre au jour et au lieu indiqués; tandis que le Code d'instruction criminelle se borne à dire que le citoyen appelé doit justifier de *l'impossibilité* où il est de se rendre, ce qui laisse à la Cour d'Assises à juger du mérite de l'excuse; mais le Législateur a suffisamment exprimé sa pensée, en n'admettant que les excuses fondées sur *l'impossibilité*.

IV. Le Code d'instruction criminelle aurait évidemment manqué son objet, en admettant des exceptions à la règle générale qu'il voulait établir.

Les circonstances les plus indifférentes auraient fourni chaque jour des motifs d'excuses; on aurait toujours prétendu se trouver dans l'exception.

V. En voici une qui fut proposée en 1808 devant la Cour de Justice criminelle du département de la Côte-d'Or, et qui mérite d'être rapportée :

Dans une affaire qui occupait tous les esprits, soit à raison de l'atrocité du crime, soit à raison de la famille de l'accusé, un Juré qui désirait être dispensé d'en connaître, proposa pour excuse, qu'il s'était expliqué sur l'affaire en disant que l'accusé lui paraissait *coupable*.

Le Président de la Cour de Justice criminelle interpela le Juré de déclarer s'il était dans l'intention de condamner l'accusé, lors même qu'il serait convaincu par le résultat des débats que celui-ci est innocent.

Sur la réponse *négative* du Juré, son excuse fut rejetée.

Il y eut recours en cassation contre l'arrêt qui avait prononcé la condamnation de l'accusé; et l'on s'appuyait principalement sur cette circonstance; mais la Cour de cassation n'y eut aucun égard.

VI. Quelle que soit la nature de l'excuse proposée, elle doit être *justifiée*.

Le Juré doit donc faire constater d'une manière légale le fait sur lequel il prétend la fonder; car, quelque titre qu'il ait personnellement à la confiance de la Cour, elle ne peut s'en rapporter à son allégation.

VII. Le Juré qui a proposé une excuse reconnue fautive, doit être condamné à un emprisonnement de six jours à deux mois, sans préjudice de l'amende.

C'est la disposition de l'art. 236 du Code pénal.

La peine doit être plus forte si le Juré a fabriqué, ou fait fabriquer sous le nom d'un Officier de santé, un faux certificat de maladie ou d'infirmité. (*Art. 159 du même Code.*)

L'article 160 prononce la même peine contre l'Officier de santé qui a certifié un fait faux : s'il a été mu par dons ou par promesses, il doit être condamné au *bannissement*, ainsi que la personne qui est parvenue à le corrompre.

VIII. Les peines prononcées contre l'Officier de santé, sont-elles applicables au Fonctionnaire public qui a consigné dans son procès-verbal un fait *matériellement faux*, pour dispenser le Juré de comparaître sur la citation ?

L'art. 160 ne parle que des *Médecins, Chirurgiens ou autres Officiers de santé* ; il ne prévoit pas le cas où c'est un Fonctionnaire public appartenant à l'ordre administratif ou judiciaire, qui a délivré le certificat, et les peines ne peuvent être appliquées par *induction* ; de sorte qu'il y aurait sur ce point une lacune dans la loi, si le fait ne rentrerait pas dans l'application d'un autre article du Code ; mais il rentre naturellement dans la disposition de l'art. 146, qui s'occupe du faux intellectuel dont les Fonctionnaires publics peuvent se rendre coupables.

IX. Il peut se présenter une autre question sur laquelle il importe de se fixer ; elle consiste à savoir si la Cour d'Assises est autorisée à prononcer la peine de l'emprisonnement contre un Juré, dans le cas que prévoit l'article 159 du Code pénal ; mais l'affirmative ne semble pas douteuse.

X. Si le Juré avait des complices, la peine de l'emprisonnement devrait-elle être prononcée contre eux *par la Cour d'Assises*, ou faudrait-il renvoyer les prévenus devant le Tribunal correctionnel, sauf l'appel à la Cour Impériale ?

Prononcer à l'égard du Juré et renvoyer le jugement de ses complices à la police correctionnelle, cela ne semblerait pas praticable, à raison de l'indivisibilité de l'instruction et des inconvénients qui pourraient en être la suite.

Il serait possible, en effet, que la Cour d'Assises trouvât le fait suffisamment établi pour condamner le Juré, et que le Tribunal correctionnel ne le trouvât pas suffisamment établi pour condamner les complices ; ce qui serait un scandale auquel il ne faut pas s'exposer.

La Cour d'Assises doit donc prononcer sur le sort de *tous* les prévenus, ou les renvoyer *tous* devant le Tribunal correctionnel ; et il y a de bonnes raisons pour soutenir l'une et l'autre opinion.

XI. Mais ce qui nous décide à donner la préférence au renvoi devant le Tribunal correctionnel, c'est, 1.^o que l'article 396 du Code d'instruction criminelle n'autorise, en termes exprès, la Cour d'Assises qu'à prononcer la peine de l'amende contre le Juré défaillant ;

346 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

2.^o Que si la Cour d'Assises était autorisée à prononcer la peine de l'emprisonnement, par suite des dispositions de l'art. 159 du Code pénal, il n'y aurait aucun motif de lui refuser la faculté d'appliquer les peines plus graves prononcées par les art. 146, 166 et 167 ; ce qu'elle ne pourrait faire que sur une accusation admise.

XII. L'art. 396 se borne à dire que le Juré condamné à l'amende supportera les frais de l'impression et de l'affiche ; mais c'est sans préjudice de ceux d'exécution.

Les frais d'exécution, c'est-à-dire, ceux d'expédition et de notification de l'arrêt, resteraient même à la charge du Juré condamné qui parviendrait à se faire décharger de l'amende sur son opposition, s'il n'avait pas proposé son excuse avant l'arrêt qui l'aurait condamné, s'il n'avait pas été dans l'impossibilité de le faire ; car ce serait *par son fait* qu'ils auraient été occasionnés.

Mais si le Juré justifiait, sur son opposition, qu'il n'a pas été cité, ou qu'il ne l'a pas été à temps, il n'y aurait pas de motif pour lui faire supporter les frais d'exécution de l'arrêt, puisqu'alors il n'y aurait aucune négligence à lui imputer.

XIII. Si le Juré était sous le poids d'une condamnation par corps, en matière civile ; s'il avait été condamné à la peine de l'emprisonnement, par jugement correctionnel ou de police, devrait-il être considéré comme ayant été dans l'impossibilité de se rendre sur la citation ?

Si l'on s'en tenait rigoureusement aux termes de l'art. 397, qui exige que l'impossibilité soit *absolue*, il faudrait convenir que, dans l'un et dans l'autre cas, le Juré ne pourrait se dispenser de déférer à la citation, sans se rendre passible de l'amende ; mais ce serait aller beaucoup trop loin ; il n'a pas été dans l'esprit du Législateur de restreindre l'excuse légitime à l'impossibilité *physique*, ainsi que l'avait fait le Code de brumaire an iv ; il suffit qu'il y ait impossibilité *morale* de comparaître, et cette impossibilité morale existe lorsque pour se rendre au poste où l'on est appelé, on court le risque d'être constitué prisonnier.

Aussi le Code d'instruction criminelle a-t-il autorisé les Tribunaux à donner, en pareil cas, un sauf-conduit au *témoin* ; et si le Code ne renferme pas la même disposition relativement aux *jurés*, c'est qu'il n'y a pas la même nécessité qu'un Juré se présente, puisqu'il peut être facilement remplacé, tandis qu'un témoin ne peut l'être.

XIV. Celui qui, étant sous le poids d'une condamnation à l'emprisonnement correctionnel ou de police, se présenterait néanmoins sur la citation pour remplir les fonctions de Juré, devrait être récusé par le Procureur-Général, si l'accusé ne proposait pas lui-même la récusation, quoique l'art. 5 de l'acte constitutionnel ne

donne pas aux condamnations correctionnelles et de police, l'effet de suspendre l'exercice des droits politiques.

Il y aurait en effet une grande immoralité à laisser siéger parmi les Jurés, qui doivent inspirer la confiance et le respect, un individu qui pourrait être constitué prisonnier au sortir de la séance, pour subir une condamnation qu'il aurait méritée.

XV. Les articles 396 et 397 du Code d'instruction criminelle ne s'expliquent pas sur le point de savoir si le Procureur-Général doit être entendu lorsqu'il est question de prononcer sur les excuses proposées par les Jurés; mais tous les arrêts à rendre par les Cours d'Assises doivent être précédés des conclusions du Ministère public: le Code ne fait à cet égard aucune exception.

XVI. Le Code d'instruction criminelle ne dit pas non plus si les excuses doivent être jugées à l'audience ou à la Chambre du Conseil; mais comme elles doivent se juger avant la formation du tableau du Jury, et que ce tableau doit se former avant que la Cour entre en séance publique, il en résulte que c'est dans la Chambre du Conseil que les excuses doivent être jugées, sauf à prononcer à l'audience publique l'arrêt de condamnation contre le Juré dont l'excuse a été rejetée, ou qui n'a pas comparu.

ARTICLE CCCXCVIII.

Les peines portées en l'art. 396 sont applicables à tout Juré qui, même s'étant rendu à son poste, se retirerait avant l'expiration de ses fonctions, sans une excuse valable, qui sera également jugée par la Cour.

OBSERVATIONS.

I. La loi met sur la même ligne le Juré qui ne s'est pas rendu sur la citation, et celui qui a quitté son poste avant l'expiration de ses fonctions.

Les peines portées en l'art. 396 leur sont également applicables; de sorte que le Juré qui abandonne son poste sans excuse légitime, doit être condamné suivant les distinctions établies par cet article.

Lorsqu'il survient une excuse légitime au Juré qui s'est rendu sur la citation, il doit la proposer et la faire admettre avant de se retirer.

Cependant il ne l'aurait pas proposée, que, si elle était valable, il ne serait pas moins recevable à la proposer sur son opposition à l'arrêt qui aurait prononcé sa condamnation.

II. Il suffit d'être porté sur la liste réduite, pour être dans l'obligation de rester jusqu'à la fin de la session, au lieu où la Cour d'Assises tient ses séances, si l'on n'a été ni excusé, ni dispensé.

Les fonctions des Jurés ne cessent en effet que lorsque toutes les affaires en état

348 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

ont été portées devant eux ; et aux termes des art. 399 et 405, il doit être fait un tirage particulier du Jury sur la liste générale, pour *chaque* affaire, *immédiatement* avant son examen ; de sorte que le Juré qui n'est pas entré dans la composition du premier tableau, du deuxième, du troisième, peut entrer dans celle du quatrième, du cinquième, ce qui rend sa présence nécessaire tant que dure la session.

A R T I C L E C C C X C I X.

Au jour indiqué, et pour chaque affaire, l'appel des Jurés non excusés et non dispensés, sera fait avant l'ouverture de l'audience, en leur présence, en présence de l'accusé et du Procureur-Général.

Le nom de chaque Juré répondant à l'appel sera déposé dans une urne.

L'accusé premièrement et le Procureur - Général récuseront tels Jurés qu'ils jugeront à propos, à mesure que leurs noms sortiront de l'urne, sauf la limitation exprimée ci-après.

L'accusé ni le Procureur-Général ne pourront exposer leurs motifs de récusation.

Le Jury de jugement sera formé à l'instant où il sera sorti de l'urne douze noms de Jurés non récusés.

O B S E R V A T I O N S.

I. APRÈS les excuses jugées, l'opération du tirage au sort doit être faite en présence des Jurés non excusés ni dispensés, en celle de l'accusé et en celle du Procureur-Général.

L'art. ne porte pas que le tirage aura lieu en présence des Membres de la Cour, ni en celle du Greffier ; mais leur présence est indispensable, puisque le Greffier doit consigner le résultat de l'opération dans son procès-verbal, et qu'il peut être fait des récusations *motivées*, sur lesquelles la Cour doit prononcer.

II. Loin d'exiger que le tirage au sort soit fait *publiquement*, l'art. 399 veut qu'il y soit procédé en la seule présence des Jurés, des Membres de la Cour d'Assises, du Procureur-Général et de l'accusé ; ce qui est fondé sur ce qu'une récusation, quoique non motivée, n'en est pas moins un désagrément pour celui qui en est l'objet ; que, d'ailleurs, si les récusations préliminaires ne doivent pas être motivées, il peut arriver un cas où elles doivent l'être.

III. Lorsque la liste se trouve composée d'un nombre suffisant de Jurés, en con-

formité de l'art. 395, leurs noms se déposent dans l'urne : puis, il est procédé au tirage au sort, par l'extraction successive des bulletins qui doit en être faite.

IV. A chaque bulletin sorti de l'urne, l'accusé doit être interpellé de déclarer s'il récusé le Juré dont le nom s'y trouve porté.

Si l'accusé ne propose pas de récusation, le Procureur-Général est autorisé à en proposer une.

L'opération est ainsi continuée jusqu'à ce que le tableau du Jury soit complet.

L'accusé n'a pas le droit d'exercer un plus grand nombre de récusations *non motivées* que le Procureur-Général, lorsque les Jurés portés sur la liste sont en nombre *pair*; s'ils sont en nombre *impair*, l'accusé a le droit d'en récusé *un* de plus. (*Art. 401.*)

Dans la supposition où la liste est composée de *trente*, les récusations non motivées peuvent porter sur les dix-huit Jurés qui sortent de l'urne les premiers; le Procureur - Général et l'accusé peuvent faire chacun neuf récusations. Si elle est composée de trente-un Jurés, l'accusé peut en récusé dix.

En quelque nombre que soient les accusés, ils ne peuvent excéder le nombre de récusations déterminé pour un seul. (*Art. 402.*)

V. Jusqu'à ce que la liste soit réduite au nombre de *douze*, aucune récusation ne doit être motivée. Cependant, si le Procureur-Général ou l'accusé ayant épuisé son droit, il sortait de l'urne le nom d'un Juré contre lequel il aurait à faire une récusation fondée, il serait recevable à la proposer, et la Cour d'Assises devrait prononcer.

Sous l'empire du Code de brumaire an iv, le Procureur-Général et l'accusé étaient déjà autorisés à récusé, sans motif, un certain nombre de Jurés; mais il ne leur était pas *défendu* de motiver leurs récusations.

VI. L'art. 399 porte que le Jury sera formé à l'instant où il sera sorti de l'urne *douze* noms de Jurés non récusés; ce qui doit être entendu dans le sens suivant lequel nous venons de l'expliquer; c'est-à-dire, que si le Procureur - Général ou l'accusé avait des motifs légitimes de récusé un des douze Jurés dont le nom serait resté dans l'urne, il pourrait proposer la récusation; et que si elle était admise, il faudrait procéder par la voie du sort au remplacement du Juré récusé sur la liste des citoyens de la Commune, pour compléter le nombre de *douze*. (*Art. 395.*)

Il est d'autant plus nécessaire de donner cette explication à l'art. 395, qu'il pourrait arriver que dans le nombre des douze Jurés restans, il s'en trouvât qui n'eussent pas les qualités requises.

VII. Sous aucun prétexte, un Juré ne peut être substitué à un autre Juré, lorsque le tableau du Jury a été définitivement arrêté.

S'il y avait eu substitution, il en résulterait la nullité des débats, et, par suite, celle de l'arrêt de condamnation : c'est ce que la Cour de cassation jugea le 26 thermidor an VIII.

Dans l'espèce, un frère avait remplacé son frère.

Le motif de l'arrêt fut que le Juré remplaçant était sans caractère.

VIII. L'examen commencé, si le Jury se trouvait réduit à un nombre moindre que celui de douze, pour cause de maladie ou autrement, la Cour de cassation jugeait, sous l'empire du Code de brumaire an IV, que l'affaire devait être renvoyée à la session suivante. (*Arrêt du premier frimaire an XIV.*)

Sous la Législation actuelle il faudrait procéder au tirage au sort d'un Juré remplaçant, et recommencer les débats à la même session.

Le Juré remplaçant doit alors être pris parmi les Jurés dont le nom est resté dans l'urne lors de la composition du tableau du Jury, et subsidiairement sur la liste particulière des citoyens de la Commune.

A R T I C L E C C C C .

Les récusations que pourront faire l'accusé et le Procureur-Général, s'arrêteront, lorsqu'il ne restera que douze Jurés.

O B S E R V A T I O N S .

I. Sous l'empire du Code de brumaire an IV et de la loi additionnelle du 6 germinal an VIII, le Procureur-Général pouvait récuser péremptoirement un Juré sur dix.

Il n'aurait pas été recevable à proposer d'autres récusations, même en les motivant.

S'il avait des motifs valables de récuser quelques-uns des citoyens portés sur la liste, c'était sur ceux-là qu'il devait faire porter ses récusations péremptoires.

II. Il n'en était pas de même de l'accusé, qui pouvait récuser vingt Jurés sur le tableau qui lui était présenté, sans en donner les motifs; mais il ne lui était pas défendu d'en récuser un plus grand nombre, lorsqu'il avait des motifs valables. (*Art. 505 du Code de brumaire an-IV.*)

III. Le Code d'instruction criminelle ne renferme aucune disposition semblable, et il semblerait même résulter des termes de l'art. 400, pris dans un sens étroit, que lorsqu'il ne reste que le nombre de douze noms dans l'urne, il ne peut plus y avoir lieu à exercer aucune récusation; cependant, il est évident que telle n'a pas été l'intention du Législateur.

Aussi l'art. 505 du Code de brumaire an IV n'a-t-il pas été abrogé; et comme il peut s'exécuter simultanément avec les dispositions du nouveau Code, s'il avait été

refusé ou omis par la Cour d'Assises de faire droit à la récusation motivée d'un Juré, il y aurait lieu à l'annulation de l'arrêt de condamnation.

Les articles 399 et 400 doivent être entendus en ce sens que quand la liste se trouve réduite au nombre de douze Jurés, il ne peut plus être admis de récusations péremptoires, lors même que le Procureur-Général ou l'accusé qui les proposerait, n'aurait pas encore épuisé le nombre de celles qu'il aurait été autorisé à proposer.

IV. Le Code d'instruction criminelle ne pouvait déterminer quelles seraient les récusations admissibles, puisqu'il ne s'occupait pas des récusations motivées; mais dès que les Jurés sont les Juges du fait, comme les Magistrats sont les Juges du droit, il suit que les mêmes récusations qui peuvent être proposées contre les Juges, peuvent l'être contre les Jurés; et les récusations autorisées contre les Juges, en matière criminelle, sont les mêmes que celles qui sont autorisées en matière civile.

On en trouve la preuve dans les dispositions de la loi du 23 vendémiaire an iv, qui autorisa les récusations *péremptoires* contre les Juges, en matière criminelle comme en matière civile.

Si cette loi fut implicitement abrogée pour les matières criminelles, par l'art. 594 du Code de brumaire an iv, et si elle l'a été pour les matières civiles par l'art. 1041 du Code de procédure civile, le principe de leur assimilation sur le fait des récusations n'y reste pas moins écrit.

D'après la faveur qui doit être accordée aux accusés, les récusations doivent même être plus facilement admises en matière criminelle qu'en matière civile; de sorte que ce n'est pas aller trop loin que de renvoyer au titre *de la récusation*, au Code de procédure civile, et d'y puiser la doctrine d'après laquelle les Cours doivent prononcer sur les récusations en matière criminelle.

C'est donc l'art. 378 du Code de procédure civile, qui doit être consulté; mais il ne faut pas étendre ses dispositions à d'autres cas qu'à ceux qu'il a prévus.

Par arrêt du 27 mai 1808, la Cour de cassation rejeta une ouverture de cassation fondée sur ce que le Juré récusé avait concouru à la délibération du Jury qui avait prononcé la condamnation de l'accusé par contumace.

Par un second arrêt, du 10 octobre de la même année, la Cour rejeta celle que l'on faisait résulter de ce qu'un Juré, en sa qualité d'Huissier, avait donné les citations aux témoins appelés aux débats.

La Cour de cassation rejeta également, par arrêts des 9 et 10 février 1809, le moyen tiré de ce que les Jurés étaient pareus entre eux à un degré très-proche, l'incompatibilité n'étant pas fondée sur la loi.

Sous l'empire du Code d'instruction criminelle, la Cour de cassation l'a jugé de même; par arrêt rendu au rapport de M. Schwendt, le 19 décembre 1811.

V. Si la récusation était proposée *avant* que les débats fussent ouverts, mais *depuis* la formation du tableau du Jury, devrait-elle être examinée et jugée?

Nous ne pensons pas que la Cour puisse avoir aucun motif raisonnable de s'y refuser; elle ne pourrait du moins fonder son refus sur aucun texte de loi.

VI. Si, l'examen étant commencé, on découvrirait une incapacité ou une incompatibilité dans la personne de l'un des Jurés, devrait-on procéder au tirage au sort d'un Juré remplaçant, ou renvoyer l'affaire à la session suivante?

Ce ne serait pas le cas du renvoi: s'il ne reste pas de Juré sur la liste, il faut compléter le tableau sur celle des citoyens de la Commune.

VII. Il ne faut pas confondre les incapacités et les incompatibilités, avec les excuses et les récusations. Les excuses et les récusations ne sont plus proposables lorsque l'examen est commencé; tandis qu'à quelque époque que ce soit, les incapacités et les incompatibilités peuvent être relevées; et elles pourraient même l'être en cassation, quand elles n'auraient pas été proposées devant la Cour d'Assises; attendu qu'il n'y a de Jury légal que celui qui a été composé de douze individus ayant caractère pour remplir les fonctions de Juré.

Les motifs d'excuses ou de reproches peuvent bien faire dispenser le Juré, et le faire rejeter de la liste; mais le Juré n'en a pas moins le caractère propre à entrer dans la composition du Jury; et le Jury est légal, toutes les fois qu'il se trouve composé de Jurés ayant caractère pour en remplir les fonctions.

ARTICLE CCCCI.

L'accusé et le Procureur-Général pourront exercer un égal nombre de récusations, et cependant, si les Jurés sont en nombre impair, les accusés pourront exercer une récusation de plus que le Procureur-Général.

OBSERVATIONS.

I. Nous avons donné l'explication de cet article en examinant les précédens.

Le Procureur-Général a le même nombre de récusations à proposer que les accusés pris collectivement, lorsque la liste se trouve composée de Jurés en nombre *pair*.

Si la liste est composée de Jurés en nombre *impair*, les accusés ont une récusation de plus à faire que le Procureur-Général.

II. Le droit de récuser appartient, en premier ordre, à l'accusé; mais si l'accusé ne récuse pas le Juré dont le nom est sorti de l'urne, le Procureur-Général peut demander que ce Juré soit rejeté de la liste.

La même opération se recommence jusqu'à ce que le Procureur-Général et l'accusé aient consommé leur droit, ou que le tableau du Jury ait été définitivement formé.

III. Le Procureur-Général a consommé son droit, lorsqu'il a proposé le nombre de récusations déterminé par le Code.

Ce nombre est de *neuf*, si la liste est composée de 30 ou de 31 Jurés; il est de *dix*, si elle est composée de 32 ou de 33; il est de *onze*, si elle l'est de 34 ou de 35; et de *douze*, si elle s'élève à 36.

Les douze Jurés qui restent les derniers dans l'urne, ne peuvent être récusés *sans motifs*.

ARTICLE CCCCII.

S'il y a plusieurs accusés, ils pourront se concerter pour exercer leurs récusations; ils pourront les exercer séparément.

Dans l'un et l'autre cas, ils ne pourront excéder le nombre de récusations déterminé pour un seul accusé par les articles précédens.

OBSERVATIONS.

I. Les articles précédens ne se sont occupés que du cas où un seul accusé doit être présenté aux débats. L'art. 402 indique le mode de procéder, lorsqu'il y en a plusieurs.

En quelque nombre que soient les accusés, ils n'ont que le même nombre de récusations à proposer que le Procureur-Général; ce nombre est fixé par les art. 400 et 401.

II. Les accusés ne sont pas tenus d'exercer *conjointement* leurs récusations; ils peuvent en charger l'un d'eux ou se concerter de toute autre manière pour cette opération.

Les articles suivans indiquent la forme de procéder, lorsque les accusés n'ont pu se concilier.

ARTICLE CCCCIII.

Si les accusés ne se concertent pas pour récuser, le sort réglera entre eux le rang dans lequel ils feront les récusations. Dans ce cas, les Jurés récusés par un seul, et dans cet ordre, le seront pour tous, jusqu'à ce que le nombre des récusations soit épuisé.

OBSERVATIONS.

I. Lorsqu'il a été procédé au jugement des dispenses et des excuses, lorsque la liste sur laquelle doit être fait le tirage a été définitivement arrêtée, si les accusés

déclarent n'avoir pu se concerter pour faire leurs récusations, c'est par la voie du sort que le rang dans lequel ils doivent les faire doit être fixé.

II. Le Code ne dit pas dans quelle forme il doit être procédé au tirage au sort entre les accusés ; mais il est convenable de suivre dans cette opération la même forme de procéder que pour le tirage au sort des Jurés.

III. C'est l'accusé dont le nom est sorti le premier de l'urne , qui doit être interrogé le premier ; s'il ne récusé pas le Juré appelé , ses co-accusés ont le droit de le faire ; de sorte que le Juré n'est porté sur le tableau , que lorsqu'il n'a été récusé par aucun des accusés ni par le Procureur-Général. (*Arrêt du 14 novembre 1811.*)

IV. Lorsque l'accusé désigné par le sort a consommé son droit , c'est à l'accusé qui le suit immédiatement à user du sien , et successivement jusqu'à ce que le nombre des récusations autorisées par le Code soit épuisé.

V. Si le nombre des accusés était plus grand que celui des récusations autorisées par le Code , et que les co-accusés ne se fussent pas accordés pour les faire , il pourrait arriver que quelques-uns d'eux fussent privés du bénéfice de la récusation ; mais s'ils ne profitent pas de la faveur d'en jouir par eux-mêmes , ils en sont dédommagés par la faculté qui est accordée à leurs co-accusés dans l'intérêt commun.

Il leur reste d'ailleurs la ressource des récusations *motivées* , lorsque le tableau est formé.

VI. Il doit être rédigé un procès-verbal constatant l'observation de ces formalités.

L'art. 372 en impose l'obligation au Greffier ; ce n'est pas simplement en effet , de l'examen et des débats qu'il doit rédiger procès-verbal , mais de la séance entière qui commence à l'instant où les Juges , les Jurés , le Procureur-Général et les accusés se réunissent pour la composition du tableau du Jury , puisqu'aux termes de l'art. 405 l'examen doit commencer immédiatement après la formation du tableau du Jury , et conséquemment par simple continuation des précédentes opérations.

A R T I C L E C C C C I V.

Les accusés pourront se concerter pour exercer une partie des récusations , sauf à exercer le surplus suivant le rang fixé par le sort.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article prouve avec quelle minutieuse attention le Législateur s'est appliqué à donner aux accusés toutes les facilités pour obtenir un Jury composé de personnes qui aient leur confiance.

Par l'art. 402, il les a autorisés à se concerter pour faire leurs récusations.

Par l'art. 403, il a prévu le cas où ils ne pourraient s'accorder entre eux, et il a déterminé les formalités qu'il faudrait alors observer.

Mais comme les accusés peuvent se concerter pour exercer une partie des récusations, et se réserver le droit d'en faire individuellement, le Législateur vient encore leur en offrir les moyens, au risque de rendre l'opération plus longue et plus compliquée : rien ne l'arrête lorsqu'il est question de traiter favorablement les accusés.

Par-là le Législateur avertit les Tribunaux qu'ils ne doivent voir dans l'accusé, jusqu'à sa condamnation, que l'innocence aux prises avec le malheur.

ARTICLE CCCC V.

L'examen de l'accusé commencera immédiatement après la formation du tableau.

OBSERVATIONS.

I. IL ne doit y avoir aucun intervalle entre la formation du tableau du Jury et l'examen de l'affaire pour laquelle il a été composé, puisque l'examen doit commencer *immédiatement* après la formation du tableau.

II. Le motif de cette disposition est d'éviter que les Jurés reçoivent aucune impression étrangère.

Le Législateur a marché constamment vers ce but, soit en ne permettant pas que la liste générale des Jurés fût rendue publique par sa notification (*art. 389*) : soit en exigeant que la liste réduite ne fût notifiée aux accusés que la veille du jour déterminé pour la formation du tableau du Jury (*article 394*) ; soit en voulant que ce tableau ne fût formé qu'à l'instant où les débats doivent s'ouvrir (*art. 405*) ; soit en n'autorisant la suspension des débats que pendant les intervalles nécessaires au repos des Juges, des Jurés, des témoins et de l'accusé (*art. 353*) ; soit en prenant toutes les précautions convenables pour empêcher que les Jurés ne quittassent leur Chambre avant que d'avoir fait leur déclaration (*article 343*) ; soit, enfin, en ordonnant que le tableau du Jury, quoique formé spécialement pour une affaire, fût renouvelé *en entier*, lorsque l'affaire est renvoyée à la session suivante. (*Art. 406.*)

III. Mais le tableau du Jury ne se trouve formé dans le sens du Code d'instruction criminelle, que lorsqu'il a été prononcé sur toutes les récusations, et qu'il a été statué sur tous les incidens auxquels sa formation a pu donner lieu.

Ce n'est qu'alors qu'il doit être procédé à l'examen et aux débats,

ARTICLE CCCCVI.

Si, par quelque événement, l'examen des accusés sur les délits ou sur quelques-uns des délits compris dans l'acte ou dans les actes d'accusation, est renvoyé à la session suivante, il sera fait une autre liste; il sera procédé à de nouvelles récusations, et à la formation d'un nouveau tableau de douze Jurés, d'après les règles prescrites ci-dessus, à peine de nullité.

OBSERVATIONS.

I. Le même tableau du Jury ne peut servir que pour l'affaire pour laquelle il a été formé; il ne peut même servir pour cette affaire qu'autant qu'elle est jugée *dans la même session*; c'est ce qui résultait déjà des dispositions de l'art. 390.

II. Lorsque l'affaire pour laquelle le tableau a été formé, n'a pas été jugée *dans la session*, il faut procéder à la formation d'un nouveau tableau.

La défense faite d'appeler le même Jury est *absolue*; les Jurés qui le composent sont *sans caractère* aussitôt après la clôture de la session pour le service de laquelle ils ont été appelés.

III. Si l'examen était commencé lors du renvoi de l'affaire à la session suivante, aucun des Jurés qui se trouvaient compris dans le tableau ne peut faire partie du Jury à la session suivante; mais si l'affaire était renvoyée *avant* l'examen, il n'y aurait aucun motif raisonnable pour que les Jurés portés sur la liste réduite ne pussent entrer dans la composition de la liste générale de la session suivante.

IV. Le renvoi de l'affaire à la session suivante peut être ordonné *avant* la formation du tableau du Jury, ou *depuis* l'examen commencé.

Il peut l'être *avant* l'examen, dans les cas prévus par les articles 306 et 308, c'est-à-dire, lorsque soit le Procureur-Général, soit l'accusé, a demandé que l'affaire ne fût pas portée à la première assemblée du Jury, ou que le Président l'a ordonné d'office, ou lorsque l'acte d'accusation portant sur plusieurs *délits non connexes*, le Procureur-Général en a requis la division, et qu'elle a été ordonnée.

Ces deux cas exceptés, toutes les affaires en état lors de l'ouverture des Assises, doivent y être *portées*. (art. 260.)

V. Le Code d'instruction criminelle ne pouvait prévoir tous les cas qui exigent le renvoi de l'affaire à la prochaine session, lorsque l'examen a été commencé; il n'en précise que trois.

L'art. 354 autorise le Procureur-Général à requérir le renvoi de l'affaire à la session prochaine, lorsque l'un des témoins fait défaut.

L'art. 331 donne la même autorisation au Procureur-Général, à la partie civile et

à l'accusé, lorsqu'un des témoins ouïs aux débats est prévenu de faux témoignage : le renvoi peut même, dans ce cas, être ordonné d'office.

L'article 352 l'autorise également, lorsque le Jury a prononcé la condamnation de l'accusé, et que la Cour d'Assises est unanimement d'avis que le Jury s'est trompé. La Cour serait autorisée à prononcer le renvoi, quand le Procureur-Général aurait été entendu dans ses réquisitions sur l'application de la peine (*sic judic.*)

VI. Dans tous les cas non prévus par la loi, il n'y a que celui d'impossibilité qui puisse être suppléé ; car le tableau du Jury étant formé, il y a droit acquis à l'accusé ; il ne peut en être privé sous aucun prétexte. *

VII. Si les débats commencés, un des témoins tombait malade, de manière à ne pouvoir faire sa déclaration, faudrait-il renvoyer à la session suivante ? Oui, s'il y en avait réquisition ; ce serait un événement de force majeure.

Mais si c'était un Juge ou un Juré, si pendant l'examen on obtenait la connaissance de l'incapacité de l'un d'eux, ce ne serait pas le cas du renvoi à la session suivante ; il faudrait recommencer les débats, après avoir fait remplacer le Juge ou le Juré empêché.

VIII. Sous l'empire du Code de brumaire an iv, un Président de Cour de Justice criminelle avait interrompu les débats sans qu'il y en eût aucun motif légal, et il les avait renvoyés à la session suivante. L'arrêt de condamnation rendu à la session suivante fut cassé, par suite de l'annulation de l'ordonnance de renvoi. (*Arrêt du 16 fructidor an ix.*)

Semblable arrêt fut rendu en l'an xii ; le renvoi de l'affaire à la session suivante avait été fait par la Cour de Justice criminelle du département du Rhône, sur le motif d'un accident arrivé à la femme du Président, ce qui l'avait engagé à se retirer.

Le 11 brumaire de la même année, la Cour de cassation prononça de même l'annulation d'un arrêt de condamnation rendu à la session à laquelle l'affaire avait été renvoyée, attendu que le renvoi avait été prononcé sur le seul motif que le Défenseur de l'accusé s'était livré à des observations déplacées, lorsque la Cour aurait dû se borner à le rappeler à l'ordre, et, au besoin, à lui imposer silence.

La Cour de cassation n'aura dès-lors qu'à persister dans sa Jurisprudence, pour se conformer aux dispositions du Code d'instruction criminelle.

IX. Mais si le Jury compromettrait sa dignité, s'il se prononçait pendant le cours des débats d'une manière scandaleuse, la Cour d'Assises serait autorisée à interrompre les débats, et à les renvoyer à la session suivante.

X. Le 2 août 1811, les Jurés réunis à l'audience de la Cour d'Assises d'Angers, les témoins cités ne comparaisant pas, le Procureur-Général requit le renvoi de l'affaire au 9 du même mois, et ce renvoi fut prononcé.

Les témoins arrivés quelques heures après, il fut procédé au jugement de l'accusé ; qui fut condamné.

Sur son recours en cassation, l'accusé soutint que l'affaire ayant été renvoyée au 9, il fallait, pour la régularité de l'instruction, procéder à la formation d'un nouveau tableau du Jury. Mais ce moyen fut rejeté par arrêt du 29 août 1811, au rapport de M. Favard, sur les conclusions de M. l'Avocat-Général Pons de Verdun :

« Attendu que c'est seulement lorsque l'affaire a été renvoyée à une autre session, qu'il doit être procédé à une nouvelle nomination de Jurés, d'après les formes prescrites par l'art. 406 du Code d'instruction criminelle ; qu'ainsi cet article est sans application au cas dont il s'agit. »

XI. Nous avons fait remarquer que le Président est autorisé, avant l'ouverture des débats, à diviser l'acte d'accusation qui porte sur des délits *non connexes*, et à ne mettre l'accusé en jugement que sur l'un ou sur quelques-uns de ces délits. Mais si le tableau du Jury a été formé sans que la division ait été ordonnée, elle ne peut s'opérer dans le cours des débats. L'affaire doit être présentée au Jury, et jugée dans toutes ses ramifications.

Dans le cas prévu par l'art. 307, qui autorise la jonction de plusieurs actes d'accusation, si elle n'a pas été prononcée *avant* la formation du tableau du Jury, elle ne peut l'être après l'ouverture des débats, ni l'affaire être renvoyée à la session suivante. L'accusé doit être jugé sur le seul acte d'accusation qui l'a amené aux débats.

LIVRE II.

DE LA JUSTICE.

TITRE III.

DES MANIÈRES DE SE POURVOIR CONTRE LES ARRÊTS OU JUGEMENS.

CHAPITRE PREMIER.

Des nullités de l'Instruction et du Jugement.

OBSERVATIONS.

I. Le Code d'instruction criminelle établit deux manières de se pourvoir contre les arrêts et jugemens définitifs rendus en dernier ressort : celle de la *révision*, dont il sera parlé au Chapitre III du présent Titre, et celle de la *cassation*, dont s'occupent les Chapitres I et II.

II. Avant les changemens qui se sont successivement opérés dans l'organisation des Tribunaux depuis 1790, le recours était déjà autorisé contre les arrêts et les jugemens définitifs rendus en dernier ressort ; il était porté, suivant la nature des affaires, au Grand-Conseil ou au Conseil privé.

III. Le Conseil privé tenait ses séances dans une des Salles du Palais du Roi ; il se transportait dans tous les lieux où le Roi fixait momentanément sa résidence : sa présence y était toujours supposée. Lorsque le Roi allait en personne à la guerre, les séances de ce Conseil se tenaient à l'hôtel de M. le Chancelier, qui le présidait.

IV. Le Grand-Conseil tenait ses séances au Louvre, sous la présidence du Chancelier.

V. Ces Conseils avaient chacun leurs attributions particulières. Il pourrait être curieux de les connaître ; mais il n'en tre pas dans notre sujet d'en donner l'historique :

il suffit de savoir que le Grand-Conseil fut supprimé par décret du 7 septembre 1793, et que le Conseil privé le fut par la loi du 27 novembre suivant.

VI. Par décret du premier décembre de la même année, la Cour de cassation fut établie pour les remplacer. Elle connaît des recours en cassation contre les arrêts et les jugemens définitifs rendus en dernier ressort, en matière civile, criminelle, correctionnelle et de police, d'après les règles et les formes que la loi détermine.

La Cour de cassation n'a cependant pas une attribution générale sur tous les arrêts et sur tous les jugemens définitifs rendus en dernier ressort.

Les arrêts définitifs qui émanent des Cours *spéciales ordinaires* dans les matières de leur compétence, ne sont pas de son domaine : elle connaît seulement des arrêts de renvoi à ces Cours.

Les arrêts définitifs que rendent les Cours *prévôtales des Douanes*, en matière criminelle, n'y rentrent pas non plus : leurs seuls arrêts de compétence sont soumis à l'examen de la Cour de cassation.

La Cour de cassation ne connaît du recours exercé contre les jugemens rendus par les Conseils de guerre, de terre et de mer, que lorsqu'il est fondé sur l'incompétence.

L'Université Impériale a une juridiction particulière, dont les décisions ne peuvent être attaquées par la voie du recours en cassation : les formes qu'elle doit suivre dans l'instruction et le jugement, sont établies par décrets impériaux des 17 mars 1808 et 15 novembre 1811.

La Cour Impériale du grand-duché de Berg connaît, comme Cour de cassation, des recours exercés contre les jugemens émanés des Tribunaux de simple police. (*Art. 126 du décret impérial du 15 décembre 1811.*)

Mais si la Cour de cassation n'a pas dans ses attributions de connaître des recours exercés contre les arrêts définitifs émanés des Cours spéciales ordinaires, des Cours prévôtales des Douanes et des Tribunaux militaires, c'est à elle seule qu'il appartient de connaître de la *révision* de leurs arrêts et de leurs jugemens, dans les cas où elle est autorisée.

VII. Depuis l'institution de la Cour de cassation, elle a suivi, pour la forme de procéder, les dispositions du règlement fait pour le Conseil en 1738, sauf de légères modifications que les lois nouvelles y ont apportées.

VIII. Lorsque la Cour de cassation se trouve saisie, elle ne doit s'occuper que de la violation de la loi; l'*excès de pouvoir* qui ne rentre pas dans l'*incompétence*, n'est pas de son domaine.

L'appréciation des *faits* n'entre pas non plus dans ses attributions : elle doit les prendre tels qu'ils ont été déclarés ; sauf, dans quelques cas privilégiés, dont nous parlerons sous le N.º 12.

IX. Lorsque la Cour de cassation rejette le pourvoi, l'arrêt attaqué devient irrévocable ; il est réputé *la vérité même* : c'est ainsi que s'en expliqua le Conseil-d'État, dans son avis du 18 janvier 1806, approuvé le 31 par l'Empereur.

X. Lorsque la Cour de cassation prononce l'annulation de l'arrêt, elle doit renvoyer l'affaire à une autre Cour de la même qualité, à moins que la cassation n'ait été prononcée dans le seul intérêt de la loi, et sauf l'exécution de l'art. 429.

La Cour de cassation ne prononce l'annulation des arrêts et des jugemens dans l'intérêt de la loi, que lorsqu'ils lui sont déférés par le Procureur-Général établi près cette Cour, ou lorsqu'il est intervenu une ordonnance d'*acquies*.

Cependant, si l'Officier du Ministère public a déclaré, qu'il exerçait son recours dans l'intérêt de la loi seulement, la Cour de cassation ne doit prononcer que dans cet intérêt : c'est ce qu'elle jugea, le 4 janvier 1811, sur le rapport de M. Van-Toulon.

Sous le régime du Code de brumaire an iv, la Cour de Cassation avait déjà jugé dans le même sens, en n'annulant, dans l'intérêt des parties, que la disposition de l'arrêt sur laquelle le Procureur-Général avait fait porter directement son recours.

Le motif de cette Jurisprudence est que l'Officier du Ministère public ayant la faculté de se pourvoir ou de consentir l'exécution du jugement, est nécessairement autorisé à mettre à son recours la restriction qu'il juge convenable.

XI. La Cour de cassation ne peut annuler, sur le motif que l'arrêt ou le jugement qui lui est dénoncé a fait une application *trop rigoureuse* des termes de la loi.

« Un arrêt de la Cour de cassation qui détruirait un jugement, pour s'être *trop littéralement* conformé au texte de la loi, offrirait dans l'ordre judiciaire un scandale dont, il faut l'espérer, nous ne serons jamais témoins. »

Tels sont les termes de l'avis du Conseil-d'État déjà cité.

XII. Nous avons dit, sous le N.º 8, qu'il est des cas où la Cour de cassation est autorisée à faire l'appréciation des points de fait déclarés constans par les jugemens qui lui sont dénoncés.

Supposons, en effet, qu'une contravention soit constatée par un procès-verbal en forme légale ; et que, contre la teneur de ce procès-verbal, le jugement dénoncé ait déclaré que le fait n'est pas constant ; cette déclaration serait une véritable violation de la loi, qui veut que les procès-verbaux fassent foi jusqu'à inscription de faux.

Aussi la Cour de cassation n'hésite-t-elle pas, en pareil cas, à annuler les arrêts qui lui sont dénoncés.

La fausse appréciation du fait constitue, dans ces matières, la violation de la loi.

XIII. Par décret impérial du 17 décembre 1811, il a été ordonné que le Code d'instruction criminelle et le Code pénal auraient force de loi dans le Grand-Duché de Berg. (*Art. 8 de ce décret.*)

Dans le cas d'annulation d'un arrêt de la Cour Impériale du Grand-Duché, le jugement du fond doit être renvoyé aux Cours Impériales de Liège, de Bruxelles, de la Haie ou de Hambourg. (*Art. 14, ibid.*) Il doit en être de même dans le cas de renvoi pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime, lorsqu'il s'agit d'affaires portées à la Cour d'appel du Grand-Duché. (*Ibid.*)

XIV. Par autre décret du 9 janvier 1812, il a été ordonné que le Code d'instruction criminelle serait publié dans les Provinces-Illyriennes, pour y être exécuté, à la réserve cependant de quelques articles, mais dont aucun ne porte atteinte au droit de recours en cassation, tel qu'il est mentionné dans le Code d'instruction criminelle.

ARTICLE CCCC VII.

Les arrêts et jugemens rendus en dernier ressort, en matière criminelle, correctionnelle ou de police, ainsi que l'instruction et les poursuites qui les auront précédés, pourront être annulés dans les cas suivans, et sur des recours dirigés d'après les distinctions qui vont être établies.

OBSERVATIONS.

I. Le recours en cassation est autorisé en matière criminelle, correctionnelle et de police ; mais il ne peut être exercé que contre les arrêts et les jugemens qui contiennent des dispositions *définitives* et en *dernier ressort*.

Les jugemens préparatoires et d'instruction ne peuvent être attaqués par cette voie, avant que l'arrêt ou le jugement définitif soit intervenu ; mais l'arrêt qui prononce définitivement et en dernier ressort sur la *compétence*, est sujet au recours en cassation, quoiqu'il ne soit pas définitif en ce sens qu'il ne termine pas le procès.

Le Code a établi des règles particulières d'après lesquelles il doit être procédé, suivant la nature des arrêts ou des jugemens attaqués ; il en a établi de spéciales pour le recours exercé contre les arrêts de *mise en accusation* et de renvoi.

L'art. 407 ne fait, au surplus, qu'énoncer le principe dont on trouve le développement dans les articles suivans.

II. Quoique l'art. 407 se serve de cette locution, *pourront être annulés*, qui semble *facultative*, la Cour de cassation n'est pas autorisée à *rejeter* un recours fondé sur l'inobservation des formalités prescrites par le Code ; ce qu'indiquent suffisamment ces termes de l'art. 408 : *Cette omission ou violation DONNERA LIEU... à l'annulation de l'arrêt de condamnation, et de ce qui l'a précédé, à partir du plus ancien acte nul.*

L'art. 456 du Code de brumaire an iv se servait déjà de la même locution : *le Tribunal de cassation ne peut annuler les jugemens des Tribunaux criminels*

que dans les cas suivans ; mais cet article a toujours été entendu dans un sens impératif.

§. I.^{er}

MATIÈRES CRIMINELLES.

ARTICLE CCCCVIII.

Lorsque l'accusé aura subi une condamnation, et que, soit dans l'arrêt de la Cour Impériale qui aura ordonné son renvoi devant une Cour d'Assises, soit dans l'instruction et la procédure qui auront été faites devant cette dernière Cour, soit dans l'arrêt même de condamnation, il y aura eu violation ou omission de quelques-unes des formalités que le présent Code prescrit sous peine de nullité, cette omission ou violation donnera lieu, sur la poursuite de la partie condamnée ou du Ministère public, à l'annulation de l'arrêt de condamnation, et de ce qui l'a précédé, à partir du plus ancien acte nul.

Il en sera de même, tant dans les cas d'incompétence que lorsqu'il aura été omis ou refusé de prononcer soit sur une ou plusieurs demandes de l'accusé, soit sur une ou plusieurs réquisitions du Ministère public, tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi, bien que la peine de nullité ne fût pas textuellement attachée à l'absence de la formalité dont l'exécution aura été demandée ou requise.

OBSERVATIONS.

I. Toute la législation sur le recours en cassation en matière criminelle, correctionnelle et de police, se concentre dans les art. 296, 297, 298, 299, 373, 374, 408, 409, 410, 411, 412, 417 et suivans, 473, 569 et 570 du Code d'instruction criminelle, et dans l'art. 13 de la loi du 18 octobre 1810.

Les art. 296, 297, 298 et 299, sont relatifs aux recours en cassation qui peuvent être exercés contre les arrêts de mise en accusation et de renvoi à la Cour d'Assises ;

Les art. 373 et 374, aux délais accordés pour déclarer le recours ;

Les art. 408, 409, 410, 411 et 412, aux ouvertures de cassation qui peuvent être proposées ;

Les art. 417, 418 et suivans, aux formalités à observer pour que le recours soit recevable ;

L'art. 473, à celui qui peut être exercé contre les arrêts rendus par contumace.

Les art. 569 et 570, au recours de droit contre les arrêts de renvoi aux Cours spéciales ;

Et l'art. 13 de la loi du 18 octobre 1810, au recours qui est également de droit, contre les arrêts de compétence rendus par les Cours prévôtales des Douanes.

II. Si l'art. 373 n'avait pas expressément réservé à la partie civile, la voie du recours en cassation contre les arrêts de *condamnation*, on aurait pu conclure de la manière dont se trouvent rédigés les art. 408 et 412, que son recours ne serait recevable que dans le cas d'*acquiescement* ou d'*absolution*; car l'art. 408 ne parle du recours autorisé contre les arrêts de *condamnation*, que sous le rapport du Ministère public et de l'accusé; et l'art. 412 ne s'occupe du recours de la partie civile, que relativement aux arrêts d'*absolution* et aux ordonnances d'*acquiescement*.

Mais le droit de recours contre les arrêts de *condamnation* est néanmoins réservé à la partie civile; ce qui résulte clairement de la combinaison des art. 373 et 374.

III. Une question plus importante est celle de savoir si l'annulation de l'arrêt de condamnation, sur le recours du Procureur-Général, doit profiter à l'accusé condamné qui ne s'est pas pourvu, et contre lequel personnellement le Procureur-Général n'a pas dirigé son recours.

L'art. 408 ne dit rien de précis à cet égard; et on peut opposer à ce système favorable à l'accusé, que lorsqu'il y a recours de la part d'un seul des accusés, la condamnation prononcée contre ses co-accusés ne doit pas moins s'exécuter, sans attendre quel sera le résultat du recours de celui qui l'a exercé; ce qui est d'un usage constant, autorisé par une lettre ministérielle du 30 brumaire an vi.

IV. Mais il n'y a pas la même raison de décider, lorsque le recours a été fait à la requête du Procureur-Général, et qu'il est fondé sur des moyens d'*ordre public*.

Que le recours du Procureur-Général ne puisse relever les parties du droit qu'elles ont perdu, en n'usant pas, dans le délai, de la faculté que la loi leur accorde, lorsqu'il n'est question au procès que d'intérêts civils, cela se conçoit, puisque les parties sont autorisées à transiger sur leurs intérêts civils: mais lorsqu'il est question de peines, il faut qu'il soit intervenu une condamnation qui ait acquis force de chose jugée, pour qu'elle puisse être mise à exécution.

V. L'art. 408 ne dit rien de contraire; il suppose même qu'il doit en être ainsi, puisqu'il décide que dans le cas de violation ou d'omission de quelques formalités prescrites sous peine de nullité, il y aura lieu, sur la poursuite de la partie condamnée ou du Ministère public, à l'annulation de l'arrêt de condamnation et de ce qui l'a précédé, à partir du plus ancien acte annulé; sans ajouter que si l'annulation est prononcée sur le recours du Ministère public, elle ne le sera que dans l'intérêt de la loi, à l'égard des accusés qui n'auront pas personnellement réclamé.

S'il avait été dans l'intention du Législateur que le recours du Procureur-Général ne dût pas profiter à l'accusé condamné, il aurait déclaré dans l'art. 408, comme il l'a fait dans l'art. 409, que ce qui est prononcé sur le recours du Procureur-Général ne peut avoir aucune influence sur l'exécution de l'arrêt attaqué.

VI. Le Code d'instruction criminelle n'a précisé que deux cas où l'annulation des arrêts sur le recours du Ministère public ne peut nuire ni profiter à l'accusé ; c'est , 1.^o lorsqu'il y a eu acquittement ; 2.^o lorsque le délai du recours étant expiré , le Procureur-Général près la Cour de cassation a requis cette annulation pour le maintien des principes et dans l'intérêt de la loi.

Dans tous les autres cas d'annulation des arrêts , il y a toujours lieu à renvoi d'une Cour à une autre , pour procéder à un nouvel examen et à un nouveau jugement ; *la connaissance du fond est toujours renvoyée à une autre Cour Impériale.* (*Art. 7 , troisième alinéa de la loi du 20 avril 1810.*)

VII. Si le Procureur-Général et l'accusé avaient laissé passer le délai de se pourvoir contre l'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises , ne seraient-ils plus recevables à l'attaquer , en plaçant sur leur recours contre l'arrêt définitif ?

Les art. 296 et 298 déclarent qu'après le délai de cinq jours , le Procureur-Général ni l'accusé ne sont recevables à se pourvoir contre un pareil arrêt.

Si le Code d'instruction criminelle ne renfermait pas d'autres dispositions , il paraîtrait assez évident que , hors le cas de l'art. 297 , le recours exercé contre l'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises serait non-recevable ; mais l'art. 299 n'autorise le recours dans les cinq jours que pour l'un des trois cas qui s'y trouvent mentionnés.

D'autre part , l'art. 408 déclare *sans restriction* , que si l'accusé a subi une condamnation , et que si , dans l'arrêt qui a ordonné le renvoi , il y a en violation ou omission de quelques-unes des formalités que le Code prescrit à peine de nullité , cette violation ou omission donne lieu à l'annulation de l'arrêt de condamnation et de tout ce qui l'a précédé , à partir du plus ancien acte annulé.

Il faut se rappeler aussi que l'art. 301 borne l'effet du recours en cassation contre l'arrêt de renvoi , à surseoir la mise en jugement de l'accusé.

VIII. Ces articles 299 , 301 et 408 , n'ont-ils pas indiqué le véritable sens dans lequel le Législateur a entendu que la déchéance qu'il prononce fût appliquée ?

Ces articles combinés semblent établir que la fin de non-recevoir prononcée par les art. 296 et 298 , ne peut produire d'autre effet que de lever la surséance prononcée par l'art. 301.

En déclarant que l'accusé qui n'a pas été averti conserve ses droits pour les faire valoir après l'arrêt définitif , l'art. 297 ne dit pas d'une manière affirmative , que l'arrêt de renvoi passera en force de chose jugée si l'accusé condamné qui a été averti n'a pas fait son recours dans les cinq jours.

Le Législateur a voulu que la présentation de l'accusé aux débats ne pût être retardée , lorsqu'il n'y a pas eu recours dans les cinq jours , et il l'a dit dans des termes très-clairs : s'il avait voulu établir une déchéance du recours exercé après les cinq jours contre l'arrêt de renvoi , il s'en serait expliqué dans des termes aussi précis ; dès qu'il ne l'a pas fait , on peut en conclure qu'il n'a pas été dans son intention de prononcer la déchéance.

Reste donc l'objection tirée de la règle des inclusions ; mais une déchéance en matière criminelle peut-elle s'établir ainsi ?

L'accusé qui n'a pas déclaré son recours dans les cinq jours, en est puni par sa mise en jugement ; il le serait doublement si, lorsqu'il aurait pu momentanément s'y soustraire, il était encore privé du bénéfice du recours en cassation contre l'arrêt de renvoi, ou plutôt d'opposer sur son recours contre l'arrêt définitif, les nullités qui auraient pu se glisser dans l'arrêt de renvoi.

Malgré toutes ces raisons, nous ne pensons pas que, sur son recours contre l'arrêt définitif, l'accusé condamné soit recevable à se prévaloir des nullités *mentionnées dans l'art. 299*.

Le Législateur a offert une voie à l'accusé pour faire annuler l'arrêt de renvoi avant l'arrêt définitif. C'est une faveur qu'il lui a accordée, et à laquelle il a pu mettre la condition que le recours serait exercé dans un délai déterminé. La condition manquant, la faveur cesse.

IX. Mais doit-on en induire qu'après le délai expiré, le Procureur-Général et l'accusé soient non-recevables à attaquer l'arrêt de renvoi pour d'autres motifs que ceux qui sont mentionnés dans l'art. 299 ?

La déchéance prononcée par les art. 296 et 298, ne peut se rapporter qu'aux violations de lois que le Procureur-Général et l'accusé avaient le droit de proposer sur leur recours en cassation, en exécution de ces articles. Ils ne peuvent être déchus de la faculté d'invoquer, sur leur recours contre l'arrêt définitif, les moyens qu'ils n'auraient pas été autorisés à employer sur leur recours contre l'arrêt de renvoi, lors même qu'ils l'auraient exercé dans le délai.

S'il existait donc dans l'arrêt de renvoi d'autres ouvertures de cassation que celles qui sont énoncées dans l'art. 299, nous ne verrions pas sur quel motif le réclamant pourrait être déclaré en déchéance de les proposer.

X. Mais l'arrêt de renvoi est-il soumis à d'autres ouvertures de cassation que celles qui sont mentionnées dans l'art. 299 ?

L'art. 234 du Code d'instruction criminelle porte que les arrêts de mise en accusation et de renvoi à la Cour d'Assises, seront signés par chacun des Juges qui les auront rendus, et qu'il y sera fait mention, sous peine de nullité, tant de la réquisition du Ministère public, que du nom de chacun des Juges.

L'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, exige également, sous peine de nullité, que les arrêts rendus par des Juges qui n'ont pas assisté à toutes les audiences soient déclarés nuls.

Cependant l'art. 299 n'autorise le recours préalable contre l'arrêt de mise en accusation, ni pour l'une ni pour l'autre de ces causes ; de sorte que dans le cas de déchéance absolue, l'art. 234 du Code d'instruction criminelle, et l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 auraient vainement prononcé la nullité des arrêts, puisqu'il n'y aurait aucun moment utile pour proposer cette nullité.

XI. Si par le défaut de recours dans les cinq jours fixés par l'art. 296, l'arrêt de renvoi avait acquis la force de la chose jugée, comment appliquerait-on la disposition de l'art. 408, qui porte, que l'annulation de l'arrêt de renvoi peut être prononcée dans l'intérêt de l'accusé, sur le recours contre l'arrêt définitif?

On peut répondre que les dispositions de l'art. 408 ne doivent recevoir d'application que dans le cas où le recours est encore recevable contre l'arrêt de renvoi.

Mais l'art. 408 ne fait pas cette distinction; il renferme une disposition générale. Il est commun au recours du Procureur-Général, comme à celui de l'accusé; et après les cinq jours, le recours de l'accusé est le seul qui soit recevable, s'il n'a pas été averti.

XII. Pour qu'il y ait lieu à l'annulation des arrêts, il faut qu'il y ait eu violation ou omission de quelques-unes des formalités prescrites par le Code *sous peine de nullité*; qu'il y ait *incompétence*, ou qu'il ait été *omis ou refusé* de prononcer sur une demande de l'accusé, ou sur une réquisition du Procureur-Général, tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi.

L'examen auquel la Cour de cassation doit se livrer, portera donc sur trois points:

- 1.° Sur les nullités qui ont pu se commettre dans l'arrêt de mise en accusation;
- 2.° Sur celles qui peuvent résulter de l'instruction faite devant la Cour d'Assises;
- 3.° Sur celles dont peut se trouver vicié l'arrêt définitif.

En se livrant à l'examen du premier point, la Cour de cassation doit combiner les dispositions des art. 234 et 299 du Code d'instruction criminelle, et celle de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810.

Lorsque la Cour de cassation aperçoit dans l'arrêt un des vices mentionnés dans ces articles, elle doit annuler, lors même que le moyen ne serait pas proposé, si elle a été légalement saisie.

En faisant son recours contre l'arrêt qui le condamne, l'accusé annonce suffisamment qu'il entend se prévaloir de tous les moyens que la loi a mis à sa disposition; il ne serait pas conséquent, en effet, que la Cour de cassation pût suppléer des moyens de droit, pour maintenir un arrêt de condamnation mal motivé, et qu'elle ne pût suppléer en faveur de l'accusé un moyen qu'il n'aurait pas aperçu.

Que la Cour de cassation supplée les moyens de droit pour maintenir les arrêts *en matière criminelle comme en matière civile*, c'est ce qui peut s'établir par l'arrêt *Robillard*, inscrit à la page 206 du deuxième volume.

XIII. Lorsque la Cour de cassation n'a trouvé dans l'arrêt de renvoi aucun vice capable d'en faire prononcer l'annulation, elle doit prendre connaissance de l'instruction faite devant la Cour d'Assises.

C'est dans cette instruction seulement, et non dans celle qui est *préliminaire* à l'arrêt de renvoi, que peuvent être puisées les ouvertures de cassation.

368 . CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

L'art. 408 s'en explique de manière à ne permettre aucun doute, en n'autorisant l'annulation que de l'instruction faite *devant* la Cour d'Assises.

XIV. Si l'instruction devant la Cour d'Assises a été conforme au vœu de la loi, il ne reste plus qu'à se fixer sur l'arrêt définitif qui doit être annulé pour les mêmes causes que l'arrêt de renvoi ; mais il peut l'être aussi, soit pour fausse application de la loi pénale, soit parce que l'acquiescement de l'accusé ou sa condamnation aurait été prononcée en contradiction avec la déclaration faite par le Jury.

XV. L'art. 408 n'entre dans aucune explication sur *l'incompétence*, en déclarant qu'elle emporte l'annulation des arrêts ; il se borne à dire qu'il y a lieu d'annuler dans le cas d'incompétence : ce qui renferme une disposition si générale, que s'il fallait la prendre à la rigueur, l'incompétence, de quelque nature qu'elle fût, devrait nécessairement emporter l'annulation des arrêts.

Cependant, l'incompétence n'est pas toujours un motif suffisant d'annulation.

Il faut distinguer les incompétences *absolues*, des incompétences purement *relatives*.

L'incompétence est *absolue* lorsqu'elle tient à l'ordre des juridictions.

Elle n'est que *relative*, si le Tribunal qui a jugé avait pleine juridiction, et qu'il dépendît de la volonté des parties de procéder devant lui.

XVI. L'incompétence, *ratione materiae*, tenant à l'ordre des juridictions, est *absolue* ; aucun acquiescement, aucune fin de non-recevoir ne peut la couvrir.

L'incompétence, *ratione loci et personae*, n'est que *relative* ; cependant, voyez nos observations sous le N.º 20.

XVII. Lorsqu'il y a incompétence *absolue*, ou si, dans le cas d'incompétence *relative*, la partie intéressée l'a proposée avant le jugement, c'est le cas de l'application de l'art. 408 ; mais l'incompétence relative qui n'a pas été proposée ne peut donner lieu à l'annulation du jugement.

XVIII. Si l'accusé condamné par une Cour d'Assises ne s'était pas pourvu contre l'arrêt de renvoi, dans le délai fixé par l'art. 296, faudrait-il annuler l'arrêt de condamnation, si la prévention ne portait pas sur un fait qualifié *crime* par la loi ?

Ce qui fait naître le doute, c'est que ce moyen est un de ceux qui peuvent fonder le recours préliminaire contre l'arrêt de renvoi ; et que, faute de recours dans le délai, l'accusé est en déchéance de se prévaloir des moyens de cassation mentionnés dans l'art. 299.

Il faut distinguer le cas où la peine prononcée est afflictive ou infamante, de celui où elle n'est que correctionnelle ou de police.

Si la peine prononcée est afflictive, et que le fait imputé à l'accusé ne constitue pas réellement un *crime*, il faut bien certainement annuler ; car, par son acquiescement

à l'arrêt de renvoi, l'accusé n'a pu constituer crime un fait qui n'en a pas le caractère.

Mais si la Cour d'Assises n'a prononcé que la peine prescrite par la loi pour le genre de délit déclaré à la charge de l'accusé, la Cour de cassation ne doit pas s'arrêter à la nullité qu'on ferait résulter contre l'arrêt de renvoi, de ce que la Cour a connu d'un fait qui ne constitue pas un crime. L'accusé a couvert cette nullité par sa comparution volontaire devant la Cour d'Assises qui l'a jugé.

Les Cours d'Assises ont en effet plénitude de juridiction en matière criminelle ; correctionnelle et de police.

XIX. Mais que faut-il résoudre pour le cas où le prévenu a été mis en accusation sur la prévention d'un simple *délit*, lorsqu'il n'a pas réclamé dans le délai que la loi lui accorde, et que, par le résultat des débats, le *délit* dont il était prévenu, a pris le caractère du *crime*?

Faut-il annuler l'arrêt de renvoi, la déclaration du Jury et l'arrêt de condamnation, attendu que ce qui est *nul* ne peut produire d'effet, et que l'arrêt de renvoi est nul, puisqu'il n'a pas porté sur une prévention de crime?

Nous ne le pensons pas : nous fondons notre opinion sur ce que l'art. 296 a autorisé l'accusé, pour ce cas, à se pourvoir contre l'arrêt de renvoi ; et qu'à défaut de recours dans le délai, il l'a déclaré en déchéance ; ce qui suppose que, dans son intérêt, l'arrêt de renvoi, quelque irrégulier qu'il soit, a dû recevoir son exécution ; de sorte que, par suite, l'accusé a pu être mis en jugement, et par suite aussi *condamné*, lorsqu'il a été déclaré convaincu d'un crime, si ce crime est le résultat du même fait que celui qui a déterminé l'arrêt de renvoi.

La Cour d'Assises aurait pu, à la vérité, elle aurait peut-être même dû se déclarer incompétente, *proprio motu*, puisque l'acte d'accusation ne mentionnait pas un crime ; mais son arrêt ne peut être annulé que dans l'intérêt de la loi.

XX. Nous avons renvoyé à ce Numéro pour savoir dans quel cas l'incompétence, *ratione personæ*, doit être considérée comme *absolue*, ou comme simplement *relative*,

Il faut distinguer le cas où la loi impose l'obligation aux Tribunaux de renvoyer l'affaire aux Juges qui doivent en connaître, de celui où le prévenu est seulement autorisé à réclamer l'exercice d'un privilège que la loi lui accorde.

Ainsi, l'art. 220 portant que si l'affaire est de nature à être portée à la Haute-Cour Impériale ou à la Cour de cassation, à raison de la *qualité* des personnes, il y a incompétence *absolue*, et conséquemment lieu à prononcer l'annulation de l'arrêt, si la Cour d'Assises a retenu la connaissance de l'affaire, lors même que l'accusé n'aurait pas personnellement réclamé.

Il en serait de même si la Cour d'Assises avait condamné une des personnes attachées à la suite de l'Ambassadeur d'une Puissance étrangère, attendu que la loi du 13 ventôse an 2 défend à toutes Autorités constituées d'attenter à la personne des Ambassadeurs, de leurs épouses et de leur suite.

XXI. Si c'était un Français qu'un Ambassadeur étranger eût pris à son service, devrait-il jouir du même privilège que s'il était de la même nation que l'Ambassadeur? Oui : s'il s'agissait d'une affaire relative à l'Ambassade. Dans tous les autres cas, le Français n'en reste pas moins justiciable des Tribunaux de France : l'inviolabilité personnelle accordée aux Ambassadeurs et à leur suite, ne doit pas dégénérer en abus ; mais leur maison est un asyle qui ne doit pas être violé.

XXII. Il n'y aurait qu'incompétence *relative*, si l'accusé qui se prétendrait justiciable, par sa qualité, d'un Conseil de Guerre, d'une Cour spéciale, ou de tout autre Tribunal d'exception, n'avait pas réclamé et demandé à y être renvoyé, parce qu'il n'a pas cessé d'être justiciable du Tribunal ordinaire, quoique, par exception, il le soit devenu du Tribunal militaire ou de la Cour spéciale.

La Cour d'Assises rentre alors dans la plénitude de ses droits.

XXIII. Dans le cas d'incompétence *absolue*, toute l'instruction doit être annulée ; il ne doit être conservé que le procès-verbal de constatation du délit, la dénonciation ou la plainte : tous les autres actes ne peuvent servir que de simples renseignements par la nouvelle instruction.

XXIV. L'art. 413 porte que si le renvoi de l'accusé a été prononcé, nul ne peut se prévaloir contre lui de la violation ou de l'omission des formes prescrites pour assurer sa défense.

Cet article se trouve sous le §. II, qui s'occupe spécialement des matières correctionnelles et de police.

Mais sa disposition établit un principe général commandé par la raison et par la justice.

Si l'art. 413 a été placé sous la rubrique des matières correctionnelles et de police, c'est qu'il ne peut recevoir son application aux matières criminelles, que dans des cas extrêmement rares, puisque l'accusé légalement acquitté ne peut être remis en jugement, lors même que l'annulation de l'ordonnance d'acquit est prononcée. (Art. 409.)

XXV. Pour qu'il y ait lieu à l'annulation de l'arrêt pour cause d'omission ou de refus de prononcer sur une réquisition du Procureur-Général ou sur une demande de l'accusé, il faut que la réquisition ou la demande ait eu pour objet d'user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi ; mais il n'est pas nécessaire que la nullité ait été prononcée pour le cas d'inobservation de la formalité.

Lorsque le moyen est présenté, et qu'il est établi, d'une part, qu'il y a eu *réquisition*, d'autre part, qu'il y a eu *omission ou refus de prononcer*, la Cour de cassation doit chercher si la réquisition sur laquelle il a été omis ou refusé de prononcer, tendait à user d'une faculté ou d'un droit *accordé par la loi* à la partie requérante : la Cour n'a pas à s'occuper du point de savoir si l'article du Code dont l'observation a été requise, emporte nullité ; car il ne faut pas confondre le moyen tiré de l'*omission ou du refus de prononcer* sur une réquisition, avec celui qui résulte de la violation d'un article du Code prescrit sous peine de nullité.

S'il y a eu *omission ou refus de prononcer* sur une réquisition tendant à user d'une faculté ou d'un droit *accordé par la loi*, la Cour de cassation doit annuler les débats, et, par suite, l'arrêt de condamnation, comme s'il y avait eu omission d'une formalité prescrite sous peine de nullité.

Si l'omission ou le refus de prononcer n'a porté que sur une réquisition ou sur une demande qui n'avait pas pour objet d'user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi, il peut y avoir mal jugé ; mais le mal jugé n'autorise pas à prononcer l'annulation des arrêts.

XXVI. Pour savoir s'il y a eu omission ou refus de prononcer sur la réquisition du Procureur-Général ou sur la demande de l'accusé, c'est le dispositif de l'arrêt qui doit être seul consulté ; aussi le 16 août 1811, au rapport de M. Basire, un arrêt fut-il annulé comme n'ayant pas rempli le vœu de la loi, quoique la Cour eût déclaré dans ses *considérons*, que le prévenu s'était rendu non-recevable dans sa demande. Le motif de l'annulation fut que la demande n'avait pas été formellement rejetée par le *dispositif* de l'arrêt.

XXVII. Ces mots *omission ou refus*, dans l'art. 408, n'expriment que la même idée ; car refuser de prononcer, c'est omettre de prononcer, et l'omission de prononcer emporte nécessairement le refus de le faire.

Mais il ne faut pas confondre le *refus de prononcer*, avec le *rejet* de la demande ; car rejeter une demande, c'est prononcer.

Le *refus de prononcer* est *implicite*, lorsqu'il y a *omission* de statuer ; il est *formel* lorsque le Tribunal saisi déclare *ne vouloir prononcer*.

Mais le *refus formel* est une supposition chimérique. La Cour qui ne trouve pas la demande fondée, en prononce le *rejet* ; elle n'expose pas son arrêt à être annulé par un *refus positif* qui ne conduirait à rien.

XXVIII. Si l'arrêt qui rejette la demande n'était pas *motivé*, devrait-il être considéré comme *non-avenu*, et devrait-on alors supposer qu'il y a eu *refus ou omission de prononcer* ?

Non : car, bien ou mal, la Cour a prononcé, et c'est tout ce qu'exige le Code

pour couvrir la nullité de ce chef. Il n'y a d'ailleurs que les arrêts définitifs qui doivent être motivés, sous peine de nullité.

XXIX. S'il a été prononcé sur la réquisition, et que celui qui l'a faite en ait été débouté, est-ce le cas d'annuler l'arrêt de condamnation sur le recours, lorsque la demande portait sur une faculté ou sur un droit que la loi accordait au réclamant ?

On peut fonder la négative sur les dispositions de l'art. 408, qui exige seulement, sous peine de nullité, qu'il ait été *prononcé* sur la réquisition.

On peut s'appuyer aussi sur la différence de rédaction entre l'art. 408 et l'art. 456 du Code de brumaire an iv, qui attachait la peine de nullité, non-seulement au cas d'omission ou de refus de prononcer, mais même à celui où la formalité requise *n'avait pas été remplie*.

Mais si les termes des art. 408 et 456 ne sont pas précisément les mêmes, ils ont été rédigés dans le même esprit, leur objet a été d'assurer l'exécution des formalités prescrites, lorsque cette exécution a été requise.

Le Législateur a entendu que la réquisition faite pour l'exécution d'une formalité prescrite par le Code, suppléât la peine de nullité qu'il n'a pas prononcée ; il a voulu que la formalité devint obligatoire à l'instant qu'elle serait requise.

Si l'art. 278 réserve au Procureur-Général qui a fait une réquisition, le droit de se pourvoir en cassation dans ces termes restrictifs, *s'il y a lieu*, c'est que l'article parle des réquisitions *en général*.

Cependant, si le Procureur - Général ou l'accusé avait requis l'exécution de la formalité, dans un temps où elle n'aurait pu être remplie sans faire rétrograder l'instruction, sans arrêter le cours des débats, il aurait pu être déclaré non-recevable, sans qu'il en résultât aucune ouverture de cassation ; car l'article 270 autorise le Président à rejeter tout ce qui tendrait à retarder le jugement, sans pouvoir répandre un jour utile sur le fait contesté.

Le réclamant aurait à se reprocher de n'avoir pas formé sa demande en temps opportun.

XXX. D'après les diverses considérations que nous venons d'exposer, nous eussions été assez embarrassés pour prendre un parti ; mais la Cour de cassation a décidé la question d'une manière si précise, par son arrêt du 14 novembre 1811, rendu sur le rapport de M. Oudart, que nous nous bornons à en donner l'espèce.

Got et Gosset avaient été mis en accusation sur prévention du crime d'empoisonnement.

L'affaire avait été renvoyée devant la Cour d'Assises de Limoges, département de la Haute-Vienne.

Le sieur Reculé, Pharmacien, qui avait été appelé dans l'instruction, pour y faire une expertise, avait été cité comme *témoin* aux débats, à la requête de Gosset.

Got, son co-accusé, avait demandé que le témoin fût interrogé sur les faits contenus dans son procès-verbal.

Il avait été débouté de sa demande.

D'un autre côté, Gosset avait demandé que les questions qui avaient été proposées fussent modifiées, tandis que Got soutenait qu'elles devaient être maintenues.

La Cour avait ordonné que les questions resteraient telles qu'elles avaient été posées par le Président.

Cette seconde réquisition n'était fondée ni sur une faculté ni sur un droit accordé par la loi, puisque le Code d'instruction criminelle n'ordonne pas même que les questions soient lues en présence des accusés.

Mais, la première était fondée sur la disposition de l'art. 319, qui autorise l'accusé à questionner le témoin par l'organe du Président.

Par suite de la déclaration affirmative du Jury, Got et Gosset avaient été condamnés à mort.

Sur leur recours, ils proposaient plusieurs ouvertures de cassation.

Ils tiraient la première, de ce que le sieur Reculé appelé comme *expert*, avait été entendu comme *témoin* aux débats.

Ils tiraient la seconde, de ce qu'ils avaient été déboutés des réquisitions qu'ils avaient faites dans le cours des débats.

Mais aucun article du Code ne défend d'appeler comme témoins aux débats, les personnes qui ont rempli les fonctions d'experts dans l'instruction.

Et l'art. 408 n'exige autre chose, pour la régularité des débats, si ce n'est qu'il soit prononcé sur les réquisitions du Procureur-Général et de l'accusé.

La Cour de cassation rejeta, en conséquence, le recours exercé par Got et par Gosset contre l'arrêt qui avait prononcé leur condamnation.

XXXI. Mais si l'arrêt de condamnation n'est pas nul, lorsqu'il a été prononcé sur la réquisition, quand même elle n'aurait pas été accueillie, ce serait aller trop loin que d'en induire que la Cour d'Assises ou Spéciale peut arbitrairement se dispenser d'observer les formalités prescrites par le Code d'instruction criminelle, sur le seul motif que la nullité n'a pas été attachée d'une manière expresse à son inobservation.

XXXII. Quelques Jurisconsultes pensent que lorsque la loi est conçue en termes *négatifs*, elle renferme une prohibition *absolue*; que dès-lors il y a nullité, si l'on fait ce qu'elle défend.

Mais il y aurait même raison de décider, si l'on ne faisait pas ce que la loi ordonne.

Il résulterait donc de ce système, que, soit que la loi *ordonnât*, soit qu'elle *défendît*, il y aurait toujours nullité, quoique la nullité ne fût pas prononcée, ce qui bouleverserait toute la législation; car il n'y a pas de loi qui n'ait pour objet d'*ordonner* ou de *défendre*.

Le Code établit des règles *générales*, dont les articles qui le composent ne sont que les corollaires.

Les règles générales qui coordonnent son système, ont plus ou moins d'importance, suivant leur objet; c'est pour cela que l'observation des unes est prescrite sous peine de nullité, tandis que l'observation des autres est simplement recommandée.

Lorsque la règle *générale* dont l'article invoqué est le corollaire, n'a pas été prescrite sous peine de nullité, ce serait entreprendre sur le pouvoir législatif, que de la suppléer dans l'article auquel il a été contrevenu; car, si le principe peut être violé, sans que l'arrêt dans lequel se trouve cette violation puisse être annulé, la violation d'un des articles accessoires du principe, peut moins encore être un motif d'annulation; mais il faut raisonner en sens contraire, lorsque l'article violé est la conséquence d'un autre article prescrit sous peine de nullité.

Le Code a posé en principe rigoureux, que le Jury, pour être légal, doit être composé de douze Jurés. Il résultera de la distinction que nous venons d'établir, que la violation des articles quiservent de corollaires à ce principe, emportera nullité, si douze Jurés ayant caractère n'ont pas concouru à la délibération. On remonte alors au principe primordial. C'est ce qui fut jugé par l'arrêt du 2 novembre 1811, que nous avons rapporté page 213 du second volume.

Telle est notre théorie sur cette matière.

XXXIII. Il fut jugé le 14 juillet 1808, que le Procureur-Général n'est pas fondé dans son recours en cassation contre l'arrêt, lorsqu'il ne peut l'établir que sur l'omission faite de prononcer sur une réquisition de l'accusé.

Cette Jurisprudence doit-elle être maintenue sous l'empire du Code d'instruction criminelle?

Lorsque le renvoi de la partie poursuivie est prononcé, l'art. 413 veut que nul ne puisse se prévaloir contre elle de la violation ou de l'omission des formalités prescrites pour sa défense.

XXXIV. Mais faudrait-il juger aujourd'hui, comme il fut jugé le 29 octobre 1808, que le Procureur-Général est *non-recevable* dans son recours, lorsque l'accusé a été acquitté ou absous *sur les réquisitions* du Procureur-Général lui-même?

L'art. 410 déclare, sans restriction, que le Procureur-Général peut poursuivre l'annulation de l'arrêt d'absolution.

L'art. 410 ne prend point en considération les réquisitions qui peuvent avoir été faites par l'Officier du Ministère public: c'est l'arrêt seul qui doit être consulté;

et, en effet, l'opinion des Juges est indépendante des réquisitions du Ministère public.

La Cour de cassation a jugé dans ce sens, le 20 novembre 1811, au rapport de M. de Lacoste, sur les conclusions de M. le Procureur-Général, dans l'espèce suivante.

Le Notaire Gaudi, condamné à 1500 francs d'amende, pour escroquerie en matière de conscription, avait été cité devant le Tribunal de première instance de Turin, à la requête du Procureur-Impérial, pour qu'il lui fût ordonné de cesser ses fonctions : le Tribunal l'avait ainsi jugé.

Sur l'appel du Notaire Gaudi, le Procureur-Général déclara qu'il s'en rapportait à la prudence du Tribunal, qui prononça la réformation du jugement.

Le Procureur-Général ayant reconnu son erreur, se pourvut en cassation contre l'arrêt ; mais le Notaire Gaudi lui opposa une fin de non-recevoir, tirée de ce que l'arrêt avait été conforme à ses réquisitions.

La fin de non-recevoir fut rejetée :

Attendu que l'action intentée par le Procureur-Impérial près le Tribunal de première instance de Turin, à fin de destitution du Notaire Gaudi, était une action publique ayant pour objet l'intérêt de l'ordre social ; que cette action, dévolue à la Cour de Turin par l'appel du jugement qui l'avait accueillie, n'y a changé ni de nature ni d'objet ; que le Procureur-Général près cette Cour, en concluant au rejet de cette action, n'a exprimé que son opinion personnelle, et que s'il s'est trompé, son erreur ne peut pas préjudicier à la société, ni, par conséquent, maintenir irrévocablement un Fonctionnaire public dans une place dont il serait de l'intérêt de la société de l'écarter ; qu'il peut donc, mieux éclairé, recourir, pour réparer cette erreur, à la voie de la cassation, laquelle est ouverte par la loi contre tous les arrêts qui la violent ; qu'à la vérité la loi a précisé des cas où la voie de la cassation est fermée à ceux qui s'en sont privés par leur propre fait ; mais qu'elle n'a pas rangé parmi ces cas, celui où un Officier du Ministère public aurait donné des conclusions conformes à l'arrêt qu'il voudrait ensuite attaquer ; que les Officiers du Ministère public ne sont déclarés par la loi non-recevables à se pourvoir en cassation, que lorsqu'ils ont laissé écouler, sans prendre cette voie, le délai qu'elle leur fixe à cet effet ; et qu'il n'est pas permis d'étendre de pareilles dispositions d'un cas à un autre. »

XXXV. Les principes posés dans cet arrêt sont applicables aux matières criminelles, correctionnelles et de police, comme aux matières civiles.

La loi n'a pas remis dans les mains du Procureur-Général un droit aussi exorbitant que celui de faire grâce à l'accusé des peines que la loi prononce pour raison du délit dont il est déclaré convaincu ; ce qui rentre dans la distinction que nous avons présentée, entre les réquisitions du Ministère public qui portent sur l'ap-

376 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

plication de la peine, et celles qui ont pour objet de couvrir une nullité qui peut s'être glissée dans l'instruction.

Sous ce dernier rapport, le Procureur-Général n'a pas des droits plus étendus que la partie.

Il doit opposer la nullité, et se pourvoir contre le jugement dans le délai fixé par le Code, sous peine de déchéance.

Mais l'erreur dans laquelle il a pu tomber sur l'application de la loi pénale, ne peut constituer une fin de non-recevoir capable de mettre à l'abri d'une condamnation méritée, l'accusé déclaré coupable, lorsqu'il y a recours dans le délai contre l'arrêt.

XXXVI. Ce serait peut-être ici le cas de faire le rapprochement des divers articles du Code prescrits sous peine de *nullité*; mais ce serait user de redites, puisque sur chaque article de quelque importance, nous avons eu soin de faire remarquer s'il était prescrit ou s'il ne l'était pas sous peine de nullité; et que d'ailleurs nous avons posé les bases d'après lesquelles on doit juger en cette matière.

Nous rappellerons seulement, que l'annulation des arrêts ne doit être prononcée que lorsqu'il y a violation de la loi;

Si les termes de la loi sont clairs, il ne faut pas en rechercher l'esprit pour s'autoriser à rejeter le moyen de nullité qui est invoqué;

Si les termes de la loi ne sont pas clairs, il n'y en a pas violation ouverte, ni conséquemment matière à cassation.

Il n'y a aucun milieu entre ces deux propositions. Il n'est pas dans le domaine de la Cour de cassation de faire des lois; et c'est réellement en faire, que de modifier celles qui existent, soit en y ajoutant, soit en y retranchant, sous le prétexte d'en faire une plus juste application.

La faveur que peut mériter l'accusé, l'atrocité de son crime, rien ne doit faire fléchir l'opinion du Magistrat.

La loi est là; elle doit être respectée,

Si l'accusé condamné mérite faveur, il obtiendra sa grâce de l'Empereur.

Si son crime est atroce, il sera traduit devant un autre Tribunal qui fera justice.

Chercher des détours pour se dispenser de l'application rigoureuse de la loi, c'est substituer la fiction à la vérité;

C'est envoyer un accusé à l'échafaud par un abus d'autorité;

C'est, dans le sens contraire, rendre à la société un coupable qui en devient l'opprobre;

C'est prendre sur sa responsabilité les nouveaux crimes qu'il peut commettre.

XXXVII. L'art. 456 du Code de brumaire an iv, N.º 6, avait mis au nombre des ouvertures de cassation, *l'excès de pouvoir*, et la même disposition ne se trouve pas reproduite au Code d'instruction criminelle,

L'excès de pouvoir rentre nécessairement dans *l'incompétence*.

C'était déjà dans ce sens restrictif que la disposition du Code de brumaire an iv était entendue.

ARTICLE CCCCIX.

Dans le cas d'acquiescement de l'accusé, l'annulation de l'ordonnance qui l'aura prononcé, et de ce qui l'aura précédée, ne pourra être poursuivie par le Ministère public que dans l'intérêt de la loi et sans préjudicier à la partie acquittée.

OBSERVATIONS.

I. C'est sur-tout dans cet article que le Législateur a montré tout le respect qu'il porte à la déclaration du Jury.

Un des grands bienfaits du nouveau Code est de n'avoir pas permis qu'un accusé qui est sorti pur d'un débat public, pût être remis de nouveau en jugement pour le même fait.

M.^e le Conseiller-d'État Berlier en a parfaitement développé les motifs dans le discours qu'il prononça, comme Orateur du Gouvernement, au Corps-Législatif, en lui présentant le projet du titre III, liv. II du Code d'instruction criminelle.

« C'est un grand et terrible spectacle, a dit cet Orateur, que celui d'un accusé
» placé devant les suprêmes arbitres de son sort ; mais plus cette position est impos-
» sante, plus aussi l'humanité réclame-t-elle qu'après l'arrêt solennel qui brise les
» fers de l'innocent, son existence et son honneur ne restent point soumis aux
» nouvelles chances d'un second procès : sans doute l'ordre public réclame aussi
» beaucoup de sollicitude et de respect ; sans doute le Ministère public doit être
» armé d'assez de pouvoir pour empêcher la violation des lois ; mais s'il n'a pas
» employé, pendant l'instruction, tous les moyens qui lui étaient nécessaires pour
» rendre cette instruction légale, ou s'il a négligé de surveiller la procédure, con-
» vient-il que cette conduite étrangère à l'accusé puisse ravir à celui-ci le bénéfice de
» sa libération ? Que si, au contraire, le Ministère public a été vigilant, peut-on
» supposer que la Cour n'ait pas déféré à ses vues toutes les fois qu'il a requis une
» chose juste ? Enfin, et quand on se livrerait à la supposition extrême de quelques
» omissions qui auraient eu lieu nonobstant les réquisitions du Ministère public,
» faudrait-il pour des cas aussi rares et qui ne sauraient se reproduire qu'à de longs
» intervalles, retenir toutes les personnes acquittées dans les liens d'un sursis qui,
» quelque courte qu'en soit la durée, n'offre qu'une sévérité incompatible avec la
» faveur due à la liberté et au titre solennel qui proclame l'innocence ? »

Le Code de brumaire an iv avait fait pressentir la différence qu'il convenait d'établir entre les ordonnances d'acquiescement et les arrêts d'absolution ; mais on n'eut

pas alors le courage de déclarer franchement que dans le cas *d'acquiescement*, l'ordonnance qui l'aurait prononcé ne pourrait être annulée que dans l'intérêt de la loi.

II. Plus de recours recevable dans l'intérêt de l'accusé, contre l'ordonnance d'acquit, lors même qu'il serait déclaré à l'instant de sa prononciation.

Rien ne peut arrêter l'effet des dispositions de l'art. 358, portant que l'accusé acquitté sera sur-le-champ mis en liberté, s'il n'est retenu pour autre cause.

III. Mais il faut que l'ordonnance d'acquit soit motivée sur la déclaration faite par le Jury, que l'accusé *n'est pas coupable*; car si l'ordonnance d'acquit se trouvait en contradiction avec la déclaration du Jury, ce ne serait plus qu'un arrêt d'*absolution*; et par suite de son annulation, l'accusé devrait être renvoyé, non pas à un nouvel examen, mais à une nouvelle Cour, pour lui faire l'application de la peine résultant de la déclaration du Jury.

C'est ce que la Cour de cassation jugea le 24 octobre 1811, au rapport de M. Bauchau, et ce qu'elle jugea encore de la même manière la plus solennelle, par arrêt du 6 février 1812, dans l'affaire de Lefebvre et de la fille Jacotin, au rapport de M. Busschop, et sur les réquisitions de M. le Procureur-Général.

La dame Morin et sa fille étaient prévenues de tentative d'extorsion de signature sur des effets de commerce.

Nicolas Lefebvre et Lucie Jacotin étaient prévenus de complicité de ce crime.

Tous avaient été mis en accusation et l'affaire avait été renvoyée à la Cour d'Assises de Paris.

La réponse du Jury ayant été affirmative sur la culpabilité de la mère et de la fille Morin, la Cour d'Assises les avait condamnées à vingt années de travaux forcés.

Mais en déclarant Lefebvre et la fille Jacotin complices des femmes Morin, le Jury avait ajouté qu'il n'y avait eu, de la part des complices, aucun commencement d'exécution, et ils avaient été acquittés.

Les femmes Morin opposaient, sur leur recours en cassation, qu'il n'avait pas été posé de questions *particulières* sur *chacune* d'elles; et en effet, il avait été demandé au Jury, par une seule question, si la mère et la fille étaient coupables.

Mais cette forme irrégulière de poser les questions n'emportait pas nullité; de sorte que le recours des femmes Morin fut rejeté :

« Attendu que l'art. 337 du Code d'instruction criminelle ne défend pas de commencer dans la même question tous les auteurs du même fait; et que d'ailleurs, » le Jury peut, dans sa déclaration sur une pareille question, répondre distinctement d'une manière affirmative ou négative, relativement à chacun des accusés. »

IV. Le recours exercé par le Procureur-Général contre la disposition de l'arrêt qui avait prononcé l'acquiescement de Lefebvre et de la fille Jacotin, présentait plus de difficultés, non pas sur la question de savoir, si, dans le cas d'annulation de l'arrêt, Lefebvre et la fille Jacotin devaient être remis en jugement ; car le Code n'a pas laissé à la disposition de la Cour le droit de prononcer l'acquiescement d'un condamné, lorsque sa culpabilité résulte de la déclaration du Jury : mais le Jury avait-il fait une réponse affirmative ou négative sur la culpabilité des accusés ?

Lefebvre et la fille Jacotin avaient été déclarés coupables de complicité, pour avoir favorisé, avec connaissance de cause, les femmes Morin, dans les faits qui tendaient à préparer, à faciliter et à consommer le crime ; mais le Jury avait ajouté qu'il n'y avait eu de leur part aucun commencement d'exécution.

Cette circonstance ne pouvait détruire la criminalité des faits qui constituaient la complicité ; aussi l'arrêt fut-il annulé, et les accusés furent-ils renvoyés devant une autre Cour d'Assises, pour l'application de la peine (1).

(1) « Attendu que l'art. 60 du Code pénal a déterminé les faits qui constituent la complicité ;

» Qu'elle ne peut donc être recherchée et jugée que dans le rapprochement de ces faits ;

» Que d'après cet article, un des faits caractéristiques de la complicité, c'est *d'avoir aidé ou assisté, avec connaissance, l'auteur ou les auteurs d'une action qualifiée crime, dans les faits qui l'ont préparée ;*

» Que ce fait caractérise la complicité dans les tentatives coupables, de même que dans les crimes consommés ;

» Qu'en effet, la tentative du crime, lorsqu'elle réunit les circonstances fixées par l'art. 2 du Code pénal, est *une action qualifiée crime par la loi* ; qu'elle forme un crime principal ; qu'elle ne diffère du crime consommé, qu'en ce que, pour des circonstances étrangères à la volonté de son auteur, le fait qui en était l'objet n'a pas reçu sa plénitude d'exécution ; mais que dans les tentatives aussi qualifiées, l'intention de son auteur a toujours été nécessairement de commettre le crime ;

» Que c'est aussi à cette consommation du crime que s'est nécessairement référée l'assistance donnée avec connaissance dans tous les actes préparatoires ; que dès-lors la criminalité de cette assistance est demeurée subordonnée au caractère qu'aurait définitivement l'action principale dont elle devait aider l'exécution ;

» Que si cette action n'a pas été consommée, parce que son auteur a été arrêté dans son exécution, par des faits indépendans de sa volonté, le commencement d'exécution qu'elle a eu lui a imprimé néanmoins le caractère criminel ;

» Que le fait de l'assistance donnée avec connaissance dans les actes préparatoires de cette action, rentre donc alors dans les dispositions de l'art. 60 du Code pénal ; que celui qui a donné cette assistance doit donc, par ce seul fait, lorsqu'il n'en a pas détruit la criminalité en concourant

V. Lorsqu'il est intervenu une ordonnance d'acquit, le Procureur-Général est-il tenu, sous peine de déchéance, de faire son recours dans les *vingt-quatre heures*, lors même que la condamnation de l'accusé aurait dû être le résultat de la déclaration du Jury ?

Le recours du Procureur-Général n'est recevable qu'autant qu'il l'a déclaré dans

-
- » à empêcher l'exécution du fait principal, être réputé complice et puni, conformément à l'art. 59
 - » du même Code, de la peine ordonnée par la loi contre le crime consommé ;
 - » Qu'examiner et juger, dans une accusation de complicité, pour fait d'assistance donnée sciemment aux faits préparatoires du crime, s'il y a eu de la part de celui qui est accusé de complicité, commencement d'exécution du crime, c'est violer la loi qui a voulu que l'assistance donnée avec connaissance dans les faits préparatoires du crime, constituât la complicité par elle-même,
 - » et indépendamment de toute participation de la part du complice au commencement d'exécution du fait principal, c'est confondre l'accusation de complicité avec celle qui a pour objet les auteurs du crime, puisque, par la participation à l'exécution du crime, on en est essentiellement moteur,
 - » et non pas seulement complice ;
 - » Que sur une accusation de complicité dans une tentative de crime, comme dans un crime consommé, le crime principal doit sans doute être d'abord constaté ; mais qu'après une déclaration affirmative sur ce fait principal, il ne peut être question pour déterminer la complicité, que de savoir si celui qui en est accusé s'est rendu coupable d'une des circonstances que l'art. 60 du Code pénal a déclaré devoir constituer la complicité ;
 - » Et attendu que, dans l'espèce, la veuve Morin et sa fille avaient été déclarées coupables d'une tentative de crime, accompagnée de toutes les circonstances qui, d'après l'art. 2 du Code pénal, l'assimilaient au crime consommé ;
 - » Que Lefebvre et la fille Jacotin avaient été reconnus coupables de les avoir sciemment aidées et assistées dans les faits préparatoires de cette tentative, et dans ceux qui devaient la consommer ;
 - » Que si cette déclaration relative à Lefebvre et à la fille Jacotin, avait précédé, dans les réponses des Jurés, la déclaration des circonstances caractéristiques de la tentative criminelle à l'égard de la veuve Morin et de sa fille, cette intervention irrégulière dans les réponses comme dans les questions, ne changeait rien à ce qu'elles devaient produire ;
 - » Que de l'ensemble des réponses du Jury, il résultait toujours que la veuve Morin et sa fille s'étaient rendues coupables d'une tentative criminelle d'escroquerie de billets et d'obligations, par force majeure ; et que Lefebvre et la fille Jacotin les avaient sciemment aidées dans les faits, qui devaient la préparer, la faciliter et la consommer ;
 - » Que si le Jury a déclaré, à l'égard desdits Lefebvre et Jacotin, qu'il n'y avait pas eu de leur part commencement d'exécution de la tentative, cette déclaration n'établissait nullement qu'ils eussent concouru, par des faits de repentir, à arrêter la consommation du crime ; qu'elle ne se liait pas non plus à celle précédemment émise sur l'assistance donnée par lesdits Lefebvre et Jacotin, dans les actes préparatoires ; assistance absolument étrangère, pour le temps, le lieu et l'objet, au commencement d'exécution du fait principal ;
 - » Que dès-lors, et sans que la Cour d'Assises dût s'arrêter à la déclaration mal-à-propos émise par le Jury, relativement à Lefebvre et à la fille Jacotin, sur le commencement d'exécution d'une

les *vingt-quatre heures*, puisqu'il y a réellement *ordonnance d'acquit*; et que l'art. 409, auquel renvoie l'art. 374, parle en général du cas où il a été rendu une ordonnance d'acquit, sans ajouter que sa disposition ne sera applicable qu'au cas où l'acquittement aura été légal.

Le Législateur suppose que l'acquittement a été *légal*, lorsque l'ordonnance qui l'a prononcé n'a pas été attaquée dans le délai de vingt-quatre heures, par la voie de la cassation.

VI. L'Auteur du *Manuel d'instruction criminelle* cite un arrêt du 16 thermidor an xi, pour établir que l'accusé acquitté ne peut être reçu à revenir par opposition contre l'arrêt qui a prononcé, *dans l'intérêt de la loi*, l'annulation de l'ordonnance d'acquit.

Cet arrêt fut rendu au rapport de M. Sieyes.

Il se trouve rapporté aux Questions de droit de M. Merlin, nouvelle édition, tome III, page 388. En voici les termes :

« Considérant que la disposition de l'art. 88 de la loi du 27 ventôse an viii, » n'a pour objet que le maintien de la loi; que les jugemens annulés d'après cet » article, conservent, à l'égard des parties, toute leur force et valeur; que dans l'es- » pèce, S. G. demeure pleinement acquitté du délit qui lui avait été imputé; que » par conséquent il est sans intérêt et sans qualité pour former opposition au » jugement du Tribunal de cassation, rendu le 26 ventôse dernier, sur le réquisi- » toire du Commissaire du Gouvernement près de ce Tribunal, dans l'intérêt de la » loi seulement. »

On ne peut contester le *principe*, que pour avoir action il faut avoir intérêt; mais cet intérêt doit-il être nécessairement pécuniaire et matériel? L'honneur n'est-il donc pas d'un aussi grand prix que la fortune?

On répond que, quoique l'accusé acquitté retombe sous le poids d'une prévention de crime, la loi lui en assure l'impunité.

tentative dont ils n'étaient pas accusés, cette Cour devait leur faire l'application des art. 59 et 60 du Code pénal, et par suite de l'art. 400 du même Code;

» Que néanmoins la Cour d'Assises les a absous de l'accusation de complicité dirigée contre eux;

» Que cette absolution est une violation formelle de la loi pénale, qui, aux termes de l'art. 410

du Code d'instruction criminelle, donne lieu à la cassation :

» D'après ces motifs, la Cour, faisant droit au pourvoi du Procureur-Général près la Cour Impé- » riale de Paris, casse et annulle l'arrêt de la Cour d'Assises du département de la Seine, du » 21 janvier 1812, en ce qu'il a prononcé l'absolution de Lefebvre et de la fille Jacotin;

» Renvoie ceux-ci et les pièces du procès, d'après la délibération prise à la Chambre du Conseil, » devant la Cour d'Assises du département de la Seine-Inférieure, pour, sur la déclaration déjà » émise par le Jury à la Cour d'Assises du département de la Seine, lorsqu'elle est maintenue »

» être procédé à un nouvel arrêt, conformément à la loi. »

Quoi ! l'accusé se trouve remis sous une prévention de crime , par l'effet de l'arrêt qui a prononcé l'annulation de l'ordonnance d'acquît , et il sera sans action , parce qu'on le supposera sans intérêt !

Son honneur, sa réputation demeurent entachés , et il est sans intérêt !

Il ne sera pas recevable à réclamer contre un arrêt qui l'a flétri , qui l'a plus maltraité que s'il avait été ordonné qu'il serait remis en jugement !

S'il était renvoyé à de nouveaux débats , il aurait l'espoir de faire triompher une seconde fois son innocence !

Tournera-t-on contre lui l'arme qui devait le protéger ?

Trouvera-t-il la honte et le déshonneur dans une institution qui devait assurer sa tranquillité ?

L'accusé *acquitté* demeurera-t-il rangé sur la même ligne que celui qui n'a échappé à la peine que par la prescription ; ou qui ne doit cette faveur qu'à la commisération du Souverain ?

Il doit rentrer dans la société aussi pur qu'il l'était avant d'être accusé.

VII. Il faut bien distinguer , d'ailleurs , l'espèce sur laquelle fut rendu l'arrêt du 16 thermidor an xi , de celle qui nous occupe.

C'était le Procureur-Général de la Cour de cassation qui avait sollicité et obtenu l'arrêt prononçant l'annulation de l'ordonnance d'acquît.

Ces sortes d'arrêts peuvent être assimilés à ceux qui émanaient , sous l'ancien Gouvernement , du propre mouvement du Roi ; ils pourraient dès-lors n'être pas susceptibles d'opposition , sans que l'on dût nécessairement en conclure que ceux qui seraient rendus sur le recours du Procureur-Général attaché à la Cour qui a prononcé l'arrêt , dussent avoir la même autorité.

Mais dans cette espèce même , notre opinion est que l'accusé qui forme opposition à l'arrêt d'annulation de l'ordonnance d'acquît , ne doit pas y être déclaré non-recevable.

L'opposition est de droit commun.

Pour en priver une partie , il faut qu'il y en ait une disposition expresse dans la loi ; et aucun article du Code ne porte que l'accusé acquitté ne peut revenir par opposition contre l'arrêt de la Cour de cassation , qui a prononcé l'annulation de l'ordonnance d'acquittement.

ARTICLE CCCCX.

Lorsque la nullité procédera de ce que l'arrêt aura prononcé une peine autre que celle appliquée par la loi à la nature du crime , l'annulation de l'arrêt pourra être poursuivie tant par le Ministère public que par la partie condamnée.

La même action appartiendra au Ministère public contre les arrêts d'absolution mentionnés en l'art. 364, si l'absolution a été prononcée sur le fondement de la non-existence d'une loi pénale qui pourtant aurait existé.

OBSERVATIONS.

I. Il ne faut pas confondre les deux cas mentionnés dans cet article. La première disposition rentre naturellement dans celles de l'art. 408, puisqu'il y a réellement *condamnation* de l'accusé, tandis que la deuxième a pour objet le cas d'*absolution*, c'est-à-dire, celui où l'accusé n'a été condamné à aucune peine, sur le motif qu'aucun texte de loi pénale ne s'applique au fait déclaré à sa charge.

Ce dernier cas n'étant pas à beaucoup près aussi favorable que celui de l'acquiescement, il convenait d'établir un autre mode de procéder; et c'est ce qu'a fait l'article 410 dans sa deuxième disposition.

II. Aussi, dans le cas d'absolution de l'accusé, le Procureur-Général est-il recevable à se pourvoir contre l'arrêt qui l'a prononcée, et a-t-il trois jours pour faire sa déclaration de recours.

Mais, ni dans l'un ni dans l'autre cas, le recours de la partie civile n'est recevable contre l'arrêt d'absolution *en lui-même*; il ne peut porter que contre la disposition de l'arrêt qui a prononcé des condamnations contre elle.

III. Une remarque importante à faire, c'est que le recours du Procureur-Général, dans le cas d'*absolution* de l'accusé, ne peut être fondé que sur les vices de l'arrêt, et non sur l'instruction préliminaire que le Législateur considère comme régulière dans l'intérêt de l'accusé *absous*; d'où il suit que quand l'annulation de l'arrêt d'absolution est prononcée, il n'y a lieu qu'au renvoi de l'accusé devant une autre Cour d'Assises pour l'application de la peine, sans qu'il puisse être renvoyé à de nouveaux débats.

IV. La première partie de l'art. 410 n'a pas pour objet un arrêt d'absolution proprement dit; il suppose au contraire une condamnation: mais une condamnation qui ne se trouve pas en harmonie avec la déclaration faite par le Jury, soit à raison de ce que la peine n'a pas été appliquée dans toute son étendue, soit à raison de ce que la peine appliquée est excessive, comparativement au fait déclaré à la charge de l'accusé.

V. S'il y a eu condamnation, et que le réclamant contre l'arrêt qui l'a prononcée soutienne que la peine n'a pas été justement appliquée, son recours est recevable; il lui suffit d'en avoir fait sa déclaration *dans les trois jours*.

VI. Dans cette espèce comme dans le cas d'absolution, l'annulation doit pro-

duire le même effet, c'est-à-dire, qu'elle ne fait remettre en question devant la Cour à laquelle le procès est renvoyé, que la seule application de la peine au fait déclaré par le Jury.

VII. Mais l'accusé condamné est de plus autorisé, dans les deux cas, à faire valoir sur son recours toutes les nullités qui résultent de l'instruction.

Cette distinction s'applique au recours du Procureur-Général comme à celui de l'accusé, dans le cas du premier paragraphe de l'art. 410.

VIII. La seule objection que l'on puisse faire contre ce système, se tire de ce que l'art. 410 ne parle que de l'annulation de l'arrêt; si l'article ne parle que de l'*annulation*, c'est qu'il ne s'occupe que du cas où le recours porte uniquement sur la fausse application de la loi pénale; le Législateur s'était suffisamment expliqué dans l'article 408, sur ce qu'il y avait à faire lorsque le recours avait pour objet de provoquer l'annulation des actes de la procédure, indépendamment de l'arrêt de condamnation.

IX. Le Législateur s'est contenté dans l'art. 410, de poser le principe, qu'il y a lieu à l'annulation des arrêts lorsqu'il y a fausse application de la loi pénale.

Il ne pouvait prévoir tous les cas.

Mais, comme depuis la mise en activité du Code d'instruction criminelle, ce principe a reçu plusieurs applications, il n'est pas étranger à notre sujet de les indiquer, d'autant que ces applications rentrent naturellement dans la compétence des Cours et des Tribunaux en matière criminelle, correctionnelle et de police.

X. La première difficulté qui s'est élevée, a présenté la question de savoir si les dispositions de l'art. 386 du Code pénal, contre les vols commis *dans les auberges ou dans les hôtelleries*, sont applicables aux vols commis *dans les hôtels garnis*.

De la solution de cette question dépendait la compétence de la Cour d'Assises ou celle du Tribunal correctionnel.

Les Cours Impériales de Paris, d'Orléans et d'Amiens avaient pensé que les vols commis dans les hôtels garnis ne rentraient pas dans les dispositions des articles cités; elles n'avaient considéré ces vols que comme de simples délits.

La Cour de cassation en avait décidé autrement, ce qui avait nécessité un référé au Gouvernement.

Sur ce référé, il intervint, le 10 octobre 1811, un avis du Conseil-d'État, approuvé par l'Empereur, portant que la peine de la réclusion portée par l'art. 386 du Code pénal, contre les vols commis *dans les auberges et dans les hôtelleries*, est applicable aux vols commis *dans les hôtels garnis*.

XI. Magnalli, reçu dans une auberge où il rendait différents services dont il était payé, était prévenu d'avoir volé deux mouchoirs de cou appartenant à des personnes qui prenaient leurs repas dans cette auberge.

Question de savoir si le vol rentrait dans la disposition de l'art. 386 du Code pénal.

La Chambre d'accusation de Florence avait renvoyé le prévenu à la police correctionnelle.

Mais par arrêt rendu le 8 août 1811, au rapport de M. Brillat-Savarin, la Cour annula celui de la Chambre d'accusation :

« Attendu que la dernière disposition de l'art. 386 est générale, et comprend » tous les vols commis dans les hôtelleries par ceux qui y sont reçus ; et qu'on ne » pourrait conséquemment, sans la violer, la restreindre aux vols commis par les » aubergistes et hôteliers vis-à-vis de leurs hôtes, ou par ceux-ci vis-à-vis de ceux-là ; » Que si la loi a dû venger l'hospitalité violée, elle n'a pas dû moins protéger » ceux qui, par l'effet d'une confiance forcée, sont obligés de vivre sous le même » toit, et souvent dans la même chambre ; » Qu'ainsi, Magnalli étant prévenu d'un vol commis dans une auberge dans » laquelle il était reçu, la Cour Impériale de Florence ne pouvait le renvoyer devant » un Tribunal correctionnel, sans violer l'art. 386 du Code pénal, et l'art. 231 du » Code d'instruction criminelle. »

XII. L'art. 388 du Code pénal prononce la peine de la réclusion contre tout individu qui a volé, dans les champs, *des récoltes ou meules de grains faisant partie de récoltes.*

On a demandé si cet article peut s'appliquer aux vols de foin, de lin, de colza, ou s'il doit être restreint au seul cas où il a été volé *du froment, de l'orge ou autres fruits propres à la nourriture de l'homme ?*

Plusieurs Tribunaux de première instance du ressort de la Cour Impériale de Douai pensaient que l'art. 388 du Code pénal devait s'entendre restrictivement des *récoltes en grains et des meules de grains.* La Chambre d'accusation ne partageait pas cette opinion.

Le Procureur - Général de la Cour Impériale de Douai s'adressa à M. le Procureur - Général de la Cour de cassation, pour obtenir la solution de cette difficulté.

Voici la réponse que fit ce Magistrat, et qu'il a bien voulu nous communiquer.

« Je ne balance pas à me ranger de l'avis embrassé par la Chambre d'accusation » de votre Compagnie.

» L'art. 388 du Code pénal, dans sa première rédaction, assujettissait à la peine » qu'il détermine, c'est-à-dire, à celle de la réclusion, *tous les vols d'effets exposés » à la foi publique*, et n'était par conséquent, à la nature de la peine près, qu'une » répétition de l'art. 27 de la Section II du Titre de la deuxième partie du Code » pénal de 1791.

» Cette disposition a paru au Conseil-d'Etat trop générale, et par cela même trop rigoureuse. On a trouvé qu'il n'y avait pas de proportion, par exemple, entre le » vol de quelques petits tas de fumier exposés dans les champs, et la peine de la » réclusion.

» En conséquence, l'article a été restreint aux vols des objets qui y sont » primés.

» Mais c'est aller contre son esprit, que de vouloir le restreindre encore, en y » faisant des distinctions qu'il ne fait pas.

» Il ne dit pas, que pour qu'il y ait *vol de récoltes*, à l'effet d'encourir la peine » de la réclusion, il est nécessaire que ces récoltes consistent en grains; et dès qu'il » ne le dit pas, on ne doit pas l'y sous-entendre.

» A la vérité, lorsqu'elles ne sont plus gissantes, lorsqu'elles sont mises en meule » dans les champs, la loi ne soumet à la peine de la réclusion, qu'autant qu'elles » consistent en grains; et cette restriction a eu pour objet d'empêcher qu'on ne punit » de la réclusion le vol de meules de *chaume*.

» Prétendre que dans l'art. 383, par exemple, les mots *de grains* doivent se rap- » porter au mot *récoltes*, comme au mot *meules*, et qu'en conséquence cet article » doit être entendu comme s'il y avait *vol de récoltes de grains* ou de *meules* » de grains, c'est un système que condamne ouvertement la construction de la » phrase qui compose cette partie de l'article :

» *Volé des récoltes ou meules de grains faisant partie de récoltes*; tels sont les » termes de la loi.

» Il est évident que si son intention était de ne frapper de la peine de la réclu- » sion que le vol des récoltes de grains, elle ne placerait pas le mot *grains* après le » mot *meules*, et qu'elle dirait : *volé des récoltes de grains, ou des meules faisant* » *partie des mêmes récoltes*; ou plus brièvement : *volé des récoltes ou des meules* » *faisant partie des récoltes de grains*.

» Dans cette hypothèse, en effet, il serait inutile de répéter le mot *grains* après » le mot *meules*, puisqu'une meule faisant partie d'une récolte de grains, serait » nécessairement *une meule de grains*.

» Le sens de la loi est donc manifestement que la peine de la réclusion doit at- » teindre *tous les vols de récoltes gissantes dans les champs*, de quelque nature » qu'elles soient; et que lorsque ces récoltes *sont mises en meules dans les champs*, » le vol qui s'en fait n'est passible de la peine de réclusion que dans le cas où les » meules sont composées de *grains*.

» Je vous invite à vous pourvoir en cassation contre tout arrêt que vous trouverez » en opposition avec cette manière d'entendre l'article 388. »

XIII. L'art. 383 du Code pénal porte que les vols commis *dans les chemins publics*, emportent la peine des travaux forcés à perpétuité.

Question de savoir si les vols commis dans les chemins publics, mais qui ne se

trouvent accompagnés d'aucune circonstance *aggravante*, rentrent dans l'application de cet article.

Le dernier état de la Jurisprudence est qu'ils y rentrent *tous*. On en trouve la preuve dans un arrêt rendu au rapport de M. Benvenuti, le 5 septembre 1811.

Dans l'espèce de cet arrêt, Joachim Mocard avait été déclaré coupable d'avoir commis le vol d'un sac de toile, et de 19 fr. 40 cent. en argent, *de dessus l'un des chevaux d'Émeria, qui passaient alors sur le chemin de Longereau à Nantes.*

Il avait été fait application à Mocard, des dispositions de l'art. 383 du Code pénal; il avait été condamné *aux travaux forcés à perpétuité.*

Mocard s'était pourvu en cassation contre l'arrêt; il soutenait que le fait mis à sa charge ne constituait qu'un simple délit; mais son pourvoi fut rejeté:

« Attendu que le résumé de l'acte d'accusation et la déclaration du Jury portaient sur un vol commis *sur un chemin public*; que ce crime rentrait dans l'art. 383 du Code pénal de 1810; que ledit art. 383 ne fait aucune distinction relativement aux vols commis sur le chemin public; qu'ainsi le demandeur ayant été déclaré coupable de vol commis sur un chemin public, il a été fait une juste application de la peine. »

XIV. La *valeur* de la chose volée ne peut être prise en considération; c'est le fait constitutif du crime, ce sont les circonstances accessoires qui établissent la compétence du Tribunal qui doit en connaître, et qui déterminent la peine qui doit être appliquée. (*Arrêts des 12 septembre et 17 octobre 1811; le premier, rendu sur le rapport de M. Benvenuti; le second, sur celui de M. Rataud.*)

XV. Lorsque l'accusé, âgé de moins de seize ans, a agi *sans discernement*, il doit être *acquitté*: c'est la disposition de l'art. 66 du Code pénal; mais il n'en résulte pas que la Chambre d'accusation soit en droit de prononcer que l'accusé a agi *sans discernement*, et par suite de déclarer *qu'il n'y a lieu à suivre*; c'est au Jury de jugement ou à la Cour spéciale qu'il appartient de faire cette déclaration; d'où résulte la nécessité de lui faire le renvoi de l'affaire. (*Trois arrêts conformes du mois d'avril 1811.*)

XVI. L'art. 380 du Code pénal déclare que « les soustractions commises par des maris au préjudice de leurs femmes, par des femmes au préjudice de leurs maris, par un veuf ou une veuve quant aux choses qui avaient appartenu à l'époux décédé, par des enfans ou autres descendans au préjudice de leurs pères ou mères ou autres ascendans, par des pères et mères ou autres ascendans au préjudice de leurs enfans ou autres descendans, ou par des alliés aux mêmes degrés, ne pourront donner lieu qu'à des réparations civiles. »

Cet article établit un droit nouveau, mais qui doit être renfermé dans ses termes; de sorte que si la soustraction se trouve accompagnée d'un autre crime, il y a lieu à

388 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

des poursuites d'office. C'est ce que la Cour de cassation a jugé le 26 juillet 1811, au rapport de M. Brilat-Savarin :

« Attendu que la disposition de l'art. 380 du Code pénal, relative aux soustractions frauduleuses, ou vols d'effets mobiliers, qui se commettent dans l'intérieur » des familles, entre parens ou alliés, sans mélange d'aucun autre délit, se trouve » inapplicable, lorsqu'à la fraude ou vol spécifié par cet article, *se réunit un autre* » *crime* qui est dans une classe distincte du délit de vol, et qui, tel que le crime de » faux en écriture authentique, commis hors de la famille, et en compromettant le » ministère d'un Officier public, est étranger au secret domestique que le Législa- » teur a voulu respecter, et offre un caractère de délit public : qu'en pareil cas, et » lors même que le parent ne fait aucune poursuite, le crime est punissable et doit » être poursuivi par la partie publique. »

XVII. L'art. 384 du Code pénal porte que tout individu coupable de vol commis à l'aide d'effraction extérieure, d'escalade ou de fausses clefs, même quoique l'effraction, l'escalade ou l'usage des fausses clefs aient eu lieu dans des édifices, parcs ou enclos non servant à l'habitation, et non dépendans des maisons habitées, et lors même que l'effraction n'aurait été qu'intérieure, doit être condamné aux travaux forcés à temps.

La Chambre d'accusation de Nancy méconnaissant les dispositions de cet article, et jugeant qu'elles ne pouvaient recevoir d'application aux vols de cette espèce commis dans les jardins, à l'aide d'escalade, avait annulé l'ordonnance de prise de corps décernée contre les nommés Nély et Deviné, et les avait renvoyés en état de mandat de comparution devant le Tribunal de police, en considérant le fait qui leur était reproché, comme un simple maraudage ; mais par arrêt du 17 octobre 1811, rendu au rapport de M. Rataud, la Cour de cassation prononça l'annulation de l'arrêt qui lui était dénoncé :

« Attendu que la disposition de l'art. 384 est absolue et générale ; qu'elle s'applique » à tous les vols commis avec l'une des circonstances qui y sont déterminées, » quelles que soient la nature et la valeur des objets volés ;

« Que, dans l'espèce, la prévention portait sur un vol de plants de choux, com- » mis dans un jardin clos et par escalade ; que dès-lors ce fait ainsi caractérisé rentrait » dans l'application dudit article 384 du Code pénal ;

« Que cependant la Cour Impériale de Nancy a considéré le vol dont il s'agit, » comme un simple maraudage prévu par l'art. 34 du Tit. II de la loi sur la police » rurale, et a en conséquence renvoyé les prévenus devant le Tribunal de police.

« Mais que par là cette Cour a fait une fausse application dudit article 34 du » Code rural, et violé formellement la disposition de l'art. 384 du Code pénal. »

XVIII. L'art. 59 du Code pénal déclare que les complices doivent être punis de la même peine que les auteurs du crime, sauf les cas où la loi en aurait autrement disposé.

La Cour de cassation eut à donner l'explication de cet article, dans une cause portée devant elle, et jugée sur le rapport de M. Busschop, le 25 octobre 1811.

La Cour d'Assises s'était bornée à appliquer des peines de police correctionnelle au complice d'un vol fait *avec effraction*, en motivant son arrêt sur ce que les complices n'avaient pas été déclarés convaincus *d'avoir coopéré à l'effraction*; mais cette distinction que la loi ne fait pas fut rejetée, et le procès renvoyé devant une autre Cour d'Assises, pour faire une plus juste application de la loi pénale; c'est ce qui fut de nouveau jugé dans l'affaire de Lefebvre et de la fille Jacotin, le 6 février 1812, au rapport du même Magistrat.

XIX. Il ne résulte pas cependant de là que *le même genre de peine* doive être prononcé dans tous les cas contre les prévenus soumis aux mêmes débats, lors même qu'ils seraient tous complices du même délit : mais la peine peut être différente dans le cas où la peine prononcée contre l'auteur du délit, ne lui est appliquée *plus forte* qu'à raison de sa *qualité* ou de la *récidive*. (*Arrêt rendu au rapport de M. Vergès, le 15 juin 1810.*)

Dans l'espèce de cet arrêt, plusieurs individus s'étaient rendus coupables d'une contravention de police; mais comme l'un d'eux était *en récidive*, l'affaire avait été portée au Tribunal correctionnel, à raison de l'indivisibilité de l'instruction.

Sur l'appel du jugement, la Cour de Justice criminelle du Département de la Haute-Marne avait condamné tous les prévenus à des peines correctionnelles; mais son arrêt fut annulé, en ce que les prévenus qui n'étaient pas en récidive ne s'étaient réellement rendus coupables que d'une contravention de police, à laquelle il ne pouvait être appliqué des peines correctionnelles.

XX. Le vol de tuyaux de plomb incrustés dans un mur, rentre dans l'application de l'art. 381 du Code pénal; de sorte que l'instruction doit se faire par la voie criminelle, et que ce sont les peines du vol avec effraction qui doivent être appliquées. (*Arrêt au rapport de M. Brillat-Savarin, du 8 août 1811.*)

Il suffit qu'il y ait effraction, et vol par suite de l'effraction, pour rentrer dans l'application de cet article, lors même que le vol a pour objet la chose fracturée.

XXI. Il y a vol avec escalade, et conséquemment vol qualifié, quoique la croisée par laquelle on s'est introduit dans la maison pour y commettre le vol, ne soit élevée au-dessus du sol que de quelques pieds, de manière que le voleur puisse y être entré sans faire usage de moyens étrangers. (*Arrêt du 7 novembre 1811, au rapport de M. Busschop.*)

XXII. Le 10 janvier 1812, la Cour de cassation eut à juger la question de savoir si les coups portés par un enfant sur sa mère, rentraient dans la disposition de l'article 323 du Code pénal, portant que *le parricide n'est jamais excusable*; ou si la prévention rentre dans la disposition des articles 321 et 326, lorsque les coups ont été la suite d'une provocation violente.

La Cour de cassation a déclaré que l'affaire rentrait dans la disposition des articles 321 et 326 :

» Attendu que l'art. 321 est conçu en termes généraux et absolus ; que l'art. 323 » ne fait exception à cette généralité que pour le seul *paricide* ; qu'il laisse néces- » sairement subsister ledit article 321 pour les cas où il ne s'agit que de blessures » ou de coups, sans distinguer si ces blessures ou ces coups sont ou non du fait d'un » enfant envers l'un des auteurs de ses jours : d'où il suit que ne s'agissant que de » coups portés par Marie-Anne Ciampi à sa mère, qui les avait *constamment pro-* » *voqués* par des violences précédentes, la Cour spéciale extraordinaire de Florence » a pu légalement déclarer ces coups excusables, et, par suite, n'infliger à la cou- » pable qu'une année d'emprisonnement, selon la disposition de l'art. 326 du Code » pénal. »

XXIII. Nous avons laissé indécise dans nos précédentes observations, la question de savoir si l'art. 2 de la loi du 22 floréal an 11, qui prononce des peines afflictives contre *quiconque emploiera, même après l'exécution des actes émanés de l'autorité publique, soit des violences, soit des voies de fait, pour interrompre cette exécution ou en faire cesser l'effet*, a été abrogé par la nouvelle législation.

Cette question a été décidée le 8 février 1812, par un avis du Conseil-d'Etat, approuvé le même jour par l'Empereur. Il porte : *Que la loi du 22 floréal an 2, doit être considérée comme abrogée par l'art. 484 du Code pénal de 1810 (1).*

(1) Les motifs de l'avis du Conseil-d'Etat sont importants à connaître, à raison de l'influence qu'ils peuvent avoir sur la législation générale, dans ses rapports avec les dispositions de l'art. 484 du Code pénal ; les voici :

« Considérant que l'art. 484 du Code pénal de 1810, en ne chargeant les Cours et Tribunaux de » continuer d'observer les lois et réglemens particuliers non renouvelés par ce Code, que *dans » les matières qui n'ont pas été réglées* par ce Code même, fait clairement entendre que l'on » doit tenir pour abrogé toutes les anciennes lois, tous les anciens réglemens, qui portent sur des » matières que ce Code a *réglées*, quand même ces lois ou réglemens prévoiraient des cas qui se » rattachent à ces matières, mais sur lesquels ce Code est resté muet ;

» Qu'à la vérité, on ne peut pas regarder comme *réglées* par le Code pénal de 1810, dans le » sens attaché à ce mot *réglées*, par l'art. 484, les matières relativement auxquelles ce Code ne » renferme que quelques dispositions éparses, détachées, et ne formant pas un système complet de » législation ;

» Et que c'est par cette raison que subsistent encore, quoique non renouvelées par le Code pénal » de 1810, toutes celles des dispositions des lois et réglemens antérieurs à ce Code, qui sont rela- » tives à la police rurale et forestière, à l'état civil, aux maisons de jeu, aux loteries non autorisées » par la loi, et autres objets semblables que ce Code ne traite que dans quelques-unes de leurs » branches ;

» Mais que la loi du 22 floréal an 2 appartient à une autre catégorie ; qu'elle rentre, par son » objet, sous la rubrique, *résistance, désobéissance, et autres manquemens envers l'autorité*

XXIV. Le 12 octobre 1811, il fut jugé, au rapport de M. Rataud, que les Cours prévôtales des Douanes ne sont pas compétentes pour connaître des faux commis sur les expéditions des Douanes, par de simples particuliers, si, d'ailleurs, ces faux ne se rattachent pas à des faits placés dans les attributions exclusives de ces Cours, et n'y sont pas tellement connexes, qu'il ne soit pas permis de diviser l'instruction et le jugement (1).

XXV. Les complices des Employés des Douanes, comme les complices des contrebandiers, sont justiciables des Cours prévôtales des Douanes. (*Arrêt du 9 août 1811, au rapport de M. Chasle.*)

XXVI. Les Cours prévôtales ne sont compétentes que quand il y a concert préinédité par des fraudeurs de faire la contrebande, et une relation propre à constituer une entreprise. (*Arrêt du 12 octobre 1811, au rapport de M. Rataud.*)

XXVII. Les Agens de police prévenus de vols de marchandises anglaises qu'ils ont saisis, ne sont pas, par ce fait, justiciables des Cours prévôtales. (*Arrêt du 17 octobre 1811, au rapport de M. Vasse-de-Saint-Ouen.*)

» publique, qui forme l'intitulé de la Section IV du Chapitre III du Titre I^{er} du Livre III du Code pénal de 1810; et que si elle ne se retrouve pas dans cette Section, qui règle véritablement et à fond toute la matière comprise dans sa rubrique, et si elle n'y est pas remplacée par une disposition correspondante à ce qu'elle avait statué, c'est une preuve que le Législateur a voulu l'abroger et ne faire à l'avenir dériver du fait qu'elle avait caractérisé et qualifié de crime, qu'une action purement civile.»

(1) «Attendu que les attributions des Cours prévôtales ont été réglées par ce décret (du 18 octobre 1810), et que ces Cours ne peuvent connaître immédiatement que des crimes qui y sont mentionnés; que si elles sont compétentes pour juger d'autres crimes, ce ne peut être que lorsqu'ils ont été commis par des personnes spécialement soumises à leur juridiction, ou lorsque les faits se rattachant à ceux qui rentrent exclusivement dans leurs attributions, il s'établit une connexité qui ne permet pas de diviser l'instruction et le jugement. — Qu'ainsi, dans le cas de faux sur une expédition de Douanes, les Cours prévôtales ne peuvent connaître du crime de faux, qu'autant qu'il aurait été commis par un Préposé des Douanes agissant dans ses fonctions, ou aurait eu pour objet une entreprise de contrebande ou de fraude. — Que, dans l'espèce, Vitalis, prévenu d'être l'auteur de l'altération commise sur l'expédition de Douanes dont il s'agit, n'est point Préposé des Douanes, et que n'étant point prévenu de s'être rendu coupable de l'un des crimes mentionnés dans l'art. 5 du décret impérial du 18 octobre, la Cour n'était saisie d'aucun fait principal qui pût l'autoriser à connaître accessoirement du crime de faux. — Que cette Cour n'aurait pu non plus en connaître médiatement et par voie d'appel, puis que le rapport de la contravention, le délit qui est imputé au prévenu rentrant dans la compétence des Tribunaux ordinaires des Douanes, ces Tribunaux ne pourraient connaître accessoirement à un fait principal de fraude, qui ne donne lieu qu'à des peines correctionnelles, d'un crime de faux qui, par sa nature, emporte peine afflictive et infamante. — La Cour casse, etc.»

XXVIII. En matière de grande Voirie, il a été établi une forme particulière de procéder, par le décret impérial du 24 janvier 1812, dont voici les dispositions relatives à la compétence :

ART. 113. « Ces procès-verbaux *de contraventions et de délits* seront adressés au Sous-Préfet, qui ordonnera sur-le-champ, aux termes des art. 3 et 4 de la loi du 29 floréal an 10, la réparation des délits par les délinquans, ou à leur charge, s'il s'agit de dégradations, dépôts de fumiers, immondices ou autres substances, et en rendra compte au Préfet en lui adressant les procès-verbaux. »

ART. 114. « Il sera statué sans délai, par les Conseils de Préfecture, tant sur les oppositions qui auraient été formées par les délinquans, que sur les amendes encourues par eux, nonobstant la réparation du dommage.

» Seront, en outre, renvoyés à la connaissance des Tribunaux, les violences, vols de matériaux, voies de fait, ou réparations de dommages réclamés par des particuliers. »

XXIX. Dans les affaires qui intéressent les Membres de l'Université Impériale et les Elèves dans les Lycées et dans les Collèges, il faut consulter sur la compétence et sur la forme de procéder, le décret Impérial du 15 novembre 1811, imprimé p. 425 et suivantes du second volume du Bulletin des lois de la même année.

XXX. C'est à la Justice ordinaire à connaître des crimes commis de complicité par des militaires *en garnison* et par des militaires *en congé* dans le même lieu. (*Arrêt du 6 septembre 1811, rendu au rapport de M. Bailly, sur le réquisitoire de M. le Procureur-Général.*)

XXXI. L'homicide commis par un *déserteur*, doit être poursuivi devant la Justice ordinaire, lors même qu'il l'aurait commis dans l'arrondissement de l'armée: par sa désertion, il s'est placé hors du corps auquel il appartient.

Cette question de compétence fut jugée le 15 novembre 1811, au rapport de M. Rataud,

XXXII. Le 21 du même mois il fut jugé, sur le rapport du même Magistrat, que c'est à la Justice ordinaire à connaître de l'homicide commis par un Gendarme sur la personne d'un déserteur, au moment de son arrestation,

XXXIII. Engager un soldat à quitter ses drapeaux, est un crime qui rentre dans l'application de l'art. 4 de la loi du 4 nivôse an iv, et non pas un simple délit qui rentre dans les dispositions de l'article 4 de la loi du 24 brumaire an vi. (*Arrêt du 6 décembre 1811, au rapport de M. Oudard.*)

XXXIV. Les Conseils de Guerre, de même que les Cours d'Assises et spéciales, peuvent appliquer les peines correctionnelles et de police, lorsque la prévention a perdu sa gravité aux débats; mais ils excèdent les bornes de leur compétence, lorsqu'ils prononcent des peines, quelque légères qu'elles soient, contre les dénonciateurs ou con-

tre les témoins prévenus de calomnie ou de faux témoignage. (*Arrêt au rapport de M. Rataud, du 15 novembre 1811.*)

XXXV. Un avis du Conseil-d'Etat du 11 janvier 1811, approuvé par l'Empereur le 12, porte que les *Officiers disponibles*, prévenus d'un délit commun, doivent être traduits devant les Tribunaux ordinaires.

XXXVI. En principe général, les Tribunaux militaires ne peuvent connaître que des délits militaires; cependant cette règle n'est pas sans exception.

Ainsi les décrets impériaux des 24 janvier et 6 avril 1811, attribuent compétence à des Commissions militaires pour connaître des imputations qui peuvent être faites aux bateliers des 17^e, 24^e, 31^e et 32^e divisions militaires, d'avoir favorisé les communications avec l'Angleterre.

XXXVII. Les prévenus de vols dans les ports et les arsenaux, lors même qu'ils ne sont pas attachés à la marine, sont justiciables des Conseils de Guerre maritime; mais il ne peut leur être appliqué que les peines prononcées par le Code pénal ordinaire, et non celles qui l'ont été par l'art. 3 du Tit. III de la loi du 12 octobre 1791. (*Avis du Conseil-d'Etat approuvé de l'Empereur, le 25 mars 1811.*)

ARTICLE CCCCXI.

Lorsque la peine prononcée sera la même que celle portée par la loi qui s'applique au crime, nul ne pourra demander l'annulation de l'arrêt, sous le prétexte qu'il y aurait erreur dans la citation du texte de la loi.

OBSERVATIONS.

I. Si la peine à laquelle l'accusé a été condamné est celle qui est applicable au crime dont il a été déclaré convaincu, on ne peut tirer une ouverture de cassation, de ce que la Cour d'Assises s'est fondée, pour la prononcer, sur un texte de loi étranger à l'espèce.

C'était déjà la Jurisprudence de la Cour de cassation.

II. Lorsque la nullité de l'arrêt est demandée, non-seulement sur ce qu'il y a fausse application de la loi, mais sur le motif qu'il y a nullité résultant de l'instruction ou des débats, il doit être statué préalablement sur les nullités proposées.

Si les nullités de l'instruction se trouvent fondées, il importe peu que la peine ait été bien ou mal appliquée, l'arrêt n'en doit pas moins être annulé; car les nullités de l'instruction emportent par suite la nullité de l'arrêt de condamnation.

III. Lorsque l'accusé s'est *seul* pourvu contre l'arrêt qui a prononcé sa condamnation, s'il demeure constant que la peine appliquée a été moindre que celle qui aurait dû être prononcée, il ne faut pas annuler pour renvoyer l'affaire à une nou-

velle Cour d'Assises, à l'effet d'appliquer au réclamant une peine plus sévère. C'est ce que la Cour de cassation a constamment jugé. (*Arrêts des 17 nivôse an xii, 21 août 1806, et 3 avril 1807.*)

Ces arrêts ont été motivés sur ce que la modération de la peine ayant été prononcée dans l'intérêt du condamné, ne peut autoriser l'annulation de l'arrêt contre son intérêt sur son pourvoi.

Le Code d'instruction criminelle ne renferme aucune disposition qui contrarie cette Jurisprudence; si la question se présentait, il faudrait encore la juger de la même manière.

IV. Quand le condamné ne se serait pas pourvu, si la Cour de cassation, saisie par le recours du Procureur-Général, reconnaissait que la peine appliquée est *trop forte*, elle devrait annuler l'arrêt dans l'intérêt de l'accusé; il y aurait en effet une injustice révoltante à faire subir à un accusé une peine qui deviendrait *arbitraire*, puisqu'elle ne se trouverait fondée sur aucun texte de loi applicable.

V. L'arrêt devrait être annulé dans le même cas, lors même que la fausse application ne porterait que sur les *accessoires* de la peine : c'est ce que la Cour de cassation decida les 25 brumaire, 25 frimaire et 16 fructidor an x, 3 floréal et 15 thermidor an xii, 12 septembre 1806 et premier septembre 1808, en annulant des arrêts de Cours de Justice criminelle qui avaient condamné des accusés à la flettrissure et à la déportation, lorsque la loi ne prononçait que la peine des fers ou de la réclusion; mais aujourd'hui l'arrêt ne devrait être annulé que dans cette disposition. (*Art. 434, troisième alinéa.*)

VI. Par autres arrêts des 22 pluviôse et 16 floréal an xi, il fut jugé que la *flettrissure* et la *déportation* ne pouvaient être prononcées *simultanément*, attendu que la flettrissure avait été substituée à la déportation, jusqu'à ce qu'il fût établi un mode de déportation.

VII. Le 18 fructidor an 13, il se présenta la question de savoir, si, lorsque la loi a prononcé la *flettrissure* comme une conséquence de la condamnation de l'accusé à la peine des fers, la Cour avait pu légalement l'appliquer par un arrêt subséquent.

Sur le recours du condamné, la Cour de cassation prononça l'annulation de cet arrêt; attendu que la Cour de Justice criminelle avait consommé ses pouvoirs par l'arrêt qu'elle avait rendu sur la déclaration du Jury.

VIII. Mais il fut jugé les 10 et 11 janvier 1808, que l'exposition du condamné n'étant qu'un mode d'exécution de l'arrêt de condamnation qui a prononcé des peines afflictives ou infamantes, ne pouvait être considérée comme une aggravation de peine; de sorte qu'elle avait pu être ordonnée dans les pays réunis à la France, quoique la loi pénale, dans ces localités, n'eût pas prescrit ce mode d'exécution.

L'art. 22 du Code pénal a confirmé cette Jurisprudence, en déclarant que quiconque aura été condamné à l'une des peines des travaux forcés à perpétuité, des

travaux forcés à temps ou de la réclusion, devra être attaché au carcan, avant de subir la peine.

IX. Quoique la *flétrissure* n'ait pas été mise au nombre des *peines* par le Code et qu'elle ne soit considérée que comme un *accessoire* de la peine, dans les cas qu'il détermine, elle doit néanmoins y être *assimilée*, d'après les dispositions de l'art. 121 du décret impérial du 17 décembre 1811, portant que, *dans la condamnation de deux peines afflictives temporaires, celle qui emportera la marque sera toujours réputée la plus forte.*

Cette disposition ne se trouve, à la vérité, que dans le décret sur l'organisation de la Justice dans le grand-duché de Berg, mais il n'en indique pas moins que la marque doit être envisagée sous ce point de vue.

ARTICLE CCCCXII.

Dans aucun cas, la partie civile ne pourra poursuivre l'annulation d'une ordonnance d'acquiescement ou d'un arrêt d'absolution : mais si l'arrêt a prononcé contre elle des condamnations civiles, supérieures aux demandes de la partie acquittée ou absoute, cette disposition de l'arrêt pourra être annulée sur la demande de la partie civile.

OBSERVATIONS.

I. Sur l'article 408, nous avons laissé entrevoir quelque doute sur la question de savoir si la partie civile est recevable dans son recours contre l'arrêt qui a prononcé la *condamnation* de l'accusé ; mais l'art. 412 lui accorde cette faculté d'une manière très-positive dans le cas d'*acquiescement* ou d'*absolution*, lorsque l'arrêt a prononcé contre elle des condamnations supérieures aux demandes de l'accusé acquitté ou absous.

Si l'arrêt s'était borné à adjuger à l'accusé acquitté ou absous, l'effet de sa demande, le recours de la partie civile devrait être déclaré non-recevable ; ce qui est fondé sur ce principe, que les Tribunaux sont établis les Juges du fait, et qu'ayant décidé qu'il résulte des débats que la partie civile a mérité la condamnation prononcée contre elle, la Cour de cassation n'a aucun moyen d'apprécier cette déclaration, puisque les débats ne peuvent se renouveler devant elle.

II. L'article 374 a mis une seconde condition au recours de la partie civile ; lorsqu'il est intervenu en faveur de l'accusé une ordonnance d'acquiescement ou un arrêt d'absolution, c'est qu'il soit déclaré dans les *vingt quatre heures* ; de sorte que les deux premières choses à examiner, lorsqu'une partie civile réclame contre une ordonnance d'acquiescement ou un arrêt d'absolution, sont 1.^o si elle a fait son recours dans les vingt-quatre heures ; 2.^o si les condamnations qui ont été prononcées contre elle sont supérieures aux demandes formées par l'accusé acquitté ou absous.

III. Ces deux conditions vérifiées, l'annulation de l'arrêt doit être prononcée dans l'intérêt de la partie civile; car *l'ultrà petita* devient en cette matière, une ouverture suffisante de cassation.

IV. La partie civile ne peut invoquer, sur son recours, aucune autre ouverture de cassation; car la cassation de l'arrêt sur sa demande, ne peut produire l'effet de remettre en question la chose jugée dans l'intérêt de la vindicte publique; c'est ce qu'a très-bien expliqué l'Orateur du Gouvernement, en ces termes: «Il a été facilement » reconnu, qu'il n'appartenait point à un simple particulier de se constituer en cette » matière, vengeur de la violation des lois. De simples intérêts civils ne peuvent » être un motif suffisant pour investir une partie privée d'un droit aussi étendu.» Mais ce n'est qu'en matière criminelle qu'il en est ainsi; car, suivant l'art. 413, toute latitude est accordée en matière correctionnelle et de police, à la partie civile comme au Ministère public et à l'accusé, pour demander l'annulation de l'arrêt, en se fondant sur tous les moyens de nullité qui peuvent résulter de l'instruction et du jugement.

Cependant, en matière correctionnelle et de police, comme en matière criminelle, si le Ministère public n'avait pas exercé de recours en cassation, l'annulation de l'arrêt ou du jugement ne pourrait être prononcée que dans l'intérêt civil des parties.

V. Lorsque la partie civile a obtenu l'annulation de l'arrêt rendu par une Cour d'Assises, dans ses intérêts civils, sans que le Ministère public ait fait personnellement aucune réclamation, il ne reste plus qu'une simple action civile à juger, et l'art. 429 porte en conséquence, que le renvoi doit être fait *devant un Tribunal de première instance, autre que celui auquel aura appartenu le Juge d'instruction, et que le Tribunal sera saisi sans citation préalable en conciliation.*

S. II.

MATIÈRES CORRECTIONNELLES ET DE POLICE.

ARTICLE CCCCXIII.

Les voies d'annulation exprimées en l'art. 408, sont, en matière correctionnelle et de police, respectivement ouvertes à la partie poursuivie pour un délit ou une contravention, au Ministère public, et à la partie civile, s'il y en a une, contre tous arrêts ou jugemens en dernier ressort, sans distinction de ceux qui ont prononcé le renvoi de la partie ou sa condamnation.

Néanmoins, lorsque le renvoi de cette partie aura été prononcé, nul

ne pourra se prévaloir contre elle de la violation ou omission des formes prescrites pour assurer sa défense.

OBSERVATIONS.

I. Le Code d'instruction criminelle admet en matière correctionnelle et de police, les mêmes ouvertures de cassation qu'en matière criminelle ; de sorte qu'il y a lieu à l'annulation des arrêts et des jugemens, aux termes de l'art. 408 : 1.^o, pour violation ou omission de quelques-unes des formalités prescrites sous peine de nullité ;

2.^o Dans le cas d'incompétence ;

3.^o Lorsqu'il a été omis ou refusé de prononcer sur les demandes de l'accusé ou sur les réquisitions du Ministère public, tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi, bien que la peine de nullité ne fût pas textuellement attachée à l'absence de la formalité dont l'exécution aurait été demandée ou requise.

II. Il n'y aurait pas lieu à l'annulation de l'arrêt attaqué, si l'omission ou le refus de prononcer n'avait porté que sur la demande de la partie civile.

L'art. 408 n'a attaché la nullité qu'à l'omission ou au refus de prononcer sur les demandes de l'accusé, ou sur les réquisitions du Ministère public ; et les nullités ne peuvent se suppléer.

III. Le Ministère public ni la partie civile ne peuvent tirer un moyen de cassation de la violation ou de l'omission des formes prescrites pour assurer la défense du prévenu.

IV. Quoique l'art. 413 ne renvoie qu'à l'art. 408, il n'en faudrait pas moins prononcer l'annulation de l'arrêt ou du jugement en matière correctionnelle et de police, dans les trois cas que mentionne l'art. 299.

V. Il faudrait également prononcer l'annulation de l'arrêt ou du jugement rendu en matière correctionnelle et de police, au désir de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, s'il avait été rendu par des Juges qui n'auraient pas assisté à toutes les audiences ;

S'il n'avait pas été rendu publiquement ;

S'il ne renfermait pas les motifs de sa décision.

VI. Il serait en de même, s'il y avait eu fausse application de la loi pénale au fait déclaré (*article 410*) : aucun autre article de la loi pénale ne pourrait motiver la condamnation.

VII. L'arrêt ou le jugement intervenu sur l'appel, serait suffisamment motivé, s'il confirmait le jugement en déclarant adopter les motifs qui s'y trouvent déduits. (*Arrêt du 28 avril 1808.*)

VIII. Rien, au contraire, ne pourrait justifier un jugement ou un arrêt qui n'aurait pas été rendu publiquement. (*Arrêt rendu sur le rapport de M. Oudot, le 17 mai 1810.*)

» Attendu que la publicité est une garantie accordée par la loi aux accusés, et » dont on ne peut les priver sous aucune espèce de prétexte. »

Cependant, dans l'espèce particulière, l'instruction à huis clos avait été ordonnée par des considérations majeures, et qui tenaient à la morale publique : il y était question d'un crime de viol accompagné de circonstances extrêmement graves.

IX. Lorsque les Juges n'ont pas assisté à toutes les audiences, le Tribunal est présumé avoir rendu son jugement sans avoir pris une connaissance suffisante de l'affaire.

Il n'y aurait pas lieu, cependant, à l'annulation sur ce motif, si tout ce qui se serait passé à l'audience à laquelle l'un des Juges n'aurait pas assisté, avait été recommencé en sa présence; mais il faudrait que le fait fût constaté par le procès-verbal de la séance ou par l'arrêt; car toutes les formalités prescrites par la loi sous peine de nullité, doivent être constatées par écrit; ce que la Cour de cassation a très-bien développé dans les considérans d'un de ses arrêts, sous la date du 29 mars 1810.

X. Pour que la Cour de cassation soit légalement saisie, il faut que le recours soit dirigé contre un arrêt ou un jugement rendu en dernier ressort; c'est-à-dire, qui ne puisse plus être attaqué par la voie de l'appel, ni par celle de l'opposition.

Lorsque c'est un arrêt ou un jugement de cette nature, la voie du recours en cassation est ouverte, tant à la partie civile, qu'au Ministère public, et au prévenu, soit que l'arrêt ait prononcé l'acquiescement du prévenu, soit qu'il ait prononcé sa condamnation.

XI. Le Code de brumaire an iv n'avait pas autorisé d'une manière expresse le recours de la partie civile; cette faculté lui fut même refusée jusqu'à l'an xi; mais, par arrêt du 17 floréal de cette année, la Cour de cassation en Sections réunies, établit une nouvelle Jurisprudence qui se trouve confirmée par l'art. 413 du Code d'instruction criminelle.

Mais il faut avoir été partie dans le jugement, soit comme prévenu ou comme civilement responsable, soit comme partie civile ou comme partie intervenante pour être recevable dans son recours; de sorte que celui qui serait fait par une Administration contre un jugement qui aurait prononcé des condamnations *personnelles* contre un de ses préposés, ne serait pas recevable : nous avons déjà rapporté plusieurs arrêts qui l'ont ainsi jugé, et il en fut encore rendu un, dans le même sens, le 8 février 1811.

XII. Le recours doit être exercé dans le délai de trois jours, aux termes de l'article 373, qui est commun à tous les recours en cassation, sauf les exceptions mentionnées dans les art. 296 et 374.

Le délai que l'art. 374 réduit à vingt-quatre heures pour la partie civile, dans le cas d'acquiescement ou d'absolution de l'accusé, ne reçoit pas d'application en matière correctionnelle ou de police.

XIII. Le recours doit être exercé, en matière correctionnelle et de police, dans la même forme qu'en matière criminelle.

XIV. L'art. 413 n'a parlé que des jugemens ou arrêts *en dernier ressort*, sans ajouter qu'ils doivent renfermer des dispositions définitives ; mais cette conséquence résulte de ce qu'après avoir dit que le recours est admis contre tous les arrêts ou jugemens en dernier ressort, l'art. 413 ajoute que ce sera sans distinction de ceux qui ont prononcé le renvoi de la partie ou sa condamnation. L'art. 416 s'en explique, d'ailleurs, de la manière la plus formelle : il porte que le recours en cassation contre les jugemens préparatoires ou d'instruction, quoique rendus en dernier ressort, ne sera ouvert qu'après le jugement définitif.

XV. Pour saisir la Cour de cassation, il faut donc qu'il soit intervenu un arrêt définitif, et en dernier ressort, ou qu'il ait été statué en dernier ressort sur la compétence, sauf à se prévaloir sur le recours contre l'arrêt définitif des vices qui peuvent exister dans les arrêts préparatoires ou d'instruction.

L'exécution que l'on aurait donnée aux jugemens préparatoires et d'instruction, ne pourrait constituer une fin de non-recevoir. (*Art. 416.*)

XVI. Mais l'art. 416 n'admettant d'exception formelle qu'à l'égard des jugemens de compétence, doit-on en induire qu'il n'y a pas lieu non plus à recours contre les jugemens interlocutoires ?

La ligne de démarcation entre les jugemens préparatoires et les jugemens interlocutoires, était déjà établie par l'art. 452 du Code de procédure civile, lorsque le Code d'instruction criminelle fut rédigé ; de sorte que l'on ne peut supposer que le Législateur ait voulu les assimiler et les confondre dans la disposition de l'art. 416.

Aussi fut-il jugé le premier février 1811, que l'appel des jugemens interlocutoires est recevable en matière correctionnelle.

Mais si l'appel est recevable, le recours en cassation doit-il l'être également ? Il nous semble qu'il y a même raison de décider.

XVII. On distinguait déjà, sous l'empire du Code de brumaire an iv, les jugemens ou arrêts qui avaient statué sur une question préjudicielle, de ceux qui n'étaient que de pure instruction.

On regardait les premiers comme définitifs, en ce sens, qu'ils avaient statué définitivement sur un point qui devait rester constant au procès, lorsqu'il n'y avait pas eu de réclamation dans le délai.

Nous ne voyons, dans le Code d'instruction criminelle aucune disposition qui ait dérogé à ce principe.

XVIII. Faut-il que l'arrêt ou le jugement attaqué pour cause d'incompétence ait statué en termes exprès sur la compétence, ou suffit-il que l'incompétence ayant été proposée, le Tribunal ou la Cour saisi ait continué l'instruction ?

La Cour de cassation jugea le 9 février 1809, que quand il avait été demandé une surseance jusqu'à ce que le Tribunal civil eût prononcé sur une question préjudi-

cielle, et que la surséance avait été refusée, le recours était recevable contre l'arrêt qui l'avait ainsi jugé, quoiqu'il n'eût pas disertement déclaré rejeter la demande.

XIX. Mais de ce que l'art. 416 autorise le recours pour cause d'incompétence avant que l'arrêt définitif soit intervenu, en résulte-t-il que si le recours n'a pas été exercé dans le délai; il ne soit plus recevable?

Il faut distinguer l'incompétence *relative*, de l'incompétence *absolue*.

La première serait couverte, parce qu'il est permis de se départir d'un droit acquis.

L'incompétence absolue ne le serait pas, parce qu'elle est de droit public, et qu'elle intéresse l'ordre des juridictions.

XX. Ainsi, dans l'espèce de l'arrêt du 9 février 1809, rapporté sous le N.º XVIII, comme il était dans le seul intérêt du défendeur, qu'il fût sursis au jugement jusqu'à ce qu'il eût été statué sur la question préjudicielle, comme il n'y avait qu'une incompétence relative, elle se serait trouvée couverte; tandis qu'un Tribunal de police, qui aurait été saisi d'un délit forestier poursuivi à la requête de l'Administration, et qui l'aurait jugé au préjudice du déclinatoire qui aurait été proposé, laisserait entier le moyen pris de l'incompétence, sur le recours contre le jugement définitif, quand même la partie qui l'aurait proposée et qui en aurait été déboutée, ne se serait pas pourvue dans le délai contre le jugement, le Code ayant mis la connaissance de ces sortes de matières hors des attributions des Tribunaux de police.

XXI. En matière criminelle, correctionnelle et de police, le demandeur en cassation est fondé à proposer, sur son recours contre le jugement ou l'arrêt définitif, tous les moyens de nullité qui peuvent résulter de l'instruction, sans qu'il ait besoin de faire porter spécialement son recours contre les actes d'instruction qu'il soutient être irréguliers.

L'art. 416 dit bien, à la vérité, qu'en matière correctionnelle et de police, le recours en cassation contre les jugemens préparatoires ou d'instruction, *ne sera ouvert* qu'après le jugement définitif; ce qui semble supposer que le demandeur en cassation doit faire porter spécialement son recours contre ces jugemens ou arrêts; mais il ne le dit pas d'une manière assez positive pour que l'on puisse en faire résulter une déchéance.

XXII. Que doit-on entendre par *jugemens ou arrêts en dernier ressort*?

Suffit-il qu'ils aient été rendus par une Cour ou par un Tribunal ayant le droit de prononcer en dernier ressort sur l'affaire qui lui est soumise?

Le recours en cassation est une voie extrême qui ne doit être prise que lorsqu'il ne reste aucun autre moyen d'obtenir Justice.

La Cour de cassation jugeait, d'après ce principe, sous l'empire du Code de

brumaire an iv, que le recours n'était pas recevable, en matière de police, pendant le délai qui était accordé pour revenir par opposition contre le jugement; qu'en conséquence, celui du recours en cassation ne commençait à courir qu'à compter du jour de l'expiration du délai de l'opposition. (*Arrêts des 8 frimaire an ix, 10 frimaire an xiii, et 8 octobre 1808.*)

La Cour de cassation le jugeait de même en matière correctionnelle. (*Arrêt du 7 messidor an viii.*)

XXIII. Cette Jurisprudence doit-elle être maintenue sous l'empire du Code d'instruction criminelle?

Pour se décider sur cette question, il faut connaître les motifs qui avaient fait établir la Jurisprudence dont il s'agit; on les trouve ainsi déduits dans l'arrêt du 10 frimaire an xiii :

« Attendu que le recours en cassation n'est admissible que contre les jugemens » définitifs qui ne peuvent plus être attaqués par les voies de droit; et que, dans » l'espèce, le jugement attaqué, rendu par défaut contre la veuve Imbert, pouvait » l'être par la voie de l'opposition; la Cour casse, etc. »

Or, ces motifs ont encore aujourd'hui la même force; rien ne tend à les atténuer dans le Code d'instruction criminelle; tout semble, au contraire, s'y réunir pour les maintenir dans toute leur étendue. L'art. 413 exige, en effet, pour le recours en cassation, que le jugement ou l'arrêt attaqué soit en dernier ressort; et il ne peut acquérir cette qualité, que lorsqu'il ne reste aucune autre voie de droit pour le faire rétracter.

Ainsi, dès que la voie de l'opposition est autorisée par le Code d'instruction criminelle, contre les arrêts et les jugemens rendus en matière correctionnelle et de police, le jugement ou l'arrêt n'acquiert réellement la qualité du dernier ressort, que lorsque le délai qui est accordé pour l'opposition, est expiré.

S'il pouvait rester quelque doute à cet égard, il se trouverait levé par les dispositions de l'art. 128 du décret impérial du 17 décembre 1811, qui ordonne la mise en activité du Code d'instruction criminelle dans le Grand-Duché de Berg; car on y lit que les jugemens *par défaut* rendus en matière correctionnelle et de police, ne peuvent être attaqués par la voie de la cassation, *qu'après l'expiration du délai de l'opposition.*

XXIV. Si le Tribunal correctionnel avait reçu l'appel d'un jugement de police rendu en dernier ressort, le recours contre son jugement serait recevable, et il devrait être annulé; mais son annulation ne restituerait pas la partie condamnée par le jugement de police, contre le défaut de recours en cassation dans le délai; ce jugement devrait recevoir son exécution.

Il n'y aurait pas lieu, dès-lors, en prononçant l'annulation du jugement rendu sur l'appel, au renvoi de l'affaire à un autre Tribunal, puisqu'il ne resterait plus rien à juger.

XXV. Il devrait en être ainsi, quand le Tribunal de police aurait déclaré qu'il jugeait *en premier ressort* : la qualification qu'il aurait donnée à son jugement, n'aurait pu en changer la nature, ni conséquemment produire l'effet de donner au Tribunal correctionnel la capacité que le Code lui refuse, de connaître de l'appel des jugemens rendus en dernier ressort.

ARTICLE CCCCXIV.

La disposition de l'art. 411 est applicable aux arrêts et jugemens en dernier ressort rendus en matière correctionnelle et de police.

OBSERVATIONS.

En matière correctionnelle et de police, comme en matière criminelle, il ne peut résulter aucune ouverture de cassation de ce qu'il y a eu erreur dans la citation de la loi appliquée, lorsque la peine prononcée a été réellement celle qui devait l'être.

Si la peine appliquée *était plus forte* que celle qui aurait dû l'être, il faudrait annuler le jugement.

S. III.

DISPOSITION COMMUNE AUX DEUX PARAGRAPHS PRÉCÉDENS.

ARTICLE CCCCXV.

Dans le cas où, soit la Cour de cassation, soit une Cour Impériale, annulera une instruction, elle pourra ordonner que les frais de la procédure à recommencer seront à la charge de l'Officier ou Juge instructeur qui aura commis la nullité.

Néanmoins la présente disposition n'aura lieu que pour des fautes très-graves, et à l'égard seulement des nullités qui seront commises deux ans après la mise en activité du présent Code.

OBSERVATIONS.

I. Les dispositions de cet article reçoivent leur application aux matières criminelles, correctionnelles et de police ; elles ont pour objet le cas où les frais de la procédure à recommencer peuvent être mis à la charge de l'Officier ou du Juge instructeur qui a commis la nullité.

II. L'ordonnance de 1670, Tit. XV, art. 24, voulait déjà que les procédures annullées fussent recommencées aux frais des Juges qui les avaient instruites.

Sous le régime du Code de brumaire an iv, il n'y avait, au contraire, aucun cas où le Juge pût être déclaré responsable des vices de sa procédure.

Le Code d'instruction criminelle a adopté un juste milieu, en déclarant que l'Officier ou le Juge instructeur qui a commis la nullité, peut être condamné aux frais de la procédure à recommencer, lorsqu'il y a des fautes graves à lui reprocher, mais seulement à raison des nullités qui seraient commises deux ans après la mise en activité de ce Code.

III. Le Législateur ne pouvait préciser davantage la disposition ; il devait s'en rapporter à la sagesse de la Cour de cassation et des Cours Impériales.

C'est à ces Cours seulement que cette marque de confiance a été accordée ; de sorte que les Tribunaux de première instance, jugeant même sur appel, sortiraient des bornes de leurs attributions, s'ils se permettaient de condamner un Officier ou un Juge aux frais de la procédure dont ils prononceraient l'annulation, lors même que la nullité serait de son fait.

Mais les Cours d'Assises et spéciales étant des émanations des Cours Impériales, rentrent naturellement dans les dispositions de l'art. 415.

IV. Quelque grave que soit la faute commise par l'Officier ou par le Juge instructeur, il ne peut être condamné aux frais que par suite de l'annulation de la procédure ; ce qui résulte de ces termes de l'art. 415 : *Dans le cas où la Cour annulera, elle pourra ordonner que les frais seront à la charge du Juge qui aura commis la nullité.*

Il ne pourrait dès-lors être intenté aucune action directe contre le Juge, soit aux fins de défendre à la nullité qui serait proposée, soit aux fins de se voir condamner aux frais de la procédure dont l'annulation serait encore incertaine.

C'est d'office que la condamnation doit être prononcée, ou sur les réquisitions du Ministère public.

V. Si l'art. 415 a été déclaré commun aux matières criminelles, correctionnelles et de police, ce n'est que *referendo ad referendum*, et non pour donner aux Cours Impériales une attribution qu'elles n'ont pas sur les affaires qui s'instruisent au Tribunal de police.

Relativement à ces sortes d'affaires, la Cour de cassation est la seule qui soit autorisée à faire l'application des peines prononcées par l'art. 415, lorsqu'elle se trouve saisie de la connaissance de l'affaire par un recours légal.

Il n'y aurait pas lieu à prononcer la condamnation du Juge, si le recours était fait dans le seul intérêt de la loi, c'est-à-dire, dans le cas d'acquittement de l'accusé, et dans celui où le jugement est déféré à l'examen de la Cour de cassation, d'après les dispositions de l'art. 442 : car l'art. 415 ne s'occupe que des frais de la procédure à recommencer.

VI. Cette observation n'est pas applicable aux Cours Impériales qui n'ont pas reçu le pouvoir d'annuler dans l'intérêt de la loi.

Lorsque l'appel qui les saisit n'est pas recevable, elles ne peuvent se livrer à l'examen du fond du procès, ni conséquemment être à même de savoir s'il s'est glissé quelques nullités dans l'instruction, et si, par suite, il y a faute à imputer au Juge instructeur.

VII. Mais résulte-t-il de ce que les Cours Impériales ne peuvent faire l'application de l'art. 415 aux matières de police, qu'elles ne le puissent non plus en matière *correctionnelle*?

Il est difficile de concevoir qu'il ait pu entrer dans la pensée du Législateur que le Juge instructeur, *en matière correctionnelle*, puisse être condamné aux frais de la procédure qu'il a instruite, lorsque l'appel du jugement est porté à la *Cour Impériale*, et qu'il ne puisse l'être pour le même fait et en pareille matière, lorsque l'appel est dévolu à un *Tribunal de première instance*.

Cependant, ce serait la conséquence nécessaire qu'il faudrait tirer de l'art. 415, si, dans les matières correctionnelles, les Cours Impériales pouvaient condamner le Juge instructeur aux frais de la procédure à recommencer, sur l'appel dont elles se trouveraient saisies.

On ne peut supposer dans la loi une pareille inconséquence; et comme il est impossible d'induire de l'article 415 que les Tribunaux de première instance soient autorisés à condamner le Juge aux frais de la procédure à recommencer, il faut en conclure en bonne logique, que les Cours Impériales ne le peuvent pas non plus en pareil cas; de sorte qu'en matière correctionnelle, comme en matière de police, la Cour de cassation est la seule autorité compétente pour prononcer une pareille condamnation.

Ce qui nous décide de plus fort à adopter cette théorie, c'est qu'en annulant, sur l'appel en matière correctionnelle, les Cours Impériales doivent prononcer sur le fond de l'affaire, de sorte qu'il ne peut jamais y avoir de procédure à recommencer. (Art. 215.)

VIII. Un Tribunal entier pourrait-il être condamné aux frais de la procédure à recommencer, si la nullité procédait de son fait; si, par exemple, l'arrêt ou le jugement attaqué n'avait pas été rendu *publiquement*?

On peut dire que si l'art. 415 ne parle que du Juge ou de l'Officier qui a commis la nullité, c'est que les nullités procèdent le plus souvent du fait d'un seul; mais que ce serait une vaine subtilité que d'en conclure que le Tribunal entier qui s'est rendu coupable d'une faute très-grave, trouvât un moyen d'excuse dans ce qui rendrait sa conduite plus inexcusable encore.

Cependant, l'art. 415 n'ayant parlé que de l'Officier de police judiciaire et du Juge instructeur, nous ne pensons pas qu'il puisse recevoir d'application dans le cas d'annulation des jugemens et des arrêts, pour cause des nullités qui en dérivent.

CHAPITRE II.

Des Demandes en cassation.

ARTICLE CCCCXVI.

Le recours en cassation contre les arrêts préparatoires et d'instruction ou les jugemens en dernier ressort de cette qualité, ne sera ouvert qu'après l'arrêt ou le jugement définitif : l'exécution volontaire de tels arrêts ou jugemens préparatoires ne pourra, en aucun cas, être opposée comme fin de non-recevoir.

La présente disposition ne s'applique point aux arrêts ou jugemens rendus sur la compétence.

OBSERVATIONS.

I. CET article fait exception aux dispositions générales de l'art. 413, qui parle sans distinction de tous les jugemens et arrêts en dernier ressort.

Il ne suffit donc pas que le jugement ou l'arrêt soit en dernier ressort; il faut qu'il soit *définitif*.

II. Mais les arrêts rendus sur la *compétence* étant réputés définitifs, le recours contre ces arrêts est recevable.

III. Nous avons examiné sur l'art. 413, la question de savoir si les jugemens *interlocutoires*, dans le sens de l'art. 452 du Code de procédure civile, rentrent dans les dispositions de l'art. 416, ou s'ils doivent être considérés comme définitifs.

Cette question importante se décide d'après le principe, que le jugement ou l'arrêt est *définitif*, lorsqu'il prononce sur une demande ou sur une exception qui tend à *anéantir l'action*; et qu'il est simplement préparatoire ou d'instruction, lorsqu'il ne renferme qu'une disposition qui laisse l'action *entière*.

Mais cette distinction intéresse plus particulièrement les matières correctionnelles et de police, que les matières criminelles.

IV. Dans le cas d'une preuve admise contre la teneur d'un procès-verbal auquel

la loi veut qu'il en soit cru jusqu'à inscription de faux, et dans celui où le Tribunal a rejeté l'exception tirée de la chose jugée, de la prescription ou de l'amnistie, il y a jugement *définitif*.

Il est jugé, en effet, par l'arrêt ou par le jugement qui a ainsi prononcé, que le procès-verbal ne fait pas foi de ce qu'il contient, jusqu'à inscription de faux; qu'il n'y a pas chose jugée, que la prescription n'est pas acquise, que l'amnistie n'est pas applicable; et, par suite, que l'instruction doit être continuée.

De pareils jugemens intéressent d'ailleurs essentiellement la *compétence*, dans le cas de l'exception tirée de la chose jugée, de la prescription ou de l'amnistie; car la loi interdit toutes poursuites aux Tribunaux lorsqu'il y a chose jugée, prescription ou amnistie.

V. Cela n'est pas aussi évident dans l'espèce de la preuve admise contre la teneur des procès-verbaux : mais si les Tribunaux qui se permettent de l'ordonner, ne violent pas bien précisément les règles de leur compétence, ils violent ouvertement les lois de la matière, en détruisant par une voie indirecte, les énonciations de procès-verbaux qui doivent faire foi jusqu'à inscription de faux.

VI. Sous l'empire du Code de brumaire an iv, le recours en cassation était reçu dans ces différens cas, comme dans celui où il s'était élevé une question préjudicielle sur laquelle la Cour ou le Tribunal saisi avait prononcé; cependant, la loi n'avait encore établi aucune distinction entre les jugemens *préparatoires* et les jugemens *interlocutoires*.

L'art 416 du Code d'instruction criminelle n'ayant pas déclaré que la distinction établie dans l'art. 452 du Code de procédure civile, entre les jugemens *préparatoires* et les jugemens *interlocutoires*, ne devait pas recevoir d'application aux matières criminelles, correctionnelles et de police, elle s'y applique naturellement.

Il n'existe donc, dans le Code d'instruction criminelle, aucune disposition qui puisse justifier la nouvelle Jurisprudence que l'on prétendrait substituer à celle qui était établie avant sa promulgation.

VII. Un jugement *interlocutoire* n'est pas un jugement *préparatoire*, ni d'*instruction*; et s'il n'est ni préparatoire ni d'instruction, il ne peut être que *définitif*; car il faut nécessairement qu'il ait l'un ou l'autre de ces caractères.

VIII. Si l'art. 416 du Code d'instruction criminelle n'autorise pas le recours en cassation contre les jugemens préparatoires et d'instruction, c'est afin que le cours de la Justice ne soit pas interrompu, et que le jugement définitif ne puisse être retardé; mais lorsque le jugement définitif est intervenu, la partie civile est autorisée à se pourvoir contre les jugemens préparatoires et d'instruction, quand même elle y aurait volontairement acquiescé; ce qui est juste, puisqu'il n'a pas été en son pouvoir de s'opposer à l'exécution de ces jugemens.

IX. Mais est-il nécessaire que la partie qui déclare son recours contre l'arrêt définitif, le fasse porter directement sur le jugement préparatoire ou d'instruction dont elle croit avoir à se plaindre?

On pourrait peut-être soutenir l'affirmative, en se renfermant rigoureusement dans les termes de l'art. 416 : *Le recours en cassation contre les arrêts préparatoires et d'instruction NE SERA OUVERT qu'après l'arrêt définitif*; mais cette disposition du Code d'instruction criminelle doit être sagement entendue; on ne peut en induire autre chose, sinon que, sur le recours contre l'arrêt définitif, on peut opposer les nullités qui résultent de l'instruction; ce qui s'est toujours pratiqué ainsi.

X. Il n'en serait pas de même s'il s'agissait d'un arrêt *interlocutoire*, ou d'un arrêt qui eût prononcé sur la *compétence*: attendu que l'on peut imputer au réclamant de n'avoir pas usé, dans le délai, du droit de recours qui lui était accordé par la loi; cependant, dans ce cas là même, si l'incompétence était *absolue*, on ne pourrait se prévaloir contre le réclamant, de ce qu'il n'aurait pas exercé dans le délai son recours contre l'arrêt qui aurait rejeté son déclinatoire: par la raison que l'incompétence absolue intéresse l'ordre des juridictions, qu'elle est de droit public, et que conséquemment l'arrêt qui a définitivement statué n'en est pas moins *nul*, quoique le Tribunal qui l'a rendu ait retenu la connaissance de l'affaire, du consentement des parties.

La seule conséquence que l'on puisse tirer contre le condamné de ce qu'il ne se sera pas pourvu contre l'arrêt qui aura rejeté son déclinatoire, c'est qu'il ne sera pas autorisé à se plaindre d'avoir été mis en jugement, lorsqu'il aurait pu éviter ce désagrément, en exerçant son recours contre l'arrêt de compétence, avant que l'arrêt définitif fût intervenu.

XI. Le recours contre l'arrêt de compétence ou contre l'arrêt interlocutoire, met un obstacle invincible au jugement du fond du procès: il ne peut être fait que des actes conservatoires.

XII. Les arrêts rendus par la Chambre d'accusation sont sujets, comme tous les autres arrêts, au recours en cassation, sous le rapport de la *compétence*.

C'est un point de Jurisprudence constant; mais lorsque le renvoi de l'affaire est fait devant la Cour d'Assises, le recours doit être exercé dans la forme prescrite par les art. 296 et suivans.

Il est de droit, lorsque le renvoi est fait à une Cour spéciale.

Mais lorsqu'il est fait à un Tribunal *correctionnel* ou de *police*, le prévenu est-il recevable à se pourvoir en cassation contre l'arrêt de renvoi?

On peut dire pour la négative, que l'arrêt qui a prononcé le renvoi, manque d'un des caractères exigés par le Code; qu'il a bien prononcé sur la *compétence*; mais qu'il n'y a pas prononcé d'une manière *définitive*; puisque, malgré le renvoi qui lui est fait par la Chambre d'accusation, le Tribunal correctionnel qui se trouve saisi, peut se déclarer incompétent.

On peut ajouter que l'art. 296 autorisant spécialement le recours contre les arrêts de renvoi à la Cour d'Assises, et qu'aucun article ne s'occupant de celui qui peut être exercé contre les arrêts de renvoi aux Tribunaux correctionnels et de police, ce recours se trouve par-là virtuellement exclus; *de uno dicit, de altero negat.*

Mais on peut répondre que l'arrêt a jugé *définitivement* en ce sens, qu'il a ordonné des poursuites sur un fait qui n'était qualifié par la loi ni délit ni contravention; ce qui emporte violation des règles de compétence, et une décision définitive, puisqu'en conséquence de l'arrêt, le prévenu doit nécessairement être mis en jugement.

ARTICLE CCCCXVII.

La déclaration de recours sera faite au Greffier par la partie condamnée, et signée d'elle et du Greffier; et si le déclarant ne peut ou ne veut signer, le Greffier en fera mention.

Cette déclaration pourra être faite, dans la même forme, par l'avoué de la partie condamnée ou par un fondé de pouvoir spécial; dans ce dernier cas, le pouvoir demeurera annexé à la déclaration.

Elle sera inscrite sur un registre à ce destiné; ce registre sera public, et toute personne aura le droit de s'en faire délivrer des extraits.

OBSERVATIONS.

I. Toutes les dispositions de cet article ne sont pas prescrites sous peine de nullité.

Il suffit qu'il y ait eu recours dans le délai, et que le recours ait été fait au greffe, pour qu'il doive produire tout son effet.

Ce délai est de trois jours, à compter de la prononciation de l'arrêt à la personne du condamné (art. 373) : il est de rigueur. C'est ce que la Cour de cassation a jugé au rapport de M. Bailly, sur les conclusions de M. Pons de Verdun, le 28 juin 1811, dans l'affaire des nommés Vander-Hoer et Kerfon, qui ne s'étaient pourvus que le 29 mai contre un arrêt sous la date du 5, qui avait prononcé leur condamnation.

Ils n'avaient pas même fait leur recours par la voie du *greffe* : ils s'étaient bornés à le notifier au Procureur Général.

Cependant ce Magistrat avait sursis à l'exécution de l'arrêt, en délaissant à la Cour de cassation à prononcer sur la fin de non-recevoir qui s'élevait contre le recours tardif des condamnés.

L'arrêt par lequel la Cour de cassation déclara ce recours non-recevable, fut ainsi motivé :

« Attendu, que d'après les dispositions des art. 373 et 417 du Code d'instruction

» criminelle, le délai de trois jours francs après celui où l'arrêt est prononcé, pour
 » déclarer un gresse le pourvoi en cassation, est de rigueur, et que cette déclaration
 » doit être faite au Greffier, et signée dudit Greffier, dans les formes de l'art. 417,
 » qui sont également de rigueur, et qui ne peuvent être suppléées par des équi-
 » valens ;

» Et qu'enfin, Kerson et Vander-Hoert n'ont fait dans ce délai aucune déclara-
 » tion de recours en cassation, ni en personne, ni par leur avoué, ni par un
 » fondé de pouvoir spécial, devant le Greffier de la Cour d'Assises du département
 » du Zuiderzée :

» La Cour les déclare non-recevables dans leur pourvoi, etc. »

II. Le recours contre l'arrêt rendu par contumace, n'est pas recevable de la part
 du contumax. (*Art. 473.*)

Mais en matière *correctionnelle* et de *police*, le recours peut être exercé de la
 part du condamné, lors même qu'il a été condamné *par défaut*.

Le délai dans ce cas ne commence à courir que du jour de la notification du juge-
 ment à la personne ou au domicile du condamné.

Il est le même qu'en matière *criminelle*, c'est-à-dire, *de trois jours francs*.

III. Le règlement de 1738 autorisait la délivrance de lettres de relief de laps de
 temps, contre l'expiration du délai du recours en cassation ; mais ces lettres furent
 supprimées par une loi de l'an iv ; ce qui motiva l'arrêt rendu par la Section civile
 de la Cour de cassation, le 16 avril 1811, sur le rapport de M. Audier-Massillon.

Il fut jugé par cet arrêt, que dans aucun cas, la Cour de cassation n'a le pouvoir
 de relever de la déchéance résultant de ce que le recours n'a pas été exercé dans
 le délai de la loi.

L'art. 129 du décret impérial du 17 décembre 1811, sur l'*organisation du Grand-
 Duché de Berg*, décide la question dans le même sens ; mais il ne parle que *des
 matières civiles*, et l'arrêt cité n'a prononcé non plus qu'en *matière civile*.

IV. Il ne faut pas confondre, au surplus, le cas où la partie réclamante a besoin de
 lettres de relief de laps de temps, pour rendre son recours recevable, de celui où le
 délai de se pourvoir n'a pu courir contre elle à raison de l'impossibilité où elle a été
 de faire son recours dans le délai fixé.

La loi n'a pas voulu ce qui est impossible ; et ce serait se conformer, non-seulement
 à son esprit, mais même à sa lettre, que de recevoir le recours qui serait exercé dans
 le délai utile, depuis que l'empêchement aurait cessé.

V. On trouve une preuve de cette vérité dans le rescrit particulier du 22 août 1793,
 relatif aux troubles de la Vendée.

On en trouve une seconde dans la loi du 25 frimaire an 11, qui ne fait courir
 le délai du recours en cassation que du jour que la tranquillité a été rétablie dans
 une ville assiégée.

410 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

VI. L'article 447 du Code de brumaire an iv, exigeait que le recours fût *fait au greffe*; ce qui était impraticable lorsque l'accusé était détenu.

L'article 417 du Code d'instruction criminelle a parlé d'une manière plus correcte, en chargeant le *Greffier* de recevoir la déclaration.

Le Greffier ou l'un de ses Commis assermentés doit donc se transporter dans les prisons lorsqu'il en est requis, pour recevoir la déclaration du condamné, qu'il entend se pourvoir en cassation.

VII. Si le Greffier requis avait négligé de s'y transporter, et que le délai se fût écoulé sans qu'il y eût déclaration de recours, on ne pourrait imputer à l'accusé d'avoir attendu le *dernier* moment pour la faire; car la loi a voulu que tous les *instans* qu'elle lui accorde soient utiles.

Mais comment le fait peut-il être constaté?

Il le sera d'une manière suffisante, par le procès-verbal qui en sera rédigé par le Juge-de-peace ou par tout autre Officier de police judiciaire, même par un Notaire ou par un Huissier; car le condamné n'a pas la liberté de choisir; mais le Fonctionnaire public qui est appelé pour la rédaction du procès-verbal, ne doit pas négliger d'y faire comparaître celui qui a été chargé de donner l'avertissement au Greffier, et de lui faire signer sa déclaration, ou de faire mention qu'il a déclaré ne savoir signer.

VIII. Dans l'absence d'Officiers de police judiciaire, de Notaires et d'Huissiers, il suffirait, pour relever le condamné de sa déchéance, que le Gardien de la Maison de Justice ou d'Arrêt inscrivît, sur ses registres, que le Greffier de la Cour ou du Tribunal a été averti tel jour, et à telle heure, de la part d'un tel, de venir recevoir sa déclaration de recours, et qu'il a négligé ou refusé de le faire; mais le Gardien, rédacteur de la déclaration faite par le prévenu, doit prendre la précaution de la faire signer par le réclamant et par la personne qui a donné l'avertissement, et de la faire signer lui-même.

IX. On opposerait en vain que le condamné doit s'imputer de n'avoir pas employé le ministère d'un Huissier pour notifier sa déclaration de recours au Greffier; car il faut de l'argent pour faire exploiter un Huissier, et les condamnés en sont rarement pourvus. Les Huissiers d'ailleurs ne peuvent faire d'exploits que pendant le jour; et, la nuit comme le jour, la déclaration du recours en cassation est recevable.

X. Il n'y aurait pas les mêmes raisons de décider en faveur d'un condamné qui ne serait pas en arrestation, attendu que rien ne peut mettre obstacle à ce qu'il fasse constater d'une manière légale, l'absence ou le refus du Greffier en s'adressant, soit à l'un des Officiers de police judiciaire de la Commune, soit à un Notaire, soit à un Huissier, soit au Président du Tribunal qui a rendu le Jugement, pour lui demander acte de sa déclaration de recours.

XI. L'article 417 exige que la déclaration du recours en cassation soit signée par le réclamant, s'il sait signer, et par le Greffier, et que si elle est faite par un fondé de pouvoir spécial, la procuration demeure jointe à la déclaration.

Mais la procuration n'aurait pas été jointe, que le réclamant ne serait pas en déchéance; ce serait seulement le cas du désaveu, si le recours avait été fait contre le gré du condamné.

XII. Le Greffier ne serait pas autorisé à refuser de consigner sur ses registres la déclaration de recours en cassation qui lui serait faite par un fondé de pouvoir, sur le motif qu'il ne représenterait pas une procuration spéciale, ni sous aucun prétexte; car il n'est pas le juge de la recevabilité du pourvoi.

Si le Greffier doute que celui qui se prétend fondé de la procuration du réclamant, soit réellement autorisé à faire le recours en cassation, il peut se rendre en prison pour y recevoir la déclaration *personnelle* du condamné, après avoir inscrit la déclaration de recours sur son registre.

Si le refus fait par le Greffier de recevoir la déclaration du recours, était constaté, ce refus en tiendrait lieu. La Cour de cassation l'a jugé ainsi, par arrêt du 15 novembre 1811, au rapport de M. Rataud, sur le réquisitoire de M. le Procureur-Général.

XIII. L'obligation imposée au Greffier de tenir registre des recours en cassation, est de pure discipline. Qu'il la remplisse ou qu'il la néglige, la déclaration du recours n'en a pas moins la même valeur.

Mais le Greffier qui négligerait de remplir cette obligation, devrait être réprimandé.

XIV. Le Greffier doit donner communication de son registre non-seulement aux parties intéressées, mais encore à toute autre personne lorsqu'il en est requis.

Le Greffier ne pourrait même, sous quelque prétexte que ce fût, refuser d'en délivrer des extraits à ceux qui lui en demanderaient, s'ils offraient d'en faire les frais.

ARTICLE CCCCXVIII.

Lorsque le recours en cassation contre un arrêt ou jugement en dernier ressort, rendu en matière criminelle, correctionnelle ou de police, sera exercé soit par la partie civile, s'il y en a une, soit par le Ministre public, ce recours, outre l'inscription énoncée dans l'article précédent, sera notifié à la partie contre laquelle il sera dirigé, dans le délai de trois jours.

Lorsque cette partie sera actuellement détenue, l'acte contenant la déclaration de recours lui sera lu par le Greffier; elle le signera, et si elle ne le peut ou ne le veut, le Greffier en fera mention.

412 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Lorsqu'elle sera en liberté, le demandeur en cassation lui notifiera son recours, par le ministère d'un Huissier, soit à sa personne, soit au domicile par elle élu; le délai sera, en ce cas, augmenté d'un jour par chaque distance de trois myriamètres.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 417 n'exige du condamné, pour la régularité de son recours en cassation, que d'en faire la déclaration dans le délai.

L'art. 418 exige de plus du Ministère public et de la partie civile, que la déclaration qu'ils en ont faite, soit notifiée au prévenu dans les trois jours de sa date.

Si le prévenu est en arrestation, il suffit qu'il lui en soit donné lecture par le Greffier.

Pour que cette lecture soit constatée, le prévenu doit revêtir de sa signature le procès-verbal qui en est dressé.

A refus ou à défaut par le prévenu de signer, le Greffier doit en faire mention.

II. La notification doit être faite par un *Huissier*, lorsque le recours est exercé par la partie civile.

L'Officier du Ministère public peut employer indifféremment un *Huissier* ou un *Agent de la force publique*.

III. L'art. 418 porte que la notification sera faite à la personne ou au domicile élu du prévenu; mais si le prévenu n'a pas fait élection de domicile, la notification peut lui être faite à son domicile réel.

Si le prévenu n'a pas de domicile connu, on observera les règles prescrites pour les ajournemens par le Code de procédure civile.

IV. Quand la notification serait faite hors des trois jours accordés par l'art. 418, elle n'en serait pas moins régulière si le prévenu n'avait pas de domicile élu, et si elle avait été faite dans le délai donné pour la notification au domicile réel.

La notification ni la lecture de la déclaration du recours en cassation, ne sont pas prescrites, d'ailleurs, sous peine de *déchéance*; aussi, par arrêt rendu au rapport de M. Rataud, le 8 octobre 1811, la Cour de cassation a-t-elle rejeté le moyen tiré du défaut de notification.

Ce qui peut avoir décidé le Législateur à ne pas prononcer, pour ce cas, la peine de déchéance, c'est qu'il reste au Défendeur à la cassation, la ressource de revenir par *opposition* contre l'arrêt qui a prononcé sur le recours; mais ce n'en est pas moins aggraver sa condition, le constituer dans des frais inutiles, et le retenir plus

long-temps qu'il ne doit l'être, sous le poids d'une prévention, qu'un arrêt en dernier ressort a jugé mal fondée.

S'il y avait eu de l'affectation de la part du réclamant à ne pas faire la notification requise, et que le prévenu sur son opposition, gagnât sa cause, il aurait une action en dommages-intérêts contre la partie civile qui aurait négligé la formalité; et il serait même fondé à prendre l'Officier du Ministère public à partie; car il y aurait eu, par voie indirecte, détention arbitraire du prévenu.

V. L'Auteur du *Manuel d'instruction criminelle* pense que le délai de l'opposition ne doit pas être le même en matière criminelle, correctionnelle et de police.

Que le prévenu ne doit avoir que trois jours pour la former en matière de police.

Qu'il ne doit en avoir que cinq en matière correctionnelle; mais qu'il doit avoir une huitaine en matière criminelle.

Il se fonde sur les dispositions des art. 151, 187 et 208 du Code d'instruction criminelle, et sur les règles établies par les anciennes lois.

Mais les articles cités ne s'occupent que des oppositions aux jugemens rendus par les Cours et par les Tribunaux ordinaires, et non de celles qui peuvent être dirigées contre les arrêts émanés de la Cour de cassation : celles-ci sont soumises à des règles particulières.

Dans tous les cas où il n'a pas été établi de nouveaux délais pour former opposition aux arrêts rendus par la Cour de cassation, il faut se conformer aux dispositions du règlement du 28 juin 1738, qui fait encore loi en cette matière. (*Voyez le Nouveau Répertoire de Jurisprudence, tome 3, page 369, première colonne, init.*)

Mais la consignation de la somme de cent francs qu'exige le règlement, n'est pas requise en matière criminelle.

ARTICLE CCCCXIX.

La partie civile qui se sera pourvue en cassation, est tenue de joindre aux pièces une expédition authentique de l'arrêt.

Elle est tenue, à peine de déchéance, de consigner une amende de cent cinquante francs, ou de la moitié de cette somme si l'arrêt est rendu par contumace ou par défaut.

OBSERVATIONS.

I. Cet article impose l'obligation à la partie civile qui se pourvoit en cassation, de joindre à sa déclaration de recours une expédition *authentique* de l'arrêt ou du jugement contre lequel elle exerce ce recours; de sorte que pour remplir le vœu de la loi, il ne lui suffirait pas d'y joindre la *copie* qui lui a été signifiée.

La même obligation n'est pas imposée à la partie condamnée.

414 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

II. Le recours de la partie civile ne tomberait cependant pas en déchéance, par défaut de jonction de l'expédition *authentique* de l'arrêt ou du jugement à sa déclaration de recours, puisque le Code ne l'a pas ainsi ordonné : mais la Cour de cassation devrait surseoir à prononcer sur le recours, jusqu'à ce que l'expédition authentique fût produite ; et si la partie civile sommée d'en faire la production, ne s'était point exécutée, elle devrait être déclarée non-recevable ; car il ne peut dépendre de sa volonté de mettre obstacle à ce qu'il soit statué sur le recours, et d'arrêter ainsi l'exécution du jugement.

III. C'est à la Cour de cassation seule qu'il appartient de prononcer la déchéance. (*Arrêt du 27 mars 1811.*) Cet arrêt est applicable à l'espèce, quoiqu'il ait été rendu par la Section civile ; attendu que la déclaration de recours, en matière criminelle comme en matière civile, saisit la Cour de cassation, et qu'elle seule a le droit d'en apprécier le mérite ; aussi la Section criminelle de la Cour de cassation a-t-elle maintenu ce principe toutes les fois que l'occasion s'en est présentée : nous avons cité dans le cours de cet ouvrage, plusieurs arrêts qui l'ont formellement consacré.

IV. La déchéance serait encourue par le défaut de consignation de l'amende de cent cinquante ou de soixante-quinze francs, suivant que l'arrêt ou le jugement attaqué aurait été rendu contradictoirement ou par défaut.

Elle devrait même être prononcée dans le cas où il y aurait eu consignation d'une amende de soixante-quinze francs, si la consignation avait dû être de cent cinquante ; il existe sur ce point une Jurisprudence constante.

Mais l'art. 419 n'exige pas, sous peine de déchéance, que l'amende soit consignée dans le délai fixé pour la déclaration du recours en cassation ; il suffit que l'amende ait été consignée avant que la Cour de cassation soit appelée à statuer, et qu'il lui en soit justifié d'une manière légale.

V. Si le réclamant qui a consigné l'amende a négligé de joindre la quittance à sa déclaration de recours, c'est à lui à s'en imputer la faute ; il ne serait pas recevable à revenir par opposition contre l'arrêt qui en aurait prononcé la déchéance.

Mais s'il avait déposé la quittance de l'amende qu'il aurait consignée, au greffe de la Cour ou du Tribunal qui a rendu le jugement attaqué, et que cette quittance n'eût pas été jointe aux pièces transmises à la Cour de cassation, l'opposition contre l'arrêt qui aurait prononcé la déchéance serait recevable, parce qu'alors il n'y aurait aucune négligence à imputer au réclamant. (*Arrêts des 26 mai 1809 et 16 août 1811.*)

VI. Pour être autorisé à ne consigner que l'amende de soixante-quinze francs, suffit-il que l'une des parties ait été défaillante, ou faut-il que ce soit le réclamant personnellement qui ait été condamné par défaut ?

L'art. 419 du Code d'instruction criminelle ne met pas en opposition, comme le

faisait le règlement de 1738, les arrêts *contradictaires* et les arrêts *par défaut*; le mot *contradictoire* ne se trouve pas dans sa disposition; mais c'est le même esprit qui a présidé aux deux rédactions: le mot *contradictoire* doit donc y être suppléé; et nous pensons dès-lors qu'il y a consignation suffisante d'une amende de soixante-quinze francs, lorsque l'une des parties a été défaillante, sans que l'on doive s'occuper du point de savoir si c'est le réclamant ou toute autre partie qui a fait défaut. Un arrêt n'est contradictoire, en effet, que lorsqu'il a été rendu contradictoirement entre toutes les parties qui sont en cause, et tout arrêt qui n'est pas contradictoire est nécessairement un arrêt par défaut.

Cette explication de l'art. 419 résulte clairement de l'assimilation faite par cet article des jugemens rendus par *défaut* et par *contumace*; car la partie civile est la seule qui soit autorisée à faire sa déclaration de recours contre les arrêts de *contumace*, et la contumace ne peut s'instruire et se juger que contre l'accusé.

Si la partie civile n'est tenue qu'à la consignation d'une amende de soixante-quinze francs, lorsque l'arrêt a été rendu par contumace; comment voudrait-on qu'elle fût tenue à la consignation d'une amende de cent cinquante francs pour rendre recevable son recours en cassation contre un jugement par défaut?

Un arrêt par contumace, un jugement par défaut, ne renferment que des décisions provisoires.

Il n'est pas réservé, il est vrai, à la partie contre laquelle l'arrêt ou le jugement a été rendu contradictoirement, de l'attaquer par la voie de l'*opposition*: ce qui pourrait faire supposer qu'il a, par rapport à elle, le caractère d'un arrêt ou d'un jugement contradictoire: mais un arrêt ne peut être en même temps contradictoire et par défaut; il faut qu'il ait nécessairement l'un ou l'autre de ces caractères; et comme il ne peut avoir celui d'un jugement contradictoire, puisqu'il est susceptible d'opposition de la part du défaillant, on est forcé d'en conclure qu'il doit être rangé dans la classe des jugemens par défaut.

VII. La consignation d'amende en matière correctionnelle et de police, est exigée, non-seulement de la part du plaignant, mais même de celle du *prévenu*.

L'accusé condamné par la voie criminelle, est le seul excepté de la disposition de la loi.

VIII. Lorsque le réclamant succombe dans son recours, que ce soit pour cause de déchéance, ou pour tout autre motif, il doit être condamné à l'amende.

L'amende n'aurait pas été prononcée, qu'elle pourrait être exigée.

Si elle a été consignée, elle demeure acquise au Trésor public.

Si elle ne l'a pas été, le recouvrement peut en être poursuivi par les voies de droit.

Par identité de raison, l'amende consignée peut être réclamée dans le cas d'un

nullation de l'arrêt ou du jugement, lors même que la restitution n'en aurait pas été ordonnée.

Mais celui qui a consigné l'amende doit avoir obtenu l'annulation de l'arrêt ou du jugement, en tout ou en partie, pour avoir le droit de s'en faire restituer le montant (art. 437); et il doit en justifier au Receveur de l'Enregistrement, par la représentation d'une expédition en forme de l'arrêt.

IX. Le désistement du recours en cassation ne dispense pas celui qui l'a exercé du paiement de l'amende et de l'indemnité.

X. Nous aurons à nous expliquer sur quelques autres questions relatives à la consignation de l'amende, en discutant les art. 420, 436 et 437, auxquels ces questions se rapportent plus directement.

ARTICLE CCCCX.

Sont dispensés de l'amende, 1.º les condamnés en matière criminelle; 2.º les Agens publics pour affaires qui concernent directement l'Administration et les Domaines ou revenus de l'Etat.

A l'égard de toutes autres personnes, l'amende sera encourue par celles qui succomberont dans leur recours: seront néanmoins dispensées de la consigner, celles qui joindront à leur demande en cassation, 1.º un extrait du rôle des contributions, constatant qu'elles paient moins de six francs, ou un certificat du Percepteur de leur Commune, portant qu'elles ne sont point imposées; 2.º un certificat d'indigence à elles délivré par le Maire de la Commune de leur domicile, ou par son Adjoint, visé par le Sous-Préfet et approuvé par le Préfet de leur département.

OBSERVATIONS.

I. La première disposition de l'art. 420 dispense de l'amende:

- 1.º Les condamnés en matière criminelle;
- 2.º Les Agens publics pour affaires qui concernent directement l'Administration et les Domaines ou revenus de l'Etat.

II. Ainsi l'Administration Forestière, celles de l'Enregistrement, des Douanes et des Droits-Réunis, ne sont tenues à aucune consignation d'amende; et elles ne doivent pas non plus y être condamnées, lors même que leur recours n'est pas accueilli.

III. Mais il n'en est pas de même des *Régies intéressées*. (Arrêt du 25 février 1808, contre les *Régisseurs des Octrois*.)

IV. Il ne faut pas non plus que l'Administration qui se pourvoit, ait un intérêt personnel à l'affaire, soit direct, soit indirect.

Il faut qu'elle plaide dans le seul intérêt de l'État.

Ainsi, le Préposé d'une Administration, qui a pris des conclusions personnelles en dominages-intérêts contre le prévenu, doit consigner l'amende sur son recours, lors même que l'action aurait été introduite à la requête de l'Administration à laquelle il est attaché.

V. Les condamnés en matière criminelle ne sont tenus à aucune consignation d'amende : mais dans le cas où il n'aurait été prononcé contre eux, sur poursuites par la voie criminelle, que des peines correctionnelles ou de police, ou que de simples réparations civiles, leur recours serait-il recevable s'ils n'avaient pas consigné l'amende ?

Sous l'empire de la loi du 14 brumaire an 7, qui exigeait déjà une consignation d'amende de la part des prévenus condamnés à des peines correctionnelles ou de police, ou n'exigeait pas qu'ils consignassent, lorsqu'ils avaient été condamnés par une Cour de Justice criminelle, sur prévention de crime, fors même qu'ils ne l'avaient été qu'à des peines correctionnelles ou de police.

Doit-on user de plus de rigueur sous l'empire du Code d'instruction criminelle ?

Quoique condamnés seulement à des peines correctionnelles ou de police, ils n'en ont pas moins été poursuivis et jugés par la voie criminelle.

Si ces mots de l'art. 420, *en matière criminelle*, pouvaient présenter du doute, ils devraient être entendus d'une manière favorable à l'accusé.

Exiger une consignation d'amende de la part d'un accusé poursuivi par la voie criminelle, et qui n'a été condamné qu'à des peines correctionnelles ou de police, ce serait lui retenir d'une main ce que la loi lui accorde de l'autre : car, qui ferait les démarches nécessaires pour lui procurer un certificat d'indulgence dans la forme voulue par le Code ?

N'est-ce pas déjà assez qu'il ait souffert toutes les angoisses d'une instruction criminelle, lorsqu'il aurait dû être traduit devant un Tribunal correctionnel ou de police ?

VI. Si le condamné par la voie criminelle à des peines correctionnelles ou de police, ne doit pas consigner l'amende, il en résulte, par suite, qu'il ne doit pas non plus y être condamné, dans le cas où son recours est rejeté.

VII. Nous avons observé sur l'art. 419, qu'il suffit que l'arrêt soit annulé dans une

418 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

de ses dispositions, pour qu'il y ait lieu à la restitution de l'amende; mais pour que cette restitution doive être ordonnée, faut-il nécessairement que l'annulation de l'arrêt ou du jugement soit prononcée, *dans l'intérêt* de celui qui a fait le pourvoi, et même en prononçant *directement* sur son recours?

La question se présenta à l'audience de la Cour de cassation le 27 février 1808.

Dans l'espèce jugée par cet arrêt, il y avait eu recours de la part du condamné et de celle du Ministère public.

Le recours du condamné avait été rejeté et l'annulation de l'arrêt avait été prononcée sur celui du Ministère public.

Mais l'affaire avait été renvoyée à une autre Cour pour qu'il fût procédé à un nouveau jugement.

Ce renvoi fut le motif qui décida la Cour de cassation à ordonner la restitution de l'amende.

Il résultait, en effet, de l'annulation de l'arrêt, que la Cour qui l'avait rendu n'avait pas rempli les formalités prescrites par la loi; et quoique le pourvoi de la partie condamnée eût été rejeté, cette partie n'en avait pas moins obtenu l'objet de sa demande, qui était d'être jugée de nouveau.

VIII. Chacun des réclamanx doit consigner une amende personnelle.

C'est le principe général.

Cette règle souffre cependant exception, 1.^o, lorsque les réclamanx n'ont qu'un même intérêt dans l'affaire;

2.^o Lorsque l'annulation du jugement ne peut être prononcée qu'elle ne le soit dans l'intérêt de tous.

IX. Lorsque les réclamanx ont été solidairement condamnés, ils ont évidemment un intérêt indivisible à l'annulation du jugement.

Il leur suffit dès-lors de consigner une seule amende.

Cela fut ainsi jugé les 11 janvier et 27 février 1808.

Dans l'espèce de ce dernier arrêt, il y avait même cela de particulier, qu'il avait été rédigé des procès-verbaux *séparés* contre chacun des réclamanx; mais tous les prévenus avaient été jugés par le même arrêt, et tous avaient été condamnés par la voie *solidaire* à l'amende et aux frais; ce qui était décisif.

X. S'il suffit, en pareil cas, d'une seule consignation d'amende, il ne suffit pas que l'un des réclamanx ait produit un certificat d'indigence.

Le certificat d'indigence ne peut profiter qu'à celui qui l'a produit.

C'est ce que la Cour de cassation jugea par arrêt du 14 avril 1809, sur le motif que le certificat d'indigence est purement *personnel* à celui auquel il a été délivré.

XI. Pour que le certificat d'indigence produise le même effet que la consignation de l'amende, il faut qu'il ait été délivré par le Maire de la Commune, ou par

l'Adjoint de Maire du lieu du domicile de la partie qui le produit ; il faut qu'il ait été visé par le Sous-Préfet de l'arrondissement, et qu'il ait été *approuvé* par le Préfet du département.

Une simple *légalisation* serait insuffisante : cela a été jugé cent fois.

XII. Le certificat du Maire ou de l'Adjoint de Maire aurait été visé et approuvé dans la forme prescrite, qu'il ne remplirait pas encore le vœu de la loi d'une manière suffisante ; il faut qu'il y soit joint un extrait du rôle des contributions de la Commune du domicile du réclamant, ou une attestation du Percepteur, en forme légale, portant que le réclamant *paie moins de six francs* : d'où naît la question de savoir s'il suffit que le réclamant soit *imposé* à six francs sur le rôle des contributions, pour que le certificat d'indigence qu'il produit lui devienne inutile.

Ce n'est pas sans motif que le Législateur s'est servi du mot *payer*, et non du mot *imposer* : celui qui ne peut payer des contributions de six francs, ne peut être présumé en état de consigner une amende de cent cinquante ou de soixante-quinze francs ; de sorte que le réclamant se trouverait imposé à six francs, et même à une somme plus forte, qu'on ne pourrait en conclure qu'il n'est pas réellement dans l'indigence, s'il n'avait pu en acquitter le montant.

Si donc le certificat portait que quoique le réclamant fût imposé à plus de six francs, il n'avait pu payer sa cote d'impositions, ce ne serait pas le cas de déclarer le pourvoi non-recevable de ce chef.

ARTICLE CCCCXXI.

Les condamnés, même en matière correctionnelle ou de police, à une peine emportant privation de la liberté, ne seront pas admis à se pourvoir en cassation, lorsqu'ils ne seront pas actuellement en état, ou lorsqu'ils n'auront pas été mis en liberté sous caution.

L'acte de leur écrou, ou de leur mise en liberté sous caution, sera annexé à l'acte de recours en cassation.

Néanmoins, lorsque le recours en cassation sera motivé sur l'incompétence, il suffira au demandeur, pour que son recours soit reçu, de justifier qu'il s'est actuellement constitué dans la Maison de Justice du lieu où siège la Cour de cassation : le Gardien de cette Maison pourra l'y recevoir, sur la représentation de sa demande adressée au Procureur-Général près cette Cour, et visée par ce Magistrat.

OBSERVATIONS.

I. Cet article établit un droit nouveau.

Jusqu'à la mise en activité du Code d'instruction criminelle, il n'avait pas été

exigé du condamné à l'emprisonnement correctionnel ou de police, qu'il se mît en état pour que son recours fût recevable.

Aujourd'hui la loi est trop formelle pour qu'il y ait moyen de s'y soustraire.

Ainsi, lorsque le demandeur en cassation a été condamné à l'emprisonnement par la voie correctionnelle ou de police, il doit être déclaré déchu de son recours, s'il n'a pas obtenu sa liberté provisoire sous caution, ou s'il ne justifie pas par la représentation de l'acte de son écrou, qu'il est *actuellement en état*, dans la Maison de Justice établie dans le lieu où siège le Tribunal qui a *prononcé sa condamnation*; néanmoins si son recours est fondé sur *l'incompétence*, il lui suffira de justifier qu'il est actuellement en état dans la Maison de Justice du lieu où siège la Cour de cassation.

II. Aucun article du Code n'autorisant le prévenu de simple contravention de police, à solliciter sa liberté provisoire *sous caution*, il faudrait en conclure que cette exception ne serait applicable qu'aux condamnés à l'emprisonnement correctionnel, si l'on prenait dans un sens restreint, les dispositions de l'art. 421.

Mais a-t-il pu entrer dans l'intention du Législateur, que le prévenu de *délit* fût plus favorablement traité que le prévenu de simple *contravention*, et que par suite, le condamné à l'emprisonnement pour contravention de police, ne pût jouir de la même faculté que le condamné à un emprisonnement correctionnel ?

Pour être conséquent, et faut supposer que l'art. 421 accorde *implicitement* au condamné à des peines de police, l'autorisation de solliciter sa mise en liberté sous caution, ou plutôt que cette faculté ne peut lui être déniée, puisqu'elle ne lui est pas interdite par le Code.

Mais devant qui formera-t-il sa demande aux fins d'obtenir sa liberté provisoire ?

Il doit s'adresser au Juge d'instruction de l'arrondissement, puisque le Code d'instruction criminelle a mis ces sortes de demandes dans ses attributions personnelles; mais le Juge d'instruction ne devra l'accorder qu'à la vue de la déclaration du recours en cassation, et que dans le cas où le condamné ne serait ni un vagabond, ni un repris de Justice.

III. L'art. 421 admet un second tempérament à la rigueur du principe qu'il établit, pour le cas où le demandeur en cassation a motivé son recours sur *l'incompétence*; le Code lui réserve alors la faculté de se mettre en état dans la Maison de Justice du lieu où siège la Cour de cassation; mais il n'y a que les condamnés domiciliés dans ce lieu ou à des distances très-rapprochées, qui soient à même de jouir du bénéfice de la loi.

Pour user de cette faculté, il n'est pas nécessaire que le recours du condamné soit *uniquement* motivé sur l'incompétence.

Il suffit que l'incompétence soit un des motifs de son recours.

IV. C'est au Procureur-Général de la Cour de cassation, que le demandeur doit

s'adresser pour obtenir l'ordre au Gardien de la Maison de Justice de l'y recevoir.

Le réclamant doit présenter, à cet effet, une requête à M. le Procureur-Général, qui y met son *visa*, lequel tient lieu d'autorisation.

V. Si le condamné doit se mettre en état dans la Maison de Justice ou d'arrêt du lieu où sa condamnation a été prononcée, il doit présenter sa requête à l'Officier du Ministère public attaché au Tribunal qui a rendu le jugement.

VI. Le Législateur ne pouvait prendre une marche plus sûre pour diminuer le nombre des recours en cassation en matière correctionnelle et de police, et sur-tout en matière de police; car, le prévenu aurait été injustement condamné, qu'il devrait préférer d'exécuter le jugement, à se pourvoir, lors même qu'il serait assuré de faire accueillir son recours, puisqu'il lui faudrait subir un emprisonnement provisoire, peut-être de plusieurs mois, pour se rédimier d'un emprisonnement *définiif* de quelques jours.

De deux maux inévitables, son intérêt personnel lui fera nécessairement préférer le moindre.

On évitera l'inconvénient que présente cette rigoureuse alternative, en donnant aux dispositions de l'art. 421 l'explication qu'elles présentent naturellement à l'esprit, et que nous avons indiquée sous le N.º II.

VII. Le condamné qui a laissé prononcer la déchéance de son recours en cassation, faute d'avoir annexé à sa déclaration l'acte de son écrou ou de sa mise en liberté provisoire sous caution, n'est recevable à revenir par opposition contre l'arrêt, que dans le même cas où il y serait autorisé s'il avait été déclaré en déchéance pour n'avoir pas justifié d'une consignation d'amende : c'est-à-dire, que dans le cas où il est légalement constaté qu'il était en état lorsque la Cour de cassation a prononcé son arrêt, et que ce n'a été que par la négligence de l'Officier du Ministère public, ou par celle du Greffier, que l'acte de son écrou n'a pas été joint à sa déclaration de recours en cassation.

VIII. L'art. 421 exige seulement que le condamné soit *actuellement en état* lorsque la Cour de cassation prononce sur son recours, et non pas qu'il y soit effectivement lorsqu'il fait sa déclaration de recours; ce qui serait souvent impossible; car le condamné peut être fort éloigné du lieu où il doit se mettre en état, et il doit faire sa déclaration de recours dans les trois jours.

IX. Il n'y a lieu de la part du condamné à se mettre en état, que lorsqu'il a été condamné à l'*emprisonnement*, comme *peine*; il l'aurait été à des dommages-intérêts ou à d'autres réparations civiles qui emportent de leur nature la contrainte par corps, que la simple déclaration de recours suffirait; car la contrainte par corps n'est qu'un mode d'exécution des jugemens.

X. Sous le N.^o III de nos Observations sur l'art. 186, nous avons renvoyé à l'art. 421 l'examen de la question de savoir si cet article met obstacle à ce que l'accusé qui est sous le poids d'une *ordonnance de prise de corps*, se fasse représenter à la Cour de cassation pour y contester la *compétence* de la Cour Spéciale à laquelle le renvoi de son procès a été fait, ou celle de la Cour prévôtale des Douanes, sur son arrêt de compétence.

Sous l'empire de la loi du 18 pluviôse an ix, l'accusé contre lequel une Cour Spéciale avait déclaré sa compétence, était autorisé à se présenter devant la Cour de cassation, pour y plaider sur la compétence, quoiqu'il fût sous les liens d'un mandat d'arrêt ou d'une ordonnance de prise de corps, et qu'il ne fût pas en état.

Cela avait éprouvé d'abord de la difficulté; mais la Jurisprudence, dans ce sens, avait fini par s'établir; et elle s'était maintenue jusqu'à la publication de l'avis du Conseil-d'Etat du 19 ventôse an xi, approuvé par l'Empereur le 26.

Mais cet avis portant que la représentation du contumax fait tomber de plein droit l'ordonnance de compétence rendue par la Cour Spéciale, il ne resta plus de motifs pour persister dans la Jurisprudence établie: aussi, depuis, n'admit-on plus l'accusé contumax à se faire représenter, lorsqu'il n'était pas en état.

Sous l'empire du Code d'instruction criminelle, il y a même motif de décider, d'après les dispositions de l'art. 476, qui porte que, si l'accusé contumax vient à se représenter, toutes les procédures faites contre lui depuis l'ordonnance de prise de corps ou de se représenter, seront regardées comme non avenues.

ARTICLE CCCXXII.

Le condamné ou la partie civile, soit en faisant sa déclaration, soit dans les dix jours suivans, pourra déposer au greffe de la Cour ou du Tribunal qui aura rendu l'arrêt ou le jugement attaqué, une requête contenant ses moyens de cassation. Le Greffier lui en donnera reconnaissance, et remettra sur-le-champ cette requête au Magistrat chargé du Ministère public.

OBSERVATIONS.

I. La disposition de cet article est purement facultative.

Elle est toute entière dans l'intérêt du réclamant.

Elle lui offre un moyen de faire parvenir sans frais à la Cour de cassation, les pièces qu'il doit produire, et ses moyens de cassation.

Mais il n'a que dix jours pour user de cette faculté.

S'il laisse passer ce délai, il doit transmettre directement ses pièces et sa requête au greffe de la Cour de cassation.

II. En déposant ses pièces, le réclamant a le droit d'en exiger une reconnaissance du Greffier, qui ne peut la lui refuser; et il est dans son intérêt de l'exiger.

ARTICLE CCCXXIII.

Après les dix jours qui suivront la déclaration, ce Magistrat fera passer au Grand-Juge Ministre de la Justice les pièces du procès, et les requêtes des parties, si elles en ont déposé.

Le Greffier de la Cour ou du Tribunal qui aura rendu l'arrêt ou le jugement attaqué, rédigera sans frais et joindra un inventaire des pièces, sous peine de cent francs d'amende, laquelle sera prononcée par la Cour de cassation.

OBSERVATIONS.

I. Il est enjoint au Greffier de rédiger un inventaire sommaire des pièces qui doivent être transmises à la Cour de cassation.

Cette disposition de l'art. 423 du Code d'instruction criminelle a été rendue commune à tous les cas de transmission de pièces, par l'art. 60 du décret impérial du 18 juin 1811.

Cet inventaire doit être fait *sans frais* pour les parties et pour l'État.

II. Le Greffier qui néglige de remplir cette formalité doit être condamné à une amende de cent francs.

C'est à la Cour de cassation à la prononcer; elle le fit par arrêt du 13 janvier 1811.

III. L'inventaire rédigé, le Greffier doit le transmettre sur-le-champ avec les pièces, à l'Officier du Ministère public.

Ce Magistrat peut y joindre ses observations; mais il doit attendre que dix jours se soient écoulés, à compter de celui de la déclaration du recours en cassation, pour en faire l'envoi au Grand-Juge Ministre de la Justice.

IV. Ces dix jours sont accordés au réclamant, pour déposer sa requête au greffe, il peut même en présenter une *additionnelle*, pourvu que ce soit dans le même délai; de sorte que pour ne pas l'obliger à des dépenses inutiles, les dix jours entiers doivent lui être accordés.

V. Si le Magistrat chargé du Ministère public ne doit pas faire l'envoi des pièces

avant les dix jours, il ne peut en retarder l'envoi lorsque ce délai est expiré.

Si le retard qu'aurait apporté l'Officier du Ministère public à l'envoi des pièces *était trop prolongé* ; s'il en était résulté une aggravation de peine pour le condamné, en ce qu'il aurait été retenu dans les prisons plus long-temps qu'il n'aurait dû y rester ; si l'on pouvait supposer que l'Officier du Ministère public eût agi dans un esprit de vexation, il y aurait motif suffisant pour le prendre à partie.

VI. Si, par suite d'un envoi trop précipité, il avait été prononcé sur le recours en cassation *avant* l'expiration des dix jours, l'opposition à l'arrêt qui serait intervenu serait nécessairement recevable ; ce serait blesser, en effet, toutes les règles de la Justice que de rendre le condamné responsable de la faute d'autrui.

VII. Mais si l'arrêt n'avait été rendu *qu'après* les dix jours expirés, et que le réclamant ne pût justifier par la reconnaissance du Greffier, du dépôt de sa requête dans ce délai, son opposition devrait être rejetée, lors même que sa requête n'aurait pas été mise sous les yeux de la Cour de cassation ; l'on presumerait dans ce cas qu'il en aurait été fait un dépôt tardif.

Il est donc important pour celui qui fait sa déclaration de recours en cassation, qu'il exige du Greffier la reconnaissance du dépôt qu'il fait de sa requête.

VIII. L'art. 423 n'est applicable qu'au cas de recours contre les arrêts ou jugemens définitifs en dernier ressort.

Il n'y a aucun délai à observer, dans le cas de recours contre l'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises, ni dans celui où la Cour de cassation est appelée à prononcer sur l'arrêt de renvoi à la Cour Spéciale, ou sur les arrêts de compétence évanés des Cours prévôtales des Douanes.

Il suffit qu'avant l'envoi de l'arrêt ou des pièces à la Cour de cassation, la notification en ait été faite à l'accusé dans une forme régulière.

Mais l'art. 523 s'applique aux arrêts et jugemens rendus en matière correctionnelle ou de police, comme aux arrêts rendus en matière criminelle.

ARTICLE CCCCXXIV.

Dans les vingt-quatre heures de la réception de ces pièces, le Grand-Juge Ministre de la Justice les adressera à la Cour de cassation, et il en donnera avis au Magistrat qui les lui aura transmises.

Les condamnés pourront aussi transmettre directement au greffe de la Cour de cassation, soit leurs requêtes, soit les expéditions ou copies signifiées tant de l'arrêt ou du jugement que de leurs demandes en cassation. Néanmoins la partie civile ne pourra user du bénéfice de la

présente disposition sans le ministère d'un Avocat à la Cour de cassation.

OBSERVATIONS.

I. CET article , comme le précédent , renferme deux dispositions.

La première est relative à la transmission des pièces à la Cour de cassation , par le Grand-Juge Ministre de la Justice , et à l'avis que Son Excellence doit donner de leur réception au Magistrat qui les lui a adressées.

La deuxième accorde au condamné la faculté de transmettre directement sa requête et ses pièces à la Cour de cassation.

Mais l'envoi qui serait fait directement à la Cour de cassation , par la *partie civile* , ne devrait pas être reçu si sa requête n'était pas signée d'un Avocat attaché à cette Cour.

II. Ainsi , le Grand-Juge Ministre de la Justice transmet à la Cour de cassation , dans les vingt-quatre heures , les pièces qui lui sont adressées , et il en accuse la réception au Magistrat qui les lui a transmises , afin de mettre ce Magistrat à même d'instruire le réclamant que ses pièces sont parvenues à leur destination.

Le Code d'instruction criminelle n'ordonne pas cette communication qui était exigée par le Code de brumaire an iv ; mais cette disposition du Code de brumaire an iv n'a pas été rapportée , et elle est commandée par la nature des choses.

III. Lorsque l'Officier du Ministère public qui a fait l'envoi des pièces au Grand-Juge Ministre de la Justice , n'a pas reçu , dans un délai moral , l'avis de leur arrivée , il doit en faire la réclamation soit aux diligences , soit au Bureau de la Poste qu'il a chargé de leur expédition ; et à cet effet il doit prendre charge du paquet qu'il leur confie.

La Cour de cassation devant prononcer sur le recours aussitôt que le Grand-Juge Ministre de la Justice lui a transmis les pièces , et au plus tard dans le mois , le parti le plus sûr que le réclamant ait à prendre pour s'assurer que sa défense parviendra en temps utile , est de faire , dans le délai qui lui est accordé par l'art. 422 , le dépôt de ses pièces au greffe du Tribunal ou de la Cour , qui a rendu le jugement ou l'arrêt.

L'accusé y trouve l'avantage d'en faire opérer la transmission sans frais , et la partie civile celui de ne pas recourir au ministère d'un Avocat à la Cour de cassation , qui peut être absent lorsque les pièces lui arrivent , ou qui peut ne les recevoir qu'après qu'il a été prononcé sur le recours.

ARTICLE CCCCXXV.

La Cour de cassation , en toute affaire criminelle , correctionnelle ou de police , pourra statuer sur le recours en cassation , aussitôt après

l'expiration des délais portés au présent Chapitre, et devra y statuer ; dans le mois au plus tard, à compter du jour où ces délais seront expirés.

OBSERVATIONS.

• Quoique cet article soit de simple police, il ne doit pas moins s'exécuter autant que la nature des affaires le comporte.

• Il n'aurait pas été prononcé dans le mois sur le recours, qu'il n'en résulterait aucune fin de non-recevoir ni en faveur ni contre le recours.

Le seul bon sens dit qu'il doit en être ainsi.

On n'a jamais fait une autre application de l'art. 452 du Code de brumaire an IV, qui renfermait déjà la même disposition.

La Cour de cassation s'est toujours, au surplus, fait un devoir rigoureux de suivre autant qu'il lui a été possible ce que prescrit cet article.

Les recours devant être moins fréquens à l'avenir, elle se trouvera plus à même encore de s'y conformer.

ARTICLE CCCCXXVI.

La Cour de cassation rejettera la demande ou annulera l'arrêt ou le jugement, sans qu'il soit besoin d'un arrêt préalable d'admission.

OBSERVATIONS.

I. En matière civile, le demandeur en cassation doit faire admettre son pourvoi par la Section des requêtes, pour être autorisé à porter sa réclamation à la Section civile.

Si la requête n'est pas admise, le recours se trouve définitivement rejeté, l'arrêt attaqué doit recevoir sa pleine exécution.

II. Il n'en est pas de même en matière criminelle, correctionnelle et de police ; le recours est porté, sans intermédiaire, à la Section criminelle de la Cour de cassation, qui statue, soit par le rejet de la requête, soit par l'annulation du jugement.

Si le recours est rejeté, le condamné n'a plus d'espoir que dans la clémence de Sa Majesté, sauf la révision dans les cas déterminés par la loi.

III. Lorsque le jugement ou l'arrêt est annulé, l'affaire doit être renvoyée devant une autre Cour ou devant un autre Tribunal de même qualité que celui qui a prononcé le jugement ou l'arrêt annulé.

La Cour de cassation doit indiquer dans son arrêt, et d'après une délibération spéciale prise dans la Chambre du Conseil, la Cour ou le Tribunal auquel l'affaire doit être renvoyée, sauf les modifications résultant des dispositions de l'art. 429.

IV. Le Code d'instruction criminelle n'exige pas que le Défendeur à la cassation soit *cité* ; c'est à lui à surveiller ses intérêts, ce qui lui est facile à faire, puisque les registres du Greffe sur lesquels les recours en cassation doivent être inscrits, lui sont ouverts. (*Art. 417.*)

V. Mais il ne faut pas conclure de cette faculté qui est accordée à la partie qui a gagné sa cause, de s'assurer qu'il y a eu recours de la part du condamné, qu'elle ne puisse revenir par opposition contre l'arrêt qui a prononcé, par défaut contre elle, l'annulation du jugement.

ARTICLE CCCCXXVII.

Lorsque la Cour de cassation annulera un arrêt ou un jugement rendu soit en matière correctionnelle, soit en matière de police, elle renverra le procès et les parties devant une Cour ou un Tribunal de même qualité que celui qui aura rendu l'arrêt ou le jugement annulé.

OBSERVATIONS.

I. Lorsqu'EN matière correctionnelle et de police, la Cour de cassation annule l'arrêt ou le jugement qui lui est dénoncé, le renvoi de l'affaire doit nécessairement être fait devant une autre Cour ou un autre Tribunal de même qualité que celui qui a rendu l'arrêt ou le jugement attaqué.

Mais il est d'autres règles à suivre dans le cas d'annulation en matière criminelle.

Elles se trouvent mentionnées dans l'art. 429 et les suivans.

II. En matière correctionnelle et de police, la Cour de cassation ne doit prononcer que sur l'instruction faite par la Cour ou par le Tribunal qui a rendu le jugement et sur le jugement en lui-même, à moins qu'elle n'ait à statuer sur la *compétence*.

En matière criminelle, au contraire, la Cour doit juger *toutes* les parties de l'instruction, à partir de l'arrêt de renvoi.

III. Cependant ; en matière correctionnelle et de police, la Cour de cassation pourrait puiser ses motifs d'annulation dans le jugement de première instance, s'il se trouvait vicié d'une nullité qui aurait été opposée en appel et à laquelle la Cour ou le Tribunal d'appel ne se serait point arrêté, parce qu'alors, la Cour ou le Tribunal d'appel se serait rendu propres les contraventions qui viciaient le jugement de première instance ; et, par suite, l'annulation de l'arrêt ou du jugement attaqué

devrait être prononcée, lors même qu'il serait intrinsèquement revêtu de toutes les formalités prescrites.

Mais ce ne serait, dans ce cas-là même, que l'arrêt ou le jugement qui devrait être annulé; le renvoi de l'affaire devrait être fait à une autre Cour ou à un autre Tribunal, pour procéder sur l'appel.

Il faut néanmoins excepter de cette règle générale, le cas d'annulation pour cause d'incompétence; car, lorsque la Cour de cassation annule pour cette cause, elle doit renvoyer devant les Juges compétens. (*Art 429, cinquième alinéa.*)

IV. L'article 427 ne dit pas en termes exprès que la Cour de cassation a le choix du Tribunal auquel elle fait le renvoi, lorsqu'elle annule en matière correctionnelle ou de police; mais cet article n'apporte aucune restriction au choix que la Cour peut faire en se conformant aux dispositions de l'art. 430.

V. L'article 434 est de même applicable à toutes les matières, en ce qu'il autorise la Cour de cassation à n'annuler qu'une partie de l'arrêt, lorsque la nullité ne vicie qu'une ou quelques-unes de ses dispositions.

Cet article ne s'occupe spécialement, à la vérité, dans ses deux premières parties, que des arrêts rendus en matière *criminelle*; mais dans sa dernière, il renferme une disposition générale.

Il n'y a pas en effet de motifs pour établir une différence, sous ce rapport, entre les matières criminelles, correctionnelles et de police.

La disposition de l'art. 434 est dans les principes d'une bonne législation; il n'est pas proposable en effet d'autoriser l'annulation pour *le tout* d'un arrêt ou d'un jugement, et d'ordonner, par suite, qu'une procédure sera *recommencée* à grands frais, par la raison qu'il s'y trouve une disposition vicieuse, lorsque cette disposition ne tient pas à la substance de l'arrêt ou du jugement annulé.

VI. La seule question sur laquelle doit porter l'examen de la Cour de cassation, lorsqu'il s'agit de décider si le jugement doit être annulé pour *le tout*, ou seulement pour *partie*, est celle de savoir si la disposition de l'arrêt ou du jugement sur laquelle porte la nullité, peut influer directement ou indirectement sur ses autres dispositions.

VII. Si la nullité résulte de l'incompétence ou d'un vice inhérent à l'instruction, et non pas seulement d'une disposition *indépendante*, il y a lieu à l'annulation du jugement pour *le tout*, lors même qu'il serait régulier dans toutes ses autres parties, parce que l'annulation d'un des actes de l'instruction emporte nécessairement celle de tout ce qui a suivi. (*Art. 408.*)

VIII. La loi du 16 septembre 1807 exige bien que le renvoi de l'affaire soit fait à un autre Tribunal, dans le cas d'annulation du jugement; mais elle ne dit pas que

le renvoi sera fait *pour le tout*, lorsque l'annulation ne portera que sur quelques-unes des dispositions du jugement.

Si la loi du 16 septembre 1807 ne devait pas recevoir cette explication, l'art. 434 du Code d'instruction criminelle ne porterait pas que la Cour de cassation n'annulera qu'une *partie* de l'arrêt, lorsque la nullité ne viciera que quelques-unes de ses dispositions.

IX. Il n'y a pas lieu à faire le renvoi de l'affaire à un autre Tribunal, lorsque l'annulation n'est prononcée que *dans l'intérêt de la loi*; mais ce cas est le seul excepté.

X. Les arrêts de la Cour de cassation n'acquièrent le caractère de la chose jugée, lorsqu'ils annulent dans l'intérêt des parties, que lorsqu'il est intervenu un jugement conforme qui n'a pas été attaqué.

Si le Tribunal auquel l'affaire a été renvoyée, décide comme l'avait fait celui dont le jugement a été annulé, la Cour de cassation prononcerait l'annulation du nouveau jugement, que son second arrêt n'aurait pas encore acquis, pour cela, le caractère d'irrévocabilité.

Ce n'est que lorsque le Gouvernement a prononcé par forme de règlement d'administration publique, sur la seconde ou sur la troisième demande en cassation, qu'il n'y a plus à revenir.

XI. La loi du 16 septembre 1807 mérite d'être connue; elle porte :

ART. I.^{er} « Il y a lieu à interprétation de la loi, si la Cour de cassation annule
» deux arrêts ou jugemens en dernier ressort, rendus dans la même affaire entre
» les mêmes parties, et qui ont été attaqués par les mêmes moyens.

ART. II. » Cette interprétation est donnée dans la forme des réglemens d'administration publique.

ART. III. » Elle peut être demandée par la Cour de cassation avant de prononcer
» le second arrêt.

ART. IV. » Si elle n'est pas demandée, la Cour de cassation ne peut rendre le
» second arrêt que les Sections réunies, et sous la présidence du Grand-Juge.

ART. V. » Dans le cas déterminé en l'article précédent, si le troisième arrêt est
» attaqué, l'interprétation est de droit, et il sera procédé comme il est dit à
» l'art. II. »

ARTICLE CCCCXXVIII.

Lorsque la Cour de cassation annulera un arrêt rendu en matière criminelle, il sera procédé comme il est dit aux sept articles suivans.

OBSERVATIONS.

Cet article ne renferme aucune disposition législative : il se borne à indiquer ceux qu'il faut consulter sur la manière de procéder, dans le cas d'annulation des arrêts en matière criminelle.

Il renvoie aux art. 429, 430, 431, 432, 433, 434 et 435.

L'art. 429 prévoit les différens cas d'annulation, et il détermine, d'après chacun d'eux, à quelle Cour ou à quel Tribunal le renvoi doit être fait.

L'art. 430 autorise la Cour de cassation à faire le choix de la Cour ou du Tribunal chargé d'instruire et de juger sur le renvoi : il indique le mode de procéder à ce choix.

L'art. 431 interdit aux Juges d'instruction établis dans le ressort de la Cour dont l'arrêt a été annulé, le pouvoir de faire aucun acte pour compléter l'instruction à recommencer.

L'art. 432 charge la Cour Impériale à laquelle est fait le renvoi, de désigner, dans son ressort, la Cour d'Assises qui doit procéder au jugement, lorsque les vices de l'instruction ont été réparés.

L'art. 433 détermine les formalités à observer, lorsqu'il y a des *complices* qui n'ont pas été mis en accusation avant l'arrêt de renvoi.

L'art. 434 trace la marche à suivre par la Cour d'Assises, lorsque l'annulation a été prononcée pour fausse application de la loi pénale, et indique ce qu'il convient de faire lorsque l'annulation ne frappe que sur une partie de l'arrêt.

Enfin, l'art. 435 règle la manière dont l'accusé doit être traduit devant la nouvelle Cour ou le nouveau Tribunal auquel est fait le renvoi.

ARTICLE CCCCXXIX.

*La Cour de cassation prononcera le renvoi du procès ; savoir ,
Devant une Cour Impériale autre que celle qui aura réglé la compétence et prononcé la mise en accusation , si l'arrêt est annulé pour l'une des causes exprimées en l'art. 299 ;*

Devant une Cour d'Assises autre que celle qui aura rendu l'arrêt , si l'arrêt et l'instruction sont annulés pour cause de nullités commises à la Cour d'Assises ;

Devant un Tribunal de première instance , autre que celui auquel aura appartenu le Juge d'instruction , si l'arrêt et l'instruction sont annulés aux chefs seulement qui concernent les intérêts civils : dans ces cas , le Tribunal sera saisi sans citation préalable en conciliation.

Si l'arrêt et la procédure sont annulés pour cause d'incompétence, la Cour de cassation renverra le procès devant les Juges qui en doivent connaître, et les désignera : toutefois, si la compétence se trouvait appartenir au Tribunal de première instance où siège le Juge qui aurait fait la première instruction, le renvoi sera fait à un autre Tribunal de première instance.

Lorsque l'arrêt sera annulé, parce que le fait qui aura donné lieu à une condamnation se trouvera n'être pas un délit qualifié par la loi, le renvoi, s'il y a une partie civile, sera fait devant un Tribunal de première instance, autre que celui auquel aura appartenu le Juge d'instruction; et, s'il n'y a pas de partie civile, aucun renvoi ne sera prononcé.

OBSERVATIONS.

I. LORSQUE c'est l'arrêt de mise en accusation qui est annulé pour l'une des causes mentionnées dans l'art. 299, le renvoi doit être fait devant une *Cour Impériale*, autre que celle qui a rendu l'arrêt; de sorte que lors même qu'il serait établi plusieurs Chambres d'accusation dans la même Cour Impériale, ce serait toujours à une autre Cour Impériale que le renvoi devrait être fait.

Ce serait également le cas du renvoi à une autre Cour Impériale, lors même que l'arrêt de mise en accusation aurait été annulé pour *toute autre* cause.

II. L'arrêt de mise en accusation et de renvoi devrait être annulé s'il n'était pas *motivé*, ou s'il était constaté que quelques-uns des Juges qui l'ont rendu, n'ont pas assisté à *toutes* les séances. (*Art. 7 de la loi du 20 avril 1810.*)

Cet article renferme la même disposition que l'article 429 du Code d'instruction criminelle, relativement au renvoi à faire à une autre Cour Impériale.

III. La deuxième disposition de l'art. 429 s'explique d'elle-même.

Lorsque la nullité procède du fait de la Cour d'Assises, le renvoi doit être fait à une autre Cour d'Assises; c'est-à-dire, à celle d'un autre département; c'est tout ce qu'exige l'art. 429 qui ne porte pas que le renvoi sera fait devant une Cour d'Assises établie dans le ressort d'une autre Cour Impériale.

Cependant, toutes les Cours d'Assises établies dans le ressort d'une même Cour Impériale, en sont des émanations, puisque c'est toujours un de ses Membres qui doit les présider, et qu'elles peuvent même être composées en totalité de Magistrats de cette Cour; il semble dès-lors plus convenable de renvoyer à une Cour d'Assises établie dans un autre ressort.

Cela rentre mieux dans les vues du Législateur, qui n'a pas voulu que le renvoi fût fait au Tribunal de première instance auquel appartient le Juge d'instruction

qui a fait les premières poursuites, quand même le Tribunal serait composé de plusieurs Sections, et que l'affaire pourrait être portée à une autre que celle à laquelle le Juge d'instruction se trouve attaché.

IV. L'art. 429 ne s'occupe pas des irrégularités qui ont pu se commettre dans l'instruction préliminaire au renvoi fait par la Chambre du Conseil à la Chambre d'accusation ; et cela devait être ainsi, puisque l'art. 408 n'a pas mis ces irrégularités au nombre de celles qui doivent faire prononcer la nullité de l'arrêt de condamnation.

V. Le Législateur a dû prévoir ce qu'il convenait de faire dans le cas où l'arrêt ne serait annulé qu'aux chefs concernant les intérêts civils des parties ; et c'est ce qu'il a fait dans la troisième disposition de l'art. 429 ; il a ordonné que dans ce cas le renvoi soit fait devant un Tribunal de première instance, autre que celui auquel aura appartenu le Juge d'instruction, qui a été chargé des premières poursuites.

VI. Pour saisir le Tribunal auquel est fait le renvoi, il n'est pas nécessaire de citation préalable en *conciliation*, quoique l'affaire devienne purement *civile*.

VII. Le Code ne dit pas si le Tribunal de première instance saisi par le renvoi, doit prononcer en premier ou en dernier ressort ; il laisse les choses dans les termes du droit commun ; de sorte que le premier ou le dernier ressort dépend de la valeur des objets réclamés.

VIII. Par sa quatrième disposition, l'art. 429 indique le mode de renvoi à faire dans le cas d'annulation de l'arrêt pour cause d'*incompétence*.

Lorsque la Cour de cassation motive son arrêt d'annulation sur l'incompétence, elle doit renvoyer devant les Juges *compétens* et les *désigner*, afin d'éviter qu'il s'élève de nouvelles difficultés sur la compétence.

Le renvoi qui est fait par la Cour de cassation donne attribution à la Cour ou au Tribunal indiqué ; de telle sorte que la Cour ou le Tribunal saisi par suite du renvoi, est tenu d'instruire et de juger, sans se permettre de renvoyer à un autre Tribunal, sous quelque prétexte que ce soit. C'est ce que la Cour de cassation a jugé, le 12 septembre 1811, au rapport de M. Schwent, sur les conclusions de M. le Procureur-Général.

Cependant, si l'affaire changeait de nature et que le délit prît un caractère tellement grave, par le résultat des nouvelles informations, que le fait qui ne présentait qu'un délit, lorsque l'arrêt de la Cour de cassation est intervenu, se trouvât constituer un crime, les choses n'étant plus entières, l'affaire sortirait de l'application de l'arrêt du 12 septembre 1811.

IX. Nous avons fait observer que la Cour de cassation ne peut renvoyer l'affaire au Tribunal auquel a appartenu le Magistrat qui a fait la première instruction.

Si la Cour de cassation avait prononcé, par inadvertence, un pareil renvoi, le

Tribunal indiqué devra en donner avis au Procureur-Général de la Cour de cassation, afin que l'erreur fût rectifiée.

X. Il importe peu que le Juge qui a fait la première instruction ne soit plus membre du Tribunal; il suffit que ce soit un membre du Tribunal qui ait fait la première instruction, lors même que le Tribunal serait composé de plusieurs Chambres.

XI. L'art. 429 ne défend pas de faire le renvoi de l'affaire à un des Tribunaux du ressort de la même Cour Impériale; il semble même autoriser ce renvoi, puisqu'il se borne à dire que dans le cas d'annulation pour cause d'incompétence, la Cour de cassation renverra l'affaire devant les Juges qui doivent en connaître.

Cela pourrait néanmoins avoir des inconvénients; car la même Cour Impériale dont l'arrêt serait annulé, pourrait avoir à prononcer de nouveau sur le même fait sur lequel elle aurait déjà émis son opinion.

Le moyen de tout concilier, c'est que la Cour de cassation prononce par voie de régleme de Juges, et qu'elle fasse le renvoi à un Tribunal de première instance pris hors du ressort de la Cour Impériale dont l'arrêt se trouve annulé.

XII. L'art. 429 décide enfin que si l'arrêt est annulé, parce que le fait qui a donné lieu aux poursuites ne constitue pas un délit qualifié par la loi, il ne doit être fait aucun renvoi lorsqu'il n'y a pas de partie civile en cause; et que s'il y a partie civile, le renvoi doit être fait devant un Tribunal de première instance, autre que celui auquel a appartenu le Juge d'instruction, afin qu'il y soit prononcé sur les intérêts civils des parties.

XIII. Si le fait imputé au prévenu ne constituait qu'une *contravention*, n'y aurait-il lieu à prononcer aucun renvoi, s'il n'y avait pas de partie civile en cause?

Le Législateur a-t-il pensé que le prévenu a été suffisamment puni de la contravention qui lui est imputée, lorsqu'il a subi toutes les angoisses d'une instruction criminelle, pour raison d'une simple contravention?

L'art. 429 ne renferme-t-il pas, pour ce cas particulier, une dérogation aux dispositions de la loi du 16 septembre 1807?

Nous serions disposés à le croire : l'art. 429 s'étant servi restrictivement du mot *délit*, qui dans le langage du Code ne peut s'appliquer qu'à un fait qui serait de nature à emporter des peines correctionnelles.

Cependant le Code d'instruction criminelle s'est quelquefois servi du mot *délit* dans un sens *générique*; et on peut très-bien soutenir que c'est dans ce sens qu'il l'a employé dans l'art. 429.

XIV. La disposition de l'art. 429, qui défend de prononcer le renvoi de l'affaire lorsqu'il n'y a pas de partie civile en cause et que le fait ne constitue pas un *délit*, est-elle applicable au cas où il y a *prescription*, *amnistie* ou *chose jugée*?

Pour décider cette question, les termes de l'art. 429 sont précieux à consulter ; les voici :

« Lorsque l'arrêt sera annulé, parce que le fait qui aura donné lieu à une condamnation se trouvera n'être pas un *délit qualifié par la loi*. »

Lorsqu'il y a chose jugée, et que, par le résultat du jugement qui l'établit, il a été déclaré que le fait imputé au prévenu *ne constitue pas un délit*, la chose jugée rentre naturellement dans l'application de l'art. 429, et dès-lors il n'y a lieu à aucun renvoi.

Mais s'il n'y avait eu chose jugée que relativement à la *culpabilité* du prévenu, il faudrait distinguer le cas où l'accusé la ferait résulter d'un jugement *définitif* dont l'appel ou le recours en cassation ne serait pas recevable, de celui où la non culpabilité du prévenu aurait été déclarée *par une ordonnance de la Chambre du Conseil, ou par un arrêt de la Chambre d'accusation*.

Dans ce dernier cas, la déclaration de culpabilité n'étant que *provisoire*, il n'y a pas chose jugée ; car la chose jugée ne peut s'établir que par un jugement *définitif* et en dernier ressort.

Mais lorsqu'il y a réellement chose définitivement jugée en dernier ressort, et que la Cour de cassation le reconnaît ainsi, il n'y a pas plus lieu à renvoi, que lorsque la prévention porte sur un fait qui ne constitue ni crime, ni délit, ni contravention.

XV. Mais la Cour de cassation ne pourrait se dispenser de renvoyer, dans le cas d'annulation pour cause de *prescription* ; car la prescription n'empêche pas que le fait imputé au prévenu soit réellement un délit qualifié par la loi ; elle peut bien opérer l'acquiescement du prévenu, mais elle ne peut changer le caractère du fait.

Le Code d'instruction criminelle n'a pas autorisé la Cour de cassation à juger, sans renvoi, la question de prescription.

Lorsque la Cour de cassation adopte ce moyen, elle se trouve en opposition, sur un point de droit, avec la Cour qui n'y a pas eu d'égard.

Elle doit dès-lors faire le renvoi de l'affaire à une autre Cour, pour que la question y soit discutée et jugée de nouveau, sauf le recours contre l'arrêt ou le jugement qui doit intervenir, et sauf à être procédé sur le nouveau recours conformément aux dispositions de la loi du 16 septembre 1807.

XVI. Il y a plus de difficulté dans le cas d'*amnistie* ; car un délit annisté n'est plus un délit aux yeux de la loi ; et l'art. 429 porte qu'il n'y aura pas lieu à renvoi, lorsque le fait ne se trouvera pas être un *délit qualifié par la loi*.

On peut dire, en effet, qu'au moment où la Cour de cassation se trouve saisie, le fait imputé au prévenu n'est plus un délit, puisque l'amnistie en a fait disparaître la culpabilité.

XVII. Cependant, comme la Cour de cassation peut n'avoir pas fait une juste application de l'amnistie au fait imputé au prévenu, et que la loi peut recevoir une interprétation différente de celle qu'elle lui a donnée, il faut décider comme dans le cas de prescription : car le renvoi doit être prononcé toutes les fois qu'il peut y avoir lieu à l'interprétation de la loi, qui est réservée à la Puissance souveraine.

XVIII. Si le fait imputé au prévenu ne cessait de constituer un crime ou un délit que par la *moralité* de l'action, comme le fait par lui-même constituerait réellement un crime ou un délit *qualifié par la loi*, l'art. 429 resterait sans application.

Si dans le cas de renvoi, la Cour ou le Tribunal saisi se déclare incompétent, d'après les mêmes motifs que la Cour ou le Tribunal qui a rendu l'arrêt ou le jugement annulé, c'est le cas de se conformer aux dispositions de la loi du 16 septembre 1807.

XIX. Lorsque la Cour de cassation prononce l'annulation de l'arrêt ou du jugement, sur le motif que le délit a été mal qualifié, et lorsqu'elle fait, en conséquence, le renvoi de l'affaire à une autre Cour ou à un autre Tribunal, elle doit le faire d'après les règles suivantes.

Si la Cour pense que le fait constitue la prévention d'un *crime*, elle doit ordonner le renvoi, soit à la Chambre d'accusation d'une autre Cour Impériale, soit à une autre Cour d'Assises que celle qui a jugé, suivant que l'annulation porte sur l'arrêt de mise en accusation, ou sur l'arrêt de condamnation.

Si elle pense que le fait ne constitue pas la prévention d'un *crime*, quand même l'instruction aurait été faite par la voie criminelle, et que l'arrêt de condamnation serait émané d'une Cour d'Assises, ce serait à un Tribunal de première instance que le renvoi devrait se faire; mais il ne pourrait l'être, en aucun cas, au Tribunal auquel a appartenu le Magistrat qui a fait la première instruction.

XX. L'art. 429 n'autorise pas spécialement la Cour de cassation, lorsqu'elle prononce l'annulation d'un jugement, à ordonner que son arrêt soit imprimé, et transcrit sur les registres du Tribunal dont le jugement est annulé; mais il ne rapporte pas les dispositions de l'art. 22 de la loi du premier décembre 1790, qui l'a prescrit, et cette loi doit dès-lors continuer à recevoir son exécution.

Un arrêté du deuxième jour complémentaire de l'an vi, a même autorisé le Ministre de la Justice à faire imprimer au Bulletin des arrêts de la Cour de cassation, les arrêts de *rejet* et de *règlement de Juges*, qui décident des questions importantes.

XXI. Mais un Tribunal ou même une Cour Impériale qui se permettrait d'ordonner la transcription de son arrêt sur les registres du Tribunal dont le jugement serait annulé, commettrait un excès de pouvoir qui devrait être réprimé.

436 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Cela fut ainsi jugé le 15 frimaire an x, au rapport de M. Sieyes, sur les conclusions de M. Lecoutour ; « attendu, porte l'arrêt, que le Tribunal criminel du département de l'Escant a commis un excès de pouvoir en ordonnant la transcription de » son jugement sur les registres du Tribunal de police correctionnelle d'Auvers. »

On dirait en vain, pour couvrir cette irrégularité, que l'excès de pouvoir n'est pas mis, par le Code d'instruction criminelle, au nombre des ouvertures de cassation ; un pareil excès de pouvoir constitue une véritable *incompétence*.

Il y aurait donc lieu sous l'empire du Code d'instruction criminelle, comme il y avait lieu sous celui du Code de brumaire an iv, à prononcer l'annulation de l'arrêt ou du jugement au chef qui aurait ordonné la transcription, lors même qu'il devrait être maintenu dans ses autres dispositions.

A R T I C L E C C C C X X X.

Dans tous les cas où la Cour de cassation est autorisée à choisir une Cour ou un Tribunal pour le jugement d'une affaire renvoyée, ce choix ne pourra résulter que d'une délibération spéciale, prise en la Chambre du Conseil, immédiatement après la prononciation de l'arrêt de cassation, et dont il sera fait mention expresse dans cet arrêt.

O B S E R V A T I O N S.

I. Il est des cas où la Cour de cassation, lorsqu'elle prononce l'annulation de l'arrêt attaqué, a le choix de la Cour ou du Tribunal auquel elle fait le renvoi.

C'est des cas où ce choix est autorisé, que s'occupe l'article 430. Il exige que l'indication soit le résultat d'une délibération *spéciale* de la Cour de cassation prise en la Chambre du Conseil.

Cette délibération doit être prise immédiatement après la prononciation de l'arrêt, lors même qu'il aurait été rendu par les Sections réunies de la Cour de cassation. (*Arrêt du 27 juin 1811.*)

Il doit en être fait une mention *expresse* dans l'arrêt.

II. Cependant, la Cour ou le Tribunal auquel est fait le renvoi, ne pourrait refuser d'instruire et de juger, sous le prétexte du défaut de mention ; car ce serait de sa part exercer un droit de censure qui ne lui appartient pas.

A R T I C L E C C C C X X X I.

Les nouveaux Juges d'instruction auxquels il pourrait être fait des délégations pour compléter l'instruction des affaires renvoyées, ne pourront être pris parmi les Juges d'instruction établis dans le ressort de la Cour dont l'arrêt aura été annullé.

OBSERVATIONS.

I. Le Code d'instruction criminelle tient fidèlement au principe de ne laisser aux Cours dont l'arrêt est annulé, aucune influence sur la nouvelle instruction qui est à faire; le Législateur a étendu sa prévoyance jusqu'à exclure du pouvoir d'y procéder, les Juges d'instruction qui sont établis dans le ressort de la Cour qui a rendu l'arrêt annulé; de sorte que, s'il y a des délégations à faire, elles doivent être adressées à l'un des Juges d'instruction du ressort de la Cour Impériale à laquelle est fait le renvoi.

II. Il résulte clairement de la disposition de cet article, que le renvoi doit être fait à une autre Cour Impériale que celle dont l'arrêt a été annulé; et, en effet, si dans le cas d'annulation, les Juges d'instruction du ressort de la Cour dont l'arrêt est annulé, sont mis dans l'exclusion de faire aucun acte de leur ministère; il s'ensuit nécessairement que la même Cour Impériale ne peut être appelée à prononcer de nouveau sur une question qu'elle a déjà résolue en sens contraire.

III. L'article 431 établit une règle commune aux matières criminelles et correctionnelles; sa disposition est applicable à tous les cas d'annulation des arrêts rendus par une Cour Impériale.

IV. Par une conséquence du même principe, si c'est un Tribunal de première instance qui a prononcé sur l'appel en matière correctionnelle, les Juges d'instruction établis près le Tribunal dont le jugement est annulé, se trouvent également dans la prohibition.

La prohibition ne porte pas, à la vérité, sur tous les Juges d'instruction du ressort de la Cour Impériale; mais elle porte nécessairement sur tous ceux attachés au Tribunal qui a connu de l'affaire.

Il sera rare sans doute qu'il y ait une nouvelle instruction à faire sur le renvoi en matière correctionnelle; mais il est possible que la chose arrive.

Elle arriverait, par exemple, s'il y avait de nouveaux témoins à entendre de la qualité de ceux que le Code autorise à ne pas comparaître personnellement; et que ces témoins eussent leur résidence dans l'arrondissement du Tribunal dont le jugement aurait été annulé.

ARTICLE CCCXXII.

Lorsque le renvoi sera fait à une Cour Impériale, celle-ci, après avoir réparé l'instruction en ce qui la concerne, désignera, dans son ressort, la Cour d'Assises par laquelle le procès devra être jugé.

OBSERVATIONS.

I. LORSQUE c'est l'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises qui est annulé, c'est à la Chambre d'accusation d'une autre Cour Impériale que le renvoi doit être fait. (*Art. 429, première partie.*)

II. La Chambre d'accusation à laquelle est fait le renvoi, doit commencer par réparer les vices qui ont pu se glisser dans la première instruction.

Elle prononce ensuite sur la mise en accusation du prévenu, et elle fait le renvoi à la Cour d'Assises ou Spéciale qui doit procéder au jugement.

III. La Cour de cassation ne peut faire cette indication, puisqu'il est encore incertain, lorsqu'elle prononce l'annulation de l'arrêt, si le prévenu sera mis en accusation.

L'arrêt par lequel la Cour de cassation renvoie à la Cour Impériale, ne forme aucun préjugé.

IV. C'est toujours à une Cour d'Assises ou Spéciale du ressort de la Cour Impériale, que la Chambre d'accusation doit faire le renvoi, lors même qu'aucune des Cours d'Assises ou Spéciales du ressort, ne serait celle du lieu du délit, ni celle de la résidence habituelle ou momentanée de l'accusé ; il n'est plus question alors d'une compétence légale, mais d'une compétence d'attribution. (*Arrêt du 8 novembre 1811.*)

V. Si la Chambre d'accusation ne voit dans le fait imputé au prévenu, qu'un délit ou qu'une contravention, elle doit indiquer le Tribunal devant lequel l'affaire doit être portée : ce Tribunal doit être également un de ceux du ressort de la Cour Impériale.

Le Code d'instruction criminelle n'a conféré qu'à la Cour de cassation le pouvoir de distraire, par la voie du règlement de Juges, les affaires du ressort d'une Cour Impériale, pour les faire juger dans un autre ressort.

VI. Si la Chambre d'accusation pense, ou que le fait imputé au prévenu ne constitue ni crime, ni délit, ni contravention, ou qu'il ne s'élève pas contre le prévenu des indices suffisants de culpabilité, elle doit déclarer *qu'il n'y a lieu à suivre.*

Le renvoi que lui fait la Cour de cassation lui confère les mêmes droits que si elle avait été directement saisie.

VII. L'arrêt que rend la Chambre d'accusation sur le renvoi, est sujet au recours en cassation, dans les mêmes cas et pour les mêmes motifs que celui qui émane d'une Chambre d'accusation *directement* saisie.

ARTICLE CCCCXXXIII.

Lorsque le procès aura été renvoyé devant une Cour d'Assises, et qu'il y aura des complices qui ne seront pas en état d'accusation, cette Cour commettra un Juge d'instruction, et le Procureur-Général, l'un de ses Substituts, pour faire, chacun en ce qui le concerne, l'instruction, dont les pièces seront ensuite adressées à la Cour Impériale, qui prononcera s'il y a lieu ou non à la mise en accusation.

OBSERVATIONS.

I. Si l'annulation prononcée par la Cour de cassation n'a porté que sur l'instruction faite devant la Cour d'Assises ou sur l'arrêt de condamnation, l'affaire doit être renvoyée devant une autre Cour d'Assises que celle dont l'arrêt a été annullé.

Le Code d'instruction criminelle ne dit pas si, dans ce cas, le renvoi peut être fait à une autre Cour d'Assises du ressort de la même Cour Impériale; de sorte qu'il n'y aurait pas de nullité dans l'arrêt à intervenir, si le renvoi avait été fait à une Cour du ressort; cependant, nous pensons qu'il est plus dans les principes que la Cour de cassation désigne une Cour d'Assises prise dans le ressort d'une autre Cour Impériale.

II. Si l'accusé a des complices qui n'aient pas encore été mis en accusation, il faut instruire à leur égard avant que de procéder au jugement de l'accusé principal, afin que dans le cas d'accusation admise, ils soient présentés aux mêmes débats.

L'arrêt de renvoi est attributif de juridiction, non-seulement à l'égard de l'accusé qui a été partie dans l'arrêt de renvoi, mais aussi à l'égard de ses complices.

III. Pour parvenir à la mise en accusation des complices, la Cour d'Assises qui se trouve saisie par suite du renvoi que lui a fait la Cour de cassation, doit déléguer l'instruction à faire, contre eux, à un Juge d'instruction, et le Procureur-Impérial les fonctions du Ministère public à un de ses Substituts.

L'instruction achevée, le Juge d'instruction délégué doit en faire le rapport à la Chambre du Conseil à laquelle il est attaché, en se conformant aux dispositions du Chap. IX, Liv. premier du Code d'instruction criminelle.

Si la Chambre du Conseil est d'avis qu'il y a lieu à suivre contre les complices, elle doit décerner contre eux une ordonnance de prise de corps, et renvoyer l'affaire à la Chambre d'accusation de la Cour Impériale du ressort.

Si les complices sont mis en accusation, il est procédé au jugement de tous les accusés d'après le même débat.

IV. Le Juge d'instruction commis par la Cour d'Assises doit-il être l'un de ceux qui sont attachés au Tribunal civil du lieu où elle tient ses séances ?

L'art. 433 n'a pas restreint le choix de la Cour d'Assises, de sorte que l'on ne peut dire que le Juge d'instruction attaché au Tribunal civil du lieu où siège la Cour d'Assises, ni aucun autre Juge d'instruction, ait été mis dans l'exclusion ; mais il doit être pris dans le département où la Cour d'Assises est établie.

V. C'est à la Cour d'Assises et non pas à son Président que le droit de commettre le Juge d'instruction est délégué.

VI. Le choix fait par la Cour d'Assises doit précéder l'indication à faire par le Procureur-Général, de son Substitut, pour remplir les fonctions du Ministère public près du Juge d'instruction ; car le Substitut du Procureur-Général doit être nécessairement l'un de ceux qui sont établis près le Tribunal où siège le Juge d'instruction commis.

ARTICLE CCCCXXXIV.

Si l'arrêt a été annullé pour avoir prononcé une peine autre que celle que la loi applique à la nature du crime, la Cour d'Assises à qui le procès sera renvoyé, rendra son arrêt sur la déclaration déjà faite par le Jury.

Si l'arrêt a été annullé pour autre cause, il sera procédé à de nouveaux débats devant la Cour d'Assises à laquelle le procès sera renvoyé.

La Cour de cassation n'annulera qu'une partie de l'arrêt, lorsque la nullité ne viciera qu'une ou quelques-unes de ses dispositions.

OBSERVATIONS.

I. Le cas où l'arrêt est annullé pour avoir prononcé une autre peine que celle qui est appliquée par la loi à la nature du délit dont l'accusé a été déclaré convaincu, est le seul où la Cour d'Assises à laquelle est fait le renvoi, soit autorisée à prononcer sur la déclaration déjà faite par le Jury.

Lorsque l'arrêt a été annullé pour toute autre cause, il doit être établi de nouveaux débats.

Cette théorie est simple et d'une facile exécution.

II. Les termes de l'art. 434, *pour autre cause*, n'admettent aucune exception : la déclaration du Jury n'est maintenue que dans le seul cas où la peine prononcée n'a pas été celle qui est indiquée par la loi.

Ainsi, l'annulation de l'arrêt aurait été prononcée pour un simple vice de forme, qu'il n'en devrait pas moins être procédé à de nouveaux débats.

Le motif est que les Cours d'Assises ne sont pas des êtres absolument *passifs*, dans ce qui concerne la culpabilité du prévenu, comme l'étaient les Cours de Justice criminelle sous l'empire du Code de brumaire an iv.

III. Mais ce serait aller trop loin, que d'en induire, que quand il n'a été prononcé aucune peine contre l'accusé déclaré coupable par le Jury, il faut renvoyer à de nouveaux débats.

C'est ce que la Cour a jugé dans l'affaire des femmes Morin, à l'égard de leurs complices, par arrêt du 6 février 1812.

IV. La Cour de cassation ne doit annuler que les dispositions de l'arrêt ou du jugement sur lesquelles porte la nullité, lorsqu'elles sont *indépendantes* de ses autres dispositions; ce qui est applicable aux matières correctionnelles et de police, comme aux matières criminelles.

V. L'article 434 ne dit pas si dans le cas d'annulation *partielle*, il y a nécessité de renvoyer à une autre Cour ou à un autre Tribunal de même qualité.

Mais ne résulte-t-il pas une exception au principe général du renvoi, pour ce cas particulier, de la combinaison des deux premières parties de l'art. 434 avec sa troisième?

On peut dire que s'il avait été dans l'intention du Législateur qu'il fût fait renvoi de l'affaire, dans le cas de l'annulation d'une des dispositions *accidentelles* de l'arrêt ou du jugement, le Législateur s'en serait expliqué, comme il l'a fait dans les deux premières parties de cet article?

Il faut convenir cependant que l'art. 434, ne renferme pas une dérogation *spéciale* au principe établi par la loi du 16 septembre 1807; et si la Cour de cassation était autorisée à ne pas *renvoyer*, dans l'espèce, son arrêt se trouverait avoir jugé irrévocablement le point qu'elle aurait décidé.

ARTICLE CCCCXXXV.

L'accusé dont la condamnation aura été annulée, et qui devra subir un nouveau jugement au criminel, sera traduit, soit en état d'arrestation, soit en exécution de l'ordonnance de prise de corps, devant la Cour Impériale ou d'Assises à qui son procès sera renvoyé.

OBSERVATIONS.

I. Cet article détermine le mode d'exécution de l'art. 434.

Si l'ordonnance de prise de corps qui a été décernée contre l'accusé n'a pas été

annulée, il doit être traduit, en exécution de cette ordonnance, devant la Cour d'Assises à laquelle l'affaire est renvoyée.

Si l'ordonnance de prise de corps a été annulée, la Cour de cassation doit ordonner que le prévenu sera traduit en état d'arrestation devant la Chambre d'accusation.

II. L'article 435 ne s'occupe que de la traduction du prévenu devant la Cour Impériale et devant la Cour d'Assises; de sorte que, si le renvoi est fait à un Tribunal correctionnel, il est au pouvoir de la Cour de cassation d'y renvoyer le prévenu, sans employer contre lui cette mesure de rigueur; et que, dans le cas de renvoi à un Tribunal de police, l'accusé doit être mis en liberté.

III. L'article 435 ne s'est occupé que du cas où le renvoi est fait par suite d'annulation d'un arrêt de *condamnation*; il ne peut y avoir lieu à aucune traduction de l'accusé, dans le cas d'annulation de l'ordonnance qui a prononcé son *acquittement*, puisque l'annulation est alors prononcée dans le seul intérêt de la loi.

Mais si l'ordonnance d'acquittement était nulle en soi, pour avoir prononcé l'acquittement de l'accusé sur une déclaration du Jury faite à sa charge, l'accusé devrait demeurer en arrestation.

IV. Si la déclaration du Jury avait été favorable à l'accusé, quand même son acquittement aurait été prononcé par *arrêt* de la Cour, et non par simple *ordonnance* du Président, la condition de l'accusé resterait la même. La forme dans laquelle son acquittement a été prononcé, n'en change pas le caractère.

V. Quoiqu'il n'y ait pas de débats à établir, et que la peine doive être appliquée à l'accusé sur la déclaration existante du Jury, dans le cas d'*absolution* prononcée par l'arrêt annulé, la présence de l'accusé au nouveau jugement peut être dans son intérêt; de sorte qu'il doit être traduit devant la nouvelle Cour, ce qui s'applique naturellement au cas d'*acquittement* de l'accusé, sur une déclaration du Jury faite à sa charge.

VI. La Cour à laquelle le renvoi est fait pour l'application de la peine, peut décider, comme l'a fait la Cour dont l'arrêt est annulé, qu'il y a lieu à prononcer l'acquittement ou l'absolution de l'accusé.

Si la nouvelle Cour le juge ainsi, il doit être procédé dans la forme indiquée par la loi du 16 septembre 1807.

A R T I C L E C C C C X X X V I.

La partie civile qui succombera dans son recours, soit en matière criminelle, soit en matière correctionnelle ou de police, sera condam-

née à une indemnité de cent cinquante francs , et aux frais envers la partie acquittée , absoute ou renvoyée : la partie civile sera de plus condamnée , envers l'Etat , à une amende de cent cinquante francs , ou de soixante-quinze francs seulement si l'arrêt ou le jugement a été rendu par contumace ou par défaut.

Les Administrations ou Régies de l'Etat et les Agens publics qui succomberont , ne seront condamnés qu'aux frais et à l'indemnité.

OBSERVATIONS.

I. Depuis l'installation de la Cour de cassation , jusqu'à la mise en activité de la loi du 14 brumaire an v , la consignation d'amende n'était pas plus exigée en matière *correctionnelle* et de *police* , qu'en matière *criminelle*.

Cette loi déclara le recours en cassation non-recevable , en matière *correctionnelle* et de *police* , lorsque l'amende n'a pas été consignée ; et le Code d'instruction criminelle a maintenu ses dispositions.

La *partie* qui *succombe* dans son recours , doit être condamnée à une amende de cent cinquante ou de soixante-quinze francs , suivant que le jugement ou l'arrêt a été rendu *contradictoirement* ou *par défaut*.

II. L'article 436 ne parle , il est vrai , que de la *partie civile* ; mais comme l'article 420 oblige tous ceux qui se pourvoient en cassation à consigner l'amende , en matière correctionnelle et de police , et que le même article porte que l'amende sera encourue par toutes personnes qui succomberont dans leur recours , il est évident que l'art. 436 n'a pas entendu restreindre sa disposition à la seule partie civile.

Si l'art. 436 n'a parlé que de la partie civile , c'est qu'il renferme une seconde disposition relative à l'indemnité qui doit être accordée à l'accusé ou au prévenu , lorsque son recours est rejeté , ce qui est sans réciprocité.

L'article 436 est encore spécial , pour la partie civile ; sous un autre rapport ; car il en résulte qu'elle doit être condamnée à l'amende et à l'indemnité , dans le cas même où elle succombe sur son recours en matière *criminelle* ; ce qui ne reçoit pas d'application à l'accusé qui n'est pas tenu à la consignation de l'amende , lorsqu'il réclame contre un arrêt qui l'a condamné en matière criminelle.

III. Si l'arrêt n'est annulé que dans une de ses dispositions , l'amende que la partie civile a consignée devra néanmoins lui être restituée : dans ce cas , elle ne devrait même être condamnée à aucune indemnité. Elle pourrait cependant l'être *aux frais* , si son recours n'avait pas été restreint.

IV. Que le jugement ou l'arrêt attaqué ait été rendu *contradictoirement* ou *par défaut* , l'indemnité ne suit pas la progression de l'amende , elle est toujours de cent cinquante francs.

L'amende ne peut non plus excéder la somme de cent cinquante francs ou de soixante-quinze francs, suivant la nature du jugement ou de l'arrêt contre lequel le recours a été exercé.

Si la consignation n'avait pas été faite, l'arrêt qui déclarerait le recours non-recevable, donnerait une action à la Régie de l'Enregistrement et des Domaines, pour en poursuivre le recouvrement.

Le certificat d'indigence n'empêche pas que la partie qui succombe soit condamnée à l'amende; il ne produit d'autre effet que de rendre le pourvoi recevable.

V. Si le recours a été fait à la requête des Administrations ou Régies de l'Etat, et qu'il soit rejeté, l'Administration ou la Régie qui succombe, ne doit pas être condamnée à l'amende; elle doit l'être seulement à l'indemnité et aux frais.

Les termes de l'art. 436, *Administrations ou Régies de l'Etat*, sont les synonymes de ceux-ci : *Les Agens publics, pour affaires qui concernent directement l'Administration et les Domaines ou revenus de l'Etat*, dont le Législateur s'est servi dans l'art. 420.

VI. Nous avons dit sur l'art. 419 ce que l'on doit entendre par jugement ou par arrêt *contradictoire*; nous n'ajouterons qu'un mot, c'est que la Cour de cassation jugea par arrêt du 8 brumaire an ix, que le jugement ou l'arrêt contre lequel il est fait recours est *contradictoire*, lorsque les Défenseurs des parties ont conclu et plaidé, lors même que la partie n'aurait pas *personnellement* comparu, et que par suite le jugement ou l'arrêt n'aurait pas été prononcé en sa présence.

Cet arrêt fut motivé sur ce que :

« La cause avait été entendue contradictoirement entre le Commissaire du Gouvernemenent, au nom de l'Agent forestier, et le Défenseur de Hemmel, qui n'était pas recevable à opposer que le Tribunal aurait dû refuser d'entendre son Défenseur *en son absence*, et par suite, qu'il aurait dû juger la cause par défaut. »

VII. Mais si la partie s'était désistée de son recours, l'arrêt qui lui donnerait acte de son désistement devrait-il la condamner à l'amende et à l'indemnité?

La question se présenta, sous le rapport de l'amende, le 26 janvier 1809, et il fut jugé qu'elle était due.

Il a de même été constamment jugé qu'elle est due, lorsque le réclamant est déclaré non-recevable dans son recours, sur quelque motif que ce soit.

Pourquoi en serait-il autrement de l'indemnité?

L'article 436 les a mis sur la même ligne; il n'a établi d'autre différence entre l'amende et l'indemnité, qu'en ce que l'amende doit être *consignée*, tandis que la consignation de l'indemnité n'est pas exigée.

VIII. Cependant, si l'on recourt à l'art. 25 du Titre IV, première partie du Régle-

ment de 1738, on y voit que si le recours est déclaré non-recevable sur le rapport de la requête en cassation, il n'y a que la condamnation à l'amende qui doit être prononcée; ce qui s'observe encore en matière civile : mais cette disposition est fondée sur ce que la partie qui a gagné sa cause n'a été constituée dans aucune démarche, dans aucun frais, tant que la requête n'a pas été admise; et ce motif cesse en matière criminelle, correctionnelle et de police, par l'effet de l'art. 426 du Code d'instruction criminelle, qui charge la Cour de cassation de prononcer sur le recours, sans qu'il soit besoin d'un arrêt préalable d'admission.

IX. L'Auteur du *Manuel d'instruction criminelle* est d'avis que les Administrations et Régies qui se désistent de leur recours avant que la Cour de cassation ait prononcé, ne doivent pas être condamnées à l'indemnité et aux frais; mais, aux raisons qu'il en donne il manque l'autorité de la loi.

On ne peut pas dire d'ailleurs, que le recours exercé par les Administrations et Régies, n'a occasionné ni démarches ni dépenses à la partie renvoyée ou absoute, puisqu'elle a eu connaissance du recours exercé, par la notification qui a dû lui en être faite, en exécution de l'art. 418.

Les démarches et les frais faits par la partie renvoyée ou absoute, resteraient dès lors en pure perte pour elle.

Les Administrations et Régies doivent avoir sur les lieux des personnes de confiance, qui veillent à ce qu'elles ne s'engagent pas dans des recours qui dégénèrent en vexations, lorsqu'ils ne sont pas fondés.

Le recours en cassation est un remède extrême, dont les Administrations ne doivent faire usage que dans des cas graves; mais il y a des motifs suffisans, quelque peu considérable que paraisse la somme qui fait la matière du procès, lorsqu'il est question du maintien d'une perception autorisée par la loi, à raison des conséquences ruineuses que le jugement pourrait avoir pour le Trésor public.

ARTICLE CCCXXVII.

Lorsque l'arrêt ou le jugement aura été annullé, l'amende consignée sera rendue sans aucun délai, en quelques termes que soit conçu l'arrêt qui aura statué sur le recours, et quand même il aurait omis d'en ordonner la restitution.

OBSERVATIONS.

I. La consignation de l'amende prescrite par les articles 419 et 420, n'est qu'à titre de dépôt : le montant doit en être restitué à celui qui l'a consignée, lorsque l'arrêt ou le jugement attaqué a été annullé, quand même son annulation n'aurait été que *partielle*; ce qui est fondé sur ce que l'amende n'est due que par celui qui s'est témérairement pourvu; et qu'en annullant une des dispositions du juge-

ment ou de l'arrêt qui lui est dénoncé, la Cour de cassation a reconnu que le recours était fondé.

L'art. 437 a poussé si loin sa prévoyance à cet égard, qu'il a ordonné la restitution de la somme consignée, lors même que cette restitution n'aurait pas été ordonnée, ce qui est juste; car, dès qu'elle est encourue de droit par le rejet du pourvoi, elle doit être restituée sans qu'il soit besoin que l'arrêt en contienne une disposition expresse.

II. Mais, pour retirer l'amende consignée, il doit être justifié officiellement au préposé qui en a reçu le dépôt, de l'arrêt qui a prononcé l'annulation du jugement; car il lui faut une pièce comptable, et le simple certificat du Greffier ne peut lui en tenir lieu.

Le Receveur de l'Enregistrement ne pourrait non plus poursuivre le recouvrement de l'amende, sans être porteur d'une expédition authentique de l'arrêt qui a rejeté le recours en cassation.

Le coût de l'arrêt doit donc entrer dans la taxe des frais.

Cependant le Receveur de l'Enregistrement ne serait pas fondé à refuser le paiement qui lui serait offert avant que l'arrêt fût expédié; et il ne pourrait exiger, dans ce cas, les frais d'une expédition qui ne lui aurait pas été délivrée.

III. La restitution de l'amende doit-elle être ordonnée, lorsque la partie et le Ministère public s'étant pourvus, l'annulation de l'arrêt n'a été prononcée que sur le recours du Ministère public? Cette question fut jugée en faveur du réclamant par la Cour de cassation, le 27 février 1808: attendu que, la partie avait obtenu l'objet de sa demande, au moyen du renvoi fait à un autre Tribunal, pour procéder à un nouveau jugement.

IV. Si l'annulation était prononcée dans le seul intérêt de la loi, la partie civile dont le recours aurait été rejeté, ne pourrait obtenir la restitution de l'amende qu'elle aurait consignée, puisqu'alors le recours aurait été *définitivement* rejeté.

V. La difficulté serait plus sérieuse, si les deux parties s'étaient pourvues, et que l'annulation du jugement ou de l'arrêt n'eût été prononcée que sur le recours de l'une d'elles.

Sous l'empire de la loi du 14 brumaire an v, la partie dont le recours était rejeté, était condamnée à l'amende, quoique l'annulation du jugement ou de l'arrêt fût prononcée sur le recours de sa partie adverse, et que l'annulation dût produire l'effet de soumettre à un nouveau jugement toutes les questions décidées par le premier; que conséquemment l'annulation dût également profiter à toutes les parties.

Mais l'art. 437 du Code d'instruction criminelle porte, que lorsque l'arrêt ou le jugement aura été annulé, l'amende consignée sera rendue; ce qui semblerait favoriser le système contraire, si l'on n'y lisait pas de suite ces mots, *en quelques termes*

que soit conçu l'arrêt qui aura statué sur le recours; ce qui ne peut se référer qu'au recours sur lequel l'annulation a été prononcée.

On peut ajouter que l'art. 436 veut qu'il soit accordé une *indemnité* à la partie acquittée, absoute ou renvoyée, lorsque le recours de sa partie adverse est rejeté; ce qui resterait sans exécution, si la partie qui succombe n'était pas condamnée à l'amende, dont l'indemnité n'est que l'accessoire.

VI. Cela semble bien impliquer quelques contradictions avec l'arrêt rendu le 27 février 1803, rapporté sous le N.º 3, puisque le motif de décider fut pris, de ce que tout le procès devait être remis en question devant la nouvelle Cour, et que le même motif se reproduit dans l'espèce du N.º 5; cependant il existe entre les deux cas cette différence remarquable, que si le Ministère public se pourvoit contre le jugement ou contre l'arrêt, il ne le fait pas dans le seul intérêt de la vindicte publique, puisque toute l'instruction en matière criminelle, correctionnelle et de police, doit se faire *à charge et à décharge*; tandis que quand ce sont les parties qui se pourvoient, elles ont chacune des intérêts particuliers à discuter et à défendre.

VII. La Cour de cassation peut donc persister dans la Jurisprudence qu'elle a établie par l'arrêt du 27 février 1803, sans tomber en contradiction avec elle-même ni avec la loi.

ARTICLE CCCCXXXVIII.

Lorsqu'une demande en cassation aura été rejetée, la partie qui l'avait formée ne pourra plus se pourvoir en cassation contre le même arrêt ou jugement, sous quelque prétexte et par quelque moyen que ce soit.

OBSERVATIONS.

Cet article est conçu dans des termes si clairs et si absolus, qu'il n'exige aucune explication.

ARTICLE CCCCXXXIX.

L'arrêt qui aura rejeté la demande en cassation sera délivré dans les trois jours au Procureur-Général près la Cour de cassation, par simple extrait signé du Greffier, lequel sera adressé au Grand-Juge Ministre de la Justice, et envoyé par celui-ci au Magistrat chargé du Ministère public près la Cour ou le Tribunal qui aura rendu l'arrêt ou le jugement attaqué.

OBSERVATIONS.

I. Les art. 427 et 429 ont tracé la marche à suivre lorsque l'arrêt ou le jugement attaqué a été *annulé*.

L'art. 439 indique ce qui doit être fait lorsque le recours a été *rejeté*.

Le Greffier doit remettre, dans les trois jours, au Procureur-Général, un extrait de l'arrêt de rejet, signé de lui; et le Procureur-Général doit transmettre de suite cet extrait au Grand-Juge Ministre de la Justice, qui en fait l'envoi au Magistrat chargé du Ministère public près la Cour ou le Tribunal qui a rendu l'arrêt ou le jugement attaqué.

II. Cet article n'est de simple police que quant au délai: car la transmission de l'arrêt à l'Officier chargé du Ministère public près le Tribunal qui a rendu le jugement, est de rigueur; attendu que le jugement confirmé ne peut être mis à exécution qu'après la réception officielle de l'arrêt de rejet. (*Art. 375.*)

ARTICLE CCCCL.

Lorsqu'après une première cassation le second arrêt ou le jugement sur le fond sera attaqué par les mêmes moyens, il sera procédé selon les formes prescrites par la loi du 16 septembre 1807.

OBSERVATIONS.

I. Les affaires criminelles, correctionnelles et de police se jugent par la Section criminelle de la Cour de cassation, sans arrêt d'admission préalable.

La Cour prononce sur le rapport fait par l'un des Conseillers, après avoir ouï les Avocats des parties et l'un de MM. les Avocats-Généraux.

II. Mais lorsqu'après une première cassation, l'arrêt ou le jugement rendu par la Cour ou par le Tribunal auquel l'affaire a été renvoyée, est attaqué par les mêmes moyens qui ont déterminé la cassation du premier arrêt, il faut se conformer à ce que prescrit la loi du 16 septembre 1807.

Un Commissaire-Rapporteur est nommé comme sur le premier recours, et lorsque la Section s'est assurée, sur le rapport qui lui est fait, que le nouvel arrêt est attaqué par les mêmes moyens que le premier, toutes les Sections de la Cour se réunissent à la Chambre du Conseil, pour décider s'il convient de demander une interprétation dans la forme indiquée par l'art. 2 de la loi citée, ou si l'affaire n'exige pas cette interprétation.

III. Si la Cour décide qu'elle procédera au nouveau jugement, ses trois Sections

sont convoquées pour prononcer, en séance publique, sous la présidence de S. Ex. le Grand-Juge Ministre de la Justice.

L'affaire y est rapportée, plaidée et jugée dans la même forme qu'elle l'a été à la Section criminelle, sur le premier pourvoi.

IV. Si l'arrêt est annulé, il faut un nouveau renvoi, et la nouvelle Cour à laquelle l'affaire est portée peut encore juger comme l'ont fait les deux premières.

V. Sur le recours contre le troisième arrêt, la demande en interprétation devient forcée; l'affaire est dévolue de droit à l'examen du Conseil-d'Etat, qui rend, sous l'approbation de Sa Majesté, une décision dans la forme d'un règlement d'Administration publique, auquel les Cours et les Tribunaux doivent se soumettre.

VI. La Cour de cassation prononce alors, mais pour la forme seulement, soit le rejet du pourvoi, soit le renvoi de l'affaire à une quatrième Cour, suivant l'exigence des cas; car il est possible que la nouvelle Cour à laquelle est fait le renvoi juge encore la cause de la même manière, en se fondant sur *d'autres motifs*; ce qui ne lui est pas interdit.

VII. Si la Cour ou le Tribunal auquel est fait le renvoi méconnaissait ses devoirs au point de juger encore l'affaire de la même manière, sur les mêmes motifs, la Cour de cassation ne devrait pas se borner à prononcer l'annulation de l'arrêt, elle devrait dénoncer la conduite des Juges qui l'auraient rendu, au Grand-Juge Ministre de la Justice.

VIII. Le mode de procéder d'après la loi du 16 septembre 1807, est à-peu-près le même que celui qui existait dans le principe.

Sur le troisième recours, l'affaire était portée au Corps-Législatif qui terminait toutes les contestations par une loi qui émanait de son autorité.

Mais depuis que le Corps-Législatif n'avait plus cette attribution, les affaires ne pouvaient prendre fin que par la lassitude des plaideurs.

Cet état de choses ne pouvait durer.

ARTICLE CCCCXLI.

Lorsque, sur l'exhibition d'un ordre formel à lui donné par le Grand-Juge Ministre de la Justice, le Procureur-Général près la Cour de cassation dénoncera à la Section criminelle des actes judiciaires, arrêts ou jugemens contraires à la loi, ces actes, arrêts ou jugemens pourront être annulés, et les Officiers de police ou les Juges poursuivis, s'il y a lieu, de la manière exprimée au Chapitre III du Titre IV du présent Livre.

OBSERVATIONS.

I. Les dispositions de cet article diffèrent essentiellement de celles de l'art. 442; celui-ci ne reçoit d'application qu'au cas où le jugement n'a pas été attaqué dans le délai, par la voie du recours en cassation, tandis que l'art. 441 s'occupe d'une manière *générale* de tous les actes judiciaires, arrêts ou jugemens contraires à la loi.

II. Ces deux articles diffèrent encore sous un autre rapport bien plus important; car, en vertu de l'art. 442, le Procureur-Général peut d'office, sans attendre qu'il en ait reçu l'ordre du Grand-Juge Ministre de la Justice, donner connaissance à la Section criminelle de la Cour de cassation de l'arrêt ou du jugement rendu en dernier ressort, qui n'a pas été attaqué par la voie du recours en cassation.

Dans le cas de l'art. 441, au contraire, le Procureur-Général près la Cour de cassation ne peut dénoncer les actes judiciaires, arrêts ou jugemens que sur l'ordre exprès du Grand-Juge Ministre de la Justice, dont il doit faire l'exhibition.

III. Mais quoique le réquisitoire du Procureur-Général doive être le résultat de l'ordre qu'il a reçu du Grand-Juge Ministre de la Justice, il n'a l'effet néanmoins que d'une simple dénonciation; de sorte que cela ne dispense pas la Cour d'examiner l'affaire avec la plus sérieuse attention, avant que de prononcer l'annulation de l'acte dénoncé; car l'art. 441 porte seulement que les actes, arrêts et jugemens qui seront dénoncés à la Cour de cassation, *pourront* être annulés, et que les Officiers dont ils sont émanés seront poursuivis *s'il y a lieu*; et non pas que les actes dénoncés *seront annulés* et que les Juges *seront poursuivis*.

IV. Lorsque la dénonciation est faite, la Cour de cassation doit examiner si les actes dénoncés renferment des vices capables d'en faire prononcer l'annulation; c'est-à-dire, s'ils renferment la violation de lois dont l'observation soit prescrite sous peine de nullité.

Ce premier examen fait, la Cour de cassation doit apprécier la conduite tenue par l'Officier de police ou par le Juge dénoncé, afin de savoir s'il y a lieu d'ordonner contre lui des poursuites; car l'annulation de l'acte n'emporte pas nécessairement l'ordre de poursuivre le Juge ou l'Officier de police auquel la nullité peut être imputée.

Si la Cour de cassation pense qu'il y a lieu à poursuite, elle doit procéder de la manière prescrite au Chap. III, Tit. IV, Liv. II du Code d'instruction criminelle.

V. Avant d'ordonner des poursuites contre l'Officier de police ou le Juge dénoncé, la Cour de cassation est autorisée à demander au Magistrat inculpé, quels sont ses moyens de justification.

La raison commande cette mesure de prudence, si la loi ne l'ordonne pas.

VI. Mais l'Officier de police ou le Juge inculpé peut-il être poursuivi, lorsque l'acte dénoncé n'est pas annulé ?

Peut-il l'être pour des faits étrangers à l'acte dénoncé et à sa qualité d'Officier de police ou de Juge ?

Est-ce à la Cour de cassation à ordonner les poursuites, lorsque ce n'est pas un Tribunal entier ou quelques Membres de la Cour Impériale qui se trouvent inculpés ?

VII. La première de ces questions n'est pas la plus difficile : car l'acte dénoncé peut ne pas se trouver infecté d'une nullité qui doive en faire prononcer l'annulation ; et cependant le Magistrat dont il émane peut s'être rendu coupable d'une faute grave pour laquelle il mérite d'être réprimandé ; de même qu'un acte peut être *null*, sans qu'on puisse reprocher au Juge autre chose qu'un simple oubli ou un défaut d'instruction.

La nullité de l'acte est donc indépendante des poursuites qui peuvent être ordonnées.

Donner une autre explication à l'art. 441, ce serait faire dépendre la culpabilité du Juge, du fait *matériel* de la validité de son acte ; ce qui n'a pu entrer dans la pensée du Législateur.

VIII. Mais si les reproches qui peuvent être faits à l'Officier de police ou au Juge, sont étrangers à l'acte dénoncé, les poursuites à faire contre lui doivent-elles être ordonnées conformément aux dispositions de l'art. 441 ?

Le Chap. III du Tit. IV du second livre du Code d'instruction criminelle est divisé en deux sections : l'une relative aux crimes et délits commis par les Juges *dans* l'exercice de leurs fonctions ; et l'autre relative aux crimes et délits qu'ils peuvent commettre *hors* de cet exercice ; d'où l'on peut induire que l'article 441 ayant renvoyé au Chap. III du Tit. IV, *sans restriction*, il a entendu y renvoyer pour tous les cas qui s'y trouvent mentionnés.

Cependant, si l'on prend une lecture attentive des dispositions que renferment les deux sections du Chap. III, on ne voit pas comment elles pourraient simultanément s'exécuter en les rapprochant des dispositions de l'art. 441, entendues dans ce sens, qu'elles attribueraient à la Cour de cassation le droit d'ordonner des poursuites contre les Juges et contre les Officiers de police, pour raison des crimes et délits qui sont étrangers à l'acte ou au jugement dénoncé.

IX. La compétence de la Cour de cassation en cette matière est fixée par les articles 481 et 486, et ces articles ne lui donnent d'attribution que sur les Tribunaux entiers et sur les Membres des Cours Impériales.

Le Code d'instruction criminelle laisse aux Cours Impériales et aux Tribunaux de première instance, le droit d'ordonner des poursuites contre leurs subordonnés dans la hiérarchie judiciaire.

La Cour de cassation est bien autorisée à dénoncer aux Cours Impériales et aux

Tribunaux, les Juges et les Officiers de police qui se sont compromis ; mais le Code d'instruction criminelle n'a pas été plus loin.

Comment donc supposer que dans son article 441, le Code d'instruction criminelle ait entendu donner des attributions plus étendues à la Cour de cassation ?

Si l'art. 441 pouvait présenter de l'équivoque, elle se trouverait levée par les art. 431, 432 et 436.

X. Si l'acte dénoncé est émané d'un Tribunal de commerce ou de première instance, ou d'un Membre de la Cour Impériale, la Cour de cassation faisant droit à la dénonciation qui lui est faite par l'ordre du Grand-Juge, peut ordonner que, conformément aux dispositions du Chapitre III, auquel renvoie l'art. 441, il soit fait des poursuites contre les Magistrats inculpés, si les faits qui leur sont imputés sont relatifs à leurs fonctions, et même lorsqu'ils leur seraient étrangers ; puisque les art. 431 et 436 attribuent ce droit à la Cour de cassation.

Mais la Cour de cassation doit se borner à prononcer sur la validité de l'acte dénoncé, sans s'occuper des poursuites qui peuvent être dirigées contre l'Officier de police ou le Juge inculpé, lorsque ce Juge ou cet Officier n'est pas Membre d'une Cour Impériale, ou que l'acte n'est pas l'ouvrage d'un Tribunal entier ; sauf au Procureur-Général près la Cour de cassation, et à la Cour elle-même, si elle le juge convenable, à *dénoncer* le fait à la Cour ou au Tribunal qui doit en connaître, d'après les règles établies par le Code, mais sans en ordonner la poursuite.

L'article 441 ne porte pas en effet que les Juges *seront* poursuivis, mais qu'ils *pourront* l'être de la manière prescrite au Chap. II, Tit IV, Liv. II, auquel il n'a été rien innové.

XI. Quoique le Juge-de-peace constitue par lui seul le Tribunal de police, comme il ne se trouve pas compris dans la disposition de l'art. 435, et que ses actes peuvent néanmoins être dénoncés à la Cour de cassation, ce n'est pas la Cour de cassation qui doit ordonner de le poursuivre : il rentre dans la classe générale des Officiers de police et des Juges ordinaires.

XII. La dénonciation que fait le Procureur-Général, par suite de l'art. 441, peut porter indifféremment sur tous les actes de jugemens, quand même ils n'auraient pas le caractère du dernier ressort ; ce ne sont même que les actes et les jugemens que les parties ne sont pas recevables à attaquer, qui peuvent en faire l'objet ; car les arrêts et les jugemens en dernier ressort sujets au recours en cassation, contre lesquels aucune des parties ou des Officiers du Ministère public établis près les Cours ou les Tribunaux qui les ont rendus, n'ont réclamé dans le délai, rentrent dans les dispositions de l'art. 442.

Mais dans le cas même de l'art. 442, les Juges qui ont rendu l'arrêt ou le jugement peuvent être poursuivis, d'après l'autorisation qui en est donnée par la Cour ou par le Tribunal auquel le Code en a confié le pouvoir. (*Art. 436, deuxième alinéa.*)

XIII. Il ne faut pas confondre non plus les dispositions de l'art. 441, avec celles de l'art. 82 du Sénatus-Consulte du 14 thermidor an x, qui a pour objet le droit de *censure* et de *discipline* qu'il accorde à la Cour de cassation, sous la présidence du Grand-Juge Ministre de la Justice, sur les Cours Impériales et sur les Magistrats qui les composent.

ARTICLE CCCCXII.

Lorsqu'il aura été rendu par une Cour Impériale ou d'Assises, ou par un Tribunal correctionnel ou de police, un arrêt ou jugement en dernier ressort, sujet à cassation, et contre lequel néanmoins aucune des parties n'aurait réclamé dans le délai déterminé, le Procureur-Général près la Cour de cassation pourra aussi d'office, et nonobstant l'expiration du délai, en donner connaissance à la Cour de cassation : l'arrêt ou le jugement sera cassé, sans que les parties puissent s'en prévaloir pour s'opposer à son exécution.

OBSERVATIONS.

I. Lorsqu'un arrêt ou un jugement définitif a été rendu en dernier ressort, et qu'il n'y a pas eu de recours dans le délai, soit de la part du Ministère public, soit de celle des parties intéressées, et que le Procureur-Général y aperçoit quelques violations de loi, ce Magistrat doit en donner connaissance à la Cour de cassation, c'est-à-dire soumettre l'arrêt ou le jugement à son examen.

Mais le Procureur-Général établi près d'elle, ne peut lui dénoncer d'office que les arrêts ou jugemens définitifs rendus en dernier ressort, et non les simples actes émanés des Officiers de police et des Juges, qui restent tout entiers sous la surveillance immédiate du Grand-Juge Ministre de la Justice. (*Art. 441.*)

II. Lorsque l'annulation de l'arrêt ou du jugement définitif en dernier ressort est prononcée sur le réquisitoire du Procureur-Général, elle ne doit l'être que pour le maintien des principes, et dans l'intérêt de la loi ; l'arrêt ou le jugement annulé n'en conserve pas moins toute sa force à l'égard des parties intéressées ; il vaut transaction pour ce qui les concerne.

III. Doit-il en être de même dans le cas d'annulation des actes et jugemens, par suite des dispositions de l'art. 441 ?

Il faut distinguer le cas où l'annulation porte sur des actes ou des jugemens intervenus dans un procès qui a été jugé en dernier ressort, de celui où elle porte sur des actes ou jugemens intervenus dans un procès encore indécis.

Dans le premier, s'il n'y a pas eu de recours contre l'arrêt ou le jugement définitif en dernier ressort, l'annulation des actes et des jugemens préparatoires et

454 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

d'instruction, ne peut profiter aux parties, dont les droits doivent être réglés par les dispositions de l'art. 442.

Mais si l'annulation portait sur des actes préliminaires et d'instruction, et que l'arrêt ou le jugement définitif ne fût pas encore rendu, leur annulation devrait profiter aux parties; de telle sorte qu'il faudrait considérer comme non-venu l'acte ou le jugement annulé.

Ce serait en effet une chose monstrueuse, qu'un acte annulé qui donnerait lieu à des poursuites contre l'Officier de police ou le Juge qui l'aurait fait, pût servir de base à un arrêt de condamnation, et que, sans avoir égard à l'annulation de cet acte, l'arrêt de condamnation qui serait intervenu *depuis* et qui en aurait été le *résultat*, pût être exécuté.

IV. L'article 442 n'autorise le Procureur-Général à dénoncer à la Cour de cassation que les jugemens et les arrêts dans lesquels il se trouve une violation ouverte de la loi, et non plus comme le faisait l'art. 88 de la loi du 27 ventôse an VIII, les jugemens et arrêts dans lesquels il remarquerait un simple excès de pouvoir de la part des Juges qui les ont rendus : l'excès de pouvoir n'est en effet une ouverture suffisante de cassation, que lorsqu'il se rattache à l'incompétence.

V. Il n'appartient qu'au Grand-Juge Ministre de la Justice de donner l'ordre au Procureur-Général près la Cour de cassation, de dénoncer à cette Cour les actes judiciaires et les jugemens contraires à la loi; et il n'appartient également qu'au Procureur-Général près la Cour de cassation de requérir l'annulation des arrêts ou jugemens définitifs, lorsque les parties intéressées n'usent pas de la faculté que leur accorde l'art. 486.

Ainsi la Cour de cassation ne pourrait s'occuper de la dénonciation qui lui serait faite par les Procureurs-Généraux ou Impériaux des Cours Impériales ou des Tribunaux de première instance, des actes et des jugemens dont s'occupe l'art. 441.

Cependant, si dans l'examen d'un procès, la Cour de cassation s'apercevait qu'il y eût des reproches graves à faire à un Tribunal, à des Juges, et même à des Officiers du Ministère public, de la qualité de ceux qui sont mentionnés dans l'art. 479, elle pourrait d'*office* ordonner des poursuites contre eux. (Art. 494.)

Mais la Cour de cassation n'use de ce pouvoir discrétionnaire qu'avec la plus grande circonspection, à raison des suites qui sont le résultat nécessaire d'une pareille mesure.

VI. Si les parties intéressées avaient réclamé dans le délai contre le jugement ou contre l'arrêt définitif en dernier ressort, et qu'elles fussent déclarées non-recevables dans leur recours, pour défaut de consignation d'amende, ou pour n'avoir pas rempli les formalités prescrites par la loi, le recours qu'elles auraient fait dans le délai n'apporterait pas d'obstacle à ce que le Procureur-Général près la Cour de cassation requît d'*office*, et dans l'intérêt de la loi, l'annulation du jugement ou du l'arrêt, s'il renfermait quelques violations de lois.

Soutenir une opinion contraire, ce serait prêter aux termes de l'art. 442 un sens qu'ils ne peuvent comporter; car, lorsque le Législateur a dit que quand aucune des parties n'a fait de recours dans le délai, le Procureur-Général dénoncera, il a évidemment entendu parler d'un recours régulier, sur lequel la Cour de cassation ait été mise à même de statuer.

VII. S'il avait été prononcé sur le recours des parties ou sur celui du Ministère public, et que l'arrêt ou le jugement dénoncé eût été confirmé, le Procureur-Général près la Cour de cassation ne serait pas recevable à se pourvoir contre l'arrêt ou le jugement, par la raison qu'il aurait été entendu sur l'arrêt de rejet, par son organe ou par celui de l'un de MM. les Avocats-Généraux, et qu'il ne pourrait remettre en question ce qui aurait été jugé contradictoirement avec lui.

Le Procureur-Général ne peut pas, à la vérité, sur le recours des parties ni sur celui de l'Officier du Ministère public établi près la Cour ou le Tribunal qui a rendu l'arrêt ou le jugement, requérir l'annulation de l'arrêt ou du jugement, dans l'intérêt de la loi; mais il peut faire valoir tous les moyens de cassation qui peuvent se présenter, et requérir l'annulation de l'arrêt ou du jugement attaqué; ce qui revient au même pour le maintien des principes, et produit le même effet que si l'annulation était prononcée dans l'intérêt de la loi.

Ce que la Cour de cassation n'aurait pas cru devoir faire sur le recours des parties et dans leur intérêt, elle ne le ferait certainement pas dans l'intérêt de la loi, sur le recours du Procureur-Général; elle se garderait de tomber ainsi en contradiction avec elle-même.

VIII. Ce n'est pas cependant une règle sans exception, que celle qui veut que, s'il y a recours de la part de l'Officier du Ministère public ou des parties, l'annulation de l'arrêt ou du jugement ne puisse être prononcée dans l'intérêt de la loi: la Jurisprudence a admis un tempérament que le Code d'instruction criminelle n'a pas condamné, et que dès-lors il a tacitement maintenu.

Cette exception est puisée dans des principes d'humanité qui sont ceux d'une bonne législation; elle consiste à ne pas annuler l'arrêt ou le jugement sur le recours du condamné, lorsque l'annulation doit aggraver sa condition.

Ainsi, par exemple, si l'arrêt n'a prononcé que la peine des fers, lorsque la peine de mort aurait dû être appliquée, la Cour n'annule pas, pour fausse application de la peine, sur le recours du condamné, si le Procureur-Général attaché à la Cour qui a rendu l'arrêt, ne s'est pas lui-même pourvu dans le délai utile; mais cette faveur accordée au condamné n'empêche pas que sur la réquisition du Procureur-Général près la Cour de cassation, et dans l'intérêt de la loi, l'arrêt soit annulé.

L'annulation produirait tout son effet, si le Procureur-Général établi près la Cour qui a rendu l'arrêt s'était pourvu dans le délai. (Art. 410.)

IX. Le cas prévu par l'art. 442 n'est pas le seul où l'annulation de l'arrêt ne doit

être prononcée que *dans l'intérêt de la loi* ; l'art. 408 nous en a déjà fourni un exemple pour le cas où il a été prononcé une ordonnance d'*acquit*, sur la déclaration de non-culpabilité de l'accusé.

Mais il n'appartient qu'à la Cour de cassation de le prononcer ainsi : une Cour ou un Tribunal, qui mettrait une pareille restriction à l'annulation qu'elle prononcerait, commettrait une usurpation de pouvoir manifeste, une violation ouverte des règles de sa compétence. C'est ce que la Cour de cassation a jugé le 16 août 1811, au rapport de M. Basire.

» Attendu qu'aux termes des art. 441 et 442 du Code d'instruction criminelle, le
 » pouvoir d'annuler les jugemens *dans l'intérêt de la loi* est uniquement réservé
 » à la Cour de cassation ; d'où il suit que le Tribunal d'Auxerre, en se permettant
 » d'annuler, dans l'intérêt de la loi, le jugement dont il était appel, a transgressé
 » les bornes de sa propre compétence ; ce qui suffit pour motiver la cassation du
 » jugement attaqué, d'après les articles 408 et 413 du Code d'instruction crimi-
 » nelle. »

CHAPITRE III.

Des demandes en Révision.

OBSERVATIONS.

I. L'ORDONNANCE de 1670 autorisait la révision des procès criminels.

Pour obtenir cette faveur, il fallait s'adresser au Prince, qui renvoyait le procès à la même Cour qui avait statué, lorsqu'il ne s'élevait pas contre elle de justes sujets de suspicion, et que, dans l'instruction, il ne s'était pas glissé des vices assez graves pour lui en faire ôter la connaissance.

La révision ne s'admettait jamais que dans le cas de condamnation. Lorsque l'accusé avait été acquitté, il jouissait pleinement du bénéfice de l'arrêt, qui était intervenu.

Le contumax n'était pas admis à se pourvoir en révision, parce qu'il avait le droit de se faire juger de nouveau, en se mettant en état.

Mais la révision des procès criminels pouvait être ordonnée après la mort du condamné, sur la demande de ses proches, aux fins d'obtenir la réhabilitation de sa mémoire.

II. Les lettres de révision étaient, en matière criminelle, ce qu'étaient les lettres

de requête civile en matière civile ; mais les lettres de révision devaient s'obtenir au Grand-Sceau, tandis que les lettres de requête civile s'impétraient à la Chancellerie, qui était établie près la Cour qui avait rendu l'arrêt ou le jugement attaqué par cette voie.

Aucune prescription ne pouvait être opposée aux impétrans des lettres de révision, ce qui établissait une différence bien plus remarquable encore, entre les lettres de révision et celles de requête civile, qui devaient être impétrées et notifiées dans un délai assez court.

Il n'est pas de notre sujet de rappeler la marche de la procédure qui devait être suivie pour parvenir à la révision du procès, lorsque le Prince l'avait autorisée, puisque le Code d'instruction criminelle en a prescrit une nouvelle qui doit faire aujourd'hui la règle des Tribunaux.

III. L'Assemblée Constituante ne crut pas la révision compatible avec l'établissement du Jury. Elle se borna à autoriser la réhabilitation des condamnés, et à donner à cette réhabilitation toute la latitude dont elle était susceptible.

IV. Mais dès le 10 août 1792, l'Assemblée Législative rendit un décret qui autorisa la Cour de cassation à prononcer sur les demandes en révision qui se trouvaient pendantes au Conseil au moment de sa suppression, et sur celles qui avaient été formées contre des jugemens rendus antérieurement à la publication de la loi du mois d'octobre 1789.

Il fut rendu, le 13 mai 1793, un second décret qui autorisa la révision pour un cas *spécial*.

Mais lorsque le Code de brumaire an iv fut mis en activité, on prétendit que son art. 594 avait implicitement révoqué les dispositions des lois de 1792 et 1793.

V. En l'an viii, une Cour de Justice criminelle ayant déclaré non-recevable une demande en révision qui avait été portée devant elle, son arrêt fut dénoncé à la Cour de cassation.

Trois questions furent agitées sur le pourvoi.

La première eut pour objet de savoir si l'art. 594 du Code de brumaire an iv, avait rapporté le décret du 13 mai 1793 ;

La deuxième, si les dispositions de ce décret étaient applicables à l'espèce particulière.

La troisième, si l'on pouvait en argumenter par induction.

L'arrêt qui intervint le 9 vendémiaire an ix, jugea, 1.^o que l'art. 594 du Code de brumaire an iv ne mettait pas d'obstacle à l'application des lois de 1792 et 1793 ;

2.^o Que le cas particulier ne rentrait pas dans les dispositions de ces lois ;

3.^o Que leurs dispositions ne pouvaient pas être étendues par induction.

Les motifs de cet arrêt furent, premièrement, qu'une loi qui établit un point de

législation sur un objet *spécial*, ne se trouve implicitement rapportée par une loi *postérieure*, qu'autant que les deux lois ne peuvent simultanément s'exécuter.

Denxièmement, qu'une loi qui établit une exception au droit commun, ne peut être étendue d'un cas à un autre.

C'est à raison de ce que ces deux principes ont été déclarés par l'arrêt du 9 vendémiaire an ix, que nous avons rappelé les dispositions de cet arrêt; car la question relative à la *révision* ne peut plus se présenter dans l'espèce qu'il a jugée.

VI. Tel était l'état des choses, lorsque le Sénatus-Consulte du 14 thermidor an x rétablit, dans la personne du Souverain, la prérogative de faire grâce. L'art. 86, qui a opéré ce retour aux anciens principes, est ainsi conçu :

« Le Premier Consul a droit de faire grâce : il l'exerce après avoir entendu dans » un Conseil privé, le Grand-Juge, deux Ministres, deux Sénateurs, deux Conseil- » lers-d'Etat et deux Juges du Tribunal de cassation. »

Mais comme il est de l'essence de la grâce, qu'elle soit appliquée à un coupable, et que, si la grâce le libère de la peine qu'il a encourue, elle ne laisse pas moins planer sur sa tête l'opprobre qui est la suite naturelle de sa condamnation, la loi devait réserver à l'accusé condamné par suite d'une erreur judiciaire, les moyens de faire triompher son innocence, avant de recourir à la clémence du Prince.

Ce moyen ne pouvait être que celui de la révision.

Les deux voies n'ont cependant rien d'incompatible; de sorte que le Prince aurait accordé la grâce au condamné, que celui-ci n'en serait pas moins recevable à demander la révision de l'arrêt qui aurait prononcé sa condamnation. La Cour de cassation le jugea ainsi le 27 juin 1811, sur le rapport de M. Brillat-Savarin; elle l'avait déjà jugé par arrêt du 30 novembre 1810.

VII. Quelle que soit la faveur que mérite la révision, elle ne pouvait néanmoins être autorisée dans tous les cas; ç'aurait été établir un second degré de juridiction en matière criminelle; ce qui ne pouvait entrer dans les vues sages du Législateur.

Si l'Ordonnance de 1670 avait autorisé la révision sans restriction, elle y avait apporté ce tempérament salutaire, que la demande ne pouvait en être formée qu'en vertu de lettres émanées de l'autorité souveraine, qui ne les accordait qu'en grande connaissance de cause.

Si le Code d'instruction criminelle n'a pas exigé cette formalité, il a circonscrit les cas de révision dans des bornes que les Tribunaux ne peuvent franchir.

Par ce moyen, l'exécution des arrêts ne peut se trouver arrêtée par des demandes indiscrètes.

Tout est positif dans la nouvelle forme de procéder et de juger en cette matière.

VIII. La révision n'est autorisée qu'en matière *criminelle* ; jamais en matière *correctionnelle* ni de *police*.

Elle ne peut être demandée que dans trois cas :

1.^o Si l'accusé a été condamné pour un crime , à raison duquel un autre accusé a déjà été condamné , lorsque les deux condamnations ne peuvent se concilier. (*Art. 443.*)

2.^o S'il résulte des pièces communiquées , des indices suffisants de l'existence de la personne prétendue homicide , et dont la mort supposée a déterminé la condamnation. (*Art. 444.*)

3.^o Dans le cas de condamnation portée sur un débat dans lequel des témoins à charge ont été prévenus de faux témoignage , et depuis condamnés pour raison de ce crime. (*Art. 445.*)

IX. Mais si l'Empereur , usant de la souveraine puissance dont il est revêtu , ordonnait la révision d'un procès , hors des cas que le Code d'instruction criminelle détermine , les Tribunaux devraient s'empresser de déférer à ses ordres , puisqu'ayant le droit de faire grâce , il a nécessairement celui d'ordonner la révision des procès que des circonstances *particulières* tirent de la règle commune.

X. La révision dont s'occupe le Code d'instruction criminelle , ne doit pas être confondue avec celle des jugemens émanés des Conseils de guerre , de terre et de mer.

Le Conseil militaire de révision remplit , dans ces matières , les fonctions déléguées à la Cour de cassation dans les matières ordinaires.

Mais comme les arrêts rendus par la Cour de cassation en *rejet* du recours exercé par le condamné , ne peuvent mettre aucun obstacle à la demande en révision , dans les cas prévus par le Code d'instruction criminelle , les jugemens émanés des Conseils militaires de révision ne peuvent avoir une plus grande autorité.

XI. Ce n'est pas seulement des arrêts rendus par la Cour d'Assises , que le Code d'instruction criminelle autorise la révision , mais de tous les arrêts ou jugemens qui prononcent des peines afflictives ou infamantes , quelle que soit la Cour ou le Tribunal qui les ait rendus.

Ainsi , les jugemens émanés des Tribunaux militaires de terre et de mer , comme ceux qui ont été rendus par les Cours d'Assises ou Spéciales , peuvent et doivent être révisés dans les mêmes cas , et d'après la même forme de procéder , quoique le Code d'instruction criminelle ne parle que de la révision des *arrêts* et des *Cours* qui ont été rendus : ce n'est pas limitativement , en effet , que le Code parle des *arrêts* et des *Cours* , puisqu'il porte que dans les cas prévus , il y aura lieu à révision , et qu'il le déclare ainsi d'une manière *absolue* et sans y mettre aucune restriction.

XII. Mais le renvoi à faire par la Cour de cassation, pour procéder à la révision, peut-il être fait à une Cour Spéciale? peut-il l'être à un Conseil de guerre?

Sous l'empire de l'ordonnance de 1670, le renvoi n'était jamais fait aux Tribunaux d'exception.

Si c'était un Tribunal d'exception qui eût jugé, l'affaire s'instruisait au Grand-Conseil; ce qui ne peut recevoir aujourd'hui d'application, puisque la Cour de cassation, qui remplace le Grand-Conseil, ne peut connaître du fond des affaires.

XIII. Les articles 444 et 445 du Code d'instruction criminelle, renvoient aux *Cours d'Assises* pour la révision, et on ne lit pas la même disposition dans l'article 443. Cet article se borne à ordonner que le renvoi soit fait à une autre Cour que celle qui a prononcé la condamnation. Mais l'art. 443 doit être entendu dans le sens des art. 444 et 445; car il y a même raison de décider, et rien dans la rédaction de l'art. 443 ne s'oppose à cette application.

Le renvoi à la Cour d'Assises serait même de droit, quand il n'aurait pas été formellement ordonné, si les *deux* arrêts émanaient de Cours d'Assises, ou que *l'une* des condamnations en émanât, lors même que la condamnation prononcée contre le second accusé du même fait, aurait été prononcée par une Cour spéciale ou par un Conseil de guerre; ce qui résulte de ce que les Cours Spéciales et les Conseils de guerre n'ont de compétence qu'autant que tous les accusés sont leurs justiciables, ou par la qualité des personnes, ou par la nature du délit.

La question ne pourrait donc présenter du doute que dans le cas où les *deux* arrêts ou jugemens de condamnation seraient émanés de Cours spéciales ou de Tribunaux militaires, dont la compétence ne pourrait être méconnue.

Pourquoi, dans le cas de révision, les Cours spéciales et les Tribunaux militaires se trouveraient-ils dépouillés d'une affaire de leur compétence? pourquoi les condamnés jouiraient-ils d'un bienfait que la nature de la prévention et leur qualité personnelle ne les autoriseraient pas à réclamer?

Mais la révision des procès criminels n'a pas été mise dans leurs attributions, et les Tribunaux d'exception ne peuvent connaître que des affaires qui leur ont été spécialement attribuées par la loi de leur institution.

Dans tous les autres cas, l'affaire doit être portée devant les Cours d'Assises qui ont la plénitude de juridiction.

XIV. On peut dire, il est vrai, qu'à l'instant du renvoi qui est fait par la Cour de cassation, il a été prononcé sur la question de révision; qu'il ne s'agit plus que du jugement des accusés; mais ce n'est pas moins par la voie de révision qu'il doit être procédé à de nouveaux débats, et ce n'en est pas moins sur une révision qu'il est question de statuer.

Aussi voyons-nous que, lorsqu'il s'agit de prononcer sur l'identité de la personne prétendue homicide, c'est à une Cour Impériale que le renvoi doit être fait,

sans que l'on doive s'arrêter à la considération que la condamnation a été prononcée par telle autre Cour ou par tel autre Tribunal.

XV. Il résulte de cette discussion, que c'est toujours à une Cour d'Assises que la révision doit être soumise, c'est-à-dire, à une Cour qui doit juger sur déclaration de Jures, lorsque le Jury n'a pas été suspendu dans le ressort.

Ce sera un bénéfice pour les accusés, mais la vindicte publique n'en sera pas moins satisfaite, et l'ordre des juridictions sera conservé.

XVI. Lorsque la Cour de cassation fait le renvoi de l'affaire, les accusés doivent être traduits, *omisso medio*, devant la Cour indiquée; l'affaire ne doit pas passer de nouveau par l'épreuve de la chambre d'accusation.

XVII. Le Code d'instruction criminelle ne détermine aucun délai après lequel la demande en révision doive être déclarée non-recevable : ce qui est fondé en raison et en justice : lorsqu'il y a une injustice à réparer, il doit toujours être temps de la faire.

ARTICLE CCCCXLIH.

Lorsqu'un accusé aura été condamné pour un crime, et qu'un autre accusé aura aussi été condamné par un autre arrêt comme auteur du même crime; si les deux arrêts ne peuvent se concilier, et sont la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné, l'exécution des deux arrêts sera suspendue, quand même la demande en cassation de l'un ou de l'autre arrêt aurait été rejetée.

Le Grand-Juge Ministre de la Justice, soit d'office, soit sur la réclamation des condamnés ou de l'un d'eux, ou du Procureur-Général, chargera le Procureur-Général près la Cour de cassation, de dénoncer les deux arrêts à cette Cour.

Ladite Cour, Section criminelle, après avoir vérifié que les deux condamnations ne peuvent se concilier, cassera les deux arrêts, et renverra les accusés, pour être procédé sur les actes d'accusation subsistans, devant une Cour autre que celles qui auront rendu les deux arrêts.

OBSERVATIONS.

I. Pour qu'il y ait lieu de surseoir à l'exécution d'un arrêt ou d'un jugement; dans le cas prévu par l'art. 443, l'accusé doit avoir été condamné, et il doit l'avoir été à des peines afflictives ou infamantes.

Trois conditions sont de rigueur pour autoriser la surséance et la révision dans le cas de cet article.

La première, que les deux accusés condamnés ne l'aient pas été par le *même* arrêt ou par le *même* jugement ;

La deuxième, que la condamnation ait été prononcée pour raison du *même* crime ;

La troisième, que les condamnations ne puissent se *concilier* ; qu'elles soient la preuve de l'*innocence* de l'un ou de l'autre des condamnés.

Lorsque ces circonstances se réunissent, le recours en cassation du condamné aurait été rejeté, qu'il n'en faudrait pas moins *surseoir* à l'exécution de l'arrêt de condamnation.

II. L'Officier du Ministère public chargé d'ordonner l'exécution du jugement de condamnation, est le premier juge en cette matière ; la loi s'en est remise à sa sagesse pour ordonner le sursis ; et il ne pouvait même en être autrement, puisqu'il est chargé de faire exécuter les jugemens dans les vingt-quatre heures, et que, pendant ce court délai, il ne peut s'adresser à l'autorité supérieure, ni en recevoir les ordres.

Il ne s'élèverait qu'un doute dans l'esprit de l'Officier du Ministère public, qu'il devrait surseoir ; car il ne doit pas avoir à se reprocher une précipitation qui l'aurait privé d'acquiescer tous les jours de sa vie, et qui l'exposerait d'ailleurs à des reproches fondés.

Le Procureur-Général ne doit pas même attendre que la demande en révision soit formée, lorsqu'il est à sa connaissance qu'un autre accusé a été condamné par un autre arrêt pour raison du même crime ; il doit surseoir jusqu'à ce qu'il se soit assuré si le bruit répandu a quelque fondement. C'est ce que suppose l'art. 443, qui autorise le Grand-Juge à dénoncer *d'office* les arrêts et les jugemens, à la Cour de cassation.

III. Mais il n'y a lieu à surseoir, que lorsque la condamnation a été prononcée par deux arrêts ou par deux jugemens.

Lorsque la condamnation des deux accusés a été prononcée par le même jugement, la loi suppose que les Juges ont été suffisamment instruits, par les débats, du degré de culpabilité des deux condamnés, puisqu'ils les ont déclarés l'un et l'autre coupables, et que la Cour de cassation, sur leur recours, n'a rien trouvé d'*inconciliable* dans les faits déclarés.

IV. La surséance dure jusqu'à ce qu'il ait été statué, par la Cour de cassation ; sur la dénonciation qui lui est faite.

C'est à la Cour de cassation *seule* qu'il appartient de juger si les arrêts de condamnation qui lui sont dénoncés sont réellement *inconciliables*.

V. Il suffit qu'il existe *deux* arrêts ou *deux* jugemens de condamnation , à raison du *même* crime , contre *deux* individus , pour qu'il y ait *nécessairement* lieu à surseoir et à investir la Cour de cassation de la connaissance de l'affaire.

Aussi l'art. 443 porte-t-il que le Grand-Juge *chargera* le Procureur-Général près la Cour de cassation de dénoncer les *deux* arrêts à cette Cour, et non pas que Son Excellence *pourra* les dénoncer ; ce qui serait simplement facultatif.

Cependant , avant de charger le Procureur-Général de dénoncer , le Grand-Juge Ministre de la Justice commence par s'assurer de l'existence des *deux* condamnés ; car si l'un d'eux était décédé , il n'y aurait pas lieu à révision.

VI. C'est à la Section criminelle de la Cour de cassation que doivent être portées les demandes en révision ; mais la Cour ne peut en être *directement* saisie.

Le droit de la saisir n'est accordé ni aux condamnés ni aux Procureurs-Généraux ; ils peuvent bien provoquer cette mesure par l'envoi des pièces au Grand-Juge Ministre de la Justice , mais c'est par ordre de Son Excellence que la dénonciation doit être faite.

VII. La Section criminelle de la Cour de cassation prononce , sur le rapport qui lui est fait par l'un des Conseillers de la Cour , et sur les conclusions du Ministère public.

VIII. L'art. 443 ne dit pas si l'affaire se jugera en séance *publique* ; mais il n'y a d'exception à la *publicité* des jugemens que lorsqu'elle a été formellement prononcée par la loi (*art. 7 de la loi du 20 avril 1810*), et la loi n'en a pas prononcé pour ce cas particulier.

IX. Le Code d'instruction criminelle ne dit pas non plus si , dans le cas de *partage d'opinions* , il y a lieu d'ordonner la révision ; mais il est de Jurisprudence établie à la Cour de cassation , que les partages d'opinions se lèvent de la *même* manière en matière criminelle qu'en matière civile ; c'est-à-dire , par la réunion de cinq Magistrats de la même Cour , tirés au sort.

L'affaire se dispute de nouveau devant la même Section et avec la même solennité.

X. Lorsque la Cour de cassation trouve que les deux condamnations ne peuvent se concilier , elle annule les deux arrêts et ordonne que les accusés seront traduits devant une autre Cour que celles qui ont rendu les arrêts dénoncés , pour être livrés aux mêmes débats.

Ce renvoi est fait , d'après une délibération spéciale de la Cour de cassation , prise à la Chambre du Conseil. (*Art. 430.*)

XI. La Cour de cassation prononce sur la révision d'une manière irrévocable ; de sorte que la Cour à laquelle est fait le renvoi ne peut refuser d'établir les débats ,

quand même elle ne trouverait personnellement rien d'*inconciliable* dans les arrêts annulés, ni sous aucun autre prétexte.

XII. Si depuis l'arrêt de révision rendu et avant les débats, l'un des accusés décédait, faudrait-il procéder aux débats avec l'accusé survivant?

L'art. 447 n'autorise la révision, lorsque l'un des condamnés est décédé, que dans le cas prévu par l'art. 444.

Mais lorsque la Cour de cassation a prononcé le renvoi de l'affaire pour être soumise à de nouveaux débats, tout est jugé sur la question relative à la révision : il n'existe plus, aux yeux de la loi, de jugemens de condamnation ; il n'y a plus que des *coaccusés* du même crime à traduire devant le Tribunal indiqué ; et lorsqu'un coaccusé décède *avant* l'établissement des débats, sa mort ne peut être un brevet d'impunité pour ses coaccusés.

Or, c'est ce qui arriverait si le prédécès de l'un des accusés renvoyés à de nouveaux débats arrêterait le jugement à l'égard de son coaccusé ; puisque la condamnation de celui-ci se trouvant anéantie par l'arrêt de la Cour de cassation qui a ordonné la révision, il arriverait qu'il se trouverait libéré de la peine qu'il aurait encourue, sans qu'il fût établi qu'il est innocent du crime qui lui est imputé.

XIII. Le Code d'instruction criminelle n'a pas dit que la révision ne peut être ordonnée, lorsque la condamnation a été prononcée par *contumace* contre l'un des accusés ; mais l'accusé *présent* peut avoir été la victime de l'erreur comme dans le cas d'une condamnation *contradictoire*.

Il n'y aurait donc pas de motif pour priver l'accusé présent du bénéfice que la loi lui accorde, pour la révision de son procès, lorsqu'il a été condamné comme auteur du même crime que celui qui a fait prononcer la condamnation de l'accusé *contumax*.

Ce n'est pas annuler un arrêt *sans profit* pour l'accusé *contumax* : s'il est reconnu *innocent* il profitera du bénéfice de l'arrêt qui aura prononcé son acquittement.

Ce ne sera pas non plus une faveur gratuite qui sera accordée à l'accusé présent, puisque s'il est reconnu coupable, il sera de nouveau condamné.

XIV. Les motifs donnés par M. le Conseiller-d'État Berlier, pour établir que la *mort* de l'un des condamnés s'oppose à ce que la révision du procès soit ordonnée dans le cas prévu par l'article 443, manquent ici d'application, quoiqu'il ne puisse s'établir de débats entre l'accusé *présent* et l'accusé *contumax*, et que la forme de procéder contre l'un et contre l'autre ne soit pas la même : il suffit que des débats puissent s'établir à l'égard de l'accusé *présent*, sur les *deux* actes d'accusation, sur les pièces d'instruction des *deux* affaires, et sur la déposition des témoins ouïs dans les *deux* informations, pour que le Jury soit en état de prononcer en connaissance de cause.

Dans les cas ordinaires, c'est aussi *aux mêmes débats* que doivent être livrés tous les coaccusés du même crime ; cependant rien n'empêche de les établir et de prononcer sur le sort des accusés *présens*, malgré la *contumace* de leurs coaccusés.

XV. L'arrêt qui intervient sur le renvoi, est sujet au recours en cassation, comme tous ceux qui émanent des Cours d'Assises.

ARTICLE CCCCXLIV.

Lorsqu'après une condamnation pour homicide, il sera ; de l'ordre exprès du Grand-Juge Ministre de la Justice, adressé à la Cour de cassation, Section criminelle, des pièces représentées postérieurement à la condamnation, et propres à faire naître de suffisans indices sur l'existence de la personne dont la mort supposée aurait donné lieu à la condamnation, cette Cour pourra préparatoirement désigner une Cour Impériale, pour reconnaître l'existence et l'identité de la personne prétendue homicidée, et les constater par l'interrogatoire de cette personne, par audition de témoins et par tous les moyens propres à mettre en évidence le fait destructif de la condamnation.

L'exécution de la condamnation sera de plein-droit suspendue par l'ordre du Grand-Juge, jusqu'à ce que la Cour de cassation ait prononcé, et, s'il y a lieu ensuite, par l'arrêt préparatoire de cette Cour.

La Cour désignée par celle de cassation prononcera simplement sur l'identité ou non identité de la personne ; et après que son arrêt aura été, avec la procédure, transmis à la Cour de cassation, celle-ci pourra casser l'arrêt de condamnation, et même renvoyer, s'il y a lieu, l'affaire à une Cour d'Assises autre que celles qui en auraient primitivement connu.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 444 établit un second cas de révision.

C'est celui où il y a eu condamnation pour *homicide*, lorsqu'il résulte des pièces représentées *postérieurement* à la condamnation, de *suffisans indices* sur l'existence de la personne prétendue homicidée.

Trois conditions sont requises.

La première, que la condamnation ait été prononcée pour *homicide* ;

La deuxième, que les pièces représentées l'aient été *postérieurement* à la condamnation ;

La troisième, que ces pièces donnent de *suffisants indices* sur l'existence de la personne dont la mort supposée a donné lieu à la condamnation.

II. Lorsque ces trois conditions se trouvent réunies, il est *sursis* à l'exécution de l'arrêt de condamnation qui doit être soumis, de l'ordre exprès du Grand-Juge, à l'examen de la Section criminelle de la Cour de cassation.

Si la Cour de cassation, à laquelle les pièces sont adressées, trouve qu'il en résulte des indices suffisants de l'*existence* de la personne homicide, elle désigne une Cour Impériale pour reconnaître l'*identité* de cette personne.

Son arrêt est purement préparatoire et d'instruction.

Ce n'est qu'après qu'il a reçu son exécution, que la Cour de cassation prononce définitivement sur la révision.

III. Le Législateur n'a exigé que de *suffisants indices* pour établir la présomption d'existence de la personne homicide, parce que des indices étant suffisants pour mettre un prévenu en accusation, ils doivent suffire, à plus forte raison, pour faire examiner le mérite de la réclamation.

IV. Les pièces représentées doivent avoir été produites *postérieurement* à l'arrêt de condamnation; attendu qu'admettre comme motif suffisant de révision, des pièces *déjà produites et appréciées*, ce serait ouvrir une voie *indirecte* de recours contre la déclaration du Jury, et la rendre illusoire.

V. La reconnaissance de l'identité de la personne homicide ne pouvait être confiée à la Cour de cassation qui n'est pas chargée de l'instruction; elle devait l'être à une Cour assez élevée en dignité; pour qu'on n'eût pas à craindre qu'elle se laissât influencer par des insinuations étrangères au bien public.

Aussi, le renvoi pour la reconnaissance de l'identité doit-il être fait à une Cour Impériale.

L'indication de la Cour à laquelle est fait le renvoi, est laissée au choix de la Cour de cassation.

VI. Le Code ne dit pas à quelle Chambre de la Cour Impériale il appartient de prononcer sur l'identité; mais l'affaire rentre naturellement dans les attributions de la Chambre criminelle:

VII. C'est par une exception spéciale aux dispositions de l'art. 518, que la reconnaissance de l'*identité* est déléguée à la Cour Impériale.

Lorsque la Cour Impériale a prononcé sur le point de fait, elle n'a plus à se livrer à aucun examen.

Pour s'assurer de l'identité, la Cour Impériale interroge la personne que l'on suppose avoir été homicide, lorsqu'elle est présente; elle entend les témoins qui peuvent la connaître; elle use de tous les moyens propres à découvrir la vérité,

en se conformant aux dispositions du Chap. VI du Tit. IV du Liv. II du Code d'instruction criminelle.

VIII. Lorsque l'instruction est achevée, et que l'arrêt sur l'identité est rendu, toutes les pièces sont adressées, sans intermédiaire, à la Cour de cassation, avec une expédition en forme de l'arrêt.

Sur le rapport qui lui est fait par l'un de ses Membres, la Cour de cassation rend son arrêt *définitif*, après avoir ouï le Procureur-Général.

Dans le cas d'identité reconnue, la Cour de cassation prononce l'annulation de l'arrêt de condamnation, et elle ordonne, s'il y a lieu, le renvoi de l'affaire à une Cour d'Assises qu'elle désigne, mais qui ne peut être celle qui a prononcé la condamnation de l'accusé.

Dans le cas où l'identité n'a pas été déclarée, la Cour de cassation déclare purement et simplement qu'il n'y a pas lieu à révision.

IX. Si l'arrêt qui a prononcé sur l'identité était attaqué par la voie du recours en cassation, la Cour devrait commencer par prononcer sur le recours; et dans le cas d'annulation, ordonner le renvoi à une autre Cour Impériale pour prononcer de nouveau sur l'identité.

X. L'article 444 n'ordonne le renvoi de l'affaire dans le cas d'annulation de l'arrêt que, *s'il y a lieu*, sans rien préciser davantage; d'où il résulte que le renvoi est purement facultatif.

On trouve l'intelligence de ces termes, *s'il y a lieu*, dans la rédaction même de l'art. 444, qui les a placés immédiatement après ceux-ci : *La Cour de cassation pourra casser l'arrêt, et même renvoyer, s'il y a lieu.*

Il serait possible, en effet, que la Cour de cassation remarquât dans les pièces du procès, qu'il y a eu simple erreur de nom dans la personne prétendue homicide, et qu'il y a eu réellement un homicide commis.

En annulant l'arrêt qui aurait porté sur une fausse base, la Cour de cassation pourrait renvoyer l'examen de l'affaire à de nouveaux débats, afin que la conduite de l'accusé fût examinée sous le rapport qu'elle présente.

La disposition de l'art. 447 autorise cette interprétation, fondée sur ce que la Cour de cassation ne fait qu'asseoir son jugement sur l'arrêt qui a prononcé sur l'identité.

XI. Le deuxième alinéa de l'art. 444 n'est pas rédigé d'une manière parfaitement claire : il en résulte bien que l'exécution de l'arrêt de condamnation se trouve suspendue *de droit*, lorsqu'il y a lieu à la révision, dans le cas prévu par cet article; mais ce qui rend difficile l'application de cette disposition, c'est qu'après ces mots, *de plein droit suspendue*, on lit ceux-ci : *par l'ordre du Grand-Juge*; ce qui semble

impliquer contradiction ; car, s'il faut un *ordre* du Grand-Juge, la suspension n'est pas de droit.

Mais ce qui résulte évidemment de l'ensemble de la législation sur cette matière, c'est qu'il doit être *sursis* à l'exécution, jusqu'à ce que la Cour de cassation ait prononcé ; d'où suit que l'ordre du Grand-Juge n'est pas d'une nécessité absolue pour faire surseoir à l'exécution du condamné.

Le Procureur-Général, lorsqu'il a connaissance de l'existence de la personne prétendue homicide, est non-seulement autorisé à surseoir, mais il doit même le faire, puisque le sursis est de droit.

Il est facile, à Paris, d'obtenir l'ordre du Grand-Juge en temps utile ; mais à Rouen, à La Haye, dans les départemens éloignés, la chose n'est pas possible, et le Législateur n'a pu vouloir autoriser un assassinat judiciaire.

XII. Gêné par la crainte de donner trop de latitude aux Procureurs-Généraux ; en les autorisant d'une manière formelle à suppléer l'ordre du Grand-Juge dans les cas d'urgence, et ne voulant cependant pas rendre inutile le secours de la révision, le Législateur s'est servi d'un langage un peu énigmatique, mais dans lequel cependant il a laissé entrevoir toute sa pensée.

Lorsque le Procureur-Général surseoit à l'exécution, il doit en instruire S. Exc. le Grand-Juge Ministre de la Justice, et lui transmettre les pièces sur lesquelles il s'est déterminé à ordonner la surséance.

XIII. Si les pièces dont on prétend faire résulter des indices suffisans de l'existence de la personne dont la mort supposée a donné lieu à la condamnation, n'étaient représentées qu'*après* l'exécution du condamné, le Législateur a voulu que la Cour de cassation nommât un curateur à sa mémoire, pour qu'il fût procédé contradictoirement avec ce curateur, à la reconnaissance de l'identité. (*Article 447.*)

Si le condamné subissait sa peine, soit dans les bagnes, soit dans une Maison de réclusion, il devrait être transféré à la Maison de Justice établie près la Cour à laquelle a été fait le renvoi.

Le Code ne dit pas, il est vrai, que le condamné sera présent à cette reconnaissance de l'identité ; mais dès que l'art. 447 exige qu'il soit procédé à la reconnaissance avec le curateur nommé à la mémoire du condamné, il en résulte assez clairement que l'instruction doit se faire avec le condamné lui-même, lorsqu'il peut y être appelé.

XIV. Rien n'empêche que la Cour d'Assises à laquelle est fait le renvoi pour procéder à un nouveau jugement sur le fond du procès, soit l'une de celles qui sont établies dans le ressort de la Cour Impériale qui a prononcé sur l'identité.

L'art. 444 n'a mis dans l'exclusion d'en connaître, que la Cour d'Assises qui primitivement connu de l'affaire et qui a prononcé la condamnation.

XV. Il n'est pas nécessaire pour autoriser la révision, que la personne que l'on suppose avoir été homicidee se présente; il suffit qu'il y ait des indices suffisants qu'elle a réellement existé *depuis* le jour où le condamné est prévenu de l'avoir homicidee.

Cela semble bien un peu contrarier les termes dans lesquels se trouve rédigé l'art. 444, qui porte que la preuve de l'identité se fera spécialement par l'*interrogatoire* de la personne prétendue homicidee; mais la *culpabilité* du condamné ne peut résulter de ce que la personne prétendue homicidee sera décédée quelques années, quelques mois, quelques jours *avant* sa comparution en Justice, pour faire constater son identité.

L'existence de cette personne à l'époque de l'homicide supposé est un fait qui peut être constaté par tous les genres de preuves.

Si l'on exigeait d'une manière *absolue* la représentation de la personne prétendue homicidee, il faudrait, à plus forte raison, exiger la constatation matérielle de l'homicide dont l'accusé est prévenu, pour que sa condamnation pût être prononcée, et cette preuve parlante de l'existence de l'homicide n'est pas requise.

Ce que l'on peut dire seulement, c'est que la Cour Impériale, chargée de prononcer sur l'identité, doit se rendre beaucoup plus difficile sur les preuves d'existence de la personne prétendue homicidee qui ne se présente pas; comme le Jury doit avoir une juste méfiance des preuves produites à la charge de l'accusé, lorsque le corps du délit n'a pas été matériellement constaté.

XVI. Si le condamné représentait l'extrait mortuaire, en forme, de la personne prétendue homicidee, et qu'il en résultât qu'elle serait décédée à une époque *postérieure* à son assassinat supposé; si des témoins non suspects déclaraient qu'il est à leur connaissance que la personne prétendue homicidee a existé *depuis* l'époque assignée à l'homicide supposé, l'identité serait suffisamment établie.

XVII. Nous avons dit, sur l'art. 443, que la révision peut être ordonnée en faveur du condamné *présent*, lors même qu'un autre accusé aurait été condamné par contumace comme auteur du même crime, et qu'il ne se représenterait pas; mais cela n'est pas applicable au cas mentionné dans l'art. 444, où il ne peut y avoir d'intéressé à la révision, que l'accusé qui réclame contre sa condamnation.

Si cet accusé a été condamné par contumace, il n'a pas besoin du secours de la révision, puisqu'en se représentant, il fait tomber l'arrêt qui a prononcé sa condamnation.

Mais s'il était constant que la personne prétendue homicidee fût *existante*, le Procureur-Général devrait en instruire le Grand-Juge Ministre de la Justice, qui

s'empresserait de requérir d'*office* la révision de l'arrêt de condamnation prononcé contre le contumax; car, c'est à celui-ci seulement qu'il est interdit de réclamer contre l'arrêt qui l'a condamné, *tant qu'il ne s'est pas mis en état*; et s'il est d'une bonne police que le coupable soit poursuivi par toutes les voies qu'autorise la loi, la raison et la justice font un devoir aux Magistrats de saisir tous les moyens qui sont en son pouvoir pour réparer l'injustice qui a été commise.

Aussi l'art. 447 autorise-t-il la révision dans le cas prévu par l'art. 444, lors même que le condamné est décédé avant que la demande en ait été formée.

ARTICLE CCCXLV.

Lorsqu'après une condamnation contre un accusé, l'un ou plusieurs des témoins qui avaient déposé à charge contre lui, seront poursuivis pour avoir porté un faux témoignage dans le procès, et si l'accusation en faux témoignage est admise contre eux, ou même s'il est décerné contre eux des mandats d'arrêt, il sera sursis à l'exécution de l'arrêt de condamnation, quand même la Cour de cassation aurait rejeté la requête du condamné.

Si les témoins sont ensuite condamnés pour faux témoignage à charge, le Grand-Juge Ministre de la Justice, soit d'office, soit sur la réclamation de l'individu condamné par le premier arrêt, ou du Procureur-Général, chargera le Procureur-Général près la Cour de cassation, de dénoncer le fait à cette Cour.

Ladite Cour, après avoir vérifié la déclaration du Jury, sur laquelle le second arrêt aura été rendu, annulera le premier arrêt, si par cette déclaration les témoins sont convaincus de faux témoignage à charge contre le premier condamné; et, pour être procédé contre l'accusé sur l'acte d'accusation subsistant, elle le renverra devant une Cour d'Assises autre que celles qui auront rendu soit le premier, soit le second arrêt.

Si les accusés de faux témoignage sont acquittés, le sursis sera levé de droit, et l'arrêt de condamnation sera exécuté.

OBSERVATIONS. ●

I. L'ART. 445 détermine le troisième cas de révision autorisé par le Code.

Pour qu'il y ait lieu à en faire l'application, il doit être intervenu un arrêt de condamnation *en matière criminelle*.

Il doit avoir été entendu dans le débat des témoins *à charge*, qui depuis ont été condamnés pour avoir porté un faux témoignage dans l'affaire.

Il faut qu'il puisse s'établir de *nouveaux débats* sur la révision.

II. Cette dernière condition n'est pas spécialement commandée par l'art 445 ; mais la révision ne pouvant produire d'autre effet que de remettre l'accusé au même état que celui où il était *avant* l'arrêt de condamnation, il suit qu'il doit être remis en *jugement*, et que s'il ne peut y être remis, il ne peut y avoir lieu à révision.

C'est ce qui fit dire à l'Orateur du Gouvernement : « Qu'il n'était pas possible » d'admettre, hors la présence du condamné, la révision d'une condamnation portée sur un faux témoignage ; attendu que si ce faux témoignage rend la condamnation *suspecte*, il ne lui imprime pas nécessairement le cachet de l'*erreur* ; et que, » s'il suffit pour autoriser une nouvelle instruction et de nouveaux débats, il ne » pourrait suffire pour proclamer, sans autre formalité, l'injustice de la condamnation. »

Mais il sera rare, sans doute, que la révision des arrêts soit ordonnée, sur le motif de condamnation pour faux témoignage d'un témoin ouï aux débats ; car l'article 331 autorise à surseoir au jugement de l'accusé, lorsque d'après les débats, l'un des témoins est prévenu de faux témoignage ; et quand l'accusé aura intérêt à ce que la surséance soit prononcée, il n'hésitera pas à en former la demande.

III. Si la révision ne peut être ordonnée que dans la réunion des circonstances mentionnées sous le N.^o premier, ces circonstances ne sont pas *toutes* requises pour faire surseoir à l'exécution de l'arrêt de condamnation.

Il suffit que le témoin prévenu de faux témoignage à charge, soit *mis en accusation*, et même qu'il y ait eu *mandat d'arrêt* décerné contre lui ; la suspension alors est de *droit* ; mais elle est pareillement levée de *droit*, lorsque le témoin prévenu de faux témoignage est *acquitté* de l'accusation.

IV. Le Code ne prévoit pas le cas où le prévenu de faux témoignage, mis en état d'accusation ou de mandat d'arrêt, *décède* avant qu'il ait été prononcé sur la prévention.

L'article 445 se borne à dire que la surséance sera levée de *droit*, si l'accusé de faux témoignage est *acquitté*, en ajoutant que la Cour de cassation *annulera* le premier arrêt, si le témoin est déclaré *convaincu* de faux témoignage à charge.

Il suit des termes dans lesquels cet article est rédigé, que dans le cas de *décès* du témoin, *avant* son jugement, comme il ne peut plus intervenir contre lui d'arrêt de condamnation ni d'acquiescement, il ne peut non plus y avoir lieu à révision.

V. C'est un malheur, sans doute, pour le condamné, que le décès *prématuré* du témoin prévenu d'avoir porté un faux témoignage à charge contre lui le prive

du bénéfice de la révision ; mais la meilleure institution a son côté faible ; et dès que l'on est forcé de convenir, que dans l'espèce de l'art. 443, il ne peut y avoir lieu à révision de l'arrêt de condamnation, lorsque l'un des condamnés est *décédé*, et que, dans l'espèce même de l'article 445, la *mort* du condamné s'oppose à la révision de son procès, il nous semble en résulter suffisamment que la mort du témoin *avant* son jugement, doit remettre l'affaire au même état qu'*avant* la surseance à l'exécution de l'arrêt de condamnation.

VI. L'article 445 porte :

« Lorsqu'*après* une condamnation contre un accusé, l'un ou plusieurs des témoins » qui avaient déposé à charge contre lui, *seront poursuivis* pour avoir porté un » faux témoignage dans le procès.... »

Suit-il de là, que si la poursuite contre le témoin prévenu de faux témoignage, a commencé *avant* que la condamnation de l'accusé ait été prononcée, il n'y ait lieu ni à surséance ni à révision de l'arrêt qui l'a condamné ?

Peut-on tirer cette conséquence par induction de l'art. 444, portant que si la demande en révision est fondée sur le motif de l'existence de la personne dont la mort supposée a donné lieu à la condamnation, elle doit être appuyée sur des pièces représentées *postérieurement* à la condamnation ?

La raison qui a fait établir la disposition de l'art. 444 a été que, si les pièces ont été mises *sous les yeux du Jury*, il a été à même de les apprécier ; et il semble que la raison soit la même dans le cas où le témoin à charge a été mis en prévention de faux témoignage *avant* la condamnation de l'accusé, le Jury ayant été à même d'apprécier sa déposition.

Cependant cette application rigoureuse de l'art. 445 rendrait presque toujours illusoire pour le condamné le bienfait de la révision, dans le cas de faux témoignage porté à charge contre lui ; puisque, c'est au plus tard à l'instant de la clôture des débats, que le témoin doit être mis en prévention de faux témoignage : le faux témoin n'en a pas moins fait sa déposition aux débats ; et l'art. 446 porte que le témoin condamné pour faux témoignage, ne peut être entendu dans les *nouveaux* débats qui s'établissent.

Comment, ce qui ne serait pas autorisé lors des nouveaux débats, serait-il suffisant lors des premiers, pour rendre définitive et irrévocable la condamnation de l'accusé ?

VII. La partie qui a succombé sur son recours en cassation, n'étant pas admise à en former un nouveau contre le même arrêt (art. 438), c'est au Procureur-Général de la Cour de cassation, sur l'ordre du Grand-Juge, à requérir d'*office* la révision ; mais le condamné peut provoquer cette mesure.

VIII. Dans le langage vulgaire, on qualifie de témoins *à charge*, ceux qui sont cités à la requête du Ministère public et de la partie civile ; mais l'art. 445 a-t-il parlé des témoins à charge dans un sens restreint ; de sorte que la condamnation

prononcée contre l'accusé sur la déposition d'un témoin appelé à sa requête, ne puisse être attaquée par la voie de la révision ?

La chose n'arrivera peut-être jamais ; mais il est dans l'ordre des choses que la question se présente.

Notre opinion est que, s'il y a preuve au procès que réellement la condamnation de l'accusé a été prononcée sur la déclaration d'un témoin appelé par l'accusé à sa décharge, il y a lieu à la révision, comme si le témoin avait été appelé à la requête du Procureur-Général ou à celle de la partie civile.

Lorsque, sous l'empire du Code de brumaire an iv, les Cours de Justice criminelle avaient à juger un prévenu de faux témoignage, elles ne posaient pas la question de savoir si le témoin avait été appelé à la requête du Procureur-Général ou à celle de la partie civile ; mais simplement si le témoin avait déposé à charge contre le prévenu.

Sous l'empire du Code d'instruction criminelle, c'est encore la même question qui doit être posée.

Lorsque la condamnation du témoin a été prononcée pour faux témoignage à charge, la Cour de cassation n'a rien de plus à examiner ; elle doit ordonner la révision.

IX. L'accusé qui réclame la révision de son procès, doit être traduit en état d'accusation devant la Cour d'Assises qui a été indiquée, pour être livré à de nouveaux débats ; l'arrêt de condamnation seul est annulé : tous les autres actes de l'instruction sont maintenus.

Cependant, l'accusé doit être interrogé à son arrivée à la Maison de Justice, et il doit lui être nommé un conseil ; mais il a perdu le droit du recours en cassation contre l'arrêt de mise en accusation ; et, sur son recours contre le nouvel arrêt, il ne peut opposer que les ouvertures de cassation qui résultent de la nouvelle instruction.

X. En autorisant la révision, dans les cas mentionnés aux articles 443, 444 et 445, le Code d'instruction criminelle a fait tout ce qu'il était possible de faire en faveur des condamnés : il n'aurait pu autoriser indistinctement la révision, sans laisser une incertitude perpétuelle sur la chose jugée ; sans autoriser des révisions fondées sur des déclarations *collusoires* ; sans égarer l'opinion publique sur la culpabilité des condamnés ; sans jeter, par une suite nécessaire, une grande déconsidération sur la Magistrature, qui doit être environnée d'un respect presque religieux.

XI. Nous avons pensé que le Législateur aurait pu mettre au nombre des cas de révision, celui où le dénonciateur récompensé pécuniairement par la loi, aurait été entendu comme témoin aux débats, sans que le Jury eût été instruit de sa qualité ; mais le dénonciateur, dans ce cas, ayant joué le rôle de témoin aux débats, s'il a fait une déposition *faussée*, il peut être poursuivi comme faux témoin ; ce qui fait rentrer l'espèce particulière dans celle qui est prévue par l'art. 445.

ARTICLE CCCCXVI.

Les témoins condamnés pour faux témoignage ne pourront pas être entendus dans les nouveaux débats.

OBSERVATIONS.

I. Les dispositions de cet article sont justes et morales; ce n'est pas dans une source aussi impure que le Jury doit puiser les élémens de sa conviction.

II. Mais le Législateur devait le dire : car, si le Code pénal, par son art. 28, a mis dans l'incapacité de porter témoignage en Justice les condamnés à des peines afflictives ou infamantes, le même article permet de les appeler aux débats, pour y donner des *renseignemens*; et l'art. 269 du Code d'instruction criminelle autorise le Président, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, à y faire appeler et entendre toutes personnes, par forme de *renseignemens*; d'où l'on aurait pu fausement induire que les témoins condamnés pour faux témoignage ne seraient pas dans l'exclusion d'être appelés aux nouveaux débats, pour y donner au moins des *renseignemens*.

ARTICLE CCCCXVII.

Lorsqu'il y aura lieu de réviser une condamnation pour la cause exprimée en l'art. 444, et que cette condamnation aura été portée contre un individu mort depuis, la Cour de cassation créera un curateur à sa mémoire, avec lequel se fera l'instruction, et qui exercera tous les droits du condamné.

Si, par le résultat de la nouvelle procédure, la première condamnation se trouve avoir été portée injustement, le nouvel arrêt déchargera la mémoire du condamné de l'accusation qui avait été portée contre lui.

OBSERVATIONS.

I. L'ARTICLE 447 établit un mode particulier de procéder à la révision du procès d'un condamné pour homicide commis sur une personne que l'on prétend encore exister.

Ses dispositions ne sont point applicables aux autres cas de révision.

Pour que les art. 443 et 445 puissent recevoir leur application, il faut qu'il puisse être établi de nouveaux débats.

Dans l'espèce de l'art. 445, le motif en est sensible; car, il ne résulte pas nécessairement que l'accusé ait été injustement condamné, de ce qu'un ou même de ce

plusieurs témoins à charge ont porté faux témoignage dans son procès; il peut avoir existé d'autres preuves de sa culpabilité.

Il n'y a pas même évidence dans l'espèce de l'art. 443, où deux accusés ont été condamnés par deux arrêts indépendans, tous les deux comme auteurs du même crime, lorsque le même crime n'a pu réellement se commettre que par un seul individu.

Pour priver, dans ce dernier cas, l'accusé *vivant* du bénéfice de la révision, lorsqu'un autre accusé condamné est *décédé*, il faut s'aider de l'arme du raisonnement; il faut se livrer à une fiction fondée sur des considérations d'ordre public.

Les motifs en ont été parfaitement développés dans le discours de l'Orateur du Gouvernement (1).

Mais le condamné pour homicide commis sur une personne que l'on suppose être encore existante, fût-il *décédé*, comme la révision se trouve fondée sur un fait *matériel* et indépendant de toute discussion étrangère, il était d'une justice rigoureuse d'offrir à la famille du condamné le moyen d'effacer la tache imprimée à sa mémoire par l'arrêt qui a prononcé sa condamnation; aussi l'art. 447 a-t-il autorisé, pour ce cas, une révision contradictoire avec un curateur nommé à la mémoire du condamné.

C'est à la Cour de cassation que le Code a laissé le choix de ce curateur.

II. Ainsi, dans le cas de condamnation pour homicide, lorsqu'il existe des indices suffisans pour faire présumer l'existence de la personne prétendue homicidée, la Cour de cassation doit commencer par nommer un curateur à la mémoire du condamné.

[1] « Dans le concours de deux condamnations inconciliables, disait M. Berlier, et quand les deux condamnés sont vivans, rien de plus simple que de considérer les condamnations respectives comme non-avenues, et d'établir une instruction commune dans laquelle les deux accusés, en présence l'un de l'autre, viennent subir le nouvel examen de la Justice : mais si l'un des deux est mort (et dans cette hypothèse ce sera toujours celui qui aura subi la première condamnation), que ferait-on en annulant les deux arrêts, sinon de rengager un combat qui ne saurait plus être égal, et d'arrêter l'exécution de la dernière condamnation, portée le plus ordinairement en pleine connaissance du premier arrêt, et avec d'autant plus de circonspection, que la peine, déjà antérieurement infligée à un prévenu pour le même fait, était pour la Justice, à cette époque, un préjugé, ou tout au moins un avertissement, dont tout l'avantage restait à l'individu ensuite accusé du même crime »

« Annuler de plein droit le second arrêt, quand le premier condamné ne vit plus, ce serait sans profit pour l'homme qui était peut-être innocent, accorder une faveur extraordinaire à celui que le dernier état de choses proclame comme le vrai coupable.

« Ainsi, l'on irait directement contre le but que la Justice doit se proposer, et il a fallu, dans ce cas, renoncer à une révision qui, dépourvue de son motif et de ses moyens, offrait plus d'inconvéniens que d'avantages. »

Le préliminaire rempli, la Cour de cassation ordonne qu'il soit procédé à la reconnaissance de l'identité de la personne prétendue homicidee, et que l'instruction soit faite avec le curateur nommé, comme elle devrait se faire avec l'accusé lui-même, s'il était présent.

III. Si l'identité de la personne prétendue homicidee est reconnue, il n'y a aucun renvoi à prononcer, attendu qu'il ne peut être établi de nouveaux débats avec l'accusé, et qu'il est de l'essence des choses, que les débats s'établissent avec l'accusé contradictoirement ou par contumace: le curateur nommé à la mémoire de l'accusé ne peut remplacer l'accusé aux débats.

IV. Si l'arrêt de condamnation avait adjugé des dommages-intérêts à la partie civile, cette disposition devrait être annulée comme celle qui est relative à la peine; car les dommages-intérêts n'en sont que l'accessoire.

Tout doit être remis en question, sur le renvoi à une autre Cour, lorsqu'il y a lieu de l'ordonner.

Il doit y être statué de nouveau comme s'il n'était intervenu aucun jugement de condamnation.

V. Mais, si la Cour de cassation n'a fait que réhabiliter la mémoire du condamné, dans le cas de l'art. 444, la partie civile se trouve-t-elle privée de son action en dommages-intérêts? est-elle tenue de restituer les sommes qu'elle a reçues?

Cela nous semble incontestable, puisque l'indemnité accordée à la partie civile n'a pu lui être adjugée qu'à raison du crime qui a fait prononcer la condamnation de l'accusé, et que l'arrêt qui décharge sa mémoire de la prévention de ce crime, l'en déclare par suite innocent.

VI. Si les frais du procès mis à la charge de l'accusé condamné avaient été payés, soit par lui personnellement, soit par ses héritiers, ceux-ci seraient autorisés à en poursuivre le remboursement par les voies de droit.

LIVRE II. DE LA JUSTICE.

TITRE IV. DE QUELQUES PROCÉDURES PARTICULIÈRES.

CHAPITRE PREMIER.

Du Faux.

OBSERVATIONS.

I. On doit observer dans l'instruction sur prévention de crimes de faux témoignage et de fausse monnaie, les mêmes formes de procéder que dans une instruction sur tout autre crime, en rattachant à la procédure les formalités particulières exigées sur la poursuite de chacun de ces crimes.

Lorsqu'il y a vente à faux poids, à fausses mesures, c'est un délit ou une contravention, suivant que le prévenu a agi avec bonne ou avec mauvaise foi.

Si la prévention a pour objet un faux nom, une fausse qualité prise *verbalement*, l'affaire est de la compétence du Tribunal correctionnel.

Ce n'est pas de ces crimes et délits que s'occupe le présent chapitre; il n'a pour objet que *les faux en écriture*.

II. Le mode d'instruction établi par l'art. 448 et les suivans du Code d'instruction criminelle, peut cependant recevoir son application, sous certains rapports, au crime de fausse monnaie, à la fabrication de faux timbres, de faux poignons, et autres faux de même nature, dont il importe de constater l'existence *matérielle*, comme celle du faux en écriture.

III. Le faux en écriture se divise naturellement en faux *matériel* et en faux *intellectuel*, en faux *principal* et en faux *incident*.

Il acquiert de la gravité, suivant la qualité des personnes et des choses qui en sont l'objet.

Il peut même être tout-à-fait *innocent*.

IV. Le faux est *matériel* lorsque la pièce arguée présente quelque altération qui peut se reconnaître par le moyen d'un procédé quelconque.

Il est *intellectuel* lorsque l'acte argué n'est altéré que dans sa *substance*, et que le faux ne peut être reconnu à aucun signe caractéristique.

V. Il y a lieu à poursuite par la voie de *faux principal*, lorsque celui qui a fait usage de la pièce fausse est prévenu d'en être l'auteur ou le complice, ou lorsque l'auteur ou le complice est encore *vivant*.

Il y a lieu à poursuite par la voie du *faux incident*, lorsque le procès ne se fait qu'à la pièce; c'est-à-dire, lorsque celui qui l'a produite n'est pas prévenu d'en être l'auteur ou le complice, et que l'auteur et ses complices sont inconnus ou qu'ils n'existent plus.

VI. Il doit toujours être procédé sur le faux *principal* par la voie *criminelle* : (*Art. 448 et suivans du Code d'instruction criminelle.*)

Le faux doit être suivi *civilement* devant le Tribunal saisi, lorsqu'il n'est qu'*incident*; la marche de l'instruction est tracée dans le Code de procédure civile, par les art. 214 et suivans.

S'il n'est question de procéder qu'à une simple vérification d'écriture, il faut recourir aux dispositions des art. 193 et suivans du même Code.

VII. Si le faux a été commis par un *Fonctionnaire public*, il devient beaucoup plus grave que s'il l'avait été par un simple particulier.

Il acquiert de même plus de gravité lorsqu'il est commis sur des effets de *banque* ou de *commerce*, ou sur des pièces de *comptabilité* qui intéressent le *Trésor public*.

Il est *innocent* s'il n'a pas été commis *méchamment, frauduleusement et à dessein de nuire*.

Ces mots, à *dessein de nuire*, ne se trouvent pas écrits, il est vrai, dans le Code pénal de 1810; mais ils y sont sous-entendus, car c'est l'*intention* du crime et non la *matérialité* du fait qui constitue la criminalité de l'action.

Celui qui n'a pas agi à mauvais dessein, dans l'intention de nuire, n'a pas agi *méchamment, frauduleusement*; il ne peut être déclaré coupable.

VIII. Il est des faux en écriture qui, sans être *innocens*, ne constituent cependant qu'un simple *délit*; tels sont les faux commis dans les passe-ports, les feuilles de route, les certificats, et dans les registres des logeurs ou aubergistes (*art. 153 et suivans du Code pénal*); mais ce n'est qu'autant qu'il ne s'y rattache aucune des circonstances aggravantes qui rendent ces faux vraiment criminels.

Ces circonstances se trouvent mentionnées aux articles 155, 156, 157, 158, 169 et 162 du même Code.

IX. Le Code d'instruction criminelle ne détermine aucun mode particulier d'instruction, en matière de faux considéré comme simple *délit* : c'est dès-lors la procédure correctionnelle ordinaire qui doit être suivie, avec les modifications nécessitées par le genre du délit qui en fait l'objet ; c'est-à-dire, qu'il doit être fait description de la pièce arguée, qu'elle doit être paraphée *ne varietur*, que l'apport de pièces de comparaison peut être ordonné, que le prévenu peut être interpellé de faire un corps d'écriture, et le reste.

X. Dans tous les temps on a reconnu que la procédure sur le faux exigeait une instruction qui y fût appropriée.

Ce motif fut l'objet du Tit. IX de l'ordonnance de 1670, et plus spécialement de l'ordonnance de 1737.

L'instruction sur l'institution du Jury établit en 1791 un nouveau mode de procéder.

Le Code de brumaire an iv y ajouta de nouvelles dispositions.

Le Code d'instruction criminelle vient d'établir sur cette matière, un corps complet de doctrine.

XI. Jusqu'à la publication de la loi du 23 floréal an x, *le faux en écriture*, comme tous les autres crimes, rentrait dans la compétence des Tribunaux ordinaires ; il n'existait de différence que dans la composition du Jury qui était appelé à y prononcer.

Mais une démoralisation portée au plus haut degré, la fortune de l'État compromise, ayant nécessité l'emploi de mesures plus expéditives pour la répression de ce genre de crime, des Cours Spéciales furent instituées pour en connaître, sans assistance du Jury et sans recours en cassation.

L'arrêt préalable de compétence fut seul soumis à la censure de la Cour de cassation.

XII. Les Cours Spéciales ont été maintenues par le Code d'instruction criminelle ; mais les faux en écriture n'ont plus été mis dans leurs attributions.

Cependant, la Cour Impériale de Paris a été maintenue pour cinq ans, dans toutes les attributions qui lui avaient été données par les lois antérieures ; de sorte qu'elle continue à connaître des faux commis sur des pièces de comptabilité, lorsque ces pièces intéressent le Trésor public.

Mais, dans ce cas-là même, c'est à la Chambre d'accusation à prononcer sur la compétence ; et l'accusé ne peut être mis en jugement que quand l'arrêt de renvoi à la Cour Spéciale a été confirmé par la Cour de cassation.

XIII. Ce n'est que sous le rapport de l'attribution faite aux Cours d'Assises, de la connaissance des crimes de faux en écriture, que le Code d'instruction criminelle est favorable à ceux qui sont prévenus de s'en être rendus les auteurs ou les complices.

Lorsqu'ils en sont déclarés convaincus, le Code pénal use envers eux de la même

rigueur que celui de 1791 ; l'art. 165 a même confirmé la disposition de l'art. 6 de la loi du 23 floréal an x, qui a ordonné la *féttrissure* du condamné.

L'art. 164 veut de plus que dans tous les cas où la peine du faux n'est pas accompagnée de la confiscation des biens, l'accusé soit condamné à une amende qui ne puisse être au-dessous de cent francs, et qui peut être portée au quart du bénéfice illégitime que le faux était destiné à procurer à l'auteur du crime, à ses complices ou à ceux qui ont fait usage de la pièce fausse.

XIV. Dans les observations que nous venons de faire, tout est positif ; mais ce qui ne l'est pas, ce qui dépend presque toujours des circonstances, c'est le point de savoir si le fait imputé au prévenu constitue réellement le crime de faux en écriture.

Cette question est moins importante aujourd'hui qu'elle ne l'était sous l'empire de la loi du 23 floréal an x ; mais elle n'est pas néanmoins sans intérêt, puisque c'est de la nature du faux imputé au prévenu, et de la qualification qui peut lui être donnée, que doit résulter sa mise en liberté, son renvoi devant le Tribunal correctionnel, ou sa mise en accusation.

Il eût été dès-lors à désirer que l'on pût établir sur ce point des règles certaines ; mais chaque espèce de faux a un caractère qui lui est propre.

Cependant les monumens de la Jurisprudence peuvent jeter un grand jour sur la question.

XV. Un Employé des Droits-Réunis qui avait été destitué, s'était servi, depuis sa destitution, de la pince qui lui avait été confiée pour la marque des plombs, et il avait appliqué à son profit le montant de la perception des droits.

La Cour Spéciale s'était déclarée incompétente, attendu que le fait imputé au prévenu ne constituait pas le crime de faux en écriture.

Son jugement avait été annulé par la Cour de cassation, avec renvoi à une autre Cour Spéciale.

La nouvelle Cour et même une troisième avaient jugé comme la première.

Il fallut recourir à la voie de l'interprétation, qui fut donnée le 15 octobre 1810, en forme de règlement d'Administration publique, en ces termes :

» L'emploi frauduleux d'une pince servant à marquer les tabacs, et sur laquelle » sont inscrits ces mots, *Administration des Droits-Réunis*, lorsque cet emploi est » fait par un individu sans qualité et sans caractère public, dans l'objet de s'appro- » prier les droits de marque au préjudice de l'État, constitue un véritable crime de » faux. »

Il était constant au procès que la pince dont s'était servi l'accusé, n'avait pas été contrefaite ; mais elle lui avait servi à commettre un faux dans l'usage qu'il en avait fait. Par parité de raison, c'est commettre un vol avec fausses clefs, que de se servir pour le commettre d'une clef *égarée*. (*Arrêt du 12 juillet 1811.*)

XVI. Par arrêt du 15 nivôse an xii, il fut jugé que le buraliste qui inscrit sur

la pancarte qu'il est tenu d'afficher devant son domicile, un tarif de droits *plus forts* que ceux qu'il est autorisé à percevoir, commet le crime de faux.

XVII. Le 18 mai 1807, la Cour de cassation jugea que *l'enlèvement* de l'empreinte du marteau impérial sur un arbre de réserve, et son *application* sur un autre arbre de la vente, constitue le crime de faux.

XVIII. Il fut de même jugé, par arrêt du 13 mai 1808, au rapport de M. Guieu, que l'usage d'un poinçon *calqué* sur celui de la Régie pour la marque des matières d'or et d'argent, constitue le crime de faux.

XIX. Un individu prévenu d'avoir fait disparaître, par le moyen d'une composition *chimique*, la marque d'annulation d'un effet de la Banque de France, et d'avoir remis cet effet en circulation, fut déclaré par arrêt du 19 décembre 1807, coupable du crime de faux.

XX. La loi du 22 germinal an xi ordonna que les peines prononcées contre les auteurs et les complices du crime de faux en écritures privées, seraient appliquées aux contrefacteurs des marques particulières des manufacturiers ou artisans, lorsque le dépôt de leur marque aurait été fait dans la forme prescrite.

Par suite de cette disposition de la loi, des individus furent traduits à la Cour Spéciale de Paris, comme prévenus d'avoir apposé le cachet particulier de fabricans brevetés, sur des bouteilles de liqueurs *contrefaites*; mais les cachets qui se trouvaient appliqués sur les bouteilles de liqueurs des fabricans brevetés, ne l'étaient pas de manière à faire corps avec la liqueur; et la partie poursuivante ne fondait ses poursuites que sur le défaut d'*identité de la liqueur* trouvée dans les bouteilles saisies, avec celle de sa fabrique.

Par ce motif, la Cour de cassation jugea, le 22 janvier 1807, qu'il n'y avait pas prévention suffisante du crime de faux.

XXI. Le 16 mars 1806, il fut jugé qu'il n'y avait pas lieu à suivre sur la prévention de faux portée contre un individu qui avait présenté et signé *du nom d'autrui* une pétition adressée au Sous-Préfet de l'arrondissement, attendu qu'un pareil acte ne peut faire *titre*, ni conséquemment porter dommage à qui que ce soit.

La même chose avait été jugée le 15 floréal an xii, en faveur d'un *Médecin* qui avait signé une consultation du nom de son confrère, qui était connu pour être son associé.

XXII. Mais il fut jugé, le 16 octobre 1806, que l'associé qui a continué à faire usage après la dissolution de la société, de la signature *de la raison sociale*, pour établir son propre crédit, commet le crime de faux.

XXIII. Un Notaire, après sa démission acceptée et son remplacement opéré,

avait continué à rédiger des actes sous le nom de son successeur, qui les avait signés, et qui les avait mis au nombre de ses minutes.

L'un et l'autre furent traduits devant la Cour Spéciale, sur prévention de faux.

Par arrêt du 7 novembre 1808, au rapport de M. Verneil, il fut dit qu'il n'y avait pas lieu à suivre, attendu qu'aucune réclamation ne s'était élevée de la part *des contractans*, et que rien ne justifiait que le Notaire eût signé, *sans avoir vu les parties*.

XXIV. Il n'en est pas de même de l'Agent-de-change ou du Courtier qui *antidate*, sur son registre, une vente faite ou supposée faite par son ministère, et la reporte par le moyen de l'antidate, à une époque où elle pouvait produire *son effet*, lorsqu'elle serait nulle à l'égard *des tiers*, si elle portait *sa véritable date*.

Par arrêt du 11 fructidor an XIII, il fut jugé que, dans ce cas, il y a prévention suffisante du crime de faux.

XXV. Celui qui met dans le commerce une lettre-de-change revêtue de la signature de tireurs ou d'endosseurs *qui n'existent pas*, pour faciliter la circulation de cet effet, commet le crime de faux : c'est ce que la Cour de cassation jugea le 14 août 1807, en *improposant* les considérans d'un arrêt rendu par une Cour Spéciale qui s'était déclarée *incompétente*, en se fondant sur ce que ces sortes d'opérations étaient autorisées par l'usage dans plusieurs places de commerce.

Ce ne serait plus aujourd'hui une excuse suffisante, que cet usage prétendu du commerce, qui a dû cesser, d'après l'avertissement donné par l'arrêt que nous venons de rapporter.

XXVI. Lorsque l'acte argué ne peut être d'aucun avantage à un tiers, et qu'il ne peut porter préjudice à autrui, les déclarations fausses qu'il contient ne peuvent constituer le crime de faux.

Cela fut ainsi jugé le 28 avril 1809, dans une espèce assez singulière.

L'oncle et la nièce, desirant s'unir par les liens du mariage, avaient présenté une fausse dispense de l'Evêque diocésain à l'Officier de l'Etat civil ; mais cette dispense ne pouvait autoriser l'Officier de l'Etat civil à rédiger l'acte de leur mariage, puisque le Code Napoléon (art. 164) n'attache cet effet qu'aux dispenses accordées par Sa Majesté elle-même.

Une telle pièce ne pouvait donc être d'aucun avantage ni nuire à qui que ce fût.

Il n'en serait pas de même dans le cas d'altération d'un acte de naissance délivré par un Prêtre catholique, lors même que cet acte n'aurait pas été légalisé. (*Arrêt du 30 août 1811, au rapport de M. Favard.*)

XXVII. Un individu avait formé demande en rectification d'un acte de l'Etat civil, et il l'avait obtenue à l'aide des déclarations faites par de faux témoins qu'il avait produits devant le Juge-de-paix.

Il s'était fait délivrer une expédition du jugement, et il l'avait fait transcrire sur les registres de l'Etat civil.

A raison de cette transcription, il avait été traduit, sur prévention de faux, devant la Cour Spéciale; mais le jugement transcrit pouvait être attaqué par la voie de l'*appel*; il ne pouvait être opposé aux parties intéressées qui n'y avaient pas été appelées.

Sur ces motifs, la Cour de cassation déclara qu'il n'y avait pas faux en écriture, mais une simple complicité de faux témoignage. (*Arrêt du 24 novembre 1803.*)

XXVIII. Il fut jugé les 13 août 1807, 8 juillet 1808 et 24 février 1809, que celui qui fait usage d'une lettre souscrite d'un nom supposé, pour se faire délivrer des marchandises ou de l'argent, commet le crime de faux, s'il a fabriqué la lettre, et qu'il s'en rend le complice, s'il en connaît la fausseté.

Il y avait cela de particulier dans l'espèce jugée en 1803, que la signature de la lettre ne pouvait s'appliquer à aucune personne connue.

Et, dans l'espèce jugée en 1809, que celui qui avait signé n'avait pas même cherché à déguiser son écriture.

Ces considérations ne parurent d'aucune importance; aussi fut-il jugé le 29 novembre 1811, au rapport de M. Benvenuti, que la contrefaçon de la signature, bien ou mal imitée, constitue le crime de faux, lorsqu'elle a été faite dans l'intention de nuire.

XXIX. Il n'y a crime de faux, que lorsque le faux se rattache à une des formalités *substantielles* de l'acte.

C'est d'après ce principe qu'il fut jugé le 20 février 1806, au rapport de M. Audier-Massillon, que les énonciations mensongères dans un acte, lorsqu'elles ne portent pas sur sa *substance*, et qu'il ne peut en résulter aucun préjudice pour les parties, n'est pas un faux dans le sens du Code pénal.

Ce fut, d'après le même principe, qu'il fut jugé, le 2 avril 1807, qu'un Notaire ne peut être poursuivi comme faussaire, pour avoir énoncé dans l'acte qu'il a rédigé, qu'un précédent qu'il a reçu a été enregistré, tandis qu'il ne l'a pas réellement été;

Qu'il fut également jugé le 9 janvier 1806, qu'un Huissier n'avait pas commis le crime de faux, en ajoutant après coup, à son exploit, qu'il était *patenté*; cette formalité n'étant pas *substantielle*;

Et qu'il le fut encore le 29 décembre 1808, qu'un Notaire ne pouvait être mis en prévention de faux, pour avoir déclaré dans son acte que les témoins instrumentaires avaient signé dans son étude, tandis que, dans la réalité, ils avaient signé ailleurs; mais il n'était pas question d'un *testament* où la présence des témoins à l'acte est une formalité *substantielle*, ainsi qu'il fut jugé par arrêt rendu, au rapport de M. Rataud, le 8 octobre 1807.

XXX. Lorsque le faux se rattache à une formalité *substantielle*, s'il a été commis par un *Officier public*, il est toujours présumé *criminel*; de sorte qu'il y a nécessairement lieu à donner suite à la prévention, sauf la justification du prévenu aux débats. (*Arrêts des 22 janvier et 20 novembre 1807.*)

Il avait été jugé le 16 ventôse an XIII, dans le même sens, contre un Huissier qui avait déclaré avoir remis la copie de son exploit au domicile de la partie, lorsque, dans la réalité, il l'avait fait remettre par son Clerc.

XXXI. Par arrêt du 30 prairial an x, la Cour de cassation jugea qu'une personne qui avait fait inscrire un enfant sur le registre de l'Etat civil, sous le nom d'une *autre mère* que la véritable, avait commis le crime de faux, quoique cette personne posât en fait qu'elle avait agi sur la prière de la mère.

La Cour de cassation jugea de même, le 10 messidor an XII, que la déclaration faite par le père à l'Officier de l'Etat civil, que l'enfant qu'il lui présente est né de sa femme *légitime*, lorsqu'il est réellement né de sa *concubine*, constitue le crime de faux s'il a signé sa déclaration, ou s'il a déclaré ne savoir signer; attendu que de pareilles déclarations ont *nécessairement* pour objet d'établir une *autre filiation* que celle de la nature, et qu'elles tiennent dès-lors à la *substance* de l'acte.

XXXII. Mais pour qu'un faux de cette espèce puisse être poursuivi par la voie criminelle, il faut que la *question d'Etat* ait été préalablement jugée par les Tribunaux civils (*art. 327 du Code Napoléon*): c'est ce que la Cour de cassation a jugé par une foule d'arrêts, et ce qu'elle jugea en Sections réunies, sous la présidence du Grand-Juge, le 12 septembre 1808. Ce principe s'applique aussi bien au cas où le Ministère public agit *d'office*, que lorsqu'il est provoqué par la plainte des parties intéressées.

Cependant, si l'affaire avait été commencée par la voie criminelle, avant la mise en activité du Code Napoléon, elle doit être suivie par la même voie et jugée d'après ses derniers errements. C'est ce que la Cour de cassation jugea par arrêt du 25 brumaire an XIII.

Rien n'empêche que le Tribunal civil, saisi de la question d'Etat, puise ses motifs de décision dans un jugement criminel rendu antérieurement à la mise en activité du Code Napoléon. (*Arrêt du 30 avril 1807.*)

XXXIII. Il fut jugé le 20 novembre 1807, que l'Officier public qui a commis un faux dans un acte qu'il a reçu, doit être poursuivi comme faussaire, lors même que son acte renferme des vices capables d'en faire prononcer l'annulation. Il avait déjà été rendu un arrêt dans le même sens, le 21 décembre 1806.

XXXIV. Le 18 novembre 1809, il fut jugé que des *surcharges* qui affectent la substance de l'acte, et qui ont été faites sur une *copie* de titres qui n'a aucun caractère d'*authenticité*, mais qui a été *communiquée* au prévenu sur son *récépissé*, constituait le crime de faux;

Et le 2 frimaire an ^{xii}, que celui qui fait usage d'une *quittance* sur laquelle il a falsifié le montant de la somme réellement reçue, pour y en substituer une plus forte, doit être poursuivi criminellement pour raison de ce faux, quand la quittance n'aurait pas été signée du créancier.

XXXV. La Cour de cassation a plusieurs fois jugé que, quoique la pièce arguée *ne soit pas représentée*, il y a lieu à poursuite sur prévention de faux contre l'individu qui en est présumé l'auteur ou le complice. (*Arrêts des 18 prairial an ^{xiii}, au rapport de M. de Lachaise, et 14 avril 1808, au rapport de M. Minier.*)

Mais on lit dans les considérans de celui du 18 prairial an ^{xiii}, que la prévention ne peut alors s'établir que sur des faits *personnels* à l'accusé.

XXXVI. Celui qui fait usage des papiers d'autrui pour exiger d'un tiers le remboursement d'une créance, ou pour se donner un crédit qu'il n'a pas, ne peut être mis, pour ce fait, en prévention du crime de faux, lorsqu'il n'a signé aucun acte du nom de celui dont il a les papiers en son pouvoir. (*Arrêts des 18 germinal an ^{xii}, 29 messidor an ^{xiii} et 10 juillet 1806.*)

Mais si les pièces dont s'est servi le prévenu sont fausses, et s'il les connaissait pour telles, ou s'il les avait lui-même falsifiées, il y aurait lieu à le poursuivre comme faussaire. (*Arrêt du 3 octobre 1808.*)

XXXVII. Celui qui a pris dans un acte un faux *prénom*, une fausse *qualité*, a-t-il commis le crime de faux ?

S'il a pris le faux *prénom*, la fausse *qualité*, à l'effet d'acquérir un droit qu'il n'a pas, il a commis un véritable faux.

Si le faux *prénom*, la fausse *qualité* qu'il a prise, ne pouvait, au contraire, lui procurer aucun avantage, ni porter préjudice à autrui, ce serait un simple mensonge qui n'aurait pas le caractère de crime ; car, pour qu'il y ait faux, il faut que ce qui en constitue la *matérialité*, en ait aussi le caractère *moral*.

Cette distinction se trouve consignée dans les arrêts des 6 ventôse an ^{xiii}, 27 mars et 3 octobre 1806, 6 août 1807, 9 décembre 1808, et 25 mai 1809.

XXXVIII. Le 26 mai 1809, la Cour de cassation eut à prononcer sur une espèce qui a beaucoup d'analogie avec celle du N.^o précédent.

Une femme *mariée* avait pris dans un acte obligatoire son seul nom de *filie* sans déclarer qu'elle était *mariée*.

Elle fut poursuivie sur prévention de faux.

Mais la Cour jugea qu'elle n'avait pas commis un faux, puisqu'elle avait signé son véritable nom ; que la personne avec laquelle elle avait contracté devait s'imputer de ne s'être pas assurée de sa qualité de femme mariée avant de traiter avec elle : *Nemo ignorare debet cum quo contrahit.*

XXXIX. L'abus d'un blanc-seing pour y substituer d'autres conventions que celles dont les parties ont été d'accord ; une signature vraie , mais surprise , sur un acte qui ne contient pas les véritables conventions des parties , constituent-ils le crime de faux ?

La Cour de cassation jugeait , sous l'empire des anciennes lois , que l'abus d'un blanc-seing ne constituait qu'un simple abus de confiance , un dol personnel , une escroquerie , lorsque ce n'était pas , par suite d'une confiance nécessaire , que la remise du blanc-seing avait été faite à celui qui en avait abusé. Cette distinction se trouve établie dans les arrêts des 17 mai 1808 , 28 janvier et 24 mars 1809.

Le Code pénal a établi d'autres principes qui sont consignés dans l'art. 407 , en ces termes :

« Quiconque , abusant d'un blanc-seing qui lui aura été confié , aura frauduleusement écrit au-dessous une obligation ou décharge , ou tout autre acte pouvant compromettre la personne ou la fortune du signataire , sera puni des peines portées en l'art. 405 » ; c'est-à-dire , de peines correctionnelles.

» Dans le cas où le blanc-seing ne lui aurait pas été confié , il sera poursuivi » comme faussaire et puni comme tel. »

La distinction établie par la Jurisprudence de la Cour de cassation , ne peut désormais plus être prise en considération ; il n'y aura lieu qu'à l'application des peines correctionnelles , dans tous les cas où le blanc-seing aura été confié , que ce soit ou non par suite d'une confiance nécessaire ; sauf la gradation dans l'application des peines , suivant les circonstances.

XL. Celui qui ajouterait , après coup , à un acte sous signature privée , revêtu de la signature des parties , une stipulation qui en changerait la nature , commettrait le crime de faux. Ce fut l'espèce d'un arrêt rendu au rapport de M. Aumont , le 25 juin 1807.

XLI. Si la signature d'une partie avait été surprise sur un acte reçu par un Officier public , de manière qu'au lieu de lui faire signer une obligation , on lui eût fait souscrire un contrat de vente , il y aurait nécessairement prévention de faux contre l'Officier qui s'en serait rendu coupable , et contre ceux qui l'auraient aidé dans cette manœuvre.

XLII. Celui qui s'est présenté sous un faux nom chez un Notaire , pour y passer un acte , est en prévention suffisante du crime de faux , lors même qu'il n'a pas signé l'acte , s'il a déclaré ne savoir ou ne pouvoir signer , et qu'il ait été fait mention dans l'acte de sa déclaration. C'est ce qui fut jugé par arrêt du 8 août 1806.

Il y aurait tentative de faux si celui qui s'est présenté sous un faux nom , dans l'étude du Notaire , s'en était retiré avant que l'acte eût reçu son complément , dans le cas où sa disparition aurait eu pour cause des circonstances indépendantes de sa volonté. (*Arrêt du 12 juin 1807.*)

XLIII. Lorsque la plainte en faux porte sur le procès-verbal d'un Employé, c'est par la voie du faux *principal* qu'il faut procéder, puisqu'alors le prévenu de faux est nécessairement connu. (*Arrêts des premier octobre et 20 novembre 1807, et 11 août 1808.*)

Il en serait de même si la plainte en faux était dirigée contre le procès-verbal d'un Officier de police judiciaire, ou contre celui d'un autre Fonctionnaire public encore existant.

XLIV. Lorsqu'en matière de Douanes, de Droits-Réunis ou de contraventions forestières, il a été dressé des procès-verbaux de délits, il ne suffit pas, pour faire surseoir au jugement de la contravention, que le délinquant ait déclaré s'inscrire en faux; il faut qu'il en ait déduit les moyens et qu'ils aient été jugés pertinens par le Tribunal saisi. (*Arrêts des 24 mars et 21 avril 1809.*)

Lorsque le délinquant n'a pas déduit ses moyens, ou que le Tribunal saisi a déclaré qu'ils n'étaient pas pertinens, il doit être passé outre au jugement du procès.

Ce n'est que lorsqu'ils sont déclarés admissibles, qu'il y a lieu de surseoir jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la prévention de faux par le Tribunal compétent.

Si le Tribunal saisi ordonnait que la preuve des moyens de faux *principal* fût faite devant lui, il violerait les règles de sa compétence. (*Arrêts des 6 et 19 janvier 1809.*)

XLV. Mais il serait intervenu un jugement *définitif* sur la contravention, que ce jugement ne mettrait pas d'obstacle à la poursuite en faux *principal*, ni conséquemment à ce que celui qui a perdu son procès sur la production de la pièce arguée fût recevable à intervenir sur la poursuite en faux principal, lors même qu'il aurait été procédé à la vérification de la pièce par le Tribunal qui a rendu le jugement : c'est la disposition de l'art. 215 du Code de procédure civile qui détermine le sens dans lequel doit être entendu l'art. 451 du Code d'instruction criminelle.

XLVI. Le demandeur en faux incident est recevable à rendre plainte en faux principal, lors même que la pièce a été reconnue véritable sur les poursuites du faux incident; il doit être sursis, dans ce cas, au jugement de la cause, à moins que les Juges ne soient d'avis qu'elle peut être jugée *indépendamment* de la pièce arguée de faux. (*Art. 250 du Code de procédure civile.*)

Le mot *toujours* dont se sert l'article cité du Code de procédure civile, ne contrarie pas les dispositions de l'art. 214 du même Code; il s'applique à tous les cas où le jugement définitif n'est pas encore intervenu.

Toujours, a dit M. Merlin, dans ses *Questions de droit*, nouvelle édition, tome 2, page 570, première colonne, *init.*, c'est-à-dire, soit que l'inscription de faux fût rejetée par le fait du demandeur, soit qu'elle le fût par le fait du défen-

deur, soit que le demandeur s'en désistât volontairement ; ce qui a généralisé la disposition de l'art. 19 du Titre II de l'Ordonnance de 1737.

Cet article 250 du Code de procédure civile, et l'art. 1319 du Code Napoléon ont donné lieu à une savante dissertation de M. Merlin, *loco citato*, sur une affaire qui fut jugée conformément à ses conclusions, au rapport de M. Aumont, le 15 février 1810.

Il fut décidé par cet arrêt, 1.^o Que l'art. 1319 du Code Napoléon n'est relatif qu'aux plaintes en faux, ayant pour objet des actes, non-seulement *authentiques*, mais revêtus d'un caractère *exécutoire*. 2.^o Que l'art. 250 du Code de procédure civile doit être entendu dans ce sens, qu'il autorise les Tribunaux à prononcer la surseance au jugement de la cause, lorsqu'il y a preuve acquise de l'existence d'une plainte en faux principal, contre des actes d'Huissiers faits dans l'instance, au jugement de laquelle il est sursis.

XLVII. Il suffit que l'auteur ou le complice du crime de faux soit *désigné* dans la plainte, et qu'il soit *existant*, pour qu'il y ait lieu à suivre par la voie du faux principal (*arrêt du 8 frimaire an xiii*), lorsque la prescription n'est pas acquise.

XLVIII. La *simulation* dans un acte ne constitue pas le crime de faux ; elle ne constitue pas même un *délit*, lorsqu'elle ne s'opère que dans l'intérêt des parties contractantes. (*Arrêt du 8 février 1812.*)

Si elle avait pour objet de porter préjudice à un tiers, il pourrait en résulter un *délit* ; mais ce serait un *délit ordinaire*, dont le caractère se déterminerait par les circonstances.

C'est ce que la Cour de cassation jugea le 12 floréal an xiii.

XLIX. Le 7 septembre 1811, il fut jugé, au rapport de M. Lasagni, que des Huissiers ne s'étaient pas rendus coupables de faux, en portant dans leur état de frais, des sommes pour salaire de voyage qu'ils n'avaient pas fait, et en se faisant délivrer exécutoire de ces sommes, attendu *qu'ils n'avaient présenté aucune pièce à l'appui*.

C'était un faux exposé qu'ils avaient fait ; mais ce n'était pas un faux qu'ils avaient commis, dans le sens du Code pénal.

L. La Cour de cassation a jugé que l'inscription de faux est recevable contre un jugement ou un arrêt portant qu'il a été rendu par tels et tels Juges désignés, lorsqu'il est posé en fait que l'un d'eux n'était pas présent.

L'ancienne Jurisprudence autorisait déjà à prendre cette voie contre la minute et contre l'expédition des arrêts. (*Arrêt du Parlement de Paris, du 7 septembre 1710.*) Mais elle n'était autorisée contre la minute et l'expédition du jugement, qu'en plaidant sur l'appel et non par voie directe. (*Arrêt du même Parlement, du 23 juin 1779.*)

Cette distinction ne peut être admise dans l'intérêt de la vindicte publique ; car ce

n'est pas l'appel qui constitue le faux, ni l'acquiescement donné au jugement, qui peut lui ôter le caractère du crime.

LI. Il est facile de se convaincre par les nombreux exemples que nous venons de rappeler, de l'attention soutenue que la Cour de cassation a toujours apportée au jugement de ces sortes d'affaires.

Il est peu de questions, en effet, qui exigent un plus sérieux examen, soit à raison de la gravité des peines, soit à raison des funestes effets que les faux produisent dans la société.

On ne saurait donc trop recommander aux Officiers de police judiciaire et aux Tribunaux, d'user de toute leur sagacité pour ne pas confondre les véritables faux avec ce qui n'en a que l'apparence; mais aussi pour qu'aucun coupable de faux n'échappe à leur vigilance.

LII. Un décret impérial du 20 juillet 1808 porte que les Juifs qui se permettent de prendre d'autres noms que ceux qu'ils ont déclaré vouloir porter, peuvent être poursuivis comme faussaires, suivant l'exigence des cas.

L'art. 139 du Code de procédure civile veut également que les Greffiers soient poursuivis comme faussaires, lorsqu'ils donnent expédition d'un jugement avant qu'il ait été signé.

ARTICLE CCCCXLVIII.

Dans tous les procès pour faux en écriture, la pièce arguée de faux; aussitôt qu'elle aura été produite, sera déposée au greffe, signée et paraphée à toutes les pages par le Greffier, qui dressera un procès-verbal détaillé de l'état matériel de la pièce, et par la personne qui l'aura déposée, si elle sait signer, ce dont il sera fait mention; le tout à peine de cinquante francs d'amende contre le Greffier qui l'aura reçue sans que cette formalité ait été remplie.

OBSERVATIONS.

I. Lorsqu'il y a inscription de faux, la première formalité à remplir est confiée au Greffier du Tribunal où s'effectue le dépôt de la pièce arguée.

A l'instant du dépôt, et en la présence de celui qui le fait, le Greffier doit dresser procès-verbal détaillé de l'état matériel de la pièce déposée.

Il doit de plus la signer et parapher à toutes les pages, et la faire signer et parapher par celui qui en fait la remise.

• Soit que celui qui fait le dépôt signe et paraphes les pièces, soit qu'il déclare ne pas savoir signer ou qu'il refuse de le faire, le Greffier doit en faire la mention expresse dans son procès-verbal, ainsi que de sa propre signature.

II. Le Code de brumaire an iv renfermait déjà les mêmes dispositions : il les prescrivait même sous peine de nullité ; mais le Code d'instruction criminelle a substitué la peine d'amende contre le Greffier, à la nullité qui ne pourrait dès-lors être aujourd'hui prononcée. (*Arrêt du 22 novembre 1811, au rapport de M. Oudard.*)

Le Législateur a pensé que l'intérêt personnel du Greffier le rendrait assez vigilant, et que cette garantie vaut bien celle qu'elle remplace. Ce fut ainsi que s'en expliqua l'Orateur du Gouvernement, dans son discours au Corps-Législatif.

III. Il ne faut pas croire, néanmoins, que le Greffier en fût quitte pour le paiement de l'amende, si quelques circonstances venaient aggraver la négligence dont il se serait rendu coupable ; il pourrait être suspendu de ses fonctions : il devrait même être destitué et poursuivi par la voie criminelle, pour *complicité* de faux, s'il y avait des indices suffisans pour faire présumer qu'il aurait substitué une pièce à celle dont le dépôt aurait été fait, ou qu'il en aurait autorisé la substitution, ou que la pièce déposée aurait été altérée en manière quelconque.

Dans son intérêt personnel comme dans celui de la vindicte publique, le Greffier ne peut donc être trop scrupuleux observateur de l'exécution rigoureuse des dispositions de l'art. 448.

IV. Lorsque l'on n'aurait à imputer au Greffier que sa négligence, il ne devrait pas moins être condamné à l'amende.

Si l'omission était imputable à un de ses commis assermentés, il en serait responsable. (*Art. 9 du décret impérial du 6 juillet 1810.*)

V. L'art. 526 du Code de brumaire an iv exigeait que la pièce produite fût signée et paraphée par la partie plaignante ou dénonciatrice ; et l'art. 448 porte seulement qu'elle le sera par celui qui l'aura déposée, sans le qualifier ; ce qui laisse toute latitude pour l'apport et le dépôt au greffier de la pièce arguée. Le Code d'instruction criminelle ne prend en considération que la pièce déposée, sans s'occuper de la personne qui en fait la remise.

Sous l'empire du Code de brumaire an iv, on renfermait déjà dans de justes bornes les dispositions de l'art. 526. La Cour de cassation jugea, en effet, le 8 messidor an xiii, qu'il n'y avait pas nullité de ce qu'un Sous-Préfet qui avait donné connaissance d'une pièce fautive à la Justice, n'en avait pas fait personnellement le dépôt.

Le Procureur-Impérial chargé de la recherche et de la poursuite des crimes, devient alors la véritable partie plaignante ; le dépôt de la pièce doit se faire à sa requête ; et pour lui donner toute l'authenticité désirable, il doit la signer et la parapher à toutes les pages ; mais c'est par simple mesure de précaution, puisque le Code d'instruction criminelle ne lui en impose pas l'obligation.

VI. Ce n'est pas d'un simple procès-verbal de dépôt de la pièce que parle l'art. 448, mais d'un procès-verbal *détaillé*, qui constate son état matériel, c'est-à-dire, d'un procès-verbal qui décrive la pièce d'une manière si vraie, qu'il devienne impossible

d'y faire aucune altération , sans qu'elle soit reconnue à la seule inspection , en la rapprochant des énonciations du procès-verbal.

ARTICLE CCCCXLIX.

Si la pièce arguée de faux est tirée d'un dépôt public, le Fonctionnaire qui s'en dessaisira, la signera aussi et la paraphera, comme il vient d'être dit, sous peine d'une pareille amende.

OBSERVATIONS.

I. APRÈS s'être occupé dans l'art. 448, des formalités à remplir par le Greffier qui reçoit le dépôt de la pièce arguée, et par celui qui la produit dans son intérêt, le Législateur détermine, dans l'art. 449, ce que doit faire le Fonctionnaire public appelé à faire le dépôt de la pièce qu'il a dans sa possession.

Si le Fonctionnaire public fait *personnellement* le dépôt de la pièce, il est tenu, comme la partie intéressée, de la signer et de la parapher à toutes les pages avant de s'en dessaisir, et il y est tenu, sous peine d'une amende pareille à celle qui est encourue par le Greffier.

II. Mais le Fonctionnaire public qui est dépositaire de la pièce arguée, doit-il nécessairement en faire le dépôt *en personne*, ou suffit-il qu'il fasse parvenir la pièce au Greffier par les voies accoutumées?

L'article 449 est resté muet sur cette question, et elle ne se trouve résolue par aucun autre article du Code.

L'article 449 exige seulement que le dépositaire public signe la pièce et qu'il la paraphre avant de s'en dessaisir; ce qu'il peut faire dans son cabinet comme en la présence du Greffier.

L'article 452 ajoute à la vérité (*deuxième alinéa*), que l'ordonnance portant que la pièce sera apportée au greffe, et l'acte de dépôt tiendront lieu de décharge de la pièce; d'où l'on pourrait induire, que pour obtenir sa décharge, le dépositaire devrait personnellement effectuer la remise: mais on peut tirer un argument en sens contraire, des dispositions de l'article 455, qui porte, que lorsqu'il y a lieu au déplacement d'une minute, il doit en être remis au dépositaire une copie collationnée par le Président du Tribunal *de son arrondissement*.

Si le dépositaire avait été tenu de faire personnellement le dépôt, il aurait été beaucoup plus simple d'ordonner que la collation serait faite par le Président du Tribunal *saisi*. Cela aurait évité un double déplacement.

III. L'Ordonnance de 1737 ordonnait, art. 5, que le dépositaire public *serait* tenu d'effectuer *personnellement* la remise de la pièce au greffe du Tribunal *saisi*;

492 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

et par l'art. 6, elle avait même fixé le délai dans lequel il devait en faire la remise ; sans exiger néanmoins, que le dépositaire vînt la retirer lui-même du greffe. (*Art. 23 de cette ordonnance.*)

Ces dispositions de l'Ordonnance de 1737 étaient connues du Législateur ; et s'il avait été dans son intention de les maintenir, il s'en serait expliqué.

Mais il y aurait eu des inconvénients à adopter d'une manière absolue l'un ou l'autre système.

Le parti le plus sage était de laisser au Tribunal ou à l'Officier de police judiciaire saisi, à ordonner, suivant les circonstances, ce qu'il jugerait le plus convenable.

IV. Lorsque le Tribunal qui se trouve saisi, ou que l'Officier de police judiciaire chargé de l'instruction, a ordonné que le dépositaire public fasse *en personne* l'apport de la pièce, ce dernier doit se conformer à l'ordre qu'il reçoit, à moins d'impossibilité constatée d'une manière légale.

Si l'ordonnance porte simplement que la pièce sera déposée au greffe, il est permis au dépositaire public de l'apporter lui-même, ou de la transmettre par la voie de la poste ou des diligences, après l'avoir signée et paraphée à toutes les pages, et après en avoir tiré et mis au nombre de ses minutes, une copie collationnée, dans la forme prescrite par l'article 455.

V. Lorsque le dépositaire public se déplace, il lui est dû une indemnité : il en est dû également une au simple dépositaire, lorsqu'il fait le dépôt, en vertu d'ordonnance ou de jugement ; mais il n'en est dû aucune au *plaignant* ni au *dénonciateur*.

Si le fonctionnaire public est du nombre de ceux dont il est parlé aux chapitres 6 et 7 du décret impérial du 18 juin 1811, la taxe doit lui être faite en conformité de ce décret.

Si c'est un Notaire, sa taxe doit l'être conformément au tarif du 16 février 1807, liv. II, chap. 7.

Le même tarif doit être consulté sur la taxe à faire aux Avoués, et dans tous les cas qu'il a prévus, lorsqu'il n'y a pas été dérogé par le décret du 18 juin 1811.

VI. La taxe faite sur la copie de l'ordonnance signifiée tient lieu d'exécutoire ; le Receveur de l'enregistrement doit en acquitter le montant comme frais d'urgence.

A R T I C L E C C C C L.

La pièce arguée de faux sera de plus signée par l'Officier de police judiciaire, et par la partie civile ou son Avoué, si ceux-ci se présentent.

Elle le sera également par le prévenu, au moment de sa comparation.

Si les comparans, ou quelques-uns d'entre eux, ne peuvent pas ou ne veulent pas signer, le procès-verbal en fera mention.

En cas de négligence ou d'omission, le Greffier sera puni de cinquante francs d'amende.

OBSERVATIONS.

I. Lorsque l'Officier de police judiciaire assiste à la rédaction du procès-verbal qui doit être dressé en exécution de l'article 448, il doit signer la pièce arguée; il en est de même de la partie civile; mais le Code n'exige pas qu'ils y soient appelés.

L'article 450 ne parle que de la *signature* de l'Officier de police judiciaire et de celle de la partie civile, sans leur imposer l'obligation de *parapher* la pièce, mais cela est sous-entendu.

Le procès-verbal ne serait pas revêtu de leur signature, qu'il n'en résulterait pas, au surplus, une irrégularité capable d'atténuer la confiance que l'on devrait y avoir.

II. Si l'Officier de police judiciaire et la partie civile se présentent, le Greffier doit en faire mention dans son procès-verbal, ainsi que de leur signature et de leur paraphre.

Le Greffier qui ne remplirait pas cette formalité encourrait, comme dans l'espèce de l'article 448, une amende de 50 francs.

L'Avoué de la partie civile est autorisé à comparaître pour elle : lorsqu'il comparait en cette qualité, il doit signer et parapher la pièce, et il doit être fait mention au procès-verbal, de sa comparution, de sa signature et de son paraphre.

III. Le Code d'instruction criminelle ne dit pas si le prévenu qui est en arrestation, au moment où s'effectue le dépôt de la pièce, doit être appelé au procès-verbal descriptif qui doit en être dressé; l'article 450 porte uniquement que le prévenu signera la pièce lors de sa comparution; mais si l'Officier de police judiciaire était *présent* à la rédaction du procès-verbal, ce serait une chose convenable que d'y appeler le prévenu; car la pièce arguée ne peut être pour lui une pièce secrète; cependant le Greffier ne devrait pas l'y appeler de son autorité.

IV. L'article 450 déclare l'amende encourue par le Greffier, dans le cas de *négligence* ou d'*omission* de remplir les formalités qu'il prescrit; de sorte qu'il suffit de la *matérialité* du fait, pour qu'il doive y être condamné.

ARTICLE CCCCLI.

Les plaintes et dénonciations en faux pourront toujours être suivies, lors même que les pièces qui en sont l'objet auraient servi de fondement à des actes judiciaires ou civils.

OBSERVATIONS.

I. L'ARTICLE 527 du Code de brumaire an iv portait que les plaintes et les dénunciations en faux *principal* pouvaient être reçues, quoique la pièce arguée eût servi de fondement à des actes judiciaires ou civils.

Le Code d'instruction criminelle renferme la même disposition ; il substitue seulement le mot *suivies* à celui de *reçues*, ce qui n'y apporte aucun changement, les deux mots ayant, dans l'espèce, la même signification.

Aucune fin de non-recevoir ne peut donc résulter, contre les plaintes en faux principal, de ce que la pièce arguée a servi de base à un jugement rendu *au civil*, lors même que ce jugement aurait acquis la force de la chose jugée, et que la pièce arguée aurait été l'objet d'une instruction sur faux *incident*, ou d'une instance en vérification d'écriture.

La raison est que le faux principal est un *crime* ; que ce crime, loin d'avoir été jugé, n'a pas même été aperçu, et qu'aucune fin de non-recevoir ne peut être opposée contre la poursuite des crimes, lorsqu'ils ne se trouvent ni jugés, ni prescrits, ni amnistiés.

II. La plainte en faux principal n'arrête pas nécessairement le jugement du procès civil, dans lequel la pièce arguée se trouve produite : il n'y a pas lieu de surseoir, lorsque les Juges pensent que le procès peut être jugé sur des documents étrangers. (*Art. 250 du Code de procédure civile.*)

Ainsi le Tribunal saisi ne doit pas avoir égard à la demande en inscription de faux, lorsqu'en supposant vrais les faits allégués par celui qui l'a formée, ils ne seraient pas de nature à changer l'état du procès. (*Arrêt du 13 juillet 1808, Sect. civile de la Cour de cassation.*)

Mais il fut jugé aux requêtes, le 15 février 1810, qu'il doit être sursis au jugement, dans le cas d'inscription de faux contre l'exploit de saisie des biens mis en expropriation.

III. La partie intéressée est-elle recevable à attaquer par la voie du faux *incident*, la pièce qui a été l'objet de poursuites faites par la voie du faux *principal* ?

La déclaration qui a été faite, par une Cour de Justice criminelle, que l'accusé traduit devant elle n'est pas coupable du faux qui lui est imputé, ne peut établir la chose jugée relativement à la *matérialité* de la pièce.

Ce qui a été jugé sur le faux, soit principal, soit incident, ne peut être pris en aucune considération dans le nouveau jugement à rendre.

La matérialité de la pièce doit être examinée comme si elle n'avait encore été l'objet d'aucun jugement.

ARTICLE CCCCLII.

Tout dépositaire public ou particulier de pièces arguées de faux est tenu , sous peine d'y être contraint par corps , de les remettre , sur l'ordonnance donnée par l'Officier du Ministère public ou par le Juge d'instruction.

Cette ordonnance et l'acte de dépôt lui serviront de décharge envers tous ceux qui auront intérêt à la pièce.

OBSERVATIONS.

I. Le Code d'instruction criminelle met sur la même ligne le dépositaire public et le dépositaire particulier de la pièce arguée de faux, quant à la remise qu'ils doivent en faire au greffe du Tribunal saisi; mais lorsqu'il s'agit du dépôt des pièces de comparaison, l'article 456 établit une différence entre eux; de sorte qu'il ne faut pas confondre ce que nous allons dire de la remise de la pièce arguée, avec ce que nous aurons à dire sur l'article 456, relativement à la remise des pièces de comparaison.

II. Le dépositaire public ou particulier de la pièce arguée est tenu de déférer à l'ordre qui lui est donné d'en faire le dépôt au greffe du Tribunal saisi, soit que cet ordre émane de l'Officier du Ministère public, soit qu'il ait été donné par le Juge d'instruction, puisque l'un et l'autre ont caractère pour rendre une pareille ordonnance.

Le dépositaire peut être contraint par corps à faire la remise ordonnée; mais cette contrainte ne peut être exercée à l'instant même de la notification de l'ordonnance: il faut que le dépositaire ait été constitué en retard, et qu'il se soit écoulé le temps moral nécessaire pour effectuer la remise.

III. Lorsque le dépositaire a fait la remise de la pièce, la copie de l'ordonnance qui lui a été délivrée, et l'acte de dépôt, lui servent de décharge suffisante envers tous ceux qui peuvent y avoir intérêt.

IV. Dès que la décharge du dépositaire ne peut s'établir que par la réunion de l'ordonnance et de l'acte de dépôt, il suit que le Greffier auquel la remise de la pièce est faite, doit délivrer au dépositaire un certificat constatant cette remise.

ARTICLE CCCCLIII.

Les pièces qui seront fournies pour servir de comparaison, seront signées et paraphées, comme il est dit aux trois premiers articles du

présent Chapitre pour la pièce arguée de faux, et sous les mêmes peines.

OBSERVATIONS.

Cet article exige, que les mêmes formalités soient observées lors du dépôt des pièces de comparaison, que lors de la remise de la pièce arguée ; il doit donc en être dressé un procès-verbal détaillé, qui doit être signé et paraphé de celui qui en fait le dépôt, de l'Officier de police judiciaire, de la partie civile ou de son Avoué, lorsqu'ils sont présens, du prévenu au moment de sa comparution, et du Greffier, qui est tenu de faire mention du tout dans son procès-verbal.

La même peine d'amende est prononcée contre le Greffier négligent, dans le cas de remise des pièces de comparaison, que dans celui du dépôt de la pièce arguée : l'encourt également dans les deux cas, par la simple omission des formalités prescrites.

ARTICLE CCCCLIV.

Tous depositaires publics pourront être contraints, même par corps, à fournir les pièces de comparaison qui seront en leur possession : l'ordonnance par écrit et l'acte de dépôt leur serviront de décharge envers ceux qui pourraient avoir intérêt à ces pièces.

OBSERVATIONS.

L'ARTICLE 454 ne distingue pas le cas où le depositaire public est interpellé de faire la remise d'un acte *authentique* ou d'un acte *sous signature privée* ; d'où il semble résulter qu'il suffit de sa qualité de Fonctionnaire public pour l'obliger à faire cette remise, quelle que soit la nature de la pièce dont le dépôt est ordonné.

Mais ce serait donner à cet article un sens plus étendu que celui qu'il comporte ; car le Fonctionnaire public, *hors l'exercice de ses fonctions*, n'est plus qu'un simple particulier.

L'article 454 ne doit recevoir son application qu'aux pièces de comparaison, dont le Fonctionnaire public se trouve possesseur *en cette qualité*.

Si la pièce n'existe entre ses mains, que comme elle pourrait exister dans celles d'un homme privé, le Fonctionnaire public qui l'a en sa possession rentre dans l'application de l'art. 456.

ARTICLE CCCCLV.

S'il est nécessaire de déplacer une pièce authentique, il en sera laissé au depositaire une copie collationnée, laquelle sera vérifiée sur la minute ou l'original par le Président du Tribunal de son arrondisse-

ment, qui en dressera procès-verbal; et si le dépositaire est une personne publique, cette copie sera par lui mise au rang de ses minutes, pour en tenir lieu jusqu'au renvoi de la pièce, et il pourra en délivrer des grosses ou expéditions, en faisant mention du procès-verbal.

Néanmoins, si la pièce se trouve faire partie d'un registre, de manière à ne pouvoir en être momentanément distraite, le Tribunal pourra, en ordonnant l'apport du registre, dispenser de la formalité établie par le présent article.

OBSERVATIONS.

I. La première partie de l'art. 455 renferme deux dispositions, l'une relative aux déplacemens des pièces *authentiques* qui peuvent exister entre les mains des particuliers, l'autre au déplacement de celles qui existent *dans un dépôt public*.

Dans les deux cas, la copie qui est délivrée pour tenir lieu d'original, doit être *collationnée* par le Président du Tribunal de l'arrondissement; mais le particulier auquel cette copie est laissée, n'est tenu de la conserver qu'autant qu'il le croit utile à ses intérêts; tandis que le Fonctionnaire public doit mettre cette copie au rang de ses minutes, afin d'en délivrer des expéditions lorsqu'il en est requis. C'est à lui en effet qu'il appartient de délivrer les grosses et expéditions de l'acte, et non pas au Greffier, qui n'en a le droit que dans le cas où l'acte argué se trouve faire partie d'un registre dont l'apport a été ordonné, avec dispense d'en tirer une copie collationnée; cependant le Greffier peut y être autorisé par jugement.

Le Président du Tribunal d'arrondissement ne peut refuser de collationner la copie de l'acte dont le dépôt est requis.

II. Si la pièce qui doit être déposée n'est pas *authentique*, doit-il en être laissée copie à celui qui en fait le dépôt?

Le Code ne le permet ni ne le défend; de sorte que rien ne peut s'opposer à ce que la personne en la possession de laquelle se trouve la pièce, s'en fasse délivrer copie, si l'original a été enregistré.

Si la pièce dont le dépôt est ordonné n'est pas enregistrée, aucun Officier public n'est autorisé à en tirer copie; et celui en la possession duquel elle est, ne pourrait la faire enregistrer *depuis* la notification de l'ordonnance; car la pièce doit être déposée dans l'état où elle se trouvait, lorsque l'ordonnance a été signifiée.

III. Le Président du Tribunal de l'arrondissement n'étant délégué par le Code d'instruction criminelle, que pour collationner les pièces *authentiques*, ce ne serait pas à lui que le possesseur de la pièce *non authentique* devrait s'adresser pour s'en faire délivrer copie, mais à un *Notaire*; et il devrait se faire délivrer cette copie, parties présentes ou duement appelées, s'il voulait se réserver le droit de s'en prévaloir.

498 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

IV. Si la pièce authentique dont le dépôt est ordonné, se trouve comprise dans un registre dont elle ne puisse être momentanément détachée, le Tribunal ou l'Officier de police qui rend l'ordonnance, peut dispenser de la formalité d'en délivrer copie collationnée, à celui qui doit en faire la remise.

Cette disposition s'applique aux dépositaires, soit publics, soit particuliers.

La faculté en est laissée au Tribunal ou à l'Officier de police qui ordonne le dépôt, qui est le seul à même de juger de la nécessité de cette mesure.

En déclarant que c'est au Tribunal saisi d'ordonner que la remise du registre soit faite sans qu'il en soit délivré copie à celui qui en effectue le dépôt, le Code indique suffisamment que si l'ordonnance ne porte pas cette dispense, la copie doit être délivrée au dépositaire, et que l'on rentre alors dans les dispositions générales de l'article 455.

V. Lorsque le Tribunal ou le Juge-instructeur a ordonné que la remise du registre fût faite, sans qu'il en eût été tiré de copie collationnée, les grosses et les expéditions des actes contenus au registre, doivent-elles être délivrées par le Greffier; ou bien le Fonctionnaire public qui a fait le dépôt du registre, doit-il être appelé pour les délivrer?

Le Code d'instruction criminelle n'a rien décidé sur ce point; mais on trouve la solution de la question dans le Code de procédure civile, art. 245, qui porte que : « Pendant que les pièces demeureront au greffe, les Greffiers ne pourront délivrer » aucune copie ni expédition des pièces *prétendues fausses*, si ce n'est en vertu d'un » jugement. »

L'article ajoute, « qu'à l'égard des actes dont les originaux ou minutes auront été » remis au greffe, et notamment des registres sur lesquels il y aurait des actes non » argués de faux, lesdits Greffiers pourront en délivrer des expéditions aux parties » qui auront droit d'en demander. »

Les Greffiers n'y sont autorisés qu'en se conformant, pour la perception des droits, à ceux qui seraient dûs aux dépositaires des minutes, si elles étaient encore en leur possession.

Dans le cas de contravention de la part du Greffier, il doit être condamné à l'amende, et il doit même être procédé *extraordinairement* contre lui, aux termes de l'art. 244. (*Même art. 245 du Code de Procédure civile.*)

VI. Si le dépositaire auquel appartient le registre se présentait pour délivrer lui-même les expéditions des pièces *non arguées*, il y serait autorisé. Cela résulte de ce mot, *pourront*, de l'article 245; mais l'article cité n'investit que le Greffier du droit d'expédier les actes argués de faux; encore doit-il y être autorisé par *jugement*.

ARTICLE CCCCLVI.

Les écritures privées peuvent aussi être produites pour pièces de comparaison, et être admises à ce titre, si les parties intéressées les reconnaissent.

Néanmoins les particuliers qui, même de leur aveu, en sont possesseurs, ne peuvent être immédiatement contraints à les remettre; mais si, après avoir été cités devant le Tribunal saisi pour faire cette remise ou déduire les motifs de leur refus, ils succombent, l'arrêt ou le jugement pourra ordonner qu'ils y seront contraints par corps.

OBSERVATIONS.

I. Les écritures publiques et authentiques ne sont pas les seules qui soient admises comme pièces de comparaison.

L'article 456 autorise la production, à ce titre, des écritures privées, lorsque les parties intéressées les *reconnaissent*.

Mais il faut que la reconnaissance soit *volontaire*; il ne suffirait pas que la pièce produite eût été déclarée *reconnue en justice*, lors même qu'elle l'aurait été sur une instance en vérification d'écriture: c'est la disposition de l'article 200 du Code de procédure civile qui s'applique naturellement à l'espèce.

II. L'Auteur du *Manuel d'instruction criminelle* croit que la pièce de comparaison devrait être rejetée, lors même qu'elle aurait été reconnue de la partie civile et de l'accusé, si le Procureur-Général déclarait ne pas la reconnaître.

Mais l'article ne parle que *des parties intéressées*, et le Ministère public n'est pas une des parties intéressées.

Le Procureur-Général ne peut reconnaître ni méconnaître une pièce qu'il peut très-bien n'avoir jamais vue.

Les parties intéressées, dont parle le Code, sont: *la partie civile* et *l'accusé*.

Le Code de procédure civile, article 200, n'exige même que la reconnaissance de celui à qui la pièce est attribuée.

Le Code d'instruction criminelle nous a ramenés, sur ce point, aux anciens principes qui se trouvent consignés dans l'article 14 du tit. I.^{er} de l'Ordonnance de 1737.

III. Mais comment faire opérer la remise des écritures privées qui peuvent servir de pièces de comparaison, lorsqu'elles se trouvent entre les mains de personnes tierces qui refusent de les représenter?

Le Code ne permet pas que celui en la possession duquel elles sont, puisse être contraint à les remettre contre sa volonté, avant qu'un jugement ne l'ait ordonné,

500 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

après l'avoir entendu dans ses moyens d'opposition : mais s'il est condamné à en faire la remise, la condamnation peut être prononcée par corps ; ce qui est purement facultatif.

IV. En exigeant que le dépositaire des écritures privées qui peuvent servir de pièces de comparaison, soit préalablement cité pour présenter ses moyens d'opposition, le Code suppose qu'il peut avoir des motifs raisonnables de refuser de les produire.

C'est au Tribunal de les apprécier.

Ce Tribunal est celui auquel est attaché le Juge qui fait l'instruction.

S'il y avait une nouvelle vérification à faire devant la Chambre d'accusation, ce serait devant cette Chambre que le dépositaire des pièces devrait être appelé ; mais alors il devrait déduire ses moyens par écrit ; car les Chambres d'accusation ne tiennent pas d'audience.

V. On demande si l'opposition, l'appel et le recours en cassation, sont recevables contre le jugement ou contre l'arrêt qui a prononcé sur l'incident.

Quant à l'opposition, il ne peut y avoir de doute sur sa recevabilité, lorsque le jugement ou l'arrêt a été rendu *par défaut*.

Il n'y a pas la même évidence, lorsqu'il s'agit de l'appel ou du recours en cassation ; car on peut considérer le jugement ou l'arrêt qui ordonne le dépôt de la pièce, comme étant de pure *instruction*.

Cependant, comme le dépositaire de la pièce dont la remise est ordonnée, n'est pas partie au procès qui s'instruit sur le faux, c'est une instance particulière dans laquelle on doit suivre les règles ordinaires de procéder.

L'appel et le recours en cassation sont des voies de droit ; les parties ne peuvent en être privées que dans les cas déterminés par la loi, et le Code d'instruction criminelle ne les a pas prohibées dans l'espèce.

L'appel et le recours en cassation peuvent bien, il est vrai, retarder l'instruction et le jugement ; mais si le jugement s'exécutait, au préjudice de l'appel ou du recours, la chose serait irréparable en définitif.

Elle le serait, dans l'intérêt du dépositaire, en ce qu'il se trouverait dans l'obligation de produire une pièce qu'il peut être de son intérêt de tenir secrète.

Elle le serait, dans celui de la partie civile, en ce que la vérification de la pièce arguée aurait été faite en l'absence de l'acte qui devait servir de pièce de comparaison, si le refus du dépositaire était condamné.

VI. La même faculté doit-elle être accordée à la partie civile et à l'accusé ?

Il y a cette différence, que le dépositaire est une personne *étrangère* à l'instruction de la procédure sur le faux.

Mais si la demande formée contre lui constitue une instance particulière,

il ne peut avoir seul le droit d'user d'une faculté qui serait refusée à ses adversaires.

S'il est dans ses intérêts de ne pas produire la pièce, il peut être également dans l'intérêt de la partie civile ou de l'accusé que cette pièce soit représentée.

Il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit ici d'une question *préjudicielle* : ce mot paraît suffire pour décider la question en faveur de l'appel et du recours en cassation, et pour ne pas faire admettre de distinction, entre le dépositaire qui refuse de produire la pièce, et les parties qui en réclament la remise.

Le Ministère public lui-même serait recevable à appeler du jugement, ou à se pourvoir en cassation contre l'arrêt; car il est partie nécessaire dans le procès, quoiqu'il n'y soit pas personnellement intéressé.

En lui refusant ce droit, on pourrait compromettre la vindicte publique; car à défaut de représentation de la pièce de comparaison, l'accusé peut être *acquitté* de la prévention; et s'il est acquitté, il n'y a plus à revenir.

ARTICLE CCCCLVII.

Lorsque les témoins s'expliqueront sur une pièce du procès, ils la parapheront et la signeront; et s'ils ne peuvent signer, le procès-verbal en fera mention.

OBSERVATIONS.

I. La voie de l'expertise n'est pas la seule autorisée pour acquérir la preuve du crime de faux; c'est ce qui résulte des dispositions de l'article 464, et ce qu'il était même assez inutile de dire; car il est dans la raison et dans la justice que tous les genres de preuves doivent être admis, pour parvenir à la manifestation de la vérité.

II. L'article 457 indique le moyen qui est à prendre pour assurer que le témoin dépose réellement de faits relatifs à la pièce arguée; il exige à cet effet, que la pièce lui soit représentée, que, s'il la reconnaît, il la signe, il la paraphé, et qu'il soit fait mention du tout au procès-verbal.

III. En parlant des pièces sur lesquelles les témoins sont interpellés de s'expliquer, le Code entend non-seulement les pièces arguées, mais aussi celles de comparaison.

Mais, le témoin n'aurait pas été interpellé de signer et de parapher la pièce, que l'instruction ne serait pas nulle de ce chef; il en résulterait seulement que la déposition du témoin ne mériterait pas la même confiance.

La formalité pourrait être suppléée aux débats.

ARTICLE CCCCLVIII.

Si, dans le cours d'une instruction ou d'une procédure, une pièce produite est arguée de faux par l'une des parties, elle sommera l'autre de déclarer si elle entend se servir de la pièce.

OBSERVATIONS.

I. L'ARTICLE 448 et les suivans du Code d'instruction criminelle, jusques et compris l'article 457, ne se sont occupés que du *faux principal*: les articles 458, 459 et 460 ont pour objet le *faux incident*.

Si la pièce produite par l'une des parties est arguée de faux, la partie qui s'en est prévaluë doit être interpellée de déclarer *si elle entend s'en servir*.

Si elle répond *négativement*, ou si elle *ne répond pas*, la pièce est rejetée du procès. (Art. 459.)

Si elle déclare vouloir s'en servir, il est procédé, dans la forme indiquée par le Code de procédure civile, art. 214 et suivans, sauf les exceptions dont nous parlerons sous le numéro 4.

II. L'instruction sur le faux incident se fait devant la Cour ou le Tribunal qui se trouve saisi, lors même que ce serait une Cour d'Assises ou une Cour Spéciale. (Art. 460.)

III. Pour qu'il y ait lieu à poursuite par la voie civile, il faut que la partie qui a produit la pièce ne soit pas prévenue d'être l'auteur ou le complice du faux; il faut de plus que celui qui est prévenu de s'en être rendu coupable ainsi que ses complices, soient *inconnus* ou *décédés*, ou que le crime soit éteint par la *prescription*. (Art. 460.)

IV. Il y a des réglemens particuliers pour le cas d'inscription de faux contre les procès-verbaux des employés des *Douanes* et des *Droits-Réunis*; il faut en suivre ponctuellement les dispositions.

Ces réglemens se trouvent consignés dans la loi du 9 floréal an VII, et dans le décret impérial du premier germinal an XIII, auxquels il n'a pas été déroge. (*Avis du Conseil-d'Etat du premier juin 1807.*)

L'art. 12 du Tit. IV de la loi du 9 floréal an VII, sur le tarif des Douanes, qui a été déclaré commun aux Droits-Réunis, par le décret du premier germinal an XIII, est conçu en ces termes :

« Celui qui voudra s'inscrire en faux contre un rapport, sera tenu d'en faire la » déclaration par écrit, en personne ou par un fondé de pouvoir *spécial* passé par-

» devant Notaire , au plus tard à l'audience indiquée par la sommation de comparaître devant le Tribunal qui doit connaître de la contravention ; il devra , dans les trois jours suivans , faire au Greffé dudit Tribunal le dépôt des moyens de faux et des noms et qualités des témoins qu'il voudra faire entendre : le tout à peine de déchéance. Cette déclaration sera reçue et signée par le Juge et par le Greffier , dans le cas où le déclarant ne saurait écrire ni signer. »

Mais il ne faut pas conclure , de ce que le contrevenant serait en déchéance , que le rédacteur du procès-verbal ne pourrait pas être poursuivi d'office par la voie du faux principal , à la requête du Ministère public , et même sur la plainte du contrevenant , quand même ce dernier aurait été condamné.

V. La même forme de procéder doit-elle être étendue aux procès-verbaux des Gardes forestiers ?

La Cour de cassation , par ses arrêts des 24 mars et 21 avril 1809 , a jugé l'affirmative , quant au dépôt à faire des moyens de faux. Il résulterait , en effet , les plus grands inconvéniens d'autoriser les Tribunaux à surseoir au jugement des délits forestiers , sur la simple déclaration que ferait le délinquant , qu'il entend s'inscrire en faux contre le procès-verbal qui constate son délit.

Si cette Jurisprudence de la Cour de cassation n'est pas fondée sur le texte d'une loi aussi formelle que celle de floréal an vii , et sur celui du décret Impérial de germinal an xiii ; elle rentre dans l'esprit du Législateur ; elle maintient d'ailleurs le principe d'après lequel il ne doit être sursis au jugement , dans le cas d'inscription de faux , que quand le faux allégué tend à détruire le fait de la contravention.

Mais la Cour de cassation n'a pas été plus loin ; elle n'a jamais exigé en matière forestière que la déclaration d'inscription de faux fût faite dans un délai de rigueur , sous peine de déchéance ; attendu que les déchéances doivent résulter du texte d'une loi positive.

VI. La Cour de cassation jugeait de même , sur ces deux points , en matière d'Octroi. (Arrêt du 29 août 1811 , rendu sur le rapport de M. Chasles.)

Mais les Octrois se trouvant actuellement soumis au même régime que les Droits-Réunis , la loi de floréal an vii et le décret Impérial de germinal an xiii , y sont aujourd'hui applicables dans toutes leurs dispositions.

A R T I C L E C C C C L I X .

La pièce sera rejetée du procès , si la partie déclare qu'elle ne veut pas s'en servir , ou si , dans le délai de huit jours , elle ne fait aucune déclaration ; et il sera passé outre à l'instruction et au jugement.

Si la partie déclare qu'elle entend se servir de la pièce, l'instruction sur le faux sera suivie incidemment devant la Cour ou le Tribunal saisi de l'affaire principale.

OBSERVATIONS.

I. Si la partie qui a produit la pièce prétendue fausse, a déclaré ne pas vouloir s'en servir, ou si, *dans le délai de huit jours*, elle n'a fait aucune déclaration, la pièce doit être rejetée du procès; il doit être passé outre à l'instruction et au jugement.

Cette première disposition de l'art. 459 donne lieu à l'examen de deux questions qui sont également importantes.

La première, est celle de savoir si le jour de l'interpellation et celui de l'échéance, sont compris dans *le délai de huit jours* accordé par l'art. 459; et s'il y a lieu à l'augmentation d'un nombre de jours calculée de la distance du lieu où la partie interpellée est domiciliée, à celui où siège le Tribunal saisi.

La deuxième a pour objet, la question de savoir si la déchéance est *absolue*, dans le cas où la partie sommée n'a pas fait sa déclaration dans la huitaine.

II. L'article 459 du Code d'instruction criminelle n'accorde que le *délai de huit jours*; mais on retrouve la même disposition dans plusieurs autres articles de ce Code; et on juge, dans l'application de ces articles, que le jour de l'interpellation et celui de l'échéance ne doivent pas être comptés.

L'on se fonde sur les dispositions de l'art. 1033 du Code de procédure civile, qui porte que, si l'interpellation est faite à la *personne* ou au *domicile* de la partie, le jour de l'expiration du délai n'est pas compté, et le délai doit être augmenté à raison du nombre de myriamètres de distance.

Les dispositions de cet article sont-elles applicables à l'espèce précisée dans l'art. 459 du Code d'instruction criminelle?

Si l'on recourt à l'art. 215 du Code de procédure civile, auquel se rapporte naturellement l'art. 459 du Code d'instruction criminelle, il suffit que l'interpellation soit faite d'*Avoué à Avoué*; ce qui écarte les dispositions de l'art. 1033.

Telle est la Jurisprudence de la Cour de cassation.

On en trouve la preuve dans un arrêt rendu par la Section civile, le 8 août 1809.

Dans l'espèce de cet arrêt, il s'agissait de savoir, si le délai de quinzaine, dans lequel l'appel doit être interjeté, aux termes de l'art. 734 du Code de procédure civile, doit être augmenté d'un jour par trois myriamètres de distance; et il fut jugé que non; attendu que, dans l'espèce, le délai de l'appel devait commencer à courir du jour de la signification faite à *Avoué*.

III. Mais si la sommation avait été faite *à personne ou à domicile*, ce qui serait d'obligation si celui qui a produit la pièce n'avait pas d'Avoué constitué, la partie à laquelle serait faite l'interpellation n'aurait-elle toujours que le délai de huitaine, compris le jour de la signification et celui de l'échéance, et sans augmentation d'un jour par trois myriamètres de distance ?

Le Législateur n'a pas voulu rendre vaine la faculté qu'il accorde à la personne qui produit la pièce, et si cette personne demeurait à une grande distance, quelque diligence qu'elle fit, elle ne pourrait se conformer au vœu de la loi.

On rentrerait alors dans les termes de l'art. 1033 du Code de procédure, puisqu'il y aurait eu nécessité de notifier la sommation à la personne ou à domicile.

Mais le délai ne devrait être augmenté qu'à raison de la distance ; le dernier jour du délai serait fatal, car l'art. 459 du Code d'instruction criminelle veut que la réponse soit faite *dans le délai de huit jours* ; ce qui est *exclusif* de tout délai *plus prolongé*.

IV. Sous l'empire de l'ordonnance de 1737, la question de savoir si la déchéance est *absolue*, se jugeait diversement.

Cette Jurisprudence vacillante était connue du Législateur ; et on ne peut supposer qu'il ait été dans son intention de laisser les choses dans la même incertitude.

L'art. 459 du Code d'instruction criminelle s'explique naturellement par l'art. 217 du Code de procédure civile, qui exige que le rejet de la pièce soit *requis* ; ce qui prouve que la déchéance n'est pas de *droit*, et, par suite, qu'elle n'est pas *absolue*.

V. La demande en rejet aurait été formée, le rejet de la pièce aurait été ordonné, que l'opposition ou l'appel envers le jugement qui l'aurait ainsi jugé, remettrait les choses au même état, si l'opposant ou l'appelant déclarait vouloir se servir de la pièce qu'il a produite.

Mais si le rejet avait été prononcé par un jugement en dernier ressort, et que le délai de l'opposition fût expiré, il n'y aurait plus à en revenir ; car le rejet de la pièce ayant été fait aux termes de l'art. 459, ne pourrait donner lieu à une ouverture de cassation.

VI. L'article 1361 du Code Napoléon renferme une disposition qui a beaucoup d'analogie avec la question qui nous occupe, en ce qu'il décide que celui qui refuse de prêter le serment qui lui est déféré, *doit succomber dans sa demande ou dans son exception*.

L'exécution de cet article a donné lieu à un procès jugé par la Cour de cassation, le 17 juillet 1810, au rapport de M. Genevois, sur le recours contre un arrêt rendu par la Cour d'appel de Dijon, dans l'espèce suivante :

La dame Levitte était débitrice du sieur Moreau, *par billet*, d'une somme de 2,400 francs.

Moreau étant décédé, la dame Levitte fit citer sa veuve et ses enfans en conciliation devant le Juge-de-paix, aux fins de convenir des à-comptes qu'elle prétendait avoir payés à son créancier, et leur déféra le serment sur son allégation.

La veuve Moreau et l'une de ses filles refusèrent de prêter le serment qui leur était déféré; les autres enfans Moreau firent défaut; le Juge-de-paix constata le refus par son procès-verbal.

L'affaire s'engagea au Tribunal civil d'Autun; la veuve Moreau et ses enfans y demandèrent le paiement intégral du billet de 2,400 francs, avec offre de prêter le serment qui leur était déféré.

La dame Levitte les y soutint non-recevables, attendu le refus qu'ils avaient fait de le prêter devant le Juge-de-paix; et elle conclut subsidiairement à être admise à la preuve des paiemens qu'elle avait faits.

Le Tribunal d'Autun, se fondant sur ce que le refus fait par la veuve Moreau et par sa fille, de prêter le serment qui leur avait été déféré devant le Bureau de paix, constituait un commencement de preuve par écrit, ordonna la preuve offerte, et cette preuve rapportée fut concluante.

La Cour d'appel de Dijon réforma le jugement, attendu qu'un refus de prestation de serment ne peut constituer un commencement de preuve par écrit, et qu'en droit, ce n'est point l'art. 1361 du Code Napoléon qui est applicable à l'espèce, mais bien l'art. 55 du Code de procédure civile, qui ne dit pas que le refus de prêter le serment déféré devant le Bureau de conciliation emporte déchéance.

Sur le recours en cassation, l'arrêt fut maintenu.

On convint aux opinions, qu'il aurait fallu le juger de même, quand le refus aurait été fait devant le Tribunal saisi, si le Défendeur avait offert de prêter son serment avant le jugement du procès en dernier ressort.

VII. On trouve encore une disposition à-peu-près semblable dans l'art. 330 du Code de procédure civile, portant que les faits et articles peuvent être tenus pour avérés, dans le cas où la personne interpellée fait refus de répondre; et l'on n'a jamais prétendu qu'une pareille négligence pût établir une forclusion absolue, sauf à la partie en retard à supporter, sans répétition, les frais que son silence ou son refus a pu occasionner. (*Art. 331 du Code de procédure civile.*) Et dans l'espèce particulière, il y a même raison de décider.

L'objet de la loi est de parvenir à la connaissance de la vérité: elle ne veut pas que celui qui a un bon procès le perde, parce qu'il a négligé pendant un temps l'observation d'une formalité qui peut être réparée, sans qu'il en résulte aucun préjudice à sa partie adverse.

VIII. S'il était intervenu un arrêt en dernier ressort, qui eût été attaqué par la voie du recours en cassation, et qu'il fût annullé pour une cause quelconque, comme il n'y aurait plus rien de jugé *en dernier ressort*, la partie sommée de répondre, serait encore autorisée à faire la déclaration exigée.

IX. La deuxième partie de l'article 459 demande aussi une explication ; elle porte que si la partie déclare qu'elle entend se servir de la pièce, *l'instruction sur le faux sera suivie incidemment devant la Cour ou le Tribunal saisi* ; ce qui ne peut présenter aucune difficulté relativement aux *Cours Impériales, aux Cours d'Assises ou Spéciales*, et aux *Tribunaux de première instance*.

Mais la *Cour de cassation*, le *Conseil des prises*, les *Tribunaux militaires*, ceux *de commerce*, les *Justices de paix*, les *Tribunaux de police*, ont-ils caractère pour procéder à l'instruction de la procédure sur le faux incident ?

X. La *Cour de cassation* est hors de la ligne des Tribunaux ordinaires.

Dans le cas d'inscription de faux formée devant elle, elle doit se borner à juger la pertinence des moyens de faux, et renvoyer, pour l'instruction, devant une Cour ou devant un Tribunal égal en autorité à celui qui a rendu l'arrêt ou le jugement attaqué.

Cela résulte de l'art. 4, Tit. X de la deuxième partie du Règlement de 1738, et c'est ainsi que la Cour de cassation en a constamment usé, comme cela se voit par ses arrêts des 27 fructidor an iv et 23 ventôse an v.

XI. Le *Conseil des prises* n'est pas un Tribunal proprement dit ; ses fonctions sont plus administratives que judiciaires ; ses délibérations se forment en la Chambre du Conseil ; on ne plaide pas devant lui ; les parties n'y comparaissent ni en personne, ni par leurs Avocats ; et aux termes de l'article 220 du Code de procédure civile, la cause doit être portée à l'*audience*, pour qu'il y soit statué sur le rejet de la pièce arguée.

Lorsqu'une pièce est arguée de faux devant le Conseil des prises, il doit renvoyer les parties à se pourvoir devant les Juges compétens ; c'est-à-dire, devant le Tribunal de première instance du lieu où il siège, lorsque les moyens de faux lui paraissent pertinens et admissibles ; car il ne doit surseoir au jugement *sur le fond*, que quand la pièce arguée paraît être *décisive* ; dans le cas contraire, le Conseil doit passer outre au jugement.

XII. Les *Conseils de guerre* sont de véritables Tribunaux ; ils ont près d'eux des Officiers du Ministère public ; ils font des instructions ; ils tiennent des audiences ; ils connaissent de tous les crimes commis par les Militaires sous les drapeaux ; ils peuvent même connaître aujourd'hui du faux principal, quoique ce crime eût été retiré de leurs attributions par l'art. 2 de la loi du 23 floréal an x.

Où serait donc le motif pour lequel ils seraient sans caractère pour connaître de l'inscription de faux incident ?

XIII. Les Tribunaux de commerce n'ont pas près d'eux d'Officiers du Ministère public, et, aux termes de l'art. 251 du Code de procédure civile, le Ministère public doit être entendu en matière de faux dans tous les jugemens d'instruction ou définitifs. Aussi, l'art. 427 du même Code exige-t-il que dans le cas d'inscription de faux principal ou incident, le Tribunal de commerce renvoie devant les Juges qui en doivent connaître.

XIV. Mais au Tribunal de police, il y a un Officier du Ministère public; et, comme l'art. 459 ni aucune autre loi ne met le Tribunal de police dans l'exclusion, il faut en conclure qu'il est compétent pour instruire, lorsqu'il y a lieu, sur l'inscription de faux incident.

Quoique le Tribunal de police présidé par le Maire, ne soit pas un Tribunal de police proprement dit; que ses attributions soient restreintes dans le cercle le plus étroit; cependant, le Code ne l'ayant pas mis spécialement dans l'exclusion, il faut également reconnaître qu'il a compétence.

XV. Si l'inscription de faux incident était proposée devant la Justice de paix, elle devrait renvoyer, sans même qu'il lui fût permis de juger la pertinence des moyens de faux; car il ne peut être rendu aucun jugement d'instruction en cette matière, qu'après avoir entendu le Ministère public (art. 251 du Code de procédure civile); et il n'y a pas d'Officier du Ministère public près les Tribunaux de paix.

Le Juge-de-paix devrait surseoir au jugement de la contravention, jusqu'à ce qu'il eût été prononcé sur le faux, à moins qu'il ne trouvât dans les autres pièces du procès, de quoi asseoir son jugement définitif, indépendamment de la pièce arguée.

ARTICLE CCCCLX.

Si la partie qui a argué de faux la pièce, soutient que celui qui l'a produite est l'auteur ou le complice du faux, ou s'il résulte de la procédure que l'auteur ou le complice du faux soit vivant, et la poursuite du crime non éteinte par la prescription, l'accusation sera suivie criminellement dans les formes ci-dessus prescrites.

Si le procès est engagé au civil, il sera sursis au jugement jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur le faux.

S'il s'agit de crimes, délits ou contraventions, la Cour ou le Tribunal saisi est tenu de décider préalablement, et après avoir entendu l'Officier chargé du Ministère public, s'il y a lieu ou non à surseoir.

OBSERVATIONS.

I. Cet article renferme deux exceptions aux dispositions de l'art. 459.

Pour que l'affaire puisse être suivie par la voie civile, il ne faut pas que le défendeur en inscription de faux soit inculpé d'être l'auteur ou le complice du faux, ni que l'auteur présumé du faux soit encore vivant, si le crime n'est pas prescrit.

II. Si la procédure faite sur l'inscription de faux incident, donne la connaissance que l'auteur ou le complice du faux existe, et que la prescription du crime ne soit pas acquise, l'Officier du Ministère public établi près le Tribunal saisi doit requérir, et le Tribunal doit ordonner le renvoi de l'affaire devant le Juge d'instruction compétent, pour qu'elle soit suivie criminellement.

III. L'art. 460 ne parle que du cas où le demandeur en inscription de faux soutient que celui qui a produit la pièce en est l'auteur ou le complice; mais lors même que le demandeur ne le soutiendrait pas, il suffirait que l'Officier du Ministère public émit cette prétention, pour que l'affaire rentrât dans la compétence des Tribunaux criminels.

IV. Lorsque l'inscription de faux principal est incidente à un procès *civil*, il y a toujours lieu de *surseoir*, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur le faux. (*Art. 240 du Code de procédure civile.*)

En matières criminelle, correctionnelle et de police, au contraire, le Tribunal saisi est tenu de juger *préalablement* s'il y a lieu de surseoir; d'où il suit que le demandeur en inscription de faux doit donner connaissance des moyens sur lesquels il se fonde, afin que le Tribunal saisi puisse les apprécier.

Le motif est que les crimes, les délits et les contraventions peuvent s'établir par tous les genres de preuve, et que, conséquemment, s'il y a preuves suffisantes du délit dénoncé, indépendamment de l'acte argué, il devient inutile de surseoir à prononcer jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'inscription de faux.

V. Quoique le Code d'instruction criminelle laisse au Tribunal saisi la faculté de surseoir en matière criminelle, correctionnelle et de police, dans le cas d'inscription de faux, ce serait en tirer une fausse induction que de supposer que tout a été laissé, en cette matière, à l'arbitraire des Tribunaux.

Il ne pouvait être posé de règles particulières; il suffisait d'établir le principe, que dans le cas où la pièce arguée est nécessaire à la constatation du crime, du délit ou de la contravention, il faut surseoir; tandis qu'il faut juger, si le crime, le délit ou la contravention se trouve établi de toute autre manière.

VI. La surséance ne doit être prononcée que dans l'intérêt de celui qui déclare s'inscrire en faux, lors même qu'il y aurait d'autres prévenus, et que leur culpabilité

lité résulterait du procès-verbal argué. C'est ce qui fut jugé par arrêt rendu au rapport de M. Vergès, sur les conclusions de M. Daniels, le 20 novembre 1807. (*Voyez le Bulletin des arrêts de la Cour de cassation, année 1807, page 481.*)

VII. Lorsque les moyens de faux sont *pertinens*, le Tribunal saisi n'a pas à examiner s'il en résulte d'une manière nécessaire la culpabilité de celui qui est prévenu de l'avoir commis : il doit surseoir. C'est ce qui se trouve très-bien établi dans les considérans d'un arrêt rendu au rapport de M. Guieu, et sur les conclusions de M. le Procureur-Général Merlin, le 20 novembre 1807. (*Voyez ibid., page 477.*)

ARTICLE CCCCLXI.

Le prévenu ou l'accusé pourra être requis de produire et de former un corps d'écriture ; en cas de refus ou de silence , le procès-verbal en fera mention.

OBSERVATIONS.

I. Le simple *prévenu* comme *l'accusé* peut être *requis* de produire et de former un corps d'écriture ; mais il n'est pas tenu de déférer à la réquisition.

S'il refuse, il doit en être fait mention au procès-verbal.

II. Le Code ne dit pas de la part de qui doit être faite la réquisition ; de sorte qu'elle peut l'être à la requête de la partie civile, dès qu'elle n'a pas été mise dans l'exclusion.

III. L'art. 206 du Code de procédure civile n'autorisait que le Juge-Commissaire à l'ordonner ; c'était déjà la disposition de l'art. 33, titre du faux principal, de l'ordonnance de 1737 : mais cet article avait été abrogé par l'art. 538 du Code de brumaire an IV, attendu que nul ne peut être tenu de produire des pièces contre lui.

Ce principe se trouve respecté par les nouveaux Codes, qui ne prononcent *aucune peine* pour le cas de refus, et qui ordonnent seulement qu'il en soit fait mention au procès-verbal.

IV. L'art. 461 du Code d'instruction criminelle ne dit pas que le prévenu ou l'accusé ne peut être requis de former un corps d'écriture, que dans le cas d'insuffisance des pièces de comparaison ; mais c'est la disposition de l'art. 206 du Code de procédure civile ; et c'était déjà ainsi qu'on en usait sous l'empire de l'ordonnance de 1737. C'est en effet une mesure extraordinaire qui ne doit être employée que lorsqu'il y a impossibilité de parvenir, de toute autre manière, à la découverte de la vérité. (*Voyez Jousse en son Commentaire sur cette ordonnance, à l'article cité.*)

V. L'art. 461 porte que le prévenu ou l'accusé pourra être requis de former un corps d'écriture, sans ajouter qu'il devra le former *devant* les experts et *devant* les parties intéressées; mais cette manière de procéder se trouve prescrite par l'art. 206 du Code de procédure civile, qui est le corollaire de l'art. 461 du Code d'instruction criminelle.

Cependant, l'art. 461 se sert des expressions de *produire* et de *former*, qui ne présentent pas une idée aussi restreinte que celle de *former* qui se lit seule dans l'art. 206; ce qui semble annoncer que la *production* d'une pièce antérieurement écrite, pourrait être simplement ordonnée; et c'est ainsi que l'art. 461 doit être entendu.

ARTICLE CCCCLXII.

Si une Cour ou un Tribunal trouve dans la visite d'un procès, même civil, des indices sur un faux et sur la personne qui l'a commis, l'Officier chargé du Ministère public ou le Président transmettra les pièces au Substitut du Procureur-Général près le Juge d'instruction, soit du lieu où le délit paraîtra avoir été commis, soit du lieu où le prévenu pourra être saisi, et il pourra même délivrer le mandat d'amener.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 462 ajoute aux dispositions de l'art. 29, en ce qu'il autorise les Présidens des Cours et des Tribunaux qui acquièrent la connaissance d'un *faux* dans la visite d'un procès, à décerner mandat d'amener contre le prévenu.

L'art. 462 donne même cette autorisation à l'Officier du Ministère public établi près le Tribunal saisi.

C'est une nouvelle exception à la règle générale, d'après laquelle le pouvoir de décerner des mandats est refusé au Procureur-Impérial.

Le décret du 15 novembre 1811, sur les Lycées, a de même autorisé, par son art. 54, les Procureurs-Impériaux à décerner des mandats d'arrêt contre ceux qui enseignent publiquement, et qui tiennent des classes sans l'autorisation du Grand-Maître; de sorte qu'il n'est plus vrai de dire aujourd'hui, comme nous l'avons fait sur l'art. 48, N.º XIII, que les Procureurs-Impériaux, dans aucun cas, ne sont autorisés à décerner des *mandats d'arrêt*.

II. Pour autoriser à prendre la voie extraordinaire dont parle l'art. 462 du Code d'instruction criminelle, il faut qu'il existe des indices suffisans de culpabilité contre le prévenu, et que le crime ne soit pas éteint par la prescription.

III. Mais faut-il que ces indices soient reconnus par la majorité des Membres de la

Cour ou du Tribunal, pour autoriser le Président à décerner mandat contre le prévenu ?

L'affirmative semble résulter de la première disposition de l'art. 462, qui porte que, si une Cour ou un Tribunal trouve dans la visite d'un procès des indices sur un faux, l'Officier du Ministère public ou le Président transmettra, etc.

Si l'art. 462 ajoute que l'Officier du Ministère public, chargé de la transmission des pièces, peut décerner mandat d'amener, c'est un droit particulier et indépendant de celui de l'appréciation des indices, qui n'est pas mis dans ses attributions.

L'art. 462 donne la même autorisation au Président et à l'Officier du Ministère public, afin d'assurer la répression du crime.

C'est un pouvoir discrétionnaire que la loi leur confie ; mais dans le cas seulement où le Tribunal a cru voir des indices suffisants s'élever contre le prévenu.

IV. L'art. 239 du Code de procédure civile donne, à cet égard, plus de latitude au Président, que l'art. 462 du Code d'instruction criminelle ; mais chacun de ces articles dispose pour un cas particulier ; ce qui devait nécessairement amener à un résultat différent.

L'art. 462 du Code d'instruction criminelle s'occupe du cas où le faux est reconnu *dans la visite d'un procès* ; tandis que l'art. 239 du Code de procédure civile ne s'est occupé que du cas où le *Président* remarque, dans l'examen qu'il fait des actes de la procédure, des indices d'un faux.

Dans cette dernière espèce, le Président est autorisé à prendre sur lui l'appréciation des indices ; il n'est pas tenu de réunir le Tribunal pour en délibérer ; mais lorsque c'est en visitant le procès que le Tribunal découvre les indices du crime, il est naturel qu'il demeure chargé de les apprécier.

V. Il existe encore cette autre différence que, dans l'espèce de l'art. 239 du Code de procédure civile, c'est au Président à remplir les fonctions d'Officier de police judiciaire ; tandis que dans celui de l'art. 462 du Code d'instruction criminelle, il y a nécessairement lieu au renvoi devant le Juge d'instruction compétent.

Il ne faut pas croire, cependant, que le Président qui remplit, dans le cas de l'art. 239 du Code de procédure, les fonctions d'Officier de police judiciaire, soit autorisé à remplir dans toute leur étendue celles du Juge d'instruction ; lorsqu'il a entendu le prévenu et qu'il a converti le mandat d'amener en mandat de dépôt ou d'arrêt, il doit faire le renvoi de l'affaire au Juge d'instruction, pour la rapporter à la Chambre du Conseil.

VI. Si le Président ou l'Officier du Ministère public, dans le cas de l'art. 462, ne partageait pas l'opinion du Tribunal, cela n'apporterait aucun obstacle à ce que celui de ces Magistrats qui regarderait les indices comme suffisants, en fit la dénonciation au Procureur-Général, et que celui-ci requît le Juge d'instruction d'en informer.

Mais ce serait alors par suite des dispositions de l'article 29 que l'avis serait donné, et non pas en vertu de l'art. 462 : le Magistrat qui le donnerait ne serait autorisé à décerner aucun mandat.

VII. La transmission des pièces peut être faite indifféremment au Procureur-Impérial du lieu où le faux a été commis, ou à celui du lieu où le prévenu peut être trouvé.

L'art. 462 ne porte pas que les pièces peuvent être adressées au Procureur-Impérial du lieu où il a été fait usage de la pièce fausse ; mais le crime de faux se commet et se perpétue par-tout où il est fait usage de la pièce fausse.

ARTICLE CCCCLXIII.

Lorsque des actes authentiques auront été déclarés faux en tout ou en partie, la Cour ou le Tribunal qui aura connu du faux, ordonnera qu'ils soient rétablis, rayés ou réformés, et du tout il sera dressé procès-verbal.

Les pièces de comparaison seront renvoyées dans les dépôts d'où elles auront été tirées, ou seront remises aux personnes qui les auront communiquées ; le tout dans le délai de quinzaine à compter du jour de l'arrêt ou jugement, à peine d'une amende de cinquante francs contre le Greffier.

OBSERVATIONS.

I. Lorsque la pièce arguée a été déclarée fausse, si elle est *authentique*, il doit être ordonné par le même jugement, qu'elle sera rayée ou réformée, et rétablie dans le dépôt d'où elle a été tirée. (*Art. 242 du Code de procédure civile.*)

Les *pièces de comparaison*, lorsqu'elles sont *authentiques*, doivent de même être rétablies dans le dépôt auquel elles appartiennent.

II. C'est au Greffier à opérer la radiation, la réformation et la remise des pièces : il doit en dresser procès-verbal, sous peine de 50 francs d'amende.

Il est accordé un délai de *quinzaine* au Greffier pour effectuer cette remise ; ce qui doit s'entendre à compter du jour que l'arrêt ou le jugement qui l'ordonne est devenu irrévocable.

III. Si la pièce arguée *n'est pas authentique*, et qu'elle ait été reconnue pour vraie, la Cour ou le Tribunal saisi doit ordonner que la remise en sera faite à la partie qui l'a produite.

Si elle a été déclarée fausse en tout ou en partie, il doit être ordonné qu'elle

514 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

restera au greffe où qu'elle sera restituée à la partie , après qu'elle aura été réformée, conformément aux dispositions de l'arrêt ; ce qui dépend des circonstances.

IV. Lorsque l'arrêt qui a déclaré la pièce fausse , a été rendu par *contumace* , la pièce arguée doit rester en dépôt au greffe , jusqu'à ce que les cinq ans accordés au contumax pour se représenter soient écoulés ; mais l'arrêt peut ordonner que les pièces de comparaison seront remises aux parties intéressées , à la charge de les représenter , s'il y a lieu. (*Argument tiré de l'art. 474.*)

ARTICLE CCCCLXIV.

Le surplus de l'instruction sur le faux se fera comme sur les autres délits , sauf l'exception suivante.

Les Présidens des Cours d'Assises ou Spéciales , les Procureurs-Généraux ou leurs Substituts , les Juges d'instruction et les Juges-de-peace , pourront continuer , hors de leur ressort , les visites nécessaires chez les personnes soupçonnées d'avoir fabriqué , introduit , distribué de faux papiers nationaux , de faux billets de la Banque de France ou des Banques de département.

La présente disposition a lieu également pour le crime de fausse monnaie , ou de contrefaçon du sceau de l'Etat.

OBSERVATIONS.

I. L'instruction sur le crime de faux doit être suivie de la même manière que si la prévention portait sur tout autre crime : ainsi le voulait déjà l'art. 541 du Code de brumaire an iv.

Des témoins peuvent donc être appelés aux débats.

Il fut même jugé le premier avril 1808 , que les témoins *instrumentaires* de l'acte argué peuvent y être appelés , sauf aux Jurés à avoir tel égard que de raison à leurs dépositions.

II. La loi du 23 floréal an x , attribuait la connaissance des faux en écritures aux Cours Spéciales.

Cette connaissance appartient aujourd'hui aux Cours d'Assises.

Celle de Paris a été maintenue pour cinq ans dans les attributions exclusives dont était investie la Cour de Justice criminelle de la Seine , aux termes des lois et réglemens ; ainsi , durant ce temps , il n'appartient qu'à elle seule de connaître des faux qui intéressent le Trésor public. (*Art. 33 de la loi du 20 avril 1810.*)

III. Les Cours prévôtales des Douanes peuvent cependant connaître du crime de

faux, lorsqu'il se rattache aux matières de leur compétence : cela résulte des dispositions de l'article 5, sect. 1^{re}, tit. 1^{er} de la loi du 18 octobre 1810, qui met ces matières dans leurs attributions exclusives.

IV. L'article 464 autorise les *Présidens des Cours d'Assises ou Spéciales*, les *Procureurs-Généraux ou leurs Substitués*, les *Juges d'instruction* et les *Juges-de-paix*, à continuer *hors de leur ressort* les visites nécessaires chez les personnes qui seraient soupçonnées d'avoir *fabriqué, introduit, distribué de faux papiers nationaux, de faux billets de la Banque de France ou des Banques de Département*, ou de la *fausse monnaie*, ou qui seraient prévenues de *contrefaçon du sceau de l'Etat*.

Cet article est *restrictif*, soit quant à la *qualité des Fonctionnaires* qu'il autorise à continuer leurs visites hors de leur ressort, soit *quant à l'objet des recherches*. Il ne peut être étendu par induction d'un cas à un autre.

V. Si dans le cours de l'instruction il était nécessaire de procéder à de *nouvelles visites hors du ressort*, comme ces visites ne se feraient pas *par continuation*, on ne se trouverait plus dans l'application de l'article 464, le Juge-instructeur devrait se borner à requérir un Officier de police judiciaire des lieux d'y procéder.

VI. Si une Cour Spéciale ordinaire ou extraordinaire avait connu d'un crime qui ne rentrât pas dans sa compétence, en se fondant sur ce qu'il y aurait eu connexité avec un autre crime de la nature de ceux qui lui sont spécialement attribués, y aurait-il lieu à prononcer l'annulation de l'arrêt? En d'autres termes, si le crime qui ne serait pas de la compétence de la Cour Spéciale, se rattachait à un autre crime de sa compétence, serait-elle autorisée à en connaître?

VII. Il faut établir une distinction entre les Cours Spéciales ordinaires et les Cours Spéciales extraordinaires, attendu que les arrêts définitifs rendus par les Cours Spéciales extraordinaires sont sujets au recours en cassation; ce qui donne nécessairement le droit à la Cour de cassation, saisie par le recours contre l'arrêt définitif, d'apprécier la compétence sur laquelle ces Cours n'ont prononcé que provisoirement.

Pour savoir si elles étaient compétentes pour connaître du crime qu'elles ont jugé, il faut consulter le décret impérial qui les a établies.

VIII. Mais les Cours Spéciales ordinaires ne peuvent être saisies que par un arrêt préalable de compétence, rendu par la Chambre d'accusation, et cet arrêt est soumis de droit à l'examen de la Cour de cassation; de sorte que s'il a été confirmé, il ne peut être exécuté de recours contre l'arrêt définitif.

La question ne peut dès-lors se présenter que dans le cas où la Cour Spéciale aurait prononcé pour cause de *connexité*, sur un crime qui ne lui aurait pas été renvoyé par l'arrêt de compétence.

Si la condamnation portait sur un crime qui ne rentrât pas dans sa compétence, et pour raison duquel il ne fût pas intervenu d'arrêt de renvoi par la Chambre d'accusation, le recours en cassation serait évidemment recevable; mais cela ne décide pas la question de savoir si les crimes qui se rattachent pour raison de connexité, à ceux qui sont dans la compétence des Cours Spéciales, rentrent dans les attributions de ces Cours par une conséquence nécessaire de l'arrêt de renvoi.

Le parti le plus sage qu'aurait à prendre la Cour Spéciale en pareil cas, serait de surseoir au jugement de l'affaire sur laquelle l'arrêt de renvoi serait intervenu, jusqu'à ce qu'il eût été statué sur sa compétence à l'égard du nouveau crime dont l'accusé serait prévenu, quand même ce nouveau crime aurait été commis par un vagabond ou par un repris de Justice.

Si la Cour Spéciale avait jugé sans ce préalable, il faudrait, sur le recours, examiner en fait, si le nouveau crime dont a connu la Cour Spéciale, n'est qu'une *circonstance* de celui pour raison duquel elle a été déclarée compétente, ou s'il constitue un délit *indépendant*.

Dans le premier cas, le recours doit être déclaré non-recevable, car la Cour Spéciale n'aura jugé que ce qu'elle était autorisée à juger par l'arrêt de renvoi.

Mais si le nouveau fait constituait un crime *indépendant*, s'il n'était pas une simple circonstance du crime renvoyé à la connaissance de la Cour Spéciale, quand même il s'y rattacherait sous certains rapports, et même pour raison de connexité, le recours contre l'arrêt définitif serait recevable et fondé, au moins relativement à ce qui aurait été prononcé sur la prévention du crime qui n'aurait pas fait l'objet de l'arrêt de compétence.

En effet, lorsque les Cours Spéciales instruisent, sur d'autres crimes que ceux qui leur ont été renvoyés, elles commettent un excès de pouvoir; elles violent les règles de leur compétence.

Si le nouveau fait ne rentre pas dans la compétence de la Cour Spéciale, sa *connexité* avec le crime de sa compétence ne peut l'y faire rentrer; le crime *ordinaire* emporte de droit la connaissance de tout le procès à la Cour d'Assises, à raison de l'*indivisibilité* de l'instruction, et de ce que les Cours d'Assises ont *plénitude de juridiction*, tandis que les Cours Spéciales n'ont qu'une compétence d'*attribution*, qui n'est même pas *exclusive*, comme celle des Cours prévôtales des Douanes.

CHAPITRE II.

Des Contumaces.

OBSERVATIONS.

I. Il n'y a de vrais *contumax* qu'en matière *criminelle*.

En matière *correctionnelle* et de *police*, le prévenu qui ne comparaît pas n'est que *défaillant*; la procédure continue à s'instruire contre lui comme s'il était présent. S'il ne forme pas opposition au jugement, s'il ne se rend pas appelant, s'il n'exerce pas son recours en cassation dans le délai, il ne lui reste aucun moyen de faire rétracter les condamnations prononcées.

II. Le *contumax* est celui qui, ayant été mis en *accusation*, ne se présente pas dans le délai qui lui est fixé, ou qui ayant été saisi, s'évade *avant* le jugement.

Le Code de brumaire an iv réputait aussi *contumax*, celui qui avait obtenu sa liberté *provisoire* sous caution, lorsqu'il ne se représentait pas pour le jugement; mais sous l'empire de ce Code, le prévenu d'un crime qui emportait des *peines infamantes*, pouvait obtenir sa liberté provisoire sous caution; tandis que d'après l'art. 113 du Code d'instruction criminelle, le prévenu de crime emportant *peines infamantes*, ne peut pas plus obtenir sa liberté provisoire sous caution, que le prévenu de crime emportant *peines afflictives*.

III. Le Code d'instruction criminelle a encore dérogé, sur d'autres points, à ce qui se pratiquait sous le régime du Code de brumaire an iv, dans l'instruction des procès contre les accusés *contumax*.

Aujourd'hui le *contumax* doit être jugé par la Cour d'Assises, *sans assistance de Jurés*, sur la simple lecture faite à l'audience des pièces de la procédure.

IV. Si le *contumax* est condamné, il ne perd pas les fruits et revenus de ses biens d'une manière *irrévocable*; le *séquestre* chargé de les administrer est tenu de lui en rendre compte lorsqu'il se représente.

V. Lorsque l'accusé condamné par *contumace* se représente, et qu'il est acquitté, il ne doit plus être condamné à l'*emprisonnement*, comme sous l'empire du Code

518 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

de brumaire an iv ; il ne peut être prononcé contre lui que la condamnation aux frais occasionnés par sa contumace.

VI. Le Code d'instruction criminelle a gardé le même silence que le Code de brumaire an iv, sur la question de savoir si le contumax *acquitté* ou *absous* peut être poursuivi de nouveau à raison du même fait ; mais on a toujours jugé qu'il devait jouir du bénéfice de son acquittement ou de son absolution. (*Arrêt du 28 ventôse an xii.*)

VII. Si l'accusé avait été condamné, par contumace, à une peine *correctionnelle* ou de *police*, devrait-il être remis en jugement ?

Il fut jugé, sous l'empire du Code de brumaire an iv, par arrêts des 29 ventôse an x et 13 ventôse an xi, qu'il pouvait et même qu'il devait l'être, quoiqu'il déclarât vouloir s'en tenir aux condamnations prononcées contre lui.

VIII. Cette Jurisprudence peut-elle être maintenue sous l'empire du Code d'instruction criminelle ?

Le Code de brumaire an iv n'avait pas établi de prescriptions particulières pour les peines correctionnelles et de police.

Ces peines ne se prescrivaient que par le même laps de temps que les peines afflictives et infamantes.

Mais le Code d'instruction criminelle a limité la prescription des peines correctionnelles à cinq années, et celle des peines de police à deux années, et il veut que le condamné par contumace repris après les cinq ans soit remis en jugement, lorsque sa peine ne se trouve pas éteinte par la prescription.

C'est donc aujourd'hui la prescription de la peine qui doit être prise uniquement en considération, lorsqu'il s'agit de savoir si l'accusé condamné par contumace, qui se représente, doit être remis en jugement.

Or, il est évident que s'il n'a été prononcé contre le condamné par contumace, que des peines correctionnelles ou de police, il ne peut être recherché de nouveau pour raison du même fait, lorsqu'il s'est écoulé plus de cinq ou plus de deux années, suivant le genre de peines, soit correctionnelles, soit de police, qui ont été prononcées.

Il importe peu par quel Tribunal le contumax a été condamné ; c'est la nature de la peine et non le Tribunal ou la Cour qui l'a prononcée, qui doit être prise en considération ; car autrement il y aurait violation de l'article 476, qui n'autorise à remettre en jugement l'accusé condamné par contumace, que quand la peine n'est pas éteinte par la prescription ; et des art. 636 et 639, qui déclarent prescrites les peines correctionnelles et de police, après le laps de cinq ou de deux années ; à compter du jour du jugement qui les a prononcées.

IX. Mais si le condamné par contumace à une peine correctionnelle ou de police

était repris , avant que la peine prononcée contre lui fût éteinte par la prescription , devant quel Tribunal devrait-il être traduit ?

Les peines correctionnelles et de police n'ont été prononcées contre l'accusé contumax , que parce qu'il a été reconnu que les circonstances qui constituaient la prévention du crime , avaient disparu , ou que le crime dont l'accusé se trouvait prévenu , était excusable.

Dans le premier cas , le contumax repris ne peut être traduit devant une Cour d'Assises ou Spéciale , puisque ces Cours ne peuvent connaître que des *crimes* , et qu'il a été jugé irrévocablement dans l'intérêt de l'accusé , qu'il ne s'est pas rendu coupable d'un crime.

Il faudra donc le traduire devant le Tribunal correctionnel ou de police , suivant la nature du délit ou de la contravention.

Il en sera de même dans ce cas , que si la Cour d'Assises ou Spéciale s'était déclarée incompétente à raison de la matière.

Pour porter la connaissance de l'affaire à la Cour d'Assises , on ne pourrait se fonder sur les dispositions de l'art. 365 du Code d'instruction criminelle ; car cet article n'autorise les Cours d'Assises et Spéciales à appliquer des peines correctionnelles ou de police , que dans le cas où ces Cours se trouvant légalement saisies , la nature du délit a seulement changé aux débats ; et dans l'espèce particulière , il ne reste plus de prévention de *crime* , ni conséquemment de débats à établir , puisqu'il a été jugé , par un arrêt irrévocable , que le fait reproché au prévenu ne constitue qu'un délit ou une contravention de police.

Les choses ne sont plus au même état qu'elles étaient lorsque l'affaire a été portée devant la Cour qui a rendu l'arrêt de contumace.

L'article 476 ne prononce , à la vérité , que la nullité de l'arrêt de contumace , et de l'instruction faite depuis l'ordonnance de prise de corps ou de se représenter ; mais il ne porte pas que cette ordonnance produira son effet dans le cas où il ne serait plus question que d'un délit ou d'une contravention.

Le contraire résulte même des derniers termes du premier § de cet article , qui porte que l'affaire sera suivie *dans la forme ordinaire* ; ce qui suppose que l'accusé repris sera jugé d'après une instruction conforme à ce qui est prescrit par le Code d'instruction criminelle , suivant le genre du délit qui lui est imputé.

X. La question peut présenter plus de difficulté sous le second rapport , attendu qu'un *crime* déclaré *excusable* , et qui par conséquent ne doit être puni que de peines correctionnelles ou de police , n'en est pas moins un *crime* , dont l'excuse n'a pu changer le caractère.

Cependant , il faudrait encore suivre la même marche de procéder , dès qu'il a été jugé d'une manière irrévocable , qu'il ne peut être appliqué que des peines correctionnelles ou de police au fait dont l'accusé a été déclaré coupable.

Le fait reproché au prévenu ainsi caractérisé, il ne reste plus que la prévention d'un crime excusable, auquel il *ne peut* être appliqué que des peines correctionnelles ou de police; et les Cours d'Assises et Spéciales ne peuvent connaître que des crimes qui *peuvent* être punis de peines afflictives ou infamantes.

L'arrêt de renvoi, l'ordonnance de compétence, l'acte d'accusation ont produit tout leur effet, puisque la Cour à laquelle l'affaire a été renvoyée a prononcé sur le crime, et qu'elle y a prononcé d'une manière tellement irrévocable, que dans tous les cas, il ne peut être appliqué à l'accusé repris, que des peines correctionnelles ou de police.

Ce ne serait plus une prévention de crime emportant peine afflictive ou infamante, qui serait portée devant la Cour; mais un fait qui ne pourrait emporter que des peines correctionnelles ou de police, dont elle ne peut jamais faire qu'*accidentellement* l'application.

XI. Si le condamné par contumace à des peines correctionnelles ou de police ne peut être traduit devant la Cour d'Assises ou Spéciale, pour la révision de son procès; si la procédure ordonnée par le Code d'instruction criminelle doit être suivie à son égard dans la forme ordinaire: il faut en conclure, que l'arrêt qui a prononcé sa condamnation à des peines correctionnelles et de police, ne doit être considéré que comme un jugement par défaut qu'aurait rendu un Tribunal correctionnel ou de police; mais en résulte-t-il que le condamné ne doit avoir que le délai de cinq jours depuis la signification qui lui a été faite de l'arrêt, pour y former opposition? C'est l'opinion de M. le Procureur-Général, consignée dans une lettre sous la date du 2 mars 1812, que ce Magistrat nous a communiquée (1).

(1) MONSIEUR LE PROCUREUR-GÉNÉRAL,

- « J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 18 février.
- » Après avoir bien médité les deux questions qui y sont proposées, je pense :
- » 1.^o Que dans le cas d'une condamnation par contumace à une peine correctionnelle ou de simple police, sur une accusation que la déclaration du Jury a dépouillée des circonstances qui en faisaient résulter un crime, le condamné qui est arrêté ou qui se représente, doit être considéré comme irrévocablement acquitté du crime.
- » 2.^o Que le Jury ne l'ayant jugé que comme prévenu d'un délit ou d'une simple contravention, la qualité d'*accusé* ne lui est plus applicable; et, qu'en conséquence, sa condamnation à une peine correctionnelle ou de simple police, subsiste nonobstant sa condamnation ou son arrestation.
- » 3.^o Qu'il doit alors être assimilé à un prévenu condamné par défaut, et que par suite la voie de l'opposition lui est ouverte, même (ce qui ne peut arriver que très-rarement) dans le délai fixé par l'opposition au jugement par défaut en matière correctionnelle ou de simple police; mais que, hors ce cas, la condamnation est irrévocable.
- » 4.^o Que s'il est même dans le délai de l'opposition, celle qu'il formera doit être portée, non

On peut répondre qu'il ne peut être formé d'opposition qu'à un jugement *existant*, et que l'arrêt rendu par contumace est anéanti de plein droit par la représentation du condamné ; que l'art. 476 ne fait à cet égard aucune distinction ; d'où suit que le condamné par contumace à des peines correctionnelles ou de police, qui se représente ou qui est repris avant la prescription de sa peine, ne peut pas plus s'en tenir à l'arrêt qui a prononcé cette condamnation, que si l'arrêt avait prononcé des peines afflictives ou infamantes ; et, par réciprocité de raison, que l'arrêt ne peut lui être opposé.

Si l'opposition était recevable, ce serait devant la Cour qui aurait rendu l'arrêt qu'elle devrait être portée ; et l'affaire, par sa nature, rentre dans la compétence des Tribunaux ordinaires.

Le principe établi par l'article 476, que le condamné par contumace repris avant que sa peine soit éteinte par la prescription, est *indépendant* de toute forme de procéder : le condamné est remis en jugement par la volonté de la loi ; il y est remis par voie d'action nouvelle, et cette action doit être dirigée d'après les règles de compétence établies par le Code.

Il faut raisonner dans ce cas, comme dans celui où la Cour saisie se serait déclarée incompétente ; et il ne serait pas douteux alors, que l'affaire devrait être portée par action principale devant le Tribunal compétent.

Ce que la Cour saisie n'a pas fait par voie directe, elle l'a fait d'une manière implicite, en n'appliquant que des peines correctionnelles ou de police, puisqu'il en résulte nécessairement qu'elle a reconnu qu'il n'était question au procès que d'un délit ou que d'une contravention qui ne rentrait pas dans sa compétence.

Il faut attendre, sur cette question, que la Cour de cassation ait fixé la Jurisprudence.

XII. Si plusieurs accusés contumax ont été condamnés par le même arrêt, la représentation de l'un d'eux ne suffit pas pour anéantir l'arrêt à l'égard de tous. (*Arrêt du 9 vendémiaire an x.*) C'est un droit purement *personnel*.

XIII. Le 29 avril 1803, Dominique Gradono avait été condamné par contumace

- » devant la Cour d'Assises qui ne pourrait y statuer que d'après une déclaration du Jury (ce qui
- » n'est pas possible dès qu'il n'existe plus d'accusation), mais devant la Cour ou le Tribunal qui,
- » dans le département où est fixée la Cour d'Assises, est chargée de procéder en dernier ressort,
- » sur les matières correctionnelles.

- » 5.° Qu'il en est du cas où le crime ayant été déclaré excusable, il n'a été prononcé contre le
- » contumax qu'une peine correctionnelle, comme du cas où la déclaration du Jury a réduit
- » l'accusation à un fait de police correctionnelle ou de simple police.

» Agréer, M. le Procureur-Général, etc. »

à vingt années de fers, sans avoir été mis préalablement en accusation par un Jury.

Repris le 23 avril 1811, il fut traduit devant la Cour Spéciale extraordinaire de Gènes, qui avait remplacé la Cour de Justice criminelle qui l'avait jugé.

La Cour se déclara incompétente *en l'état*, par arrêt du 13 août, contre lequel se pourvut le Procureur-Général.

Son recours fut rejeté :

« Attendu, que d'après l'art. 3 du décret impérial du 23 juillet 1810, les affaires » commencées antérieurement à l'installation des Cours Impériales, qui peuvent être » portées directement aux Cours d'Assises, sont restreintes à celles sur lesquelles il » a été déclaré *par un Jury* qu'il y a lieu à accusation ;

» Et attendu que d'après l'art. 4 du même décret, dans le cas où, antérieurement » à l'installation des Cours Impériales, il aurait été rendu *un arrêt de compétence* » par une Cour Spéciale, et même lorsque cet arrêt aurait été confirmé par la Cour » de cassation, l'affaire doit être renvoyée à la Cour Impériale, pour y être statué » de nouveau sur la compétence. »

XIV. Un avis du Conseil-d'Etat du 19 août 1809, approuvé de l'Empereur, le 20 septembre, a déterminé les effets que l'art. 28 du Code Napoléon doit produire sur les biens des condamnés, relativement aux condamnations par contumace prononcées soit *avant* soit *depuis* la publication de ce Code.

L'article cité du Code Napoléon, porte :

« Leurs biens (des condamnés par contumace) seront administrés et leurs droits » exercés de même que ceux des absens. »

L'avis du Conseil-d'Etat qui établit le mode d'exécution de cet article, est ainsi conçu :

« Conformément à l'art. 2 du Titre préliminaire du Code Napoléon, portant : *La loi ne dispose que pour l'avenir; elle n'a pas d'effet rétroactif*; on doit se régler » par la disposition de la loi sous l'empire de laquelle la condamnation a été prononcée ;

» A l'égard des contumax dont le jugement est antérieur à la publication du Code » Napoléon, il y a lieu de suivre les dispositions, soit de la loi du 16 septembre 1791, » soit du Code du 3 brumaire an iv ;

» Quant aux accusations et condamnations emportant mort civile, postérieures » à la publication du Code Napoléon, comme l'art. 28 porte que les biens seront » administrés de même que ceux des absens ; et que, suivant l'art. 120, les héritiers » présomptifs des absens ont la faculté d'obtenir l'envoi en possession provisoire, à » la charge de donner caution, il en résulte que l'Administration des Domaines est » tenue de faire toutes les démarches et actes nécessaires pour mettre sous le séquestre » les biens et droits du contumax, et qu'elle doit les gérer et administrer au profit » de l'Etat, jusqu'à l'envoi en possession en faveur des héritiers ;

- » Enfin, dans le régime antérieur et postérieur à la publication du Code Napoléon,
 » les droits des créanciers légitimes peuvent être exercés après avoir été reconnus par
 » les Tribunaux, et il peut être accordé par l'Administration, des secours aux femmes
 » et enfans, pères et mères dans le besoin. »

ARTICLE CCCCLXV.

Lorsqu'après un arrêt de mise en accusation, l'accusé n'aura pu être saisi, ou ne se présentera pas dans les dix jours de la notification qui en aura été faite à son domicile ;

Ou lorsqu'après s'être présenté ou avoir été saisi, il se sera évadé ;

Le Président de la Cour d'Assises ou celui de la Cour Spéciale, chacun dans les affaires de leur compétence respective, ou, en leur absence, le Président du Tribunal de première instance, et, à défaut de l'un et de l'autre, le plus ancien juge de ce Tribunal, rendra une ordonnance portant qu'il sera tenu de se représenter dans un nouveau délai de dix jours ; sinon, qu'il sera déclaré rebelle à la loi, qu'il sera suspendu de l'exercice des droits de citoyen, que ses biens seront séquestrés pendant l'instruction de la contumace, que toute action en Justice lui sera interdite pendant le même temps, qu'il sera procédé contre lui, et que toute personne est tenue d'indiquer le lieu où il se trouve.

Cette ordonnance fera de plus mention du crime, et de l'ordonnance de prise de corps.

OBSERVATIONS.

I. Ce n'est qu'après l'expiration des dix jours que la loi accorde à l'accusé pour se représenter, que commence l'instruction par contumace.

Ce délai ne court que du jour de la notification, faite au domicile de l'accusé, de l'arrêt de mise en accusation.

II. Le premier acte de l'instruction est une ordonnance par laquelle il est enjoint à l'accusé de se représenter dans un nouveau délai de dix jours.

Elle doit porter, qu'à défaut de se représenter, l'accusé sera déclaré rebelle à la loi ; qu'il demeurera suspendu de l'exercice de ses droits de citoyen ; que ses biens seront séquestrés ; que toute action en Justice lui sera interdite, et que toute personne est tenue d'indiquer le lieu où il se trouve.

524. CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Il doit y être fait mention de la nature du crime, et de l'ordonnance de prise de corps qui a été décernée contre l'accusé.

III. L'ordonnance de se représenter est rendue par le Président de la Cour à laquelle le renvoi a été fait par la Chambre d'accusation, et en son absence par le Président du Tribunal civil : à défaut, par le Juge le plus ancien dans l'ordre de réception.

IV. Le Président du Tribunal civil, et le plus ancien Juge dont parle l'article 465, sont ceux du Tribunal civil du lieu où la Cour saisie tient *habituellement* ses séances.

V. Si la Cour saisie était établie dans le lieu où siège la Cour Impériale, le Président du Tribunal de première instance ne serait pas compétent pour rendre l'ordonnance dont il s'agit ; puisque dans aucun cas il ne peut devenir Membre de la Cour qui doit prononcer sur le sort de l'accusé.

Lorsque dans ce cas le Président de la Cour d'Assises ou Spéciale est empêché, il doit être remplacé par le plus ancien des Magistrats qui la composent ; et à défaut, par un des Conseillers de la Cour Impériale, en suivant l'ordre de réception.

VI. L'ordonnance doit être notifiée au *domicile* de l'accusé.

Si l'accusé n'avait pas de domicile *connu*, il faudrait se conformer aux dispositions du Code de procédure civile, art. 69, N.º 8, dont voici les termes :

« Ceux qui n'ont aucun domicile connu en France, seront assignés au lieu de leur résidence actuelle ; si le lieu n'est pas connu, l'exploit sera affiché à la principale porte de l'auditoire du Tribunal où la demande est portée ; une seconde copie sera donnée au Procureur-Impérial, lequel visera l'original. »

Cette ordonnance doit être publiée de la manière prescrite par l'art. 466 du Code d'instruction criminelle.

VII. Le Code de brumaire an iv exigeait qu'il fût rendu une seconde ordonnance semblable à la première, et que cette seconde ordonnance fût mise à exécution avec la même solennité ; ce qui ne faisait que retarder le jugement sans avoir aucune utilité.

Le Code d'instruction criminelle n'en exige qu'une.

VIII. L'art. 465 ne s'occupe de la contumace de l'accusé que sous le rapport des Cours d'Assises et Spéciales, mais il doit de même recevoir son exécution dans le cas d'affaires portées devant les Cours prévôtales des Douanes, qui doivent observer dans l'instruction des procès les mêmes formalités que les Cours Spéciales. (*Art. 13 du décret impérial du 18 novembre 1810.*)

IX. En vertu de cette ordonnance, les dix jours expirés sans que l'accusé se soit présenté, le séquestre doit être mis sur ses biens.

Il se trouve privé, *ipso facto*, de l'exercice de ses droits de *citoyen*.

L'accusé est même privé de l'exercice de ses droits *civils*, en ce sens, qu'il ne peut exercer aucune action en Justice; mais s'il est actionné, le Tribunal saisi ne peut refuser de l'entendre.

L'art. 464 du Code de brumaire an iv établissait déjà la même législation que le Code d'instruction criminelle; et la Cour de cassation jugeait que la défense étant de droit naturel, elle ne pouvait être déniée au *contumax*. (*Arrêt du 10 nivôse an xiv.*)

X. S'il y avait un procès *existant*, dans lequel l'accusé *contumax* fut *demandeur*, serait-il privé d'en suivre les fins?

La prescription pourrait s'acquérir pendant l'interruption des poursuites, et l'intention du Législateur n'a pas été de mettre l'accusé dans l'*incapacité* d'en arrêter le cours.

Cependant, donner suite à une instance dans laquelle on est *demandeur*, c'est exercer une *action*, et le Code défend au *contumax* l'exercice de toute action.

Dans cet état des choses, nous pensons que la Régie de l'Enregistrement qui a établi le séquestre, est suffisamment autorisée à suivre elle-même l'action introduite à la requête du *contumax*; ce qui paroît à tous les inconvéniens.

XI. Si pendant le séquestre, la prescription venait à s'acquérir, la Régie de l'Enregistrement serait-elle garante des événemens, soit envers l'accusé *contumax*, soit envers ses héritiers?

Cette question est importante; mais elle sort de notre sujet.

ARTICLE C C C C L X V I.

Cette ordonnance sera publiée à son de trompe ou de caisse, le dimanche suivant, et affichée à la porte du domicile de l'accusé, à celle du Maire, et à celle de l'auditoire de la Cour d'Assises, ou de la Cour Spéciale.

Le Procureur-Général ou son Substitut adressera aussi cette ordonnance au Directeur des Domaines et droits d'Enregistrement du domicile du contumax.

OBSERVATIONS.

I. Il ne suffit pas que l'ordonnance rendue en exécution de l'art. 465, ait été signifiée au domicile de l'accusé; elle doit être publiée à son de trompe ou de caisse, le dimanche suivant, dans le lieu du domicile de l'accusé, et affichée le même jour à la porte de son domicile, à celle du Maire du lieu et à celle de l'auditoire de la Cour saisie.

Il doit être dressé procès-verbal du tout. (*Art. 470.*)

II. Quand l'accusé n'aurait pas de domicile connu, cela n'empêcherait pas que l'ordonnance dût être publiée et affichée; mais la publication devrait s'en faire dans le lieu où siège la Cour saisie, et l'affiche devrait être posée à la porte du Maire de ce lieu et à celle de l'auditoire, en faisant mention dans le procès-verbal du motif qui a déterminé à en user ainsi.

III. Les dix jours *expirés* depuis la publication et l'affiche de l'ordonnance, l'Officier du Ministère public exerçant près la Cour saisie, doit en transmettre une expédition en forme légale au Directeur de l'Enregistrement du domicile de l'accusé, qui doit établir le séquestre sur les biens du contumax, en observant les formalités requises.

Si le domicile de l'accusé n'est pas connu, la transmission de l'ordonnance doit être faite au Directeur de l'Enregistrement du département où est établie la Cour saisie.

ARTICLE CCCCLXVII.

Après un délai de dix jours, il sera procédé au jugement de la contumace.

OBSERVATIONS.

I. Le délai de dix jours dont parle l'art. 467, ne commence à courir que du jour de la publication et de l'affiche, et non de celui de la signification de l'ordonnance à domicile.

Ce délai expiré, il n'y a aucune autre formalité à remplir *avant* de procéder au jugement de la contumace.

Il n'est besoin ni de citation aux témoins, ni de convocation de Jurés.

L'arrêt doit être rendu d'après la lecture de l'instruction écrite.

Mais l'examen et le jugement ne doivent pas moins avoir lieu à l'audience publique.

II. Le Code n'a fixé aucun délai pour procéder au jugement de la contumace; il a voulu seulement qu'il ne pût y être procédé *avant* l'expiration des dix jours; mais il ne doit pas y être apporté de retard.

III. Quand le contumax aurait des co-accusés présents, et quand l'affaire, à l'égard de tous, serait en état de recevoir jugement, la Cour ne pourrait prononcer par un seul et même arrêt; car les formalités à observer pour le jugement des accusés présents et des accusés contumax ne sont pas les mêmes.

ARTICLE CCCCLXVIII.

Aucun Conseil, aucun Avoué ne pourra se présenter pour défendre l'accusé contumax.

Si l'accusé est absent du territoire Européen de l'Empire, ou s'il est dans l'impossibilité absolue de se rendre, ses parens ou ses amis pourront présenter son excuse et en plaider la légitimité.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 467 du Code de brumaire an iv portait simplement qu'aucun Conseil ou fondé de pouvoir de l'accusé contumax, ne pourrait se présenter pour le défendre, soit *sur les faits*, soit *sur l'application de la loi*, soit *sur la forme de procéder*; ce qui restreignait la prohibition à ces trois cas.

La Cour de cassation jugeait, en conséquence, que l'accusé contumax était recevable à faire plaider que la Cour saisie était incompétente; attendu que ce moyen ne rentrait ni dans les faits, ni dans l'application de la loi, ni dans la forme de procéder.

II. Cette Jurisprudence ne serait plus en harmonie avec les dispositions de l'article 468 du Code d'instruction criminelle.

Ce qui le prouve, c'est que l'art. 470 porte que hors le cas d'excuse autorisée par l'art. 468, il sera procédé de suite au jugement.

Ce cas est celui où l'accusé absent du territoire Européen de l'Empire, ou se trouvant dans l'impossibilité absolue de se rendre, fait demander un délai pour se représenter.

Les parens et les amis de l'accusé sont alors autorisés à plaider la légitimité de l'excuse, dont l'appréciation est abandonnée à la sagesse des Magistrats.

ARTICLE CCCCLXIX.

Si la Cour trouve l'excuse légitime, elle ordonnera qu'il sera sursis au jugement de l'accusé et au séquestre de ses biens, pendant un temps qui sera fixé, eu égard à la nature de l'excuse et à la distance des lieux.

OBSERVATIONS.

I. Lorsque les parens et les amis de l'accusé contumax se présentent en son nom, la Cour doit prononcer sur l'excuse proposée; et, si elle est fondée, elle doit fixer le délai dans lequel l'accusé sera tenu de se présenter.

II. Pendant ce délai, il est sursis au jugement de l'accusé contumax et à l'établissement du séquestre sur ses biens ; de sorte que l'Officier du Ministère public en exercice près la Cour saisie doit s'empresse de donner connaissance de l'arrêt au Directeur de l'Enregistrement.

III. Si le séquestre était apposé, l'accusé qui en réclamerait la main-levée devrait l'obtenir, attendu que le séquestre ne l'aurait été que dans la supposition d'un refus volontaire de se présenter, et que l'arrêt de sursis ne peut être fondé que sur l'impossibilité où l'accusé était de se rendre.

Mais à quel Tribunal l'accusé devrait-il s'adresser pour obtenir cette main-levée ?

Si la Cour saisie peut l'ordonner en prononçant le sursis, ce qui nous semble incontestable, il en résulte que l'accusé peut s'adresser à elle.

Mais l'accusé peut également en former la demande par simple mémoire devant le Tribunal civil de première instance, dans la forme en laquelle doivent être suivies les affaires de régie.

Cette manière de procéder est même la plus conforme aux principes.

IV. L'art. 469 n'applique spécialement le sursis qu'au jugement et au séquestre ; ce qui semble le restreindre à ces deux cas seulement.

Cependant il paraîtrait inconséquent que l'impossibilité de se rendre étant une fois reconnue, l'ordonnance de contumace pût produire un effet quelconque, avant que cette impossibilité eût cessé.

La loi n'a pu vouloir punir l'accusé pour n'avoir pas fait ce qu'il lui était impossible de faire.

Donner main-levée du séquestre, c'est d'ailleurs remettre nécessairement l'accusé dans la possession de ses biens ; et dès que la possession lui en est rendue, il faut bien, par suite, qu'il soit autorisé à les régir.

ARTICLE CCCCLXX.

Hors ce cas, il sera procédé de suite à la lecture de l'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises ou à la Cour Spéciale, de l'acte de notification de l'ordonnance ayant pour objet la représentation du contumax, et des procès-verbaux dressés pour en constater la publication et l'affiche.

Après cette lecture, la Cour, sur les conclusions du Procureur-Général-Impérial ou de son Substitut, prononcera sur la contumace.

Si l'instruction n'est pas conforme à la loi, la Cour la déclarera

nulle, et ordonnera qu'elle sera recommencée à partir du plus ancien acte illégal.

Si l'instruction est régulière, la Cour prononcera sur l'accusation et statuera sur les intérêts civils, le tout sans assistance ni intervention de Jurés.

OBSERVATIONS.

I. Lorsque la contumace est instruite, et qu'il n'a pas été proposé d'excuse de la nature de celles dont il est parlé dans l'art. 468, ou que l'excuse proposée a été rejetée, la Cour se fait donner lecture de l'arrêt de renvoi, et de l'instruction faite sur la contumace; elle entend l'Officier du Ministère public dans ses réquisitions, et elle prononce, par un arrêt préalable, sur la régularité de l'instruction.

Si l'instruction n'a pas été conforme à la loi, la Cour doit en prononcer l'annulation, et ordonner qu'elle sera recommencée à partir du plus ancien acte annulé.

C'est la disposition formelle de l'art. 470; d'où suit que toutes les formalités prescrites par les articles 465 et 466, *sont de rigueur*, quoique le Code n'y ait pas expressément attaché la peine de nullité.

II. C'est à l'audience publique qu'il doit être prononcé sur la régularité de l'instruction; car l'accusé peut se représenter en tout état de cause; et jusqu'à la prononciation du jugement, ses parens et ses amis sont autorisés à proposer l'excuse résultant de l'impossibilité où il est de comparaître.

III. Le Code ne dit pas si l'arrêt doit être prononcé sur le rapport de l'un des Juges; il ne dit pas non plus qui donnera la lecture des pièces de l'instruction.

S'il n'a pas été nommé de Commissaire-rapporteur, la lecture des pièces doit être donnée par le Greffier.

Mais il semblerait plus convenable qu'il fût fait rapport par un des Magistrats de la Cour, qui aurait vérifié préalablement la régularité de l'instruction.

IV. Lorsque l'instruction a été déclarée régulière, la Cour procède au jugement du fond.

Il n'est pas appelé de témoins pour déposer devant elle;

Elle juge sans assistance de Jurés.

Mais elle doit se faire donner lecture des procès-verbaux, des dépositions écrites des témoins, et des autres actes du procès.

Elle doit entendre l'Officier du Ministère public.

V. Ce n'est qu'en procédant au jugement du fond, que la Cour doit faire porter son examen sur la *compétence*.

Elle doit commencer par juger le mérite de l'instruction faite sur la contumace.

VI. En jugeant le fond, la Cour doit prononcer sur les réparations, indemnités et restitutions dont la partie civile a formé la demande.

S'il n'y avait pas eu demande formée avant la prononciation du jugement, la Cour excéderait ses pouvoirs si elle prononçait des réparations civiles.

VII. Quoique la compétence ait été jugée par l'arrêt de mise en accusation, si la Cour pensait que l'affaire ne rentrât pas dans ses attributions, elle devrait se déclarer incompétente.

L'ordonnance de renvoi n'est en effet qu'une simple mesure provisoire : la Cour de cassation l'a toujours jugé ainsi, dans le système même de la loi du 7 pluviôse an ix, qui ne donnait aucun moyen de se pourvoir contre de pareilles ordonnances, lorsqu'elles avaient été conformes aux réquisitions du Magistrat de sûreté. (*Arrêts des 14 mars 1807 et 3 novembre 1808.*)

L'affaire peut changer de nature aux débats, et ne plus rentrer dans les attributions de la Cour à laquelle le renvoi a été fait.

Le délit peut d'ailleurs avoir été mal apprécié par l'ordonnance de renvoi.

VIII. Une Cour de Justice criminelle spéciale, s'était déclarée compétente pour juger une prévention de crime qui rentrait dans ses attributions, et la Cour de cassation avait confirmé son arrêt.

Aux débats, toutes les circonstances qui faisaient rentrer le délit dans la compétence de la Cour Spéciale, avaient disparu, et il n'était plus resté qu'un crime ordinaire à réprimer ; cependant la Cour de Justice criminelle spéciale avait prononcé.

Son arrêt fut attaqué par la voie du recours en cassation, et il fut annulé pour avoir été rendu sans arrêt préalable de compétence sur le crime qui avait motivé la condamnation de l'accusé.

IX. La Cour de cassation jugea bien, il est vrai, le 21 novembre 1806, que la Cour de Justice criminelle spéciale qui s'est déclarée compétente, et dont l'arrêt a été confirmé, ne peut se déclarer incompétente pour raison du même fait : mais, dans l'espèce de cet arrêt, le délit n'avait pas changé de nature ; et la Cour de Justice criminelle spéciale n'avait pu, sans tomber en contradiction avec elle-même, juger précisément le contraire de ce qu'elle avait jugé par son arrêt de compétence.

X. Si la Cour saisie par l'arrêt de renvoi de la Chambre d'accusation, se déclare incompétente, sur le motif que le crime dont la connaissance lui a été renvoyée ne rentre pas dans ses attributions, à quelle autorité faut-il recourir pour faire juger la compétence ?

C'est nécessairement à la Cour de cassation, par voie de règlement de Juges ; car la Cour Impériale n'en reconnaît pas d'autre qui lui soit supérieure en autorité.

ARTICLE CCCCLXXI.

Si le contumax est condamné, ses biens seront, à partir de l'exécution de l'arrêt, considérés et régis comme biens d'absent; et le compte du séquestre sera rendu à qui il appartendra, après que la condamnation sera devenue irrévocable par l'expiration du délai donné pour purger la contumace.

OBSERVATIONS.

I. Si l'accusé contumax ne s'est pas représenté dans les dix jours de la publication et de l'affiche de l'ordonnance, et qu'il n'ait pas obtenu de surséance pour cause d'impossibilité de se rendre, ses biens doivent être mis sous le séquestre, aux termes de l'art. 466; et à partir de l'exécution de l'arrêt de condamnation, ils doivent être considérés et régis comme biens d'absent.

Cette disposition du Code d'instruction criminelle est beaucoup plus libérale que ne l'était celle de l'art. 475 du Code de brumaire an iv, qui déclarait irrévocablement acquis au Trésor public, les fruits, revenus et produits des biens séquestrés.

II. C'est l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, qui doit établir le séquestre et percevoir les revenus des biens séquestrés, jusqu'à ce que les héritiers présomptifs du condamné s'en soient fait envoyer en possession, aux termes de l'art. 120 du Code Napoléon, que le Conseil-d'Etat a déclaré être applicable au fait dont il s'agit, par son avis du 19 août 1809, approuvé de l'Empereur, le 20 septembre.

Mais cette disposition de l'avis du Conseil-d'Etat ne reçoit pas d'application aux arrêts rendus par contumace, antérieurement à la publication du Code Napoléon.

Il faut se conformer, pour ce cas, aux dispositions de la loi du 16 septembre 1791, et à celles du Code de brumaire an iv.

III. Mais soit que les jugemens de condamnation aient été rendus antérieurement à la mise en activité du Code Napoléon, soit qu'ils l'aient été postérieurement, le séquestre ne peut porter atteinte aux droits des créanciers légitimes qui peuvent les exercer, après les avoir fait reconnaître par les Tribunaux.

IV. Les cinq ans expirés depuis l'exécution de l'arrêt de condamnation par effigie, le compte du séquestre peut être exigé.

Mais, jusqu'à l'expiration des cinq ans (1); la Régie de l'Enregistrement ne peut être tenue de rendre aucun compte aux héritiers du condamné; car ce n'est qu'après

(1) Ceci ne peut s'appliquer au cas où l'accusé n'a été condamné par contumace qu'à des peines correctionnelles ou de police. Voyez N.º 9 et suivans de nos observations préliminaires sur le présent Chapitre.

cinq ans révolus que les héritiers de l'absent sont autorisés à se faire envoyer en possession provisoire de ses biens.

Il ne faut pas isoler, en effet, l'art. 120 du Code Napoléon, de l'art. 115 du même Code, qui n'autorise les parens de l'absent à faire déclarer l'absence que quatre années après sa disparition, et de l'art. 119, portant que la déclaration d'absence ne sera prononcée qu'une année après le jugement qui aura ordonné l'enquête; car ce n'est qu'en vertu du jugement définitif qui a déclaré l'absence, que les héritiers de l'absent peuvent se faire envoyer en possession provisoire de ses biens. (*Art. 120 du Code Napoléon.*)

C'est donc à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines à régir les biens du contumax pendant les cinq ans qui lui sont accordés pour se représenter.

V. On demande si l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines qui a établi le séquestre, doit restituer aux héritiers du contumax les fruits perçus *avant* l'exécution par effigie de l'arrêt de condamnation.

M. Merlin, dans la troisième édition du *Répertoire de Jurisprudence*, aux mots *séquestre pour contumace*, décide pour la négative.

Ce Magistrat se fonde sur la combinaison des articles 465 et 471 du Code d'instruction criminelle.

Mais cette opinion se concilie-t-elle bien avec les expressions du discours de l'Orateur du Gouvernement, dans lequel on lit, que la confiscation irrévocable des fruits et revenus échus durant la contumace, irait contre le but que le Législateur s'est proposé.

Le mot *séquestre* dont se sert le Code d'instruction criminelle, doit être ramené à sa véritable signification.

Le séquestre n'est que le dépôt en mains tierces d'une chose litigieuse, jusqu'à ce qu'il soit décidé à qui elle appartiendra.

On ne peut accorder au séquestre l'effet d'une véritable confiscation; aussi le Code de brumaire an iv avait-il prononcé d'une manière formelle la perte des fruits séquestrés; le Législateur concevait bien que la confiscation ne pouvait être la conséquence du séquestre, qu'il fallait une disposition expresse dans la loi pour l'établir, et cette disposition ne se trouve plus dans le Code d'instruction criminelle.

VI. Il faut cependant convenir que les termes de l'avis du Conseil-d'État du 19 août 1809, semblent confirmer l'opinion de M. Merlin, en ce qu'ils portent que l'Administration des Domaines doit gérer les biens du condamné au profit de l'État, *jusqu'à l'envoi en possession des héritiers.*

Mais le Conseil-d'État n'a-t-il pas simplement entendu qu'en vertu du séquestre les revenus des biens du condamné seraient versés dans la caisse de l'État, sauf à en rendre compte à qui il appartiendra?

Le Grand-Juge Ministre de la Justice et le Ministre des Finances paraissent avoir

entendu l'avis du Conseil-d'Etat du 19 août 1809, dans le sens que lui a donné M. Merlin; leurs décisions, qui se trouvent rapportées au Recueil de Sirey, année 1812, page 160, portent, en effet, que les fruits perçus depuis l'envoi en possession, appartiennent aux héritiers, et qu'ils doivent leur être rendus; ce qui est restrictif.

VII. La régie des biens du condamné cesse à l'instant qu'il se présente pour purger sa contumace.

S'il ne se représente pas dans le délai qui lui est accordé pour purger sa contumace, le compte du séquestre doit être rendu à ses héritiers.

VIII. Le Code d'instruction criminelle ne dit pas si les biens échus au contumax depuis sa condamnation, doivent entrer dans le séquestre; mais cela n'est pas douteux: c'est le séquestre de tous ses biens qui est provisoirement ordonné.

Cependant, si la succession dévolue au contumax lui était échue après les cinq ans qui lui sont accordés pour se représenter, et que la mort civile fût le résultat de sa condamnation, les biens qui lui seraient ainsi dévolus devraient être recueillis par les héritiers les plus proches du défunt, puisque la représentation du contumax après les cinq ans, ne peut le relever des effets produits par la mort civile dans l'intervalle de l'expiration de cinq ans, jusqu'au jour de sa représentation en justice.

ARTICLE CCCLXII.

Extrait du jugement de condamnation sera, dans les trois jours de la prononciation, à la diligence du Procureur-Général-Impérial ou de son Substitut, affiché par l'exécuteur des jugemens criminels à un poteau qui sera planté au milieu de l'une des places publiques de la ville chef-lieu de l'arrondissement où le crime aura été commis.

Pareil extrait sera, dans le même délai, adressé au Directeur des Domaines et droits d'Enregistrement du domicile du contumax.

OBSERVATIONS.

I. L'ARRÊT de condamnation prononcé contre l'accusé contumax doit être mis à exécution, à la diligence du Procureur-Général, dans les trois jours de sa prononciation, par affiche à un poteau planté au milieu de l'une des places publiques de la ville chef-lieu de l'arrondissement où le crime a été commis.

II. Cette dernière disposition est la seule qui apporte un changement à ce qui se pratiquait sous l'empire du Code de brumaire an iv, qui voulait que l'exécution se fit au lieu où le Tribunal tenait ses séances.

Le motif du Législateur a été qu'un exemple de Justice produit toujours plus d'effet, lorsqu'il est donné sur le lieu où le crime a été commis.

534 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Mais nous avons déjà observé que la disposition de cet article n'est pas de rigueur ; que l'art. 26 du Code pénal , d'une date postérieure au Code d'instruction criminelle , renferme une disposition générale , qui autorise les Cours à indiquer le lieu de l'exécution.

III. L'art. 472 charge le Procureur-Général d'adresser , dans le même délai de trois jours , au Directeur des Domaines et de l'Enregistrement du domicile du contumax , un extrait de l'arrêt de condamnation , par suite duquel les biens du condamné doivent être régis dans la forme prescrite par l'art. 471.

ARTICLE CCCCLXXII.

Le recours en cassation ne sera ouvert contre les jugemens de contumace qu'au Procureur-Général-Impérial , et à la partie civile , en ce qui la regarde.

OBSERVATIONS.

I. Il n'y avait sous le régime du Code de brumaire an iv , que le Ministère public qui fût autorisé à se pourvoir en cassation contre les arrêts rendus par contumace.

L'article 473 du Code d'instruction criminelle a étendu ce droit à la partie civile , mais dans son unique intérêt.

II. L'article 473 ne parle que des jugemens rendus par contumace ; d'où naît la question de savoir si le contumax serait recevable à exercer son recours contre l'arrêt qui aurait rejeté l'excuse que ses parens ou amis auraient proposée en son nom , aux termes de l'art. 468.

On peut dire qu'un pareil arrêt n'est qu'un jugement d'instruction , et que le recours contre les jugemens d'instruction n'étant autorisé que par suite du recours exercé contre l'arrêt définitif , le recours n'en est pas recevable , puisqu'il ne peut porter sur l'arrêt définitif.

Cependant , si la Cour saisie avait refusé d'admettre les parens ou amis de l'accusé à proposer une excuse fondée sur les dispositions de l'art. 468 , il en résulterait une violation de loi , et une précipitation très-répréhensible : ce serait un déni de justice , qui ne pourrait être toléré sans calomnier l'intention du Législateur.

Notre avis est qu'en pareil cas , le recours serait recevable contre l'arrêt , si le refus fait par la Cour d'Assises était bien constaté , quoique l'art. 469 semble accorder une entière liberté à la Cour saisie d'accorder ou de refuser la surséance requise ; car cette faculté ne lui est donnée que pour en faire usage après avoir entendu les parens ou amis de l'accusé.

Mais le recours serait certainement non-recevable si les parens ou amis de l'accusé

avaient été ouïs, lors même que l'excuse aurait été rejetée ; car alors, il n'y aurait eu qu'un point de *fait* jugé ; et l'appréciation des faits n'entre pas dans le domaine de la Cour de cassation.

Cette distinction est plutôt fondée sur la nature des choses, sur la raison et sur les convenances, que sur un texte précis de loi : mais lorsque, dans une pareille réunion de circonstances, on peut agir sans violer ouvertement aucune loi, on doit se croire suffisamment autorisé à le faire.

III. Si le recours est recevable dans le cas du refus fait par la Cour saisie d'admettre les parens ou amis de l'accusé à présenter son excuse, dans quel délai doit-il être déclaré ?

Si l'arrêt devait être considéré comme un jugement d'instruction, le recours n'en serait autorisé qu'à compter du jour que l'arrêt définitif aurait été rendu ; et en le considérant sous ce rapport, le recours en cassation ne serait pas recevable ; mais s'il n'est pas définitif en ce sens qu'il ne juge pas le fond du procès, il n'en est pas moins vrai de dire qu'il l'est sous le point de vue, qu'il décide que l'accusé sera jugé par *contumace*.

Si le recours est recevable, il doit donc être exercé, aux termes de l'art. 373.

ARTICLE CCCCLXXIV.

En aucun cas la contumace d'un accusé ne suspendra ni ne retardera de plein droit l'instruction, à l'égard de ses co-accusés présents.

La Cour pourra ordonner, après le jugement de ceux-ci, la remise des effets déposés au Greffe comme pièces de conviction, lorsqu'ils seront réclamés par les propriétaires ou ayant droit. Elle pourra aussi ne l'ordonner qu'à charge de représenter, s'il y a lieu.

Cette remise sera précédée d'un procès-verbal de description dressé par le Greffier, à peine de cent francs d'amende.

OBSERVATIONS.

I. L'ARTICLE 474 du Code de brumaire an ~~ix~~ ^{iv} ne voulait pas que la contumace d'un accusé pût retarder ni suspendre le jugement à l'égard de ses co-accusés *présents*.

Il ne voulait pas non plus qu'elle pût empêcher la remise des pièces de conviction aux intéressés qui les réclamaient, lorsque les accusés présents avaient été jugés.

Mais dans le cas de remise, le Code de brumaire an ~~ix~~ ^{iv} exigeait qu'il en fût rédigé procès-verbal descriptif, par le Président ou par l'un des Juges commis à cet effet.

II. L'article 474 du Code d'instruction criminelle a maintenu ces trois dispositions, et il les a toutes améliorées.

La contumace d'un accusé ne *suspendra* pas plus que dans l'ancien ordre de choses la mise en jugement de ses co-accusés présents ; mais elle pourra la *retarder* ; si la Cour saisie le juge utile à la manifestation de la vérité.

La remise des pièces de conviction continuera à être faite, lorsqu'elle sera requise par les parties intéressées ; mais elle ne le sera qu'à la charge de les représenter, s'il y a lieu.

Ce ne sera plus le Président ni un Juge commis qui rédigera le procès-verbal de description, au cas de remise des pièces de conviction, mais le *Greffier*, sous sa *responsabilité*.

Si le Greffier avait négligé de le faire, il devrait être condamné à une amende de cent francs.

A R T I C L E C C C C L X X V.

Durant le séquestre, il peut être accordé des secours à la femme ; aux enfans, au père ou à la mère de l'accusé, s'ils sont dans le besoin. Ces secours seront réglés par l'autorité administrative.

O B S E R V A T I O N S.

I. Le Législateur a ordonné par l'art. 471 que les biens du contumax seraient régis comme biens d'absent, et que le compte des fruits perçus serait rendu à qui il appartiendrait.

En attendant que ce compte puisse être exigé, les père et mère, les enfans et l'épouse du contumax peuvent être dans le besoin ; le Législateur est venu à leur secours en ordonnant par l'article 475 que, dans ce cas, il pût leur être accordé des secours sur les biens séquestrés.

L'art. 33 du Code Napoléon portait déjà qu'il pourrait être accordé des secours aux enfans, sur les biens de leur père condamné à la mort civile, lorsque ces biens étaient échus au Trésor public par droit de *déshérence*.

Les biens qui appartiennent au Trésor public par droit de déshérence, sont ceux que le condamné a acquis depuis sa condamnation à une peine emportant la mort civile.

Les mêmes idées libérales se reproduisent sans cesse dans le nouveau Code.

II. Suivant l'art. 475 du Code de brumaire an iv, ces secours devaient être demandés et réglés par le Corps-Législatif ; ce qui rendait presque toujours infructueux le bienfuit de la loi, par la difficulté et les dépenses qu'exigeait un pareil ordre de choses.

L'art. 475 du Code d'instruction criminelle a rémède à cet inconvénient, en décidant que les secours demandés seraient réglés par l'autorité administrative.

Les père, mère, enfans et épouse du condamné doivent en adresser la demande au Préfet du département.

ARTICLE CCCCLXXVI.

Si l'accusé se constitue prisonnier, ou s'il est arrêté avant que la peine soit éteinte par prescription, le jugement rendu par contumace et les procédures faites contre lui depuis l'ordonnance de prise de corps ou de se représenter, seront anéantis de plein droit, et il sera procédé à son égard dans la forme ordinaire.

Si cependant la condamnation par contumace était de nature à emporter la mort civile, et si l'accusé n'a été arrêté ou ne s'est représenté qu'après les cinq ans qui ont suivi l'exécution du jugement de contumace, ce jugement, conformément à l'art. 30 du Code Napoléon, conservera, pour le passé, les effets que la mort civile aurait produits dans l'intervalle écoulé depuis l'expiration des cinq ans jusqu'au jour de la comparution de l'accusé en Justice.

OBSERVATIONS.

I. Cet article présente deux dispositions importantes.

Dans la première partie, le Législateur a prévu le cas où l'accusé condamné par contumace se constitue prisonnier *avant* que la peine prononcée contre lui soit éteinte par la prescription.

Si l'on consulte l'art. 635 du Code d'instruction criminelle, le délai pour faire courir la prescription doit compter seulement de la date de l'arrêt.

Mais l'art. 23 du Code pénal porte, que la durée de la peine ne commencera que du jour de l'exposition, lorsque la peine prononcée contre le condamné sera celle des travaux forcés à temps ou de la réclusion; de sorte que si l'on devait s'en rapporter à la disposition de cet article, ce ne serait que du jour de l'exécution que la prescription pourrait commencer à courir.

Mais cet article n'est point applicable à la difficulté qui nous occupe; il n'a rapport qu'à la *durée* de la peine, et non à la *prescription* du crime.

Il faut dès-lors s'en tenir aux dispositions de l'art. 635 du Code d'instruction criminelle.

Ainsi, lorsqu'il s'est écoulé vingt années depuis l'arrêt qui a prononcé la condamnation de l'accusé pour *crime*, il n'y a plus aucune poursuite à faire contre lui;

cependant, il lui est interdit de résider dans le département où demeurent, soit celui sur lequel ou contre la propriété duquel il a commis le crime, soit ses héritiers directs ; et le Gouvernement est même autorisé à lui assigner le lieu de sa résidence. (*Même art. 635.*)

II. Le Législateur déclare que si la condamnation par contumace emporte mort civile, et que l'accusé condamné ne se représente qu'après les cinq ans, à compter de l'exécution du jugement, la condamnation conservera pour le passé les effets que la mort civile aurait produits dans l'intervalle écoulé depuis l'expiration des cinq ans, jusqu'au jour de la comparution de l'accusé en Justice.

Ce n'est plus alors la date de l'arrêt que l'on doit consulter, mais le jour de l'exécution.

III. L'accusé contumax acquitté l'est d'une manière aussi irrévocable que s'il l'avait été contradictoirement ; de sorte qu'il ne peut plus être repris ni poursuivi pour raison du même fait ; c'est ce que la Cour de cassation jugea par arrêt du 18 ventôse an xiv.

IV. Mais si le contumax avait été déclaré *absous*, devrait-il être remis en jugement ?

La différence qui existe entre le cas d'*absolution* et celui d'*acquiescement*, ne peut opérer aucun changement dans la solution de la question proposée ; car l'article 476 n'ordonne la reprise des poursuites dans la forme ordinaire, que dans le cas où l'accusé aurait été condamné à une peine, et l'accusé *absous* n'est condamné à aucune ; il jouit sous ce rapport, du même privilège que l'accusé *acquitté*.

V. Vainement objecterait-on que l'accusé peut avoir été déclaré *absous*, quoique son crime fût prévu et puni par le Code pénal ; car le Procureur-Général était recevable à se pourvoir contre l'arrêt, et s'il ne l'a pas fait, il y a présomption légale que l'arrêt a été conforme aux dispositions de la loi.

VI. L'art. 476 du Code de brumaire an iv portait, que si l'accusé condamné par contumace était repris, il devait être remis en jugement, que l'arrêt de condamnation et les procédures faites contre lui depuis l'ordonnance de prise de corps, étaient anéantis de plein droit ; ce qui laissait subsister la mise en accusation ; car sous l'empire de ce Code, l'ordonnance de prise de corps n'en était que la conséquence, aux termes de l'art. 258.

Dans le système du Code d'instruction criminelle, au contraire, l'ordonnance de prise de corps doit précéder la mise en accusation du prévenu. (*Art. 134.*)

De sorte qu'il semble que, quoique l'art. 476 du Code d'instruction criminelle soit conçu dans les mêmes termes que l'article correspondant du Code de brumaire an iv, ces deux articles ne peuvent recevoir la même application.

Cependant , en combinant les différens articles du Code d'instruction criminelle , et en se pénétrant de son esprit , il est facile de se convaincre que l'arrêt de mise en accusation n'est pas anéanti par la représentation de l'accusé.

C'est ce que la Cour de cassation a jugé après le plus mûr examen , le 16 janvier 1812 , sur le rapport de M. Oudard , et sur les réquisitions de M. Merlin , en rejetant le recours fait par le Procureur-Général de la Cour Impériale de Pau , contre un arrêt de cette Cour qui avait jugé que le contumax repris devait être livré aux débats , sur la mise en accusation qui avait été prononcée contre lui pendant sa contumace.

Cet arrêt décidant une question de la plus haute importance , nous devons le faire connaître dans son entier ,

« La Cour, considérant qu'il s'agit de savoir si l'arrêt de mise en accusation et l'acte d'accusation , lorsqu'ils sont intervenus *depuis* la rédaction de l'ordonnance de prise de corps , sont anéantis de plein droit ;

» Considérant , que sous l'empire de l'ordonnance de 1670 , comme depuis , la représentation de l'accusé contumax n'a jamais anéanti la procédure et les réglemens exigés , soit que l'accusé fût présent , soit qu'il eût refusé de se représenter ; qu'elle n'anéantissait pas même le récolement auquel il avait été procédé pendant la poursuite de la contumace ;

» Que l'article 9 , titre 9 de la loi de 1791 , portait que du jour de la représentation ou de l'arrestation de l'accusé contumax , *tous* jugemens et procédures étaient anéantis ; et que , malgré l'expression , *tous jugemens* , cette disposition n'a jamais paru anéantir que les jugemens et la procédure de contumace ;

» Que l'art. 476 du Code d'instruction criminelle , et l'art. 476 du Code des délits et des peines , du 3 brumaire an IV , ont été rédigés dans les mêmes termes , et conséquemment dans le même esprit ; d'où il faut conclure que la représentation de l'accusé contumax n'ayant pas eu , sous l'empire du Code de l'an IV , l'effet d'anéantir la mise en accusation , elle n'a pas non plus cet effet sous l'empire de la loi actuelle ;

» Que l'arrêt de mise en accusation et l'acte d'accusation sont du nombre des actes les plus importants de l'instruction criminelle ; que les lois n'anéantissent pas de tels actes implicitement ;

» Que si la loi eût voulu que la représentation du contumax anéantît l'accusation , elle l'eût voulu dans tous les cas où cette représentation a lieu : que néanmoins lorsque la Cour Impériale , en prononçant l'accusation , trouve que le crime est mal qualifié dans l'ordonnance de prise de corps , lorsqu'en conséquence elle anéantit cette ordonnance , et qu'elle en décerne une nouvelle , on ne peut douter que la représentation de l'accusé ne laisse intacte la mise en accusation , puisque cette accusation précède la nouvelle ordonnance de prise de corps ;

» Qu'il en est de même lorsque la Cour Impériale , après avoir annulé l'ordonnance de mise en liberté , prononce l'accusation , et décerne ensuite l'ordonnance de prise de corps ;

» Qu'il en est encore ainsi lorsque la Cour ordonne des poursuites immédiates , conformément à l'art. 235 du Code d'instruction criminelle , et qu'elle ne rend l'ordonnance de prise de corps qu'après avoir prononcé l'accusation , conformément à l'art. 236 ;

» Qu'il en est de même enfin lorsqu'il est survenu de nouvelles charges sur lesquelles la Cour

540 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

» admet l'accusation, conformément à l'art. 248, et décerne ensuite l'ordonnance de prise de corps ;

» Que ces cas ne diffèrent qu'accidentellement de celui où la révocation de l'ordonnance de prise de corps précède l'accusation ; et que, comme il n'existe aucune différence essentielle d'un cas à l'autre, on doit conclure que dans aucun, la représentation du contumax n'anéantit l'accusation ;

» Considérant que l'art. 476 se sert de ces expressions : « *Si l'accusé se constitue prisonnier, ou s'il est arrêté.....* » D'où il suit que l'accusation survit, et que la procédure de contumace est seule anéantie.

» Considérant que cet article n'anéantit que les actes postérieurs à l'ordonnance de prise de corps ou de se représenter ; que l'art. 113 disposant que la liberté provisoire ne peut jamais être accordée lorsque la peine est afflictive ou infamante, il suit qu'il ne peut exister d'autre ordonnance de se représenter, que celle qui est rendue par le Président de la Cour d'Assises ou de la Cour Spéciale, conformément à l'art. 465 ; et que l'art. 476 n'anéantissant que les actes postérieurs à cette ordonnance, maintient nécessairement l'accusation ;

» Que si cet article énonce cumulativement l'ordonnance de prise de corps et l'ordonnance de se représenter, comme devant former l'une et l'autre le terme d'après lequel les jugemens et la procédure doivent cesser d'exister, c'est que l'ordonnance de prise de corps avant l'accusation n'est que provisoire ; qu'elle n'existe pas encore à l'égard de l'accusé ; qu'elle ne lui est pas même notifiée ; qu'il reste détenu dans la Maison d'arrêt sous le seul lien du mandat d'arrêt ; que cette ordonnance ne contient pas encore l'indication de la Maison de Justice où il devra être transféré ; mais qu'après l'accusation admise, l'ordonnance de prise de corps devient complète et exécutoire ; que la Maison de Justice est désignée ; que l'ordonnance de prise de corps est notifiée, et que l'accusé est transféré dans la Maison de Justice ; que c'est dans cet état d'exécution que l'ordonnance de prise de corps est considérée dans l'art. 476, puisqu'elle y constitue un point de départ avec l'ordonnance de se représenter, et que l'une et l'autre sont considérées comme subséquentes et sans intermédiaire ;

» Qu'à la lecture du Code d'instruction criminelle, il est facile de reconnaître que l'instruction ; lorsqu'elle est régulièrement faite, est dévolue et passe successivement des Officiers et des Juges d'instruction, à la Cour Impériale, Chambre d'accusation, et de celle-ci à la Cour d'Assises ; qu'en aucun cas elle ne rétrograde de la Cour d'Assises à la Chambre d'accusation, et de celle-ci aux Officiers et aux Juges du premier degré ; qu'après l'accusation admise et la notification de l'ordonnance de prise de corps, la Cour d'Assises est saisie du procès ; que le Président doit interroger l'accusé pour le livrer ensuite aux débats, ou instruire la contumace contre lui ; et que la loi ne veut, dans aucun cas, que la Cour d'Assises une fois saisie doive se dessaisir.

» Considérant que l'anticipation de l'arrêt et de l'acte d'accusation, opéré par le seul fait de la représentation de l'accusé, ferait le plus souvent préjudice à l'accusé lui-même ; qu'il en résulterait des retards, et de plus, des frais que la loi met à la charge des condamnés : que ces actes seraient anéantis, quant au contumax qui s'est représenté, mais qu'ils subsisteraient contre ses co-accusés ; que ce concours d'actes d'accusation, cette multiplication des actes sans nécessité, pourrait répandre de la confusion et nuire à la manifestation de la vérité : que les co-accusés

» du contumax souffriraient de la marche rétrograde de l'instruction, en ce qu'un procès criminel
 » étant indivisible, il n'est pas permis de soumettre à des examens successifs les individus divers
 » recherchés pour raison d'un même crime, lorsqu'ils sont actuellement détenus; et que renou-
 » veler l'instruction à l'égard de quelques-uns, serait en retarder le jugement à l'égard de tous;

» Que si l'accusé n'a pas été interrogé avant l'accusation, s'il n'a pas produit le mémoire autorisé
 » par l'art. 217, son seul refus d'obéir au mandat d'arrêt l'a privé de cette faculté, et qu'il ne peut
 » l'imputer qu'à lui-même; qu'au surplus la loi prive de la même faculté l'accusé éconré depuis
 » l'accusation, mais avant toute procédure de contumace, et qu'en ce cas il est impossible de pré-
 » tendre que l'arrestation de l'accusé anéantisse de plein droit l'accusation;

» Que l'on ne peut comparer les arrêts de mise en accusation avec les arrêts de compétence que
 » rendaient les Cours Spéciales créées par la loi du 18 pluviôse an ix; que cette loi d'exception,
 » dont on ne peut argumenter contre les dispositions générales d'un Code qui l'a abrogée, ne
 » contenait aucun article portant que la représentation de l'accusé anéantissait de plein droit les
 » arrêts de compétence; que la seule Jurisprudence maintenue depuis par un avis du Conseil-
 » d'Etat, du 24 ventôse an xi, a introduit cette mesure, par des motifs tirés de l'organisation par-
 » ticulière de ces Cours, qui prononçaient sur leur compétence comme sur le fond de l'accusa-
 » tion; que les arrêts de compétence étant les seuls actes de ces Cours contre lesquels le recours
 » en cassation fût permis, il parut juste de rendre à l'accusé constitué prisonnier depuis cet arrêt,
 » les moyens de proposer son exception d'incompétence, soit à la Cour Spéciale elle-même, soit
 » à la Cour de cassation; mais que le Code d'instruction criminelle a d'autant moins dû anéantir
 » l'accusation au profit du contumax qui se représente, que l'art. 299 lui réserve, ainsi qu'à tous
 » autres accusés, la faculté de se pourvoir avant les débats contre l'arrêt de mise en accusation. »

VII. Le dernier considérant de cet arrêt décide une question qui n'est pas non plus sans importance; c'est que le contumax repris est autorisé à user du bénéfice de l'art. 296 du Code d'instruction criminelle, c'est-à-dire, à se pourvoir en cassation contre l'arrêt de renvoi, dans le délai fixé par cet article, et, à défaut d'avertissement, en faisant son recours contre l'arrêt définitif.

VIII. Dans la deuxième partie, l'art. 476 distingue le cas où l'accusé condamné par contumace se représente avant l'expiration des cinq ans depuis l'exécution du jugement par effigie, de celui où il ne se représente qu'après les cinq ans, mais avant la prescription acquise.

Si l'accusé condamné par contumace se représente avant l'expiration des cinq ans, la peine prononcée contre lui, emportait-elle la mort civile, ne produit aucun effet.

Mais si l'accusé n'est repris qu'après les cinq ans, l'art. 476 décide que la mort civile qu'il a encourue, conservera pour le passé les effets que la mort civile a produits dans l'intervalle écoulé depuis l'expiration des cinq années jusqu'au jour de la comparution de l'accusé en Justice; ce qui renferme une disposition générale qui embrasse le cas d'acquittement ou d'absolution de l'accusé par le nouveau jugement, comme celui de condamnation; de sorte que si l'article 476 du Code

d'instruction criminelle était le seul à consulter, son application à tous les cas ne pourrait présenter l'ombre d'une difficulté.

Mais l'art. 476 ajoute qu'il en sera usé à cet égard conformément aux dispositions de l'art. 30 du Code Napoléon, qui porte :

« Lorsque le condamné par contumace, qui ne se sera représenté ou qui n'aura » été constitué prisonnier qu'après les cinq ans, sera *absous* par le nouveau jugement ou n'aura été *condamné* qu'à une peine qui *n'emportera pas la mort civile*, il » rentrera dans la plénitude de ses droits civils pour l'avenir, et à compter du jour » où il aura reparu en Justice ; mais le premier jugement conservera *pour le passé* » les effets que la mort civile avait produits dans l'intervalle écoulé *depuis l'époque* » *de l'expiration des cinq ans jusqu'au jour de sa comparution en Justice.* »

Le Code Napoléon ne conserve, comme l'on voit, les effets de la mort civile contre le contumax repris après les cinq ans, que dans le cas *d'absolution* ou de *condamnation* par le nouveau jugement.

Il ne s'est point occupé de celui où il a été prononcé une ordonnance *d'acquies* en faveur de l'accusé.

Le Législateur a laissé les choses, sous ce rapport, dans les termes du droit commun ; et de droit commun, l'accusé *acquitté* rentre dans toute la plénitude de ses droits.

Ce n'est donc que dans le cas *d'absolution* ou de *condamnation* par le nouveau jugement, que la mort civile prononcée contre l'accusé contumax qui ne s'est pas représenté dans les cinq ans, doit produire son effet ; et non dans celui *d'acquiescement*, dès que l'article 476 du Code d'instruction criminelle doit être exécuté conformément aux dispositions de l'art. 30 du Code Napoléon.

IX. Vainement dirait-on qu'il importe à la tranquillité des familles, que la propriété des biens ne reste pas aussi long-temps incertaine ; et que c'est d'après ce principe d'une bonne législation que la question doit être jugée.

Si le Législateur a pensé que les choses devaient rester dans cet état d'incertitude pendant cinq ans, à l'égard même de l'accusé *coupable* ; comment concevrait-on que ce serait blesser les principes que d'accorder la même faveur à l'accusé *innocent*, jusqu'à sa représentation ?

Ce qui est juste est toujours nécessairement conforme aux principes d'une bonne législation,

X. On dirait plus vainement encore que l'accusé condamné par contumace, s'il ne s'est pas représenté dans les cinq ans, ne peut l'imputer qu'à lui ; que si la mort civile qui a été la conséquence de son défaut de représentation a conservé son effet, c'est la suite de sa désobéissance.

Lorsque l'accusé qui est innocent consent à rester sous le poids d'une condamnation qui le signale comme coupable d'un crime, il faut lui supposer un motif raisonnable, et ce motif est presque toujours fondé sur la prévention qui l'a fait

traduire en Justice ; il veut attendre que l'opinion publique soit assez mûre pour que la vérité puisse se faire entendre.

Le Législateur n'a pu vouloir punir un innocent condamné injustement ; d'avoir fui la persécution , lorsque tout homme de bon sens se serait conduit de la même manière , s'il se fût trouvé dans la même position.

XI. L'Orateur du Tribunat qui porta la parole au Corps-Législatif , lorsque le Titre I.^{er}, Livre I.^{er}, Sect. 2 du Code Napoléon , dans lequel se trouve l'art. 30 , fut présenté à sa sanction , avança bien à la vérité , que , quelle que fût l'issue du nouveau jugement , la mort civile encourue devait produire son effet , lorsque l'accusé n'était repris qu'après les cinq ans de l'exécution.

Mais l'Orateur confondit les cas d'absolution et d'acquittement , ce qui causa sa méprise , qui ne fut pas partagée par l'Orateur du Gouvernement.

L'accusé , disait cet Orateur , peut néanmoins se représenter après les cinq ans ; s'il se représente , et qu'il soit *absous* , il ne rentrera dans ses droits que pour l'avenir , etc.

Il ne généralisa rien.

Il se renferma dans les termes du Code.

XII. Si l'on recourt aux dispositions de l'art. 478 , on se convaincra de plus en plus , que l'interprétation que nous faisons de l'art. 476 , est la seule admissible.

En effet , lorsque le Législateur a voulu que le contumax repris fût *toujours* condamné aux frais , il a parlé de son renvoi d'une manière générale , et non pas restrictivement , de son *absolution* ou de sa *condamnation* , ce qui serait exclusif de l'*acquittement*.

Si le Législateur avait voulu donner à l'art. 476 la même étendue qu'à l'art. 478 , il aurait généralisé la première disposition comme la seconde , au lieu de la restreindre , comme il l'a fait , au cas où le contumax serait *absous* ; il se serait servi des mêmes termes : *quand le contumax obtiendrait son renvoi de l'accusation*.

On peut trouver de la *subtilité* dans cette proposition , mais elle est vraie ; et comme elle est favorable à l'accusé , elle doit nécessairement être admise.

XIII. L'accusé condamné par contumace à une peine emportant la mort civile , qui ne s'est pas représenté dans les cinq ans , a-t-il perdu la propriété des biens qu'il possédait à l'instant de sa condamnation ? N'en a-t-il perdu que les fruits ; et la propriété de ceux qu'il a acquis ou qui lui sont échus par succession , dans l'*intervalle* de sa condamnation au jour de sa représentation en justice ?

C'est dans l'article 30 du Code Napoléon qu'il faut chercher la solution de ces questions , dont l'importance se fait aisément sentir.

La difficulté porte principalement sur l'application des derniers termes de l'article cité ainsi conçu ; *mais le premier jugement conservera pour le passé les effets que*

la mort civile avait produits dans l'intervalle écoulé depuis l'époque de l'expiration des cinq ans jusqu'au jour de sa comparution en Justice.

Nous n'avons rien lu de satisfaisant sur ce point, dans les auteurs qui ont écrit sur le Code Napoléon. Il serait à désirer que la question fût traitée d'une manière moins superficielle; mais une dissertation de cette nature n'entre pas dans le plan de cet ouvrage.

ARTICLE CCCCLXXVII.

Dans les cas prévus par l'article précédent, si, pour quelque cause que ce soit, des témoins ne peuvent être produits aux débats, leurs dépositions écrites et les réponses écrites des autres accusés du même délit seront lues à l'audience : il en sera de même de toutes les autres pièces qui seront jugées par le Président être de nature à répandre la lumière sur le délit et les coupables.

OBSERVATIONS.

I. L'ARTICLE 477 du Code de brumaire an iv, n'autorisait la lecture aux débats qui s'établissaient lors de la représentation du condamné par contumace, que des dépositions écrites des témoins *décédés*.

L'article 477 du Code d'instruction criminelle a été plus loin : il autorise la lecture des dépositions des témoins qui ne peuvent être produits aux débats, *pour quelque cause que ce soit*, et même celle de toutes les autres pièces que le Président croit qui peuvent répandre la lumière sur le délit en lui-même, et sur la culpabilité de l'accusé.

II. Mais si l'accusé avait prétendu que rien ne s'opposait à ce que le témoin, dont il aurait été ordonné de lire la déposition, fût produit aux débats, la Cour d'Assises devrait prononcer sur l'incident, avant qu'il fût donné lecture de la déposition écrite du témoin, puisque la lecture des dépositions des témoins n'est autorisée que lorsque le témoin n'a pu être produit.

L'exception de la loi ne doit pas dégénérer en abus, et faire substituer des preuves écrites à des dépositions orales, lorsqu'il y a possibilité de se procurer celles-ci.

L'autorisation qui est accordée au Président, d'ordonner la lecture des autres pièces du procès, ne peut s'entendre de la lecture des dépositions des témoins qui n'ont pas comparu, sans avoir une excuse légitime; car l'art. 477 ne parle que des *autres* pièces du procès, ce qui est exclusif des dépositions écrites des témoins absents, dont le Législateur venait de s'occuper d'une manière spéciale dans sa première disposition.

De sorte que, s'il est jugé par la Cour d'Assises, sur la demande de l'accusé, que tel témoin qui n'a pas été cité devait l'être, ou que tel autre qui n'a pas d'excuse suffisante n'a pas comparu, la lecture de leurs dépositions ne peut être régulièrement ordonnée.

III. Mais l'accusé ne pourrait faire résulter un moyen de cassation contre l'arrêt qui l'aurait condamné, de ce que sa demande aurait été *rejetée*; car l'art. 403 ne parle que du *refus* ou de l'*omission* de prononcer sur la demande de l'accusé. C'est ce que la Cour de cassation a jugé le 14 novembre 1811, dans une espèce identique.

IV. Quoique l'art. 477 du Code d'instruction criminelle ne déclare pas, comme le faisait l'art. 477 du Code de brumaire an iv, que la lecture des dépositions écrites des témoins non comparans, ne doit servir que de simples *renseignemens*; ce n'en est pas moins un point de droit constant, et qui résulte même de la nature des choses; il n'y a en effet, de véritables dépositions que celles qui sont faites aux débats sous la religion du serment.

V. Les dispositions de l'art. 477 ne doivent recevoir d'application que dans le cas qu'il a prévu, celui où le condamné par contumace ayant été repris, on s'étant constitué prisonnier, serait remis en jugement. C'est ce qui fut jugé sous l'empire du Code de brumaire an iv, par arrêts des 7 nivôse an ix et 13 février 1808; et il faudrait le juger de même aujourd'hui, car les exceptions au droit commun doivent être restreintes dans les bornes que la loi leur a prescrites.

VI. La contumace de l'accusé aurait été jugée par une Cour *Spéciale*, que, si le crime qui lui est imputé ne rentrerait plus dans la compétence des Cours Spéciales, lors de sa représentation, il devrait être jugé par la Cour d'Assises; c'est toujours la forme de procéder en usage à l'époque du jugement, qui doit être suivie; cela résulte des dispositions combinées des articles 3, 4 et 5 du décret impérial du 23 juillet 1810.

Mais quant à l'application des peines, il faudrait se conformer aux dispositions de l'art. 6 du même décret, dont voici les termes :

- « Les Cours et les Tribunaux appliqueront aux crimes et aux délits les peines » prononcées par les lois pénales existantes au moment où ils ont été commis. Néan- » moins si la nature de la peine prononcée était moins forte que celle prononcée par » le Code actuel, les Cours et Tribunaux appliqueront les peines du nouveau Code.
- « Dans le concours de deux peines afflictives temporaires, celle qui emporte- » rait la marque sera toujours réputée la plus forte. »

ARTICLE CCCCLXXVIII.

Le contumax qui , après s'être représenté , obtiendrait son renvoi de l'accusation , sera toujours condamné aux frais occasionnés par sa contumace.

OBSERVATIONS.

I. Le Code de brumaire an iv, voulait, art. 479, que dans le cas même d'absolution, l'accusé qui avait été jugé par contumace fût condamné, par forme de correction, à garder prison pendant une décade; que le Président lui fît une réprimande pour avoir douté de la justice et de la loyauté de ses concitoyens; qu'il fût, de plus, privé de tout recours contre son dénonciateur.

Aucune de ces dispositions ne se trouve reproduite au Code d'instruction criminelle, et elles ne peuvent y être suppléées; car elles établissaient des peines, et les peines doivent être prononcées par la loi, pour qu'il puisse en être fait l'application.

II. L'art. 473 du Code d'instruction criminelle a substitué à ces dispositions du Code de brumaire an iv, la condamnation de l'accusé aux *frais* occasionnés par sa contumace, lors même qu'il obtiendrait son *renvoi* de l'accusation, soit par la voie de l'acquiescement, soit par celle de l'absolution; ce qui est juste : *dedit locum inquirandi*.

CHAPITRE III.

Des crimes commis par des Juges , hors de leurs fonctions , et dans l'exercice de leurs fonctions.

OBSERVATIONS.

I. Les changemens qui se sont opérés dans la forme du Gouvernement, la nouvelle organisation judiciaire, exigeaient qu'un nouvel ordre de choses fût établi dans la poursuite des crimes et délits dont les Magistrats peuvent être prévenus.

Dans tous les temps on a reconnu la nécessité de donner une garantie aux Magistrats, et c'est cette garantie que le Code d'instruction criminelle vient d'organiser.

Il la leur accorde, non-seulement à raison des crimes et délits qu'ils sont prévenus d'avoir commis *dans* l'exercice de leurs fonctions, mais à raison même de ceux qu'ils sont prévenus d'avoir commis *hors* de cet exercice.

Dans les deux cas, cependant, la garantie n'est pas la même; elle change de forme suivant la nature de la prévention.

II. Le Code d'instruction criminelle ne s'est pas occupé des crimes dont la connaissance a été spécialement attribuée à la Haute-Cour Impériale, par le Sénatus-Consulte du 28 floréal an xii.

Ainsi, lorsqu'il s'agit de forfaiture ou de prise à partie dirigée contre une Cour Impériale ou contre des Membres de la Cour de cassation, c'est à la Haute-Cour Impériale à en connaître; l'art. 101, N.º 7, et l'art. 109 de ce Sénatus-Consulte, ordonnent aux Juges d'instruction de s'arrêter et de renvoyer dans le délai de huitaine, au Procureur-Général de la Haute-Cour Impériale, toutes les pièces de la procédure; sans que ce renvoi puisse néanmoins empêcher le Juge d'instruction de rassembler les preuves et de constater les traces du délit.

III. Le Code d'instruction criminelle n'a pas prévu le cas où une Cour Impériale, ou des Membres de la Cour de cassation seraient prévenus d'un délit; mais la loi du 20 avril 1810 a réparé cette omission, en ordonnant par l'art. 10 que : « Lorsque des Membres de la Cour de cassation, de la Cour des Comptes et des Cours Impériales, seraient prévenus de délits *correctionnels*, les Cours Impériales en connaîtraient de la manière prescrite par l'art. 479 du Code d'instruction criminelle, c'est-à-dire, en premier et en dernier ressort. »

C'est à la Chambre civile, présidée par le premier Président, que la connaissance en appartient. (*Art. 4 du décret impérial du 6 juillet 1810.*)

IV. Rien n'est réglé par le Code d'instruction criminelle, ni par les lois et les décrets postérieurs, relativement aux contraventions de police; et il peut en résulter de grands inconvéniens, puisque le Maire de la plus petite bourgade pourra faire appeler ces Magistrats devant lui, et qu'il pourra les condamner à l'emprisonnement.

Cet oubli sera nécessairement réparé.

V. Il n'a rien été statué non plus par le Code d'instruction criminelle pour le cas où des Membres de la Cour de cassation se trouveraient prévenus de crimes commis hors de leurs fonctions; et l'article 166 du Code pénal ne qualifie de forfaiture que les crimes commis par les fonctionnaires publics, dans l'exercice de leurs fonctions; mais il n'a pas été dans l'intention du Législateur de refuser à ces Magistrats la garantie qu'il accordait aux Membres des Cours Impériales et à ceux des Tribunaux de première instance.

VI. Les Officiers du Ministère public établis près les Tribunaux ont la même garantie que celle qui est accordée aux Juges des Cours ou Tribunaux auxquels ils sont attachés. (*Voyez nos Observations sur l'art. 91, N.º 39.*)

VII. Outre les poursuites qui sont autorisées contre les Greffiers qui se rendent coupables de crimes ou de délits, ils sont de plus sous la surveillance immédiate des Tribunaux auxquels ils appartiennent. La loi du 20 avril 1810 en renferme une disposition expresse.

» Les Greffiers seront avertis ou réprimandés par les Présidens de leurs Cours et Tribunaux respectifs ; et ils seront dénoncés, s'il y a lieu, au Ministre de la Justice. » (*Art. 62.*)

VIII. La même surveillance est accordée aux Chambres de Notaires et d'Avoués, et aux Conseils de Discipline des Avocats.

Mais, lorsque, par le résultat d'une délibération, il y a des suspensions ou des interdictions prononcées, les délibérations doivent être soumises à la Cour ou au Tribunal dans l'arrondissement duquel l'Avocat, le Notaire ou l'Avoué exerce ses fonctions.

IX. Le Code d'instruction criminelle ne change rien à la surveillance que le Sénatus-Consulte du 14 thermidor an x a donnée au Grand-Juge Ministre de la Justice sur les Cours et les Tribunaux, ni au droit de censurer que ce Sénatus-Consulte a confié à la Cour de cassation sur les Cours d'appel et sur celles de Justice criminelle, aujourd'hui les Cours Impériales, lorsqu'elles lui sont dénoncées par l'ordre du Grand-Juge.

Le Code d'instruction criminelle ne change rien non plus à la surveillance que le même Sénatus-Consulte a accordée aux Cours Impériales sur les Tribunaux de première instance, et à ceux-ci sur les Juges-de-peace, ni à celle qu'il donne au Procureur-Général de la Cour de cassation sur les Procureurs - Généraux des Cours Impériales, et à ceux-ci sur leurs Substitués.

Ainsi toutes les dispositions du Sénatus-Consulte du 14 thermidor an x, se trouvent maintenues ; mais la surveillance des Cours Impériales sur les Tribunaux de première instance, celle de ces Tribunaux sur les Juges-de-peace, et celle des Procureurs-Généraux sur leurs Substitués, n'ayant été établies qu'en principe par le Sénatus-Consulte, la loi du 20 avril 1810 en a déterminé le mode dans ses articles 49 et suivans, jusques et compris l'art. 61.

X. Lorsque le Sénatus-Consulte du 14 thermidor an x fut mis en activité, il s'éleva des doutes sur la question de savoir, si les Membres des Cours d'appel et de Justice criminelle, auxquels il n'y avait pas de reproches à faire dans l'exercice de leurs fonctions, mais qui se trouvaient inculpés seulement d'avoir mené une conduite irrégulière, pouvaient être dénoncés à la Cour de cassation pour y être *censurés* ; mais il fut décidé pour l'affirmative ; de sorte que les Membres des Cours et Tribunaux peuvent être dénoncés, censurés et même suspendus de leurs fonctions, par la Cour de cassation, sur la dénonciation du Grand-Juge, pour cause d'immoralité constatée.

XI. Lorsque le Grand-Juge trouve le fait assez grave pour faire traduire le Juge inculqué devant la Cour de cassation, il charge le Procureur-Général près cette Cour d'en faire la dénonciation.

Alors toutes les Sections se réunissent sous la présidence du Grand-Juge, et après

avoir entendu la lecture des pièces produites, la Cour ordonne que le Juge inculpé soit cité devant elle on mandé devant le Grand-Juge, pour y rendre compte de sa conduite, si les circonstances l'exigent.

Lorsqu'il est ordonné que le Juge dénoncé soit cité, l'affaire se porte à l'audience publique des Sections réunies présidées par le Grand-Juge; et si le Juge inculpé est trouvé coupable, il est *censuré* ou *suspendu* de ses fonctions; mais il est préalablement entendu dans ses défenses, lorsqu'il se présente, ou qu'il fournit un mémoire justificatif.

On trouve des exemples de cette manière de procéder dans les arrêts de la Cour de cassation des 15 prairial an xi, 2 germinal an xiii et 12 septembre 1808.

Si les faits étaient graves et bien établis, la suspension du Juge dénoncé pourrait être prononcée, sans citation préalable: il y eut arrêt, dans ce sens, le 8 décembre 1809, au rapport de M. Gandon, contre un Juge-de-paix, qui, ayant été condamné à un emprisonnement correctionnel, avait repris l'exercice de ses fonctions, après avoir subi sa peine.

Cet arrêt fut rendu sur le réquisitoire de M. le Procureur-Général, que l'on trouve imprimé dans ses Questions de droit, nouvelle édition, tome 3, page 518 et suivantes.

XII. Les Juges se rendraient coupables de forfaiture, s'ils mettaient en jugement des Agens du Gouvernement, sans autorisation préalable;

S'ils exerçaient des poursuites contre des Administrateurs pour faits relatifs à leurs fonctions;

S'ils instruisaient des procédures contre des personnes justiciables de la Haute-Cour Impériale, soit à raison de leurs qualités; soit à raison de la nature du délit;

S'ils commettaient un crime quelconque dans l'exercice de leurs fonctions. (*Art. 166 du Code pénal.*)

XIII. L'article 75 de la Constitution de l'an viii, ne permet pas qu'un Agent du Gouvernement soit poursuivi sans autorisation préalable du Conseil-d'Etat.

Le mode d'exécution de cet article se trouve tracé dans les décrets impériaux des 11 juin et 9 août 1806.

Mais ni la Constitution ni aucune loi ne détermine ce que l'on doit entendre par *Agens du Gouvernement*. Nous avons traité cette matière dans nos Observations sur l'art. 92; nous ajouterons seulement que, dans certaines circonstances, l'Empereur suspend à leur égard la garantie que leur accorde l'art. 75 de la Constitution. On en trouve la preuve dans un décret impérial qui ordonne des poursuites contre les auteurs, fauteurs et adhérens des prévarications commises dans la perception des octrois de Ronen.

XIV. Le Sénatus-Consulte du 28 floréal an xii, indique les personnes et la nature

des affaires qui doivent être portées devant la Haute-Cour Impériale. Les Membres du Corps-Législatif ne s'y trouvent pas dénommés ; mais l'art. 70 de la Constitution ne permet pas qu'ils soient mis en jugement sans une délibération préalable du Corps auquel ils appartiennent ; et l'art. 69 les décharge de toute responsabilité, à raison de leurs fonctions.

SECTION PREMIÈRE.

DE LA POURSUITE ET INSTRUCTION CONTRE DES JUGES, POUR CRIMES ET DÉLITS PAR EUX
COMMIS HORS DE LEURS FONCTIONS.

ARTICLE CCCCLXXIX.

Lorsqu'un Juge-de-peace, un membre de Tribunal correctionnel ou de première instance, ou un Officier chargé du Ministère public près l'un de ces Tribunaux, sera prévenu d'avoir commis, hors de ses fonctions, un délit emportant une peine correctionnelle, le Procureur-Général près la Cour Impériale le fera citer devant cette Cour, qui prononcera sans qu'il puisse y avoir appel.

OBSERVATIONS.

I. Cet article, faisant exception au droit commun, doit être pris dans son sens littéral.

Il faut dès-lors que le prévenu soit, ou un Juge-de-peace, ou un Membre d'un Tribunal correctionnel ou de première instance, ou un Officier chargé du Ministère public dans l'un de ces Tribunaux, pour rentrer dans son application.

Un Membre du Tribunal de Commerce, un Maire ou un Adjoint de Maire, un Commissaire de police, les Prud'hommes, élevés à la qualité de Juges par l'art. 33 du décret impérial du 10 mars 1806, ne pourraient réclamer le bénéfice de l'art. 479.

Mais l'art. 10 de la loi du 20 avril 1810, a étendu sa disposition aux Grands-Officiers de la Légion d'Honneur, aux Généraux commandant une division ou un département, aux Archevêques, Evêques, Présidents de consistoire, aux Membres de la Cour de cassation, de celle des Comptes, des Cours Impériales, et aux Préfets.

Le décret impérial du 15 novembre 1811, art. 160, vient encore d'étendre la disposition de l'art. 479 du Code d'instruction criminelle, aux Membres de l'Université Impériale, et même aux Étudiants prévenus de crimes ou de délits.

Mais ces dispositions additionnelles à l'art. 479, doivent être renfermées dans les cas qu'elles ont prévus ; elles ne peuvent être appliquées par induction aux Membres d'aucune autre autorité,

II. Les personnes dénommées au numéro précédent, qui sont prévenues de délits correctionnels commis hors de leurs fonctions, doivent être directement traduites devant la Cour Impériale, pour y être jugées *sans appel*; de sorte qu'elles se trouvent privées, par le fait, des deux degrés de juridiction; mais le recours en cassation leur est réservé. Nous avons déjà fait observer que c'est à la Chambre civile de la Cour Impériale, présidée par le premier Président, à en connaître. (*Art. 4 du décret impérial du 6 juillet 1810.*)

III. S'il y a des complices du délit, ils doivent également y être traduits; car l'instruction en matière correctionnelle comme en criminelle est *indivisible*. Le privilégié attire son complice; on a un exemple mémorable dans l'affaire portée à la Haute-Cour de Vendôme; mais dès que le privilégié a été jugé, les complices défailant doivent être traduits devant les Tribunaux ordinaires.

IV. La Cour Impériale devant laquelle l'affaire doit être portée est celle du ressort; cependant, si c'était un Magistrat de la Cour Impériale qui fût inculpé; il faudrait procéder comme il est dit dans les art. 481 et suivans.

V. Si l'on s'en tenait rigoureusement aux termes de l'art. 479, la Cour Impériale ne pourrait être saisie que par la citation qui serait donnée devant elle au prévenu, à la requête du Procureur-Général; des personnes instruites pensent, en conséquence, que la Cour Impériale ne peut être régulièrement saisie que par cette voie; cependant, l'art. 479 n'interdit pas à la partie lésée le droit de diriger elle-même son action contre le Magistrat dont elle prétend avoir à se plaindre.

Cette faculté lui est accordée sans restriction, par l'art. 182, auquel il n'a pas été dérogé par l'art. 479.

Pour n'accorder le droit de citer le prévenu qu'au Procureur-Général, il faudrait supposer qu'il lui est loisible d'introduire l'action ou de laisser le délit impuni.

Si rien ne peut mettre obstacle aux poursuites, il importe peu que la Cour Impériale soit saisie à la requête du Procureur-Général, ou qu'elle le soit à celle de la partie lésée.

On peut dire, à la vérité, que si l'art. 479 n'établit pas une exception formelle aux dispositions de l'art. 182, cette exception résulte implicitement de sa disposition, par laquelle il charge le Procureur-Général de faire citer les prévenus, sans donner la même autorisation à la partie civile; mais dès que l'on ne peut refuser à la partie civile le droit d'intervenir dans la cause, on ne voit pas quel pourrait être le motif de lui refuser l'exercice de l'action directe dans son intérêt.

ARTICLE CCCCLXXX.

S'il s'agit d'un crime emportant peine afflictive ou infamante, le Procureur-Général près la Cour Impériale et le premier Président de

cette Cour désigneront, le premier, le Magistrat qui exercera les fonctions d'Officier de police judiciaire; le second, le Magistrat qui exercera les fonctions de Juge d'instruction.

OBSERVATIONS.

I. APRÈS s'être occupé dans l'art. 479 de la manière de procéder dans le cas de *délit* que les Juges et les Officiers du Ministère public qui s'y trouvent mentionnés, peuvent être prévenus d'avoir commis *hors l'exercice de leurs fonctions*, le Législateur détermine, dans l'art. 480, la forme de procéder, lorsqu'il y a prévention de crime emportant *peine afflictive ou infamante*.

Ces articles ont chacun un objet particulier.

II. L'art. 480 ne s'applique qu'aux Juges-de-paix, aux Membres des Tribunaux de première instance, et aux Officiers du Ministère public établis près d'eux; l'article cité de la loi du 20 avril 1810 n'a déclaré commun aux Grands-Officiers de la Légion-d'Honneur, aux Archevêques et Evêques, aux Préfets, aux Membres de la Cour de cassation, et autres mentionnés dans cet article, que les dispositions de l'art. 479.

Lorsque les Personnes de cette qualité sont prévenues de crimes qui ne sont pas de la compétence de la Haute-Cour, la connaissance en est attribuée à la Cour d'Assises du lieu où siège la Cour Impériale. (*Art. 18 de la même loi.*)

Mais il faut préalablement que la Chambre du Conseil ait déclaré qu'il y a lieu à suivre, et que la Chambre d'accusation ait prononcé la mise en accusation du prévenu.

III. Les Membres de l'Université Impériale et les Etudiens prévenus de crimes peuvent également être traduits devant la Cour d'Assises du lieu où siège la Cour Impériale; mais l'art. 160 du décret impérial du 15 novembre 1811, n'a pas dit qu'ils y seraient nécessairement traduits; le Procureur-Général est seulement autorisé à le requérir, et la Chambre d'accusation à l'ordonner.

La faculté que la loi leur en donne est indépendante de la volonté du prévenu.

IV. On ne voit pas bien clairement dans l'art. 480, si le choix à faire par le premier Président et par le Procureur-Général de la Cour Impériale, des Magistrats qui doivent remplir les fonctions de Juge d'instruction et d'Officiers du Ministère public, peut porter indistinctement sur tels Magistrats qu'ils jugent à propos de commettre quand même ils ne seraient pas revêtus du caractère de Juge d'instruction et de celui d'Officier du Ministère public.

On n'y voit pas clairement non plus quel est le Tribunal qui doit être investi de la connaissance de l'affaire; s'il est au choix du premier Président et du Procureur-Général d'indiquer celui qu'il leur plaît, dans le ressort de la Cour Impériale,

On n'y voit pas enfin si les deux Magistrats sur lesquels le choix doit porter, peuvent être pris indifféremment parmi tous ceux du ressort de la Cour Impériale.

V. De quelque manière que les désignations se fassent, il serait difficile d'y trouver une violation de la loi; cependant il importe qu'il y ait uniformité dans la forme de procéder.

Or, il nous paraît que le choix doit porter sur des Juges et sur des Officiers du Ministère public, ayant caractère de Juges d'instruction, de Procureurs-Impériaux ou de Substituts.

Mais, d'autre part, il ne nous semble pas nécessaire que le choix porte plutôt sur l'un des Juges d'instruction attachés au Tribunal de première instance qui a commencé l'instruction, et sur l'un des Officiers du Ministère public établis près le même Tribunal, que sur des Magistrats attachés à un autre Tribunal d'arrondissement du ressort de la Cour Impériale.

Il nous paraît enfin que le Juge d'instruction et le Procureur Impérial doivent être choisis dans le même arrondissement.

VI. Une difficulté plus sérieuse est celle de savoir si le Tribunal auquel appartient le Magistrat inculqué, peut être chargé de l'instruction?

Si l'on ne devait consulter que les dispositions de l'art. 482, il faudrait décider, par induction, que le Tribunal auquel appartient le Juge inculqué ne peut en connaître; puisque cet article porte, que dans le cas où un Membre de la Cour Impériale se trouve inculqué, l'affaire doit être renvoyée, pour l'instruction, devant un Tribunal de première instance du ressort d'une autre Cour Impériale.

Cela n'est cependant pas décisif, puisque l'art. 480 n'a pas renvoyé à l'art. 482; mais cela est dans les convenances.

On peut dire néanmoins que le Tribunal compétent ne peut être dessaisi que par un règlement de Juges; et que le Code d'instruction criminelle n'a pas mis les réglemens de Juges dans les mains du premier Président et du Procureur-Général de la Cour Impériale, qui pourraient d'ailleurs ne pas être d'accord sur l'indication du Tribunal.

On peut ajouter que le Tribunal de première instance n'a rien à juger d'une manière définitive, qu'il n'y a dès-lors pas d'inconvénient à lui laisser la première instruction, sur le crime dont le Magistrat inculqué se trouve prévenu.

Que si le Magistrat inculqué a des motifs pour demander que son procès soit instruit par un autre Tribunal que celui que la loi appelle à en connaître, il peut se pourvoir devant la Cour de cassation dans la forme prescrite par les art. 542 et suivans.

Qu'il peut former sa demande en renvoi à un autre Tribunal, pour cause de suspicion légitime.

Mais toutes ces objections viennent échouer contre les dispositions de l'art. 480, qui laissent au premier Président et au Procureur-Général la faculté de désigner le Juge d'instruction et l'Officier du Ministère public qui doivent procéder à

l'information; ce qui emporte de droit la faculté d'indiquer le Tribunal devant lequel l'affaire doit être portée.

Si le premier Président et le Procureur-Général ne pouvaient s'accorder sur le choix du Tribunal, il conviendrait qu'ils en référassent aux Chambres assemblées de la Cour Impériale.

ARTICLE CCCCLXXXI.

Si c'est un Membre de Cour Impériale, ou un Officier exerçant près d'elle le Ministère public, qui soit prévenu d'avoir commis un délit ou un crime hors de ses fonctions, l'Officier qui aura reçu les dénunciations ou les plaintes, sera tenu d'en envoyer de suite des copies au Grand-Juge Ministre de la Justice, sans aucun retard de l'instruction qui sera continuée comme il est précédemment réglé, et il adressera parcellément au Grand-Juge une copie des pièces.

OBSERVATIONS.

I. Les art. 479 et 480 ont établi des formes particulières de procéder, lorsque des Juges de première instance et autres Fonctionnaires dénommés dans ces articles se sont rendus coupables de crimes ou de délits *hors* de leurs fonctions.

L'article 481 n'établit pas de différence dans la marche à suivre, lorsque c'est un Membre de Cour Impériale ou un Officier du Ministère public exerçant près d'elle, qui est prévenu de crimes ou de délits.

La dénonciation ou la plainte, dans l'un comme dans l'autre cas, doit être adressée par l'Officier de police judiciaire qui l'a reçue, au Grand-Juge Ministre de la Justice, avec les pièces à l'appui, pour être transmises à la Cour de cassation.

II. Mais l'envoi des plaintes et des pièces fait au Grand-Juge, ne peut arrêter la marche de l'instruction qui doit se continuer dans la forme ordinaire, sans néanmoins que le Tribunal saisi puisse passer outre au jugement, et sans même que la Cour Impériale puisse prononcer la mise en accusation du prévenu; car s'il importe de consigner dans une instruction faite à temps les preuves qui pourraient déperir, il n'importe pas moins de n'établir aucun préjugé sur le fond de l'affaire, avant qu'il ne soit décidé, par l'autorité compétente, s'il y a lieu à suivre.

III. Quoique l'instruction de la procédure doive être continuée, il ne s'ensuit pas que le Juge d'instruction soit autorisé à mettre le Magistrat inculpé sous le poids d'un mandat de dépôt, ni même sous celui d'un mandat d'amener : l'art. 481 n'a entendu parler que de l'audition des témoins, et de la constatation des faits, sauf le cas du flagrant délit.

Si le Magistrat inculpé pouvait être mis sous le poids d'un mandat par le Juge d'instruction, avant l'autorisation requise, ce ne serait plus qu'une garantie illusoire que celle qui lui est accordée par la loi.

La garantie que le Code d'instruction criminelle accorde aux Magistrats, doit produire le même effet que celle qui est accordée par l'article 75 de la constitution de l'an VIII, aux Agens du Gouvernement; et les lois organiques de cet article déclarent en termes exprès qu'il ne peut être décerné aucun mandat, avant l'autorisation du Conseil-d'État.

IV. Cependant, pour l'opinion contraire, on peut dire que l'art. 481 ordonne, sans restriction, que l'instruction sera continuée, et que l'art. 482, dans sa seconde disposition, autorise à faire le renvoi du procès à une autre Cour Impériale que celle à laquelle appartient le prévenu, lorsqu'il s'agit de prononcer sa mise en accusation; ce qui semble supposer une ordonnance de prise de corps préalable, et l'arrestation possible du Magistrat inculpé.

Nous avons déjà répondu à l'objection tirée des dispositions de l'art. 481, que cet article ne s'occupe que de l'instruction proprement dite, ce qui ne peut s'étendre au mandat à décerner contre le prévenu.

Nous répondons à celle que l'on puiserait dans les dispositions de l'art. 482, qu'il n'y a aucune nécessité que l'ordonnance de prise de corps soit précédée d'un mandat décerné contre le prévenu; que la Cour de cassation remplissant, dans ce cas particulier, les fonctions attribuées à la Chambre du Conseil, peut rendre elle-même cette ordonnance, lorsqu'elle juge qu'il y a lieu à suivre et qu'elle trouve les preuves suffisantes pour ordonner le renvoi.

ARTICLE CCCCLXXXII.

Le Grand-Juge transmettra les pièces à la Cour de cassation, qui renverra l'affaire, s'il y a lieu, soit à un Tribunal de police correctionnelle, soit à un Juge d'instruction, pris l'un et l'autre hors du ressort de la Cour à laquelle appartient le Membre inculpé.

S'il s'agit de prononcer la mise en accusation, le renvoi sera fait à une autre Cour Impériale.

OBSERVATIONS.

I. Sous le régime de la loi du 27 ventôse an VIII, lorsqu'un Fonctionnaire public de l'ordre judiciaire était inculpé de crimes ou de délits commis dans l'exercice de ses fonctions, la Section des Requêtes de la Cour de cassation, sur la réquisition du Procureur-Général, dénonçait le Magistrat inculpé à la Section civile; le Président de cette Section remplissait les fonctions de Directeur du Jury; il interrogeait le

prévenu, décernait les mandats, rédigeait l'acte d'accusation, et lorsque l'instruction était achevée, la Section civile prononçait sur la mise en accusation.

La loi de ventôse ne renfermait aucune disposition pour le cas où le Magistrat était inculpé de crimes ou de délits commis *hors* de l'exercice de ses fonctions.

II. La forme de procéder, dans ce dernier cas, n'est pas la même que celle qui doit être suivie pour les crimes et délits que les Magistrats sont prévenus d'avoir commis *dans* l'exercice de leurs fonctions.

Dans celui-ci, il faut se conformer aux dispositions des art. 483 et les suivans du Code d'instruction criminelle.

La Cour de cassation se trouve alors chargée d'une véritable instruction ; tandis que, lorsqu'il s'agit d'une dénonciation portant sur des crimes ou délits commis *hors* l'exercice des fonctions du Magistrat inculpé, la Cour de cassation doit se borner à déclarer s'il y a lieu à suivre.

III. Ces sortes d'affaires se distribuent, comme toutes les autres, à un des Magistrats de la Section criminelle de la Cour de cassation ; elles sont communiquées au Procureur-Général, et le rapport en est fait à la Chambre du Conseil.

Si la majorité pense qu'il n'y a pas lieu à suivre, tout finit là ; le Magistrat inculpé qui a été mis en arrestation doit être rendu de suite à la liberté ; sauf le cas de survenance de nouvelles charges, si la Cour ne s'est décidée que sur le défaut de charges suffisantes.

IV. Si la Section criminelle de la Cour de cassation décide qu'il y a lieu à suivre, et que le fait ne présente que la prévention d'un délit, l'art. 482 veut que l'instruction et le jugement soient renvoyés devant un Tribunal correctionnel pris *hors du ressort de la Cour* à laquelle appartient le Magistrat inculpé. Si la prévention porte sur un crime, le renvoi doit être fait, suivant le même article, à une autre Cour Impériale, pour la mise en accusation.

Mais les art. 10 et 18 de la loi du 20 avril 1810, n'ont-ils pas dérogé à cette disposition de l'art. 482 ?

L'art. 10 renvoie, pour le cas de *délit*, aux dispositions de l'art. 479 ; et, suivant cet article, c'est à la Cour Impériale *du ressort* à en connaître.

L'article 18 paraît avoir été rédigé dans le même esprit ; cependant il ne s'explique pas aussi clairement que le fait l'art. 10 ; mais, en disant que la connaissance des crimes emportant peine afflictive ou infamante, *est attribuée à la Cour d'Assises du lieu où réside la Cour Impériale*, il semble indiquer que c'est à la Cour d'Assises établie près la Cour Impériale *du ressort*, que l'affaire doit être renvoyée.

On peut dire, à l'appui de cette manière d'entendre les articles 10 et 18 de la loi du 20 avril 1810, que cette forme de procéder est toute entière dans l'intérêt du prévenu ; puisque s'il est innocent, il sera jugé par des collègues qui sauront apprécier

sa moralité ; que s'il a des motifs de récusation contre quelques-uns des Membres de la Cour, il lui est loisible de les faire valoir ; que s'il a des motifs de suspicion contre la Cour entière, il a le droit de former sa demande *en renvoi* à une autre Cour, pour cause de *suspicion légitime*.

Mais les art. 10 et 18 de la loi du 20 avril 1810, doivent être entendus dans le sens de l'art. 482, c'est-à-dire, que le renvoi doit bien être fait, soit à la Cour Impériale, dans le cas de délit, soit à la Cour d'Assises établie dans le lieu où siège la Cour Impériale, dans le cas de prévention de crime ; mais que la Cour Impériale doit être autre que celle à laquelle appartient le membre inculpé, et que la Cour d'Assises doit être choisie dans un autre ressort.

V. Lorsque la Cour de cassation est d'avis que le fait dénoncé constitue une prévention de *crime*, et qu'il y a des indices suffisans de culpabilité, elle a le choix de renvoyer devant un Juge d'instruction pour continuer l'information, ou de faire le renvoi directement à la Cour Impériale qu'elle indique, pour prononcer sur la mise en accusation.

SECTION DEUXIÈME.

De la poursuite et instruction contre des Juges et Tribunaux autres que ceux désignés par l'art. 101 du Sénatus-Consulte du 28 floréal an XII, pour forfaiture et autres crimes ou délits relatifs à leurs fonctions.

OBSERVATIONS.

I. L'ARTICLE 101 du Sénatus-Consulte du 28 floréal est ainsi conçu :

« Une Haute-Cour Impériale connaît, 1.^o

» 7.^o Des forfaitures et prises à partie qui peuvent être encourues par une

» Cour d'appel ou par une Cour de Justice criminelle, ou par des Membres de la
» Cour de cassation. »

Les Cours d'appel et de Justice criminelle, et les Membres de la Cour de cassation, sont les seuls qui se trouvent spécialement dans l'application de cet article ; mais les Cours Impériales rentrent nécessairement dans sa disposition, puisqu'elles réunissent le double caractère de Cour d'appel et de Cour de Justice criminelle.

Il en est de même des Cours d'Assises et des Cours Spéciales, qui ne sont que des émanations des Cours Impériales, et qui sont appelées à remplir les mêmes fonctions que les Cours de Justice criminelle qu'elles ont remplacées.

II. Il en est de même, à plus forte raison, des Cours Spéciales *extraordinaires* ; puisqu'aux termes de l'art. 25 de la loi du 20 avril 1810, elles doivent être composées de Magistrats tous pris dans la Cour Impériale.

III. Quoique les Cours prévôtales des Douanes ne soient pas des émanations des Cours Impériales, et que ce ne soient ni des Cours de Justice criminelle ordinaires, ni des Cours Spéciales proprement dites, elles ne rentrent pas moins dans les dispositions du Sénatus-Consulte du 28 floréal an 12; car elles ont été établies à l'instar des Cours de Justice criminelle, pour juger les crimes qui ont été mis dans leurs attributions.

ARTICLE CCCCLXXXII.

Lorsqu'un Juge-de-paix ou de police, ou un Juge faisant partie d'un Tribunal de commerce, un Officier de police judiciaire, un Membre de Tribunal correctionnel ou de première instance, ou un Officier chargé du Ministère public près l'un de ces Juges ou Tribunaux, sera prévenu d'avoir commis, dans l'exercice de ses fonctions, un délit emportant une peine correctionnelle, ce délit sera poursuivi et jugé comme il est dit à l'art. 479.

OBSERVATIONS.

I. Les articles 483 et 484 établissent une forme particulière de procéder contre les Juges et les Officiers du Ministère public qui s'y trouvent mentionnés, lorsqu'ils sont prévenus de crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions.

Cette forme de procéder est plus ou moins solennelle, suivant que la prévention porte sur un crime ou sur un délit.

Si c'est un Juge-de-paix ou de police, un Juge de commerce, un Officier de police judiciaire, un Membre du Tribunal correctionnel ou de première instance, ou un Officier chargé du Ministère public près de ces Juges ou Tribunaux, qui est prévenu d'avoir commis un délit dans l'exercice de ses fonctions, la poursuite doit en être faite à la requête du Procureur-Général du ressort, et l'affaire doit être portée devant la Cour Impériale.

Il est indifférent que l'affaire dans laquelle le Magistrat inculpé s'est rendu coupable du délit qui lui est imputé, soit une affaire civile ou que ce soit une affaire criminelle; dans l'un comme dans l'autre cas, les dispositions de l'art. 483 lui sont applicables; il suffit qu'il soit prévenu d'avoir commis dans l'exercice de ses fonctions.

II. Les articles 483 et 484 s'appliquent aux Maires des Communes non chefs-lieux de canton, aux Commissaires de police et aux Adjointes de Maire, lorsque c'est dans l'exercice de leurs fonctions judiciaires, qu'ils ont commis le crime ou le délit qui fait l'objet de la prévention.

Ils s'appliquent également aux Membres des Tribunaux des Douanes, aux Membres de l'Université Impériale et aux Prud'hommes, lorsqu'ils sont prévenus de crimes ou de délits commis dans l'exercice des mêmes fonctions.

III. Toutes les fois qu'il y a prévention de forfaiture, c'est par la voie indiquée dans l'art. 484 qu'il faut procéder; car sous le régime actuel, il ne peut y avoir forfaiture que lorsqu'il y a *crime* (art. 168 du Code pénal); ce qui établit une dérogation aux dispositions de l'art. 641 du Code de brumaire an IV; mais toutes les fois qu'il y a crime commis par un Fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions, il y a forfaiture. (Art. 166, *ibid.*)

ARTICLE CCCCLXXXIV.

Lorsque des Fonctionnaires de la qualité exprimée en l'article précédent seront prévenus d'avoir commis un crime emportant la peine de forfaiture ou autre plus grave, les fonctions ordinairement dévolues au Juge d'instruction et au Procureur-Impérial seront immédiatement remplies par le premier Président et le Procureur-Général près la Cour Impériale, chacun en ce qui le concerne, ou par tels autres Officiers qu'ils auront respectivement et spécialement désignés à cet effet.

Jusqu'à cette délégation, et dans le cas où il existerait un corps de délit, il pourra être constaté par tout Officier de police judiciaire; et pour le surplus de la procédure, on suivra les dispositions générales du présent Code.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 484 ne s'applique qu'aux Fonctionnaires publics mentionnés dans l'art. 483.

Pour rentrer dans son application, il faut que le Fonctionnaire public soit prévenu d'avoir commis un *crime* emportant la peine de forfaiture ou autre plus grave; c'est-à-dire, un crime emportant au moins la *dégradation civique*.

II. La forfaiture est le résultat de la prévarication commise par un Officier public dans l'exercice de sa charge, et pour laquelle il mérite d'être *destitué*. Telle est la définition qu'en donne le nouveau Répertoire de Jurisprudence, et elle est exacte.

III. Lorsque la loi n'a pas prononcé la forfaiture d'une manière *spéciale*, elle ne peut être supplée; elle ne peut être encourue par induction.

IV. Le Code pénal a prononcé la forfaiture par ses articles 121, 126, 127 et 183; mais ce n'est pas la seule loi à consulter. La forfaiture peut résulter de la disposition d'autres lois qui étaient en vigueur, lors de la mise en activité de ce Code, et qui n'ont pas été révoquées. (Art. 484, *ibid.*)

V. Les différens cas où la forfaiture était encourue avant la mise en activité du Code pénal, se trouvaient énumérés dans l'art. 644 du Code de brumaire an IV. Voici quelles en étaient les dispositions :

« Sont coupables de la forfaiture :

- » 1.^o Les Juges des Tribunaux civils de département, qui ne convoqueraient pas les Assemblées primaires dans les cas prévus par l'art. 105 de la Constitution ;
- » 2.^o Les Juges qui prononceraient ou signeraient un jugement sur la recherche et l'accusation d'un citoyen qui est ou qui aurait été Membre du Corps-Législatif,
- » à raison de ce qu'il a dit ou écrit dans l'exercice de ses fonctions ;
- » 3.^o Les Juges-de-peace qui, hors les cas prévus par les articles 112 et 113 de la Constitution, auraient donné l'ordre de saisir ou d'arrêter un Membre du Corps-Législatif ;
- » 4.^o Tout Juge qui s'immiscerait dans l'exercice du pouvoir législatif, en faisant des réglemens, ou qui se permettrait d'arrêter ou de suspendre l'exécution de la loi dans l'étendue de sa juridiction ;
- » 5.^o Tout Officier de police qui n'a point expliqué formellement les motifs de l'arrestation dans un mandat d'arrêt, et cité la loi qui l'autorise à l'ordonner ;
- » 6.^o Tout Officier de police sur l'ordre duquel un citoyen aurait été retenu en chartre privée, sans avoir été conduit dans la Maison d'arrêt, de Justice ou de détention ;
- » 7.^o Tout Juge civil ou criminel, tout Juge-de-peace, qui, moyennant argent, présent ou promesses, a trafiqué de son opinion ou de l'exercice du pouvoir qui lui est confié ;
- » 8.^o Les Accusateurs publics, dans le cas prévu par l'art. 279 ;
- » 9.^o Les Présidens des Tribunaux, dans le cas de l'art. 294. »

VI. Le N.^o 1 ne peut recevoir aujourd'hui d'application, puisque ce n'est plus aux Tribunaux qu'est confié le soin de convoquer les assemblées primaires.

Les Numéros 2 et 3, que l'art. 69 de la Constitution de l'an VIII avait déjà maintenus, en les déclarant communs aux Membres du Sénat et aux Conseillers-d'État, l'ont été de nouveau par l'art. 121 du Code pénal.

Mais si c'était d'un délit privé que ces Fonctionnaires fussent prévenus, ou s'il y avait flagrant délit, l'Officier de police judiciaire pourrait ordonner leur arrestation, sauf à requérir l'autorisation nécessaire pour la continuation des poursuites.

La Constitution de l'an 3, art. 3, ne permettait pas que les Membres du Corps-Législatif pussent être poursuivis pour délits privés, avant que trente jours se fussent écoulés depuis la cessation de leurs fonctions; mais cette disposition a été implicitement révoquée par la Constitution de l'an VIII.

L'Officier de police qui ferait une instruction contre un Membre sortant du Corps-Législatif, avant ce délai expiré, ne tomberait donc pas en forfaiture.

VII. L'autorisation de poursuivre un des Fonctionnaires publics dénommés dans l'art. 69 de la Constitution de l'an VIII, doit être demandée au corps auquel il appartient,

VIII. Le N.º 4 conserve toute son autorité ; mais sa disposition n'est applicable qu'au cas où les Juges se permettent de faire des réglemens, ou des défenses d'exécuter dans leur arrondissement, des lois ou des réglemens émanés de l'autorité souveraine. (*Art. 127 du Code pénal.*)

IX. L'Officier de police qui néglige d'exprimer dans un mandat d'arrêt, les motifs de l'arrestation du prévenu, ou de citer la loi qui l'autorise à le décerner, ne tombe plus en forfaiture comme il y tombait sous l'empire du Code de brumaire an iv. L'art. 112 du Code d'instruction criminelle ne punit cette infraction que d'une amende contre le Greffier, sauf la prise à partie, *s'il y a lieu*, contre l'Officier de police qui a décerné le mandat.

X. Le N.º 6 qui prononçait la forfaiture pour attentat commis à la liberté individuelle des citoyens, en les retenant en chartre privée, se trouve confirmé par l'article 122 du Code pénal, qui applique à ce genre de crime la dégradation civique.

XI. Le N.º 7 se trouve également maintenu par l'art. 183 du Code pénal, qui porte que le Juge qui s'est décidé par faveur ou par inimitié, est coupable de forfaiture ; car c'est une manière de trafiquer de son opinion.

XII. Mais les faits mentionnés dans les Numéros 8 et 9, suffiraient-ils aujourd'hui pour constituer la forfaiture ?

L'art. 122 du Code pénal prononce la peine *de la dégradation civique*, pour le cas où le Procureur-Général a porté à la Cour d'Assises ou Spéciale une affaire qui n'y a pas été renvoyée par la Chambre d'accusation : la forfaiture en est dès-lors une suite nécessaire.

Les Juges et les Officiers du Ministère public tomberaient également en forfaiture, s'ils retenaient le jugement d'une affaire qui appartiendrait à la Haute-Cour Impériale ; car la disposition relative de l'art. 295 du Code de brumaire an iv, n'a pas été rapportée ; et cet article était encore en vigueur lors de la mise en activité du Code pénal.

Mais aucune loi n'a prononcé la forfaiture pour le cas où des Magistrats auraient retenu la connaissance d'une affaire qui rentre dans les attributions de la Cour de cassation ; de sorte qu'il n'y aurait lieu qu'à la prise à partie contre eux.

XIII. Le Code pénal, art. 126, déclare qu'il y a forfaiture lorsque des Cours ou Tribunaux ont arrêté de donner des démissions, dont l'objet ou l'effet serait de suspendre l'administration de la Justice.

Et l'art. 127, que les Juges, les Procureurs-Généraux-Impériaux, leurs Substituts et les Officiers de police s'en rendent coupables, lorsqu'ils s'immiscent dans les matières attribuées aux *Autorités administratives*, soit en faisant des réglemens sur ces matières, soit en défendant d'exécuter les ordres émanés de l'Administration ;

ou lorsqu'ayant ordonné ou permis de citer devant eux des Administrateurs, pour faits relatifs à leurs fonctions ; ils persistent à vouloir maintenir l'exécution de leurs jugemens ou de leurs ordonnances, nonobstant l'annulation qui en aurait été prononcée, ou le conflit qui leur aurait été notifié.

XIV. Dans le cas de forfaiture encourue par les Fonctionnaires publics mentionnés dans l'art. 483, c'est au premier Président de la Cour Impériale du ressort à remplir les fonctions de Juge d'instruction, et au Procureur-Général à remplir celles de Procureur-Impérial.

Mais doit-il être fait un rapport de l'affaire à la Chambre du Conseil du Tribunal de première instance ; et, s'il en faut un, doit-il être fait par le premier Président de la Cour Impériale, qui a rempli les fonctions de Juge d'instruction ?

M. le Procureur-Général Merlin, consulté sur les deux questions par M. le Procureur-Général de la Cour Impériale de Douay, a répondu le 23 août 1811, que le premier Président n'a pas de rapport à faire ; qu'il faut procéder comme il est dit dans l'art. 235 (1).

(1) « Pour simplifier la question, a dit M. Merlin, il faut distinguer deux cas : celui où le premier Président a fait lui-même l'instruction, et celui où il l'a déléguée à un Juge inférieur.

» Dans le premier cas, la difficulté vient de ce que, d'une part, l'art. 484 du Code d'instruction criminelle n'explique, ni si le premier Président est tenu de faire le rapport que le Juge instructeur, dont il exerce les fonctions, est tenu de faire à la Chambre du Conseil du Tribunal dont il est Membre, ni à quel Tribunal il devrait le faire s'il en était tenu ; et de l'autre, de ce que le même article dit que, *pour le surplus de la procédure*, on suivra les dispositions générales du présent Code.

« Si l'on s'attachait strictement à la lettre de cette dernière disposition, il en résulterait que le premier Président devrait, après avoir fait lui-même l'instruction, se transporter auprès du Tribunal de première instance, pour lui en faire le rapport.

» Mais d'abord on ne peut pas supposer que la loi ait voulu assujettir le premier Président à un déplacement aussi bizarre.

» Ensuite, ce serait contrarier le vœu de la loi, qui n'a précisément investi le premier Président des fonctions de Juge-instructeur, que pour soustraire le prévenu à la juridiction du Tribunal de première instance.

» Il faut donc reconnaître que si le premier Président avait un rapport à faire, ce ne serait pas au Tribunal de première instance, mais à la Cour Impériale que ce rapport devrait être fait.

» Mais le premier Président est-il tenu de faire un rapport ? Je ne le crois pas.

» A quelle Chambre, en effet, pourrait-il le faire ?

» Ce ne serait pas à la Chambre civile qu'il préside : elle n'a pour cela aucune attribution.

» Ce ne serait pas non plus à la Chambre d'accusation ; car là il ne peut être fait de rapport que par le Procureur-Général (art. 217), lors même que l'instruction a été faite de l'autorité immédiate de la Cour. (Art. 238.)

ARTICLE CCCCLXXXV.

Lorsque le crime commis dans l'exercice des fonctions et emportant la peine de forfaiture ou autre plus grave, sera imputé soit à un Tribunal entier de commerce, correctionnel ou de première instance, soit individuellement à un ou plusieurs Membres des Cours Impériales, et aux Procureurs-Généraux et Substitués près ces Cours, il sera procédé comme il suit.

OBSERVATIONS.

L'ARTICLE 484 a déterminé la forme de procéder qui doit être suivie, lorsqu'un Juge-de-peace, un Juge faisant partie d'un Tribunal de commerce, un Officier de police judiciaire, un Membre du Tribunal correctionnel ou un Officier du Ministère public près l'un de ces Juges ou Tribunaux, est prévenu d'avoir commis un crime emportant la peine de forfaiture ou une autre plus grave, dans l'exercice de ses fonctions.

L'article 485 prévoit le cas où le crime emportant la peine de la forfaiture ou une autre plus grave, est imputé, soit à un Tribunal entier de commerce, correctionnel ou de première instance, soit individuellement à un ou à plusieurs Membres des Cours Impériales, aux Procureurs-Généraux et à leurs Substitués près ces Cours.

La forme d'instruire et de juger n'est plus la même; celle qui doit être suivie se trouve indiquée dans les art. 486 et suivans.

- » Il n'y a donc pas de Chambre compétente pour entendre le rapport du premier Président, et cette conséquence en amène nécessairement deux autres.
- » La première, que le premier Président n'a point de rapport à faire;
- » La seconde, qu'on doit alors procéder comme lorsque la Cour, usant du pouvoir qui lui est attribué par l'art. 255, fait faire elle-même une instruction non encore commencée dans un Tribunal de première instance; c'est-à-dire, que l'instruction étant achevée par le premier Président, elle doit être remise au Procureur-Général, pour en faire le rapport à la Chambre d'accusation.
- » Dans le second cas, le Juge délégué par le premier Président pour faire l'instruction, ne peut pas sortir des bornes de sa délégation, ni, par conséquent, remplir des fonctions qu'elle ne lui attribue pas.
- » Or, il n'est délégué que pour faire l'instruction; il ne l'est pas pour en faire le rapport.
- » Il n'a donc pas de rapport à faire.
- » Il doit donc, son instruction terminée, l'adresser au premier Président;
- » Et le premier Président doit, s'il la trouve complète, s'il n'a rien à y ajouter, la remettre au Procureur-Général, comme s'il l'avait faite lui-même.
- » Cette démonstration est si complète, qu'il n'y a rien à y ajouter.

Cette forme est nouvelle ; elle a été substituée à celle qui avait été établie par la loi du 27 ventôse an VIII.

ARTICLE CCCCLXXXVI.

Le crime sera dénoncé au Grand-Juge Ministre de la Justice , qui donnera , s'il y a lieu , ordre au Procureur-Général-Impérial près la Cour de cassation , de le poursuivre sur la dénonciation.

Le crime pourra aussi être dénoncé directement à la Cour de cassation par les personnes qui se prétendent lésées , mais seulement lorsqu'elles demanderont à prendre le Tribunal ou le Juge à partie , ou lorsque la dénonciation sera incidente à une affaire pendante à la Cour de cassation.

OBSERVATIONS.

I. Lorsque c'est à un Tribunal entier de commerce , correctionnel ou de première instance , ou que c'est à un ou à plusieurs Magistrats de la Cour Impériale que le crime est imputé , la dénonciation doit être faite au Grand-Juge Ministre de la Justice , si l'affaire n'est pas pendante à la Cour de cassation , soit sur une demande en prise à partie du Tribunal ou du Juge inculpé , soit sur une dénonciation incidente à une affaire dont elle se trouve saisie.

II. Le Grand-Juge Ministre de la Justice est le premier appréciateur de la dénonciation ; il ne donne l'ordre de la transmettre à la Cour de cassation , que lorsqu'il y a des indices suffisans de culpabilité.

III. Si la dénonciation n'est pas *incidente* à une affaire pendante devant la Cour de cassation , elle ne peut lui être faite *directement* , que dans le cas où le dénonciateur demanderait à *prendre à partie* le Tribunal ou le Magistrat inculpé.

IV. Cependant la Cour de cassation est autorisée à ordonner des poursuites d'office contre les Fonctionnaires publics mentionnés dans l'art. 479 , lorsqu'ils sont prévenus de crimes ou de délits par les pièces du procès soumis à son examen , quand même il ne lui en aurait été fait aucune dénonciation ; mais la Cour de cassation ne pourrait prendre l'initiative , si la prévention portait sur des Fonctionnaires publics de la qualité de ceux qui sont dénommés dans l'art. 485.

ARTICLE CCCCLXXXVII.

Si le Procureur-Général près la Cour de cassation ne trouve pas dans les pièces à lui transmises par le Grand-Juge , ou produites par

les parties, tous les renseignemens qu'il jugera nécessaires, il sera, sur son réquisitoire, désigné par le premier Président de cette Cour, un de ses Membres pour l'audition des témoins, et tous autres actes d'instruction qu'il peut y avoir lieu de faire dans la ville où siège la Cour de cassation.

OBSERVATIONS.

I. Soit que l'ordre de dénoncer le Tribunal ou le Magistrat inculpé ait été donné par le Grand-Juge Ministre de la Justice, soit que la dénonciation ait été faite directement à la Cour de cassation, le Procureur-Général est tenu de donner son réquisitoire, tendant à ce qu'il en soit informé, lors même qu'il serait dans son opinion que le Tribunal ou que le Magistrat inculpé n'est pas coupable, sauf à requérir après l'instruction de la procédure, ce qu'il croira convenir.

II. Si le Procureur-Général ne trouve pas dans les pièces produites tous les renseignemens qu'il juge nécessaires, il doit faire sa réquisition tendante à ce que l'instruction soit continuée.

III. Sur le réquisitoire du Procureur-Général, le premier Président de la Cour de cassation commet un des Conseillers de la Cour pour procéder à l'instruction.

Le Magistrat désigné doit entendre *personnellement* les témoins, et faire, personnellement aussi, tous les autres actes de l'instruction dans la ville où siège la Cour.

S'il y a des témoins à entendre ou des procès-verbaux à dresser *hors la ville* où siège la Cour, c'est au premier Président à faire toutes autres délégations qui deviennent nécessaires. (*Art. 488.*)

IV. Les Juges commis ou délégués remplissant, à cet égard, les fonctions de Juge d'instruction, doivent se conformer, dans les actes qu'ils font, à ce que prescrit le Code d'instruction criminelle; mais ils ne peuvent décerner aucun mandat. (*Article 490.*)

ARTICLE CCCCLXXXVIII.

Lorsqu'il y aura des témoins à entendre ou des actes d'instruction à faire hors de la ville où siège la Cour de cassation, le premier Président de cette Cour fera, à ce sujet, toutes délégations nécessaires, à un Juge d'instruction, même d'un département ou d'un arrondissement autres que ceux du Tribunal ou du Juge prévenu.

OBSERVATIONS.

Le premier Président peut faire porter indifféremment son choix sur tel Juge-

d'instruction qu'il croit devoir désigner; mais le Juge d'instruction délégué ne peut en remplir les fonctions que dans son arrondissement.

ARTICLE CCCCLXXIX.

Après avoir entendu les témoins et terminé l'instruction qui lui aura été déléguée, le Juge d'instruction mentionné en l'article précédent renverra les procès-verbaux et les autres actes, clos et cachetés, au premier Président de la Cour de cassation.

OBSERVATIONS.

Lorsque le Juge d'instruction a fait tous les actes pour lesquels il a été délégué, il doit en faire l'envoi en *minute* au premier Président de la Cour de cassation (*article 59 du décret impérial du 18 juin 1811*), et il doit les lui transmettre *clos et cachetés*, afin que le secret soit fidèlement gardé.

ARTICLE CCCXC.

Sur le vu, soit des pièces qui auront été transmises par le Grand-Juge, ou produites par les parties, soit des renseignemens ultérieurs qu'il se sera procurés, le premier Président décernera, s'il y a lieu, le mandat de dépôt.

Ce mandat désignera la Maison d'arrêt dans laquelle le prévenu devra être déposé.

OBSERVATIONS.

I. C'est au premier Président qu'il appartient de décerner le mandat de dépôt.

Il peut le décerner sur le simple vu des pièces transmises par le Grand-Juge, ou de celles qui auraient été produites par les parties, sans attendre les nouveaux renseignemens qui peuvent être requis par le Procureur-Général.

Le premier Président peut décerner ce mandat, lors même que le Procureur-Général ne l'a pas requis, et avant même de lui avoir donné la communication des pièces; car il remplit à cet égard les fonctions de Juge d'instruction, et le Juge d'instruction y est autorisé par l'art. 61, deuxième alinéa.

II. En autorisant le premier Président à décerner le mandat de *dépôt*, l'art. 490 l'autorise à plus forte raison à décerner le mandat d'*amener*; mais le premier Président excéderait-il les bornes du pouvoir que la loi lui a confié, s'il décernait un mandat d'*arrêt*?

Les Présidens de Sections de la Cour de cassation sont autorisés par l'art. 498, à

décerner *mandat d'arrêt* dans le même cas ; mais les Présidents de Sections ne sont autorisés à instruire que contre les Fonctionnaires publics mentionnés dans l'art. 479, tandis que le premier Président n'exerce les fonctions qui lui sont déléguées, que quand la prévention porte sur un Tribunal entier, ou sur des Magistrats de la Cour Impériale.

Il faut donc s'en tenir à la distinction établie par les art. 490 et 498.

III. Lorsque le premier Président décerne un mandat de dépôt, il doit y désigner la Maison d'arrêt dans laquelle le prévenu sera déposé.

S'il ne l'a pas indiquée, le prévenu doit être déposé dans la Maison d'arrêt du lieu où il est trouvé. (*Art. 104.*)

ARTICLE CCCCXCI.

Le premier Président de la Cour de cassation ordonnera de suite la communication de la procédure au Procureur-Général qui, dans les cinq jours suivans, adressera à la Section des requêtes son réquisitoire contenant la dénonciation du prévenu.

OBSERVATIONS.

I. Lorsque l'instruction est achevée, le premier Président ordonne la communication de la procédure au Procureur-Général.

Si la dénonciation a été faite par l'ordre du Grand-Juge ou par les parties intéressées, et si elle n'est pas incidente à une affaire dont l'une des Sections de la Cour de cassation se trouve saisie, le Procureur-Général doit adresser, dans les cinq jours, son réquisitoire à la Section des Requetes, chargée par l'art. 492 de prononcer s'il y a lieu à suivre.

II. Si la dénonciation est incidente à une affaire pendante à la Cour de cassation, c'est à la Section qui s'en trouve saisie à prononcer l'arrêt de renvoi, conformément aux dispositions des art. 493 et suivans.

III. Le délai de cinq jours accordé au Procureur-Général n'est pas de rigueur.

La brièveté de ce délai annonce seulement que le Procureur-Général doit s'occuper, sans retard, des affaires de cette nature.

ARTICLE CCCCXCII.

Soit que la dénonciation portée à la Section des requêtes, ait été ou non précédée d'un mandat de dépôt, cette Section y statuera, toutes affaires cessantes.

Si elle la rejette, elle ordonnera la mise en liberté du prévenu.

Si elle l'admet, elle renverra le Tribunal ou le Juge prévenu, devant les Juges de la Section civile, qui prononceront sur la mise en accusation.

OBSERVATIONS.

I. La Section des requêtes de la Cour de cassation, dans le cas de renvoi, remplit les fonctions attribuées aux Chambres du Conseil; elle apprécie la nature du délit, et les indices qui s'élèvent contre le prévenu.

Si la Section des requêtes trouve que le fait dénoncé ne constitue pas un crime emportant la peine de forfaiture ou autre plus grave, ou s'il lui paraît qu'il n'y a pas des indices suffisans de culpabilité, elle rejette la dénonciation.

Si elle pense qu'il y a lieu à suivre, elle renvoie le prévenu devant la Section civile, chargée de prononcer sur la mise en accusation.

Si le fait imputé au prévenu ne paraît à la Section des requêtes, constituer qu'un délit ou une contravention, elle doit en user comme le ferait la Chambre du Conseil (art. 129 et 130); car l'art. 502 porte que les dispositions du Code qui ne sont pas contraires aux formes de procéder établies au Chapitre 3, tit. 4 du livre second, doivent être observées.

II. La Section des requêtes n'a aucune instruction à faire, aucun mandat à décerner; elle ne prononce qu'à la vue des pièces de l'instruction soumise à son examen.

III. C'est à la Section qui prononce sur la mise en accusation, à décerner l'ordonnance de prise de corps. (Art. 500.)

IV. L'article 217, qui autorise le prévenu à fournir des *Mémoires* justificatifs, reçoit ici naturellement son application.

ARTICLE G C C C X C I I I.

La dénonciation incidente à une affaire pendante à la Cour de cassation, sera portée devant la Section saisie de l'affaire; et si elle est admise, elle sera renvoyée de la Section criminelle ou de celle des requêtes à la Section civile, et de la Section civile à celle des requêtes.

OBSERVATIONS.

I. Si la dénonciation est *incidente* à une affaire pendante à la Cour de cassation, c'est à la Section qui en est saisie à se conformer aux dispositions de l'article 492.

Lorsque c'est devant la Section criminelle ou devant celle des requêtes que l'affaire

est pendante , le renvoi doit être fait à la Section civile , pour prononcer sur la mise en accusation.

Si c'est devant la Section civile , le renvoi doit être fait à celle des requêtes.

Il n'y a pas de renvoi à faire , lorsque la Section saisie de l'affaire reconnaît que le fait imputé au prévenu n'est pas de nature à emporter la peine de forfaiture ou autre plus grave.

II. La Section qui se trouve *incidemment* saisie , n'a pas à examiner si le dénonciateur a demandé la permission de prendre à partie le Tribunal ou le Fonctionnaire public dénoncé.

L'art. 436 n'exige la demande en prise à partie , que quand il y a dénonciation par action *principale*.

ARTICLE CCCCXCIV.

Lorsque , dans l'examen d'une demande en prise à partie ou de toute autre affaire , et sans qu'il y ait de dénonciation directe ni incidente , l'une des Sections de la Cour de cassation apercevra quelque délit de nature à faire poursuivre criminellement un Tribunal ou un Juge de la qualité exprimée en l'art. 479 , elle pourra d'office ordonner le renvoi , conformément à l'article précédent.

OBSERVATIONS.

I. Si la prise à partie n'est pas incidente à une affaire pendante à la Cour de cassation , et qu'elle ne soit pas accessoire à la dénonciation d'un crime , le demandeur doit se conformer aux dispositions des art. 509 et 510 du Code de procédure civile.

La Cour de cassation ne peut en être directement saisie.

Lors donc que l'art. 494 parle de prise à partie , sans qu'il y ait eu dénonciation , il n'entend parler que de celle qui serait incidemment formée à une affaire portée devant la Cour de cassation.

II. Si la Cour de cassation , se livrant à l'examen d'une demande en prise à partie , incidemment formée à une affaire dont elle est saisie , ou même de toute autre affaire portée devant elle , aperçoit un crime de nature à faire poursuivre criminellement un Tribunal ou un Juge de la qualité mentionnée dans l'art. 479 , elle doit d'office ordonner qu'il sera informé de ce crime dans la forme indiquée au présent chapitre.

III. L'Auteur du *Manuel d'instruction criminelle* prétend que c'est par erreur que , dans l'art. 494 , on renvoie à l'art. 479 , au lieu de renvoyer à l'art. 485.

570 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Mais il ne faut supposer d'erreur dans la loi, que lorsqu'elle est matériellement établie, et que la loi ne pourrait s'exécuter en lui prêtant le sens que sa lettre comporte; ce qui ne peut s'appliquer à l'espèce particulière.

Ce n'est pas sans intention que l'art. 494 a renvoyé à l'art. 479, et non à l'art. 485; le Législateur n'a pas voulu que les Tribunaux de Commerce, correctionnels et de première instance, que les Officiers du Ministère public établis près d'eux, et que les Magistrats de la Cour Impériale pussent, dans aucun cas, être poursuivis d'office.

C'est une garantie de plus que le Code a voulu leur donner.

ARTICLE CCCCXCV.

Lorsque l'examen d'une affaire portée devant les Sections réunies, donnera lieu au renvoi d'office exprimé dans l'article qui précède, ce renvoi sera fait à la Section civile.

OBSERVATIONS.

I. Cet article prévoit le cas où dans une affaire portée devant les Sections réunies de la Cour de cassation, il y aurait lieu à ordonner le renvoi d'office, pour être prononcé sur la mise en accusation; et il décide que ce renvoi doit être fait à la Section civile.

II. Lorsque la Section criminelle se trouve saisie de l'affaire, elle doit en faire le renvoi à la Section civile pour la mise en accusation; mais le renvoi ne peut jamais être fait à la section criminelle, attendu qu'elle est appelée à prononcer sur le recours en cassation contre l'arrêt définitif. (*Art. 493 et 503.*)

ARTICLE CCCCXCVI.

Dans tous les cas, la Section à laquelle sera fait le renvoi sur dénonciation ou d'office, prononcera sur la mise en accusation.

Son Président remplira les fonctions que la loi attribue aux Juges d'instruction.

OBSERVATIONS.

C'est à la Section à laquelle est fait le renvoi, à prononcer sur la mise en accusation du prévenu.

Si le Président de la Section à laquelle le renvoi est fait ne trouve pas l'affaire suffisamment instruite, il peut par lui-même, ou par délégation, recueillir de nouveaux renseignements; car il remplit, à cet égard, les fonctions de Juge d'instruction; ce qui établit une différence remarquable entre les fonctions qui lui sont attribuées et celles qui le sont au premier Président, qui n'est autorisé *personnellement* à faire aucun acte d'instruction lorsqu'il procède en cette qualité.

Le droit de décerner le mandat de dépôt a été mis seul dans ses attributions.

ARTICLE CCCCXCVII.

Ce Président pourra déléguer l'audition des témoins et l'interrogatoire des prévenus à un autre Juge d'instruction, pris même hors de l'arrondissement et du département où se trouvera le prévenu.

OBSERVATIONS.

I. Si l'art. 496 donne au Président de la Section saisi par le renvoi, tous les pouvoirs nécessaires pour faire par lui-même l'instruction, l'art. 497 l'autorise à en déléguer une partie à un Juge d'instruction qu'il peut prendre hors de l'arrondissement et même hors du département de la résidence du prévenu.

Mais nous avons déjà fait remarquer que la délégation donnée au Juge qui est pris hors du ressort, ne lui donne pas caractère pour faire des actes de son ministère hors de son arrondissement.

Si les témoins n'y résident pas, le Juge délégué doit rendre une ordonnance pour les faire appeler devant lui, ou sous-déléguer ses fonctions au Juge d'instruction de l'arrondissement, comme il est autorisé à le faire par l'art. 502 qui maintient les dispositions de l'art. 84; ce qui établit une différence entre ce cas et celui où la délégation est faite par le premier Président, en vertu des art. 487 et 488.

II. Quand le prévenu n'aurait pu être saisi en vertu du mandat décerné contre lui, ou de l'ordonnance de prise de corps, il ne faudrait pas moins prononcer sur sa mise en accusation, sauf à instruire contre lui par contumace.

ARTICLE CCCCXC VIII.

Le mandat d'arrêt que délivrera le Président, désignera la Maison d'arrêt dans laquelle le prévenu devra être conduit.

OBSERVATIONS.

I. Nous avons fait observer que l'article 490 n'autorise le premier Président à décerner qu'un mandat de dépôt contre le Magistrat dénoncé, et cependant l'art. 498 autorise le Président de la Section à laquelle est fait le renvoi, à décerner le mandat d'arrêt; ce qui pourrait paraître assez bizarre, si l'on ne se rappelait que, dans le cas de l'art. 490, il n'a pas encore été déclaré qu'il y a lieu à suivre contre le prévenu; tandis que, dans l'espèce de l'art. 498, la Section est saisie pour prononcer sur la mise en accusation.

Ce n'est, au surplus, qu'une simple faculté que donnent ces articles; le Président

peut se borner à décerner un mandat d'amener; mais il ne peut se dispenser d'en décerner un de cette espèce, lorsqu'il y a prévention de crime. (Art. 91.)

II. Le mandat d'arrêt doit désigner la Maison dans laquelle le prévenu sera conduit.

Si elle n'était pas désignée, le prévenu devrait être déposé dans la Maison d'arrêt de l'arrondissement où il serait trouvé. (Art. 104.)

Cet article ne le décide de la sorte, il est vrai, que pour le cas où la Chambre du Conseil n'a pas encore prononcé le renvoi; mais comme la disposition de cet article ne contrarie celle d'aucune autre disposition du Code, et qu'au contraire l'art. 497 autorise le Président de la Chambre à déléguer un Juge d'instruction, pris même hors du ressort, pour procéder à l'interrogatoire, notre opinion est que l'art. 104 doit recevoir son application dans l'espèce.

ARTICLE CCCCXCIX.

La Section de la Cour de cassation, saisie de l'affaire, délibérera sur la mise en accusation, en séance non publique : les Juges devront être en nombre impair.

Si la majorité des Juges trouve que la mise en accusation ne doit pas avoir lieu, la dénonciation sera rejetée par un arrêt, et le Procureur-Général fera mettre le prévenu en liberté.

OBSERVATIONS.

I. C'est en *séance non publique* que la Section doit prononcer sur la mise en accusation du prévenu.

L'affaire se décide à la majorité des suffrages.

Pour éviter qu'il y ait partage, les Juges doivent être en nombre impair.

II. Le Code ne dit pas si le Président qui a rempli les fonctions de Juge d'instruction, a voix délibérative pour la mise en accusation du prévenu.

On voit bien dans l'art. 127 que le Juge d'instruction doit entrer dans la composition de la Chambre du Conseil qui prononce sur le renvoi à la Chambre d'accusation; mais il y a une grande différence à faire entre le cas où il s'agit de prononcer sur un simple renvoi, et celui où il est question de prononcer sur la mise en accusation.

Sous l'empire de la loi du 27 ventôse an VIII, le Président de la Section civile de la Cour de cassation, qui avait rempli les fonctions de Directeur du Jury, se retirait lorsqu'il avait fait son rapport, et ne prenait aucune part à la délibération; mais le Code d'instruction criminelle n'a mis le Juge d'instruction dans l'incapacité que d'entrer dans la composition de la Cour d'Assises (art. 257); et le Président de la Cour de cassation qui a fait l'instruction, n'a fait que remplir les fonctions du Juge d'instruction.

III. Si la majorité des Juges est d'avis qu'il *n'y a lieu* à accusation, la Cour doit rejeter la dénonciation, et le prévenu doit être mis de suite en liberté à la diligence du Procureur-Général, à moins toutefois qu'il ne soit retenu pour autre cause, condition qui n'est pas exprimée, mais qui doit être nécessairement sous-entendue dans l'art. 499.

Il serait suffisamment retenu pour autre cause, si le fait qui lui est imputé constituait un délit qui pût emporter la peine de l'emprisonnement.

ARTICLE D.

Si la majorité des Juges est pour la mise en accusation, cette mise en accusation sera prononcée par un arrêt qui portera en même temps ordonnance de prise de corps.

En exécution de cet arrêt, l'accusé sera transféré dans la Maison de Justice de la Cour d'Assises qui sera désignée par celle de cassation, dans l'arrêt même.

OBSERVATIONS.

L'ART. 499 a déterminé la forme de procéder, lorsque la Chambre a déclaré n'y avoir lieu à accusation.

Lorsqu'elle déclare qu'il y a lieu à suivre, son arrêt doit porter ordonnance de prise de corps, dans la forme prescrite par l'art. 134 ; la Cour d'Assises à laquelle est fait le renvoi doit être désignée dans l'arrêt.

C'est toujours à la Cour d'Assises établie dans le lieu où siège la Cour Impériale, que le renvoi doit être fait.

ARTICLE DI.

L'instruction, ainsi faite devant la Cour de cassation, ne pourra être attaquée quant à la forme.

Elle sera commune aux complices du Tribunal ou du Juge poursuivi, lors même qu'ils n'exerceraient point de fonctions judiciaires.

OBSERVATIONS.

I. Cet article renferme deux dispositions très-importantes.

Il résulte de la première que, dans aucun cas, l'instruction faite par la Cour de cassation ne peut être attaquée, *quant à la forme* ; et de la deuxième que, dans cette matière, les complices doivent être poursuivis et jugés par la même Cour que le Tribunal ou le Magistrat inculpé.

II. Ainsi, les art. 296 et suivans restent sans application à l'espèce.

Il n'y a aucune interpellation à faire aux accusés, sur le point de savoir s'ils entendent se pourvoir en cassation contre l'arrêt qui a prononcé leur mise en accusation.

D'autre part, les complices du Juge ou du Tribunal inculpé seraient justiciables, par leur qualité, d'une Cour Spéciale, qu'ils n'en devraient pas moins être jugés par la Cour d'Assises désignée pour prononcer sur le sort de l'accusé principal.

Mais s'il a été prononcé à l'égard du Tribunal ou du Magistrat inculpé ; sans que ses complices aient été appelés aux débats, et que depuis ils soient saisis et poursuivis pour raison du même fait, doivent-ils être traduits devant la même Cour, lorsqu'ils n'en sont justiciables, ni à raison du lieu du délit, ni à raison de leur domicile habituel ou momentané ?

III. Si c'était à un Tribunal d'exception que les complices qui n'en seraient pas justiciables avaient été renvoyés, point de doute qu'il ne fallût en user comme dans le cas où les complices n'auraient pas été mis en accusation : la compétence du Tribunal d'exception aurait cessé à l'instant que le jugement définitif aurait été rendu contre l'auteur du crime qui l'aurait établie.

Mais dans l'espèce, c'est une Cour d'Assises qui doit nécessairement être saisie ; les Cours d'Assises ont une juridiction pleine et entière en matière criminelle ; d'où il suit, que le renvoi leur ayant été fait par un arrêt qui a bien jugé en l'état, c'est à la Cour qui se trouve saisie par l'effet de ce renvoi, à continuer de connaître de l'affaire, à l'égard des complices.

Il ne pourrait en être autrement, sans que l'arrêt qui aurait prononcé leur mise en accusation se trouvât annulé par le fait, puisque c'est par le même arrêt qui prononce la mise en accusation, qu'est fait le renvoi ; ce qui aurait de grands inconvénients.

IV. La même peine doit-elle être appliquée aux complices du Magistrat, qu'au Magistrat lui-même, lorsque la loi lui en inflige une plus forte à raison de sa qualité ?

Faut-il se borner à prononcer contre eux les peines qu'ils auraient encourues, s'ils s'étaient rendus les complices d'un individu qui n'aurait pas été revêtu d'un caractère public ?

Sous l'empire du Code pénal de 1791, la Cour de cassation jugeait que l'on ne devait pas conclure, de ce qu'à raison de la *qualité* des personnes ou de la *récidive*, le délit imputé à quelques-uns des prévenus devait être poursuivi devant une Cour de Justice criminelle ou spéciale, et puni des peines du Code pénal, que les mêmes peines dussent être appliquées aux complices qui n'étaient pas personnellement justiciables des Cours Spéciales, ou qui n'étaient pas eux-mêmes en récidive ; et qui ne se trouvaient traduits devant la Cour de Justice criminelle ou spéciale que pour raison de l'indivisibilité de l'instruction.

Cette Jurisprudence doit être maintenue ; car l'aggravation des peines prononcées à raison de la qualité des personnes ou de la récidive, n'est pas la peine du

délit proprement dit. Cependant on pourrait opposer la disposition de l'art. 59 du Code pénal, portant que les complices d'un crime ou d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs mêmes de ce crime ou de ce délit ; mais lorsque le Magistrat condamné reçoit une aggravation de peine, pour avoir participé à un crime ou à un délit, cette *aggravation* de peine n'appartient pas précisément au crime ou au délit ; elle devient personnelle au Magistrat qui s'en est rendu coupable.

V. Les Cours d'Assises et Spéciales ne sont pas au surplus dans l'obligation de prononcer contre les complices du crime, d'aussi fortes peines que celles qu'elles prononcent contre le principal accusé.

L'article 59 du Code pénal doit être entendu dans ce sens, que le même *genre* de peine doit bien être prononcé contre tous ; mais que la Cour saisie peut graduer cette peine, suivant les circonstances et le plus ou le moins de culpabilité de chacun des accusés ; et l'art. 59, entendu même dans ce sens, n'est pas encore sans exception.

ARTICLE DII.

Seront au surplus observées les autres dispositions du présent Code qui ne sont pas contraires aux formes de procéder prescrites par le présent Chapitre.

OBSERVATIONS.

DANS tout le surplus de l'instruction, c'est-à-dire, dans tous les actes pour lesquels il n'a pas été établi de règles particulières, il faut suivre les formes ordinaires de procéder, prescrites par le Code d'instruction criminelle : ainsi les mandats, l'ordonnance de prise de corps, l'arrêt de renvoi doivent être rédigés dans les formes accoutumées.

ARTICLE DIII.

Lorsqu'il se trouvera, dans la Section criminelle saisie du recours en cassation dirigé contre l'arrêt de la Cour d'Assises à laquelle l'affaire aura été renvoyée, des Juges qui auront concouru à la mise en accusation dans l'une des autres Sections, ils s'abstiendront.

Et néanmoins, dans le cas d'un second recours qui donnera lieu à la réunion des Sections, tous les Juges en pourront connaître.

OBSERVATIONS.

I. La première disposition de cet article est fondée sur le même principe que l'art. 257.

II. Mais dans le cas d'un nouveau recours en cassation contre un second arrêt de condamnation, l'art. 563 décide que tous les Magistrats de la Cour de cassation peuvent en connaître; ce qui devait être ainsi, pour que la Cour pût se compléter en nombre suffisant; car plus des deux tiers des Membres de la Cour doivent être présents aux audiences des Sections réunies; et il y aurait impossibilité de remplir ce vœu de la loi, si les Juges de la Section qui a prononcé la mise en accusation se trouvaient par cela seul frappés d'incapacité pour statuer sur le second recours du condamné.

CHAPITRE IV.

Des Délits contraires au respect dû aux Autorités constituées.

OBSERVATIONS.

I. Le Code d'instruction criminelle a déterminé dans ce Chapitre, la forme d'instruire et de juger les délits contraires au respect dû aux Autorités constituées.

Cette forme de procéder est simple, expéditive, et parfaitement appropriée à la nature des choses.

Pour l'application des peines, il faut recourir au Code pénal, Section IV du Chapitre III du titre I.^{er} du Livre III.

II. Quoique les délits contraires au respect dû aux Autorités constituées aient la même gravité, lorsqu'ils sont commis en la présence de l'Autorité administrative ou dirigés contre elle, que lorsqu'ils le sont en la présence de l'Autorité judiciaire, le Législateur n'a pas cru devoir accorder à l'Autorité administrative le droit de les punir.

L'Autorité administrative qui en est l'objet ou le témoin, doit se borner à constater le fait, et à donner l'ordre de saisir le prévenu : c'est à la Justice à venger l'offense faite à l'Autorité administrative.

Les Officiers de police judiciaire n'ont pas, sous ce rapport, des droits plus étendus que l'Autorité administrative.

ARTICLE DIV.

Lorsqu'à l'audience ou en tout autre lieu où se fait publiquement une instruction judiciaire, l'un ou plusieurs des assistans donneront des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation, ou exciteront du tumulte, de quelque manière que ce soit, le Président ou le Juge les fera expulser; s'ils résistent à ses ordres, ou s'ils rentrent, le Président ou le Juge ordonnera de les arrêter et conduire dans la Maison d'arrêt : il sera fait mention de cet ordre dans le procès-verbal; et sur l'exhibition qui en sera faite au Gardien de la Maison d'arrêt, les perturbateurs y seront reçus et retenus pendant vingt-quatre heures.

OBSERVATIONS.

I. Il suffit qu'il ait été excité du *tumulte*, de quelque manière que ce soit, à l'audience ou en tel autre lieu où se fait publiquement une instruction judiciaire, pour qu'il y ait lieu à l'application de cet article.

II. Le Président du Tribunal, ou le Juge qui fait l'instruction, doit donner l'ordre d'expulser le perturbateur; et dans le cas de résistance, ou s'il rentre après son expulsion, le Président doit en dresser procès-verbal, faire saisir le contrevenant, et donner l'ordre de le conduire à la Maison d'arrêt.

III. L'ordre d'arrestation doit être inséré au procès-verbal; et sur l'exhibition qui en est faite au Gardien de la Maison d'arrêt, l'individu qui en est l'objet doit y être reçu, et y être retenu pendant vingt-quatre heures.

Les vingt-quatre heures expirées, le Gardien de la Maison d'arrêt doit mettre en liberté l'individu qui lui a été amené, sans attendre de nouveaux ordres, qui se trouvent implicitement renfermés dans celui d'arrestation.

IV. L'article 556 du Code de brumaire an iv exigeait un *avertissement préalable* à l'expulsion du perturbateur.

Il voulait qu'il fût décerné contre lui *un mandat d'arrêt*.

Ces formalités ne sont plus exigées.

Il suffit que l'ordre d'arrestation soit consigné au procès-verbal; mais cet ordre ne peut être donné que dans le cas où celui qui excite du tumulte refuse de *sortir*, ou lorsqu'après avoir exécuté l'ordre de s'éloigner, il se permet de rentrer.

V. L'article 504 n'est relatif, au surplus, qu'au simple *tumulte*: s'il y avait crime ou délit, il faudrait procéder comme il est dit aux articles suivans.

VI. Les dispositions de l'art. 504 sont applicables aux Cours Spéciales ordinaires

et extraordinaires , aux Cours prévôtales et aux Tribunaux des Douanes , aux Tribunaux de commerce , aux Conseils militaires , à tous les Tribunaux et à tous les Juges qui font publiquement une instruction judiciaire.

ARTICLE D V.

Lorsque le tumulte aura été accompagné d'injures ou voies de fait donnant lieu à l'application ultérieure de peines correctionnelles ou de police , ces peines pourront être , séance tenante et immédiatement après que les faits auront été constatés , prononcées , savoir :

Celles de simple police , sans appel , de quelque Tribunal ou Juge qu'elles émanent ;

Et celles de police correctionnelle , à la charge de l'appel , si la condamnation a été portée par un Tribunal sujet à appel , ou par un Juge seul.

OBSERVATIONS.

I. UNE punition plus grave doit être infligée à ceux qui se rendent coupables d'injures ou de voies de fait , qu'à ceux qui excitent un simple tumulte.

La distinction entre ces deux cas se trouvait déjà établie dans le Code de brumaire an iv ; mais le Code d'instruction criminelle ne s'est pas borné à la rappeler ; il a autorisé les Tribunaux à prononcer , *séance tenante* , la condamnation du prévenu ; ce qui est une grande amélioration : car l'exemple est beaucoup plus efficace lorsque la peine est appliquée à l'instant même que le délit a été commis.

II. Dans le cas prévu par l'art. 505 , le Président du Tribunal ou le Juge qui procède à l'instruction , doit donner l'ordre de s'assurer de la personne du prévenu ; il doit l'interroger , entendre les témoins , et prononcer de suite la condamnation.

III. Il doit être sursis à l'instruction et au jugement de l'affaire principale , pour s'occuper de l'incident , pour l'instruire et pour le juger ; car il importe que les preuves soient de suite recueillies et appréciées.

IV. Si le Tribunal ou le Juge qui fait une instruction publique , et qui a été troublé par injures ou par voies de fait , n'a prononcé que des peines de police , son jugement est sans appel ; mais il peut être attaqué par la voie du recours en cassation , et il ne peut dès-lors être mis à exécution qu'après que les délais accordés pour l'exercer sont expirés.

V. Dans le cas de l'application de peines correctionnelles , le jugement n'est sans appel que quand il émane d'une Cour autorisée à juger ces matières en dernier ressort.

VI. Quoiqu'il les Tribunaux de première instance du chef-lieu des départemens où les Cours Impériales ne sont pas établies, soient autorisés à connaître, par appel, des jugemens de police correctionnelle, ce serait mal saisir l'esprit du Code, que de ranger ces Tribunaux dans la classe de ceux dont parle l'art. 505, puisque ce sont réellement des Tribunaux sujets à appel.

VII. Les réquisitions du Ministère public ne sont pas d'origine; c'est une conséquence nécessaire de ce que l'article 505 s'applique à tous les Tribunaux, lors même qu'ils sont composés d'un seul Juge; car les Tribunaux de commerce, les Justices de paix n'ont pas d'Officier du Ministère public; mais lorsqu'il y a un Officier du Ministère public attaché au Tribunal, il doit être entendu dans ses réquisitions, s'il est présent.

VIII. Pour rentrer dans l'application de cet article, faut-il qu'il y ait eu nécessairement *injures ou voies de fait*, ou suffit-il qu'il y ait eu un *délit* quelconque commis dans l'intérieur de l'auditoire et en la présence des Juges?

Si le Code d'instruction criminelle ne renfermait aucune disposition relative aux délits qui peuvent être commis dans l'enceinte du lieu où se tiennent les audiences et pendant leur durée, nous ne ferions pas de doute que les dispositions de l'art. 505 dussent être appliquées à ces délits: car il y a parité de raison; mais l'art. 181 renferme une disposition particulière pour ce cas; de sorte que l'application de l'art. 505 doit être restreinte à celui d'*injures ou de voies de fait*.

Pour tous les autres délits de police correctionnelle commis dans l'enceinte et pendant la durée de l'audience, il faut recourir, pour l'instruction et pour le jugement, aux dispositions de l'art. 181.

IX. Quoique les Cours et les Tribunaux soient autorisés à prononcer, séance tenante, les peines applicables au délit qui s'est commis à leurs audiences; l'individu qui s'en est rendu coupable ne doit pas jouir de l'impunité, parce qu'il n'aurait pas été jugé et condamné dans la forme indiquée par l'art. 505; il faudrait alors instruire et juger dans la forme ordinaire. (*Arrêt du 19 mars 1812.*)

ARTICLE DVI.

S'il s'agit d'un crime commis à l'audience d'un Juge seul, ou d'un Tribunal sujet à appel, le Juge ou le Tribunal, après avoir fait arrêter le délinquant et dressé procès-verbal des faits, enverra les pièces et le prévenu devant les Juges compétens.

OBSERVATIONS.

I. APRÈS avoir déterminé dans les art. 181, 504 et 505, la forme d'instruire et de

juger dans le cas de *délit* et de *contravention*, le Législateur s'occupe dans les art. 506 et 507 des *crimes* commis aux audiences des Tribunaux composés d'un seul Juge, ou dont les jugemens sont sujets à l'appel.

Ces Tribunaux doivent se borner à faire arrêter le prévenu, à dresser procès-verbal des faits, et à faire le renvoi du tout au Juge d'instruction de l'arrondissement.

II. Quoique l'art. 506 ne parle que des crimes commis à l'audience, il ne faut pas en conclure que ceux qui le seraient en tout autre lieu où il se ferait une instruction judiciaire, ne pourraient donner lieu à l'arrestation du prévenu.

Il n'y a aucun motif pour établir une distinction entre le cas où le Juge tient une audience, et celui où il se livre à une instruction judiciaire.

L'arrestation du prévenu n'est qu'une mesure provisoire qui devient nécessaire, dans l'un comme dans l'autre cas, pour le maintien de l'ordre public.

III. Ce n'est pas un mandat que le Juge ou le Tribunal doit décerner; c'est un simple ordre d'arrestation qu'il doit délivrer; de sorte qu'en vertu de cet ordre le prévenu ne pourrait être déposé dans la Maison d'arrêt; il doit être conduit devant le Juge d'instruction, pour y être interrogé.

L'art. 92 du Code de procédure civile autorisait bien les Tribunaux, dans le cas de crimes commis à leur audience, à décerner contre le prévenu un mandat de dépôt; mais cette faculté ne leur est plus accordée par le Code d'instruction criminelle, qui l'a remplacée par le simple droit d'arrestation qui est plus dans les principes.

ARTICLE D V I I.

A l'égard des voies de fait qui auraient dégénéré en crimes, ou de tous autres crimes flagrants et commis à l'audience de la Cour de cassation, d'une Cour Impériale ou d'une Cour d'Assises ou Spéciale, la Cour procédera au jugement de suite et sans désemparer.

Elle entendra les témoins, le délinquant et le Conseil qu'il aura choisi ou qui lui aura été désigné par le Président; et après avoir constaté les faits et où le Procureur-Général ou son Substitut, le tout publiquement, elle appliquera la peine par un arrêt, qui sera motivé.

OBSERVATIONS.

I. LORSQUE les voies de fait commises à l'audience de la Cour de cassation, à celle d'une Cour Impériale ou d'une Cour d'Assises ou Spéciale, ont dégénéré en crime, ou qu'il a été commis un crime flagrant de toute autre espèce à l'audience de ces Cours, l'art. 507 ordonne qu'il soit procédé de suite et sans désemparer à l'instruction et au jugement; ce qui souffre cependant une exception tirée de l'art. 330 pour le cas de *faux témoignage*.

Mais pour que l'article 507 puisse recevoir son application, il faut que ce soit à l'audience que le crime ait été commis : il ne suffirait pas qu'il l'eût été *dans l'en-
ceinte* ; car l'art. 507 ne renferme pas à cet égard la même disposition que l'art. 181, qui s'occupe des simples *délits*.

II. L'art. 507 ayant parlé des Cours Spéciales d'une manière générale, il s'applique aux Cours Spéciales *extraordinaires*, comme aux Cours Spéciales *ordinaires*.

Mais doit-il recevoir son application *aux Cours prévôtales des Douanes* ?

Oui : puisque le décret impérial du 18 octobre 1810 porte que les Cours prévôtales des Douanes suivront la même forme de procéder et de juger que les Cours Spéciales.

III. L'instruction se fait publiquement et sans assistance de Jurés ; les témoins sont ouïs dans leurs dépositions ; le prévenu est interrogé ; le Conseil qu'il a choisi ou que le Président lui a désigné, et le Procureur-Général sont entendus ; l'arrêt est prononcé de suite.

Le Code n'exige ni mandat préalable, ni ordonnance de prise de corps, ni acte d'accusation ; mais cela ne dispense pas le Greffier de rédiger un procès-verbal de la séance, afin de constater que toutes les formalités prescrites ont été observées.

IV. Si l'arrêt a été rendu par une Cour Impériale, ou par une Cour d'Assises, il ne peut être exécuté pendant le délai du recours en cassation ; mais s'il l'a été par la Cour de cassation, il peut l'être à l'instant même, puisque cette Cour ne connaît pas d'autorité supérieure dans l'ordre judiciaire.

Les arrêts des Cours Spéciales ne peuvent avoir plus de privilège que ceux des Cours Impériales et d'Assises, puisque leur compétence n'a pas été préalablement déclarée.

V. La Cour des Comptes, le Conseil des Prises existaient à l'époque où fut publié le Code d'instruction criminelle, et il ne leur a été donné aucune attribution pour le jugement des crimes ou délits qui peuvent se commettre dans leur enceinte.

S'il se commettait devant elles ou dans leur enceinte quelques crimes ou délits, elles devraient en dresser procès-verbal et faire traduire le prévenu devant le Procureur-Impérial.

Le Conseil-d'État, malgré toute l'éminence de ses fonctions, n'a pas d'attributions plus étendues.

VI. Quoique les Tribunaux militaires aient dans leurs attributions celle de prononcer des peines afflictives et infamantes, le Code d'instruction criminelle ne leur accorde pas le même droit qu'aux Cours Impériales, d'Assises et Spéciales.

VII. L'art. 507, porte que l'arrêt sera prononcé de suite et sans désemparer ; d'où suit que le jugement de l'affaire dont l'instruction est commencée, doit être suspendu ; nous en avons déjà fait l'observation sur l'art. 505, N.º 3.

ARTICLE D VIII.

Dans le cas de l'article précédent, si les Juges présents à l'audience sont au nombre de cinq ou de six, il faudra quatre voix pour opérer la condamnation.

S'ils sont au nombre de sept, il faudra cinq voix pour condamner.

Au nombre de huit et au-delà, l'arrêt de condamnation sera prononcé aux trois-quarts des voix, de manière toutefois que, dans le calcul de ces trois-quarts, les fractions, s'il s'en trouve, soient appliquées en faveur de l'absolution.

OBSERVATIONS.

I. Lorsqu'il ne s'agit que de l'application des peines de simple police ou de police correctionnelle, il suffit de la simple majorité des voix pour prononcer la condamnation du prévenu; mais il n'en est pas de même lorsqu'il y a prévention de crime.

Le Législateur a voulu que la culpabilité de l'accusé pour ce cas, ne pût être prononcée qu'à une grande majorité. La raison qu'en a donnée l'Orateur du Gouvernement, est qu'un crime qui se passe sous les yeux même de la Cour, ne permet pas un dissentiment notable dans les opinions des Juges.

II. L'art. 508 ne laisse rien à désirer pour son intelligence.

Si c'est une Cour d'Assises qui est appelée à prononcer, comme elle ne doit être composée que de *cinq* Juges, il faut nécessairement que *quatre voix* se réunissent pour que la condamnation de l'accusé puisse être prononcée.

Si c'est une Cour *Spéciale* qui se soit complétée au nombre de *six* Juges, ainsi qu'elle y est autorisée par l'art. 103 du règlement du 6 juillet 1810, il faudra également que quatre voix se réunissent contre l'accusé.

Les Cours Impériales peuvent rendre des arrêts au civil, au nombre de sept Juges: s'il se commet un crime à l'audience d'une Cour ainsi composée, l'individu qui en est prévenu ne peut être condamné qu'à la majorité de *cinq* voix contre *sept*.

Mais, toutes les fois que le nombre des Juges est de *huit*, la majorité pour condamner ne peut se former que par la réunion des *trois quarts* des voix.

Le Code veut même que toutes les *fractions* se comptent à l'avantage du prévenu; de sorte que sur *neuf*, *dix*, et même *onze* Juges, il ne faut à l'accusé, pour obtenir son acquittement, que le même nombre de voix que quand les Juges sont seulement au nombre de *huit*.

Le nombre de *onze* Juges est celui qui est le plus favorable à l'accusé, comme celui de *huit* est celui qui présente le moins de chances en sa faveur.

III. Pour juger l'accusé, la Cour doit rester composée comme elle l'était lorsque le crime a été commis, sans qu'aucun des Juges puisse être remplacé; car le Juge remplaçant ne pourrait former son opinion que sur des renseignemens étrangers; ce qui n'a pas été dans l'intention du Législateur.

Cependant il peut arriver telles circonstances qui ne permettent pas que le nombre des Juges reste le même.

Si l'un d'eux était valablement récusé, il faudrait bien qu'il s'abstînt.

Mais, comme dans cette espèce, le Juge qui doit s'abstenir ne peut être remplacé par un de ses Collègues, il peut arriver que la Cour ne se trouve plus en nombre suffisant.

Les choses doivent alors rentrer dans les termes du droit commun; l'affaire doit s'instruire dans les formes ordinaires; ce qui présente beaucoup moins d'inconvéniens que de faire juger le procès par un Magistrat qui n'a pas été le témoin des faits qui constituent la prévention.

IV. Si la Cour Spéciale était composée de huit Juges, lorsque le crime a été commis, et que l'un d'eux fût valablement récusé, pourrait-elle suivre l'instruction, et juger le procès au nombre des sept Juges restans? Devrait-elle se réduire au nombre de six?

Les Cours Spéciales ne peuvent juger qu'au nombre de six ou de huit Juges; c'est la disposition de l'art. 103 du Règlement du 6 juillet 1810: l'un des sept Juges restans devrait donc s'abstenir.

V. Si la forme qui fait l'objet de la prévention, ne présente plus, d'après le résultat de l'instruction, qu'un délit de police correctionnelle ou qu'une simple contravention de police, la Cour saisis doit y appliquer les peines de police correctionnelle ou de simple police, suivant la nature du délit ou de la contravention; conformément aux dispositions de l'art. 365.

ARTICLE DIX.

Les Préfets, Sous-Préfets, Maires et Adjoints, Officiers de police administrative ou judiciaire, lorsqu'ils rempliront publiquement quelques actes de leur Ministère, exerceront aussi les fonctions de police réglées par l'art. 504; et, après avoir fait saisir les perturbateurs, ils dresseront procès-verbal du délit, et enverront ce procès-verbal, s'il y a lieu, ainsi que les prévenus, devant les Juges compétens.

OBSERVATIONS.

I. Les Fonctionnaires publics dénommés dans l'art. 509, n'ayant pas reçu de la loi le caractère de Juges, ne sont pas autorisés à prononcer des condamnations; mais il importait au maintien de l'ordre public qu'on leur accordât le droit d'arrestation et de renvoi devant les Tribunaux compétens.

Dans le cas de l'art. 504, ils peuvent même donner l'ordre de conduire le prévenu à la Maison d'arrêt. (*Voyez le Discours prononcé par M. le Conseiller d'Etat Berlier, lorsqu'il présenta à la sanction du Corps-Législatif le Chapitre IV du Titre IV du Livre II du Code d'instruction criminelle.*)

II. Le Juge d'instruction qui est troublé dans ses opérations, a-t-il caractère pour appliquer les peines correctionnelles ou de police, dans le cas de l'art. 505 ?

Les dispositions de l'art. 509 n'y apportent-elles aucun obstacle ?

L'article 505, de même que l'art. 504, et suivant les termes de cet article, met sur la même ligne le trouble apporté au lieu où se fait *une instruction judiciaire*, et celui qui est apporté à *l'audience d'un Tribunal*; et c'est bien réellement une instruction judiciaire que fait le Juge d'instruction, lorsqu'il procède à des actes de son ministère; mais le Juge d'instruction n'y procède qu'en qualité d'Officier de police judiciaire, et l'art. 509 met les Officiers de police judiciaire dans une autre catégorie que les Juges.

Pour faire rentrer les Juges d'instruction dans les dispositions de l'art. 505, il faudrait y faire rentrer également le Procureur-Impérial et les Officiers de police auxiliaires de ce Magistrat, lorsqu'ils font une instruction dans le cas de flagrant délit; ce qui détruirait toute l'économie du système que le Code a voulu établir.

CHAPITRE V.

De la manière dont seront reçues, en matière criminelle, correctionnelle et de police, les dépositions des Princes et de certains Fonctionnaires de l'Etat.

ARTICLE DX.

Les Princes ou Princesses du sang Impérial, les Grands-Dignitaires de l'Empire et le Grand-Juge Ministre de la Justice, ne pourront jamais être cités comme témoins, même pour les débats qui ont lieu en présence du Jury, si ce n'est dans le cas où l'Empereur, sur la demande d'une partie et le rapport du Grand-Juge, aurait, par un décret spécial, autorisé cette comparution.

OBSERVATIONS.

I. Pour rentrer dans l'application de cet article, il ne suffit pas d'être Prince ou Princesse, il faut l'être *du sang Impérial*; ainsi les Princes étrangers, quelque émi-

nente que soit leur dignité, ne jouissent pas du privilège de ne pouvoir être cités comme témoins, en matière criminelle.

II. L'un des époux communique-t-il ce privilège à son conjoint ; de manière que le mari d'une Princesse du sang Impérial, ou l'épouse d'un Prince du sang Impérial doive jouir de la prérogative accordée à son époux ?

Quelque étroite que soit l'alliance contractée entre les époux, la fiction de la loi qui les considère comme une seule et même personne, ne peut déranger l'ordre de la nature, et faire que l'époux soit réellement du sang d'une famille étrangère à la sienne. Cependant, le respect dû à la majesté du trône, semble exiger que l'épouse qui partage le rang et les honneurs de son époux, jouisse des mêmes prérogatives ; ce qui ne peut avoir aucune conséquence, puisque l'Empereur, par un décret spécial, peut autoriser la comparution aux débats du Prince ou de la Princesse, sur la demande des parties intéressées, et sur le rapport du Grand-Juge Ministre de la Justice.

Mais la faveur de la loi ne peut s'étendre aux parens de l'époux qui a contracté l'alliance avec un Prince ou une Princesse du sang.

III. L'article 510 a parlé sans restriction des Princes et Princesses du sang Impérial ; de sorte qu'il importe peu à quel degré remonte la parenté, puisque, lors même qu'ils ne seraient parens qu'au douzième ou au vingtième degré, ils n'en seraient pas moins du sang Impérial ; mais ils devraient avoir la qualité de Princes ou de Princesses : la simple parenté serait insuffisante.

IV. Le Code Napoléon porte que l'adopté restera dans sa famille naturelle, (art. 348) qu'il doit seulement ajouter à son nom de famille, celui de son père adoptif. (Art. 347.)

La fiction de la loi ne peut aller plus loin, car la nature a des lois immuables quo la puissance des hommes est forcée de respecter.

Quelque faveur que la loi accorde à l'adoption, elle ne peut faire que l'adopté soit réellement du sang de l'adoptant.

Néanmoins, en consultant l'esprit de l'art. 510 du Code d'instruction criminelle, et en combinant ses dispositions avec la loi qui accorde à l'enfant adopté dans ses rapports avec le père adoptif, les mêmes droits qu'à l'enfant légitime, il faudrait tenir que l'enfant que l'Empereur aurait élevé au rang de Prince ou de Princesse de sa Maison, par le fait de l'adoption, devrait être rangé dans la classe des Princes du sang Impérial.

V. Il en est de même de l'enfant né hors mariage, lorsqu'il a été légitimé, et que c'est le Souverain lui-même qui l'a reconnu pour son fils ; tel était l'ancien usage en France, auquel il n'a pas été dérogé ; mais si les enfans légitimés du Souverain sont Princes, les enfans nés hors mariage des Princes du sang n'acquiescent pas cet auguste caractère par la simple reconnaissance.

La légitimation par mariage subséquent peut seule la leur faire obtenir, lorsque le mariage est contracté avec la permission de l'Empereur.

VI. L'article 510 accorde aux Grands-Dignitaires de l'Empire et au Grand-Juge Ministre de la Justice, la même faveur qu'aux Princes et aux Princesses du sang Impérial.

Mais cette prérogative leur est *personnelle*.

Elle ne peut s'étendre ni à leurs épouses ni à leurs enfans.

C'est une loi d'exception qui doit être renfermée dans ses dispositions.

VII. L'histoire fournit plusieurs exemples de Souverains qui ont porté témoignage dans les procès de leurs sujets.

S'ils ont bien voulu donner cette marque de déférence à la Justice, à plus forte raison Sa Majesté autoriserait-elle à appeler en témoignage les Princes et les Grands-Dignitaires de l'Empire, si la nécessité lui en était démontrée.

VIII. Le Code n'a pas mis les Grands-Officiers et autres Fonctionnaires mentionnés dans l'art. 514, sur la même ligne que les Princes du sang Impérial, les Grands-Dignitaires de l'Empire et le Grand-Juge Ministre de la Justice, dont s'occupe l'art. 510. Ceux-ci ne peuvent être cités comme témoins, quand il ne s'agirait que de faire une simple déposition par écrit en matière criminelle, si la citation n'était autorisée par un décret spécial de Sa Majesté; tandis que ceux-là ne peuvent refuser de comparaître aux débats, que lorsqu'ils en ont obtenu la dispense expresse de l'Empereur.

Le Code n'a même dispensé dans aucun cas les Fonctionnaires publics mentionnés dans l'art. 514, de faire leurs dépositions *par écrit*.

IX. Les Grands-Officiers et les autres Fonctionnaires publics dénommés dans l'article 514, donnent leurs dépositions devant le Juge d'instruction : les Princes et Princesses du sang, les Grands-Dignitaires de l'Empire et le Grand-Juge Ministre de la Justice sont les seuls dont la déposition doit être reçue par le Président de la Cour Impériale, ou par celui du Tribunal de première instance du lieu de leur résidence, chargé d'aller la recevoir dans leurs demeures, lorsque Sa Majesté a autorisé leur audition.

ARTICLE D X I.

Les dépositions des personnes de cette qualité seront, sauf l'exception ci-dessus prévue, rédigées par écrit et reçues par le premier Président de la Cour Impériale, si les personnes dénommées en l'article précédent résident ou se trouvent au chef-lieu d'une Cour Impériale, sinon, par le Président du Tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel elles auraient leur domicile, ou se trouveraient accidentellement.

Il sera, à cet effet, adressé par la Cour ou le Juge d'instruction saisi de l'affaire, au Président ci-dessus nommé, un état des faits, demandes et questions, sur lesquels le témoignage est requis.

Ce Président se transportera aux demeures des personnes dont il s'agit, pour recevoir leurs dépositions.

OBSERVATIONS.

I. Lorsque l'Empereur a autorisé, par un décret spécial, l'audition en témoignage d'un Prince ou d'un Grand-Dignitaire, le premier Président de la Cour Impériale doit se transporter à sa demeure pour y recevoir sa déposition, si le Prince ou le Grand-Dignitaire qui doit être entendu réside au chef-lieu d'une Cour Impériale.

Si le Prince ou le Grand-Dignitaire réside dans tout autre lieu, c'est au Président du Tribunal de première instance de l'arrondissement à procéder à son audition ; et à cet effet, il doit se transporter au lieu de la résidence du Prince ou du Grand-Dignitaire, lors même qu'il serait fixé hors de la ville où le Tribunal est établi.

II. Le Code ne dit pas si le Prince ou le Grand-Dignitaire dont l'Empereur aura autorisé l'audition en témoignage, sera cité ; mais l'affirmative paraît résulter des dispositions des art. 72 et 510 ; cependant on peut s'en dispenser sans craindre de commettre une nullité dans l'instruction : car ces articles n'ont pas prononcé la peine de nullité pour le cas où leurs dispositions n'auraient pas été observées.

Lorsque le décret spécial est rendu, le Président chargé de recevoir la déposition du Prince ou du Grand-Dignitaire, doit lui en donner connaissance, et indiquer de concert avec lui le jour et l'heure de sa comparution.

III. Le Président se rend en costume dans la demeure du Prince ou du Grand-Dignitaire qui doit porter témoignage ; il se fait assister de son Greffier, qui tient la plume et qui donne lecture du procès-verbal, lequel est signé de suite par le témoin, par le Président et par le Greffier.

IV. Pour mettre à même le Président de recueillir le témoignage du Prince ou du Grand-Dignitaire sur les faits qui peuvent être à sa connaissance, la Cour ou le Juge d'instruction saisi de l'affaire, doit lui adresser la série des questions sur lesquelles le témoignage est requis.

Il doit en être donné communication au témoin, qui doit y répondre de manière à ne laisser aucune incertitude sur sa déclaration.

Si le Président ne trouvait pas la déposition suffisamment détaillée, il serait de son devoir d'en faire l'observation au témoin, et de l'inviter à y donner plus de développement.

ARTICLE DXII.

Les dépositions ainsi reçues seront immédiatement remises au greffe, ou envoyées closes et cachetées à celui de la Cour ou du Juge requérant, et communiquées sans délai à l'Officier chargé du Ministère public ;

Dans l'examen devant le Jury, elles seront lues publiquement aux Jurés et soumises aux débats, sous peine de nullité.

OBSERVATIONS.

I. L'ARTICLE 512 charge le Président qui a reçu la déposition, d'en faire immédiatement l'envoi dans un paquet *clos et cacheté*, au greffe du Juge requérant ; et celui-ci d'en donner communication sans délai, à l'Officier du Ministère public.

II. L'article 512 prévoit le cas où l'Empereur n'a autorisé que l'audition par écrit du Prince ou du Grand-Dignitaire.

Il veut que, dans ce cas, la déposition soit lue *publiquement*, et soumise aux débats, sous peine de nullité ; d'où suit que l'accusé peut contester les faits contenus dans la déposition, les expliquer, les modifier, et dire enfin contre le témoignage, tout ce qui peut être utile à sa défense.

III. Si le décret spécial de l'Empereur autorise à appeler aux débats le Prince ou le Grand-Dignitaire, la déposition qu'il a faite devant le Président ne doit point être lue ; les choses rentrent dans les dispositions générales du Code.

IV. Quoique l'art. 512 ne parle que des débats qui s'établissent devant le Jury, ses dispositions n'en sont pas moins applicables au cas où le débat s'établit devant une Cour Spéciale, puisque les mêmes formes doivent y être observées.

ARTICLE DXIII.

Dans le cas où l'Empereur aurait porté un décret ordonnant ou autorisant la comparution de quelques-unes des personnes ci-dessus désignées, devant le Jury, le même décret impérial désignera le cérémonial à observer à leur égard.

OBSERVATIONS.

I. L'EMPEREUR peut autoriser à appeler en témoignage aux débats, les Princes du sang Impérial, les Grands-Dignitaires de l'Empire, et le Grand-Juge Ministre de la Justice.

Lorsque Sa Majesté a donné cette autorisation, l'accusé a le droit de débattre le témoignage, de la même manière que la déposition d'un simple particulier.

II. Le Code ne détermine pas le cérémonial à observer, lorsqu'un Prince ou un Grand-Dignitaire de l'Empire doit comparaître aux débats pour y faire sa déclaration : ce cérémonial est indiqué par le décret qui autorise l'audition du témoin.

ARTICLE D X I V.

A l'égard des Ministres autres que le Grand-Juge, des Grands-Officiers de l'Empire, Conseillers-d'Etat chargés d'une partie dans l'Administration publique, Généraux en chef actuellement en service, Ambassadeurs ou autres Agens de l'Empereur accrédités près les Cours étrangères, il sera procédé comme il suit :

Si leur déposition est requise devant la Cour d'Assises, ou devant le Juge d'instruction du lieu de leur résidence ou de celui où ils se trouveraient accidentellement, ils devront la fournir dans les formes ordinaires.

S'il s'agit d'une déposition relative à une affaire poursuivie hors du lieu où ils résident pour l'exercice de leurs fonctions et de celui où ils se trouveraient accidentellement, et si cette déposition n'est pas requise devant le Jury, le Président ou le Juge d'instruction saisi de l'affaire adressera à celui du lieu où résident ces Fonctionnaires à raison de leurs fonctions, un état des faits, demandes et questions, sur lesquels leur témoignage est requis.

S'il s'agit du témoignage d'un Agent résidant auprès d'un Gouvernement étranger, cet état sera adressé au Grand-Juge Ministre de la Justice, qui en fera le renvoi sur les lieux, et désignera la personne qui recevra la déposition.

OBSERVATIONS.

I. APRÈS s'être occupé dans les articles précédens, des Princes et des Princesses du sang Impérial, des Grands-Dignitaires de l'Empire et du Grand-Juge Ministre de la Justice, le Code détermine dans son art. 514 la manière dont doivent être reçues les dépositions des Ministres, des Grands-Officiers de l'Empire, des Conseillers-d'Etat chargés d'une partie dans l'Administration publique des Généraux en chef des armées actuellement en service, des Ambassadeurs ou autres Agens de l'Empereur accrédités près les Cours étrangères.

II. Lorsque leur déposition est requise devant la Cour d'Assises, ou devant le Juge d'instruction du lieu de leur résidence ou de celui où ils se trouvent *accidentellement*, ils doivent la faire dans la forme ordinaire.

Le Code n'établit en leur faveur aucune exception.

L'Empereur ne s'est pas même réservé de les en dispenser, lorsqu'ils sont cités à comparaître devant un Jury assemblé dans le lieu où ils résident.

III. Mais les Conseillers-d'Etat qui ne sont chargés d'*aucune partie dans l'Administration publique*, les Généraux en chef *qui ne sont pas actuellement en service*, doivent comparaître devant le Juge d'instruction et aux débats, lors même qu'ils ne résideraient pas dans le lieu : ils doivent, comme tous les citoyens, cette obéissance à la Justice, et sous les peines prononcées contre les témoins défaillans.

Cependant le Juge d'instruction peut donner commission de les entendre dans leur déposition écrite, au lieu de leur résidence ; mais il n'y est pas tenu.

Leur comparution *personnelle* aux débats est indispensable.

IV. Lorsqu'il s'agit de recevoir la déposition écrite des Ministres, des Grands-Officiers de l'Empire, des Conseillers-d'Etat chargés d'une partie dans l'Administration publique, des Généraux en chef actuellement en service, le Juge d'instruction doit déléguer leur audition au Juge d'instruction du lieu où ils résident à raison de leurs fonctions, et lui adresser en conséquence un état des faits, demandes et questions sur lesquels leur témoignage est requis.

V. Les Membres du Sénat, ceux du Corps-Législatif, les Préfets et autres Fonctionnaires publics d'un ordre moins élevé avaient obtenu l'autorisation, par diverses lois et arrêtés, de ne pouvoir être distraits du lieu où ils exercent leurs fonctions, pour faire leurs dépositions ; mais ces lois et ces arrêtés ont été implicitement rapportés par le Code d'instruction criminelle.

VI. Si c'était un Ambassadeur ou un autre Agent de l'Empereur, accrédité près d'une Cour étrangère, qui dût porter témoignage, le Juge instructeur devrait adresser au Grand-Juge Ministre de la Justice, l'état des faits, des demandes et des questions à faire au témoin ; et ce Chef de la Magistrature le transmettrait au Juge délégué sur les lieux pour recevoir la déposition.

VII. Les Ambassadeurs et les Agens des Puissances étrangères accrédités près de Sa Majesté Impériale, peuvent-ils être cités à comparaître en Justice pour y faire leur déclaration ?

La même question peut se présenter, sous le rapport d'un étranger sans caractère public en France.

Le Code n'a pas prévu le cas.

VIII. Que l'étranger qui est cité comme témoin en matière criminelle ne puisse

être reproché de ce chef, cela est incontestable ; car le Code d'instruction criminelle n'a pas mis l'étranger dans la prohibition de porter témoignage en Justice ; mais ce n'est pas de ce droit qu'il s'agit : il est uniquement question de savoir s'il peut y être appelé.

IX. Depuis long-temps les Souverains se sont accordés à regarder comme indépendans de leur autorité et de leur juridiction, les Ambassadeurs et les autres Agens diplomatiques envoyés près d'eux par les Puissances étrangères ; Montesquieu, en donne pour motifs (*Esprit des Lois, Livre 26, Chapitre 21*), qu'il ne faut pas décider par les lois politiques, ce qui appartient au droit des gens ; et ce serait violer ce principe universellement reçu, que de citer le Ministre accrédité d'une Puissance étrangère, et le traduire devant la Justice, pour y faire sa déposition.

X. L'art. 3 du Code Napoléon porte, il est vrai, que les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire de l'Empire, sans prononcer aucune exception en faveur des Agens diplomatiques des Puissances étrangères ; mais si cette exception ne fut pas rappelée au Code d'instruction criminelle, ce fut par la raison que ce qui regarde les Ambassadeurs est réglé par le droit des gens et par les traités.

XI. L'épouse et les personnes de la suite de l'Ambassadeur devraient jouir de la même prérogative, lors même qu'elles seraient *nées Françaises*.

L'hôtel de l'Ambassadeur est un asyle qui doit être respecté, et qui ne pourrait être violé pour se saisir d'un accusé qui s'y serait réfugié, lors même qu'il serait étranger à la suite de l'Ambassadeur, si l'on n'en avait obtenu son autorisation. (*Répertoire de Jurisprudence, 3.^e édition, tome IV, p. 278.*)

XII. Mais l'art. 3 du Code Napoléon met l'étranger qui réside en France, ou qui s'y trouve momentanément, dans la nécessité de se conformer aux lois de police et de sûreté qui y sont établies, lorsqu'il n'y remplit pas les fonctions d'Agent accrédité d'une Puissance étrangère, ou s'il n'est pas de sa suite ; or, la conséquence de ce principe est qu'il ne peut refuser de comparaître en Justice, lorsqu'il y est appelé, soit comme prévenu, soit comme témoin, et que par son refus il se rendrait passible des mêmes peines que celles qui seraient encourues, dans le même cas, par un Français.

XIII. L'étranger qui a été témoin d'un attentat commis pendant son séjour en France, et qui a depuis quitté le territoire de l'Empire, ne peut être appelé devant les Tribunaux français pour y faire sa déposition.

Les lois ne peuvent avoir autorité que dans le pays pour lequel elles ont été faites, lorsqu'il n'y en a pas de stipulation contraire et réciproque dans les traités.

ARTICLE DXV.

Le Président ou le Juge d'instruction auquel sera adressé l'état

mentionné en l'article précédent, fera assigner le Fonctionnaire devant lui, et recevra sa déposition par écrit.

OBSERVATIONS.

CET article indique ce que doit faire le Président ou le Juge d'instruction commis pour recevoir la déposition des Fonctionnaires publics de la qualité exprimée dans l'article précédent.

Il doit les faire citer pour comparaître *devant lui*, et recevoir leur déposition par écrit.

ARTICLE DXVI.

Cette déposition sera envoyée close et cachetée au greffe de la Cour ou du Juge requérant, communiquée et lue, comme il est dit en l'art. 512, et sous les mêmes peines.

OBSERVATIONS.

I. LE Président ou le Juge d'instruction qui a reçu la déposition dans la forme prescrite par l'art. 515, doit immédiatement la transmettre close et cachetée au greffe de la Cour ou du Juge requérant.

II. L'art. 516 ajoute que la déposition doit être communiquée et lue, comme il est dit en l'art. 512.

Quant à la communication au Ministère public, elle est de rigueur dans tous les cas.

Mais quant à la lecture de la déposition aux débats, elle ne doit avoir lieu que dans le cas où le témoin a été dispensé, par un décret impérial, de comparaître aux débats, en conformité de l'art. 517.

ARTICLE DXVII.

Si les Fonctionnaires de la qualité exprimée dans l'art. 514, sont cités à comparaître comme témoins devant un Jury assemblé hors du lieu où ils résident pour l'exercice de leurs fonctions, ou de celui où ils se trouveraient accidentellement, ils pourront en être dispensés par un décret de l'Empereur.

Dans ce cas, ils déposeront par écrit, et l'on observera les dispositions prescrites par les art. 514, 515 et 516.

OBSERVATIONS.

I. Lorsque les Fonctionnaires mentionnés dans l'art. 514, qui sont cités pour

comparaître aux débats, résident ou se trouvent momentanément dans le lieu où le Jury est assemblé, ils doivent s'y présenter pour donner leur déclaration.

Si le Jury est assemblé hors du lieu de leur résidence habituelle ou momentanée, ces Fonctionnaires peuvent en être dispensés par un décret spécial de l'Empereur.

II. Mais quand même ils auraient obtenu cette dispense, ils ne pourraient refuser de donner leur déclaration écrite devant le Juge commis pour la recevoir au lieu de leur résidence.

Dans ce cas, leur déposition écrite est lue aux débats, et elle peut y être débattue de la même manière que si le témoin était présent.

CHAPITRE VI.

De la reconnaissance de l'identité des individus condamnés, évadés et repris.

ARTICLE DXVIII.

La reconnaissance de l'identité d'un individu condamné, évadé et repris, sera faite par la Cour qui aura prononcé sa condamnation.

Il en sera de même de l'identité d'un individu condamné à la déportation ou au bannissement, qui aura enfreint son ban et sera repris; et la Cour, en prononçant l'identité, lui appliquera, de plus, la peine attachée par la loi à son infraction,

OBSERVATIONS.

I. Les dispositions de ce Chapitre ont été puisées dans la loi du 4 frimaire an VIII, qui posa les bases de l'instruction à faire, pour parvenir à la reconnaissance de l'identité des individus condamnés, évadés et repris.

Il aurait été difficile d'indiquer une marche plus simple et plus efficace.

Pour qu'il y ait lieu à procéder à la reconnaissance de l'identité, il faut que l'individu évadé et repris ait été condamné *avant* son évasion; car s'il l'avait été *depuis*, il l'aurait été par contumace, et sa réintégration dans la Maison d'arrêt aurait anéanti de plein droit sa condamnation.

594 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Il faudrait alors procéder dans la forme ordinaire : si le prévenu contestait son identité, la question s'éclaircirait aux débats.

II. Lorsque l'individu condamné contradictoirement s'est évadé et qu'il est repris, il doit être traduit devant la Cour qui a prononcé sa condamnation (1).

C'est à elle qu'il appartient de procéder à la reconnaissance de l'identité, et elle doit y procéder sans assistance de Jurés.

III. Mais doit-on procéder à la reconnaissance de l'identité de tous les condamnés évadés et repris, lors même qu'ils n'élèveraient sur ce point aucune contestation ?

L'art. 518 est conçu dans des termes généraux.

Le Code ne permet pas qu'une condamnation puisse s'exécuter avant que l'on se soit assuré, dans la forme de droit, que celui qui en est l'objet est réellement celui contre lequel la condamnation a été prononcée.

IV. Toutes les Cours sont compétentes pour procéder à la reconnaissance de l'identité, lorsque ce sont elles qui ont prononcé la condamnation.

Mais aussi, en cette matière, tous les arrêts, même ceux émanés des Cours *Spéciales ordinaires*, sont sujets au recours en cassation. (Art. 520.)

V. Les Tribunaux militaires ont également compétence pour prononcer sur l'identité : car c'est à l'Officier du Ministère public établi près d'eux à faire exécuter les jugemens qu'ils ont rendus ; et avant de les faire mettre à exécution, il faut bien qu'il s'assure que l'individu repris est celui contre lequel la condamnation a été prononcée.

Ces Tribunaux doivent procéder dans la même forme que les autres Cours de Justice, sauf le recours du condamné au Conseil de révision, et sauf même le recours à la Cour de cassation contre le jugement rendu par le Conseil de révision, si l'individu repris soutient n'être pas justiciable du Conseil de guerre.

VI. S'il arrivait qu'un condamné à l'emprisonnement, par voie de police correctionnelle, se fût évadé, et qu'étant repris, il contestât l'identité de sa personne, le Tribunal correctionnel qui aurait rendu le jugement serait compétent pour procéder à la reconnaissance de cette identité.

Mais son jugement serait sujet à l'appel, si le jugement de condamnation n'avait pas été prononcé en dernier ressort, et qu'il n'eût acquis ce caractère que par défaut d'opposition et d'appel dans le délai.

Si c'était un Tribunal jugeant en dernier ressort qui eût prononcé la condamna-

(1) Le Chapitre vi ne s'occupe que de la reconnaissance de l'identité des condamnés évadés et repris. Lorsqu'il est question de procéder à la reconnaissance d'un individu dont l'homicide supposé a donné lieu à la condamnation d'un prévenu de ce crime, ce n'est pas à la Cour qui a prononcé la condamnation à y procéder ; c'est à la Cour de cassation à désigner la Cour qui doit en connaître. (Art. 444 du Code d'instruction criminelle.)

tion, il n'y aurait que la voie du recours en cassation contre l'arrêt qui aurait prononcé sur l'identité.

VII. Il n'y a aucune instruction à faire avant de porter la cause à l'audience pour la reconnaissance de l'identité.

Il suffit d'en indiquer le jour à l'individu repris, et de lui notifier la liste des témoins que l'on se propose de produire contre lui, afin de le mettre en état de fournir ses reproches, et de diligenter les témoins qu'il veut faire appeler à sa requête.

Le Code ne dit pas que la liste des témoins sera signifiée à l'individu repris; mais cette notification est commandée par la nature des choses.

Si les témoins appelés à déposer sur l'identité avaient fait des déclarations écrites, nous serions même d'avis que la copie devrait en être délivrée au prévenu.

VIII. Si le condamné à la déportation ou au bannissement est prévenu d'avoir enfreint son ban, l'art. 518 autorise la Cour chargée de prononcer sur son identité, à lui appliquer la peine infligée par la loi à son infraction, sans autres formalités que celles qui sont indiquées par l'art. 519.

L'infraction à la peine du bannissement entraîne la déportation. (*Art. 33 du Code pénal.*) L'infraction à la peine de la déportation entraîne celle des travaux forcés à perpétuité. (*Art. 17, ibid.*)

ARTICLE DXIX.

Tous ces jugemens seront rendus sans assistance de Jurés, après que la Cour aura entendu les témoins appelés tant à la requête du Procureur-Général qu'à celle de l'individu repris, si ce dernier en a fait citer.

L'audience sera publique, et l'individu repris sera présent, à peine de nullité.

OBSERVATIONS.

I. Les jugemens de reconnaissance de l'identité des condamnés évadés et repris, doivent être rendus sans assistance de Jurés, parce qu'il n'y a d'autre point à constater que le fait de cette identité, ce qui ne constitue pas un délit; ce fut l'observation que fit l'Orateur du Gouvernement, lorsqu'il présenta le projet de cet article du Code à la sanction du Corps-Législatif.

II. Mais des débats doivent s'établir sur la question d'identité, de même que s'il s'agissait de procéder sur une prévention de crime.

Ils doivent avoir lieu publiquement et contradictoirement avec les individus repris. Le Code l'exige, sous peine de nullité.

III. Les témoins cités, soit à la requête du Ministère public, soit à celle de l'individu repris, doivent être entendus oralement.

596 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Si la Cour ou le Tribunal saisi avait refusé de les entendre, lorsqu'ils n'auraient pas été légalement reprochés, il y aurait nullité dans le jugement.

IV. Si l'on s'en tenait rigoureusement aux termes de l'art. 519, ce serait à l'individu repris à faire citer les témoins qu'il produit à sa décharge ; il ne lui suffirait pas de les indiquer : mais l'individu repris peut être hors d'état d'en faire les frais, et il n'a pas été dans l'intention du Législateur que le prévenu fût condamné sans que toutes les précautions eussent été prises pour assurer la manifestation de la vérité.

Il faut donc se conduire, en pareil cas, comme il est dit dans l'art. 321.

ARTICLE D X X.

Le Procureur-Général-Impérial et l'individu repris pourront se pourvoir en cassation, dans la forme et dans le délai déterminé par le présent Code, contre l'arrêt rendu sur la poursuite en reconnaissance d'identité.

OBSERVATIONS.

I. La voie du recours en cassation est réservée sans distinction à l'Officier du Ministère public et au condamné, contre les arrêts rendus sur la reconnaissance des individus condamnés, évadés et repris.

Mais si c'était un Tribunal correctionnel jugeant en premier ressort, qui eût rendu le jugement de condamnation, et que son jugement ne fût devenu irrévocable que par défaut d'opposition ou d'appel dans le délai, l'appellation du jugement qui aurait prononcé sur l'identité serait recevable; ce ne serait pas le cas du recours en cassation, ainsi que nous l'avons déjà fait observer.

II. Le recours peut être déclaré dans le délai fixé par l'art. 373, de la part même du Ministère public ; car l'art. 374 ne reçoit d'application que dans le cas où il est intervenu une ordonnance d'acquit, et le jugement prononcé sur la reconnaissance de l'identité n'est pas une ordonnance d'acquit.

III. L'art. 519 n'accorde le droit de recours qu'à l'Officier du Ministère public et au condamné, et non à la partie civile; ce qui est fondé sur ce qu'il n'est pas question de l'intérêt de cette partie, mais de la seule vindicte publique : ainsi, la partie civile ne serait recevable ni dans son intervention, ni à produire des témoins aux débats.

IV. Une question plus délicate est celle de savoir si l'arrêt qui a déclaré que l'individu repris n'est pas le même que l'individu condamné, et qui est annulé sur le recours du Procureur-Général, doit l'être seulement dans l'intérêt de la loi.

L'art. 409 résoudrait affirmativement la question, si l'on pouvait assimiler aux ordonnances d'acquiescement les arrêts qui déclarent n'y avoir pas d'identité ; mais

ces arrêts et ces ordonnances n'ont de rapport entre eux que sous ce point de vue, qu'en vertu des uns et des autres, l'individu traduit en jugement doit être mis en liberté.

Dans le cas d'absolution l'accusé doit également obtenir sa liberté, et cependant il doit être remis en jugement; l'absolution se rapproche beaucoup plus de la déclaration qu'il n'y a pas d'identité, que l'acquiescement qui ne peut être prononcé que dans le cas où l'accusé est déclaré *non coupable*.

CHAPITRE VII.

Manière de procéder en cas de destruction ou d'enlèvement des pièces ou du jugement d'une affaire.

ARTICLE DXXI.

Lorsque, par l'effet d'un incendie, d'une inondation ou de toute autre cause extraordinaire, des minutes d'arrêts rendus en matière criminelle ou correctionnelle, et non encore exécutés, ou des procédures encore indécises, auront été détruites, enlevées, ou se trouveront égarées, et qu'il n'aura pas été possible de les rétablir, il sera procédé ainsi qu'il suit.

OBSERVATIONS.

I. LE Code d'instruction criminelle a adopté presque entièrement les dispositions du Code de brumaire an iv, sur la forme de procéder dans le cas de destruction ou d'enlèvement de pièces ou de jugemens en matière criminelle; mais il en a amélioré le système en l'étendant aux matières correctionnelles, et en faisant disparaître dans sa rédaction, ce qui ne pouvait se concilier avec la nouvelle législation.

Si le Code d'instruction criminelle n'a pas étendu ses dispositions aux contraventions de police, c'est que de simples contraventions n'intéressent pas assez l'ordre public pour exiger une nouvelle instruction qui aurait au plus pour objet de faire infliger au prévenu quelques jours d'emprisonnement.

II. L'art. 521 s'occupe d'abord du cas où le jugement détruit, enlevé ou égaré, n'a pas été exécuté.

S'il l'avait été, il n'y aurait plus à revenir; car ce n'est pas une révision du procès qu'autorise le Code; il indique seulement la forme de procéder au jugement des

procès qui n'ont pas encore été jugés, et le Code suppose qu'ils ne l'ont pas été, lorsque rien ne constate, d'une manière légale, qu'ils l'ont été réellement.

III. Si le jugement de condamnation n'a reçu qu'une exécution partielle; si l'accusé condamné à la flétrissure et aux fers n'a subi que la flétrissure; si le condamné à dix années de fers ou de bannissement n'en a subi que quatre ou six, faudra-t-il le faire juger de nouveau, ou bien, dans l'impossibilité de justifier qu'il a réellement été condamné à la peine des fers ou au bannissement pour un plus grand nombre d'années qu'il ne s'en est écoulé depuis l'exécution de l'arrêt, doit-il être mis en liberté?

Il ne serait pas proposable de faire subir à l'accusé un nouveau jugement, d'après lequel il pourrait être acquitté d'une condamnation méritée, lorsqu'il aurait déjà subi la flétrissure et même quelques années de fers ou de détention.

D'un autre côté, si l'accusé est mis en liberté, il n'aura pas subi, dans son intégralité, la peine à laquelle il aura été condamné, et la vindicte publique ne sera pas satisfaite.

Mais comme il y a moins d'inconvéniens à diminuer la durée de la peine, qu'à remettre l'accusé en jugement, c'est au premier de ces deux partis qu'il faut s'arrêter, d'autant que l'accusé demeure sous la surveillance spéciale de la haute police.

IV. Ce n'est pas sans réflexion que le Législateur a supprimé de l'art. 543 du Code de brumaire an iv, ces mots : *pour ou contre des accusés*, en parlant des jugemens détruits, enlevés ou égarés; car l'accusé acquitté ne peut être renais en jugement pour raison du même fait, quelque impérieuses que soient les circonstances.

Rien ne justifie, il est vrai, d'une manière légale, que l'accusé a été acquitté, puisque l'ordonnance d'acquit ne peut être représentée, et qu'il ne reste aucun moyen d'en constater légalement l'existence; mais, s'il en était autrement, l'individu qui aurait été prévenu d'un crime, ne pourrait jamais jouir d'un moment de tranquillité, tant que la prescription ne serait pas acquise, quoiqu'il eût été solennellement acquitté.

Pour tout concilier, le Juge d'instruction doit entendre les témoins qui peuvent déposer de l'acquittement, et à la vue de leurs dépositions, la Chambre du Conseil doit déclarer qu'il n'y a lieu à suivre.

V. L'art. 521 ne s'occupe pas seulement du cas où le jugement *non-exécuté* se trouve égaré; il prévoit celui où les procédures encore indécises se trouvent détruites : les articles suivans établissent la forme de procéder dans cette double hypothèse.

VI. Il importe peu par quelle cause la minute de l'arrêt se trouve égarée; il suffit qu'elle n'existe plus et qu'il n'y ait aucun moyen de la découvrir ou de se procurer une pièce équivalente.

ARTICLE DXXII.

S'il existe une expédition ou copie authentique de l'arrêt, elle sera considérée comme minute, et en conséquence remise dans le dépôt destiné à la conservation des arrêts.

A cet effet, tout Officier public ou tout individu dépositaire d'une expédition ou d'une copie authentique de l'arrêt, est tenu, sous peine d'y être contraint par corps, de la remettre au greffe de la Cour qui l'a rendu, sur l'ordre qui en sera donné par le Président de cette Cour.

Cet ordre lui servira de décharge envers ceux qui auront intérêt à la pièce.

Le dépositaire de l'expédition ou copie authentique de la minute détruite, enlevée ou égarée, aura la liberté, en la remettant dans le dépôt public, de s'en faire délivrer une expédition sans frais.

OBSERVATIONS.

I. S'il existe une expédition ou une copie authentique de l'arrêt, elle tient lieu de la minute; elle doit être remise dans le dépôt destiné à la conservation des arrêts.

II. L'individu en la possession duquel se trouve l'expédition ou la copie authentique de l'arrêt, ne peut refuser d'en faire la remise au Greffe de la Cour qui l'a rendu, lors même que cet individu serait un simple particulier.

En cas de refus, le dépositaire peut y être contraint par corps, en vertu de l'ordonnance du Président de cette Cour.

L'ordonnance doit être notifiée au dépositaire de la pièce, à la diligence du Procureur-Général.

III. L'ordonnance rendue par le Président sert de décharge à celui qui fait la remise de la pièce, lorsque cette remise est certifiée à la marge ou au bas de la copie de l'ordonnance, par le récépissé du Greffier.

IV. Mais comme il peut être de l'intérêt de celui qui fait la remise de l'expédition ou de la copie de l'arrêt, de la conserver, l'art. 522 l'autorise à exiger qu'il lui en soit délivré une expédition sans frais, pour lui tenir lieu de celle dont il fait la remise.

V. Il est de même juste que celui qui fait cette remise soit remboursé des frais de son déplacement; de sorte que, quoique le Code ne le dise pas, le Président qui a

rendu l'ordonnance est suffisamment autorisé à lui faire taxe de ses déboursés ; et, en vertu de cette taxe, le Receveur de l'Enregistrement et des Domaines, est tenu d'en payer le montant comme frais urgens.

VI. Mais que doit-on entendre par l'expédition ou la copie authentique de l'arrêt ; qui, aux termes de l'art. 522, doit être déposée au Greffe pour tenir lieu de minute ?

Il faut que l'expédition ou la copie dont le dépôt est ordonné soit de nature à faire pleine foi en Justice ; et suivant l'article 1335 du Code Napoléon, les seules expéditions qui peuvent faire pleine foi en Justice, sont les grosses et les premières expéditions ; il en est de même, ajoute cet article, des copies qui ont été tirées sur la minute par l'autorité du Magistrat, ou qui l'ont été en la présence des parties et de leur consentement réciproque.

Les autres expéditions ou copies ne peuvent servir que de renseignemens et de commencement de preuves par écrit, à moins qu'elles ne soient anciennes, c'est-à-dire, qu'elles aient été délivrées depuis plus de *trente ans* ; ce qui ne peut jamais recevoir d'application à l'espèce, puisque la prescription de la peine aurait été antérieurement acquise.

ARTICLE D X X I I I.

Lorsqu'il n'existera plus, en matière criminelle, d'expédition ni de copie authentique de l'arrêt, si la déclaration du Jury existe encore en minute ou en copie authentique, on procédera, d'après cette déclaration, à un nouveau jugement.

OBSERVATIONS.

I. S'il n'existe plus ni minute ni expédition ou copie authentique de l'arrêt de condamnation, le Code ne permet pas que l'arrêt soit mis à exécution, lors même que l'on aurait la certitude qu'il aurait été rendu ; mais le défaut de minute ou de copie authentique ne libère pas cependant l'accusé de la peine qu'il a encourue, si la déclaration faite par le Jury existe, soit en minute, soit par copie authentique.

Il faut procéder, en pareil cas, à un nouveau jugement, à la vue de cette déclaration existante, sans instruction préalable.

II. Quand le délai du recours en cassation contre l'arrêt de condamnation qui n'est pas représenté, serait expiré, le recours serait recevable contre le nouvel arrêt qui interviendrait sur la déclaration du Jury ; car il n'est prononcé par nouveau jugement, que dans la supposition qu'il n'en est encore intervenu aucun, et que le droit de l'accusé est entier.

III. La prescription fait encore exception aux dispositions de l'art. 523, et cette

prescription est celle qui est établie pour l'action , et non celle qui est établie pour la peine , ce qui est fort important à remarquer ; car en matière de crime , l'action se prescrit par dix années , tandis qu'il en faut vingt pour acquérir la prescription de la peine.

IV. Si le crime n'est pas éteint par la prescription , et que la déclaration du Jury n'ait été faite qu'à la *simple majorité* , faut-il renvoyer à de nouveaux débats ?

La même faculté de renvoi à de nouveaux débats est-elle autorisée lorsque la déclaration du Jury a été faite à la *majorité absolue* ?

Dans le système du Code d'instruction criminelle , la déclaration du Jury n'est qu'une décision *provisoire* (art. 351 et 452) , et sur une déclaration de cette nature peut-on prononcer une condamnation ?

Aussi l'art. 523 ne porte-t-il pas que l'accusé sera *condamné* , mais qu'on procédera à un *nouveau jugement* ; ce qui laisse tout pouvoir à la Cour d'Assises de renvoyer à de nouveaux débats.

Elle doit même nécessairement ordonner ce renvoi , lorsque la déclaration du Jury n'a été portée qu'à la *simple majorité* ; car , n'ayant pas assisté aux débats , elle ne peut opiner sur le sort de l'accusé.

V. Dans tous les cas , il doit être nommé un *défenseur* à l'accusé.

ARTICLE D X X I V.

Lorsque la déclaration du Jury ne pourra plus être représentée , ou lorsque l'affaire aura été jugée sans Jurés , et qu'il n'en existera aucun acte par écrit , l'instruction sera recommencée , à partir du point où les pièces se trouveront manquer tant en minute qu'en expédition ou copie authentique.

OBSERVATIONS.

I. LORSQUE l'arrêt de condamnation n'est représenté ni en minute , ni par expédition ou copie authentique , et que la déclaration du Jury se trouve égarée , l'instruction doit être recommencée , à partir du point où les pièces se trouvent manquer.

II. Il en est de même du cas où l'arrêt a été rendu sans assistance de Jurés ; ce qui comprend tous les arrêts ou jugemens qui ont été prononcés par des Cours Spéciales extraordinaires , par des Tribunaux militaires ou de police correctionnelle. Il existerait un document authentique , portant déclaration faite par les Juges , de la culpabilité de l'accusé , qu'il ne suffirait pas de la représentation du *procès-verbal des débats* ou de la *feuille d'audience* qui constateraient cette déclaration ; car en matière criminelle , tout est de rigueur , dans l'intérêt de l'accusé.

III. Lorsqu'il doit être procédé à un nouveau jugement, la forme à suivre est la même que si l'affaire s'instruisait pour la première fois; mais il n'y a pas lieu à livrer l'accusé à de nouveaux débats, si son crime est prescrit.

Il en serait de même s'il y avait eu *amnistie*, quand elle n'aurait été proclamée que depuis l'arrêt de condamnation dont la minute ne serait pas représentée.

L'arrêt qui n'est représenté ni en minute, ni en copie authentique, ne peut produire l'effet d'interrompre la prescription : c'est l'instant présent qui doit être seul consulté.

IV. Le Code de brumaire an iv renfermait encore deux dispositions qui ne se retrouvent plus dans le Code d'instruction criminelle.

L'article 553 de ce Code portait, que quand il s'établissait de nouveaux débats, le Procureur-Général et l'accusé étaient respectivement autorisés à y appeler des témoins pour déposer des circonstances et du résultat de la déclaration du Jury et rendre compte du jugement égaré; et l'art. 554, que le jugement de condamnation non produit et non exécuté ne pouvait servir de base pour prononcer la peine de la récidive.

L'Auteur du *Manuel d'instruction criminelle* a pensé que l'on ne peut induire de ce que les dispositions de ces deux articles ne se trouvent pas rappelées au Code d'instruction criminelle, qu'il soit défendu au Procureur-Général et à l'accusé d'appeler des témoins pour déposer des circonstances et du résultat du premier débat : il pense aussi qu'un jugement de condamnation non produit ni exécuté ne peut servir de base pour prononcer la peine de la récidive.

L I V R E II.

D E L A J U S T I C E.

T I T R E V.

DES RÉGLEMENS DE JUGES ET DES RENVOIS D'UN TRIBUNAL A UN AUTRE.

C H A P I T R E P R E M I E R.

Des Réglemens de Juges.

O B S E R V A T I O N S.

I. L'ORDONNANCE du mois d'août 1737 avait déterminé la forme de procéder, dans le cas de demandes en règlement de Juges : elles devaient être portées au Conseil du Roi, en matière criminelle comme en matière civile.

Ces demandes n'étaient recevables que quand deux Cours souveraines ou deux juridictions inférieures indépendantes l'une de l'autre, et qui ne ressortissaient pas à la même Cour, se trouvaient saisies du même différend.

II. Par l'art. 2 de la loi du 27 novembre 1790, la Cour de cassation fut investie de la connaissance de toutes les demandes en règlement de Juges.

Cette attribution lui fut depuis confirmée par l'art. 254 de la Constitution de l'an III, par l'art. 65 de celle de l'an VIII, et par l'art. 76 de la loi du 27 ventôse de la même année.

Ces demandes entraient toutes dans les attributions de la Section des requêtes ; lors même qu'elles étaient relatives aux matières criminelles.

663 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

III. L'article 363 du Code de procédure civile rétablit, pour les matières civiles, les dispositions de l'Ordonnance du mois d'août 1737, en laissant seulement dans les attributions de la Cour de cassation les réglemens de Juges, que cette Ordonnance attribuait au Conseil du Roi.

IV. Ce qu'avait fait l'art. 363 du Code de procédure civile, pour les matières civiles, le Code d'instruction criminelle l'a fait pour les matières criminelles; de sorte qu'il n'entre plus dans les attributions de la Cour de cassation, soit en matière criminelle, soit en matière civile, que les réglemens de Juges qui ont pour objet de déterminer la Cour ou le Tribunal indépendant qui doit conserver la connaissance de l'affaire qui en est l'objet.

V. Le Code d'instruction criminelle établit également un droit nouveau sur la forme de procéder en cette matière.

Elle attribue la connaissance des réglemens de Juges à la Section criminelle de la Cour de cassation, lorsque le conflit s'établit en matière criminelle; il ne reste à la Section des requêtes que les réglemens de Juges en matière civile.

VI. Il se présenta le 16 pluviôse an XIII à la Section des requêtes, une question assez importante : elle consistait à savoir si l'on pouvait détruire l'effet d'un arrêt par la voie du règlement de Juges.

La Cour de Justice criminelle Spéciale du département d'Ille et Vilaine avait été saisie d'une prévention de faux en écriture; mais considérant que le faux dont il s'agissait ne rentrait pas dans ses attributions, elle s'était bornée à déclarer les accusés *coupables*, et à renvoyer devant le Tribunal correctionnel de Saint-Brieux pour l'application de la peine.

Le Directeur du Jury auquel les pièces avaient été renvoyées, en exécution de cet arrêt, considérant que les Tribunaux ne peuvent juger que d'après leur propre conviction, et que dans l'espèce il y avait déclaration de culpabilité des accusés, ce qui ne permettait pas au Tribunal correctionnel d'émettre son opinion sur le fait, ordonna que les parties se pourvoiraient en règlement de Juges devant la Cour de cassation.

La Cour de cassation se trouvant saisie, par suite de cette ordonnance, M. le Procureur-Général établit dans son réquisitoire, qu'il n'y avait pas lieu de prononcer par la voie de règlement de Juges;

Que lorsqu'il se trouvait dans un arrêt deux dispositions *inconciliables*, on devait considérer comme non écrite, celle qui tendait à arrêter le libre cours de la Justice;

Que dans l'espèce, la *culpabilité* des accusés prononcée par la Cour Spéciale d'Ille et Vilaine, se trouvait *inconciliable* avec le *renvoi* de l'affaire au Tribunal correctionnel, puisque ce Tribunal ne pouvait juger d'après sa propre conviction.

M. le Procureur-Général établit en second lieu, que du moment que la disposition de l'arrêt, par laquelle la Cour Spéciale avait déclaré la culpabilité des accusés, devait être considérée comme non-avenue, le Directeur du Jury n'avait pu y puiser un motif pour déclarer son incompétence; d'où suivait que son ordonnance devait tomber avec la disposition de l'arrêt qui lui avait servi de base; et qu'il ne pouvait plus dès-lors être question que d'un simple renvoi à faire au Tribunal correctionnel, en exécution de l'arrêt qui l'avait prononcé.

La Cour, sur le rapport de M. Chasles, consacra ce système en ces termes :

« Sans avoir égard à l'ordonnance du Directeur du Jury de Saint-Brieux, qui est considérée comme nulle et non-avenue, ordonnons que par le même Directeur de Jury et par le Tribunal de première instance dudit lieu, jugeant correctionnellement, il sera procédé à l'instruction entière et au jugement du procès à eux renvoyé par l'arrêt de la Cour Spéciale d'Ile et Vilaine, tant en ce qui concerne l'existence ou non existence du délit, et la culpabilité ou non culpabilité des accusés, qu'en ce qui concerne l'application à faire, s'il y a lieu, des peines portées par la loi, à qui il appartiendra :

» Casse et annule par excès de pouvoir, et dans l'intérêt de la loi, l'arrêt de ladite Cour de Justice criminelle Spéciale. »

VII. Lorsque les délais de l'appel et du recours en cassation sont expirés, on ne peut revenir contre la chose jugée, par une demande en règlement de Juges : c'est ce qui fut jugé le 27 avril 1807, sous les deux rapports, et ce qui l'avait déjà été sous le premier, par arrêt du 26 nivôse an xiii, et, sous le deuxième, par arrêt du 21 du même mois.

VIII. Le sieur Pétant avait obtenu de la Section des requêtes de la Cour de cassation, un arrêt qui avait admis son inscription de faux contre la minute et contre l'expédition d'un jugement que lui opposait le sieur Grimaldy, et qui avait renvoyé devant le Tribunal civil de Seine et Marne, pour être procédé conformément à la loi.

Les moyens de faux avaient été déclarés pertinens et admissibles, et il avait été permis d'en informer; mais par les changemens survenus dans les Tribunaux, l'affaire se trouva dévolue à la Cour d'appel de Paris, qui annulla toute l'instruction qui avait été faite pour parvenir au jugement du faux incident.

Le sieur Pétant se pourvut cumulativement en règlement de Juges et en cassation contre l'arrêt; mais sa demande en règlement de Juges fut rejetée par arrêt du 2 prairial an xii, attendu qu'il ne peut y avoir lieu à règlement de Juges, que dans le cas de conflit entre deux Tribunaux indépendans l'un de l'autre, qui se disputent ou qui se renvoient réciproquement la connaissance d'un différend.

IX. Le 3 pluviôse an x, il fut jugé que la demande en règlement de Juges est

606 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE:

recevable de la part même de celui qui s'était pourvu devant plusieurs Tribunaux indépendans, lorsque les défendeurs ont proposé le même moyen.

Cette décision, quoique rendue en matière civile, s'applique naturellement aux matières criminelles; car des plaintes peuvent être portées devant plusieurs Tribunaux, contre différens prévenus, et se trouver tellement identiques par le résultat de l'instruction, qu'elles ne présentent que le même objet et la même question à juger.

Il y a même une raison de plus en matière criminelle qu'en matière civile: cette raison se puise dans l'*indivisibilité* de l'instruction.

ARTICLE DXXV.

Toutes demandes en règlement de Juges seront instruites et jugées sommairement et sur simples mémoires.

OBSERVATIONS.

I. Quoique l'art. 525 porte que les demandes en règlement de Juges seront instruites et jugées *sur simples mémoires*, les arrêts et les jugemens qui interviennent doivent être rendus à l'audience, sur le rapport de l'un des Juges, après avoir entendu l'Officier du Ministère public.

II. Les demandes en règlement de Juges peuvent être formées par tous ceux qui y ont intérêt,

ARTICLE DXXVI.

Il y aura lieu à être réglé de Juges par la Cour de cassation, en matière criminelle, correctionnelle ou de police, lorsque des Cours, Tribunaux, ou Juges d'instruction, ne ressortissant point les uns aux autres, seront saisis de la connaissance du même délit ou de délits connexes, ou de la même contravention.

OBSERVATIONS.

I. Pour que la Cour de cassation puisse prononcer sur une demande en règlement de Juges, en matière criminelle, correctionnelle ou de police, il faut que les Cours, Tribunaux ou Juges d'instruction se trouvent *simultanément* saisis.

Il faut de plus que les Cours, les Tribunaux ou Juges d'instruction saisis *ne ressortissent pas les uns aux autres*.

II. Lorsque ces circonstances ne se trouvent pas réunies, il faut s'adresser à la Cour ou au Tribunal supérieur, sauf l'exception portée dans l'art. 527.

L'article 526 a dérogé, sous ce rapport, aux lois organiques de la Cour de cassation ; mais la voie du recours en cassation demeure réservée contre les arrêts et les jugemens rendus par les Cours et par les Tribunaux sur les demandes en règlement de Juges ; de sorte qu'en définitif, c'est toujours la Cour de cassation qui prononce souverainement à cette matière.

III. Si le Tribunal supérieur et le Tribunal qui lui ressortit, se trouvent simultanément saisis, le Tribunal supérieur doit conserver la connaissance de l'affaire ; il n'y a pas lieu à règlement de Juges.

IV. Si l'un des Tribunaux saisis se déclare incompétent, la connaissance de l'affaire appartient de droit à l'autre, sans qu'il soit besoin de recourir à la voie du règlement de Juges ; il n'existe plus alors de conflit : mais si le Tribunal qui reste saisi se déclare lui-même incompétent, il s'établit un conflit *négalif*, qui doit être vidé par la Cour de cassation ou par la Cour Impériale du ressort, suivant les distinctions établies par le Code (1).

(1) Le 28 novembre 1811, l'avocat L... ayant manqué aux égards qu'il devait à la Cour d'Assises de Rouen, cette Cour en dressa procès-verbal, mais sans faire à cet Avocat aucune injonction, et sans prononcer contre lui aucune condamnation.

A la vue du procès-verbal, le Procureur-Général donna son réquisitoire à la Cour, aux fins de l'application des peines encourues par l'avocat L..., pour raison du délit dont il s'était rendu coupable.

La Cour déclara qu'étant *dessaisie*, l'affaire devait être suivie par les voies ordinaires.

En exécution de cet arrêt, l'Avocat L... fut dénoncé au Juge d'instruction qui informa.

Mais sur le rapport fait par le Juge d'instruction à la Chambre du Conseil, la Chambre déclara, le 10 décembre 1811, qu'il n'y avait lieu à suivre par voie de police correctionnelle.

Le Procureur-Impérial ne s'étant pas pourvu dans les vingt-quatre heures, contre l'ordonnance de la Chambre du Conseil, le Procureur-Général donna un nouveau réquisitoire à la Cour Impériale, par lequel il demanda l'annulation de cette ordonnance, et le renvoi de l'affaire devant un autre Tribunal ; ce qui fut ainsi prononcé par arrêt du 26 décembre.

Sur le recours en cassation exercé par l'Avocat L... contre cet arrêt, deux questions furent agitées : la première, de savoir si le Procureur-Général avait été recevable à dénoncer à la Cour Impériale une ordonnance de la Chambre du Conseil, contre laquelle le Procureur-Impérial n'avait pas réclamé dans les vingt-quatre heures.

La deuxième, s'il y avait lieu de prononcer par voie de règlement de Juges.

Sur quoi, « La Cour considérant que le Procureur-Impérial près le Tribunal d'arrondissement de Rouen, n'avait pas formé opposition dans les vingt-quatre heures, à l'ordonnance rendue le 13 décembre 1811 par ce Tribunal, et qu'ainsi cette ordonnance n'avait pu être annullée sur la réquisition du Procureur-Général, par la Cour Impériale de Rouen, Chambre d'accusation.

» Que l'art. 250, qui charge le Procureur-Général de faire telles réquisitions qu'il estimera convenables, et la Cour d'ordonner ce qu'il appartiendra, se réfère à d'autres articles qui précé-

V. Il n'est pas nécessaire, pour donner lieu au règlement de Juges, que les deux Tribunaux se trouvent saisis de la connaissance *du même délit*; il suffit qu'ils le soient de délits *connexes*, c'est-à-dire, de délits qui aient été commis par plusieurs personnes réunies ou même par plusieurs personnes en différens temps et en divers lieux, lorsqu'elles agissent par suite d'un concert formé à l'avance entre elles; il

» dent, et dont il est le complément : que cet article s'applique, lorsqu'il y a lieu (la poursuite étant entière) d'ordonner l'exécution de l'art. 235, ou lorsqu'il y a lieu de statuer sur une
 » opposition formée par la partie publique ou privée, et que c'est ainsi que cet article 250 a été
 » expliqué par l'Orateur du Gouvernement.

» Que le pouvoir de prononcer l'annulation d'ordonnances ou de jugemens contre lesquels les
 » parties ne se sont pas pourvues, n'est pas exprimé dans cet article; qu'un tel pouvoir ne se
 » supplée pas; et que la Cour de Rouen, en annulant l'ordonnance du 13 décembre 1811, a
 » violé l'art. 155 du Code d'instruction criminelle, et les règles de compétence posées par cette
 » loi.

» La Cour considérant, de plus, que les outrages faits aux Juges en pleine audience, sont
 » classés par l'art. 222 du Code pénal et par l'art. 179 du Code d'instruction criminelle, au
 » nombre des délits de nature à être poursuivis et jugés correctionnellement; que, suivant l'art.
 » 505 du même Code, les Cours outragées peuvent appliquer les peines correctionnelles, mais
 » séance tenante seulement et immédiatement après avoir constaté les faits; qu'autrement ces
 » délits reviennent à la juridiction correctionnelle ordinaire.

» Que la Cour d'Assises de Rouen n'ayant pas usé de ce pouvoir, séance tenante, a déclaré,
 » d'après ces règles, par son arrêt du 28 novembre 1811, qu'elle était dessaisie; qu'il ne pouvait y
 » avoir lieu qu'à la poursuite par les voies ordinaires; qu'elle a, en conséquence, ordonné que les
 » pièces seraient adressées au Procureur-Général, pour, par lui, poursuivre la vengeance du délit.

» Mais que le Tribunal de l'arrondissement de Rouen, saisi de la poursuite en exécution de cet
 » arrêt, a déclaré, par son ordonnance du 13 décembre 1811, que le Tribunal correctionnel n'est
 » pas compétent pour connaître du délit.

» D'où il suit qu'il existe, en matière de compétence, dans une affaire où il s'agit d'un délit qui
 » ne peut rester impoursuivi, deux décisions contraires émanées de deux juridictions qui ne res-
 » sortissent pas l'une à l'autre; décisions qui arrêtent la répression d'un délit, et qu'il en résulte un
 » conflit sur lequel il appartient à la Cour de prononcer.

» Par ces motifs, la Cour casse et annule l'arrêt rendu le 26 décembre 1811, par la Cour Impé-
 » riale de Rouen, Chambre d'accusation; ordonne que l'amende sera restituée.

» Faisant droit, par voie de règlement de Juges, sans s'arrêter à l'ordonnance rendue par le
 » Tribunal de l'arrondissement de Rouen, le 13 décembre 1811, laquelle est déclarée comme
 » non-avenue, ordonne que L... et les pièces de la procédure seront renvoyés devant le Tribunal
 » correctionnel de l'arrondissement de Neufchâtel, pour être poursuivi et prononcé ce qu'il
 » appartiendra. »

Cet arrêt, sous la date du 19 mars 1812, a été rendu, au rapport de M. Oudard, sur les conclu-
 sions de M. le Procureur-Général.

suffit encore que les coupables aient commis les uns pour se procurer les moyens de commettre les autres, pour en faciliter ou en consommer l'exécution, ou pour en assurer l'impunité. (*Article 227.*)

VI. Quoique, en principe général, la Cour de cassation ne puisse s'occuper que du point de droit, ce principe ne peut recevoir d'application dans le cas de règlement de Juges; car il ne peut y avoir fausse appréciation des faits dans cette matière, sans qu'il en résulte une violation des dispositions de la loi, qui ne permet pas qu'un Tribunal compétemment saisi puisse être dépouillé sous le prétexte d'une connexité chimérique.

Nous pouvons fonder cette opinion sur un arrêt rendu par la Cour de cassation, le 31 juillet 1807.

La Cour jugea par cet arrêt, qu'elle était autorisée à apprécier la nature des preuves, lorsqu'elle se trouvait saisie par suite d'un discord établi entre le Directeur du Jury et le Magistrat de sûreté, sur le point de savoir s'il y avait des indices suffisans de culpabilité pour mettre le prévenu en accusation.

VII. L'article 526 ne parle que *des délits connexes*; il n'étend pas sa disposition aux *simples contraventions*; de sorte que les contraventions doivent se juger par les Tribunaux qui s'en trouvent saisis, sans que, pour raison de connexité, un Tribunal de police soit autorisé à instruire et à juger une contravention commise hors de sa juridiction.

VIII. Sur l'application de l'art. 526 il peut s'élever une autre question, qui consiste à savoir si le Tribunal de première instance saisi de la demande en règlement de Juges, doit y statuer en dernier ressort.

Les jugemens rendus par les Tribunaux de première instance sont sujets à l'appel: c'est le principe.

Mais comme ces Tribunaux sont compétens pour prononcer en dernier ressort sur les appels des jugemens rendus par les Tribunaux de police, on peut dire que, sous ce rapport, ils sont réellement Juges en dernier ressort.

IX. Les conflits qui s'établissent entre l'autorité administrative et les Tribunaux, ne rentrent pas dans l'application du présent Titre.

Lorsque le conflit est élevé par l'autorité administrative, le Tribunal saisi doit surseoir, en donner avis à Son Exc. le Grand-Juge Ministre de la Justice, et lui transmettre les pièces de l'affaire.

X. L'Officier du Ministère public ne peut établir un conflit personnel avec le Tribunal près duquel il est établi: il peut bien requérir le renvoi de l'affaire pour cause d'incompétence; mais c'est au Tribunal saisi à prononcer sur l'incident, sauf à

L'Officier du Ministère public, l'exercice des voies de droit contre le jugement qui intervient : c'est ce que la Cour de cassation a jugé par arrêt du 17 ventôse an ix, en annulant un arrêt par lequel une Cour de Justice criminelle avait délaissé au Procureur-Général à se pourvoir en règlement de Juges, sur le réquisitoire qu'il lui avait présenté à fin de renvoi à un autre Tribunal.

XI. Lorsque deux Juges d'instruction, l'un et l'autre compétens, se trouvent simultanément saisis, c'est à celui qui a le premier décerné le mandat, que l'instruction de l'affaire doit rester ; c'est ainsi que la Cour de cassation l'a décidé, sur le rapport de M. Oudard, par arrêt du 9 janvier 1812.

ARTICLE DXXVII.

Il y aura lieu également à être réglé de Juges par la Cour de cassation, lorsqu'un Tribunal militaire ou maritime, ou un Officier de police militaire, ou tout autre Tribunal d'exception, d'une part, une Cour Impériale ou d'Assises ou Spéciale, un Tribunal jugeant correctionnellement, un Tribunal de police ou un Juge d'instruction, d'autre part, seront saisis de la connaissance du même délit ou de délits connexes, ou de la même contravention.

OBSERVATIONS.

I. Le cas où les Tribunaux ordinaires qui se trouvent simultanément saisis *ne ressortissent pas les uns aux autres*, n'est pas le seul où la Cour de cassation soit appelée à prononcer sur le règlement de Juges. L'article 527 lui confie encore ce pouvoir lorsqu'un Tribunal militaire ou maritime, un Officier de police militaire, ou tout autre Tribunal d'exception, se trouve simultanément saisi de la connaissance du même délit, avec une Cour Impériale ou d'Assises ou Spéciale, un Tribunal jugeant correctionnellement, un Tribunal de police, ou même avec un Juge d'instruction.

II. Ces termes de l'article, *ou tout autre Tribunal d'exception*, comprennent tous les Tribunaux qui sont hors la ligne des Tribunaux ordinaires ; et par conséquent les Cours prévôtales et les Tribunaux ordinaires des Douanes, établis par le décret impérial du 18 octobre 1810.

III. Si le conflit s'établissait entre deux Tribunaux ordinaires des Douanes ressortissant à la même Cour prévôtale, ce serait à cette Cour à en connaître ; car la Cour de cassation n'est appelée à juger le conflit, que lorsqu'il s'établit entre un Tribunal d'exception et un Tribunal ordinaire.

Mais les arrêts que la Cour prévôtale rendrait sur le conflit, seraient sujets au recours en cassation ; car la voie de la cassation n'est prohibée contre les arrêts des Cours prévôtales, que lorsqu'ils sont rendus en matière criminelle.

IV. Si le conflit s'établissait entre des Tribunaux militaires ou maritimes, la Cour de cassation ne pourrait en connaître ; il faudrait en référer au Ministre de la guerre ou de la marine, suivant leurs attributions respectives.

V. Dans le cas où une Cour prévôtale ou un Tribunal ordinaire des Douanes se trouverait saisi d'une affaire de la compétence des Tribunaux ordinaires, il n'y aurait pas lieu au réglemeut de Juges par la Cour de cassation, si le Tribunal ordinaire ne se trouvait pas lui-même simultanément saisi.

Mais si la Cour de cassation ne peut prononcer directement en pareil cas sur le réglemeut de Juges, elle en devient nécessairement le Juge par voie indirecte ; puisque, s'il s'agit de crime, la Cour prévôtale doit soumettre son arrêt de compétence à la Cour de cassation, et que, si l'affaire est correctionnelle, le recours contre son arrêt est recevable.

VI. Si c'était un Tribunal militaire ou maritime qui se trouvât *seul* saisi, il y aurait plus de difficulté, attendu que ces Tribunaux prononcent définitivement, sans rendre de jugemens préalables de compétence, et que les jugemens définitifs ne peuvent être attaqués en cassation pour simple incompétence, lorsque le prévenu est justiciable du Tribunal par sa qualité.

Il n'y aurait dans ce cas que la voie du recours devant le Tribunal de révision.

Mais pendant l'instruction, le prévenu pourrait dénoncer le fait à l'Officier du Ministère public près le Tribunal ordinaire compétent, avec invitation de saisir ce Tribunal et d'établir le conflit.

VII. Il n'est pas nécessaire que ce soient des *Tribunaux* qui se trouvent simultanément saisis, pour qu'il y ait lieu au réglemeut de Juges : il suffit que des *Officiers de police judiciaire* ou des *Juges d'instruction* le soient, ou simultanément entre eux, ou simultanément avec un Tribunal qui ne ressortit pas à la même Cour.

A R T I C L E D X X V I I I.

Sur le vu de la requête et des pièces, la Cour de cassation, Section criminelle, ordonnera que le tout soit communiqué aux parties, ou statuera définitivement, sauf l'opposition.

O B S E R V A T I O N S.

I. L'ARTICLE 528 laisse à la Cour de cassation la faculté de prononcer, en matière

612 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

de règlement de Juges, sur le simple vu de la requête et des pièces, ou d'ordonner que le tout soit communiqué aux parties intéressées ; mais la Cour de cassation n'use de cette faculté pour juger sans communication préalable, que quand l'affaire ne lui paraît présenter aucun doute sérieux.

II. Lorsque la Cour prononce sans avoir ordonné la communication des pièces, son arrêt peut être attaqué par la voie de l'opposition ; mais il faut que l'opposition soit formée dans le délai et dans les formes prescrites par l'art. 533.

L'opposition n'est recevable que du chef de la partie qui est défenderesse à la demande en règlement de Juges ; car le demandeur a été entendu dans ses moyens, puisque c'est sur sa requête que l'arrêt est intervenu.

III. Mais serait-elle recevable de la part de l'Officier du Ministère public attaché au Tribunal qui se trouve dépourvu par suite du règlement de Juges, si l'envoi des pièces et ses motifs ne lui avaient pas été demandés ?

La raison de douter vient de ce que, sur les demandes en règlement de Juges, le Ministère public est toujours entendu ; de sorte que l'on ne peut dire que l'arrêt ait été rendu par défaut dans l'intérêt public.

Cependant, quoique le Ministère public soit de sa nature indivisible, on peut dire que l'arrêt ayant été rendu sans que les pièces aient été produites, l'affaire n'a pas été examinée sous tous ses rapports.

L'Avocat-Général qui porte la parole à la Cour de cassation, n'exerce la voie d'action que quand il requiert dans l'intérêt de la loi ; et il ne requiert dans l'intérêt de la loi, que lorsque les parties ne sont pas recevables à demander qu'il soit prononcé dans *leur intérêt* particulier ; de sorte que ; si, dans les instances en règlement de Juges, l'on doit considérer comme partie l'Officier du Ministère public attaché au Tribunal saisi, on peut en induire qu'il a le même droit que la partie civile et que l'accusé, pour revenir par opposition contre l'arrêt qui a été rendu sans que la requête lui ait été communiquée et sans que ses motifs lui aient été demandés.

IV. Mais s'agit-il bien ici de l'exercice d'une action ? L'exercice de l'action est indépendant de la compétence ; les demandes en règlement de Juges présentent l'unique question de savoir devant quel Tribunal l'action sera exercée, et à cet égard les Officiers du Ministère public attachés aux Tribunaux qui se trouvent simultanément saisis, n'ont d'autre intérêt à faire valoir que celui de la loi, lequel est également confié à l'Officier du Ministère public de service à la Cour de cassation.

Aussi l'art. 528 ne parle-t-il que de la communication à faire *aux parties* ; et ce qui prouve que sous cette dénomination le Législateur n'a pas voulu comprendre les Officiers du Ministère public, c'est la disposition de l'art. 529 qui exige qu'il soit enjoint aux Officiers du Ministère public établis près les Tribunaux saisis, de transmettre les pièces et leurs avis motivés.

V. La compétence ainsi réglée par un arrêt de la Cour de cassation, intervenu sur

une demande en règlement de Juges, l'est-elle d'une manière tellement irrévocable, que le Tribunal auquel est fait le renvoi, soit tenu d'instruire et de juger; et que sur le recours contre l'arrêt définitif, les parties soient non-recevables à l'attaquer du chef de la compétence?

La première de ces questions ne peut se présenter que dans le cas où il a été prononcé sur un conflit *négalif*; car il ne serait pas raisonnable de penser qu'un Tribunal qui aurait reconnu sa compétence *avant* l'arrêt qui l'aurait jugée en sa faveur, changeât aussitôt de langage pour déclarer son incompétence *après* avoir obtenu ce qu'il demandait.

Cependant cela pourrait arriver si l'affaire changeait de nature par l'instruction, et que, par exemple, au lieu de présenter un simple délit, elle eût pris le caractère d'un véritable crime.

Dans ce cas, non-seulement le Tribunal saisi pourrait se déclarer incompétent, mais il devrait même le faire; de sorte que s'il ne le faisait pas, son jugement devrait être annulé sur l'appel ou sur le recours en cassation.

VI. Mais un Tribunal qui se serait déclaré *incompétent*, et qui serait saisi en exécution de l'arrêt intervenu sur règlement de Juges, ne pourrait remettre de nouveau la compétence en question; car s'il le pouvait une première fois, il le pourrait une seconde, une troisième, et par ce moyen les affaires n'auraient jamais de fin; ce qui doit néanmoins être entendu de même que nous l'avons expliqué pour un autre cas sous le N.^o précédent; c'est-à-dire, que le Tribunal n'est tenu de reconnaître sa compétence qu'autant que l'affaire n'a pas changé de nature par l'instruction.

VII. Cependant si le Tribunal saisi en vertu de l'arrêt qui a prononcé sur le conflit, se déclarait incompétent, il faudrait se pourvoir par appel ou par la voie du recours en cassation, contre le jugement qu'il aurait rendu, sauf la prise à partie contre les Juges.

VIII. Nous ne voyons pas de difficulté sur la deuxième question; le recours en cassation contre l'arrêt définitif est évidemment recevable; car l'incompétence constitue essentiellement un moyen de cassation, sauf à la Cour de cassation à se conformer aux dispositions de la loi du 16 septembre 1807.

ARTICLE DXXIX.

Dans le cas où la communication serait ordonnée sur le pourvoi en conflit du prévenu, de l'accusé ou de la partie civile, l'arrêt enjoindra à l'un et à l'autre des Officiers chargés du Ministère public près les Autorités judiciaires concurremment saisies, de transmettre les pièces du procès et leur avis motivé sur le conflit.

OBSERVATIONS.

I. Lorsque la section criminelle de la Cour de cassation ne se trouve pas suffisamment instruite par la requête du demandeur et par les pièces produites, l'art. 529 porte que l'arrêt *de soit communiqué aux parties intéressées*, enjoindra aux Officiers du Ministère public attachés aux Tribunaux simultanément saisis, de transmettre au greffe de la Cour les pièces du procès avec leur avis motivé.

II. Si la demande en règlement de Juges était formée à la requête de l'un des Officiers du Ministère public établis près les Tribunaux saisis, la même injonction devrait être faite à celui qui est attaché à l'autre Tribunal. (Art. 530.)

III. Dans l'un et dans l'autre cas, la communication de la requête doit être faite aux parties intéressées, si l'on veut éviter qu'elles reviennent par opposition. (Art. 528.)

ARTICLE DXXX.

Lorsque la communication sera ordonnée sur le pourvoi de l'un de ces Officiers, l'arrêt ordonnera à l'autre de transmettre les pièces et son avis motivé.

OBSERVATIONS.

Nous avons fait l'application de cet article dans nos observations sur l'article précédent, N.º 12. On peut facilement y recourir.

ARTICLE DXXXI.

L'arrêt de soit communiqué fera mention sommaire des actes d'où naîtra le conflit, et fixera, selon la distance des lieux, le délai dans lequel les pièces et les avis motivés seront apportés au greffe.

La notification qui sera faite de cet arrêt aux parties, emportera de plein droit sursis au jugement du procès, et, en matière criminelle, à la mise en accusation, ou, si elle a déjà été prononcée, à la formation du Jury dans les Cours d'Assises, et à l'examen dans les Cours Spéciales, mais non aux actes et aux procédures conservatoires ou d'instruction. Le prévenu ou l'accusé et la partie civile pourront présenter leurs moyens sur le conflit, dans la forme réglée par le Chapitre II du Titre III du présent Livre pour le recours en cassation.

OBSERVATIONS.

I. L'ARRÊT de *soit communiqué* doit contenir la mention sommaire des actes d'où

naît le conflit, afin que les Officiers du Ministère public et les parties soient en état de motiver leur opinion, et de proposer leurs moyens.

Si l'arrêt de *soit communiqué* ne faisait pas la mention ordonnée, la Cour de cassation ne devrait pas refuser une prorogation de délai aux parties qui la requerraient.

Mais si la partie qui aurait intérêt à l'obtenir, négligeait d'en former la demande, son opposition ne serait pas recevable contre l'arrêt qui aurait prononcé par défaut contre elle ; car l'opposition n'est réservée qu'à ceux qui n'ont pas été mis en état de proposer leurs défenses (*art. 537*) ; et, dans l'espèce, la partie n'a pas fait tout ce qui dépendait d'elle pour être entendue.

L'opposition serait recevable, au contraire, si la demande en prorogation de délai avait été formée dans l'intervalle de temps accordé pour la présentation des moyens, dans le cas où il n'aurait pas été prononcé sur cette demande.

Si la Cour avait *rejeté* la demande en prorogation de délai, l'opposition ne serait pas recevable.

II. Le Code a fixé le même délai pour la présentation des moyens sur la demande en règlement de Juges, que pour la présentation de la requête en cassation.

Ce délai est de *dix jours* à compter de celui de la notification de l'arrêt. (*Art. 422.*) La notification remplace la déclaration du recours en cassation, à compter de laquelle le délai de dix jours commence à courir.

III. La notification de l'arrêt de *soit communiqué* doit être faite à la diligence du Procureur-Général près la Cour de cassation, par l'intermédiaire du Grand-Juge, lorsque c'est la Cour de cassation qui est saisie de la demande en règlement de Juges. Cela résulte des art. 532 et 538.

Lorsque c'est une autre Cour qui se trouve saisie, la notification doit être faite, sans intermédiaire, à la diligence et à la requête du Ministère public.

IV. Il suffit que la notification soit faite au domicile élu : on est même dispensé de toute notification, lorsque la partie civile à laquelle la notification doit être faite n'a point élu domicile (*art. 535*) ; ce qui doit s'entendre néanmoins du cas seulement où le Code lui imposait l'obligation d'en élire un. (*Art. 68 et 124.*)

V. Ce n'est pas seulement au jugement qu'il est sursis dans le cas de demande en règlement de Juges.

Si la mise en accusation du prévenu n'est pas encore prononcée, elle ne peut l'être avant qu'il ait été définitivement statué sur la demande en règlement de Juges.

Quand le prévenu aurait été mis en accusation, le Jury ne pourrait être convoqué pour sa mise en jugement.

Mais le sursis n'a lieu *de droit* que du jour de la notification de l'arrêt de *soit communiqué*.

VI. Le Code n'a pas décidé le point de savoir si le Tribunal saisi peut refuser de surseoir, lorsque la partie intéressée justifie qu'elle s'est pourvue en règlement de Juges; mais il serait du devoir du Tribunal saisi d'accorder la surséance, s'il lui apparaissait par la représentation du certificat en forme, délivré par le Greffier de la Cour ou du Tribunal devant lequel la demande aurait été portée, que le conflit a été réellement établi.

VII. Si le Tribunal saisi refusait de surseoir, malgré qu'il lui fût justifié que la demande en règlement de Juges a été formée, l'accusé ne devrait pas négliger de proposer ses moyens de défense; car le refus qui lui aurait été fait n'établirait pas une ouverture suffisante de cassation contre l'arrêt qui serait intervenu.

L'accusé ne devrait pas non plus hésiter à se pourvoir en cassation, dans le délai, contre l'arrêt qui l'aurait condamné; car, s'il attendait pour déclarer son recours, qu'il eût été prononcé sur sa demande en règlement de Juges, et que le délai du recours contre l'arrêt définitif fût expiré, il y serait non-recevable; ce qui le priverait de proposer les autres ouvertures de cassation qu'il pourrait avoir.

VIII. Il y a un motif de plus et qui doit être très-puissant sur l'esprit du Tribunal saisi pour l'engager à surseoir; c'est que, quand l'acquittement de l'accusé est prononcé, il ne pourrait être remis en jugement pour le même fait, lors même qu'il serait jugé sur la demande en règlement de Juges, que le Tribunal aurait incompétemment statué; de sorte que trop de précipitation pourrait empêcher que la vindicte publique fût satisfaite.

IX. Mais si l'ordonnance d'acquit avait été rendue pendant la suspension de droit que prononce l'art. 531, malgré toute la faveur due à l'acquittement, on ne pourrait lui donner un effet irrévocable, attendu que la suspension de droit enlevait provisoirement au Tribunal saisi son caractère de Juge relativement à l'affaire dont il s'agit.

X. Un Tribunal qui se permettrait, dans le cas de surséance de droit, et même dans celui où il a connaissance légale du conflit établi, de mettre le prévenu ou l'accusé en jugement s'exposerait à la prise à partie.

XI. Pour concilier les art. 531 et 536 qui autorisent la Cour de cassation à annuler les actes qui ont été faits par la Cour ou par le Tribunal qu'elle dessaisit, il faut entendre l'art. 536 de manière à y trouver l'annulation de tous jugemens qui peuvent avoir été rendus par le Tribunal dessaisi, depuis la notification qui a été faite de l'arrêt de *soit communiqué*, lors même que la nullité n'en aurait pas été disertement prononcée.

Mais si la demande en règlement de Juges n'a pas été communiquée au Tribunal qui a statué, quand il en aurait eu la connaissance de toute autre manière,

la nullité du jugement ne pourrait être prononcée que sur l'appel, ou que sur le recours en cassation, suivant sa nature.

ARTICLE DXXXII.

Lorsque, sur la simple requête, il sera intervenu arrêt qui aura statué sur la demande en règlement de Juges, cet arrêt sera, à la diligence du Procureur-Général près la Cour de cassation, et par l'intermédiaire du Grand-Juge Ministre de la Justice, notifié à l'Officier chargé du Ministère public près la Cour, le Tribunal ou le Magistrat dessaisi.

Il sera notifié de même au prévenu ou à l'accusé, et à la partie civile, s'il y en a une.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 528 autorise la Cour de cassation à prononcer sur le conflit, à la vue de la requête et des pièces, sans en ordonner la communication préalable, et l'art. 532 veut que, dans ce cas, l'arrêt qui intervient soit notifié tant à l'Officier du Ministère public près la Cour, le Tribunal ou le Magistrat dessaisi, qu'aux parties intéressées, pour faire courir contre eux le délai que l'art. 533 leur accorde pour y former opposition.

II. Cette notification doit être faite à la diligence du Procureur-Général près la Cour de cassation, par l'intermédiaire du Grand-Juge Ministre de la Justice; de sorte que le Procureur-Général doit transmettre l'expédition de l'arrêt à Son Exc. chargée d'en faire l'envoi sur les lieux; mais l'exploit de notification doit être fait à la requête du Procureur-Général.

ARTICLE DXXXIII.

Le prévenu ou l'accusé et la partie civile pourront former opposition à l'arrêt dans le délai de trois jours, et dans les formes prescrites par le Chapitre II du Titre III du présent Livre pour le recours en cassation.

OBSERVATIONS.

I. Le Code ne réserve qu'au prévenu, à l'accusé et à la partie civile, le droit de revenir par opposition contre l'arrêt qui a prononcé sur le conflit sans communication préalable : elle n'accorde la même faveur ni à l'Officier du Ministère public, ni au Tribunal dessaisi. La raison en est que le Ministère public a été entendu par l'organe du Procureur-Général, ce qui a rendu l'arrêt contradictoire avec la partie publique.

II. L'art. 533 fixe à trois jours le délai pour revenir par opposition contre l'arrêt qui a prononcé sur le conflit; il exige de plus qu'elle soit faite dans la forme prescrite par le chapitre II du titre III, livre II du Code d'instruction criminelle.

L'opposition doit être faite au greffe du Tribunal, par acte signé de l'opposant et du Greffier; mais il nous paraît suffire, pour sa régularité, qu'elle soit faite au greffe de l'un des Tribunaux qui ont établi le conflit; car, le délai est si court qu'il pourrait expirer avant que la partie intéressée eût pu former son opposition, si elle devait s'adresser privativement à l'un de ces Tribunaux.

Si l'opposant ne sait ou ne peut signer, il doit en être fait mention au procès-verbal qui lui donne acte de son opposition.

La comparution, en *personne*, de l'opposant n'est pas de rigueur : il peut se faire représenter par un Avoué ou par un fondé de pouvoir spécial; mais si la déclaration est faite par un fondé de pouvoir, le pouvoir doit y demeurer annexé. (*Art. 417.*)

Toute personne a le droit de se faire délivrer copie de l'opposition. (*Même art.*)

III. Sur la question de savoir si les trois jours accordés pour former l'opposition sont trois jours *francs*, il faut recourir aux observations que nous avons faites sur l'art. 418.

IV. Aux termes de cet article, qui est déclaré commun à l'opposition aux arrêts ou jugemens qui ont prononcé sur le règlement de Juges, l'opposition doit être notifiée dans le même délai de trois jours, à la partie contre laquelle elle est dirigée; mais la lecture qui est donnée par le Greffier à l'accusé *détenu*, tient lieu de notification; lorsqu'il a signé le procès-verbal qui doit en être dressé, ou que son refus de signer s'y trouve mentionné.

V. L'art. 419 qui fait également partie du Chapitre II, Titre III, Livre II du Code d'instruction criminelle, auquel renvoie *sans restriction* l'art. 533, doit-il être exécuté de manière que, sous peine de déchéance, l'opposant soit tenu de consigner l'amende et de joindre à sa déclaration, une expédition authentique de l'arrêt?

La consignation de l'amende est étrangère aux formalités de l'opposition, et c'est seulement dans ses rapports avec la forme à observer pour l'opposition en elle-même, que l'art. 533 a renvoyé au Chapitre dont il s'agit.

L'opposant qui succombe peut bien être condamné à l'amende (*art. 541.*). Mais cet article n'en exige pas la consignation.

VI. L'art. 421 n'est pas non plus applicable à l'opposition en matière de conflit. Il n'est pas nécessaire en effet que la partie qui forme opposition à l'arrêt qui a prononcé par défaut contre elle, sur la demande en règlement de Juges, se constitue prisonnière pour rendre son opposition recevable; tout ce que l'art. 535 exige du prévenu qui n'est pas en arrestation, c'est qu'il fasse élection de domicile dans le lieu où siège l'une des Autorités judiciaires en conflit.

La contrariété qui semble exister entre ces deux articles, n'est qu'apparente; s'ils ne renferment pas la même disposition, c'est qu'il y a condamnation à l'emprisonnement dans l'espèce de l'art. 421, tandis qu'il n'y a encore qu'une simple prévention dans celle de l'art. 535.

Nous ne croyons pas que la question se soit encore présentée nuement à la Cour de cassation; mais la Cour jugea le 29 novembre 1811, dans une espèce qui s'en rapproche beaucoup, que l'opposition du prévenu est recevable, lors même qu'étant mis sous le poids d'une ordonnance de prise de corps, depuis sa demande en renvoi d'un Tribunal à un autre pour cause de suspicion légitime, il ne s'est pas constitué prisonnier.

L'art. 551 a établi les mêmes règles dans le cas de demande en renvoi, que dans celui de demande en réglemeut de Juges.

VII. Mais l'article 422 reçoit une application spéciale au cas de demande en réglemeut de Juges.

L'opposant n'a que dix jours pour remettre ses moyens d'opposition au greffe de la Cour ou du Tribunal saisi.

Le Greffier doit lui en donner reconnaissance et transmettre de suite le mémoire qui les contient à l'Officier du Ministère public, chargé d'en faire l'envoi au Grand-Juge Ministre de la Justice.

Mais quand l'opposant aurait laissé passer ce délai, sans remettre au greffe ses moyens d'opposition, il ne serait pas non-recevable à les proposer; il pourrait les transmettre directement à la Cour de cassation.

Si c'était la partie civile qui fût opposante, elle ne pourrait user de cette faveur de la loi, sans employer le ministère d'un Avocat à la Cour de cassation.

ARTICLE DXXXIV.

L'opposition dont il est parlé au précédent article, entraînera de plein droit sursis au jugement du procès, comme il est dit en l'art. 531.

OBSERVATIONS.

I. Cet article ne fait qu'appliquer au cas de l'opposition contre l'arrêt qui a prononcé par voie de réglemeut de Juges, les dispositions de l'art. 531, qui surseoit de plein droit au jugement à intervenir sur la prévention.

Il y a cette seule différence, que la surséance, dans le cas de l'opposition, court à l'instant même qu'elle est consignée sur les registres du greffe; ce qui est fondé en raison; car le Tribunal est suffisamment averti par cette opposition, que la question de compétence est soumise au Tribunal supérieur.

II. Si l'opposant laissait passer le délai fixé par l'art. 418, sans faire la notification

de son opposition, le Tribunal saisi serait-il autorisé à procéder au jugement ?

Non ; par deux raisons : la première, que l'art. 418 ne prononce pas la déchéance de l'opposition, pour défaut de notification dans le délai ; la deuxième, que l'opposition saisissant la Cour de cassation, c'est à elle seule qu'il appartient de la déclarer non-recevable.

La Section civile de la Cour de cassation le jugea ainsi, dans une espèce semblable, le 27 mars 1811.

Un condamné à de fortes sommes envers l'Etat, avait fait sa déclaration de recours dans le délai, mais il n'avait pas consigné l'amende.

L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines l'avait poursuivi par voie de contraintes au paiement des condamnations prononcées par l'arrêt attaqué.

Sur l'opposition, le Tribunal avait sursis de prononcer jusqu'à ce qu'il eût été statué sur le recours du condamné ; par la Cour de cassation.

La Régie s'était pourvue contre l'arrêt.

Mais son pourvoi fut rejeté, attendu que la Cour de cassation est seule compétente pour juger du mérite du pourvoi ; de sorte que quand il y a recours, l'arrêt de condamnation ne peut être mis à exécution jusqu'à ce que la Cour de cassation ait prononcé.

ARTICLE DXXXV.

Le prévenu qui ne sera pas en arrestation, l'accusé qui ne sera pas retenu dans la Maison de Justice, et la partie civile, ne seront point admis au bénéfice de l'opposition, s'ils n'ont antérieurement, ou dans le délai fixé par l'art. 533, élu domicile dans le lieu où siège l'une des Autorités judiciaires en conflit.

A défaut de cette élection, ils ne pourront non plus exciper de ce qu'il ne leur aurait été fourni aucune communication, dont le poursuivant sera dispensé à leur égard.

OBSERVATIONS.

I. Le Code d'instruction criminelle n'a pas déclaré communes à l'opposant les dispositions de l'art. 421, qui n'admet le recours en cassation de la part du condamné à une peine emportant privation de la liberté, que lorsqu'il s'est constitué prisonnier.

L'article 535 exige seulement que l'opposant qui n'est pas actuellement en arrestation, fasse une élection de domicile dans le lieu où siège l'une des Autorités judiciaires en conflit.

II Cet article étend au prévenu, pour ce cas particulier, les dispositions de l'art. 63, qui met la partie civile dans l'obligation de faire élection de domicile dans l'arrondissement communal du Tribunal saisi, lorsqu'elle n'y a pas sa résidence.

Mais l'article 535 est plus restreint; il ne prend en aucune considération la circonstance de la résidence dans l'arrondissement communal du Tribunal saisi.

Il exige dans tous les cas, qu'il soit fait élection de domicile dans le lieu où siège l'un des Tribunaux en conflit.

III. Sous un autre point de vue, l'art. 535 est plus rigoureux encore que l'art. 68, en ce qu'il dénie le droit d'opposition à la partie qui n'a pas fait cette élection de domicile, lorsque l'art. 68 déclare simplement que la partie qui ne l'a pas faite, ne peut se plaindre du défaut de notification des actes qui doivent lui être signifiés.

IV. Mais le Tribunal qui a été déclaré compétent par l'arrêt qui est intervenu sur le réglemeut de Juges sans communication préalable, est-il autorisé à juger l'affaire au fond, au préjudice de l'opposition qui ne contient pas élection de domicile?

Il faut raisonner dans ce cas comme dans celui où il n'a pas été fait de consignation d'amende, sur le recours en cassation; d'autant mieux qu'il s'y agit d'un point de compétence qui est de droit public; de sorte que la Cour de cassation pourrait, sur l'opposition, en la déclarant même non-recevable, revenant sur ses pas, changer d'office sa première détermination, si l'incompétence du Tribunal était absolue.

V. Supposons qu'un vol eût été commis avec effraction, et qu'à raison de cette circonstance, il rentrât dans la compétence de la Cour d'Assises; que cependant, sous le prétexte que l'effraction n'aurait pas été suffisamment constatée, l'affaire eût été renvoyée à la police correctionnelle; et que, sur l'opposition de la partie civile, il fût produit un procès-verbal régulier constatant l'effraction; faudra-t-il s'en tenir servilement aux dispositions de l'arrêt qui sera intervenu, et laisser juger par un Tribunal correctionnel, une crime emportant peine afflictive ou infamante?

Toutes les fois que l'affaire *change de nature*, les arrêts qui sont en apparence contradictoires, ne le sont point par le fait; ce qui reçoit sur-tout son application en matière de compétence.

Souvent la Cour de cassation s'est trouvée dans le cas de le juger ainsi, en prononçant sur la compétence des Cours Spéciales.

Il arrivait souvent en effet qu'après la première instruction, le fait imputé au prévenu présentait un genre de crime qui rentrait dans l'attribution de ces Cours, et que, sur ce motif, elles se déclaraient compétentes.

La nouvelle instruction venant à changer la nature du délit, qui sortait, par ce moyen, de leurs attributions, elles se déclaraient incompétentes; et leurs deux arrêts étaient successivement confirmés par la Cour de cassation. Cependant

c'était sur le même fait que les deux arrêts étaient rendus, et tous deux étaient réguliers.

VI. Il résulte de cette discussion, qu'il est de la prudence de la Cour de cassation de ne prononcer sur le conflit qu'après avoir préalablement acquis toutes les lumières qu'il lui est possible de se procurer; ce qui ne peut se faire qu'en ordonnant la communication aux parties intéressées de la demande en règlement de Juges, et en faisant apporter au greffe de la Cour toutes les pièces de l'instruction.

ARTICLE DXXXVI.

La Cour de cassation, en jugeant le conflit, statuera sur tous les actes qui pourraient avoir été faits par la Cour, le Tribunal ou le Magistrat qu'elle dessaisira.

OBSERVATIONS.

I. La demande en règlement de Juges autorise la Cour de cassation, non-seulement à déterminer quel est le Tribunal qui doit rester saisi, mais encore à statuer sur tous les actes qui peuvent avoir été faits par le Tribunal qu'elle dessaisit.

Le Code n'admet aucune distinction; tous les actes faits par le Tribunal dessaisi sont indistinctement soumis à la censure de la Cour de cassation.

Mais elle ne peut faire porter son examen que sur les actes émanés du Tribunal qu'elle dessaisit.

II. Les actes faits par le Tribunal dessaisi, qui n'ont pas été annulés, restent au procès sans qu'ils puissent devenir, par la suite, l'objet d'aucune critique quant à la forme, sauf au Tribunal saisi à en apprécier le mérite au fond; car si la Cour de cassation les a maintenus, elle n'a rien prononcé, et elle n'a même pu rien prononcer sur l'influence qu'ils peuvent avoir en procédant au jugement du fond.

III. La distinction établie par l'article 536, entre les actes émanés du Tribunal dessaisi, et ceux qui ont été l'ouvrage du Tribunal qui est déclaré compétent, sortait de la nature des choses: du moment, en effet, que la demande en règlement de Juges ne peut être portée devant la Cour de cassation, que dans le cas où ce sont deux Tribunaux indépendans qui se trouvent simultanément saisis, il en résulte que celui qui est maintenu n'aurait pas le droit d'annuler les actes émanés d'un Tribunal qui ne ressortit pas à sa juridiction.

Cependant ces actes auraient pu entraver les poursuites, et il fallait bien dès-lors que le Code y pourvût; or, c'est ce que l'art. 536 a fait, en donnant attribution à la Cour de cassation pour les apprécier.

Mais le même motif n'existait pas relativement aux actes émanés du Tribunal qui devait rester saisi, attendu qu'il peut de lui-même régulariser sa procédure.

IV. Quoique l'art. 536 ne parle que d'*actes* et non de *jugemens*, il ne faut pas en conclure que les jugemens émanés du Tribunal dessaisi ne puissent être annulés par la Cour de cassation lorsqu'elle prononce sur le conflit; car un jugement est bien véritablement un acte du procès, et il importe qu'en dépouillant un Tribunal de la connaissance d'une affaire, la Cour ne laisse pas subsister un jugement qu'il faudrait faire réformer par la voie de l'appel, ou faire annuler sur un pourvoi particulier, qui pourrait être non-recevable en l'état.

Pour éviter toute discussion ultérieure, et pour remplir le vœu de la loi, la Cour de cassation doit donc annuler tous jugemens qui auraient été rendus par le Tribunal dessaisi, et ne laisser subsister que les actes conservatoires et d'instruction.

ARTICLE DXXXVII.

Les arrêts rendus sur des conflits ne pourront pas être attaqués par la voie de l'opposition, lorsqu'ils auront été précédés d'un arrêt de soit communiqué, dillement exécuté.

OBSERVATIONS.

I. Cet article établit une *forclusion*; il assimile aux arrêts contradictoires, les arrêts rendus sur les demandes en règlement de Juges, lors même qu'ils ont été rendus *par défaut*, si l'arrêt de *soit communiqué* a été exécuté.

Avant la mise en activité du Code Napoléon, on ne connaissait pas, en matière criminelle, cette forme de procéder.

Cette innovation ne peut présenter aucun inconvénient; car toutes les pièces de l'instruction faite par l'un et par l'autre des Tribunaux saisis, ayant été mises sous les yeux de la Cour, tout ce qu'auraient pu dire les parties sur la compétence n'aurait été que la répétition de ce qui se trouve consigné dans la procédure.

II. Mais pour que la forclusion soit acquise, il faut que l'arrêt de *soit communiqué* ait été dûment *exécuté*, c'est-à-dire, que les pièces du procès aient été transmises à la Cour de cassation, aux termes des art. 529 et 530, et que la notification de l'arrêt ait été faite aux parties dans une forme légale.

III. L'article 531 veut aussi que l'arrêt de *soit communiqué* fasse mention sommaire des actes d'où naîtra le conflit; ce qui peut donner lieu à la question de savoir si un arrêt de *soit communiqué*, non motivé, mais légalement signifié, a été exécuté de manière à établir la forclusion; sur quoi nous observons que la rédaction de l'arrêt est indépendante de son *exécution*; et que l'art. 537 n'exigeant, pour opérer la forclusion, que l'exécution de l'arrêt, il n'y a pas à s'occuper du point de savoir s'il a été bien ou mal rédigé.

Cependant on peut opposer que l'arrêt qui n'est pas motivé, aux termes de la loi, ne peut être considéré comme un véritable arrêt de *soit communiqué*, et qu'avant de s'occuper si l'arrêt de *soit communiqué* a été exécuté, on doit commencer par s'assurer s'il a réellement existé un arrêt de *soit communiqué*. Mais quelle que soit la rédaction de l'arrêt, ce n'en est pas moins un arrêt de *soit communiqué*; et tout ce qu'exige le Code pour établir la forclusion, c'est qu'il y ait eu arrêt de *soit communiqué* dûment exécuté.

IV. Il ne peut être reçu opposition sur opposition; le Code ne le dit pas; mais c'est un principe élémentaire; de sorte que si sur son opposition, la partie avait laissé juger une seconde fois par défaut, une nouvelle opposition de sa part ne serait pas recevable.

V. Si le conflit s'était établi avant qu'il y eût mandat décerné, et que le prévenu ne fût pas dénommé dans la plainte, que conséquemment l'arrêt intervenu sur le règlement de Juges eût été rendu sans que le prévenu y eût été appelé, aurait-il le droit de former opposition à l'arrêt, et de remettre de nouveau la compétence en question?

Si le prévenu était privé, en pareil cas, du droit de former opposition à l'arrêt, il se trouverait avoir été jugé sans avoir été entendu, et sans même qu'il lui eût été possible de se faire entendre, puisque, n'étant pas encore partie dans la cause lorsque l'arrêt est intervenu, la notification n'aurait pas dû lui en être faite.

Sa tierce-opposition serait évidemment recevable, et elle le serait même sans qu'on pût lui opposer aucun délai de rigueur, tant que les choses seraient encore entières, c'est-à-dire, tant qu'il ne serait pas intervenu de jugement définitif au Tribunal saisi en exécution de l'arrêt.

S'il était intervenu un arrêt ou un jugement définitif, le prévenu ou l'accusé pourrait opposer, sur son recours, l'incompétence de la Cour ou du Tribunal qui aurait instruit et jugé, sans que l'arrêt de règlement de Juges pût lui être opposé comme fin de non-recevoir.

ARTICLE DXXXVIII.

L'arrêt rendu, ou après un soit communiqué, ou sur une opposition, sera notifié aux mêmes parties et dans la même forme que l'arrêt qui l'aura précédé.

OBSERVATIONS.

Cet article rend communes à l'arrêt qui prononce définitivement sur le conflit, les dispositions de l'art. 532, relatives à la notification qui doit en être faite.

Soit que l'arrêt ait été rendu d'après un *soit communiqué*, soit qu'il l'ait été sur l'opposition ; c'est toujours à la requête du Procureur-Général près la Cour de cassation, par l'intermédiaire du Grand-Juge Ministre de la Justice, que la notification doit être faite ; et elle doit l'être, tant à l'Officier du Ministère public du Tribunal dessaisi, qu'à toutes les parties qui sont au procès.

ARTICLE DXXXIX.

Lorsque le prévenu ou l'accusé, l'Officier chargé du Ministère public, ou la partie civile, aura excipé de l'incompétence d'un Tribunal de première instance ou d'un Juge d'instruction, ou proposé un déclinatoire, soit que l'exception ait été admise ou rejetée, nul ne pourra recourir à la Cour de cassation pour être réglé de Juges, sauf à se pourvoir devant la Cour Impériale contre la décision portée par le Tribunal de première instance ou le Juge d'instruction, et à se pourvoir en cassation, s'il y a lieu, contre l'arrêt rendu par la Cour Impériale.

OBSERVATIONS.

I. Les art. 526 et 527 ont déterminé les cas où c'est à la Cour de cassation que doit être porté le conflit.

Les attributions de cette Cour ont été restreintes en matière criminelle, correctionnelle et de police, par le Code d'instruction criminelle, de la même manière qu'elles l'ont été en matière civile par le Code de procédure civile.

II. L'art. 539 indique la marche à suivre, lorsque l'incompétence a été proposée devant le Tribunal de première instance ou devant le Juge d'instruction.

C'est au Tribunal ou au Juge d'instruction saisi à prononcer.

Ce n'est que quand le déclinatoire a été admis ou rejeté, que le recours au Tribunal supérieur est autorisé ; il doit être exercé, par la voie de l'appel, devant la Cour impériale du ressort, sauf le recours contre l'arrêt.

III. Si le déclinatoire avait été proposé devant un Tribunal de police, ce serait au Tribunal de première instance de l'arrondissement que l'appel devrait être porté.

IV. L'Auteur du *Manuel d'instruction criminelle* observe que si le déclinatoire a été motivé sur la *lispendence*, et qu'il n'y ait pas encore été statué, il ne peut mettre obstacle à la demande en règlement de Juges.

C'est aussi notre opinion.

626 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

V. Si les Tribunaux saisis se sont l'un et l'autre déclarés *incompétens*, il s'est établi entre eux un conflit *négalif*, qui nécessite la voie du recours en règlement de Juges : cela fut ainsi jugé sous l'empire du Code de brumaire an iv, par un arrêt du 27 prairial an ix.

Dans l'espèce de cet arrêt, le Tribunal de police s'était déclaré *incompétent*.

L'affaire portée devant le Directeur du Jury, ce Magistrat avait fait le renvoi de l'affaire devant le même Tribunal de police qui avait d'abord été saisi, et le Tribunal avait jugé.

La Cour de cassation prononça l'annulation du jugement, attendu que les deux Juges qui s'étaient trouvés successivement saisis, s'étant déclarés *incompétens*, il y avait nécessairement lieu à un règlement de Juges.

L'art. 540 du Code d'instruction criminelle a bien prévu le cas où deux Juges d'instruction établis dans le ressort de la même Cour Impériale, et où deux Tribunaux de police du même arrondissement, se trouvent saisis de la connaissance du même délit ; mais il n'a pas prévu celui où un Tribunal de police d'une part, et un Juge d'instruction de l'autre, se sont déclarés *incompétens* ; mais il y a même raison de décider, sauf à faire juger le conflit, soit par la Cour de cassation, soit par la Cour Impériale, suivant les circonstances.

VI. L'art. 539 autorise les parties intéressées et le Ministère public à se pourvoir contre l'ordonnance, par laquelle le juge d'instruction rejette le déclinatoire proposé ; ce qui change l'ancienne forme de procéder.

Sous l'empire de la loi du 7 pluviôse an ix, si l'ordonnance avait été conforme aux réquisitions du Magistrat de sûreté, elle devait recevoir sa pleine exécution.

Lorsque le Directeur du Jury et le Magistrat de sûreté n'avaient pas été du même avis, l'affaire était portée au Tribunal de première instance, sauf l'appel, et par suite le recours en cassation.

VII. C'est par la voie de l'opposition et non par celle de l'appel que doit être attaquée l'ordonnance du Juge d'instruction ; mais ce n'en est pas moins à la Chambre d'accusation que l'affaire sur l'opposition doit être portée.

VIII. Si la partie intéressée ne s'était pas pourvue contre l'ordonnance du Juge d'instruction, ou contre le jugement rendu par un Tribunal de police jugeant en premier ressort, la partie intéressée serait-elle recevable à proposer de nouveau l'incompétence, sur l'appel qu'elle interjetterait du jugement de condamnation ?

Cela dépend du point de savoir si l'incompétence est *relative* ou *absolue*.

Dans le premier cas, la partie se serait rendue non-recevable à la proposer, si elle n'avait pas interjeté appel du jugement ou de l'ordonnance qui aurait rejeté son déclinatoire.

Mais si l'incompétence tenait à l'ordre des juridictions, elle n'aurait pas été cou-

verte ; car les nullités absolues peuvent être invoquées en tout état de cause , et même en cassation , tant que l'affaire n'a pas été jugée d'une manière irrévocable.

C'est ce que la Cour de cassation a jugé en matière civile , les 5 fructidor an ix et 16 pluviôse an xi , et cette Jurisprudence a été maintenue par les articles 170 et 424 du Code de procédure civile : il y a même motif de décider en matière criminelle , correctionnelle et de police.

ARTICLE DXL.

Lorsque deux Juges d'instruction ou deux Tribunaux de première instance , établis dans le ressort de la même Cour Impériale , seront saisis de la connaissance du même délit ou de délits connexes , les parties seront réglées de Juges par cette Cour , suivant la forme prescrite au présent Chapitre ; sauf le recours , s'il y a lieu , à la Cour de cassation.

Lorsque deux Tribunaux de police simple seront saisis de la connaissance de la même contravention ou de contraventions connexes , les parties seront réglées de Juges par le Tribunal auquel ils ressortissent l'un et l'autre ; et s'ils ressortissent à différens Tribunaux , elles seront réglées par la Cour Impériale , sauf le recours , s'il y a lieu , à la Cour de cassation.

OBSERVATIONS.

I. LES réglemens de Juges , que le Code de brumaire an iv avait mis sans réserve dans les attributions de la Cour de cassation , doivent aujourd'hui être portés devant les Tribunaux ordinaires , -lorsque le conflit se trouve établi entre deux Tribunaux correctionnels ou deux Juges d'instruction , du ressort de la même Cour Impériale , ou entre deux Tribunaux de police du même arrondissement , sauf le recours , *s'il y a lieu* , à la Cour de cassation , contre l'arrêt ou contre le jugement qui intervient ; de sorte que le Tribunal de première instance est Juge en dernier ressort , lorsqu'il prononce par voie de règlement de Juges.

Ces mots , *s'il y a lieu* , qui se lisent en l'art. 540 , n'y ont pas été placés dans un sens restrictif , mais uniquement pour annoncer que le recours en cassation n'est pas de droit.

II. Dans quelque Cour ou quelque Tribunal qu'il soit procédé à l'instruction et au jugement en matière de règlement de Juges , ce doit être toujours dans la forme prescrite au présent Chapitre , c'est-à-dire , en consultant les dispositions des art. 523 , 529 , 530 , 531 , 532 , 533 , 534 , 535 , 536 , 537 et 538.

III. La demande en réglemeut de Juges doit être portée devant la Cour Impériale, lorsque deux Juges d'instruction ou deux Tribunaux de première instance établis dans le ressort de la même Cour Impériale se trouvent simultanément saisis du même délit ou de délits connexes.

Si ce sont deux Tribunaux de police qui se trouvent saisis de la même contravention ou de contraventions connexes, les parties doivent être réglées de Juges par le Tribunal auquel ils ressortissent l'un et l'autre.

Si les Tribunaux de police saisis ressortissant à des Tribunaux différens, sont néanmoins établis dans le ressort de la même Cour Impériale, le réglemeut de Juges appartient à cette Cour.

Dans le cas contraire, il faut recourir à l'autorité de la Cour de cassation. Il en serait de même si les Juges d'instruction ou les Tribunaux correctionnels qui seraient saisis, ne ressortissaient pas à la même Cour Impériale.

IV. On demande à quelle Cour il faut s'adresser pour être réglé de Juges, lorsque ce sont deux Tribunaux de première instance ressortissant à la même Cour Impériale, qui se trouvent saisis par la voie de l'appel.

L'Auteur du *Manuel d'instruction criminelle* pense que c'est à la Cour de cassation, attendu que ce cas ne se trouve pas rappelé dans l'exception de l'art. 540, et que dans tous ceux qui ne s'y trouvent pas mentionnés, il faut en revenir au droit commun, qui appelle la Cour de cassation à connaître des réglemens de Juges.

Mais si les réglemens de Juges appartenaient de droit à la Cour de cassation dans l'ancien ordre de choses, elle n'est aujourd'hui appelée à en connaître, que dans le cas où l'affaire ne peut rentrer dans la compétence des Tribunaux ordinaires.

Ce motif donné pour saisir la Cour de cassation, ne nous paraît donc pas mériter toute l'importance que l'Auteur du *Manuel d'instruction criminelle* y attache.

V. Le Code d'instruction criminelle n'attribue positivement la compétence, pour le cas qui se présente, ni à la Cour de cassation, ni à la Cour Impériale; et aucun conflit ne pouvant s'établir entre ces Cours, il convient de rechercher dans l'esprit de la loi, quel a été le vœu du Législateur.

Or, ce vœu nous semble clairement exprimé dans la combinaison des art. 526 et 540, dont le premier appelle la Cour de cassation à connaître des demandes en réglemeut de Juges, lorsque ce sont deux Tribunaux *ne ressortissant pas les uns aux autres, qui se trouvent saisis*, et dont le deuxième en attribue la connaissance aux Tribunaux de première instance et aux Cours Impériales, lorsque les Tribunaux saisis sont établis dans leur ressort ou dans leur arrondissement respectif.

Qu'importe après cela que l'art. 540 ait parlé des Tribunaux de première instance d'une manière générale, sans appliquer spécialement sa décision à ces Tribunaux, lorsqu'ils se trouvent saisis par la voie de l'appel? ce n'en sont pas moins des Tribunaux de première instance.

Lorsqu'ils connaissent d'une affaire *omisso medio*, ce sont des Tribunaux de première instance qui jugent en premier ressort.

Lorsqu'ils en connaissent sur appel, leur caractère ne change pas; ce n'est toujours que dans leur qualité de Tribunaux de première instance, que l'affaire rentre dans leurs attributions.

VI. Pour que l'on pût supposer au Législateur une volonté contraire, il faudrait que l'on en trouvât un motif raisonnable, et il serait impossible d'en imaginer aucun même spécieux; car les Tribunaux de première instance ne peuvent connaître, par appel, que des jugemens émanés des Tribunaux du ressort de la Cour Impériale, et les Cours Impériales ont pleine juridiction dans toute l'étendue de leur ressort.

VII. On peut opposer que les Cours Impériales ne sont pas appelées à connaître des jugemens rendus sur appel par les Tribunaux de première instance; mais ce serait confondre la voie du recours en cassation avec celle du règlement de Juges, qui se régissent chacune par des règles particulières.

La voie du recours en cassation ne doit être prise que quand toutes les autres sont épuisées.

Elle reste entière contre les arrêts des Cours Impériales qui ont prononcé sur des réglemens de Juges.

En résumé, la Cour de cassation n'est investie, par le Code d'instruction criminelle, du droit de connaître des réglemens de Juges, que lorsque ce sont des Tribunaux indépendans, et ne ressortissant pas à la même Cour Impériale, qui se trouvent saisis.

Lorsque les Tribunaux saisis sont établis dans le ressort de la même Cour Impériale, c'est à cette Cour à prononcer sur les conflits qui peuvent s'élever.

C'est d'après ces principes que doivent être décidées toutes les questions qui peuvent se présenter sur cette matière.

ARTICLE DXLI.

La partie civile, le prévenu ou l'accusé qui succombera dans la demande en règlement de Juges qu'il aura introduite, pourra être condamné à une amende qui toutefois n'excédera point la somme de trois cents francs, dont moitié sera pour la partie.

OBSERVATIONS.

I. La disposition de cet article s'étend à tous les Tribunaux qui se trouvent saisis par la voie du règlement de Juges.

Il autorise la Cour ou le Tribunal saisi à condamner à l'amende celui qui ayant formé une demande de cette nature, y aura succombé; mais la disposition de cet

article étant facultative, le Tribunal peut se dispenser d'en faire l'application.

II. L'amende peut être portée jusqu'à 300 francs.

Elle ne peut jamais excéder cette somme.

III. Le prévenu, l'accusé même peut y être condamné comme la partie civile.

C'est à la Cour ou au Tribunal saisi à peser dans sa sagesse les circonstances, et à se décider en conséquence.

C H A P I T R E II.

Des Renvois d'un Tribunal à un autre.

O B S E R V A T I O N S.

I. Les renvois d'un Tribunal à un autre diffèrent sous plusieurs rapports des demandes en règlement de Juges, quoique les uns et les autres produisent le même effet ; celui d'indiquer la Cour ou le Tribunal qui doit instruire et juger le procès qui en fait l'objet.

II. Ce n'est pas une question de compétence que présentent les demandes en renvoi d'un Tribunal à un autre : elles n'offrent à juger que la question de savoir si le Tribunal saisi doit être dépouillé de la connaissance de l'affaire, pour cause de suspicion légitime ou de sûreté publique.

III. Les demandes en renvoi d'un Tribunal à un autre ont toujours été mises dans les attributions exclusives de la Cour de cassation. L'art. 65 de l'acte constitutionnel du 22 frimaire an VIII, en contient une disposition formelle.

IV. La Cour de cassation prononce *administrativement* en cette matière. Le Code d'instruction criminelle a laissé entièrement à sa prudence de juger s'il y a réellement cause de sûreté publique ou de suspicion légitime.

V. Lorsque la Cour de cassation a renvoyé l'affaire pour l'une de ces causes à un Tribunal désigné, ce Tribunal ne peut en faire le renvoi à un autre, sous quelque prétexte que ce soit ; l'arrêt de la Cour de cassation lui donne une attribution suffisante. (*Arrêt au rapport de M. Schwent, du 12 septembre 1811.*)

VI. Pour autoriser le renvoi d'un Tribunal à un autre, il n'est pas nécessaire qu'il ait été formé directement une demande en renvoi. Il suffit que le Tribunal entier ait été *récusé*, ou que tous les membres du Tribunal aient déclaré s'abstenir. (*Arrêts des 18 janvier et 8 février 1811.*)

ARTICLE DXLII.

En matière criminelle , correctionnelle et de police , la Cour de cassation peut , sur la réquisition du Procureur-Général près cette Cour , renvoyer la connaissance d'une affaire , d'une Cour Impériale ou d'Assises ou Spéciale à une autre , d'un Tribunal correctionnel ou de police à un autre Tribunal de même qualité , d'un Juge d'instruction à un autre Juge d'instruction , pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime.

Ce renvoi peut aussi être ordonné sur la réquisition des parties intéressées , mais seulement pour cause de suspicion légitime.

OBSERVATIONS.

I. Le renvoi peut être demandé en toute matière criminelle , correctionnelle et de police ; mais il ne peut l'être que pour cause de *sûreté publique ou de suspicion légitime*.

II. La suspicion légitime est la seule cause qui puisse autoriser une pareille demande à la requête des parties.

III. Le Procureur-Général de la Cour de cassation est autorisé à requérir le renvoi par un réquisitoire motivé ; il peut fonder indistinctement sa demande sur l'une ou sur l'autre cause.

IV. Le même droit est accordé à l'Officier du Ministère public près le Tribunal saisi , avec cette différence néanmoins que ce Magistrat ne peut saisir *directement* la Cour de cassation de sa demande , que quand il la fonde sur la *suspicion légitime*.

*S'il la fait reposer sur la *sûreté publique* , il doit la transmettre à la Cour de cassation , par l'intermédiaire du Grand-Juge Ministre de la Justice.

V. En faisant droit à la demande , la Cour de cassation doit renvoyer à un Tribunal de même qualité que celui qu'elle dessaisit , afin que l'ordre des juridictions ne soit pas interverti.

VI. On ne peut donner une définition bien exacte des causes de *suspicion légitime* , qui varient nécessairement suivant les circonstances.

Mais il y a cause suffisante du renvoi pour cause de *sûreté publique* , lorsque l'affaire ne pourrait être soumise au jugement du Tribunal saisi , sans que la tranquillité publique se trouvât compromise.

VII. Il y a cause de *suspicion légitime*, lorsqu'il existe des motifs de récusation tels qu'il y ait lieu de présumer que le Tribunal saisi ne jugera pas avec toute l'impartialité que des Juges doivent apporter dans l'exercice de leurs fonctions.

VIII. En matière civile, la parenté des parties avec un certain nombre de Juges, est réputée une cause de suspicion légitime (*art. 368 du Code de procédure civile*) ; mais on ne peut en tirer la conséquence nécessaire qu'il en soit de même en matière criminelle, dès que le Législateur n'a pas déclaré commun à cette matière l'article que nous venons de citer ; cependant une pareille cause peut paraître d'une assez grande importance pour faire prononcer le renvoi ; cela dépend des circonstances.

IX. C'est l'*ensemble* des motifs donnés par le demandeur en renvoi, qui doit être pris en considération, et non pas chacun d'eux pris isolément.

Dans cette matière, la Cour de cassation doit prononcer dans le même esprit que si elle remplissait les fonctions de Jury. C'est ainsi qu'elle en a toujours usé. (*Arrêts des 21 frimaire an 1x, 16 octobre 1807, et 28 mars 1811.*)

X. La Cour de cassation ne doit pas se décider légèrement à prononcer le renvoi d'un Tribunal à un autre pour cause de suspicion légitime ; car elle ne peut dépouiller le Tribunal saisi sans jeter une espèce de défaveur sur les Magistrats qui le composent ; mais lorsque la suspicion est bien établie, la Cour ne doit pas hésiter à faire droit à la demande, sans s'arrêter à cette considération, qui ne peut lutter avec avantage contre les principes d'une exacte justice.

XI. La Cour de cassation doit se rendre beaucoup moins difficile pour ordonner le renvoi de l'affaire à une autre Cour ou à un autre Tribunal pour cause de sûreté publique.

Le Gouvernement, au nom duquel la demande est formée, en est le premier et le plus juste appréciateur ; et toutefois, dans ce cas-là même, la Cour ne doit prononcer le renvoi qu'après un mûr examen ; car, quoiqu'il soit question de sûreté publique, les intérêts des parties n'en doivent pas moins être ménagés, et il faut des motifs graves pour les priver de leurs Juges naturels.

XII. Si la suspicion n'était fondée que sur la parenté ou sur l'alliance des parties avec quelques membres du Tribunal, et qu'il pût se compléter avec le nombre de Juges restans, ce ne serait pas le cas de prononcer le renvoi ; sauf à la partie qui croirait y avoir intérêt, à proposer des récusations motivées, et à les faire juger dans la forme prescrite.

XIII. Il en serait de même, à plus forte raison, si la suspicion ne portait que sur le Juge d'instruction, qui peut être remplacé par un de ses collègues.

Pour autoriser le renvoi de l'affaire devant le Juge d'instruction d'un autre Tribunal, il faut qu'il soit établi, non-seulement que le Juge d'instruction du Tribunal saisi est suspect, mais que tous les membres du Tribunal partagent sa suspi-

cion, ou du moins que la suspicion porte sur un tel nombre de Juges, qu'il ne soit plus possible de former la Chambre du Conseil.

ARTICLE DXLIII.

La partie intéressée qui aura procédé volontairement devant une Cour, un Tribunal ou un Juge d'instruction, ne sera reçue à demander le renvoi qu'à raison des circonstances survenues depuis, lorsqu'elles seront de nature à faire naître une suspicion légitime.

OBSERVATIONS.

I. La comparution *volontaire* de la partie intéressée devant le Tribunal saisi, la rend non-recevable dans sa demande en renvoi, lorsqu'elle ne peut la fonder que sur l'allégation de faits *antérieurs* à sa comparution; et, en effet, on peut se départir d'un droit acquis; et la conséquence naturelle à tirer de la comparution volontaire de la partie, est qu'elle y a réellement renoncé. (*Arrêt du 8 février 1811.*)

Mais si la partie intéressée fondait sa demande en renvoi sur des circonstances survenues *depuis* sa comparution, il ne pourrait lui être opposé aucune fin de non-recevoir; car, s'il y a présomption légale que la partie a renoncé, par sa comparution volontaire, à un droit qui lui était *acquis*, cette présomption cesse lorsqu'il faudrait donner à sa comparution l'effet de jeter le voile sur des circonstances qu'elle ne devait et qu'elle ne pouvait prévoir: c'est ce qui résulte également des considérans de l'arrêt que nous venons de citer.

II. Le Code n'a pas dit si la demande en renvoi, fondée sur des circonstances survenues *depuis*, fait revivre celles dont le demandeur se serait *implicitement* départi par sa comparution volontaire.

Lorsque l'époux demandeur en divorce s'est rendu non-recevable dans ses premières poursuites, par l'effet d'une réconciliation, s'il survient de nouvelles circonstances qui puissent donner lieu à l'exercice d'une nouvelle action, il peut y rattacher les anciennes. (*Art. 266 du Code Napoléon.*)

III. Le prévenu, qui comparait volontairement devant le Tribunal contre lequel il croit avoir des motifs de suspicion légitime, lui donne une grande marque de soumission: si son attente est trompée, il renonce nécessairement dans tous ses droits.

Pour rendre la partie intéressée non-recevable à se prévaloir des circonstances *antérieures* à sa comparution, il faut que sa comparution ait été *volontaire*; de sorte que si le demandeur avait été traduit devant le Juge pour y subir interrogatoire, il ne pourrait lui être opposé aucune fin de non-recevoir, quand même il aurait subi cet interrogatoire, sans s'être fait aucune réserve; attendu qu'il n'a fait

634 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

qu'une chose qui lui était commandée, et qu'il n'aurait pu refuser de faire sans manquer au respect qu'il devait à la Justice.

Comme il n'est pas permis d'appeler du jugement en face du Juge, il doit être encore moins permis de le récuser en face, pour cause de suspicion légitime.

IV. Nous ne pensons pas même qu'un prévenu fût non-recevable à former sa demande en renvoi pour cause de suspicion légitime, quand il la fonderait sur des faits *antérieurs* à sa comparution devant le Juge d'instruction, si sa comparution n'avait eu pour objet que de solliciter sa liberté provisoire; par la raison qu'il ne peut l'obtenir que par ce moyen, et qu'il ne peut être contraint de garder prison, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur sa demande en renvoi.

Sa comparution devrait être considérée, dans ce cas et dans d'autres semblables, comme une comparution forcée.

ARTICLE DXLIV.

Les Officiers chargés du Ministère public pourront se pourvoir immédiatement devant la Cour de cassation, pour demander le renvoi pour cause de suspicion légitime; mais lorsqu'il s'agira d'une demande en renvoi pour cause de sûreté publique, ils seront tenus d'adresser leurs réclamations, leurs motifs et les pièces à l'appui, au Grand-Juge Ministre de la Justice, qui les transmettra, s'il y a lieu, à la Cour de cassation.

OBSERVATIONS.

I. L'ARTICLE 544 s'occupe des demandes en renvoi qui peuvent être formées par les Officiers du Ministère public près les Tribunaux saisis.

Le Code d'instruction criminelle leur accorde le même droit qu'au Procureur-Général de la Cour de cassation; mais avec cette différence néanmoins, que s'ils fondent leur demande sur une cause de sûreté publique, ils doivent la faire parvenir à la Cour de cassation, par l'intermédiaire du Grand-Juge Ministre de la Justice.

Mais si leur demande était fondée sur une cause de suspicion légitime, elle devrait être portée directement à la Cour de cassation.

II. L'article 544 donne cette autorisation aux Officiers du Ministère public sans restriction; de sorte que le Commissaire de police, les Maires et les Adjoints de Maire, qui en remplissent les fonctions près les Tribunaux de police, peuvent user de la même voie, dans les mêmes cas et dans la même forme.

III. Le Procureur-Général près la Cour Impériale du ressort, serait-il autorisé à

suppléer au silence de l'Officier du Ministère public du Tribunal saisi, et par suite, à former demande en renvoi de ce Tribunal à un autre de même qualité?

Le Procureur-Général doit se borner à donner des ordres à son Substitut, pour qu'il en forme la demande, et à dénoncer le fait au Procureur-Général de la Cour de cassation : il n'a pas l'exercice personnel d'une pareille action; lorsque ce n'est pas la Cour Impériale qui se trouve saisie.

IV. La fin de non-recevoir prononcée contre la partie qui a procédé volontairement devant le Tribunal saisi, n'a pas été rendue commune aux Officiers du Ministère public, qui sont toujours recevables dans leur demande en renvoi, lors même que c'est à leur requête que l'action a été introduite.

ARTICLE DXLV.

Sur le vu de la requête et des pièces, la Cour de cassation, Section criminelle, statuera définitivement, sauf l'opposition, ou ordonnera que le tout soit communiqué.

OBSERVATIONS.

Cet article n'est que la transcription littérale des dispositions de l'art. 528.

De même qu'en matière de règlement de Juges, c'est la Section criminelle de la Cour de cassation qui doit prononcer sur les demandes en renvoi pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime.

ARTICLE DXLVI.

Lorsque le renvoi sera demandé par le prévenu, l'accusé, ou la partie civile, et que la Cour de cassation ne jugera à propos ni d'accueillir ni de rejeter cette demande sur-le-champ, l'arrêt en ordonnera la communication à l'Officier chargé du Ministère public près la Cour, le Tribunal ou le Juge d'instruction saisi de la connaissance du délit, et enjoindra à cet Officier de transmettre les pièces avec son avis motivé sur la demande en renvoi; l'arrêt ordonnera de plus, s'il y a lieu, que la communication sera faite à l'autre partie.

OBSERVATIONS.

I. Lorsque la demande en renvoi est formée à la requête de l'une des parties, et que la Cour de cassation ne se trouve pas assez instruite pour l'accueillir ou pour la rejeter sur le simple vu de la requête, elle doit en ordonner la communication

à l'Officier chargé du Ministère public près la Cour, le Tribunal ou le Juge d'instruction saisi, avec injonction à cet Officier de transmettre les pièces et son avis motivé sur la demande en renvoi.

La Cour peut ordonner aussi que la requête sera communiquée au défendeur ; ce qui est purement facultatif : mais si la communication n'est pas ordonnée, le droit d'opposition reste entier au défendeur ; ce qui peut occasionner des retards à l'instruction et au jugement.

II. L'article 546 ne dit pas à quelle requête l'arrêt de *soit communiqué* sera notifié ; mais plusieurs motifs concourent à faire penser que la notification doit être faite à la diligence du Procureur-Général de la Cour de cassation.

Si c'est l'accusé qui s'est pourvu, il peut être hors d'état de subvenir aux frais ; il peut avoir d'ailleurs intérêt à traîner l'affaire en longueur.

Si c'est la partie civile, elle peut n'être pas non plus en état d'en faire les frais ; et il pourrait entrer dans sa pensée de retarder la notification, pour laisser le prévenu plus long-temps sous le poids de la prévention.

Mais il est un motif plus puissant encore ; c'est celui qui se tire de ce que la notification de l'arrêt doit être faite à l'Officier du Ministère public du Tribunal saisi, avec *injonction* de transmettre à la Cour de cassation les pièces du procès et son avis motivé.

Cette injonction serait déplacée dans la bouche des parties ; aussi l'art. 548 veut-il que l'arrêt *définitif* soit notifié à la requête du Procureur-Général de la Cour de cassation.

ARTICLE DXLVII.

Lorsque la demande en renvoi sera formée par l'Officier chargé du Ministère public, et que la Cour de cassation n'y statuera point définitivement, elle ordonnera, s'il y a lieu, que la communication sera faite aux parties, ou prononcera telle autre disposition préparatoire qu'elle jugera nécessaire.

OBSERVATIONS.

I. Si la demande en renvoi a été formée par l'Officier du Ministère public du Tribunal saisi, et que la Cour de cassation ne se trouve pas en état d'y statuer définitivement sur le vu de la requête, l'art. 547 l'autorise à prendre telles mesures préparatoires qu'elle juge convenables, sans ordonner préalablement aucune communication aux parties intéressées.

La communication devient inutile en effet, si l'Officier du Ministère public a fondé sa demande sur une cause de *sûreté publique*.

Mais s'il l'avait motivée sur une cause de *suspicion légitime*, la communication

aux parties devrait être ordonnée ; car il est dans les règles de la justice de ne prononcer les jugemens qu'après avoir entendu les parties , ou du moins qu'après les avoir mises à même de se faire entendre.

Cependant il n'y aurait pas lieu à ordonner la communication , si la Cour jugeait que la demande n'est pas fondée ; ce qui a fait ajouter à l'art. 547, les mots, *s'il y a lieu.*

II. Dans le cas où la Cour de cassation n'aurait pas ordonné la communication aux parties , seraient-elles recevables à intervenir ?

En matière civile , l'affirmative ne ferait pas la matière d'un doute ; car toute partie qui a intérêt au jugement est recevable à intervenir dans l'instruction pour le maintien de ses droits.

Si le Code d'instruction criminelle n'a pas autorisé l'intervention en termes exprès , c'est que le Législateur a considéré que cette autorisation dériverait nécessairement du droit accordé aux parties de former opposition à l'arrêt qui intervient.

III. Ce que nous venons de dire suppose que l'opposition est recevable dans tous les cas , lorsqu'il n'a pas été ordonné de communication préalable ; et en effet , l'art. 549 la déclare recevable , sans restriction , lorsqu'elle est formée dans le délai et dans les formes prescrites.

On ne peut tirer aucun argument contraire de ce que l'art. 543 n'a pas répété ces mots , *sauf l'opposition* , qui se lisent dans l'art. 545 ; ils y sont sous-entendus.

Mais il y aurait *forclusion acquise* contre la partie à laquelle la communication aurait été faite , si elle ne s'était pas présentée.

IV. L'opposition de l'Officier du Ministère public , n'est pas recevable.

Il a été suffisamment représenté par le Procureur-Général de la Cour de cassation.

ARTICLE D X L V I I I.

Tout arrêt qui , sur le vu de la requête et des pièces , aura définitivement statué sur une demande en renvoi , sera , à la diligence du Procureur-Général près la Cour de cassation , et par l'intermédiaire du Grand-Juge Ministre de la Justice , notifié soit à l'Officier chargé du Ministère public près la Cour , le Tribunal ou le Juge d'instruction dessaisi , soit à la partie civile , au prévenu ou à l'accusé en personne ou au domicile élu.

OBSERVATIONS.

I. C'est au Procureur-Général près la Cour de cassation qu'est confié le soin de faire notifier l'arrêt qui a prononcé définitivement sur la demande en renvoi , lors même qu'elle aurait été formée à la requête des parties intéressées.

Cette notification doit être faite par l'intermédiaire du Grand-Juge Ministre de la Justice,

II. La notification peut être faite à la *personne* ou au domicile *élu* des parties.

Si elles n'ont pas fait d'élection de domicile, lorsque la loi leur a enjoint d'en faire une, le Procureur-Général n'est pas tenu de notifier l'arrêt à leur domicile réel,

Mais s'il n'était pas intervenu d'arrêt de *soit communiqué*, la notification de l'arrêt définitif devrait être faite à la personne ou au domicile *réel* de l'accusé.

Elle devrait l'être dans le même cas, à la partie civile en *personne* ou à son domicile *réel*, si elle était domiciliée dans l'arrondissement communal du Tribunal saisi; car l'art. 68 n'a exigé de sa part une élection de domicile dans le lieu où siège le Tribunal saisi, que dans le cas où elle est domiciliée hors de l'arrondissement communal,

III. Quoique les parties n'aient pas fait élection de domicile dans le lieu, et que pour cette raison, il ne leur ait été fait aucune notification, cela ne les prive pas du droit de former opposition à l'arrêt; mais de quel jour commence à courir le délai?

On ne peut prendre aucun autre point de départ que celui de la notification qui leur a été réellement faite.

ARTICLE DXLIX.

L'opposition ne sera pas reçue, si elle n'est pas formée d'après les règles et dans le délai fixé au Chapitre premier du présent Titre.

OBSERVATIONS.

Pour rendre l'opposition recevable, il ne suffit pas qu'elle soit formée dans le délai; il faut qu'elle soit revêtue des formalités prescrites. C'est la disposition de l'art. 549, qui renvoie à ce que prescrit le Chapitre I.^{er}, Titre V du Livre II, c'est-à-dire, à l'art. 533, qui renvoie lui-même au Chap. II, Titre III du même Livre, relatif aux recours en cassation, c'est-à-dire, aux articles 417 et 418.

Il faut en conséquence que l'opposition soit formée dans le délai de *trois jours*, par acte mis au greffe du Tribunal dessaisi, et que la notification en soit faite dans les trois jours de l'opposition,

Mais il n'y aurait pas déchéance, quand la notification n'en aurait pas été faite: la Cour de cassation l'a ainsi jugé pour le recours en cassation, et il y a même raison de décider pour la voie d'opposition, puisque l'article 549 a déclaré commun aux oppositions l'art. 418 du Code d'instruction criminelle.

ARTICLE D L.

L'opposition reçue emporte de plein droit sursis au jugement du procès, comme il est dit en l'art. 531.

OBSERVATIONS.

L'ARTICLE 550 applique à l'opposition en matière de renvoi, les dispositions de l'art. 531.

Il décide en conséquence qu'il y aura de plein droit sursis au jugement du procès; dès l'instant que l'opposition sera formée, sans que néanmoins le sursis puisse mettre obstacle aux actes et aux procédures conservatoires ou d'instruction. (*Art. 531.*)

C'est pour assurer l'exécution de cet article, que l'opposition doit être formée au greffe du Tribunal dessaisi; ce qui constitue le Greffier dans l'obligation d'en donner avis à l'Officier du Ministère public, afin qu'il puisse s'opposer à ce qu'il soit fait aucun acte préjudiciable aux parties.

ARTICLE D L I.

Les articles 525, 530, 531, 534, 535, 536, 537, 538 et 541, seront communs aux demandes en renvoi d'un Tribunal à un autre.

OBSERVATIONS.

I. Les articles auxquels renvoie l'art. 551, ont tous pour objet la forme de procéder en matière de règlement de Juges.

Le Législateur les a déclarés communs aux demandes en renvoi d'un Tribunal à un autre.

Ainsi, les demandes en renvoi doivent être jugées *sommairement* et sur *simples mémoires*, conformément aux dispositions de l'art. 525.

Lorsqu'il est intervenu un arrêt de *soit communiqué*, il doit être enjoint à l'Officier du Ministère public établi près le Tribunal saisi, de transmettre à la Cour de cassation les pièces et son avis motivé. (*Art. 530.*)

L'arrêt de *soit communiqué* doit faire mention *sommaire* des actes sur lesquels le réclamant fonde sa demande en renvoi; il doit fixer le délai dans lequel les pièces et les motifs doivent être déposés au greffe de la Cour. (*Art. 531.*)

II. Les parties intéressées ont dix jours pour présenter leurs moyens.

L'opposition formée à l'arrêt qui a prononcé sur le vu de la requête, emporte de plein droit surséance au jugement du procès. (*Art. 534.*)

LIVRE II.
DE LA JUSTICE.

TITRE VI.
DES COURS SPÉCIALES.

CHAPITRE UNIQUE.

*De la compétence, de la composition des Cours Spéciales,
et de la procédure.*

OBSERVATIONS.

I. **M**onsieur le Conseiller - d'Etat Réal fit remarquer dans le discours qu'il prononça au Corps-Législatif, en présentant le projet de ce Titre à sa sanction, qu'une instruction spéciale, analogue à celle du Code d'instruction criminelle, avait été établie en France au commencement du seizième siècle, sous le règne de François I^{er}.

Que cette institution avait été maintenue et réorganisée par les Etats-Généraux tenus à Orléans, à Moulins et à Blois, en 1560, 1566 et 1572.

Que l'Ordonnance de 1670 ne fit que recueillir et rapprocher les dispositions contenues dans ces diverses Ordonnances, lorsqu'elle établit une juridiction prévôtale, dont la procédure fut fixée d'une manière plus précise par la déclaration du Roi du 3 février 1731.

II. Telle était l'état de la législation, lorsque l'Assemblée constituante établit le Jury, pour prononcer sur toutes les matières criminelles sans restriction.

III. Les lois des 18 pluviôse an ix et 23 floréal an x, vinrent modifier ce système.

Elles établirent des Cours Spéciales pour instruire et pour juger certains crimes, et les crimes commis par certaines classes d'individus.

IV. Le Code d'instruction criminelle a confirmé l'établissement des Cours Spéciales; mais il n'en a rendu justiciables par leur *qualité*, que les *vagabonds*, les *gens sans aveu*, et les condamnés à des *peines afflictives ou infamantes*.

Les *crimes* qu'elle a déclarés spéciaux, sont ceux de rébellion armée à la force armée; de contre-bande armée; de fausse monnaie; et les assassinats préparés par des attroupemens armés.

V. Un décret impérial du 6 avril 1809, a mis depuis au nombre des crimes qui rentrent dans la compétence des Cours Spéciales, celui d'avoir porté les armes contre l'Empereur depuis le premier septembre 1804, et de les porter à l'avenir.

VI. L'art. 33 de la loi du 20 avril 1810 a maintenu, pour cinq ans, la Cour Impériale de Paris dans les attributions particulières dont se trouvait investie la Cour de Justice criminelle du département de la Seine, lors de la mise en activité du Code d'instruction criminelle.

La Cour Impériale de Paris continuera donc à connaître pendant cinq ans :

1°. Des crimes commis dans les Colonies Françaises contre la sûreté générale des Colonies, contre le Gouvernement Français ou ses délégués, et contre les actes qui en sont émanés. (*Loi du 28 germinal an xi, art. 2.*)

2°. Des crimes de faux, soit en effets nationaux, soit sur les pièces de comptabilité qui intéressent le Trésor public, en quelque lieu que le faux ait été commis, ou que l'on ait fait usage des pièces fausses. (*Loi du 2 floréal an xi, art. 1.*)

3°. Du crime de contre-façon du timbre national, et de l'usage qu'on peut faire du timbre contrefait.

De celui de fabrication et de distribution de faux billets, soit de la Banque de France, soit des Banques de Département.

De celui d'introduction et de distribution, sur le territoire Français, de billets desdites Banques fabriqués ou falsifiés en pays étranger. (*Loi du 22 ventôse an xii.*)

4°. Du crime commis par des Fonctionnaires publics ou des Agens du Gouvernement, en favorisant des contraventions aux décrets des 28 novembre et 17 décembre 1807, contenant des mesures répressives contre le système maritime de l'Angleterre. (*Décret impérial du 11 janvier 1808.*)

VII. On doit suivre, dans les matières spéciales, la même forme de procéder que dans les matières ordinaires. Les Cours Spéciales ne peuvent être saisies que par un arrêt de renvoi de la Chambre d'accusation.

Mais c'est à la Chambre d'accusation de la Cour Impériale de Paris à rendre cet arrêt, toutes les fois qu'il y a prévention d'un des crimes mentionnés au N^o. VI : les pièces du procès doivent en conséquence être transmises au Procureur-Général de cette Cour, pour en ordonner la poursuite. (*Arrêt du 2 novembre 1811, rendu au rapport de M. Rataud* (1).

VIII. Le Code d'instruction criminelle ne s'était occupé que des Cours Spéciales ordinaires ; mais l'établissement de Cours Spéciales extraordinaires, fut autorisé par l'art. 23 de la loi du 20 avril 1810.

Les attributions de ces Cours sont déterminées par le décret impérial qui les institue.

Elles ne peuvent être établies que pour un an ; mais elles peuvent l'être pour un temps plus court. (*Voyez le décret impérial du 10 avril 1812.*)

IX. Le nombre des Magistrats qui doivent entrer dans la composition de la Cour Spéciale extraordinaire est de huit : ils doivent tous être pris parmi les Magistrats de la Cour Impériale du ressort ; mais elle peut juger au nombre de six.

X. Il peut être établi plusieurs Sections dans les Cours Spéciales extraordinaires comme dans les Cours Spéciales ordinaires. (*Art. 26 de la loi du 20 avril 1810.*)

XI. La Cour Spéciale extraordinaire remplace la Cour d'Assises dans les Départ-

(1) « La Cour, vu les articles 1 et 2 de la loi du 2 floréal an xi, l'art. 33 de celle du 20 avril 1810, et l'art. 408 du Code d'instruction criminelle ; — et attendu que dans les affaires dont la connaissance exclusive a été attribuée au Tribunal criminel du département de la Seine, formé en Cour Spéciale, la seule prévention suffit pour soumettre les prévenus à cette juridiction extraordinaire, tant pour la poursuite que pour le jugement ; et que les Juges et Cours qui auraient eu caractère sur lesdits prévenus, si les crimes dont il s'agit étaient restés dans la juridiction commune et ordinaire, ne pourraient procéder à la première instruction, ni à la déclaration de compétence ; qu'autrement, ce serait contrarier la prévoyance et anéantir l'objet de la loi, qui a fait sortir lesdits crimes de la juridiction ordinaire, pour les placer dans les attributions particulières d'une autre autorité ; — que la loi du 20 avril 1810, en maintenant ces attributions pour la Cour Spéciale de la Seine, a nécessairement maintenu les lois qui avaient dévolu les Juges ordinaires des lieux, du droit de faire la première instruction, et de régler la compétence sur ces attributions particulières ; — casse, etc. »

temens où le Jury n'a pas été établi, ou dans lesquels il se trouve suspendu. (*Art. 27, ibid.*)

XII. La Cour Spéciale *extraordinaire* tient ses séances dans le lieu où siège la Cour Impériale, sauf à se transporter dans un autre lieu, s'il est ainsi ordonné par le Grand-Juge Ministre de la Justice. (*Art. 30 de la loi du 20 avril 1810, et 108 du décret du 6 juillet 1810.*)

XIII. Les arrêts définitifs que rendent les Cours Spéciales *extraordinaires* sont sujets au recours en cassation. (*Art. 31 de la loi du 20 avril 1810.*)

Elles ne peuvent être saisies que par un arrêt de renvoi de la Chambre d'accusation.

XIV. L'article 595 du Code d'instruction criminelle autorise les Cours Spéciales *ordinaires* à surseoir l'exécution de l'arrêt de condamnation, lorsqu'elles recommandent le condamné à la commiseration de l'Empereur.

La même faculté n'est pas accordée aux Cours d'Assises ni aux Cours Spéciales *extraordinaires*.

XV. Le décret impérial du 18 octobre 1810 a établi des Cours d'un genre *mixte*. Les Cours *prévôtales des Douanes* ne sont en effet ni des Cours Spéciales *ordinaires*, ni des Cours Spéciales *extraordinaires*.

Leurs attributions sont de connaître *exclusivement* du crime de contrebande à main armée, et du crime d'entreprise de contrebande, contre les chefs de bandes, conducteurs ou directeurs de réunion de fraudeurs, contre les entrepreneurs de fraude, les assureurs, les intéressés et leurs complices dans les entreprises de fraude; et des crimes et délits des Employés des Douanes dans leurs fonctions. (*Art. 5 du décret cité.*)

L'article 6 charge les Procureurs-Généraux établis près les Cours *prévôtales des Douanes*, de poursuivre l'office les crimes mentionnés dans l'article précédent, *sans qu'il soit nécessaire qu'il ait été rapporté procès-verbal contre les prévenus par les Préposés des Douanes.*

Le même article déclare que toutes les preuves qui sont admises par le Code d'instruction criminelle pour la conviction des crimes, doivent être reçues contre les accusés des faits mentionnés dans l'art. 5.

Les Cours *prévôtales des Douanes* sont établies jusqu'à la paix générale. (*Article premier, ibid.*)

XVI. Les Cours *prévôtales des Douanes* sont composées d'un Président, de huit Assesseurs, d'un Procureur-Général et d'un Greffier. (*Art. 2, ibid.*)

XVII. En matière *criminelle*, les Cours *prévôtales des Douanes* rendent des arrêts préables de compétence, qui sont soumis à l'examen de la Cour de cassation.

Leurs arrêts définitifs n'y sont pas sujets. (*Art. 5, ibid.*)

Lorsqu'elles se trouvent saisies par la voie de l'appel des jugemens rendus par les Tribunaux des Douanes, leurs arrêts définitifs sont sujets au recours en cassation. (*Art. 10, deuxième alinéa, ibid.*)

XVIII. Les Tribunaux ordinaires des Douanes connaissent de toutes les affaires qui, dans cette matière, ne donnent lieu qu'à la confiscation, à l'amende et à l'emprisonnement. (*Art. 17, ibid.*)

XIX. L'instruction sur prévention des crimes mentionnés dans l'art. 5, peut être faite par un des Juges du Tribunal ordinaire des Douanes.

Cette instruction et l'avis du Tribunal sont envoyés à la Cour prévôtale du ressort, avec l'acte d'accusation rédigé par le Procureur-Impérial.

XX. Le décret impérial du 18 octobre 1810 ne dit pas si la Cour prévôtale, saisie d'une prévention qui rentrerait dans sa compétence lorsqu'elle a été saisie, doit renvoyer le jugement devant les Tribunaux ordinaires, quand la prévention vient à changer de nature aux débats.

Dans le silence de la loi, les Cours prévôtales doivent se conformer aux dispositions de l'art. 589 du Code d'instruction criminelle, qui autorise les Cours Spéciales à appliquer des peines correctionnelles et de police; mais qui exige que l'affaire soit renvoyée devant la Cour d'Assises, pour l'instruction et pour le jugement, lorsqu'il y a lieu à l'application de peines afflictives ou infamantes.

XXI. Lorsque la Cour prévôtale a prononcé des peines correctionnelles ou de police, par application de l'art. 589, son arrêt est-il sujet au recours en cassation? Sous l'empire de la loi du 18 pluviôse an ix, on jugeait qu'il n'y avait pas lieu au recours. (*Arrêt du 16 mai 1811, au rapport de M. Busschop.*)

Cette Jurisprudence doit être maintenue.

XXII. L'article 5 du décret du 18 octobre 1810, met dans les attributions *exclusives* des Cours prévôtales des Douanes, les cas prévus par cet article; de sorte qu'elles *seules* sont compétentes pour y prononcer: d'où il suit que toutes les fois qu'un de ces cas se présente, le renvoi du procès doit leur être fait, pour l'instruction et pour le jugement.

L'article 7 du même décret ne s'étant pas expliqué dans les mêmes termes, relativement aux Tribunaux ordinaires des Douanes, il n'y aurait qu'une incompétence *relative*, si d'autres Tribunaux se trouvaient saisis des affaires dont la connaissance leur est attribuée.

SECTION PREMIÈRE.

COMPÉTENCE DE LA COUR SPÉCIALE.

ARTICLE DLIH.

Les crimes commis par des vagabonds, gens sans aveu, et par des condamnés à des peines afflictives ou infamantes, seront jugés, sans Jurés, par les Juges ci-après désignés, et dans les formes ci-après prescrites.

OBSERVATIONS.

I. Cet article et les suivans ne s'occupent de la *compétence*, que sous le rapport des Cours Spéciales ordinaires.

II. La compétence de ces Cours s'établit par la *qualité des personnes* et par la *nature du crime* : de sorte qu'un crime qui serait, par sa nature, de la compétence des Cours d'Assises, rentrerait dans celle des Cours Spéciales, s'il avait été commis par un individu de la classe de ceux qui sont dénommés dans l'art. 553 ; et que le prévenu devrait y être traduit, si le crime qui lui est imputé rentrait par sa *nature*, dans leur compétence, lors même qu'il ne serait pas justiciable de ces Cours par sa *qualité*.

III. L'article 553 indique les personnes qui par leur *qualité* sont justiciables des Cours Spéciales, et l'art. 554, quels sont les *crimes* qui rentrent dans la compétence de ces Cours : mais lorsque les Cours Spéciales ne se trouvent saisies qu'à *raison de la qualité des personnes*, et que l'un des prévenus n'en est pas *personnellement* justiciable, la connaissance de l'affaire appartient aux Tribunaux ordinaires. (Art. 555.)

IV. Les personnes qui sont justiciables des Cours Spéciales par leur *qualité* ; sont les *vagabonds*, les *gens sans aveu* et les *condamnés à des peines afflictives ou infamantes*.

L'article 270 du Code pénal définit les *vagabonds* ou *gens sans aveu*, ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance, et qui n'exercent habituellement ni métier ni profession.

Ces trois circonstances sont simultanément requises pour constituer le vagabondage ; de manière que l'on ne peut considérer comme vagabond, celui qui exerce habituellement un métier ou une profession, lors même qu'il n'a aucun domicile certain ; de même que celui-là ne peut être non plus rangé dans cette classe, qui a un domicile certain ou des moyens de subsistance, quand il n'exercerait habituellement ni métier ni profession.

V. Sous l'empire de la loi du 18 pluviôse an ix, la Cour de cassation a prononcé souvent sur la question de savoir, si les Cours Spéciales pouvaient retenir la connaissance des crimes imputés à des *prévenus* de vagabondage; et elle a toujours confirmé les arrêts par lesquels les Cours Spéciales s'étaient déclarées compétentes, en s'appuyant du motif, que la loi du 18 pluviôse an ix attribuait compétence aux Cours Spéciales pour connaître *du fait de vagabondage*; cependant la Cour de cassation a toujours mis cette modification à ses arrêts, que si le vagabondage n'était pas reconnu, l'affaire devait être renvoyée par la Cour Spéciale saisie, devant les Tribunaux ordinaires.

VI. Mais, dans le système du Code d'instruction criminelle, la Chambre d'accusation doit-elle ordonner que le prévenu de vagabondage sera d'abord jugé sur le fait du vagabondage, toutes choses restant d'ailleurs en état?

Cette forme de procéder nous paraît être la plus régulière, à moins de faire le renvoi du tout à la Cour d'Assises; car il n'y a que les vagabonds qui peuvent être traduits devant la Cour Spéciale, sur prévention de crimes *ordinaires*, et il n'est pas certain que le prévenu de vagabondage soit réellement un vagabond, tant qu'il n'a pas été reconnu pour tel par un jugement irrévocable.

Il pourra bien résulter de là quelque retard; mais ce ne peut être un motif suffisant pour soumettre à la *Cour spéciale* une affaire qui ne rentre pas nécessairement dans ses attributions.

La Chambre d'accusation ne peut faire un renvoi *hypothétique*.

VII. On pourrait puiser une objection contre cette opinion, dans les termes de l'art. 553, qui parle des *crimes commis par des vagabonds*, et non de crimes commis par des *condamnés* pour cause de vagabondage.

Mais un individu ne peut être réputé *vagabond*, que lorsqu'un jugement lui a imprimé ce caractère, comme on ne peut être qualifié d'assassin ni de voleur, avant que, sur une prévention d'assassinat ou de vol, ou n'ait été condamné comme coupable de l'un de ces crimes.

VIII. La même difficulté ne peut se présenter relativement aux *condamnés* à des peines afflictives ou infamantes; tout dépend, à leur égard, du point de savoir s'il existe contre eux un arrêt de condamnation.

Lorsque l'arrêt de condamnation n'est pas représenté, le renvoi de l'affaire doit être fait à la Cour d'Assises: il ne suffit pas pour saisir la Cour Spéciale, de la simple allegation que le prévenu a été condamné.

IX. Si l'identité du prévenu était contestée, il faudrait commencer par la faire reconnaître dans la forme prescrite par les art. 513 et suivans du Code d'instruction criminelle; c'est-à-dire, par la Cour qui a prononcé la condamnation, ou

par celle qui lui a été substituée par suite de la nouvelle organisation judiciaire.

X. Mais si la Cour Spéciale se trouvait compétente à raison de la matière, et que le prévenu ne déniât son identité que pour échapper aux peines de la *récidive*, faudrait-il supcéder au jugement, jusqu'à ce que l'identité eût été reconnue?

Si l'allégation d'une condamnation préexistante de l'accusé n'était faite que pendant le cours des débats, il n'y aurait pas motif suffisant de les interrompre pour en rechercher la preuve; car les débats une fois entamés ne peuvent être interrompus. (*Art. 578.*)

Suffira-t-il donc à l'accusé de dénier son identité?

Si la Cour saisie n'est pas compétente pour prononcer sur l'identité, il ne peut être prononcé aucune aggravation de peine, quand l'identité paraîtrait constante; car la loi ne considère l'identité comme capable de produire son effet, que quand elle a été déclarée par jugement.

C'est un mal, sans doute, que l'accusé ne puisse, en pareil cas, être puni dans toute la rigueur de la loi; mais il y aurait un plus grand mal encore d'intervertir l'ordre des juridictions, et de condamner un individu qui n'aurait pas été *légalement* convaincu d'être tombé en *récidive*.

Si la condamnation subie par l'accusé avait été connue des Juges avant sa présentation aux débats, ce serait à eux que l'on devrait imputer de n'avoir pas renvoyé le jugement de l'affaire à la session suivante, pour qu'il fût prononcé préalablement sur l'identité.

XI. Les Cours Spéciales ordinaires doivent juger sans assistance de Jurés; c'est là principalement ce qui les distingue des Cours d'Assises.

XII. Une observation importante, c'est que la condamnation qui constitue la *récidive* doit avoir porté sur un *crime emportant peine afflictive ou infamante*, pour donner compétence à la Cour Spéciale.

Il en était déjà de même sous l'empire de la loi du 18 pluviôse an ix. (*Arrêt du 8 thermidor an ix.*)

Mais faut-il que le fait pour raison duquel la condamnation a été prononcée, ait encore le caractère de crime, pour rentrer dans l'application de l'art. 553, et pour rendre le prévenu justiciable de la Cour Spéciale?

Tout ce qu'exige l'art. 553, c'est qu'il existe une première condamnation à des peines afflictives ou infamantes: d'où il suit que la nature des peines appliquées doit être seule prise en considération, sans qu'il soit nécessaire de se livrer à l'examen de la question de savoir, si le crime pour raison duquel le prévenu a été condamné, serait, ou non, dans l'état actuel de la législation, de nature à emporter des peines afflictives ou infamantes.

XIII. Ce n'est pas seulement le condamné dont l'arrêt a été *exécuté*, qui rentre

par sa qualité dans la compétence des Cours Spéciales; il suffit qu'il ait commis le nouveau crime qui lui est imputé, depuis sa première *condamnation*.

Si le condamné s'était pourvu en cassation, et qu'avant l'arrêt intervenu sur son recours, il eût commis un nouveau crime emportant peine afflictive ou infamante, rentrerait-il par sa qualité dans la compétence des Cours Spéciales?

Oui, si son recours avait été rejeté, car l'arrêt de rejet n'aurait fait que maintenir une condamnation existante.

La question aurait pu paraître problématique sous l'empire de la loi du 18 pluviôse an ix, dont l'art. 6 semblait exiger que le crime eût été commis par le condamné *pendant la durée de sa peine*; mais l'art. 553 du Code d'instruction criminelle parle des condamnés sans restriction: de sorte qu'il suffit d'avoir été l'objet d'une condamnation définitive pour rentrer dans l'application de cet article.

XIV. Si la condamnation du prévenu avait été prononcée par *contumace*, elle ne pourrait produire l'effet de constituer la récidive, puisque sa représentation aneantit de plein droit le jugement qui a prononcé sa condamnation; cependant, si le condamné par contumace n'était repris qu'après la prescription de sa peine, et qu'il fût prévenu d'un crime commis depuis sa condamnation, ce crime rentrerait dans la compétence des Cours Spéciales.

XV. Si le condamné à des peines afflictives ou infamantes, prévenu d'un nouveau crime, avait été *réhabilité*, devrait-il être traduit devant une Cour Spéciale, pour raison du crime qu'il aurait commis *depuis sa réhabilitation*?

Sa réhabilitation a effacé la tache résultant de sa condamnation; cependant il faut convenir que l'article 553 ne fait pas cette distinction: il parle d'une manière générale des condamnés à des peines afflictives ou infamantes.

Mais cet article se trouve modifié par l'art. 633, qui porte que la réhabilitation fait cesser pour l'avenir, dans la personne du condamné, toutes les incapacités qui résultaient de sa condamnation.

On peut objecter qu'il n'est pas ici question d'*incapacité*, et que l'art. 633 ne relève le condamné réhabilité que des incapacités qui résultaient contre lui de sa condamnation; mais en remettant le condamné réhabilité au nombre des citoyens, en lui rendant le plein exercice de ses droits civils et politiques, on ne peut supposer que son crime se trouvant ainsi effacé aux yeux de la loi, il ait été dans l'intention du Législateur de lui faire produire l'effet de rendre le condamné réhabilité justiciable des Cours Spéciales.

XVI. Tant que le condamné à des peines afflictives ou infamantes n'a pas été réhabilité, il aurait subi sa peine, qu'il n'en rentrerait pas moins dans la disposition de l'article 553 du Code d'instruction criminelle. (*Arrêt du 10 octobre 1811.*)

ARTICLE DLIV.

Le crime de rebellion armée à la force armée, celui de contrebande armée, le crime de fausse-monnaie et les assassinats, s'ils ont été préparés par des attroupemens armés, seront jugés par les mêmes Juges et dans les mêmes formes.

OBSERVATIONS.

I. La connaissance des crimes dont le Code d'instruction criminelle attribue la compétence aux Cours Spéciales ordinaires, leur appartient, lors même qu'ils auraient été commis *antérieurement* à la mise en activité de ce Code. (*Arrêts rendus par la Cour de cassation, sur le rapport de M^l. Basire et Bailly, le 24 mai 1811.*) Mais il ne doit leur être appliqué que les peines prononcées par la loi du temps auquel le crime a été commis, lorsqu'elles sont moins fortes que les peines prononcées par les nouvelles lois. (*Art. 6 du décret impérial du 23 juillet 1810.*)

II. Le Code d'instruction criminelle ne porte pas que les Cours Spéciales ordinaires connaîtront *contre toutes personnes*, des crimes qui rentrent *par leur nature* dans les attributions de ces Cours ; mais l'art. 554 indique suffisamment qu'il doit en être ainsi, lorsqu'il déclare d'une manière absolue que les crimes qu'il mentionne *seront jugés par les Cours Spéciales*.

Ainsi, quelle que soit la qualité des personnes qui se trouvent prévenues de l'un des crimes précisés dans l'article 554, la connaissance de l'affaire appartient aux Cours Spéciales ordinaires.

Il n'y a pas même d'exception pour les *Militaires en service* ; c'est ce que la Cour de cassation jugea le 18 octobre 1811, au rapport de M. Rataud, sur prévention du crime de fausse-monnaie commis par des soldats du régiment de la Vistule, alors employé à l'armée d'Espagne.

Le Conseil de guerre s'était déclaré incompétent : son jugement fut confirmé ; et sur les réquisitions de M. le Procureur-Général, l'affaire fut renvoyée devant la Cour Impériale de Pau, pour que l'instruction y fût continuée, et que dans le cas où l'accusation serait admise, l'affaire fût portée à la Cour Spéciale de la même ville (1).

(1) « La Cour, attendu que le crime de fausse-monnaie a été rangé dans les attributions des Cours Spéciales, par la loi du 23 floréal an x, et par l'art. 554 du Code d'instruction criminelle ; — que d'après un avis du Conseil-d'Etat, approuvé par Sa Majesté l'Empereur et Roi le 28 floréal an xi, les Militaires sont justiciables des Cours Spéciales pour les cas spéciaux ; — que les Militaires Français, et ceux faisant partie des armées Françaises hors du territoire, restent soumis aux lois de l'Empire ; qu'ainsi, dans l'espèce, où il s'agit d'un crime de fausse-monnaie dont

III. Il faut cependant excepter de la généralité de l'art. 554, les personnes qui ont leur cause commise à la *Haute - Cour Impériale*; car les lois *générales* ne dérogent aux lois *spéciales*, que quand elles renferment une abrogation formelle.

Les Juges et les Officiers du Ministère public près les Tribunaux, ne rentrent pas non plus dans la disposition de cet article : il y a même motif de décider.

IV. L'article 554 a réduit au nombre de quatre les délits que les lois antérieures avaient mis dans la compétence des Cours Spéciales.

Il ne reste aujourd'hui dans leurs attributions que les crimes de *rebellion armée à la force armée*; de *contrebande armée*; de *fausse-monnaie*; et les *assassinats préparés par des attroupemens armés*.

V. Pour que le *crime de rebellion* rentre dans les attributions des Cours Spéciales, il faut qu'elle ait eu lieu *avec armes*, et qu'elle ait été dirigée *contre la force armée*.

« Sont compris dans le mot *armes*, porte l'art. 101 du Code pénal, toutes machines, tous instrumens ou ustensiles tranchans, perçans ou contondans.

» Les couteaux et ciseaux de poche, ajoute le même article, les cannes simples ne seront réputés armes qu'autant qu'il en aura été fait usage pour tuer, blesser ou frapper. »

Ainsi, dans le sens de la loi, non-seulement ce que l'on appelle *armes* dans le langage vulgaire, mais toutes machines, instrumens ou ustensiles quelconques, doivent être considérés comme tels, lorsqu'ils sont devenus dans les mains du porteur, des armes offensives.

Ce ne sont pas des *cannes simples*, que celles qui sont *armées de ferrure ou de dard*, ni les bâtons *nouveaux* par le bout. (*Arrêts des 15 floréal an xii et 7 octobre 1808.*)

Ce ne sont pas non plus des *couteaux de poche*, dans le sens de la loi, que ceux qui sont renfermés dans des *gaines*. (*Arrêt du 13 août 1807.*)

VI. Si le prévenu n'était porteur que de couteaux ou ciseaux de poche, ou d'une canne simple, il ne suffirait pas qu'il eût fait la menace de s'en servir pour

» sont prévenus huit soldats du régiment de la Vistule, faisant partie de l'armée Française en Espagne, c'est à une Cour Spéciale qu'il appartient d'en connaître, comme l'a jugé le premier Conseil de guerre permanent de la division du nord de l'Espagne, qui, en conséquence, s'est déclaré incompétent, par jugement du 30 décembre dernier; — qu'il importe de faire cesser les obstacles qui, en cet état, arrêtent la marche d'une procédure criminelle, et de désigner, à cet effet, l'autorité qui devra procéder au jugement : — faisant droit sur le réquisitoire du Procureur-Général-Impérial, et statuant par règlement de Juges, renvoie les nommés..... devant la Cour Impériale de la ville de Pau, et s'il y a lieu à accusation, devant la Cour Spéciale de la même ville. »

652 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

tuer, blesser ou frapper ; il faudrait qu'il en eût fait usage ; car l'art. 101 du Code pénal parle d'*usage fait*, et non de *simples menaces* : et les lois pénales doivent être renfermées dans leurs termes.

VII. La rébellion aurait été faite *avec armes*, que, pour rentrer dans l'application de l'art. 554 du Code d'instruction criminelle, il faudrait encore qu'elle eût été dirigée *contre la force armée*.

Mais les voies de fait commises par un rassemblement armé contre la force armée, ayant même qu'elle se fût mis en devoir d'exécuter les ordres dont elle serait chargée, entrent dans la disposition de l'article cité. (*Arrêt du 19 décembre 1811.*)

VIII. Elles n'y rentrent cependant que quand la rébellion constitue un *crime*, et non pas un simple *délit* ; car toute rébellion, même *avec armes*, ne constitue pas nécessairement un *crime* ; et c'est du seul *crime* de rébellion que parle l'art. 554.

Si la rébellion n'a été commise que *par une ou par deux personnes même avec armes*, elle ne peut être punie que d'un emprisonnement de six mois à deux ans, c'est-à-dire, d'une peine *correctionnelle*. (*Art. 212 du Code pénal.*)

IX. Si la rébellion armée à la force armée ne constituait par elle-même qu'un simple *délit*, elle aurait eu un *crime* pour résultat, que l'affaire ne rentrerait pas pour cela dans la compétence des Cours Spéciales.

Ce qui résulterait seulement de cette circonstance, c'est que la rébellion, à raison du crime dont elle aurait été le résultat, rentrerait dans la compétence de la Cour d'Assises.

C'est ce que la Cour de cassation jugea le 17 mars 1812, au rapport de M. Busschop.

X. Il y a rébellion à la force armée, lors même qu'elle n'a été exercée que contre un *seul* individu armé.

Mais il ne suffit pas que l'individu auquel la rébellion a été faite, fasse *partie de la force armée*, pour qu'il y ait rébellion à la force armée dans le sens de l'art. 554 du Code d'instruction criminelle ; il faut qu'elle ait été exercée contre un individu armé agissant dans l'exercice légal de ses fonctions.

C'est ce que la Cour de cassation jugea le 7 avril 1809, au rapport de M. Bauchau, en déclarant une Cour Spéciale incompétente pour connaître de la rébellion faite à des Militaires employés en qualité de *garnisaires*.

Il avait été jugé au contraire le 7 octobre 1808, que la rébellion faite à un Huissier, assisté de la Gendarmerie pour l'exécution de la commission dont il était chargé, avait constitué une rébellion à la force armée, quoiqu'il ne résultât pas de l'instruction que la rébellion eût été dirigée personnellement *contre les Gendarmes*.

Si les Gendarmes avaient été déguisés, la Cour de cassation n'aurait pas jugé de même ; c'est ce qui résulte de son arrêt du 3 brumaire an xiv.

XI. Le 27 vendémiaire de la même année, la Cour de cassation eut à juger la question de savoir s'il y avait eu rébellion faite à la Gendarmerie dans l'espèce suivante.

Un Huissier s'était fait assister de Gendarmes, pour mettre à exécution un mandement de Justice, et il s'était présenté au domicile de la partie contre laquelle cette exécution devait se faire, à une heure à laquelle il n'avait pas le droit d'exploiter : il lui avait été fait rébellion.

Il ne pouvait être question de la validité de l'exploit ;

L'heure à laquelle la rébellion avait été faite ne pouvait en changer le caractère.

La compétence de la Cour Spéciale fut maintenue.

XII. Elle le fut de même par arrêt du 2 juillet 1807, dans l'espèce que voici :

Il avait été fait rébellion à la Gendarmerie, à l'effet d'empêcher qu'elle garrotât un conscrit qu'elle venait d'arrêter, et qui lui était échappé une première fois.

Si la Gendarmerie commettait un acte arbitraire, cela n'autorisait pas les personnes qui en étaient les témoins, à lui faire rébellion.

XIII. Le 5 juin 1806, la Cour de cassation jugea qu'il y avait rébellion à la force armée, dans le fait d'une rébellion faite à la *Garde Nationale* d'une Commune *hors* de son arrondissement ; attendu qu'il était acquis qu'elle y avait été conduite par l'Officier public qui avait eu le droit de la requérir.

Le premier août 1808, la Cour de cassation le jugea de nouveau dans le même sens ; mais dans cette dernière espèce il y avait cela de particulier, que le Maire qui avait conduit la Garde Nationale hors du territoire de la Commune, y avait été *spécialement* autorisé par l'Administration supérieure.

XIV. Un décret impérial du 11 juin 1806, a autorisé la réquisition des Gardes champêtres des communes, pour l'arrestation des déserteurs et des conscrits réfractaires ; ce qui les constitue force armée lorsqu'ils exercent les fonctions que ce décret leur attribue ; de sorte que la rébellion qui leur est faite dans l'exercice de ces fonctions, est une véritable rébellion à la force armée.

C'est ce qui fut jugé le 12 août 1808.

Mais tant que les Gardes champêtres ne remplissent que leurs fonctions ordinaires, la rébellion qui leur est faite ne l'est pas à une force armée.

XV. Les Gardes champêtres seraient dans l'exercice des fonctions qui leur sont attribuées par le décret du 11 juin 1806, que s'ils n'étaient pas revêtus des marques distinctives de leur qualité, et qu'ils ne fussent pas personnellement connus pour tels, la rébellion qui leur serait faite, ne pourrait être considérée comme rébellion à la force armée, lors même qu'ils auraient déclaré leur nom et leur qualité, et que l'un et l'autre auraient été attestés par le Maire de la Commune. C'est ce que la Cour de cassation jugea le 13 avril 1809 ; décision sage, à raison des abus qui pourraient résulter d'une Jurisprudence contraire.

XVI. Mais si le Garde champêtre était *connu pour tel* de l'individu qui lui aurait fait rebellion, il faudrait le décider autrement (*arrêt du 9 nivôse an XI*) ; attendu qu'il n'y en a pas moins outrage fait à un Fonctionnaire public, qui n'est pas revêtu de son costume, lorsque celui qui s'en est rendu coupable le connaissait pour tel.

XVII. Les Gardes forestiers de l'Administration, des Communes et des Etablissements publics, constituent une force armée, connue sous le nom de Garde Forestière. (*Loi du 9 floréal an XI, et décret impérial du 11 juin 1806.*)

Ne sont pas mis sur la même ligne les Gardes forestiers des *particuliers*. (*Arrêts des 14 avril, 2 juin et 25 août 1808*) ;

Non plus que les Employés aux Droits réunis et aux Octrois. (*Arrêts des 21 mai 1807, et 23 juin 1808.*)

Mais les Préposés aux Douanes constituent réellement une force armée. (*Arrêt du 23 avril 1807.*)

XVIII. Faut-il pour constituer rebellion, qu'il y ait eu violence ou voies de fait *exercées* ?

Suffit-il de *vociférations* et de *menaces* ?

L'art. 1.^{er} de la loi du 19 pluviôse an XIII exigeait, pour qu'il y eût lieu à la compétence des Cours Spéciales, qu'il eût été *exercé des violences ou voies de fait*.

L'art. 554 du Code d'instruction criminelle parle au contraire de la rebellion, sans rien préciser.

Mais l'art. 209 du Code pénal a réparé cette omission, dans la définition qu'il a donnée de la *rebellion*, en disant qu'elle se constitue *par toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers la force publique*.

L'art. 219 du même Code considère bien comme une réunion de *rebelles*, celle qui a été accompagné de *violences ou de menaces* contre la force publique ; mais cet article est particulier aux *ouvriers et journaliers*, aux *individus admis dans les Hospices*, et aux *prisonniers* prévenus, accusés ou condamnés ; c'est une exception au droit commun, qui, loin de déroger au principe général, ne fait que le confirmer.

Il faut donc pour constituer rebellion dans le sens de l'art. 554 du Code d'instruction criminelle, qu'il y ait eu des *violences ou voies de fait* et non pas de simples *vociférations* ou de simples *menaces*.

XIX. Mais doit-on regarder comme simple *menace* le fait de l'individu armé de fusil qui a couché en joue le Gendarme qui l'a surpris en délit, lorsqu'il le voit disposé à l'arrêter ?

C'est une véritable *voie de fait*.

La Cour de cassation le jugea ainsi par arrêt du 29 juillet 1808, en renvoyant la Cour Spéciale le jugement d'un individu qui, sommé par un Gendarme dans l'exercice de ses fonctions, de lui justifier de son permis de port-d'armes, s'y était refusé et avait mis en joue le Gendarme, avec menace de le tuer s'il ne se retirait.

XX. Quelque *grossières* que soient les injures, quelque violentes que soient les *menaces*, si elles ne sont pas suivies de voies de fait ou d'un commencement d'exécution, elles ne constituent qu'un délit ordinaire.

De simples propos grossiers ne constitueraient pas même un délit, attendu qu'ils ne peuvent porter préjudice à l'honneur et à la réputation de celui auquel ils sont adressés. (*Arrêt du 16 juin 1809.*)

XXI. Il suffit de l'existence matérielle de la rébellion armée à la force armée, pour que l'affaire entre dans la compétence des Cours Spéciales; de telle sorte que sa compétence ne pourrait être contestée, sur le motif qu'il n'y aurait pas eu mauvaise intention de la part des prévenus.

C'est à la Cour Spéciale à apprécier l'intention, d'où dépend la culpabilité de l'accusé.

C'est ce que la Cour de cassation jugea le 19 mars 1807; d'où il suit que, sous un pareil prétexte, la Chambre d'accusation ne pourrait dépouiller la Cour Spéciale, pour faire le renvoi de l'affaire à une Cour d'Assises ou à un Tribunal correctionnel.

La Chambre d'accusation n'est pas appelée à juger la moralité du fait qui lui est dénoncé.

Ses fonctions se bornent à examiner, d'une part, s'il existe des traces du crime; et, d'autre part, s'il y a des indices suffisants que le prévenu s'en est rendu coupable.

Lorsque ces deux points sont établis, la Chambre d'accusation n'a plus que la question de compétence à juger, et cette question dépend de la nature du crime dont le prévenu est accusé.

XXII. Mais il faut toujours en revenir à ce point, que pour rentrer dans la compétence des Cours Spéciales, la rébellion doit avoir été faite *par plus de deux individus* porteurs d'armes *ostensibles*, contre une force agissant légalement dans l'exercice de ses fonctions; ce qui nous amène naturellement à examiner la question dans ses rapports avec la Gendarmerie.

La Gendarmerie ne peut entrer de jour ni de nuit dans la maison des citoyens pour y faire des recherches, à moins que ce ne soit pour y mettre à exécution des ordonnances de Justice, et son mandat doit même être *spécial* lorsqu'il est question d'y faire, pendant la nuit, la perquisition de conscrits ou de déserteurs.

Il peut cependant être suppléé à ce mandat spécial, par l'assistance du Commissaire de police, du Maire ou de l'Adjoint de Maire de la Commune. (*Art. 131 de la loi du 28 germinal an XI, et décret impérial du 4 août 1806.*)

Sauf ces exceptions, la Gendarmerie ne peut s'introduire dans la maison des citoyens, que dans le cas d'incendie, d'inondation ou de réclamation de l'intérieur.

Si la Gendarmerie n'agit pas en vertu d'une ordonnance de Justice pendant le jour, et d'un mandat spécial pendant la nuit, ou qu'il ne soit pas suppléé à ce mandat par la présence du Commissaire de police, du Maire ou de l'Adjoint de Maire de la

Commune, elle n'a d'autre parti à prendre, que d'investir la maison, afin que personne n'échappe à ses recherches, en attendant qu'elle ait pu se procurer, soit le mandat dont elle a besoin, soit l'assistance d'un Officier public.

Mais si les Gendarmes en tournée frappaient à la porte de la maison dans laquelle ils auraient à faire une perquisition, et que l'entrée leur en fût volontairement accordée, il ne pourrait leur être fait aucun reproche de s'y être introduits; ils seraient présumés être dans l'exercice légal de leurs fonctions; de sorte que s'il leur était fait rebellion à main armée par plus de deux personnes, l'affaire rentrerait dans les dispositions de l'art. 554.

Mais si les Gendarmes avaient entrepris d'entrer de force, par escalade ou par effraction dans la maison, ce ne serait plus une rebellion qui leur serait faite, mais une défense légitime qui serait exercée de la part du propriétaire de la maison, si les Gendarmes n'étaient pas porteurs d'un mandement de Justice, ou s'ils n'étaient pas accompagnés d'un Officier public.

S'ils s'étaient bornés à demander que la porte leur fût ouverte, sans commettre aucune voie de fait pour s'introduire dans la maison; que sur le refus qui leur aurait été fait, ils se fussent éloignés; et qu'ayant investi la maison, ils eussent été assaillis par plus de deux personnes armées: il y aurait bien réellement rebellion armée à la force armée, dans le sens du Code d'instruction criminelle, et du Code pénal.

C'est ce que la Cour de cassation a décidé, en annulant un arrêt de la Chambre d'accusation de la Cour Impériale de Toulouse, qui avait jugé le contraire; et ce qu'elle a encore jugé en Sections réunies, sous la présidence du Grand-Juge Ministre de la Justice, le 16 avril 1812, sur le nouveau recours exercé contre l'arrêt de la Chambre d'accusation de la Cour Impériale de Bordeaux, à laquelle l'affaire avait été renvoyée.

XXIII. L'art. 554 du Code d'instruction criminelle, met aussi dans les attributions des Cours Spéciales ordinaires, le crime de *contrebande armée*; mais l'art. 5 du décret impérial du 18 octobre 1810, l'en a retiré, *temporairement* pour le mettre dans la compétence exclusive des Cours prévôtales des Douanes établies par le même décret.

Les Cours Spéciales ordinaires s'en trouvent, par ce moyen, *momentanément* dessaisies.

XXIV. Quoique la compétence en matière de contrebande armée, se trouve déléguée jusqu'à la paix générale, aux Cours prévôtales des Douanes; cela ne peut néanmoins nous dispenser d'examiner ce qui tend à la constituer.

La loi du 13 floréal an xi, s'occupait déjà de la contrebande avec attroupement et port d'armes; et l'art. 14 de l'arrêté Consulaire du 16 frimaire précédent, était ainsi conçu: « Tout contrebandier qui, ayant fait résistance, aura tué ou blessé un Militaire ou Préposé des Douanes; tout individu saisi les armes à la main, ou prévenu d'avoir, à main armée, importé ou exporté, ou protégé l'importation ou

» l'exportation de denrées ou marchandises, ensemble leurs fauteurs, complices ou adhérens, et ceux qui auront assuré les marchandises, seront considérés comme ayant fait partie d'un rassemblement armé. »

Il résulte de là qu'il y a crime de *contrebande armée*, lors même qu'elle est faite par un *seul* individu armé.

Cependant la rébellion armée ne devient *crime*, que par la réunion de plus de deux personnes ; mais il n'est pas question ici de *rébellion* : la contrebande armée est un crime particulier qui se constitue *par le seul fait* que la contrebande a été faite avec armes.

Ainsi, que la *contrebande armée* ait été faite par une *seule* ou par *plusieurs* personnes, c'est un crime qui rentre dans la compétence des Cours Spéciales et *temporairement* dans celle des Cours prévôtales des Douanes ; sauf l'application des peines, suivant la gravité des circonstances.

XXV. Les crimes dont peuvent être prévenus les Employés des Douanes dans l'exercice de leurs fonctions, rentrent dans la compétence des Cours prévôtales des Douanes.

Le crime d'entreprise de contrebande y rentre également, lorsque la prévention porte contre les chefs de bande, conducteurs ou directeurs de réunion de fraudeurs, contre les assureurs, les intéressés et les complices dans les entreprises de fraude.

Mais ces crimes ne rentrent pas dans la compétence des Cours Spéciales *ordinaires* ; de sorte qu'à la paix générale, ils appartiendront à la connaissance des Cours d'Assises, s'il n'en est pas autrement disposé.

XXVI. Le crime de fausse-monnaie est encore un des crimes qui rentrent dans les attributions des Cours Spéciales *ordinaires*.

Toute la législation relative à ce genre de crime se trouve consignée dans les art. 132, 133, 134, 135, 136, 137 et 138 du Code pénal.

Mais les art. 132, 133 et 134 sont les seuls sur lesquels la compétence des Cours Spéciales puisse être fondée ; car le Code n'a réputé *crimes* en cette matière, que les faits qui s'y trouvent mentionnés ; et les Cours Spéciales ne peuvent connaître que des *crimes*.

Ces articles sont ainsi conçus :

ART. 132. « Quiconque aura contrefait ou altéré les monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal en France, ou participé à l'émission ou exposition desdites monnaies contrefaites ou altérées, ou à leur introduction sur le territoire français, sera puni de mort, et ses biens seront confisqués. »

ART. 133. « Celui qui aura contrefait ou altéré des monnaies de billon ou de cuivre ayant cours légal en France, ou participé à l'émission ou exposition desdites monnaies contrefaites ou altérées, ou à leur introduction sur le territoire français, sera puni des travaux forcés à perpétuité. »

ART. 134. « Tout individu qui aura, en France, contrefait ou altéré des monnaies » étrangères, ou participé à l'émission, exposition ou introduction en France de » monnaies étrangères contrefaites ou altérées, sera puni des travaux forcés à temps. »

XXVII. L'article 135 déclare que la *participation* dont il est parlé dans les précédents articles, ne s'applique pas à ceux qui, ayant reçu pour *bonnes* des pièces de monnaies contrefaites ou altérées, les ont remises en circulation.

Celui-là même qui en a fait *usage*, après en avoir vérifié ou fait vérifier les vices, ne peut être puni que de peines correctionnelles.

Il ne peut y avoir non plus que des peines correctionnelles à appliquer à ceux qui, ayant connaissance d'une fabrique ou d'un dépôt de monnaies d'or, d'argent, de cuivre ou de billon contrefaites ou altérées, n'en a pas fait la révélation dans les vingt-quatre heures. (*Art. 136.*)

Il ne peut même être appliqué aucune peine aux ascendans et descendans, aux frères et sœurs du prévenu, à ses alliés au même degré et à son conjoint, même divorcé. (*Art. 137.*)

XXVIII. L'article 138 fait grâce des peines encourues par les auteurs et complices du crime de fausse-monnaie, lorsqu'ils en ont donné la connaissance à l'autorité compétente.

Il étend cette faveur à ceux qui ont procuré l'arrestation des coupables, après même que les poursuites ont été commencées.

Mais ils n'en doivent pas moins être traduits devant la Cour Spéciale; car s'il ne peut leur être appliqué aucune peine, ils peuvent être mis sous la surveillance de la Haute-Police; et il faut d'ailleurs qu'il soit déclaré par l'arrêt, qu'ils se trouvent dans l'une des exceptions de l'art. 138.

XXIX. Le fait d'avoir blanchi une pièce de billon pour la mettre en circulation comme monnaie d'argent, constitue le crime de fausse-monnaie. (*Arrêt des 3 juin 1803, et 4 juillet 1811.*)

XXX. L'article 554 du Code d'instruction criminelle n'ayant mis dans la compétence des Cours Spéciales que le crime de *fausse-monnaie*, faut-il en induire que ces Cours n'ont compétence que dans le cas où il y a eu *contrefaçon, altération, exposition, distribution ou introduction* en France de monnaies contrefaites ou altérées?

Par décret impérial du 24 avril 1808, les *fabricateurs de balanciers* ont été assimilés aux *faux-monnayeurs*.

Lorsque l'art. 554 a déclaré que le crime de fausse-monnaie entraînait dans la compétence des Cours Spéciales, il l'a déclaré tant à l'égard des *auteurs* du crime que de leurs *complices*; et celui qui fait les balanciers pour la fabrication de la fausse-monnaie, est bien évidemment le complice du faux-monnayeur, puisqu'il prépare et qu'il facilite cette fabrication.

L'article 464 du Code pénal reçoit d'ailleurs ici naturellement son application;

puisque le décret impérial du 24 avril 1808 était en pleine vigueur lorsque le Code a été mis en activité.

XXXI. La confiscation des biens des condamnés pour crime de fausse-monnaie, ne peut être prononcée que lorsqu'il y a eu contrefaçon, altération, exposition ou importation de monnaie *d'or ou d'argent*, contrefaite ou altérée, ayant cours *légal* en France.

Les art. 133 et 134 du Code pénal, ne renferment pas en effet la même disposition que l'art. 132; et l'art. 37 porte que la confiscation générale des biens, n'est la suite nécessaire d'aucune condamnation; qu'elle ne peut avoir lieu que dans le cas *où la loi la prononce EXPRESSÉMENT*.

XXXII. Le quatrième genre de crimes dont l'art. 554 attribue la connaissance aux Cours Spéciales, comprend les *assassinats préparés par des attroupemens armés*.

L'article 11 de la loi du 18 pluviôse an ix renfermait déjà la même disposition; mais l'art. 10 donnait également compétence aux Cours Spéciales pour connaître, en concurrence avec les Tribunaux ordinaires, des assassinats *prémédités*; et l'article 554 du Code d'instruction criminelle, n'a mis dans leur attribution que les *assassinats préparés par des attroupemens armés*.

Ces mots, *assassinats préparés par des attroupemens armés*, dont s'est servi le Législateur, doivent être pris à la lettre; de manière que l'affaire ne rentre dans la compétence des Cours Spéciales, qu'autant qu'il y a eu *attroupement armé*, et que cet attroupement a eu pour objet un *assassinat*.

Ainsi, ce ne serait pas un crime de la compétence de la Cour Spéciale, que l'assassinat qui aurait été commis dans un attroupement *qui n'aurait pas été armé*, lors même que le rassemblement aurait eu pour objet *l'assassinat* dont on ferait la recherche et la poursuite.

Et le crime n'y rentrerait pas non plus, quand l'assassinat aurait été commis dans un *rassemblement armé*, si ce rassemblement n'avait pas eu *l'assassinat* pour objet.

XXXIII. Pour que l'arrêt de renvoi prononcé par la Chambre d'accusation puisse être maintenu, il doit donc être motivé, non-seulement sur ce que l'assassinat a été *préparé par un attroupement*, mais sur ce qu'il l'a été par un *attroupement armé*; car tout est de rigueur, lorsqu'il s'agit d'intervertir l'ordre des juridictions.

XXXIV. Il suffit que l'assassinat commis ait été *préparé* par un attroupement *armé*, lors même que la personne assassinée ne serait pas celle qui en aurait été l'objet. Ce serait en effet une vaine subtilité que de prétendre que la Cour Spéciale serait incompétente pour connaître d'un assassinat qui aurait été commis par un rassemblement armé, sur le motif que le rassemblement se serait formé pour commettre un *autre* assassinat que celui de l'individu réellement assassiné.

XXXV. Faut-il que tous les individus qui composent le rassemblement soient *armés*? Faut-il que les armes soient *ostensibles*?

Celui qui a été surpris dans le rassemblement, sans être porteur d'armes, est-il justiciable de la Cour Spéciale?

Le rassemblement *armé* se constitue, suivant l'art. 214 du Code pénal, par une réunion d'individus qui ont projeté de commettre un *crime* ou un *délit*, lorsque *plus de deux d'entre eux* sont porteurs d'*armes ostensibles*.

Ainsi, pour qu'il y ait rassemblement *armé*, dans le sens de la loi, il suffit qu'il soit composé de *plus de deux personnes* portant des *armes ostensibles*, lorsque le rassemblement a eu pour objet de commettre un crime ou un délit.

Ces deux circonstances doivent donc être *consignées* par la Chambre d'accusation, dans son arrêt de renvoi à la Cour Spéciale.

XXXVI. Si quelques personnes faisant partie d'un rassemblement non réputé armé se trouvaient munies d'*armes cachées*, elles devraient, aux termes de l'art. 215 du Code pénal, être individuellement punies comme si elles avaient fait partie d'un rassemblement armé; mais si aucun des individus qui faisaient partie du rassemblement n'était porteur d'*armes ostensibles*, la compétence de la Cour Spéciale, ne serait pas suffisamment établie par la découverte des *armes cachées*.

XXXVII. Lorsqu'il y a rassemblement armé, et que dans le nombre des personnes qui le composent, il y en a *plus de deux* qui sont porteurs d'armes ostensibles, tous les individus qui en font partie, même ceux qui n'étaient pas armés, doivent être traduits devant la Cour Spéciale, à raison de leur complicité.

L'art. 555 du Code d'instruction criminelle ne peut recevoir d'application à ce cas.

Cet article n'est applicable qu'à celui où la Cour Spéciale se trouve saisie, à raison de la *qualité* des personnes; et dans l'espèce particulière, c'est par la *nature du crime*, et non par la *qualité des personnes* que la Cour Spéciale est appelée à instruire et à juger.

ARTICLE D L V.

Si, parmi les prévenus de crimes spécifiés en l'article 553, et qui sont, par la simple qualité des personnes, attribués à la Cour Spéciale, il s'en trouve qui ne soient point par ladite qualité justiciables de cette Cour, le procès et les parties seront renvoyés devant les Cours d'Assises.

OBSERVATIONS.

1. Il résulte de la disposition de cet article, que la compétence de la Cour Spéciale cesse toutes les fois qu'elle ne se trouve saisie qu'à raison de la *qualité* des personnes, et que dans le nombre des prévenus, il y en a qui ne sont pas ses justiciables.

II. La disposition de cet article reçoit son application à tous les Tribunaux d'*exception* ; elle n'est que déclarative du droit commun. La juridiction ordinaire est en effet celle de tous les citoyens, lorsque la loi n'en a pas autrement disposé d'une manière formelle.

III. Si l'un des prévenus était justiciable, par sa qualité, de la *Haute-Cour Impériale*, lors même que ses complices appartiendraient à la juridiction ordinaire, la Haute-Cour attirerait à elle tous les prévenus.

La raison est que, dans aucun cas, le prévenu qui est justiciable de la *Haute-Cour Impériale*, par sa qualité, ne peut en être distrait pour être livré au jugement des Tribunaux ordinaires, et que l'instruction en matière criminelle est indivisible.

IV. Les Tribunaux *militaires* ne sont pas précisément des Tribunaux d'*exception*, dans toute l'étendue qu'on peut attacher à cette qualification ; mais ils n'en sont pas moins *hors* de la classe des Tribunaux ordinaires : aussi la loi du 22 messidor an iv a-t-elle disposé que, « si parmi deux ou plusieurs prévenus du même » délit, il y en a un, ou plusieurs *militaires*, et un ou plusieurs *non militaires*, » la connaissance de l'affaire appartient aux Tribunaux ordinaires. »

La connaissance du délit appartiendrait même aux Tribunaux ordinaires, à l'exclusion des Tribunaux militaires, quand il n'aurait été commis que par des *Militaires*, s'il ne constituait pas un délit *militaire*.

Nous devons ajouter, qu'aux termes de la loi citée, *nul délit n'est militaire*, qu'autant qu'il a été commis par un individu faisant *partie de l'armée* ; de manière que pour constituer la compétence des Tribunaux militaires, il faut que trois circonstances concourent :

La première, que le délit soit *militaire* ;

La deuxième, qu'il ait été commis par un *Militaire*, ou par un individu faisant *partie de l'armée* ;

La troisième, que le prévenu n'ait pas pour complices des personnes *non militaires*, ou qui ne soient pas attachées au service des armées.

V. On trouve une exception à cette règle générale, dans les décrets des 24 janvier et 6 avril 1811, portant que les *bateliers* des 17.^e, 24.^e, 31.^e et 32.^e divisions militaires, qui ont favorisé la communication avec l'Angleterre, ainsi que leurs *complices*, doivent être traduits devant une Commission militaire.

Les crimes et délits commis dans les ports et arsenaux, dont la connaissance est spécialement attribuée aux *Tribunaux militaires* par le décret impérial du 9 novembre 1806, rentrent également dans leur compétence, quelle que soit la *qualité* des personnes qui en sont prévenues ; mais il ne doit être appliqué aux prévenus non militaires que les peines du Code pénal de 1810, et non pas celles du Code pénal militaire.

VI. Si la Cour Spéciale ordinaire ou extraordinaire avait été *légalement saisie* ; par l'arrêt de renvoi, de la connaissance d'un crime qui fût de sa compétence, à raison de la *qualité* de l'accusé, devrait-elle se déclarer incompétente, si par l'instruction, ou par les débats, elle venait à découvrir des complices qui ne fussent pas ses justiciables ?

Si la connaissance en était acquise par l'instruction, il faudrait supercéder au jugement, jusqu'à ce qu'il eût été prononcé sur le sort des complices par la Chambre d'accusation.

Mais si l'examen était commencé, les débats devraient être continués ; car ils ne peuvent être suspendus que dans les cas autorisés par le Code ; et le Code n'en a pas autorisé la suspension pour ce cas particulier.

VII. Ce que nous venons de dire sous le rapport de la *complicité*, s'applique-t-il au cas de *connexité* ?

Si le crime *connexe*, dont la Cour Spéciale acquiert la connaissance, avait été renvoyé à une Cour d'Assises, chacune des Cours saisies par l'arrêt de renvoi devrait juger les prévenus traduits devant elle.

Le Code d'instruction criminelle ne dispose pas, en effet que toutes les fois qu'il y a connexité, il sera prononcé par le même jugement ; mais seulement que la Cour saisie statuera par un seul et même arrêt sur les délits connexes, dont les pièces se trouveront en même temps produites devant elle. (*Art. 226.*)

VIII. Si l'accusé justiciable par sa *qualité* de la Cour Spéciale, restait *seul* au procès, ce qui peut arriver, soit par le prédécès de ses co-accusés, soit parce qu'il aurait d'abord été jugé par contumace, et repris après le jugement de ses complices, soit pour toute autre cause, devrait-il être traduit à la Cour Spéciale pour y être jugé ?

Si la Cour d'Assises avait été saisie de la connaissance de l'affaire, par renvoi de la Chambre d'accusation, elle devrait la juger ; il y aurait droit acquis à l'accusé.

S'il n'était pas encore intervenu d'arrêt de renvoi, l'affaire ne pouvant plus être envisagée que sous son rapport avec la *qualité* du prévenu, ce serait la Cour Spéciale qui devrait être saisie.

• §. I.^{er}

COMPOSITION DE LA COUR SPÉCIALE.

ARTICLE DLVI.

La Cour Spéciale ne pourra juger qu'au nombre de huit Juges : elle sera composée, 1.^o du Président de la Cour d'Assises, lorsqu'il sera sur les lieux ; en son absence ou en cas d'empêchement, d'un des

Membres de la Cour Impériale qui aurait été délégué à la Cour d'Assises, et, à leur défaut, du Président du Tribunal de première instance dans le ressort duquel la Cour Spéciale tiendra ses séances; 2.º des quatre Juges formant, aux termes des art. 253 et 254, avec le Président, la Cour d'Assises; 3.º de trois Militaires ayant au moins le grade de Capitaine.

Une loi particulière réglera l'organisation de la Cour Spéciale du département de la Seine.

OBSERVATIONS.

I. La disposition de cet article a été modifiée par l'art. 103 du décret impérial du 6 juillet 1810, ainsi conçu : « Les Cours Spéciales ne pourront juger qu'*au nombre de six ou huit Juges* : s'il ne se trouve que *sept Juges* à l'audience, le *dernier* » dans l'ordre qui sera ci-après déterminé devra *s'abstenir*. »

Cet ordre a été réglé par l'art. 104 du même décret, qui porte, que les Juges militaires des Cours Spéciales siègent immédiatement *après le dernier Juge civil*; de sorte que s'il ne se trouve que *sept Juges* à l'audience, c'est nécessairement un des Juges militaires qui doit s'abstenir; et le Juge militaire qui doit s'abstenir est celui du grade le moins élevé.

A *égalité de grade*, c'est celui qui est le *dernier* dans l'ordre d'*ancienneté comme Juge*, et non le dernier dans l'ordre d'*ancienneté de grade*.

II. L'art. 556 du Code d'instruction criminelle a fixé au nombre de *trois les Militaires* qui doivent entrer dans la composition des Cours Spéciales.

Tous doivent avoir au moins le grade de Capitaine.

L'art. 559 leur donne *trois Suppléans* du même grade, sans désigner l'arme à laquelle les uns et les autres doivent appartenir; mais l'art. 24 de la loi du 20 avril 1810 porte qu'ils seront pris *parmi les Officiers de Gendarmerie du Département*.

Lorsqu'il ne se trouve pas dans le Département un nombre suffisant d'Officiers de Gendarmerie pour remplir les trois places de Juges et les trois places de Suppléans, le nombre manquant doit être complété par des Officiers *en activité de service*, ayant au moins le grade de Capitaine. (Art. 99 du décret du 6 juillet 1810.)

III. A défaut d'un nombre suffisant d'Officiers en activité de service, pour suppléer les Officiers de Gendarmerie, ce nombre peut être complété par des Officiers *en retraite*, ayant au moins le grade de Capitaine. (Art. 1.º du décret impérial du 22 octobre 1810.)

Mais il suffit d'être *Officier de Gendarmerie* dans le Département, pour être éligible. La loi du 20 avril a dérogé, à leur égard, à la règle générale établie par l'art.

556 du Code d'instruction criminelle ; de sorte que le Lieutenant et même le Sous-Lieutenant de Gendarmerie peuvent entrer dans la composition des Cours d'Assises.

IV. L'Empereur s'est réservé la nomination des Juges *militaires*.

Ces Juges ne peuvent rester *qu'une année* en fonctions. (*Art. 24 de la loi du 20 avril 1810.*)

Ils sont toujours rééligibles. (*Art. 100 du décret impérial du 6 juillet suivant.*)

V. Afin que le cours de la Justice ne soit pas interrompu, le Ministre de la Guerre est chargé de transmettre chaque année, trois mois à l'avance, au Grand-Juge Ministre de la Justice, une liste des Officiers de Gendarmerie *ayant l'âge requis* pour faire les fonctions de Juges. (*Art. 98 du même décret.*)

Cet âge est celui de 30 ans accomplis (*Art. 559 du Code d'instruction criminelle.*)

VI. Si les nominations n'étaient pas faites à temps, les Militaires qui auraient été désignés pour faire le service de l'année précédente, pourraient-ils continuer l'exercice de leurs fonctions ?

N'ayant été nommés que pour *une année*, ils n'ont plus le caractère des Juges après l'expiration de ce temps ; mais le choix de l'Empereur serait tombé sur un Militaire qui n'aurait pas le grade de Capitaine, que sa présence au jugement ne pourrait en emporter la nullité.

Il n'en serait pas de même si le Militaire nommé n'avait pas l'âge requis, à moins que le décret qui l'a nommé ne lui ait accordé une dispense d'âge.

VII. Dans la Cour Spéciale de Paris, il n'entre aucun Militaire.

Elle se compose du nombre de *huit Juges* pris dans le sein de la Cour Impériale, conformément aux dispositions de l'art. 32 de la loi du 20 avril 1810, qui renvoie pour sa composition aux dispositions de l'art. 25.

VIII. Mais l'art. 103 du décret impérial du 6 juillet 1810 s'applique à la Cour Spéciale de la Seine, comme à celle des autres Départemens ; de sorte qu'elle peut juger au nombre de *six Juges*, mais jamais à celui de *sept*.

S'il se trouve sept Juges présens, c'est à celui qui est *le moins ancien comme Juge*, à s'abstenir ; ce qui doit s'entendre de l'ordre d'ancienneté comme Juge à la Cour Impériale. (*Art. 36 du décret impérial du 6 juillet 1810.*)

IX. Les Cours Spéciales établies dans les autres départemens que celui où siège la Cour Impériale, se composent de quatre *Juges civils* ; de *trois Juges militaires* ou de leurs Suppléans ; du *Président de la Cour d'Assises*, ou, dans le cas d'empêchement, d'un *Magistrat de la Cour Impériale* ; à leur défaut, du *Président du Tribunal de première instance* dans le ressort duquel la Cour d'Assises tient ses séances.

X. S'il y avait plusieurs Magistrats de la Cour Impériale délégués à la Cour d'Assises, ce serait au *plus ancien* dans l'ordre de réception comme Conseiller de la Cour

Impériale à remplir les fonctions de Président, dans le cas d'absence ou d'empêchement de celui qui aurait été désigné.

XI. Il n'y aurait que des *Conseillers-Auditeurs* délégués à la Cour Spéciale, que ce serait au plus ancien d'entre eux, dans l'ordre de réception, qu'appartiendrait la *présidence*, suivant le même article 36, N.º 4, du décret du 6 juillet 1810.

Il suffit en effet d'être *Membre de la Cour Impériale*, pour se trouver dans la vocation de la loi (art. 556 du Code); et l'art. 97 du décret cité, donne aux *Conseillers-Auditeurs rang et séance avant tous les Membres du Tribunal de première instance*.

XII. Quelque part que soient établies les Cours Spéciales *extraordinaires*, et dans quelque lieu qu'elles tiennent leurs séances; leur composition doit être la même.

Le nombre des Juges est fixé à huit, qui doivent tous être pris dans la Cour Impériale, et désignés par le premier Président de cette Cour, lorsqu'ils ne l'ont pas été par le Grand-Juge Ministre de la Justice. (Art. 25 de la loi du 20 avril 1810.)

XIII. Ces Cours remplacent les Cours d'Assises dans les Départemens où le Jury n'a pas été établi, et dans ceux où il se trouve suspendu. (Art. 27 de la même loi.)

Elles ne peuvent, non plus que les Cours Spéciales ordinaires, juger en moindre nombre qu'à celui de six ou de huit Juges; jamais à celui de sept.

Le Code n'en renferme pas à la vérité une disposition formelle; mais l'art. 103 du décret impérial du 6 juillet porte que les Cours Spéciales *extraordinaires* se conformeront, pour l'instruction et pour le jugement, aux dispositions du Code concernant les Cours Spéciales ordinaires.

XIV. Les Cours prévôtales des Douanes se composent d'un Président, Grand-Prévôt des Douanes, de huit Assesseurs au moins, d'un Procureur-Général, d'un Greffier, et d'un nombre d'Huissiers nécessaires à leur service. (Art. 2 du décret impérial du 18 octobre 1810.)

Elles ne peuvent pareillement juger qu'au nombre de six ou de huit Juges. (Art. 3, ibid.)

ARTICLE DLVII.

Dans le Département où siège la Cour Impériale, le Procureur-Général ou l'un de ses Substituts remplira, auprès de la Cour Spéciale, les fonctions du Ministère public.

Le Greffier de la Cour, ou un de ses Commis assermentés, y exercera ses fonctions.

OBSERVATIONS.

I. Cet article indique quel est l'Officier du Ministère public, et quel est le Greffier

666 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

qui doivent faire le service aux Cours Spéciales établies *dans le Département où siège la Cour Impériale*.

C'est au Procureur-Général ou à l'un de ses Substituts à y remplir les fonctions du Ministère public ; et c'est au Greffier de la Cour Impériale, ou à l'un des *Commis assermentés* du greffe, à y exercer celles de Greffier.

Le Greffier est civilement responsable des crimes et délits dont ses Commis se rendent coupables dans l'exercice de leurs fonctions. (*Art. 59 du décret du 6 juillet 1810.*) Aussi la présentation des Commis du greffe lui est-elle réservée. (*Art. 55 du même décret.*)

II. Ce n'est pas nécessairement le premier Avocat-Général qui doit faire le service à la Cour Spéciale, lorsque le Procureur-Général ne le fait pas par lui-même. Ce Magistrat est autorisé à attacher chacun de MM. les Avocats - Généraux à la Chambre à laquelle il croit leur service le plus utile. (*Art. 44 du décret impérial du 6 juillet 1810.*)

Lorsque les Avocats-Généraux se trouvent *absens ou empêchés*, ils sont remplacés par les Substituts *de service au Parquet* (*art. 51 du même décret*) ; ils peuvent même l'être par les *Conseillers-Auditeurs*. (*Décret impérial du 29 avril 1811.*)

ARTICLE DLVIII.

Dans les autres Départemens, les fonctions du Ministère public seront exercées par le Procureur-Impérial criminel ;

Et les fonctions de Greffier seront remplies par le Greffier du Tribunal de première instance, ou par un de ses Commis assermentés.

OBSERVATIONS.

I. Dans les Départemens où les Cours Impériales ne se trouvent pas établies, c'est au Procureur-Impérial criminel à faire le service à la Cour Spéciale ; mais il n'en a pas le droit *exclusif*.

Le Procureur-Général peut faire ce service par lui-même ; et dans le cas d'empêchement du Procureur-Impérial criminel, il doit être suppléé par le Procureur-Impérial du Tribunal de première instance ou par son Substitut.

II. C'est au Greffier du Tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel la Cour d'Assises tient ses séances, à remplir les fonctions de Greffier à la Cour Spéciale.

S'il confie cette partie de son service à l'un des Commis assermentés du greffe, celui-ci ne les exerce que sous la responsabilité du Greffier.

III. L'art. 553 ne dit pas que ce sera le Greffier du Tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel la Cour Spéciale tient *extraordinairement* ses séances, qui doit en remplir les fonctions : mais l'art. 556 ayant décidé que c'est le Président du Tribunal de première instance de cet arrondissement qui doit être appelé à suppléer le *Président de la Cour d'Assises*, il en résulte, par suite, que les fonctions de Greffier doivent être remplies par le Greffier de cet arrondissement.

ARTICLE DLIX.

Les trois Militaires seront âgés d'au moins trente ans, et nommés chaque année par Sa Majesté. Ils auront trois Suppléans du même grade, nommés également par Sa Majesté.

OBSERVATIONS.

Nous nous sommes occupés de toutes les questions relatives aux dispositions de cet article, dans nos observations sur l'art. 556.

S. II.

ÉPOQUES ET LIEUX DES SESSIONS DE LA COUR SPÉCIALE.

ARTICLE DLX.

La Cour Spéciale sera convoquée toutes les fois que l'instruction d'une affaire de sa compétence sera complétée.

OBSERVATIONS.

I. Les Cours Spéciales *ordinaires* doivent ouvrir leur session le *surlendemain* de la clôture des Cours d'Assises de leurs arrondissemens respectifs. (*Art. 105 du décret impérial du 6 juillet 1810.*)

Elles se complètent par la réunion de trois Juges militaires aux cinq Magistrats qui ont tenu la Cour d'Assises.

II. Lorsque, dans l'intervalle d'une session à l'autre, des affaires de la compétence des Cours Spéciales se trouvent en état d'y être portées, il peut être convoqué une session *extraordinaire*. (*Art. 106, ibid.*)

La session *extraordinaire* se tient dans le même lieu que la session ordinaire, lorsque la Cour Impériale n'en a pas autrement disposé.

Elle se tient par les mêmes Juges.

III. Lorsque la Cour Impériale a indiqué, pour la tenue de la session *extraordi-*

naire, un autre arrondissement, il faut en user comme dans le cas de la tenue des Assises extraordinaires.

IV. L'instruction de l'affaire est *complète*, lorsque l'arrêt de renvoi à la Cour Spéciale a été confirmé par la Cour de cassation; que l'acte d'accusation a été dressé et notifié; que les pièces ont été transmises, et que l'accusé est arrivé à la Maison de Justice.

Si l'accusé est contumax, il faut que l'ordonnance de se représenter ait été rendue et que les délais soient expirés, pour que l'affaire soit en état.

V. En faisant une application rigoureuse des dispositions de l'art. 560, il faudrait convoquer une session *extraordinaire* toutes les fois que l'instruction d'une affaire de la compétence de la Cour Spéciale se trouverait complète; mais il n'a pas été dans l'intention du Législateur de multiplier ainsi les convocations.

Si cette explication de l'art. 560 n'était pas la vraie, il aurait été sans objet d'établir une session *ordinaire* de la Cour Spéciale, pour y porter toutes les affaires en état; puisqu'il aurait fallu convoquer successivement et à mesure que les affaires auraient été complètement instruites, une session *extraordinaire* pour chacune d'elles.

Ce n'est que quand l'affaire dont l'instruction est achevée, présente un intérêt d'ordre public et urgent, qu'il doit être convoquée une session extraordinaire pour la juger.

Les choses sont laissées sur ce point à la discrétion de la Cour Impériale.

ARTICLE DLXI.

Le jour et le lieu où la session devra s'ouvrir, seront fixés par la Cour Impériale.

La session ne sera terminée qu'après que toutes les affaires de sa compétence qui étaient en état lors de son ouverture, y auront été portées.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 561 met dans les attributions de la Cour Impériale, le droit de fixer le jour et le lieu de l'ouverture de la session des Cours Spéciales; mais sa disposition a été modifiée par l'art. 24 du décret impérial du 6 juillet 1810, qui a déclaré commun aux Cours Spéciales ordinaires l'art. 21 de la loi du 20 avril précédent; et cet article ne met dans les attributions de la Cour Impériale la fixation du lieu, que quand la convocation est faite pour un autre lieu que celui où les Cours d'Assises ou Spéciales tiennent habituellement leurs séances.

Dans ce cas, il doit y avoir réquisition du Procureur-Général, et l'arrêt indicatif de l'époque et du lieu de la tenue de la session, doit être rendu par les Chambres assemblées.

II. L'ordonnance portant fixation du jour de l'ouverture de la session de la Cour Spéciale doit être publiée par *affiches et lecture*, dans tous les Tribunaux de première instance du ressort, huit jours au moins avant l'ouverture.

L'annonce de cette ordonnance doit de plus être faite dans les journaux du Département où la Cour Spéciale doit tenir ses séances. (*Art. 89 du décret du 6 juillet 1810.*)

III. Il n'existe aucune différence dans la forme de procéder à cet égard, entre la convocation des Cours Spéciales ordinaires, et celles des Cours Spéciales extraordinaires.

IV. Le second paragraphe de l'art. 561 déclare que la session ne doit se clore qu'après que toutes les affaires en état y ont été *portées*.

Sur quoi nous ferons remarquer que cet article n'interdit pas de porter à la session des Cours Spéciales les affaires qui ne se trouveraient en état que depuis son ouverture; mais l'art. 261 ayant été déclaré commun aux Cours Spéciales par l'art. 562, il en résulte que l'accusé qui ne serait arrivé à la Maison de Justice, que depuis l'ouverture de la session, ne pourrait y être mis en jugement contre sa volonté.

Mais si toutes les affaires en état doivent y être *portées*, il n'y a pas nécessité que toutes y soient *jugées*.

ARTICLE DLXII.

Les dispositions contenues aux art. 254, 255, 256, 257, 258, 261, 264 et 265, relatifs aux Cours d'Assises, reçoivent leur application pour les Cours Spéciales.

OBSERVATIONS.

I.. Les Cours Spéciales ordinaires, comme les Cours d'Assises, peuvent se compléter de plusieurs Membres de la Cour Impériale.

II. *Les Conseillers-Auditeurs* peuvent entrer dans leur composition lorsqu'ils ont l'âge requis.

III. Il en est de même des *Juges-Auditeurs*, qui prennent rang avec les Juges du Tribunal de première instance dans l'ordre de leur réception.

IV. *Les Membres de la Cour Impériale* qui ont *vote* sur la mise en accusation, ne peuvent entrer dans la composition des Cours Spéciales, soit pour les *présider*, soit pour *assister le Président*: l'art. 257 donne la même exclusion au *Juge qui a fait l'instruction*.

Le Législateur a attaché une telle importance à cette défense, qu'il a prononcé la peine de *nullité* dans le cas où il y serait contrevenu.

Les dispositions de l'art. 257 sont applicables aux Cours Spéciales *extraordinaires*, comme aux Cours Spéciales *ordinaires*; mais elles ne s'appliquent ni au Juge-instructeur, ni aux Membres des Cours prévôtales qui ont prononcé sur la compétence; elles ne s'appliquent pas non plus aux Membres de la Chambre du Conseil qui ont prononcé l'ordonnance de renvoi. (*Arrêt rendu le 16 janvier 1812, au rapport de M. Oudard.*)

V. La Cour Impériale peut désigner un autre arrondissement dans le ressort du même département, pour la tenue des Cours Spéciales ordinaires et extraordinaires.

VI. Le remplacement des Juges empêchés doit se faire dans la forme prescrite par l'art. 264.

Si, pendant le cours des débats, un Juge se trouve dans l'impossibilité de continuer à y assister, il faut les recommencer.

§. III.

FONCTIONS DU PRÉSIDENT.

ARTICLE DLXIII.

Le Président est chargé d'entendre l'accusé lors de son arrivée dans la Maison de Justice.

Il pourra déléguer ces fonctions à l'un des Juges.

Il dirige l'instruction et les débats.

Il détermine l'ordre entre ceux qui demandent à parler.

Il a la police de l'audience.

OBSERVATIONS.

I. CET article applique aux Cours Spéciales les principes établis pour les Cours d'Assises par les art. 266 et 267, en les dépouillant de tout ce qui s'y trouve d'étranger aux fonctions que les Cours Spéciales ont à remplir.

Le Président doit faire subir interrogatoire à l'accusé, lors de son arrivée dans la Maison de Justice, ou désigner l'un des Juges de la Cour pour y procéder.

Cet interrogatoire doit être fait dans les 24 heures. (*Art. 293.*)

L'accusé doit être interpellé de déclarer s'il a fait choix d'un Conseil, et à défaut ou refus, il doit lui en être désigné un; sous peine de nullité. (*Art. 294.*)

Il doit être rédigé procès-verbal de l'observation de ces formalités.

II. C'est au Président qu'appartient la police de l'audience; c'est à lui à diriger l'instruction et les débats, à déterminer l'ordre entre ceux qui demandent la parole.

La loi le charge de mettre en usage tout ce qu'il croit utile pour parvenir à la manifestation de la vérité.

Ces fonctions ne sont pas du nombre de celles qu'il peut déléguer.

ARTICLE D L X I V.

Les dispositions contenues aux art. 268, 269 et 270, relatifs aux autres attributions du Président de la Cour d'Assises, sont communes au Président de la Cour Spéciale.

O B S E R V A T I O N S.

Le Législateur s'est borné à renvoyer aux articles du Code relatifs à la tenue des sessions des Cours d'Assises, lorsqu'il n'a rien eu de particulier à prescrire pour l'instruction des affaires portées devant les Cours Spéciales.

De ce nombre sont les art. 268, 269 et 270, qui investissent le Président d'un pouvoir discrétionnaire, en vertu duquel il peut prendre sur lui tout ce qu'il croit utile pour découvrir la vérité.

S. I V.

FONCTIONS DU PROCUREUR-GÉNÉRAL-IMPÉRIAL ET DU PROCUREUR-IMPÉRIAL CRIMINEL.

ARTICLE D L X V.

Le Procureur-Général-Impérial, et son Substitut le Procureur-Impérial criminel, exercent respectivement, dans les Cours Spéciales, les fonctions qui leur sont attribuées pour la poursuite, l'instruction, le jugement, dans les affaires de la compétence des Cours d'Assises, et qui sont réglées par les art. 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, par la première disposition de l'art. 278, par l'art. 279 et suivans, jusques et compris l'art. 280.

O B S E R V A T I O N S.

I. Les fonctions du Procureur-Général-Impérial et du Procureur-Impérial criminel, en matière spéciale, sont les mêmes qu'en matière criminelle ordinaire; cependant le refus ou l'omission qu'aurait fait la Cour Spéciale de prononcer sur les réquisitions du Procureur-Général ou de son Substitut, ne pourrait autoriser le recours en cassation contre l'arrêt définitif; ce qui est la conséquence nécessaire de ce que les arrêts définitifs rendus par les Cours Spéciales ne sont pas sujets aux recours en cassation.

Mais cette restriction de l'art. 278 ne peut recevoir d'application aux Cours Spéciales extraordinaires.

Elle s'applique naturellement ; au contraire , aux Cours prévôtales des Douanes.

II. L'art. 271, qui interdit au Procureur-Général de porter aux Cours d'Assises les affaires dans lesquelles il n'est pas intervenu d'arrêt de mise en accusation , est commun aux Cours Spéciales ordinaires et extraordinaires ; mais il ne reçoit pas d'application aux Cours prévôtales des Douanes , qui prononcent elles-mêmes sur leur compétence.

Ainsi les arrêts définitifs que rendraient les Cours Spéciales , sans qu'il fût préalablement intervenu d'arrêt de mise en accusation , pourraient être légalement attaqués par la voie du recours en cassation.

III. L'arrêt de mise en accusation doit être *personnel* contre chacun des accusés qui sont présentés aux débats ; de sorte que le recours en cassation serait recevable de la part d'un condamné qui n'aurait pas été compris dans l'arrêt de renvoi , lors même que sa condamnation aurait été prononcée par une Cour Spéciale ordinaire , et qu'il y aurait en arrêt de mise en accusation contre ses co-accusés.

Il en serait de même de l'arrêt de condamnation qui aurait été rendu par une Cour prévôtale des Douanes , contre un accusé envers lequel il n'aurait pas été rendu d'arrêt préalable de compétence , quand il serait intervenu un arrêt de compétence à l'égard de ses co-accusés , et que cet arrêt aurait été maintenu par la Cour de cassation.

IV. Une question plus difficile consiste à savoir si la mise en jugement d'un prévenu contre lequel il n'a pas été prononcé d'arrêt de mise en accusation , suffit pour autoriser le recours en cassation de ses co-accusés condamnés par le même arrêt , lorsqu'il est intervenu contre eux *personnellement* un arrêt de mise en accusation.

Pour l'affirmative, on peut dire que, n'ayant été établi qu'un seul débat pour tous les accusés , ce débat ne peut être annulé en faveur de l'un des condamnés , qu'il ne le soit en même temps à l'égard de tous ; que la présence du prévenu qui n'a pas été mis en accusation , a pu influencer sur la délibération qui a été prise ; qu'elle a pu priver ses co-accusés de témoins qui auraient pu leur être favorables , puisqu'en effet l'art. 322 ne permet pas qu'aucun des parens et alliés des accusés *présens* puissent être entendus en témoignage.

Mais on peut répondre que si tout est *indivisible* en matière criminelle , en ce sens qu'à raison du même crime il doit être procédé à la même instruction contre tous les individus qui en sont prévenus ; ce principe ne peut être invoqué dans l'espèce où la même Cour a prononcé par le même arrêt sur le sort de tous les accusés , dont elle a pu déclarer les uns coupables et les autres innocens , d'après un examen particulier à chacun d'eux.

On peut ajouter que l'argument tiré des dispositions de l'art. 322 , ne peut être pris en considération que quand , dans la réalité , quelques témoins parens ou alliés des accusés ont été reprochés , sur ce motif , et que leur témoignage a été rejeté ,

V. Cette réponse ne nous semble pas satisfaisante ; car la présentation aux débats d'un prévenu qui n'a pas été mis en accusation , annule le débat dans sa *substance* ; et tout acte nul dans sa substance ne peut produire d'effet envers aucune des parties qu'il peut intéresser.

Il n'est pas nécessaire que les accusés condamnés justifient que des témoins parens ou alliés de celui d'entre eux qui n'a pas été mis en accusation , ont été récusés , puisqu'il ne leur était pas même permis de les citer.

VI. Quoique l'art. 565 n'ait pas réservé le recours en cassation pour le cas où la Cour Spéciale n'a pas prononcé sur la réquisition du Procureur-Général ; cependant l'art. 276 , que l'art. 565 a déclaré commun aux Cours Spéciales , autorise ce Magistrat à faire , au nom de la loi , toutes les réquisitions qu'il croit utiles , et il fait un devoir à la Cour de lui en donner acte et d'en délibérer.

Mais il n'existe aucun moyen , dans l'intérêt des parties , de contraindre la Cour Spéciale à l'exécution de cette formalité.

Ce ne serait dès-lors que dans l'intérêt de la loi que l'annulation de l'arrêt pourrait être provoquée , si la Cour Spéciale s'était permis un pareil abus d'autorité.

Mais la Cour Spéciale , comme la Cour d'Assises , n'est tenue de donner acte au Procureur-Général de ses réquisitions et d'en délibérer que lorsqu'elles sont constatées par sa signature.

VII. Le Procureur-Général près la Cour Impériale n'a aucune surveillance à exercer sur les Procureurs-Généraux , ni sur les Procureurs-Impériaux des Cours prévôtales et des Tribunaux ordinaires des Douanes , qui ont des attributions particulières et indépendantes.

La surveillance sur les Procureurs-Impériaux près les Tribunaux ordinaires des Douanes appartient au Procureur-Général de la Cour prévôtale du ressort.

Les Procureurs-Généraux des Cours prévôtales ne doivent compte de leur conduite qu'au Grand-Juge Ministre de la Justice.

VIII. Il en est autrement des Officiers de police judiciaire chargés de l'instruction des affaires qui doivent être portées devant les Cours Spéciales extraordinaires , car dans ces Cours c'est le Procureur-Général de la Cour Impériale du ressort qui doit y faire le service , soit par lui-même , soit par ses Substitués.

IX. La surveillance du Procureur-Général , dont il est parlé dans l'art. 279 , ne s'étend pas sur les Juges ; c'est aux Présidens des Cours et des Tribunaux auxquels ils appartiennent , à leur donner les avertissemens convenables.

Si l'avertissement reste sans effet , c'est aux Cours et aux Tribunaux réunis dans la Chambre du Conseil , à prononcer par forme de discipline , la *censure simple* , la *censure avec réprimande* , la *suspension provisoire* , suivant les circonstances.

Lorsque les Tribunaux de première instance négligent d'user de ce droit, les Cours Impériales sont autorisées à réparer cette omission : elles peuvent même faire l'injonction aux Tribunaux d'être plus exacts à l'avenir.

Mais avant qu'il soit rien prononcé, le Juge inculpé doit être entendu, ou du moins avoir été dûment appelé. (*Art. 50 et suivans de la loi du 20 avril 1810.*)

X. En matière spéciale comme en matière ordinaire, dans tous les cas où les Présidens et les Procureurs-Généraux sont autorisés à remplir les fonctions d'Officiers de police judiciaire, ils peuvent les déléguer aux Juges d'instruction et aux Procureurs-Impériaux d'un arrondissement communal voisin du lieu du délit : mais ils ne peuvent transmettre à leurs délégués le droit de décerner aucun mandat. (*Article 283 du Code d'instruction criminelle.*)

C'est au Procureur-Impérial criminel à faire le service des Cours Spéciales, dans les Départemens où ne siège pas la Cour Impériale, sans préjudice de la faculté qui est réservée au Procureur-Général d'y exercer lui-même ses fonctions. (*Art. 284.*)

Si le Procureur-Impérial criminel est momentanément empêché, il doit être remplacé par le Procureur-Impérial du Tribunal de première instance du lieu où la Cour Spéciale tient ses séances, ou par son Substitut. (*Art. 288.*)

SECTION DEUXIÈME.

INSTRUCTION ET PROCÉDURE ANTÉRIEURES A L'OUVERTURE DES DÉBATS.

ARTICLE DLXVI.

La poursuite des crimes qui sont de la compétence de la Cour Spéciale, sera faite suivant les formes établies pour la poursuite des crimes dont le jugement est de la compétence des Tribunaux ordinaires.

OBSERVATIONS.

I. Si le Code a établi une différence, quant au mode de *juger*, entre les matières spéciales et les matières ordinaires, il n'en a pas moins voulu que la poursuite des crimes dont la connaissance appartient aux Cours Spéciales, fût faite suivant les mêmes formes que la poursuite des crimes qui sont de la compétence des Cours d'*Assises* ; de sorte que les Cours Spéciales ne peuvent être saisies que par un arrêt de renvoi à la Chambre d'accusation.

II. L'article 566 a été rendu commun aux Cours Spéciales *extraordinaires*, par l'art. 31 de la loi du 20 avril 1810.

Les Cours Spéciales *extraordinaires* ne peuvent dès-lors pas plus que les Cours

d'Assises et les Cours Spéciales ordinaires, prendre connaissance d'une affaire, avant l'ordonnance de renvoi et la mise en accusation du prévenu.

III. Les Cours prévôtales se trouvent au contraire légalement saisies des matières de leur compétence par l'acte d'accusation ; mais avant que de procéder au jugement définitif, elles doivent juger leur *compétence* ; et soumettre leur arrêt à l'examen de la Cour de cassation.

Ce n'est qu'après que l'arrêt de compétence a été confirmé et que l'arrêt de la Cour de cassation est parvenu, par une voie légale, à la Cour prévôtale, qu'elle peut livrer l'accusé aux débats.

ARTICLE DLXVII.

L'arrêt de la Cour Impériale qui renvoie à la Cour Spéciale, et l'acte d'accusation, seront, dans les trois jours, signifiés à l'accusé.

OBSERVATIONS.

I. L'ARTICLE 567 ne dit pas par qui l'acte d'accusation doit être rédigé ; mais c'est au Procureur-Général que le soin en est confié, puisqu'aux termes de l'art. 566, l'instruction doit être la même en matière spéciale qu'en matière ordinaire.

II. Il importait que le Code d'instruction criminelle fixât le délai dans lequel l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation seraient signifiés, puisqu'il était dérogé sur ce point à ce qui doit se pratiquer lorsque la Cour d'Assises se trouvera saisie.

Les trois jours que l'art. 567 accorde au Procureur-Général pour faire cette signification, commencent à courir de l'instant que le renvoi a été prononcé ; car l'arrêt de renvoi est soumis *de droit* à l'examen de la Cour de cassation, qui doit s'en occuper toutes affaires cessantes.

Les trois jours accordés pour la notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, ne sont pas néanmoins de rigueur, de sorte que l'accusé ne pourrait tirer une fin de non-recevoir du défaut de notification dans ce délai, en plaissant sur la compétence devant la Cour de cassation.

L'art. 25 de la loi du 18 pluviôse an ix, n'accordait que vingt-quatre heures. C'était un délai trop restreint qui mettait souvent l'accusé dans l'impossibilité de faire parvenir à temps ses moyens d'opposition.

L'art. 567 du Code a pris un juste milieu.

ARTICLE DLXVIII.

Le Procureur-Général-Impérial adressera, dans le même délai, expédition de l'arrêt au Grand-Juge Ministre de la Justice, pour être transmise à la Cour de cassation.

OBSERVATIONS.

I. C'est au Procureur-Général chargé de l'exécution des jugemens, à transmettre l'arrêt de renvoi à la Cour de cassation; il doit le faire par l'intermédiaire du Grand-Juge Ministre de la Justice.

II. Si l'accusé avait proposé des moyens de cassation contre l'arrêt, et qu'il les eût déposés au greffe de la Cour, le Procureur-Général devrait les joindre à l'expédition de l'arrêt, pour se conformer aux dispositions de l'art. 423.

III. Si l'accusé préfère adresser directement son mémoire à la Cour de cassation, l'art. 424 lui en laisse la faculté; mais il ne lui accorde pour produire ses moyens que le même délai qu'il donne au Procureur-Général pour l'envoi de l'arrêt.

IV. L'art. 568 ne dit pas que le Procureur-Général joindra l'exploit de notification de l'arrêt à l'expédition qu'il doit transmettre; mais ce ne peut être, pour le Procureur-Général, un motif de s'en dispenser; car l'arrêt devant être notifié pour régulariser l'instruction, la Cour de cassation doit avoir la preuve que cette formalité a été remplie.

Si le Procureur-Général l'avait négligée, cela donnerait lieu, soit à une interlocutoire qui retarderait le jugement, soit à l'opposition contre l'arrêt rendu par la Cour de cassation, si celui de renvoi n'avait pas été réellement signifié.

Sous l'empire de la loi du 18 pluviôse an ix, la Cour de cassation déclarait l'opposition recevable, lorsque l'arrêt de compétence n'avait pas été signifié; et il y a, sous l'empire du Code d'instruction criminelle, un motif de plus d'exiger que l'exploit de notification soit joint à l'arrêt de renvoi: car la Cour de cassation doit avoir la certitude que la notification a été faite *avant* la transmission de l'arrêt au Grand-Juge; puisque l'accusé doit avoir pour la transmission de son mémoire en défense, le même délai que celui qui est accordé au Procureur-Général pour la transmission des pièces.

V. Pour que la requête de l'accusé soit reçue, faut-il qu'il soit actuellement en état?

L'art 421 exige que l'accusé se mette en état, lors même qu'il motiverait sa défense sur l'incompétence; il lui laisse seulement, dans ce cas, la faculté de s'y mettre dans la Maison d'arrêt du lieu où siège la Cour de cassation.

Les dispositions de cet article ne peuvent être applicables à l'espèce particulière où le recours est *de droit* contre l'arrêt de renvoi à la Cour Spéciale.

Il ne peut être question, en effet, de savoir si le recours est *recevable*, mais uniquement s'il est *fondé*; et la Cour de cassation ne peut être environnée de trop de lumières pour prononcer sur une question de cette importance.

VI. L'article 568 ne reçoit pas d'application aux Cours Spéciales *extraordinaires*. L'arrêt de la Cour Impériale qui leur fait le renvoi de l'affaire, n'est pas *déféré de droit* à la Cour de cassation : le recours contre cet arrêt doit être exercé conformément aux dispositions des art. 296 et 298. Il faut se conformer en outre à celles de l'art. 421.

ARTICLE DLXIX.

La Section criminelle de cette Cour prendra connaissance de tous les arrêts de renvoi aux Cours Spéciales qui lui auront été déferés ; et y statuera , toutes autres affaires cessantes.

OBSERVATIONS.

I. Cet article est la conséquence du précédent : il attribue à la Section criminelle de la Cour de cassation la connaissance de tous les arrêts de renvoi aux Cours Spéciales ordinaires ; c'est en effet cette Section qui est chargée de régler la compétence en matière criminelle.

II. L'article ajoute que la Section criminelle de la Cour de cassation prendra connaissance des arrêts de renvoi qui lui auront été déferés, *toutes affaires cessantes* ; ce que prescrivait déjà l'art. 26 de la loi du 18 pluviôse an ix.

Ce ne doit donc être que dans des cas extrêmement rares que la Section criminelle de la Cour de cassation doit surseoir à prononcer ; aussi ne le fait-elle que quand l'arrêt de renvoi ne donne pas des renseignements suffisans sur la nature du crime ou sur la qualité des personnes, ou quand il n'est pas établi que l'arrêt de renvoi a été notifié.

III. Sous l'empire de la loi du 18 pluviôse an ix, on discuta long-temps sur la question de savoir si les arrêts qui prononçaient *la compétence des Cours Spéciales*, étaient les seuls qui dussent être soumis à l'examen de la Cour de cassation, ou si tous les arrêts qui avaient prononcé *sur la compétence* devaient lui être déferés ; mais on reconnut enfin que *tous les arrêts* qui prononçaient *sur la compétence* devaient être livrés à son examen : attendu que l'art. 26 de la loi citée parlait en général de tous *jugemens* ; et qu'un arrêt par lequel la Cour se reconnaît *incompétente*, n'est pas moins un jugement rendu *sur la compétence*, que celui par lequel elle se déclare *compétente*.

Mais l'art. 569 n'est pas conçu dans des termes aussi généraux que l'était l'ar-

titre 26 de la loi du 18 pluviôse an ix; la disposition de cet article est restreinte aux seuls arrêts de renvoi aux Cours Spéciales; ce qui n'a pas été fait sans motif.

Le Législateur a pensé que les attributions données aux Cours Spéciales étant exorbitantes du droit commun, tout ce qui tend à ramener à ce principe, doit être respecté.

IV. La Cour de cassation ne pourrait prononcer l'annulation de l'arrêt de renvoi, sur le motif que les preuves qui résultent de l'information sont insuffisantes pour fonder la mise en accusation du prévenu; elle n'a d'autre chose à juger que la nature du crime et la qualité du prévenu.

ARTICLE DLXX.

La Cour de cassation, en prononçant sur la compétence, prononcera en même temps et par le même arrêt sur les nullités qui, d'après l'art. 299, pourraient se trouver dans l'arrêt de renvoi.

OBSERVATIONS.

I. LORSQUE la Chambre d'accusation a fait le renvoi de l'affaire à la Cour Spéciale, la Cour de cassation a deux points principaux à examiner : le premier, si l'arrêt est régulier; le deuxième, si l'affaire rentre par sa nature ou par la qualité des personnes, dans les attributions des Cours Spéciales.

II. Ce n'est en effet que de la régularité de l'arrêt de renvoi et de la compétence de la Cour Spéciale, que l'art. 570 autorise la Cour de cassation à s'occuper; cet article ne semble même lui donner cette autorisation, qu'autant que les nullités de l'arrêt se trouvent rentrer dans la disposition de l'art. 299.

Mais si l'arrêt n'avait pas été signé des Juges qui l'ont rendu; s'il n'y était pas fait mention du nom de tous ceux qui ont concouru à le rendre; s'il n'avait pas été motivé : la Cour de cassation pourrait-elle en ordonner l'exécution?

Si l'arrêt de renvoi ne se trouvait pas revêtu de toutes les formalités qui sont prescrites par l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, il y aurait lieu à en prononcer l'annulation, lors même qu'il ne s'y ferait remarquer aucune des nullités rappelées dans l'article 299.

Il faut cependant en excepter le cas de défaut de publicité du jugement; car, non-seulement le Code n'exige pas que les arrêts de renvoi soient prononcés publiquement; il déclare au contraire qu'ils doivent être délibérés et rendus en la Chambre du Conseil.

III. Si la Cour de cassation n'avait pas le droit d'annuler l'arrêt de renvoi pour

les causes mentionnées dans l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, les Cours Spéciales étant autorisées à juger sans que leurs arrêts définitifs fussent sujets au recours en cassation, il en résulterait, contre le vœu formel de cet article, qu'un arrêt de renvoi, quoique radicalement nul, devrait néanmoins recevoir sa pleine exécution.

IV. Il est peu d'ouvertures de cassation qui se reproduisent aussi souvent que celle qui résulte du défaut de motifs dans les jugemens.

Mais la Cour de cassation a toujours entendu la disposition de la loi dans ce sens, qu'il doit y avoir absence entière de motifs; et en effet, de ce que les motifs donnés sont *mauvais*, il n'en résulte pas que l'arrêt ne soit pas motivé; et la loi ne prononce la nullité contre les jugemens, que dans le cas où ils ne l'ont pas été.

ARTICLE DLXXI.

Aussitôt que l'accusation aura été prononcée, et sans attendre l'arrêt de la Cour de cassation, l'instruction sera continuée sans débats jusqu'à l'ouverture des débats exclusivement, et dans les formes ci-après.

OBSERVATIONS.

I. L'ARTICLE 28 de la loi du 18 pluviôse an IX autorisait les Cours Spéciales à faire traduire l'accusé à l'audience, et à prononcer définitivement sur son sort, avant la confirmation de l'arrêt de compétence, par la Cour de cassation; de sorte que l'accusé se trouvait presque toujours condamné, acquitté ou absous avant qu'il fût encore certain que la Cour qui prononçait sa condamnation, son acquittement ou son absolution, fût compétente pour le juger; d'où résultait assez souvent, qu'un accusé qui avait déjà subi toutes les angoisses d'un débat pénible, se trouvait soumis à un nouveau jugement pour le même fait devant une autre Cour, et qu'après avoir été condamné par la Cour Spéciale, il était acquitté par le Jury, *et vice versa*; ce qui était un véritable scandale.

II. En changeant cet ordre de choses, le Code d'instruction criminelle a fait une innovation qui était généralement désirée; mais en faisant défense aux Cours Spéciales de livrer l'accusé aux débats jusqu'à ce que l'arrêt de renvoi fût confirmé par la Cour de cassation, le Code a dû ordonner que l'instruction *serait continuée*, et qu'elle serait suivie jusqu'à l'ouverture des débats *exclusivement*.

ARTICLE DLXXII.

Les dispositions contenues aux articles 291, 292, 293, 294, 295, au dernier paragraphe de l'art. 296 et aux art. 302, 303, 304, 305, 307 et 308, relatifs à l'instruction des procès de la compétence des Cours d'Assises, sont applicables à l'instruction des procès de la compétence des Cours Spéciales.

OBSERVATIONS.

I. Cet article déclare applicables à l'instruction des procès de la compétence des Cours Spéciales, plusieurs autres articles du Code qu'il importe d'analyser.

Si les art. 291 et 292 n'avaient pas été déclarés communs aux Cours Spéciales, par l'art. 572, d'une manière aussi formelle, on aurait pu douter qu'ils pussent y recevoir leur application; car le recours en cassation contre l'arrêt de renvoi aux Cours Spéciales étant *de droit*, il demeure incertain si la Cour Spéciale est compétente pour connaître de l'affaire, tant que la confirmation de l'arrêt n'a pas été prononcée par la Cour de cassation; d'où l'on aurait pu induire que les pièces de l'instruction n'auraient dû être transmises à la Cour Spéciale, et l'accusé transféré dans la Maison de Justice du lieu où elle tient ses séances, qu'après la confirmation de l'arrêt de renvoi.

Mais quoique cette transmission de pièces et le transport de l'accusé puissent présenter quelques inconvénients, le Législateur n'a pas dû s'y arrêter, attendu que le moindre retard peut occasionner le dépérissement des preuves, et que d'un autre côté, les affaires de la compétence des Cours Spéciales exigent plus de promptitude dans le jugement.

II. L'art. 293 exige que l'accusé soit interrogé dans les vingt-quatre heures de son arrivée à la Maison de Justice.

Les art. 294 et 295, qu'il soit *interpellé* de déclarer s'il a fait choix d'un Conseil, et qu'à refus ou défaut il lui en soit nommé un, pris parmi les Avocats ou Avoués du ressort de la Cour Impériale, avec faculté néanmoins au Président de la Cour d'autoriser l'accusé, sur sa demande, à prendre pour son défenseur un de ses parens ou amis.

L'art. 296, dans la seconde partie, ordonne qu'il soit fait mention au procès-verbal de l'interpellation faite à l'accusé de se choisir un Conseil, et que tout ce qui est ordonné par les art. 294 et 295 y soit également consigné.

Le premier paragraphe de l'art. 296, portant que l'accusé sera *averti* qu'il doit faire dans les cinq jours sa déclaration de recours contre l'arrêt de renvoi, et les art. 297, 298, 299, 300 et 301 ne reçoivent aucune application aux Cours Spéciales.

III. Mais les art. 302, 303, 304 et 305 s'y appliquent naturellement; cependant il était bon que le Code s'en expliquât.

L'art. 302 porte que l'accusé pourra *communiquer* avec son Conseil, après son interrogatoire, et qu'il pourra prendre communication de *toutes* les pièces, sans déplacement, et sans retarder l'instruction ni le jugement.

IV. Lorsqu'il y a de nouveaux témoins à entendre, et qu'ils résident hors du lieu où siège la Cour Spéciale, le Juge d'instruction de leur arrondissement peut être délégué pour recueillir leurs dépositions et ce Juge doit en transmettre le procès-verbal, *clos et cacheté*, au greffe de la Cour Spéciale. (Art. 303.)

V. Si les témoins, cités devant le Président ou le Juge délégué, ne comparaissent pas, le Magistrat qui était préposé pour recevoir leur déposition doit se borner à donner *défaut* contre eux; c'est à la Cour Spéciale à prononcer l'amende contre les témoins défailans, et à ordonner, s'il y a lieu, qu'ils seront contraints par corps à venir faire leurs dépositions aux débats. (Art. 304.)

La même peine doit être infligée au témoin qui, ayant comparu sur la citation, a refusé de faire sa déposition; mais le témoin qui déclare ne *rien savoir*, ne peut être condamné à l'amende, sauf à le poursuivre comme *faux témoin*, s'il persiste dans sa déclaration *négative*, et qu'il soit constaté qu'il en impose à la Justice.

VI. L'art. 306 autorise le Procureur-Général et l'accusé à demander que l'affaire ne soit pas portée à la première session de la Cour; mais ils doivent former cette demande par une requête en prorogation de délai adressée au Président, qui en décide, et qui peut même d'office ordonner la prorogation.

C'est à cela que se borne toute l'instruction à faire par la Cour Spéciale, depuis que les pièces lui ont été transmises et que l'accusé a été amené à la Maison de Justice, jusqu'à la confirmation de l'arrêt de renvoi par la Cour de cassation.

SECTION TROISIÈME.

DE L'EXAMEN.

ARTICLE DLXXIII.

Dans les trois jours de la réception de l'arrêt de la Cour de cassation, le Ministère public près la Cour Impériale fera ses diligences pour la convocation la plus prompte de la Cour Spéciale.

OBSERVATIONS.

I. TANT que l'arrêt de la Cour de cassation, qui a confirmé celui de renvoi, n'a pas été transmis *officiellement* à la Cour Spéciale, l'accusé ne peut être mis en jugement, lors même qu'il y aurait certitude d'ailleurs qu'il aurait été rendu.

682 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Cette disposition est applicable aux Cours prévôtales des Douanes, qui ne peuvent non plus procéder au jugement des accusés, que quand l'arrêt de compétence a été confirmé, et qu'une expédition en forme de l'arrêt de la Cour de cassation leur est parvenue.

II. Le Code n'ordonne pas que l'arrêt qui a été rendu par la Cour de cassation soit signifié à l'accusé, ni même que le Procureur-Général lui en donne connaissance; mais cela ne peut dispenser le Procureur-Général d'en prévenir l'accusé, qui doit être averti de préparer sa défense.

III. Le Code d'instruction criminelle n'a fixé *aucun délai* pour la réunion des Cours Spéciales; l'art. 573 a voulu seulement qu'immédiatement après la réception de l'arrêt confirmatif de celui de renvoi, le Procureur-Général près la Cour Impériale fît ses diligences pour la convocation la plus prompte. Mais l'art. 5 du décret impérial du 6 juillet 1809 détermine l'époque de l'ouverture des Cours Spéciales au *surlendemain* de la clôture des Assises; de sorte que lorsqu'il n'y a aucun motif *d'intérêt public* pour solliciter la convocation d'une session *extraordinaire*, le Procureur-Général n'a aucune autre diligence à faire que de mettre le procès en état pour la session suivante.

IV. Lorsque le Procureur-Général croit qu'il importe au maintien de la tranquillité publique de convoquer *extraordinairement* la Cour d'Assises pour le jugement du procès, il doit en faire la réquisition à la Cour Impériale, qui est tenue d'en délibérer *en Chambres assemblées*.

Si la Cour Impériale partage l'opinion du Procureur-Général, l'arrêt qu'elle rend pour ordonner la convocation d'une session extraordinaire de la Cour Spéciale, doit être envoyé, lu, affiché et annoncé dans les Journaux, ainsi qu'il est dit dans l'art. 89 du décret cité, auquel renvoie l'art. 106.

La session de la Cour Spéciale peut être indiquée pour un autre lieu que celui où elle tient habituellement ses séances, conformément aux dispositions de l'art. 258 du Code d'instruction criminelle, qui est déclaré commun aux Cours Spéciales par l'art. 562; mais ce ne peut être que par suite d'un arrêt rendu par la Cour Impériale, sur les réquisitions *formelles* du Procureur-Général.

ARTICLE DLXXIV.

Les dispositions contenues aux articles 310, 311, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326 et 327, relatifs à l'examen et aux débats devant la Cour d'Assises, seront observées dans l'examen et les débats devant la Cour Spéciale.

Chaque témoin, après sa déposition, restera dans l'auditoire, si le

Président n'en a ordonné autrement, jusqu'à ce que la Cour se soit retirée en la Chambre du Conseil pour y délibérer le jugement.

OBSERVATIONS.

I. Les Juges et les témoins ayant pris place dans la Salle d'audience, l'accusé doit être amené, accompagné de Gardes pour prévenir son évasion, mais libre et sans fers.

Il doit être interrogé par le Président sur ses nom, prénoms, âge, profession, demeure, et sur le lieu de sa naissance. (*Art. 310.*)

II. Le Conseil de l'accusé est averti qu'il ne peut rien dire contre sa conscience ou contre le respect dû aux lois, et qu'il doit s'expliquer avec décence et modération. (*Art. 311.*)

III. L'article 312 ne peut recevoir d'application aux Cours Spéciales qui jugent sans assistance de Jury; mais il n'en est pas de même de l'art. 313, qui charge le Président d'avertir l'accusé d'être attentif à la lecture qui va lui être donnée de l'arrêt de renvoi à la Cour Spéciale, et de l'acte d'accusation.

Dans les Cours prévôtales des Douanes, il doit être donné lecture de l'arrêt de compétence avec l'acte d'accusation.

IV. L'acte d'accusation lu par le Greffier, le Président doit en rappeler les principales circonstances à l'accusé, afin de fixer son attention sur le véritable point de la discussion qui va s'établir. (*Art. 314.*)

V. Ces préliminaires remplis, le Procureur-Général expose clairement le sujet de l'accusation, sans en tirer ni conséquence, ni induction; ce qu'il doit se réserver de faire après les débats. (*Art. 315.*)

VI. Le Procureur-Général présente ensuite la liste des témoins, dont il est donné lecture par le Greffier.

Cette liste doit avoir été notifiée à l'accusé, au moins vingt-quatre heures avant l'examen. (*Même article.*)

VII. L'accusé n'est tenu de faire aucune notification à la *partie civile*, ni celle-ci au Procureur-Général; mais si la partie civile veut que les témoins qu'elle a fait citer soient portés sur la liste et entendus aux débats, elle doit en remettre les noms au Procureur-Général, pour que ce Magistrat les y fasse comprendre.

Cette liste doit contenir les *noms, professions et résidences* des témoins, ce qui n'est pas néanmoins prescrit sous peine de nullité.

Le Code d'instruction criminelle autorise seulement le Procureur-Général et l'accusé, à défaut de ces désignations, à s'opposer à l'audition du témoin: il n'accorde pas la même faveur à la partie civile.

La Cour Spéciale doit prononcer *de suite* sur l'opposition ; et son arrêt doit recevoir son exécution , sans espoir de recours en cassation , lorsqu'il est prononcé par une Cour Spéciale *ordinaire*.

S'il était rendu par une Cour Spéciale *extraordinaire*, l'accusé condamné pourrait attaquer l'arrêt qui aurait rejeté son opposition , en plaçant sur son recours contre l'arrêt définitif.

VIII. Ces préliminaires remplis , les témoins doivent se retirer dans la chambre qui leur est destinée , jusqu'à ce qu'ils soient appelés pour faire leurs déclarations.

Le Président est autorisé à prendre les précautions convenables pour que les témoins ne confèrent pas entre eux du *délit et de l'accusé* , avant d'avoir fait leurs déclarations. (*Art. 316.*)

* IX. Les témoins doivent déposer séparément , dans l'ordre *établi par le Procureur-Général* ; de manière cependant que les témoins produits par le Procureur-Général et par la partie civile soient appelés les premiers à faire leurs déclarations.

Il ne doit s'établir aucun débat particulier entre la personne qui dépose et les témoins restés présens à la séance après qu'ils ont fait leur déclaration. (*Art. 325.*) Cependant le Président peut interroger de nouveau les témoins déjà ouïs , s'il a de nouvelles questions à leur faire. (*Art. 326.*)

X. Les témoins doivent prêter serment de *parler sans haine et sans crainte , de dire toute la vérité et rien que la vérité*. Cette formalité est prescrite sous peine de nullité. (*Art. 317.*)

Le témoin âgé de moins de 15 ans , porté sur la liste et cité aux débats , doit prêter serment. Il n'est pas dans le pouvoir discrétionnaire du Président de l'entendre par forme de *renseignemens*.

La Cour de cassation l'a ainsi jugé , le 6 février 1812 , au rapport de M. Rataud , sur les conclusions de M. Merlin (1).

(1) Voici les termes de l'arrêt :

« Vu l'art. 317 du Code d'instruction criminelle , ainsi conçu :

» Les témoins , etc. , etc.

» Attendu que la forme de procéder en matière criminelle , a été réglée par des dispositions spéciales bien distinctes , suivant les différens degrés de l'instruction ;

» Que l'art. 75 du Code , qui porte que les témoins appelés devant le Juge d'instruction , prêteront le serment de dire vérité , ne le prescrit pas à peine de nullité ;

» Que si l'art. 79 dispose que les enfans de l'un et de l'autre sexe , au-dessous de l'âge de quinze ans , pourront être entendus par forme de déclaration et sans prestation de serment , cette exception , uniquement relative aux témoins appelés pour être entendus devant le Juge d'instruction , n'a point été étendue par la loi aux témoins appelés devant la Cour d'Assises : que l'art. 317 ,

XI. Lorsque le témoin a prêté serment, le Président doit lui demander son nom, ses prénoms, son âge, sa profession, son domicile ou résidence; s'il connaissait l'accusé avant le fait mentionné dans l'acte d'accusation; s'il est le parent ou l'allié, soit de l'accusé, soit de la partie civile, et à quel degré; s'il n'est pas attaché au service de l'un ou de l'autre. (*Art. 317.*)

Lorsque le témoin a fait sa déposition, le Président lui demande si c'est de l'accusé présent qu'il a entendu parler. (*Art. 319.*)

XII. Toutes les dépositions qui se font aux débats doivent être *orales*; cependant si le témoin *variait* dans des circonstances essentielles, rien n'empêcherait de lui opposer ses précédentes déclarations.

Le Président fera tenir note par le Greffier, des variations du témoin.

Le Procureur-Général et l'accusé sont autorisés à requérir le Président de faire tenir les notes de ces variations. (*Art. 318.*)

» par une disposition qui est générale et absolue, exige, au contraire, que les témoins appelés aux débats pour y déposer en cette qualité, soit à la requête du Ministère public, soit à celle des accusés, prêtent le serment, à peine de nullité, et donnent ainsi une garantie de la vérité de leurs dépositions;

» Que cette obligation imposée aux témoins sans aucune distinction, lorsqu'il s'agit de procéder au jugement, ne peut recevoir de modification par une exception qui n'a été établie que pour les actes de première instruction;

» Que si, dans plusieurs circonstances, il peut paraître contraire au respect qui est dû à la religion du serment, de le faire prêter à des enfans qui, à raison de la faiblesse de leur âge, ne peuvent en sentir l'importance ni l'objet, et si néanmoins il peut être utile à la manifestation de la vérité de faire entendre les enfans aux débats, le Président a reçu de la loi le pouvoir de concilier ce qui est dû à la sainteté du serment, avec ce que peut demander l'intérêt de la Justice, par l'exercice, dans ce cas, du pouvoir discrétionnaire que lui accorde l'art. 269. Par l'effet de cet exercice, les enfans ne seront point portés sur la liste notifiée aux accusés comme témoins qui doivent être ouïs dans leurs dépositions; mais ils seront appelés par l'ordonnance du Président, pour être entendus, sans serment, dans leurs déclarations, qui ne seront considérées que comme renseignemens;

» Attendu que cependant il est constaté, dans l'espèce, par le procès-verbal de la séance des débats, que cinq des témoins appelés à la requête du Procureur-Général-Impérial, et deux de ceux produits à décharge par les accusés, ont été entendus en cette qualité, sans avoir préalablement prêté le serment, et qu'ils en ont été dispensés comme n'étant âgés que de douze, treize et quatorze ans;

» Mais que par là il y a eu fausse application de l'art. 79 du Code d'instruction criminelle, et par suite, violation de l'art. 317 ci-dessus cité, dont la disposition est prescrite à peine de nullité: Par ces motifs, la Cour, faisant droit sur le pourvoi de Joseph Camail, Antoine Camail, et Dominique Bouilly, casse et annule, en ce qui les concerne, les débats, la déclaration du Jury et des Juges, et l'arrêt rendu par la Cour d'Assises du département du Var, du premier décembre dernier. »

La même autorisation n'est pas accordée à la partie civile.

L'exécution de cette formalité peut être d'une haute importance pour l'accusé ; puisque si le témoin qui a varié dans sa déclaration est poursuivi pour faux témoignage, et qu'il soit condamné, il y a lieu à la révision de l'arrêt de condamnation.

XIII. Après que le témoin a fait sa déposition, le Président doit interpeler l'accusé de déclarer s'il veut répondre à ce qui vient d'être dit contre lui. (*Art. 319.*)

Si l'accusé déclare qu'il veut répondre, la parole doit lui être accordée, et il est autorisé à dire, tant par lui que par son Conseil, contre le témoin et contre son témoignage, tout ce qui peut être utile à sa défense.

Le Code de brumaire an iv autorisait l'accusé à faire des interpellations directes au témoin.

Le Code d'instruction criminelle a changé ce mode ; il autorise simplement l'accusé à faire des interpellations aux témoins par l'organe du Président, ce qui est plus dans l'ordre.

Le Procureur-Général et la partie civile ont la même faculté d'après le même mode ; mais les Juges peuvent adresser la parole directement à l'accusé et aux témoins, après l'avoir obtenue du Président. (*Même art.*)

XIV. Le Président peut ordonner au témoin qui a fait sa déposition, de se retirer de l'auditoire jusqu'à ce qu'il le fasse rappeler.

Le Procureur-Général et l'accusé ont le droit d'en faire la demande ; mais le Président n'est pas tenu d'y avoir égard. (*Art. 320.*)

XV. Les témoins que fait appeler l'accusé aux débats, peuvent faire porter leurs déclarations, tant sur le fait mentionné dans l'acte d'accusation, que sur la moralité de l'accusé. (*Art. 321.*)

XVI. Il n'est pas nécessaire que les témoins produits aux débats à la requête du Procureur-Général et de l'accusé, aient préalablement déposé par écrit, ni même qu'ils aient été cités. Il suffit qu'ils soient portés sur la liste notifiée. (*Art. 324.*)

Le Code n'étend pas cette faveur à la partie civile : les témoins qu'elle produit aux débats doivent avoir été cités.

ARTICLE DLXXV.

Pendant l'examen, le Ministère public et les Juges pourront prendre note de ce qui leur paraîtra important, soit dans les dépositions des témoins, soit dans la défense de l'accusé, pourvu que la discussion n'en soit pas interrompue.

OBSERVATIONS.

CET article est la copie littérale de l'art. 328, excepté dans la disposition relative aux Jurés, qui ne pouvait recevoir d'application aux affaires de la compétence des Cours Spéciales.

Il autorise l'Officier du Ministère public et les Juges à prendre note de ce qui leur paraît important dans les dépositions des témoins et dans la défense de l'accusé, mais sans que le débat puisse en être interrompu.

ARTICLE DLXXVI.

Les dispositions contenues aux articles 329, 330, 331, 332, 333, 334 et 335, seront observées dans l'examen devant la Cour Spéciale.

Le Ministère public donnera des conclusions motivées, et requerra, s'il y a lieu, l'application de la peine.

OBSERVATIONS.

I. L'ARTICLE 315 charge le Procureur - Général d'exposer le sujet de l'accusation.

En analysant cet article, nous avons fait observer que le Procureur-Général doit se borner à donner connaissance des faits, sans en tirer aucune induction.

L'instant de résumer les preuves, n'arrive qu'après l'audition des témoins; c'est alors seulement que le Procureur-Général doit motiver ses réquisitions.

Il le doit pour le public et pour les Juges dont il est chargé d'éclairer l'opinion; il le doit principalement pour mettre l'accusé à même de proposer sa défense sur tous les points qui peuvent tendre à incriminer sa conduite.

II. L'article 329 s'occupe de la représentation à faire à l'accusé des pièces de conviction. La représentation doit lui en être faite *dans le cours des débats*.

Elle doit de même être faite aux *témoins*, lorsqu'il résulte de leurs dépositions qu'ils peuvent les reconnaître.

L'article ne dit pas à quelle époque sera faite cette *représentation*; il suffit qu'elle le soit, et que l'accusé soit interpellé de répondre *personnellement* s'il les reconnaît.

Ce n'est pas un point sur lequel son Conseil soit autorisé à répondre pour lui.

III. La Cour Spéciale, comme la Cour d'Assises, peut ordonner l'arrestation du témoin prévenu de faux témoignage.

Le Président pourrait même l'ordonner, quand elle ne serait provoquée ni par le Procureur-Général, ni par la partie civile, ni par l'accusé.

Les Cours Spéciales *extraordinaires* et les Cours *prévôtales* des Douanes ont le même droit.

IV. Il suffit que la déposition du témoin *paraisse fausse* ; il n'est pas besoin qu'elle *paraisse évidemment fausse*, ainsi que l'exigeait l'art. 367 du Code de brumaire an iv ; car la prévention peut se constituer par des indices graves.

Cependant, quoique le Code de brumaire an iv, exigeât pour la mise en arrestation du témoin, que sa déposition parût *évidemment fausse*, il ne le considérait qu'en état de simple prévention, puisqu'il ordonnait qu'avant qu'il pût être mis en jugement, il fût présenté au Jury d'accusation.

V. Lorsque le témoin est arrêté pour prévention de faux témoignage *aux débats*, la première instruction se fait à la requête du Procureur-Général, par le Président de la Cour, ou par un des Juges que le Président commet à cet effet. Il ne se fait point alors de rapport de l'affaire à la Chambre du Conseil du Tribunal de première instance ; c'est à la Chambre d'accusation à prononcer, *omisso medio*, sur la mise en accusation, et à décerner l'ordonnance de prise de corps.

VI. L'art. 331 du Code d'instruction criminelle se trouve rappelé dans l'art. 576, comme devant recevoir son application aux Cours *Spéciales*.

Cet article semble contrarier les dispositions de l'art. 554, qui détermine d'une manière restreinte les crimes de la compétence des Cours Spéciales, et qui n'y fait pas rentrer le faux témoignage.

Comment concilier la restriction de cet article avec la faculté illimitée qui est accordée par l'art. 331 à la Cour Spéciale qui se trouve saisie, de faire le renvoi de l'affaire à la session suivante ?

M. le Conseiller-d'Etat Réal qui porta la parole au Corps-Législatif, lorsque le Titre VI du Livre II fut présenté à sa sanction, fit remarquer que les crimes déclarés *spéciaux* par leur *nature*, étaient restreints aux *quatre* espèces mentionnées dans l'art. 554.

Il est facile de tout concilier, en appliquant restrictivement les dispositions de l'art. 331 dans le sens qui lui est propre ; c'est-à-dire, que les Cours Spéciales peuvent renvoyer le jugement de l'affaire à la session suivante, sur la prévention de faux témoignage, lorsque le prévenu rentre par sa *qualité* dans leur compétence ; mais seulement dans ce cas,

VII. Lorsque l'accusé, les témoins ou l'un d'eux ne parlent pas la même *langue* ou le même *idiôme*, le Président doit nommer d'office un *Interprète*, et lui faire prêter le serment de traduire fidèlement les discours à transmettre entre ceux qui parlent des langages ou des idiômes différents.

L'Interprète doit être âgé au moins de vingt-un ans ; il ne peut être pris parmi les témoins ni les Juges, même du consentement du Procureur-Général et de l'accusé.

Il peut être récusé ; mais la *récusation* doit être *motivée*.

Tout cela est fort clair ; mais l'art. 332 que l'art. 376 déclare commun aux Cours Spéciales, prononce la peine de nullité dans le cas d'inobservation de ces formalités ;

ce qui donne lieu à l'examen de la question de savoir si le recours est recevable contre l'arrêt définitif émané des Cours Spéciales, lorsqu'il a violé les dispositions de cet article.

L'art. 597 porte que les arrêts définitifs rendus par les Cours Spéciales ne sont pas sujets au recours en *cassation* ; mais on peut dire que si la nullité porte sur le défaut d'*Interprète*, il n'y a eu réellement ni débats ni arrêt dans le sens du Code.

Pourquoi l'exécution de l'art. 332 aurait-elle été ordonnée par l'art. 576, si la nullité qu'elle prononce ne pouvait vicier l'arrêt qui s'en trouverait infecté ?

Ces raisons sont fortes ; mais elles viennent échouer contre les dispositions de l'art. 597 qui renferme sur ce point une dérogation implicite à l'art. 332.

L'arrêt pourra bien être annulé sur le recours du Procureur-Général près la Cour de cassation ; mais l'annulation n'en sera prononcée que dans l'*intérêt de la loi*.

VIII. Après avoir prévu sous l'art. 332 le cas où l'accusé et les témoins ne parlent pas le même langage ou le même idiôme, le Code indique dans l'art. 333 la forme dans laquelle il doit être procédé lorsque l'accusé ou le témoin est sourd-muet.

Si l'accusé sourd-muet *ne sait pas écrire*, il doit lui être nommé un *Interprète*, qui doit prêter serment de transmettre fidèlement à l'accusé ce qu'il lui importe de connaître des débats, et aux témoins les interpellations et les réponses de l'accusé.

L'Interprète doit être la personne qui a le plus d'habitude avec le sourd-muet ; de sorte que les liens de la parenté et ceux de l'amitié ne sont pas des causes suffisantes de récusation ; cependant l'Interprète peut être récusé ; et lorsqu'il l'a été, la Cour Spéciale doit prononcer sur la récusation.

S'il n'avait pas été nommé d'Interprète, ce serait le cas de l'application des principes que nous avons posés sous le N.^o VII.

Il n'y a pas lieu à la nomination d'Interprète à l'accusé *sourd-muet* qui *sait écrire*. Le Greffier doit lui présenter *écrites* les questions et les observations qui lui sont faites ; et l'accusé doit y répondre *par écrit* ; il peut faire d'ailleurs dans son intérêt et de la même manière, toutes les observations qu'il croit utiles à sa défense.

IX. C'est au Président, qui a la police de l'audience, à déterminer celui des accusés qui doit être présenté le *premier* aux débats, en observant que le principal accusé, s'il y en a un, doit *toujours* y être livré le premier, sauf à établir un débat particulier pour chacun de ses co-accusés.

X. Lorsque tous les témoins portés sur la liste signifiée, et dont le témoignage peut être reçu aux termes de l'art. 322, ont fait leur déposition, que les personnes qui ont été appelées par le Président pour donner des renseignements, ont été ouïes, et que les débats ont été établis avec tous les accusés, la parole doit être donnée à la partie civile, pour développer, par elle-même ou par son Conseil, ses moyens à l'appui de l'accusation.

Le Procureur-Général est ensuite entendu dans ses conclusions *motivées*, et dans ses réquisitions pour l'application de la peine.

Ce n'est qu'après cette double attaque, que l'accusé et son Conseil doivent être entendus : mais la réplique est permise à la partie civile et au Procureur-Général, de manière cependant que l'accusé ait toujours la parole le dernier, s'il la requiert.

Lorsque l'accusé, la partie civile et le Procureur-Général ont déclaré n'avoir plus rien à dire, le Président prononce la clôture des débats.

Cette déclaration faite, il n'y a plus ni témoins à produire, ni renseignements à prendre. (*Art. 335.*)

XI. Le Président n'a aucun résumé à faire, en matière *spéciale*. L'art. 336 n'a pas été déclaré commun aux Cours Spéciales, et il ne devait pas l'être ; car le résumé du Président ne peut avoir pour objet que de rappeler au Jury les principales circonstances de l'affaire, et dans les Cours Spéciales il n'y a pas de Jurés.

A R T I C L E D L X X V I I.

Le Président fera retirer l'accusé de l'auditoire.

O B S E R V A T I O N S.

I. Dans les Cours d'Assises l'accusé doit rester présent à la remise des questions au Jury.

L'art. 341 n'autorise le Président à le faire retirer de l'auditoire, qu'après que cette formalité a été remplie ; ce qui pouvait autoriser à croire que la communication des questions devait être faite à l'accusé, comme cela se pratiquait sous l'empire du Code de brumaire an iv ; mais, d'après la manière dont les questions doivent être aujourd'hui posées, l'accusé ne peut avoir aucune critique à en faire, ce qui rend cette communication inutile.

Si les questions n'ont pas été posées dans une forme légale, l'accusé en fera résulter une ouverture de cassation sur son recours contre l'arrêt définitif : aussi la Cour de cassation a-t-elle jugé par un arrêt que nous avons rapporté sur l'art. 341, que le Président peut remettre les questions au Jury, sans en avoir fait donner lecture à l'accusé.

Si l'accusé doit rester *présent* à la remise qui est faite des questions au Jury, c'est afin qu'il ait l'assurance qu'elles lui ont été remises dans l'instant même, et que la loi a été observée dans cette formalité indispensable.

II. Si les questions ne doivent pas être nécessairement communiquées à l'accusé mis en jugement devant la Cour d'Assises, il doit en être de même à plus forte raison, lorsque l'accusé est mis en jugement devant une Cour Spéciale : aussi l'art. 577 porte-t-il que le Président doit faire retirer l'accusé de l'auditoire, aussitôt que les débats

ont été déclarés clos ; et l'art. 581, que lorsque les Juges seront réunis dans la Chambre du Conseil, le Président *posera* les questions sur lesquelles ils auront à délibérer.

ARTICLE DLXXVIII.

L'examen et les débats une fois entamés, devront être continués sans interruption. Le Président ne pourra les suspendre que pendant les intervalles nécessaires pour le repos des Juges, des témoins et des accusés.

OBSERVATIONS.

I. Cet article s'explique de lui-même ; mais s'il présentait quelques difficultés dans l'application, il faudrait recourir aux observations que nous avons faites sur l'art. 353, où elles ont été résolues.

II. L'art. 578 ne reproduit cependant pas la disposition entière de l'art. 353 : il n'y est pas dit que les Juges ne pourront avoir *aucune espèce de communication au dehors* ; de sorte qu'il n'y aurait pas d'irrégularité à reprocher à l'arrêt, quand quelques-uns des Magistrats qui auraient coopéré à le rendre, auraient communiqué au dehors, ce qu'ils ne doivent pas néanmoins se permettre.

ARTICLE DLXXIX.

Les dispositions contenues aux art. 354, 355 et 356, seront exécutées.

OBSERVATIONS.

I. Cet article aurait plus naturellement trouvé sa place à la suite de l'art. 573, puisqu'en déclarant commun aux Cours Spéciales l'art. 354, il les autorise à renvoyer l'affaire à la session suivante, dans le cas de non-comparution d'un témoin, lorsqu'*avant* l'ouverture des débats, *le Procureur-Général l'a requis*. Mais ce déplacement n'est d'aucune importance : il suffit que l'article autorise les Cours Spéciales à faire le renvoi de l'affaire à la session suivante, dans le cas prévu par l'art. 354.

II. Dans le cas de renvoi pour cette cause, les frais de citation, de voyage des témoins, et autres, qui sont nécessités par ce renvoi, doivent être mis à la charge du témoin défaillant, lorsqu'il n'a pas justifié d'excuses légitimes : il peut même être ordonné qu'il sera amené par la force publique à la prochaine session ; et il doit de plus être condamné à une amende qui peut être portée jusqu'à 100 fr. (Art. 355.)

Mais l'opposition du témoin est recevable contre l'arrêt qui l'a condamné ; pourvu qu'elle soit formée dans le délai,

Si le témoin justifie d'un empêchement légitime, il doit être déchargé des condamnations prononcées contre lui.

L'amende dans tous les cas peut être modérée.

Si le témoin ne justifie pas d'une excuse légitime, quoique l'amende puisse être modérée, la condamnation *aux frais* doit être maintenue.

S E C T I O N I V.

D U J U G E M E N T.

A R T I C L E D L X X X.

La Cour se retirera en la Chambre du Conseil, pour y délibérer.

O B S E R V A T I O N S.

A l'instant que les débats sont *déclarés clos*, les Magistrats qui composent la Cour Spéciale, doivent se réunir dans la Chambre du Conseil *pour y délibérer*; ils ne doivent pas établir la *discussion dans le lieu de la séance*, comme la Cour d'Assises y est autorisée par l'art. 369.

Cette différence dans le mode de procéder est fondée sur ce que la délibération de la Cour d'Assises ne peut jamais porter que sur des questions simples, tandis que la Cour Spéciale doit remplir les fonctions de Jurés et de Juges.

Cela n'est au surplus que de simple police.

A R T I C L E D L X X X I.

Le Président posera les questions, et recueillera les voix.

Les trois Juges militaires opineront les premiers, en commençant par le plus jeune.

O B S E R V A T I O N S.

I. Dans les Cours Spéciales comme dans les Cours d'Assises, c'est au Président à poser les questions.

Si quelqu'un des Juges ne les trouve pas posées conformément au vœu de la loi, la Cour doit en délibérer.

L'art. 581 ne le dit pas; mais cela est de droit.

Si le Code a délégué au Président la position des questions, ce n'est que pour la plus prompt expédition des affaires.

Le Législateur n'a pu vouloir mettre dans les attributions du Président, de les poser d'une manière arbitraire.

II. Dans les Cours Spéciales, les questions doivent être posées de la même manière que devant le Jury ; c'est-à-dire , conformément aux dispositions des art. 337 , 338 , 339 et 340.

III. C'est au Président à recueillir les voix ; il remplit à cet égard les fonctions de Chef du Jury ; mais quoique cette fonction rentre dans ses attributions personnelles, si le résultat qu'il annonce ne paraît point exact , les Juges peuvent demander qu'il soit procédé à un nouveau recensement des voix ; ce qui doit être exécuté.

IV. L'art. 345 n'a établi aucun ordre dans lequel les Jurés dussent délibérer ; mais l'art. 581 exige dans les Cours Spéciales , que les Juges militaires opinent les premiers , en commençant par le plus jeune d'entre eux.

Le Code n'a rien décidé à l'égard des autres Juges ; de sorte que de quelque manière que leurs suffrages soient recueillis , il ne peut en résulter aucune irrégularité.

V. Le Code n'a rien décidé non plus sur la manière dont la conviction des Juges doit se former , ni sur quel genre de preuves elle doit être fondée ; mais dès qu'il ne leur dit pas : « Vous tiendrez pour vrai tout fait attesté par tel ou tel nombre » de témoins , vous ne regarderez pas comme suffisamment établie toute preuve » qui ne sera pas formée de tel procès-verbal , de telles pièces , de tant de témoins » et de tant d'indices ; » il n'a évidemment exigé d'eux que la déclaration de leur conviction personnelle et morale , d'après la combinaison des preuves rapportées pour et contre l'accusé.

ARTICLE DLXXXII.

Le jugement de la Cour se formera à la majorité.

OBSERVATIONS.

Quoique le Législateur ne se soit occupé directement que de l'arrêt définitif dans l'art. 582 , cet article n'en doit pas moins recevoir son application à toutes les décisions préparatoires prises par la Cour Spéciale pour parvenir au jugement définitif ; de sorte qu'il doit y avoir majorité dans la réponse des Juges sur les questions posées , comme sur l'application de la peine.

ARTICLE DLXXXIII.

En cas d'égalité de voix , l'avis favorable à l'accusé prévaudra.

OBSERVATIONS.

I. A égalité de voix , l'avis favorable à l'accusé doit prévaloir. Ce principe est écrit dans toutes les législations.

Si l'égalité de voix favorable à l'accusé porte sur la question de culpabilité, on rentre dans l'application de l'art. 358; le Président doit prononcer l'*acquiescement* de l'accusé, sans consulter les Juges et sans qu'il soit besoin de recueillir les suffrages sur les questions accessoires.

Si l'égalité de voix ne s'établit que sur les questions *secondaires*, il faut distinguer le cas où elle porte sur les circonstances *aggravantes*, de celui où elle a pour objet les questions *d'excuses* ou de *discernement*.

Lorsqu'elle s'établit sur les circonstances *aggravantes*, elles doivent être écartées; dès qu'à égalité de voix, l'avis favorable à l'accusé doit prévaloir.

Par parité de raisons, si l'égalité de voix s'établit sur les questions *d'excuses* ou de *discernement*, l'excuse ou le défaut de discernement doit être déclaré, et le jugement doit être rendu d'après cette base.

Il doit en être de même lorsque l'égalité de voix s'établit sur l'application de la peine; c'est la moins forte qui doit être prononcée.

II. S'il s'établissait *trois* opinions, elles devraient se réduire à *deux*.

Le Code n'admet que la majorité de voix ou leur égalité.

Cette réduction deviendrait inutile, s'il y avait une majorité formée, et que les Juges étrangers à cette majorité se trouvassent seulement divisés entre eux; puisque lors même que ceux-ci se réuniraient pour la même opinion, ils ne pourraient former la majorité ni même l'égalité de voix.

ARTICLE DLXXXIV.

L'arrêt qui acquittera l'accusé, statuera sur les dommages-intérêts respectivement prétendus; après que les parties auront proposé leurs fins de non-recevoir ou leurs défenses, et que le Procureur-Général aura été entendu.

La Cour pourra néanmoins, si elle le juge convenable, commettre l'un des Juges, pour entendre les parties, prendre connaissance des pièces, et faire son rapport à l'audience, où les parties pourront encore présenter leurs observations, et où le Ministère public sera de nouveau entendu.

OBSERVATIONS.

I. Les art. 584, 585 et 587 s'occupent des dommages-intérêts respectivement prétendus par la partie civile et par l'accusé, suivant les différens cas qui peuvent se présenter.

L'art. 584 porte que quand l'accusé est acquitté, la Cour doit statuer sur les dommages-intérêts respectivement prétendus; ce qui doit s'entendre en ce sens, que la

Cour doit y statuer pour *renvoyer* de la demande l'accusé acquitté, et pour lui *adjuger* la réparation qui lui est due ; car l'accusé *acquitté* ne peut être condamné à des dommages-intérêts envers la partie civile, pour raison d'un fait dont il a été reconnu innocent :

II. Mais la Cour ne doit prononcer sur cette partie de la cause, qu'après avoir entendu les parties dans les fins de non-recevoir qu'elles ont à proposer et dans leurs défenses au fond.

Les fins de *non-recevoir* peuvent résulter, de ce que la partie civile a transigé avec l'accusé, ou de ce que l'accusé n'a pas formé sa demande en temps utile.

Les défenses au *fond* dépendent des circonstances particulières de la cause.

III. Le Procureur-Général doit être entendu dans ses conclusions.

IV. Lorsque la Cour ne se trouve pas suffisamment instruite, elle peut ordonner la continuation de la cause, et commettre un de ses Membres pour prendre connaissance des pièces, et pour lui en faire un rapport à l'audience.

Le jour indiqué, les parties sont autorisées à faire de nouvelles observations, après lesquelles le Procureur-Général doit être entendu de nouveau.

Quand même les parties ne feraient aucune observation, le Procureur-Général ne devrait pas moins être entendu de nouveau.

V. En autorisant les Cours Spéciales à prononcer sur les dommages-intérêts respectivement prétendus par les parties qui sont en instance devant elles, le Code d'instruction criminelle n'a fait que maintenir un droit qui était accordé aux Cours Spéciales établies par les lois des 18 pluviôse an 9, et 23 floréal an 10.

ARTICLE DLXXXV.

Les demandes en dommages-intérêts, formées soit par l'accusé contre ses dénonciateurs ou la partie civile, soit par la partie civile contre l'accusé ou le condamné, seront portées à la Cour Spéciale.

La partie civile est tenue de former sa demande en dommages-intérêts avant le jugement ; plus tard, elle sera non-recevable.

Il en est de même de l'accusé, s'il a connu son dénonciateur.

Dans le cas où l'accusé n'aurait connu son dénonciateur que depuis le jugement, mais avant la fin de la session, il sera tenu, sous peine de déchéance, de porter sa demande à la Cour Spéciale. S'il ne l'a connu qu'après la clôture de la session, sa demande sera portée au Tribunal civil. A l'égard des tiers qui n'auraient pas été parties au procès, ils s'adresseront au Tribunal civil.

OBSERVATIONS.

I. Ce que l'art. 584 n'avait fait que laisser entrevoir, l'art. 585 l'exprime en termes formels.

Cet article attribue à la Cour Spéciale la compétence *exclusive* pour prononcer sur toutes les demandes en dommages-intérêts formées devant elles, soit à la requête de la partie civile, soit à celle de l'accusé; il réserve seulement aux Tribunaux civils la connaissance de celles qui peuvent être formées, soit à la requête des *tiers qui n'ont pas été parties au procès, soit contre eux*; ce qui donne l'explication de ce que le Législateur a entendu par les *tiers* qui doivent introduire leur action au civil.

Mais le dénonciateur n'est considéré comme *tiers* que dans le cas où l'accusé ne l'a connu qu'*après la clôture* de la session de la Cour Spéciale.

Si l'accusé connaissait son dénonciateur avant cette époque, il serait tenu de porter sa demande à la Cour Spéciale, *sous peine de déchéance*.

II. L'accusé serait également en déchéance, s'il avait connu son dénonciateur *avant le jugement*, et qu'il eût attendu que l'arrêt fût *prononcé*, pour former sa demande.

C'est ainsi que doivent être entendus ces termes de l'art. 585 *avant le jugement*; car il n'y a réellement jugement, dans le sens du Code, que quand il a été *prononcé*; ce qui rentre parfaitement dans les vues du Législateur, dont l'intention a été que les demandes en dommages-intérêts fussent formées *avant* que les parties eussent connaissance du jugement.

III. La même déchéance doit être prononcée, dans le même cas, contre la partie civile.

Ces déchéances sont tellement *absolues*, que les parties ne peuvent en être relevées sous aucun prétexte.

IV. L'art. 585 est conçu dans les mêmes termes que l'art. 359; de sorte que pour en avoir l'entière explication, il est nécessaire de recourir aux observations que nous avons faites sur cet article.

ARTICLE DLXXXVI.

Les articles 360 et 361 recevront leur exécution.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 360 prévoit le cas de l'acquiescement de l'accusé, et il décide que l'accusé acquitté ne peut être recherché pour le même fait.

Nous ne reviendrons pas sur la différence qui existe entre *l'acquiescement* et *l'absolution*; il nous suffit de faire observer que l'article 586 ne s'occupe que du cas de l'acquiescement, et non pas de celui de l'absolution de l'accusé,

II. Ce serait néanmoins tirer une fausse induction de cet article, que d'en conclure que la Cour Spéciale, après avoir prononcé l'*absolution* de l'accusé, peut le faire traduire de nouveau devant elle pour raison *du même fait* ; car dans le cas d'absolution comme dans celui d'acquiescement, il y a chose jugée.

III. L'art. 586 rend également commun aux Cours Spéciales l'art. 361 ; de sorte que si l'accusé, traduit devant une Cour Spéciale, se trouvait inculpé aux débats sur un *autre fait*, et que le Procureur-Général, avant la clôture des débats, se fût fait réserve de poursuivre l'accusé pour raison de ce nouveau fait, le Président, après la prononciation de l'*ordonnance d'acquit* ou de l'*arrêt d'absolution*, devrait décerner contre l'accusé soit un mandat d'amener, soit un mandat de dépôt ou d'arrêt, suivant la nature du crime ou du délit, et renvoyer l'affaire devant le Juge d'instruction du lieu où siège la Cour, pour être procédé à une nouvelle instruction.

Le Président devrait ordonner ce renvoi, lors même que le crime rentrerait dans les attributions de la Cour Spéciale ; puisque les Cours Spéciales comme les Cours d'Assises ne peuvent être légalement saisies qu'en vertu du renvoi qui leur est fait par la Chambre d'accusation.

IV. Cet article donne *attribution* au Juge d'instruction du lieu où siège la Cour Spéciale qui fait le renvoi ; ce qui est une dérogation aux règles générales de compétence établies par le Code.

V. Lorsqu'il y a eu *condamnation* de l'accusé prévenu d'un nouveau crime aux débats, il faut procéder comme il est dit dans l'art. 379, que l'art. 599 a pareillement déclaré commun aux Cours Spéciales.

ARTICLE DLXXXVII.

Si la Cour déclare l'accusé convaincu du crime porté en l'accusation, son arrêt prononcera la peine établie par la loi, et statuera en même temps sur les dommages-intérêts prétendus par la partie civile.

OBSERVATIONS.

I. L'ARTICLE 584 s'était borné à prévoir le cas de l'*acquiescement* de l'accusé, qui a formé sa demande en dommages-intérêts contre la partie civile ou contre son dénonciateur.

L'article 587 s'occupe de celui de *condamnation* de l'accusé, sous le rapport des dommages-intérêts auxquels la partie civile peut conclure contre lui. Quoique cet article n'ajoute pas que les parties seront respectivement entendues, et que le Procureur-Général sera ouï, ils doivent l'être, la chose est de droit.

II. Ces mots de l'art. 587, *et statuera en même temps*, forment-ils un obstacle

à la nomination d'un des Magistrats de la Cour, pour prendre connaissance des pièces, et pour en faire son rapport à une des audiences suivantes ?

On peut dire que si l'art. 587 ne donne pas cette autorisation, c'est que le Législateur n'a pas voulu tomber dans des redites inutiles : on peut ajouter, que pour lui supposer une intention contraire, il faudrait qu'il pût y en avoir un motif raisonnable, et qu'il serait difficile d'en prétexter même un spécieux.

Cependant, comme les lois doivent être appliquées dans leurs termes, et que ce n'est pas aux Juges à apprécier les motifs du Législateur ; que d'ailleurs l'art. 587, au lieu de renvoyer à l'art. 336, qui donne cette faculté aux Cours d'Assises, déclare au contraire de la manière la plus expresse, qu'il sera prononcé sur les dommages-intérêts *en même temps* que sur l'application de la peine, il faut s'en tenir aux dispositions rigoureuses de cet article, qui peuvent être fondées sur ce que les réparations dues à la partie civile, se trouvent suffisamment établies par les débats, tandis que les dommages qui peuvent avoir été causés à l'accusé par la plainte et par les poursuites dont il a été l'objet, peuvent n'être pas suffisamment justifiés.

ARTICLE DLXXXVIII.

La Cour pourra, dans les cas prévus par la loi, déclarer l'accusé excusable.

OBSERVATIONS.

I. Si l'excuse est fondée sur un fait admis comme tel par la loi, l'accusé doit être déclaré *excusable* ; mais il n'y a que les excuses autorisées par une loi *expresse* qui puissent entrer dans la position des questions (art. 339 du Code d'instruction criminelle) ; et par suite, ce n'est que sur des excuses de cette nature que peut être fondé l'arrêt définitif à rendre par les Cours Spéciales.

II. Le Code pénal a un Chapitre exprès, dans lequel il détermine quels sont les crimes *excusables*.

C'est le Chapitre unique du Livre II, art. 59 et suivans.

Il n'y a ni crime ni délit, lorsque le prévenu était en état de *démence*, ou lorsqu'il a été *contraint* d'agir par une force à laquelle il n'a pu résister ; mais ce n'est pas là une *excuse* proprement dite ; elle rentre dans la question de *culpabilité*.

Il n'en est pas de même du défaut de *discernement* et des *excuses* qui sont admises par la loi : il faut poser sur le défaut de discernement et sur chacune des excuses, une question indépendante.

Sur la qualité des excuses admises par la loi, nous sommes entrés dans une discussion fort étendue, sur l'art. 339.

ARTICLE DLXXXIX.

Si, par le résultat des débats, le fait dont l'accusé est convaincu

était dépouillé des circonstances qui le rendaient justiciable de la Cour Spéciale, ou n'était pas de nature à entraîner peine afflictive ou infamante ; au premier cas, la Cour renverra, par un arrêt motivé, l'accusé et le procès devant la Cour d'Assises, qui prononcera, quel que soit ensuite le résultat des débats ; au deuxième cas, la Cour pourra appliquer, s'il y a lieu, les peines correctionnelles ou de police encourues par l'accusé.

OBSERVATIONS.

I. L'ARTICLE 589 prévoit le cas, où par le résultat des débats, le fait se trouve dépouillé des *circonstances* qui le faisaient rentrer dans la compétence de la *Cour Spéciale*, et il détermine quelle doit être dans ce cas la forme de procéder.

Les dispositions de cet article ne reçoivent d'application qu'au cas où le fait imputé au prévenu demeure *constant* aux yeux de la Cour Spéciale, et se trouve seulement dépouillé des circonstances qui le faisaient rentrer dans sa *compétence*.

Si le fait n'était pas reconnu pour *constant* à la charge de l'accusé, il n'y aurait aucun renvoi à ordonner ; la Cour devrait prononcer purement et simplement l'*acquiescement* de l'accusé.

II. Mais quoique la Cour Spéciale reconnaisse que le fait est constant à la charge de l'accusé, et qu'elle ne se décide à faire le renvoi de l'affaire à la Cour d'Assises qu'à raison de ce que les circonstances qui le faisaient rentrer dans sa compétence ont disparu aux débats, la question de culpabilité de l'accusé n'en reste pas moins toute entière dans les attributions de la Cour d'Assises ; car c'est le procès en entier qui doit lui être renvoyé, et non pas la simple *application* de la peine.

III. Il ne suffit pas néanmoins, pour que la Cour Spéciale soit tenue de renvoyer à la Cour d'Assises, que le crime dont la Cour Spéciale s'est trouvée saisie, par suite de l'arrêt de renvoi, se trouve dépouillé des *circonstances* qui le faisaient rentrer dans sa compétence ; il faut de plus que le fait en lui-même constitue un *véritable crime*, c'est-à-dire, qu'il puisse emporter peine *afflictive* ou *infamante*.

Si le fait ne présentait à juger, d'après le résultat des débats, qu'un simple délit ou qu'une contravention, la Cour Spéciale n'aurait pas de renvoi à faire ; l'article 589 l'autorise, dans ce cas, à appliquer les *peines correctionnelles* ou de *police*. Il en était déjà de même sous l'empire des lois des 18 pluviôse an ix, et 23 floréal an x.

Ce fut par application de l'art. 434 du Code de brumaire an iv, déclaré commun aux Cours Spéciales, et de l'art. 589 du Code d'instruction criminelle, que la Cour de cassation rejeta le 23 avril 1811, sur le rapport de M. Chasle, un recours exercé contre un arrêt rendu par la Cour Spéciale de Turin, qui avait appliqué les peines

de l'escroquerie à des accusés qui avaient été prévenus de l'avoir commis à l'aide d'un faux.

IV. C'est sans aucune espèce d'utilité que la Cour Spéciale aurait été chargée de faire renvoi de l'affaire à la Chambre d'accusation pour prononcer de nouveau sur la compétence, puisque tout *crime* qui ne rentre pas dans celle des Cours Spéciales, rentre nécessairement dans celle des Cours d'Assises.

C'est à la Cour d'Assises du lieu où la Cour Spéciale tient ses séances, que doit être fait le renvoi.

V. L'article 589 est applicable aux Cours Spéciales *extraordinaires* quant au renvoi à faire aux Cours d'Assises ; mais l'est-il de même aux Cours prévôtales des Douanes ?

Nous ne le pensons pas, attendu que les Cours d'Assises ne peuvent être saisies que par suite d'un arrêt de mise en accusation prononcé par la Chambre d'accusation, et que, dans le cas particulier, il n'en a pas été rendu, les Cours prévôtales des Douanes se trouvant saisies *ipso facto*.

VI. Si la Cour Spéciale avait retenu la connaissance d'un *crime* qui serait sorti de sa compétence par le résultat des débats, il y aurait lieu au recours en cassation contre son arrêt définitif.

L'art. 597 porte bien, à la vérité, que le recours contre les arrêts définitifs des Cours Spéciales ne sera pas recevable ; mais cet article ne reçoit d'application qu'au cas où les arrêts ont été rendus sur des affaires qui appartiennent à la juridiction des Cours Spéciales, et l'art. 589 fait sortir de leur compétence les crimes qui, dépouillés des circonstances qui les rendaient spéciaux, les font rentrer dans la classe des délits ordinaires.

Le recours est recevable non-seulement dans *l'intérêt de la loi*, mais même dans celui de *l'accusé* ; car il n'y a pas de véritable jugement, lorsqu'il a été rendu par des Juges sans caractère ; mais le recours en cassation doit néanmoins être exercé dans le délai fixé par le Code.

VII. Si le Greffier avait refusé de recevoir la déclaration du recours en cassation faite dans le délai par le condamné, et que son refus fût constaté, il tiendrait lieu de déclaration et il devrait en produire tous les effets : cela fut ainsi jugé par la Cour de cassation, le 15 novembre 1811.

VIII. Une autre question qui n'est pas moins importante, fut jugée par le même arrêt. Une Commission militaire établie à Gênes pour la répression des vols et des brigandages commis sur les grandes routes, avait été saisie d'une dénonciation faite par Georgiotti qui avait imputé à Zerba et à Carosio, le vol d'une somme d'argent qui avait été fait au nommé Taini, sur la grande route.

Zerba et Carosio furent acquittés de l'accusation, et par le même arrêt, Georgiotti qui n'était pas en cause, et contre lequel les accusés n'avaient pris aucunes

conclusions, fut condamné comme *calomniateur*, à un mois d'emprisonnement, à une amende de 1000 fr., aux frais de la procédure et aux dommages-intérêts envers Zerba et Carosio.

Dans les motifs de son jugement, la Commission militaire imputait à Georgietti d'avoir fait une fausse déclaration aux débats.

Georgietti s'était présenté devant le Greffier dans le délai utile, pour faire sa déclaration de pourvoi contre le jugement qui l'avait condamné; mais le Greffier avait refusé de la recevoir avant d'en avoir obtenu l'autorisation de la Commission; ce qui était constaté par le certificat du Greffier.

Le Grand-Juge Ministre de la Justice, instruit de ce jugement, chargea le Procureur-Général de la Cour de cassation d'en donner connaissance à cette Cour, et d'en provoquer l'annulation.

Sur le réquisitoire de M. le Procureur-Général, deux questions s'établirent : la première, de savoir si le pourvoi de Georgietti était recevable; et la deuxième, si le jugement devait être annulé pour avoir prononcé la condamnation de Georgietti, contre lequel les accusés acquittés n'avaient formé aucune demande en dommages-intérêts.

Ces deux questions furent jugées par la Cour de cassation d'une manière favorable à Georgietti. Son recours fut déclaré recevable, et le jugement de la Commission militaire fut annulé, au chef qui avait prononcé sa condamnation.

ARTICLE DXCX.

L'article 367 sera exécuté.

OBSERVATIONS.

L'ART. 367, auquel renvoie l'art. 590, porte que, quand l'accusé a été déclaré *excusable*, la Cour doit prononcer conformément au *Code des délits et des peines*; c'est-à-dire, en appliquant au fait déclaré excusable, la disposition du Code pénal, relative à ce fait; car la peine des crimes excusables est graduée par le Code, suivant la nature du crime dont l'accusé a été déclaré coupable sauf excuses.

ARTICLE DXCXI.

L'arrêt sera prononcé à haute voix par le Président, en présence du public et de l'accusé.

OBSERVATIONS.

Lorsque l'arrêt a été conclu à la Chambre du Conseil, le Président doit ordonner que l'accusé soit ramené à l'auditoire pour en entendre la prononciation.

L'arrêt doit être prononcé à haute voix par le Président, en présence du public et de l'accusé.

Le Code d'instruction criminelle n'impose plus le devoir au Président de faire un discours à l'accusé pour lui représenter *la manière généreuse et impartiale avec laquelle il a été jugé*. L'art. 594 laisse la chose à la discrétion du Président.

ARTICLE DXCII.

L'arrêt contiendra, sous les peines prononcées par l'art. 369, le texte de la loi sur lequel il est fondé : ce texte sera lu à l'accusé.

OBSERVATIONS.

La peine prononcée par l'art. 369, auquel renvoie l'art. 592, n'est pas celle de *nullité*, mais celle d'une amende de 100 fr. contre le Greffier qui n'a pas inséré dans la transcription de l'arrêt sur ses registres, le texte de la loi appliquée.

L'art. 592 ne dit pas si ce sera le Président, ou si ce sera le Greffier qui donnera la lecture du texte de la loi appliquée; mais les fonctions du Greffier se bornent à écrire ce qui est prononcé, et il y a la même raison de charger de la lecture de la loi le Président de la Cour Spéciale, que le Président de la Cour d'Assises, auquel l'art. 369 en impose l'obligation.

ARTICLE DXCIII.

La minute de l'arrêt sera signée par les Juges qui l'auront rendu, à peine de cent francs d'amende contre le Greffier, et de prise à partie tant contre le Greffier que contre les Juges. Elle sera signée dans les vingt-quatre heures de la prononciation de l'arrêt.

OBSERVATIONS.

I. Cet article renferme la même disposition que l'art. 370, relativement aux arrêts rendus par les Cours d'Assises.

La minute de l'arrêt doit être signée dans les vingt-quatre heures par les Juges qui l'ont rendu.

Dans le cas où la formalité de la *signature* n'aurait pas été remplie, l'art. 593 prononce une amende de 100 fr. contre le Greffier; il autorise même la *prise à partie* tant contre le Greffier que contre les Juges.

II. Une chose à remarquer, c'est que l'art. 593 ne met pas la restriction, *s'il y a lieu*, qui se lit dans l'art. 370; de sorte que la prise à partie s'établit contre les Juges et contre le Greffier des Cours Spéciales, par le seul fait du défaut de signature.

Mais pour n'être pas dans le cas de la prise à partie, il suffit que les Juges aient

signé, quand même ils ne l'auraient pas fait dans les vingt-quatre heures, lorsqu'il n'y a pas d'autre reproche à leur faire.

III. Le Juge qui n'a pas été de l'avis de l'arrêt, ne doit pas moins signer que ceux dont l'opinion a prévalu ; sauf à faire ses protestations , et à les insérer sur les registres ou à la suite de sa signature , s'il craint de compromettre sa responsabilité.

IV. Si les Juges refusaient de signer, sur l'invitation qui leur en serait faite , le Greffier devrait le constater par un procès-verbal, et le remettre sans retard entre les mains du Procureur-Général , afin d'éviter toute espèce de reproche.

V. Sur les autres questions auxquelles peut donner lieu l'application de cet article, il faut recourir aux observations que nous avons faites sur l'art. 370.

ARTICLE D XCIV.

Après avoir prononcé l'arrêt , le Président pourra , selon les circonstances , exhorter l'accusé à la fermeté , à la résignation , ou à réformer sa conduite.

OBSERVATIONS.

CET article fait disparaître ce que l'art. 439 du Code de brumaire an iv avait de choquant.

ARTICLE D XCV.

La Cour , après la prononciation de l'arrêt , pourra , pour des motifs graves , recommander l'accusé à la commisération de l'Empereur.

Cette recommandation ne sera point insérée dans l'arrêt , mais dans un procès-verbal séparé , secret , motivé , dressé en la Chambre du Conseil , le Ministère public entendu , et signé comme la minute de l'arrêt de condamnation.

Expédition dudit procès-verbal , ensemble de l'arrêt de condamnation , sera adressée de suite par le Procureur-Général-Impérial au Grand-Juge Ministre de la Justice.

OBSERVATIONS.

I. La faculté de faire grâce est un droit inhérent à la Souveraineté.

C'est par suite de ce droit que l'art. 595 autorise les Cours *Spéciales* à recommander à la commisération de l'Empereur l'accusé condamné ; mais elles ne doivent le faire que *sur des motifs graves* ; elles ne peuvent même insérer cette recommandation dans l'arrêt.

Lorsque la Cour Spéciale se décide à la faire, elle doit la consigner dans un procès-verbal *séparé, secret, motivé, dressé en la Chambre du Conseil*, et signé comme la minute de l'arrêt de condamnation, après avoir entendu l'Officier du Ministère public.

II. Le procès-verbal ainsi rédigé, doit être adressé *de suite* au Grand-Juge Ministre de la Justice, à la diligence du Procureur-Général; ce qui emporte *sursis* à l'exécution de l'arrêt.

III. La même autorisation n'est accordée ni aux Cours d'Assises ni aux Cours Spéciales *extraordinaires*; le motif en est, que les arrêts rendus par ces Cours sont sujets au recours en cassation, tandis que les arrêts rendus par les Cours Spéciales ordinaires doivent s'exécuter *dans les vingt-quatre heures*, ce qui rendrait inutile le droit de faire grâce, s'il n'était pas sursis à l'exécution.

Les dispositions de l'art. 595 sont communes aux Cours *prévôtales* des Douanes, dont les arrêts définitifs ne sont pas non plus sujets au recours en cassation.

IV. Si c'est une Cour d'Assises ou une Cour Spéciale extraordinaire qui a rendu l'arrêt, le condamné a le temps qui lui est nécessaire pour porter sa réclamation aux pieds du trône. Il doit présenter à cet effet son humble requête à l'Empereur, par l'intermédiaire du Grand-Juge Ministre de la Justice.

V. Mais si le Grand-Juge Ministre de la Justice est tenu de soumettre à Sa Majesté la recommandation qui lui est faite par une Cour Spéciale, en faveur de l'accusé qu'elle vient de condamner, c'est à Son Excellence à juger si la réclamation *personnelle* du condamné est de nature à être présentée à Sa Majesté.

Si cette faculté n'était pas accordée au Grand-Juge Ministre de la Justice, il n'y aurait pas un condamné qui ne réclamât.

ARTICLE DXCVI.

Les dispositions contenues en l'art. 372 seront applicables à la Cour Spéciale.

OBSERVATIONS.

L'ARTICLE 372, que l'art. 596 rend commun aux Cours Spéciales *ordinaires*, et que la loi du 20 avril 1810 et le décret impérial du 6 juillet de la même année ont également rendu commun aux Cours Spéciales *extraordinaires* et aux Cours *prévôtales* des Douanes, exige que le *Greffier* dresse un procès-verbal de la séance, sous peine de cinq cents francs d'amende.

Ce procès-verbal ne doit faire mention, ni des réponses des accusés, ni du contenu aux dépositions des témoins qui sont ouïs aux débats, mais seulement des

changemens, variations et contradictions qui peuvent se rencontrer dans les déclarations qu'ils ont précédemment faites.

Le *Président* et le *Greffier* doivent revêtir ce procès-verbal de leur signature; et lorsqu'il s'est élevé quelques incidens pendant le cours des débats, leur objet et les décisions qui ont été portées doivent y être mentionnés.

ARTICLE DXCVII.

L'arrêt ne pourra être attaqué par voie de cassation.

OBSERVATIONS.

I. Cet article est conçu dans des termes si généraux, qu'il semblerait ne devoir souffrir aucune exception; cependant il ne peut être entendu dans ce sens rigoureux: car une Cour Spéciale pourrait avoir prononcé dans une affaire qui ne serait pas de sa compétence.

Tout dépend donc de bien déterminer la ligne de démarcation, et de s'y renfermer.

II. Une première exception à cet article, qui est puisée dans la disposition de l'art. 441, est relative au recours que le Procureur-Général de la Cour de cassation est autorisé à exercer, dans l'intérêt de la loi, contre les arrêts émanés des Cours Spéciales.

III. Il est aussi des cas où le recours des parties elles-mêmes est recevable; ainsi; par exemple, si la Cour Spéciale avait prononcé sans que le renvoi préalable de l'affaire lui eût été fait par la Chambre d'accusation, le pourvoi de l'accusé condamné devrait être reçu.

Si l'affaire renvoyée à la Cour Spéciale changeait de nature aux débats, et qu'elle ne présentât plus à juger qu'un *crime* de la compétence des Tribunaux ordinaires; que néanmoins la Cour Spéciale saisie eût prononcé la condamnation de l'accusé: il serait également évident que la Cour Spéciale aurait été sans caractère, et par suite que son arrêt serait sujet au recours en cassation dans l'intérêt de l'accusé.

IV. Ce n'est pas par la raison que c'est une Cour Spéciale qui a prononcé, que le recours en cassation n'est pas recevable, mais parce que la loi a investi les Cours Spéciales du pouvoir de juger, sans que leurs arrêts soient sujets au recours en cassation; et elle ne les a investies de ce pouvoir que pour prononcer sur les crimes, qui rentrent dans leur compétence, et dont elles ont été légalement saisies.

V. Pour que le recours en cassation ne soit pas recevable, il faut qu'il existe un véritable *arrêt*, et non pas un simple *simulacre d'arrêt*, comme dans les cas suivans. Si, dans l'absence des Juges nommés pour compléter la Cour Spéciale, elle s'était complétée d'*Avocats* ou d'*Avoués* en nombre supérieur à celui des Magistrats, ce ne

serait plus une Cour Spéciale qui aurait jugé, mais une réunion d'hommes sans caractère, qui auraient usurpé les droits d'une Cour Spéciale ; ce serait un acte arbitraire, que l'accusé serait autorisé à déférer à la censure de la Cour de cassation.

Cet exemple ne pourrait cependant recevoir d'application aux Provinces-Illýriennes ; car un décret particulier de l'Empereur a autorisé les Tribunaux de ce pays à se compléter de Jurisconsultes au nombre de trois, dans les Cours d'appel composées d'une seule Section, dans les Cours d'Assises et Spéciales, et dans les Chambres d'accusation ; ce qui a été une dérogation aux dispositions du règlement du 30 mars 1808.

VI. Supposons qu'un des Juges, qui serait entré dans la composition de la Cour Spéciale, n'eût pas l'âge requis pour en remplir les fonctions ; ce ne serait pas un arrêt rendu par une Cour Spéciale ; ce ne serait pas même un véritable arrêt ; ce serait un acte nul auquel il ne pourrait être donné aucune exécution, au préjudice du recours qui serait exercé, sans violer toutes les règles et tous les principes.

VII. L'art. 103 du décret impérial du 6 juillet 1810 ne permet pas que les Cours Spéciales puissent juger un moindre nombre que de six ou de huit Juges, ni qu'elles puissent rendre aucun arrêt en nombre impair.

Ainsi un arrêt de condamnation qui aurait été prononcé par cinq ou par sept Juges, ne pourrait produire son effet qu'autant qu'il n'y aurait pas eu de recours en cassation.

VIII. Si des sept Juges présents, les trois Juges militaires étaient restés, et que ce fût un des Juges *civils* qui se fût abstenu, l'arrêt qui serait intervenu aurait-il l'autorité d'un arrêt rendu par une Cour Spéciale ?

Tout ce qui touche à l'organisation des Tribunaux est tellement de rigueur, que lorsqu'ils n'ont pas été organisés conformément au vœu de la loi, ils ne peuvent rendre de véritables jugemens ; ce sont des actes qui n'ont aucune autorité ; ils ne peuvent donc rendre l'accusé non-recevable dans son recours en cassation.

IX. Il en serait de même si les débats avaient été établis et le jugement rendu *sans assistance du Ministère public* ; s'il avait été rendu sans débats préalables, ou dans la Chambre du conseil, ou hors de la présence de l'accusé : car le Ministère public fait partie intégrante et nécessaire de la Cour Spéciale ; c'est lui qui doit provoquer les débats et le jugement ; et il n'y pas de véritable jugement, lorsque l'accusé n'a pas été entendu, ou lorsqu'il n'a pas été mis en mesure de se défendre.

X. Toutes les fois que la Cour Spéciale n'a pas été légalement organisée ; toutes les fois que la nullité de son arrêt résulte de ce défaut d'organisation ; ou que la nullité dont son arrêt se trouve vicié en attaque la substance ; lorsqu'elle ne porte pas simplement sur la forme de procéder, de juger, ou sur un vice de rédaction : l'art. 597 ne peut recevoir aucune application. Il ne peut non plus en recevoir aucune, lorsque la Cour Spéciale, quoique organisée conformément au vœu de la loi, a pro-

noncé sur un crime dont elle n'a pas été saisie par un arrêt de renvoi de la Chambre d'accusation; ou qu'elle a prononcé une condamnation contre un individu qui n'était pas partie au procès, lors même que son crime rentrait dans la compétence des Cours Spéciales.

XI. Mais si le crime sur lequel la Cour Spéciale a motivé son arrêt de condamnation, était *connexe* à celui dont la connaissance lui a été renvoyée par la Chambre d'accusation, le recours de l'accusé serait-il recevable?

Nous n'en faisons aucun doute; car l'art. 226 du Code d'instruction criminelle, qui porte que la Cour statuera *par un seul et même arrêt* sur les délits connexes dont les pièces se trouveront produites devant elles, n'a établi ce principe que dans ses rapports avec la Chambre d'accusation; il n'a pas été déclaré commun aux Cours Spéciales.

Si l'on recourt aux art. 307 et 308, on voit même que les dispositions de l'art. 226 n'ont pas été déclarées communes aux Cours d'Assises, qui ne peuvent connaître des délits, quoique connexes, qu'autant qu'il y a eu arrêt de mise en accusation du prévenu sur les uns et sur les autres des délits connexes.

XII. Lorsque la Cour Spéciale croit apercevoir, dans l'examen des pièces du procès, qu'un crime qui est connexe à celui sur lequel elle est appelée à prononcer, a été commis, elle doit se conformer aux dispositions de l'art. 361, dont l'art. 586 ordonne l'exécution, et se borner, pour l'instant, à renvoyer l'accusé devant le Juge d'instruction, pour qu'il soit procédé à de nouvelles informations sur le crime nouvellement découvert.

XIII. La Cour Spéciale ne pourrait néanmoins renvoyer la continuation des débats commencés, pour être repris après qu'il aurait été statué sur la mise en accusation de l'accusé à raison du nouveau crime dont il serait prévenu; car les débats, une fois entamés, ne peuvent pas plus être interrompus dans les Cours Spéciales que dans les Cours d'Assises. (*Art. 578.*)

Lorsque, pour raison du nouveau crime, la Cour Spéciale renvoie pour procéder à une nouvelle instruction, avant de livrer l'accusé aux débats, c'est au Juge d'instruction compétent, et non à celui du lieu où siège la Cour Spéciale, à faire cette instruction. L'art. 361, et par suite l'art. 586, ne donnent d'attribution au Juge d'instruction du lieu où siège la Cour Spéciale, que dans le cas où la découverte d'un nouveau crime, à la charge de l'accusé, se fait pendant le cours des débats.

Cependant, si l'accusé était détenu dans la Maison de Justice ou d'arrêt du lieu où siège la Cour Spéciale, la connaissance du crime nouvellement découvert pourrait être renvoyée au Juge d'instruction du même arrondissement, comme étant celui du lieu où se trouve à l'instant le prévenu. (*Art. 23.*)

XIV. La distinction que nous avons établie entre les nullités de *formes*, et les

708 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

nullités qui tiennent à l'organisation de la Cour Spéciale, peut faire naître encore d'autres difficultés assez sérieuses.

Si l'on admet que les arrêts des Cours Spéciales peuvent être attaqués par la voie du recours en cassation dans certains cas, qui décidera si le recours exercé est ou non recevable?

Le Greffier prendra-t-il sur lui de refuser de recevoir la déclaration de recours?

Le recours fait dans le délai, liera-t-il les mains au Procureur-Général, de manière qu'il ne puisse faire exécuter l'arrêt dans les vingt-quatre heures, au desir de l'art. 598?

Si le Procureur-Général en réfère à la Cour Spéciale, celle-ci sera-t-elle autorisée à prononcer sur la difficulté?

XV. Le Greffier se rendrait coupable d'une action très-condamnable, si, pour raison du refus qu'il aurait fait de recevoir la déclaration de recours, l'arrêt était exécuté.

Quant à la Cour Spéciale, elle a consommé tous ses pouvoirs par l'arrêt qu'elle a rendu.

L'exécution appartient toute entière au Ministère public.

XVI. Mais le Procureur-Général, que la loi charge de faire exécuter, dans les vingt-quatre heures, les arrêts de condamnation rendus par les Cours Spéciales, peut-il prendre sur lui de faire exécuter un arrêt contre lequel il a été exercé un recours en cassation?

Si le Procureur-Général n'y est pas autorisé, il vaudrait autant effacer du Code d'instruction criminelle l'art. 598, qui veut que l'exécution des arrêts des Cours Spéciales soit faite dans les vingt-quatre heures.

Mais d'autre part, c'est à la Cour de cassation seule que le Code a délégué le pouvoir de prononcer sur la recevabilité du pourvoi.

Le Procureur-Général se trouve donc entre deux écueils également dangereux à franchir.

Il faut cependant bien qu'il prenne un parti; et voici celui auquel nous pensons que ce Magistrat doit s'arrêter, en attendant que le Législateur ait expliqué plus clairement sa volonté.

Si la déclaration du recours en cassation contre l'arrêt a été motivée sur un fait qui puisse le rendre recevable; si, par exemple, il porte sur ce que la Cour Spéciale n'a pas été organisée conformément au vœu de la loi, ou sur ce qu'il a été prononcé sur un crime dont le renvoi n'a pas été fait à la Cour Spéciale, ou sur d'autres moyens *substantiels*; lors même qu'il paraîtrait démontré au Procureur-Général que le

moyen n'aurait aucune consistance, il devrait surseoir à l'exécution : la disposition de l'art. 598 n'y apporterait aucun obstacle.

Mais si l'accusé n'avait pas motivé son recours, ou s'il ne l'avait motivé que sur de simples *défauts de formes*, le Procureur-Général devrait-il faire mettre l'arrêt à exécution, en se fondant sur ce que la Cour de cassation ne peut être légalement saisie de la connaissance de pareilles questions ?

Nous n'oserions en donner le conseil, car aucun article du Code n'exige que le recours contre les arrêts *définitifs* soient *motivés* ; et si l'accusé condamné qui a fait son recours, ne l'a pas motivé *suffisamment*, cela ne peut le rendre non-recevable à présenter de nouvelles ouvertures de cassation, en plaidant sur son pourvoi.

Le retard apporté à l'exécution de l'arrêt de condamnation, par le recours du condamné, sera un mal sans doute ; mais ce ne sera qu'un mal momentané ; tandis que l'exécution du condamné deviendrait irréparable.

Le Législateur pourrait ordonner que le recours, en pareil cas, fût motivé, et qu'il dût porter sur tels ou tels points pour être recevable.

On trouve une disposition semblable dans l'art. 299.

SECTION V.

DE L'EXÉCUTION DE L'ARRÊT.

ARTICLE DXCVIII.

L'arrêt sera exécuté dans les vingt-quatre heures, à moins que le Tribunal n'eût usé de la faculté qui lui est accordée par l'article 595.

OBSERVATIONS.

I. CET article établit une exception à la règle générale, qui ordonne que l'exécution de l'arrêt soit faite dans les vingt-quatre heures.

Cette exception est fondée sur les dispositions de l'art. 595, qui autorise la Cour Spéciale à recommander l'accusé à la commisération de l'Empereur.

Mais ce n'est pas la seule ; l'art. 25 du Code pénal porte qu'aucune condamnation ne pourra être exécutée les jours de fêtes nationales ou religieuses, ni les dimanches ; et l'art. 27, *ibid.*, que si une femme condamnée à mort, se déclare *enceinte*, et qu'il soit *vérifié* qu'elle l'est réellement, elle ne peut être exécutée qu'après la délivrance.

II. L'art. 379 du Code d'instruction criminelle prévoit deux autres cas pour lesquels l'exécution doit être *suspendue*.

Le premier, si l'accusé a été prévenu aux débats d'un crime plus grave que celui pour raison duquel il a été condamné ;

Le deuxième, s'il a des complices de ce nouveau crime en état d'arrestation.

Dans l'un comme dans l'autre de ces cas, il faut attendre ce qui sera prononcé, avant de mettre l'arrêt à exécution.

III. Lorsque l'accusé meurt dans l'intervalle entre sa condamnation et son exécution, son corps doit être rendu à sa famille, après que le décès a été constaté dans les formes légales.

IV. Si l'accusé condamné était tombé en *démence*, depuis sa condamnation, devrait-il être exécuté?

On pense généralement que *non*; mais, comme dans le cas de décès, la démence devrait être bien constatée.

V. Le nouveau Répertoire universel de Jurisprudence, tome 4, page 820, 1.^{re} colonne, troisième édition, cite un arrêt du 15 février 1515, qui jugea qu'une fille publique pouvait sauver la vie à un criminel condamné à mort, en offrant de l'épouser; mais au même endroit, le même Répertoire rapporte un autre arrêt du 6 avril 1606, qui rejeta l'offre de deux filles qui se présentaient pour épouser des condamnés, et qui ordonna qu'ils seraient exécutés.

VI. Il doit être sursis à l'exécution, lorsqu'il y a lieu à *révision*.

VII. Avant que de subir sa peine, le condamné doit être *dégradé*, lorsqu'il est revêtu de quelques marques de distinction. L'art. 6 de l'arrêt du Gouvernement du 24 ventôse an xii, en renferme une disposition expresse, relativement aux Membres de la Légion-d'Honneur condamnés à des peines *infamantes*.

La Cour qui prononce la condamnation doit en conséquence, par l'organe de son Président, faire cette déclaration à l'accusé condamné : *Vous avez manqué à l'honneur; je déclare, au nom de la Légion, que vous avez cessé d'en être Membre.*

Si cette déclaration n'avait pas été faite, le Procureur-Général devrait la provoquer; ce qui pourrait encore retarder l'exécution de l'arrêt au-delà des vingt-quatre heures.

ARTICLE D. X C I X.

Les articles 376, 377, 378, 379 et 380, seront exécutés.

OBSERVATIONS.

I. L'ARTICLE 376 n'est que déclaratif d'un principe écrit dans toutes les lois de la matière.

C'est au Procureur-Général à faire exécuter les condamnations pénales; mais c'est aux parties intéressées à faire exécuter celles qui ont été prononcées en leur faveur.

Si le Code d'instruction criminelle ne l'a pas répété, en s'occupant de l'exécution des arrêts rendus par les Cours Spéciales, c'est que cela résultait suffisamment de la nature des choses.

II Ce n'est également que par le maintien d'un principe établi, que le même

article autorise le Procureur-Général à requérir l'assistance de la force publique pour la mise à exécution des arrêts de condamnation.

Une loi du 22 germinal an iv, maintenue par l'art. 114 du décret du 18 juin 1811, a même autorisé les Officiers du Ministère public, à requérir les ouvriers pour les travaux nécessaires à l'exécution.

Le salaire des ouvriers requis sera payé, comme frais urgens, par le Receveur de l'Enregistrement, sur la taxe qui en sera faite dans la forme ordinaire.

III. Le Code de brumaire an iv, art. 445, ordonnait que toutes les exécutions seraient faites sur la place publique du lieu où l'arrêt de condamnation avait été rendu; mais l'art. 26 du Code pénal a laissé aux Cours le choix du lieu de l'exécution; et le Procureur-Général est tenu de s'y conformer, en prenant toutes les précautions convenables pour s'assurer que le condamné ne s'évadera pas, et qu'il ne sera pas enlevé dans la route qu'il doit parcourir.

IV. Lorsque le condamné conduit au lieu du supplice demande à faire une déclaration, elle doit être reçue par l'un des Juges du lieu de l'exécution, assisté de son Greffier. (*Art. 377 du Code d'instruction criminelle.*)

V. C'est au Greffier à dresser le procès-verbal d'exécution, ou à un des Commis assermentés du greffe, qui doit y avoir assisté.

L'article 378 exige de plus que le Greffier fasse, dans les vingt-quatre heures, la transcription littérale de son procès-verbal au bas de la minute de l'arrêt, sous peine de cent francs d'amende.

Cette transcription doit être signée de lui, et il doit en être fait mention au procès-verbal.

VI. Mais si c'est au Greffier à dresser le procès-verbal, c'est à un Huissier à donner lecture au peuple, sur le lieu du supplice, de l'arrêt qui a prononcé sa condamnation. (*Art. 13 du Code pénal, et art. 71, n.º 9, du décret du 18 juin 1811.*)

Pour l'exécution des condamnations à d'autres peines que celle de mort, il suffit du simple procès-verbal rédigé par le Greffier.

VII. L'article 379, auquel renvoie aussi l'art. 599, prévoit deux autres cas qui peuvent mettre obstacle à l'exécution de l'arrêt de condamnation dans les vingt-quatre heures. Nous les avons déjà rappelés; c'est celui où l'accusé condamné a été inculpé aux débats, sur d'autres crimes que celui pour raison duquel il a été condamné, lorsque le nouveau crime dont il est prévenu peut emporter une peine plus forte; et celui où le condamné a des complices de son nouveau crime en état d'arrestation.

VIII. L'art. 330, que l'art. 599 déclare encore commun aux Cours Spéciales, porte que les minutes des arrêts doivent être réunies et déposées au greffe du Tribunal de première instance du chef-lieu du Département.

Le même article n'admet d'exception que pour le cas où les arrêts ont été rendus par la Cour d'Assises ou Spéciale du Département où siège la Cour Impériale, les minutes de leurs arrêts devant être déposées au greffe de cette Cour.

LIVRE II. DE LA JUSTICE.

TITRE VII.

DE QUELQUES OBJETS D'INTÉRÊT PUBLIC ET DE SURETÉ GÉNÉRALE.

CHAPITRE PREMIER.

Du Dépôt général de la notice des Jugemens.

ARTICLE DC.

Les Greffiers des Tribunaux correctionnels et des Cours d'Assises et Spéciales seront tenus de consigner, par ordre alphabétique, sur un registre particulier, les noms, prénoms, profession, âge et résidence de tous les individus condamnés à un emprisonnement correctionnel ou à une plus forte peine : ce registre contiendra une notice sommaire de chaque affaire et de la condamnation, à peine de cinquante francs d'amende pour chaque omission.

OBSERVATIONS.

I. Le Directoire exécutif s'était déjà occupé de cet objet important, dans un arrêté du 4 frimaire an v; il avait exigé des Commissaires du Gouvernement près chaque administration municipale, qu'ils fissent passer, chaque décade, aux Commissaires

établis près les Tribunaux correctionnels de l'arrondissement , une notice des crimes et délits qui s'étaient commis dans leurs cantons ; et des Commissaires près les Tribunaux correctionnels , qu'ils en adressassent des tableaux aux Commissaires du Gouvernement près les Tribunaux civils et criminels du Département.

Ceux-ci étaient chargés d'en transmettre chaque mois une notice générale au Ministre de la Justice.

II. Quelques Commissaires près les Tribunaux correctionnels , avaient fait établir , d'après ces notices , des registres de renseignemens qui leur étaient souvent d'une grande utilité ; mais comme cette mesure n'était pas expressément commandée par la loi , elle n'était pas exécutée dans tous les arrondissemens ; il lui manquait d'ailleurs un centre d'unité.

III. Le principe de l'arrêt du 4 frimaire an v a été maintenu ; mais son mode d'exécution a été amélioré par les dispositions des art. 600 , 601 et 602 du Code d'instruction criminelle.

IV. Ce ne sont plus aujourd'hui les crimes , les délits et les contraventions qui ont pu se commettre , qui doivent être consignés sur les registres , mais seulement les *crimes et délits* qui ont été suivis de condamnation à la peine de l'emprisonnement correctionnel, ou à une plus forte peine ; ce qui est beaucoup plus raisonnable : car les seuls *condamnés* et non les simples *prévenus* doivent être signalés ainsi ; et le registre aurait été un chaos inextricable , si l'on y avait porté le nom des *condamnés* pour simples contraventions de police.

V. Ce ne sont pas même tous les jugemens portant condamnation à des peines correctionnelles , qui doivent être compris dans les notices , mais ceux-là seulement qui ont prononcé la peine de l'emprisonnement.

VI. Les registres à tenir par les Greffiers doivent être dressés par *lettres alphabétiques*, afin de faciliter les recherches.

Les Greffiers doivent y porter les *nom , prénoms , profession , âge et résidence* de l'individu condamné.

Le registre doit contenir de plus une notice sommaire du fait qui a déterminé la condamnation , l'indication de la peine appliquée et du Tribunal qui a jugé.

VII. L'art. 600 ne porte pas que la *date* de l'arrêt ou du jugement de condamnation sera consignée dans la notice ; mais cela est suffisamment sous-entendu ; car il importe , quand on est dans le cas d'y recourir , de savoir dans quel dépôt il faut le chercher , et de connaître l'époque de la condamnation.

VIII. Le Législateur a attaché tant d'importance à ce que ces registres fussent tenus d'une manière exacte et complète , qu'il a prononcé contre le Greffier la peine de 50 fr. d'amende pour chaque omission.

Les Procureurs-Généraux et Impériaux compromettraient leur responsabilité personnelle, s'ils ne tenaient pas la main à l'exécution rigoureuse de cette disposition de la loi.

IX. Une circulaire du Grand-Juge Ministre de la Justice, du mois de mars 1811, indique la forme dans laquelle doivent être tenus ces registres, et comment la transmission doit s'en faire. Il faut scrupuleusement s'y conformer.

ARTICLE DCI.

Tous les trois mois, les Greffiers enverront, sous peine de cent francs d'amende, copie de ces registres au Grand-Juge Ministre de la Justice et au Ministre de la Police générale.

OBSERVATIONS.

I. Aux termes de l'arrêté du 4 frimaire an 7, c'était au Commissaire du pouvoir exécutif près les Tribunaux civils et criminels du Département, à faire parvenir au Ministre de la Justice la notice des affaires poursuivies et des jugemens rendus dans le ressort.

C'est aujourd'hui aux Greffiers que cette obligation est imposée; mais avec cette différence, qu'ils ne sont tenus de faire la transmission des copies de leurs registres au Grand-Juge Ministre de la Justice et au Ministre de la Police générale que tous les trois mois; et qu'ils ne doivent y comprendre, ainsi que nous l'avons déjà fait observer, que les *crimes et délits* sur lesquels il est intervenu des condamnations.

Le Greffier, qui négligerait de se conformer à cette disposition de la loi, devrait être condamné à l'amende de cent francs, c'est-à-dire, à une plus forte encore que dans le cas d'inexécution de l'art. 600.

II. Aucun article du Code d'instruction criminelle ne charge les Procureurs-Généraux de transmettre au Grand-Juge Ministre de la Justice l'état des crimes et délits qui se commettent dans leur ressort; mais les Procureurs-Impériaux près les Tribunaux de première instance, et les Procureurs-Impériaux criminels sont expressément chargés par les art. 27 et 290, de rendre compte au Procureur-Général des délits qui parviennent à leur connaissance, et de l'état de la Justice, dans leur arrondissement, en matière criminelle, correctionnelle et de police, afin de mettre les Procureurs-Généraux en mesure d'en rendre un compte général au Gouvernement, lorsqu'il leur en est fait la demande.

ARTICLE DCII.

Ces deux Ministres feront tenir, dans la même forme, un registre général composé de ces diverses copies.

OBSERVATIONS.

I. Pour rendre utile la mesure prescrite par l'art. 601, il était nécessaire qu'il fût tenu un registre composé de toutes les notices adressées par les Greffiers au Grand-Juge Ministre de la Justice et au Ministre de la Police générale, dans la même forme que celle qui est indiquée par l'art. 600; et c'est l'objet de l'art. 602.

II. La tenue de ces registres peut produire l'effet d'arrêter l'individu prêt à commettre un délit, dans la crainte d'y voir inscrire son nom, et d'imprimer cette tache à sa famille.

CHAPITRE II.

Des Prisons, Maisons d'arrêts et de Justice.

ARTICLE DCIII.

Indépendamment des prisons établies pour peines, il y aura dans chaque arrondissement, près du Tribunal de première instance, une Maison d'arrêt pour y retenir les prévenus; et, près de chaque Cour d'Assises, une Maison de Justice pour y retenir ceux contre lesquels il aura été rendu une ordonnance de prise de corps.

OBSERVATIONS.

I. Si l'on veut connaître en théorie comment on est parvenu, à force de tâtonnements, au système adopté pour la tenue et la surveillance des prisons, on peut consulter le discours qui fut prononcé par l'Orateur du Gouvernement, lors de la présentation du projet de ce Chapitre au Corps-Législatif; mais comme le but de cet ouvrage n'est pas d'établir des théories, que son unique objet est de faciliter l'application des différens articles du Code d'instruction criminelle, nous devons nous borner à indiquer aux personnes qui désireraient s'en instruire, les sources où elles peuvent puiser.

II. L'art. 603 pose en principe, qu'il doit être établi des prisons de trois espèces, pour la répression des crimes et des délits.

1.^o Des Maisons centrales de détention pour les condamnés à des peines afflictives ou infamantes, ou à un *emprisonnement correctionnel*, dont la durée *exécède une année*.

2.^o Des Maisons d'arrêt près de chaque Tribunal de première instance, pour y déposer les prévenus.

3.^o Des Maisons de Justice près de chaque Cour d'Assises, pour y recevoir les accusés.

Le Code ne contient rien qui soit relatif aux prisons d'Etat et aux prisons civiles, qui se régissent par des lois qui leur sont propres.

III. Lorsqu'il a été décerné un mandat de dépôt ou un mandat d'arrêt, l'individu contre lequel il est dirigé, doit être conduit et retenu dans la Maison d'arrêt qui est indiquée par le mandat, et il doit y rester *jusqu'à sa mise en accusation*, ou la déclaration faite qu'il n'y a lieu à suivre, s'il n'a pas obtenu son *élargissement provisoire*.

Le prévenu contre lequel il n'a été décerné qu'un mandat de *comparution* ou d'*amener*, ne peut y être déposé. (*Art. 609.*)

IV. Lorsqu'il a été décerné contre le prévenu *une ordonnance de prise de corps*, il doit être transféré de la Maison d'arrêt à la Maison de Justice établie près la Cour d'Assises ou Spéciale qui doit le juger.

V. Si l'arrêt qui intervient prononce la condamnation de l'accusé à des peines afflictives ou infamantes, ou à un *emprisonnement correctionnel* de plus d'une année, le condamné doit être transféré dans la Maison centrale affectée aux condamnés du Département dans lequel il a été jugé.

S'il n'y a pas de Maison centrale de détention pour le ressort, les condamnés doivent rester en dépôt dans la Maison de Justice.

VI. C'est aux Officiers du Ministère public à faire opérer la translation des prévenus et des accusés; mais lorsque la condamnation est prononcée d'une manière irrévocable, c'est à l'Administration que ce droit appartient.

VII. Dans le cas d'évasion des détenus et du recèlement des criminels, il faut consulter les dispositions du §. IV de la Section IV du Chapitre III du Titre I.^{er} du Livre III du Code pénal, pour l'application des peines.

Quant à l'instruction, elle doit se faire comme celle de tous les autres crimes et délits.

ARTICLE DCIV.

Les Maisons d'arrêt et de Justice seront entièrement distinctes des prisons établies pour peines.

OBSERVATIONS.

L'ARTICLE 604 porte que les Maisons d'arrêt et de Justice ne doivent avoir aucune

espèce de communication entre elles ; ce qui est entièrement du ressort administratif.

Cependant , si l'Administration négligeait de tenir la main à l'exécution de cette disposition du Code , les Officiers du Ministère public près les Tribunaux devraient en donner avis au Grand-Juge Ministre de la Justice.

ARTICLE D C V.

Les Préfets veilleront à ce que ces différentes Maisons soient non-seulement sûres , mais propres , et telles que la santé des prisonniers ne puisse être aucunement altérée.

OBSERVATIONS.

Ce que prescrit l'art. 605 est également du ressort de l'Administration ; mais , quoi- que les Préfets soient personnellement chargés de veiller à ce que les prisons soient *sûres* , qu'elles soient *propres* , et telles que la santé des prisonniers ne puisse être altérée , cela ne dispense pas les Officiers du Ministère public d'y exercer une surveillance active , et d'instruire soit l'Autorité judiciaire supérieure , soit les Préfets , des abus qu'ils pourraient y remarquer.

Les articles 611 , 612 et 613 chargent même expressément les Juges , les Commissaires de police et les Maires d'user de la même surveillance.

ARTICLE D C V I.

Les Gardiens de ces Maisons seront nommés par les Préfets.

OBSERVATIONS.

Dès que le Code chargeait les Préfets de veiller à la sûreté et à la salubrité des prisons , il devait nécessairement leur donner la nomination des Gardiens de ces Maisons ; car , sans cela , leur responsabilité aurait pu se trouver chaque jour compromise , sans que néanmoins leur surveillance fût en défaut.

Les Préfets doivent dès-lors se rendre difficiles sur les choix qu'ils font : ils ne doivent placer leur confiance que dans des personnes de mœurs irréprochables , de bonne réputation et de bonne conduite.

ARTICLE D C V I I.

Les Gardiens des Maisons d'arrêt , des Maisons de Justice et des prisons , seront tenus d'avoir un registre.

Ce registre sera signé et paraphé à toutes les pages , par le Juge

d'instruction, pour les Maisons d'arrêt; par le Président de la Cour d'Assises, ou, en son absence, par le Président du Tribunal de première instance, pour les Maisons de Justice; et par le Préfet, pour les prisons pour peines.

OBSERVATIONS.

I. Cet article enjoint indistinctement à tous les Gardiens des prisons d'avoir un registre signé et paraphé à toutes les pages; savoir, pour les Maisons d'arrêt, par le Juge d'instruction;

Pour les Maisons de Justice, par le Président du Tribunal de première instance;
Et pour les prisons, par les Préfets.

II. Lorsque l'art. 607 parle des Préfets, il entend celui du Département dans lequel la prison est établie; car, quoiqu'il puisse y être réuni des condamnés de plusieurs Départemens, la prison n'en est pas moins sous la surveillance spéciale du Préfet du Département où elle se trouve établie.

III. L'instruction criminelle de 1791 voulait que quand le registre tenu par le Gardien des prisons était clos, il fût déposé au greffe du Tribunal près duquel la prison était établie, et que sa communication n'en fût refusée à qui que ce fût. Mais le Code d'instruction criminelle n'a pas renouvelé cette disposition.

Les registres clos, comme les registres courans, doivent rester au greffe de la geole pour être consultés au besoin; mais ce ne pourrait être qu'en vertu d'une ordonnance du Tribunal, que celui qui n'aurait pas un droit de surveillance sur la Maison pourrait en exiger la communication.

IV. Le Code d'instruction criminelle a gardé le même silence sur toutes les autres obligations imposées aux Gardiens des prisons; mais il n'a pas révoqué celles qui sont inhérentes à la nature de leurs fonctions; de sorte que sous ce rapport on doit encore consulter, du moins comme renseignemens utiles, les dispositions du Titre XIII de l'Ordonnance de 1670.

L'art. 3 de ce titre établit une *incompatibilité* entre l'état de Gardien des prisons et celui d'Officier de Justice, de quelque genre que ce soit.

L'art. 4 veut que les Gardiens donnent des gages raisonnables à leurs Guichetiers et à leurs autres Préposés, afin qu'ils remplissent leurs fonctions avec intégrité et sans commettre d'exaction;

L'art. 8, qu'ils ne laissent aucun blanc dans leurs registres, afin que rien ne puisse y être ajouté après coup;

L'art 9, qu'ils ne puissent délivrer des écrous à des personnes qui ne seraient pas actuellement prisonnières, ni faire des écrous ou décharges sur des feuilles volantes.

L'art. 10 leur défend de prendre aucun droit pour les emprisonnemens, recommandations et décharges.

L'art. 14 leur défend de rien recevoir des prisonniers, en argent ou en vivres, sous prétexte de bien-venue, lors même que cela leur serait offert volontairement.

L'art. 19 leur fait défense de laisser *vaguer* les prisonniers, c'est-à-dire, de les laisser sortir *hors* de la prison; de les mettre dans des cachots et de leur attacher les fers aux pieds, s'il n'est ainsi ordonné par mandement signé du Juge.

L'art. 20 leur ordonne de tenir les hommes et les femmes séparés.

L'art. 21 leur enjoint de visiter au moins une fois par jour les prisonniers enfermés dans les cachots, et de donner avis, à qui de droit, de ceux qui seraient malades.

L'art. 22 leur ordonne de donner quittance aux prisonniers de tout ce qu'ils en reçoivent.

L'art. 25 les charge de fournir aux prisonniers détenus pour crime, du pain, de l'eau et de la paille *bien conditionnée*, suivant les réglemens.

L'art. 28 leur fait défense d'apporter aucun obstacle à ce que les prisonniers qui ne sont pas enfermés dans les cachots, se fassent apporter *du dehors* des vivres, bois, charbon, et toutes autres choses nécessaires; sauf au Gardien d'en faire la visite, sans les gêner ni détériorer.

L'art. 30 ne veut pas que les Gardiens des prisons puissent retarder l'élargissement des prisonniers, sous prétexte de frais de nourriture, ou autre dépense qu'ils prétendraient leur être due.

L'art. 31 leur défend enfin de prendre ni de recevoir aucun droit de consignation, même volontaire, sous quelque prétexte que ce soit.

V. Si la violation de ces articles de l'Ordonnance de 1670 ne doit plus être poursuivie et réprimée avec la même rigueur, qu'elle devait l'être sous l'empire de cette loi, aux termes de l'art. 37, *ibid.*, qui en réputait la preuve suffisamment acquise, lorsqu'elle résultait de la déposition de *six* témoins; il y en aurait cependant assez pour faire prononcer la destitution du Gardien auquel de pareils faits seraient imputés.

Cette mesure ne suffirait pas même dans tous les cas.

S'il y avait eu *concession*, *maltraitement*, ou autres délits prévus par les lois pénales, le procès devrait être fait au Gardien qui en serait prévenu.

Mais, pour le condamner, il ne serait pas nécessaire de la déclaration de six témoins; il suffirait, comme pour tous autres délits, de la conviction morale du Jury et des Juges.

ARTICLE DCVIII.

Tout exécuteur de mandat d'arrêt, d'ordonnance de prise de corps, d'arrêt ou de jugement de condamnation, est tenu, avant de remettre au Gardien la personne qu'il conduira, de faire inscrire sur le registre l'acte dont il sera porteur; l'acte de rentise sera écrit devant lui.

Le tout sera signé tant par lui que par le Gardien.

Le Gardien lui en remettra une copie signée de lui, pour sa décharge.

OBSERVATIONS.

I. Cet article renferme deux dispositions principales; l'une relative aux exécuteurs des mandemens de Justice, l'autre aux Gardiens des prisons.

Avant de remettre au Gardien la personne qu'il est chargé de déposer dans sa Maison, l'exécuteur du mandement de Justice est tenu de lui faire l'exhibition de ce mandement; d'en faire opérer la transcription sur le registre et de s'en faire délivrer une copie pour sa décharge.

De son côté, le Gardien doit inscrire sur son registre le mandement de Justice qui lui est présenté; il doit signer cette transcription, la faire signer par celui qui est chargé de l'exécution, et lui en délivrer une copie signée de lui.

II. Par la communication qui lui est donnée de l'ordonnance de prise de corps, du mandat ou du jugement par suite duquel la personne lui est amenée, et par la transcription qu'il est tenu d'en faire, le Gardien de la prison peut facilement s'assurer si l'acte qui lui est présenté est dans une forme légale,

III. Le Code d'instruction criminelle ne porte pas, comme le faisait l'art. 2 du Titre 13 de l'Ordonnance de 1670, que les Gardiens des prisons ne peuvent avoir de *Commis*; de sorte que, sous le régime actuel, ils peuvent faire faire par un *Commis*, la transcription sur leurs registres de l'acte qui leur est présenté, et la copie qu'ils en délivrent au porteur du mandement de Justice.

Les Gardiens sont personnellement responsables du fait de leurs *Commis*; de sorte que, si ceux-ci avaient reçu dans la Maison un individu contre lequel il n'aurait pas été décerné un mandat, ou contre lequel il n'aurait été rendu ni jugement, ni ordonnance de Justice, les Gardiens encourraient les peines prononcées par l'art. 609.

IV. L'art. 608 ne dit pas à qui, de l'exécuteur ou du Gardien, doit rester l'original du mandement de Justice; mais cet acte, faisant partie des pièces de la procédure,

doit demeurer à celui qui a mis le mandat à exécution, afin qu'il puisse en faire le dépôt au greffe, ainsi qu'il est ordonné par l'art. 111, *ibid.*

ARTICLE DCIX.

Nul Gardien ne pourra, à peine d'être poursuivi et puni comme coupable de détention arbitraire, recevoir ni retenir aucune personne qu'en vertu soit d'un mandat de dépôt, soit d'un mandat d'arrêt décerné selon les formes prescrites par la loi, soit d'un arrêt de renvoi devant une Cour d'Assises ou une Cour Spéciale, d'un décret d'accusation ou d'un arrêt ou jugement de condamnation à peine afflictive ou à un emprisonnement, et sans que la transcription en ait été faite sur son registre.

OBSERVATIONS.

I. L'ARTICLE 609 déclare coupable de *détention arbitraire*, tout Gardien qui reçoit ou qui retient dans sa Maison un individu, sans que la transcription du mandement de Justice, en vertu duquel cet individu lui a été amené, ait été faite sur son registre.

Les peines qu'encourt le Gardien qui ne se conforme pas à la disposition de cet article, sont un emprisonnement de six mois à un an, et une amende de seize à deux cents francs; ces peines seront prononcées par le Tribunal correctionnel. (*Art. 120 du Code pénal.*)

II. Quelque importante que soit cette disposition de l'art. 609, il en renferme une autre qui l'est encore davantage, et qui fait voir jusqu'à quel point le Législateur s'est occupé d'assurer la liberté individuelle des citoyens.

Cette disposition est celle qui autorise le Gardien auquel le mandement de Justice est présenté, à en examiner le mérite, et à refuser de recevoir la personne qui lui est amenée, lorsqu'il n'est pas revêtu des formalités prescrites par la loi; de manière que, si le mandat, soit de dépôt, soit d'arrêt, n'a pas été rédigé conformément au vœu des art. 95 et 96, non-seulement le Gardien est autorisé à ne pas recevoir l'individu qui lui est amené; mais il se rendrait même coupable de détention arbitraire, s'il le recevait.

III. Le Gardien qui aurait reçu un individu contre lequel il aurait été décerné un mandat irrégulier, doit en donner avis à l'Administrateur qui a la surveillance de sa Maison, à l'instant qu'il en acquiert la connaissance.

Il ne devrait pas, de son autorité, mettre le détenu en liberté.

Dès qu'il l'a reçu dans sa Maison, il en devient responsable; il doit le représenter.

IV. Les termes dans lesquels l'art. 609 est conçu, semblent restrictifs aux seuls

cas où il y a *mandat*, *ordonnance de prise de corps*, *condamnation de l'individu*, ou *renvoi* prononcé à la Cour d'Assises ou Spéciale; cependant il en est d'autres encore où le Gardien des prisons est autorisé à recevoir et à retenir l'individu qui lui est amené.

On en trouve un exemple dans l'art. 504, qui autorise le Juge devant lequel il se commet quelque tumulte, à ordonner l'arrestation du prévenu, sans lui accorder néanmoins le pouvoir de décerner contre lui aucun mandat.

Bien assurément le Gardien se mettrait dans son tort, s'il refusait de recevoir l'individu qui lui serait amené par suite d'un pareil ordre; mais comme l'arrestation en pareil cas ne doit durer que vingt-quatre heures, le Gardien de la Maison d'arrêt, après l'expiration des vingt-quatre heures, doit mettre en liberté la personne qui a été déposée dans la Maison, sans attendre un nouvel ordre, que suppose nécessairement celui qui a été délivré pour l'arrestation.

Cependant, ce n'est qu'autant que, pendant les vingt-quatre heures, la personne détenue n'a pas été écrouée ou recommandée pour d'autres causes.

ARTICLE DCX.

Le registre ci-dessus mentionné contiendra également, en marge de l'acte de remise, la date de la sortie du prisonnier, ainsi que l'ordonnance, l'arrêt ou le jugement en vertu duquel elle aura lieu.

OBSERVATIONS.

I. APRÈS avoir établi dans les précédens articles, la manière dont les Gardiens doivent se conduire lorsqu'ils reçoivent les individus qui leur sont amenés, le Code détermine en l'art. 610 ce qu'ils doivent faire lorsque les détenus sont mis en liberté.

Le registre sur lequel est inscrit le mandat, le jugement ou l'ordonnance de Justice en vertu duquel le détenu a été écroué, doit avoir une marge assez large pour y inscrire l'ordre de sortie du prisonnier, et la date de sa mise en liberté.

Le jugement qui l'ordonne doit y être rappelé, et il doit être fait mention de la date de la sortie.

II. L'article 610 ne dit pas si la transcription de l'ordonnance de mise en liberté sera signée, ni par qui elle doit l'être; mais comme le Gardien est responsable du détenu, lorsqu'il ne justifie pas qu'il lui en a été donné une décharge valable, il est de son intérêt comme de son devoir, d'exiger cette décharge de la part de l'Officier ministériel ou de l'Agent de la force publique, et dès-lors de la lui faire signer.

Le Gardien de la prison ferait même bien d'interpeler le détenu qui obtient sa liberté, d'y apposer sa signature; et dans le cas où celui-ci s'y refuserait, d'en faire mention sur son procès-verbal.

ARTICLE DCXI.

Le Juge d'instruction est tenu de visiter, au moins une fois par mois, les personnes retenues dans la Maison d'arrêt de l'arrondissement.

Une fois au moins dans le cours de chaque session de la Cour d'Assises, le Président de cette Cour est tenu de visiter les personnes retenues dans la Maison de Justice.

Le Préfet est tenu de visiter, au moins une fois par an, toutes les Maisons de Justice et prisons, et tous les prisonniers du département.

OBSERVATIONS.

I. Quoique la police intérieure des prisons appartienne à l'Administration locale, l'art. 611 du Code d'instruction criminelle n'en exige pas moins que le Juge d'instruction visite, au moins une fois par mois, les personnes détenues dans la Maison d'arrêt de l'arrondissement; que le Président de la Cour d'Assises fasse de même la visite des détenus de la Maison de Justice, au moins une fois pendant le cours de chaque session; et que le Préfet visite également, au moins une fois par an, non-seulement les Maisons d'arrêt, de Justice, et les prisons, mais même tous les prisonniers.

II. Les visites ordonnées par l'art. 611 ne doivent pas être le simulacre d'un vain cérémonial; les Fonctionnaires publics qui en sont chargés, doivent y apporter toute l'attention dont ils sont capables; ils doivent se rappeler que le malheur, lors même qu'il est mérité, a des droits qui ne peuvent être méconnus, sans commettre un attentat à la morale et à l'ordre public.

III. Le principal objet de cet article, est que les Autorités chargées de la visite des prisons, s'assurent qu'aucun prisonnier n'y est détenu qu'en vertu de mandats réguliers ou d'ordonnances de Justice; ils doivent donc vérifier le fait sur les registres, aussitôt qu'il s'élève le plus léger doute à cet égard.

Les Juges d'instruction et les Présidents des Cours sont autorisés à donner au Gardien tous les ordres qu'ils croient nécessaires, relativement aux affaires de leur compétence; ce qu'ils ordonnent doit être exécuté. (Art. 613.)

IV. Lorsque dans le cours de leurs visites ils remarquent quelques abus, ils doivent en instruire officiellement l'Autorité chargée de la surveillance intérieure de la Maison.

Dans les cas urgens ils peuvent et ils doivent même donner les ordres convenables, à la charge d'en instruire l'Administration.

V. On ne trouve nulle part dans le Code d'instruction criminelle, l'autorisation formelle donnée aux Juges d'instruction et aux Présidens des Cours et des Tribunaux de faire tenir l'accusé au secret ; mais il résulte des dispositions de l'art. 352, que les Présidens des Cours d'Assises et Spéciales peuvent défendre de laisser communiquer l'accusé avec qui que ce soit, avant d'avoir subi son interrogatoire.

VI. L'Ordonnance de 1670 ne permettrait aucune communication avec les personnes qui étaient détenues dans les cachots, ni même qu'il leur fût remis aucune lettre ou billet.

Cette sévérité n'est pas autorisée par le Code ; mais cela ne doit pas empêcher la surveillance des Gardiens, qui doit être plus spéciale alors, que dans les circonstances ordinaires.

ARTICLE DCXII.

Indépendamment des visites ordonnées par l'article précédent, le Maire de chaque Commune où il y aura soit une Maison d'arrêt, soit une Maison de Justice, soit une prison, et, dans les Communes où il y aura plusieurs Maires, le Préfet de police ou le Commissaire-général de police : est tenu de faire, au moins une fois par mois, la visite de ces Maisons.

OBSERVATIONS.

I. OUTRE les visites qui doivent être faites par les Juges d'instruction, les Présidens des Tribunaux et les Préfets, au desir de l'art. 611, les Maires des Communes où sont établies les Maisons de détention, les Maisons de Justice et les prisons, sont tenus de les visiter au moins une fois chaque mois.

II. Si les Maisons de détention, de Justice et les prisons sont établies dans des villes où il y a plusieurs Maires, les visites doivent être faites par le Préfet de police ou le Commissaire-général de police.

III. Le Fonctionnaire public qui serait appelé pour exercer sa surveillance dans les prisons, et qui refuserait de s'y rendre, sous le prétexte qu'il y aurait fait sa visite du mois, compromettrait sa responsabilité.

ARTICLE DCXIII.

Le Maire, le Préfet de police ou le Commissaire-général de police, veillera à ce que la nourriture des prisonniers soit suffisante et saine ; la police de ces Maisons lui appartiendra.

Le Juge d'instruction et le Président des Assises pourront néanmoins donner respectivement tous les ordres qui devront être exécutés dans les

Maisons d'arrêt et de Justice , et qu'ils croiront nécessaires , soit pour l'instruction , soit pour le jugement.

OBSERVATIONS.

I. CEST article charge spécialement le Maire, le Préfet de police et le Commissaire-général de police, dans leurs visites, de veiller à ce que la nourriture des prisonniers soit saine et suffisante.

Par suite de ce que la police de ces Maisons leur appartient, ils doivent tenir la main à ce que les Gardiens se conduisent avec douceur envers les prisonniers, et à ce qu'ils ne commettent aucune exaction.

II. S'il arrivait quelque trouble dans la prison, ils devraient requérir l'assistance de la force publique pour le réprimer.

Si la révolte avait eu quelque crime pour résultat; si le Gardien s'était lui-même rendu coupable de quelque délit, l'Autorité administrative devrait en faire la dénonciation au Procureur-Impérial de l'arrondissement, chargé d'en faire la recherche et la poursuite.

Ce ne serait pas assez de prononcer la destitution du Gardien, ni d'ordonner que les révoltés fussent mis aux fers; car ce ne sont-là que des peines de police intérieure, qui ne satisfont pas la vindicte publique.

III. Les Juges d'instruction et les Présidens des Cours d'Assises doivent principalement s'occuper dans leurs visites, de donner les ordres relatifs aux affaires qu'ils instruisent ou qui leur sont soumises.

Ils peuvent ordonner que l'accusé ou le prévenu sera extrait de la prison pour être interrogé ou mis en jugement;

Que toute communication lui sera interdite jusqu'à son interrogatoire;

Qu'il soit momentanément séparé de ses co-accusés.

IV. Si le Juge ou le Président de la Cour d'Assises acquiert, dans ses visites, la connaissance de quelques faits qui tendent à compromettre la sûreté de la Maison, ou qui inculpent, soit le Gardien, soit les prisonniers, il ne compromettrait pas sa responsabilité, en donnant des ordres *provisoires* pour le maintien du bon ordre.

ARTICLE DCXIV.

Si quelque prisonnier use de menaces, injures ou violences, soit à l'égard du Gardien ou de ses Préposés, soit à l'égard des autres prisonniers, il sera, sur les ordres de qui il appartiendra, resserré plus

étroitement, enfermé seul, même mis aux fers en cas de fureur ou de violence grave, sans préjudice des poursuites auxquelles il pourrait avoir donné lieu.

OBSERVATIONS.

I. La seule observation à faire sur cet article, porte sur ces mots, *sur les ordres de qui il appartiendra*, ce qui laisse planer un certain vague sur la compétence de l'Autorité administrative ou judiciaire; mais le doute se dissipe, lorsqu'on recourt aux dispositions de l'art. 613, qui donne la police des prisons à l'Autorité administrative.

Cependant, s'il avait été usé de violences telles qu'il en fût résulté un crime ou un délit, l'Administration qui aurait rétabli le calme par les moyens que la loi met en son pouvoir, devrait dénoncer le fait au Procureur-Impérial.

II. Le Maire, le Préfet de police et le Commissaire-général de police, sont autorisés par l'art. 614, à faire resserrer plus étroitement les prisonniers qui se sont rendus coupables de menaces, d'injures ou de violences; même à ordonner qu'ils seront mis aux fers, dans le cas de fureur ou de violence grave, suivant les circonstances.

III. Le Magistrat chargé de la police des prisons ne doit faire l'emploi de la force publique, que lorsqu'il ne lui reste aucun autre moyen d'apaiser la révolte; mais si l'usage en devenait nécessaire, il y aurait de sa part une pusillanimité condamnable à ne pas prévenir, par un acte de rigueur, des résultats qui pourraient devenir plus fâcheux, et qui seraient souvent irréparables.

CHAPITRE III.

Des Moyens d'assurer la liberté individuelle contre les détentions illégales ou d'autres actes arbitraires.

ARTICLE DCXV.

En exécution des articles 77, 78, 79, 80, 81 et 82 de l'acte des Constitutions de l'Empire, du 22 frimaire an r111, quiconque aura connaissance qu'un individu est détenu dans un lieu qui n'a pas été destiné à

servir de Maison d'arrêt, de Justice, ou de prison, est tenu d'en donner avis au Juge-de-paix, au Procureur-Impérial ou à son Substitut, ou au Juge d'instruction, ou au Procureur-Général près la Cour Impériale.

OBSERVATIONS.

I. APRÈS avoir indiqué, dans le Chapitre II, les moyens à prendre pour s'assurer qu'aucun individu ne sera reçu dans les prisons qu'en vertu d'un ordre légal, le Code s'occupe, dans le Chapitre III, des mesures qui doivent être prises pour empêcher qu'aucune personne puisse être détenue en chartre privée dans des maisons particulières : mais l'art. 615 ne s'en tient pas là ; il rappelle à l'exécution des articles 77, 78, 79, 80, 81 et 82 de l'acte des Constitutions de l'Empire, du 22 frimaire an VIII, qui servent naturellement d'explication aux dispositions du présent Chapitre. Ces articles sont ainsi conçus :

ART. 77. « Pour que l'acte qui ordonne l'arrestation d'une personne puisse être » exécuté, il faut, 1.^o qu'il exprime formellement le motif de l'arrestation, et la loi » en exécution de laquelle elle est ordonnée ; 2.^o qu'il émane d'un Fonctionnaire » qui la loi ait donné formellement ce pouvoir ; 3.^o qu'il soit notifié à la personne » arrêtée et qu'il lui en soit laissée copie. »

ART. 78. « Un Gardien ou Geolier ne peut recevoir ou détenir aucune personne, » qu'après avoir transcrit sur son registre l'acte qui ordonne l'arrestation ; cet acte » doit être un mandat donné, dans les formes prescrites par l'article précédent, » ou une ordonnance de prise de corps, ou un décret d'accusation, ou un jugement. »

ART. 79. « Tout Gardien ou Geolier est tenu, sans qu'aucun ordre puisse l'en » dispenser, de représenter la personne détenue à l'Officier civil, ayant la police de » la Maison de détention, toutes les fois qu'il en sera requis par cet Officier. »

ART. 80. « La représentation de la personne détenue ne pourra être refusée à ses » parens et amis porteurs de l'ordre de l'Officier civil ; lequel sera toujours tenu » de l'accorder, à moins que le Gardien ou le Geolier ne représente une ordon- » nance du Juge pour tenir la personne au secret. »

ART. 81. Tous ceux qui, n'ayant pas reçu de la loi le pouvoir de faire arrêter, » donneront, signeront, exécuteront l'arrestation d'une personne quelconque ; tous » ceux qui, même dans le cas de l'arrestation autorisée par la loi, recevront ou » retiendront la personne arrêtée, dans un lieu de détention non publiquement et léga- » lement désigné comme tel, et tous les Gardiens ou Geoliers qui contreviendront aux » dispositions des trois articles précédens, seront coupables de détention arbitraire. »

ART. 82. « Toutes rigueurs employées dans les arrestations, détentions ou exécutions, autres que celles autorisées par les lois, sont des crimes. »

II. De toutes ces dispositions, il n'y a que celle qui est contenue dans la seconde partie de l'art. 81 qui soit applicable au cas de *chartre privée* ; mais toutes n'en sont

pas moins d'une grande importance, en ce qu'elles renferment des principes dont le Code donne le mode d'exécution.

III. L'art. 615 ne renvoie pas au Sénatus-Consulte du 28 floréal an xii, qui a eu également pour objet de faire cesser les détentions arbitraires; mais il n'en révoque pas les dispositions.

L'art. 60 de ce Sénatus-Consulte établit une commission de sept Sénateurs chargés de prendre connaissance des arrestations faites par suite des dispositions de l'art. 46 de l'acte constitutionnel, lorsque les personnes détenues n'ont pas été traduites devant les Tribunaux, dans les dix jours de leur arrestation.

Cet article 46 porte que, « si le Gouvernement est informé qu'il se trame quelques conspirations contre l'Etat, il peut donner des *mandats d'amener et des mandats d'arrêt* contre les personnes qui en sont présumées, les auteurs ou les complices; et que si dans un délai de *dix jours*, après leur arrestation, elles ne sont mises en liberté ou en Justice réglée, il y a de la part du Ministre signataire du mandat, crime de détention arbitraire. »

IV. Il ne faut pas confondre ces mandats avec les lettres-de-cachet, contre lesquelles des réclamations générales s'élevèrent avec tant de force, et dont l'Assemblée constituante s'empessa d'abolir l'usage.

Autant les lettres-de-cachet étaient attentatoires à la liberté individuelle, à l'ordre public, et à la bonne administration de la Justice; autant il était important de confier au Gouvernement le droit d'arrestation dans le cas prévu par l'art. 46 de l'acte constitutionnel, en le modifiant comme il l'a été par les articles 61, 62 et 63 du Sénatus-Consulte du 28 floréal an xii.

V. Ces articles indiquent la manière dont il doit être procédé, lorsque la personne arrêtée par suite de l'art. 46, n'a pas été mise en liberté ou en jugement dans les dix jours.

ART. 61. « Toutes les personnes arrêtées qui n'ont pas été mises en jugement après les dix jours de leur arrestation, c'est-à-dire, toutes celles contre lesquelles un Ministre aurait décerné un mandat, sur prévention de conjuration contre l'Etat, peuvent recourir directement, par elles, leurs parens ou leurs représentants, et par voie de pétition, à la Commission Sénatoriale de la liberté individuelle. »

ART. 62. « Lorsque la Commission estime que la détention prolongée au-delà des dix jours de l'arrestation, n'est pas justifiée par l'intérêt de l'Etat, elle invite le Ministre qui a ordonné l'arrestation, à faire mettre en liberté la personne détenue, ou à la renvoyer devant les Tribunaux. »

ART. 63. « Si après trois invitations consécutives, renouvelées dans l'espace d'un mois, la personne détenue n'est pas mise en liberté, ou renvoyée devant les Tribunaux ordinaires, la Commission demande une assemblée du Sénat, qui est convoquée par le Président, et qui rend, s'il y a lieu, la déclaration suivante : *Il y a*

» *de fortes présomptions que N.... est détenu arbitrairement* : on procède ensuite
 » conformément à l'art. 112, c'est-à-dire, que le Corps-Législatif dénonce à la Haute-
 » Cour Impériale le Ministre prévenu de détention arbitraire. »

VII. Dans les cas ordinaires, quiconque a connaissance qu'un individu est retenu dans un lieu qui n'a pas été destiné aux détentions légales, doit en donner avis au Juge-de-paix, au Procureur-Impérial ou à son Substitut, au Juge d'instruction, ou au Procureur-Général près la Cour Impériale.

Le Code d'instruction criminelle ne prononce aucune peine contre celui qui ne remplit pas ce devoir civique; mais le silence de cet individu pourrait le faire justement soupçonner d'être le complice de l'attentat commis envers la personne détenue; et il y en aurait assez pour faire délivrer contre lui, soit un mandat d'amener, soit même un mandat de dépôt ou d'arrêt, s'il se rattachait à son silence la plus légère circonstance à sa charge.

VII. L'art. 615 a rendu facile la déclaration qu'elle exige, en autorisant la personne qui acquiert la connaissance d'une détention illégale, à en faire la déclaration, soit au Juge-de-paix, soit au Procureur-Impérial ou à son Substitut, soit au Juge d'instruction, soit au Procureur-Général; de sorte que la personne instruite et qui n'a pas dénoncé le fait, ne peut avoir aucune excuse valable à proposer.

VIII. Le Fonctionnaire public auquel la dénonciation est faite, ne doit pas perdre un instant pour agir.

S'il n'a pas caractère dans le lieu où la personne est illégalement détenue, il doit transmettre de suite l'avis qu'il a reçu, à l'Autorité compétente.

C'est la disposition de l'art. 119 du Code pénal qu'il est important de connaître; il porte :

« Les Fonctionnaires publics chargés de la police administrative ou judiciaire,
 » qui auront refusé ou négligé de déférer à une réclamation légale tendant à constater les détentions illégales et arbitraires, soit dans les Maisons destinées à la garde des détenus, soit par-tout ailleurs, et qui ne justifieront pas les avoir dénoncées à l'Autorité supérieure, seront punis de la dégradation civique, et tenus des dommages-intérêts, lesquels seront réglés comme il est dit dans l'article 117. »

IX. Mais quelle est la nature des poursuites qui doivent être faites contre les prévenus de détention arbitraire ou de séquestration des personnes?

Dans le cas où il y a lieu de faire l'application des articles 341, 342 et 344 du Code pénal, les poursuites doivent être faites par la voie criminelle, puisqu'il doit être prononcé contre les prévenus des peines afflictives ou infamantes.

Dans le cas de l'application de l'art. 343, c'est devant les Tribunaux correctionnels que les prévenus doivent être traduits, puisque la peine ne peut être que celle de l'emprisonnement de deux à cinq ans.

L'art. 341 porte : « Seront punis de la peine des travaux forcés à temps, ceux »
 » qui, sans ordre des Autorités constituées et hors les cas où la loi ordonne de saisir
 » des prévenus, auront arrêté, détenu ou séquestré des personnes quelconques.
 » Quiconque aura prêté un lieu pour exécuter la détention ou séquestration,
 » subira la même peine. »

ART. 342. « Si la détention ou séquestration a duré plus d'un mois, la peine sera »
 » celle des travaux forcés à perpétuité. »

ART. 343. « La peine sera réduite à l'emprisonnement de deux ans à cinq ans, si »
 » les coupables des délits mentionnés en l'article 341, non encore poursuivis de fait,
 » ont rendu la liberté à la personne arrêtée, séquestrée ou détenue, avant le dixième »
 » jour accompli depuis celui de l'arrestation, détention ou séquestration. Ils pour- »
 » ront néanmoins être renvoyés sous la surveillance de la Haute-Police depuis cinq »
 » ans jusqu'à dix ans. »

ART. 344. « Dans chacun des trois cas suivants :

- » 1.° Si l'arrestation a été exécutée avec le faux costume, sous un faux nom, ou »
 » sur un faux ordre de l'Autorité publique ;
- » 2.° Si l'individu arrêté, détenu ou séquestré, a été menacé de la mort ;
- » 3.° S'il a été soumis à des tortures corporelles ,
- » Les coupables seront punis de mort. »

ARTICLE DCXVI.

Tout Juge-de-peace, tout Officier chargé du Ministère public, tout Juge d'instruction, est tenu d'office, ou sur l'avis qu'il en aura reçu, sous peine d'être poursuivi comme complice de détention arbitraire, de s'y transporter aussitôt, et de faire mettre en liberté la personne détenue, ou s'il est allégué quelque cause légale de détention, de la faire conduire sur-le-champ devant le Magistrat compétent.

Il dressera du tout son procès-verbal.

OBSERVATIONS.

I. Les Fonctionnaires dénommés dans cet article ne doivent pas attendre pour agir, que l'arrestation illégale, ou la séquestration des personnes, leur soit dénoncée ; il suffit que la connaissance leur en soit parvenue, de quelque manière que ce soit.

L'art. 616 leur fait l'injonction la plus formelle de se transporter à l'instant même sur le lieu où la personne arrêtée est détenue, et de la faire mettre en liberté.

Mais, à côté de cet ordre impératif de faire mettre la personne illégalement détenue en liberté, le Législateur a placé une exception pour le cas où il serait allégué contre elle quelque cause légale de détention.

L'art. 616 exige qu'alors la personne détenue soit conduite devant le Magistrat-compétent.

Si c'est un Juge-de-peace qui s'est transporté sur les lieux, il doit renvoyer devant le Procureur-Impérial ;

Si c'est le Procureur-Impérial ou son Substitut, il doit faire conduire le prévenu devant le Juge d'instruction.

Si c'est celui-ci, il peut mettre le prévenu sous le poids d'un mandat, avant même d'ordonner la communication des pièces au Procureur-Impérial.

II. Ces mots de l'art. 616, *s'il est ALLÉGUÉ quelque cause LÉGALE de détention*, sont très-remarquables ; ils indiquent que ce n'est pas au Fonctionnaire public qui fait cesser la détention, à juger du mérite de l'allégation : il suffit qu'il soit *allégué quelque cause légale de détention*, pour que le renvoi doive être ordonné ; et il y a cause *légale* de détention, lorsque la personne détenue est accusée d'avoir commis un crime ou un délit qui peut donner lieu à décerner contre elle un mandat d'arrêt, un mandat de dépôt ou un mandat d'amener.

III. Quel que soit au surplus le parti que prenne le Fonctionnaire public appelé, il doit dresser procès-verbal de son transport et de ses opérations.

IV. Le Fonctionnaire public, auquel la dénonciation aurait été faite, et qui aurait négligé de se transporter sur le lieu pour faire cesser la détention arbitraire, pourrait être poursuivi comme complice de cette détention ; et, s'il y avait des reproches graves à lui faire, il aurait encouru, par le fait de son inaction, la peine de la dégradation civique : il devrait de plus être condamné aux dommages-intérêts de la personne détenue ; et les dommages-intérêts, quoique laissés à l'arbitrage des Tribunaux, ne peuvent être moindres de vingt-cinq francs par chaque jour de retard : c'est la disposition de l'art. 117 du Code pénal, auquel renvoie l'art. 119.

V. Mais il est des formes particulières pour mettre en jugement les Fonctionnaires publics de l'ordre judiciaire et administratif ; et ces formes devraient être suivies dans l'espèce particulière, dès qu'aucun article du Code n'y a dérogé.

ARTICLE DCXVII.

Il rendra, au besoin, une ordonnance, dans la forme prescrite par l'art. 95 du présent Code.

En cas de résistance, il pourra se faire assister de la force nécessaire ; et toute personne requise est tenue de prêter main-forte.

OBSERVATIONS.

I. L'ORDONNANCE dont parle l'art. 617, n'est autre chose qu'un mandat.

Le Juge d'instruction peut décerner celui de dépôt, et même celui d'arrêt.

Le Juge-de-peace et l'Officier du Ministère public ne peuvent décerner que celui de comparution ou d'amener.

II. Ce n'est, au surplus, qu'*au besoin*, qu'un mandat doit être décerné contre la personne *séquestrée*; de sorte que s'il y avait simple allégation de crime ou de délit à sa charge, sans que celui qui fait cette allégation en rapportât aucune preuve ni indices, l'Officier public devrait se borner à en donner avis au Procureur-Impérial de l'arrondissement.

III. Si c'est devant le Juge d'instruction que l'allégation est faite, il doit communiquer la procédure au Procureur-Impérial, et soumettre ensuite l'affaire à la Chambre du Conseil : car dans tous les cas où il y a plainte ou dénonciation de crimes ou de délits, il doit en être référé à la Chambre du Conseil, lorsque le Procureur-Impérial n'use pas du droit que lui accorde l'art. 182, de traduire directement le prévenu devant le Tribunal correctionnel, dans le cas de prévention d'un simple délit.

IV. L'article 617 ne s'occupe que de l'ordonnance à rendre contre la personne détenue; mais celui qui s'est rendu coupable de la séquestration, ses auteurs et adhérens, doivent également être mis sous le poids de mandats, et conduits devant le Procureur-Impérial ou devant le Juge d'instruction, suivant les circonstances.

V. Si le Fonctionnaire public qui ordonne la mise en liberté du détenu, ou qui prononce son renvoi devant le Magistrat compétent, éprouve de la résistance à l'exécution de ses ordres, il est autorisé à requérir la force nécessaire pour l'exécution de son ordonnance.

Toute personne requise est tenue de prêter main-forte.

L'article 617 ne dit pas sous quelle peine, mais c'est nécessairement sous la peine prononcée par l'art. 234 du Code pénal, qui s'applique à tout individu qui n'étant pas sous le commandement d'un autre, peut agir d'après sa *volonté*.

VI. Si la réquisition était faite au Commandant de la force armée, et qu'il se refusât d'y déférer, il serait le seul passible de la peine; ses subordonnés n'ayant pu avoir d'autre volonté que celle de leur chef.

VII. Lorsque le Fonctionnaire public qui requiert, éprouve un refus, il doit en dresser procès-verbal, et le transmettre au Procureur-Impérial, avec le nom des témoins qui peuvent déposer du fait.

A la vue de ce procès-verbal, l'affaire doit être portée au Tribunal correctionnel, et le refusant condamné à l'emprisonnement et aux dommages-intérêts des parties.

ARTICLE DCXVIII.

Tout Gardien qui aura refusé , ou de montrer au porteur de l'ordre de l'Officier civil ayant la police de la Maison d'arrêt , de Justice , ou de la prison , la personne du détenu , sur la réquisition qui en sera faite , ou de montrer l'ordre qui le lui défend , ou de faire au Juge-de-peace l'exhibition de ses registres , ou de lui laisser prendre telle copie que celui-ci croira nécessaire de partie de ses registres , sera poursuivi comme coupable ou complice de détention arbitraire.

OBSERVATIONS.

I. Sous l'empire du Code de brumaire an iv (art. 586 et suivans de ce Code), le Gardien des prisons ne pouvait refuser à l'Officier municipal, lors de ses visites, la représentation des détenus; et il ne pouvait pas même la refuser à leurs parens ou amis, lorsqu'ils étaient porteurs de la permission de l'Officier municipal ayant la police des prisons, s'il n'en avait pas reçu la défense des Officiers de Justice, par un ordre *formel* inscrit sur ses registres.

L'acte des Constitutions de l'Empire du 22 frimaire an 8, art. 79 et 80, a maintenu cette dernière disposition, en autorisant le Juge chargé de l'instruction, ou le Président de la Cour ou du Tribunal saisi, à faire tenir l'accusé au *secret*.

II. Mais l'ordre que donne le Juge, ne peut autoriser le Gardien de la Maison d'arrêt ou de Justice, à refuser la représentation de l'accusé ou du prévenu à l'Officier public qui a la surveillance de sa Maison.

III. Si le Gardien de la Maison de Justice ou d'arrêt n'a pas reçu du Juge d'instruction ou du Président du Tribunal saisi, l'ordre de tenir le prévenu ou l'accusé au secret, il ne peut refuser de le représenter aux personnes qui viennent le voir, lorsqu'elles en ont obtenu la permission du Fonctionnaire public qui a la police des prisons.

Ce Fonctionnaire public ne peut non plus refuser de l'accorder, s'il n'en a des motifs fondés sur le maintien de l'ordre dans la Maison et la sûreté des prisonniers.

IV. Le Gardien de la Maison de Justice ou d'arrêt se rendrait coupable, s'il refusait au Juge-de-peace de lui faire l'exhibition de ses registres, ou de lui en laisser prendre copie, lors même qu'il aurait reçu la défense expresse de rien communiquer de ce qui concerne le détenu.

L'article 618 ne parle que du Juge-de-peace, mais ce n'est pas d'une manière limitative : sa disposition est applicable au Procureur-Impérial et au Juge d'instruction,

qui sont appelés, comme le Juge-de-peace, par l'art. 616, à surveiller les détentions arbitraires, et à les faire cesser.

V. Si le Gardien refusait de remplir ce devoir, il devrait être poursuivi et condamné comme coupable de détention arbitraire, lors même que le détenu aurait été légalement emprisonné, et que ses registres seraient en règle.

Ce serait même par la voie criminelle que les poursuites devraient être dirigées contre lui, puisque la peine applicable à ce genre de délit, peut être afflictive et infamante.

CHAPITRE IV.

De la Réhabilitation des condamnés.

OBSERVATIONS.

I. Pour qu'il y ait lieu à la *réhabilitation* du condamné, il faut que l'individu qui la sollicite ait été condamné à une peine *afflictive ou infamante*, et qu'il l'ait *subie*. (Art. 619.)

Le Code ne s'est pas occupé de la réhabilitation, sous le rapport des peines correctionnelles et de police, qui ne font pas perdre au condamné l'exercice de ses droits civils et politiques; ce qui la rendrait sans objet.

II. La réhabilitation prononcée dans la forme de droit, fait cesser, pour l'avenir, toutes les *incapacités* qui résultaient de la *condamnation*.

III. La trace de cette institution se trouvait déjà dans l'art. 5, Tit. 16 de l'Ordonnance de 1670, qui autorisait les lettres de réhabilitation, et qui leur donnait l'efficacité de remettre le condamné *en ses biens et bonne renommée*.

Elle fut régularisée par l'Assemblée constituante, au Code pénal de 1791.

IV. En donnant l'espoir au condamné d'être réhabilité dans l'opinion publique, et relevé des incapacités qu'il a encourues par sa condamnation, on l'engage à revenir de ses erreurs et à mériter l'oubli de son crime par une bonne conduite.

Si le condamné perdait cet espoir, comme il se trouverait contraint de passer le reste de sa vie dans l'ignominie, son unique occupation serait de troubler l'ordre public, puisqu'il ne pourrait que gagner au changement qui viendrait à s'opérer.

Cette institution est donc aussi politique que morale.

V. Le Code pénal de 1791 avait fait dépendre la *réhabilitation* de la seule vo-

lonté de la Municipalité du lieu dans lequel le condamné avait fixé sa résidence.

Si les Tribunaux y intervenaient, ce n'était que pour donner plus d'*authenticité* à la réhabilitation.

Le Président du Tribunal était tenu de la prononcer *sans examen*.

Il faut aujourd'hui la réunion de toutes les Autorités.

C'est bien à la Municipalité à se prononcer la première; mais la Chambre criminelle de la Cour Impériale a le droit d'apprécier les motifs de la demande, et c'est au Souverain à consommer cet acte de bienfaisance.

VI. Ce n'est pas la seule différence qui se remarque, sur cette matière, dans le rapprochement du Code pénal de 1791 et du Code d'instruction criminelle.

Le Code pénal de 1791 voulait que, nonobstant la réhabilitation, le condamné demeurât privé de l'exercice des droits de citoyen, jusqu'à ce qu'il eût satisfait aux dommages-intérêts et aux autres condamnations civiles prononcées contre lui.

Le Code d'instruction criminelle ne met plus cette entrave à l'effet de la réhabilitation.

Dès qu'elle est prononcée, toutes les incapacités cessent : ce qui est plus conséquent; car les condamnations *civiles* sont indépendantes de celles qui sont prononcées pour la vindicte publique.

VII. Le Code pénal de 1791 admettait, sans distinction, tous les condamnés au bénéfice de la réhabilitation.

Le Code d'instruction criminelle, au contraire, en exclut nommément le condamné pour *récidive*.

VIII. Il existe encore une différence remarquable entre les deux législations; c'est que le condamné peut demander sa réhabilitation *après cinq ans* écoulés depuis qu'il a subi sa peine; tandis que, suivant le Code de 1791, il devait attendre la révolution de *dix années*.

Le Législateur n'a pas voulu rendre son bienfait illusoire.

IX. Le Code d'instruction criminelle a le mérite d'avoir rendu la réhabilitation aussi utile qu'elle pouvait l'être, d'avoir adopté un mode plus convenable pour y parvenir, et d'en avoir modifié l'exercice, d'après les préceptes de la raison et les règles de la justice.

X. La réhabilitation dont s'occupe le Code d'instruction criminelle n'a rien de commun avec celle qui est autorisée par le Tit. V du Liv. III du Code de commerce.

Celle-ci doit se prononcer par la Chambre civile de la Cour Impériale, après des formes particulières, en faveur de banqueroutiers *simples* condamnés à des peines *correctionnelles*.

XI. L'art. 612 du Code de commerce refuse la réhabilitation aux stellionataires,

aux banqueroutiers frauduleux, aux personnes condamnées pour fait de vol ou d'escroquerie, et aux comptables, tels que les tuteurs, administrateurs ou dépositaires, qui n'ont pas rendu ou apuré leurs comptes.

Mais si cet article refuse d'autoriser en pareil cas la réhabilitation *par la voie civile*, il ne peut pas apporter d'obstacle à ce qu'elle soit prononcée dans la forme prescrite par l'art. 619 du Code d'instruction criminelle.

ARTICLE DCXIX.

Tout condamné à une peine afflictive ou infamante qui aura subi sa peine, pourra être réhabilité.

La demande en réhabilitation ne pourra être formée, par les condamnés aux travaux forcés à temps ou à la réclusion, que cinq ans après l'expiration de leur peine; et par les condamnés à la peine du carcan, que cinq ans à compter du jour de l'exécution de l'arrêt.

OBSERVATIONS.

I. Ces mots de l'art. 619, *tout condamné*, doivent être entendus sous la restriction mentionnée dans l'art. 634, relative aux condamnés pour *récidive*.

Ils ne peuvent s'appliquer non plus aux condamnés à des peines *perpétuelles*, ni aux condamnés par *contumace*, ni à ceux qui ne se trouvent libérés de la peine que par la *prescription*; car il faut avoir subi sa peine pour être réhabilité.

II. Tout condamné à des peines afflictives ou infamantes, qui ne se trouve pas dans l'une de ces exceptions, peut réclamer le bénéfice de la réhabilitation, quel que soit la Cour ou le Tribunal qui ait prononcé sa condamnation.

III. Le banqueroutier frauduleux peut même user de cette faveur, malgré la disposition de l'art. 612 du Code de commerce, qui n'a pour objet que la réhabilitation *civile*.

Pour prêter au Législateur une intention contraire, il faudrait supposer, dans l'art. 619 du Code d'instruction criminelle, une exception qui ne résulte ni de son texte, ni de son esprit, et supposer de plus que le Code aurait voulu traiter avec plus de rigueur le banqueroutier que le meurtrier, que le voleur avec effraction, escalade ou fausses clefs, et que les autres condamnés pour les crimes les plus atroces.

Lorsque le Code d'instruction criminelle fut rédigé, le Code de commerce était en activité. Si le Législateur avait eu l'intention d'établir pour le banqueroutier frauduleux une dérogation à la disposition générale de l'art. 619, il s'en serait expliqué; mais il a pensé qu'il suffisait de priver le banqueroutier frauduleux de la réhabilita-

tation autorisée par le Code de commerce, tout-à-fait étrangère à celle qui est établie par le Code d'instruction criminelle.

IV. Il ne suffit pas d'avoir été condamné à des peines afflictives ou infamantes, et de ne pas se trouver dans les exceptions de la loi, pour que la demande en réhabilitation soit recevable : il faut qu'avant de la former, il se soit écoulé *plus de cinq ans*, depuis que le condamné a subi sa peine ; ce qui donne lieu d'examiner la question de savoir de quelle époque les peines prononcées contre le condamné qui demande sa réhabilitation, doivent commencer à courir.

S'il y a eu condamnation *aux travaux forcés à temps*, ou à la *réclusion*, la peine ne commence à courir que du jour de l'*exposition du condamné*. (Art. 23 du Code pénal.) Il en est de même de la condamnation *au carcan*. (Art. 24, *ibid.*, et art. 619 du Code d'instruction criminelle.)

S'il y a eu condamnation *au bannissement*, elle commence à courir du jour qu'elle est devenue irrévocable. (Art. 35 du Code pénal.)

Il en est de même, lorsqu'il y a eu condamnation à la *dégradation civique*, qui prend également date du jour qu'elle est devenue irrévocable.

V. La peine appliquée au condamné pour crime commis *pendant sa détention*, ne commence à courir que du jour où il a été *acquitté* ou *absous* de la prévention du crime ou du délit qui le retenait dans la Maison de Justice ou dans la Maison d'arrêt. (Art. 220 du Code pénal.)

Si le demandeur en réhabilitation avait été *condamné* pour le crime à raison duquel il était détenu, la peine qui lui aurait été appliquée pour raison de son nouveau délit, n'aurait commencé à courir que du jour de l'expiration de la peine qu'il aurait subie pour répression de son premier crime. (*Même article.*)

VI. Le Code pénal de 1791 autorisait la réhabilitation des condamnés *à la gêne*.

Cette peine consistait à tenir le condamné enfermé dans un lieu éclairé, sans fers, ni liens, mais sans aucune communication avec personne pendant la durée de sa peine.

Quoique ce genre de peine n'ait pas été maintenu par le Code pénal de 1810, les condamnés à la *gêne* sous l'empire du Code pénal de 1791, n'en sont pas moins recevables aujourd'hui à demander leur réhabilitation.

VII. La réhabilitation établie par le Code d'instruction criminelle est soumise à des délais de rigueur et à une forme particulière de procéder.

L'art. 619 ne s'occupe que du *délai*, et il le fixe à cinq ans, après l'expiration de la peine à laquelle le demandeur a été condamné ; mais il doit l'avoir *subie* : d'où suit que le condamné par *contumace* et celui qui a *prescrit* la peine, ne peuvent être admis au bénéfice de la *réhabilitation*.

Il en est de même du condamné *contradictoirement*, qui s'est évadé *avant*

l'exécution, et même de celui qui s'est évadé après avoir subi une *partie* de sa peine; il doit l'avoir subie *entière* pour que sa demande soit recevable.

VIII. Tant que la réhabilitation n'a pas été prononcée, le condamné reste, par sa qualité de repris de Justice, justiciable des Cours Spéciales, lors même qu'il aurait subi sa peine, ou qu'elle serait éteinte par la prescription : c'est ce que la Cour de cassation a jugé, par arrêt du 10 octobre 1811.

Mais lorsque la réhabilitation du condamné est prononcée, les crimes qu'il peut commettre, sont de la compétence des Tribunaux ordinaires, à moins que le nouveau crime qu'il a commis ne rentre par sa *nature* dans celle des Cours Spéciales; c'est le retour au droit commun.

ARTICLE DCXX.

Nul ne sera admis à demander sa réhabilitation, s'il ne demeure depuis cinq ans dans le même arrondissement communal, s'il n'est pas domicilié depuis deux ans accomplis dans le territoire de la Municipalité à laquelle sa demande est adressée, et s'il ne joint à sa demande des attestations de bonne conduite qui lui auront été données par les Conseils municipaux et par les Municipalités dans le territoire desquelles il aura demeuré ou résidé pendant le temps qui aura précédé sa demande.

Ces attestations de bonne conduite ne pourront lui être délivrées qu'à l'instant où il quitterait son domicile ou son habitation.

Les attestations exigées ci-dessus devront être approuvées par le Sous-Préfet et le Procureur-Impérial ou son Substitut, et par les Juges-de-peace des lieux où il aura demeuré ou résidé.

OBSERVATIONS.

I. IL ne suffit pas au condamné qui demande sa réhabilitation, d'avoir résidé pendant *deux ans* dans le même arrondissement communal, ainsi que cela suffisait sous l'empire du Code pénal de 1791; il faut qu'il ait demeuré pendant *cinq ans* dans le même arrondissement communal, et qu'il soit domicilié au moins depuis deux ans accomplis sur le territoire de la Municipalité à laquelle il adresse sa demande.

Il doit de plus rapporter des attestations de bonne conduite, délivrées par les *Conseils municipaux* et par les *Municipalités* dans le territoire desquelles il a demeuré ou résidé pendant tout le temps qui a précédé sa demande.

II. Ainsi, deux choses sont de rigueur pour que la demande en réhabilitation formée par un condamné, soit recevable :

La première, que depuis *plus de cinq ans* il réside dans l'arrondissement communal de la Municipalité devant laquelle il forme sa demande, et qu'il habite au moins depuis deux ans le territoire de cette Municipalité.

La deuxième, qu'il joigne à sa requête des attestations de bonne conduite de tous les *Conseils municipaux* et de toutes les *Municipalités* des lieux où il a demeuré ou résidé, pendant tout le temps qui a précédé sa demande.

III. De simples certificats de *Municipalités* seraient insuffisants ; il faut que le demandeur en produise des *Conseils municipaux* ; car les attestations exigées doivent être l'expression du vœu général.

Le demandeur doit de plus joindre à sa pétition une expédition en forme de l'arrêt de condamnation (art. 621), et fournir la preuve qu'il a *subi sa peine*.

IV. Le Code exige que les attestations jointes à la requête des demandeurs en réhabilitation, soient *approuvées*, et non pas simplement *légalisées* ou *visées*, par les Sous-Préfet de l'arrondissement communal, par le Procureur-Impérial ou son Substitut, et par les Juges-de-paix des lieux où il a demeuré ou résidé. Ces *approbations* sont nécessaires et simultanément requises.

V. C'est à la Municipalité du lieu de sa résidence actuelle, continuée au moins depuis deux ans, que le demandeur en réhabilitation doit présenter sa requête ; mais la Municipalité n'est pas compétente pour y statuer ; ses pouvoirs se bornent à donner les attestations requises, qui doivent être communiquées au Conseil-général de la Commune, pour avoir son avis.

ARTICLE DCXXI.

La demande en réhabilitation, les attestations exigées par l'article précédent, et l'expédition du jugement de condamnation, seront déposés au Greffe de la Cour Impériale dans le ressort de laquelle résidera le condamné.

OBSERVATIONS.

I. C'est au greffe de la *Cour Impériale* dans le ressort de laquelle réside le demandeur en réhabilitation, et non pas au greffe de la Cour qui a prononcé la *condamnation*, que doit être fait l'envoi des pièces sur lesquelles le réclamant prétend fonder sa demande ; car il s'agit de l'exercice d'une nouvelle action, dont la Cour Impériale du ressort du domicile du demandeur est le Juge naturel.

II. Le Code d'instruction criminelle ne dit pas par qui l'envoi des pièces sera fait

au greffe de la Cour Impériale ; mais cet envoi doit être fait à la diligence de la partie intéressée ; car l'attestation à délivrer par la Municipalité doit être approuvée du Sous-Préfet, du Procureur-Impérial ou de son Substitut, et du Juge-de-peace ; et l'observation de ces formalités n'est pas mise à la charge de la Municipalité.

Lorsque la Municipalité a donné son attestation, elle doit la remettre avec les pièces jointes, au demandeur, afin qu'il la fasse revêtir des formalités requises, et qu'il soit en mesure d'en faire le dépôt au greffe de la Cour Impériale.

ARTICLE DCXXII.

La requête et les pièces seront communiquées au Procureur-Général-Impérial : il donnera des conclusions motivées et par écrit.

OBSERVATIONS.

APRÈS le dépôt de la requête et des pièces au greffe de la Cour Impériale, le Greffier doit en prévenir le Président de la Chambre criminelle, qui nomme un rapporteur.

Les pièces sont ensuite communiquées au Procureur-Général, qui donne des conclusions *motivées et par écrit* ; ce qui n'empêche pas que le Procureur-Général doive être entendu de nouveau lors du rapport. (*Art. 626.*)

ARTICLE DCXXIII.

L'affaire sera rapportée à la Chambre criminelle.

OBSERVATIONS.

I. L'AFFAIRE doit être jugée sur le rapport fait par l'un des Magistrats de la Chambre criminelle, et sur les conclusions motivées et par écrit du Procureur-Général.

II. Il n'y a aucun délai fixé pour le rapport ; mais l'avis définitif de la Chambre ne peut être donné qu'après l'expiration d'un délai de trois mois au moins, depuis la *présentation de la demande*. (*Art. 627.*)

III. Le Code d'instruction criminelle ne dit pas si le rapport doit être fait *publiquement*, ou s'il doit l'être à la Chambre du Conseil.

Mais de droit commun, toutes les affaires doivent se discuter et se *juger publiquement*.

Il n'y a d'exceptions à cette règle, que celles qui sont établies sur le texte d'une loi formelle.

Cependant on peut dire que ce n'est pas un véritable jugement qui doit être pro-

noncé par la Cour Impériale ; que c'est un simple avis qui lui est demandé : mais , les conclusions *motivées* du Procureur-Général ne devant pas être communiquées au réclamant , il ne peut y défendre par écrit ; de sorte que sa demande pourrait être rejetée sans qu'il eût été entendu , s'il était privé d'assister au rapport.

Ce motif est puissant , mais il n'est pas décisif. C'est en effet un simple examen de pièces que la Cour Impériale est chargée de faire ; c'est un simple avis qu'elle est chargée de donner ; et le demandeur a dû mettre sa procédure en règle avant d'en faire la production.

ARTICLE DCXXXIV.

La Cour et le Ministère public pourront , en tout état de cause , ordonner de nouvelles informations.

OBSERVATIONS.

I. Il résulte de cet article , que la Cour ne doit pas *aveuglément* s'en rapporter aux attestations qui ont été délivrées à celui qui demande sa réhabilitation ; ce qui est un changement notable apporté à la forme de procéder prescrite par le Code pénal de 1791.

Sous l'empire de ce Code , sur la simple présentation des attestations de bonne conduite de la part du demandeur , le Président , sans consulter les Juges , devait prononcer la réhabilitation.

Mais les nouvelles informations ne peuvent porter que sur des faits *postérieurs* à la condamnation.

II. Qu'entend l'art. 624 par ces mots : *La Cour et le Ministère public pourront ordonner.....?*

Les Officiers du Ministère public doivent *conclure ou requérir* , et non pas *ordonner*.

Ordonner est le devoir du Juge.

Cependant l'art. 624 porte que la Cour et le Ministère public *pourront ordonner* de nouvelles informations.

Cet article nous semble devoir être entendu dans ce sens , que le Procureur-Général , avant de donner ses conclusions *motivées* , et même après le rapport fait , peut requérir tout apport de pièces , à l'effet d'éclairer sa religion et celle de la Cour ; et que si le Procureur-Général ne l'a pas requis , la Cour peut l'ordonner d'office , lorsqu'elle le juge convenable.

ARTICLE DCXXXV.

La notice de la demande en réhabilitation sera insérée au journal

judiciaire du lieu où siège la Cour qui devra donner son avis, et du lieu où la condamnation aura été prononcée.

OBSERVATIONS.

I. C'est afin de se procurer tous les renseignemens possibles sur le compte du demandeur en réhabilitation, que l'art. 625 exige que la notice de la demande en réhabilitation soit insérée dans le journal judiciaire du lieu où siège la Cour qui doit donner son avis, et dans celui du lieu où la condamnation a été prononcée.

C'est dans les mêmes vues, que l'art 627 n'a pas permis que la Cour pût prendre aucune détermination avant qu'il se fût écoulé au moins trois mois depuis la présentation de la demande en réhabilitation.

II. Ces précautions sont d'autant plus nécessaires, que le rapport qui est fait à l'Empereur par le Grand-Juge Ministre de la Justice, ne doit être précédé d'aucune nouvelle information, et que la réhabilitation prononcée, il n'y a plus à y revenir.

III. C'est à la diligence du Procureur-Général que doit être faite l'insertion de la demande au journal judiciaire.

ARTICLE DCXXVI.

La Cour, le Procureur-Général-Impérial entendu, donnera son avis.

OBSERVATIONS.

I. Il ne suffit pas des conclusions motivées et par écrit du Procureur-Général, prescrites par l'art. 622; quand l'affaire est portée devant la Chambre criminelle et que le rapport a été fait, il faut que le Ministère public soit de nouveau entendu.

II. Les termes de l'art. 626, *donnera son avis*, sont remarquables : ce n'est pas en effet un *jugement* que la Cour Impériale est appelée à porter, mais une simple opinion qu'elle doit énoncer; ce qui devait être ainsi, puisqu'il était réservé à l'Empereur d'accorder ou de refuser la réhabilitation, sur le rapport du Grand-Juge Ministre de la Justice.

ARTICLE DCXXVII.

Cet avis ne pourra être donné que trois mois au moins après la présentation de la demande en réhabilitation.

OBSERVATIONS.

I. Le Code exige qu'il se soit écoulé plus de trois mois depuis la présentation de

la demande, avant que la Cour Impériale donne son avis, afin qu'il soit laissé un temps suffisant pour se procurer tous les renseignemens nécessaires, et que la Cour puisse former son opinion en connaissance de cause.

L'avis que la Cour aurait donné avant l'expiration des trois mois, devrait être considéré comme non-venu : Son Exc. le Grand-Juge Ministre de la Justice n'en ferait pas son rapport à l'Empereur, ou s'il le faisait, la réhabilitation serait infailliblement rejetée.

II. Mais, de quelle époque les trois mois doivent-ils courir? Est-ce de l'instant que la demande a été présentée à la Municipalité, ou bien est-ce seulement du jour que les pièces ont été remises au greffe de la Cour Impériale?

L'article 620 porte que la demande en réhabilitation ne sera pas recevable, si le condamné n'est pas domicilié depuis deux ans accomplis dans le territoire de la Municipalité à laquelle sa demande est adressée.

C'est donc à la Municipalité qu'elle doit être présentée.

L'article 621 ne parle que du dépôt de cette demande au greffe de la Cour Impériale, et le dépôt à en faire suppose nécessairement qu'elle est préexistante; d'où semble résulter que les trois mois doivent commencer à courir du jour de la présentation de la demande à la Municipalité du lieu de la résidence du demandeur.

Cependant, le demandeur aurait pu faire un dépôt tardif de ses pièces au greffe de la Cour Impériale; mais si la Cour Impériale ne peut donner son avis avant les trois mois expirés, elle peut prendre tout le temps nécessaire pour obtenir les renseignemens convenables.

Ainsi, il n'y a aucun inconvénient à donner aux articles 620 et 627 l'explication que comportent les termes dans lesquels ils se trouvent rédigés.

ARTICLE DCXXVIII.

Si la Cour est d'avis que la demande en réhabilitation ne peut être admise, le condamné pourra se pourvoir de nouveau après un nouvel intervalle de cinq ans.

OBSERVATIONS.

I. AVANT d'indiquer ce qui reste à faire lorsque l'avis de la Cour Impériale est favorable au demandeur en réhabilitation, l'art. 628 prévoit le cas où sa réclamation ne serait pas accueillie.

Si la demande est rejetée, cela ne met pas d'obstacle à ce que le condamné la renouvelle après une révolution de cinq années.

Ces cinq années courent du jour de l'arrêt par lequel la Cour Impériale a déclaré que la réhabilitation ne peut être admise.

II. Lorsque le condamné se présente de nouveau, après l'expiration des cinq ans, il doit suivre la même marche que sur sa première demande; il doit produire les mêmes pièces, et la Cour Impériale doit procéder de la même manière.

III. Si l'avis négatif de la Cour Impériale n'avait d'autre motif que l'irrégularité des attestations fournies par le réclamant, faudrait-il qu'il attendît l'expiration d'un nouveau délai de cinq ans pour reproduire sa demande dans une forme plus régulière?

L'article 628 ne fait pas de distinction entre ce cas et celui où la demande est rejetée sur les moyens du fond.

Cependant, si la Cour Impériale ajoutait au rejet de la demande, ces mots, *quant à présent*, et si elle le motivait sur ce que les *formalités n'auraient pas été observées*, ce ne serait qu'une décision *provisoire*; de sorte que, par suite de sa première demande, et sans être obligé d'attendre un nouveau délai de cinq ans, le condamné serait recevable à demander, qu'à la vue des nouvelles pièces qu'il représenterait, il fût prononcé définitivement sur sa demande.

IV. Si les termes, *quant à présent*, ou d'autres équivalens, ne se trouvaient pas dans l'arrêt, comme il n'y resterait plus que le rejet de la demande en réhabilitation, on rentrerait dans la disposition de l'art. 628; il faudrait attendre l'expiration d'un *nouveau* délai de cinq ans.

La faveur de la réhabilitation n'a été accordée en effet au condamné, qu'à la charge de remplir les formalités prescrites, et lorsqu'il ne les a pas observées, il ne peut se plaindre du refus qu'il éprouve.

V. Malgré la généralité des expressions de l'art. 628, on ne peut en induire que le condamné pour *récidive* dont la demande a été rejetée par ce motif, que le condamné par *contumace*, que celui qui a *prescrit* sa peine, soient autorisés à en former une nouvelle, après un intervalle de cinq ans.

L'art. 628 ne peut recevoir d'application qu'au cas où la demande par elle-même est recevable.

ARTICLE DCXXIX.

Si la Cour pense que la demande en réhabilitation peut être admise, son avis, ensemble les pièces exigées par l'art. 620, seront, par le Procureur-Général-Impérial, et dans le plus bref délai, transmis au Grand-Juge Ministre de la Justice, qui pourra consulter le Tribunal qui aura prononcé la condamnation.

OBSERVATIONS.

I. Ce n'est que lorsque la Cour a été d'avis que la demande en réhabilitation peut

être admise, que les pièces doivent être envoyées au Grand-Juge Ministre de la Justice.

C'est au Procureur-Général à faire cet envoi.

Il doit le faire dans *le plus bref délai*, parce qu'il s'agit de l'état des personnes, et conséquemment d'une affaire qui intéresse l'ordre public.

II. Les attestations de bonne conduite accordées au demandeur, et l'avis de la Cour Impériale n'énonçant qu'une simple *opinion*, et cette opinion pouvant être combattue par une *opinion contraire*, l'art. 629 autorise le Grand-Juge Ministre de la Justice à consulter la Cour qui a prononcé la condamnation, afin d'avoir tous les renseignements désirables, pour mettre Sa Majesté à même d'apprécier, sous tous ses rapports, la demande en réhabilitation.

ARTICLE DCXXX.

Il en sera fait rapport à Sa Majesté par le Grand-Juge, dans un Conseil privé, formé aux termes de l'art. 86 de l'acte des Constitutions de l'Empire, du 16 thermidor an x.

OBSERVATIONS.

Lorsque le Grand-Juge s'est procuré tous les renseignements, il fait son rapport à l'Empereur, dans un *Conseil privé*.

Ce Conseil, aux termes de l'art. 86 de l'acte des Constitutions de l'Empire, du 16 thermidor an x, est composé du Grand-Juge, de deux Ministres, de deux Sénateurs, de deux Conseillers-d'Etat, et de deux Membres de la Cour de cassation; mais le Conseil n'a que voix *consultative*; c'est à Sa Majesté seule qu'appartient le droit de faire *grâce*; et c'est une grâce que le bienfait de la réhabilitation.

ARTICLE DCXXXI.

Si la réhabilitation est prononcée, il en sera expédié des lettres où l'avis de la Cour sera inséré.

OBSERVATIONS.

Lorsque Sa Majesté a prononcé la réhabilitation du condamné, il doit en être expédié des lettres, dans lesquelles l'avis de la Cour doit être inséré.

Le Code n'en détermine pas la forme; c'est évidemment celle d'un décret impérial.

ARTICLE DCXXXII.

Les lettres de réhabilitation seront adressées à la Cour qui aura délibéré l'avis : il en sera envoyé copie authentique à la Cour qui aura prononcé la condamnation ; et transcription des lettres sera faite en marge de la minute de l'arrêt de condamnation.

OBSERVATIONS.

I. Lorsque les lettres de réhabilitation sont expédiées, le Grand-Juge Ministre de la Justice en fait l'envoi à la Cour qui a délibéré l'avis.

Mais que doit faire la Cour, lorsque ces lettres lui sont parvenues ?

Doit-elle ordonner qu'elles seront consignées sur ses registres, ou lui suffit-il d'ordonner qu'elles seront mises au nombre des minutes du greffe ?

Notre opinion est que la Cour Impériale doit se borner à en faire donner lecture à l'audience publique, et à ordonner qu'elles seront mises au nombre des minutes du greffe, pour y avoir recours au besoin.

Si la Cour Impériale pouvait ordonner que les lettres fussent consignées sur ses registres, elle pourrait refuser de l'ordonner, et il n'a pas été dans l'intention du Législateur de lui accorder un pareil droit.

II. Le Code ne dit pas par quelle voie doit parvenir à la Cour qui a rendu l'arrêt de condamnation, la copie qui, aux termes de l'art. 632, doit lui être adressée.

Dans notre opinion, l'envoi doit lui en être fait des bureaux du Grand-Juge : cet envoi sort des attributions de la Cour Impériale qui a donné l'avis.

ARTICLE DCXXXIII.

La réhabilitation fera cesser, pour l'avenir, dans la personne du condamné, toutes les incapacités qui résultaient de la condamnation.

OBSERVATIONS.

I. Cet article ne dispose que pour l'avenir : les lettres de réhabilitation ne peuvent produire aucun effet sur le passé ; mais les incapacités dont ces lettres relèvent le condamné, doivent-elles cesser à compter du jour que les lettres ont été accordées, ou seulement à compter de celui qu'elles ont été transmises à la Cour Impériale qui a donné l'avis ?

Un avis du Conseil-d'État, du 12 prairial an 13, approuvé de l'Empereur le 25, porte que les décrets qui ne sont pas insérés au Bulletin des Lois, ou qui n'y sont

indiqués que par leur titre, sont *obligatoires* du jour qu'il en est donné connaissance aux personnes qu'ils concernent, par publication, affiches, notification ou signification, ou par envois faits ou ordonnés par les Fonctionnaires publics chargés de l'exécution.

II. Les lettres qui prononcent la réhabilitation du condamné, le relèvent de toutes les incapacités qu'il avait encourues : il rentre dans la société avec les mêmes droits que s'il n'avait jamais essayé de condamnation.

Le Code pénal de 1791 n'était pas aussi favorable au condamné ; il établissait un *sursis* à l'exécution de l'arrêt de réhabilitation, jusqu'à ce que le condamné eût satisfait au paiement des réparations *civiles* ; mais cette disposition du Code de 1791 n'a pas été reproduite au Code d'instruction criminelle ; elle a même été rejetée d'une manière formelle, par la déclaration faite dans l'art. 633, que *la réhabilitation fera cesser pour l'avenir toutes les incapacités*.

III. Les incapacités qui résultent des condamnations à des peines afflictives ou infamantes, sont de ne pouvoir être Juré, expert, témoin dans les actes ; de ne pouvoir déposer en Justice autrement que pour y donner de simples renseignements ; de ne pouvoir être tuteur, ni curateur, si ce n'est de ses enfans, et sur l'avis seulement de la famille ; d'être déchu du droit de port d'armes et de celui de servir dans les armées de l'Empire. (*Art. 28 du Code pénal.*)

Ce n'est que de ces incapacités que s'occupe l'art. 633.

Les incapacités résultant de la condamnation, telles que celles de ne pouvoir gérer ses biens, de ne pouvoir exercer sous son nom d'action en Justice, sont levées de droit, lorsque l'arrêt de condamnation a reçu son exécution, dans l'intérêt de la vindicte publique.

ARTICLE DCXXXIV.

Le condamné pour récidive ne sera jamais admis à la réhabilitation.

OBSERVATIONS.

I. C'est ici une restriction que n'avait pas faite le Code pénal de 1791, et qui est très-raisonnable ; car le condamné pour récidive commande la défiance sur sa conduite future.

II. Mais l'art. 634 renferme-t-il une disposition générale, et doit-on en conclure que, quand même la première condamnation prononcée contre le réclamant aurait porté sur un délit correctionnel, elle suffirait pour constituer la récidive ?

L'art. 57 du Code pénal porte, qu'un condamné pour *crime* qui commet, postérieurement à sa condamnation, un délit de nature à être puni *correctionnellement*, doit être puni avec plus de sévérité, à raison de la récidive, que l'individu qui n'a encore subi aucune condamnation.

Mais un simple délit n'annonce pas toujours dans la personne qui l'a commis une âme perverse ; il suffit souvent de la matérialité du fait , pour que le contrevenant soit condamné par voie de police correctionnelle.

III. L'explication la plus saine de l'art. 634, la seule qui soit vraie , celle qui se présente naturellement à l'esprit, est qu'il doit y avoir eu condamnation pour *crimes* commis en *récidive* ; ce qui ne peut avoir aucun inconvénient , puisque les Conseils municipaux, les Procureurs-Impériaux, les Sous-Préfets et les Juges-de-paix peuvent refuser leurs attestations ; puisque la Cour Impériale peut rejeter la demande ; et que l'Empereur peut refuser d'y mettre le sceau, en n'accordant pas les lettres de réhabilitation.

IV. Il n'y a *récidive* que lorsque le nouveau crime a été commis *depuis* la condamnation de l'accusé. C'est la disposition de l'art. 56 du Code pénal, qui fait partie du Chap. IV du Liv. II, intitulé *Des peines de la récidive*. Cet article commence ainsi : *Quiconque aura été condamné.*

V. Le demandeur en réhabilitation ne pourrait être considéré comme ayant été condamné pour *récidive*, si , traduit devant une Cour de Justice criminelle , et condamné d'abord sur un crime dont il aurait été déclaré coupable, il avait été renvoyé à un nouveau jugement , pour raison d'un autre crime dont il aurait été prévenu aux débats ; lors même que, sur les nouvelles poursuites, il aurait essuyé une nouvelle condamnation.

Pour qu'il y ait *récidive*, il faut qu'il existe un arrêt de condamnation pour *crime* commis *depuis* une première condamnation prononcée pour *crime*.

CHAPITRE V.

De la Prescription.

OBSERVATIONS.

I. Il y aurait plus de curiosité que d'utilité à rechercher toutes les variations qu'a éprouvées le système des prescriptions en matière criminelle.

Il est facile de la satisfaire en recourant à Dunod qui en a traité *ex professo*.

Le nouveau Répertoire universel de Jurisprudence sera également lu avec beaucoup d'intérêt.

II. Sous la nouvelle législation, il n'y a plus de crimes ni de délits *imprescriptibles*.

On en est revenu au précepte de la loi 12, *Cod. ad leg. Corn. de falsis*, ainsi conçu : *Accusatores omnium FERÈ criminum 20 annis exceptione excluduntur*.

Ainsi, l'édit du mois d'août 1669, qui déclarait le crime du *duel* imprescriptible;

La Jurisprudence qui avait établi l'imprescriptibilité du crime de *lèse-Majesté*;

La loi dernière, *ff. ad leg. Pomp. de parricidiis*, qui refusait au parricide le bénéfice de la prescription;

L'opinion émise par quelques auteurs, et adoptée par plusieurs arrêts, que la prescription ne peut commencer à courir tant que le crime reste inconnu, se trouvent aujourd'hui sans application.

III. Mais il peut se présenter des questions transitoires, par suite du passage subit de l'ancienne législation à la nouvelle; de sorte qu'il sera utile de rappeler les principes d'après lesquels ces questions doivent être jugées.

La Cour de cassation avait établi en point de Jurisprudence constante, sous l'empire du Code de brumaire an iv, que la prescription qui avait commencé sous l'empire du Code pénal de 1791, et qui s'était continuée sous celui de brumaire an iv, devait se régler à la fois par l'une et par l'autre de ces lois, pour le temps qui avait couru sous l'empire de chacune d'elles; cependant, la question se reproduit de nouveau; elle fait la matière de plusieurs recours en cassation qui ont été mis en délibéré, et sur lesquels M. le Procureur-Général prépare un grand travail; de sorte qu'il faut attendre pour se fixer qu'il ait été de nouveau prononcé; mais en attendant, les Tribunaux doivent se conformer à la Jurisprudence établie.

IV. L'Ordonnance de 1670 avait laissé la prescription dans les termes du droit commun; ce qui avait jeté beaucoup d'incertitude sur la manière dont il fallait en faire l'application; il s'était même établi sur ce point autant de Jurisprudences qu'il y avait de Cours souveraines.

Le Code pénal de 1791 remédia à cet abus, en posant des règles fixes; ce qui nous dispense de la recherche pénible de ce qui se pratiquait sous l'empire de l'Ordonnance de 1670; car tous les crimes et délits qui ont pu se commettre sous l'empire de cette Ordonnance, remontant aujourd'hui à plus de vingt années, se trouvent prescrits.

V. Le Code pénal de 1791 et le Code de brumaire an iv, conçus dans des termes presque identiques, semblaient avoir établi la prescription sur les mêmes bases; cependant une simple conjonction substituée à une autre dans la rédaction, un *et* mis à la place d'un *ou*, donna lieu à de grandes controverses.

On finit néanmoins par demeurer d'accord que la conjonction *et* qui se lisait dans

l'art. 9 du Code de brumaire an iv ; était *conjonctive*, tandis que la *conjonction* ou dont s'était servi le Code pénal de 1791 était *disjonctive* ; en sorte que sous le Code de brumaire an iv, il fallait que le délit eût été connu *et* légalement constaté pour que la prescription pût commencer à courir ; tandis qu'il avait suffi sous l'empire du Code pénal de 1791, qu'il eût été connu *ou* légalement constaté.

Mais la Cour de cassation jugeait, sous l'empire des deux lois, qu'il fallait que la connaissance du crime fût parvenue à l'oreille du Magistrat, pour faire courir le délai, et non pas seulement que le crime fût connu d'une manière *vulgaire*.

La Cour de cassation jugeait également, que la constatation du crime, pour être *légal*, devait avoir été faite par l'autorité *judiciaire*.

VI. Le Code pénal de 1791, ni le Code de brumaire an iv, n'avaient gradué les délais requis pour prescrire, suivant la nature des délits. Ils n'admettaient d'autres exceptions à la règle générale qu'ils avaient établie, que celle qui résultait des lois spéciales et particulières à certains délits.

Le Code d'instruction criminelle a réparé cette omission : il gradue les délais suivant la nature des crimes, des délits et des contraventions, sans déroger néanmoins aux dispositions des lois spéciales, qui en ont établi de particulières pour certains délits et pour certaines contraventions ; de sorte que les délits ruraux continuent à se prescrire, sous le nouveau Code, par le laps de deux mois sans poursuites, et les délits forestiers par le laps de trois mois ou d'une année, suivant que le délinquant aura été dénommé dans le rapport, ou qu'il n'y aura pas été indiqué.

VII. Le Code d'instruction criminelle n'a rien innové au droit que les anciens Codes accordaient au contumace, de se représenter dans les cinq ans pour purger sa contumace : il y a même ajouté, en l'autorisant à se représenter en Justice, même après les cinq ans, et jusqu'à ce que la prescription de la peine fût acquise ; sauf les modifications dont nous avons parlé dans le Chapitre des contumaces.

VIII. Le Code d'instruction criminelle n'a rien innové non plus à la disposition du Code de brumaire an iv, qui déclarait prescrite l'action civile comme l'action criminelle, à défaut de poursuites par l'une ou par l'autre de ces voies dans le délai fixé, et qui les maintenait au contraire l'une et l'autre, lorsque, soit la partie civile, soit la partie publique, avait exercé son action, ayant la prescription acquise.

IX. Mais aucun des Codes n'a parlé en termes formels de l'action *en restitution* des choses enlevées qui peut être intentée par la partie lésée, après l'expiration du délai de la prescription.

Quelques Parlemens, qui se fondaient sur la loi 5, ff. de *calumniatoribus*, jugeaient qu'il convenait d'établir une distinction entre l'action en restitution et l'action en dommages-intérêts, quoiqu'elles eussent l'une et l'autre le même principe.

On conçoit bien, disait-on à l'appui de ce système, comment celui qui a volontairement dissimulé l'offense, peut avoir perdu le droit d'en poursuivre la réparation ; mais rien ne peut autoriser le voleur à conserver en sa possession l'objet volé, au préjudice du véritable propriétaire ; et la loi citée semblait favoriser cette opinion : *quia turpia lucra hæredibus extorquenda sunt, licet crimen extinguatur.*

X. Les partisans du système contraire répondaient que la loi 5, ff. de calumniatoribus, ne s'était occupée que de l'action à exercer contre les héritiers du coupable, dont la mort prématurée avait rendu les poursuites impossibles. Ce qui ne pouvait en effet établir une fin de non-recevoir contre la demande en restitution de la chose volée.

XI. Dans la législation actuelle, la question ne peut être sérieusement débattue, puisque le Code d'instruction criminelle déclare que l'action civile et que l'action publique se prescrivent par le même laps de temps ; ce qui est exclusif de toute exception.

XII. Il suffit que l'action puisse constituer un crime, un délit ou une contravention, et que par l'exercice de cette action, celui auquel le fait est imputable puisse être traduit devant les Tribunaux criminels, correctionnels ou de police, pour fermer la voie à toutes réclamations, lorsque le délai pour acquérir la prescription est expiré.

Quelques personnes prétendent néanmoins qu'il est des cas où la règle établie par le Code sur ce point doit rester sans application ; et elles citent pour exemple le cas où le feu qui s'est manifesté dans une maison, sans qu'il y ait eu de la faute du propriétaire de cette maison, a porté ses ravages dans celle du voisin.

Mais d'abord, qu'est-ce qui établit légalement que le propriétaire de la maison où s'est manifesté l'incendie, n'a aucune négligence à s'imputer ? Il peut bien y en avoir des présomptions ; mais en matière de crime, les présomptions doivent être appréciées par les Tribunaux, dans la forme et dans les délais fixés par la loi.

Rien ne peut excuser la personne qui a souffert le dommage, de n'avoir pas exercé son action dans un temps utile, dès que sur-tout elle avait le choix de l'exercer par la voie criminelle ou par la voie civile.

Si elle n'a exercé ni l'une ni l'autre action, *sibi imputet.*

XIII. Le Code d'instruction criminelle n'a rien prononcé sur les effets que peut produire la prescription de la peine ; mais le Code Napoléon renferme à cet égard toutes les notions que l'on peut désirer.

Les effets de la mort civile sont les mêmes que ceux de la mort naturelle.

« La mort civile, disait M. d'Aguesseau fils, en portant la parole dans la cause » d'Athard ; n'est pas une fiction, une peine comminatoire ; c'est la mort naturelle » exécutée autant qu'elle peut l'être. »

La prescription de la peine ne peut donc réintégrer le condamné à la mort civile ; dans la propriété de ses biens ni dans la jouissance de ses droits civils et politiques.

XIV. L'accusé condamné à d'autres peines afflictives recouvre au contraire la jouissance de ses biens, lorsqu'il a subi sa peine ou qu'elle est éteinte par la prescription ; mais il ne peut recouvrer ses droits de citoyen que par la réhabilitation.

Les effets produits par la condamnation à des peines simplement *infamantes*, ne portent que sur la privation des droits de citoyen ; mais le condamné ne peut non plus les recouvrer que par l'effet de la réhabilitation.

XV. Les condamnations à des peines correctionnelles et de police ne produisent pas d'autres effets que ceux qui résultent des dispositions du jugement. Les condamnés par voie de police correctionnelle peuvent être mis pendant un temps sous la surveillance spéciale de la Haute-Police ; ils peuvent être interdits temporairement de l'exercice de leurs droits politiques ; mais le délai de l'interdiction expiré, ils rentrent dans la jouissance de leurs droits de citoyen, sans qu'ils aient besoin de se faire réhabiliter.

XVI. Un arrêté du 24 ventôse an xii, porte que la qualité de Membre de la Légion-d'Honneur se perdra, et que l'exercice en sera suspendu par les mêmes causes que celles qui font perdre ou qui font suspendre les droits de citoyen Français.

ARTICLE DCXXXV.

Les peines portées par les arrêts ou jugemens rendus en matière criminelle, se prescriront par vingt années révolues, à compter de la date des arrêts ou jugemens.

Néanmoins le condamné ne pourra résider dans le département où demeureraient, soit celui sur lequel ou contre la propriété duquel le crime aura été commis, soit ses héritiers directs.

Le Gouvernement pourra assigner au condamné le lieu de son domicile.

OBSERVATIONS.

I. L'ARTICLE 635 détermine dans sa première partie le laps de temps nécessaire pour acquérir la prescription des peines *afflictives ou infamantes*.

Il le fixe à vingt années *révolues*, à compter de la date de l'arrêt ou du jugement qui a prononcé la condamnation.

Ainsi deux points aujourd'hui bien constans :

Le premier, que dans le cas de condamnation à des peines afflictives ou infamantes, la prescription commence à courir du jour de l'arrêt ou du jugement de condamnation.

Le deuxième, que quand il s'est écoulé vingt années révolues depuis cette époque, il y a prescription *irrévocablement* acquise.

L'article 635 ne faisant aucune exception, il en résulte que la prescription, en cette matière, court aussi bien en faveur du *contumax*, qu'en faveur de l'accusé qui a été *contradictoirement* condamné.

Il en résulte également que l'accusé *contumax*, dont la peine se trouve éteinte par la prescription, ne peut y renoncer; ce qui est fondé sur ce que l'accusé n'est pas le maître de sa vie, et qu'il ne pourrait être remis en jugement sans courir le risque d'être *condamné*.

Cette réflexion n'échappa pas à M. d'Aguesseau, *loc. cit.*, et l'arrêt qui intervint fut conforme à son opinion : la demande du *contumax*, qui tendait à être mis de nouveau en jugement, fut rejetée.

II. La prescription de vingt ans établie par l'art. 635, ne libère le condamné que de la peine publique.

La prescription des réparations qui ont été adjugées à la partie civile est régie par d'autres lois.

La prescription de la peine ne relève pas non plus le condamné des incapacités qu'il a encourues par sa condamnation.

III. Quoique la prescription soit acquise, le condamné ne peut établir sa résidence dans le *Département* qu'habite celui sur lequel ou contre la propriété duquel le crime a été commis, ni même dans le Département où les héritiers directs de celui-ci ont leur domicile.

Par héritiers *directs*, le Code d'instruction criminelle entend les ascendans et les descendans, et non les *collatéraux* ni les héritiers testamentaires ou donataires, même à titre universel.

Si le condamné contrevenait à cette disposition de l'art. 635, les parties intéressées pourraient en porter leur plainte au Gouvernement, par l'intermédiaire du Procureur-Général-Impérial du ressort, ou du Préfet du Département.

Elles auraient bien aussi une action directe à exercer contre le condamné pour l'y contraindre; mais la voie administrative présente moins d'inconvéniens.

IV. Lorsque le Gouvernement a assigné au condamné le lieu de sa résidence, il est tenu de s'y fixer.

S'il refusait de le faire, ou qu'ayant exécuté l'ordre, il eût, sans autorisation, quitté le lieu qui lui aurait été indiqué, pour s'établir ailleurs, le Gouvernement pourrait le faire détenir dans une maison de correction par mesure de Haute-Police (art. 45 du Code pénal); car, malgré que le condamné ait prescrit sa peine, il n'en reste pas moins *repris de Justice*, et tout *repris de Justice* reste sous la surveillance de la Haute-Police, jusqu'à sa réhabilitation. (Art. 47, *ibid.*) De sorte

que le condamné qui a prescrit sa peine, y demeure toute sa vie, puisqu'il ne peut être réhabilité.

V. Le *déporté* qui est rentré sur le territoire de l'Empire, doit être condamné aux travaux forcés à *perpétuité*, pour le fait seul d'avoir enfreint son ban. (*Art. 17, 2.º alinéa, ibid.*)

Dans le même cas, le condamné au *bannissement* doit être condamné à la *déportation*. (*Art. 33, ibid.*)

Mais, avant de prononcer la condamnation, il doit être procédé à la reconnaissance de l'*identité* de l'individu prévenu d'avoir enfreint son ban.

VI. Sur les condamnations au *bannissement* prononcées d'après l'ancien Code pénal de la Hollande, il faut consulter le décret impérial du 18 août 1811, déclaré commun aux Départemens Anseatiques, par décret du 18 février 1812.

ARTICLE D CXXXVI.

Les peines portées par les arrêts ou jugemens rendus en matière correctionnelle, se prescriront par cinq années révolues, à compter de la date de l'arrêt ou jugement rendu en dernier ressort, et, à l'égard des peines prononcées par les Tribunaux de première instance, à compter du jour où ils ne pourront plus être attaqués par la voie de l'appel.

OBSERVATIONS.

I. L'ARTICLE 636 fixe à cinq ans, au lieu de dix, la prescription des peines de police correctionnelle; mais c'est de même, à compter de la date du jugement en dernier ressort, qu'elle commence à courir.

Les cinq années doivent être *accomplies*.

II. Les art. 635 et 636 ne prennent en aucune considération le délai accordé au condamné pour faire son recours en cassation contre l'arrêt ou le jugement qui a prononcé la condamnation.

Le condamné aurait donc exercé son recours contre l'arrêt ou le jugement qui aurait prononcé sa condamnation, que ce n'en serait pas moins à la date de l'arrêt ou du jugement de condamnation qu'il faudrait s'attacher.

III. Il en serait de même du cas où l'opposition aurait été recevable; car l'arrêt ou le jugement qui a prononcé la condamnation par défaut, n'en a pas moins le caractère du dernier ressort.

Si l'opposition avait été formée dans le délai, la prescription ne commencerait à

courir que du jour qu'il y aurait été prononcé ; attendu que par l'effet de l'opposition, la culpabilité de l'accusé aurait été remise en question.

IV. La seconde partie de l'art. 636 présente plus de difficultés, non pas quant au principe qu'elle établit, mais dans son application.

Lorsque le jugement a été rendu *contradictoirement*, le délai de l'appel court à compter du jour de la prononciation ; mais lorsqu'il l'a été par défaut, il ne court que du jour de la notification au condamné.

C'est la disposition de l'art. 203 du Code d'instruction criminelle. L'art. 205, *ibid.* accorde à l'Officier du Ministère public du Tribunal qui doit connaître de l'appel, le délai d'un mois ou de deux mois, suivant les circonstances, pour déclarer le sien.

De là naissent plusieurs questions.

On demande d'abord, si le délai de la prescription doit commencer à courir à compter du jour que le condamné s'est rendu non-recevable à se rendre appelant ; ou s'il ne commence à courir que du jour où l'Officier du Ministère public a lui-même perdu le droit d'interjeter appel.

On demande en second lieu, si le défaut de notification, *pendant cinq ans* ; donne au jugement par défaut le caractère du dernier ressort.

En troisième lieu, si le défaut de poursuites sur l'appel, *pendant trois années*, peut produire l'effet d'interrompre la prescription.

V. La prescription est une faveur qu'accorde la loi ; c'est une exception au droit commun.

Mais cette faveur, cette exception autorisée par la loi, n'est que *conditionnelle* ; elle n'est que pour le cas où il s'est écoulé plus de cinq ans, depuis que le jugement n'a plus été susceptible de l'appel ; et l'on ne peut dire qu'un jugement ne soit plus susceptible d'appel, lorsque l'appel est encore recevable.

Or, l'appel est toujours recevable de la part du Ministère public, tant qu'il ne s'est pas écoulé un mois ou deux mois, suivant les circonstances, quoique le condamné lui-même ait laissé passer le délai de se pourvoir dans son intérêt.

Pour que le système contraire fût soutenable, il faudrait que l'art. 636 eût déclaré que le délai de la prescription courrait à compter du jour où le condamné ne serait plus recevable à attaquer le jugement par la voie de l'appel ; et l'art. 636 porte d'une manière générale et sans restriction, que la prescription ne courra que du jour où le jugement ne pourra être attaqué par la voie de l'appel ; ce qui renferme une disposition absolue.

VI. La seconde question proposée se résout par la simple observation, qu'aucun article du Code ne porte, qu'après cinq ans révolus sans que le jugement ait été notifié, il sera réputé en dernier ressort.

Suppléer au silence de la loi sur ce point, ce serait établir une exception qu'elle n'a pas autorisée, et qu'elle a même implicitement condamnée en ne déclarant pas non-recevable l'appel du jugement par défaut, qui est interjeté après les cinq ans.

VII. La troisième question présente une difficulté plus sérieuse, en ce que le défaut de poursuite pendant trois ans éteint l'action, et qu'il y a réellement discontinuation de poursuite pendant trois ans, dans l'espèce, puisque l'on suppose qu'il y a eu appel du jugement, et qu'il s'est écoulé plus de trois ans sans qu'il y ait été prononcé.

Les dispositions des art. 637 et 638, lues superficiellement, semblent donner du poids à la manière d'appliquer ainsi l'art. 636; mais tout le mérite du système s'évanouit à la lecture attentive de l'art. 637, que l'art. 638 a déclaré commun aux matières correctionnelles.

L'action ne s'éteint, en effet, aux termes de l'art. 637, que quand dans l'intervalle de dix années, réduit à trois ans par l'art. 638, il n'a pas été fait d'actes de poursuite ou d'instruction, suivis de jugement.

Les règles établies pour la prescription en matière civile ne sont pas applicables à l'espèce, pour laquelle il en a été établi de particulières et de spéciales.

Aussi le Code d'instruction criminelle ne porte-t-il pas que sur l'appel en matière correctionnelle, on suivra les règles de procéder établies pour les matières civiles; comme il l'a fait pour les matières de police, par l'art. 174.

VIII. Le condamné par défaut aurait notifié le jugement à l'Officier du Ministère public établi près le Tribunal qui doit connaître de l'appel, que s'il ne s'était pas lui-même rendu appelant, la prescription n'aurait pas commencé à courir; car il n'aurait pu établir cette forclusion contre lui-même: dès que son appel serait encore recevable, la prescription n'aurait pu commencer à courir.

ARTICLE D C X X X V I I.

L'action publique et l'action civile résultant d'un crime de nature à entraîner la peine de mort ou des peines afflictives perpétuelles, ou de tout autre crime emportant peine afflictive ou infamante, se prescriront après dix années révolues, à compter du jour où le crime aura été commis, si dans cet intervalle il n'a été fait aucun acte d'instruction ni de poursuite.

S'il a été fait dans cet intervalle des actes d'instruction ou de poursuite non suivis de jugement, l'action publique et l'action civile ne se prescriront qu'après dix années révolues, à compter du dernier

acte, à l'égard même des personnes qui ne seraient pas impliquées dans cet acte d'instruction ou de poursuite.

OBSERVATIONS.

I. Les art. 635 et 636 ne se sont occupés de la prescription que sous le rapport des *peines*.

Les art. 637 et 638 s'en occupent sous le rapport des crimes et des délits considérés *en eux-mêmes*.

Ils déterminent les délais après lesquels ceux qui sont prévenus de les avoir commis, ne peuvent être recherchés.

II. Lorsque le fait imputé au prévenu est de nature à emporter une peine afflictive ou infamante, il faut une révolution *de dix années* sans poursuite, pour que la prescription soit acquise.

Il n'en faut que *trois*, lorsque le délit imputé au prévenu est de nature à être puni correctionnellement.

III. Lorsque, dans les dix ou dans les trois années il a été fait des poursuites, soit par la voie criminelle, soit par la voie civile, et que ces poursuites n'ont pas été suivies de *jugement*, le délai commence à courir à compter du dernier acte.

S'il est intervenu un *jugement*, il faut que la prescription de la *peine* soit acquise pour qu'il n'y ait plus lieu à recherches.

IV. La prescription du *délit* emporte la déchéance de l'action civile, comme celle de l'action criminelle; mais il n'en est pas de même de la prescription de la *peine*.

La prescription de la peine serait acquise, que la partie civile serait recevable à demander l'exécution de l'arrêt de condamnation, dans son intérêt privé, s'il ne s'était pas encore écoulé trente années depuis que le jugement aurait été rendu, ou s'il avait été fait de la part du créancier des actes interruptifs de la prescription.

V. Les actes d'instruction et de poursuite dans les dix ou dans les trois années, suivant la nature des crimes ou des délits, interrompent le cours de la prescription, non-seulement à l'égard des personnes contre lesquelles les poursuites ont été *dirigées*, mais même à l'égard de leurs *complices*.

VI. L'article 637 renferme une disposition tellement générale et absolue, que, quelle que soit la nature du crime imputé au prévenu, la prescription commence à courir du jour qu'il a été commis.

Ainsi l'auteur même d'un faux, trouve son absolution dans le laps de dix années écoulées sans poursuite.

Mais il ne faut pas conclure, de ce que l'auteur du faux ne pourrait être recherché après l'expiration des dix années, que celui qui aurait fait *usage* de la pièce fautive, sachant qu'elle était fautive, ne pourrait plus être mis en jugement, s'il en avait fait usage depuis moins de dix années.

L'usage fait sciemment d'une pièce fausse, constitue en effet un délit *principal*; de sorte que si cet usage avait été fait *depuis* moins de dix années, celui qui s'en serait rendu coupable, ne pourrait se prévaloir utilement de ce que le faux aurait été *commis antérieurement*.

VII. Nous devons ici reproduire une observation très-judicieuse de l'Auteur du *Manuel d'instruction criminelle*; c'est que la prescription du crime de faux, ne peut empêcher que le procès soit fait à la pièce par la voie du faux *incident*, lors même que l'auteur du faux serait *connu*, et qu'il serait encore *vivant*.

VIII. La règle établie par l'art. 637 reçoit une exception pour le cas où il s'agit de crimes *successifs*; mais c'est plutôt par application des principes de la matière, que par une dérogation aux dispositions de l'article cité; car, du moment que la prescription ne doit commencer à courir que du jour que le crime a été *commis*, elle ne doit réellement courir que de l'instant qu'il a *cessé de se commettre*; et les crimes *successifs* ne cessent de se commettre, que lorsque celui qui s'en est rendu coupable est parvenu aux fins qu'il s'était proposées.

IX. Mais quels sont les crimes véritablement *successifs*?

Ce sont ceux qui se perpétuent et qui se renouvellent à chaque instant; ceux qui mettent celui qui s'en rend coupable dans un état de crime permanent.

Aller au-delà, ce serait confondre toutes les idées: on ne s'y reconnaîtrait plus.

Le rapt est un crime *successif*, car, il se perpétue tant que le ravisseur tient en sa puissance la personne qu'il a enlevée.

Chaque jour, chaque heure qui s'écoule constitue un nouveau crime.

Il en est de même du cas où des brigands ont attenté à la liberté individuelle d'un citoyen; tant qu'ils continuent à le retenir, le crime de détention arbitraire se perpétue.

Mais il n'en est pas ainsi du vol qui ne constitue qu'un délit fugitif, qui se consomme par l'enlèvement de la chose volée.

Le crime ne consiste pas en effet à conserver la chose d'autrui, mais à l'en dépouiller.

X. Vainement dirait-on que celui qui conserve la chose volée ne commet pas moins un crime *successif*, que celui qui tient en sa puissance la personne qu'il a enlevée.

Conserver la chose d'autrui, c'est bien se rendre coupable d'une injustice, mais ce n'est pas commettre le crime de vol, qui a été consommé par l'enlèvement de la chose volée: ce qui le constitue, c'est l'enlèvement furtif de la chose; tandis que le ravisseur qui retient la personne qu'il a enlevée, renouvelle à chaque instant le crime de rapt, par l'opposition qu'il met à ce que la personne qu'il tient dans sa dépendance recouvre sa liberté.

Il ne résulte pas de là, que le crime de rapt ou de détention arbitraire soit imprescriptible ; ce qui en résulte seulement, c'est que la prescription ne commence à courir que du jour que le crime a cessé, ce qui est conforme aux principes ; car, pour établir la prescription, il faut nécessairement un laps de temps intermédiaire, entre l'instant où le crime a été commis, et celui où la loi le considère par fiction, comme n'ayant pas existé.

ARTICLE DCXXXVIII.

Dans les deux cas exprimés en l'article précédent, et suivant les distinctions d'époques qui y sont établies, la durée de la prescription sera réduite à trois années révolues, s'il s'agit d'un délit de nature à être puni correctionnellement.

OBSERVATIONS.

I. Cet article rend communs aux prévenus de délits, les principes établis dans l'art. 637, pour la prescription des crimes : mais il réduit à trois années le temps nécessaire pour l'acquérir, lorsqu'il n'a pas été fait de poursuite dans ce laps de temps ; ou, s'il en a été fait, lorsque depuis le dernier acte il s'est écoulé trois années sans qu'il soit intervenu de jugement.

II. L'action civile se prescrit, en matière correctionnelle comme en matière criminelle, par le même laps de temps que l'action publique.

L'art. 638 ne le dit pas d'une manière aussi expresse que l'art. 637 ; mais l'article 638 confirme implicitement toutes les dispositions de l'art. 637, auquel il n'a dérogé que quant au délai de la prescription.

III. Ce que nous avons dit des *crimes successifs* ne peut recevoir aucune application aux *délits* ; car aucun délit prévu par les lois pénales, ne présente ce caractère.

IV. Toutes les autres observations que nous avons faites sur le précédent article s'appliquent naturellement aux dispositions de l'art. 638.

ARTICLE DCXXXIX.

Les peines portées par les jugemens rendus pour contraventions de police seront prescrites après deux années révolues ; savoir, pour les peines prononcées par arrêt ou jugement en dernier ressort, à compter du jour de l'arrêt, et, à l'égard des peines prononcées par les Tribunaux de première instance, à compter du jour où ils ne pourront plus être attaqués par la voie de l'appel.

OBSERVATIONS.

I. Les *peines de police* prononcées par arrêts ou par jugemens en dernier ressort, se prescrivent par *deux années* révolues, à compter du jour de l'arrêt ou du jugement.

II. Lorsque la peine de police a été prononcée par un jugement de première instance, la prescription ne commence à courir qu'à compter du jour où le jugement ne peut plus être attaqué par la voie de *l'appel*; de sorte que, tant que le jugement est susceptible d'appel, la prescription ne peut commencer à courir : nous en avons donné les motifs.

L'appel interjeté arrête le cours de la prescription, mais pendant une année seulement, à compter de la date de sa notification; ce qui est *particulier aux contraventions de police*.

III. L'art. 639 ne parlant pas de l'opposition qui peut être formée aux arrêts ou jugemens rendus par défaut en matière correctionnelle et de police, il laisse dans l'incertitude la question de savoir si la prescription doit commencer à courir pendant le délai de l'opposition; mais cette question doit être résolue pour l'affirmative; car les articles 636 et 639 ne font aucune distinction entre les arrêts et jugemens contradictoires, et ceux qui sont rendus par défaut; et l'art. 635 n'en a de même fait aucune entre les arrêts rendus contradictoirement et les arrêts de contumace, en matière criminelle.

IV. L'art. 639 parle en général des peines portées par les jugemens *pour contraventions de police*, et non pas simplement des peines prononcées *par les Tribunaux de police*; aussi l'article ajoute-t-il que la prescription aura lieu, lorsque les peines de police auront été prononcées par des *arrêts* ou par des jugemens rendus par les Tribunaux de première instance, soit en dernier ressort, soit à la charge de l'appel: et, en effet, on n'a pas eu égard à la qualité du Tribunal qui prononce la peine pour fixer le délai de la prescription, mais à la nature du crime, du délit ou de la contravention, qui a déterminé l'application de la peine.

V. Ainsi les peines correctionnelles ou de simple police auraient été prononcées par contumace, sur prévention de crime, qu'elles se trouveraient prescrites par le laps de cinq et de deux années, suivant leur nature; de sorte qu'il n'y aurait pas lieu de remettre l'accusé en jugement, s'il n'avait été prononcé contre lui que des peines correctionnelles ou de police, et que la prescription en fût acquise, lors même que la condamnation aurait été prononcée par une Cour d'Assises ou Spéciale. C'est ce que nous avons déjà établi sur l'art. 476,

ARTICLE DCXL.

L'action publique et l'action civile pour une contravention de police, seront prescrites après une année révolue, à compter du jour où elle aura été commise, même lorsqu'il y aura eu procès-verbal, saisie, instruction ou poursuite, si dans cet intervalle il n'est point intervenu de condamnation; s'il y a eu un jugement définitif de première instance, de nature à être attaqué par la voie de l'appel, l'action publique et l'action civile se prescristront après une année révolue, à compter de la notification de l'appel qui en aura été interjeté.

OBSERVATIONS.

I. APRÈS avoir indiqué dans l'art. 639, les règles à suivre pour le cas de condamnation à des peines de police par arrêt ou par jugement en dernier ressort, et après avoir décidé que la prescription de la peine ne peut s'acquérir en cet état de choses que par le laps de deux années révolues, le Législateur restreint, en l'art. 640, le délai de la prescription à une année, pour le cas où il ne serait pas intervenu de jugement de condamnation.

Ce n'est pas seulement alors la *peine* qui est prescrite, mais l'*action* elle-même.

L'art. 640 ne veut pas même qu'aucun acte puisse interrompre le cours de cette prescription d'une année.

Un jugement de condamnation est seul capable d'opérer cet effet.

Lors donc qu'il n'est pas intervenu de jugement de condamnation dans l'année, la personne offensée n'est pas plus recevable à exercer son action devant les Tribunaux civils que devant les Tribunaux de police, puisque l'action civile ne peut avoir que la même durée que l'action publique.

II. Pour interrompre la prescription en matière de police, il ne suffit pas même qu'il soit intervenu un jugement; il faut qu'il y ait eu *condamnation du prévenu*; d'où suit que quand il serait intervenu un jugement de renvoi du prévenu, avant l'expiration de l'année, si le plaignant ne l'avait pas fait réformer dans le cours de la même année, il devrait être déclaré non-recevable dans son action.

III. Lorsqu'il est intervenu dans l'année un jugement de condamnation, il faut distinguer le cas où il a été rendu en dernier ressort, de celui où il est sujet à l'appel.

Dans le premier, l'affaire rentre dans l'application de l'art. 639.

Dans le deuxième, la prescription est *suspendue* pendant un nouveau délai d'une année, à compter de la signification de l'appel; et si l'année s'écoule sans qu'il soit intervenu un jugement confirmatif, l'action publique et l'action civile

sont éteintes, comme s'il n'était intervenu en première instance qu'un jugement de renvoi, ou qu'il n'en fût intervenu aucun.

Il est dès-lors dans l'intérêt de la vindicte publique et dans celui de la partie civile, de poursuivre sans retard la confirmation du jugement ; car il ne faut pas s'attendre à ce que le prévenu fasse personnellement aucune diligence pour faire prononcer sur son appel.

IV. Une chose qui peut paraître assez extraordinaire, c'est que les articles 639 et 640 ne parlent pas *nommément* des Tribunaux de police, quoique ce soient ces Tribunaux qui sont naturellement appelés à connaître des contraventions de police.

Si ces articles se sont occupés plus spécialement des Tribunaux de première instance et des Cours, c'est afin qu'il ne reste aucun doute que la prescription d'une année ne soit la seule applicable, quand il résulte du jugement ou de l'arrêt qu'il n'a réellement été commis qu'une contravention de police ; ce qui est fondé en raison, car le Ministère public, ni la partie civile n'ont pu distraire le prévenu de sa juridiction, en cherchant à aggraver ses torts, pour tripler ainsi à leur gré le délai fixé par la loi pour l'accomplissement de la prescription.

V. Si le jugement de condamnation à des peines de police rendu en dernier ressort, a été attaqué par la voie de cassation, et que le recours ait réussi, y a-t-il prescription de l'action, lorsqu'il s'est écoulé plus d'une année depuis que le délit a été commis ?

Le Code d'instruction criminelle n'a pas prévu le cas ; mais comme l'art. 640 ne prononce la déchéance de l'action, que lorsqu'il n'est pas intervenu de jugement de condamnation dans l'année, et que, dans l'espèce, il en est intervenu un, nous ne pensons pas que la déchéance doive être prononcée ; sauf à obtenir un nouveau jugement de condamnation dans l'année, à compter du jour où l'annulation du premier a été prononcée par la Cour de cassation.

S'il pouvait rester du doute sur cette manière d'appliquer la disposition de l'art. 640, il se trouverait levé par la disposition de l'art. 427.

Quel serait le but, en effet, du renvoi de l'affaire à un autre Tribunal, s'il y avait déchéance de l'action ?

Cependant, voyez un arrêt du 3 nivôse an xi, dont nous rapportons l'espèce et le dispositif, page 769, N^o. 12.

ARTICLE DCXLI.

En aucun cas, les condamnés par défaut ou par contumace, dont la peine est prescrite, ne pourront être admis à se présenter pour purger le défaut ou la contumace.

OBSERVATIONS.

I. Les peines prononcées par défaut ou par contumace se prescrivent par le même laps de temps que celles qui ont été appliquées par un jugement ou un arrêt contradictoire ; mais si les condamnés par contumace jouissent de cet avantage, il ne leur reste plus aucun moyen de faire prononcer la révocation de l'arrêt ou du jugement de condamnation, à compter du jour où la prescription se trouve acquise, lors même qu'ils seraient en état de se justifier pleinement.

II. Ainsi, le condamné par contumace à une peine afflictive ou infamante, devient par le fait seul de sa condamnation, justiciable des Cours Spéciales, à raison du nouveau crime dont il est prévenu ; car il ne peut user du bénéfice de la réhabilitation qui n'est accordée qu'à ceux qui ont *subi* leur peine.

III. Les coupables condamnés à un emprisonnement correctionnel de plus d'une année, peuvent être, en cas de nouveau délit, condamnés au *maximum* de la peine portée par la loi, et cette peine peut même être élevée jusqu'au double.

L'art. 58 du Code pénal ajoute qu'en pareil cas le condamné sera mis sous la surveillance spéciale du Gouvernement.

IV. Il est donc du plus grand intérêt pour l'accusé comme pour le prévenu condamné par défaut ou par contumace, lorsqu'il est innocent, de réclamer, avant que la peine à laquelle il a été condamné, soit éteinte par la prescription.

V. La prescription de la peine, qui rend le condamné non-recevable à revenir contre le jugement, ne met pas la partie civile en déchéance de poursuivre le paiement des adjudications qu'elle a obtenues.

VI. Mais, de ce que l'arrêt ou le jugement a acquis la force de chose jugée contre le condamné, quant à la peine, s'ensuit-il que le condamné soit également non-recevable à attaquer l'arrêt ou le jugement, sous le rapport des intérêts civils ?

Nous examinerons cette question sur l'article suivant, auquel elle se rapporte plus directement.

ARTICLE DCCXLII.

Les condamnations civiles portées pas les arrêts ou par les jugemens rendus en matière criminelle, correctionnelle ou de police, et devenus irrévocables, se prescrivent d'après les règles établies par le Code Napoléon.

OBSERVATIONS.

I. Les condamnations civiles prononcées sur la poursuite des crimes, des délits et

des contraventions, ne se prescrivent pas d'après les règles établies pour la prescription des peines.

Le même délai, sous le rapport de la prescription, ne régit les deux actions, que jusqu'à l'instant où il est intervenu un arrêt ou un jugement irrévocable.

L'intérêt de la vindicte publique et celui de la partie civile n'ont plus rien de commun, du moment que la condamnation est prononcée.

Aussi, le Code d'instruction criminelle laisse-t-il à l'Officier du Ministère public et à la partie civile, le soin de faire exécuter l'arrêt ou le jugement, chacun dans les dispositions qui le concernent.

II. Le Code d'instruction criminelle fixe les délais de la prescription, quant à la *peine* ; mais il n'établit pas de règles particulières pour ce qui regarde les *condamnations civiles*.

L'art. 642 se borne à renvoyer, sur ce point, aux dispositions du Code Napoléon ;

Et comme il s'agit de l'exercice d'une action personnelle, c'est à l'art. 2262 de ce Code qu'il faut recourir.

Le délai pour prescrire les condamnations *civiles* est donc de *trente ans* ; car elles ne rentrent pas dans les dispositions exceptionnelles de l'art. 2264 du même Code.

Cette prescription peut être interrompue par toutes les voies autorisées pour interrompre la prescription des autres actions civiles.

III. Mais, pour que la partie civile conserve ses droits, il faut qu'il y ait eu condamnation prononcée par un arrêt ou par un jugement devenu irrévocable, c'est-à-dire, qui ne puisse plus être attaqué par aucune voie légale.

Ici revient naturellement l'examen de la question que nous avons présentée sous le n.º VI du précédent article, et qui consiste à savoir, si la prescription de la peine, qui rend ce chef de l'arrêt irrévocable contre le contumax, le rend également irrévocable dans l'intérêt de la partie civile.

Le condamné ne peut poursuivre la révocation de l'arrêt dans sa partie pénale, parce qu'il y serait sans intérêt, du moment que l'arrêt de condamnation ne peut lui être opposé pour lui faire subir la peine qu'il a encourue.

Mais les condamnations civiles n'en subsistent pas moins, quoique la peine se trouve éteinte par la prescription ; de sorte que le condamné a intérêt à faire prononcer la révocation du jugement sous ce rapport.

IV. Le Code Napoléon a décidé, par l'article 31, une question qui a beaucoup d'analogie avec celle-ci.

Cet article porte, que si le contumax meurt dans les cinq ans de sa condamnation sans s'être représenté, l'arrêt doit être considéré comme non avenu, sauf à la partie civile à se pourvoir par nouvelle action contre les héritiers du condamné, devant les Tribunaux civils.

Pourquoi n'en serait-il pas de même , lorsque l'arrêt ne peut plus produire d'effet dans l'intérêt de la vindicte publique ; par suite de la prescription de la peine ?

Il semble qu'il y a même raison de décider.

V. Cependant il existe une différence très-remarquable entre les deux cas.

Lorsque le condamné décède dans les cinq ans, il meurt dans l'intégrité de son état ; c'est comme s'il n'était jamais intervenu contre lui d'arrêt de condamnation ; et comme la condamnation à des réparations civiles n'est que l'accessoire de la déclaration de culpabilité, dès que la culpabilité s'évanouit aux yeux de la loi, l'accessoire de la culpabilité doit suivre le même sort.

Au contraire, lorsque le condamné n'échappe à la peine que par le moyen de la prescription, sa culpabilité n'en reste pas moins écrite dans le jugement ou dans l'arrêt d'une manière ineffaçable.

Le Code suppose par *fiction*, que le jugement a été réellement exécuté.

La prescription acquise a rendu la condamnation irrévocable ; et c'est tout ce qu'exige l'art. 642, pour autoriser la partie civile à en poursuivre l'exécution.

Il y aurait de l'absurdité à supposer que l'accusé qui a été condamné comme coupable du crime qui lui a été imputé, et qui ne peut revenir contre la déclaration de culpabilité prononcée contre lui, fût cependant recevable à contester à la partie civile le paiement des adjudications qu'elle aurait obtenues par suite de cette déclaration de culpabilité.

ARTICLE DCXLIII.

Les dispositions du présent Chapitre ne dérogent point aux lois particulières relatives à la prescription des actions résultant de certains délits ou de certaines contraventions.

OBSERVATIONS.

I. LA Jurisprudence de la Cour de cassation avait consacré ce principe, avant que l'art. 643 du Code d'instruction criminelle l'eût converti en disposition législative.

Il n'en était pas moins important que le Législateur s'en expliquât d'une manière aussi formelle, afin de fermer la voie à toute réclamation contre le système établi ; car les usages qui semblent le mieux affermis n'ont qu'une existence précaire, tant qu'ils n'ont pas reçu le sceau de l'autorité législative.

Ainsi, il n'est plus permis d'élever de doute sur la question de savoir si les lois qui ont établi des prescriptions *particulières*, doivent continuer à recevoir leur exécution, malgré les dispositions *générales* du Code d'instruction criminelle.

II. L'art. 8, Tit. IX de la loi du 29 septembre 1791, a établi un mode particu-

lier pour prescrire en matière forestière. Cet article est ainsi conçu : « Les actions en » réparation de délits, seront intentées au plus tard dans les trois mois qu'ils auront » été reconnus, lorsque les délinquans seront *désignés* dans les procès-verbaux ; à » défaut de quoi, *elles seront éteintes et prescrites*. Le délai sera d'un an si les dé- » linquans *n'ont pas été connus*. »

Ce n'est pas d'une connaissance vulgaire que parle l'article cité ; elle doit être constatée par écrit ; mais le procès-verbal qui donnerait cette connaissance serait irrégulier, qu'il n'en ferait pas moins courir le délai de la prescription ; attendu que l'Administration n'en aurait pas moins été instruite de l'existence du délit ; ce qui suffit pour remplir le vœu de la loi.

III. S'il avait été dressé plusieurs procès-verbaux, ce serait à la date du *premier* qu'il faudrait s'arrêter.

La Cour de cassation le décida ainsi par arrêt du 2 janvier 1806.

Elle jugea de plus, le 23 juillet 1807, que le délai de la prescription commence à courir du jour où le procès-verbal a été *rédité*, et non pas seulement de celui où il a été *enregistré*.

Mais si le délinquant n'était pas dénommé dans le procès-verbal, le délai de trois mois se prolongerait à une année.

IV. L'article cité de la loi de 1791, est applicable aux délits et aux contraventions commises dans les bois des *particuliers*, comme aux délits et aux contraventions commises dans les forêts de l'*Etat*, des *Communes* et des *établissements publics*.

Il n'y a d'exception que pour les cas mentionnés dans les art. 37, 38 et 39 du deuxième Titre du Code rural, qui ont mis certaines contraventions forestières au nombre des contraventions *rurales*.

C'est la prescription établie par l'article 8, Section 7, Titre I.^{er} du Code rural, qu'il faut appliquer à ces contraventions.

V. La prescription ayant été prononcée d'une manière absolue par l'article cité de la loi forestière de 1791, la Cour de cassation jugea, le 26 février 1807, qu'elle doit être suppléée par les Juges, attendu qu'il ne peut être fait de poursuite que dans le cas de délit ou de contravention, et que la loi a déclaré le fait qui constitue le prétendu délit ou la prétendue contravention, *éteint et prescrit* lorsque la prescription est acquise.

Par une conséquence de ce principe, il a été constamment jugé que la prescription peut être proposée sur l'*appel*, lors même qu'elle ne l'a pas été en première instance, le silence du défendeur ne pouvant convertir en délit un fait qui n'en constitue pas réellement un aux termes de la loi.

VI. Mais la prescription peut-elle être opposée devant la Cour de cassation, lorsqu'elle ne l'a été ni en première instance ni en appel ?

La question se présenta le 26 février 1807, au rapport de M. Seignette, M. le Procureur-Général portant la parole ; et il fut jugé à la majorité de onze voix contre trois, que la prescription pouvait être utilement proposée en cassation ; attendu que l'action se trouvant *éteinte* par la disposition de la loi, il ne pouvait pas plus appartenir à la Cour de cassation qu'aux Tribunaux de première instance et d'appel de la faire revivre.

VII. Le 18 décembre 1807, au rapport de M. Vergès, il fut jugé que l'action introduite par la voie criminelle, à la requête du délinquant, contre le Garde forestier, n'avait pu produire l'effet d'interrompre le cours de la prescription du délit.

Dans une circulaire de Son Exc. le Grand-Juge Ministre de la Justice, on trouve le même principe établi d'une manière générale.

Cette circulaire, sous la date du 30 août 1808, porte qu'une exception peut bien faire tomber une demande, mais qu'elle ne peut en constituer une ; de telle sorte que l'exception de prescription proposée contre une demande, peut bien avoir l'effet de faire rejeter la demande, mais ne peut produire celui d'interrompre la prescription d'une action qui serait formée reconventionnellement par le défendeur.

VIII. La *plainte* qui aurait été portée à la requête de l'Administration contre le délinquant, produirait-elle l'effet d'interrompre la prescription ?

Deux fois la question s'est présentée : la première au mois de février 1807, au rapport de M. Rataud ; la deuxième, le 23 juillet suivant.

Dans la première espèce, le recours du délinquant contre l'arrêt qui l'avait condamné fut rejeté, attendu que dans les trois mois il avait été *décerné* contre lui un mandat d'ameuer, et que dans le même délai il avait subi interrogatoire.

Dans la deuxième, il fut jugé que la dénonciation faite au Magistrat de *sûreté* n'avait pas arrêté le cours de la prescription, attendu que ce Magistrat n'en avait pas fait le renvoi dans les trois mois au Directeur du Jury.

IX. Si le renvoi avait été fait dans les trois mois, et que le Directeur du Jury n'eût pas *décerné* de mandat dans le même délai, aurait-il fallu en conclure qu'il y aurait eu action intentée dans les trois mois contre le délinquant ?

La Cour de cassation jugea, par arrêt du 28 décembre 1809, qu'en pareil cas, il n'y a pas de prescription acquise ; « attendu, qu'aux termes des art. 8 et 9 du Code » du 3 brumaire an iv, la prescription d'un délit ne peut s'acquérir par le laps de » temps que la loi a déterminé, que dans le cas où il n'a été fait *aucune poursuite* ; » et que les poursuites dirigées dans l'espèce contre le délinquant, avaient empêché » le cours de la prescription. »

Il s'agissait d'un délit de chasse commis le 16 août, dont la prescription pouvait s'acquérir par le laps d'un mois sans poursuite.

Le 27 du même mois, une plainte avait été portée au Magistrat de sûreté; celui-ci en avait ordonné la communication au Directeur du Jury, qui avait rendu, le 7 septembre suivant, une ordonnance tendant à l'instruction de la procédure.

Des témoins avaient été cités le 14, et ils avaient été entendus le 16.

Le contrevenant avait été cité le 27 devant le Tribunal correctionnel, et ce jour était hors du délai, si la plainte et l'ordonnance n'avaient pas produit l'effet d'interrompre la prescription.

X. M. Merlin, qui rappelle cet arrêt dans ses Questions de droit, n'y ajoute aucune observation; mais dans son Répertoire de Jurisprudence, troisième édition, tome 9, page 554, deuxième colonne, n.º 3, il pose en principe *que la plainte, l'information, et le décret même, quand il n'est pas exécuté, ne produisent aucune interruption.*

Ce principe a toujours été enseigné; les Criminalistes l'ont tous professé.

Aussi la Cour de cassation qui a rendu l'arrêt du 28 décembre 1809, l'a-t-elle principalement fondé sur les dispositions du Code de brumaire an iv; ce qui laisse la question entière sous l'empire du Code d'instruction criminelle.

Si le Code d'instruction criminelle parle aussi des poursuites capables d'interrompre la prescription à l'égard même des personnes qui n'y ont pas été comprises, il maintient par une disposition formelle (*art. 643*), les règles de prescription spécialement établies pour certains genres de délits et de contraventions; ce que ne faisait pas le Code de brumaire an iv, et ce que la Jurisprudence seule avait établi.

XI. Ce n'est pas aux lois générales qu'il faut recourir pour la solution d'une question proposée, lorsqu'il existe des lois particulières qui y sont relatives, et que ces lois ne présentent aucune équivoque dans leur rédaction.

Une action suppose nécessairement une personne contre laquelle elle est dirigée; et une action n'est réellement *dirigée*, que lorsque la personne qui en est l'objet a été citée par acte signifié à sa personne ou à son domicile.

Suspendre à volonté l'exercice de l'action par une plainte clandestine, ce serait donner à la prescription un plus long cours que celui qui a été déterminé par le Législateur.

Dans l'espèce jugée le 28 décembre 1809, le contrevenant aurait pu n'être cité que six mois, qu'un an après que son délit aurait été constaté; et il n'aurait pas été mieux fondé à invoquer le bénéfice de la prescription, qu'il ne l'aurait été s'il avait été cité seulement le lendemain de l'échéance du délai. Or personne, sans doute, n'oserait soutenir que le délinquant qui n'aurait été cité que six mois, un an, deux ans après que son délit aurait été constaté, fût néanmoins non-recevable à opposer la prescription, s'il y avait eu contre lui une plainte portée, abandonnée, et reprise après un aussi long terme.

Ce serait s'écarter évidemment des termes et de l'esprit de la loi.

XII. Une citation *nulle*, donnée dans le délai, interrompt-elle la prescription ?

Ce qui est nul ne peut produire d'effet.

Ce fut d'après ce principe, que dans une matière beaucoup plus grave, la prescription fut déclarée acquise, au rapport de M. le Président Barris, le 3 nivôse an xi.

Un jugement rendu contre Baraillé, par le Tribunal criminel du département du Tarn, avait été annulé par la Cour de cassation, le 25 messidor an xii.

Baraillé s'était évadé des prisons antérieurement à l'arrêt de la Cour de cassation, et il n'avait été fait contre lui aucune poursuite par contumace.

Baraillé arrêté le 2.^e jour complémentaire an x, fut traduit devant le Tribunal criminel de la Haute-Garonne.

Son crime était prescrit, si le jugement rendu par le Tribunal criminel du département du Tarn, et l'arrêt de la Cour de cassation ne produisaient pas une interruption légale.

Dans le cas contraire, Baraillé n'était pas recevable à invoquer le bénéfice de la prescription.

Le Tribunal criminel du département de la Haute-Garonne pensa qu'il y avait eu interruption suffisante du cours de la prescription.

Il livra Baraillé aux débats, et cet accusé fut condamné.

Sur son recours en cassation la prescription fut déclarée acquise, et, par suite, l'arrêt de condamnation fut annulé :

« Attendu que le jugement de condamnation rendu par la Cour de Justice criminelle du Tarn, ayant été annulé par celui de la Cour de cassation, il était comme non avenu ;

» Et que l'arrêt de la Cour de cassation n'avait pu avoir l'effet d'un jugement de condamnation ;

» Que rien dès-lors n'avait interrompu la prescription. »

XIII. Un acte nul, de quelque nature qu'il soit, ne peut donc interrompre le cours de la prescription.

Cela peut faire d'autant moins de doute aujourd'hui, que l'art. 2247 du Code Napoléon porte que si l'assignation est nulle par défaut de forme, l'interruption de la prescription est regardée comme non avenue.

XIV. Il n'en serait pas de même si la citation avait été donnée devant un Juge incompétent, lors même que l'incompétence aurait été matérielle : c'est la disposition de l'art. 2246 du Code Napoléon qui renferme un point de législation générale.

« La citation en justice, porte cet article, donnée même devant un Juge incompétent, interrompt la prescription. »

XV. S'il n'avait été fait aucune poursuite pendant trois mois, depuis la *citation*, y aurait-il prescription de l'*action* ?

Nous ne le pensons pas.

L'art. 8, Tit. XIV de la loi du 29 septembre 1791, n'exige que l'exercice de l'action dans les trois mois, pour interrompre le cours de la prescription.

La citation donnée, les choses rentrent dans les termes du droit commun.

Il faut recourir aux dispositions des articles 638 et 640 du Code d'instruction criminelle, suivant la nature du délit ou de la contravention.

XVI. Si la citation n'avait été donnée qu'à l'un des délinquans, la prescription se trouverait-elle suspendue à l'égard des autres ?

La question est délicate.

Cependant, comme l'article cité de la loi de septembre 1791 n'exige que l'exercice de l'*action*, sans rien décider sur la question qui nous occupe, elle doit se résoudre par les principes généraux, d'après lesquels il suffit que l'action ait été introduite dans le délai, pour réserver le droit d'agir contre tous ceux qui ont coopéré au délit, ou qui en sont déclarés responsables par la loi. (*Art. 637, 2.º §, in fin.*)

C'est aussi la disposition de l'art. 2249 du Code Napoléon dont voici les termes :

« L'interpellation faite.... à l'un des débiteurs solidaires...., interrompt la prescription contre tous les autres. »

La disposition de cet article est très-applicable à l'espèce ; car tous les co-délinquans sont solidaires pour le paiement de l'amende, des dommages et des frais.

XVII. On a demandé si les défrichemens prohibés par la loi du 9 floréal an XI, constituent un délit forestier auquel soit applicable la prescription prononcée par l'art. 8, Titre IX de la loi du 29 septembre 1791.

La question se présenta à la Cour de cassation le 8 janvier 1808, sur le recours dirigé contre un arrêt rendu par la Cour de Justice criminelle du Département de Saône-et-Loire, et il fut jugé que le défrichement constituait un délit forestier soumis à la prescription de trois mois ou d'un an, suivant que le délinquant était ou non désigné dans le procès-verbal.

Mais la Cour de cassation jugea en même temps que la prescription ne pouvait produire l'effet de délier le délinquant de l'obligation que la loi de floréal an XI lui impose, de *resem*er et de mettre en nature de bois, le fonds défriché.

XVIII. L'art. 25, titre 32 de l'Ordonnance de 1669, établit une prescription particulière, pour le recouvrement des amendes forestières.

Cette prescription s'acquiert par le laps de dix ans.

XIX. Les délits de pêche rentrent dans les dispositions de la loi forestière ; ils ne constituent pas un simple délit rural.

XX. Les contraventions aux lois sur la *chasse* se prescrivent au contraire par

le laps d'un *mois* qui commence à courir à compter du jour de la contravention, et non pas seulement, comme en matière forestière, à compter de celui que le délit a été connu.

« Toute action pour délit de classe, porte l'art. 12 de la loi du 30 avril 1790, » sera prescrite par le laps d'un mois, à compter du jour que le délit a été » *commis*. »

Cette prescription est absolue comme celle qui a lieu en matière forestière; ce qui résulte de ces termes de l'article cité, *sera prescrite*.

XXI. Si le chasseur n'était pas muni d'un port-d'armes, sa contravention aux lois sur le port-d'armes ne se prescrirait pas par le même laps de temps.

Ce sont deux délits indépendans : c'est ce que la Cour de cassation a jugé par arrêts des 12 février 1808, 13 février et 10 août 1811, en autorisant des poursuites pour contravention aux lois sur le port-d'armes, lors même que le délinquant n'a commis aucune contravention aux lois sur la classe.

XXII. Mais, des termes de l'article cité de la loi du 30 avril 1790, *toute action*, il résulte que la prescription des délits de chasse est acquise par le laps d'un mois sans poursuite, lors même que la classe aurait eu lieu en temps prohibé, et que le délinquant aurait classé sur des terres closes appartenant à autrui.

XXIII. L'art. 8, Sect. VII, Tit. I.^{er} de la loi du 29 septembre 1791, plus connue sous le nom de Code rural, fixe à *un mois* le délai pour prescrire les délits ruraux.

« La poursuite des délits ruraux sera faite au plus tard dans le délai d'un mois, » soit par la partie lésée, soit par le Procureur de la Commune ou son Substitut, » s'il y en a *un*, soit par des hommes de loi commis à cet effet par la Municipalité, » faute de quoi *il n'y aura plus lieu à poursuite*. »

Cet article ne porte pas, comme le fait l'art. 8, Tit. IX de la loi forestière, qu'à défaut de poursuite dans le délai, l'action sera éteinte ou prescrite, ni comme l'art. 12 de la loi du 30 avril 1790, que l'action sera prescrite; mais il renferme la même disposition en termes équivalens : aussi la Cour de cassation jugea-t-elle, le 26 février 1807, que ces termes, *faute de quoi il n'y aura plus lieu à poursuite*, doivent produire le même effet; de sorte que tout ce que nous avons observé sous ce rapport, quant aux délits forestiers, reçoit naturellement son application aux délits ruraux.

XXIV. Mais la poursuite doit-elle être faite dans le mois à compter du jour où le délit a été *commis*, ou suffit-il que la contravention soit dénoncée dans le mois à compter du jour où le délit a été *connu*?

Le Code rural ne s'en explique pas; de sorte que l'on n'a rien pour se guider; ce qui oblige de recourir aux principes en matière de prescription.

Or, en principe général, le délai pour prescrire commence à courir du jour où le délit a été *commis*. (*Art. 637 et 640 du Code d'instruction criminelle.*)

772 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

C'est donc dans le mois, à compter du jour où le délit rural a été commis, que les poursuites doivent être commencées.

S'il en est autrement en matière forestière, c'est que la loi en renferme une disposition expresse, qui fait exception au droit commun.

XXV. En matière de *douanes*, le délai pour s'assurer de la vérité des certificats de décharge des acquits à caution, est de quatre mois.

L'Administration n'a que le même délai pour introduire son action, soit contre les soumissionnaires, soit contre les porteurs d'expédition, à raison des falsifications ou altérations qu'elle peut remarquer. (*Art. 10, Tit. III de la loi du 4 germinal an 11.*)

XXVI. L'art. 50 du décret impérial du premier germinal an XIII, établit la prescription d'un an, en faveur des redevables, contre les demandes de l'Administration des Droits-réunis, pour raison des droits qu'elle est autorisée à exiger.

Ce délai court à compter de l'époque où ils étaient *exigibles*; de sorte que l'année écoulée sans poursuite, l'Administration est sans action.

Mais, la disposition de cet article s'applique-t-elle aux demandes que l'Administration est autorisée à former pour faire prononcer des confiscations et des amendes?

La Cour de cassation a décidé la *négative* par arrêt rendu au rapport de M. Audier-Massillon le 6 septembre 1806: « Attendu que la prescription établie » par l'art. 50 ci-dessus, ne peut s'appliquer qu'à des droits exigibles et pour » lesquels la régie aurait pu exercer des contraintes dans les formes portées au Chapitre 9 dudit décret, et non à des confiscations et à des amendes, qui ne sont » exigibles qu'après qu'elles ont été prononcées par des jugemens. »

XXVII. Le Code d'instruction criminelle a établi des déchéances; il a prononcé des fins de non-recevoir, dans le cas de l'expiration de certains délais accordés pour remplir les formalités prescrites.

Mais ce n'est pas de ce genre de prescription que s'occupe le présent Chapitre. Le Législateur s'est borné à y poser les principes relatifs à la prescription de l'action et à celle de la *peine*; nous avons successivement discuté les questions relatives aux déchéances et fins de non-recevoir, dans nos observations sur les articles qui en ont parlé.

FIN DU TOME SECOND ET DERNIER.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

No^{ta}. Le premier chiffre indique l'article du Code, et les autres chiffres qui se trouvent après le signe — indiquent les n^{os} des observations sur ce même article. Par exemple, les chiffres 23—4, 5, renvoient aux 4^e et 5^e observations sur l'article 23.

ABSOLUTION, en quel cas prononcée, 364—1 et suivans.

Absolution (Arrêt d'). Voyez *Recours en cassation*.

ACQUITTÈMENT est prononcé si l'accusé est déclaré *non coupable*, 358—2. Toute personne acquittée légalement ne peut être reprise ni accusée à raison du même fait, 360. Espèces, *ibid.*—2 et *suiv.* En quoi consiste la légalité de l'acquittement, *ibid.*—9. L'accusé peut-il se pourvoir contre l'arrêt qui prononce son acquittement? 373—5. L'ordonnance d'acquit ne peut être annullée que dans l'intérêt de la loi, 409. Pourvu néanmoins qu'elle soit en harmonie avec la déclaration du jury; *secus* dans le cas contraire; arrêt, *ibid.*—3. L'accusé acquitté est-il recevable dans son opposition à l'arrêt qui a prononcé, dans l'intérêt de la loi, l'annulation de l'ordonnance d'acquit? *ibid.*—6 et *suiv.*

Action. Voyez *Prescription*.

ACCUSATION (Acte d'). Jonction de plusieurs actes d'accusation sur le même délit, 307—1 et *suiv.* Disjonction de plusieurs délits non connexes compris au même acte d'accusation, 308. L'acte d'accusation est lu à l'accusé, 313. Et résumé par le président, 314. Le sujet de l'accusation est exposé par le procureur-général, 315—1.

Accusation (Arrêt d') n'est point anéanti par la représentation de l'accusé contumax : arrêt, 476—6. Voyez *Recours en cassation*.

Accusé arrivé à la maison de justice depuis l'ou-

verture des assises, peut-il y être jugé? 260—5, *Art.* 261. *Quid*, si l'accusé étant arrivé avant l'ouverture des assises, l'instruction de son affaire n'a été terminée que pendant leur tenue? 261—2 et 4. Est transféré dans la maison de justice du lieu où doivent se tenir les assises, 292—1 et *suiv.* Interrogé par le président des assises, 293. Ou par un juge délégué, *ibid.*—3 et 4. Est interpellé de choisir un conseil, 294. Averti du délai dans lequel il doit exercer son recours contre l'arrêt de renvoi, 296—1 et *suiv.*, 298—3, 4 et 5, et *art.* 299—3. Quoiqu'il n'ait pas été averti, il peut déclarer son recours, 297—1. Mais dans ce cas la nullité ne serait pas couverte par son silence, *ibid.*—1 et 2. Il ne peut être tenu au secret après son interrogatoire, 302—1 et 2. De quelles pièces il lui est délivré copie gratuite, 304—4 et *suiv.* L'accusé peut, avant l'ouverture des débats, demander le renvoi à la prochaine session, 306—1 et *suiv.* Dans quel état comparait devant la cour d'assises, 310—1. Est interrogé sur ses nom, prénoms, etc., *ibid.*—2. Peut s'opposer à l'audition d'un témoin non porté sur la liste notifiée, 315—9. Questionne les témoins par l'organe du président, 319—3. Il peut dire, tant contre eux que contre leur témoignage, tout ce qui peut être utile à sa défense, 319—7 et *suiv.* L'accusé supporte les frais de citation et salaires des témoins appelés à sa requête, 321—6. Peut demander qu'un ou plusieurs témoins s'éloignent ou soient entendus de nouveau, 326—1 et *suiv.* Les co-accusés peuvent être examinés séparément les uns des autres

sur quelques circonstances du procès, 327—1 et *suiv.* Dans quel ordre sont soumis aux débats, 334—1 et 2. L'accusé peut, si une déposition paraît fautive, demander l'arrestation du témoin et le renvoi de l'affaire, 330 et 331. Il a toujours la parole le dernier, 333—6. Dans quel cas est acquitté, 338—2. Peut obtenir des dommages-intérêts contre ses dénonciateurs, *ibid.*—6 et *suiv.* *Quid*, si l'accusé acquitté a été inculpé sur un autre fait dans le cours des débats? 361—3 et *suiv.* Réquisition de la partie publique et de la partie civile, quand l'accusé est déclaré coupable, 362. Sur quels points porte la réponse de l'accusé, 363—2. Dans quel cas sera absous, 364—1 et *suiv.* Dans quel cas condamné; modification, 365—1 et *suiv.* *Quid*, s'il est déclaré excusable? 367. L'accusé qui succombe supporte les frais, 368—1 et *suiv.* Es, *eccs*, *ibid.*—9 et *suiv.* Acquitté peut-il se pourvoir contre l'arrêt? 373—3. En quels cas de nouvelles poursuites sont ordonnées contre l'accusé condamné, 379. Quand la liste des jurés doit-elle être notifiée à l'accusé? 394. Récusation de jurés qu'il peut exercer, 399 et *suiv.* En quel état l'accusé dont la condamnation est annulée en cassation, sera traduit devant la cour de renvoi, 435. Faut-il qu'il soit en état pour être recevable à plaider en cassation contre l'arrêt de renvoi à une cour spéciale? 508—5. Voyez *Cour d'assises*, *Cour spéciale*, *Recours en cassation*, etc.

ADMINISTRATIONS et Régies de l'Etat sont dispensées de l'amende en cas de pourvoi, 420—2, 3 et 4. Si elles succombent sur le pourvoi, elles ne sont condamnées qu'à l'indemnité et aux frais, 436—5 et 9.

ADDITION. Voyez *Parenté*.

AGE. Question à poser aux jurés si l'accusé n'a pas seize ans, 340. A quel âge les conseillers auditeurs peuvent siéger aux assises, 252—5. Les conseillers-auditeurs, juges-auditeurs et juges de première instance âgés de moins de trente ans, peuvent-ils, lorsqu'ils font partie de la cour d'assises, concourir à la délibération dont il est mention en l'article 351? 381—6. *Age* requis pour être juré, *ibid.* 1 et 2.

ALLIANCE. Voyez *Parenté*.

AMBASSADEURS. Voyez *Témoins*.

AMENDE encourue par le témoin qui refuse de déposer, 355—4. Par le juré qui fait défaut ou se retire intempestivement, 343—1, et *art.* 396 et 398. Par le greffier de cour d'as-

sises ou spéciale qui néglige d'insérer le texte de la loi dans un arrêt de condamnation, 369—4. Ou de faire signer la minute de l'arrêt, 370 et 393. Ou de dresser procès-verbal des séances de la cour, 372—2 et *art.* 596. Encourue par le greffier pour l'inobservation des formalités relatives au procès-verbal d'exécution, 378. Pour défaut d'inventaire des pièces transmises au grand-juge sur une déclaration de recours, 423—2. Pour omission des formalités prescrites lors du dépôt d'une pièce arguée de faux ou d'une pièce de comparaison, 448—2, 3 et 4. *Art.* 450—4. *Art.* 453. Et par le dépositaire public qui se dessaisit de la pièce sans la signer et parapher, 449 et 453. *Amende* encourue par le greffier pour défaut de radiation, réformation, renvoi ou remise dans le délai, des pièces du procès sur le faux, 463—2. Pour défaut de procès-verbal des pièces de conviction qui seraient remises aux intéressés après le jugement d'une affaire où l'un des accusés serait contumax, 474. Pour chaque omission commise sur le registre de la notice des jugements, 600—8. Pour défaut d'envoi d'une copie de ce registre aux ministres de la justice et de la police, 601—1. Montant de l'amende à consigner par le demandeur en cassation, 419—4 et *suiv.* Le défaut de consignation emporte déchéance, *ibid.* Dispenses, 420. En quel cas est prononcée la condamnation à l'amende, 436. En quel cas la restitution, 420—7, et *art.* 437—1 et *suiv.* Chacun des réclamans doit consigner une amende personnelle : exceptions, 420—8, 9 et 10. *Amende* qui peut être prononcée contre la partie qui succombe dans sa demande en règlement de juges ou en renvoi, 541—1, 2 et 3. *Art.* 551—6.

AMNISTIE. Il n'appartient pas à la cour de cassation de juger sans renvoi l'exception résultant d'amnistie, 429—16 et 17.

ANNULLATION. Les arrêts d'annulation rendus par la cour de cassation sont imprimés, et transcrits sur les registres du tribunal dont le jugement est annulé, 429—20. Si l'annulation était prononcée par une autre cour, cette transcription ne pourrait être ordonnée; arrêt, *ibid.*—21. L'annulation dans l'intérêt de la loi profite-t-elle aux parties? 442—2 et 3. Peut-elle intervenir sur le recours des parties? *ibid.*—7 et 8. Ne peut être prononcée que par la cour de cassation, *ibid.*—9. Voyez *Frais*, *Nullité*, *Recours en cassation*.

ARRÊT de cour d'assises ou spéciale, comment sera prononcé, 369—2. *Art. 591. Contendra le texte de la loi pénale, 369—3, 4, 5 et 6. Art. 592. Signature, 370 et 595. Quid, lorsque deux arrêts prononçant condamnation contre deux individus à raison du même fait, sont inconciliables?* 445. Voyez *Jugement, Minutes, Révision*, etc.

ARRÊT de soit communiqué. Voyez *Règlement de juges, Renvoi*.

ASSASSINATS préparés par des attroupemens armés, entrent dans les attributions des cours spéciales, 555—32. Distinctions; développemens.—*ibid.*—32 et *suiv.*

ASSISES. Voyez *Cours d'assises*.

Assises extraordinaires. Deux sortes : relativement au lieu et relativement à l'époque, 235—4 et 5. Voyez *Cours d'assises*.

ATTESTATIONS de bonne conduite que le condamné doit joindre à sa demande en réhabilitation, 620. Par qui délivrées, et par qui approuvées, *ibid.*—2, 3, 4 et 5.

ATTROUPÉMENTS ARMÉS. Voyez *Assassinats*.

AUDIENCE. Mode de répression du tumulte qui y est excité, 504. Comment il est procédé dans le cas où il y a injures ou voies de fait, 505. Le juge d'instruction a-t-il caractère pour appliquer dans ce cas les peines correctionnelles ou de police, 509—2. Comment il est procédé dans le cas où il y a crime; distinction fondée sur la qualité des tribunaux, 506 et 507. Nombre de voix nécessaire pour opérer la condamnation de l'auteur du crime, 508. Voyez *Police*.

AVOCATS peuvent remplacer les juges d'assises ou de police correctionnelle empêchés, 264—6, 7 et 8. *Art. 299—12.*

Avocats à la cour de cassation. Leur ministère est nécessaire à la partie civile qui veut présenter elle-même sa requête en cassation, 424.

AVOCATS peuvent remplacer aux assises et en police correctionnelle les juges empêchés, 264—6, 7, 8, et *pag. 89, in fine.*

BAN, BANNISSEMENT. Voyez *Identité*.

BLANC-SEING. L'abus d'un blanc-seing constitue-t-il le crime de faux? *pag. 486, n° 39.*

CALOMNIE peut donner lieu aux dommages-intérêts de l'accusé acquitté contre ses dénoncia-

tions, 358—6. *Quid, du plaignant, ibid. 10. Art. 359—4. Quid, des fonctionnaires publics, 358—14 et suiv.*

CARCAN. Voyez *Femme enceinte*.

CASSATION. Voyez *Cour de cassation, Recours en cassation*.

CERTIFICAT. Voyez *Jurés*.

CHAMBRE d'accusation, saisie par renvoi de la cour de cassation, procédé comme si elle était directement saisie, 432—1 et *suiv.*

CHIEF du jury. Voyez *Jurés*.

CIRCONSTANCES aggravantes sont l'objet d'une question spéciale aux jurés, 537—13, 14 et *suiv.* Quand même elles ne seraient point énoncées dans l'acte d'accusation, 538—1 et *suiv.* En quoi diffèrent des circonstances qui constituent un crime indépendant, *ibid.* 5 et 4.

COMMIS assermenté. Voyez *Greffier*.

COMMISSAIRE GÉNÉRAL de police est tenu de visiter au moins une fois par mois les maisons de détention établies dans le lieu où il exerce ses fonctions, 612—2 et 3. La police de ces maisons lui appartient, 613—1 et 2.

COMMISSAIRE militaire. Voyez *Tribunaux militaires*.

COMPÉTENCE. Le recours préalable est ouvert contre les jugemens rendus sur la compétence, 416—2, 10 et *suiv.* La compétence d'un tribunal d'exception cesse lorsque l'un des prévenus n'en est point justiciable, 555—2. Exception, *ibid.* 5. Voyez *Cours d'assises, Cours spéciales*.

COMPlices. *Quid, si au moment de l'exécution le condamné révélait des complices, 377—3 et suiv. Quid, si dans le cours des débats qui ont précédé la condamnation, le condamné a été inculqué sur un nouveau crime, et que les complices de ce crime soient en état d'arrestation, 379—1. Le complice doit être puni de la même peine que l'auteur du crime principal; espèces, 410—18. Modifications, ibid.—19. Comment procède la cour d'assises sur un procès renvoyé devant elle, lorsqu'il y a des complices qui ne sont pas en état d'accusation, 435. Le complice d'un délit dont la connaissance appartient à un tribunal d'exception ou de privilège, doit-il aussi y être traduit? 479—3. Art. 555—2. L'accusation prononcée par la cour de cassation contre des juges ou tribunaux, est commise à leurs complices, 501—2 et 3. L'aggravation de peine qui serait ap-*

pliable à l'un des accusés à raison de sa qualité ou de la récidive, serait-elle également applicable à ses complices ? *ibid.*—4. Voyez *Accusé, Juré*.

COMPLICITÉ. Position de question sur la complicité, 337—15 et *suiv.* Voyez *Complices*.

CONCILIATION. Le tribunal de première instance auquel la cour de cassation a fait le renvoi pour être prononcé sur les intérêts civils, est saisi sans citation préalable en conciliation, 429—6.

CONDAMNATION. Trois cas où la condamnation en matière criminelle peut être soumise à révision, 443, 444 et 445. Voyez *Exécution, Recours en cassation, Révision*.

CONDAMNÉ. Le condamné en matière criminelle est dispensé de l'amende sur son recours, 420—5 et 6. Le condamné à une peine emportant privation de la liberté n'est recevable dans son recours qu'autant qu'il est actuellement en état; modification, 421—1 et *suiv.* Le condamné peut transmettre directement sa requête en cassation et ses pièces, au greffe de la cour de cassation, 424. Le condamné à des peines afflictives ou infamantes est justiciable de la cour spéciale à raison d'un nouveau crime, 553—8 et *suiv.* Développement, *ibid.* *Quid*, s'il avait été réhabilité ? *ibid.* 15.

CONFLIT. Voyez *Règlement de juges*.

CONSEIL de l'accusé est choisi par l'accusé ou désigné d'office, 294. *Quid*, si la parole est retirée au conseil de l'accusé avant que les débats soient terminés, *ibid.*—7 et *suiv.* 311—2, 3 et 4. Il ne peut être pris que parmi les avocats ou avoués de la cour impériale, 295—1. Exceptions, *ibid.*—2 et *suiv.* Quand peut communiquer avec l'accusé, 302—1. Et prendre communication des pièces, *ibid.*—3. Il peut lever copie, à ses frais, de toutes les pièces du procès, 305—1. Avertissement que lui donne le président, 311. Voyez *Accusé*.

Conseil de guerre. Voyez *Tribunaux militaires. Conseil des prises*; s'il peut instruire sur le faux incident, 449—11.

CONSEILLERS AUDITEURS, ont préséance sur les juges et le président de première instance, 256—3. Art. 264—4. Peuvent faire le service aux assises dans tout le ressort de la cour, 252—5. Art. 256—1. Et à la cour spéciale, 562—2; mais seulement quand ils ont 27 ans accomplis, 256—2. Voyez *Age, Président des assises*.

Conseillers de la cour impériale qui ont voté sur

la mise en accusation, ne peuvent siéger aux assises ni à la cour spéciale, 257—1. Voyez *Cour impériale*.

Conseillers d'état. Voyez *Témoins*.

CONTRAINTÉ PAR CORPS peut être exercée contre le dépositaire d'une pièce arguée de faux, qui refuserait de s'en dessaisir, 452—2. Peut-elle l'être également contre les dépositaires des pièces de comparaison, distinction, 454 et 456—3, 4. Peut être exercée contre le dépositaire d'une copie authentique de l'arrêt dont la minute est détruite ou perdue, s'il refuse de la déposer au greffe, 522—2.

CONTREBANDE ARMÉE. Elle entre dans la compétence des cours prévôtales, 553—23. Ce qui la constitue, *ibid.*—24 et *suiv.*

CONTUMACE. Observations préliminaires, *pag.* 517 et *suiv.* Le contumax acquitté ou absous ne peut être poursuivi de nouveau à raison du même fait, *pag.* 518, n° 6, et art. 476—3 et 4. L'accusé condamné par contumace à des peines correctionnelles ou de police, doit-il être remis en jugement, *pag.* 518, n° 7 et 8. Et devant quel tribunal, *ibid.*, n° 9 et 10. Peut-il, dans ce cas, former opposition à l'arrêt par contumace. Opinion de M. Merlin, *pag.* 520, n° 11. Autres espèces, *pag.* 521, n° 12 et 13. Comment l'accusé est constitué en contumace, 465. Après dix jours écoulés depuis la publication de l'ordonnance de se représenter, il est procédé au jugement par contumace, 467. Le contumax ne peut être défendu ni par un conseil, ni par un avoué, 468. Par qui sera présentée son excuse, *ibid.* Ce que la cour ordonne si elle trouve l'excuse légitime, 469. Sinon, ou s'il n'a pas été proposé d'excuse, comment elle procède au jugement de la contumace, 470—1 et *suiv.* Administration des biens du contumax condamné, 471—1 et *suiv.* Avis du conseil-d'état sur cette matière, *pag.* 522, n° 14. Comment s'exécute l'arrêt de condamnation, 472—1. Extrait de cet arrêt est envoyé au directeur des domaines du domicile du contumax, *ibid.*—3. A qui est ouvert le recours en cassation contre l'arrêt de contumace, 473. La contumace d'un accusé ne suspend pas de plein droit l'instruction à l'égard de ses co-accusés présents, 474. Durant le séquestre il peut être accordé des secours à la famille du condamné, 475. Si le contumax se représente avant que la peine soit éteinte par la prescription, comment est-il procédé à son égard, 476. La représentation du contumax n'annule point l'arrêt de

mise en accusation; arrêt, *ibid.*—6. Le contumax qui s'est mis en état, peut se pourvoir dans la forme ordinaire contre l'arrêt de renvoi, *ibid.*—7. *Quid*, si le contumax condamné à une peine emportant mort civile, ne se représente qu'après cinq ans écoulés depuis l'exécution de l'arrêt; distinctions, *ibid.*—8 et *suiv.* Lecture des dépositions écrites des témoins qui ne peuvent être produits aux débats, 477—1 et *suiv.* La forme de procéder sera réglée par la loi en vigueur lors de la nouvelle instruction, *ibid.*—6. Mais la peine sera appliquée conformément aux lois pénales existantes à l'époque du crime, *ibid.* Le contumax, renvoyé de l'accusation par le nouveau jugement, sera néanmoins condamné aux frais de la contumace, 478. Le condamné par contumace, dont la peine est prescrite, ne peut être admis à purger sa contumace, 641. Voyez *Prescription*.

CONTUMAX. *Quid*, pag. 517, n° 1 et 2. Voyez *Contumace*.

COURS d'écritures que l'accusé ou le prévenu de faux peut être requis de former, 461.

COURS d'assises. Leur institution, pag. 1 et 2. Leur objet, art. 251. Composition des cours d'assises dans le département où siège la cour impériale, 252. Dans les autres départements, 253. Peuvent être composées de plus de cinq membres dans le département de la cour impériale, 252—1. *Secus* dans les autres lieux, 253—1. Mode de désignation des membres de la cour d'assises, 252—3, 4, 8 et 11. Art. 254—2. Remplacement des juges empêchés, 252—12. Art. 264. Comment est complété le nombre des juges d'assises dans les départements où ne siège pas la cour impériale, 254 et 255. Exclusion des membres de la cour impériale qui ont voté sur la mise en accusation, 257—1. Et du juge d'instruction qui a instruit l'affaire, *ibid.*—2 et 3. Cette exclusion ne s'étend point aux juges qui ont voté dans l'affaire à la chambre du conseil, *ibid.*—4. Récusation, *ibid.*—5, 6 et 7. Lieu de la tenue des assises, 255—3. Art. 258—1, 2 et 3. Convocation des assises hors du lieu habituel de leur tenue, 258—2, 3 et *suiv.* Composition des assises extraordinaires à raison du lieu, *ibid.*—9. Époque de la tenue des assises, 259. Fixation du jour de leur ouverture, 260—1 et *suiv.* Quand seront closes, *ibid.*—5 et 6. Procédure devant la cour d'assises, 291 et *suiv.* Si elle peut se déclarer incompétente quand l'arrêt de renvoi n'a point été attaqué, 298—7. Les juges d'assises peuvent joindre leurs suffrages à ceux des

jurés; en quel cas, 351—1 et *suiv.* Opineront-ils alors, non-seulement sur le fait principal, mais sur toutes ses circonstances? *ibid.*—7 et *suiv.* En quel cas la cour peut, après la déclaration du jury, surseoir au jugement et renvoyer à la session suivante, 352—1 et *suiv.* Quel parti doit prendre la cour si un juge ou un juré communique au-dedans avant le jugement, 353—7 et *suiv.* Elle est exclusivement compétente pour statuer sur les dommages-intérêts accessoires de l'action criminelle portée devant elle, 358, 359 et 366. Deux cas d'exception, 359—1. Prononce l'absolution, s'il y a lieu, 364—2; ou la peine établie, si l'accusé est déclaré coupable, 365—1 et *suiv.* Ordonne la restitution des effets pris, 366—4 et *suiv.* Comment prononce la cour, si l'accusé est déclaré excusable, 367. Mode de délibération, 369—1 et 2. Prononciation de l'arrêt, *ibid.*—2 et *suiv.* En quel cas la cour peut ordonner de nouvelles poursuites contre l'accusé condamné, 379—1 et *suiv.* Elle condamne à l'amende le juré défaillant, et s'il y a lieu, à l'interdiction perpétuelle, 396—3 et 5. Prononce sur la validité de ses excuses, 397. Comment elle procède sur une affaire renvoyée devant elle par la cour de cassation; distinctions fondées sur les différentes causes du renvoi, 434. *Quid*, lorsque dans l'affaire renvoyée il y a des complices qui ne sont pas en état d'accusation? 435. Voyez *Accusé*, *Greffier des assises*, *Président des assises*, *Procureur général*.

Cour de cassation. Son institution; étendue de ses attributions, page 360, 361, 362. Sur quels points doit se fixer l'attention de la cour jugeant sur un pourvoi, 408—12 et *suiv.* En matière criminelle ou de police, elle statue sur le recours sans arrêt préalable d'admission, 426. Si elle annule un jugement rendu en matière correctionnelle ou de police, elle renvoie devant un tribunal de même qualité que celui qui a rendu le jugement annulé, 427. Devant quels juges elle renverra, en cas d'annulation d'un arrêt rendu en matière criminelle; distinctions, 429. Lorsqu'elle a le choix du tribunal auquel elle fait le renvoi, comment ce choix sera-t-il fixé? 430. Elle annule qu'une partie de l'arrêt si la nullité n'en vicié qu'une partie seulement, 434—4. Comment procède sur la dénonciation à elle faite d'après l'ordre du grand-juge, des actes judiciaires, arrêts ou jugemens contraires à la loi, 441—3 et *suiv.* Connaît exclusivement des demandes en révision, 443, 444 et 445. Comment procède en cette matière,

ibid. Peut-elle instruire sur le faux incident? 449 — 10. Comment elle procède sur les dénonciations de forfaiture, 486 *et suiv.* Jusqu'à 505 *incl.* Dans quel cas peut d'office ordonner qu'il soit informé devant elle d'une prévention de forfaiture, 495 et 495. Quelle section est chargée de prononcer en ce cas sur la mise en accusation, 496. Mode de délibération, 499 — 1 et 2. *Quid*, si la mise en accusation est prononcée? 500. Les membres de la cour qui ont concouru à la mise en accusation peuvent-ils connaître du recours formé contre l'arrêt subséquent? 503. L'instruction ainsi faite ne peut être attaquée quant à la forme, 501. La cour en prononçant sur un règlement de juges ou sur un renvoi, statue sur tous les actes faits par le juge qu'elle dessaisit, 556 — 1 *et suiv.* 551. Elle connaît de tous les arrêts de renvoi aux cours spéciales; comment elle y statue, 569 — 1 *et suiv.* Motifs d'annulation, 570 — 1 *et suiv.* Mode de procéder sur les demandes en règlement de juges ou en renvoi, 585 *et suiv.* 551. Voyez *Recours en cassation*, *Règlement de juges*, *Renvoi*, *Revision*.

Cour impériale est appelée à prononcer sur l'identité d'une personne dont l'homicide prétendu a donné lieu à une condamnation, 444 — 5. Mode de procéder, *ibid.* — 6 et 7. Comment elle procède sur une demande en réhabilitation, 622 *et suiv.*

Cour impériale (magistrats de la) prévenus de crimes ou délits commis hors fonctions; comment il est procédé à leur égard, 481 — 1 *et suiv.* 482. Le juge d'instruction peut-il décerner mandat contre eux, 481 — 3 et 4. S'il y a lieu à suivre, devant quels juges sont-ils renvoyés, 482 — 4. Les conseillers de la cour qui ont voté sur l'accusation ne peuvent siéger aux assises, 557 — 1.

Cour impériale de Paris; attributions spéciales qui lui sont réservées, *pag.* 642, n.° 5 et 6. Le nombre des officiers de son parquet est augmenté de trois substitués; décret, *pag.* 37.

Cours prévôtales. Leur institution, leurs attributions, *etc.* *pag.* 644, n.° 15 *et suiv.* Leur composition, 556 — 14. Crimes de leur compétence, 553 — 24 et 25. Le faux commis par un particulier sur une expédition des douanes sort de leur compétence; arrêt, 410 — 24. Autres espèces relatives à leur compétence, *ibid.* — 25 *et suiv.*

Cours spéciales ordinaires. Leur institution, *pag.* 642, n.° 3. Leur compétence à raison de la

matière, 554 — 1 *et suiv.* A raison de la *personne*, 553 — 1 *et suiv.* Modification relative au cas où tous les prévenus ne sont pas justiciables de la cour spéciale; espèces, 553 — 1 *et suiv.* La cour spéciale est-elle autorisée à connaître d'un crime qui ne rentre pas dans sa compétence, mais qui se rattache par connexité à un crime de sa compétence, 464 — 6, 7 et 8. Sa composition, 556 — 1 *et suiv.* Juges militaires, *ibid.* — 2 *et suiv.* De quel grade, *ibid.* — 2, 3 et 6. De quel âge, *ibid.* — 3, 6 et art. 559. Comment sont nommés, 556 — 4 et 5, *et art.* 559. Ministère public, 557 et 558. Greffier, *ibid.* Quand y a-t-il lieu à convoquer la cour spéciale, 560 et 575. Session extraordinaire, 560 — 2 *et suiv.* Fixation du jour et du lieu de l'ouverture de la session, 560 — 1 *et art.* 561 — 1. Formalités, 561 — 1 *et suiv.* Fin de la session, 561 — 4. Dispositions relatives à la composition des cours d'assises, déclarées communes aux cours spéciales, 562. Les poursuites devant la cour spéciale sont faites dans les mêmes formes que devant les tribunaux ordinaires, 566. Notification à l'accusé de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation; délai, 567 — 1 et 2. Par quelle voie et dans quel délai les pièces sont transmises à la cour de cassation, 568 — 1 *et suiv.* Comment cette cour statue sur la compétence et sur l'arrêt de renvoi, 569, 570. Sans attendre l'arrêt de la cour de cassation, l'instruction est continuée jusqu'aux débats exclusivement, 571. Dispositions relatives à l'instruction devant les cours d'assises déclarées applicables aux cours spéciales, 572 — 1 *et suiv.* Dispositions relatives à l'examen et aux débats devant les cours d'assises, déclarées applicables aux cours spéciales, 574, 575, 576 et 579. Modifications, *ibid.* Immédiatement après la clôture des débats, le président fait retirer l'accusé, 577 — 1 et 2. Mode de délibération, 580 et 581. Comment se forme le jugement, 582, 583. Dispositions relatives aux dommages-intérêts respectivement prétendus devant les cours d'assises, déclarées applicables sauf modifications aux cours spéciales, 584 et 585. Autres, 586. Si l'accusé est déclaré convaincu du crime porté en l'acte d'accusation, la cour prononce la peine établie, 587. Dommages-intérêts de la partie civile, *ibid.* — 1 et 2. La cour déclare, s'il y a lieu, l'accusé excusable, 588. *Quid*, si par le résultat des débats le crime sort de la compétence de la cour spéciale, 589 — 1 *et suiv.* *Quid*, si le fait ne constitue qu'un délit ou une

contravention, *ibid.*—3. Prononciation de l'arrêt, 591. Signature, 593. Il doit contenir le texte de la loi appliquée, 592. Exhortation à l'accusé, 594. Recommandation de l'accusé à la commissariat de l'Empereur, 595. Procès-verbal de la séance, 596. L'arrêt ne peut être attaqué par voie de cassation, 597. Exception, *ibid.*—2 et *suiv.* Art. 565—2. Art. 589—6. Exécution de l'arrêt, 598. Dispositions relatives à l'exécution des arrêts de cour d'assises, déclarées communes aux cours spéciales, 599. Voyez *Cours d'assises*.

Cour spéciale de Paris. Sa composition, 556—7 et 8.

Cours spéciales extraordinaires. Leur institution, leurs attributions, etc. *pag.* 643, n° 8 et *suiv.* Leur composition, art. 556—12 et 13. Voyez *Cours d'assises*, *Cours spéciales ordinaires*.

CRIMES. Comment il est procédé sur la prévention d'un crime commis hors fonctions par un juge de paix ou un membre d'un tribunal de première instance, 480—1 et *suiv.* Par un magistrat de la cour impériale, 481 et 482. Comment seront poursuivis les crimes commis par les autorités judiciaires dans l'exercice de leurs fonctions; distinctions fondées sur la qualité des prévenus, 484, 485 et *suiv.*

Crimes commis à l'audience. Voyez *Audience*.

Crimes successifs. *Quid*, 637—9 et 10. De quelle époque court la prescription des crimes successifs, *ibid.* 8 et 10.

CURATEUR à la mémoire. Voyez *Mémoire*.

DÉBATS ne peuvent s'établir que sur les faits énoncés dans l'acte d'accusation, 271—7, 8 et *suiv.* Dans quel ordre y seront soumis les accusés, 334—1 et 2. Ordres des plaidoiries, 555. Clôture des débats, *ibid.* 7. Ils doivent être continués sans interruption jusqu'après la déclaration du jury, 353. Sauf les intervalles de repos nécessaires, *ibid.* 4 et 5. Il en est de même en matière spéciale, 578. Modification, *ibid.* 2. Les débats commencent immédiatement après la formation du tableau, 405. Si l'arrêt est annulé, les débats seront recommencés; exception, 434—1, 2 et 3.

DÉCIS. Voyez *Mémoire*, *Révision*.

DÉCLARATION. Si le condamné veut faire une déclaration, par qui sera reçue, 377—1 et *suiv.*

Déclaration du jury, maintenue si l'arrêt est an-

nulé pour fausse application de la loi pénale, 434—1, 2 et 3. Voyez *Jurés*.

Déclaration de recours. Voyez *Recours en cassation*.

DÉLAI pour la remise des pièces au greffe du tribunal désigné par l'arrêt de renvoi, et pour le transport de l'accusé dans la maison de justice du lieu des assises, 291—1 et 2, art. 297. Pour l'interrogatoire, 393—1 et 2. Délai pour la déclaration de recours contre l'arrêt de renvoi, 296—3, art. 398—1. Délai de l'opposition envers les condamnations prononcées contre le témoin défaillant, 356—2 et 3. Délai accordé à l'accusé pour déclarer son recours contre l'arrêt de condamnation, 373—1 et *suiv.*, 417—1, 3 et *suiv.* Au procureur-général et à la partie civile, 373—2. Art. 374. Délai pour la transmission de la requête en cassation et des autres pièces du procès au grand-juge, 423. La pièce arguée de faux est rejetée du procès, lorsque, dans le délai de huit jours, la partie soumise de déclarer si elle entend s'en servir, n'a fait aucune déclaration, 439. Comment se compte ce délai, *ibid.*—2, 3 et 4. Emporte-t-il déchéance absolue, *ibid.*—5 et *suiv.* Délai pour la présentation des moyens sur demande en règlement de juges, 531—2. Ou en renvoi, 551. Pour la notification à l'accusé, de l'arrêt qui renvoie à une cour spéciale, et de l'acte d'accusation, 567—2. Pour la transmission du même arrêt au grand-juge, 568. Délai avant lequel la cour impériale ne peut donner son avis sur une demande en réhabilitation, 627—1 et 2. Délai avant lequel le condamné dont la demande en réhabilitation a été rejetée, ne peut en former une nouvelle, 623.

Délai de vingt-quatre heures se compte *à il de momento ad momentum*, 371—4 et *suiv.* D'un jour, comment se compte, *ibid.*

DÉLIBÉRATION. Mode de délibération des jurés, 342. Cas dans lequel les juges délibèrent entre eux sur le même point que les jurés, 351. Mode de délibération des juges d'assises, 369—1 et 2. Des juges de la cour spéciale, 580 et *suiv.*

DÉLITS. Énumération des fonctionnaires dont les délits commis hors fonctions, sont poursuivis immédiatement et sans appel, devant la cour impériale, 479—1. Forme de procéder sur la prévention de délit commis hors fonctions par un magistrat de la cour impériale, 481 et 482. Comment sont poursuivis les délits commis en exercice de fonctions par les magistrats des tri-

bunaux de paix, de police, de commerce, de première instance, ou par les officiers de police judiciaire, 483—1 et suiv.

DEMANDE. Voyez *Requisition*.

DÉMENGE. Si l'accusé condamné tombe en démenge, doit-il être exécuté, 598—4.

DÉNONCIATEUR RÉCOMPENSÉ PÉCUNIAIREMENT par la loi, ne sont pas entendus en témoignage, 322—1, 2, 3 et 4, art. 323—1 et suiv. *Secus* des autres dénonciateurs, 323—1 et suiv. Le dénonciateur peut être poursuivi pour fait de calomnie par l'accusé acquitté, 358—6 et suiv. *Quid*, du plaignant, *ibid.* 10. *Quid*, des fonctionnaires publics, *ibid.* 14 et suiv. Le dénonciateur n'est point passible des frais, 368—20. Peut-il se pourvoir contre l'arrêt qui le condamne, 373—3. Le dénonciateur condamné par défaut à des réparations civiles, peut former opposition, *ibid.*—11 et 13, art. 359—5 et suiv.

DÉNONCIATION. L'officier qui a reçu une dénonciation ou une plainte contre un magistrat de cour impériale, en envoi des copies au grand-juge, 481. Lequel les transmet à la cour de cassation, 482.

DÉPOSITAIRE public d'une pièce arguée de faux, ou d'une pièce de comparaison; ce qu'il doit faire avant de s'en dessaisir, 449 et 453. Est-il tenu d'en faire personnellement le dépôt au greffe, 449—2 et suiv. Indemnité en cas de déplacement, *ibid.*—5. Les depositaires publics ou particuliers de pièces arguées de faux, et les depositaires publics de pièces de comparaison, peuvent être contraints, même par corps, d'en faire le dépôt, 452—2 et suiv., art. 454. Décharge de la pièce déposée, 452—3 et 4. En quel cas il sera laissé au depositaire copie collationnée de la pièce dont le dépôt est ordonné, 455—1 et suiv. Le depositaire particulier d'une pièce de comparaison, ne peut être contraint à en faire la remise, qu'en vertu d'un jugement, 456—3 et 4. L'opposition est-elle recevable contre un tel jugement? l'appel? le recours en cassation, *ibid.*—5. Le depositaire public ou particulier d'une copie authentique d'arrêt, dont la minute est détruite ou perdue, est tenu, sous peine de contrainte, de la remettre au greffe de la cour qui l'a rendu, 522—2. Mais il peut s'en faire délivrer une expédition sans frais, *ibid.* 4.

DÉPORTATION. Voyez *Identité*.

DÉPOSITIONS reçues par un juge commis; com-

ment il doit les faire parvenir au greffe de la cour d'assises, 363—6 et 7. De quelle manière elles sont reçues devant la cour d'assises, 317. Elles sont orales, et ne peuvent être lues, *ibid.* et art. 318—3, 4 et 5. Exception, 512. Quelles personnes ne peuvent déposer aux débats, 322. Même par forme de simples renseignements, *ibid.*—11. *Quid*, si d'après les débats une déposition paraît fautive, 330 et 331. Déposition des princes, etc. Voyez *Témoins*.

DÉSERTEUR. Les crimes qu'il commet sont soumis à la justice ordinaire, 410—3.

DÉSISTEMENT du pourvoi entraîne les mêmes condamnations que le rejet, 436—7, 8 et 9.

DÉSTRUCTION DE PIÈCES. Y a-t-il lieu de procéder à un nouveau jugement, lorsque l'arrêt de condamnation, dont la minute n'existe plus, est déjà exécuté en partie, 521—3. Ou lorsque la minute d'une ordonnance d'acquiescement est détruite, *ibid.*—4. *Quid*, s'il existe hors du greffe une expédition ou copie authentique de l'arrêt dont la minute est détruite, 522—1 et suiv. Comment il est procédé lorsqu'il n'existe ni minute ni copie authentique de l'arrêt rendu en matière criminelle, et non exécuté; distinction, art. 523 et 524.

DÉTENTION ARBITRAIRE. Dispositions extraites des constitutions de l'empire, et tendant à assurer la liberté individuelle contre les détentions arbitraires, 615—1. Sénatus-consulte dont l'objet est également de faire cesser les détentions arbitraires; établissement de la commission sénatoriale de la liberté individuelle, *ibid.*—3 et 5. Quiconque a connaissance qu'un individu est détenu dans un lieu qui n'est pas destiné aux détentions légales, doit en donner avis au magistrat, *ibid.*—6 et 7. Poursuites; peines applicables aux auteurs de la détention illégale, *ibid.*—9. Ce que doit faire le magistrat qui a reçu l'avis, 615—8, art. 616—1 et suiv.; 617—1 et suiv. Mesures de rigueur qu'il peut employer au besoin, 617—1, 2 et 5. Cas dans lesquels le gardien d'une maison de détention peut être poursuivi et puni comme coupable de détention arbitraire, 609 et 618.

DIRECTEUR des domaines du domicile du contumax; l'ordonnance de se représenter lui est adressée, 466—3; ainsi que l'extrait du jugement de surséance ou de condamnation, 469—2, art. 472—3.

DISCERNEMENT: objet d'une question aux jurés, si l'accusé n'a pas seize ans, 340—1 et suiv. Espèces relatives, *ibid.* 4 et suiv. Il n'ap-

partient point à la chambre d'accusation de prononcer sur la question de discernement, 410 — 13.

DISPENSE. Voyez *Jurés*.

DOMICILE. où doit être élu pour que l'opposition qui statue sur un règlement de juges ou sur un renvoi, soit recevable, 355 et 351. *Quid*, à défaut d'élection de domicile, 355 — 4.

DOMMAGES — INTÉRÊTS. L'accusé acquitté peut en obtenir contre ses dénonciateurs, 358 — 6 et *suiv.* La cour d'assises est exclusivement compétente pour connaître des demandes en dommages-intérêts formées par ou contre l'accusé, 358, 359 et 366. Deux exceptions, 359 — 1. Comment elle y statue, 359 — 3 et *suiv.* 366 — 1. La demande doit être formée avant le jugement, 359 — 2. *Art.* 366 — 2. Distinctions relatives à l'accusé, *ibid.* — 3. Le dénonciateur condamné par défaut aux dommages-intérêts de l'accusé est-il recevable à former opposition, *ibid.* — 5 et *suiv.* *Art.* 358 — 11 et 13. Ou tierce-opposition, 359 — 8. L'opposition dans le même cas est-elle ouverte à la partie civile, *ibid.* — 7. Comment sera-t-il statué sur la demande en dommages-intérêts formée par la partie civile contre l'accusé condamné, 587 — 1 et 2.

DROTS CIVILS, Droits politiques. Ce qui les constitue, 381 — 8 et *suiv.* Par quelles causes ils sont perdus ou suspendus, *ibid.* — 19 et *suiv.* Sont-ils perdus, ou seulement suspendus par une condamnation à des peines afflictives ou infamantes, *ibid.* — 23.

ÉCRITURES privées, si en matière de faux peuvent être produites pour pièces de comparaison, 456 — 1 et 2.

EFFRACTION. Voyez *Escalade*.

ENLÈVEMENT de pièces. Voyez *Destruction de pièces*.

ENVOI de pièces. Voyez *Greffier*.

ESCALADE. Le vol commis à l'aide d'escalade, effraction ou fausses clefs, est puni des travaux forcés à temps, même quand l'escalade, etc., aurait eu lieu dans un édifice ou enclos non habité; arrêt, 410 — 17. Espèces relatives au même crime, *ibid.* — 20 et 21.

EXAMEN. Voyez *Débats*.

EXCUSE proposée par l'accusé, est l'objet d'une question aux jurés, 359 — 1 et *suiv.* Ne doit
11.

point être confondue avec les circonstances simplement atténuantes, *ibid.* — 5 et *suiv.* Ni avec les exceptions péremptoires, *ibid.* — 10. Comment il sera prononcé si l'excuse est admise, 367. Les excuses peuvent également être proposées devant une cour spéciale, 588.

Excuse du contumax, par qui sera présentée, 468 — 2. Surséance aux effets de l'ordonnance lorsque l'excuse est trouvée légitime, 469 — 1 et *suiv.* L'arrêt qui rejette l'excuse peut-il être attaqué par voie de recours, 473 — 2 et 3.

Excuse du juré, si elle est valable, le relève des condamnations qu'il a encourues, 397. Développemens, *ibid.* — 1 et *suiv.* *Quid*, si les excuses sont reconnues fausses, 397 — 7 et *suiv.* Si le juré qui présente de fausses excuses a des complices, il y a lieu au renvoi devant le tribunal correctionnel, 397 — 10 et 11. Il y a valable excuse si le juré est sous le poids d'une contrainte par corps ou d'une condamnation à l'emprisonnement, *ibid.* — 13. Voyez *Jurés*.

EXÉCUTION des arrêts de condamnation émanés d'une cour d'assises, dans quel délai doit se faire, 375 — 1 et *suiv.* Causes de surséance, 375 — 8 et *suiv.* Exécution par effigie, 472. Exécution de l'arrêt d'une cour spéciale, 598. Causes de surséance, *ibid.* — 1 et *suiv.* L'exécution se fera sur les ordres du procureur-général, 376. Dans quel lieu, *ibid.* — 3. Procès-verbal d'exécution, 378. Elle est suspendue quand il y a lieu à la révision de l'arrêt, 443, 444 et 445. Voyez *Surséance*.

EXHORTATION. Voyez *Président des assises, Président de la cour spéciale*.

EXPÉDITION de l'arrêt attaqué sera jointe aux pièces du recours exercé par la partie civile, 419 — 1 et 2.

FAILLI, quoique déclaré excusable par jugement du tribunal de commerce, peut être poursuivi par la voie correctionnelle; arrêt, 360 — 8. Voyez *Jurés*.

FAIT principal ou incident, nouveau ou identique; ce qui constitue ces distinctions, espèces, art. 341 — 12, art. 351 — 2, art. 360 — 5 et *suiv.*, art. 361 — 8, art. 365 — 9 et *suiv.*.

FAUSSES CLEFS. Voyez *Escalade*.

FAUSSE MONNAIE. Ce crime entre dans les attributions de la cour spéciale, 553 — 26 et 30. Législation pénale, espèces, *ibid.* — 26 et *suiv.* Voyez *Faux*.

FAUX. Observations générales, pag. 477 et suiv. Plusieurs sortes de faux en écritures, *ibid.* n° 3 et suiv. Ce qui constitue le crime de faux ; jurisprudence, pag. 480, n° 14 et suiv. Il n'y a pas crime de faux lorsque l'acte argué ne peut nuire ni profiter à qui que ce soit, pag. 482, n° 26. Il n'y a crime de faux que lorsque le faux se rattache à l'une des formalités substantielles de l'acte, pag. 483, n° 29. Formalités à remplir par le greffier qui reçoit le dépôt de la pièce arguée ou d'une pièce de comparaison, 448, 450 et 453. Et par le dépositaire public qui se dessaisit de la pièce, 440—1 et suiv., 453. Les plaintes et dénunciations en faux sont recevables, encore que la pièce arguée aurait servi de base à des actes judiciaires ou civils, 451. La pièce arguée peut-elle être attaquée par voie de faux incident, lorsqu'il a été fait des poursuites par voie de faux principal, *ibid.*—3. L'inscription de faux contre les rapports ou procès-verbaux en matière de donanes, droits-réunis, octrois et en matière forestière, est soumise à un régime particulier, pag. 487, n° 44, et art. 468—4, 5 et 6. Cas dans lesquels les poursuites ne peuvent s'engager que par la voie criminelle, 460—1, 2 et 3. L'inscription de faux emporte-t-elle de plein droit surseance au jugement principal ; distinction, *ibid.*—4 et suiv., art. 451—2. L'accusé ou le prévenu de faux peut être requis de former un corps d'écritures, 461—1 et suiv. Mesures prescrites pour le cas où, dans la visite d'un procès, le tribunal découvrirait des indices de faux, 462—1 et suiv. Sauf quelques modifications, l'instruction sur le faux se fait comme tout autre délit, 464—1. Mode particulier d'instruction sur la fabrication ou distribution de faux papiers nationaux, faux billets de banque, fausse monnaie, ou sur la contrefaçon du sceau de l'état, *ibid.*—4 et 5. Le faux commis par un particulier sur une expédition des douanes, ne rentre pas dans la compétence des cours prévôtales ; arrêt, 410—24. Voyez *Pièces*.

FAUX TÉMOIGNAGE ne résulte pas de la fausseté d'un simple renseignement ou d'une simple déclaration, 322—11, art. 350—8, 9 et 11. Mais seulement d'une véritable déposition ; arrêt, 350—13. Ne résulte non plus des variations sur la moralité du fait ; arrêt, *ibid.*—14. Distinctions sur le faux témoignage, *ibid.*—10, 15 et suiv. Voyez *Témoins*.

FEMME enceinte condamnée au carcan, doit-elle y être attachée, 375—11.

FÉTAISSURE ne peut être prononcée concurremment avec la déportation, 411—6. Ne peut être appliquée comme peine accessoire, que par l'arrêt qui prononce la peine principale, *ibid.*—7. Elle doit être assimilée aux véritables peines, *ibid.*—9.

FOURC publique peut être requise pour l'exécution des arrêts de condamnation, 576—4. Voyez *Gendarmerie*, *Rébellion*.

FORFAITURE. Définition, 484—2. Dans quel cas il y a forfaiture, *ibid.*—3, 4 et suiv. La forme de procéder contre les autorités judiciaires prévenues de forfaiture varie suivant leur qualité, 484, 485 et suiv. Voyez *Cour de cassation*, *Crimes*.

FRAIS. Y sont condamnés les officiers de police judiciaire soumis aux injonctions de la cour impériale, 281—6. Quels frais sont à la charge du témoin défaillant, 355—1 et 2. L'accusé ou la partie civile qui succombe est condamné aux frais, 368—1 et suiv. Espèces et questions relatives, *ibid.*—9 et suiv., jusqu'à 50 inclus. Considérations sur le mode actuel du remboursement des frais de poursuites, *ibid.*—31 et suiv. Quels frais sont à la charge du juré condamné à l'amende, 397—12. Lorsque la cour de cassation ou une cour impériale annule une instruction, elle peut condamner l'officier ou le juge instructeur qui a commis la nullité, à supporter les frais de la procédure à recommencer : modifications, 415. La partie civile qui succombe dans son recours doit être condamnée aux frais, 436. Le contumax doit supporter, dans tous les cas, les frais de la contumace, 478.

FRANÇAIS. Ce qui constitue cette qualité, 381—14 et suiv. Voyez *Droits civils*, *Droits politiques*.

GARDIENS des maisons de détention. Par qui nommés, 606. Obligations qui leur sont imposées, 607—4 et 5. Régistre qu'ils doivent tenir, *ibid.*—1, 2 et 3. Usage de ce registre, et ce qu'il contiendra, 608 et 610. Ils peuvent avoir un commis, 608—3. Cas dans lesquels le gardien peut être poursuivi et puni comme coupable de détention arbitraire, 609 et 618.

GENDARMERIE. Le chef de la gendarmerie de service fait garder, de l'ordre du président, les issues de la chambre des jurés, 313—3 et 4. Seuls cas dans lesquels la gendarmerie puisse

s'introduire dans la maison des citoyens, 553 — 22. Voyez *Rébellion*.

GÉNÉRAUX en chef. Voyez *Témoins*.

GENS sans avou. Voyez *Vagabonds*.

GRACE. Droit de faire grâce, prérogative du souverain, pag. 458, n° 6. Bien que le condamné ait obtenu sa grâce, la révision peut être demandée, *ibid.* Voyez *Recommandation*.

GRAINS. Voyez *Récoltes*.

GRANDS dignitaires. Voyez *Témoins*.

GRAND-JUGE ministre de la justice. Peut désigner les membres de la cour d'assises, 252 — 3; art. 253 — 6; art. 254 — 1. Et des cours spéciales extraordinaires, 556 — 12. Les présidents lui adressent la liste réduite des jurés, 588. Il fait tous les ans à sa majesté un rapport sur la manière dont les jurés ont rempli leurs fonctions, 591. Les requêtes en cassation et les pièces du procès sont adressées par l'officier du ministère public au grand-juge, 423; qui les transmet à la cour de cassation, 424. L'arrêt qui rejette un pourvoi est adressé au grand-juge, qui le transmet à l'officier du ministère public près le tribunal qui a rendu le jugement attaqué, 479. Ordre qu'il donne au procureur général près la cour de cassation pour la dénonciation des actes judiciaires, arrêts ou jugemens non sujets à cassation et contraires à la loi, 441. Pour la poursuite des crimes commis, en exercice de fonctions, soit par un tribunal du second ordre, soit par un magistrat d'un ordre supérieur, 486. Dans les cas où il y a lieu à révision, le grand-juge ordonne que l'exécution soit suspendue, et que l'arrêt soit dénoncé à la cour de cassation, 443, 444 et 445. Il transmet à la cour de cassation les dénonciations ou les plaintes dirigées contre les magistrats de la cour impériale, 482. C'est par l'intermédiaire du grand-juge que l'arrêt qui prononce sur un conflit est notifié au ministère public du tribunal dessaisi, 552 et 558. Que les demandes en renvoi pour cause de sûreté publique formées par l'officier du ministère public sont transmises à la cour de cassation, 544. Que les arrêts définitifs rendus en matière de renvoi sont notifiés soit au ministère public soit aux parties, 548. C'est par son intermédiaire enfin que l'arrêt qui renvoie à une cour spéciale est transmis à la cour de cassation, 568. Il présente à sa majesté la recommandation faite par une cour spéciale en faveur de l'individu qu'elle a condamné, 595 — 4 et 5. Il fait tenir un registre général des condamnations à l'emprisonnement correctionnel ou à une peine plus forte, 601 et 602. Rapport qu'il fait à l'Empereur sur les demandes en réhabilitation, 650. Voyez *Témoins*.

sonnement correctionnel ou à une peine plus forte, 601 et 602. Rapport qu'il fait à l'Empereur sur les demandes en réhabilitation, 650. Voyez *Témoins*.

GRANDS officiers. Voyez *Témoins*.

GRANDE voirie. Forme de procéder en cette matière; décret relatif, 410 — 28.

GREFFIER qui faillirait aux devoirs de son état; comment serait procédé contre lui, 282 — 6. Le greffier de la cour ou du tribunal du lieu de l'exécution, assiste le juge qui reçoit la déclaration du condamné, 377. Dresse le procès-verbal d'exécution, et le transcrit dans les vingt-quatre heures sur la minute de l'arrêt; formalités accessoires, 378 — 1 et *suiv.* En cas de transmission de pièces, le greffier est tenu d'y joindre un inventaire qu'il rédige sans frais, 423 — 1. Formalités qu'il doit remplir lorsqu'il reçoit le dépôt d'une pièce arguée de faux, ou d'une pièce de comparaison, 448 — 1. Art. 453. Pein qu'il encourt s'il néglige de les remplir, 448 — 3, 4 et 5. Art. 455. Pein qu'il encourt en cas d'expédition de la pièce déposée, 455 — 3 et 6. Dans la quinzaine du jugement sur le faux, le greffier est tenu de rayer, réformer, renvoyer ou remettre les pièces, à peine d'amende, 463 — 2. Il doit dresser un procès-verbal descriptif des pièces de conviction qui seraient remises aux intéressés après le jugement d'un procès où l'un des accusés serait contumax, 474. Le greffier doit tenir un registre contenant notice des condamnations à l'emprisonnement correctionnel ou à une peine plus forte, 600. Il en envoie tous les trois mois copie au grand-juge et au ministre de la police, 601. Voyez *Amande*.

Greffier de la cour d'assises. Par qui seront remplies ces fonctions, 252 — 15. Art. 253 — 8. Il reçoit la déclaration du reconvens contre l'arrêt de renvoi, 500 — 1 et *suiv.* Donne lecture à l'accusé de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, 313 — 2. Et de la liste des témoins, 315. Tient note des variations du témoin, 318 — 1. Ecrit les questions et observations faites au sourd-muet accusé ou témoin, et en donne lecture, 353. Signe la déclaration du jury, 349 — 4. En donne lecture en présence de l'accusé, 357. Insère dans les arrêts de condamnation le texte de la loi appliquée, à peine d'amende, 369 — 4. Est tenu de faire signer l'arrêt dans les vingt-quatre heures, 370 — 1, 2 et 5. Il dresse procès-verbal de la séance et le signe, 372 — 1 et *suiv.* Voyez *Amande*, *Greffier*.

Greffier de cour spéciale. Par qui seront remplies ces fonctions; distinction, 557 et 558. Il est tenu de faire signer l'arrêt dans les vingt-quatre heures, 595. Sous quelles peines, *ibid.* — 1 et 2. Peut-il se refuser à recevoir une déclaration de pourvoi contre l'arrêt de la cour, 597 — 14 et 15. Si, par cas d'exception, le recours était recevable, le refus du greffier dûment constaté tiendrait lieu de déclaration; arrêt, 589 — 7 et 8. *Voyez Amende, Greffier, Greffier de cour d'assises.*

HAUTE-COUR IMPÉRIALE. Forfaitures et prises à partie de sa compétence, *pag.* 557, n°. 1, 2 et 3.

HOMICIDE. *Voyez Identité.*

HÔTELS GARNIS. La peine de la réclusion prononcée contre les vols commis dans les auberges et hôtelleries s'applique aux vols commis dans les hôtels garnis, 410 — 10 et 11.

IDENTITÉ. Dans quelle forme est vérifiée l'identité d'une personne existante, dont l'homicide prétendu a donné lieu à une condamnation criminelle, 444 — 2 et *suiv.* Par quelle cour sera faite la reconnaissance de l'identité d'un individu condamné, évadé et repris, d'un banni ou d'un déporté qui aura enfreint son ban, 518 — 1 et *suiv.* Peine applicable en ce dernier cas si l'identité est prononcée, *ibid.* — 8. Comment sera rendu le jugement sur l'identité, 519 — 1 et *suiv.* Forme et délai du recours; à qui ouvert, 520 — 1 et *suiv.*

IDIOME. *Voyez Interprète.*

INCAPACITÉS. Quelles sont celles dont le condamné est relevé par sa réhabilitation, 633 — 3. La prescription de la peine ne relève point des incapacités encourues par la condamnation, 635 — 2. *Voyez Jurés.*

INCOMPATIBILITÉ. *Voyez Jurés.*

INCOMPÉTENCE n'est pas toujours un moyen suffisant de cassation, 408 — 15 et *suiv.* *Quid*, si le tribunal auquel la cour de cassation a renvoyé l'affaire, après une annulation pour cause d'incompétence, reconnaissait qu'il est lui-même incompétent, 429 — 8. Marche à suivre après l'admission ou le rejet d'une exception fondée sur l'incompétence, proposée soit devant le tribunal de première instance soit devant le juge d'instruction, 559. La partie qui a le point appelé de l'ordonnance ou du juge-

gement qui rejette l'exception d'incompétence, peut-elle la proposer de nouveau sur l'appel du jugement de condamnation, *ibid.* — 8.

INDEMNITÉS prononcées contre la partie civile qui succombe dans son recours, 436 — 4 et *suiv.* *Voyez Taxe.*

INDICES. De quelle nature doivent être pour déterminer la condamnation, 542 — 14 et *suiv.*

INDIGENCE. Elle dispense de la consignation d'amende en cas de pourvoi; comment doit être constatée, 420 — 10, 11 et 12.

INJUNCTIONS prononcées par la cour impériale contre les officiers de police judiciaire coupables de négligence par récidive, 281.

INJURES. *Voyez Prisons.*

INSTRUCTION doit être poursuivie, bien qu'il n'ait pas été désiré aux réquisitions du procureur général, 278. Doit être continuée jusqu'aux débats exclusivement, lorsqu'il y a déclaration de recours contre l'arrêt de renvoi, 301. L'instruction sur prévention de crime commis par un magistrat peut-elle être dévolue au tribunal auquel le prévenu appartient, 480 — 6. En matière spéciale, l'instruction est continuée jusqu'aux débats exclusivement, sans attendre que la cour de cassation ait prononcé sur l'arrêt de renvoi, 571. *Voyez Juge d'instruction.*

INTERLOCUTOIRES. *Voyez Jugements.*

INTERPRÉTATION de la loi; quand doit être demandée, 440 — 2 et *suiv.* Loi relative, 427 — 11.

INTERPRÈTE. Dans quel cas et par qui sera nommé, 352 — 5 et 4. *Art.* 353. Recusation, *ibid.* — 5 et 6. Âge requis; serment, *ibid.* — 7.

JURÉ qui compromet la dignité de son caractère, comment sera procédé contre lui, 282 — 5 et 4. *Voyez Crimes, Délits.*

JUGES-AUDITEURS. Peuvent-ils entrer dans la composition des cours d'assises; distinction, 253 — 1. *Art.* 256 — 1. Et dans celle des cours spéciales, 572 — 2. Cette prérogative ne leur est accordée que lorsqu'ils ont l'âge requis, 256 — 2. Ont rang avec les juges de première instance, et présence sur les suppléants, 256 — 4. *Art.* 264 — 5. Peut-il être attaché des juges-auditeurs aux cours impériales? 256 — 5. *Voyez Âge.*

JUGE D'INSTRUCTION ne peut siéger aux assises dans une affaire qu'il aurait instruite, 257 — 2 et 3. Devant quel juge d'instruction est renvoyé

l'accusé acquitté qui a été inculpé sur un nouveau fait aux débats, 361—6. Les juges d'instruction établis dans le ressort de la cour dont l'arrêt a été cassé, ne peuvent procéder à la nouvelle instruction, 431—1 *et suiv.* Cette règle est applicable aux matières correctionnelles comme aux matières criminelles, *ibid.* — 3. Qui remplit les fonctions de juge d'instruction, lorsqu'il s'agit de procéder sur une prévention de crime commis, hors fonctions, par un juge de paix ou de première instance? 480—4, 5 et 6. Qui, lorsqu'il y a prévention de crime commis en exercice de fonctions par des magistrats du second ordre? 484. Dans ce dernier cas, le magistrat chargé d'instruire l'affaire doit-il en faire un rapport à la chambre du conseil du tribunal de première instance? Décision de M. Merlin, *ibid.*—14. Dans quel cas les fonctions de juge d'instruction sont remplies par le premier président de la cour de cassation, 490—1, 2 et 3. Dans quel autre par un président de section de la même cour, 496 *et suiv.* Le juge d'instruction est chargé de signer et parapher le registre du gardien de la maison d'arrêt, 607. Il doit visiter au moins une fois par mois les personnes retenues dans cette maison, 611—1 *et suiv.* Ordres qu'il peut donner dans cette visite, 613—3 et 4.

Juges militaires. Voyez Cours spéciales.

Juge de première instance qui a voté sur le renvoi à la cour impériale peut néanmoins siéger aux assises dans la même affaire, 257—4. Voyez *Age*.

Jugemens préparatoires et d'instruction ne sont soumis au recours qu'après le jugement définitif, 416—1 *et suiv.* *Quid*, des jugemens interlocutoires? 415—16. *Art.* 416—3, 6 *et suiv.* Le recours préalable est ouvert contre les jugemens rendus sur la compétence, 416—2, 10 *et suiv.* Voyez *Recours en cassation*, *Revision*, etc.

Jurés. A quelle place siégeront, 309—1 et 2. Dans quel ordre seront rangés, *ibid.*—3 et 4. Nombre des jurés siégeant, *ibid.*—4 et 5. Peut-il être appelé des jurés supplémentaires, *ibid.*—5, *Art.* 353—4. Discours que le président adresse aux jurés, 312. Prestation du serment, *ibid.*—1, 7, 8 et 9. Le président leur fait un résumé de l'affaire, 356—1 *et suiv.* Leur rappelle les fonctions qu'ils ont à remplir, *ibid.*—9. Leur remet les questions et les pièces du procès, à la réserve des déclarations écrites des

témoins, 341—1 *et suiv.* Avertissement qu'il leur donne, *ibid.*—10 *et suiv.* Les jurés se retirent ensuite dans leur chambre pour délibérer, 342—7. Désignation du chef du jury, *ibid.*—1 *et suiv.* Ses principales fonctions, *ibid.*—6. Instruction dont il donne lecture aux autres jurés, *ibid.*—6 et 10. Sur quels points doit s'établir la conviction du jury, *ibid.*—11 *et suiv.* Mode de délibération, 337—7. *Art.* 344 et 345. Comment les jurés doivent répondre aux interrogations du chef du jury, 345 et 346. La déclaration du jury ne se forme qu'à la majorité, 347—1 *et suiv.* En cas d'égalité de voix, il y a majorité en faveur de l'accusé, 347—1 *et suiv.* Les jurés ne peuvent communiquer au dehors avant d'avoir formé leur déclaration, 312—2 *et suiv.*, 345—1 *et suiv.*, 348—6. *Art.* 355—5 *et suiv.* *Quid*, si un juré changeant d'opinion réclame devant la cour contre son propre suffrage, *ibid.*—2, 3 et 4. Lecture de la déclaration du jury; formule, 348—1 *et suiv.* *Quid*, si un jury refusait d'assister à cette lecture; arrêt, 347—10 *et suiv.* Si la déclaration est irrégulière, la cour doit l'annuler, et ordonner que les jurés en fassent une nouvelle; arrêt, 355—7. *Art.* 345—11 et 12. *Art.* 348—7. La déclaration est signée du chef du jury, 349—1 *et suiv.* Remise au président, et signée tant par lui que par le greffier, *ibid.*—4. Elle n'est jamais soumise à un recours direct, 350—1 *et suiv.* Dans quel cas les juges réunissent leurs suffrages à ceux des jurés; développemens, 351—1 *et suiv.* Cas dans lequel la cour, après la déclaration du jury, peut surseoir au jugement, et renvoyer à la session suivante et à un nouveau jury, 352—1 *et suiv.* *Age* et qualités requises pour être juré, 381—1 *et suiv.* Le défaut d'âge ou la privation de l'exercice des droits politiques et civils, constitue une incapacité absolue, 381—3, 4 et 51. Si l'incapacité d'un juré avait été ignorée de l'accusé lors des débats, l'arrêt de condamnation pourrait-il être annulé sur le moyen résultant de cette incapacité, *ibid.*—35. *Quid*, de l'incapacité résultant de la qualité de failli, 381—34. Ou d'héritier immédiat et détenteur à titre gratuit de la succession d'un failli, *ibid.*—37 *et suiv.* Parmi quels citoyens seront pris les jurés, 382. Incapacité absolue à l'égard de celui qui, dans la même affaire, a été officier de police judiciaire, témoin, interprète, expert, ou partie, 383—1 *et suiv.* Avec quelles fonctions celles de jurés sont incompatibles, 381—1 *et suiv.* Sont-elles incompatibles avec celles de juges suppléans, *ibid.*—3. Avec

celles de maire président un tribunal de police, *ibid.* — 4. Quelles personnes peuvent être dispensées, 385—1 *et suiv.*, 388—8. Comment ceux qui se trouvent hors des classes désignées en l'art. 382 peuvent obtenir d'être portés sur la liste, 386—1 *et suiv.* Formation et réduction de la liste, 388. Cette liste est notifiée par extrait à chaque juré; formalités, délai, 389. Si, par défaut de notification, quelques jurés n'ont pu prendre part aux débats, y a-t-il lieu à l'annulation de la déclaration du jury, *ibid.* — 2 *et suiv.* Celui qui, ayant été porté sur une liste de jurés, a satisfait à toutes réquisitions; ne peut être porté contre son vœu sur les listes des quatre sessions suivantes, 391—1 *et suiv.* Certificat exigé de tous ceux qui, ayant l'âge requis pour remplir les fonctions de jurés, sollicitent une place administrative ou judiciaire, 392. Le nombre de douze jurés est nécessaire pour former un jury, 393. *Quid*, si, au jour de la formation du tableau, il y a moins de treize jurés présents et non dispensés, 395—1 *et suiv.* Quelles peines encourt le juré qui fait défaut sur la citation, ou se retire avant la fin de la session, 396, 398. La voie de l'opposition est-elle ouverte contre l'arrêt qui l'a condamné; délai, *ibid.*—8 et 9. Excuses, 397. *Quid*, si les excuses sont reconnues fausses, *ibid.*—7 *et suiv.* Formation du tableau, 399. *Quid*, s'il survient une cause d'empêchement, ou si l'on découvrait une incapacité, durant l'examen, dans la personne d'un juré, *ibid.*—8. *Art.* 400—6. L'instruction d'une continuation se fait sans assistance de jurés, 470. L'instruction sur l'identité d'un individu condamné, évadé et repris, se fait sans assistance de jurés, 519—1. Les cours spéciales jugent sans assistance de jurés, 519—1. Voyez *Amende*, *Excuses*, *Jury*, *Liste*, *Tableau*.

JURY. Pologie de cette institution, 309—7 *et suiv.* Voyez *Jurés*.

JUSTICE DE PAIX. Peut-elle instruire sur le faux incident, 449—15.

LANGUE. Voyez *Interprète*.

LIGION D'HONNEUR. Les membres de cet ordre condamnés à une peine afflictive ou infamante seront dégradés avant l'exécution, 376—2. *Art.* 598—7.

LETTRES DE REHABILITATION. Voyez *Rehabilitation*, **LIBERTÉ INDIVIDUELLE.** Voyez *Détention arbitraire*.

LISTE DES JURÉS, SA FORMATION, SA PREMIÈRE RÉDUCTION, 387—1 *et suiv.* A quelles personnes doit être envoyée, 388—1 *et suiv.* Est notifiée par extrait à chaque juré; formalités, délai, 389. Ne peut servir que pour une session, 390 et 406. Quand notifiée à l'accusé, 394—1 *et suiv.* *Quid*, s'il se trouve sur la liste un juré qui n'ait pas les qualités requises, 395—4 et 12. Voyez *Jurés*, *Tableau*.

LOI. Le texte de la loi appliquée sera inséré dans les arrêts de condamnation de la cour d'assises, 369—5 *et suiv.* Ou spéciale, 592. Dans quel cas il y a lieu à interprétation de la loi, 440—2 *et suiv.* Loi relative, 427—11.

MAGISTRATS. Sont soumis à une juridiction extraordinaire à raison des crimes ou délits dont ils peuvent être prévenus; distinctions, *pag.* 546 *et suiv.* Voyez *Crimes*, *Délits*.

MAIRE. Est tenu de visiter au moins une fois par mois les maisons de détention établies dans sa commune, 612—1, 2 et 3. La police de ces maisons lui appartient, 613—1 et 2. Voyez *Jurés*.

MAISONS D'ARRÊT. Voyez *Prisons*.

MAISONS DE JUSTICE. Voyez *Prisons*.

MAJORITÉ. Il y a majorité en faveur de l'accusé en cas d'égalité de voix dans la déclaration du jury, 347—1 *et suiv.* *Quid*, si le jury déclare à la simple majorité la culpabilité de l'accusé sur le fait principal? 351. En quoi consiste cette simple majorité, 341—13. *Art.* 351—2.

MANDATS. Le pouvoir de délivrer mandat d'amener, de dépôt ou d'arrêt, ne peut être délégué, 285—2 et 3. Cas dans lequel l'accusé, quoique acquitté, peut être mis en état de mandat de comparution, d'amener ou d'arrêt, 361. L'officier du ministère public et le président du tribunal qui, dans la visite d'un procès, a reconnu des indices de faux, peuvent décerner mandat d'amener contre le prévenu, 462—1 *et suiv.* Le juge d'instruction peut-il décerner mandat contre un membre de cour impériale qui se serait rendu coupable d'un crime ou d'un délit, 481—3 et 4. Quel mandat le premier président de la cour de cassation est-il autorisé à décerner contre les magistrats dénoncés à cette cour comme coupables de forfaiture, 490—1, 2 et 3. Quel mandat peut décerner contre le prévenu de forfaiture le président de la section (cour de cassation) chargée de prononcer sur la mise en accusation, 498—1 et 2.

MÉMOIRE. Dans quelle circonstance il y a lieu de nommer un curateur à la mémoire du condamné décédé, 447. Cas dans lequel un nouvel arrêt décharge la mémoire du condamné décédé, *ibid.*

MENACES. Voyez *Prisons*.

MEULES. Voyez *Récoltes*.

MEURTRE qui a précédé, accompagné ou suivi un autre crime ou délit, est puni de mort; observations, 271 — 14 et *suiv.*

MINISTRE public. Quel magistrat en remplit les fonctions près des cours d'assises, 252. — 14. Art. 253 — 7. Art. 265. Près des cours spéciales, 557 et 558. Voyez *Procureur-général*.

MINISTRES. Voyez *Témoins*.

Ministre de la justice. Voyez *Grand-juge*.

Ministre de la police. Fait tenir un registre général des condamnations à l'emprisonnement ou autre peine plus forte, 601 et 602.

MINUTES des arrêts rendus aux assises et en la cour spéciale, où seront déposées, 380 et 599.

MORT civile. Voyez *Contumace*.

NÉGLIGENCE. Voyez *Officiers de police judiciaire*.

NOLIER. Dépôt général de la notice des jugemens, 600, 601 et 602.

NOTIFICATION. Voyez *Liste*, *Recours en cassation*, *Règlement de juges*, *Renvoi*, etc.

NULLITÉ. Résulte de ce qu'un membre de la cour impériale qui aurait voté sur la mise en accusation, ou un juge d'instruction qui aurait instruit l'affaire, serait entré dans la composition des assises, 257. De ce que les poursuites auraient eu lieu sur un acte d'accusation non rédigé dans les formes prescrites, 271. De ce que l'accusé n'aurait pas été pourvu d'un conseil, 294. Si l'accusé n'a pas été averti du délai dans lequel il doit déclarer son recours contre l'arrêt de renvoi, les nullités de cet arrêt ne sont point couvertes par son silence, 297 — 1 et 2. Quelles nullités peuvent fonder le recours préalable contre l'arrêt de renvoi, 299 — 5 et *suiv.* Chacun des jurés individuellement doit prêter serment, à peine de nullité, 312 — 8. Il résulte une nullité du défaut de prestation de serment de l'un des témoins, 317 — 1 et 2. Du défaut de nomination d'interprète aux cas déterminés, ou de ce que l'interprète aurait été pris parmi les juges, les jurés ou les témoins, 332 — 1, 2 et 3. Cette nullité peut-elle être invoquée en

matière spéciale? 576 — 7. Résulte de ce que la décision du jury ne se serait point formée à la majorité, 347 — 2, 3 et 4. De ce que l'un des jurés n'aurait pas été présent à la lecture de la déclaration du jury; arrêt, *ibid.* — 10 et 11. De ce que l'un des jurés n'aurait pas l'âge ou les qualités requises, 381 — 3, 4 et 31. De ce que sous un autre caractère il aurait déjà participé à la même affaire, 383. De ce qu'il remplirait des fonctions incompatibles avec celles de juré, 384 — 1. De ce que la liste des jurés n'aurait pas été notifiée à chaque accusé la veille du jour où doivent s'ouvrir les débats, 394 — 1 et *suiv.* Si le jugement d'une affaire est renvoyé à la session suivante, il sera procédé sur une nouvelle liste de jurés à la formation d'un nouveau tableau, à peine de nullité, 406. Cas dans lesquels les arrêts et jugemens définitifs et en dernier ressort, ainsi que l'instruction et les poursuites qui ont précédé, doivent être annulés, et par qui la nullité peut être invoquée, 407, 408 et *suiv.* Quand doit-on suppléer dans la loi, la nullité qui n'y est pas exprimée? 408 — 32. Si la nullité ne vicie qu'une partie de l'arrêt, l'annulation ne frappera que cette partie seulement, 434. Les dépositions écrites des princes, des ministres, etc. seront lues publiquement aux jurés et soumises aux débats, sous peine de nullité, 512 et 516. Le jugement qui prononce sur l'identité d'un individu condamné, évadé et repris, est rendu en audience publique, et en présence de l'individu repris, sous peine de nullité, 519. Voyez *Recours en cassation*.

Officiers du ministère public qui compromettent l'honneur de leurs fonctions; comment il sera procédé contre eux, 285 — 2.

Officiers de police judiciaire. Sont soumis à la surveillance du procureur-général, 279. Avertis par ce magistrat en cas de négligence, 280 — 1 et 2. En cas de récidive il les dénonce à la cour et les fait citer à la chambre du conseil, 281 — 1 et *suiv.* Injonctions et condamnation aux frais prononcées contre eux, *ibid.* Surveillance que le procureur impérial criminel exerce à leur égard, 289 — 1 et 2. Poursuites et instruction contre eux à raison de crimes ou délits commis hors de leurs fonctions, 479 et 480. A raison de crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, 483 et 484. Qui doit remplir les fonctions d'officier de police judiciaire sur prévention de crimes commis hors fonctions par un juge de paix ou de première

instance, 480—4, 5 et 6. Qui, lorsqu'il y a prévention de crimes commis en exercice de fonctions par des magistrats du second ordre, 484—3.

OPPOSITION. Est ouverte au témoin condamné par suite de non-comparution, 556—1 *et suiv.* 579—2. Dans quel délai doit être formée, 556—2 et 5. Devant quel juge, *ibid.*—4. Est-elle recevable contre l'arrêt par contumace qui n'a prononcé que des peines correctionnelles ou de police? Opinion de M. Merlin, *page* 520, n°. 11. Est-elle recevable contre l'arrêt de la cour de cassation qui statue sur une demande en règlement de juges? distinction, *art.* 528—2 *et suiv.* 551—1. *Art.* 555—1 *et suiv.* 557—1 *et suiv.* Ou sur une demande en renvoi, 545, 547—3 et 4. *Art.* 549 *et* 551—4. Dans quel délai, dans quelles formes, et par qui peut-elle être formée, 528—2 *et suiv.* 555—2 *et suiv.* 559. Election de domicile à défaut de laquelle l'opposition n'est pas recevable, 555—1 *et suiv.* L'opposition reçue emporte sursis au jugement du procès, 550. La prescription de la peine court-elle pendant le délai d'opposition, 656—2 et 5. *Art.* 659—9.

ORDONNANCE de se représenter, prononcée contre l'accusé contumax, 465—2. Par qui rendue, *ibid.*—3, 4 et 5. Ses effets, *ibid.*—9 et 10. Notifiée au domicile de l'accusé, *ibid.*—6. Dans quelle forme publiée, en quels lieux affichée, 466—1 et 2. Est envoyée par le procureur-général au directeur des domaines du domicile de l'accusé, *ibid.*—3.

ORDONNANCE d'acquit. Voyez *Acquittement.*

OUVERTURES de cassation. Voyez *Nullité, Recours en cassation.*

OUVRIERS. Comment sont punis, en cas de refus, les ouvriers peurs pour les travaux préparatoires de l'exécution, 376—4 et 5.

PARAPHE qui doit être apposé sur les pièces arguées de faux, 448, 449 et 450—1. Et sur les pièces de comparaison, 453 et 457.

PARENTÉ, ainsi que l'alliance d'un témoin avec l'accusé, peut établir un reproche contre ce témoin, 322. Distinctions fondées sur les différentes espèces de parenté, *ibid.*—13 *et suiv.*, jusqu'à 27 incl.

PAROLE sera donnée par le président au procureur-général, aux juges et aux jurés qui la

demandront, 319—4. *Quid*, si la parole est retirée au conseil de l'accusé avant que les débats soient terminés, 394—7 *et suiv.*, 311—2, 3 et 4.

PARRICIDE, n'est jamais excusable, 339—13. Exception fondée sur un arrêt, *ibid.* *et art.* 410—22.

PARTIE civile, si peut se faire délivrer copie des pièces, 303—3. Est tenue de notifier à l'accusé la liste des témoins qu'elle produit, 315—5. Dans quel délai, *ibid.*—11 et 12. Ne peut questionner soit l'accusé, soit les témoins, que par l'organe du président, 319—5. Elle a le droit de reprocher les témoins, 322—7. Ses parens ou alliés ne sont point reprochables de ce chef, *ibid.*—18. Elle ne peut produire aux débats des témoins qui n'ont pas déposé par écrit, ou qui n'ont pas été assignés, 324—1 *et suiv.* Peut, si une déposition paraît fautive, demander l'arrestation du témoin, et le renvoi de l'affaire, 330 et 331. Conclut dans ses intérêts civils, quand l'accusé a été déclaré coupable, 362—5 *et suiv.* La partie civile qui succombe, supporte les frais, 368—2 *et suiv.* Espèces, *ibid.*—9 *et suiv.* A-t-elle droit de recours contre les arrêts de condamnation en matière criminelle, 408—2. Contre les arrêts d'absolution ou ordonnances d'acquit, 373—14. *Art.* 412—1 *et suiv.* Est recevable dans son recours contre tous arrêts ou jugemens définitifs et en dernier ressort, rendus en matière correctionnelle et de police, 415—11. La partie civile qui se pourroit en cassation, est tenue de joindre aux pièces une expédition de l'arrêt, 419—1 et 2. Et la quittance de la consignation d'amende, *ibid.*—5. Ne peut faire parvenir sa requête en cassation que par la voie du greffe ou par le ministère d'un avocat à la cour de cassation, 422 et 424. Condamnations prononcées contre la partie civile qui succombe dans son recours, 436—1 *et suiv.* Le recours contre un arrêt de contumace est-il ouvert à la partie civile, 475—1.

Partie lésée. Peut-elle dénoncer directement à la cour impériale ou à la cour de cassation, suivant les cas, les magistrats ou tribunaux dont elle croit avoir à se plaindre? 479—5. *Art.* 486.

PEINES. De quelle époque commencent-elles à courir? 619—4 et 5. Voyez *Cours d'assises, Cours spéciales, Prescription.*

PIÈCES. Les pièces du procès seront envoyées au

greffe du tribunal désigné par l'arrêt de renvoi, 291. Dans quel délai, 291 — 1 et 3. *Art.* 292. Le conseil de l'accusé peut s'en faire délivrer copie à ses frais, 305 — 1 et 2. Ce droit est-il accordé à la partie civile? *ibid.* — 3. De quelles pièces il est donné copie gratuite à l'accusé, 305 — 4 et *suiv.* Les pièces de conviction sont représentées à l'accusé, 329 — 1, 3 et 4. Et au témoin s'il y a lieu, *ibid.* — 2. Les pièces du procès, autres que les déclarations écrites des témoins, sont remises aux jurés après le débat, 341 — 1 et *suiv.* Par quelle voie la partie réclamante peut faire parvenir, sans frais, à la cour de cassation, les pièces de son pourvoi, 421 et 423. Elle peut aussi les adresser par toute autre voie au greffe de cette cour, 424. Modification à l'égard de la partie civile, *ibid.* Les pièces arguées de faux sont déposées au greffe : formalités, 448, 449 et 450. Formalités relatives au dépôt des pièces de comparaison, 453, 454 et 456. En quel cas il est laissé au dépositaire copie collationnée de la pièce dont le dépôt est ordonné, 455 — 1 et *suiv.* Le greffier peut-il délivrer expédition ou copie de la pièce déposée? *ibid.* — 5 et 6. Les écritures privées peuvent-elles être admises comme pièces de comparaison? 456 — 1 et 2. Si une pièce est arguée de faux par l'une des parties, elle sommra l'autre de déclarer si elle veut s'en servir, 448. *Quid*, si la partie sommée ne répond pas, ou si elle déclare qu'elle ne veut point se servir de la pièce arguée? 449 — 1. *Quid*, si elle déclare qu'elle entend s'en servir? *ibid.* — 9. Quand il aura été statué sur le faux, que deviendront les pièces déposées? 463 — 1 et *suiv.* La remise des pièces de conviction peut-elle avoir lieu après le jugement des accusés présents, nonobstant la contumace d'un autre accusé? 574. Voyez *Depositions*, *Destruction de pièces*, *Faux*, *Greffier*, *Procès-verbal*.

PLAINTES. (Envoi de) Voyez *Greffier*.

PLAIGNANT. Si peut être poursuivi en dommages-intérêts par l'accusé acquitté, 358 — 10. *Art.* 359 — 4. Ne peut être condamné aux frais s'il n'est partie civile, 368 — 20 et *suiv.*

PLAINTES. Voyez *Denonciations*.

POLICE. Comment et par qui elle s'exerce relativement à ceux qui apportent du trouble dans les audiences, 504. Ou dans tout autre lieu où un magistrat de l'autorité administrative ou judiciaire exerce publiquement ses fonctions, 509. À qui appartient la police des maisons de détention, 615 — 1. Voyez *Audience*, *Prisons*.

PRÉFETS DE DÉPARTEMENT ne sont point soumis à

II.

la surveillance du procureur général, 273 — 2. Sont chargés de la formation de la liste des jurés, 587. À quelles personnes ils envoient la liste réduite, 588 — 1 et *suiv.* Notifié à chaque juré un extrait de la liste, constatant que son nom y est porté; délai, formalités, 589. Désignent au grand-juge ceux qui, portés sur une liste, n'ont pas satisfait aux réquisitions, 591 — 5 et 6. Ils ont l'administration des maisons de détention, 605 et 606. Signent et paraphent les registres des gardiens des prisons, 607. Sont tenus de visiter, au moins une fois par an, toutes les maisons de détention et tous les prisonniers de leur département, 611 — 1 et *suiv.*

PRÉFET DE POLICE est tenu de visiter, au moins une fois par mois, les maisons de détention établies dans le lieu où il exerce ses fonctions, 612 — 2 et 3. La police de ces maisons lui appartient, 615 — 1 et 2.

PRÉPARATOIRES. Voyez *Jugemens*.

PRESCRIPTION. Parallèle de la législation actuelle et de la législation antérieure sur la prescription en matière criminelle, *pag.* 749 et *suiv.* Comment doit se compléter la prescription qui a commencé sous l'ancienne loi, et qui se continue sous la loi nouvelle, *pag.* 749, n° 3. En matière criminelle, il n'appartient pas à la cour de cassation de juger sans renvoi l'excepton tirée de la prescription, 429 — 15. Prescription des peines afflictives et infamantes, 655. Effets, *ibid.* — 2, et *pag.* 751, n° 15 et 14. Résidence du condamné qui a prescrit la peine, 655 — 3 et 4. Prescription des peines correctionnelles; laps de temps, 636. De quelle époque elle commence à courir; distinctions, questions, *ibid.* — 1 et *suiv.* Prescription de l'action publique et de l'action civile résultant d'un crime, 637 — 1 et *suiv.* Résultant d'un délit, 638 — 1 et *suiv.* S'il a été fait des actes de poursuites ou d'instruction non suivis de jugement, le délai ne court qu'à compter du dernier acte, 637 — 3 et 5. Prescription des peines de police; de quelle époque elle court; distinction, 639. Prescription de l'action publique et de l'action civile résultant d'une contravention, 640. Elle ne peut être interrompue que par un jugement de condamnation, *ibid.* — 2 et 5. *Quid*, si le jugement de condamnation a été annulé en cassation, *ibid.* — 5. Les condamnés par contumace ou par défaut, dont la peine est prescrite, ne sont point admis à purger le défaut ou la contumace, 641. Prescription des condamnations civiles, 642. La prescription de la peine qui rend de ce chef l'arrêt irrévocable contre le

continues, le rend-elle également irrévocable dans l'intérêt de la partie civile, *ibid.*—3, 4 et 5. Prescriptions particulières maintenues par le Code d'Instruction Criminelle, 643. Prescription de l'action en matière forestière; questions, espèces, 643—2 et *suiv.* De l'action résultant des contraventions de classe, *ibid.*—20, 21 et 22. Résultat de délits ruraux, *ibid.*—23 et 24. De délits commis en matière de douanes, *ibid.*—25. De droits réunis, *ibid.*—26. Un acte nul n'interrompt point la prescription; arrêt, 643—12, 13 et 14.

Président des assises. Par qui désigné, 252—3 et 8. Art. 251—2. Le premier président de la cour impériale peut présider lui-même les assises, 252—7. Art. 253—3. Par qui seront présidées les assises extraordinaires, 252—9. Remplacement du président empêché, 252—13. Art. 263. Les accusés arrivés à la maison de justice depuis l'ouverture des assises ne peuvent y être jugés, si le président ne rend une ordonnance à cet effet, 261. Le président entend l'accusé lors de son arrivée à la maison de justice, 266—1, 2 et 3. Art. 265. Procède à la formation du tableau, 266—4, 5 et 6. On délègue un juge à cet effet, *ibid.*—1 et 6. Il est personnellement chargé d'exercer la police de l'audience, 267—1 et 2. Et de diriger les débats, *ibid.*—3 et 4. Il peut prendre sur lui tout ce qu'il croit utile à la manifestation de la vérité, 268 et 269. Restrictions, 268—6. Art. 269—3. L'abus de ce pouvoir établit néanmoins une ouverture de cassation; arrêt, 268—5. Le président doit écarter tout ce qui tend à prolonger inutilement les débats, 270. Peut, même d'office, renvoyer l'affaire à la prochaine session, 306—1 et *suiv.* Peut ordonner la jonction de plusieurs actes d'accusation sur un même délit, 307—1 et *suiv.* Ou la disjonction de plusieurs délits non-connexes contenus au même acte d'accusation, 308. Avertissement au coaccusé de l'accusé, 311. Discours aux jurés, 312. Avertissement à l'accusé, 313. Le président résume l'acte d'accusation, 314—2. Ordonne aux témoins de se retirer dans la chambre qui leur est destinée, 316. Prend au besoin les précautions convenables pour les empêcher de conférer entre eux au délit ou de l'accusé, *ibid.* Interroge le témoin sur ses nom, prénoms, etc. 317—7, 8 et 9. Fait tenir note des variations du témoin, 318—2. Ce qu'il demande au témoin après sa déposition, 319—2. Et à l'accusé, *ibid.* Il peut demander tous éclaircissements nécessaires, tant à la partie civile qu'à l'accusé et au témoin, *ibid.*—3, 5 et 6. Peut ordonner qu'un ou plusieurs témoins s'éloi-

gnent ou soient entendus de nouveau, 316—1 et *suiv.* Examiner séparément un ou plusieurs accusés sur quelques circonstances du procès, 327—1 et *suiv.* Ordonner l'arrestation du témoin prévenu de faux témoignage, 330—2 et 3. Il remplit à l'égard de ce témoin les fonctions de juge d'instruction, *ibid.* Nomme un interprète dans les cas déterminés, 332, 333. Détermine l'ordre dans lequel les accusés seront soumis aux débats, 334—1 et 2. Prononce la clôture des débats, 335—5. Résume ensuite l'affaire, 336—1 et *suiv.* Rappelle aux jurés les fonctions qu'ils ont à remplir, 336—9. Pose les questions, *ibid.*—10 et 11. Remet aux jurés les questions et les pièces du procès, 341—1 et *suiv.* Avertissement qu'il leur donne, *ibid.*—10 et *suiv.* Fait retenir l'accusé de l'auditoire, 342—8. Prend les mesures nécessaires pour isoler les jurés pendant leur délibération, 343—1 et 2. Signe la déclaration du jury, 349—4. Fait comparaitre de nouveau l'accusé, 357. Prononce, s'il y a lieu, l'acquiescement, 358—2. Renvoie l'accusé acquitté, mais inculpé aux débats sur un nouveau fait, devant le juge d'instruction de l'arrondissement où siège la cour, 361—3 et *suiv.* Demande à l'accusé déclaré coupable s'il n'a rien à dire pour sa défense, 363—1. Prononce l'arrêt, 369. Lit auparavant s'il y a lieu le texte de la loi applicable, *ibid.*—3. Exhortation à l'accusé, 371—1. Avertissement relatif au pourvoi en cassation, *ibid.*—2 et *suiv.* Quinze jours avant l'ouverture de la session, le président requiert le préfet de former une liste de 60 jurés; il la réduit à 36, et la renvoie au préfet, 387. Comment il complètera la liste des jurés, lorsqu'il y aura moins de trente jurés présents pour la formation du tableau, 395. Le président de la cour d'assises préside la cour spéciale, 356. Il signe et paraphe le registre du gardien de la maison de justice, 607. Est tenu de visiter au moins une fois dans le cours de la session les personnes retenues dans la maison de justice, 611—1 et *suiv.* Ordres qu'il peut donner dans cette visite, 613—3 et 4. Voyez *Cours d'assises*.

Président (premier) de la cour impériale. Fixe le jour de l'ouverture des assises ordinaires, 260—1. Désigne les magistrats qui doivent faire le service aux assises, 252—5. Art. 253—6. Art. 254—1. Se transporte en la demeure des princes du sang, des grands dignitaires et du grand-juge, pour y recevoir leurs dépositions, 311.

Président de la cour spéciale. A quel magistrat cette présidence est dévolue, 356. Fonctions

du président, 563 et 564. Pose les questions, 581 — 1. Recueille les voix, *ibid.* — 3. Prononce l'arrêt, 591. Exhortation à l'accusé, 594. Voyez *Cours-péciale, Président des assises, Président du tribunal de première instance*. Cas dans lequel il peut être appelé à présider la cour d'assises, 268. Ou la cour spéciale, 556. Cas dans lequel il est chargé de recevoir les dépositions des princes du sang et grands dignitaires, 511. En l'absence du président de la cour d'assises, il signe et paraphe le registre du gardien de la maison de justice, 607.

Principes du sang impérial. Voyez Témoins.

Prise à partie peut avoir lieu contre le procureur général qui exercerait des poursuites contre une personne qui n'aurait pas été mise légalement en accusation, 371. Contre les juges et contre le greffier pour défaut de signature de l'arrêt, 370 et 593—2.

Prisons; trois sortes, 603—7. Destination des maisons d'arrêt, *ibid.*—3. Des maisons de justice, *ibid.*—4. Des prisons pour peines, *ibid.*—5. Les maisons d'arrêt et de justice sont distinctes des prisons pour peines, 604. Administration de ces différentes maisons, 603 et 606. L'air qui et quand seront visités, 611 et 612. A qui appartient la police de ces maisons, 613. Mesures de rigueur contre les prisonniers qui useraient de menaces, injures ou violences, 614. Sur les ordres de qui seront-elles exécutées, *ibid.*—1 et 2. Voyez *Gardiens*.

Procès verbal constatant que l'accusé a été pourvu d'un conseil, et qu'il a été averti du délai dans lequel il doit déclarer son recours contre l'arrêt de renvoi, 266. De qui signé, *ibid.* Il n'est délivré gratuitement qu'une seule copie des procès-verbaux constatant le délit, 501. Procès-verbal de la séance d'une cour d'assises ou spéciale, 372—1 et *suiv.* Art. 596. De qui signé, *ibid.* Procès-verbal d'exécution, 372. Il est dressé par le greffier, et transcrit sur la minute de l'arrêt, *ibid.*—1 et *suiv.* Procès-verbal dressé par le greffier qui reçoit le dépôt d'une pièce arguée de faux, ou d'une pièce de comparaison, 448—6. Art. 450—1 et 2. Art. 453. Il doit être dressé un procès-verbal descriptif des pièces de conviction qui sont remises aux intéressés après le jugement, lorsque l'un des accusés est contumax, 474. Procès-verbal qui est dressé à raison des délits contraires au respect dû aux autorités constituées, 501—2 et 3. Art. 509. Procès-verbal destiné à recommander à la commémoration de l'Empereur l'individu condamné par une cour spéciale, 372—1 et 2. Procès-verbal que doit

dresser le magistrat qui procède à faire cesser une détention arbitraire, 616—3.

Procureur général près la cour de cassation. La demande du condamné qui sollicite l'autorisation de se constituer dans la maison de justice du lieu où siège la cour de cassation, doit être adressée à ce magistrat et visée par lui, 421 — 4. Il doit envoyer au grand-juge un extrait de chaque arrêt de rejet, 439. Ordonne qu'il peut recevoir du grand-juge, de dénoncer à la section criminelle les actes, arrêts ou jugements non sujets à cassation et contraires à la loi, 441. Lorsqu'il n'y a pas eu recours dans le délai contre un arrêt sujet à cassation, il peut en requérir l'annulation dans l'intérêt de la loi, 442. Lorsque deux arrêts de condamnation, prononcés à raison du même crime contre deux accusés, sont inconciliables, il les dénonce, de l'ordre du grand-juge, à la section criminelle, 443. Il dénonce, de même, l'arrêt de condamnation prononcé sur un débat où il a été entendu des témoins à charge condamnés depuis pour avoir porté un faux témoignage dans l'affaire, 445. Poursuit, de l'ordre du grand-juge, les crimes commis en exercice de fonctions, soit par un tribunal du second ordre, soit par un magistrat d'un ordre supérieur, 486. Ce qu'il requiert lorsqu'il ne trouve pas dans les pièces des renseignements suffisants, 487. Réquisitoire contenant dénonciation du prévenu de l'infraction, 491. L'arrêt qui prononce sur un conflit est notifié à sa diligence, 532 et 538. Il peut requérir le renvoi d'une affaire devant un autre tribunal; pour quelles causes, 542—3. Il notifie à qui de droit l'arrêt de soit communiqué intervenu sur une demande en renvoi ou en règlement de juges, 531—3 et 4, art. 516—2. Ainsi que l'arrêt définitif, 532 et 548—1.

Procureur général près la cour impériale. Énumération de ses principales fonctions, page 36 et *suiv.* Il peut exercer par lui-même ou par l'un de ses substitués les fonctions du ministère public près les cours d'assises, dans toute l'étendue du ressort, 232—14. Art. 265—1 et *suiv.* L'accusé arrivé à la maison de justice depuis l'ouverture des assises ne peut y être jugé, si le procureur général ne le requiert, 261. Ce magistrat poursuivra tout individu mis légalement en accusation; 271—1 et *suiv.* Mais il ne peut porter devant la cour aucune accusation qui n'aurait pas été légalement prononcée, *ibid.* Il ne doit apporter aucun retard à mettre la procédure en état, 272. Il assiste aux débats, 272—1, 2 et 5. Il charge le procureur impérial

de poursuivre les délits dont il a connaissance, 274. Reçoit les dénonciations et les plaintes qui lui sont adressées, 275 — 1 et 2. En tient registre, *ibid.* — 4 et 5. Et les transmet aux procureurs impériaux, *ibid.* — 5. Il fait toutes les réquisitions qu'il juge utiles, 276. Et les signe, 277. Peut provoquer l'annulation de l'arrêt rendu au préjudice de ses réquisitions, 278. Surveillance qu'il exerce sur les officiers de police judiciaire, 279 et *suiv.* Dans quel délai le procureur général doit déclarer son recours contre l'arrêt de renvoi, 298. Il peut requérir le renvoi de l'affaire à la prochaine session, 306 — 1 et *suiv.* Requérir la jonction de plusieurs actes d'accusation sur un même délit, 307 — 1 et *suiv.* Ou la disjonction de plusieurs délits non connexes contenus au même acte d'accusation, 308. Il expose le sujet de l'accusation, 315 — 1. Présente la liste des témoins, *ibid.* — 2 et 3. Il peut s'opposer à l'audition d'un témoin qui n'aurait pas été suffisamment désigné dans l'acte de notification, 315 — 9. Il peut requérir qu'il soit tenu note des variations du témoin, 318 — 2. Demander au témoin tous les éclaircissemens nécessaires, 319 — 4. Citer à sa requête les témoins indiqués par l'accusé, 321 — 6. Il est tenu de reprocher le dénonciateur récompensé pécuniairement par la loi, qui serait appelé en témoignage, 325 — 1 et *suiv.* Et d'avertir les jurés de la qualité des autres dénonciateurs, *ibid.* — 8. Il peut requérir qu'un ou plusieurs témoins s'éloignent ou soient entendus de nouveau, 326 — 1 et *suiv.* Prendre note de ce qui lui paraît important dans les débats, 328. Si une déposition paraît fautive, il peut requérir l'arrestation du témoin et le renvoi de l'affaire, 330 et 331. Il remplit, à l'égard du témoin prévenu, les fonctions d'officier de police judiciaire, 330. Il peut récusar l'interprète, 332 — 4 et 5. Requérir que l'affaire soit renvoyée à la prochaine session, si un témoin cité fait défaut, 334 — 1 et *suiv.* Réquisitions contre le témoin défaillant, 335. Il ne peut se refuser à nommer les dénonciateurs à l'accusé acquitté, 338 — 7 et 8. Il doit être entendu sur les demandes en dommages-intérêt, fins de non-recevoir et défenses des parties, *ibid.* — 5. Il doit, avant la clôture des débats, faire des réserves à fin de poursuites, si l'accusé acquitté est inculpé sur un autre fait, 361 — 3 et *suiv.* Il requiert l'application de la loi quand l'accusé est déclaré coupable, 273 et 362. Il assiste à la prononciation de l'arrêt, 273. Délai dans lequel il doit déclarer son recours, 373 — 2. Art. 374 — 1 et

suiv. Les arrêts de condamnation sont exécutés par ses ordres, 372 — 1. Art. 376 — 4. Cas dans lesquels il doit surseoir à l'exécution d'une première condamnation jusqu'à ce qu'il ait été statué sur un second procès, 379. Les fonctions de procureur général sont incompatibles avec celles de juré, 384. Les préfets lui envoient la liste des jurés après sa réduction, 388. Récusation de jurés qu'il a droit d'exercer, 399 et *suiv.* Le procureur général adresse au directeur des domaines du domicile de l'accusé l'ordonnance par laquelle il est enjoint au contumax de se représenter, 466 — 3. Et l'extrait du jugement de surséance ou de condamnation, 469 — 2. Art. 472 — 3. Le procureur général est recevable à se pourvoir contre un arrêt de contumace, 475. Il doit citer à la cour impériale les juges de paix et magistrats des tribunaux de première instance prévenus d'un délit commis hors fonctions, 479. Ou en exercice de fonctions, 483. Ainsi que les juges de commerce et officiers de police judiciaire prévenus d'un délit commis dans leurs fonctions, *ibid.* Il désigne le magistrat qui doit remplir en ce cas les fonctions d'officier de police judiciaire, 480. Cas dans lequel il les exerce lui-même, 484. Le recours est ouvert au procureur général contre l'arrêt qui a prononcé sur l'identité d'un individu condamné, évadé et repris, 520 — 1 et *suiv.* Délai, *ibid.* — 2. Ce magistrat peut faire par lui-même le service à la cour spéciale, 265 — 2. Art. 557 et 558 — 1. Fonctions qu'il exerce près cette cour, 565. Rapports et différences de ces fonctions avec celles qu'il exerce près la cour d'assises, *ibid.* — 1 et *suiv.* Il est chargé de transmettre au grand-juge l'arrêt qui renvoie à la cour spéciale, 568. Diligences qu'il est chargé de faire pour la convocation de cette cour, 575. Il transmet au grand-juge le procès-verbal de recommanation dressé en faveur d'un individu condamné par une cour spéciale, 595 — 2. Peut-il et doit-il faire exécuter l'arrêt d'une cour spéciale nonobstant le recours du condamné ? 597 — 16. Conclusions par écrit qu'il donne sur les demandes en réhabilitation, 622. Il transmet, s'il y a lieu, la requête en réhabilitation et les pièces au grand-juge, 629. Procureur impérial criminel. Quel magistrat porte ce titre, 253. Sa résidence, 285. Il exerce les fonctions du ministère public à la cour d'assises, 284. A la cour spéciale, 568. Et sur les appels en matière correctionnelle, 287. Dans quelque lieu du département que se tiennent les assises, il doit s'y transporter, 286. Par qui sera remplacé en cas d'empêche-

ment, 288—1 *et suiv.* Surveillance qu'il exerce sur les officiers de police judiciaire, 289—1 et 2. Compte qu'il doit rendre tous les trois mois au procureur général, 290—1 *et suiv.* Voyez *Procureur général près la cour impériale*.

Questions sont posées par le président de la cour d'assises, 336—10 et 11. Ou de la cour spéciale, 581. Formule de questions sur le fait en lui-même, 537. Développement du système actuel sur la position des questions; comparaison avec l'ancien système, *ibid.*—1 *et suiv.* Les questions seront posées conformément au Code d'Instruction Criminelle, quoique le crime aurait été commis avant sa publication, *ibid.*—22. Formule de questions sur les circonstances aggravantes, 538. Sur les excuses, 539. Sur le discernement de l'accusé, 540. Remise des questions aux jurés, 541. Voyez *Récidive, Tentative, Viol.*

Question. Voyez *Torture*.

RÉBELLION. La rébellion armée à la force armée entre dans les attributions des cours spéciales, 554—f. Ce qui la constitue; développement, espèces, *ibid.*—5 *et suiv.*

RÉCIDIVE. En cas de négligence par récidive, les officiers de police judiciaire sont soumis à des injonctions prononcées par la cour impériale, 281. Ce qui constitue la récidive à cet égard, 282—1 et 2. Le condamné par récidive en matière criminelle ne peut être admis à la réhabilitation; ce qui constitue la récidive en cette matière, 634—1 *et suiv.* Position de question sur la récidive, 537—14 *et suiv.*

RÉCOLTES. La peine de la réclusion prononcée contre les vols de récoltes exposées dans les champs n'est pas restrictivement applicable aux seuls cas où ces récoltes consistent en grains; décision de M. Merlin, 410—12.

RECOMMANDATION à la commutation de S. M., en faveur de l'individu condamné par une cour spéciale ou prélectorale, 595—1 *et suiv.*

RECOURS en cassation. On ne peut attaquer que par cette voie les arrêts des cours d'assises, 292—1 et 2. Délai du recours contre l'arrêt de renvoi, 296. La déclaration du recours contre l'arrêt du renvoi contiendra le précis des moyens, 299—1 et 2. Sur quels motifs ce recours peut-il être fondé, *ibid.*—5 *et suiv.* La déclaration sera faite au greffe, 300—1 *et suiv.* Et transmise sans retard au procureur général de la cour de cassation par le procureur général de la cour impériale, *ibid.*—7, 8 et 9. Le recours préalable contre l'arrêt de renvoi à une cour spéciale *extrajudiciaire* n'est point recevable,

296—6 et 7. Nonobstant le recours contre l'arrêt de renvoi, l'instruction est continuée jusqu'aux débats exclusivement, 301. La voie du recours n'est point ouverte *directement* contre la déclaration du jury, 350—1 *et suiv.* Délai accordé à l'accusé pour déclarer son recours contre l'arrêt définitif, 573—1 *et suiv.* Au procureur général et à la partie civile, 573—2. Art. 574. Ouvertures de cassation, 408. A qui appartient le droit de recours contre les arrêts de condamnation, *ibid.*—2. Le recours exercé par le procureur général profite-t-il à l'accusé condamné qui ne s'est pas pourvu? 408—3 *et suiv.* S'il n'y avait pas eu dans le délai déclaration de recours contre l'arrêt de renvoi, serait-on recevable à attaquer cet arrêt en plaidant sur le recours définitif, 403—7 *et suiv.* L'arrêt de renvoi est-il soumis à d'autres ouvertures de cassation que celles dont l'art. 299 fait mention, 408—10 et 11. La voie du recours est-elle ouverte au ministère public contre l'arrêt d'absolution qui aurait été rendu conformément à ses réquisitions; arrêt qui décide affirmativement cette question, 408—34 et 35. Lorsque l'accusé a été prononcé, le ministère public ne peut en poursuivre l'annulation que dans l'intérêt de la loi, 409. Le recours est ouvert tant au ministère public qu'à la partie condamnée contre l'arrêt de condamnation émané d'une cour d'assises, qui a fait une fausse application de la loi pénale; espèces, 410—1 *et suiv.* Au ministère public contre l'arrêt d'absolution prononcé sur le fondement de la non-existence d'une loi pénale qui, pourtant, aurait existé; espèces, *ibid.* Le recours ne peut être fondé sur ce qu'il y aurait erreur dans l'application de la loi appliquée, 411. Cette disposition est applicable aux matières correctionnelles et de police comme aux matières criminelles, 414. S'il n'y avait recours que de la part du condamné pour fausse application de la loi, et qu'il fût reconnu que la peine prononcée est moins forte que la peine applicable, il n'y aurait pas lieu à renvoyer devant une autre cour pour l'application d'une peine plus forte, 411—3. Si la peine appliquée était excessive, et que le condamné ne se fût pas pourvu, la cour de cassation, saisie par le recours du procureur général, devrait annuler l'arrêt dans l'intérêt de l'accusé, *ibid.*—4 et 5. En matière correctionnelle et de police, mêmes ouvertures de cassation qu'en matière criminelle; développemens, 413—1 *et suiv.* Le recours en matière correctionnelle et de police est ouvert à toute partie, *ibid.*—10 et 11. Contre tous arrêts ou

jugemens définitifs rendus en dernier ressort, *ibid.*—14 et *suiv.* Dans quelle forme et dans quel délai doit être exercé, *ibid.*—12 et 13. Si la partie poursuivie est renvoyée, nul ne peut, à son préjudice, fonder un recours sur l'omission ou la violation des formes prescrites pour assurer sa défense, 415. En matière correctionnelle et de police, le délai de recours contre les jugemens par défaut ne commence à courir qu'après l'expiration du délai d'opposition; 415—22 et 23. Le recours n'est ouvert contre les jugemens préparatoires ou d'instruction, qu'après le jugement définitif, 416—1 et *suiv.* Secus des arrêts rendus sur la compétence, *ibid.*—2, 10 et *suiv.* *Quid*, du jugement interlocutoire? 415—16. *Art.* 416—5, 6 et *suiv.* Formalités relatives à la déclaration du recours; par qui sera reçue; délai, 417—1 et *suiv.* Formalités relatives à la notification du recours; délai, 418—1 et *suiv.* Le condamné n'est point tenu à cette notification, *ibid.*—1. A défaut de notification, le recours tombe-t-il en déchéance? *ibid.*—4. Consignation d'amende, dispense, 419 et 420. Le recours n'est recevable de la part de l'individu condamné à une peine emportant privation de la liberté, qu'autant qu'il est retenu en état; moyen d'en justifier, 421—1 et *suiv.* Délais dans lesquels il doit être statué sur le recours en matière criminelle, correctionnelle et de police, 425. Il y sera prononcé sans arrêt préalable d'admission, 426. Condamnations prononcées contre la partie civile qui succombe dans son recours, ou qui s'en désiste, 426—1 et *suiv.* 7, 8 et 9. Quand y a-t-il lieu à la restitution de l'amende, 427—1 et *suiv.* Lorsqu'un premier pourvoi est rejeté, la partie qui l'a formé n'est jamais recevable à en proposer un second contre le même jugement, 428. Formalités qui doivent être remplies lorsqu'un pourvoi est rejeté, 429. Comment est-il procédé, lorsqu'après une première cassation, le recours contre le second arrêt est fondé sur les mêmes moyens, 440. Loi relative à ce cas, 427—11. A qui est ouvert le recours contre les arrêts de contumace, 473. Le recours est-il recevable contre l'arrêt qui rejette l'excuse du contumax, *ibid.*—2 et 3. A qui est ouvert contre l'arrêt qui prononce sur l'identité d'un individu condamné, évadé et repris; formalités, délai, 520—1 et *suiv.* Le recours n'est point recevable contre les arrêts de cour spéciale, 527. Exceptions, *ibid.*—2 et *suiv.* *Art.* 565—2. *Art.* 569—6. Le recours est recevable, même contre un arrêt de cour spéciale, lorsqu'il n'est pas intervenu contre la

partie poursuivie un arrêt préalable de mise en accusation, 565—2. *Quid*, à l'égard de ses co-accusés dont l'accusation aurait été légalement prononcée, *ibid.*—3, 4 et 5. Le recours est recevable contre l'arrêt d'une cour spéciale qui aurait retenu la connaissance d'un crime qui, par le résultat des débats, serait sorti de la compétence, 589—6. Le refus du greffier de recevoir la déclaration de recours faite dans le délai, tient lieu de cette déclaration, espèce, *ibid.*—7 et 8. Voyez *Nullité, Arrêt de renvoi, etc.*

RÉCUSATION des membres de la cour d'assises, 257—5. Par qui elle est jugée, *ibid.*—6. Récusation d'un interprète, 332—5 et 6. Recusation des jurés; par qui et dans quelle forme elle est exercée, 399—1 et *suiv.* L'accusé et le procureur général peuvent exercer un égal nombre de récusations innominées; modification, 399—4. *Art.* 401. Les récusations sont péremptoires et innominées jusqu'à ce que la liste soit réduite au nombre de douze jurés, 399—5. Quand elle est réduite à ce nombre, les récusations motivées sont seules admissibles, 400—3. Motifs de récusation, *ibid.*—4. En quel nombre et comment sont exercées les récusations de jurés, lorsqu'il y a plusieurs accusés, 402, 403, 404.

RÉGIES. Voyez *Administration*.

REGISTRE. Le procureur général doit consigner sur un registre les dénonciations et les plâmes qui lui sont adressées, 275—4 et 5. Il doit également tenir registre des arrestations; qu'il donne aux officiers de police judiciaire coupables de négligence, 280—3. Le greffier est tenu de consigner sur un registre les notices des condamnations à l'empêchement ou à une peine plus forte, 600—4 et 5. Dans quelle forme est tenu ce registre, *ibid.*—6 et 7. Il en est adressé tous les trois mois copie au grand juge et au ministre de la police, 601. Registre que doivent avoir les gardiens des maisons de détention, 607. Dans quelle forme il est tenu, *ibid.* Sa destination et ce qu'il doit contenir, 608 et 610.

RÈGLEMENT de juges. Observations préliminaires; ces arrêts et arrêts en cette matière, *pag.* 605 et *suiv.* Comment sont instruites et jugées les demandes en règlement de juges, 525. Dans quel cas il y a lieu à être réglé de juges par la cour de cassation, 526 et 527. Conflit négatif; espèce, 526—4. *Art.* 529—5. La compétence réglée par l'arrêt de la cour de cassation qui a statué sur une demande en règlement de juges, est-elle réglée d'une manière absolument irrévocable? 528—3 et *suiv.* Il peut être statué

définitivement sur le règlement de juges sans communication préalable, sauf l'opposition, 528. Mais la cour ne doit user qu'avec prudence de cette voie expéditive, 535 — 5 et 6. Arrêt de *soit communiqué*; ce qu'il contiendra, 529, 530 et 531. Notification de cet arrêt, 531 — 3 et 4. Effets qu'elle produit, *ibid.* — 5 et 6. Opposition à l'arrêt définitif; dans quel cas recevable, 532 — 1 et *suiv.* Art. 537. Effets qu'elle produit, 534. L'arrêt qui prononce sur le conflit statue sur tous les actes faits par le tribunal qu'elle dessaisit, 536 — 1 et *suiv.* Notification de cet arrêt, 532 et 538. Y a-t-il lieu au règlement de juges, lorsqu'il a été excipé de l'incompétence du juge d'instruction ou du tribunal de première instance, et qu'il a été statué sur l'exception? 539. Dans quel cas il y a lieu à être réglé de juges par la cour impériale, 540 — 1 et *suiv.* Dans quel cas, par un tribunal de première instance, *ibid.* — 1 et 3. Le conflit établi entre deux tribunaux de première instance du même ressort, *saisis par voie d'appel*, doit-il être jugé par la cour impériale? *ibid.* — 4 et *suiv.* Amende qui peut être prononcée contre la partie qui succombe dans sa demande en règlement de juges, 541 — 1, 2 et 3.

RÉHABILITATION. Origine de cette institution, *pag.* 754, n° 3. Perfectionnement de la législation en cette matière, *pag.* 754 et 755. Réhabilitation en matière de commerce, *pag.* 755, n° 10. Elle n'a rien de commun avec celle dont il est traité dans cet ouvrage, *ibid.* Dans quels cas les condamnés peuvent être admis à la réhabilitation; délai, conditions, formalités et attestations exigées, 619 — 1 et *suiv.* 620 — 1 et *suiv.* La requête et les pièces sont déposées au greffe de la cour impériale dans le ressort de laquelle réside le condamné, 621 — 1 et 2. Comment il est procédé devant la cour impériale, 622 et *suiv.* Publication de la demande par la voie des journaux, 625. Avis de la cour, 626. Délai avant l'expiration duquel cet avis ne peut être donné, 627 — 1 et 2. Si la demande est rejetée, le condamné ne peut en former une nouvelle avant le délai de cinq ans, 628. Distinctions, *ibid.* — 3, 4 et 5. Si la cour donne un avis favorable, les pièces sont transmises au grand-juge, 629. Rapport à sa majesté, 630. Lettres de réhabilitation, 631. Copie authentique de ces lettres est envoyée à la cour qui a prononcé la condamnation, 632 — 1 et 2. Effets de la réhabilitation, 633 — 1, 2 et 3. Le condamné par récidive n'est point admis à la réhabilitation, 634 — 1 et *suiv.*

REMPLACEMENT du président des assises empêché depuis la notification de la liste aux jurés, 263 — 1 et *suiv.* Des membres de la cour d'assises, 264 — 1 et *suiv.* Du procureur impérial criminel, 288 — 1, 2 et 3. S'il y a eu remplacement d'un juge ou d'un juré pendant les débats, ils doivent être recommencés sous peine de nullité, 260 — 7. Le silence d'une partie à l'égard de ce remplacement ne la rendrait pas non-recevable à en tirer une ouverture de cassation, 262 — 3.

REVOI. L'accusé acquitté qui, dans le cours des débats aurait été inculqué sur un autre fait, sera renvoyé devant le juge d'instruction de l'arrondissement où siège la cour, 361 — 1 et *suiv.* Lorsque la cour de cassation annule un arrêt ou jugement rendu en matière correctionnelle ou de police, devant quels juges doit-elle renvoyer l'affaire? 427. Devant quels juges, lorsque le jugement annulé a été rendu en matière criminelle? distinctions, 429. Il n'y a pas lieu au renvoi quand l'annulation n'est prononcée que dans l'intérêt de la loi, 427 — 9. Y a-t-il lieu au renvoi, lorsque l'arrêt de condamnation est annulé, parce que le fait ne constitue pas un *délit* qualifié par la loi? *ibid.* — 12 et 15. Lorsque la cour de cassation a le choix du tribunal auquel elle fait le renvoi, comment ce choix sera-t-il fixé? 430. Cas dans lequel l'affaire doit être renvoyée de la cour spéciale à la cour d'assises, 589.

Renvoi (arrêt de) peut être attaqué préalablement par la voie de recours; dans quel délai, 296 — 3. Ouvertures de cassation, 299. S'il n'avait pas été proposé de recours dans le délai contre l'arrêt de renvoi, pourrait-il être attaqué en plaçant sur le recours contre l'arrêt définitif? 408 — 7 et *suiv.* Est-il soumis à d'autres ouvertures de cassation que celles dont l'article 299 fait mention? *ibid.* — 10 et 11. Lorsque l'accusé condamné par une cour d'assises ne s'est pas préalablement pourvu contre l'arrêt de renvoi, si cet arrêt ne portait que sur une prévention de *délit*, y aurait-il lieu de ce chef à l'annulation sur le recours définitif? 408 — 18 et 19. Au commencement de la séance, l'arrêt de renvoi est lu à l'accusé, 513. La cour de cassation connaît préalablement de tous les arrêts de renvoi aux cours spéciales, 569. Motifs d'annulation, 570 — 1 et *suiv.* Voyez *Recours en cassation*.

Renvoi à une autre session. Peut être ordonné en cas d'arrestation d'un témoin prévenu de faux témoignage, 531. Ou lorsqu'un témoin cité fait défaut, 534. Ou lorsqu'il s'élève des circons-

tances qui décèlent la partialité du jury; exemple remarquable, 336 — 5 et 6. Ou lorsque le jury a déclaré l'accusé coupable, et que les juges sont unanimement convaincus qu'il s'est trompé, 352. Autres cas où il y a lieu au même renvoi; espèces et arrêts, 406 — 5 et *suiv.*

Renvoi d'un tribunal à un autre. Par qui peut en être formé la demande; sur quelles causes fondée, 542 — 1 et *suiv.* 544 — 1 et *suiv.* La cour de cassation peut seule y statuer; comment, en cette matière, se forme sa décision, *pag.* 670, n° 4. *Art.* 542 — 9, 10 et *suiv.* Par sa comparution volontaire, la partie se rend-elle non-recevable à demander le renvoi, 543 — 1. Questions relatives, *ibid.* — 2, 3 et 4. Il peut être statué sur la demande sans communication préalable, sauf l'opposition, 545. Arrêt de *soit communiqué*; notification, 548 — 1 et *suiv.* 547. Notification de l'arrêt définitif, 548, — 1 et *suiv.* Opposition, 549. Sursis, 550. Dispositions relatives aux matières de règlement de juges, déclarées applicables aux matières de renvoi, 551. Les demandes en renvoi peuvent-elles être réitérées dans la même affaire? 552. Voyez *Règlement de juges.*

Reproches contre les témoins; doivent-ils être justifiés par écrit? 522 — 8 et 9. Voyez *Témoins.*

Réquisition. Il doit être statué, à peine de nullité, sur une demande ou une réquisition tendant à user d'un droit accordé par la loi, 408 — 25 et *suiv.* Mais la nullité ne résulte pas nécessairement de ce que la demande ou la réquisition aurait été rejetée; arrêt, *ibid.* — 29 et 30.

Requisitions du ministère public. Voyez *Procureur général.*

Résidence du procureur impérial criminel, 285. Où doit résider le condamné pour crime, qui a prescrit sa peine, 635 — 3 et 4.

Restitution. La cour d'assises ordonne, s'il y a lieu, que les effets pris seront restitués au propriétaire, 366 — 4 et *suiv.* La demande en dommages-intérêts formée devant la cour d'assises par la partie civile, la rend-elle non-recevable à se pourvoir au civil contre l'accusé, en restitution des choses volées? *ibid.* — 7 et *suiv.*

Révocation. Observations préliminaires, *pag.* 436 et *suiv.* Peut être demandée bien que le condamné ait obtenu sa grâce, *pag.* 458, n° 6. Est autorisée à l'égard de tous jugemens qui prononcent des peines afflictives ou infamantes, de quelque juge qu'ils émanent, *pag.* 459, n° 11. C'est toujours à une cour d'assises que la révocation doit être soumise, *pag.* 460 et 461, n° 12, 13, 14 et 15. Il y a lieu à révocation

lorsque deux arrêts de condamnation prononcés à raison du même crime contre deux accusés différents, sont inconciliables, 445. Lorsqu'après une condamnation pour homicide il s'élève de suffisans indices sur l'existence de la personne prétendue homicide, 444. Enfin lorsque la condamnation a été prononcée sur un débat où il a été entendu des témoins à charge convaincus depuis d'avoir porté un faux témoignage dans l'affaire, 445. La révocation peut-elle être admise nonobstant le décès du condamné, 447 — 1. Lorsque la demande en révocation est fondée sur l'existence de la personne prétendue homicide, et que le condamné est mort depuis sa condamnation, comment est-il procédé à la révocation du procès? *ibid.* — 2 et 3. *Quid*, si l'arrêt annulé par suite de révocation renfermait des condamnations civiles? *ibid.* — 4, 5 et 6.

Secours qui peuvent être accordés à la famille du condamné par contumace, durant le séquestre de ses biens, 475.

SECRET. L'accusé peut-il y être tenu, 502 — 1 et 2. *Art.* 611 — 5 et 6. *Art.* 618 — 1.

SÉQUESTRE mis sur les biens de l'accusé contumax, 465. L'excuse trouvée légitime fait surseoir au séquestre, 469. Un cas, à quel tribunal s'adresser pour en obtenir la main-levée? *ibid.* — 3. A qui sera rendu le compte du séquestre, 471 — 4 et 7. Les fruits perçus pendant le séquestre seront-ils restitués? *ibid.* — 5 et 6. Durant le séquestre, il peut être accordé des secours à la famille du contumax, 475.

SERMENT. Voyez *Interprète, Jurés, Témoins.*

Serment judiciaire. Le refus de prêter le serment déféré ou réfré n'emporte pas déchéance absolue; espèce, 459 — 6. Le faux serment judiciaire est puni de la dégradation civique, 330 — 17.

Session. Voyez *Cours d'assises, Jurés, Renvoi.*

SIGNATURES des réquisitions du procureur général, 277 — 1. Et des décisions auxquelles elles donnent lieu, *ibid.* — 2. Signature de la déclaration du jury, 349 — 1 et *suiv.* Des arrêts de la cour d'assises, 370 — 1 et *suiv.* Et du procès-verbal de la séance, 372 — 4 et 7. Signature des arrêts de la cour spéciale, 593 — 1 et 2. Signature des pièces arguées de faux, 448, 449, 450 et 457. Et des pièces de comparaison, 453 et 457.

Sourd-muet. *Quid*, si l'accusé ou l'un des témoins est sourd-muet et ne sait pas écrire, 335 — 1 et 2. *Quid*, s'il sait écrire, *ibid.* — 3 et 4.

SUBORNATION de témoins; peines de ce crime, 330 — 16.

SUBSTITUTE. Voyez *Procureur général.*

SUPPLÉANS. Peuvent entrer dans la composition des assises, 253—4. Les juges-auditeurs ont la préséance sur les suppléans, 256—4. Les fonctions de suppléant sont-elles incompatibles avec celles de juré? 584—3.

SURRÊT publique, (causes de) 542—6, 9 et 11. Voyez *Renvoi*.

SURSÉANCE. Il est sursis à l'exécution des arrêts de condamnation émanés d'une cour d'assises, pendant le délai du recours, et s'il y a eu recours jusqu'à la réception de l'arrêt, 375. Autres causes de surséance, 373—8 et *suiv.* Le recours de la partie civile emporte-t-il surséance? 375—9. Le sursis est-il levé par le désistement de la partie qui s'est pourvue, *ibid.*—5 et *suiv.* Y aurait-il lieu à surseoir si le recours était irrégulier, ou s'il avait été déclaré hors le délai? *ibid.*—10. Si le condamné révèle des complices doit-il être sursis de plein droit à son exécution? 377—4 et *suiv.* Surséance à l'exécution d'une première condamnation en cas de nouvelles poursuites contre l'accusé, 379. Il doit être sursis à l'exécution de l'arrêt quand il y a lieu à révision, 443, 444 et 445. L'inscription de faux emporte-t-elle de plein droit surséance au jugement principal; distinction, 451—2. *Art.* 460—4 et *suiv.* Surséance produite, en matière de règlement de juges, par la notification de l'arrêt de *soit communiqué*, 531—5 et *suiv.* Ou par l'opposition à l'arrêt qui a prononcé sur le conflit sans communication préalable, 534—1 et 2. Surséance produite en matière de renvoi par l'opposition à l'arrêt qui statue définitivement sur la demande, 550. Il y a lieu à surseoir à l'arrêt d'une cour spéciale lorsque l'accusé a été recommandé par la cour à la commiseration de l'Empereur, 598—1. Autres causes de surséance, *ibid.*—1 et *suiv.* Y a-t-il lieu à surseoir à l'exécution d'un tel arrêt, lorsque l'accusé déclare qu'il entend se pourvoir, 597—16. Voyez *Renvoi*.

SUSPICION légitime, (causes de) 542—6 et *suiv.* Voyez *Renvoi*.

TABIEAU des jurés. Comment il est procédé à sa formation, 399—1 et *suiv.* Immédiatement après qu'il est formé, les débats commencent, 403. Si l'examen d'une affaire, ou partie de l'examen, est renvoyé à la session suivante, il sera procédé sur une autre liste à la formation d'un autre tableau, 406—1 et *suiv.* Voyez *Jurés*, *Liste des jurés*, *Recusation*.

TAXE. Comment sont taxés les frais de route, soit des témoins, soit des jurés, 521—6.

TÉMOINS. Les témoins appelés par le président

pendant le cours des débats, ne prêtent point serment, 268—3. *Art.* 269—2. Commission pour entendre de nouveaux témoins qui résideraient hors du lieu de la tenue des assises, 303—3, 4 et 5. Envoi des dépositions ainsi reçues, *ibid.*—6 et 7. Jugement et punition des témoins récalcitrans, 304—1 et *suiv.* La liste de témoins présentée par le procureur général ne peut contenir que ceux dont les nom, prénoms et profession ont été notifiés, 315—4 et *suiv.* Règles de cette notification, *ibid.* Le président peut prendre les précautions convenables pour empêcher les témoins de conférer entre eux du délit ou de l'accusé, 316—6. Les témoins ne sortent de la chambre que pour déposer, *ibid.*—5. Prestation de serment, 317—1 et 2. Ils sont interpellés de déclarer leurs rapports de parenté, d'alliance, ou de domesticité, avec l'accusé, *ibid.*—7, 8 et 9. Déposent séparément, *ibid.*—3 et 4. Dans quel ordre, *ibid.*—5. *Art.* 321—1. Déposent oralement, 317—10 et 11. Exceptions, *ibid.*—12. Il peut être pris note des variations du témoin, 318. Le témoin ne sera point interrompu, 319—1. Question qui lui est faite après sa déposition, *ibid.* Où doit rester le témoin après avoir été entendu, 320—1 et *suiv.* *Art.* 374. Les témoins produits par l'accusé sont entendus les derniers, 321—1. Sur quels points peut porter leur témoignage, *ibid.*—2, 3 et 4. Motifs de reproches, 322. Développemens, *ibid.*—1 et *suiv.* Autres motifs de reproches, *ibid.*—31. Si le reproche n'est pas proposé, l'audition du témoin n'entraîne pas nullité, 322. Pour que les témoins produits par l'accusé ou par le procureur général puissent être entendus aux débats, il suffit qu'ils aient été portés sur la liste, 324—1 et *suiv.* Ils ne peuvent s'interpeller entre eux, 325—1 et 2. Peuvent être entendus de nouveau, 326—1 et *suiv.* *Quid*, si d'après les débats la déposition d'un témoin paraît fautive? 330 et 331. Si un témoin cité fait défaut, il peut y avoir lieu au renvoi de l'affaire à la prochaine session, 334 et 379. Peines et moyens de contrainte envers le témoin défaillant, 353—1 et *suiv.* Excuses, *ibid.*—7 et 8. L'opposition est ouverte au témoin défaillant contre l'arrêt qui l'a condamné, 356—1 et *suiv.* Lorsqu'une condamnation a été prononcée sur un débat ou il a été entendu des témoins à charge qui, depuis, ont été condamnés pour avoir porté un faux témoignage dans cette affaire, il y a lieu à révision, 443. Ces témoins ne peuvent être entendus dans les nouveaux débats, 446. Lorsqu'en matière de faux, un témoin dépose sur l'une

des pièces du procès, il doit la signer et la parapher, 457—1, 2 et 5. Dans les débats ouverts sur la représentation d'un contumax, les dépositions écrites des témoins qui ne peuvent être produits, sont lues à l'audience, 477—1 et suiv. Mais comme simples renseignements, *ibid.*—4. Les princes du sang, les grands dignitaires et le grand-juge, ne peuvent être cités comme témoins sans un décret spécial, 510—1 et suiv. Par qui, et comment sont reçues leurs dépositions lorsqu'ils doivent être entendus en leurs demeures, 511. Cérémonial à observer à leur égard lorsqu'ils comparaitraient pour déposer, 513. Comment on procède pour recevoir la déposition des grands officiers de l'empire, ministres, etc.; distinctions, 514. Dans quel cas ils peuvent être autorisés par un décret spécial à déposer par écrit, 517. *Quid*, s'il s'agit du témoignage d'un agent résidant près d'un gouvernement étranger, 514—6. *Art.* 515 et 516. Les ambassadeurs des puissances étrangères peuvent-ils être cités comme témoins? 514—7 et suiv. Et les personnes attachées à leur suite? *ibid.*—11. L'étranger sans caractère en France, peut-il être cité comme témoin? 514—8, 12 et 13. Le témoin, quoique âgé de moins de quinze ans, s'il est porté sur la liste et appelé aux débats, doit prêter serment; arrêt, 574—10.

Témoin instrumentaire peut déposer dans le procès sur le faux, dirige contre le fonctionnaire public qui a rédigé l'acte argué; arrêt, 322—33.

TENTATIVE. Position de question sur la tentative, 337—14 et suiv.

TORTURE aujourd'hui supprimée, 377—9 et suiv.

TRIBUNAL. Mode de procéder contre un tribunal entier, soit de commerce, soit de première instance, prévenu de crime commis en exercice de fonctions, 485 et suiv.

Tribunaux de commerce. Peuvent-ils instruire sur le faux incident, 449—13. Voyez *Tribunal*.

Tribunaux militaires. Règles de leur compétence,

555—4 et 5. Espèces relatives, 410—30 et suiv. Peuvent-ils instruire sur le faux incident, 449—12.

Tribunaux de première instance. Dans quel cas ils connaissent des demandes en réglemeut de juges, 540. Voyez *Tribunal*.

Tribunaux de police. S'ils peuvent instruire sur le faux incident, 449—14.

TUMULTE excité à l'audience, par quelle voie peut être réprimé, 504—1 et suiv. Comment il est procédé dans le cas où le tumulte est accompagné d'injures ou de voies de fait emportant des peines correctionnelles ou de police; distinctions, 505—1 et suiv. Voyez *Police*, *Audience*.

VAGABONDS. *Quid*, 553—4. Sont justiciables des cours spéciales, *ibid.*—4 et suiv.; développemens, *ibid.*

VARIATIONS. Voyez *Témoins*.

VIOL. Position de question sur l'âge de la personne violée, 337—20.

VIOLENCES. Voyez *Prisons*, *Voies de fait*.

VISITES des prisons, par qui et quand seront faites, 611 et 612.

VOIES de fait exercées après l'exécution des actes émanés de l'autorité publique, pour interrompre cette exécution ou en faire cesser l'effet, ne constituent pas un crime; avis du conseil d'état, 410—23.

VOIRIE. Voyez *Grande voirie*.

VOIX. Nombre de voix exigé pour la condamnation immédiate du prévenu de crime commis à l'audience, 508—1 et suiv. Voyez *Majorité*.

VOLS. La peine des travaux forcés à perpétuité, prononcée contre les vols commis sur les chemins publics, est applicable, quoiqu'il n'y ait d'ailleurs aucune circonstance aggravante; arrêt, 410—13. Les vols de famille ne donnent lieu qu'à des réparations civiles; mais s'ils sont accompagnés d'un autre crime, ce crime peut être poursuivi par la voie criminelle; arrêt, 410—16. Voyez *Escalade*, *Hôtels garnis*, *Récolles*.

ERRATA.

Page 1^{re}, lignes 3, 4 et 5, au lieu de, LIVRE II, TITRE II, DE LA JUSTICE, lisez, LIVRE II, DE LA JUSTICE, TITRE II.

- 5—27—pût—leur.
- 18—36—son—leur.
- 19—11—article 152—article 352.
- 30—27—l'art. 232—l'art. 273.
- 35—23 et 24—puisse—pût—pût.
- 50—11—dont il peut—qu'il peut.
- id.—31, *supprimez ces mots*, tendante à ce qu'elle fût exécutée.
- 58—32, au lieu de, fût, lisez, soit.
- 65—25—Le Substitut—Le Substitut.
- 71—1—(art. 192)—(art. 192).
- 78—14—dont—que.
- 79—8—l'art. 251—l'art. 261.
- id.—33—au défaut—ou défaut.
- 92—31—à—elle fait—à—il fait.
- 96—29—l'art. 86—l'art. 80.
- 97—14—contumace—contumax.
- 98—29—prononcée—prononcée.
- 106—14—ce serait—ce seraient.
- 108—28—absolvi—absolvi.
- 110—6—leur critique que sur—leur critique sur.
- 117—11—l'acte d'accusation—l'acte de notification.
- 118—30—qu'il aurait—qu'elle aurait.
- 122—33—l'art. 302—l'art. 312.
- 126—7—an 11—an 2.
- 143—23—(art. 317)—(art. 347, ibid.)
- 149—12—de seize ans—de quinze ans.
- 149—25—ne porte pas que si le..... ne le porte pas, si le.....
- 152—33—qu'il est—qu'elle est.
- 156—10—dont il peut—qu'il peut.
- 162—18—déterminées—déterminés.
- 168—5—l'art. 322—l'art. 332.
- 177—1, avant ces mots, de la manière la plus claire, lisez, prouvai.
- 178—4, au lieu de, l'art. 349, lisez l'art. 347.
- 181—37—se trouvait—se trouverait.
- 183—3—l'art. 337 du Code—Le Code.
- 202—19—le Jury—le Juri.

- 208—33—Le Jury—Le Juri.
- 211—10—produira—produiront.
- 215—24—(Art. 14, ibid.)—(Art. 114, ibid.)
- 220—3—443 et suivants—351 et 352.
- 228—32—pût—puisse.
- 251—5—précède..... préjudice..... —précédée..... pré-judicier.....
- id.—7—dont parle—que parle.
- 256—20 et 21—à déclaré—n'a déclaré.
- 267—35—police correctionnelle—police simple ou correctionnelle.
- 274—12—elle a—il a.
- id.—14—dans les vingt-quatre heures avant—dans les vingt-quatre heures de sa déclaration, et avant.
- 280—4 et 5—donne..... insère.....—donne..... insère.....
- 285—4—l'art. 371—l'art. 373.
- 293—12—accordé au—exerce par le.
- 308—31—duquel—de laquelle.
- 310—10 et 11—Code pénal de 1810—Code d'instruction criminelle.
- 311—23—Code pénal—Code d'instruction criminelle.
- 330—3—d'où il faut en conclure—d'où il faut conclure.
- 369—34, après ces mots, des personnes, ajoutez, le renvoi doit être ordonné.
- 381—38, au lieu de, lorsqu'elle est, lisez, laquelle est.
- 391—14—saisis—saisies.
- 413—1—devra—devrait.
- 439—25—Procureur Impérial—Procureur-Général.
- 449—1—l'art. 468—l'art. 469.
- 470—6—en son pouvoir—en leur pouvoir.
- 487—25—l'art. 215—l'art. 214.
- 492—11—fasse—fût.
- 512—27—dans celui—dans celle.
- 520—36—par l'opposition—pour l'opposition.
- 583—22—Si la forme qui fait l'objet—Si le fait qui est l'objet.
- 611—29—qui ne ressortit—qui ne ressortisse.
- 614—19—n° 12—n° 2.
- 701—20—DXCX—DXC.
- id.—28—DXCXI—DXCI.

VA11524908





168

C

G

